ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

établie par le Service des Archives de l'Assemblée Nationale

SESSIONS DE 1984

7e Législature.

Deuxième session extraordinaire de 1983-1984	Du 24 janvier au 13 février 1984.
Seconde session ordinaire de 1983-1984	Du 2 avril au 30 juin 1984.
Troisième session extraordinaire de 1983-1984	Du 2 juillet au 12 septembre 1984.
Première session ordinaire de 1984-1985	Du 2 octobre au 20 décembre 1984.
Première session extraordinaire de 1984-1985	21 décembre 1984.

ABREVIATIONS

Socialiste .... Groupe socialiste.

R. P. R. ..... Groupe du rassemblement pour la République.

U. D. F. ..... Groupe Union pour la démocratie française.

Communiste .. Groupe communiste.

N. I. ..... Députés n'appartenant à aucun groupe.

EXPLICATION DES SIGLES

A. D. R. I.	Agence de développement des relations interculturelles.
A. F. M. E.	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
A. G. S.	Assurance de garantie des salaires.
A. M. O. F.	Associations de main-d'œuvre et de formation.
A. O. C.	Appellations d'origine contrôlée.
A. P. E.	Allocation parentale d'éducation.
A. P. S.	Activités physiques et sportives.
B. T. P.	Bâtiment et travaux publics.
C. A. T.	Centres d'aide par le travail.
C. E. A.	Commissariat à l'énergie atomique.
C. E. E.	Communauté économique européenne.
C. E. P.	Compagnie européenne de publication.
C. F. P. C.	Centre de formation des personnels communaux.
C. I. R. A.	Centres interministériels de renseignements administratifs.
C. N. A. P. S.	Conseil national des activités physiques et sportives.
C. N. E. X O.	Centre national pour l'exploitation des océans.
C. N. O. S. F.	Comité national olympique et sportif français.
C. N. P. F.	Conseil national du patronat français.
C. N. R. A. L.	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.
C. O. B.	Commission des opérations de bourse.
CODEVI	Compte de développement industriel.
CODIFA	Comité de développement des industries françaises de l'ameublement.
C. O. T. O. R. E. P. ..	Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel.
C. U. M. A.	Coopératives utilisatrices de matériel agricole.
D. A. S. S.	Direction de l'action sanitaire et sociale.
D. A. T. A. R.	Délégation régionale à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
D. O. M. - T. O. M. ..	Départements d'outre-mer - Territoires d'outre-mer.
D. G. E.	Dotation globale d'équipement.
D. G. F.	Dotation globale de fonctionnement.
E. N. A.	Ecole nationale d'administration.
F. D. E. S.	Fonds de développement économique et social.
F. E. O. G. A.	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
F. I. D. A. R.	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
F. I. D. O. M.	Fonds d'intervention des départements d'outre-mer.
F. I. O. M.	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la mer.
F. N. E.	Fonds national pour l'emploi.
F. N. S.	Fonds national de solidarité.
F. N. S. E. A.	Fédération nationale des salariés et exploitants agricoles.
F. S. G. T.	Fédération sportive et gymnique du travail.
F. S. G. T.	Fonds spécial de grands travaux.
G. A. E. C.	Groupements agricoles d'exploitation en commun.
G. F. A.	Groupement foncier agricole.
G. V. T.	Glissement, vieillissement et technicité.
H. L. M.	Habitation à loyer modéré.
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
I. G. F.	Impôt sur les grandes fortunes.
I. N. A. O.	Institut national des appellations d'origine.
I. N. P. I.	Institut national de la propriété industrielle.
I. N. S. E. E.	Institut national de la statistique et des études économiques.
I. N. S. E. R. M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
I. S. M.	Indemnité spéciale de montagne.
I. V. D.	Indemnité viagère de départ.
L. E. P.	Lycée d'enseignement professionnel.
L. M. B. O.	Leverage Management by Out.
L. O. T. I.	Loi d'orientation des transports intérieurs.
O. J. D.	Office de justification de la diffusion.
O. N. A. C.	Office national des anciens combattants.
P. L. A.	Prêts locatifs aidés.
P. M. E. - P. M. I.	Petites et moyennes entreprises - Petites et moyennes industries.
P. T. O. M.	Pays et territoires d'outre-mer.
R. M. I. S.	Réseau numérique à intégration de services.
S. A. C. E. M.	Société des auteurs-compositeurs et éditeurs de musique.
S. A. F. E. R.	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S. C. I.	Sociétés civiles immobilières.
S. C. P. I.	Sociétés civiles de placement immobilier.
S. C. O. P.	Sociétés coopératives ouvrières de production.
S. G. D. N.	Secrétariat général de la défense nationale.
S. I. C. A.	Sociétés d'intérêt collectif agricole.
S. I. C. A. V.	Sociétés d'investissement à capital variable.
S. J. T. I.	Service juridique et technique de l'information.
S. M. I.	Surface minimum d'installation.
S. M. I. C.	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
SOFIRAD	Société financière de radiodiffusion.
S. O. M. I. V. A. C. ..	Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.
T. G. I.	Tribunal de grande instance.
T. G. V.	Train à grande vitesse.
T. I. P. P.	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
T. U. C.	Travaux d'utilité collective.
T. V. A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U. G. A. P.	Union des groupements d'achats publics.
U. N. E. D. I. C.	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
U. T. N.	Unité touristique nouvelle.
V. D. Q. S.	Vins délimités de qualité supérieure.
Z. A. C.	Zone d'aménagement concerté.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication, la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1984

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMEROS	NUMEROS des microfiches.
24 janvier	25 janvier	1 à 32	1	001
25 janvier	26 janvier	33 à 104	2	002
26 janvier	27 janvier	105 à 174	3	003
27 janvier	28 janvier	175 à 262	4	004
30 janvier	31 janvier	263 à 318	5	005
31 janvier	1er février	319 à 390	6	006
1er février	2 février	391 à 444	7	007
2 février	3 février	445 à 484	8	008
3 février	4 février	485 à 548	9	009
4 février	5 février	549 à 596	10	010
6 février	7 février	597 à 666	11	011
7 février	8 février	667 à 722	12	012
8 février	9 février	723 à 810	13	013
9 février	10 février	811 à 882	14	014
10 février	11 février	883 à 970	15	015
11 février	12 février	971 à 1010	16	016
13 février	14 février	1011 à 1050	17	017
2 avril	3 avril	1051 à 1058	18	018
3 avril	4 avril	1059 à 1112	19	019
4 avril	5 avril	1113 à 1160	20	020
5 avril	6 avril	1161 à 1208	21	021
6 avril	7 avril	1209 à 1272	22	022
9 avril	10 avril	1273 à 1334	23	023
10 avril	11 avril	1335 à 1420	24	024
11 avril	12 avril	1421 à 1500	25	025
12 avril	13 avril	1501 à 1554	26	026
13 avril	14 avril	1555 à 1634	27	027
17 avril	18 avril	1635 à 1666	28	028
18 avril	19 avril	1667 à 1808	29	029-030
19 avril	20 avril	1809 à 1848	30	031
24 avril	25 avril	1849 à 1910	31	032
25 avril	26 avril	1911 à 1948	32	033
26 avril	27 avril	1949 à 2002	33	034
27 avril	28 avril	2003 à 2016	34	035
2 mai	3 mai	2017 à 2062	35	036
3 mai	4 mai	2063 à 2124	36	037
4 mai	5 mai	2125 à 2138	37	038
9 mai	10 mai	2139 à 2194	38	039
10 mai	11 mai	2195 à 2242	39	040
11 mai	12 mai	2243 à 2290	40	041
14 mai	15 mai	2291 à 2322	41	042
15 mai	16 mai	2323 à 2368	42	043
16 mai	17 mai	2369 à 2424	43	044
17 mai	18 mai	2425 à 2456	44	045
18 mai	19 mai	2457 à 2472	45	046
21 mai	22 mai	2473 à 2512	46	047

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
22 mai	23 mai	2513 à 2576	47	048
23 mai	24 mai	2577 à 2598	48	049
24 mai	25 mai	2599 à 2646	49	050
25 mai	26 mai	2647 à 2708	50	051
28 mai	29 mai	2709 à 2772	51	052
29 mai	30 mai	2773 à 2812	52	053
30 mai	31 mai	2813 à 2868	53	054
4 juin	5 juin	2869 à 2914	54	055
5 juin	6 juin	2915 à 2962	55	056
6 juin	7 juin	2963 à 3042	56	057
7 juin	8 juin	3043 à 3114	57	058
8 juin	9 juin	3115 à 3226	58	059-060
12 juin	13 juin	3227 à 3288	59	061
13 juin	14 juin	3289 à 3350	60	062
14 juin	15 juin	3351 à 3422	61	063
16 juin	19 juin	3423 à 3460	62	064
19 juin	20 juin	3461 à 3500	63	065
20 juin	21 juin	3501 à 3556	64	066
21 juin	22 juin	3557 à 3602	65	067
22 juin	23 juin	3603 à 3696	66	068
26 juin	27 juin	3697 à 3728	67	069
27 juin	28 juin	3729 à 3792	68	070
28 juin	29 juin	3793 à 3864	69	071
29 juin	30 juin	3865 à 3928	70	072
30 juin	1er juillet	3929 à 3950	71	073
2 juillet	3 juillet	3951 à 3982	72	074
3 juillet	4 juillet	3983 à 4022	73	075
4 juillet	5 juillet	4023 à 4068	74	076
5 juillet	6 juillet	4069 à 4092	75	077
6 juillet	7 juillet	4093 à 4116	76	078
10 juillet	11 juillet	4117 à 4146	77	079
24 juillet	25 juillet	4147 à 4184	78	080
25 juillet	26 juillet	4185 à 4224	79	081
31 juillet	1er août	4225 à 4262	80	082
23 août	24 août	4263 à 4318	81	083
24 août	25 août	4319 à 4332	82	084
29 août	30 août	4333 à 4340	83	085
5 septembre	6 septembre	4341 à 4348	84	086
6 septembre	7 septembre	4349 à 4362	85	087
7 septembre	8 septembre	4363 à 4402	86	088
10 septembre	11 septembre	4403 à 4426	87	089
12 septembre	13 septembre	4427 à 4440	88	090
2 octobre	3 octobre	4441 à 4462	89	091
3 octobre	4 octobre	4463 à 4484	90	092
8 octobre	9 octobre	4485 à 4530	91	093
9 octobre	10 octobre	4531 à 4602	92	094
10 octobre	11 octobre	4603 à 4632	93	095
11 octobre	12 octobre	4633 à 4664	94	096
12 octobre	13 octobre	4665 à 4680	95	097
15 octobre	16 octobre	4681 à 4784	96	098-099
16 octobre	17 octobre	4785 à 4824	97	100
17 octobre	18 octobre	4825 à 4888	98	101
18 octobre	19 octobre	4889 à 4974	99	102
19 octobre	20 octobre	4975 à 5046	100	103
23 octobre	24 octobre	5047 à 5108	101	104
24 octobre	25 octobre	5109 à 5178	102	105
25 octobre	26 octobre	5179 à 5250	103	106
26 octobre	27 octobre	5251 à 5312	104	107
29 octobre	30 octobre	5313 à 5384	105	108
30 octobre	31 octobre	5385 à 5448	106	109
31 octobre	1er novembre	5449 à 5494	107	110
5 novembre	6 novembre	5495 à 5558	108	111
6 novembre	7 novembre	5559 à 5628	109	112
7 novembre	8 novembre	5629 à 5714	110	113
8 novembre	9 novembre	5715 à 5778	111	114
9 novembre	10 novembre	5779 à 5846	112	115
12 novembre	13 novembre	5847 à 5918	113	116
13 novembre	14 novembre	5919 à 5988	114	117
14 novembre	15 novembre	5989 à 6052	115	118
15 novembre	16 novembre	6053 à 6188	116	119-120
20 novembre	21 novembre	6189 à 6218	117	121
21 novembre	22 novembre	6219 à 6256	118	122
22 novembre	23 novembre	6257 à 6316	119	123
23 novembre	24 novembre	6317 à 6332	120	124
27 novembre	28 novembre	6333 à 6412	121	125
28 novembre	29 novembre	6413 à 6468	122	126
29 novembre	30 novembre	6469 à 6524	123	127
30 novembre	1er décembre	6525 à 6540	124	128
3 décembre	4 décembre	6541 à 6596	125	129
4 décembre	5 décembre	6597 à 6658	126	130
5 décembre	6 décembre	6659 à 6746	127	131
6 décembre	7 décembre	6747 à 6786	128	132
7 décembre	8 décembre	6787 à 6802	129	133
11 décembre	12 décembre	6803 à 6842	130	134
12 décembre	13 décembre	6843 à 6906	131	135
13 décembre	14 décembre	6907 à 6936	132	136
14 décembre	15 décembre	6937 à 7016	133	137
17 décembre	18 décembre	7017 à 7072	134	138
18 décembre	19 décembre	7073 à 7214	135	139-140
19 décembre	20 décembre	7215 à 7294	136	141
20 décembre	21 décembre	7295 à 7374	137	142
21 décembre	22 décembre	7375 à 7396	138	143

INDICATIONS PRELIMINAIRES

Pages.

I. — **Composition de l'Assemblée nationale :**
1. Liste par ordre alphabétique des députés, à la date du 1er janvier 1984 11
2. Liste par circonscription des députés, à la date du 1er janvier 1984 15

II. — **Modifications de la composition de l'Assemblée nationale :**
A. — Elections :
1. Contestations d'élections 21
2. Elections partielles 21
3. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique 21
4. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription 21
B. — Députés nommés membres du Gouvernement .. 21
C. — Cessation de fonctions par suite de renouvellement d'une mission temporaire 21
D. — Démission de députés 21
E. — Députés décédés 21

III. — **Groupes politiques** 22

IV. — **Bureau de l'Assemblée nationale** 24

V. — **Commissions permanentes** 25

VI. — **Commissions d'enquête et de contrôle** 27

Pages.

VII. — **Commissions spéciales** 28

VIII. — **Commissions mixtes paritaires** 29

IX. — **Désignation des représentants de l'Assemblée nationale à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe** 30

X. — **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires** 31

XI. — **Autres délégations de l'Assemblée nationale** 32

XII. — **Délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes** 33

XIII. — **Haute Cour de justice** 34

XIV. — **Députés chargés d'une mission temporaire** 35

XV. — **Sessions** 36

XVI. — **Composition du troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy :**
1. Par ordre alphabétique 37
2. Par ministère 37
3. Modifications 38
4. Démission 38

XVII. — **Composition du Gouvernement de M. Laurent Fabius :**
1. Par ordre alphabétique 39
2. Par ministère 39
3. Modifications 40

I. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — LISTE PAR ORDRE ALPHABETIQUE DES DEPUTES, A LA DATE DU 1er JANVIER 1984

MM.	Maurice ADEVAH-PŒUF	Puy-de-Dôme (4e).
	Jean-Marie ALAIZE	Ardèche (3e).
	Nicolas ALFONSI	Corse-du-Sud (1re).
	Edmond ALPHANDÉRY	Maine-et-Loire (3e).
	Jean ANCIANT	Oise (4e).
	René ANDRÉ	Manche (2e).
	Gustave ANSART	Nord (20e).
	Vincent ANSQUER	Vendée (4e).
	François ASENSI	Seine-Saint-Denis (8e).
	Emmanuel AUBERT	Alpes-Maritimes (4e).
	François d'AUBERT	Mayenne (1re).
	André AUDINOT	Somme (5e).
	Robert AUMONT	Aisne (1re).
	Pierre BACHELET	Loire (3e).
	Jacques BADET	Aisne (3e).
	Jean-Pierre BALLIGAND	Alpes-Maritimes (6e).
	Georges BALLY	Isère (7e).
	Paul BALMIGÈRE	Hérault (4e).
	Gérard BAPT	Haute-Garonne (2e).
	Régis BARAILLA	Aude (2e).
	Bernard BARDIN	Nièvre (3e).
	Michel BARNIER	Savoie (2e).
	Raymond BARRE	Rhône (4e).
	Jacques BARROT	Haute-Loire (1re).
	Jean-Jacques BARTHE	Pas-de-Calais (7e).
	Claude BARTOLONE	Seine-Saint-Denis (6e).
	Pierre BAS	Paris (4e).
	Philippe BASSINET	Hauts-de-Seine (13e).
	Jean-Claude BATEUX	Seine-Maritime (4e).
	Umberto BATTIST	Nord (22e).
	Henri BAUDOUIN	Manche (3e).
	Jacques BAUMEL	Hauts-de-Seine (8e).
	Henri BAYARD	Loire (7e).
	Jean-Michel BAYLET	Tarn-et-Garonne (2e).
	Raoul BAYOU	Hérault (5e).
	Jean BEAUFILS	Seine-Maritime (9e).
	Jean BEAUFORT	Finistère (6e).
	Guy BÊCHE	Doubs (2e).
	Jacques BECQ	Somme (4e).
	Firmin BEDOUSSAC	Cantal (1re).
	Jean BEGAULT	Maine-et-Loire (4e).
	Roland BEIX	Charente-Maritime (3e).
	André BELLON	Alpes-de-Haute-Provence (2e).
	Jean-Michel BELORGEY	Allier (4e).
	Serge BELTRAME	Vosges (4e).
	Georges BENEDETTI	Gard (2e).
	Jean-Jacques BENETIÈRE	Loire (5e).
	Pierre de BÉNOUVILLE	Paris (12e).
	Michel BÉRÉGOVOY	Seine-Maritime (1re).
	Christian BERGELIN	Haute-Saône (1re).
	Jean BERNARD	Meuse (1re).
	Pierre BERNARD	Tarn (1re).
	Roland BERNARD	Rhône (12e).
	Michel BERSON	Essonne (1re).
MM.	Wilfrid BERTILE	La Réunion (3e).
	Louis BESSON	Savoie (1re).
	Marcel BIGEARD	Meurthe-et-Moselle (5e).
	André BILLARDON	Saône-et-Loire (3e).
	Alain BILLON	Paris (29e).
	Claude BIRRAUX	Haute-Savoie (3e).
	Paul BLADT	Moselle (6e).
	Jacques BLANC	Lozère (2e).
	Serge BLISKO	Paris (14e).
	Jean-Marie BOCKEL	Haut-Rhin (4e).
	Alain BOCQUET	Nord (19e).
	Jean-Claude BOIS	Pas-de-Calais (13e).
	Gilbert BONNEMAISON	Seine-Saint-Denis (1re).
	Alain BONNET	Dordogne (3e).
	Augustin BONREPAUX	Ariège (1re).
	André BOREL	Vaucluse (2e).
	Jean-Michel BOUCHERON	Charente (1re).
	Jean-Michel BOUCHERON	Ille-et-Vilaine (2e).
	Bruno BOURG-BROC	Marne (3e).
	René BOURGET	Isère (6e).
	Pierre BOURGUIGNON	Seine-Maritime (3e).
	Loïc BOUVARD	Morbihan (4e).
	Jean-Pierre BRAINE	Oise (3e).
	Jean-Guy BRANGER	Charente-Maritime (2e).
	Benjamin BRIAL	Wallis-et-Futuna.
	Maurice BRIAND	Côtes-du-Nord (4e).
	Jean BRIANE	Aveyron (1re).
	Jean BROCARD	Haute-Savoie (1re).
	Albert BROCHARD	Deux-Sèvres (3e).
	Alain BRUNE	Jura (1re).
	André BRUNET	Drôme (3e).
	Jacques BRUNHES	Hauts-de-Seine (1re).
	Georges BUSTIN	Nord (18e).
	Robert CABÉ	Landes (3e).
Mme	Denise CACHEUX	Nord (16e).
MM.	Jacques CAMBOLIVE	Aude (3e).
	Jean-Marie CARO	Bas-Rhin (5e).
	Michel CARTELET	Aube (3e).
	Raoul CARTRAUD	Vienne (3e).
	Jean-Claude CASSAING	Corrèze (2e).
	Elie CASTOR	Guyane.
	Laurent CATHALA	Val-de-Marne (5e).
	Robert de CAUMONT	Hautes-Alpes (2e).
	Jean-Charles CAVAILLÉ	Morbihan (3e).
	Aimé CÉSAIRE	Martinique (2e).
	Jacques CHABAN-DELMAS	Gironde (2e).
Mme	Colette CHAIGNEAU	Charente-Maritime (1re).
MM.	Guy CHANFRAULT	Haute-Marne (2e).
	Robert CHAPUIS	Ardèche (1re).
	Jean-Paul CHARIÉ	Loiret (3e).
	Bernard CHARLES	Lot (1re).
	Serge CHARLES	Nord (9e).
	Gilles CHARPENTIER	Ardennes (3e).
	Michel CHARZAT	Paris (30e).

MM. Gérard CHASSEGUET ... Sarthe (1re).
Albert CHAUBARD ..... Allier (2e).
Guy-Michel CHAUVEAU.. Sarthe (3e).
Alain CHENARD ..... Loire-Atlantique (2e).
Daniel CHEVALLIER .... Hautes-Alpes (1re).
Jacques CHIRAC ..... Corrèze (3e).
Paul CHOMAT ..... Loire (1re).
Didier CHOUAT ..... Côtes-du-Nord (3e).
Pascal CLÉMENT ..... Loire (6e).
Michel COFFINEAU ..... Val-d'Oise (5e).
Michel COINTAT ..... Ille-et-Vilaine (5e).
Georges COLIN ..... Marne (1re).
Gérard COLLOMB ..... Rhône (2e).
Jean-Hugues COLONNA .. Alpes-Maritimes (3e).
Jean COMBASTEIL ..... Corrèze (1re).
Mme Nelly COMMERGNAT .... Creuse (2e).
MM. Roger CORRÈZE ..... Loir-et-Cher (2e).
Michel COUILLET ..... Somme (3e).
Lucien COUQUEBERG ... Territoire de Belfort (1re).
Pierre-Bernard COUSTÉ .. Rhône (5e).
Maurice COUVE DE MURVILLE ..... Paris (6e).
Jean-Marie DAILLET .... Manche (1re).
Louis DARINOT ..... Manche (5e).
Marcel DASSAULT ..... Oise (1re).
Pierre DASSONVILLE ... Nord (2e).
Michel DEBRÉ ..... Réunion (1re).
Jean-Pierre DEFONTAINE. Pas-de-Calais (2e).
Marcel DEHOUX ..... Nord (21e).
Bertrand DELANOË ..... Paris (26e).
Georges DELATRE ..... Seine-Maritime (10e).
André DELEHEDDE ..... Pas-de-Calais (1re).
Georges DELFOSSE ..... Nord (1re).
Henry DELISLE ..... Calvados (2e).
Xavier DENIAU ..... Loiret (4e).
Albert DENVERS ..... Nord (11e).
Charles DEPREZ ..... Hauts-de-Seine (5e).
Bernard DEROSIER ..... Nord (4e).
Jean DESANLIS ..... Loir-et-Cher (3e).
Freddy DESCHAUX-BEAUME ..... Eure (4e).
Jean-Paul DESGRANGES.. Allier (1re).
Jean-Claude DESSEIN .... Somme (1re).
Jean-Pierre DESTRADE .. Pyrénées-Atlantiques (4e).
Paul DHAILLE ..... Seine-Maritime (5e).
Yves DOLLO ..... Côtes-du-Nord (1re).
Jacques DOMINATI ..... Eure-et-Loir (3e).
Maurice DOUSSET ..... Paris (2e).
Raymond DOUYÈRE ..... Sarthe (2e).
René DROUIN ..... Moselle (3e).
Guy DUCOLONÉ ..... Hauts-de-Seine (11e).
Roland DUMAS ..... Dordogne (1re).
Jean-Louis DUMONT .... Meuse (2e).
Dominique DUPILET .... Pas-de-Calais (6e).
Jean DUPRAT ..... Hautes-Pyrénées (2e).
Mme Lydie DUPUY ..... Gers (2e).
MM. Paul DURAFFOUR ..... Saône-et-Loire (2e).
Adrien DURAND ..... Lozère (1re).
Guy DURBEC ..... Var (3e).
Jean-Paul DURIEUX .... Meurthe-et-Moselle (7e).
André DUROMÉA ..... Seine-Maritime (7e).
Roger DUROURE ..... Landes (1re).
André DURR ..... Bas-Rhin (3e).
Job DURUPT ..... Meurthe-et-Moselle (2e).
Lucien DUTARD ..... Dordogne (4e).
Manuel ESCUTIA ..... Paris (28e).
Marcel ESDRAS ..... Guadeloupe (3e).
Jean ESMONIN ..... Côte-d'Or (1re).
Claude ESTIER ..... Paris (25e).
Claude EVIN ..... Loire-Atlantique (6e).
Jean FALALA ..... Marne (2e).
Alain FAUGARET ..... Nord (8e).
Charles FÈVRE ..... Haute-Marne (1re).
Mme Berthe FIÉVET ..... Cher (3e).
MM. François FILLON ..... Sarthe (4e).
Jacques FLEURY ..... Somme (2e).
Jacques FLOCH ..... Loire-Atlantique (3e).
Roland FLORIAN ..... Oise (2e).
Jean FONTAINE ..... Réunion (2e).
Pierre FORGUES ..... Hautes-Pyrénées (1re).
Raymond FORNI ..... Territoire de Belfort (2e).
Roger FOSSÉ ..... Seine-Maritime (8e).
Jacques FOUCHIER ..... Deux-Sèvres (2e).
MM. Jean-Pierre FOURRÉ .... Seine-et-Marne (2e).
Jean FOYER ..... Maine-et-Loire (2e).
Mmes Martine FRACHON ..... Yvelines (3e).
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS ..... Hauts-de-Seine (7e).
MM. Georges FRÊCHE ..... Hérault (1re).
Edouard FRÉDÉRIC-DUPONT ..... Paris (5e).
Dominique FRELAUT .... Hauts-de-Seine (3e).
Jean-Paul FUCHS ..... Haut-Rhin (1re).
Jean-Pierre GABARROU .. Tarn (2e).
René GAILLARD ..... Deux-Sèvres (1re).
Jean GALLET ..... Eure-et-Loir (1re).
Robert GALLEY ..... Aube (2e).
Gilbert GANTIER ..... Paris (21e).
Edmond GARCIN ..... Bouches-du-Rhône (6e).
Pierre GARMENDIA ..... Gironde (4e).
Marcel GARROUSTE .... Lot-et-Garonne (3e).
Pierre GASCHER ..... Sarthe (5e).
Mme Françoise GASPARD .... Eure-et-Loir (2e).
MM. Henri de GASTINES ..... Mayenne (2e).
Jean-Claude GAUDIN .... Bouches-du-Rhône (2e).
Francis GENG ..... Orne (2e).
Germain GENGENWIN .. Bas-Rhin (4e).
Claude GERMON ..... Essonne (3e).
Francis GIOLITTI ..... Alpes-Maritimes (1re).
Jean GIOVANELLI ..... Morbihan (6e).
Antoine GISSINGER ..... Haut-Rhin (5e).
Jean-Louis GOASDUFF .. Finistère (3e).
Pierre GODEFROY ..... Manche (4e).
Jacques GODFRAIN ..... Aveyron (3e).
Mme Colette GOEURIOT ..... Meurthe-et-Moselle (6e).
MM. Georges GORSE ..... Hauts-de-Seine (10e).
Daniel GOULET ..... Orne (1re).
Joseph GOURMELON .... Finistère (2e).
Christian GOUX ..... Var (4e).
Hubert GOUZE ..... Tarn-et-Garonne (1re).
Gérard GOUZES ..... Lot-et-Garonne (2e).
Léo GRÉZARD ..... Yonne (2e).
François GRUSSENMEYER ..... Bas-Rhin (7e).
Olivier GUICHARD ..... Loire-Atlantique (7e).
Jacques GUYARD ..... Essonne (2e).
Charles HABY ..... Haut-Rhin (2e).
René HABY ..... Meurthe-et-Moselle (4e).
Gérard HAESEBROECK .. Nord (10e).
Georges HAGE ..... Nord (15e).
Mme Gisèle HALIMI ..... Isère (4e).
MM. Emmanuel HAMEL ..... Rhône (8e).
Jean HAMELIN ..... Ille-et-Vilaine (6e).
Mme Florence d'HARCOURT .. Hauts-de-Seine (6e).
M. François d'HARCOURT .. Calvados (4e).
Mme Nicole de HAUTECLOCQUE ..... Paris (18e).
MM. Alain HAUTECŒUR .... Var (1re).
Kléber HAYE ..... Gironde (7e).
Guy HERMIER ..... Bouches-du-Rhône (4e).
Mme Adrienne HORVATH .... Gard (3e).
MM. Jean-François HORY ..... Mayotte.
Gérard HOUTEER ..... Haute-Garonne (5e).
Roland HUGUET ..... Pas-de-Calais (8e).
Xavier HUNAULT ..... Loire-Atlantique (5e).
Jacques HUYGHUES DES ÉTAGES ..... Nièvre (2e).
Jean IBANÈS ..... Ariège (2e).
Michel INCHAUSPÉ ..... Pyrénées-Atlantiques (3e).
Gérard ISTACE ..... Ardennes (2e).
Mmes Marie JACQ ..... Finistère (4e).
Muguette JACQUAINT ... Seine-Saint-Denis (3e).
MM. Pierre JAGORET ..... Côtes-du-Nord (5e).
Frédéric JALTON ..... Guadeloupe (2e).
Parfait JANS ..... Hauts-de-Seine (4e).
Jean JAROSZ ..... Nord (23e).
Marcel JOIN ..... Gironde (3e).
Noël JOSÈPHE ..... Pas-de-Calais (11e).
Lionel JOSPIN ..... Paris (27e).
Charles JOSSELIN ..... Côtes-du-Nord (2e).
Emile JOURDAN ..... Gard (1re).
Alain JOURNET ..... Gard (4e).
Pierre JOXE ..... Saône-et-Loire (5e).
Didier JULIA ..... Seine-et-Marne (5e).
Raymond JULIEN ..... Gironde (5e).
Jean JUVENTIN ..... Polynésie française (1re).
Gabriel KASPEREIT ..... Paris (7e).

MM. Aimé KERGUÉRIS ..... Morbihan (2e).
Emile KOEHL ..... Bas-Rhin (1re).
Pierre-Charles KRIEG .... Paris (1re).
Jean-Pierre KUCHEIDA .. Pas-de-Calais (12e).
Georges LABAZÉE ..... Pyrénées-Atlantiques (1re).
Claude LABBÉ ..... Hauts-de-Seine (9e).
Jean LABORDE ..... Gers (1re).
Jean LACOMBE ..... Hérault (3e).
René LA COMBE ..... Maine-et-Loire (6e).
Jacques LAFLEUR ..... Nouvelle-Calédonie et dépendances (2e).
Pierre LAGORCE ..... Gironde (8e).
André LAIGNEL ..... Indre (2e).
André LAJOINIE ..... Allier (3e).
Michel LAMBERT ..... Orne (3e).
Jean-Pierre LAMBERTIN . Vaucluse (3e).
Yves LANCIEN ..... Paris (15e).
Louis LARENG ..... Haute-Garonne (3e).
Roger LASSALE ..... Yonne (3e).
André LAURENT ..... Nord (6e).
Marc LAURIOL ..... Yvelines (4e).
Christian LAURISSERGUES ..... Lot-et-Garonne (1re).
Jacques LAVÉDRINE ..... Puy-de-Dôme (3e).
Georges LE BAILL ..... Hauts-de-Seine (12e).
Jean-Pierre LE COADIC .. Val-d'Oise (2e).
Mme Marie-France LECUIR .... Val-d'Oise (4e).
MM. Jean-Yves LE DRIAN .... Morbihan (5e).
Robert LE FOLL ..... Seine-et-Marne (3e).
Bernard LEFRANC ..... Aisne (5e).
Jean LE GARS ..... Yvelines (1re).
Joseph LEGRAND ..... Pas-de-Calais (14e).
André LEJEUNE ..... Creuse (1re).
Daniel LE MEUR ..... Aisne (2e).
Jean-Jacques LÉONETTI .. Bouches-du-Rhône (7e).
François LÉOTARD ..... Var (2e).
Louis LE PENSEC ..... Finistère (8e).
Roger LESTAS ..... Mayenne (3e).
Maurice LIGOT ..... Maine-et-Loire (5e).
Jean de LIPKOWSKI ..... Charente-Maritime (5e).
François LONCLE ..... Eure (3e).
André LOTTE ..... Saône-et-Loire (4e).
Jean-Paul LUISI ..... Haute-Corse (2e).
Alain MADELIN ..... Ille-et-Vilaine (4e).
Bernard MADRELLE ..... Gironde (10e).
Jacques MAHÉAS ..... Seine-Saint-Denis (9e).
Louis MAISONNAT ..... Isère (3e).
Guy MALANDAIN ..... Yvelines (8e).
Robert MALGRAS ..... Moselle (4e).
Martin MALVY ..... Lot (2e).
Raymond MARCELLIN ... Morbihan (1re).
Georges MARCHAIS ..... Val-de-Marne (1re).
Philippe MARCHAND .... Charente-Maritime (4e).
Claude-Gérard MARCUS .. Paris (8e).
Jacques MARETTE ..... Paris (17e).
Roger MAS ..... Ardennes (1re).
Marius MASSE ..... Bouches-du-Rhône (8e).
Marc MASSION ..... Seine-Maritime (2e).
Jean-Louis MASSON ..... Moselle (2e).
François MASSOT ..... Alpes-de-Haute-Provence (1re).
Gilbert MATHIEU ..... Côte-d'Or (4e).
Pierre MAUGER ..... Vendée (3e).
Joseph-Henri MAUJOUAN du GASSET ..... Loire-Atlantique (4e).
Alain MAYOUD ..... Rhône (9e).
Roland MAZOIN ..... Haute-Vienne (2e).
Jacques MÉDECIN ..... Alpes-Maritimes (2e).
Pierre MÉHAIGNERIE .... Ille-et-Vilaine (3e).
Jacques MELLICK ..... Pas-de-Calais (9e).
Joseph MENGA ..... Seine-Maritime (6e).
Paul MERCIECA ..... Val-de-Marne (3e).
Louis MERMAZ ..... Isère (5e).
Georges MESMIN ..... Paris (20e).
Pierre MESSMER ..... Moselle (8e).
Philippe MESTRE ..... Vendée (1re).
Pierre MÉTAIS ..... Vendée (2e).
Charles METZINGER ..... Moselle (5e).
Pierre MICAUX ..... Aube (1re).
Claude MICHEL ..... Eure (2e).
MM. Henri MICHEL ..... Drôme (2e).
Jean-Pierre MICHEL ..... Haute-Saône (2e).
Charles MILLON ..... Ain (2e).
Charles MIOSSEC ..... Finistère (5e).
Mme Hélène MISSOFFE ..... Paris (24e).
MM. Gilbert MITTERRAND .... Gironde (9e).
Marcel MOCŒUR ..... Haute-Vienne (3e).
Robert MONTDARGENT .. Val-d'Oise (3e).
Bernard MONTERGNOLE . Isère (2e).
Mmes Christine MORA ..... Indre-et-Loire (3e).
Louise MOREAU ..... Alpes-Maritimes (5e).
MM. Paul MOREAU ..... Nord (17e).
François MORTELETTE .. Loir-et-Cher (1re).
Louis MOULINET ..... Paris (13e).
Ernest MOUTOUSSAMY .. Guadeloupe (1re).
Jean NARQUIN ..... Maine-et-Loire (1re).
Jean NATIEZ ..... Loire-Atlantique (1re).
Mmes Véronique NEIERTZ ..... Seine-Saint-Denis (5e).
Paulette NEVOUX ..... Val-de-Marne (8e).
MM. Maurice NILÈS ..... Seine-Saint-Denis (4e).
Michel NOIR ..... Rhône (3e).
Arthur NOTEBART ..... Nord (5e).
Roland NUNGESSER ..... Val-de-Marne (6e).
Louis ODRU ..... Seine-Saint-Denis (7e).
Jean-André OEHLER ..... Bas-Rhin (2e).
René OLMETA ..... Bouches-du-Rhône (5e).
Michel d'ORNANO ..... Calvados (3e).
Pierre ORTET ..... Haute-Garonne (6e).
Mme Jacqueline OSSELIN ..... Nord (3e).
M. Charles PACCOU ..... Nord (12e).
Mme Marie-Thérèse PATRAT ... Rhône (1re).
MM. François PATRIAT ..... Côte-d'Or (3e).
Albert PEN ..... Saint-Pierre-et-Miquelon.
Jean-Pierre PÉNICAUT .. Landes (2e).
Régis PERBET ..... Ardèche (2e).
Michel PÉRICARD ..... Yvelines (2e).
Paul PERNIN ..... Paris (11e).
Paul PERRIER ..... Savoie (3e).
Francisque PERRUT ..... Rhône (10e).
Rodolphe PESCE ..... Drôme (1re).
Camille PETIT ..... Martinique (1re).
Jean PEUZIAT ..... Finistère (7e).
Alain PEYREFITTE ..... Seine-et-Marne (4e).
Louis PHILIBERT ..... Bouches-du-Rhône (9e).
Roch PIDJOT ..... Nouvelle-Calédonie (1re).
Christian PIERRET ..... Vosges (2e).
Lucien PIGNION ..... Pas-de-Calais (3e).
Joseph PINARD ..... Doubs (1re).
Etienne PINTE ..... Yvelines (5e).
Charles PISTRE ..... Tarn (3e).
Jean-Paul PLANCHOU ... Paris (31e).
Bernard POIGNANT ..... Finistère (1re).
Bernard PONS ..... Paris (22e).
Jean POPEREN ..... Rhône (13e).
Vincent PORELLI ..... Bouches-du-Rhône (11e).
Jean-Claude PORTHEAULT ..... Loiret (2e).
Maurice POURCHON ..... Puy-de-Dôme (1re).
Henri PRAT ..... Pyrénées-Atlantiques (2e).
Jean de PRÉAUMONT .... Paris (23e).
Jean PRORIOL ..... Haute-Loire (2e).
Pierre PROUVOST ..... Nord (7e).
Jean PROVEUX ..... Indre-et-Loire (4e).
Mme Elianne PROVOST ..... Calvados (1re).
MM. Jean-Jack QUEYRANNE .. Rhône (6e).
Noël RAVASSARD ..... Ain (3e).
Alex RAYMOND ..... Haute-Garonne (4e).
Pierre RAYNAL ..... Cantal (2e).
Roland RENARD ..... Aisne (4e).
Amédée RENAULT ..... Indre (3e).
Alain RICHARD ..... Val-d'Oise (1re).
Lucien RICHARD ..... Loire-Atlantique (8e).
René RIEUBON ..... Bouches-du-Rhône (10e).
Jean RIGAL ..... Aveyron (2e).
Jean RIGAUD ..... Rhône (7e).
Jacques RIMBAULT ..... Cher (1re).
Louis ROBIN ..... Ain (1re).
Jean-Paul de ROCCA SERRA ..... Corse-du-Sud (2e).
Alain RODET ..... Haute-Vienne (1re).
Emile ROGER ..... Nord (14e).

MM. Jacques ROGER-MACHART — Haute-Garonne (1re).
André ROSSINOT — Meurthe-et-Moselle (3e).
René ROUQUET — Val-de-Marne (4e).
Roger ROUQUETTE — Paris (16e).
Jean ROUSSEAU — Cher (2e).
Jean ROYER — Indre-et-Loire (1re).
Victor SABLÉ — Martinique (3e).
Michel SAINTE-MARIE — Gironde (6e).
Tutaha SALMON — Polynésie française (2e).
Philippe SANMARCO — Bouches-du-Rhône (3e).
Jean-Pierre SANTA-CRUZ — Jura (2e).
Hyacinthe SANTONI — Bouches-du-Rhône (1re).
Jacques SANTROT — Vienne (1re).
Michel SAPIN — Indre (1re).
Georges SARRE — Paris (9e).
Yves SAUTIER — Haute-Savoie (2e).
Nicolas SCHIFFLER — Moselle (1re).
Bernard SCHREINER — Yvelines (7e).
Philippe SÉGUIN — Vosges (1re).
Jean SEITLINGER — Moselle (7e).
Gilbert SÉNÈS — Hérault (2e).
Michel SERGENT — Pas-de-Calais (5e).
Maurice SERGHERAERT — Nord (13e).
Mme Odile SICARD — Isère (1re).
M. Jean-Pierre SOISSON — Yonne (1re).
Mme Renée SOUM — Pyrénées-Orientales (1re).
MM. André SOURY — Charente (3e).
Germain SPRAUER — Bas-Rhin (8e).
Bernard STASI — Marne (4e).
Olivier STIRN — Calvados (5e).
Mme Marie-Josèphe SUBLET — Rhône (11e).
MM. Michel SUCHOD — Dordogne (2e).
Jean-Pierre SUEUR — Loiret (1re).
Pierre TABANOU — Val-de-Marne (2e).

MM. Dominique TARDEI — Vaucluse (1re).
Yves TAVERNIER — Essonne (4e).
Eugène TEISSEIRE — Nièvre (1re).
Jean-Michel TESTU — Indre-et-Loire (2e).
Clément THÉAUDIN — Ille-et-Vilaine (1re).
Jean TIBERI — Paris (3e).
Luc TINSEAU — Eure (1re).
Yvon TONDON — Meurthe-et-Moselle (1re).
Jacques TOUBON — Paris (19e).
André TOURNÉ — Pyrénées-Orientales (2e).
Mme Ghislaine TOUTAIN — Paris (10e).
MM. Georges TRANCHANT — Hauts-de-Seine (2e).
Edmond VACANT — Puy-de-Dôme (5e).
Guy VADEPIED — Oise (5e).
Jean VALLEIX — Gironde (1re).
Jean VALROFF — Vosges (3e).
Bruno VENNIN — Loire (2e).
Marc VERDON — Vienne (2e).
Théo VIAL-MASSAT — Loire (4e).
Joseph VIDAL — Aude (1re).
Bernard VILLETTE — Charente (2e).
Alain VIVIEN — Seine-et-Marne (1re).
Robert-André VIVIEN — Val-de-Marne (7e).
Hervé VOUILLOT — Côte-d'Or (2e).
Roland VUILLAUME — Doubs (3e).
Marcel WACHEUX — Pas-de-Calais (10e).
Robert WAGNER — Yvelines (6e).
Pierre WEISENHORN — Haut-Rhin (3e).
Claude WILQUIN — Pas-de-Calais (4e).
Claude WOLFF — Puy-de-Dôme (2e).
Jean-Pierre WORMS — Saône-et-Loire (1re).
Pierre ZARKA — Seine-Saint-Denis (2e).
Adrien ZELLER — Bas-Rhin (6e).
Jean Crucien ZUCCARELLI — Haute-Corse (1re).

2. — LISTE PAR CIRCONSCRIPTION DES DEPUTES, A LA DATE DU 1er JANVIER 1984

I. — DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

01 - Ain.

1re	circonscription.....	Mme	Provost (Eliane).
2e	—	MM.	Millon (Charles).
3e	—		Ravassard (Noël).

02 - Aisne.

1re	circonscription.....	MM.	Aumont (Robert).
2e	—		Le Meur (Daniel).
3e	—		Balligand (Jean-Pierre).
4e	—		Renard (Roland).
5e	—		Lefranc (Bernard).

03 - Allier.

1re	circonscription.....	MM.	Desgranges (Jean-Paul).
2e	—		Chaubard (Albert).
3e	—		Lajoinie (André).
4e	—		Belorgey (Jean-Michel).

04 - Alpes-de-Haute-Provence.

1re	circonscription.....	MM.	Massot (François).
2e	—		Bellon (André).

05 - Alpes (Hautes-).

1re	circonscription.....	MM.	Chevallier (Daniel).
2e	—		de Caumont (Robert).

06 - Alpes-Maritimes.

1re	circonscription.....	MM.	Giolitti (Francis).
2e	—		Médecin (Jacques).
3e	—		Colonna (Jean-Hugues).
4e	—		Aubert (Emmanuel).
5e	—	Mme	Moreau (Louise).
6e	—	M.	Bachelet (Pierre).

07 - Ardèche.

1re	circonscription.....	MM.	Chapuis (Robert).
2e	—		Perbet (Régis).
3e	—		Alaize (Jean-Marie).

08 - Ardennes.

1re	circonscription.....	MM.	Mas (Roger).
2e	—		Istace (Gérard).
3e	—		Charpentier (Gilles).

09 - Ariège.

1re	circonscription.....	MM.	Bonrepaux (Augustin).
2e	—		Ibanès (Jean).

10 - Aube.

1re	circonscription.....	MM.	Micaux (Pierre).
2e	—		Galley (Robert).
3e	—		Cartelet (Michel).

11 - Aude.

1re	circonscription.....	MM.	Vidal (Joseph).
2e	—		Barailla (Régis).
3e	—		Cambolive (Jacques).

12 - Aveyron.

1re	circonscription.....	MM.	Briane (Jean).
2e	—		Rigal (Jean).
3e	—		Godfrain (Jacques).

13 - Bouches-du-Rhône.

1re	circonscription.....	MM.	Santoni (Hyacinthe).
2e	—		Gaudin (Jean-Claude).
3e	—		Sanmarco (Philippe).
4e	—		Hermier (Guy).
5e	—		Olmeta (René).
6e	—		Garcin (Edmond).
7e	—		Leonetti (Jean-Jacques).
8e	—		Masse (Marius).
9e	—		Philibert (Louis).
10e	—		Rieubon (René).
11e	—		Porelli (Vincent).

14 - Calvados.

1re	circonscription.....	Mme	Provost (Eliane).
2e	—	MM.	Delisle (Henry).
3e	—		d'Ornano (Michel).
4e	—		d'Harcourt (François).
5e	—		Stirn (Olivier).

15 - Cantal.

1re	circonscription.....	MM.	Bédoussac (Firmin).
2e	—		Raynal (Pierre).

16 - Charente.

1re	circonscription.....	MM.	Boucheron (Jean-Michel).
2e	—		Villette (Bernard).
3e	—		Soury (André).

17 - Charente-Maritime.

1re	circonscription.....	Mme	Chaigneau (Colette).
2e	—	MM.	Branger (Jean-Guy).
3e	—		Belx (Roland).
4e	—		Marchand (Philippe).
5e	—		de Lipkowski (Jean).

18 - Cher.

1re	circonscription.....	MM.	Rimbault (Jacques).
2e	—		Rousseau (Jean).
3e	—	Mme	Fiévet (Berthe).

19 - Corrèze.

1re	circonscription.....	MM.	Combasteil (Jean).
2e	—		Cassaing (Jean-Claude).
3e	—		Chirac (Jacques).

20 A - Corse-du-Sud.

1re	circonscription.....	MM.	Alfonsi (Nicolas).
2e	—		de Rocca Serra (Jean-Paul).

20 B - Haute-Corse.

1re	circonscription.....	MM.	Zuccarelli (Jean).
2e	—		Luisi (Jean-Paul).

21 - Côte-d'Or.

1re	circonscription.....	MM.	Esmonin (Jean).
2e	—		Vouillot (Hervé).
3e	—		Patriat (François).
4e	—		Mathieu (Gilbert).

22 - Côtes-du-Nord.

1re	circonscription.....	MM.	Dollo (Yves).
2e	—		Josselin (Charles).
3e	—		Chouat (Didier).
4e	—		Briand (Maurice).
5e	—		Jagoret (Pierre).

23 - Creuse.

1re	circonscription.....	M.	Lejeune (André).
2e	—	Mme	Commergnat (Nelly).

24 - Dordogne.

1re	circonscription.....	MM.	Dumas (Roland).
2e	—		Suchod (Michel).
3e	—		Bonnet (Alain).
4e	—		Dutard (Lucien).

25 - Doubs.

1re	circonscription.....	MM.	Pinard (Joseph).
2e	—		Bêche (Guy).
3e	—		Vuillaume (Roland).

26 - Drôme.

1re	circonscription.....	MM.	Pesce (Rodolphe).
2e	—		Michel (Henri).
3e	—		Brunet (André).

27 - Eure.

1re	circonscription.....	MM.	Tinseau (Luc).
2e	—		Michel (Claude).
3e	—		Loncle (François).
4e	—		Deschaux-Beaume (Freddy).

28 - Eure-et-Loir.

1re	circonscription.....	M.	Gallet (Jean).
2e	—	Mme	Gaspard (Françoise).
3e	—	M.	Dousset (Maurice).

29 - Finistère.

1re	circonscription.....	MM.	Poignant (Bernard).
2e	—		Gourmelon (Joseph).
3e	—		Goasduff (Jean-Louis).
4e	—	Mme	Jacq (Marie).
5e	—	MM.	Miossec (Charles).
6e	—		Beaufort (Jean).
7e	—		Peuziat (Jean).
8e	—		Le Pensec (Louis).

30 - Gard.

1re	circonscription.....	MM.	Jourdan (Emile).
2e	—		Benedetti (Georges).
3e	—	Mme	Horvath (Adrienne).
4e	—	M.	Journet (Alain).

31 - Garonne (Haute-).

1re	circonscription.....	MM.	Roger-Machart (Jacques).
2e	—		Bapt (Gérard).
3e	—		Lareng (Louis).
4e	—		Raymond (Alex).
5e	—		Houteer (Gérard).
6e	—		Ortet (Pierre).

32 - Gers.

1re	circonscription.....	M.	Laborde (Jean).
2e	—	Mme	Dupuy (Lydie).

33 - Gironde.

1re	circonscription.....	MM.	Valleix (Jean).
2e	—		Chaban-Delmas (Jacques).
3e	—		Join (Marcel).
4e	—		Garmendia (Pierre).
5e	—		Julien (Raymond).
6e	—		Sainte-Marie (Michel).
7e	—		Haye (Kléber).
8e	—		Lagorce (Pierre).
9e	—		Mitterrand (Gilbert).
10e	—		Madrelle (Bernard).

34 - Hérault.

1re	circonscription.....	MM.	Frêche (Georges).
2e	—		Sénès (Gilbert).
3e	—		Lacombe (Jean).
4e	—		Balmigère (Paul).
5e	—		Bayou (Raoul).

35 - Ille-et-Vilaine.

1re	circonscription.....	MM.	Théaudin (Clément).
2e	—		Boucheron (Jean-Michel).
3e	—		Méhaignerie (Pierre).
4e	—		Madelin (Alain).
5e	—		Cointat (Michel).
6e	—		Hamelin (Jean).

36 - Indre.

1re	circonscription.....	MM.	Sapin (Michel).
2e	—		Laignel (André).
3e	—		Renault (Amédée).

37 - Indre-et-Loire

1re	circonscription.....	MM.	Royer (Jean).
2e	—		Testu (Jean-Michel).
3e	—	Mme	Mora (Christine).
4e	—	M.	Proveux (Jean).

38 - Isère.

1re circonscription..... Mme Sicard (Odile).
2e — ..... MM. Montergnole (Bernard).
3e — ..... Maisonnat (Louis).
4e — ..... Mme Halimi (Gisèle).
5e — ..... MM. Mermaz (Louis).
6e — ..... Bourget (René).
7e — ..... Bally (Georges).

39 - Jura.

1re circonscription..... MM. Brune (Alain).
2e — ..... Santa Cruz (Jean-Pierre).

40 - Landes.

1re circonscription..... MM. Duroure (Roger).
2e — ..... Pénicaut (Jean-Pierre).
3e — ..... Cabé (Robert).

41 - Loir-et-Cher.

1re circonscription..... MM. Mortelette (François).
2e — ..... Corrèze (Roger).
3e — ..... Desanlis (Jean).

42 - Loire.

1re circonscription..... MM. Chomat (Paul).
2e — ..... Vennin (Bruno).
3e — ..... Badet (Jacques).
4e — ..... Vial-Massat (Théo).
5e — ..... Benetière (Jean-Jacques).
6e — ..... Clément (Pascal).
7e — ..... Bayard (Henri).

43 - Loire (Haute-).

1re circonscription..... MM. Barrot (Jacques).
2e — ..... Proriol (Jean).

44 - Loire-Atlantique.

1re circonscription..... MM. Natiez (Jean).
2e — ..... Chénard (Alain).
3e — ..... Floch (Jacques).
4e — ..... Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri).
5e — ..... Hunault (Xavier).
6e — ..... Evin (Claude).
7e — ..... Guichard (Olivier).
8e — ..... Richard (Lucien).

45 - Loire

1re circonscription..... MM. Sueur (Jean-Pierre).
2e — ..... Portheault (Jean-Claude).
3e — ..... Charié (Jean-Paul).
4e — ..... Deniau (Xavier).

46 - Lot.

1re circonscription..... MM. Charles (Bernard).
2e — ..... Malvy (Martin).

47 - Lot-et-Garonne.

1re circonscription..... MM. Laurissergues (Christian).
2e — ..... Gouzes (Gérard).
3e — ..... Garrouste (Marcel).

48 - Lozère.

1re circonscription..... MM. Durand (Adrien).
2e — ..... Blanc (Jacques).

49 - Maine-et-Loire.

1re circonscription..... MM. Narquin (Jean).
2e — ..... Foyer (Jean).
3e — ..... Alphandéry (Edmond).
4e — ..... Bégault (Jean).
5e — ..... Ligot (Maurice).
6e — ..... La Combe (René).

50 - Manche.

1re circonscription..... MM. Daillet (Jean-Marie).
2e — ..... André (René).
3e — ..... Baudouin (Henri).
4e — ..... Godefroy (Pierre).
5e — ..... Darinot (Louis).

51 - Marne.

1re circonscription..... MM. Colin (Georges).
2e — ..... Falala (Jean).
3e — ..... Bourg-Broc (Bruno).
4e — ..... Stasi (Bernard).

52 - Marne (Haute-).

1re circonscription..... MM. Fèvre (Charles).
2e — ..... Chanfrault (Guy).

53 - Mayenne.

1re circonscription..... MM. d'Aubert (François).
2e — ..... de Gastines (Henri).
3e — ..... Lestas (Roger).

54 - Meurthe-et-Moselle.

1re circonscription..... MM. Tondon (Yvon).
2e — ..... Durupt (Job).
3e — ..... Rossinot (André).
4e — ..... Haby (René).
5e — ..... Bigeard (Marcel).
6e — ..... Mme Gœuriot (Colette).
7e — ..... M. Durieux (Jean-Paul).

55 - Meuse.

1re circonscription..... MM. Bernard (Jean).
2e — ..... Dumont (Jean-Louis).

56 - Morbihan.

1re circonscription..... MM. Marcellin (Raymond).
2e — ..... Kergueris (Aimé).
3e — ..... Cavaillé (Jean-Charles).
4e — ..... Bouvard (Loïc).
5e — ..... Le Drian (Jean-Yves).
6e — ..... Giovannelli (Jean).

57 - Moselle.

1re circonscription..... MM. Schiffler (Nicolas).
2e — ..... Masson (Jean-Louis).
3e — ..... Drouin (René).
4e — ..... Malgras (Robert).
5e — ..... Metzinger (Charles).
6e — ..... Bladt (Paul).
7e — ..... Seitlinger (Jean).
8e — ..... Messmer (Pierre).

58 - Nièvre.

1re circonscription..... MM. Teisseire (Eugène).
2e — ..... Huyghues des Etages (Jacques).
3e — ..... Bardin (Bernard).

59 - Nord.

1re	circonscription.....	MM.	Delfosse (Georges).
2e	—		Dassonville (Pierre).
3e	—	Mme	Osselin (Jacqueline).
4e	—	MM.	Derosier (Bernard).
5e	—		Notebart (Arthur).
6e	—		Laurent (André).
7e	—		Prouvost (Pierre).
8e	—		Faugaret (Alain).
9e	—		Charles (Serge).
10e	—		Haesebroeck (Gérard).
11e	—		Denvers (Albert).
12e	—		Paccou (Charles).
13e	—		Sergheraert (Maurice).
14e	—		Roger (Emile).
15e	—		Hage (Georges).
16e	—	Mme	Cacheux (Denise).
17e	—	MM.	Moreau (Paul).
18e	—		Bustin (Georges).
19e	—		Bocquet (Alain).
20e	—		Ansart (Gustave).
21e	—		Dehoux (Marcel).
22e	—		Battist (Umberto).
23e	—		Jarosz (Jean).

60 - Oise.

1re	circonscription.....	MM.	Dassault (Marcel).
2e	—		Florian (Roland).
3e	—		Braine (Jean-Pierre).
4e	—		Anciant (Jean).
5e	—		Vadepied (Guy).

61 - Orne.

1re	circonscription.....	MM.	Goulet (Daniel).
2e	—		Geng (Francis).
3e	—		Lambert (Michel).

62 - Pas-de-Calais.

1re	circonscription.....	MM.	Delehedde (André).
2e	—		Defontaine (Jean-Pierre).
3e	—		Pignion (Lucien).
4e	—		Wilquin (Claude).
5e	—		Sergent (Michel).
6e	—		Dupilet (Dominique).
7e	—		Barthe (Jean-Jacques).
8e	—		Huguet (Roland).
9e	—		Mellick (Jacques).
10e	—		Wacheux (Marcel).
11e	—		Josephe (Noël).
12e	—		Kucheida (Jean-Pierre).
13e	—		Bois (Jean-Claude).
14e	—		Legrand (Joseph).

63 - Puy-de-Dôme.

1re	circonscription.....	MM.	Pourchon (Maurice).
2e	—		Wolff (Claude).
3e	—		Lavédrine (Jacques).
4e	—		Adevah-Pœuf (Maurice).
5e	—		Vacant (Edmond).

64 - Pyrénées-Atlantiques.

1re	circonscription.....	MM.	Labazée (Georges).
2e	—		Prat (Henri).
3e	—		Inchauspé (Michel).
4e	—		Destrade (Jean-Pierre).

65 - Pyrénées (Hautes-).

1re	circonscription.....	MM.	Forgues (Pierre).
2e	—		Duprat (Jean).

66 - Pyrénées-Orientales.

1re	circonscription.....	Mme	Soum (Renée).
2e	—	M.	Tourné (André).

67 - Rhin (Bas-).

1re	circonscription.....	MM.	Koehl (Emile).
2e	—		Oehler (Jean-André).
3e	—		Durr (André).
4e	—		Gengenwin (Germain).
5e	—		Caro (Jean-Marie).
6e	—		Zeller (Adrien).
7e	—		Grussenmeyer (François).
8e	—		Sprauer (Germain).

68 - Rhin (Haut-).

1re	circonscription.....	MM.	Fuchs (Jean-Paul).
2e	—		Haby (Charles).
3e	—		Weisenhorn (Pierre).
4e	—		Bockel (Jean-Marie).
5e	—		Gissinger (Antoine).

69 - Rhône.

1re	circonscription.....	Mme	Patrat (Marie-Thérèse).
2e	—	MM.	Collomb (Gérard).
3e	—		Noir (Michel).
4e	—		Barre (Raymond).
5e	—		Cousté (Pierre-Bernard).
6e	—		Queyranne (Jean-Jacques).
7e	—		Rigaud (Jean).
8e	—		Hamel (Emmanuel).
9e	—		Mayoud (Alain).
10e	—		Perrut (Francisque).
11e	—	Mme	Sublet (Josèphe).
12e	—	MM.	Bernard (Roland).
13e	—		Poperen (Jean).

70 - Saône (Haute-).

1re	circonscription.....	MM.	Bergelin (Christian).
2e	—		Michel (Jean-Pierre).

71 - Saône-et-Loire.

1re	circonscription.....	MM.	Worms (Jean-Pierre).
2e	—		Duraffour (Paul).
3e	—		Billardon (André).
4e	—		Lotte (André).
5e	—		Joxe (Pierre).

72 - Sarthe.

1re	circonscription.....	MM.	Chasseguet (Gérard).
2e	—		Douyère (Raymond).
3e	—		Chauveau (Guy-Michel).
4e	—		Fillon (François).
5e	—		Gascher (Pierre).

73 - Savoie.

1re	circonscription.....	MM.	Besson (Louis).
2e	—		Barnier (Michel).
3e	—		Perrier (Paul).

74 - Savoie (Haute-).

1re	circonscription.....	MM.	Brocard (Jean).
2e	—		Sautier (Yves).
3e	—		Birraux (Claude).

75 - Paris.

1re	circonscription.....	MM.	Krieg (Pierre-Charles).
2e	—		Dominati (Jacques).
3e	—		Tiberi (Jean).
4e	—		Bas (Pierre).
5e	—		Frédéric-Dupont (Edouard).
6e	—		Couve de Murville (Maurice).
7e	—		Kaspereit (Gabriel).
8e	—		Marcus (Claude-Gérard).
9e	—		Sarre (Georges).
10e	—	Mme	Toutain (Ghislaine).
11e	—	MM.	Pernin (Paul).
12e	—		de Bénouville (Pierre).
13e	—		Moulinet (Louis).
14e	—		Blisko (Serge).
15e	—		Lancien (Yves).
16e	—		Rouquette (Roger).
17e	—		Marette (Jacques).
18e	—	Mme	de Hautecloque (Nicole).
19e	—	MM.	Toubon (Jacques).
20e	—		Mesmin (Georges).
21e	—		Gantier (Gilbert).
22e	—		Pons (Bernard).
23e	—		de Préaumont (Jean).
24e	—	Mme	Missoffe (Hélène).
25e	—	MM.	Estier (Claude).
26e	—		Delanoë (Bertrand).
27e	—		Jospin (Lionel).
28e	—		Escutia (Manuel).
29e	—		Billon (Alain).
30e	—		Charzat (Michel).
31e	—		Planchou (Jean-Paul).

76 - Seine-Maritime.

1re	circonscription.....	MM.	Bérégovoy (Michel).
2e	—		Massion (Marc).
3e	—		Bourguignon (Pierre).
4e	—		Bateux (Jean-Claude).
5e	—		Dhaille (Paul).
6e	—		Menga (Joseph).
7e	—		Duroméa (André).
8e	—		Fossé (Roger).
9e	—		Beaufils (Jean).
10e	—		Delatre (Georges).

77 - Seine-et-Marne.

1re	circonscription.....	MM.	Vivien (Alain).
2e	—		Fourré (Jean-Pierre).
3e	—		Le Foll (Robert).
4e	—		Peyrefitte (Alain).
5e	—		Julia (Didier).

78 - Yvelines.

1re	circonscription.....	MM.	Le Gars (Jean).
2e	—		Péricard (Michel).
3e	—	Mme	Fraihon (Martine).
4e	—	MM.	Lauriol (Marc).
5e	—		Pinte (Etienne).
6e	—		Wagner (Robert).
7e	—		Schreiner (Bernard).
8e	—		Malandain (Guy).

79 - Sèvres (Deux-).

1re	circonscription.....	MM.	Gaillard (René).
2e	—		Fouchier (Jacques).
3e	—		Brochard (Albert).

80 - Somme.

1re	circonscription.....	MM.	Dessein (Jean-Claude).
2e	—		Fleury (Jacques).
3e	—		Couillet (Michel).
4e	—		Becq (Jacques).
5e	—		Audinot (André).

81 - Tarn.

1re	circonscription.....	MM.	Bernard (Pierre).
2e	—		Gabarrou (Jean-Pierre).
3e	—		Pistre (Charles).

82 - Tarn-et-Garonne.

1re	circonscription.....	MM.	Gouze (Hubert).
2e	—		Baylet (Jean-Michel).

83 - Var.

1re	circonscription.....	MM.	Hautecœur (Alain).
2e	—		Léotard (François).
3e	—		Durbec (Guy).
4e	—		Goux (Christian).

84 - Vaucluse.

1re	circonscription.....	MM.	Taddei (Dominique).
2e	—		Borel (André).
3e	—		Lambertin (Jean-Pierre).

85 - Vendée.

1re	circonscription.....	MM.	Mestre (Philippe).
2e	—		Metais (Pierre).
3e	—		Mauger (Pierre).
4e	—		Ansquer (Vincent).

86 - Vienne.

1re	circonscription.....	MM.	Santrot (Jacques).
2e	—		Verdon (Marc).
3e	—		Cartraud (Raoul).

87 - Vienne (Haute-).

1re	circonscription.....	MM.	Rodet (Alain).
2e	—		Mazoin (Roland).
3e	—		Mocœur (Marcel).

88 - Vosges.

1re	circonscription.....	MM.	Séguin (Philippe).
2e	—		Pierret (Christian).
3e	—		Valroff (Jean).
4e	—		Beltrame (Serge).

89 - Yonne.

1re	circonscription.....	MM.	Soisson (Jean-Pierre).
2e	—		Grézard (Léo).
3e	—		Lassale (Roger).

90 - Territoire de Belfort.

1re	circonscription.....	MM.	Couqueberg (Lucien).
2e	—		Forni (Raymond).

91 - Essonne.

1re	circonscription.....	MM.	Berson (Michel).
2e	—		Guyard (Jacques).
3e	—		Germon (Claude).
4e	—		Tavernier (Yves).

92 - Hauts-de-Seine.

1re	circonscription.....	MM.	Brunhes (Jacques).
2e	—		Tranchant (Georges).
3e	—		Frelaut (Dominique).
4e	—		Jans (Parfait).
5e	—		Deprez (Charles).
6e	—	Mmes	d'Harcourt (Florence).
7e	—		Fraysse-Cazalis (Jacqueline).
8e	—	MM.	Baumel (Jacques).
9e	—		Labbé (Claude).
10e	—		Gorse (Georges).
11e	—		Ducoloné (Guy).
12e	—		Le Baill (Georges).
13e	—		Bassinet (Philippe).

93 - Seine-Saint-Denis.

1re	circonscription.....	MM.	Bonnemaison (Gilbert).
2e	—		Zarka (Pierre).
3e	—	Mme	Jacquaint (Muguette).
4e	—	M.	Nilès (Maurice).
5e	—	Mme	Neiertz (Véronique).
6e	—	MM.	Bartolone (Claude).
7e	—		Odru (Louis).
8e	—		Asensi (François).
9e	—		Mahéas (Jacques).

94 - Val-de-Marne.

1re	circonscription.....	MM.	Marchais (Georges).
2e	—		Tabanou (Pierre).
3e	—		Mercieca (Paul).
4e	—		Rouquet (René).
5e	—		Cathala (Laurent).
6e	—		Nungesser (Roland).
7e	—		Vivien (Robert-André).
8e	—	Mme	Nevoux (Paulette).

95 - Val-d'Oise.

1re	circonscription.....	MM.	Richard (Alain).
2e	—		Le Coadic (Jean-Pierre).
3e	—		Montdargent (Robert).
4e	—	Mme	Lecuir (Marie-France).
5e	—	M.	Coffineau (Michel).

II. — DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe.

1re	circonscription.....	MM.	Moutoussamy (Ernest).
2e	—		Jalton (Frédéric).
3e	—		Esdras (Marcel).

Guyane.

Circonscription unique		M.	Castor (Elie).

Martinique.

1re	circonscription.....	MM.	Petit (Camille).
2e	—		Césaire (Aimé).
3e	—		Sablé (Victor).

Réunion.

1re	circonscription.....	MM.	Debré (Michel).
2e	—		Fontaine (Jean).
3e	—		Bertile (Wilfrid).

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Circonscription unique		M.	Pen (Albert).

III. — COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MAYOTTE

Mayotte.

Circonscription unique		M.	Hory (Jean-François).

IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances.

1re	circonscription.....	MM.	Pidjot (Roch).
2e	—		Lafleur (Jacques).

Polynésie française.

1re	circonscription.....	MM.	Juventin (Jean).
2e	—		Salmon (Tutaha).

Wallis-et-Futuna.

Circonscription unique		M.	Brial (Benjamin).

II. – MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE INTERVENUES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1984

A. — ELECTIONS

1. CONTESTATIONS D'ELECTIONS PAR CIRCONSCRIPTION, AVEC LES DECISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Puy-de-Dôme :

2e *circonscription :* constestation de l'élection de M. Valéry GISCARD D'ESTAING par M. ALLAIN [2 octobre 1984] (p. 4460) ; rejet de la requête [7 novembre 1984] (p. 5678, 5712).

2. ELECTIONS PARTIELLES

— 23 septembre 1984 : élection de M. Valéry GISCARD D'ESTAING, Puy-de-Dôme (2e circonscription) (*J. O.* du 25 septembre 1984] (p. 2990).

3. MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE

M. Jean-Michel BAYLET, nommé membre du Gouvernement le 23 juillet 1984. Cessation de son mandat le 23 août 1984 à minuit. Remplacé par M. Pierre LARROQUE.

M. Jean-Marie BOCKEL, nommé membre du Gouvernement le 23 juillet 1984. Cessation de son mandat le 23 août 1984 à minuit. Remplacé par M. Jean GRIMONT.

M. Christian DEFARGE, devenu député le 19 janvier 1984, en remplacement de M. Roland DUMAS, nommé membre du Gouvernement.

M. Roland DUMAS, nommé membre du Gouvernement le 18 décembre 1983. Cessation de son mandat le 18 janvier 1984 à minuit. Remplacé par M. Christian DEFARGE.

M. Valéry GISCARD D'ESTAING, élu le 23 septembre 1984.

M. Jean GRIMONT, devenu député le 24 août 1984, en remplacement de M. Jean-Marie BOCKEL, nommé membre du Gouvernement.

Mme Gisèle HALIMI, maintenue au-delà de six mois en mission temporaire. Cessation de son mandat le 9 septembre 1984.

M. Pierre JOXE, nommé membre du Gouvernement le 19 juillet 1984. Cessation de son mandat le 19 août 1984 à minuit. Remplacé par M. Maurice MATHUS.

M. Pierre LARROQUE, devenu député le 24 août 1984, en remplacement de M. Jean-Michel BAYLET, nommé membre du Gouvernement.

M. Roger LEBORNE, devenu député le 29 septembre 1984, en remplacement de M. André LOTTE, décédé.

M. Roger LOTTE, décédé le 28 septembre 1984, remplacé par M. Roger LEBORNE.

M. Martin MALVY, nommé membre du Gouvernement le 23 juillet 1984. Cessation de son mandat le 23 août 1984 à minuit. Remplacé par M. Edmond MASSAUD.

M. Jacques MARETTE, décédé le 25 avril 1984, remplacé par M. Bernard ROCHER.

M. Edmond MASSAUD, devenu député le 24 août 1984, en remplacement de M. Martin MALVY, nommé membre du Gouvernement.

M. Maurice MATHUS, devenu député le 20 août 1984, en remplacement de M. Pierre JOXE, nommé membre du Gouvernement.

M. Maurice RIVAL, devenu député le 10 septembre 1984, en remplacement de Mme Gisèle HALIMI.

M. Bernard ROCHER, devenu député le 26 avril 1984, en remplacement de M. Jacques MARETTE, décédé.

M. Claude WOLFF, démissionnaire le 31 juillet 1984.

4. MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION

Dordogne (1re circonscription) : M. DUMAS (Roland) jusqu'au 18 janvier 1984 (nommé membre du Gouvernement) ; M. DEFARGE (Christian) à partir du 19 janvier 1984.

Isère (4e circonscription) : Mme HALIMI (Gisèle) jusqu'au 9 septembre 1984 (maintenue en mission temporaire) ; M. RIVAL (Maurice) à partir du 10 septembre 1984.

Lot (2e circonscription) : M. MALVY (Martin) jusqu'au 23 août 1984 (nommé membre du Gouvernement) ; M. MASSAUD (Edmond) à partir du 24 août 1984.

Paris (17e circonscription) : M. MARETTE (Jacques), décédé le 25 avril 1984 ; M. ROCHER (Bernard) à partir du 26 avril 1984.

Puy-de-Dôme (2e circonscription) : M. WOLFF (Claude), démissionnaire le 31 juillet 1984 ; M. GISCARD d'ESTAING (Valéry) à partir du 24 septembre 1984.

Rhin (Haut-). (4e circonscription) : M. BOCKEL (Jean-Marie), jusqu'au 23 août 1984 (nommé membre du Gouvernement) ; M. GRIMONT (Jean) à partir du 24 août 1984.

Saône-et-Loire (4e circonscription) : M. LOTTE (André), décédé le 28 septembre 1984 ; M. LEBORNE (Roger) à partir du 29 septembre 1984.

Saône-et-Loire (5e circonscription) : M. JOXE (Pierre) jusqu'au 19 août 1984 (nommé membre du Gouvernement) ; M. MATHUS (Maurice) à partir du 20 août 1984.

Tarn-et-Garonne (2e circonscription) : M. BAYLET (Jean-Michel) jusqu'au 23 août 1984 (nommé membre du Gouvernement) ; M. LARROQUE (Pierre) à partir du 24 août 1984.

B. — DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Troisième Gouvernement de M. Pierre Mauroy.

Nommé ministre : M. Roland DUMAS. Cessation de son mandat de député le 18 janvier 1984 [*J. O.* du 20 janvier 1984] (p. 358).

Gouvernement de M. Laurent Fabius.

Nommé ministre : M. Pierre JOXE [*J. O.* du 20 juillet 1984] (p. 2347). Cessation de son mandat de député le 19 août 1984 [*J. O.* du 21 août 1984] (p. 2688).

Nommés secrétaires d'Etat : MM. Jean-Michel BAYLET, Jean-Marie BOCKEL, Martin MALVY [*J. O.* du 24 juillet 1984] (p. 2412, 2413). Cessation de leur mandat de député le 23 août 1984 [*J. O.* du 25 août 1984] (p. 2727).

C. — CESSATION DE FONCTIONS PAR SUITE DE RENOUVELLEMENT D'UNE MISSION TEMPORAIRE

Mme Gisèle HALIMI [*J. O.* du 11 septembre 1984] (p. 2876).

D. — DEMISSION D'UN DEPUTE

M. Claude WOLFF (Puy-de-Dôme, 2e circonscription) [*J. O.* du 1er août 1984] (p. 2537).

E. — DEPUTES DECEDES

M. Jacques MARETTE (Paris, 17e circosnscription), décédé le 25 avril 1984 [*J. O.* du 27 avril 1984] (p. 1262).

M. André LOTTE (Saône-et-Loire, 4e circonscription), décédé le 28 septembre 1984 [*J. O.* du 30 septembre 1984] (p. 3039).

III. – GROUPES POLITIQUES

I. — Groupe socialiste.

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :*

Cesse d'appartenir à ce groupe : [*J. O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Dumas (Roland).

S'inscrit à ce groupe : [*J. O.* du 27 janvier 1984] (p. 462) : M. Defarge (Christian).

b) *Font partie de ce groupe* (268 membres) [*J. O.* du 1er avril 1984] (p. 1029). — Président : M. Joxe (Pierre). — MM. Adevah-Poeuf (Maurice), Alaize (Jean-Marie), Anciant (Jean), Aumont (Robert), Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bally (Georges), Bapt (Gérard), Barailla (Régis), Bardin (Bernard), Bartolone (Claude), Bassinet (Philippe), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Beaufort (Jean), Bêche (Guy), Becq (Jacques), Bédoussac (Firmin), Beix (Roland), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Benetière (Jean-Jacques), Bérégovoy (Michel), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Bernard (Roland), Berson (Michel), Bertile (Wilfrid), Besson (Louis), Billardon (André), Billon (Alain), Bladt (Paul), Blisko (Serge), Bockel (Jean-Marie), Bois (Jean-Claude), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bourget (René), Bourguignon (Pierre), Braine (Jean-Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Mme Cacheux (Denise), MM. Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Caumont (Robert de), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charpentier (Gilles), Charzat (Michel), Chaubard (Albert), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Chevalier (Daniel), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Mme Commergnat (Nelly), MM. Couqueberg (Lucien), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Defarge (Christian), Dehoux (Marcel), Delanoë (Bertrand), Delehedde (André), Delisle (Henry), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Dollo (Yves), Douyère (Raymond), Drouin (René), Dumont (Jean-Louis), Dupilet (Dominique), Mme Dupuy (Lydie), MM. Durbec (Guy), Durieux (Jean-Paul), Duroure (Roger), Durupt (Job), Escutia (Manuel), Esmonin (Jean), Estier (Claude), Evin (Claude), Faugaret (Alain), Mme Fiévet (Berthe), MM. Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Fourré (Jean-Pierre), Mme Frachon (Martine), MM. Frêche (Georges), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallet (Jean), Garmendia (Pierre), Garrouste (Marcel), Mme Gaspard (Françoise), MM. Germon (Claude), Giolitti (Francis), Giovannelli (Jean), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Gouze (Hubert), Gouzes (Gérard), Grézard (Léo), Guyard (Jacques), Haesebroeck (Gérard), Hautecœur (Alain), Haye (Kléber), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Ibanès (Jean), Istace (Gérard), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Jalton (Frédéric), Join (Marcel), Josèphe (Noël), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Joxe (Pierre), Kucheida (Jean-Pierre), Labazée (Georges), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Lagorce (Pierre), Laignel (André), Lambert (Michel), Lambertin (Jean-Pierre), Lareng (Louis), Lassale (Roger), Laurent (André), Laurissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Baill (Georges), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert), Lefranc (Bernard), Le Gars (Jean), Lejeune (André), Leonetti (Jean-Jacques), Le Pensec (Louis), Loncle (François), Lotte (André), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Mas (Roger), Masse (Marius), Massion (Marc), Massot (François), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Métais (Pierre), Metzinger (Charles), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Mocœur (Marcel), Montergnole (Bernard), Mme Mora (Christiane), MM. Moreau (Paul), Mortelette (François), Moulinet (Louis), Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Oehler (Jean), Olmeta (Reué), Ortet (Pierre), Mmes Osselin (Jacqueline), Patrat (Marie-Thérèse), MM. Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perrier (Paul), Pesce (Rodolphe), Peuziat (Jean), Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pistre (Charles), Planchou (Jean-Paul), Poignant (Bernard), Poperen (Jean), Portheault (Jean-Claude), Pourchon (Maurice), Prat (Henri), Prouvost (Pierre), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Ravassard (Noël), Raymond (Alex) Renault (Amédée), Richard (Alain), Robin (Louis), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Rousseau (Jean), Sainte-Marie (Michel), Sanmarco (Philippe), Santa Cruz (Jean-Pierre), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Sénès (Gilbert), Sergent (Michel), Mmes Sicard (Odile), Soum (Renée), Sublet (Marie-Josèphe), MM. Suchod (Michel), Sueur (Jean-Pierre), Tabanou (Pierre), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Teisseire (Eugène), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tinseau (Luc), Tondon (Yvon), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Vacant (Edmond), Vadepied (Guy), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Verdon (Marc), Vidal (Joseph), Villette (Bernard), Vivien (Alain), Vouillot (Hervé), Wacheux (Marcel), Wilquin (Claude), Worms (Jean-Pierre).

Président : M. Billardon (André), en remplacement de M. Joxe (Pierre) [*J. O.* du 25 juillet 1984] (p. 2462).

c) *S'inscrivent à ce groupe* [*J. O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert), Schiffler (Nicolas) ; [*J. O.* du 24 août 1984] (p. 2718) : M. Mathus (Maurice) ; [*J. O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : M. Grimont (Jean) ; [*J. O.* du 29 août 1984] (p. 2751) : M. Massaud (Edmond) ; [*J. O.* du 12 septembre 1984] (p. 2890) : M. Rival (Maurice) ; [*J. O.* du 4 octobre 1984] (p. 3102) : M. Leborne (Roger) ;

d) *Cessent d'appartenir à ce groupe* [*J. O.* du 5 avril 1984] (p. 1072) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert), Schiffler (Nicolas) ; [*J. O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Joxe (Pierre) ; [*J. O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : MM. Bockel (Jean-Marie), Malvy (Martin) ; [*J. O.* du 30 septembre 1984] (p. 3039) : M. Lotte (André) ;

e) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

1. — *S'apparentent à ce groupe* (18 membres) [*J. O.* du 1er avril 1984] (p. 1029) : MM. Alfonsi (Nicolas), Baylet (Jean-Michel), Bonnet (Alain), Castor (Elie), Césaire (Aimé), Mme Chaigneau (Colette), MM. Charles (Bernard), Defontaine (Jean-Pierre), Duprat (Jean), Duraffour (Paul), Hory (Jean-François), Mme Halimi (Gisèle), MM. Julien (Raymond), Luisi (Jean-Paul), Pen (Albert), Pidjot (Roch), Rigal (Jean), Zuccarelli (Jean) ; [*J. O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : M. Larroque (Pierre).

2. — *Cessent d'être apparentés* [*J. O.* du 13 juin 1984] (p. 1820) : M. Pidjot (Roch) ; [*J. O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : M. Baylet (Jean-Michel) ; [*J. O.* du 11 septembre 1984] (p. 2876) : Mme Halimi (Gisèle) ;

II. — Groupe du rassemblement pour la République.

a) *Font partie de ce groupe* (81 membres) [*J. O.* du 1er avril 1984] (p. 1029-1030). — Président : M. Labbé (Claude). — MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Bachelet (Pierre), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bergelin (Christian), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Cavaillé (Jean-Charles), Chaban-Delmas (Jacques), Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Corrèze (Roger), Couve de Murville (Maurice), Debré (Michel), Delatre (Georges), Durr (André), Falala (Jean), Fillon (François), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Galley (Robert), Gascher (Pierre), Gastines (Henri de), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guichard (Olivier), Haby (Charles), Hamelin (Jean), Mme Hauteclocque (Nicole de),

MM. Inchauspé (Michel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lauriol (Marc), Lipkowski (Jean de), Marcus (Claude-Gérard), Marette (Jacques), Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Médecin (Jacques), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Narquin (Jean), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Paccou (Charles), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Petit (Camille), Peyrefitte (Alain), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Préaumont (Jean de), Raynal (Pierre), Rocca Serra (Jean-Paul de), Salmon (Tutaha), Santoni (Hyacinthe), Séguin (Philippe), Sprauer (Germain), Tibéri (Jean), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

b) *S'inscrit à ce groupe* [*J. O.* du 11 mai 1984] (p. 1372) : M. Rocher (Bernard).

c) *Cesse d'appartenir à ce groupe* [*J. O.* du 27 avril 1984] (p. 1262) : M. Marette (Jacques).

d) *Apparentés aux termes de l'article* 19 *du règlement :*

S'apparentent à ce groupe (8 membres) [*J. O.* du 1er avril 1984] (p. 1030) : MM. André (René), Bénouville (Pierre de), Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Deniau (Xavier), Frédéric-Dupont (Edouard), Mme Missoffe (Hélène), M. Richard (Lucien).

III. — **Groupe Union pour la démocratie française.**

a) *Modifications entre le* 1er *janvier et le* 2 *avril* 1984 :

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 29 mars 1984] (p. 979) : M. Stirn (Olivier).

b) *Font partie de ce groupe* (50 membres) [*J. O.* du 1er avril 1984] (p. 1030). — Président : M. Gaudin (Jean-Claude). — MM. Alphandéry (Edmond), Aubert (François d'), Barrot (Jacques), Baudoin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bouvard (Loïc), Briane (Jean), Brocard (Jean), Caro (Jean-Marie), Clément (Pascal), Daillet (Jean-Marie), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Fèvre (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Haby (René), Hamel (Emmanuel), Koehl (Emile), Léotard (François), Lestas (Roger), Madelin (Alain), Marcellin (Raymond), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Méhaignerie (Pierre), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Mme Moreau (Louise), MM. Ornano (Michel d'), Perrut (Francisque), Proriol (Jean), Rossinot (André), Sautier (Yves), Seitlinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Wolff (Claude).

c) *S'inscrit à ce groupe* [*J. O.* du 3 octobre 1984] (p. 3091) : M. Giscard d'Estaing (Valéry).

d) *Cesse d'appartenir à ce groupe* [*J. O.* du 1er août 1984] (p. 2537) : M. Wolff (Claude).

e) *Apparentés aux termes de l'article* 19 *du règlement :*

1. — *Modifications entre le* 1er *janvier et le* 2 *avril* 1984 :

Cesse d'être apparenté [*J. O.* du 24 mars 1984] (p. 917) : M. Sablé (Victor).

2. — *S'apparentent à ce groupe* (12 membres) [*J. O.* du 1er avril 1984] (p. 1030) : MM. Barre (Raymond), Bigeard (Marcel), Brochard (Albert), Esdras (Marcel), Fouchier (Jacques), Harcourt (François d'), Kergueris (Aimé), Ligot (Maurice), Mathieu (Gilbert), Pernin (Paul), Rigaud (Jean), Zeller (Adrien) ; [*J. O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113) : Mme Harcourt (Florence d').

IV. — **Groupe communiste.**

a) *Font partie de ce groupe* (43 membres) [*J. O.* du 1er avril 1984] (p. 1030). — Président : M. Lajoinie (André). — MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Balmigère (Paul), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Chomat (Paul), Combasteil (Jean), Couillet (Michel), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique), Garcin (Edmond), Mme Goeuriot (Colette), MM. Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Horvath (Adrienne), Jacquaint (Muguette), MM. Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Lajoinie (André), Legrand (Joseph), Le Meur (Daniel), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Mazoin (Roland), Mercieca (Paul), Montdargent (Robert), Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porelli (Vincent), Renard (Roland), Rieubon (René), Rimbault (Jacques), Roger (Emile), Soury (André), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Zarka (Pierre).

b) *Apparenté aux termes de l'article* 19 *du règlement :*

S'apparente à ce groupe (1 membre) [*J. O.* du 1er avril 1984] (p. 1030) : M. Moutoussamy (Ernest).

V. — **Liste des députés n'appartenant à aucun groupe.**

a) *Modifications entre le* 1er *janvier et le* 2 *avril* 1984 :

Deviennent députés non inscrits [*J. O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Defarge (Christian) ; [*J. O.* du 24 mars 1984] (p. 917) : M. Sablé (Victor) ; [*J. O.* du 29 mars 1984] (p. 979) : M. Stirn (Olivier).

Cesse d'être non inscrit [*J. O.* du 27 janvier 1984] (p. 462) : M. Defarge (Christian).

b) *Deviennent députés non inscrits* (10 membres) [*J. O.* du 1er avril 1984] (p. 1030) : MM. Audinot (André), Branger (Jean-Guy), Fontaine (Jean), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hunault (Xavier), Juventin (Jean), Royer (Jean), Sablé (Victor), Sergheraert (Maurice), Stirn (Olivier) ; [*J. O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : M. Massaud (Edmond) ; [*J. O.* du 5 avril 1984] (p. 1072) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert), Schiffler (Nicolas) ; [*J. O.* du 27 avril 1984] (p. 1262) : M. Rocher (Bernard) ; [*J. O.* du 13 juin 1984] (p. 1820) : M. Pidjot (Roch) ; [*J. O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Mathus (Maurice) ; [*J. O.* du 11 septembre 1984] (p. 2876) : M. Rival (Maurice) ; [*J. O.* du 25 septembre 1984] (p. 2990) : M. Giscard d'Estaing (Valéry) ; [*J. O.* du 2 octobre 1984] (p. 3047) : M. Leborne (Roger).

c) *Cessent d'être non inscrits* [*J. O.* du 11 mai 1984] (p. 1372) : M. Rocher (Bernard) ; [*J. O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert), Schiffler (Nicolas) ; [*J. O.* du 24 août 1984] (p. 2718) : M. Mathus (Maurice) ; [*J. O.* du 29 août 1984] (p. 2751) : M. Massaud (Edmond) ; [*J. O.* du 12 septembre 1984] (p. 2890) : M. Rival (Maurice) ; [*J. O.* du 3 octobre 1984] (p. 3091) : M. Giscard d'Estaing (Valéry) ; [*J. O.* du 4 octobre 1984] (p. 3102) : M. Leborne (Roger) ; [*J. O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113) : Mme Harcourt (Florence d').

IV. – BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Nominations du 2 avril 1984 :

Nomination des six vice-présidents [2 avril 1984] (p. 1052) : MM. Douyère (Raymond), Séguin (Philippe), Mme Moreau (Louise), MM. Ducoloné (Guy), Natiez (Jean), Sapin (Michel).

Nomination des trois questeurs [2 avril 1984] (p. 1052) : MM. Laurissergues (Christian), Gaillard (René), Corrèze (Roger).

Nomination des douze secrétaires [2 avril 1984] (p. 1052) : MM. Bartolone (Claude), Bellon (André), Brunhes (Jacques), Mme Chaigneau (Colette), MM Clément (Pascal), Fourré (Jean-Pierre), Gissinger (Antoine), Goulet (Daniel), Hage (Georges), Mahéas (Jacques), Malvy (Martin), Micaux (Pierre) ; [8 octobre 1984] (p. 4485) : M. Billon (Alain), en remplacement de M. Malvy (Martin).

V. – COMMISSIONS PERMANENTES

1. Commission des affaires culturelles, familiales et sociales :

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :*

Cessent d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 25 février 1984] (p. 713) : MM. Baumel (Jacques), Toubon (Jacques), Vivien (Robert-André).

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 25 février 1984] (p. 713) : MM. Brial (Benjamin), Narquin (Jean), Pons (Bernard).

b) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1984] (p. 1036) : MM. Alaize (Jean-Marie), Ansquer (Vincent), Aubert (François d'), Bachelet (Pierre), Bardin (Bernard), Barrot (Jacques), Bartolone (Claude), Bas (Pierre), Bateux (Jean-Claude), Bayard (Henri), Beaufort (Jean), Becq (Jacques), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Besson (Louis), Billon (Alain), Blisko (Serge), Bocquet (Alain), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Bourg-Broc (Bruno), Braine (Jean-Pierre), Brial (Benjamin), Brunhes (Jacques), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Césaire (Aimé), Chaban-Delmas (Jacques), Mme Chaigneau (Colette), MM. Chanfrault (Guy), Chevallier (Daniel), Chirac (Jacques), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colona (Jean-Hugues), Couqueberg (Lucien), Dehoux (Marcel), Delfosse (Georges), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dollo (Yves), Durr (André), Durupt (Job), Esmonin (Georges), Evin (Claude), Falala (Jean), Florian (Roland), Mmes Frachon (Martine), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Garrouste (Marcel), Gabarrou (Jean-Pierre), Gascher (Pierre), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giovannelli (Jean), Gissinger (Antoine), Godefroy (Pierre), Guyard (Jacques), Haby (Charles), Haby (René), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Koehl (Emile), Laborde (Jean), Lareng (Louis), Laurent (André), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Le Gars (Jean), Legrand (Joseph), Luisi (Jean-Paul), Madelin (Alain), Marchais (Georges), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Metzinger (Charles), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Montergnole (Bernard), Narquin (Jean), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Pénicaut (Jean-Pierre), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Pesce (Rodolphe), Petit (Camille), Pinard (Joseph), Pinte (Etienne), Poignant (Bernard), Pons (Bernard), Proriol (Jean), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Renard (Roland), Rossinot (André), Santoni (Hyacinthe), Santrot (Jacques), Sautier (Yves), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tourné (André), Mme Toutain (Ghislaine), M. Zarka (Pierre).

c) *Bureau* [*J. O.* du 4 avril 1984] (p. 1058). — Président : M. Evin (Claude) ; vice-présidents : MM. Brunhes (Jacques), Coffineau (Michel), Derosier (Bernard), Metzinger (Charles) ; secrétaires : MM. Hage (Georges), Pesce (Rodolphe), Renard (Roland), Mme Toutain (Ghislaine).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J. O.* du 10 avril 1984] (p. 1112) : M. Schiffler (Nicolas) ; [*J. O.* du 12 avril 1984] (p. 1138) : M. Drouin (René) ; [*J. O.* du 19 avril 1984] (p. 1201) : M. Malgras (Robert) ; [*J. O.* du 8 juin 1984] (p. 1793) : M. Toubon (Jacques) ; [*J. O.* du 21 juin 1984] (p. 1918) : M. Brial (Benjamin) ; [*J. O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Philibert (Louis) ; [*J. O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242) : M. Soury (André) ; [*J. O.* du 13 juillet 1984] (p. 2258) : M. Schiffler (Nicolas) ; [*J. O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Zarka (Pierre) ; [*J. O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963) : M. Deprez (Charles).

e) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 6 avril 1984] (p. 1081) : M. Schiffler (Nicolas) ; [*J. O.* du 8 juin 1984] (p. 1793) : M. Brial (Benjamin) ; [*J. O.* du 21 juin 1984] (p. 1918) : M. Toubon (Jacques) ; [*J. O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Gabarrou (Jean-Pierre) ; [*J. O.* du 12 juillet 1984] (p. 2241) : M. Zarka (Pierre) ; [*J. O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Soury (André) ; [*J. O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963) : M. Aubert (François d').

2. Commission des affaires étrangères :

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :*

Cessent d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Sanmarco (Philippe) ; [*J. O.* du 11 février 1984] (p. 566) : M. Bustin (Georges) ; [*J. O.* du 25 février 1984] (p. 713) : M. Narquin (Jean) ; [*J. O.* du 28 mars 1984] (p. 952) : M. Sablé (Victor) ; [*J. O.* du 30 mars 1984] (p. 986) : M. Stirn (Olivier) ;

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Journet (Alain) ; [*J. O.* du 26 janvier 1984] (p. 426) : M. Sablé (Victor) ; [*J. O.* du 27 janvier 1984] (p. 462) : M. Defarge (Christian) ; [*J. O.* du 11 février 1984] (p. 566) : M. Le Meur (Daniel) ; [*J. O.* du 25 février 1984] (p. 713) : M. Baumel (Jacques).

b) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1984] (p. 1036) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Barre (Raymond), Baumel (Jacques), Baylet (Jean-Michel), Bellon (André), Bérégovoy (Michel), Bernard (Roland), Blanc (Jacques), Bustin (Georges), Castor (Elie), Couve de Murville (Maurice), Defarge (Christian), Delehedde (André), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Mme Dupuy (Lydie), MM. Durafour (Paul), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Fourré (Jean-Pierre), Frédéric-Dupont (Edouard), Gaudin (Jean-Claude), Giolitti (Francis), Gorse (Georges), Harcourt (François d'), Jagoret (Pierre), Josèphe (Noël), Jospin (Lionel), Journet (Alain), Joxe (Pierre), Julia (Didier), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Lagorce (Pierre), Léotard (François), Lipkowski (Jean de), Loncle (François), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Marcus (Claude-Gérard), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Montdargent (Robert), Moulinet (Louis), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Nungesser (Roland), Odru (Louis), Pernin (Paul), Peyrefitte (Alain), Raynal (Pierre), Rigal (Jean), Roger (Emile), Rousseau (Jean), Sablé (Victor), Sainte-Marie (Michel), Seitlinger (Jean), Sergent (Michel), Stirn (Olivier), Teisseire (Eugène), Vadepied (Guy), Vial-Massat (Théo).

c) *Bureau* [*J. O.* du 4 avril 1984] (p. 1058). — Président : M. Estier (Claude) ; vice-présidents : MM. Bellon (André), Julien (Raymond), Montdargent (Robert) ; secrétaires : M. Bérégovoy (Michel), Mme Neiertz (Véronique), M. Vadepied (Guy).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J. O.* du 25 août 1984] (p. 2727) : M. Mathus (Maurice) ; [*J. O.* du 28 août 1984] (p. 2739) : M. Larroque (Pierre).

3. Commission de la défense nationale et des forces armées.

a) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1984] (p. 1036) : MM. Aumont (Robert), Baudouin (Henri), Beix (Roland), Benouville (Pierre de), Bigeard (Marcel), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Briane (Jean), Brocard (Jean), Charles (Bernard), Chauveau (Guy-Michel), Combasteil (Jean), Corrèze (Roger), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Delatre (Georges), Dessein (Jean-Claude), Dominati (Jacques), Duprat (Jean), Durbec (Guy), Dutard (Luclen), Faugaret (Alain), Fillon (François), Frêche (Georges), Gaillard (René), Garmendia (Pierre), Gastines (Henri de), Goulet (Daniel), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mmes Harcourt (Florence d'), Hauteclocque (Nicole de), MM. Hunault (Xavier), Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Join (Marcel), Jourdan (Emile), Lafleur (Jacques), Lambertin (Jean-Pierre), Lancien (Yves), Lavédrine (Jacques), Lefranc (Bernard), Lejeune (André), Leonetti (Jean-Jacques), Masse (Marius), Mauger (Pierre), Mesmin (Georges), Moreau (Paul), Nilès (Maurice), Mme Patrat (Marie-Thérèse), MM. Philibert (Louis), Pignion (Lucien), Raymond (Alex), Richard (Lucien), Rimbault (Jacques), Robin (Louis), Tinseau (Luc), Vacant (Edmond), Verdon (Marc), Villette (Bernard).

b) *Bureau* [*J. O.* du 4 avril 1984] (p. 1058). — Président : M. Darinot (Louis) ; vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Combasteil (Jean), Huyghues des Etages (Jacques) ; secrétaires : Mme Patrat (Marie-Thérèse), MM. Robin (Louis), Tinseau (Luc) [*J. O.* des 25 et 26 octobre 1984] (p. 3339 et 3358) : M. Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), en remplacement de M. Robin (Louis).

c) *Devient membre de cette commission* [*J. O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Notebart (Arthur).

d) *Cesse d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Philibert (Louis).

4. Commission des finances, de l'économie générale et du Plan :

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :*

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Journet (Alain) ;

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 20 janvier 1984] (p. 358) : M. Sanmarco (Philippe) ; [*J. O.* du 25 février 1984] (p. 713) : M. Vivien (Robert-André).

b) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1984] (p. 1036) : MM. Alphandéry (Edmond), Anciant (Jean), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barnier (Michel), Bêche (Guy), Benetière (Jean-Jacques), Bergelin (Christian), Berson (Michel), Bonnet (Alain), Charzat (Michel), Chénard (Alain), Couillet (Michel), Denvers (Albert), Deprez (Charles), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Forgues (Pierre), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Germon (Claude), Goux (Christian), Hamel (Emmanuel), Inchauspé (Michel), Jans (Parfait), Josselin (Charles), Laignel (André), Le Drian (Jean-Yves), Le Pensec (Louis), Ligot (Maurice), Malvy (Martin), Marette (Jacques), Massion (Marc), Mazoin (Roland), Mercieca (Paul), Mestre (Philippe), Mortelette (François), Natiez (Jean), Pen (Albert), Noir (Michel), Pierret (Christian), Planchou (Jean-Paul), Pourchon (Maurice), Préaumont (Jean de), Prouvost (Pierre), Rieubon (René), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rodet (Alain), Royer (Jean), Sanmarco (Philippe), Soisson (Jean-Pierre), Mme Soum (Renée), MM. Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Tranchant (Georges), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Vouillot (Hervé), Wilquin (Claude), Zeller (Adrien).

c) *Bureau* [*J. O.* du 4 avril 1984] (p. 1058). — Président : M. Goux (Christian) ; rapporteur général : M. Pierret (Christian) ; vice-présidents : MM. Josselin (Charles), Mortelette (François), Rieubon (René) ; secrétaires : MM. Bêche (Guy), Bonnet (Alain), Mercieca (Paul).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J. O.* du 11 mai 1984] (p. 1373) : M. Cointat (Michel) ; [*J. O.* du 30 août 1984] (p. 2762) : M. Massaud (Edmond) ; [*J. O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963) : M. Aubert (François d').

e) *Cesse d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 21 septembre 1984] (p. 2963) : M. Deprez (Charles).

5. Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :*

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 11 février 1984] (p. 566) : M. Le Meur (Daniel).

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 11 février 1984] (p. 566) : M. Bustin (Georges) ; [*J. O.* du 25 février 1984] (p. 713) : M. Toubon (Jacques).

b) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1984] (p. 1036) : MM. Alfonsi (Nicolas), Aubert (Emmanuel), Barthe (Jean-Jacques), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Briand (Maurice), Mme Cacheux (Denise), MM. Caro (Jean-Marie), Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Charpentier (Gilles), Clément (Pascal), Delanoë (Bertrand), Ducoloné (Guy), Esdras (Marcel), Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Garcin (Edmond), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gouzes (Gérard), Guichard (Olivier), Mme Halimi (Gisèle), MM. Hautecœur (Alain), Hory (Jean-François), Houteer (Gérard), Krieg (Pierre-Charles), Labazée (Georges), Lauriol (Marc), Le Meur (Daniel), Lotte (André), Maisonat (Louis), Marcellin (Raymond), Marchand (Philippe), Massot (François), Menga (Joseph), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Moutoussamy (Ernest), Ornano (Michel d'), Pidjot (Roch), Poperen (Jean), Renault (Amédée), Richard (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sapin (Michel), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Suchod (Michel), Tabanou (Pierre), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Wolff (Claude), Worms (Jean-Pierre), Zuccarelli (Jean).

c) *Bureau* [*J. O.* du 4 avril 1984] (p. 1058). — Président : M. Forni (Raymond) ; vice-présidents : MM. Garcin (Edmond), Massot (François), Richard (Alain) ; secrétaires : MM. Bourguignon (Pierre), Floch (Jacques), Moutoussamy (Ernest).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J. O.* du 18 avril 1984] (p. 1189) : M. Salmon (Tutaha) ; [*J. O.* du 19 mai 1984] (p. 1457) : M. Tibéri (Jean) ; [*J. O.* du 21 juin 1984] (p. 1918) : M. Toubon (Jacques) ; [*J. O.* du 28 août 1984] (p. 2739) : M. Grimont (Jean) ; [*J. O.* du 13 septembre 1984] (p. 2898) : M. Rival (Maurice) ; [*J. O.* du 4 octobre 1984] (p. 3102) : M. Giscard d'Estaing (Valéry) ; [*J. O.* du 5 octobre 1984] (p. 3114) : M. Leborne (Roger).

e) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 18 avril 1984] (p. 1189) : M. Tibéri (Jean) ; [*J. O.* du 19 mai 1984] (p. 1457) : M. Salmon (Tutaha) ; [*J. O.* du 8 juin 1984] (p. 1793) : M. Toubon (Jacques) ; [*J. O.* du 15 juin 1984] (p. 1846) : M. Pidjot (Roch).

6. Commission de la production et des échanges.

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1984 :*

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 26 janvier 1984] (p. 426) : M. Sablé (Victor).

Devient membre de cette commission [*J. O.* du 26 janvier 1984] (p. 426) : M. Kerguéris (Aimé).

b) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1984] (p. 1037) : MM. André (René), Ansart (Gustave), Asensi (François), Audinot (André), Badet (Jacques), Bally (Georges), Balmigère (Paul), Barailla (Régis), Bassinet (Philippe), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Bedoussac (Firmin), Bégault (Jean), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Bertile (Wilfrid), Billardon (André), Birraux (Claude), Bladt (Paul), Bois (Jean-Claude), Bourget (René), Brochard (Albert), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Caumont (Robert de), Cavaillé (Jean-Charles), Chapuis (Robert), Chasseguet (Gérard), Chaubard (Albert), Chomat (Paul), Cointat (Michel), Colin (Georges), Mme Commergnat (Nelly), MM. Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Defontaine (Jean-Pierre), Delisle (Henry), Desanlis (Jean), Destrade (Jean-Pierre), Dousset (Maurice), Drouin (René), Dupilet (Dominique), Durand (Adrien), Durieux (Jean-Paul), Duroméa (André), Duroure (Roger), Fèvre (Charles), Mme Fiévet (Berthe), MM. Fouchier (Jacques), Gallet (Jean), Galley (Robert), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Mme Goeuriot (Colette), MM. Grézard (Léo), Grussenmeyer (François), Hamelin (Jean), Haye (Kléber), Mme Horvath (Adrienne), MM. Huguet (Roland), Ibanès (Jean), Jalton (Frédéric), Jarosz (Jean), Juventin (Jean), Kerguéris (Aimé), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), La Combe (René), Lajoinie (André), Lambert (Michel), Lassale (Roger), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Lestas (Roger), Malandin (Guy), Malgras (Robert), Mas (Roger), Masson (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Méhaignerie (Pierre), Metais (Pierre), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Mitterrand (Gilbert), Mocœur (Marcel), Mmes Mora (Christiane), Moreau (Louise), MM. Notebart (Arthur), Paccou (Charles), Patriat (François), Perbet (Régis), Perrier (Paul), Peuziat (Jean), Pistre (Charles), Porelli (Vincent), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Ravassard (Noël), Rigaud (Jean), Salmon (Tutaha), Santa Cruz (Jean-Pierre), Sarre (Georges), Sénès (Gilbert), Mme Sicard (Odile), MM. Soury (André), Tondon (Yvon), Valleix (Jean), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Vidal (Joseph), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

c) *Bureau* [*J. O.* du 4 avril 1984] (p. 1058). — Président : M. Ansart (Gustave) ; vice-présidents : MM. Billardon (André), Chomat (Paul), Huguet (Roland), Michel (Claude) ; secrétaires : MM. Chapuis (Robert), Delisle (Henry), Mmes Horvath (Adrienne), Sicard (Odile) ; vice-président [*J. O.* du 26 septembre 1984] (p. 3001) : M. Bassinet (Philippe), en remplacement de M. Billardon (André).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J. O.* du 12 mai 1984] (p. 1394) : M. Rocher (Bernard) ; [*J. O.* du 19 mai 1984] (p. 1457) : M. Salmon (Tutaha) ; [*J. O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Gabarrou (Jean-Pierre) ; [*J. O.* du 12 juillet 1984] (p. 2242) : M. Zarka (Pierre) ; [*J. O.* du 13 juillet 1984] (p. 2258) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert) ; [*J. O.* du 21 août 1984] (p. 2688 : M. Soury (André).

e) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 6 avril 1984] (p. 1081) : MM. Drouin (René), Malgras (Robert) ; [*J. O.* du 18 avril 1984] (p. 1189) : M. Salmon (Tutaha) ; [*J. O.* du 11 mai 1984] (p. 1373) : M. Cointat (Michel) ; [*J. O.* du 22 juin 1984] (p. 1946) : M. Notebart (Arthur) ; [*J. O.* du 12 juillet 1984] (p. 2241) : M. Soury (André) ; [*J. O.* du 21 août 1984] (p. 2688) : M. Zarka (Pierre).

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

a) *Membres* [*J. O.* du 4 avril 1984] (p. 1058) : MM. Anciant (Jean), Aumont (Robert), Balligand (Jean-Pierre), Bas (Pierre), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Inchauspé (Michel), Julien (Raymond), Lagorce (Pierre), Mortelette (François), Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert), Tabanou (Pierre), Testu (Jean-Michel).

b) *Bureau* [*J. O.* du 4 avril 1984] (p. 1058). — Président : M. Aumont (Robert) ; vice-présidents : MM. Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert) ; secrétaires : MM. Anciant (Jean), Mortelette (François).

VI. – COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE

Commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière.

Membres [*J. O.* du 18 mai 1984] (p. 1444) : MM. Aubert (François d'), Belorgey (Jean-Michel), Birraux (Claude), Bonnet (Alain), Mme Cacheux (Denise), MM. Chomat (Paul), Deschaux-Beaume (Freddy), Douyère (Raymond), Mme Dupuy (Lydie), MM. Galley (Robert), Gantier (Gilbert), Hage (Georges), Inchauspé (Michel), Jans (Parfait), Le Coadic (Jean-Pierre), Massion (Marc), Michel (Claude), Michel (Jean-Pierre), Noir (Michel), Planchou (Jean-Paul), Prat (Henri), Rodet (Alain), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sanmarco (Philippe), Sapin (Michel), Testu (Jean-Michel), Toubon (Jacques), Weisenhorn (Pierre), Zeller (Adrien).

Bureau [*J. O.* du 28 mai 1984] (p. 1492). — Président : M. Michel (Jean-Pierre) ; vice-présidents : MM. Douyère (Raymond), Rodet (Alain) ; secrétaires : MM. Chomat (Paul), Massion (Marc) ; rapporteur : M. Jans (Parfait).

VII. – COMMISSIONS SPECIALES

A. — **Constituées** pour l'examen :

— du projet de loi relatif au développement et à la protectlon de la montagne (n° 2006).

Membres [*J. O.* du 8 avril 1984] (p. 1102) : MM. Anciant (Jean), Aubert (Emmanuel), Balligand (Jean-Pierre), Barnier (Michel) Bassinet (Philippe), Besson (Louis), Billardon (André), Birraux (Claude), Blisko (Serge), Brocard (Jean), Caumont (Robert de), Coffineau (Michel), Combasteil (Jean), Delisle (Henry), Duraffour (Paul), Fuchs (Jean-Paul), Inchauspé (Michel), Lotte (André), Maisonnat (Louis), Planchou (Jean-Paul), Proriol (Jean), Raynal (Pierre), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rouquette (Roger), Sueur (Jean-Pierre), Tabanou (Pierre), Teisseire (Eugène), Tourné (André), Vennin (Bruno), Verdon (Marc), Vuillaume (Roland).

Cessent d'être membres de cette commission [*J. O.* du 11 avril 1984] (p. 1126) : MM. Anciant (Jean), Balligand (Jean-Pierre), Bassinet (Philippe), Billardon (André), Blisko (Serge), Coffineau (Michel), Delisle (Henry), Duraffour (Paul), Lotte (André), Planchou (Jean-Paul), Rouquette (Roger), Sueur (Jean-Pierre), Tabanou (Pierre), Teisseire (Eugène), Vennin (Bruno), Verdon (Marc) ; [*J. O.* du 20 avril 1984] (p. 1207) : M. Rocca Serra (Jean-Paul de) ; [*J. O.* du 3 mai 1984] (p. 1308) : M. Lareng (Louis).

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 11 avril 1984] (p. 1126) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Alaize (Jean-Marie), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Benetière (Jean-Jacques), Bonrepaux (Augustin), Brune (Alain), Forgues (Pierre), Lareng (Louis), Massot (François), Prat (Henri), Ravassard (Noël), Richard (Alain), Rigal (Jean), Mme Sicard (Odile), M. Valroff (Jean) ; [*J. O.* du 20 avril 1984] (p. 1207) : M. Cointat (Michel) ; [*J. O.* du 3 mai 1984] (p. 1308) : M. Bédouseac (Firmin).

Bureau [*J. O.* du 12 avril 1984] (p. 1138). — Président : M. Besson (Louis) ; vice-présidents : MM. Bonrepaux (Augustin), Tourné (André), secrétaires : MM. Maisonnat (Louis), Valroff (Jean) ; rapporteur : M. Caumont (Robert de).

— du projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé (n° 2051).

Membres [*J. O.* du 28 avril 1984] (p. 1289) : MM. Barrot (Jacques), Berson (Michel), Bourg-Broc (Bruno), Brunhes (Jacques), Mme Cacheux (Denise), MM. Chouat (Didier), Clément (Pascal), Delisle (Henry), Derosier (Bernard), Ducoloné (Guy), Evin (Claude), Foyer (Jean), Forni (Raymond), Goulet (Daniel), Goux (Christian), Hory (Jean-François), Labazée (Georges), Laignel (André), Madelin (Alain), Mercieca (Paul), Millon (Charles), Mme Missoffe (Hélène), M. Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Noir (Michel), Pinte (Etienne), Poignant (Bernard), Poperen (Jean), Teisseire (Eugène), Tinseau (Luc) ; [*J. O.* du 3 mai 1984] (p. 1308) ; Mme Harcourt (Florence d') ; [*J. O.* du 4 mai 1984] (p. 1320) : M. Collomb (Gérard).

Cesse d'être membre de cette commission [*J. O.* du 4 mai 1984] (p. 1320) : Mme Cacheux (Denise).

Bureau [*J. O.* du 3 mai 1984] (p. 1308). — Président : M. Laignel (André) ; vice-présidents : MM. Brunhes (Jacques), Delisle (Henry) ; secrétaires : MM. Mercieca (Paul), Tinseau (Luc) ; rapporteur : M. Derosier (Bernard).

B. — **Demandée et rejetée pour l'examen :**

— du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [2 octobre 1984] (p. 4443) ; [3 octobre 1984] (p. 4482).

VIII. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Constituées pour l'examen :

— du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 1398) [*J. O.* du 2 février 1984] (p. 506) ;

— du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue et modification corrélative du code du travail (n° 1431) [*J. O.* du 4 février 1984] (p. 523) ;

— du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1536) [*J. O.* du 24 mai 1984] (p. 1507) ;

— du projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986) [*J. O.* du 25 mai 1984] (p. 1658) ;

— du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [*J. O.* du 15 juin 1984] (p. 1849) ;

— du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière (n° 1382) [*J. O.* du 15 juin 1984] (p. 1849) ;

— de la proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées (n° 2062) [*J. O.* du 15 juin 1984] (p. 1849) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2043) [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1957) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2078) [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1958) ;

— du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage (n° 1962) [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1958) ;

— du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire (n° 2054) [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1958) ;

— du projet de loi créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (n° 1831) [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1958) ;

— du projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002) [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1958) ;

— du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036) [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1959) ;

— du projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public (n° 2052) [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1959) ;

— du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la protection sociale des Français de l'étranger (n° 2134) [*J. O.* du 27 juin 1984] (p. 2003) ;

— du projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2145) [*J. O.* du 28 juin 1984] (p. 2017) ;

— du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2144) [*J. O.* du 28 juin 1984] (p. 2018) ;

— du projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 1798) [*J. O.* du 28 juin 1984] (p. 2018) ;

— du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 1886) [28 juin 1984] (p. 3864) ;

— du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail (n° 2075) [*J. O.* du 29 juin 1984] (p. 2035) ;

— du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2094) [*J. O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283) ;

— du projet de loi relatif à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2095) [*J. O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283) ;

— du projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française (n° 1871) [*J. O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344) ;

— du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (n° 2106) [*J. O.* du 23 août 1984] (p. 2707) ;

— du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 2107) [*J. O.* du 23 août 1984] (p. 2707) ;

— projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [*J. O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857) ;

— projet de loi relatif au service public des télécommunications (n° 2108) [*J. O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117) ;

— projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785) [*J. O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360) ;

— proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [*J. O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416) ;

— projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 1578) [*J. O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551) ;

— projet de loi relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579) [*J. O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551) ;

— projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) [*J. O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813) ;

— projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (n° 2351) [*J. O.* du 13 décembre 1984] (p. 3843) ;

— projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques (n° 2346) [*J. O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844) ;

— projet de loi relatif au prix de l'eau en 1985 (n° 2359) [*J. O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844) ;

— projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 2430) [*J. O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844) ;

— projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [*J. O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890) ;

— projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2428) [*J. O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907) ;

— projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (n° 2429) [*J. O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919) ;

— projet de loi autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (ensemble un protocole) (n° 2374) [*J. O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936) ;

— projet de loi de finances rectificative pour 1984 (n° 2457) [*J. O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

IX. – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Représentant titulaire [J. O. du 26 janvier 1984] (p. 426) : M. Fourré (Jean-Pierre), en remplacement de M. Frêche (Georges).
Représentant suppléant [J. O. du 26 janvier 1984] (p. 426) : M. Dhaille (Paul), en remplacement de M. Fourré (Jean-Pierre).

X. – DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Comité consultatif des courses.

Membre [*J. O.* du 27 janvier 1984] (p. 462) : Mme Commergnat (Nelly).

Comité des finances locales.

Membres titulaires [*J. O.* du 22 juin 1984] (p. 1945) : MM. Jans (Parfait), Richard (Alain).

Membres suppléants [*J. O.* du 22 juin 1984] (p. 1945) : MM. Bêche (Guy), Maisonnat (Louis).

Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.

Membres [*J. O.* du 13 octobre 1984] (p. 3212) : MM. Castor (Elie), Goux (Christian), Jalton (Frédéric), Pen (Albert), Sablé (Victor), Soury (André).

Commission consultative des droits de l'homme.

Membre [*J. O.* du 11 avril 1984] (p. 1126) : Mme Dupuy (Lydie).

Commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée.

Membres titulaires [*J. O.* du 13 avril 1984] (p. 1149) : MM. Schreiner (Bernard), Hage (Georges).

Membres suppléants [*J. O.* du 13 avril 1984] (p. 1149) : MM. Becq (Jacques), Cassaing (Jean-Claude).

Commission d'accès aux documents administratifs.

Membre titulaire [*J. O.* du 26 mai 1984] (p. 1667) : M. Michel (Jean-Pierre), en remplacement de M. Sapin (Michel), démissionnaire.

Membre suppléant [*J. O.* du 21 novembre 1984] (p. 3590) : M. Garcin (Edmond), en remplacement de M. Lotte (André), décédé.

Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membres [*J. O.* du 18 mai 1984] (p. 1443) : MM. Pourchon (Maurice), Taddei (Dominique), Ligot (Maurice).

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre [*J. O.* du 23 novembre 1984] (p. 3614) : M. Rouquette (Roger).

Commission supérieure des sites.

Membre [*J. O.* du 16 novembre 1984] (p. 3534) : M. Perrut (Francisque), en remplacement de M. Briane (Jean), démissionnaire.

Conseil d'administration d'Antenne 2.

Membre [*J. O.* du 26 octobre 1984] (p. 3357) : M. Queyranne (Jean-Jack).

Conseil d'administration de la Caisse nationale des banques.

Membre [*J. O.* du 27 juin 1984] (p. 2001) : M. Noir (Michel).

Conseil d'administration du Carrefour international de la communication.

Membres [*J. O.* du 29 juin 1984] (p. 2031) : MM. Billon (Alain), Mercieca (Paul) ; [*J. O.* du 16 novembre 1984] (p. 3534) : Mme Toutain (Ghislaine), M. Wilquin (Claude).

Conseil national de la cinématographie.

Membres titulaires [*J. O.* du 4 février 1984] (p. 522) : M. Queyranne (Jean-Jack) ; [*J. O.* du 6 avril 1984] (p. 1081) : M. Vivien (Alain).

Membres suppléants [*J. O.* du 4 février 1984] (p. 522) : M. Hage (Georges) ; [*J. O.* du 6 avril 1984] (p. 1081) : M. Mercieca (Paul).

Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire [*J. O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113) : M. Taddei (Dominique).

Membre suppléant [*J. O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113) : M. Chénard (Alain).

Conseil national des transports.

Membres titulaires [*J. O.* du 13 avril 1984] (p. 1149) : MM. Delisle (Henry), Duroméa (André).

Membres suppléants [*J. O.* du 13 avril 1984] (p. 1149) : MM. Lambert (Michel), Bernard (Jean).

Conseil national du crédit.

Membres [*J. O.* du 5 octobre 1984] (p. 3113) : MM. Planchou (Jean-Paul), Vouillot (Hervé).

Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire [*J. O.* du 23 novembre 1984] (p. 3614) : M. Duroure (Roger).

Membre suppléant [*J. O.* du 23 novembre 1984] (p. 3614) : M. Vuillaume (Roland).

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membres titulaires [*J. O.* du 27 avril 1984] (p. 1262) : MM. Alaize (Jean-Marie), Benetière (Jean-Jacques), Pistre (Charles).

Membres suppléants [*J. O.* du 27 avril 1984] (p. 1262) : MM. Geng (Francis), Inchauspé (Michel), Soury (André).

XI. – AUTRES DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle.

Nomination de rapporteurs [*J. O.* du 7 janvier 1984] (p. 237) : Mme Moreau (Louise), MM. Loncle (François), Drouin (René).

Bureau [*J. O.* du 18 mai 1984] (p. 1449) : président : M. Estier (Claude) ; vice-présidents : Mme Moreau (Louise), M. Asensi (François).

Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques.

Bureau [*J. O.* du 9 novembre 1984] (p. 3484). — Président : M. Bassinet (Philippe).

XII. – DELEGATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE POUR LES COMMUNAUTES EUROPENNES

Membres [*J. O.* du 25 janvier 1984] (p. 419) : MM. Dhaille (Paul), Anciant (Jean), en remplacement de MM. Hautecœur (Alain), Schreiner (Bernard).

Cesse d'être membre de cette délégation [J. O. du 25 juillet 1984] (p. 2462) : M. Wolff (Claude).

Bureau [*J. O.* du 18 avril 1984] (p. 1189) : président : M. Josselin (Charles) ; vice-présidents : MM. Cointat (Michel), Ibanès (Jean), Ligot (Maurice), Renard (Roland) ; secrétaires : MM. Benetière (Jean-Jacques), Bladt (Paul).

XIII. – HAUTE COUR DE JUSTICE

Juge titulaire [10 octobre 1984] (p. 4620). Premier tour de scrutin : la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale n'est pas atteinte.

XIV. – DEPUTES CHARGES D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Gérard BAPT, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'industrie et de la recherche [*J. O.* du 8 février 1984] (p. 539). Fin de cette mission le 7 août 1984 [24 août 1984] (p. 4263).

Mme Gisèle HALIMI, chargée d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J. O.* du 10 mars 1984] (p. 822). Prolongation de sa mission [*J. O.* du 8 septembre 1984] (p. 2864).

M. Jean-Pierre SUEUR : fin, le 23 mars 1984, de sa mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées [2 avril 1984] (p. 1052).

M. Gérard GOUZES : fin, le 24 mai 1984, de sa mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture [24 mai 1984] (p. 2599).

M. Jean VALROFF, chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J. O.* du 4 décembre 1984] (p. 3720).

XV. – SESSIONS

Deuxième session extraordinaire de 1983-1984 (décret du 16 janvier 1984] : ouverture le 24 janvier 1984 [24 janvier 1984] (p. 1) ; clôture le 13 février 1984 [13 février 1984] (p. 1047).

Seconde session ordinaire de 1983-1984 : ouverture le 2 avril 1984 [2 avril 1984] (p. 1051) ; clôture le 30 juin 1984 [30 juin 1984] (p. 3949).

Troisième session extraordinaire de 1983-1984 (décrets des 28 juin et 19 juillet 1984) : ouverture le 2 juillet 1984 [2 juillet 1984] (p. 3952) ; clôture le 12 septembre 1984 [12 septembre 1984] (p. 4436).

Première session ordinaire de 1984-1985 : ouverture le 2 octobre 1984 [2 octobre 1984] (p. 4442) ; clôture le 20 décembre 1984 [20 décembre 1984] (p. 7373).

Première session extraordinaire de 1984-1985 (décret du 20 décembre 1984) : ouverture et clôture le 21 décembre 1984 [21 décembre 1984] (p. 7376, 7393).

XVI. – COMPOSITION DU TROISIEME GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY

(A la date du 1er janvier 1984.)

1. Par ordre alphabétique.

M. Pierre MAUROY, Premier ministre.
M. Jean AUROUX, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie.
Mme Edwige AVICE, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports.
M. Robert BADINTER, garde des sceaux, ministre de la justice.
M. Daniel BENOIST, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.
M. Pierre BÉRÉGOVOY, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.
Mme Huguette BOUCHARDEAU, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie.
M. Roland CARRAZ, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme.
M. Claude CHEYSSON, ministre des relations extérieures.
M. Raymond COURRIÈRE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés.
M. Michel CRÉPEAU, ministre du commerce et de l'artisanat.
Mme Edith CRESSON, ministre du commerce extérieur et du tourisme.
M. Gaston DEFFERRE, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
M. Jacques DELORS, ministre de l'économie, des finances et du budget.
Mme Georgina DUFOIX, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.
M. Roland DUMAS, ministre des affaires européennes.
M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget.
M. Laurent FABIUS, ministre de l'industrie et de la recherche.
M. Georges FILLIOUD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication.
M. Charles FITERMAN, ministre des transports.
M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.
M. Max GALLO, secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement.
M. Jean GATEL, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.
M. Charles HERNU, ministre de la défense.
M. Edmond HERVÉ, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé.
M. André LABARRÈRE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.
Mme Catherine LALUMIÈRE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.
M. Jack LANG, ministre délégué à la culture.
M. Jean LAURAIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants.
M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.
M. Georges LEMOINE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.
M. Guy LENGAGNE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.
M. Anicet LE PORS, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.
M. Louis MEXANDEAU, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T.
M. Christian NUCCI, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.
M. Paul QUILÈS, ministre de l'urbanisme et du logement.
M. Jack RALITE, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi.
M. Marcel RIGOUT, ministre de la formation professionnelle.
M. Michel ROCARD, ministre de l'agriculture.
Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme.
M. Alain SAVARY, ministre de l'éducation nationale.
M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale.
M. René SOUCHON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.

2. Par ministère.

Premier ministre	Pierre MAUROY.
Ministre de l'économie, des finances et du budget	Jacques DELORS.
Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale	Pierre BÉRÉGOVOY.
Ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Gaston DEFFERRE.
Ministre des transports	Charles FITERMAN.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert BADINTER.
Ministre des relations extérieures	Claude CHEYSSON.
Ministre des affaires européennes	Roland DUMAS.
Ministre de la défense	Charles HERNU.
Ministre de l'agriculture	Michel ROCARD.
Ministre de l'industrie et de la recherche	Laurent FABIUS.
Ministre de l'éducation nationale	Alain SAVARY.
Ministre du commerce extérieur et du tourisme	Edith CRESSON.
Ministre de l'urbanisme et du logement	Paul QUILÈS.
Ministre du commerce et de l'artisanat	Michel CRÉPEAU.
Ministre de la formation professionnelle	Marcel RIGOUT.
Secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement	Max GALLO.
Ministre délégué à la culture	Jack LANG.
Ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports	Edwige AVICE.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme	Yvette ROUDY.

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	André LABARRÈRE.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	Christian NUCCI.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T.	Louis MEXANDEAU.
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi	Jack RALITE.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre	Jean LE GARREC.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives	Anicet LE PORS.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication	Georges FILLIOUD.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget	Henri EMMANUELLI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation	Catherine LALUMIÈRE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique	Joseph FRANCESCHI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer	Georges LEMOINE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	Jean GATEL.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants	Jean LAURAIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie	Jean AUROUX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé	Edmond HERVÉ.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés	Georgina DUFOIX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées	Daniel BENOIST.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés	Raymond COURRIÈRE.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie	Huguette BOUCHARDEAU.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale	Roger-Gérard SCHWARTZENBERG.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt	René SOUCHON.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme	Roland CARRAZ.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer	Guy LENGAGNE.

3. Modifications.

Décret du 18 *juin* 1984 [J. O. du 19 juin 1984] (p. 1887) :

M. Roland DUMAS, ministre des affaires européennes, chargé d'exercer les fonctions de porte-parole du Gouvernement.

M. Max GALLO, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement.

4. Démission.

Démission du gouvernement le 17 juillet 1984 [J. O. du 18 juillet 1984] (p. 2304).

XVII. – COMPOSITION DU GOUVERNEMENT DE M. LAURENT FABIUS

Decrets des 17, 19, 23 juillet 1984
[*J. O.* des 18, 20, 24 juillet 1984] (p. 2304, 2347, 2412).

1. Par ordre alphabétique.

M. Laurent FABIUS, Premier ministre.
M. Jean AUROUX, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports.
Mme Edwige AVICE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.
M. Robert BADINTER, garde des sceaux, ministre de la justice.
M. Jean-Michel BAYLET, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures.
M. Pierre BÉRÉGOVOY, ministre de l'économie, des finances et du budget.
M. Jean-Marie BOCKEL, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.
Mme Huguette BOUCHARDEAU, ministre de l'environnement.
M. Alain CALMAT, ministre délégué à la jeunesse et aux sports.
M. Roland CARRAZ, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique.
M. Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, ministre de l'éducation nationale.
M. Claude CHEYSSON, ministre des relations extérieures.
M. Raymond COURRIÈRE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés.
M. Michel CRÉPEAU, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.
Mme Edith CRESSON, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.
M. Hubert CURIEN, ministre de la recherche et de la technologie.
M. Gaston DEFFERRE, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.
M. Michel DELEBARRE, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.
Mme Georgina DUFOIX, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.
M. Roland DUMAS, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement.
M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget.
M. Georges FILLIOUD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication.
M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées.
M. Jean GATEL, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale.
M. Charles HERNU, ministre de la défense.
M. Edmond HERVÉ, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé.
M. Pierre JOXE, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
M. André LABARRÈRE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.
Mme Catherine LALUMIÈRE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.
M. Jack LANG, ministre délégué à la culture.
M. Jean LAURAIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre.
M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives.
M. Georges LEMOINE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer.
M. Guy LENGAGNE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer.
M. Martin MALVY, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie.
M. Louis MEXANDEAU, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P. T. T.
M. Christian NUCCI, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.
M. Paul QUILÈS, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.
M. Michel ROCARD, ministre de l'agriculture.
Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme.
M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités.
M. René SOUCHON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.
M. Haroun TAZIEFF, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs.

2. Par ministère.

Premier ministre	Laurent FABIUS.
Ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire	Gaston DEFFERRE.
Ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre BÉRÉGOVOY.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert BADINTER.
Ministre des relations extérieures	Claude CHEYSSON.
Ministre de la défense	Charles HERNU.
Ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Pierre JOXE.
Ministre de l'agriculture	Michel ROCARD.
Ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur	Edith CRESSON.
Ministre de l'éducation nationale	Jean-Pierre CHEVÈNEMENT.
Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.	Georgina DUFOIX.
Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.	Paul QUILÈS.
Ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme	Michel CRÉPEAU.

Ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement	Roland DUMAS.
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Michel DELEBARRE.
Ministre de l'environnement	Huguette BOUCHARDEAU.
Ministre de la recherche et de la technologie	Hubert CURIEN.
Ministre délégué à la culture.	Jack LANG.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme	Yvette ROUDY.
Ministre délégué à la jeunesse et aux sports	Alain CALMAT.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.	André LABARRÈRE.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.	Christian NUCCI.
Ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P. T. T.	Louis MEXANDEAU.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	Edwige AVICE.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives	Jean LE GARREC.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication	Georges FILLIOUD.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget	Henri EMMANUELLI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.	Catherine LALUMIÈRE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées	Joseph FRANCESCHI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer	Georges LEMOINE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports	Jean AUROUX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités.	Roger-Gérard SCHWARTZENBERG.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale	Jean GATEL.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre.	Jean LAURAIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie	Martin MALVY.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé	Edmond HERVÉ.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures	Jean-Michel BAYLET.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés	Raymond COURRIÈRE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt	René SOUCHON.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs	Haroun TAZIEFF.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique	Roland CARRAZ.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer	Guy LENGAGNE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme	Jean-Marie BOCKEL.

3. Modifications.

Décret du 7 décembre 1984 (*J. O.* du 8 décembre 1984) (p. 3771).

M. Claude CHEYSSON, fin de ses fonctions de ministre des relations extérieures.

Mme Georgina DUFOIX, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement.

M. Roland DUMAS, ministre des relations extérieures.

M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation.

Mme Catherine LALUMIÈRE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

M. Jack LANG, ministre de la culture.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1984

A

ABOUCHAR (Jecques)

Condemnation de — [23 octobre 1984] : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5050) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5050) ; *Badinter (Robert)* (p. 5050) ; [24 octobre 1984] : *Mermaz (Louis)* (p. 5128) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5129) ;

Libération de — [25 octobre 1984] : *Moreau (Louise)* (p. 5213) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5213) ;

Voir *Questions au Gouvernement* **1009.**
Rappels au règlement **284.**

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Voir *Sécurité sociale* **20.**

ACIER

Voir *Sidérurgie.*

Production d'aciers moulés.

Voir *Questions au Gouvernement* **1110.**

ACTION DIRECTE

Attentats terroristes d' —

Voir *Questions au Gouvernement* **1048.**

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Voir *Enfants* **9.**

Statut des éducateurs.

Voir *Questions orales sans débat* **621.**

ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES ET SYNDICS

Voir *Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens* **5, 6.**

ADMINISTRATION ET REGIMES PENITENTIAIRES

Assassinat de détenus dans les locaux de l'administration pénitentiaire.

Voir *Questions au Gouvernement* **963.**

Prison d'Ajaccio.

Voir *Rappels au règlement* **161.**

ADOPTION

Voir *Enfants* **9.**

AEROPORTS

Bâle Mulhouse.

Voir *Questions orales sans débat* **634.**

Redevance sur les nuisances phoniques.

Voir *Lois de Finances* **9** (deuxième partie), Imprimerie nationale, Monnaies et médailles, Comptes spéciaux du Trésor.

Voir aussi *Urbanisme* **7.**

AFGHANISTAN

Arrestation de Jacques Abouchar en —

Voir *Questions au Gouvernement* **1009.**

Offensive soviétique dans le Panshir.

Voir *Questions au Gouvernement* **885, 891.**

Position du Gouvernement.

Voir *Questions au Gouvernement* **885.**

AFRIQUE

Situation internationale.

Voir *Questions au Gouvernement* **1161.**

AFRIQUE DU SUD

Voir *Questions au Gouvernement* **1171.**

Monuments commémoratifs à la mémoire des Sud-Africains morts aux côtés des alliés.

Voir *Questions au Gouvernement* **942.**

Venue éventuelle en France du Premier ministre de l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **919.**

AGENCE CENTRALE DE PRESSE (A. C. P.)

Voir *Edition, Imprimerie et Presse* **8.**
Questions au Gouvernement **975.**

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE (A. F. M. E.)

Voir *Bâtiments et travaux publics* **3.**

AGENCE HAVAS

Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er ; article 1er ; article 2 ; article 3 ; article 4 ; après l'article 5 ; après l'article 7 ; l'article 9 ; avant l'article 10 ; article 10 ; après l'article 10 ; article 12 ; article 18 ; article 25.

AGENCE NATIONALE POUR L'INSERTION ET LA PROMOTION DES TRAVAILLEURS D'OUTRE-MER (A. N. T.)

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), départements et territoires d'outre-mer.

AGENCES DE VOYAGE

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 8.

AGENCES FINANCIERES DE BASSIN

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), environnement.

AGRICULTEURS

Voir *Traités et conventions* **116.**

Aides à la mutation professionnelle.

Voir *Questions au Gouvernement* **914.**

Dotation aux jeunes —

Voir *Agriculture* **13.**

Jeunes —

Voir *Questions orales sans débat* **687.**

Qualification des —

Voir *Enseignement agricole* **1.**

Revenu des —

Voir *Agriculture* **13.**

Revenus des — de montagne.

Voir *Aménagement du territoire* **2.**

Retraite à soixante ans.

Voir *Questions au Gouvernement* **857.**

Situation des —

Voir *Questions au Gouvernement* **836.**

AGRICULTURE

11. — Proposition de loi n° 1628 tendant à étendre aux collectivités publiques la possibilité d'adhérer aux **coopératives d'utilisation de matériel agricole (C. U. M. A.).**

Assemblée nationale (première lecture). — Rapporteur : M. Jean-Louis Masson (12 avril 1984).

12. — Proposition de loi n° 1935 tendant à permettre l'adhésion des collectivités territoriales et des établissements publics à des **coopératives d'utilisation de matériel agricole.**

Assemblée nationale (première lecture). — Rapporteur : M. Gérard Gouzes (19 avril 1984).

13. — Projet de loi n° 1962 relatif au contrôle des structures agricoles et au **statut du fermage.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 24 janvier 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Michel (2 février 1984). — Rapport n° **2001** (2 avril 1984). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Rapporteur pour avis : M. Maurice Briand (10 février 1984).

Discussion les 3 et 4 avril 1984.

Adoption le 4 avril 1984.

Projet de loi n° **539.**

Sénat (première lecture), n° **249** (1983-1984). — Dépôt le 6 avril 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Sordel. — Rapport n° **283** (1983-1984) (25 avril 1984). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Henri Collette. — Avis n° **295** (1983-1984) (4 mai 1984). — Discussion les 14 et 15 mai 1984. — Adoption le 15 mai 1984. Nouveau titre : « Projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage ». — Projet de loi n° **103** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2112.** — Dépôt le 16 mai 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Michel. — Rapport n° **2160** (29 mai 1984). — Discussion le 6 juin 1984. — Adoption avec modifications le 6 juin 1984. — Projet de loi n° **593.**

Sénat (deuxième lecture), n° **368** (1983-1984). — Dépôt le 7 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Sordel. — Rapport n° **379** (1983-1984) (13 juin 1984). — Discussion le 20 juin 1984. — Rejet le 20 juin 1984. — Projet de loi n° **137** (1983-1984).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Bureau [*J. O.* du 27 juin 1984] (p. 2002).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Claude Michel. — Rapport n° **2238** (26 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Sordel. — Rapport n° **433** (1983-1984) (26 juin 1984). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2218.** — Dépôt le 20 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Michel. — Rapport n° **2245** (27 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption avec modifications le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **632.**

Sénat (troisième lecture), n° **444** (1983-1984). — Dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Sordel. — Discussion le 29 juin 1984. — Rejet le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **175** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **2283.** — Dépôt le 29 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Michel. — Rapport n° **2284** (29 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **652.**

Saisine du Conseil constitutionnel le 30 juin 1984. (Article 61, alinéa 2, de la Constitution). — Décision le 26 juillet 1984 (*J.O.* du 28 juillet 1984) (p. 2496). — Rectificatif (*J.O.* du 1er août 1984) (p. 2537).

Loi n° 84-741 du 1er août 1984 publiée au *J. O.* du 2 août 1984 (p. 2543).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 avril 1984] (p. 1060-1084).

Agriculture outre-mer (problèmes de l' —) : *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 1088) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 1093) ;

Colonat partiaire : *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 1088) ;

Commission cantonale des structures : *Briand* (*Maurice*) (p. 1064) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 1073) ; *Cabé* (*Robert*) (p. 1081) ; *Métais* (*Pierre*) (p. 1085) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 1092) ;

Eloignement (calcul de l' —) : *Briand* (*Maurice*) (p. 1063) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 1065) ;

Fermage (extension du statut du —) : *Briand (Maurice)* (p. 1064) ; *Rocard (Michel)* (p. 1066) ; *Proriol (Jean)* (p. 1075) ; *Brune (Alain)* (p. 1084) ;

G.F.A. : *Soury (André)* (p. 1071) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1073) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 1080) ; *Brune (Alain)* (p. 1084) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1088) ;

Indemnité de sortie : *Michel (Claude)* (p. 1063) ; *Rocard (Michel)* (p. 1066) ; *Lambert (Michel)* (p. 1072) ;

Jeunes agriculteurs (mesures tendant à favoriser l'installation des —) : *Michel (Claude)* (p. 1060-1061) ; *Briand (Maurice)* (p. 1063) ; *Rocard (Michel)* (p. 1065-1092) ; *Prat (Henri)* (p. 1067) ; *Cointat (Michel)* (p. 1068) ; *Micaux (Pierre)* (p. 1071) ; *Lambert (Michel)* (p. 1072) ; *Goasduff (Jean Louis)* (p. 1072) ; *Ravassard (Noël)* (p. 1074) ; *Proriol (Jean)* (p. 1075) ; *Galley (Robert)* (p. 1076) ; *Duprat (Jean)* (p. 1078) ; *Delehedde (André)* (p. 1078) ; *Cabé (Robert)* (p. 1080) ; *Brune (Alain)* (p. 1084) ; *André (René)* (p. 1085) ; *Chapuis (Robert)* (p. 1086) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1087) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1089) ; *Hunault (Xavier)* (p. 1090) ;

Lait (problème de la production du —) : *Cointat (Michel)* (p. 1069) ; *Duprat (Jean)* (p. 1078) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 1080) ; *André (René)* (p. 1085) ; *Rocard (Michel)* (p. 1093) ;

Lois d'orientation agricole de 1962 et de 1980, réglementation des cumuls, autorisations de droit : *Michel (Claude)* (p. 1061) ; *Briand (Maurice)* (p. 1063) ; *Rocard (Michel)* (p. 1065-1092) ; *Prat (Henri)* (p. 1067) ; *Soury (André)* (p. 1070) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1073) ; *Ravassard (Noël)* (p. 1074) ; *Proriol (Jean)* (p. 1075) ; *Pistre (Charles)* (p. 1076) ; *Delehedde (André)* (p. 1078) ; *Cabé (Robert)* (p. 1080) ; *Métais (Pierre)* (p. 1085) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1087) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1089) ;

Métayage : *Michel (Claude)* (p. 1062) ; *Briand (Maurice)* (p. 1063-1064) ; *Rocard (Michel)* (p. 1065-1067-1092) ; *Prat (Henri)* (p. 1067) ; *Soury (André)* (p. 1070) ; *Micaux (Pierre)* (p. 1071) ; *Pistre (Charles)* (p. 1076) ; *Métais (Pierre)* (p. 1085) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1089) ;

Mutualité sociale agricole (consultation des fichiers de la —) : *Michel (Claude)* (p. 1062) ; *Briand (Maurice)* (p. 1064) ; *Rocard (Michel)* (p. 1065) ; *Ravassard (Noël)* (p. 1074).

Offices fonciers : *Briand (Maurice)* (p. 1063) ; *Proriol (Jean)* (p. 1075) ; *Cabé (Robert)* (p. 1081) ; *Dousset (Maurice)* (p. 1087) ; *Hunault (Xavier)* (p. 1090).

Politique agricole commune, montants compensatoires monétaires et accords de Bruxelles : *Rocard (Michel)* (p. 1064-1072-1079-1090-1093) ; *Soury (André)* (p. 1069) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1072) ; *Balmigère (Paul)* (p. 1077) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 1079) ; *Chapuis (Robert)* (p. 1086) ; *Dousset (Maurice)* (p. 1087) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1089) ; *Hunault (Xavier)* (p. 1090).

Population active agricole (diminution de la —) : *Michel (Claude)* (p. 1060).

Prises en pension et ventes d'herbes : *Michel (Claude)* (p. 1062) ; *Rocard (Michel)* (p. 1066) ; *Brune (Alain)* (p. 1084).

Revenu des agriculteurs (diminution ou augmentation du —) : *Mathieu (Gilbert)* (p. 1079) ; *Cabé (Robert)* (p. 1080) ; *Chapuis (Robert)* (p. 1086) ; *Hunault (Xavier)* (p. 1090).

S.A.F.E.R. : *Michel (Claude)* (p. 1062) ; *Rocard (Michel)* (p. 1066-1093) ; *Soury (André)* (p. 1071) ; *Micaux (Pierre)* (p. 1071) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1073) ; *Ravassard (Noël)* (p. 1074) ; *Pistre (Charles)* (p. 1076) ; *Galley (Robert)* (p. 1076) ; *Cabé (Robert)* (p. 1081) ; *Brune (Alain)* (p. 1084).

Schémas directeurs départementaux des structures : *Michel (Claude)* (p. 1062) ; *Briand (Maurice)* (p. 1063) ; *Rocard (Michel)* (p. 1066-1093) ; *Prat (Henri)* (p. 1067) ; *Ravassard (Noël)* (p. 1074) ; *Duprat (Jean)* (p. 1078) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1089).

Sociétés d'épargne foncière : *Ravassard (Noël)* (p. 1074) ; *Brune (Alain)* (p. 1084) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1088) ; *Hunault (Xavier)* (p. 1090).

Surface minimale d'installation (S.M.I.) : *Michel (Claude)* (p. 1062) ; *Cointat (Michel)* (p. 1068) ; *Micaux (Pierre)* (p. 1071) ; *Ravassard (Noël)* (p. 1074) ; *Proriol (Jean)* (p. 1075) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 1088).

Viticulture (problèmes de la —) : *Balmigère (Paul)* (p. 1077) ; *Bayou (Raoul)* (p. 1091) ; *Rocard (Michel)* (p. 1093).

Discussion des articles [3 avril 1984] (p. 1094) ; [4 avril 1984] (p. 1114-1133).

Avant l'article 1er : amendement n° 56 de M. André Soury (insérant l'intitulé suivant : titre I A « favoriser l'installation des jeunes et la réinstallation des preneurs ») : réservé ; amendement n° 59 de M. Roland Mazoin soutenu par M. Michel Couillet (rôle et statut des S.A.F.E.R.) ; doublement de la dotation aux jeunes agriculteurs depuis 1981 ; insuffisance des moyens financiers affectés aux S.A.F.E.R. (p. 1094) ; problème du refus par le Crédit agricole de l'octroi de prêt aux petits agriculteurs ; insuffisance des moyens d'action des S.A.F.E.R. ; représentativité syndicale agricole à l'intérieur des comités des S.A.F.E.R. ; découpage géographique national des S.A.F.E.R. ; rejeté ; en conséquence, l'amendement n° 56, précédemment réservé, devient sans objet ; amendement n° 60 de M. Paul Balmigère soutenu par M. André Soury (de précision) (p. 1095) : retiré.

Titre 1er : *Du contrôle des structures des exploitations agricoles.*

Article 1er (*champ d'application de l'autorisation d'exploiter*) : nécessité d'assouplir les critères d'autorisation d'exploiter ; caractère inverse de la démarche gouvernementale ; suppression des conditions facultatives ; augmentation des cas dans lesquels l'autorisation préalable est obligatoire ; diminution du nombre des installations de jeunes agriculteurs ; amendements identiques n° 1 de la commission et n° 131 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Maurice Dousset (de suppression) ; amendement n° 131 : retiré ; amendements n° 132 et n° 133 de M. Pierre Micaux : retirés ; amendement n° 1 : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Les amendements n° 39 de la commission des lois et n° 75 de M. Michel Cointat : deviennent sans objet.

Article 2 (*seuil de contrôle des agrandissements*) (p. 1096) : amendements identiques n° 71 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Pierre Micaux, n° 76 de M. Michel Cointat, n° 134 de M. Pierre Micaux et n° 215 de M. Gilbert Mathieu (de suppression) ; caractère contraignant de cet article ; rejetés ; amendement n° 2 de la commission (opérations soumises à l'autorisation préalable) ; sous-amendements n° 77, n° 78 et n° 79 de M. Michel Cointat (modifiant les seuils contenus dans cet amendement) ; surface minimum d'installation (p. 1097) ; quotas fixés par la C.E.E. ; nécessité de préserver les conditions d'installation des petits exploitants ; refus d'une concentration excessive ; sous-amendements : rejetés ; amendement n° 2 : adopté ; en conséquence les amendements n° 135 et n° 136 de M. Pierre Micaux et l'amendement n° 40 de la commission des lois deviennent sans objet ; amendement n° 137 de M. Pierre Micaux (cas des installations réalisées sur une surface inférieure à la S.M.I.) : rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*champ d'application de l'autorisation d'exploiter*) (p. 1098) : amendement n° 80 de M. Michel Cointat (caractère facultatif de l'autorisation préalable) ; renforcement de la politique des structures ; rejeté ; amendement n° 3 de la commission (ensemble des opérations soumises à autorisation préalable) ; sous-amendement n° 38 de la commission des lois (référence à l'expérience acquise au cours des neuf années précédant la demande) ; sous-amendement n° 201 de M. Wilfrid Bertile (référence aux départements d'outre-mer) ; sous-amendement n° 241 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Maurice Dousset (personne physique atteignant l'âge auquel les exploitants peuvent bénéficier d'un avantage de vieillesse agricole) ; sous-amendement n° 242 de M. Pierre Micaux (même objet) ; sous-amendement n° 243 de M. Pierre Micaux (personne maintenant l'exploitation pour un descendant ou un tiers destiné à la succession) (p. 1099) ; spécificité des structures foncières de l'outre-mer ; superficie moyenne des exploitations dans les départements d'outre-mer (p. 1100) ; sous-amendement n° 38 : rejeté ; sous-amendement n° 201 : adopté ; sous-amendements n° 241, n° 242, n° 243 rejetés ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ; en conséquence les amendements n° 38, n° 39 de M. Pierre Micaux, n° 41 de la commission des lois, n° 216 de M. Gilbert Mathieu, n° 81 et n° 82 de M. Michel Cointat : deviennent sans objet ; amendement n° 61 de M. André Soury soutenu par M. Jean Combasteil (calcul de la distance par les voies de communication les plus directes) ; amendement n° 83 de M. Michel Cointat (calcul de la distance par les voies de communication les plus communément employées) ; rejet du calcul « à vol d'oiseau » ; retirés ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 1101).

Article 4 (*régime de l'autorisation de droit*) : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (limitant le bénéfice de l'autorisation de droit aux biens d'origine familiale dont la superficie n'excède pas quatre fois la S.M.I.) : adopté ; amendement n° 217 de M. Gilbert Mathieu (cas des exploitations acquises par donation ou licitation) ; amendements identiques n° 84 de M. Michel Cointat soutenu par M. Jean-Louis Goasduff et n° 140 de

M. Pierre Micaux (biens obtenus par donations ou acquis) ; amendement n° 141 de M. Pierre Micaux (biens acquis à la suite du règlement d'une succession) (p. 1102) : rejetés ; amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté ; amendements n° 85 de M. Michel Cointat et n° 142 de M. Pierre Micaux : devenus sans objet ; amendement n° 86 de M. Michel Cointat soutenu par M. Jean-Louis Goasduff (précisant que les conditions de cet article ne sont pas exigées en cas de succession) ; amendement n° 143 de M. Pierre Micaux (même objet) ; cas d'un descendant ne pouvant pas réunir immédiatement les conditions requises : rejetés ; amendement n° 42 de la commission des lois (impossibilité pour le demandeur exerçant une autre profession de bénéficier d'une autorisation de droit) (p. 1103) : rejeté ; amendement n° 144 de M. Pierre Micaux (cas d'une installation) ; amendement n° 87 de M. Michel Cointat soutenu par M. Jean-Louis Goasduff (installation reprise au profit d'un descendant du propriétaire) : rejetés ; rappels au règlement de MM. Pierre Micaux (p. 1104) et Maurice Dousset ; amendement n° 7 de la commission (de clarification) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements identiques n° 88 de M. Michel Cointat soutenu par M. Jean-Louis Goasduff et n° 145 de M. Pierre Micaux (de précision) : rejetés ; amendement n° 200 de M. Maurice Dousset (cas d'un descendant auquel on aurait refusé l'autorisation d'exploiter) (p. 1105) : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (d'harmonisation) ; sous-amendement n° 237 de M. Michel Cointat (notion de foyer fiscal) : rejeté ; amendement n° 9 : adopté ; en conséquence les amendements identiques n° 89 de M. Michel Cointat et n° 146 de M. Pierre Micaux : deviennent sans objet ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; en conséquence l'amendement n° 147 de M. Pierre Micaux devient sans objet ; amendements identiques n° 148 de M. Pierre Micaux et n° 218 de M. Gilbert Mathieu (autorisation demandée par le conjoint d'un chef d'exploitation agricole) (p. 1106) : rejetés ; amendement n° 11 de la commission (réunion d'exploitations consécutivement à un mariage) ; amendement n° 236 de M. Michel Cointat (même objet) (p. 1107) ; amendement n° 11 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 236 devient sans objet ; amendement n° 149 de M. Pierre Micaux (époux exerçant l'activité agricole de façon séparée) : rejeté ; amendements identiques n° 90 de M. Michel Cointat soutenu par M. Jean-Louis Goasduff et n° 151 de M. Pierre Micaux (agrandissement ou réunion d'exploitations réalisé en vue d'installer un ou plusieurs descendants du demandeur) ; amendements identiques n° 150 de M. Pierre Micaux et n° 219 de M. Gilbert Mathieu (même objet) ; possibilité pour un exploitant de cumuler des exploitations en attendant l'installation d'un descendant momentanément empêché : rejetés ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 1108).

Article 5 (*commission cantonale ou intercantonale*) : (réservé) (p. 1109).

Article 6 (*définition de la surface minimum d'installation*) (SMI) : amendement n° 221 de M. Gilbert Mathieu (fixation de la surface minimum d'installation au niveau départemental) ; variation d'une région à l'autre de la surface des exploitations familiales équilibrées) : rejeté (p. 1114) ; amendement n° 96 de M. Michel Cointat (supprimant la référence à la polyculture-élevage) : rejeté ; amendement n° 95 de M. Michel Cointat (prévoyant que la surface minimum d'installation en polyculture-élevage ne peut être inférieure de plus de 30 p. 100 à la surface minimum d'installation nationale) ; amendement n° 154 de M. Pierre Micaux (même objet) (p. 1115) ; installation des jeunes agriculteurs : rejetés ; amendement n° 13 de la commission (référence à la commission nationale des structures agricoles) : adopté ; amendement n° 202 de M. Wilfrid Bertile (fixation de la surface minimale d'installation dans les départements d'outre-mer) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (*procédure d'instruction des demandes d'autorisation*) (p. 1116) : amendement n° 155 de M. Pierre Micaux (de suppression) ; fichier de la mutualité sociale agricole : retiré ; amendement n° 14 de la commission (de conséquence) : réservé ; amendement n° 224 de M. Pierre Micaux (hypothèse où la demande porte sur un fonds n'appartenant pas au demandeur) ; amendement n° 222 de M. Gilbert Mathieu (même objet) ; obligation pour le demandeur de produire une attestation du propriétaire ; installation des jeunes (p. 1117) ; encouragement de la pluralité des demandes : rejetés ; amendement n° 15 de la commission (motivation des avis de la commission) ; amendement n° 44 de la commission des lois (même objet) ; contrôle des structures : adoptés ; amendement n° 16 de la commission (objectif d'autonomie de l'exploitation) ; jurisprudence du Conseil d'Etat relative au refus d'autorisation d'exploitation : adopté ; amendement n° 97 de M. Michel Cointat (unicité de la demande) ; amendement n° 156 de M. Pierre Micaux (même objet) (p. 1118) ; compétence du préfet et des tribunaux administratifs pour accorder ou refuser des autorisations d'exploiter ; droit de reprise du bailleur : rejetés ; amendement n° 17 de la commission (référence à la superficie des biens faisant l'objet de la demande) (p. 1119) ; référence à l'ouvrage *la Dîme royale* de Vauban comme modèle d'écriture administrative : adopté ; amendement n° 98 de M. Michel Cointat (supprimant la référence au preneur en place dans le 4e alinéa du texte proposé pour l'article 188-5 du code rural) ; amendement n° 157 de M. Pierre Micaux (même objet) : retirés ; amendement n° 99 de M. Michel Cointat (prise en compte de la situation des terres sur le territoire du département même ou d'un autre département) : retiré ; amendement n° 18 de la commission (référence au nombre et à la nature des emplois salariés en cause) ; encouragement du renforcement des exploitations familiales et de l'agriculture de groupe : adopté ; amendement n° 19 de la commission (possibilité pour la commission de donner un avis favorable en vue d'une meilleure restructuration de l'exploitation) (p. 1120) ; encouragement des échanges amiables : adopté ; amendement n° 20 de la commission (communication des pièces du dossier au demandeur et possibilité pour ce dernier de faire connaître ses observations) ; amendement n° 45 de la commission des lois (même objet) ; amendement n° 225 de M. Pierre Micaux (même objet) ; amendement n° 102 de M. Michel Cointat (même objet) ; amendement n° 159 de M. Pierre Micaux (même objet) ; principe constitutionnel des droits de la défense ; amendements n° 225, n° 159, n° 102 et n° 45 : retirés ; caractère administratif de la commission des structures (p. 1121) ; amendement n° 20 : adopté ; amendement n° 101 de M. Michel Cointat (obligation pour le demandeur de produire une attestation du propriétaire lorsque la demande porte sur un fonds ne lui appartenant pas) ; amendement n° 158 de M. Pierre Micaux (même objet) : retirés ; amendement n° 100 de M. Michel Cointat (recours de plein contentieux devant le tribunal administratif) ; amendement n° 160 de M. Pierre Micaux (même objet) ; nécessité de remédier à la subjectivité des éléments de la décision : rejetés ;

— article 7 : réservé.

Article 8 (*communication des informations nécessaires au contrôle des structures*) : amendement n° 155 de M. Pierre Micaux (de suppression) ; amendement n° 103 de M. Michel Cointat (même objet) ; communication de certaines informations (p. 1122) ; lacune de la loi de 1980 ne prévoyant aucune diffusion des informations relatives aux structures agricoles ; possibilité de consulter le registre de la mutualité sociale agricole : rejetés ; amendement n° 21 de la commission (communication des informations concernant les structures des exploitations à la demande du représentant de l'Etat) ; amendement n° 62 de M. André Soury (même objet) (p. 1123) ; mauvaise fiabilité du fichier de la mutualité sociale agricole : adoptés ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*mise en demeure en cas d'exploitation irrégulière par un propriétaire*) : amendement n° 161 de M. Pierre Micaux (de suppression) ; amendement n° 223 de M. Gilbert Mathieu (même objet) ; atteinte au droit de propriété ; procédure pour les terres incultes (p. 1124) ; rejetés ; amendement n° 104 de M. Michel Cointat (obligation pour le ministre de l'agriculture de se prononcer lorsqu'il est saisi d'un recours) ; amendement n° 162 de M. Pierre Micaux (même objet) ; fichier de la mutualité sociale agricole ; politique de décentralisation ; rejetés ; amendement n° 163 de M. Pierre Micaux (transmission du dossier au procureur de la République en vue de faire appliquer les dispositions de l'article 188-9 lorsque l'intéressé n'a pas répondu à la mise en demeure) ; système de la sanction pénale en cas de refus du propriétaire de s'exécuter ; rejeté ; amendement n° 22 de la commission (visant à permettre au propriétaire de récolter les cultures faites avant la mise en demeure) : adopté ; amendement n° 164 de M. Pierre Micaux (référence à toute société immatriculée à vocation agricole) (p. 1125) ; rejeté ; amendement n° 105 de M. Michel Cointat (pouvoirs du tribunal paritaire des baux ruraux) ; amendement n° 165 de M. Pierre Micaux (même objet) ; distinction entre l'autorisation d'exploiter et le droit d'exploitation ; retirés ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (*conditions d'affiliation au régime de protection sociale*) : amendement n° 166 de M. Pierre Micaux (de suppression) ; contrôle des structures ; lutte contre la fraude ; rejeté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 1126).

Après l'article 10 : amendement n° 203 de M. Wilfrid Bertile (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du présent titre dans les départements d'outre-mer) : adopté.

Titre II : *du statut du fermage et du métayage.*

Section I : *statut du fermage et du métayage.*

Article 11 (*champ d'application du statut du fermage et du métayage*) : difficultés des conditions d'exploitation ; nécessité d'alléger les charges financières ; conversion du métayage en fermage ; amendement n° 106 de M. Michel Cointat (p. 1127) (de suppression) ; amendement n° 167 de M. Pierre Micaux (même objet) ; dissociation du fermage des bâtiments d'exploitation et d'habitation et du fermage des terres ; processus de démembrement des exploitations ; nécessité d'inciter les bailleurs à un meilleur entretien des biens ; retirés ; amendements n° 168 de M. Pierre Micaux, n° 226 de M. Gilbert Mathieu, n° 107 de M. Michel Cointat, n° 169 de M. Pierre Micaux et n° 170 de M. Jean Rigaud, retirés ; amendement n° 23 de la commission (cession exclusive des fruits de l'exploitation) ; sous-amendement n° 109 de M. Michel Cointat (contrat conclu en vue de la prise en pension d'animaux) ; retiré ; amendement n° 23 : adopté ; amendement n° 172 de M. Pierre Micaux (montant de la part du fermage relative aux bâtiments d'habitation et montant de la part du fermage relative aux bâtiments d'exploitation) (p. 1128) ; détournement du statut du fermage ; situation des épouses d'exploitants ; négociation directe entre les intéressés ; loyer des bâtiments d'habitation ; retiré ; amendements n° 108 de M. Michel Cointat, n° 173 de M. Pierre Micaux, n° 171 de M. Jean Rigaud, n° 174 de M. Pierre Micaux, n° 227 de M. Gilbert Mathieu : retirés ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (*parcelles échappant partiellement au statut du fermage*) : amendement n° 175 de M. Pierre Micaux (supprimant le paragraphe I de cet article) ; détermination de la superficie maximale des parcelles de terres ; amendement n° 228 de M. Gilbert Mathieu (détermination de la superficie en cas de modification de la réglementation) (p. 1129) ; rejetés ; amendement n° 177 de M. Pierre Micaux (détermination de la superficie au jour même où la location a été consentie) ; amendement n° 110 de M. Michel Cointat (même objet) ; problème des jardins familiaux ; rejetés ; amendement n° 111 de M. Michel Cointat (supprimant le paragraphe II de cet article) ; amendement n° 176 de M. Pierre Micaux (même objet) ; amendement n° 229 de M. Gilbert Mathieu (même objet) ; refus de l'application rétroactive des textes ; rejetés ;

— article 12, adopté (p. 1130).

Article 13 (*baux ruraux par détermination de la loi*) : amendement n° 24 de la commission (référence aux baux d'élevage concernant toute production hors sol de marais salants) ; amendement n° 46 de la commission des lois (même objet) ; amendement n° 112 de M. Michel Cointat (référence aux baux d'élevage porcin ou bovin, quelle que soit l'origine des aliments) ; amendement n° 112 : retiré ; amendements n° 24 et n° 46 : adoptés ; amendement n° 196 de M. Louis Besson (référence aux baux d'élevage, d'alpage et d'estive) ; installation des jeunes agriculteurs en montagne : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté (p. 1133).

Article 14 (*état des lieux*) : amendement n° 25 de la commission (modalités d'établissement de cet état des lieux) ; amendement n° 47 de la commission des lois (même objet) ; amendement n° 230 de M. Gilbert Mathieu (même objet) ; amendement n° 178 de M. Pierre Micaux (même objet) ; problème du délai au cours duquel cet état des lieux doit être effectué ; possibilité pour les parties concernées de porter leur litige devant les tribunaux ; amendements n° 25 et n° 47 : adoptés ; amendements n° 230 et n° 178 : devenus sans objet ; amendement n° 113 de M. Michel Cointat : devenu sans objet ; réalisation de l'état des lieux à frais communs (p. 1134) ; amendement n° 114 de M. Michel Cointat (nécessité de rappeler que le défaut de réponse vaut accord) ; amendement n° 179 de M. Pierre Micaux (même objet) : adoptés ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 (*changement de mode de culture*) : amendement n° 115 de M. Michel Cointat (de suppression) : rejeté ; amendement n° 180 de M. Pierre Micaux (référence à une dégradation totale ou partielle du sol ou de l'exploitation) ; possibilité pour le bailleur de saisir le tribunal paritaire (p. 1135) : rejeté ;

— article 15, adopté.

Article 16 (*échanges ou locations des parcelles*) : amendement n° 26 de la commission (notification des modifications au propriétaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) ; réalisation de travaux pour améliorer le fonds ; distinction entre l'intérêt du preneur et l'intérêt du propriétaire ; rappel des obligations du preneur : adopté ; amendement n° 181 de M. Pierre Micaux (information du propriétaire par lettre recommandée) : rejeté (p. 1136) ; amendement n° 182 de M. Pierre Micaux (possibilité pour le preneur de saisir le tribunal paritaire) ; amendement n° 231 de M. Gilbert Mathieu (obligation de faire figurer dans la lettre recommandée les termes du présent article) : devenu sans objet ; amendement n° 27 de la commission (droit de préemption exercé par le locataire d'une parcelle qui a fait l'objet d'un échange en jouissance) ; charge de la preuve pesant sur le propriétaire ; amendement n° 182 : rejeté ; amendement n° 27 : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 (*travaux d'amélioration réalisés par le preneur*) (p. 1137) : amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 183 de M. Pierre Micaux (obligation de rappeler les termes du septième alinéa de cet article dans la communication faite au bailleur) ; amendement n° 184 de M. Pierre Micaux (obligation de faire figurer dans l'état descriptif et estimatif des travaux le fait que la non-réponse dans les deux mois permet l'exécution de ces derniers) ; problème de formalisme : rejetés ; amendement n° 116 de M. Michel Cointat (nécessité de faire figurer dans l'état descriptif et estimatif des travaux le fait que la non-réponse dans les deux mois permet l'exécution de ces derniers) : retiré (p. 1138) ; amendement n° 117 de M. Michel Cointat (supprimant la référence aux maisons d'habitation dans le huitième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 118 de M. Michel Cointat (notification de la proposition du preneur à la commission départementale) : retiré ; amendement n° 185 de M. Pierre Micaux (saisine du tribunal paritaire) ; amendement n° 119 de M. Michel Cointat (saisine du comité technique départemental) ; nécessité de mettre en place une instance proche des intéressés (p. 1139) ; procédure de conciliation ; amendement n° 185 : rejeté ; amendement n° 119 : adopté ; amendement n° 186 de M. Pierre Micaux (fixation par décret en Conseil d'Etat de la composition et des conditions d'intervention d'une commission technique départementale) : retiré ; amendement n° 120 de M. Michel Cointat (obligation pour le preneur d'être en règle avec ses obligations légales à l'égard du bailleur) : retiré ; amendement n° 187 de M. Pierre Micaux (supprimant la référence à l'absence d'opposition formée à un avis favorable de la commission) : devenu sans objet ; amendement n° 29 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 121 de M. Michel Cointat (réalisation des travaux de manière économique et conforme au descriptif et au devis effectué) (p. 1140) ; équilibre de l'accord bailleurs-preneurs : retiré ; amendement n° 188 de M. Pierre Micaux (participation du preneur à des opérations collectives de drainage ou d'irrigation) ; amendement n° 30 de la commission (participation du preneur aux travaux de drainage et d'irrigation) ; impossibilité pour ce dernier de représenter des bailleurs dans les associations syndicales ; responsabilité des ayants-droits ; amendement n° 188 : rejeté ; amendement n° 30 : adopté ; amendement n° 122 de M. Michel Cointat (faculté pour le preneur de participer avec voix délibérative aux assemblées de l'association syndicale ou foncière qui a la maîtrise des travaux) (p. 1141) ; asymétrie dans les positions du preneur et du bailleur en matière de paiement des taxes : retiré ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 (*calcul de l'indemnité pour les bâtiments et ouvrages*) : amendement n° 232 de M. Gilbert Mathieu (modalités de calcul de ces indemnités) ; nécessité d'exclure les bâtiments d'habitation des améliorations donnant lieu à indemnité : rejeté ; amendement n° 189 de M. Pierre Micaux (conditions de versement de l'indemnité) (p. 1142) : rejeté ; amendement n° 190 de M. Pierre Micaux (supprimant le paragraphe II de cet article) ; valeur résiduelle de leurs investissements ; maintien de la valeur vénale des biens après amortissement ; établissement de la valeur d'indemnisation compte tenu des conditions techniques et économiques d'utilisation du bien : rejeté ; amendement n° 48 de la commission des lois (référence aux travaux régulièrement exécutés en application des 1° et 3° de l'article L. 411-73 du code rural) ; amendement n° 31 de la commission (même objet) (p. 1143) ; extension du mode de calcul prévu à cet article, aux travaux d'amélioration ; amendement n° 31 : retiré ; amendement n° 48 : adopté ; amendement n° 123 de M. Michel Cointat (référence au comité technique départemental) : devenu sans objet ; amendement n° 124 de M. Michel Cointat (calcul de l'indemnisation de reprise) ; accord bailleurs-preneurs : rejeté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 1144) ;

Article 19 (*conditions de la reprise, charge de la preuve*) : réforme du droit foncier ; nécessité de maintenir le plus grand nombre possible d'agriculteurs ; priorité à l'usage sur la possession ; nécessité d'empêcher les reprises abusives ; transfert au bénéficiaire de la reprise de la charge de la preuve ; amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté ;

Article 20 (*prorogation du bail d'un preneur âgé*) : amendement n° 191 de M. Pierre Micaux (de suppression) ; possibilité pour un preneur de s'opposer à un congé délivré à un jeune agriculteur ; arrêt de la Cour de cassation refusant au preneur la prorogation : retiré ;

— article 20, adopté ;

Article 21 (*reprise d'un bien précédemment acquis en viager*) (p. 1145) ; amendement n° 192 de M. Pierre Micaux (de suppression) ; vente des terres en rente viagère : rejeté ;

— article 21, adopté ;

Après l'article 21 : amendement n° 67 de M. André Soury (exercice du droit de reprise) ; problème du cumul emploi-retraite élevé ; protection des personnes âgées : adopté ; amendement n° 68 de M. André Soury (abrogeant l'article L. 411-62 du code rural) ; possibilité pour un bailleur de refuser le renouvellement d'un bail sous certaines conditions (p. 1146) ; soumission à l'avis de la commission départementale des structures de toute modification des dimensions de l'exploitation : retiré.

Section II : *dispositions particulières aux baux à colonat partiaire ou métayage.*

Article 22 (*conversion du métayage en fermage*) : amendement n° 193 de M. Pierre Micaux (cas des plantations fruitières et de la vigne) ; amendement n° 32 de la commission (possibilité de convertir tout bail à colonat partiaire ou métayage en bail à ferme) ; amendement n° 49 de la commission des lois (même objet) ; sous-amendement n° 238 de M. Michel Cointat à l'amendement n° 32 de la commission (inapplication de cet amendement aux cultures pérennes) ; cas de la vigne (p. 1147) ; amendement n° 193 : rejeté ; maintien du métayage comme mode normal de faire-valoir dans certaines régions ; sous-amendement n° 238 : rejeté ; amendements n° 32 et n° 49 : adoptés ; amendement n° 63 de M. Paul Balmigère (ramenant de 9 ans à 3 ans la durée au terme de laquelle la conversion du métayage en fermage est possible) ; amendement n° 33 de la commission (réduisant à 8 ans la durée à partir de laquelle la conversion du métayage en fermage est possible) ; amendement n° 50 de la commission des lois (même objet) (p. 1148) ; compétence du tribunal paritaire en cas de conflit entre bailleurs et preneurs ; amendement n° 63 : retiré ; amendements n° 33 et n° 50 : adoptés ; amendement n° 64 de M. Roland Mazoin (possibilité d'effectuer la conversion du métayage en fermage à la fin de chaque année culturale lorsque la demande aura été formulée 12 mois auparavant) : retiré ; amendement n° 194 de M. Pierre Micaux (de conséquence) : retiré ; amendement n° 125 de M. Pierre Mauger (prononcé de la conversion du métayage en fermage par le tribunal paritaire) ; problème de l'indemnisation de cette conversion : rejeté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté ;

Après l'article 22 : amendement n° 65 de M. Roland Mazoin (supprimant la seconde phrase du 3e alinéa de l'article L. 411-71 du code rural) ; versement d'une indemnité de départ au preneur pour amélioration de fonds (p. 1149) : adopté ;

Article 23 (*conversion du métayage en fermage*) : amendement n° 34 de la commission (de correction) ; amendement n° 51 de la commission des lois (même objet) : adoptés ;

— article 23, ainsi modifié, adopté ;

Après l'article 23 : amendement n° 204 de M. Wilfrid Bertile (créant une section III relative aux dispositions particulières aux départements d'outre-mer) : adopté ; amendement n° 207 de M. Wilfrid Bertile (conditions d'exercice par le bailleur de son droit de reprise) : adopté après rectification ; amendement n° 205 de M. Wilfrid Bertile (possibilité d'implantation d'activité artisanale) : adopté (p. 1150) ; amendement n° 206 de M. Wilfrid Bertile (abrogation des 1°, 3°, 4° et 5° de l'article L. 461-19 du code rural) ; cas dans lesquels le droit de préemption ne peut s'exercer : adopté ; amendement n° 208 de M. Wilfrid Bertile (abrogation du 1er alinéa de l'article L. 462-2 du code rural) ; cas des superficies trop petites pour constituer des exploitations agricoles : adopté ; amendement n° 209 de M. Wilfrid Bertile (portant à 9 ans la durée minimum des baux) : retiré ; amendement n° 211 de M. Wilfrid Bertile (possibilité pour le preneur en place depuis trois ans ou plus de pratiquer les cultures de son choix) ; extension du colonat partiaire dans les départements d'outre-mer ; adopté ; amendement n° 210 de M. Wilfrid Bertile (intervention du tribunal compétent pour les baux à ferme en ce qui concerne le contentieux relatif aux baux à colonat partiaire) ; absence de tribunal de baux ruraux dans les départements d'outre-mer (p. 1151) : retiré ; amendement n° 246 du Gouvernement (exercice par le tribunal d'instance des attributions du tribunal paritaire des baux ruraux en l'absence de cette juridiction) : adopté ; amendement n° 212 de M. Wilfrid Bertile (hypothèse où la conversion du métayage en fermage ne peut être refusée) : adopté ; amendement n° 213 de M. Wilfrid Bertile (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions) : adopté ; amendement n° 214 de M. Wilfrid Bertile (publication par le Gouvernement d'un rapport sur l'évolution comparée des différents modes de faire-valoir dans les départements d'outre-mer) : adopté (p. 1152) ;

Titre III : *dispositions diverses.*

Article 24 (*G. A. E. C.*) : amendement n° 195 de M. Pierre Micaux (de suppression) ; pénalisation des faux associés : rejeté ;

— article 24, adopté ;

Après l'article 24 : amendement n° 233 de M. Jean-Louis Masson (référence aux associations et groupements composés en majorité d'agriculteurs et de propriétaires fonciers) : non soutenu ; amendement n° 234 de M. Jean-Louis Masson (référence aux collectivités territoriales et aux établissements publics désirant bénéficier des services offerts par la coopérative) : non soutenu ;

Article 25 (*composition de la commission départementale d'aménagement foncier*) : amendement n° 54 de M. Claude Michel (rédactionnel) ; sous-amendement n° 245 du Gouvernement (présence de quatre conseillers généraux au sein de cette commission) ; sous-amendement n° 244 de M. Claude Evin (présence au sein de cette commission des représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles représentatives au niveau départemental) (p. 1153) ; responsabilité du département en matière de financement des opérations d'aménagement foncier ; sous-amendements n° 245 et n° 244 : adoptés ; amendement n° 54, ainsi modifié, adopté ; amendements n° 126 de M. Michel Cointat et n° 69 de M. Paul Balmigère : devenus sans objet ;

— article 25, ainsi modifié, adopté ;

Après l'article 25 : amendement n° 35 de la commission (location d'immeubles qui étaient des terrains agricoles au moment de leur expropriation) ; sous-amendement n° 127 de M. Michel Cointat (location à titre précaire de ces immeubles) ; nécessité d'accorder la priorité à l'exploitant dans l'hypothèse de la location d'un bien agricole exproprié ; sous-amendement n° 127 : rejeté ; amendement n° 35 : adopté ; amendement n° 70 de M. Roland Mazoin (composition des commissions communales d'aménagement foncier) (p. 1154) ; amendement n° 128 de M. Michel Cointat (composition des commissions communales d'aménagement foncier) ; absence de garantie sur la présence de preneurs dans les commissions communales ; difficulté dans certaines régions de trouver des exploitants uniquement preneurs ; nécessité de prendre en compte les différents modes de faire-valoir au sein des commissions communales d'aménagement foncier ; importance de la présence de jeunes exploitants dans ces instances ; retirés ; amendement n° 36 de la commission (référence à la nature de l'acte en vertu duquel est assurée la jouissance des biens) ; amendement n° 52 de la commission des lois (même objet) ; soumission de toutes les mutations au contrôle des structures : adoptés ; amendement n° 198 de M. Henri Prat (exercice par le préfet ou le bailleur de son droit de préemption) ; nécessité de combattre la fraude au droit de préemption des S. A. F. E. R. (p. 1155) : retiré ; amendement n° 130 de M. Roger Corrèze (adaptation du statut du fermage dans les régions d'agriculture marginale) ; cas de la Sologne ; problème de définition de cette agriculture (p. 1156) : retiré ; amendement n° 37 de la commission (abrogeant le dernier alinéa de l'article L. 416-5 du code rural) ; amendement n° 66 de M. Paul Balmigère (même objet) ; prix des baux de carrière ; impossibilité d'accepter que le loyer des terres puisse être régi exclusivement par les lois du marché : adoptés ; amendement n° 55 de M. Claude Michel (de conséquence) : adopté ; amendement n° 197 de M. Henri Prat (précisant qu'il y a nullité du bail de plein droit lorsque le droit de préemption est exercé conformément aux dispositions du présent alinéa) (p. 1157) ; fraude dans la région des Landes au droit de préemption des S. A. F. E. R. : retiré ; amendement n° 235 de M. Roger Corrèze (droit de chasser des preneurs de baux ruraux, réserves cynégétiques) : rejeté.

Article 5 précédemment réservé : retiré par le Gouvernement ; amendements n° 91 de M. Michel Cointat, n° 152 de M. Jean Rigaud, n° 220 de M. Gilbert Mathieu, n° 153 de M. Pierre Micaux, n° 93 de M. Jean-Louis Goasduff, n° 12 de la commission de la production, sous-amendement n° 240 du Gouvernement, n° 94 de M. Michel Cointat, n° 239 de M. André Soury, n° 43 de la commission des lois et n° 92 de M. Michel Cointat : devenus sans objet ;

Article 7 précédemment réservé (p. 1158) ; rappel des termes de l'amendement n° 14 de la commission : devenu sans objet ;

— article 7 adopté ;

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1159).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [6 juin 1984] (p. 2988) :

Commission départementale d'aménagement foncier : *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 2991) ;

Décentralisation : *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 2990) ;

Droit de propriété (atteinte au —) : *Micaux* (*Pierre*) (p. 2989) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 2990) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 2992) ;

Epoux (situation des —) : *Micaux* (*Pierre*) (p. 2989) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 2990) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 2992) ;

Jeunes (installation des —) : *Dousset* (*Maurice*) (p. 2990) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 2991) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 2992) ;

Lait et produits laitiers : *Dousset* (*Maurice*) (p. 2989) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 2989) ;

Metayage : *Horvath* (*Adrienne*) (p. 2989) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 2991) ;

Mutualité sociale agricole (accès aux fichiers de la —) : *Micaux* (*Pierre*) (p. 2989) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 2990) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 2992) ;

Offices fonciers : *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 2991) ;

S. A. F. E. R. : *Horvath* (*Adrienne*) (p. 2989) ;

Structures (politique des —) : *Michel* (*Claude*) (p. 2988) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 2990) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 2990, 2991) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 2991) ;

Surface minimum d'installation (S. M. I.) : *Micaux* (*Pierre*) (p. 2989) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 2991-2992) ;

Discussion des articles [6 juin 1984] (p. 2993) :

Article 2 : surface minimum d'installation et surface minimum d'agrandissement ; augmentation du nombre des terres disponibles non reprises par les agriculteurs ; amendement n° 1 de la commission (rappelant les opérations soumises à autorisation préalable) (p. 2993) ; contrôle sur les structures ; rôle des organisations socio-professionnelles ; adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 2 de la commission (énoncé des opérations soumises à autorisation préalable) (p. 2994) ; régime des autorisations sous la loi de 1980 ; adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : impossibilité pour le conjoint de s'installer sans autorisation sur une exploitation séparée ; suppression du cumul temporaire en vue de l'installation d'un descendant (p. 2995) ; amendement n° 3 de la commission (régime applicable aux biens d'origine familiale) ; contrôle des exploitations résultant d'un mariage ; adopté ; amendement n° 4 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (substituant au nombre 3120 le nombre 2080 dans la deuxième phrase du 4e alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (substituant aux mots « ou d'une mesure d'incitation à la cessation de l'activité agricole » le mot « agricole ») (p. 2996) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (réunion d'exploitations agricoles) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; agrandissement ou réunion d'exploitations ; adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 9 de la commission (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département de constituer une commission cantonale ou intercantonale) ; sous-amendement n° 37 de Mme Adrienne Horvath (référence aux organisations locales de syndicats représentatifs) ; expression des besoins locaux au travers des syndicats (p. 2997) ; notion de représentativité syndicale ; offices fonciers (p. 2998) ; actes de nature juridictionnelle dans le cadre du fonctionnement courant de l'administration ; sous-amendement n° 37 : rejeté ; amendement n° 9 : adopté au scrutin public ;

Article 6 : amendement n° 10 de la commission (détermination de la surface minimum d'installation en polyculture élevage) ; zones de montagne ; problème de la décentralisation de la fixation de la S. M. I. ; adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (p. 2999) : amendement n° 11 de la commission (pluralité des demandes d'exploitation) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (supprimant le 6e alinéa de cet article) ; moralisation des transactions ; adopté ; amendement n° 13 de la commission (supprimant le 8e alinéa de cet article) ; cas de l'exploitant installé sur des terres autres que celles de l'exploitation familiale ; adopté (p. 3000) ; amendement n° 14 de la commission (communication des pièces du dossier au demandeur, au propriétaire ou au preneur) ; limitation des procédures contradictoires avec convocation obligatoire ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 16 de la commission (communication des informations concernant les structures des exploitations au représentant de l'Etat dans le département) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté (p. 3001).

Article 9 : amendement n° 17 de la commission (supprimant la 2e phrase du 2e alinéa de cet article) ; procédure pour faire cesser l'exploitation irrégulière ; adopté ; amendement n° 18 de la commission (possibilité de demander au tribunal paritaire des baux ruraux le droit d'exploiter un fonds lorsque le titulaire de ce droit n'a pas été désigné) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 11 : adopté.

Article 12 : amendement n° 19 de la commission (prévoyant que les arrêtés mentionnés à l'article L. 411-3 du code rural s'imposent de plein droit aux parties aux contrats en cours) ; régime de location des petites superficies ; adopté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté (p. 3002).

Article 13 : adopté.

Article 14 : amendement n° 20 de la commission (prévoyant un délai d'un mois pour établir l'état des lieux) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (supprimant la 3e phrase du 2e alinéa de cet article) ; obligation de rappeler dans la notification que le défaut de refus vaut accord : adopté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *bis* : amendement n° 22 de la commission (de suppression) ; loyer spécifique pour les locaux d'habitation ; installation des jeunes agriculteurs (p. 3003) ; négociation entre les fermiers et les bailleurs : adopté ; amendement n° 39 de M. Maurice Dousset : devenu sans objet ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 15 : amendement n° 23 de la commission (dégradation du fonds) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (substituant aux mots « d'un mois » les mots « de quinze jours » dans le 2e alinéa de cet article) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 : amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (p. 3004) : amendement n° 26 de la commission (supprimant la 2e phrase du dernier alinéa du 1° du paragraphe I de l'article L. 411-73 du code rural) ; communication de l'état descriptif et estimatif des travaux : adopté ; amendement n° 27 de la commission (obligation pour le preneur d'obtenir l'autorisation du bailleur pour les travaux d'amélioration) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (substituant aux mots « d'irrigation ou de remembrement » les mots « ou d'irrigation ») : adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 *bis* : adopté (p. 3005).

Article 21, supprimé par le Sénat : amendement n° 30 de la commission (exercice du droit de reprise) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 21 *bis* : amendement n° 31 de la commission (précisant que le droit de reprise ne peut être exercé au profit d'une personne bénéficiant d'un avantage vieillesse supérieur à 4 160 fois le montant horaire du S. M. I. C.) : adopté ;

— article 21 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 21 *bis* : amendement n° 38 de M. Jean Duprat (possibilité pour le preneur d'associer à son bail un descendant) ; politique de pré-installation : adopté.

Article 22 : amendement n° 32 de la commission (bail afférent à des cultures pérennes) (p. 3006) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 22 *bis*, supprimé par le Sénat : adopté.

Article 23 *bis* : adopté.

Article 23 *quinquies* : adopté.

Article 23 *nonies* : adopté.

Avant l'article 25 : amendement n° 40 de M. Jean-Louis Masson (référence aux associations et groupements composés d'agriculteurs ou de propriétaires fonciers) ; attribution des C. U. M. A. ; rapport entre le secteur coopératif et les entreprises commerciales : retiré ; amendement n° 41 de M. Jean-Louis Masson (référence aux collectivités territoriales et établissements désirant bénéficier des services offerts par la coopérative) : retiré.

Article 25 : amendement n° 33 de la commission (modification du 3e alinéa de l'article 5 du code rural) (p. 3007) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 : amendement n° 34 de la commission (justification par les intéressés de la régularité de leur situation) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 28, supprimé par le Sénat : amendement n° 35 de la commission (abrogation du dernier alinéa de l'article L. 416-5 du code rural) ; baux de carrières : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 29, supprimé par le Sénat : amendement n° 36 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3008).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1984] (p. 3748).

Autorisations de droit (harmonisation des —) : *Lengagne* (*Guy*) p. 3748).
Echec de la commission mixte paritaire : *Michel* (*Claude*) (p. 3748).
Situation des femmes : *Dousset* (*Maurice*) (p. 3749).

Discussion des articles [27 juin 1984] (p. 3749).

Article 1er : supprimé.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : amendement n° 2 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 1 du Gouvernement (supprimant les mots « jusqu'à deux fois la superficie prévue au I 1er ci-dessus » au début de l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté ;
— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *bis* : adopté.

Article 5 : retiré.

Article 6 : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 8 (p. 3750) : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 10 *bis* : adopté.

Article 11 : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 14 *bis* : supprimé.

Article 15 : adopté.

Article 16 : adopté.

Article 17 (p. 3751) : adopté.

Article 18 : adopté.

Article 18 *bis* : adopté.

Article 19 : adopté.

Article 20 : adopté.

Article 21 : adopté.

Article 21 *bis* : adopté.

Article 21 *ter* : amendement n° 3 de la commission (supprimant les mots « en vue de permettre l'installation de ce dernier dans un délai maximal de cinq ans ») ; élargissement du recours à l'association d'un descendant : adopté ;
— article 21 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 22 : adopté (p. 3752).

Article 22 *bis* : supprimé.

Article 23 : adopté.

Article 23 *bis A* : adopté.

Article 23 *bis* : adopté.

Article 23 *ter* : adopté.

Article 23 *quater* : adopté.

Article 23 *quinquies* : adopté.

Article 23 *sexties* : adopté.

Article 23 *septies* : adopté.

Article 23 *octies* : adopté.

Article 23 *nonies* : adopté.

Article 23 *decies* : adopté.

Article 23 *undecies* : adopté.

Article 24 : adopté.

Article 25 : adopté.

Article 26 : adopté.

Article 27 : adopté.

Article 28 : adopté.

Article 29 (p. 3753) : difficultés des jeunes exploitants agricoles ; quotas laitiers ; écroulement de la Communauté agricole ; mesures en faveur des jeunes agriculteurs : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3754).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1984] (p. 3922).

Echec de la commission mixte paritaire : *Michel* (*Claude*) (p. 3922).

Question préalable (adoption par le Sénat de la —) : *Rocard* (*Michel*) (p. 3922).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 3922 à 3926).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3926).

Fiscalité.

Voir *Loi de finances* **9** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

Surface minimum d'installation (S. M. I.).

Voir *Agriculture* **13.**

AIDE ALIMENTAIRE

Pays en voie de développement.
Voir *Questions au Gouvernement* **925.**

AIDE MENAGERE
Voir *Sécurité sociale* **17.**

Crédits de l' — dans le Rhône.
Voir *Questions orales sans débat* **680.**

Financement.
Voir *Questions au Gouvernement* **1002.**

Finencement par les caisses de sécurité sociale.
Voir *Questions orales sans débat* **612.**

Personnes âgées et —
Voir *Questions au Gouvernement* **1035.**

Réduction de crédits.
Voir *Questions au Gouvernement* **894.**

AIDES A L'INDUSTRIE
Voir *Entreprises* **21.**

AIRBUS

Voir *Lois de finances* **9,** (deuxième partie), Urbanisme, Logement et transports. II. Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Achat d'Airbus par Air Inter.
Voir *Questions au Gouvernement* **954.**

AIR FRANCE

Voir *Lois de finances* **9,** (deuxième partie), Urbanisme, Logement et transports. II. Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

AIR INTER

Achat d'Airbus par —

Voir *Questions au Gouvernement* **954.**

ALGERIE

Accord avec la France sur le service national.
Voir *Traités et Conventions* **102.**

Participation de la France aux cérémonies de commémoration de l'insurrection algérienne.
Voir *Questions au Gouvernement* **1047.**

ALLOCATION AU JEUNE ENFANT

Voir *Famille* **5.**

ALLOCATION PARENTALE D'EDUCATION

Voir *Famille* **5.**

ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir *Prestations familiales.*

ALSACE

Situation de l'emploi en —
Voir *Questions au Gouvernement* **1133.**

Viticulture.
Voir *Questions orales sans débat* **643.**

ALSACE-LORRAINE

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), après l'article **2.**

AMELIORATION DE L'HABITAT

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), urbanisme, logement et transports. I. Urbanisme et logement.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

2. — Projet de loi n° 2006 relatif au **développement et à la protection de la montagne.** — *Assemblée nationale* (première lecture). Dépôt le 5 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Robert de Caumont (12 avril 1984). — Rapport **n° 2164** (30 mai 1984). — Discussion les 7 et 8 juin 1984. — Adoption le 8 juin 1984. — Projet de loi **n° 596.**

Sénat (première lecture) n° **378** (1983-1984). Dépôt le 13 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Jean Faure. — Rapport **n° 40** (1984-1985) (17 octobre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Raymond Bouvier. — Avis **n° 32** (1984-1985) (17 octobre 1984). — Discussion les 24, 25 et 26 octobre 1984. — Adoption le 26 octobre 1984. — Projet de loi n° **10** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture) **n° 2396.** — Dépôt le 29 octobre 1984. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Robert de Caumont. — Rapport **n° 2456** (22 novembre 1984). — Discussion les 27 et 28 novembre 1984. — Deuxième délibération (art. 35 *bis*). — Adoption avec modifications le 28 novembre 1984. — Projet de loi **n° 696.**

Sénat (deuxième lecture) **n° 96** (1984-1985). — Dépôt le 28 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Jean Faure. — Rapport **n° 120** (1984-1985) (6 décembre 1984). — Discussion le 14 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 14 décembre 1984. — Projet de loi **n° 51** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2522.** — Dépôt le 14 décembre 1984. — Renvoi à la commission spéciale.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 18 décembre 1984] (p. 3890), bureau [*J. O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Robert de Caumont. — Rapport n° **2526** (18 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **740.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Faure. — Rapport n° **170** (1984-1985) (18 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption définitive le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **73** (1984-1985).

Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 publiée au *J. O.* du 10 janvier 1985 (p. 320). — Rectificatif (*J. O.* du 2 mars 1985) (p. 2630).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 juin 1984] (p. 3043, 3059) :

Agriculture en montagne (notamment problème des quotas laitiers) : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 3049) ; *Maisonnat* (*Louis*) (p. 3049) ; *Besson* (*Louis*) (p. 3053, 3054) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 3055, 3056) ; *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3057, 3058) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 3062, 3063) ; *Raynal* (*Pierre*) (p. 3064) ; *Adevah-Pœuf* (*Maurice*) (p. 3065) ; *Valroff* (*Jean*) (p. 3070) ; *Souchon* (*René*) (p. 3076, 3077).

« Auto-développement » : *Caumont* (*Robert de*) (p. 3046, 3047) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 3048) ; *Besson* (*Louis*) (p. 3052, 3053) ; *Barnier* (*Michel*) (p. 3060) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 3062) ; *Adevah Pœuf* (*Maurice*) (p. 3065) ; *Chevallier* (*Daniel*) (p. 3071) ; *Alaize* (*Jean-Marie*) (p. 3072) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 3073) ; *Bellon* (*André*) (p. 3074) ; *Souchon* (*René*) (p. 3075, 3079).

Biens et droits indivis : *Prat* (*Henri*) (p. 3068) ; *Alaize* (*Jean-Marie*) (p. 3072) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 3073).

Climatisme et thermalisme : *Caumont* (*Robert de*) (p. 3047) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 3055) ; *Tourné* (*André*) (p. 3063, 3064).

Commissions syndicales : *Inchauspé (Michel)* (p. 3051) ; *Prat (Henri)* (p. 3068).

Comités de massif : *Caumont (Robert de)* (p. 3045) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3050) ; *Prat (Henri)* (p. 3067) ; *Briane (Jean)* (p. 3069) ; *Forgues (Pierre)* (p. 3070) ; *Souchon (René)* (p. 3078).

Concertation (bases institutionnelles de —) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3048).

Contrats de Plan : *Besson (Louis)* (p. 3053) ; *Birraux (Claude)* (p. 3055).

Crédits d'investissement : *Caumont (Robert de)* (p. 3045).

Départements et territoires d'outre-mer (zones de montagne dans les —) : *Bertile (Wilfrid)* (p. 3066).

Dépeuplement : *Caumont (Robert de)* (p. 3046) ; *Besson (Louis)* (p. 3052) ; *Barnier (Michel)* (p. 3061) ; *Tourné (André)* (p. 3063) ; *Forgues (Pierre)* (p. 3070) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 3072).

Désenclavement : *Chevallier (Daniel)* (p. 3071).

Elevage (notamment ovin) : *Inchauspé (Michel)* (p. 3050, 3051).

Encadrement du crédit : *Caumont (Robert de)* (p. 3046).

Energie hydroélectrique : *Caumont (Robert de)* (p. 3046) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3049) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3073).

Environnement (protection de l'—) : *Caumont (Robert de)* (p. 3047) ; *Besson (Louis)* (p. 3053) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 3065).

Fonds interactivités : *Caumont (Robert de)* (p. 3047) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3048) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3050) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3073) ; *Souchon (René)* (p. 3079).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (F. I. D. A. R.) : *Barnier (Michel)* (p. 3061) ; *Souchon (René)* (p. 3078).

Formation aux professions de la montagne : *Birraux (Claude)* (p. 3055).

Indemnité spéciale de montagne (I. M. S.) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3049) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 3057).

Industrialisation de la montagne : *Maisonnat (Louis)* (p. 3049) ; *Barnier (Michel)* (p. 3060, 3061) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 3065) ; *Souchon (René)* (p. 3079).

Maisons familiales : *Birraux (Claude)* (p. 3055) ; *Souchon (René)* (p. 3055).

Masslf vosgien : *Valroff (Jean)* (p. 3071).

Mesures en faveur de la montagne (bilan jusqu'en 1981) : *Birraux (Claude)* (p. 3054) ; *Barnier (Michel)* (p. 3060) ; *Raynal (Pierre)* (p. 3064) ; *Bellon (André)* (p. 3074).

Mesures en faveur de la montagne (nature juridique des —) : *Caumont (Robert de)* (p. 3044).

Montagne (histoire de la —) : *Caumont (Robert de)* (p. 3046).

Parité des conditions de vie : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3048, 3049) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 3057, 3058).

Pluriactivité : *Besson (Louis)* (p. 3054) ; *Birraux (Claude)* (p. 3055) ; *Barnier (Michel)* (p. 3062) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 3072) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3073) ; *Souchon (René)* (p. 3078).

Politique communautaire : *Besson (Louis)* (p. 3053) ; *Combasteil (Jean)* (p. 3056) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 3058).

Programmes d'intérêt général : *Souchon (René)* (p. 3078, 3079).

Projet de loi (structure du —) : *Souchon (René)* (p. 3079, 3080).

Projet de loi (travaux préparatoires) : *Caumont (Robert de)* (p. 3044, 3045) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3048) ; *Besson (Louis)* (p. 3051) ; *Brocard (Jean)* (p. 3067) ; *Briane (Jean)* (p. 3069) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3072, 3073) ; *Souchon (René)* (p. 3075).

Remembrement : *Besson (Louis)* (p. 3053) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 3057).

Secours en montagne : *Birraux (Claude)* (p. 3055).

Solidarité entre la nation et sa montagne : *Caumont (Robert de)* (p. 3046) ; *Besson (Louis)* (p. 3052) ; *Birraux (Claude)* (p. 3054) ; *Combasteil (Jean)* (p. 3056) ; *Souchon (René)* (p. 3076).

Spécificité de la montagne : *Caumont (Robert de)* (p. 3045) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3048) ; *Besson (Louis)* (p. 3052, 3053) ; *Souchon (René)* (p. 3076).

Tourisme : *Maisonnat (Louis)* (p. 3049, 3050) ; *Besson (Louis)* (p. 3052) ; *Barnier (Michel)* (p. 3061) ; *Souchon (René)* (p. 3078).

Urbanisme : *Inchauspé (Michel)* (p. 3050) ; *Prat (Henri)* (p. 3068).

Zones de piémont : *Briane (Jean)* (p. 3069) ; *Souchon (René)* (p. 3076).

Discussion des articles [7 juin 1984] (p. 3083) ; [8 juin 1984] (p. 3132, 3175).

Avant l'article 1er : amendement n° 188 de M. Michel Cointat (définition de la montagne) : retiré ; amendement n° 1 de la commission (définition de la politique de la montagne) ; amendement n° 244 de M. Pascal Clément (définition de la zone de montagne) ; caractère spécifique de la politique de la montagne ; démarche d'auto-développement (p. 3083) ; amendement n° 254 de M. Jean Brocard (coordination par l'Etat de l'action spécifique conduite par l'ensemble des collectivités publiques en faveur des régions de montagne) ; amendement n° 255 de M. Jean Brocard (définition de la politique de la montagne) ; parité de niveau et de conditions de vie ; amendements n° 244, n° 254 et n° 255 : retirés ; sous-amendement n° 385 de M. Jean-Paul Fuchs à l'amendement n° 1 de la commission (droit des montagnards à la parité des conditions et du niveau de vie) : rejeté ; sous-amendement n° 189 de M. Michel Cointat (suppression de la référence à l'auto-développement) (p. 3084) ; solidarité de la nation à l'égard de la montagne : rejeté ; sous-amendement n° 190 de M. Michel Cointat (référence aux productions agricoles forestières) : adopté ; sous-amendement n° 191 de M. Michel Cointat (protection de l'équilibre biologique) : adopté ; sous-amendement n° 192 de M. Michel Cointat (encouragement d'une densité démographique suffisante) (p. 3085) ; rejeté ; sous-amendement n° 204 de M. Louis Maisonnat (prise en compte des handicaps subis par les collectivités locales et les activités économiques dans tous les domaines) ; démographie en montagne ; droit à la retraite à soixante ans pour les agriculteurs ; mise en marché des productions agricoles ; cas des montagnes sèches ; adopté après rectification ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 256 de M. Jean Brocard (prise en compte de la spécificité de la montagne et de chacun des massifs) (p. 3086) ; sauvegarde de l'emploi en montagne ; rejeté.

Titre Ier : *dispositions générales.*

Amendement n° 2 de la commission (insérant un chapitre Ier intitulé : « délimitation de la zone de montagne et des massifs ») : adopté.

Article 1er (*critères de délimitation de la zone de montagne*) : politique spécifique en faveur de la montagne ; décrets de 1975 et 1977 (p. 3087) ; baisse des crédits destinés aux zones de montagne ; classement des zones de piémont et de zones de montagne ; travaux de la commission d'enquête (p. 3088) ; problème de la limitation de la production laitière et de la gestion des quotas ; cas de la Franche-Comté ; amendement n° 258 de M. Jean Brocard (composition de la zone de montagne) ; décrets de 1977 et 1975 ; rejeté ; amendement n° 3 de la commission (supprimant les mots « pour l'application de la présente loi ») : adopté ; amendement n° 193 de M. Michel Cointat (d'harmonisation) (p. 3089) : adopté ; amendement n° 245 de M. Pascal Clément (référence au matériel très spécialisé) : rejeté après rectification ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 268 de M. Michel Barnier (constitution de la zone de montagne en métropole et délimitation des massifs) ; amendement n° 259 de M. Jean Brocard (même objet) ; rejetés (p. 3090).

Article 2 (*critères de délimitation de la zone de montagne dans les D.O.M.*) : amendement n° 5 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 246 de M. Pascal Clément (précisant qu'il existe un massif par département) ; amendement n° 260 de M. Jean Brocard (même objet) ; rejetés ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 269 de M. Michel Barnier (solidarité de la collectivité nationale envers les régions de montagne) : rejeté ;

Article 3 (*délimitation et spécificité des massifs de montagne*) : amendement n° 6 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 205 de M. Jean Combasteil (même objet) : adoptés ; amendement n° 343 de M. Jean Valroff (prise en compte de la diversité de la situation des massifs de montagne) ; (p. 3091) ; amendement n° 7 de la commission (définition du massif) ; amendement n° 343 : non soutenu ; sous-amendement n° 206 de M. André Tourné (supprimant le mot « immédiatement ») : retiré ; sous-amendement n° 7 : adopté ; amendement n° 194 de M. Michel Cointat (prévoyant que le massif Central peut être divisé en plusieurs massifs) (p. 3092) ; unité de ce massif ; rejeté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 261 de M. Jean Brocard (solidarité de la collectivité nationale envers les régions de montagne) : rejeté ; amendement n° 262 de M. Jean Brocard (objectifs de la politique de la montagne) (p. 3093) ; parité des conditions de vie ; rejeté.

Avant l'article 4 : amendement n° 8 de la commission (insérant un chapitre II intitulé : des institutions spécifiques à la montagne) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (création d'un conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne) ; amendement n° 207 de M. Louis Maisonnat (même objet) ; amendement n° 263 de M. Jean Brocard (même objet) (p. 3094) ; poids de l'agriculture en montagne ; industrie de montagne ; amendement n° 207 retiré ; sous-amendement n° 389 de M. Jean-Paul Fuchs à l'amendement n° 9 de la commission (référence aux organisations représentatives du milieu montagnard) (p. 3095) ; adopté après rectification ; sous-amendement n° 195 de M. Michel Cointat (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 196 de M. Michel Cointat (fonds interactivités d'aide à la montagne) : rejeté ; sous-amendement n° 326 de M. Michel Barnier (présentation d'un rapport annexé au projet de loi de finances récapitulant le montant des autorisations de programme des crédits de paiement affectés aux régions de montagne) ; politique de solidarité (p. 3096) : rejeté ; amendement n° 9, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 263 : devenu sans objet.

Article 4 (*création du comité consultatif de massif*) : cas du massif Central ; présidence tournante ; amendement n° 386 de M. Jean-Paul Fuchs (création d'un comité pour le développement pour assurer la coordination dans les massifs) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (supprimant le mot « consultatif » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (référence aux régions, départements, communes et leurs groupements) (p. 3097) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (référence aux parcs nationaux et régionaux) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (supprimant la référence aux associations agréées) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (composition du comité consultatif de massif) : adopté ; amendement n° 387 de M. Jean-Paul Fuchs (précisant que le comité de massif élit en son sein son président) ; cas des Pyrénées ou des Vosges ; décentralisation ; compétence du préfet pour délivrer l'autorisation de créer des unités touristiques nouvelles (p. 3098) ; programme de développement économique et social du massif ; rejeté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (définition par le comité des objectifs et actions qu'il juge souhaitables pour le développement, l'aménagement et la protection du massif) ; sous-amendement n° 242 de M. Louis Maisonnat (coordination des actions publiques dans les massifs) : adopté ; amendement n° 16, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 208 de M. André Tourné (substituant au mot « précise » le mot « définit ») : retiré ; amendement n° 388 de M. Jean-Paul Fuchs (intervention du comité de massif sur la mise en œuvre des dispositions) : rejeté ; amendement n° 197 de M. Michel Cointat (aides accordées par le fonds interministériel de développement et d'aménagement rural et par le fonds interactivité d'aide à la montagne) (p. 3099) ; amendement n° 264 de M. Jean Brocard (même objet) ; absence de consultation du comité de massif sur les aides du FIDAR ; contractualisation du FIDAR avec les régions : rejetés, amendement n° 399 de M. Claude Birraux (référence au fonds interministériel de développement et d'aménagement rural) : rejeté ; amendement n° 247 de M. Pascal Clément (fonds de développement de la montagne) : non soutenu ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (consultation du comité sur l'élaboration des prescriptions particulières de massif) ; amendement n° 265 de M. Jean Brocard (même objet) ; amendement n° 265 : retiré ; amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 327 de M. Robert de Caumont (de rectification) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (désignation par le comité d'une commission spécialisée) (p. 3100) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (référence aux programmes de développement agricole) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 5 : amendement n° 23 de la commission (insérant un chapitre III intitulé : droit à la différence) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (de coordination) ; sous-amendement n° 328 de M. Robert de Caumont (rédactionnel) ; sous-amendement n° 329 de M. Robert de Caumont (référence à la spécificité de la montagne et à la situation particulière de chaque massif) ; amendement n° 209 de M. André Tourné (prise en compte de la spécificité de chaque massif de montagne) : retiré (p. 3101) ; sous-amendements n° 328 et n° 329 : adoptés ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*dispositions particulières aux massifs de montagne*) amendement n° 270 de M. Michel Barnier (référence au plan élaboré au niveau national et à chaque plan régional) : rejeté ; amendement n° 25 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (précisant que les contrats de plan traduisent la priorité de l'action de l'Etat en faveur du développement des différents massifs de montagne) ; sous-amendement n° 210 de M. Louis Maisonnat (précisant que les contrats de plan traduisent pour la part contractualisée la priorité de l'action de l'Etat en faveur des différents massifs) (p. 3102) ; sous-amendement n° 210 : retiré ; amendement n° 28 : adopté ; amendements n° 248 de M. Pascal Clément, n° 266 de M. Jean Brocard : devenus sans objet ; amendement n° 29 de la commission (supprimant le 2e alinéa de cet article) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 30 de la commission (prise en compte dans le schéma prévisionnel des dispositions relatives au développement de chacun des massifs de montagne contenu dans le plan régional) : adopté ; amendement n° 323 de M. Robert de Caumont (possibilité de constituer des groupements d'intérêt public entre deux ou plusieurs personnes morales pour exercer des activités en faveur de la zone de montagne) ; sous-amendement n° 432 du Gouvernement (précisant que des groupements d'intérêt public comportant au moins une personne morale de droit public peuvent être constitués) ; filières permettant de dégager des activités nouvelles en zone de montagne : adopté ; amendement n° 323, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 31 de la commission (compétence du comité visé à l'article 91 de la loi du 2 mars 1982 pour proposer des dispositions particulières relatives aux prescriptions et procédures techniques qui s'appliquent en zone de montagne) (p. 3103) : adopté ; amendement n° 330 de M. Robert de Caumont (prise en compte des contraintes climatiques dans les procédures de mise en œuvre des crédits de l'Etat affectés à des investissements dans le domaine du bâtiment et des travaux publics) ; délégation au préfet de région des autorisations de programme destinées à l'octroi des subventions relatives aux opérations d'intérêt régional et départemental ; contrats de plan Etat-région : adopté.

Article 6 (*organisation des services publics en montagne*) : amendement n° 390 de M. Jean-Paul Fuchs (visant à assurer aux populations de montagne un niveau de service public comparable à celui des autres régions) : rejeté ; amendement n° 331 de M. Robert de Caumont (encouragement de la polyvalence) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) (p. 3104) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 33 de la commission (possibilité pour les communes ou groupements de communes d'organiser les services de transports routiers) ; loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 : rejeté ; amendement n° 34 de la commission (aménagement technique pour permettre une bonne réception des émissions de radiodiffusion en zone de montagne) ; zones d'ombre ; radios locales privées (p. 3105) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (possibilité de déroger aux dispositions du cahier des charges particulières applicables au titulaire d'une autorisation de radiodiffusion) : rejeté ; amendement n° 267 de M. Jean Brocard (établissement au niveau départemental d'un schéma d'organisation et d'implantation des services publics) : rejeté (p. 3106).

Titre II : *mesures tendant à assurer le développement économique et social en montagne.*

Chapitre Ier : *mesures facilitant le développement des activités agricoles, pastorales et forestières.*

Avant l'article 7 : définition et orientation de la politique agricole en montagne ; amendement n° 341 de M. Louis Besson (intitulant le chapitre Ier : « mesures tendant à contribuer au maintien et au développement économique et social en montagne ») : retiré ; amendement n° 36 de la commission (intitulant le chapitre Ier : « mesures tendant à assurer le développement des activités agricoles, pastorales et forestières ») ; amendement n° 211 de M. Louis Maisonnat (même objet) ; position de l'agriculture française au sein de la Communauté européenne ; adoptés ; amendement n° 324 de M. Robert de Caumont (pré-

disant que la présence en montagne d'une agriculture dynamique est d'intérêt général) ; amendement n° 271 de M. Jean Brocard (même objet) (p. 3107) ; énoncé des engagements du Gouvernement en ce qui concerne l'agriculture en montagne ; amendement n° 271 : retiré ; amendement n° 324 : adopté.

Section I : *aménagement foncier.*

Article 7 (*intervention particulière des S. A. F. E. R. en zone de montagne*) (p. 3108) : amendement n° 308 de M. Michel Barnier (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; mission des S. A. F. E. R. ; rejeté ; amendement n° 198 de M. Michel Cointat (supprimant la première phrase du deuxième alinéa de cet article) ; mission des S.A.F.E.R. ; rejeté ; amendement n° 38 de la commission (référence aux communes de moins de 2 000 habitants) ; adopté ; amendement n° 39 de la commission (référence aux sociétés d'économie mixte locales) : rejeté ; amendement n° 436 du Gouvernement (référence aux sociétés d'économie mixte locales en zone de montagne) (p. 3109) ; adopté ; amendement n° 41 de la commission (prévoyant que les S. A. F. E. R. peuvent céder jusqu'à 10 p. 100 des terres acquises à condition que les cessions supplémentaires interviennent en zone de montagne) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté (p. 3110).

Après l'article 7 : amendement n° 325 de M. de Caumont (attribution prioritaire des biens vacants en zone de montagne, à la commune sur le territoire de laquelle sont situés ces biens) ; amendement n° 419 de M. Jean-Paul Fuchs (priorité accordée à la S.A.F.E.R.) (p. 3132) ; amendement n° 325 : retiré ; amendement n° 419 : rejeté.

Article 8 (*rôle de la commission communale d'aménagement foncier*) : adopté.

Article 9 (*adaptation de la procédure du remembrement-aménagement*) : problème des biens indivis ; pouvoir de décision de la commune en matière d'urbanisme (p. 3133) ; amendement n° 42 de la commission (compétence du département pour ordonner, après accord du ou des conseils municipaux, le remembrement-aménagement) ; amendement n° 273 de M. Jean Brocard (même objet) ; réglementation des boisements ; amendement n° 42 : adopté ; amendement n° 273 : rejeté ; amendement n° 43 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 45 de la commission (référence aux parcelles incultes ou manifestement sous-exploitées) (p. 3134) ; travaux de voirie, d'aménagement ou de remise en état des sols et d'hydraulique agricole) ; paragraphes I et II de cet amendement : adoptés ; paragraphe III : rejeté ; amendement, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 213 de M. Jean Combasteil (aliénation des chemins ruraux) ; possibilité pour l'exploitant de faire appel au tribunal d'instance : retiré.

Section II : *mise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées :*

Avant l'article 10 : définition des terres incultes ; amendement n° 46 de la commission (définition des terres incultes) (p. 3135) ; amendement n° 200 de M. Michel Cointat (même objet) : rejetés.

Article 10 (*mise en valeur provoquée par un exploitant*) : délais d'inculture ; priorité donnée aux jeunes agriculteurs ou aux exploitants agricoles ; amendement n° 274 de M. Jean Brocard (remise en état agricole ou pastorale) ; amendement n° 355 de M. Pascal Clément (même objet) : rejetés ; amendement n° 47 de la commission (réduisant de trois ans à deux ans la durée d'inculture) (p. 3136) : adopté ; amendement n° 214 de M. Louis Maisonnat (raison de force majeure définitive) : retiré ; amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 275 de M. Jean Brocard (supprimant la fin du cinquième alinéa de cet article après les mots « exploitation a été reconnu ») ; biens dont le défrichement est soumis à autorisation ; amendement n° 49 : adopté ; amendement n° 275 : rejeté ; amendement n° 50 de la commission (plan de remise en valeur) ; amendement n° 276 de M. Jean Brocard (même objet) (p. 3137) ; amendement n° 50 : adopté ; amendement n° 276 : devenu sans objet ; amendement n° 277 (référence au plan de remise en valeur) : devenu sans objet ; amendement n° 51 de la commission (plan de remise en valeur dans le cadre de la pluralité des demandes) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (situation dans l'hypothèse de défaut d'accord amiable) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (droit d'exploiter en cas de pluralité de demandes) ; sous-amendement n° 243 de M. Jean Combasteil (attribution prioritaire à un demandeur agriculteur qui s'installe ou à un exploitant agricole à titre principal) : adopté ; amendement n° 53, ainsi modifié : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté (p. 3138).

Après l'article 10 : amendement n° 215 de M. Louis Maisonnat (extension de l'application de l'article L. 311-12 du code forestier aux bois situés en zone de montagne) ; composition de la commission communale d'aménagement foncier statuant en matière d'aménagement forestier : retiré.

Article 11 (*mise en valeur provoquée par l'administration*) : amendement n° 54 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 279 de M. Jean Brocard (supprimant l'exclusion de biens dont le défrichement est soumis à autorisation) (p. 3139) : rejeté ; amendement n° 55 de la commission (compétence de la commission communale ou intercommunale pour formuler des propositions sur les interdictions ou réglementations des plantations et semis d'essences forestières) : adopté ; amendement n° 280 de M. Jean Brocard (compétence du représentant de l'Etat dans le département pour attribuer l'autorisation d'exploiter après avis de la commission départementale des structures) : retiré ; amendement n° 56 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 (*intervention de la S. A. F. E. R. en zone de montagne*) : amendement n° 281 de M. Jean Brocard (possibilité pour les collectivités publiques de demander à bénéficier de l'autorisation d'exploiter dans les zones de montagne) ; rôle de la S. A. F. E. R. (p. 3140) : rejeté ; amendement n° 57 de la commission (substituant aux mots « acquérir le » les mots « devenir titulaire du ») ; amendement n° 216 de M. André Tourné (substituant au mot « acquérir » le mot « reprendre ») ; amendement n° 216 : retiré ; amendement n° 57 : adopté ; amendement n° 58 de la commission (de coordination) : rejeté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 (*réduction de la durée d'inculture ou de sous-exploitation manifeste*) : amendement n° 59 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 218 de M. Jean Combasteil (fixation de la valeur locative cadastrale des terres incultes) (p. 3141) ; amendement n° 61 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 342 de M. Louis Besson (substituant aux mots « trois ans » les mots « deux ans ») ; amendement n° 201 de M. Michel Cointat (fixation de la valeur locative cadastrale des terres incultes) ; détermination de l'assiette des cotisations sociales ; charge de la preuve de l'inculture des terres ; amendement n° 218 : retiré (p. 3142) ; classement des terres incultes ; sous-amendement n° 342 : retiré ; amendements n° 61 et n° 201 : rejetés ; amendement n° 219 de M. Jean Combasteil (prise en considération des parcelles incultes ou manifestement sous-exploitées pour la détermination de l'assiette de cotisations sociales) ; amendement n° 283 de M. Jean Brocard (même objet) ; rejetés ; amendement n° 356 de M. Wilfrid Bertile (compétence du représentant de l'Etat dans le département pour mettre en demeure tout propriétaire de parcelles incultes ou manifestement sous-exploitées de les mettre en valeur ou de les vendre) (p. 3143) ; situation économique dans les départements d'outre-mer ; droit des propriétaires inconnus (p. 3144) ; rôle de l'agriculture dans les départements d'outre-mer : retiré.

Section III : *de l'aménagement et de la gestion agricole, pastorale et forestière :*

Article 14 (*associations foncières, pastorales ou groupements pastoraux dans les régions d'économie montagnarde*) : amendement n° 62 de la commission (obligation pour le groupement pastoral constitué en société de détenir la majorité du capital social) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 285 de M. Jean Brocard (p. 3145) (possibilité pour les groupements de personnes propriétaires collectivement de biens et droits agricoles, pastoraux ou forestiers d'acquérir la personnalité morale) ; amendement n° 284 de M. Jean Brocard (perception de droits) ; cas de la Savoie : retirés.

Section IV : *dispositions relatives à la qualité des produits montagnards :*

Avant l'article 15 : amendement n° 63 de la commission (intitulant la section IV : dispositions relatives au développement des produits agricoles et alimentaires de qualité) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (composition des organismes de recherche et de développement agricole à l'élaboration de programmes spécifiques aux productions agricoles de montagne) ; offices par produit : adopté.

Article 15 (*qualité des produits montagnards*) (p. 3146) : productivité des agriculteurs montagnards ; amendement n° 65 de la commission (définition des produits pouvant bénéficier d'une appellation « montagne ») ; sous-amendement n° 358 du Gouvernement (supprimant le mot « seuls » au début de cet amendement) ; sous-amendement n° 202 de M. Michel Cointat (référence aux produits fabriqués dans les zones de montagne) ; amendement n° 286 de M. Jean Brocard (définition des produits pouvant utiliser la mention « montagne ») ; amendement n° 65 : retiré ; sous-amendements n° 358 et n° 202 : reportés ; amendement n° 286 : retiré (p. 3147) ; amendement n° 344 de M. Louis Besson (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 250 de M. Jean-Jacques Benetière (définition des produits pouvant bénéficier d'une appellation « montagne ») ; sous-amendement n° 358 du Gouvernement (supprimant le mot « seuls » au début de cet amendement) ; sous-amendement n° 202 de M. Michel Cointat (référence aux produits fabriqués dans les zones de montagne) ; loi du 4 juillet 1980 autorisant certains produits à bénéficier d'un label « montagne » (p. 3148) ; sous-amendements n° 358 et n° 202 : rejetés ; amendement n° 250 : adopté ; amendement n° 66 de la commission (définition des produits nouveaux mis en marché postérieurement à la promulgation de la loi et pouvant bénéficier de la mention « montagne ») ; sous-amendement n° 435 de M. Jean-Jacques Benetière (exclusion des produits à base de viande) ; sous-amendement n° 359 du Gouvernement (référence aux produits dont les matières premières et les techniques de fabrication correspondent à une zone de montagne) (p. 3149) ; cas des produits à base de viande ; sous-amendement n° 359 : retiré ; sous-amendement n° 435 : adopté après rectification ; amendement n° 66, ainsi modifié : adopté.

Section V : *dispositions diverses :*

Article 16 (*autorisation du pâturage des animaux dans les forêts soumises au régime forestier*) : amendement n° 220 de M. André Tourné (possibilité de concéder à l'amiable le pâturage des bovins, ovins, équidés, porcins et caprins) (p. 3150) ; problème du pâturage des caprins ; retiré ; amendement n° 287 de M. Jean Brocard (possibilité de concéder à l'amiable le pâturage des bovins, ovins, équidés et porcins) : rejeté ; amendement n° 67 de la commission (possibilité de concéder le pâturage des ovins, bovins, équidés, porcins et exceptionnellement de caprins) ; sous-amendement n° 437 de M. Augustin Bonrepaux (possibilité de concéder l'utilisation des aires apicoles) (p. 3151) ; terme « d'aumailles » ; sous-amendement n° 441 du Gouvernement (supprimant la référence aux caprins) : adopté ; sous-amendement n° 437 : adopté ; amendement n° 67, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 288 de M. Jean Brocard (modalités de concession de pâturage) ; amendement n° 221 de M. André Tourné (même objet) (p. 3152) ; amendement n° 309 de M. Michel Barnier (même objet) ; amendement n° 68 de la commission (même objet) ; priorité de pâturage aux éleveurs locaux dans les forêts des collectivités publiques ; amendements n° 288, n° 221 et n° 309 : rejetés ; amendement n° 68 : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (*priorité pour l'attribution des baux par voie d'adjudication*) : amendement n° 69 de la commission (modalités de conclusion du bail) ; sous-amendement n° 345 de M. Louis Besson (complétant l'avant-dernier alinéa de cet amendement par les mots « et à leurs groupements ») ; sous-amendement n° 360 du Gouvernement (supprimant la fin du dernier alinéa de cet amendement après les mots « région d'économie montagnarde ») ; conventions pluri-annuelles de pâturage (p. 3153) ; sous-amendements n° 345 et n° 360 : adoptés ; amendement n° 69, ainsi modifié : adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 70 de la commission (servitude pour obtenir le passage des eaux destinées à l'irrigation par aqueduc ou à ciel ouvert) ; sous-amendement n° 241 de M. Michel Cointat (complétant cet amendement par les mots « dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa ») : adopté ; amendement n° 70, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 71 de la commission (prévoyant que des dispositions particulières pourront limiter l'admission des chasseurs qui n'ont pas leur résidence principale dans la commune) ; périmètre des parcs nationaux (p. 3154) ; gestion de la faune sauvage ; liberté des chasseurs : rejeté ; amendement n° 332 de M. Robert de Caumont (plan de chasse du grand gibier dans les zones de montagne) : adopté ; amendement n° 251 de M. Jean-Jacques Benetière (possibilité pour les collectivités territoriales, les associations foncières et les associations syndicales de propriétaires fonciers de recourir au service d'une coopérative d'utilisation du matériel agricole) (p. 3155) ; rôle des C. U. M. A. et du secteur privé ; arrêt du Conseil d'Etat de 1980 : adopté.

Chapitre II : *mesures tendant à faciliter les activités touristiques.*

Section I : *de l'aménagement touristique en montagne.*

Avant l'article 18 : amendement n° 346 de M. Louis Besson (intitulant le chapitre II : mesures tendant à organiser et à promouvoir les activités touristiques) : adopté (p. 3156) ; amendement n° 406 de M. Claude Birraux (complétant l'intitulé du chapitre II par les mots « climatiques et climato-thérapiques ») : retiré.

Article 18 (*maîtrise des communes sur les opérations d'aménagement touristique*) : aménagement des plans d'eau ; amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 73 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 75 de la commission (objet des contrats) (p. 3157) : adopté ; amendement n° 76 de la commission (cas d'un contrat portant sur plusieurs des objets constitutifs) : adopté ; amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 78 de la commission (contrat portant sur la gestion de services publics) : adopté ; amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 80 de la commission (protocole d'accord préalable) ; sous-amendement n° 440 du Gouvernement (substituant au mot « prévoit » le mot « prévoir », au mot « détermine » le mot « déterminer » et au mot « fixe » le mot « fixer ») : adopté ; amendement n° 80, ainsi modifié : adopté ;

— article 18, ainsi modifié : adopté.

Section II : *de l'organisation des services de remontées mécaniques et des pistes :*

Article 19 (*définition des remontées mécaniques*) : adopté.

Article 20 (*les remontées mécaniques de ville*) : amendement n° 81 de la commission (application des dispositions de la loi du 30 décembre 1982 aux remontées mécaniques situées dans un périmètre de transport urbain) (p. 3158) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*les remontées mécaniques de campagne*) : amendement n° 375 de M. Jean Brocard (application des dispositions du titre I[er] de la loi des transports intérieurs aux remontées mécaniques assurant un transport public de personnes) ; amendement n° 82 de la commission (même objet) ; objectif de la loi d'orientation des transports intérieurs ; amendement n° 375 : rejeté ; amendement n° 82 : adopté ;

— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 (*organisation des services de remontée mécanique*) : amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 203 de M. Michel Cointat (rédactionnel) ; amendement n° 84 de la commission (possibilité pour les communes ou leurs groupements de s'associer pour organiser ce service) (p. 3159) ; amendement n° 84 : devenu sans objet ; amendement n° 203 : adopté ;

— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 (*mode d'exécution du service*) : amendement n° 85 de la commission (référence à la régie directe) : adopté ; amendement n° 407 de M. Claude Birraux (référence à la régie simplifiée) : devenu sans objet ; amendement n° 86 de la commission (référence à la société de droit privé) : rejeté ; amendement n° 376 de M. Jean Brocard (supprimant la référence aux conditions de l'article 30, alinéa 2, de la loi d'orientation des transports intérieurs) ; amendement n° 438 de M. Louis Besson (même objet) ; adoptés ; amendement n° 377 de M. Jean Brocard (prolongation des effets de l'autorisation antérieurement accordée, pour une durée maximale de dix ans) (p. 3160) ; amendement n° 87 de la commission (même objet) ; amendement n° 377 : retiré ; amendement n° 87 : adopté ; amendement n° 439 de M. Louis Besson (application des dispositions de l'article 30, alinéa 2, de la loi d'orientation des transports intérieurs) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 (*police et sécurité*) : amendement n° 88 de la commission (référence aux transports terrestres de personnes) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 378 de M. Jean Brocard (fixation des tarifs) : retiré.

Article 25 (*régime d'autorisation applicable aux remontées mécaniques de campagne*) : amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 361 du Gouvernement (soumettant à autorisation l'aménagement des tracés des pistes de ski) (p. 3161) ; sous-amendement n° 445 de la commission (rédigeant le début de cet amendement : « le tracé et l'aménagement de pistes ») : adopté ; amendement n° 361, ainsi modifié : adopté.

Article 26 (*contrôle technique et de sécurité des remontées mécaniques*) : amendement n° 90 de la commission (référence au service de transports terrestres de personnes organisé par les collectivités territoriales ou leurs groupements) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 91 de la commission (abrogeant la loi relative aux transports publics d'intérêt local) : adopté ; amendement n° 379 de M. Jean Brocard (création d'une commission consultative chargée d'examiner les conditions à observer pour la construction et l'exploitation de remontées mécaniques) ; commission des téléphériques ; rejeté.

Article 27 (*délimitation du domaine skiable des secteurs réservés aux remontées mécaniques dans le cadre des plans d'occupation des sols*) : amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3162) ; amendement n° 93 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 94 de la commission (servitude permettant l'accès aux voies d'alpinisme et d'escalade) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 (*institution de servitudes destinées à assurer la pratique du ski et l'installation des remontées mécaniques*) : propriétés faisant l'objet d'une servitude ; amendement n° 95 de la commission (réglementation des servitudes grevant les propriétés privées ou faisant partie du domaine privé d'une collectivité publique) ; sous-amendement n° 223 de M. Jean Combasteil (supprimant les mots « l'implantation des supports de lignes dont l'emprise au sol est inférieure à 4 mètres carrés) (p. 3163) ; caractère permanent de cette servitude ; retiré ; sous-amendement n° 224 de M. Louis Maisonnat (supprimant les mots « ainsi que les accès aux voies d'alpinisme et d'escalade en zone de montagne ») ; sous-amendement n° 391 de M. Michel Barnier (même objet) ; rejetés ; sous-amendement n° 225 de M. André Tourné (référence à la nature des activités agricoles) : retiré ; sous-amendement n° 392 de M. Michel Barnier (substituant aux mots « vingt mètres » les mots « cinquante mètres » dans le 4e alinéa de cet amendement) : rejeté ; amendement n° 95 : adopté ; amendement n° 290 de M. Jean Brocard, n° 400 et n° 401 de M. Pascal Clément, n° 289 de M. Jean Brocard, n° 310 et n° 311 de M. Michel Barnier, n° 222 de M. André Tourné : devenus sans objet ;

— article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 29 (*indemnisation de la privatisation de jouissance résultant de l'institution de servitude*) (p. 3164) ; amendement n° 226 de M. Jean Combasteil (précisant que la servitude instituée ouvre droit à indemnité) ; amendement n° 96 de la commission (même objet) ; amendement n° 226 : retiré ; amendement n° 96 : adopté ; amendement n° 291 de M. Jean Brocard (référence au propriétaire exploitant ou à l'exploitation agricole) : réservé (p. 3165) ; amendement n° 97 de la commission (fixation de l'indemnité) : adopté ; amendement n° 447 du Gouvernement (référence au propriétaire du terrain ou à l'exploitant) : adopté ; amendement n° 291 de M. Jean Brocard : devenu sans objet ;

— article 29, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 29 : amendement n° 410 de M. Claude Birraux (possibilité d'ériger certaines communes en stations climatiques et climato-thérapiques) : réservé ; amendements n° 411 et n° 409 de M. Claude Birraux : réservés.

Chapitre III : *pluriactivité, travail saisonnier et dispositions diverses :*

Article 30 (*coordination des différents régimes sociaux des pluriactifs*) : unicité et continuité de garantie pour les risques ; unicité d'interlocuteur pour les versements des cotisations (p. 3166) ; amendement n° 98 de la commission (protection sociale des travailleurs pluriactifs) ; gestion de la protection sociale ; précarité d'emploi des pluriactifs ; sous-amendement n° 349 de M. Louis Besson (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 350 de M. Louis Besson (protection sociale assurant une unicité d'interlocuteur) : adopté ; sous-amendement n° 351 de M. Louis Besson (prestations servies pour le compte du régime dont les pluriactifs relèvent au titre de leur activité principale) : adopté ; sous-amendement n° 352 de M. Louis Besson (décret en Conseil d'Etat) (p. 3167) : adopté ; sous-amendement n° 353 de M. Louis Besson (insérant le mot « notamment » après les mots « en fonction » dans le 6e alinéa de cet amendement) ; concertation en faveur de l'unicité de la protection sociale : adopté ; amendement n° 98, ainsi modifié : adopté ;

— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 (*attribution des aides de l'Etat aux pluriactifs des zones de montagne*) : adopté.

Article 32 (*prise en compte de la pluriactivité dans les programmes d'enseignement, de promotion et de conversion professionnelle*) : adopté.

Article 33 (*contrats à caractère saisonnier*) : nécessité de stabiliser la main-d'œuvre saisonnière ; discrimination à l'encontre des travailleurs saisonniers (p. 3168) ; pluriactivité dans le domaine des travaux publics et du bâtiment ;

— article 33 : adopté.

Après l'article 33 : amendement n° 404 de M. Louis Besson (modification de l'article 109 de la loi du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale) ; problème de la titularisation des travailleurs saisonniers dans le cadre de la fonction publique d'Etat et de la fonction publique territoriale ; seuil d'adhésion à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C. N. R. A. C. L.) (p. 3169) : adopté.

Article 34 (*prêts bonifiés pour le paiement des soultes*) : adopté.

Après l'article 34 : amendement n° 414 de M. Claude Birraux (rectification des superficies pour les projets de construction nouvelle ou de transformation d'immeubles existants) : réservé (p. 3170).

Chapitre IV : *gestion des sections de communes et des biens indivis entre communes :*

Article 35 : (*sections de communes*) (p. 3175) ; origine des sections de communes ; permanence des commissions syndicales (p. 3176) ; problème des biens sectionaux dans le massif Central ; *article L. 151-3 du code des communes :* (constitution de la commission syndicale) : amendement n° 227 de M. Louis Maisonnat (portant à 3 et 9 le nombre des membres élus à la commission syndicale) ; amendement n° 294 de M. Jean Brocard (même objet) ; amendement n° 312 de M. Michel Barnier (même objet) ; amendement n° 100 de la commission (prévoyant que la commission syndicale comprend des membres élus dont le nombre est compris entre 4 et 10) ; amendements n° 227, n° 294 et 312 : rejetés ; amendement n° 100 : adopté ; amendement n° 101 de la commission (portant à 6 mois le délai pendant lequel il est procédé à l'élection de la commission syndicale) : adopté ; amendement n° 228 de M. André Tourné (précisant que sont électeurs les habitants, à titre principal, de la section) ; amendement n° 313 de M. Michel Barnier (même objet) ; amendement n° 102 de la commission (même objet) (p. 3177) ; amendements n° 228 et 313 : rejetés ; amendement n° 102 : adopté ; amendement n° 402 de M. Pascal Clément (référence aux habitants à titre principal au début du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré ; *article L. 151-4 du code des communes :* (convocation de la commission syndicale) : amendement n° 103 de la commission (compétence du maire de la commune de rattachement et des maires des communes sur le territoire desquelles la section possède des biens pour demander la convocation de la commission syndicale) ; sous-amendement n° 448 du Gouvernement (substituant aux mots « des maires des communes » les mots « un des maires des communes ») : adopté ; amendement n° 103, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 104 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 105 de la commission (substitution du conseil municipal

à la commission syndicale lorsque cette dernière n'a pas délibéré) : adopté ; *article L. 151-5 du code des communes :* (absence de constitution de la commision syndicale) : amendement n° 295 de M. Jean Brocard (substituant au mot « dix » le mot « trois ») ; amendement n° 229 de M. Louis Maisonnat (même objet) ; amendement n° 314 de M. Michel Barnier (même objet) (p. 3178) ; encouragement du regroupement de sections ; retirés ; amendement n° 296 de M. Jean Brocard (regroupement de sections) ; amendement n° 315 de M. Michel Barnier (même objet) ; retirés ; amendement n° 106 de la commission (hypothèse où les revenus ou produits des biens de la section sont inférieurs à un montant minimal annuel) ; sous-amendement n° 362 du Gouvernement (nécessité de l'accord du conseil municipal) ; caractères facultatif de l'élection d'une commission syndicale dans certains cas ; adopté ; amendement n° 106, ainsi modifié : adopté ; *article L. 151-6 du code des communes :* (compétences de la commission syndicale) ; amendement n° 107 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 108 de la commission (rédactionnel) (p. 3179) ; adopté ; amendement n° 109 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 110 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 111 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 112 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 113 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article L. 151-7 du code des communes :* (consultation de la commission syndicale) : amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 115 de la commission (supprimant les mots « sur l'acceptation des libéralités ») : adopté ; amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 117 de la commission (consultation de la commission sur la mise en valeur des marais et terres incultes) ; sous-amendement n° 363 du Gouvernement (prévoyant qu'il est statué par arrêté motivé du représentant de l'Etat dans le département en cas de désaccord entre le conseil municipal et la commission syndicale) (p. 3180) ; adopté ; amendement n° 117, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 118 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article L. 151-8 du code des communes :* (actions en justice) : amendement n° 364 du Gouvernement (actions au cours desquelles la commission syndicale agit au nom de la section) : adopté ; amendements n° 119, 120 et 121 de la commission : devenus sans objet ; *article L. 151-9 du code des communes :* (budget de la section) : amendement n° 252 de M. Maurice Adevah-Pœuf (de clarification) ; pouvoir des juges ; absence de budget de la section en l'absence de commission syndicale (p. 3181) ; retiré ; amendement n° 122 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article L. 151-10 du code des communes :* (frais judiciaires) : amendement n° 123 de la commission (de rectification) : adopté ; *article L. 151-12 du code des communes :* (transfert de tous les biens d'une section) : amendement n° 124 de la commission (référence à la majorité des deux tiers) : adopté ; *après l'article L. 151-12 du code des communes :* (transfert des biens d'une section n'ayant plus d'électeur) : amendement n° 125 de la commission (compétences du représentant de l'Etat dans le département pour prononcer le transfert de ces biens) : retiré ; *article L. 151-13 du code des communes :* (transfert de tous les biens d'une section) : amendement n° 365 du Gouvernement (prononcé du transfert à la commune, des biens et obligations de la section, par arrêté du représentant de l'Etat dans le département) ; droits des sectionnaires (p. 3182) ; adopté ; *article L. 151-15 du code des communes :* (interdiction du partage entre les ayants droit) : amendement n° 366 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; *après l'article L. 151-16 du code des communes :* amendement n° 354 de M. Maurice Adevah-Pœuf (décision par le conseil municipal du changement d'usage ou de la vente d'un des biens de la section) ; engagement des biens de la section ; adopté après rectification ; *article L. 151-17 du code des communes :* (vente de la totalité des biens d'une section) : amendement n° 126 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 151-18 du code des communes :* (union de sections) : amendement n° 297 de M. Jean Brocard (création d'une union de sections à la demande du conseil municipal ou d'une ou plusieurs sections) (p. 3183) ; amendement n° 316 de M. Michel Barnier (élection d'une nouvelle commission syndicale) : rejetés ; amendement n° 127 de la commission (possibilité pour une section de communes de se retirer d'une union de sections) : adopté ;

Article 36 : (*biens et droits indivis entre plusieurs communes*) ; arrêt de la cour de cassation de mars 1984 relatif aux biens indivis (p. 3184) ; définition des « communaux » par la loi du 13 juin 1973, concept d'indivision entre les communes ; amendement n° 317 de M. Pierre Raynal (de suppression) : retiré ; *article L. 162-1 du code des communes :* (création de la commission syndicale) : amendement n° 128 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 162-2 du code des communes :* (attributions de la commission syndicale) : amendement n° 129 de la commission (prévoyant la majorité des deux tiers pour prendre les décisions relatives aux acquisitions de biens immobiliers et aux transactions) ; sous-amendement n° 446 de M. Michel Inchauspé (cas où l'une des communes estime que l'opération ne répond pas à un intérêt intercommunal) ; sous-amendement n° 450 du Gouvernement (supprimant la référence aux transactions) : adopté (p. 3185) ; sous-amendement n° 446 : rejeté ; amendement n° 129, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 367 du Gouvernement (répartition de l'excédent des recettes ou des dépenses votées par la commission syndicale) ; amendement n° 130 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 449 de M. Michel Inchauspé (application des règles des budgets communaux au budget de la commission syndicale) ; approbation donnée par les autorités préfectorales au budget et à tous les comptes administratifs des commissions ; problème des commissions syndicales des Hautes-Pyrénées (p. 3186) ; amendement n° 367 : adopté ; amendement n° 130 et sous-amendement n° 449 : devenus sans objet ; amendement n° 131 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 425 de M. Michel Inchauspé (avis du conseil général) : retiré ; amendement n° 426 de M. Michel Inchauspé (impossibilité de partager ou de vendre entre les communes les biens et droits indivis) : retiré ; *article L. 162-3 du code des communes :* (syndicat des communes indivisaires) : amendement n° 132 de la commission (pouvoir de proposition de la commission syndicale) ; sous-amendement n° 451 du Gouvernement (substituant aux mots « et avec l'accord » le mot « ou ») : adopté ; amendement n° 132, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 133 de la commission (application des règles définies à l'article L. 162-2 du code des communes pour les biens indivis existant avant la constitution du syndicat de communes) ; sous-amendement n° 368 du Gouvernement (possibilité pour les conseils municipaux de déroger aux règles de l'article L. 162-2 du code des communes) : adopté ; amendement n° 133, ainsi modifié : adopté ; *article L. 162-4 du code des communes :* (conditions de sortie de l'indivision) : amendement n° 427 de M. Michel Inchauspé (supprimant le texte proposé pour l'article L. 162-4 du code des communes) (p. 3187) ; article 815 du code civil ; procédure de déclaration d'utilité publique ; proposition de loi déposée en 1976 afin de rendre inapplicable l'article 815 du code civil aux biens des collectivités publiques ; rejeté ; amendement n° 134 de la commission (inapplication des dispositions de l'alinéa précédent aux sources thermales) (p. 3188) ; amendement n° 369 du Gouvernement (application de l'article 815 du code civil à la sortie de l'indivision) ; amendement n° 134 : rejeté ; amendement n° 369 : adopté ;

— article 36, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 36 : amendement n° 333 de M. Robert de Caumont (consultation des usagers sur les aménagements concernant les fonds grevés de droits d'usage) ; concertation entre le gestionnaire des biens domaniaux et les communes ; amendement n° 334 de M. Robert de Caumont (compétences du représentant de l'Etat pour transférer le droit d'usage) : retirés ; amendements n° 333 et n° 334 repris par M. Jean Briane (p. 3189) : rejetés.

Titre III : *aménagement de l'espace montagnard.*

Avant l'article 37 : (*conditions de constitution de la commission communale d'aménagement foncier*) ; amendement n° 335 de M. Robert de Caumont (intitulant le titre III : aménagement et protection de l'espace montagnard) : adopté ; amendement n° 298 de M. Jean Brocard (constitution de la commission communale en cas de prescription ou de mise en révision d'un plan d'occupation des sols) ; amendement n° 135 de la commission (constitution de la commission communale à l'occasion de l'élaboration ou de la révision d'un plan d'occupation des sols) ; amendement n° 230 de M. André Tourné (même objet) ; amendement n° 318 de M. Michel Barnier (même objet) ; amendement n° 230 : retiré ; amendement n° 298 : rejeté ; amendement n° 135 : adopté ; amendement n° 318 : devenu sans objet.

Chapitre I : *règles d'urbanisme dans les zones de montagne.*

Article 37 : (*consultation de la commission communale d'aménagement foncier sur les projets de plan d'occupation des sols*) (p. 3190) ; amendement n° 136 de la commission (consultation de la commission à l'initiative du maire dans toute commune où est décidée l'élaboration ou la révision d'un plan d'occupation des sols) ; sous-amendement n° 393 de M. Michel Barnier (précisant que la commission communale d'aménagement foncier est constituée et consultée) ; amendement n° 231 de M. Louis Maisonnat (même objet) : retiré ; sous-amendement n° 393 : retiré ; amendement n° 136 : adopté ; amendement n° 299 de M. Jean Brocard (avis de la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier sur la délimitation des terrains opérée en application de l'article L. 145-3 du code de l'urbanisme) : retiré ;

— article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 38 : (*introduction dans le code de l'urbanisme des dispositions particulières aux zones de montagne*) (p. 3191) ; spécificité des massifs ; procédure des unités touristiques nouvelles ; *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* (principes fondamentaux) : amendement n° 415 de M. Claude Birraux (objet des plans d'occupation des sols) : rejeté ; amendement n° 300 de M. Jean Brocard (supprimant la deuxième phrase du paragraphe I du texte proposé pour l'article L. 145-3 du code de l'urbanisme) ; amendement n° 319 de M. Michel Barnier (même objet) (p. 3192) : rejetés ; amendement n° 137 de la commission (critères d'appréciation de la nécessité des terres agricoles) ; amendement n° 232 de M. Louis Maisonnat (potentialité agronomique de ces terres) ; amendement n° 239 de M. Michel Cointat (définition des terres agricoles) ; amendement n° 137 ; adopté ; amendements n° 232 et n° 239 : devenus sans objet ; amendement n° 301 de M. Jean Brocard (transmission aux maires, par la commission communale d'aménagement foncier, du recensement des terrains devant être préservés) ; amendement n° 320 de M. Michel Barnier (même objet) ; objectifs du plan d'occupation des sols (p. 3193) ; pouvoir d'urbanisme de la commission communale d'aménagement foncier : rejetés ; amendement n° 302 de M. Jean Brocard (compétences du représentant de l'Etat pour prendre l'avis de la commission départementale des structures agricoles ou de la commission des sites en l'absence de plan d'occupation des sols) ; amendement n° 322 de M. Michel Barnier (même objet) : retirés ; amendement n° 233 de M. Jean Combasteil (préservation des espaces, milieux et paysages caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard) ; amendement n° 303 de M. Jean Brocard (même objet) ; amendement n° 321 de M. Michel Barnier (même objet) : amendements n° 233 et n° 321 : retirés ; amendement n° 303 : rejeté ; amendement n° 138 de la commission (énumération des biens ne pouvant faire l'objet d'aucun aménagement autres que ceux nécessaires à leur gestion) : adopté après rectification (p. 3194) ; amendement n° 428 de M. Michel Inchauspé (carte communale) ; lutte contre l'urbanisation diffuse ; décentralisation : rejeté ; amendement n° 139 de la commission (supprimant le dernier alinéa du paragraphe III du texte proposé pour l'article L. 145-3 du code de l'urbanisme) : adopté ; amendement n° 140 de la commission (création d'une unité touristique nouvelle) ; formule de gestion locative : adopté ; protection des terres mécanisables (p. 3195) ; *article L. 145-4 du code de l'urbanisme :* (périmètres des schémas directeurs et des schémas de secteurs en zone de montagne) : aménagement n° 141 de la commission (supprimant le texte proposé pour l'article L. 145-4 du code de l'urbanisme) ; amendement n° 452 du Gouvernement (référence au massif local) ; amendement n° 141 : rejeté ; amendement n° 452 ; adopté ; *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* (protection des plans d'eau) : amendement n° 142 de la commission (substituant au mot « profondeur » le mot « distance ») ; amendement n° 240 de M. Michel Cointat (même objet) : adoptés ; amendement n° 370 du Gouvernement (distance de 300 mètres à compter de la rive) : adopté (p. 3196) ; amendement n° 143 de la commission (autorisation des chalets d'alpage et des refuges) ; sous-amendement n° 371 du Gouvernement (référence aux chalets destinés à l'exploitation agricole, pastorale et forestière) ; amendement n° 403 de M. Pascal Clément (référence aux chalets d'alpage) : non soutenu ; sous-amendement n° 371 : adopté ; amendement n° 143, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 144 de la commission (établissement d'un plan d'occupation des sols pour permettre une extension mesurée des agglomérations) ; sous-amendement n° 372 du Gouvernement (adaptation du schéma directeur pour permettre la délimitation de hameaux nouveaux à vocation d'hébergement touristique) : adopté après rectification ; amendement n° 144, ainsi modifié : adopté ; *article L. 145-6 du code des communes* (interdiction de la création de routes nouvelles) : amendement n° 416 de M. Claude Birraux (supprimant les mots « ou de bouclage ») (p. 3197) ; retiré ; amendement n° 145 de la commission (substituant aux mots « la desserte forestière » les mots « ou de massifs forestiers ») ; cas des Pyrénées-Atlantiques : adopté ; amendement n° 146 de la commission (complétant le texte proposé pour l'article L. 145-6 du code de l'urbanisme par les mots « ou de liaison internationale ») : adopté ; *après l'article L. 145-6 du code de l'urbanisme :* amendement n° 147 de la commission (autorisation d'exécution pour l'aménagement des tracés de pistes de ski) : devenu sans objet ; *article L. 145-7 du code de l'urbanisme* (prescriptions particulières des massifs) ; amendement n° 148 de la commission (objectif de ces prescriptions) ; sous-amendement n° 421 de M. Jean-Paul Fuchs (référence à la haute montagne) (p. 3198) ; sous-amendement n° 421 : rejeté ; amendement n° 148 : adopté ; amendement n° 304 de M. Jean Brocard : devenu sans objet ; *après l'article L. 145-8 du code de l'urbanisme :* amendement n° 149 de la commission (composition de la commission départementale délibérant sur un problème concernant une commune de montagne) ; répartition des compétences réglementaires et législatives ; commission des sites : rejeté ; *article L. 145-9 du code de l'urbanisme* (seuil de mise en œuvre de la procédure applicable aux unités touristiques nouvelles) (U. T. N.) ; amendement n° 373 du Gouvernement (création d'une urbanisation ou d'un équipement touristique dans un site encore vierge) ; amendement n° 150 de la commission (notion de « modification substantielle » de l'économie locale) (p. 3199) ; amendement n° 151 de la commission (prise en compte des dispositions pour le logement des salariés de la station, dans le cadre d'un programme d'une unité touristique nouvelle) ; amendement n° 373 : adopté ; avant-dernier alinéa de l'amendement n° 150 : rejeté ; dernier alinéa de l'amendement n° 150 : adopté ; amendement n° 150, ainsi modifié : adopté ; création de réserves foncières pour le logement des salariés de la station ; premier alinéa de l'amendement n° 151 : adopté ; second alinéa de l'amendement n° 151 : rejeté ; amendement n° 151, ainsi modifié : adopté ; *article L. 145-10 du code de l'urbanisme* (dispositions applicables aux unités touristiques nouvelles) : amendement n° 152 de la commission (application aux U. T. N. des dispositions de la section I du présent chapitre et des dispositions du chapitre II du titre II de la présente loi) : adopté ; article L. 145-11 du code de l'urbanisme (procédure d'autorisation applicable à la création des unités touristiques nouvelles en l'absence de schéma directeur ou de schéma de secteur approuvé) : amendement n° 153 de la commission (autorisation par le représentant de l'Etat de la création d'une U. T. N.) (p. 3200) ; rejeté ; amendement n° 154 de la commission (fixant un délai de 4 ans avant que l'autorisation de création des U. T. N. ne devienne caduque) : adopté ; amendement n° 155 de la commission (octroi d'un délai d'un an pour les autorisations antérieures à la publication de la présente loi) : adopté ; *article L. 145-12 du code de l'urbanisme* (modification d'un schéma directeur ou d'un schéma de secteur déjà approuvé pour prévoir la création d'une unité touristique nouvelle) ; amendement n° 156 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 38, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 38 : amendement n° 157 de la commission (obligation pour le représentant de l'Etat dans le département de recueillir l'avis de la commission départementale des structures agricoles ou de la commission départementale des sites lorsque l'autorisation paraît incompatible avec les dispositions de l'article L. 145-3) ; directive montagne ; circulaire antimitage (p. 3201) ; installation des jeunes agriculteurs : rejeté ; amendement n° 158 de la commission (prise en compte de la communauté d'intérêts économiques, sociaux et culturels) : devenu sans objet.

Article 39 (*consultation pour avis du comité de massifs sur les dispositions des projets de schéma directeur ou de schéma de secteur prévoyant la création d'unités touristiques nouvelles*) : amendement n° 337 de M. Robert de Caumont (de coordination) : adopté ; amendement n° 159 de la commission (précisant que l'avis du comité est réputé favorable s'il n'intervient pas dans un délai de trois mois après transmission du projet) : adopté ; amendement n° 160 de la commission (mise du schéma à la disposition du public) : adopté après rectification ;

— article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40 (*transmission des dispositions d'un schéma directeur ou d'un schéma de secteur prévoyant la création d'une unité touristique nouvelle au représentant de l'Etat désigné pour chacun des massifs en application de l'article L. 141-11*) : amendement n° 161 de la commission (transmission, par le représentant de l'Etat dans le département, des dispositions du schéma prévoyant la création d'une unité touristique nouvelle, au représentant de l'Etat visé à l'article L. 145-11) (p. 3202) ; sous-amendement n° 374 du Gouvernement (substituant aux mots « dans le délai prévu au second alinéa de l'article L. 122-1-3 » les mots « dans le délai de trois mois ») : adopté ; amendement n° 161, ainsi modifié : adopté ;

— article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 41 (*notification des modifications que le représentant de l'Etat désigné pour chacun des massifs estime nécessaires d'apporter aux dispositions relatives aux U. T. N.*) : amendement n° 162 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Chapitre II : *dispositions particulières :*

Avant l'article 42 : amendement n° 347 de M. Louis Besson (rédactionnel) : adopté.

Article 42 (*interdiction des déposes à des fins de loisirs par hélicoptère ou avion*) : amendement n° 380 de M. Michel Barnier (autorisation des déposes dans quelques sites dont la liste est fixée par l'autorité administrative après consultation du conseil

général) ; amendement n° 417 de M. Claude Birraux (même objet) ; nécessité d'intéresser la clientèle étrangère fréquentant les stations françaises de montagne (p. 3203) ; recours à des appareils utilisant une énergie importée : rejetés ;

— article 42 : adopté.

Article 43 (*pouvoirs de police du maire en zone de montagne*) : amendement n° 455 du Gouvernement (pouvoirs du maire sous réserve des dispositions de l'article 26 de la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions) ; déplacement des convois militaires : adopté : amendement n° 163 de la commission (mise en valeur des sites à des fins esthétiques, écologiques, agricoles et forestières) : adopté ; amendement n° 249 de M. Louis Maisonnat (inapplication des dispositions de l'article L. 131-4-1 aux véhicules à usage professionnel et notamment agricole) ; amendement n° 305 de M. Jean Brocard (même objet) (p. 3204) ; système des maires du mois d'août : adoptés après rectifications ;

— article 43, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 43 : amendements n° 234 et n° 180 : réservés.

Chapitre III : *protection contre les risques naturels en montagne :*

Article 44 (*prise en compte dans tous les documents d'urbanisme et pour les travaux en zone de montagne des risques naturels spécifiques à ces zones*) : amendement n° 424 de M. Maurice Adevah-Poeuf (de précision) ; responsabilité des communes en matière de protection contre les risques naturels en montagne : rejeté ;

— article 44 : adopté.

Article 45 (*autorisation ou prise en considération de projet de travaux, construction ou installation en l'absence de plans d'exposition aux risques naturels prévisibles*) : amendement n° 164 de la commission (refus d'autorisation lorsque les travaux de construction ou d'installation sont exposés à des risques naturels prévisibles ou s'ils risquent d'aggraver ceux-ci) (p. 3205) : adopté ;

— article 45, ainsi modifié : adopté.

Article 46 (*objet des associations syndicales de propriétaires*) : adopté.

Titre IV : *dispositions économiques et financières :*

Chapitre Ier : *du financement du ski nordique.*

Article 47 (*institution de la redevance pour le ski de fond*) : adopté.

Article 48 (*affectation de la redevance pour le ski de fond*) ; adopté.

Après l'article 48 : amendement n° 166 de la commission (possibilité de créer une association départementale ou interdépartementale sur la promotion du ski de fond) ; solidarité entre les différents sites ; liberté de choix de l'usager ; problème de récupération de la T. V. A. : adopté.

Chapitre II : *de l'aide au développement local en montagne.*

Article 49 (*taxe sur les remontées mécaniques*) : utilisation du fonds interactivités (p. 3206) ; compétence laissée au comité de massif pour s'exprimer sur l'utilisation de ce fonds ; secteur des remontées mécaniques ; mission du fonds interactivités ; action du F. I. D. A. R. ; droit pour les associations de percevoir une redevance pour certaines communes ; amendement n° 382 de M. Michel Barnier (perception de la taxe sur l'usager) : adopté ; amendement n° 167 de la commission (précisant que l'assiette des taxes ne comprend pas le montant de celles-ci) ; sous-amendement n° 444 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 3207) ; amendement n° 167, ainsi modifié : adopté ;

— article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 (*taux de taxe sur les remontées mécaniques*) : adopté.

Article 51 (*répartition des recettes entre plusieurs collectivités territoriales*) : amendement n° 168 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 51, ainsi modifié : adopté.

Article 52 (*péréquation des taxes communales et départementales*) : adopté.

Article 53 (*affectation des taxes sur les remontées mécaniques*) : amendement n° 169 de la commission (modalités d'affectation du produit annuel de la taxe communale et de la taxe départementale) ; sous-amendement n° 422 de M. Jean-Paul Fuchs (supprimant le mot « éventuellement » dans le deuxième alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 395 de M. Michel Barnier (affectation du produit des taxes au fonds pour le développement de l'économie agricole en montagne) ; amendement n° 237 de M. Jean-Paul Fuchs (modalités d'affectation du produit annuel de la taxe départementale et communale) ; encouragement de la maîtrise, par les populations locales, des capacités d'accueil et d'animation touristiques ; encouragement du développement des activités sportives de compétition pour les jeunes de la montagne (p. 3208) ; amendement n° 237 : retiré ; taxe sur les remontées mécaniques ; sous-amendement n° 422 : adopté ; sous-amendement n° 395 : retiré ; répartition de cette taxe en fonction de l'intensité de l'activité du ski dans chacun des départements ; action des bénévoles pour former des jeunes de la montagne ; lien entre le tourisme et l'agriculture ; inégalités entre les départements ; amendement n° 169, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 394 de M. Michel Barnier, n° 235 de M. Louis Maisonnat : devenus sans objet ;

— article 53, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 53 : amendement n° 306 de M. Jean Brocard (dépôt par le Gouvernement dans un délai de six mois d'un rapport sur les conditions d'extension de la taxe de séjour et de l'utilisation d'une fraction de celle-ci au financement du fonds pour le développement de la montagne) : retiré.

Chapitre III : *de l'utilisation des ressources hydroélectriques :*

Article 54 (*réalisation de micro-centrales hydroélectriques par les collectivités locales*) (p. 3209) : amendement n° 429 de M. Michel Inchauspé (possibilité pour une collectivité locale d'utiliser le réseau de distribution E. D. F.) ; création ou utilisation d'une centrale hydroélectrique par une collectivité locale : rejeté ;

— article 54 : adopté.

Article 55 (*utilisation d'énergies réservées*) : amendement n° 238 de M. Jean-Paul Fuchs (insérant les mots « de certaines exploitations agricoles » après les mots « et des groupements agricoles et d'utilité générale ») ; amendement n° 397 de M. Michel Barnier (référence aux entreprises agricoles) ; séchage en grange ; nécessité d'éviter l'émiettement de l'énergie de réserve : retirés ; amendement n° 453 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 170 de la commission (possibilité pour les conseils généraux de rétrocéder les réserves) ; sous-amendement n° 346 de M. Louis Besson (rétrocession de ces réserves à deux attributaires successifs dans l'année) (p. 3210) ; élargissement des possibilités d'affectation, à l'économie montagnarde, des énergies de réserve : adopté ; amendement n° 170, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 55, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 55 : amendement n° 172 de la commission (application aux réserves en force des dispositions de l'article 55, lorsqu'elles ne sont pas ou plus attribuées) ; sous-amendement n° 454 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 172, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 173 de la commission (impossibilité pour les entreprises dépossédées de bénéficier des fournitures d'électricité aux conditions susvisées) ; restructuration de certains groupes industriels (p. 3211) ; nécessité de conserver aux zones de montagne les avantages dont elles disposent ; modification de la loi des nationalisations ; possibilité pour le bénéficiaire de délocaliser l'utilisation de leurs droits dans divers établissements ; atteinte au droit de propriété ; groupe Pechiney ; droits afférents aux fournitures d'électricité : rejeté (p. 3212) ; amendement n° 398 de M. Pierre Raynal (insérant après l'article 55 un chapitre IV intitulé : « dotation globale de fonctionnement aux communes touristiques et thermales ») ; présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les conditions de fonctionnement de la dotation globale ; dotation particulièrement pour les communes de moins de 2 000 habitants : rejeté ; amendement n° 174 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 175 de la commission (constitution au sein de la dotation globale d'équipement d'une dotation spécifique destinée aux communes incluses dans le périmètre de la zone périphérique des parcs nationaux) ; sous-amendement n° 340 de M. Robert de Caumont (précisant que les parcs nationaux de montagne constituent des secteurs pilotes de la politique de la montagne) ; volonté de rendre compatibles développement et aménagement, d'une part, et protection, de

l'autre (p. 3213) ; nécessité de maintenir la vie dans les fonds de vallée ; insertion des parcs nationaux dans la logique de décentralisation et de planification contractuelle ; philosophie de la dotation globale d'équipement : rejeté ; amendement n° 175 : rejeté ; amendement n° 339 de M. Robert de Caumont (contribution des parcs nationaux de montagne à un développement de la vie économique et sociale) ; sous-amendement n° 442 du Gouvernement (plan d'occupation des sols concernant le parc et la zone périphérique) ; sous-amendement n° 443 du Gouvernement (supprimant les mots « par la participation aux contrats de plan ») : adoptés ; amendement n° 339, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 176 de la commission (obligation pour l'établissement Autoroutes de France d'assurer une péréquation des ressources des sociétés d'économie mixte afin d'établir un tarif harmonisé de péage) (p. 3214) ; coût élevé, pour les communes, de l'exploitation des forêts ; finalité de la forêt et des bénéfices qu'elle peut dégager ; application de la tarification majorée : rejeté ; amendement n° 178 de la commission (obligation pour le Gouvernement de remettre au Parlement un rapport sur les conditions dans lesquelles il pourrait être envisagé de corriger le déséquilibre des flux financiers en matière d'accès au crédit) ; encadrement du crédit ; pénalisation des taux de réemploi ; dépeuplement de la zone de montagne ; octroi de prêts avantageux aux principaux secteurs d'activités travaillant en montagne ; autonomie des établissements de crédit (p. 3215) : rejeté ; amendement n° 409 de M. Claude Birraux, précédemment réservé : retiré ; amendement n° 410 de M. Claude Birraux (possibilité d'ériger en station climatique et climatothérapique certaines communes ou fractions de communes) ; importance de la climatothérapie ; distinction entre le thermalisme et la climatothérapie d'altitude ; retiré ; amendement n° 411 de M. Claude Birraux, précédemment réservé (précision, par décret, de la composition de la section spécialisée du Haut Comité du thermalisme et du climatisme) ; amendement n° 461 de M. Robert de Caumont (création d'une section spécialisée du climatisme au sein du Haut Comité du thermalisme et du climatisme) ; élaboration d'un programme de promotion de l'enseignement de la climatothérapie (p. 3216) : rejetés ; amendement n° 405 de M. Robert de Caumont (obligation pour le Gouvernement de prescrire une enquête afin de déterminer les perspectives de développement de la climatothérapie d'altitude) : adopté ; amendement n° 179 de la commission (application de la loi du 27 décembre 1973 dite loi Royer, aux projets de constructions commerciales de transformation) ; amendement n° 414 de M. Claude Birraux, précédememnt réservé (même objet) ; problème des usagers et des consommateurs en montagne ; caractère dépassé de la loi Royer (p. 3217) ; amendement n° 414 : retiré ; amendement n° 179 : rejeté ; amendement n° 180 de la commission (liste des personnes inscrites sur la liste électorale sur leur demande) ; amendement n° 431 de M. Michel Inchauspé (précisant que ne sont éligibles dans les communes de montagne que les personnes qui ont une résidence permanente dans lesdites communes) ; amendement n° 234 de M. Jean Combasteil (abrogation du 2° de l'article L. 11 du code électoral) ; problème du droit de vote en montagne ; cas de la commune de Villarembert ; notion de domicile d'origine ; problème de l'invasion de certaines communes par des résidences secondaires (p. 3218) ; amendements n° 234 et n° 431 : retirés ; impossibilité pour les résidences secondaires d'être majoritaires dans les conseils municipaux ; interprétation large de la notion de conseillers municipaux forains ; amendement n° 180 : rejeté ; amendement n° 236 de M. André Tourné (instituant un prélèvement de 25 p. 100 sur les plus-values résultant du changement d'affectation des terres agricoles) : rejeté ; amendement n° 430 de M. Michel Inchauspé (prévoyant un prix unique des carburants sur le territoire français métropolitain) ; amendement n° 338 de M. Robert de Caumont (même objet) ; amendement n° 430 : retiré ; effets négatifs sur les zones de montagne, d'un prix des carburants supérieur aux prix pratiqués ailleurs ; création d'une taxe parafiscale ; amendement n° 338 : retiré ; amendement n° 181 : réservé (p. 3219) ; amendement n° 183 de la commission (mise en œuvre par le représentant de l'Etat et du département d'un plan d'intervention d'urgence) ; sous-amendement n° 457 du Gouvernement (référence à une action d'ensemble d'une certaine importance) ; obligation pour les préfets d'organiser les secours depuis la circulaire ministérielle de 1958 : adopté ; amendement n° 183, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 182 de la commission (possibilité pour les communes d'obliger les compagnies d'assurances au remboursement de tout ou partie des frais des secours engagés ; responsabilité des maires en matière de service de secours et gratuité des secours ; sous-amendement n° 458 du Gouvernement (supprimant les mots « des compagnies d'assurances et à défaut ») ; sous-amendement n° 459 du Gouvernement (supprimant les mots « de personnes ») ; sous-amendement n° 384 de M. Michel Barnier (supprimant la référence au caractère dangereux des activités sportives) ; amendement n° 460 du Gouvernement (obligation pour les communes d'informer le public sur les conditions d'application de cet article sur le territoire) ; compétence laissée à l'intéressé pour se retourner vers sa compagnie d'assurances (p. 3220) ; sous-amendements n° 458, n° 459, n° 384 et n° 460 : adoptés ; amendement n° 182, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 181 de la commission précédemment réservé (insérant après l'article 55 un titre IV *bis* intitulé : « des secours aux personnes ») ; sous-amendement n° 456 du Gouvernement (intitulant un titre IV *bis* « des secours aux personnes et aux biens ») : adopté ; amendement n° 181, ainsi modifié : adopté.

Titre V : *dispositions particulières aux départements d'outre-mer* :

Article 56 (*dispositions non applicables dans les départements d'outre-mer*) : amendement n° 185 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 186 de la commission (rédactionnel) ; spécificité des zones de montagne dans ces départements : rejeté ;

— article 56, ainsi modifié : adopté.

Article 57 (*conditions d'aménagement des zones de montagne dans les départements d'outre-mer*) ; amendement n° 187 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 3221).

Abstention du groupe R.P.R. : *Raynal* (*Pierre*) (p. 3222).

Abstention du groupe U.D.F. : *Brocard* (*Jean*) (p. 3222).

Agriculture en montagne : *Raynal* (*Pierre*) (p. 3222) ; *Souchon* (*René*) (p. 3223).

Autodéveloppement : *Brocard* (*Jean*) (p. 3222) ; *Raynal* (*Pierre*) (p. 3222) ; *Maisonnat* (*Louis*) (p. 3222).

Débats (sérénité des —) : *Brocard* (*Jean*) (p. 3221-3222) ; *Raynal* (*Pierre*) (p. 3222) ; *Souchon* (*René*) (p. 3223).

Vote favorable du groupe communiste : *Maisonnat* (*Louis*) (p. 3222).

Vote favorable du groupe socialiste : *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 3222).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3223).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [27 novembre 1984] (p. 6333) :

Agriculture en montagne : *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 6337) ; *Souchon* (*René*) (p. 6343).

Assemblées parlementaires (accord sur ce textes des —) : *Caumont* (*Robert de*) (p. 6334) ; *Brocard* (*Jean*) (p. 6336) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6337) ; *Besson* (*Louis*) p. 6341) ; *Souchon* (*René*) (p. 6341, 6342).

Autodéveloppement : *Caumont* (*Robert de*) (p. 6334) ; *Brocard* (*Jean*) (p. 6336) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 6338, 6339) ; *Besson* (*Louis*) (p. 6341) ; *Souchon* (*René*) (p. 6342).

Comités de massifs : *Brocard* (*Jean*) (p. 6336).

Energie : *Caumont* (*Robert de*) (p. 6335).

Exode rural : *Tourné* (*André*) (p. 6340).

Fonds interactivités pour l'autodéveloppement de la montagne : *Caumont* (*Robert de*) (p. 6334, 6335) ; *Maisonnat* (*Louis*) (p. 6340) ; *Besson* (*Louis*) (p. 6341) ; *Souchon* (*René*) (p. 6342, 6343).

Industrie en montagne : *Maisonnat* (*Louis*) (p. 6340).

Label « montagne » : *Sicard* (*Odile*) (p. 6339).

Politique laitière : *Tourné* (*André*) (p. 6339, 6340).

Pluriactivité : *Caumont* (*Robert de*) (p. 6335) ; *Besson* (*Louis*) (p. 6341).

Radios locales : *Souchon* (*René*) (p. 6342).

Spécificité de la montagne : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6337) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 6338).

Terrains domaniaux (élevage sur les —) : *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 6337).

Terres incultes : *Caumont* (*Robert de*) (p. 6334) ; *Brocard* (*Jean*) (p. 6336) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6338) ; *Souchon* (*René*) (p. 6342).

Discussion des articles [27 novembre 1984] (p. 6347, 6377). [28 novembre 1984] (p. 6414).

Article 1er A (p. 6347) ; problème des zones de piémont ; amendement n° 11 de la commission (définition des zones de montagne) ; sous-amendement n° 155 de M. Jean-Paul Fuchs (référence au patrimoine naturel et culturel) ; sous-amendement n° 156 de M. Jean-Paul Fuchs (finalité de la politique de la montagne) ; sous-amendement n° 157 de M. Jean-Paul Fuchs (précisant que la politique de la montagne repose sur une démarche autonome de développement) ; sous-amendement n° 158 de M. Jean-Paul Fuchs (référence à l'emploi de l'épargne locale et à la définition des tarifs publics) ; amendement n° 171 du Gouvernement (définition des zones de montagne) (p. 6348) ; sous-amendement n° 155 : adopté ; sous-amendement n° 156 : adopté ; terme « d'autodéveloppement » (p. 6349) ; sous-amendement n° 157 : rejeté ; sous-amendement n° 158 : rejeté ; amendement n° 11, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 171 : devenu sans objet ; amendement n° 201 de M. Michel Cointat : devenu sans objet ;

— article 1er A, ainsi modifié : adopté.

Article 1er B : adopté.

Article 1er : amendement n° 12 de la commission (définition des zones de montagne) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (supprimant le mot « particulier » dans le 3e alinéa de cet article) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 14 de la commission (supprimant la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article après les mots « par décret ») (p. 6350) ; problème de la consultation des conseils généraux sur la délimitation des massifs ; adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 A : amendement n° 15 de la commission (de conséquence) ; amendement n° 159 de M. Jean-Paul Fuchs (même objet) ; terme « interactivités » ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 159 : devenu sans objet ; amendement n° 16 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport récapitulatif du montant des crédits affectés à la montagne (p. 6351) ; utilisation des fonds du F.I.D.A.R. : adopté ;

— article 4 A, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 17 de la commission (supprimant la 2e phrase du 2e alinéa de cet article) ; inclusion des fédérations de pêche et de chasse parmi les organismes représentés dans les comités de massifs : adopté ; amendement n° 18 de la commission (de conséquence) (p. 6352) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (élection d'une commission spécialisée pour émettre un avis sur les projets d'unités touristiques nouvelles) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (précisant que les frais de fonctionnement des comités de massifs incombent à l'Etat) ; amendement du Gouvernement (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 20 : devenu sans objet ;

— article 4, ainsi modifié : adopté (p. 6353).

Avant l'article 5 A : amendement n° 21 de la commission (intitulant le chapitre III : « du droit à la différence et à la solidarité nationale ») : adopté.

Article 5 A : amendement n° 22 de la commission (possibilité d'adapter à la spécificité de la montagne les dispositions de portée générale ainsi que celles relatives au développement économique et social) ; sous-amendement n° 160 de M. Jean-Paul Fuchs (précisant que les dispositions de portée générale peuvent être adaptées en tant que de besoin) : adopté ; amendement n° 22, ainsi modifié : adopté ;

— article 5 A, ainsi modifié : adopté (p. 6354).

Article 5 : amendement n° 23 de la commission (supprimant les mots « et le cas échéant des régions « dans l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 172 du Gouvernement (référence à l'élaboration du schéma d'aménagement régional dans les départements d'outre-mer) ; amendement n° 154 de M. Wilfrid Bertile (même objet) ; amendement n° 172 : retiré ; absence de comités de massifs dans les départements d'outre-mer ; amendement n° 154 : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *bis* : amendement n° 24 de la commission (référence au développement économique, social et sportif) : adopté ;

— article 5 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *ter* A (p. 6355) : amendement n° 25 de la commission (possibilités offertes par la pluriactivité) : adopté ;

— article 5 *ter* A, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *ter* : amendement n° 26 de la commission (possibilité de constituer des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière) ; extension du rôle de ces groupements en zone de montagne : adopté ;

— article 5 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *quater* : amendement n° 27 de la commission (possibilité pour le comité de proposer une adaptation aux conditions locales des prescriptions et des procédures techniques) : adopté ;

— article 5 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 173 du Gouvernement (p. 6356) (organisation des services publics en montagne) ; conférence départementale d'harmonisation : adopté ; amendement n° 28 de la commission : devenu sans objet ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *bis* : réservé.

Avant l'article 7 A : amendement n° 30 de la commission (transférant l'intitulé « section Ire : aménagement foncier » avant l'article 7) : adopté.

Article 7 A : amendement n° 31 de la commission (reconnaissant l'agriculture de montagne comme activité de base de la vie montagnarde) ; sous-amendement n° 161 de M. Jean-Paul Fuchs (référence à l'entretien du territoire) ; sous-amendement n° 62 de M. Jean-Paul Fuchs (diffusion des connaissance acquises) ; sous-amendement n° 163 de M. Jean-Paul Fuchs (référence aux secteurs qui n'ont pas de possibilité de production alternative) ; prise en compte des handicaps naturels de l'agriculture en montagne (p. 6157) ; sous-amendement n° 161 : rejeté ; sous-amendement n° 162 : adopté après rectification ; élevage et production laitière en montagne ; sous-amendement n° 163 : retiré ; amendement n° 31, ainsi modifié : adopté ;

— article 7 A, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : amendement n° 32 de la commission (supprimant les mots « en Conseil d'Etat » dans le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 132 de la commission (supprimant le mot « technique » dans le deuxième alinéa de cet article) ; désir de ne pas limiter l'objet du concours des S. A. F. E. R. : rejeté (p. 6358) ; amendement n° 33 de la commission (intervention des S. A. F. E. R. en matière de terres incultes ou manifestement sous-exploitées) : adopté ; amendement n° 203 de M. Georges Colin (référence aux institutions déclarées d'utilité publique ou associations agréées au titre de la production de la nature) ; conservatoires associatifs ; possibilité pour les S. A. F. E. R. de rétrocéder un pourcentage de terres acquises à des collectivités ou organismes publics ; rejeté ; amendement n° 34 de la commission (volonté d'éviter que les cessions des S. A. F. E. R. interdépartementales des zones de montagne ne privilégient trop certains départements) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 204 de M. Louis Besson (possibilité pour les coopératives agricoles et les sociétés d'intérêt collectif agricole d'être membres d'un groupement foncier agricole) (p. 6359) ; mise en vente d'alpages ; groupements fonciers agricoles ; adopté après rectification.

Article 8 : adopté.

Article 9 *bis* : supprimé par le Sénat.

Après l'article 9 *bis* : amendement n° 205 de M. Jean-Paul Fuchs (possibilité pour la commission communale d'aménagement foncier de demander au représentant de l'Etat de mettre en œuvre les procédures prévues) : déclaré irrecevable ; définition des zones à vocation agricole et à vocation forestière.

Article 10 (p. 6360) : amendement n° 35 de la commission (ramenant à deux ans la durée minimale d'inculture ou de sous-exploitation manifeste) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (référence à la valeur culturale similaire) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (référence à la raison de force majeure) : adopté ; amendement n° 206 de M. Jean-Paul Fuchs (composition de la commission départementale d'aménagement foncier) : rejeté ; amendement n° 213 de M. Jean-Paul Fuchs (précisant que le fonds en cause ne fait pas partie des biens dont le défrichement est soumis à autorisation) (p. 6361) ; rejeté ; amendement n° 176 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 177 du Gouvernement (de coordination) :

adopté ; amendement n° 38 de la commission (supprimant les mots « agréé par la commission départementale d'aménagement foncier ») : adopté ; amendement n° 39 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (possibilité pour le représentant de l'Etat d'autoriser un agriculteur à exploiter un fonds) ; sous-amendement n° 175 du Gouvernement (de rectification) ; priorité à l'agriculteur qui s'installe ou à l'exploitant agricole à titre principal (p. 6362) : adopté ; amendement n° 40, ainsi modifié : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 : amendement n° 178 du Gouvernement (supprimant les mots « de la chambre d'agriculture » au début de la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article) ; compétence du département en matière de financement des opérations d'aménagement foncier : adopté ; amendement n° 41 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 226 de M. Jean-Paul Fuchs (supprimant les mots « à l'exclusion des biens dont le défrichement est soumis à autorisation ») : rejeté ; amendement n° 42 de la commission (de conséquence) (p. 6363) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12, supprimé par le Sénat : amendement n° 43 de la commission (précisant que, dans les zones de montagne, la société d'aménagement foncier et d'établissement rural territorialement compétente, peut demander à bénéficier de l'autorisation d'exploiter) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Après l'article 12 : amendement n° 1 de M. Jean Brocard (possibilité pour les groupements de personnes propriétaires collectivement de biens et de droits agricoles pastoraux ou forestiers d'acquérir la personnalité morale) ; nécessité de moderniser la législation sur les indivisions (p. 6364) ; absence de qualification juridique de ces groupements : rejeté.

Article 13 : amendement n° 44 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *bis* : adopté.

Article 13 *ter* : adopté.

Article 14 (p. 6365) : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 147 de M. Augustin Bonrepaux (consultation des conseils municipaux ou commissions syndicales lorsqu'un projet est susceptible d'affecter l'exercice des droits d'usage sur des pâturages domaniaux) : adopté ; amendement n° 148 de M. Augustin Bonrepaux (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'autoriser l'Office national des forêts à passer des concessions pluriannuelles de pâturages) : adopté.

Article 15 A (p. 6366) : adopté.

Article 15 : amendement n° 227 de M. Jean-Jacques Benetière (de suppression) ; appellation « montagne » : adopté ; amendement n° 45 de la commission : devenu sans objet ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 15 *bis* : termes « d'appellation » et de « provenance » ; amendement n° 46 de la commission (produits susceptibles de bénéficier de l'appellation « montagne ») : adopté ;

— article 15 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *ter* : amendement n° 47 de la commission (usage du nom d'un massif, d'un sommet, d'une vallée ou d'un département situé en zone de montagne) : adopté ;

— article 15 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 16 (p. 6367) : amendement n° 48 de la commission (autorisation de l'autorité administrative) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : amendement n° 50 de la commission (mode de conclusion du bail) : adopté ; amendement n° 51 de la commission (priorité aux exploitants réalisant une installation bénéficiant de la dotation prévue par le décret du 17 mars 1981) ; amendement n° 164 de M. Jean-Paul Fuchs (priorité réservée aux habitants de la commune répondant aux conditions de capacité ou d'expérience professionnelle) (p. 6368) ; amendement n° 164 : retiré ; amendement n° 51 : adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *ter* : amendement n° 52 de la commission (institution d'un plan de chasse du grand gibier dans les zones de montagne) ; sous-amendement n° 179 du Gouvernement (avis du président de la fédération départementale des chasseurs) : adopté ; amendement n° 52, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 133 de M. Robert de Caumont (possibilité pour le commissaire de la République de limiter l'admission de nouveaux chasseurs dans les zones où la pression cynégétique risque de compromettre les grands équilibres naturels) ; A. C. C. A. (p. 6369) : retiré ;

— article 17 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *quater* : relations entre les C. U. M. A., les collectivités territoriales et les associations syndicales et foncières ; amendement n° 53 de la commission (possiblité pour les associations foncières et les associations syndicales de propriétaires fonciers de recourir aux services d'une C. U. M. A. pour la réalisation de travaux agricoles ou d'aménagement) ; sous-amendement n° 139 de M. Jean Brocard (rédactionnel) ; sous-amendement n° 231 de M. Louis Maisonnat (autorisant les associations foncières ou syndicales à adhérer à une C. U. M. A.) ; sous-amendement n° 229 de M. Louis Maisonnat (même objet) ; sous-amendement n° 230 de M. Jean Combasteil (rédactionnel) ; amendement n° 228 de M. Jean-Jacques Benetière (possibilité pour les associations foncières et les associations syndicales de propriétaires fonciers de recourir aux services d'une C. U. M. A. pour la réalisation de travaux agricoles après un appel d'offre suivi de réponse ne satisfaisant pas aux spécifications techniques et financières) (p. 6370) ; code des marchés publics ; arrêt du Conseil d'Etat rendant difficile l'intervention des C. U. M. A. pour les travaux de drainage au profit des collectivités publiques (p. 6371) ; sous-amendement n° 139 : rejeté ; sous-amendement n° 231 : rejeté ; sous-amendement n° 229 : rejeté ; sous-amendement n° 230 : rejeté ; amendement n° 53 : adopté ; amendement n° 228 : devenu sans objet ;

— article 17 *quater*, ainsi modifié : adopté (p. 6372).

Article 17 *quinquies* : amendement n° 54 de la commission (admettant à concourir aux marchés les entreprises agricoles exécutant, à titre accessoire, des travaux publics) ; amendement n° 3 de M. Jean Brocard (même objet) ; notion de personne physique et morale : rejetés ; amendement n° 2 de M. Michel Cointat (même objet) : rejeté ;

— article 17 *quinquies* : adopté.

Article 18 (p. 6377) : amendement n° 55 de la commission (supprimant le mot « économique » dans la deuxième phrase du dixième alinéa de cet article) : adopté.

— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 21 : amendement n° 56 de la commission (référence à la loi d'orientation des transports intérieurs) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 149 de M. Michel Inchauspé (répartition des redevances fiscales communales lorsque plusieurs communes font des investissements sur la même station de ski) : rejeté.

Article 23 (p. 6378) : amendement n° 180 du Gouvernement (de clarification) : rejeté ; amendement n° 140 de M. Jean Brocard (supprimant la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article après les mots « respectives des parties ») ; répartition des charges financières ; indemnisation des propriétaires pour les servitudes de passage des pistes de ski : rejeté ; amendement n° 141 de M. Jean Brocard (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) : rejeté ; amendement n° 142 de M. Jean Brocard (maintien en vigueur des autorisations et conventions antérieures en l'absence de mise en conformité ou de nouvelles conventions) ; amendement n° 181 du Gouvernement (même objet) (p. 6379) ; amendement n° 181 : adopté ; amendement n° 142 ; devenu sans objet ; amendements n° 142 et n° 143 de M. Jean Brocard (carence de l'autorité organisatrice) : devenus sans objet ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 : adopté.

Article 25 : amendement n° 57 de la commission (insérant au titre IV du code de l'urbanisme un chapitre V intitulé : « remontées mécaniques et aménagement de domaines skiables ») ; sous-amendement n° 233 de M. Louis Besson (compétence du représentant de l'Etat dans le département pour arrêter les

réserves et les prescriptions auxquelles pourra être subordonnée l'autorisation de mise en exploitation) (p. 6380) ; instruction des dossiers : retiré ; amendement n° 57 : adopté ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 25 *bis :* amendement n° 58 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 26 : amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 26 *bis :* amendement n° 182 du Gouvernement (complétant cet article par les mots « et de son article 9, 2e alinéa) ; dotation des régies de transport d'un régime spécifique dérogatoire du droit commun des régies : adopté ;

— article 26 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 27 (p. 6381) : amendement n° 60 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (supprimant la procédure de décret en Conseil d'Etat) : adopté ; amendement n° 234 de M. Claude Birraux (implantation en zone moyenne classée d'équipements complémentaires des remontées mécaniques) : rejeté ;

— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 : adopté.

Article 29 (p. 6382) : amendement n° 63 de la commission (modalités de fixation de l'indemnité d'expropriation) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 65 de la commission (précisant les conditions d'exercice du droit de délaissement) : adopté ;

— article 29 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *bis*, précédemment réservé : prise en compte du relief pour la diffusion et la réception des émissions de stations de radios locales privées ; amendement n° 174 du Gouvernement (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 29 de la commission (supprimant les mots « notamment des dérogations de puissance et des relais synchronisés sur la même fréquence ») (p. 6383) : adopté ; amendement n° 243 de M. Robert de Caumont (référence aux conventions internationales régissant l'attribution des fréquences) : adopté ;

— article 6 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 30 : amendement n° 241 du Gouvernement (protection sociale des travailleurs pluri-actifs) ;

— article 30 : réservé.

Avant l'article 33 *bis :* amendement n° 134 de M. Robert de Caumont (possibilité de déroger par des accords collectifs à la détermination des périodes de référence pour le décompte des heures supplémentaires et des repos compensateurs) (p. 6384) ; sous-amendement n° 239 de M. Louis Besson (consultation des organisations syndicales et professionnelles représentatives) ; sous-amendement n° 240 de M. Louis Besson (supprimant le mot « renouvelé ») ; nécessité de faire progresser la situation des pluri-actifs de droit privé : rejeté ; amendement n° 134 : rejeté après rectification.

Article 30 précédemment réservé : rappel des termes de l'amendement n° 241 du Gouvernement (p. 6385) ; mise en place de guichets uniques d'information et de conseil en faveur des travailleurs pluri-actifs : adopté ; amendement n° 66 de la commission : devenu sans objet ;

— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 33 *bis*, **supprimé par le Sénat :** amendement n° 67 de la commission (référence aux fonctionnaires nommés dans les emplois permanents saisonniers) ; amendement n° 242 du Gouvernement (fixation du nombre d'heures de services pris en compte pour déterminer les droits des intéressés) ; titularisation des personnes occupant, à titre intermittent, un emploi de saisonnier ; notion d'emploi permanent à temps non complet (p. 6386) ; amendement n° 242 : adopté ; amendement n° 67 : devenu sans objet ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 35 (p. 6387-6388) : évolution de la législation en ce qui concerne les biens sectionnaux ; *article L.* 151-3 *du code des communes* : amendement n° 183 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 4 de M. Maurice Adevah-Poeuf (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 214 de M. Robert de Caumont (supprimant la fin du 4e alinéa du texte proposé pour l'article L. 151-3 du code des communes après les mots « de la section ») : retiré ; amendement n° 68 de la commission (précisant que, lorsque le propriétaire est une personne morale, seul le représentant qualifié pour agir en son nom a le droit de vote) ; nécessité d'éviter la multiplicité des droits de vote lorsqu'une propriété sise sur le territoire d'une section commune appartient à une collectivité : rejeté ; *article L.* 151-4 *du code des communes :* amendement n° 191 du Gouvernement (de coordination) (p. 6389) : adopté ; *article L.* 151-5 *du code des communes :* amendement n° 184 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 69 de la commission (de simplification) : adopté ; *article L.* 151-6 *du code des communes :* amendement n° 5 de M. Maurice Adevah-Poeuf (précisant qu'en cas de désaccord le maire ne passe le contrat qu'après une nouvelle délibération du conseil municipal) : adopté ; *article L.* 151-7 *du code des communes :* amendement n° 70 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 6 de M. Maurice Adevah-Poeuf (cas où la commission syndicale ne se prononçant pas dans un délai raisonnable pourrait bloquer le fonctionnement de la procédure) : adopté ; amendement n° 71 de la commission (arbitrage du représentant de l'Etat en cas de désaccord entre le conseil municipal et la commission syndicale) : adopté ; *article L.* 151-9 *du code des communes :* amendement n° 186 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6390) ; amendement n° 7 de M. Maurice Adevah-Poeuf (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 72 de la commission (supprimant l'obligation pour chaque commune d'établir un état spécial retraçant le budget de la section lorsque la commission syndicale n'a pas été constituée) : adopté ; amendement n° 135 de M. Robert de Caumont (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 151-9 du code des communes) : retiré ; amendement n° 188 du Gouvernement (substituant au mot « également » les mots « au budget annexe de la section et » dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 151-9 du code des communes) ; application des règles de contrôle budgétaire fixées par la loi du 2 mars 1982 : adopté ; *article L.* 151-11 *du code des communes :* amendement n° 136 de M. Robert de Caumont (d'harmonisation) : rejeté ; *article L.* 151-12 *du code des communes :* amendement n° 8 de M. Maurice Adevah-Pœuf (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de M. Maurice Adevah-Poeuf (précisant que dans le délai de deux mois à compter de l'arrêté du transfert, le représentant de l'Etat dans le département porte ce transfert à la connaissance du public) : adopté ; *article L.* 151-13 *du code des communes :* amendement n° 73 de la commission (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'apprécier si la disparition d'une section est ou non opportune) (p. 6391) : adopté ; *article L.* 151-16 *du code des communes :* amendement n° 74 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 192 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 193 du Gouvernement (de précision) : adopté ; *article L.* 151-16 *du code des communes :* amendement n° 194 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 10 de M. Maurice Adevah-Poeuf (engagement de tout ou partie des biens de la section dans une association syndicale sur proposition du conseil municipal) : adopté ; amendement n° 195 du Gouvernement (de précision) : adopté ; *article L.* 151-19 *du code des communes :* amendement n° 75 de la commission (supprimant le texte proposé pour l'article L. 151-19 du code des communes) (p. 6392) ; retiré ; amendement n° 196 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 35 *bis :* amendement n° 197 du Gouvernement (fixant par décret en Conseil d'Etat la date d'entrée en vigueur de cet article) : rejeté ; amendement n° 198 du Gouvernement (de coordination) : devenu sans objet ; amendement n° 199 du Gouvernement (exercice des prérogatives de la commission syndicale par le conseil municipal dans l'hypothèse d'une carence de cette dernière) : rejeté.

— article 35 *bis* : adopté.

Article 35 *ter :* adopté (p. 6393).

Article 36 : indivisions entre communes (p. 6394) ; *article L.* 162-1 *du code des communes :* amendement n° 76 de la commission (création d'une personne morale de droit public pour gérer les biens ou les droits indivis possédés par plusieurs communes) ; sous-amendement n° 215 de M. André Tourné (substituant au mot « est » les mots « peut être ») ; situation dans les Pyrénées ; rejeté ; amendement n° 76 : adopté ; *article L.* 162-2 *du code des communes :* amendement n° 207 du Gouvernement (précisant que la commission syndicale et le syndic assurent l'administration et la mise en valeur des biens des droits indivis) : adopté ; amendement n° 77 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 78 de la commission (référence aux aux biens immobiliers et aux transactions qui s'y rapportent)

(p. 6395) ; adopté ; amendement n° 79 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 137 de M. Pierre Forgues (supprimant les mots « représentant au moins la moitié de la population totale de celle-ci » à la fin de la dernière phrase du 3e alinéa du texte proposé pour l'article L. 162-2 du code des communes) : adopté ; amendement n° 80 de la commission (répartition de l'excédent des recettes et des dépenses sur proposition de la commission syndicale) : adopté ; amendement n° 81 de la commission (supprimant les mots « après avis du conseil général » à la fin de la première phrase du 5e alinéa du texte proposé pour l'article L. 162-2 du code des communes) ; volonté de laisser aux communes la possibilité de se prononcer à l'unanimité sur le partage des excédents des recettes et des dépenses ; adopté ; *article L. 162-3 du code des communes :* amendement n° 82 de la commission (substituant aux mots « il peut être créé » les mots « il est créé ») ; rétablissement de la création d'un syndicat de communes sur proposition de la commission syndicale et décision à la majorité qualifiée des conseils municipaux ; rejeté ; amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) (p. 6396) ; adopté ; amendement n° 84 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 85 de la commission (de coordination) : adopté ; *article L. 162-4 du code des communes :* amendement n° 216 de M. Michel Inchauspé (supprimant le texte proposé pour l'article L. 162-4 du code des communes) : problème de la sortie de l'indivision ; rejeté ; amendement n° 86 de la commission (portant à six mois le délai accordé à la commission syndicale pour notifier un projet de définition de lot) : adopté ; amendement n° 87 de la commission (précisant que les frais d'expertise sont à la charge de la commune) : adopté ; amendement n° 88 de la commission (précisant que la commune qui a demandé son retrait reçoit la valeur de sa part lorsque l'attribution en nature compromet le fonctionnement ou l'équilibre financier de l'indivision) : adopté (p. 6397) ; amendement n° 208 du Gouvernement (insérant les mots « en l'absence de notification dans le délai de six mois mentionné au 1er alinéa ou », au début du 1er alinéa du paragraphe I du texte proposé pour l'article L. 162-4 du code des communes) : adopté ; amendement n° 89 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) ; adopté ; amendement n° 91 de la commission (obligation pour les communes de se constituer en groupement syndical forestier dans le cas où la demande de partage de biens indivis porte sur des bois, forêts ou terrains à boiser) : rejeté ; *après l'article L. 162-4 du code des communes :* amendement n° 209 du du Gouvernement (précisant que, lorsque le partage porte sur des biens à vocation pastorale ou forestière, les communes ont l'obligation de créer un établissement public) ; sous-amendement n° 244 de M. Michel Inchauspé (précisant que sont apportés aux mêmes établissements publics, les droits de chasse ou de pêche afférents aux mêmes biens) (p. 6398) ; adopté ; amendement n° 9, ainsi modifié : adopté ;

— article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 36 *bis :* amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 36 *bis :* adopté.

Article 37 A : adopté.

Article 37 : amendement n° 93 de la commission (consultation de la commission communale d'aménagement foncier dans toute commune où est décidée l'élaboration d'un plan d'occupation des sols) : adopté ; amendement n° 217 de M. Jean-Paul Fuchs : devenu sans objet ;

— article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 38 (p. 6399) : préservation des sites naturels ; *article L. 145-3 du code de l'urbanisme :* amendement n° 165 de M. Jean-Paul Fuchs (substituant aux mots « collectifs liés notamment » le mot « liés » dans la dernière phrase du paragraphe I du texte proposé pour l'article L. 145-3 du code de l'urbanisme) ; amendement n° 211 du Gouvernement (même objet) ; principe de la préservation des terres ; amendement n° 211 : retiré ; amendement n° 165 : adopté (p. 6400) ; amendement n° 218 de M. Jean-Paul Fuchs (recensement des terrains) : rejeté ; amendement n° 94 de la commission (de précision) : adopté ; *article L. 145-5 du code de l'urbanisme :* amendement n° 95 de la commission (autorisation des chalets destinés à l'exploitation agricole, pastorale ou forestière et des refuges ouverts au public) : adopté ; amendement n° 150 de M. Jean Prat (établissement d'un schéma directeur pour l'ensemble des communes riveraines d'un plan d'eau) ; amendement n° 166 de M. Jean-Paul Fuchs (même objet) ; protection des abords des plans d'eau ; amendement n° 166 : retiré ; amendement n° 150 : retiré (p. 6701) ; amendement n° 96 de la commission (insérant les mots « à titre exceptionnel » après les mots « pour permettre la délimitation ») : adopté ; amendement n° 210 du Gouvernement (élaboration du schéma directeur dans les conditions prévues au 2e alinéa de l'article L. 122-1-2) ; amendement n° 97 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 210 : adopté ; amendement n° 97 : devenu sans objet ; *article L. 145-7 du code de l'urbanisme :* amendement n° 98 de la commission (application directe des paragraphes II et III de l'article L. 145-3 du code de l'urbanisme) : adopté ; amendement n° 167 de M. Jean-Paul Fuchs (substituant aux mots « tels que » les mots « et notamment les ») : adopté ; amendement n° 152 de M. Robert de Caumont (référence aux gorges, grottes, glaciers et lacs) : adopté ; amendement n° 235 de M. Robert de Caumont (de coordination) : adopté ; *article L. 145-9 du code de l'urbanisme :* amendement n° 99 de la commission (extension du domaine skiable) : adopté ; amendement n° 100 de la commission (création d'une urbanisation ou d'un aménagement touristique en discontinuité avec les urbanisations) (p. 6402) : adopté ; amendement n° 101 de la commission (extension du domaine skiable aménagé) ; sous-amendement n° 219 de M. Robert de Caumont (substituant au mot « conditions » le mot « proportions ») ; amendement n° 145 de M. Jean Brocard (supprimant les mots « ou un renforcement significatif » dans le 5e alinéa du texte proposé pour l'article L. 145-9 du code de l'urbanisme) ; définition des renforcements significatifs des remontées existantes comme unité touristique nouvelle ; caractère absurde de l'autorisation spéciale de remplacement du matériel existant ; procédure U.T.N. ; sous-amendement n° 219 : rejeté ; amendement n° 101 : rejeté ; amendement n° 145 : retiré (p. 6403) ; amendement n° 102 de la commission (supprimant le 6e alinéa du texte proposé pour l'article L. 145-9 du code de l'urbanisme) : rejeté ; amendement n° 103 de la commission (supprimant le 7e alinéa du texte proposé pour l'article L. 145-9 du code de l'urbanisme) : rejeté ; *article L. 145-11 du code de l'urbanisme :* amendement n° 104 de la commission (de précision) : rejeté ; *article L. 145-12 du code de l'urbanisme :* amendement n° 105 de la commission (insérant les mots « du comité de massifs » après les mots « commission spécialisée ») : adopté ;

— article 38, ainsi modifié : adopté.

Article 39 : amendement n° 106 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 107 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40, supprimé par le Sénat : amendement n° 108 de la commission (portant à trois mois le délai prévu par le 2e alinéa de l'article L. 122-1-3 lorsqu'un schéma directeur comporte des dispositions relatives à la création d'une ou plusieurs unités touristiques nouvelles) (p. 6404) ; amendement n° 220 de M. Louis Besson (portant à trois mois le délai prévu lorsqu'il s'agit d'une zone de montagne) ; consultation de la commission spécialisée ; amendement n° 220 : retiré ; amendement n° 108 : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 40 *bis :* amendement n° 168 de M. Jean-Paul Fuchs (de suppression) : rejeté ;

— article 40 *bis :* adopté.

Article 42 : amendement n° 109 de la commission (interdisant les déposes de passagers à des fins de loisir dans les zones de montagne) : adopté ;

— article 42, ainsi modifié : adopté.

Article 43 : adopté.

Article 44 : amendement n° 212 du Gouvernement (prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme des zones de montagne) (p. 6405) : adopté ; amendements n° 110 et n° 111 de la commission : devenus sans objet ;

— article 44, ainsi modifié : adopté.

Article 45, supprimé par le Sénat : amendement n° 112 de la commission (refus ou réserve mise à l'autorisation d'exploitation) : rejeté ;

— cet article demeure donc supprimé.

Avant l'article 47 A : amendement n° 113 de la commission (insérant avant le chapitre Ier A, un chapitre 1er A A intitulé « du fonds interactivités pour l'autodéveloppement en montagne ») : réservé ; amendement n° 114 de la commission (mission du fonds interactivités pour l'autodéveloppement en montagne) ; amendement n° 236 de M. Robert de Caumont (même objet) ; amendement n° 236 : adopté ; amendement n° 114 : devenu sans objet (p. 6406) ; amendement n° 113 précédemment réservé : adopté.

Article 47 A : amendement n° 115 de la commission (précisant que l'existence en zone de montagne d'un équipement commercial ou d'un artisanat de services correspondant aux besoins courants présente un caractère d'intérêt général) : adopté ;

— article 47 A, ainsi modifié : adopté (p. 6407).

Article 47 B : amendement n° 116 de la commission (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur les conditions d'une adaptation de la loi Royer du 27 décembre 1973 dans les zones de montagne) (p. 6414) : adopté ;

— article 47 B, ainsi modifié : adopté.

Article 47 C : amendement n° 117 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 47 D : amendement n° 118 de la commission (de suppression) ; volonté du Sénat d'autoriser un représentant du comité de massif à participer aux délibérations de la commission départementale d'urbanisme commercial : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 47 E : amendement n° 119 de la commission (dépôt par le Gouvernement d'un rapport rendant compte des mesures prises par l'Etat en faveur des commerçants et artisans installés en zone de montagne) : adopté ;

— article 47 E, ainsi modifié : adopté (p. 6415).

Article 47 F : amendement n° 120 de la commission (de suppression) ; problème de l'énergie en zone de montagne : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 47 G : amendement n° 121 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 6416).

Article 47 H : amendement n° 122 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 47 : adopté.

Article 48 : amendement n° 123 de la commission (référence aux pistes et aux accès qui leur sont propres) ; sous-amendement n° 221 de M. Robert de Caumont (référence aux pistes, à leurs accès et aux parkings qui leur sont propres) ; utilisation du produit de la redevance pour l'accès aux pistes de ski de fond ; majoration de la dotation globale de fonctionnement dont bénéficient les stations ayant une forte clientèle journalière ; rejeté ; amendement n° 123 : rejeté ;

— article 48 : adopté.

Article 48 *bis :* adopté (p. 6417).

Avant l'article 49 : amendement n° 124 de la commission (intitulant le chapitre II : de la contribution du ski alpin au développement local en montagne) : adopté ;

— en conséquence, l'intitulé du chapitre II du titre IV est ainsi rédigé.

Article 51 : amendement n° 238 de M. Augustin Bonrepaux (précisant que si les remontées mécaniques sont exploitées par un groupement de communes, la taxe communale peut être instituée et perçue par ce groupement) : adopté ;

— article 51, ainsi modifié : adopté.

Article 52 : adopté.

Article 53 : amendement n° 125 de la commission (supprimant les mots « communaux et départementaux » à la fin du troisième alinéa de cet article) ; inadaptation de certaines routes nationales à l'écoulement du trafic touristique ; cas de La Tarentaise (p. 6418) : adopté ; amendement n° 126 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; problème de la constitution d'un fonds destiné au versement d'une contribution aux communes victimes d'une absence ou d'une insuffisance d'enneigement : adopté ; amendement n° 146 de M. Jean Brocard (indemnisation des servitudes instituées en application des articles 27 à 29) ; affectation possible du produit de la taxe sur les remontées mécaniques : adopté ;

— article 53, ainsi modifié : adopté.

Article 54 : nécessité d'encourager les mises en valeur par les collectivités territoriales de leurs ressources hydrauliques (p. 6419) ; microcentrales ; amendement n° 222 de M. Michel Inchauspé (de suppression) ; procédure de l'autorisation et procédure de l'utilité publique : rejeté ; amendement n° 202 de M. Michel Cointat (précisant qu'en zone de montagne les entreprises exploitées par des collectivités locales ou leur groupement peuvent être placées sous le régime de la concession) (p. 6420) : rejeté ; amendement n° 127 de la commission (objectif de développement économique local par les collectivités territoriales) ; encouragement de l'intervention des communes ; conditions techniques d'aménagement et de fonctionnement des centrales électriques ; objectif de développement de la montagne (p. 6421) ; microcentrales : rejeté ;

— article 54 : adopté.

Article 55 : amendement n° 128 de la commission (complétant la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots « selon des modalités déterminées par décret ») : adopté ;

— article 55, ainsi modifié : adopté (p. 6422).

Article 55 *ter :* amendement n° 138 de la commission (précisant que les parcs nationaux situés dans les massifs de montagne constituent des cadres d'expérimentation de la politique de développement et de protection de la montagne) ; priorité au développement (p. 6423) ; contrats « montagne-environnement » : adopté ;

— article 55 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 55 *quater* **A :** amendement n° 129 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 55 *quater* A, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 55 *quater* **A :** amendement n° 223 de M. Robert de Caumont (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur les assouplissements qui pourront être apportés aux règles de l'encadrement du crédit dans les zones de montagne) ; suppression de l'encadrement à compter du 1er janvier 1985 et instauration d'un système reposant sur la constitution de réserves obligatoires (p. 6424) : retiré ; amendement n° 223 repris par M. Michel Inchauspé : rejeté.

Article 55 *quinquies :* amendement n° 224 de Mme Odile Sicard (précisant que les plans d'urgence doivent délimiter la zone géographique d'intervention) ; organisation des secours en montagne (p. 6425) : retiré ;

— article 55 *quinquies :* adopté.

Article 55 *sexies :* consultation du conseil national des activités physiques et sportives et du conseil supérieur des sports de montagne lors de l'élaboration du décret fixant la liste des activités pour lesquelles les communes peuvent exiger le remboursement des frais de secours ;

— article 55 *sexies :* adopté.

Après l'article 55 *sexies :* amendement n° 151 de M. Michel Barnier (précisant que les personnels recrutés pour assurer la sécurité et les secours sur les domaines skiables doivent être titulaires du brevet national de pisteur secouriste) (p. 6426) : rejeté.

Article 55 *septies :* amendement n° 130 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Avant l'article 56 : amendement n° 225 de M. Robert de Caumont (complétant l'intitulé du titre V par les mots « et rapport annuel ») : réservé.

Article 56 : adopté.

Après l'article 57 : amendement n° 245 du Gouvernement (avis de la commission départementale et d'aménagement foncier sur l'opportunité d'engager une mise en demeure) (p. 6427) ; nécessité de moderniser les procédures de récupération des terres en friche dans les départements d'outre-mer : adopté après rectification ; amendement n° 170 de M. Wilfrid Bertile (référence au tribunal paritaire des baux ruraux) (p. 6428) : adopté ; amendement n° 131 de la commission (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur l'application de la présente loi) ; spécificité des problèmes montagnards ; droit à la différence ; rappel des termes de l'amendement n° 225 précédemment réservé : adopté.

Seconde délibération du projet de loi (p. 6429).

Article 35 *bis* (p. 6429) ; amendement n° 1 du Gouvernement indiquant que les prérogatives de la commission syndicale sont exercées par le conseil municipal en cas de carence de cette dernière) : adopté ;

— article 35 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 6430).

Abstention du groupe R. P. R. : *Inchauspé (Michel)* (p. 6431).

Abstention du groupe U. D. F. : *Brocard (Jean)* (p. 6431).

Autodéveloppement : *Brocard (Jean)* (p. 6431) ; *Inchauspé (Michel)* (p. 6431) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 6431).

Démographie dans les régions de montagne : *Tourné (André)* (p. 6430).

Fonds interactivités pour le développement de la montagne : *Souchon (René)* (p. 6432).

Vote positif du groupe socialiste : *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 6431).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [19 décembre 1984] (p. 7234).

Coopératives d'utilisation de matériel agricole (C. U. M. A.) : *Souchon (René)* (p. 7235).

Commission mixte paritaire (succès de la —) : *Caumont (Robert de)* (p. 7234).

Objectifs de ce texte : *Caumont (Robert de)* (p. 7235).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 7235 à 7247).

Explications de vote (p. 7247).

Abstention des groupes R. P. R. et U. D. F. : *Brocard (Jean)* (p. 7247-7250).

Autodéveloppement : *Brocard (Jean)* (p. 7247) ; *Besson (Louis)* (p. 7248-7249).

Coopératives d'utilisation du matériel agricole (C. U. M. A.) : *Maisonnat (Louis)* (p. 7248).

Travail saisonnier : *Brocard (Jean)* (p. 7247) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 7248) ; *Besson (Louis)* (p. 7249) ; *Souchon (René)* (p. 7250).

Vote positif du groupe socialiste : *Massot (François)* (p. 7248).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 7250).

AMEUBLEMENT

1. — Rapport d'information déposé par M. Roger Duroure en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur l'**industrie française du meuble (n° 2307)** [24 juillet 1984].

AMEUBLEMENT (industrie de l' —).

Voir *Questions orales sans débat* **642.**

AMOCO CADIZ

Voir *Calamités et catastrophes naturelles.*

AMREP (groupe).

Voir *Questions au Gouvernement* **968.**

ANABOLISANTS

Voir *Pharmacie* **7.**

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

12. — Proposition de loi n° 2156 tendant à accorder le **bénéfice de la campagne double** aux fonctionnaires et assimilés **anciens combattants en Afrique du Nord.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1984 par M. Roland Renard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

13. — Proposition de loi n° 2293 tendant à accorder le **bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord.** — *Assemblée nationale* (premlère lecture), dépôt le 30 juin 1984 par M. Pierre Mauger et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ANIMAUX

4. — Proposition de loi n° 1254 tendant à renforcer la **protection des animaux.** — *Assemblée nationale* (première lecture), rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Serge Charles (11 octobre 1984).

5. — Proposition de loi n° 1691 sur le **dressage des chiens.** — *Assemblée nationale* (première lecture), rapporteur : M. Henry Delisle (12 avril 1984).

6. — Proposition de loi n° 2553 tendant à renforcer la **protection animale** et complétant la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 20 décembre 1984 par M. Roland Nungesser. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Expériences sur les —

Voir *Questions orales sans débat* **582.**

APPAREILS AUTOMATIQUES

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 12.

APPELLATIONS D'ORIGINE

Voir *Boissons et alcools* **11.**

AQUACULTURE

Voir *Poissons, produits d'eau douce et de la mer* **2.**

ARMEE DE L'AIR

Accident d'avion militaire à Colmar.

Voir *Questions au Gouvernement* **961.**

ARMEMENT MARITIME

Cas des petits et moyens chantiers.

Voir *Questions au Gouvernement* **833.**

ARMENIE

Voir *Edition imprimerie et presse* **8**, article **9.**

ARMENIE (génocide)

Commémoration du —

Voir *Questions au Gouvernement* **882.**

ARMES BACTERIOLOGIQUES ET CHIMIQUES

Voir *Traités et conventions* **99.**

ARMES ET MUNITIONS

2. — Projet de loi n° 2523 relatif à la **publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 décembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Police* **6.**

— réglementation

Voir *Questions au Gouvernement* **941.**
Questions orales sans débat **722.**

ARTISANAT ET ARTISANS

Retraite à soixante ans.

Voir *Sécurité sociale* **17.**

ARTISTES (protection sociale des —).

Voir *Questions au Gouvernement* **862.**

ASSEMBLEE NATIONALE

Documents déposés sur le bureau de l'—

31. — **Rapport** complémentaire sur **l'application des articles 13 à 20 de la loi de finances rectificative pour 1982** (n° 82-540 du 28 juin 1982 [2 avril 1984] (p. 1053).

32. — **Rapport** annuel du **comité du contentieux fiscal,** douanier et des changes [13 avril 1984] (p. 1631).

33. — **Rapport** du Premier ministre sur la **taxe d'habitation** (application de l'article 22 de la loi de finances rectificative pour 1982, n° 82-540 du 28 juin 1982) [9 mai 1984] (p. 2189).

34. — **Rapport** du Premier ministre sur l'exécution, en 1983, de la loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980 complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une **dotation globale de fonctionnement** versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [9 mai 1984] (p. 2190).

35. — **Rapport** bisannuel du Premier ministre sur les mesures prises dans la **fonction publique de l'Etat** pour assurer l'application du principe d'**égalité des sexes** [18 juin 1984] (p. 3458).

36. — **Rapport** de la **Cour des comptes** au titre de l'année 1984 [28 juin 1984] (p. 3803).

Liens entre le Parlement et la Cour des comptes : *Goux (Christian)* (p. 3803).

Missions de la Cour des comptes (accroissement des —) : *Goux (Christian)* (p. 3804).

37. — **Rapport de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations** sur les opérations de cet établissement en 1983 [30 juin 1984] (p. 3949).

38. — **Rapport** du Premier ministre sur le contrôle *a posteriori* des actes des **collectivités locales** et des établissements publics locaux [30 juin 1984] (p. 3949).

39. — **Rapport** du Premier ministre sur l'**exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel** (1984-1988) [31 juillet 1984] (p. 4258).

40. — **Rapport** du Premier ministre sur la **situation démographique de la France** [23 août 1984] (p. 4315).

41. — **Rapport de gestion de l'Office national des forêts** pour l'année 1983 [23 août 1984] (p. 4315).

42. — **Rapport sur l'activité du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C. N. A. S. E. A.)** et l'utilisation des crédits qui lui sont confiés pour l'année 1983 [23 août 1984] (p. 4315).

43. — **Rapport** annuel de la **Haute Autorité de la communication audiovisuelle** [10 octobre 1984] (p. 4608).

44. — **Rapport** du Premier ministre sur l'installation en France de **médecins originaires des autres Etats membres de la Communauté économique européenne** [29 octobre 1984] (p. 5382).

45. — **Rapport** du Premier ministre sur l'application de l'article 3 de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à **Mayotte,** pour la période du 1er novembre 1983 au 31 octobre 1984 [29 octobre 1984] (p. 5446).

46. — **Rapport** du Premier ministre sur le Fonds national pour le développement du **sport-gestion** 1983 [15 novembre 1984] (p. 6181).

Voir *Débats parlementaires.*

Amendements (dépôt des —).

Voir *Rappels au règlement* **257.**

Amendements (discussion des —).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 8 ; article 10.

Amendements (recevabilité des —).

Voir *Lois de finances* **9,** deuxième partie, Urbanisme, logement et transports. — I. — Urbanisme et logement.

Commissions (rapports des —).

Voir *Rappels au règlement* **218, 266.**

Commissions d'enquête et de contrôle.

Voir *Automobiles et cycles* **4.**
Etat civil **6.**
Minerais et métaux **2.**
Ordre public **7.**
Pétroles et produits raffinés **5,6.**
Politique économique et sociale **7.**
Politique extérieure **10.**
Pollution et nuisances **4.**

Explications de vote.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article **4.**

Incidents de séance.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** discussion générale ; avant l'article 1er.

Partage égal des voix.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 10.

Président de séance.

Voir *Rappels au règlement* **256, 261.**

Réforme du règlement.

Voir *Parlement* **17.**

Règlement de l'—

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article **1er.**

Réorganisation des services de l' —

Voir *Rappels au règlement* **367, 368.**

Répartition des temps de parole.

Voir *Rappels au règlement* **322, 323.**

Sessions extraordinaires.

Voir *Rappels au règlement* **196, 197, 204, 213, 225.**

Suspension de séance.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 10 ; article **20.**
Rappels au règlement **210.**

Vérification du quorum.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8** ; deuxième lecture, avant l'article 1er, p. 3988 et p. 3998.
Rappels au règlement **238, 245, 246, 247, 248, 292.**

ASSISTANCE PUBLIQUE

Voir *Enfants* **9.**

ASSISTANTES MATERNELLES

Voir *Sécurité sociale* **20.**

ASSOCIATION « CULTURE DANS LA VILLE »

Voir *Questions orales sans débat* **668.**

ASSOCIATIONS DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE FORMATION (A. M. O. F.)

Voir *Sécurité sociale* **20.**

ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS

9. — **Proposition de résolution n° 1961** tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner la **gestion de la « mission laïque française ».** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 24 janvier 1984 par M. Georges Mesmin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (2 février 1984). — Rapport n° **2059** (25 avril 1984).

10. — **Proposition de loi n° 1971** tendant à habiliter les **associations constituées pour la défense des intérêts du quart monde** à exercer l'action civile. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 février 1984 par M. Pierre Bas et

plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (5 avril 1984).

11. — Proposition de loi n° 2090 visant à réduire le **taux des cotisations sociales en faveur du mouvement associatif.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 mai 1984 par M. Adrien Zeller. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. — Proposition de loi n° 2294 tendant à accorder aux **associations éditant une publication propre** des facilités pour l'inscription à la commission paritaire des publications et agences de presse. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1984 par M. Adrien Zeller. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

13. — Proposition de loi n° 2295 tendant à accorder une aide financière aux **associations sportives.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1984 par M. Adrien Zeller. Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions orales sans débat* **646.**

Fiscalité des dons aux —

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), après l'article 2.

ASSURANCE AUTOMOBILE

Voir *Circulation routière* **8.**

ASSURANCE DE GARANTIE DES SALAIRES

Voir *Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens* **5, 6.**

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE

Transport d'enfants dans un centre médico-socio-psychologique

Voir *Questions orales sans débat* **567.**

ASSURANCES

5. — Projet de loi n° 2427 améliorant l'information des assurés et la transparence des **contrats d'assurance-vie et de capitalisation.** — *Sénat* (première lecture), n° **23** (1984-1985), dépôt le 12 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport n° **53** (1984-1985) (31 octobre 1984). — Discussion le 13 novembre 1984. Adoption le 13 novembre 1984. — Projet de loi n° **27** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2427,** dépôt le 14 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (22 novembre 1984). — Rapport n° **2492** (12 décembre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. Rapporteur pour avis : M. Raymond Douyère (15 novembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **742.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7296) :

Assurance-vie (faible extension de ce secteur) : *Richard* (*Alain*) (p. 7296) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 7297).

Démarchage à domicile : *Richard* (*Alain*) (p. 7296).

Droits des assurés : *Douyère* (*Raymond*) (p. 7297) ; *Labarrère* (*André*) (p. 7298-7299) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 7301).

Epargne des particuliers : *Douyère* (*Raymond*) (p. 7297-7298-7301) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 7299-7301).

Intérêts moratoires : *Richard* (*Alain*) (p. 7296-7297) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 7297).

Particularisme de l'Alsace-Lorraine : *Malgras* (*Robert*) (p. 7300-7301).

Régime fiscal applicable : *Douyère* (*Raymond*) (p. 7298-7301) : *Jans* (*Parfait*) (p. 7299-7301).

Secteur des assurances (poids économique du —) : *Douyère* (*Raymond*) (p. 7297).

Système de financement des retraites : *Jans* (*Parfait*) (p. 7299-7300) ; Labarrère (André) (p. 7301).

Discussion des articles [20 décembre 1984] (p. 7302).

Titre Ier : dispositions relatives aux assurances sur la vie :

Article 1er (*précisant que les polices d'assurances doivent faciliter l'exercice de la faculté de renonciation*) : amendement n° **14** de la commission (précisant qu'en cas de réserves ou de modifications essentielles à l'offre originelle un nouveau délai de trente jours court à compter de la réception par l'assureur de l'acceptation écrite par le souscripteur de ces réserves ou modifications) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission des finances (supprimant le mot « ouvrables » à la fin du paragraphe II de cet article) : adopté ; amendement n° 2 de la commission des finances (montant des intérêts moratoires) (p. 7302) : adopté ; amendement n° 3 de la commission des finances (portant au 1er janvier 1986 la date d'application de la loi) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*abrogeant l'article L. 132-5 du code des assurances*) : amendement n° 4 de la commission des finances (de coordination) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*obligation pour l'assureur de communiquer chaque année au contractant le montant de la valeur de rédaction du contrat, pendant la période où sont payées les primes*) : amendement n° 15 de la commission (modalités de calcul de la valeur de réduction et de la valeur de rachat) : adopté ; amendements n° 5 et n° 6 de la commission des finances : devenus sans objet (p. 7303) ;

— article 3 : adopté.

Article 4 (*obligation pour l'assureur de communiquer chaque année au contractant le montant des capitaux garantis, pendant la période où sont payées les primes*) : amendement n° 16 de la commission (obligation pour l'assureur de communiquer au contractant les montants respectifs de la valeur de rachat, de la valeur de réduction des capitaux garantis et de la prime de contrat) : adopté ; amendement n° 7 de la commission des finances : devenu sans objet ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*fixation par décret de l'indemnité maximale susceptible d'être retenue par l'assureur en cas de rachat*) : amendement n° 17 de la commission supprimant le paragraphe II de cet article) : adopté ; amendement n° 8 de la commission des finances : devenu sans objet ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*précisant que l'assureur ne peut refuser la réduction ou le rachat lorsque* 15 *p.* 100 *des primes ou cotisations ont été versées*) : amendement n° 9 de la commission des finances (de coordination) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté (p. 7304).

Article 7 : adopté.

Titre II : dispositions relatives au contrat de capitalisation :

Article 8 (*obligation de l'entreprise de capitalisation de verser à la demande du contractant la valeur de rachat du contrat dans un délai qui ne peut excéder deux mois*) : amendement n° 10 de la commission des finances (d'harmonisation) : adopté après rectification ; amendement n° 11 de la commission des finances (de coordination) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 supprimé par le Sénat : (dénonciation du contrat de capitalisation) amendement n° 12 de la commission des finances (précisant que toute personne physique qui a souscrit un contrat de capitalisation a la faculté de le dénoncer par lettre recommandée) ; sous-amendement n° 18 de la commission (de précision) ; sous-amendement n° 19 de la commission (de précision) (p. 7305) ; sous-amendement n° 18 : rejeté ; sous-amendement n° 19 : adopté ; amendement n° 12, ainsi modifié : adopté ;

— L'article 9 est ainsi rétabli.

Article 10 (*obligation pour l'entreprise de capitalisation de communiquer au contractant, outre la valeur de rachat, le montant du capital au terme de la cotisation*) : amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 de la commission des finances (de coordination) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Titre III : dispositions diverses :

Article 11 (*conditions d'octroi de l'agrément*) : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 22 de la commission (obligation pour l'assureur d'informer l'assuré, préalablement à la conclusion du contrat, que les parties peuvent par simple déclaration de leur volonté se soustraire à l'application de la loi locale) ; amendement n° 23 de M. Robert Malgras (même objet) (p. 7306) : adoptés.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7307).

— Maritimes.

Voir *Transports maritimes* **2.**

ASSURANCE VIEILLESSE : GENERALITES

11. — Proposition de loi n° 2021 tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 83-430 du 31 mai 1983 portant diverses **mesures relatives aux prestations de vieillesse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Xavier Deniau. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. — Proposition de loi n° 2318 tendant à aligner les **cotisations de sécurité sociale des préretraités sur celles des retraités.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 31 juillet 1984 par M. Marc Lauriol. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

13. — Proposition de loi n° 2382 tendant à assurer la **garantie des engagements vis-à-vis des préretraités.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 18 octobre 1984 par M. Jean Foyer. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Capitalisation ou répartition.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **15.**

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIME DES FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

12. — Proposition de loi n° 2296 tendant à compléter l'article L. 24-1 du code des pensions civiles et militaires de retraite afin que les **fonctionnaires de sexe masculin, veufs, ayant certaines charges de famille,** puissent bénéficier de la **pension civile** avec jouissance immédiate. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1984 par M. Serge Charles. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

13. — Projet de loi n° 2397 modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la **cessation d'activité des fonctionnaires** et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984.

Sénat (première lecture), n° **22** (1984-1985), dépôt le 12 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **45** (1984-1985) (24 octobre 1984). — Discussion le 30 octobre 1984. — Adoption le 30 octobre 1984. — Projet de loi n° **11** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2397,** dépôt le 31 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Charles Metzinger (20 novembre 1984). — Rapport n° **2422** (14 novembre 1984). — Discussion le 20 novembre 1984. — Adoption le 20 novembre 1984. — Projet de loi n° **688.**

Loi n° 84-1050 du 30 novembre 1984 publiée au *Journal officiel* du 1er décembre 1984 (p. 3683).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 novembre 1984] (p. 6206).

Cessation progressive d'activité : *Metzinger* (*Charles*) (p. 6206).

Bénéficiaires de cette mesure : *Metzinger* (*Charles*) (p. 6206) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 6207).

Emploi (conséquences sur l' —) : *Metzinger* (*Charles*) (p. 6206).

Fonction publique (critiques à l'encontre de la —) : *Le Garrec* (*Jean*) (p. 6207).

Fonction publique (effectifs de la —) : *Le Garrec* (*Jean*) (p. 6207).

Discussion des articles [20 novembre 1984] (p. 6207).

Article 1er (*fixation au 31 décembre 1985 du délai d'application de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif*) : adopté.

Article 2 (*fixation au 31 décembre 1985 de la durée d'application de l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif*) (p. 6207) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6208).

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIME GENERAL

Pensions d' — des mères d'enfants handicapés.

Voir *Questions orales sans débat* **735.**

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIMES AUTONOMES ET SPECIAUX

Régime des mines.

Voir *Pétitions* **237.**

ATTENTATS

— à Carcassonne.

Voir *Questions au Gouvernement* **1113.**

— d'Action directe.

Voir *Questions au Gouvernement* **1048.**

— du Drakkar.

Voir *Questions au Gouvernement* **1075.**

AUDINOT (André)

Voir *Edition, imprimerie, et presse* **8,** article 25.

AUDIOVISUEL

4. — Projet de loi n° 2144 modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle** et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication. — Urgence déclarée le 12 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Schreiner (24 mai 1984). — Rapport n° 2173 (6 juin 1984). — Discussion le 12 juin 1984. — Adoption le 12 juin 1984. — Projet de loi n° **597.**

Sénat (première lecture), n° **380** (1983-1984), dépôt le 13 juin 1984. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean Cluzel. — Rapport n° **414** (1983-1984) (21 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption le 26 juin 1984. — Projet de loi n° **148** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).
Bureau [*J. O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire), rapporteur : M. Bernard Schreiner. — Rapport n° **2255** (27 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire), rapporteur : M. Jean Cluzel. — Rapport n° **440** (1983-1984) (27 juin 1984).
La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2248,** dépôt le 27 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Schreiner. — Rapport n° **2259** (28 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption avec modification le 28 juin 1984. — Projet de loi n° **640.**

Sénat (deuxième lecture), n° **452** (1983-1984), dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean Cluzel. — Rapport n° **453** (1983-1984) (28 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption avec modifications le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **167** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2277**, dépôt le 29 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Schreiner. — Rapport n° **2279** (29 juin 1984). — Discussion le 30 juin 1984. — Adoption définitive le 30 juin 1984. — Projet de loi n° **656.**

Saisine du Conseil constitutionnel le 2 juillet 1984 (article 61, alinéa 2, de la Constitution). Décision le 25 juillet 1984 (*J. O.* du 28 juillet 1984) (p. 2492) : conforme en totalité.

Loi n° 84-742 du 1er août 1984 publiée au *Journal officiel* du 2 août 1984 (p. 2548).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 juin 1984] (p. 3227-3237).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Madelin : *Madelin (Alain)* (p. 3232-3233-3234) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3237-3238-3239-3240) ; rejetée au scrutin public (p. 3241).

Agences d'informations sonores : *Schreiner (Bernard)* (p. 3231) ; *Madelin (Alain)* (p. 3233-3234) ; *Billon (Alain)* (p. 3248).

Audience (évolution de l' —) : *Billon (Alain)* (p. 3247-3248).

Câble : *Madelin (Alain)* (p. 3233) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3254).

« Commission Holleaux » : *Schreiner (Bernard)* (p. 3228).

Communication audiovisuelle (position de la droite) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3239-3240) ; *Hage (Georges)* (p. 3241-3242) ; *Billon (Alain)* (p. 3245).

Conseil constitutionnel (décisions relatives au projet de loi) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3238-3239).

Fonds de soutien à l'expression radiophonique locale : *Schreiner (Bernard)* (p. 3230) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3231-3254) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3239) ; *Hage (Georges)* (p. 3243) ; *Billon (Alain)* (p. 3246).

Fréquences (répartition des —) : *Schreiner (Bernard)* (p. 3229) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3231) ; *Madelin (Alain)* (p. 3233) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3240) ; *Hage (Georges)* (p. 3242) ; *Aubert (Frgnçois d')* (p. 3249) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3251) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3252).

Haute Autorité de l'audiovisuel (missions de la —) : *Schreiner (Bernard)* (p. 3228-3229).

Loi du 29 juillet 1982 (bilan) : *Hage (Georges)* (p. 3242).

Loi du 29 juillet 1982 (difficultés d'application) : *Schreiner (Bernard)* (p. 3229) ; *Madelin (Alain)* (p. 3232).

Marché publicitaire : *Schreiner (Bernard)* (p. 3230) ; *Billon (Alain)* (p. 3246-3247) ; *Aubert (François d')* (p. 3249) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3253) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3255).

Monopole de radiodiffusion : *Schreiner (Bernard)* (p. 3228) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3231) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3238-3239) ;

Pays étrangers (situation des radios locales) : *Billon (Alain)* (p. 3247).

Presse régionale : *Schreiner (Bernard)* (p. 3228) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 3250, 3251).

Programmes propres d'information : *Madelin (Alain)* (p. 3233-3234) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3238-3240) ; *Billon (Alain)* (p. 3248) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3253).

Radio-France : *Aubert (François d')* (p. 3249) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3251).

Radios locales (indépendance des —) : *Hage (Georges)* (p. 3242).

Radios locales (modes de financement) : *Schreiner (Bernard)* (p. 3229-3230) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3233) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3239) ; *Hage (Georges)* (p. 3243) ; *Billon (Alain)* (p. 3246).

Radios locales (statut juridique) : *Schreiner (Bernard)* (p. 3229) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3231) ; *Hage (Georges)* (p. 3243) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3244) ; *Aubert (François d')* (p. 3250) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 3250) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 3252) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3253).

Radios locales (variété des —) : *Schreiner (Bernard)* (p. 3229) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3240) ; *Billon (Alain)* (p. 3247).

Régies publicitaires : *Schreiner (Bernard)* (p. 3230) ; *Billon (Alain)* (p. 3248).

Régions frontalières : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3252) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3254).

Radios locales (indépendance des —) : *Hage (Georges)* (p. 3241) ; *Billon (Alain)* (p. 3248) ; *Aubert (François d')* (p. 3249) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 3253).

Sanctions (régime des —) : *Schreiner (Bernard)* (p. 3229) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3232) ; *Madelin (Alain)* (p. 3233) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3238) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3244) ; *Billon (Alain)* (p. 3246) ; *Aubert (François d')* (p. 3250) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3251) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3255).

Satellite : *Madelin (Alain)* (p. 3233) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3244) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3244) ; *Aubert (François d')* (p. 3249).

Service public (nécessité du —) : *Hage (Georges)* (p. 3242).

Télévisions libres : *Madelin (Alain)* (p. 3233) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 3254).

T. D. F. : *Aubert (François d')* (p. 3249).

Transparence : *Montergnole (Bernard)* (p. 3250).

Discussion des articles [12 juin 1984] (p. 3260).

Article 1er (*régime juridique des services locaux de radiodiffusion sonore par voie hertzienne*) ; mécanisme d'aide aux associations ; ressources de Radio-France ; dévolution de biens (p. 3260) ; définition du service local ; limitation de la participation des collectivités locales et des personnes de droit privé au financement des services locaux ; fonds de soutien ; attribution des fréquences (p. 3261) ; amendement n° 24 de M. Michel Péricard (supprimant la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 81 de la loi du 29 juillet 1982) ; zone de trente kilomètres : rejeté ; amendement n° 8 de M. François d'Aubert (définissant le service local par un rayon de quarante kilomètres) (p. 3262) ; portée des radios locales libres et des radios locales publiques : rejeté ; amendement n° 9 de M. François d'Aubert (publication chaque année au *Journal officiel* du plan de fréquence utilisable pour les services locaux de radiodiffusion) ; transparence de Télédiffusion de France ; rapports entre la Haute Autorité et T.D.F. (p. 3263) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 37 de M. Georges Hage (référence au caractère progressif du prélèvement) : retiré (p. 3264) ; amendement n° 10 de M. François d'Aubert (exclusion des stations de radiodiffusion locales de ce prélèvement) ; publicité sur F.R. 3 ; cas de Radio Gilda ; financement du marché publicitaire : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (programmation de messages rémunérés) ; notion d'action collective ou d'intérêt général (p. 3265) : adopté ; rappel au règlement de M. Alain Madelin ; amendement n° 11 de M. François d'Aubert (exclusion de la publicité provenant des ministères) ; importance des fonds gérés par le ministère de la formation professionnelle et des fonds de promotion qui transitent par des agences de publicité : rejeté ; amendement n° 12 de M. François d'Aubert (supprimant les mots « ou indirectement » dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 81 de la loi du 29 juillet 1982) (p. 3266) ; cas des radios à statut associatif ; transparence des fonds publics : rejeté ; amendement n° 25 de M. Michel Péricard (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 81 de la loi du 29 juillet 1982) ; droit des associations ; contrôle de la participation des personnes de droit privé ; compétence de la Haute autorité (p. 3267) ; existence de transparence ; ordonnance de 1944 sur la presse : rejeté ; amendement n° 36 de M. François d'Aubert (impossibilité pour les entreprises de presse de participer financièrement aux services locaux de radiodiffusion sonore sauf si ces derniers sont exploités par une société) ; relations entre la presse et les radios locales (p. 3268) ; entreprises multimedias ; droit pour chaque association de pouvoir développer un projet radiophonique nouveau : rejeté ; amendement n° 14 de M. François d'Aubert (limitation de la participation des entreprises de presse à la moitié des charges d'équipement et de fonctionnement) ; entreprises multimedias ; relations entre les entreprises de presse et les radios locales : rejeté ; amendement n° 39 de M. Georges Hage (impossibilité pour une même personne de droit privé de contribuer au financement de plus d'un service local de radiodiffusion) ; lutte contre la constitution de réseaux (p. 3269) : retiré ; amendement n° 15 de M. François d'Aubert (obligation pour tout service de radiodiffusion sonore à modulation de fréquence de faire l'objet d'une autorisation délivrée par la Haute autorité) ; Radio Monte Carlo ; distinction entre une société multimedias et un réseau ; répartition des compétences entre la Haute autorité et le Gouvernement en matière d'autorisation des services de communication audiovisuelle : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*articles 81-1 et 81-2 de la loi du 29 juillet 1982 : procédure en cas d'option pour un financement comportant des ressources publicitaires*) (p. 3270) ; changement de statut des radios locales ; problème de la fin du fonds de soutien ; problème du statut de l'information fournie par les collectivités locales, parties prenantes dans les radios privées ; contrôle sur la nature de la programmation ; amendement n° 4 de la commission substituant aux mots « du dépôt de cette déclaration » les mots « de la réception de cette déclaration par ») ; modification des conditions de l'aide du fonds de soutien ; protocole d'accord conclu entre les municipalités et les radios (p. 3271) ; contrôle exercé sur une association se décidant à faire appel à la publicité : adopté ; amendement n° 27 de M. Michel Péricard (substituant aux mots « solliciter une nouvelle autorisation auprès de » les mots « en faire la déclaration à ») ; obligation pour toute association qui choisit de recourir à la publicité d'en faire la déclaration à la Haute Autorité ; possibilité pour cette dernière d'exercer un nouveau contrôle en cas de changement de statut (p. 3272) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) ; fonctionnement du service de la poste : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*article 83 de la loi du 29 juillet 1982 : obligations relatives à la transparence*) ; transparence des radios locales ; cas des entreprises de presse (p. 3273) ; aggravation du contrôle ; amendement n° 16 de M. François d'Aubert (communication de la liste des cinq principaux actionnaires) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Georges Hage (publication chaque année au *Journal officiel* des renseignements exigés au deuxième alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 17 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une même personne de droit public ou privé de participer au capital de plus de cinq sociétés titulaires d'une autorisation concernant un service de radiodiffusion local) (p. 3274) ; participation des régies publicitaires au financement de radios : rejeté ; amendement n° 18 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une même entreprise de presse de participer au capital et au fonctionnement de plus de deux sociétés titulaires d'une autorisation de radiodiffusion locale dans sa zone de diffusion et de trois sociétés en dehors de sa zone de diffusion) ; monopoles locaux : rejeté ; amendement n° 19 de M. François d'Aubert (impossibilité pour les postes périphériques d'avoir une participation financière dans plus de deux services locaux de radiodiffusion sonore) ; cas l'Europe n° 1 : rejeté ;

— article 3 : adopté (p. 3275).

Article 4 (*article 84 de la loi du 29 juillet 1982 : modalités le financement publicitaire des services de communication audiovisuelle soumis à autorisation*) ; problème des ressources publicitaires du câble ; amendement n° 30 de M. Michel Péricard substituant au taux « 80 p. 100 » le taux « 90 p. 100 » (p. 3276) : rejeté ; amendement n° 22 de M. François d'Aubert (précisant que la part du programme de chaque station constituée par le programme propre de celle-ci ne peut être inférieure à 80 p. 100, agences de presse ; droit pour les journalistes de commenter les informations fournies par les agences (p. 3277) : rejeté ;

— article 4 : adopté.

Article 5 (*article 86 de la loi du 29 juillet 1982 : possibilité le suspension des autorisations délivrées au titre de l'article 78 de la loi du 29 juillet 1982*) : fourniture d'informations « clé en main » à des radios locales ; conflit entre la juridiction pénale et l'autorité administrative (p. 3278) ; multiplication des moyens de répression ; problème des cassettes ; amendement n° 43 de M. Jacques Toubon (de suppression) ; suspension de l'autorisation d'émettre et retrait de cette autorisation (p. 3279) : rejeté ; amendement n° 20 de M. François d'Aubert substituant aux mots « six mois » les mots « un mois ») : non soutenu ; amendement n° 6 de la commission (avis de la commission prévu à l'article 87 de la présente loi) ; garantie des droits de la défense ; rôle de la commission : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*article 97 de la loi du 29 juillet 1982 : sanctions pénales*) : sanction pour violation du monopole (p. 3280) ; aggravation de ces dernières ; amendement n° 31 de M. Michel Péricard (de suppression) ; caractère d'exemplarité des peines ; distinction entre la confiscation et la saisie ; différence entre le texte de 1982 et le projet de loi (p. 3281) : rejeté ; amendement n° 21 de M. François d'Aubert (substituant à la somme de 500 000 francs la somme de 200 000 francs) : non soutenu ; amendement n° 33 de M. Michel Péricard (supprimant la référence à l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982) ; interdiction à une même personne de participer à plusieurs sociétés d'économie mixte : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (substituant aux références « articles 7, 9 et 80 » les références « articles 7, 9, 80 et 83, dernier alinéa ») : adopté ; amendement n° 42 de M. François d'Aubert (supprimant les mots « la puissance de l'émetteur ») : rejeté ; amendement n° 82 de M. Michel Péricard (supprimant le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 97 de la loi du 29 juillet 1982) : retiré ; amendement n° 44 de M. Jacques Toubon (substituant aux mots « trois mois » les mots « deux mois ») ; correctionnalisation de peines : rejeté (p. 3282) ; amendement n° 45 de M. Jacques Toubon (substituant aux mots « dans tous les cas » les mots « en cas de condamnation ») ; cas donnant lieu à confiscation : adopté ; amendement n° 34 de M. Michel Péricard (insérant les mots « de récidive » après les mots « dans tous les cas ») : devenu sans objet ; amendement n° 35 de M. Michel Péricard (supprimant la référence aux installations dans le dernier alinéa de cet article) ; distinction entre confiscation des matériels et confiscation de l'installation ; spoliation des radios : rejeté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 3283).

Abstention du groupe R. P. R. : *Toubon (Jacques)* (p. 3284).

Abstention du groupe U. D. F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 3284).

Changement d'attitude de la majorité : *Toubon (Jacques)* (p. 3283, 3284) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3284).

Départements d'outre-mer (application de la loi aux —) : *Toubon (Jacques)* (p. 3283) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3284).

Fonds de péréquation : *Hage (Georges)* (p. 3284).

Télévisions libres : *Toubon (Jacques)* (p. 3284).

Vote favorable au groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 3284).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin publie (p. 3285).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1984] (p. 3798).

Collectivités locales (subventions des —) : *Schreiner (Bernard)* (p. 3799).

Financement des radios (limitation de la participation des journaux) : *d'Aubert (François)* (p. 3801).

Programmes propres : *Schreiner (Bernard)* (p. 3798) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3799).

Publicité (réglementation du recours à la —) : *Schreiner (Bernard)* (p. 3798) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3799) ; *Hage (Georges)* (p. 3800).

Radios (inégalités entre les réseaux privés et le réseau national) : *d'Aubert (François)* (p. 3801).

Réseaux d'informations : *Schreiner (Bernard)* (p. 3798) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3799) ; *d'Aubert (François)* (p. 3801).

Sanctions pénales : *Schreiner (Bernard)* (p. 3799) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3800).

Sénat (mépris du travail du —) : *d'Aubert (François)* (p. 3800).

Service public de l'information : *Hage (Georges)* (p. 3800).

Statut juridique des radios privées : *Schreiner (Bernard)* (p. 3798) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3799) ; *Hage (Georges)* (p. 3800) ; *d'Aubert (François)* (p. 3800, 3801).

Discussion des articles [28 juin 1984] (p. 3802-3805).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 81 de la loi du 29 juillet 1982) ; distinction entre société et association à propos du recours à la publicité ; forme associative ; multiplicité des sources de publicité ; problème du régime de la T. V. A. applicable aux associations choisissant la formule commerciale pour bénéficier de ressources publicitaires : adopté (p. 3802) ; amendement n° 2 de la commission (précisant que le service qui ne fait pas appel à la publicité bénéficie d'une aide) ; subventions des collectivités territoriales aux seules associations : adopté ; amendement n° 3 de la commission (précisant que le service bénéficiant d'une aide des collectivités territoriales est autorisé à programmer des messages rémunérés destinés à soutenir des actions collectives ou d'intérêt général) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (référence au service assuré par des associations) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 3803).

Article 2 : amendement n° 5 de la commission (référence aux articles 81-1 et 81-2) ; amendement n° 6 de la commission (obligation pour l'association qui décide de recourir à la publicité d'en faire la déclaration à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle) ; obligation de passer devant cette autorité lors du passage du statut d'association au statut de société ; amendement n° 5 : adopté (p. 3805) ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 7 de la commission (référence aux transactions publicitaires) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 8 de la commission (supprimant le paragraphe 1er de cet article) ; contenu des programmes propres : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 ; amendement n° 9 de la commission (substituant aux mots « la part et l'objet de » les mots « les règles applicables à ») ; distinction entre la délivrance d'informations « clés en main » et l'utilisation de « produits » diffusés par des agences (p. 3806) ; problème de l'autorisation de la publicité des grandes surfaces sur les radios locales ; conception du décret : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 6, supprimé par le Sénat : instauration du « fait du prince » en matière de sanction pénale ; amendement n° 10 de la commission (énoncé des diverses sanctions pénales) (p. 3807) : adopté ;

— l'article 6 est ainsi rétabli.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3808).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1984] (p. 3935).

Absence du secrétaire d'Etat à la communication : *Nucci* (*Christian*) (p. 3935, 3936) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3935, 3936).

Confort d'écoute : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 3937) ; *Nucci* (*Christian*) (p. 3938).

Fréquences (attribution des —) : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 3937).

Publicité (accès des radios locales à la —) : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3935) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3936).

Réseaux d'informations : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3935) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3936).

Sanctions pénales : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3935, 3937) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 3937).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 3938).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3938).

5. — Projet de loi n° 2145 relatif à l'**exploitation des services locaux de radio-télévision** mis à la disposition du public sur un réseau câblé.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 23 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication. — Urgence déclarée le 12 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Georges Hage (30 mai 1984). — Rapport n° **2174** (6 juin 1984). — Discussion le 14 juin 1984. — Adoption le 14 juin 1984. — Projet de loi n° **603.**

Sénat (première lecture) n° **394** (1983-1984). — Dépôt le 15 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport n° **404** (1983-1984) (20 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption le 26 juin 1984. — Projet de loi n° **145** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Bureau [*J. O.* du 28 juin 1984] (p. 2017).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Georges Hage. — Rapport n° **2254** (27 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport n° **439** (1983-1984) (27 juin 1984). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2242.** — Dépôt le 26 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Georges Hage. — Rapport n° **2258** (28 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption avec modifications le 28 juin 1984. — Projet de loi n° **641.**

Sénat (deuxième lecture), n° **455** (1983-1984). — Dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption avec modifications le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **169** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2276.** — Dépôt le 29 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Georges Hage. — Rapport n° **2278** (29 juin 1984). — Discussion le 30 juin 1984. — Adoption définitive le 30 juin 1984. — Projet de loi n° **657.**

Saisine du Conseil constitutionnel le 30 juin 1984 (article 61 alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 26 juillet 1984. — (*J. O.* du 28 juillet 1984, p. 2496). — Déclarée non conforme la disposition contenue dans les mots « par décret » au premier alinéa de l'article 2.

— **Loi n° 84-743** du 1er août 1984, publiée au *J. O.* du 2 août 1984 (p. 2549).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 juin 1984] (p. 3392).

Question préalable de M. François d'Aubert : *d'Aubert* (*François*) (p. 3395 à 3402) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3402 à 3404) rejetée (p. 3405).

Câble (accès aux —) : *d'Aubert* (*François*) (p. 3397) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3408).

Câble (plan) : *Hage* (*Georges*) (p. 3392) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3394, 3408) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3398) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3403, 3404) ; *Péricard* (*Michel*) (p. 3405, 3406) ; *Odru* (*Louis*) (p. 3406) ; *Madelin* (*Alain*), p. 3406, 3407).

Cahier des charges : *Hage* (*Georges*) (p. 3393).

Collectivités locales (rôle des —) : *Hage* (*Georges*) (p. 3393) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3395) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3404) ; *Péricard* (*Michel*) (p. 3406) ; *Odru* (*Louis*) p. 3406) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 3407).

Coronet (société) : *d'Aubert* (*François*) (p. 3401).

Direction générale des télécommunications (responsabilité de la —) : *Fillioud* (*Georges*) (p. 3407).

Entreprises multimédias : *d'Aubert* (*François*) (p. 3399).

Etat (mainmise de l' —) : *d'Aubert* (*François*) (p. 3396, 3399).

Etat (responsabilité de l' —) : *Hage* (*Georges*) (p. 3393).

Etats-Unis (situation aux —) : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3403).

Fibre optique : *Hage* (*Georges*) (p. 3392) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3394) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3400) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3402).

Fréquences (attribution des —) : *d'Aubert* (*François*) (p. 3399, 3400).

Haute Autorité de l'audiovisuel (rôle de la —) : *Hage* (*Georges*) (p. 3393) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3395) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3397).

Inégalité entre les communes : *d'Aubert* (*François*) (p. 3402).

Libertés publiques (application du régime des —) : *Madelin* (*Alain*) (p. 3407).

Loi du 29 juillet 1982 : *d'Aubert* (*François*) (p. 3396).

Opposition (divergences de l'— au sujet du câble) : *Fillioud* (*Georges*) (p. 3407).

Programmes (caractère local des —) : *Fillioud* (*Georges*) (p. 3394-3408) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3396, 3397) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 3407).

Programmes (industrie des —) : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3404).

Publicité (réglementation de la —) : *Fillioud* (*Georges*) (p. 3394) ; *Péricard* (*Michel*) (p. 3405).

Satellite T. D. F. 1 : *d'Aubert* (*François*) (p. 3398-3401) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3401) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3403).

Service public (place du —) : *d'Aubert* (*François*) (p. 3396) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3408).

Sociétés d'économie mixte locales (régime spécifique) : *Hage* (*Georges*) (p. 3393) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3395) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3405) ; *Odru* (*Louis*) (p. 3406).

Télédistribution : *Hage* (*Georges*) (p. 3392) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3394) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3402).

Télévisions privées (rejet des —) : *d'Aubert* (*François*) (p. 3399) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3404).

Usage « interactif » : *Hage* (*Georges*) (p. 3392).

Discussion des articles [14 juin 1984] (p. 3408).

Avant l'article 1er : amendement n° 4 de M. François d'Aubert (précisant que la radio-télévision par câble est libre) ; contrôle des programmes par l'Etat (p. 3408) : rejeté.

Article 1er : (*forme juridique des sociétés d'exploitation des services locaux câblés de radio-télévision*) ; prise de position de l'U. D. F. concernant l'organisation des réseaux câblés ; détermination par décret en Conseil d'Etat du « contenu » du cahier des charges ; appel aux collectivités locales ; priorité accordée aux zones à forte densité de population (p. 3409) ; amendement n° 5 de M. François d'Aubert (de suppression) ; obligation de choisir la formule de la société d'économie mixte ; décentralisation ; refus de rentabiliser les réseaux ; obligations financières pesant sur les communes ; intervention de la Caisse des dépôts et consignations : rejeté ; amendement n° 26 de M. Bernard Schreiner (substitution aux mots « des services locaux » des mots « du service ») ; équilibre financier des installations câblées ; octroi des autorisations de diffusion par la Haute Autorité (p. 3410) : adopté ; amendement n° 6 de M. François d'Aubert (possibilité pour une société privée concessionnaire d'exploiter des services locaux de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé) ; régime de la concession aux Etats-Unis : rejeté ; amendement n° 34 de M. Alain Madelin (supprimant les mots « dans les conditions prévues par un cahier des charges pris par décret en Conseil d'Etat ») ; limitations à la liberté de la communication ; article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme : rejeté ; amendement n° 27 de M. Bernard Schreiner (limitation de l'objet social de la société d'économie mixte locale) (p. 3411) ; possibilité pour ces sociétés d'économie mixte de mettre à la disposition du public un certain nombre de services autres que ceux de la radio-télévision ; risque de concurrence entre la direction générale des télécommunications et les sociétés d'économie mixte : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 35 de M. Alain Madelin (précisant que la liberté de communication audiovisuelle sur les réseaux câblés ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles prévues dans le cahier des charges) ; compétence du Gouvernement pour décider des programmes : rejeté ; amendement n° 7 de M. François d'Aubert (indiquant que les personnes de droit privé et les sociétés ou établissements publics sont soumis aux mêmes règles concernant la possibilité d'exercer directement ou indirectement des fonctions de direction, de gestion ou de conseil ou de participer au financement d'organismes titulaires d'autorisations d'exploitation de services locaux de radio-télévision) ; principe de l'égalité de traitement entre le secteur public et le secteur privé (p. 3412) : rejeté ; amendement n° 30 de M. Jacques Toubon (abrogeant le troisième alinéa de l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982) ; amendement n° 10 de M. François d'Aubert (même objet) ; interdiction de l'appel aux grands professionnels : rejetés ; amendement n° 9 de M. François d'Aubert (limitation des fonctions de la caisse des dépôts) ; tutelle de cette caisse sur l'ensemble du réseau câblé ; amendement n° 8 de M. François d'Aubert (interdiction pour une agence de publicité d'être régisseur publicitaire de plus de cinq sociétés d'économie mixte chargées de l'exploitation de services locaux de radio-télévision sur un réseau câblé) (p. 3413) ; nécessité de ne pas reconstituer des réseaux trop importants, notamment au profit de l'agence Havas : rejetés.

Article 2 : (*désignation du titulaire de l'autorisation d'exploitation du service local*) ; amendement n° 11 de M. François d'Aubert (abrogation de l'article 17 de la loi du 29 juillet 1982) ; amendement n° 12 de M. François d'Aubert (précisant qu'aucun service de communication ne peut être soumis à un régime d'autorisation préalable) ; amendement n° 13 : retiré ; amendement n° 14 : retiré ; rôle de la caisse des dépôts et consignations ; amendements n° 11 et 12 : rejetés ; amendement n° 32 du Gouvernement (référence à l'ensemble des programmes mis à la disposition du public sur un réseau n'excédant pas des limites fixées par décret) (p. 3414) ; amendement n° 33 du Gouvernement (précisant que l'autorisation prévue à l'article 78 de la loi du 29 juillet 1982 est délivrée à la société prévue à l'article 1er, pour l'ensemble des programmes mis à disposition du public sur un réseau excédant les limites mentionnées à l'alinéa 1er) ; définition de l'ampleur d'un réseau : adoptés ; amendement n° 15 de M. François d'Aubert (obligation pour les sociétés d'économie mixte locales de garantir la liberté d'accès aux différents canaux dans les conditions fixées par la Haute Autorité) ; amendement n° 16 de M. François d'Aubert (obligation pour les sociétés d'économie mixte locales d'assurer une expression libre et pluraliste des idées et des courants d'opinion) ; amendement n° 17 de M. François d'Aubert (obligation pour les sociétés d'économie mixte locales de recourir à une procédure conforme au code des marchés publics pour choisir les organismes utilisateurs d'une partie ou de la totalité d'un réseau câblé local) ; absence de référence à la déontologie ; envoi d'une lettre à l'ensemble des maires de France intéressés par la mise en place de réseaux câblés ; amendement n° 15 : rejeté (p. 3415) ; amendements n° 16 et 17 : rejetés ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : (*présidence des instances dirigeantes de la société d'économie mixte*) ; amendement n° 18 de M. François d'Aubert (indiquant que le président du conseil d'administration de la société prévue à l'article 1er est élu par le conseil d'administration) ; pouvoirs attribués aux maires : rejeté ;

— article 3 : adopté.

Article 4 : (*contrôle du représentant de l'Etat sur la société d'économie mixte*) ; amendement n° 19 de M. François d'Aubert (de suppression) ; amendement n° 31 de M. Jacques Toubon (même objet) ; caractère exorbitant des pouvoirs accordés au représentant de l'Etat au sein des sociétés d'économie mixte (p. 3416) ; rôle de ce représentant : rejetés ; amendement n° 20 de M. François d'Aubert (indiquant que le représentant de l'Etat assiste à l'assemblée générale des actionnaires) ; caractère inacceptable du contrôle exercé par le préfet sur les programmes ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 21 de M. François d'Aubert (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 22 de M. François d'Aubert (précisant qu'en cas de manquement aux dispositions des cahiers des charges, le représentant de l'Etat en informe la Haute Autorité) ; amendement n° 23 de M. François d'Aubert (substituant aux mots « les autorités compétentes » les mots « la Haute Autorité ») (p. 3417) ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 24 de M. François d'Aubert (impossibilité pour le représentant de l'Etat de demander au conseil d'administration de nouvelles délibérations concernant le contenu des programmes) ; amendement n° 20 : rejeté ; amendement n° 1 : adopté ; amendements n° 21, n° 22, n° 23 : rejetés ; amendement n° 2 : adopté ; amendement n° 24 : rejeté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : (*faculté pour les collectivités territoriales d'être minoritaires au sein des sociétés d'économie mixte locales d'exploitation des réseaux câblés*) ; part minimale du capital des sociétés locales d'exploitation détenue par les collectivités locales ; amendement de la commission supprimant le mot « locaux » dans le deuxième alinéa de cet article : adopté ; amendement n° 36 du Gouvernement (précisant que le tiers au moins du capital social de ces sociétés doit être détenu par une ou plusieurs personnes publiques) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : (*dispositions transitoires*) : adopté.

Titre (p. 3418) : amendement n° 29 de M. Bernard Schreiner (intitulant le projet de loi : projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de communication audiovisuelle mis à la disposition du public sur un réseau câblé) : retiré ; amendement de M. Bernard Schreiner (intitulant le projet de loi : projet de loi relatif à l'exploitation des services de radio-télévision mis mis à la disposition du public sur un réseau câblé) : adopté.

Explications de vote (p. 3419).

Abstention du groupe R.P.R. : *Péricard* (*Michel*) (p. 3419).

Plan câble : *Aubert* (*François d'*) (p. 3419) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3419).

Vote favorable du groupe communiste : *Odru* (*Louis*) (p. 3419).

Vote favorable du groupe socialiste : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3419).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Aubert* (*François d'*) (p. 3419).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3419).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1984] (p. 3808).

Câble (installation du —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 3811).

Canal Plus : *Toubon* (*Jacques*) (p. 3811).

Collectivités locales (rôle des —) : *Hage* (*Georges*) (p. 3808) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3809) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 3810) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 3811).

Droits d'auteur : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3809).

Etat (contrôle de l' —) : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3809) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 3810) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 3810).

Industrie des programmes : *Aubert* (*François d'*) (p. 3810) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 3811).

Inégalité de situation entre le câble et les radios locales : *Aubert* (*François d'*) (p. 3809).

Personnes de droit privé (intervention des —) : *Hage* (*Georges*) (p. 3808) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3808).

Satellites : *Aubert* (*François*) (p. 3810).

Service public (rôle du —) : *Hage* (*Georges*) (p. 3808). *Odru* (*Louis*) (p. 3809)) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3809, 3810).

Sociétés d'économie mixte : *Hage* (*Georges*) (p. 3808) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3809).

Discussion des articles [28 juin 1984] (p. 3811).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (précisant que l'exploitation du service de radio-télévision câblée est une société d'économie mixte locale); compétence de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et du Gouvernement pour délivrer les autorisations d'exploitation des réseaux (p. 3811) ; notion de réseau local ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (délivrance de l'autorisation prévue à l'article 17 de la loi du 29 juillet 1982 et concernant l'ensemble des programmes émis sur un réseau n'excédant pas les limites fixées par décret) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3, supprimé par le Sénat : amendement n° 3 de la commission (élection du président du conseil d'administration de la société d'économie mixte locale) : adopté ;

— l'article 3 est ainsi rétabli.

Article 4, supprimé par le Sénat : amendement n° 4 de la commission (rôle du représentant de l'Etat dans le département) ; présence d'un représentant de l'Etat au sein des sociétés d'économie mixte (p. 3812) ; refus de la liberté de programmation sur le câble ; situation des usagers ; adopté ;

— l'article 4 est ainsi rétabli.

Article 5 : amendement n° 5 de la commission (précisant que le tiers au moins du capital social des sociétés d'économie mixte locale doit être détenu par une ou plusieurs personnes publiques) ; renforcement de la tutelle de l'Etat ; étude de faisabilité ; adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6, supprimé par le Sénat : amendement n° 6 de la commission (application de la loi dans le temps) (p. 3813) ; contrôle de la collectivité locale sur le plan financier et sur le plan de la programmation ; adopté ;

— l'article 6 est ainsi rétabli.

Article 7 : amendement n° 7 de la commission (de suppression) ; problème du transfert d'actifs des sociétés propriétaires des réseaux vers les nouvelles sociétés d'économie mixte ; adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Titre : amendement n° 8 de la commission (intitulant le projet de loi « Projet de loi relatif à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé ») ; adopté (p. 3814).

Explications de vote (p. 3815).

Abstention du groupe R.P.R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 3815).

Etat (mainmise de l' — sur les réseaux câblés) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 3815) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 3815).

Etudes de faisabilité : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3816) ; *Seguin* (*Philippe*) (p. 3816).

Rappel au règlement : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 3817).

Vote négatif du groupe U.D.F. : *d'Aubert* (*François*) (p. 3815).

Vote positif du groupe communiste : *Ducoloné* (*Guy*) (p. 3816).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3818).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1984] (p. 3939).

Collectivités territoriales (rôle des —) : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3940) ; *Hage* (*Georges*) (p. 3940).

Echec de la commission mixte paritaire : *Hage* (*Georges*) (p. 3939).

Fibre optique : *d'Aubert* (*François*) (p. 3941) ; *Nucci* (*Christian*) (p. 3941).

Représentant de l'Etat (présence au conseil d'administration du —) : *d'Aubert* (*François*) (p. 3939) ; *Nucci* (*Christian*) (p. 3940).

Société d'économie mixte : *Nucci* (*Christian*) (p. 3939).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 3941).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3941).

6. — Proposition de loi n° 2150 tendant à modifier la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1984 par M. Francis Geng. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. — Rapport d'information établi au nom de la délégation parlementaire pour la **communication audiovisuelle,** instituée par l'article 10 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 (**n° 2159**) par M. Claude Estier [28 mai 1984].

8. — Proposition de loi n° 2344 complétant la loi n° 84-748 du 1er août 1984 relative à l'**exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 septembre 1984 par M. Bernard Schreiner et plusieurs de ses collègues. — Urgence déclarée le 11 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Schreiner. — Rapport **n° 2363** (9 octobre 1984). — Discussion le 11 octobre 1984. — Adoption le 11 octobre 1984. — Proposition de loi **n° 677.**

Sénat (première lecture), **n° 24** (1984-1985). — Dépôt le 12 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport **n° 30** (1984-1985) (17 octobre 1984). — Discussion le 23 octobre 1984. — Rejet le 23 octobre 1984. — Proposition de loi **n° 9** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 1er novembre 1984] (p. 3416). — Bureau [*J.O.* du 7 novembre 1984] (p. 3447).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire), rapporteur : M. Bernard Schreiner. — Rapport **n° 2409** (6 novembre 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire), rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport **n° 61** (1984-1985) (8 novembre 1984). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 2392.** — Dépôt le 24 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Schreiner. — Rapport **n° 2420** (14 novembre 1984). — Discussion le 21 novembre 1984. — Adoption avec modifications le 21 novembre 1984. — Proposition de loi **n° 691.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 83** (1984-1985). — Dépôt le 22 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport **n° 130** (1984-1985) (6 décembre 1984). — Discussion le 13 décembre 1984. — Rejet le 13 décembre 1984. — Projet de loi **n° 45** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), **n° 2500.** — Dépôt le 13 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Schreiner. — Rapport **n° 2501** (13 décembre 1984). — Discussion le 17 décembre 1984. — Adoption définitive le 17 décembre 1984 — Proposition de loi **n° 730.**

Loi n° 84-1287 du 31 décembre 1984 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1985 (p. 10).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 octobre 1984] (p. 4634).

Question préalable opposée par M. François d'Aubert : *d'Aubert* (*François*) (p. 4636, 4637) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 4638) *Schreiner* (*Bernard*) (p. 4638, 4639) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 4640) rejetée au scrutin public (p. 4640).

Câble coaxial : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 4635, 4639).

Canal Plus : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4642).

Collectivités locales (décisions financières en matière de câble) : *d'Aubert* (*François*) (p. 4636, 4637) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 4639) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4641, 4642).

Direction générale des télécommunications (monopole de la) *d'Aubert* (*François*) (p. 4637).

Domaine législatif et réglementaire (décision du Conseil constitutionnel) : *Schreiner (Bernard)* (p. 4635) ; *Fillioud (Georges)* (p. 4636) ; *d'Aubert (François)* (p. 4636) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4638).

Fraude sur les redevances en matière audiovisuelle : *Toubon (Jacques)* (p. 4642).

Haute Autorité de l'audiovisuel (pouvoirs de la) : *Schreiner (Bernard)* (p. 4635) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4640).

Industrie des programmes (notamment participation du secteur de l'édition) : *d'Aubert (François)* (p. 4636, 4637) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4638) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4639) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4642).

Plan câble : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4638) ; *Fillioud (Georges)* (p. 4639) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4641).

Politique audiovisuelle : *d'Aubert (François)* (p. 4637).

Réseaux de télédistribution (rentabilité des) : *Schreiner (Bernard)* (p. 4635) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4640).

Satellite Télécom I : *d'Aubert (François)* (p. 4637).

Service local de télévision par câble (critères de définition) : *Schreiner (Bernard)* (p. 4635) ; *d'Aubert (François)* (p. 4637) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4640).

Sociétés d'économie mixte locales (exploitation des services locaux) : *Schreiner (Bernard)* (p. 4635) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4638) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4641).

Sociétés locales d'équipement des réseaux câblés (S.L.E.C.) : *Toubon (Jacques)* (p. 4641).

Discussion des articles [11 octobre 1984] (p. 4643).

Avant l'article unique : amendement n° 1 de M. Jacques Toubon (précisant que l'autorisation prévue concerne l'ensemble des programmes mis à la disposition du public) ; annulation par le Conseil constitutionnel d'une disposition prévoyant que les limites du réseau local seraient fixées par décret ; rôle de la Haute Autorité ; distinction entre réseau local et réseau extra-local ; rejeté.

Article unique (*critères définissant le réseau local*) : décision du Conseil constitutionnel annulant la disposition renvoyant à un décret la définition des limites du service local de radiotélévision par câble) ; limite géographique de deux départements (p. 4643) ; adopté.

Après l'article unique : amendement n° 2 de M. Jacques Toubon (abrogation du deuxième alinéa de l'article 84 de la loi du 29 juillet 1982) ; transformation du statut des radios locales privées en sociétés commerciales ; problème du plafonnement des recettes publicitaires ; rejeté ; amendement n° 3 de M. Jacques Toubon (abrogation des dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982) ; sociétés dans lesquelles l'Etat est statutairement majoritaire ; régime de l'autorisation préalable ; politique du câble (p. 4644) ; dispositions anti-trust ; cahiers des charges des câblo-distributeurs américains ; rejeté ; amendement n° 4 de M. Jacques Toubon (abrogeant l'article 4 de la loi du 1er août 1984) ; rôle du représentant de l'Etat dans le département ; commissaires à l'informatioon ; rejeté ; amendement n° 5 de M. Jacques Toubon (même objet) (p. 4645) ; politique de repentir ; rapport annuel de la Haute Autorité ; rejeté au scrutin public (p. 4646).

Explications de vote (p. 4646).

Politique du câble : *Toubon (Jacques)* (p. 4646).
Vote négatif du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 4646).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 4646).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [21 novembre 1984] (p. 6240).

Abstention du groupe R.P.R. : *Péricard (Michel)* (p. 6240).
Critère de distance : *Schreiner (Bernard)* (p. 6240) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6240) ; *Péricard (Michel)* (p. 6240).
Critères du nombre d'abonnés : *Schreiner (Bernard)* (p. 6240).
Position du Conseil constitutionnel : *Schreiner (Bernard)* (p. 6240) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6240) ; *Péricard (Michel)* (p. 6240).

Discussion de l'article unique (p. 6240).

Article unique : adopté (p. 6240).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1984] (p. 7054).

Abstention du groupe R.P.R. : *Péricard (Michel)* (p. 7055).
Critères retenus : *Crépeau (Michel)* (p. 7054) ; *Péricard (Michel)* (p. 7055).

Position du Sénat : *Schreiner (Bernard)* (p. 7054) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7054).

Adoption de l'article unique (p. 7055).

AURORE (L')

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 10 ; article 13 ; article 17 ; article 32.

AUTOMOBILE (industrie)
(avenir de l')

Voir *Questions au Gouvernement* **909, 917.**

Création d'entreprises françaises à l'étranger.

Voir *Questions orales sans débat* **641.**

Situation dans le secteur automobile.

Voir *Questions au Gouvernement* **1079.**

Situation des établissements Ducellier.

Voir *Questions au Gouvernement* **1061.**

AUTOMOBILES ET CYCLES

2. — Proposition de loi n° 645 relative à l'exercice de **la profession d'expert en automobile.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **2138** (23 mai 1984).

4. — Proposition de résolution n° 2412 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la situation de l'**industrie automobile** française. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 7 novembre 1984 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. — Rapporteur : M. François Massot (22 novembre 1984). — Rapport n° **2493** (12 décembre 1984).

Pollution causée par le plomb.

Voir *Questions orales sans débat* **657.**

AUTRICHE

Voir *Traités et conventions* **130.**

AUXILIAIRES DE JUSTICE

4. — Proposition de loi n° 501 tendant à modifier l'article **25** de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, portant réforme de certaines **professions judiciaires et juridiques.** — *Assemblée nationale* (première lecture). Rapporteur : Mme Gisèle Halimi, remplacée par M. Pierre-Charles Krieg (11 octobre 1984).

AVENIR PUBLICITE

Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er.

AVIATION CIVILE

Voir *Traités et conventions* **98.**

AVIONS RENIFLEURS

Voir *Pétrole et produits raffinés* **4, S.**

AVOCATS

Multipostulation.

Voir *Justice* **19.**

AVOIR FISCAL

Voir *Entreprises* **21.**
Impôt sur le revenu **10.**

AVORTEMENT

5. — Proposition de loi n° 2084 relative à l'**interruption volontaire de grossesse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 mai 1984 par Mme Gisèle Halimi. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions au Gouvernement* **1088.**

Contraception et interruption volontaire de grossesse.

Voir *Questions au Gouvernement* **1074.**

B

BANANE (culture de la —)

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), départements et territoires d'outre-mer.

Prix et débouchés de la —

Voir *Questions au Gouvernement* **973.**

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARAIBES

Voir *Traités et conventions* **103.**

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (B. E. A. C.)

Voir *Traités et conventions* **140.**

BANQUES DE L'EUROPE DU NORD

Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 8.

BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

7. — Projet de loi n° 2097 modifiant la loi n° 75-628 du 11 juillet 1975 relative au **crédit maritime mutuel.** — *Sénat* (première lecture), n° **221** (1983-1984). — Dépôt le 23 février 1984 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Josselin de Rohan. — Rapport n° **284** (1983-1984) (26 avril 1984). — Discussion le 9 mai 1984. — Adoption le 9 mai 1984. — Projet de loi n° **100** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2097.** — Dépôt le 9 mai 1984. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Jean-Yves Le Drian (17 mai 1984). — Rapport n° **2162** (29 mai 1984). — Discussion le 6 juin 1984. — Adoption le 6 juin 1984. — Projet de loi n° **594.**

Loi n° 84-454 du 15 juin 1984 publiée au *J. O.* du 16 juin 1984 (p. 1855). — Rectificatif (*J. O.* du 14 juillet 1984, p. 2271).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [6 juin 1984] (p. 3013).

Caisse centrale de crédit coopératif : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 3013).

Caisses régionales : *Lacombe* (*Jean*) (p. 3016).

CODEVI : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 3014) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3019).

Communauté économique européenne (élargissement de la —) : *Tourné* (*André*) (p. 3018) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3019).

Crédit maritime mutuel (commission supérieure du —) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 3014).

Crédit maritime mutuel (fonds de garantie) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 3014) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3019).

Crédit maritime mutuel (historique du —) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 3014).

Crédit maritime mutuel (rôle du —) : *Lacombe* (*Jean*) (p. 3016).

Crédit maritime mutuel (situation du —) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 3013) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3014) ; *Lacombe* (*Jean*) (p. 3016).

Crédit maritime mutuel (spécificité du —) : *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3015).

Encadrement du crédit : *Miossec* (*Charles*) (p. 3017) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3019).

Fédération nationale du crédit maritime : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 3013).

Guichets (ouverture de —) : *Lacombe* (*Jean*) (p. 3016) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3019).

Marins (régimes sociaux des —) : *Tourné* (*André*) (p. 3018).

Pêche (secteur économique de la —) : *Peuziat* (*Jean*) (p. 3017) ; *Tourné* (*André*) (p. 3018).

Quotas : *Tourné* (*André*) (p. 3018).

Sécurité en mer : *Peuziat* (*Jean*) (p. 3017) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 3019).

Société centrale de crédit maritime : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 3013) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3015) ; *Lacombe* (*Jean*) (p. 3016) ; *Miossec* (*Charles*) (p. 3016).

« Vacation P.T.T. » : *Peuziat* (*Jean*) (p. 3017) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 3018-3019).

Discussion des articles [6 juin 1984] (p. 3020).

Article 1er (*objet du crédit maritime mutuel*) : adopté.

Article 2 (*catégories d'établissement pratiquant le crédit maritime mutuel*) : adopté.

Article 3 (*abrogation de dispositions antérieures*) ; obligation de consulter la commission supérieure sur les projets de textes réglementaires concernant le crédit maritime mutuel ; adopté.

Article 3 *bis* (*sociétariat du crédit maritime mutuel*) : adopté.

Article 3 *ter* (*coordination*) : adopté.

Article 4 (*modalités d'application*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3020).

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 15.

BARBIE (Klaus).

Procès de —.

Voir *Questions au Gouvernement* **1065.**

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

2. — Projet de loi n° 2265 relatif à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 juin 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Guy Malandain (24 juillet 1984). — Rapport n° **2481** (5 décembre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (3 octobre 1984). — Rapporteur pour avis : M. Pierre Bourguignon (11 octobre 1984). — Discussion les 12 et 14 décembre 1984. — Adoption le 14 décembre 1984. — Projet de loi n° **725.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1984] (p. 6864-6875).

Architectes (rôle des —) : *Malandain* (*Guy*) (p. 6864) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 6872) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6883).

Champ d'application du texte : *Quilès* (*Paul*) (p. 6869).

Décentralisation : *Clément* (*Pascal*) (p. 6872) ; *Durupt* (*Job*) (p. 6879) ; *Malgras* (*Robert*) (p. 6879) ; *Peuziat* (*Jean*) (p. 6881).

Définition de la maîtrise d'ouvrage : *Quilès* (*Paul*) (p. 6869).

Délégation de la maîtrise d'ouvrage : *Malandain* (*Guy*) (p. 6865-6866) ; *Bourguignon* (*Pierre*) (p. 6867) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6869) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 6871) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6877) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 6878).

Environnement architectural (qualité de l'—) : *Malandain* (*Guy*) (p. 6864) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6869) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6876) ; *Durupt* (*Job*) (p. 6878-6879).

« Groupement de personnes de droit privé » (notion de —) : *Malandain* (*Guy*) (p. 6866).

Intervention du secteur privé (limitation de l'—) : *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6875).

Maîtres d'œuvre (rémunération des — par les collectivités locales) : *Malandain* (*Guy*) (p. 6865) ; *Bourguignon* (*Pierre*) (p. 6867).

Maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre (rapports entre les —) : *Malandain* (*Guy*) (p. 6865) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6870) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6876) ; *Rigaud* (*Jean*) (p. 6879).

« Mission de base » : *Quilès* (*Paul*) (p. 6870) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 6871) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 6878) ; *Rigaud* (*Jean*) (p. 6880).

Notions (imprécision du projet de loi sur certaines —) : *Bourguignon* (*Pierre*) (p. 6868).

Rapport Millier : *Malandain* (*Guy*) (p. 6865) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 6871) ; *Vuillaume* (*Roland*) (p. 6876) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 6877) ; *Rigaud* (*Jean*) (p. 6880) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6882).

Rémunérations (principe de négociation des —) : *Malandain (Guy)* (p. 6866) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 6868) ; *Quilès (Paul)* (p. 6870) ; *Rigaud (Jean)* (p. 6880)) ; *Peuziat (Jean)* (p. 6881).

Usagers (participation des —) : *Quilès (Paul)* (p. 6883).

Discussion des articles [12 décembre 1984] (p. 6883, 6888, 6892). [14 décembre 1984] (p. 6950).

Article 1er (*champ d'application de la loi*) (p. 6883) : amendement n° 55 du Gouvernement (référence aux collectivités territoriales, aux établissements publics régionaux, à leurs groupements, aux établissements publics ainsi qu'aux établissements publics d'aménagement des villes nouvelles) ; amendement n° 4 de la commission (référence aux établissements publics d'aménagement des villes nouvelles) ; problème de savoir si un établissement public régional peut créer des groupements d'établissements publics régionaux ; amendement n° 55 : adopté ; amendement n° 4 : devenu sans objet ; amendement n° 5 de la commission (substituant au mot « construits » le mot « réalisés ») : adopté ; amendement n° 135 de M. Paul Chomat (référence aux entreprises privées et aux sociétés nationales qui construisent des équipements publics) ; maîtres d'ouvrages privés ; retiré ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Titre Ier : *de la maîtrise d'ouvrage.*

Article 2 (*compétence du maître de l'ouvrage pour définir le programme de l'opération et pour en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle*) (p. 6884) ; amendement n° 6 de la commission (définition du maître d'ouvage public) ; sous-amendement n° 79 de M. Roland Vuillaume (supprimant le mot « principal » dans la première phrase du premier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 80 de M. Roland Vuillaume (substituant au mot « arrêter » le mot « apprécier ») ; sous-amendement n° 136 de M. Paul Chomat (modalités d'information et de consultation de la population et des représentants des futurs usagers) ; sous-amendement n° 81 de M. Roland Vuillaume (référence aux contraintes urbanistiques et architecturales relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage) ; sous-amendement n° 82 de M. Roland Vuillaume (référence aux études de projet) ; amendement n° 56 du Gouvernement (définition du maître de l'ouvrage) (p. 6885) ; rôle d'intérêt général rempli par le maître de l'ouvrage ; sous-amendement n° 79 : rejeté ; responsabilité du maître de l'ouvrage arrêtant l'enveloppe financière ; sous-amendement n° 80 : rejeté ; consultation des usagers (p. 6886) ; sous-amendement n° 136 : retiré ; sous-amendement n° 81 : rejeté ; sous-amendement n° 152 du Gouvernement (supprimant les mots « et rendus publics » dans la première phrase du dernier alinéa de cet amendement) : adopté ; sous-amendement n° 82 : rejeté ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 56 : devenu sans objet ; amendements nos 83, 84 et 85 de M. Roland Vuillaume : devenus sans objet (p. 6887) ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*précisant les attributions que le maître de l'ouvrage peut confier à un cocontractant*) ; responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des réalisations qu'il entreprend ; amendement n° 7 de la commission (précisant que le maître de l'ouvrage peut confier à un mandataire certaines de ses attributions) : adopté ; amendements n° 86 de M. Roland Vuillaume, n° 44 de M. Jean Rigaud, n° 137 de M. Paul Chomat, nos 88 et 87 de M. Roland Vuillaume : devenus sans objet ; amendement n° 8 de la commission (possibilité de déléguer la préparation du choix des maîtres d'œuvre, la signature et la gestion du ou des contrats de maîtrise d'œuvre) ; sous-amendement n° 89 de M. Roland Vuillaume (référence à la définition des critères de choix) ; sous-amendement n° 144 du Gouvernement (substituant aux mots « des maîtres d'œuvre » les mots « du maître d'œuvre ») ; sous-amendement n° 145 du Gouvernement (référence à la signature du contrat de maîtrise d'œuvre après approbation du choix du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage) (p. 6888) ; sous-amendement n° 146 du Gouvernement (substituant aux mots « ou des contrats » le mot « contrat ») ; responsabilité du maître d'ouvrage quant au choix du maître d'œuvre ; sous-amendement n° 89 : rejeté ; sous-amendements nos 144, 145, 146 : adoptés ; amendement n° 8, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 90 de M. Roland Vuillaume (possibilité de déléguer l'examen des avant-projets et des projets en vue de l'approbation par le maître d'ouvrage) : rejeté (p. 6889) ; amendement n° 9 de la commission (possibilité de déléguer la préparation du choix des entrepreneurs, la signature et la gestion du ou des contrats de travaux) ; sous-amendement n° 91 de M. Roland Vuillaume (référence à la définition du critère de choix) ; sous-amendement n° 147 du Gouvernement (substituant aux mots « des entrepreneurs » les mots « de l'entrepreneur ») ; sous-amendement n° 148 du Gouvernement (référence à la signature du contrat de travaux après approbation du choix de l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage) ; sous-amendement n° 149 du Gouvernement (substituant aux mots « des contrats » le mot « contrat ») ; sous-amendement n° 91 : rejeté ; possibilité de faire réaliser les travaux par toute une série d'entreprises représentant les différents corps ; sous-amendements nos 147, 148, 149 : adoptés ; amendement n° 9, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 138 de M. Paul Chomat (possibilité de déléguer éventuellement l'agrément des sous-traitants) ; développement de la sous-traitance dans le bâtiment (p. 6890) ; loi de 1975 sur la sous-traitance ; rejeté ; amendement n° 10 de la commission (supprimant les mots « détermination et » au début du 6e alinéa de cet article) ; amendement n° 45 de M. Jean Rigaud (même objet) ; incompétence du mandataire pour déterminer la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux ; adoptés ; amendement n° 92 de M. Roland Vuillaume (possibilité de déléguer l'assistance du maître d'ouvrage à la réception des travaux) : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (précisant que le mandataire n'est tenu envers le maître de l'ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci) ; sous-amendement n° 59 du Gouvernement (précisant que le mandataire représente le maître de l'ouvrage à l'égard des tiers) (p. 6891) ; représentation en justice ; sous-amendement n° 59 : adopté après rectification ; amendement n° 12, ainsi modifié : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*liste des personnes pouvant se voir confier les attributions définies à l'article précédent*) (p. 6892) : amendement n° 13 de la commission (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « qui ne pourront être mandataires que pour d'autres établissements publics, sanitaires et sociaux ») : adopté ; amendement n° 139 de M. Paul Chomat (supprimant les mots « ou par personne interposée » dans le troisième alinéa de cet article) ; rôle de mandataire exercé par les sociétés d'aménagement filiales de la Caisse des dépôts ; retiré ; amendement n° 93 de M. Roland Vuillaume (limitant aux seules personnes morales n'ayant pas d'activité de maîtrise d'œuvre ou d'entrepreneur la possibilité d'agir comme mandataire) ; amendement n° 14 de la commission (même objet) ; amendement n° 93 : retiré ; amendement n° 14 : adopté ; amendement n°15 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 6893) : adopté ; amendement n° 60 du Gouvernement (référence aux établissements publics créés en application de l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme) ; possibilité pour les établissements publics d'aménagement de se voir confier les attributions de mandataire ; adopté après rectification ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 61 du Gouvernement indiquant que les règles de passation des contrats signés par le mandataire sont les règles applicables au maître d'œuvre de l'ouvrage) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*contenu de la convention définissant les rapports entre le maître de l'ouvrage et l'une des personnes morales mentionnées à l'article* 4) : amendement n° 94 de M. Roland Vuillaume (précisant que les rapports entre le maître de l'ouvrage et le maître de l'ouvrage délégué sont réglés par contrat) (p. 6894) : rejeté ; amendement n° 95 de M. Roland Vuillaume (substituant au mot « convention » le mot « contrat ») : rejeté ; amendement n° 96 de M. Roland Vuillaume (précisant que la convention doit définir les limites des attributions du mandataire) : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (définition des conditions dans lesquelles le maître d'ouvrage constate l'achèvement de la mission du mandataire) : adopté ; amendement n° 97 de M. Roland Vuillaume (responsabilité du mandataire) : rejeté ; amendement n° 20 de la commission (référence au mode de financement de l'ouvrage et aux conditions dans lesquelles le maître de l'ouvrage fera l'avance des fonds) ; amendement n° 98 de M. Roland Vuillaume (même objet) (p. 6895) ; amendement n° 20 : adopté ; amendement n° 98 : devenu sans objet ; amendement n° 72 de la commission (référence au contrôle technique et architectural) ; amendement n° 99 de M. Roland Vuillaume (même objet) ; amendement n° 99 : retiré ; amendement n° 72 : rejeté ; amendement n° 21 de la commission (référence aux conditions dans lesquelles l'approbation des avant-projets et la réception de l'ouvrage sont subordonnées à l'accord préalable du maître de l'ouvrage) ; sous-amendement n° 62 du Gouvernement (insérant les mots « le choix du maître d'œuvre » après les mots « les conditions dans lesquelles ») ; sous-amendement n° 63 du Gouvernement (insérant les mots « le choix de l'entrepreneur » après les mots « l'approbation des avant-projets) : devenu dans objet ; amen-

dement **n° 21** : adopté ; amendement n° 22 de la commission (référence aux conditions dans lesquelles le mandataire peut représenter le maître de l'ouvrage en justice) : adopté après rectification ; amendement n° 23 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 100 de M. Roland Vuillaume (même objet) (p. 6896) ; adoptés ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*possibilité pour le maître de l'ouvrage de recourir à l'intervention d'un conducteur d'opération pour une assistance générale à caractère administratif, financier et technique*) : amendement n° 101 de M. Roland Vuillaume (référence à un décret en Conseil d'Etat) : rejeté ; amendement n° 102 de M. Roland Vuillaume (référence aux personnes morales ou physiques) : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (complétant le cinquième alinéa de cet article par les mots « et fait l'objet d'un contrat ») : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 7 : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (définition du maître d'œuvre) (p. 6897) : rejeté.

Titre II : *de la maîtrise d'œuvre.*

Article 7 (*attributions que le maître de l'ouvrage peut confier à une personne de droit privé ou un groupement de personnes de droit privé*) ; intervention des entreprises de bâtiment et travaux publics dans la définition de la mission de base ; amendement n° 25 de la commission (précisant que le maître de l'ouvrage peut confier à un professionnel ou à une équipe une mission de maîtrise d'œuvre) ; sous-amendement n° 113 de M. Roland Vuillaume (référence aux contraintes architecturales répondant aux objectifs et aux contraintes d'ordre social, urbanistique et culturel) ; amendement n° 64 du Gouvernement (précisant que la mission de maîtrise d'œuvre que le maître de l'ouvrage peut confier à une personne de droit privé doit permettre d'apporter une réponse architecturale, technique et économique) ; notion de « professionnel » (p. 6898) ; sous-amendement n° 153 de M. Guy Malandain (précisant que, pour la réalisation d'un ouvrage, la mission de maîtrise d'œuvre est distincte de celle d'entrepreneur) ; sous-amendement n° 113 : rejeté ; amendement n° 25 : rejeté ; sous-amendement n° 153 : adopté ; amendement n° 64, ainsi modifié : adopté ; amendements n° 142 de M. Pascal Clément et n° 103 de M. Roland Vuillaume : devenus sans objet ; amendement n° 143 de M. Pascal Clément (énoncé des attributions que le maître de l'ouvrage peut déléguer) : rejeté ; amendement n° 104 de M. Roland Vuillaume (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : rejeté (p. 6899) ; amendement n° 105 de M. Roland Vuillaume (proposant que la mission de maîtrise d'œuvre comprenne les établissements de schémas) : rejeté ; amendement n° 26 de M. Guy Malandain (de clarification) ; amendement n° 65 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 106 de M. Roland Vuillaume ; adoptés ; amendement n° 107 de M. Roland Vuillaume (indiquant que la mission de maîtrise d'œuvre peut comprendre les prestations d'assistance au maître d'ouvrage) : rejeté ; amendement n° 117 de M. Roland Vuillaume (référence aux prestations d'assistance) : retiré ; amendement n° 66 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 108 de M. Roland Vuillaume (supprimant les mots « ou la vérification de celles qui ont été faites par les entrepreneurs » dans le cinquième alinéa de cet article) (p. 6900) : retiré ; amendement n° 67 du Gouvernement (substituant aux mots « la vérification » les mots « l'examen de la conformité au projet et le visa ») ; amendement n° 27 de la commission (même objet) ; amendement n° 67 : adopté ; amendement n° 27 : devenu sans objet ; amendement n° 109 de M. Roland Vuillaume (examen de conformité aux projets des études établis par les entreprises) : rejeté ; amendement n° 112 de M. Roland Vuillaume (examen de la conformité aux projets d'études d'exécution faits par les entrepreneurs) : rejeté ; amendement n° 28 de la commission (référence à la direction de l'exécution du marché de travaux, à l'ordonnancement, au pilotage et à la coordination du chantier) ; amendement n° 110 de M. Roland Vuillaume (même objet) ; amendement n° 68 du Gouvernement (même objet) (p. 6901) ; amendements n° 28 et 110 : rejetés ; amendement n° 68 : adopté ; amendement n° 111 de M. Roland Vuillaume (référence à la gestion financière au cours de l'exécution et au règlement des comptes) : rejeté ; amendement n° 46 de M. Jean Rigaud (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; notion de « mission de base » : rejeté ; amendement n° 29 de la commission (précisant les éléments que le maître de l'ouvrage peut confier au maître d'œuvre) ; sous-amendement n° 114 de M. Roland Vuillaume (substituant au mot « base » le mot « référence ») ; sous-amendement n° 115 de M. Roland Vuillaume (supprimant les deux derniers alinéas de cet amendement) ; sous-amendement n° 116 de M. Roland Vuillaume (référence aux clauses figurant dans le marché des travaux) ; amendement n° 69 du Gouvernement (éléments que le maître de l'ouvrage peut confier au maître d'œuvre) ; amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (précisant que, pour les ouvrages de bâtiment, une mission de base fait l'objet d'un contrat unique) (p. 6902) ; renvoi à la négociation ; contenu de l'ensemble des éléments de la mission de base ; qualité du cadre bâti ; consultation des entrepreneurs et désignation du ou des titulaires du contrat de travaux ; sous-amendement n° 114 : rejeté ; compétence du maître d'ouvrage pour choisir les missions ; qualité du cadre bâti (p. 6903) ; sous-amendements n° 115 et n° 116 : rejetés ; amendement n° 29 : rejeté ; amendement n° 69 : adopté ; amendement n° 2 : devenu sans objet ; amendements n° 118 de M. Roland Vuillaume, n° 119 de M. Pascal Clément : devenus sans objet ; amendement n° 120 de M. Pascal Clément : satisfait (p. 6904) ;

— article 7, ainsi modifié : adopté (p. 6904).

Article 8 (*rémunérations forfaitaires de la mission de maîtrise d'œuvre*) : amendement n° 121 de M. Roland Vuillaume (fixation de la rémunération par contrat) : non soutenu ;

— article 8 : adopté.

Article 9 (*rémunération des missions des maîtres d'œuvre privés*) ; principe de la négociation ; composition des collèges ; amendement n° 47 de M. Jean Rigaud (fixation par décret en Conseil d'Etat du détail des missions de maîtrise et des modalités d'indemnisation des concurrents à un concours d'architecture) ; collèges ; position de M. Millier (p. 6950) ; négociations ; cas où les négociations aboutissent et cas où elles échouent ; décentralisation ; composition des délégations ; consultation des maîtres d'œuvre ; rejeté ; amendement n° 122 de M. Roland Vuillaume (détermination de la rémunération des missions des maîtres d'œuvre) ; représentativité des organisations professionnelles ; détermination des missions ; barèmes ; rejeté (p. 6951) ; amendement n° 30 de la commission (élément de mission de maîtrise d'œuvre) ; sous-amendement n° 123 de M. Roland Vuillaume (substituant aux mots « de l'établissement » les mots « après l'établissement ») ; éléments de mission ; petites entreprises ; avant-projets ; appels d'offre ; réalisation d'un ouvrage d'art ; amendement n° 124 de M. Roland Vuillaume (mission de base pour les ouvrages de bâtiment) : devenu sans objet ; amendement n° 73 de la commission (contenu de la mission de base pour les ouvrages de bâtiment ; contenu détaillé des éléments de mission ; adopté ; amendement n° 74 de la commission (éléments de mission) : adopté ; amendement n° 125 de M. Roland Vuillaume (conséquence de la méconnaissance de l'engagement sur le coût par le maître d'œuvre) ; application de pénalités pour non respect des prix prévisionnels ; négociations (p. 6952) ; rejeté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (*négociations des accords au niveau national*) : amendements identiques n° 48 de M. Jean Rigaud et n° 126 de M. Roland Vuillaume (de suppression) : rejeté ; amendements n°s 31, 32, 33 et 34 de la commission (rédactionnels) : adoptés ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 (*existence de trois collèges pour la négociation des accords*) : amendements identiques n° 49 de M. Jean Rigaud et n° 127 de M. Roland Vuillaume soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (de suppression) ; pouvoir réglementaire (p. 6953) rejetés ; amendement n° 128 de M. Roland Vuillaume (création d'une commission nationale pour l'établissement des accords nationaux) : rejeté ; amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) ; négociations des accords par les représentants des organisations ; adopté ; amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (intervention à titre consultatif des organisations représentatives) : non soutenu ; amendement n° 75 de la commission (insérant une référence au 1° *bis* de l'article 9 dans le 3° de cet article) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 129 de M. Roland Vuillaume (suppression du dernier alinéa de cet article) ; représentativité des organisations nationales ; critère du nombre d'adhérents ; négociations (p. 6954) ; fixation de la liste des organisations participant aux négociations ; amendement n° 129 retiré ; amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 (*conditions selon lesquelles un accord est réputé acquis*) : amendements identiques n° 50 de M. Jean Rigaud et n° 130 de M. Roland Vuillaume (de suppression) 2: rejetés ; amendement n° 38 de la commission (supprimant la référence aux deux tiers des membres du collège prévu au 3° du premie

alinéa de l'article 11) ; discussion du mode de calcul des rémunérations ; éléments de mission de la maîtrise d'œuvre (p. 6955) ; maîtres d'œuvre ; rejeté ; amendement n° 76 de M. Job Durupt (référence aux deux tiers au moins des membres du collège prévu au 3° de l'article 11) : adopté ; amendement n° 131 de M. Roland Vuillaume (faisant référence à la commission prévue à l'article précédent) : devenu sans objet ; amendements identiques n° 39 de la commission et n° 140 de M. Paul Chomat (faisant référence au second collège à la fin de la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejetés ; amendement n° 77 de M. Job Durupt (faisant référence aux objets mentionnés au 1° de l'article 9) : non soutenu ; repris par la commission ; adopté ; nécessité d'une modification d'ordre rédactionnel ;

— article 12, ainsi modifié : adopté (p. 6956).

Article 13 (*accords rendus applicables par décret en Conseil d'Etat*) : amendements identiques n° 51 de M. Jean Rigaud et n° 132 de M. Roland Vuillaume (p. 6956) ; rejetés ;

— article 13 : adopté.

Article 14 (*cas d'absence d'accord dans un délai de six mois, à compter de la publication du décret prévu à l'article* 15) : amendements identiques n° 52 de M. Jean Rigaud et n° 133 de M. Roland Vuillaume (de suppression) ; durée des accords ; rejetés ;

— article 14 : adopté.

Article 15 (*fixation des règles d'organisation de la négociation des accords par décret en Conseil d'Etat*) : amendement n° 53 de M. Jean Rigaud (de suppression) : rejeté ; amendement n° 134 de M. Roland Vuillaume (fixation de la composition de la commission par décret en Conseil d'Etat) : retiré ;

— article 15 : adopté.

Article 16 (*dispositions diverses et transitoires*) : amendement n° 40 de la commission (règles de passation des contrats ayant pour objet l'exécution des missions de maîtrise d'œuvre) (p. 6957) ; société d'économie mixte ; adopté après modification ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (*possibilité pour le maître d'ouvrage de confier par contrat à un groupement de personnes une mission d'établissement des études et d'exécution des travaux*) : cumul de maîtrise d'œuvre et d'exécution des travaux ; amendement n° 54 de M. Jean Rigaud (ouvrages réalisés à titre de recherche ou d'expérimentation) ; amendement n° 41 de la commission (mission portant à la fois sur l'établissement des études et l'exécution des travaux) ; sous-amendement n° 150 du Gouvernement (travaux confiés à une personne de droit privé pour les seuls ouvrages d'infrastructure) ; sous-amendement n° 78 de M. Job Durupt (personnes de droit privé reconnues qualifiées) ; sous-amendement n° 141 de M. Paul Chomat, soutenu par Mme Adrienne Horvath (cas où l'opération projetée présente une spécificité technique exceptionnelle) ; caractère dérogatoire de cet article ; contrats d'ouvrages (p. 6958) ; ouvrages d'infrastructure ; spécificité technique particulière ; amendement n° 54 : rejeté ; sous-amendement n° 78 : non soutenu ; ouvrages d'infrastructure ; sous-amendement n° 141 : retiré ; sous-amendement n° 150 : adopté ; amendement n° 41, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 42 de la commission (fixation des conditions dans lesquelles le maître de l'ouvrage peut adapter des dispositions des articles 7 et 9 à 15 lorsque des missions sont confiées à des personnes de droit privé) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 (*rappel de textes demeurant applicables*) : amendement n° 151 du Gouvernement (non application de ce texte aux ouvrages d'infrastructure réalisés dans le cadre d'une opération d'aménagement) ; aménagement urbain ; maîtrise d'ouvrage publique ; possibilité pour le concessionnaire d'aménagement d'avoir la propriété des ouvrages (p. 6959) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 (*non-application de ce texte aux opérations de restauration des édifices protégés*) : adopté.

Article 20 (*abrogeant divers textes de loi*) ; amendement n° 43 de la commission (abrogation de l'article 3 de la loi de 1959 sur l'équipement sanitaire et social) ; étude d'équipements sanitaires et sociaux par un architecte ; adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 6960).

Abstention du groupe communiste : *Horvath (Adrienne)* (p. 6961).

Abstention du groupe R.P.R. et du groupe U.D.F. : *Vuillaume (Roland)* (p. 6961).

Conduite d'opération : *Vuillaume (Roland)* (p. 6960) ; *Quilès (Paul)* (p. 6961).

Délégations et prérogatives du maître d'ouvrage : *Horvath (Adrienne)* (p. 6961).

Négociation (principe de la —) : *Quilès (Paul)* (p. 6961).

3. — Projet de loi n° 2424 modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la **taxe spécifique sur les produits pétroliers** instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du Fonds spécial de grands travaux. — *Sénat* (première lecture), n° **41** (1984-1985). — Dépôt le 19 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **60** (1984-1985) (6 novembre 1984). — Discussion le 13 novembre 1984. — Adoption le 13 novembre 1984. — Projet de loi n° **41** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2424**. — Dépôt le 14 novembre 1984. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Jean-Louis Dumont (22 novembre 1984). — Rapport n° **2461** (28 novembre 1984) — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur pour avis : M. Pierre Metais (22 novembre 1984). — Discussion le 11 décembre 1984. — Adoption le 11 décembre 1984. — Projet de loi n° **715**.

Loi n° 84-1121 du 14 décembre 1984 publiée au *J.O.* du 18 décembre 1984 (p. 3880).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 décembre 1984] (p. 6804).

Exception d'irrecevabilité de M. Edmond Alphandéry : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6807, 6808) ; *Rodet (Alain)* (p. 6808) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6808, 6809) ; rejetée (p. 6809).

Question préalable de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 6809 à 6812) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6809, 6812, 6813) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6812, 6813) ; rejetée (p. 6813).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A. F. M. E.) et maîtrise de l'énergie : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 6805) ; *Métais (Pierre)* (p. 6805) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6807, 6819) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6807, 6810, 6818) ; *Grézard (Léo)* (p. 6813) ; *Rodet (Alain)* (p. 6815) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 6816) ; *Sicard (Odile)* (p. 6817).

Amélioration de l'habitat : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6807, 6808, 6810) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6812) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6813) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 6816) ; *Sicard (Odile)* (p. 6817).

Bâtiment et travaux publics (secteur du —) : *Métais (Pierre)* (p. 6806) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6807 à 6809, 6811) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6816) ; *Durouméa (André)* (p. 6814).

Bilan des précédentes tranches du fonds : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 6805) ; *Métais (Pierre)* (p. 6805) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6806) ; *Grézard (Léo)* (p. 6813) ; *Rodet (Alain)* (p. 6815) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 6816).

Carburants (fiscalité et prix des —) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 6804) ; *Métais (Pierre)* (p. 6805) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6807) ; *Grézard (Léo)* (p. 6813) ; *Durouméa (André)* (p. 6814) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6818).

Circulation routière : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 6805) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6809) ; *Grézard (Léo)* (p. 6813) ; *Durouméa (André)* (p. 6815) ; *Rodet (Alain)* (p. 6815, 6816).

Contrôle parlementaire sur les ressources et les dépenses du fonds : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 6806) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6810, 6817, 6818) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6812) ; *Durouméa (André)* (p. 6815) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6819).

Débudgétisation : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6807, 6808, 6812, 6813) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6808, 6809) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6810, 6811) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6813) ; *Durouméa (André)* (p. 6814) ; *Rodet (Alain)* (p. 6815).

Emprunts : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 6805) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6811) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6812).

Pôles de conversion : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 6805) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6807, 6809).

Position du Sénat : *Rodet (Alain)* (p. 6808) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6808, 6809).

Rappels au règlement : *Gantier (Gilbert)* (p. 6804) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6819).

Ressources du fonds : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 6804) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6810, 6811) ; *Duroméa (André)* (p. 6814).

Statut du fonds : *Gantier (Gilbert)* (p. 6811) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6812).

T. G. V. et réseau ferroviaire : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6806, 6813) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6812) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6812) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6818).

Discussion de l'article unique (p. 6819).

Article unique (*portant à 9,7 centimes par litre le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers*) : prix de l'énergie et de l'essence ; instauration de la taxe spécifique (p. 6819) ; hausse du prix du pétrole ; balance énergétique ; amendement n° 1 de la commission (précision quant aux conditions d'emploi de l'ensemble des ressources du fonds spécial de grands travaux) ; sous-amendement n° 2 de M. Philippe Bassinet (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur les conditions d'emploi de ces ressources) ; amendement n° 1 : retiré ; en conséquence, sous-amendement n° 2 : devenu sans objet ; économies d'énergie ; consommation pétrolière ;

— article unique : adopté (p. 6820).

Voir *Logement* **15.**

Lois de finances **9** (deuxième partie), Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement.

Entreprises.

Voir *Questions orales sans débat* **677.**

Situation dans le Morbihan.

Voir *Questions au gouvernement* **916.**

Situation en Alsace.

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement.

Questions orales sans débat **580.**

Situation en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Voir *Questions orales sans débat* **563.**

BAUX

7. — Proposition de loi n° 508 tendant à modifier l'article 24 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif au **versement d'intérêts pour les sommes payées d'avance au propriétaire** à titre de loyer ou de dépôt en garantie. — *Assemblée nationale* (première lecture), rapporteur : M. Jean-Marie Bockel, remplacé par M. Philippe Séguin (11 octobre 1984).

13. — Projet de loi n° 1840 relatif au renouvellement des **baux commerciaux en 1984. — Loi n° 84-6 du 3 janvier 1984** publiée au *J.O.* du 4 janvier 1984 (p. 147).

14. — Proposition de loi n° 1973 tendant à modifier les dispositions relatives aux **clauses résolutoires.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 février 1984 par M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (5 avril 1984).

15. — Proposition de loi n° 2193 visant à libérer les **loyers** en cas de départ volontaire du locataire. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 juin 1984 par M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (11 octobre 1984).

16. — Projet de loi n° 2430 relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1985.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 15 novembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme. — Urgence déclarée le 15 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur M. Pierre Bourguignon (20 novembre 1984). — Rapport n° **2459** (28 novembre 1984). — Discussion le 28 novembre 1984. — Adoption le 28 novembre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers ». — Projet de loi n° **699.**

Sénat (première lecture), n° **101** (1984-1985). — Dépôt le 29 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **115** (1984-1985) (5 décembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption le 12 décembre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1985 ». — Projet de loi n° **42** (1984-1985).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J. O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844). — Bureau [*J. O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire), rapporteur : M. Pierre Bourguignon. — Rapport n° **2503** (13 décembre 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire), rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **148** (1984-1985). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2499.** — Dépôt le 12 décembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon. — Rapport n° **2510** (13 décembre 1984). — Discussion le 18 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 18 décembre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers ». — Projet de loi n° **737.**

Sénat (deuxième lecture), n° **167** (1984-1985). — Dépôt le 18 décembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **172** (1984-1985) (19 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 19 décembre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1985 ». — Projet de loi n° **55** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2530.** — Dépôt le 19 décembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon. — Rapport n° **2534** (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption définitive le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **744.**

Loi n° 84-1210 du 29 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 30 décembre 1984 (p. 4119).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1984] (p. 6461).

Champ d'application du texte : *Bourguignon (Pierre)* (p. 6462) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6463) ; *Garcin (Edmond)* (p. 6463) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 6463, 6464).

Coefficient de plafonnement : *Bourguignon (Pierre)* (p. 6461).

Lutte contre l'inflation et charges des entreprises : *Bourguignon (Pierre)* p. 6462) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6462) ; *Garcin (Edmond)* (p. 6463) ; *Rouquette (Roger)* (p. 6463) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 6463).

Procédure (nécessité de simplifier la —) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 6462) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6462).

Discussion de l'article unique (p. 6464).

Article unique (*fixant le coefficient de plafonnement des loyers des baux commerciaux*) : amendement n° 2 de la commission (substituant au coefficient 2,30 le coefficient 2,25) ; amendement n° 1 de M. Edmond Garcin (substituant au coefficient 2,30 le coefficient 2,20) ; nécessité de prendre en compte la situation des loueurs de locaux commerciaux ; amendement n° 1 : retiré ; encadrement des prix des locations saisonnières (p. 6464) ; amendement n° 2 : adopté ;

— Article unique, ainsi modifié : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 3 de la commission (fixant à 3 p. 100 l'augmentation maximum des loyers convenus lors du renouvellement des baux ou contrats de location des locaux ou immeubles à usage professionnel ainsi que des locaux, immeubles ou emplacements à usage de garage) (p. 6465) ; adopté ; amendement n° 4 de la commission (précisant que la hausse du prix des locations saisonnières ne pourra excéder 3 p. 100 ; nécessité de libérer les prix pour combattre l'inflation (p. 6466) ; adopté.

Titre : amendement n° 5 de la commission (intitulant le projet de loi « Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers ») : adopté.

— Le titre du projet de loi est ainsi rédigé.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6467).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1984] (p. 7081).

Locations saisonnières : *Bourguignon (Pierre)* (p. 7081).

Locaux professionnels et garages : *Bourguignon (Pierre)* (p. 7081) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7081).

Montant du coefficient de majoration : *Bourguignon (Pierre)* (p. 7081) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7081).

Discussion des articles [18 décembre 1984] (p. 7082).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (substituant au coefficient 2,30 le coefficient 2,25) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2, supprimé par le Sénat : amendement n° 2 de la commission (réglementant l'augmentation des loyers des locaux des immeubles à usage professionnel et de certains garages) : adopté ;

— en conséquence, l'article 2 est ainsi rétabli.

Article 3, supprimé par le Sénat : amendement n° 3 de la commission (réglementant l'augmentation des locations saisonnières) : adopté ;

— en conséquence, l'article 3 est ainsi rétabli.

Titre : amendement n° 4 de la commission (intitulant le projet de loi « projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers ») : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7082).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7314).

Charges des entreprises (allégement des —) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7314).

Lutte contre l'inflation : *Rouquette (Roger)* (p. 7314).

Lecture du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7314-7315).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7315).

BELLA (société).

Voir *Questions orales sans débat* **698.**

BELLA BERCHET (société)

Voir *Questions au Gouvernement* **1059.**

BEYNOST (centre de fractionnement de —).

Voir *Questions orales sans débat* **701.**

BHOPAL

Catastrophe de —.

Voir *Questions au Gouvernement* **1151.**

BIENS IMMOBILIERS

Accord franco-tunisien.

Voir *Traités et Conventions* **121.**

BLE

Voir *Traités et conventions* **112.**

BOIS ET FORETS

Incendies de forêt.

Voir *Questions orales sans débat* **631.**

Industrie du bois.

Voir *Questions au Gouvernement* **978.**

BOIS ET PATE A PAPIER

Voir *Questions au Gouvernement* **964.**

BOISSONS ET ALCOOLS

9. — Proposition de loi n° 1631 relative aux **vins de champagne** tendant à modifier leur taux de prise en charge au compte d'appellation d'origine « Champagne » et à fixer leur durée minimale de première fermentation. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Georges Colin (12 avril 1984). — Rapport n° **2176** (7 juin 1984). — Discussion le 20 juin 1984. — Adoption le 20 juin 1984. — Proposition de loi n° **611.**

Sénat (première lecture), n° **412** (1983-1984). — Dépôt le 20 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Serge Mathieu. — Rapport n° **31** (1984-1985) (17 octobre 1984). — Discussion le 23 octobre 1984. — Adoption le 23 octobre 1984. — Proposition de loi n° **8** (1984-1985).

Loi n° 84-984 du 5 novembre 1984 publiée au *J.O.* du 7 novembre 1984 (p. 3443).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 juin 1984] (p. 3528).

Appellation d'origine « Champagne » : *Colin (Georges)* (p. 3528) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3529, 3530) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3529).

Etats-Unis (label « Champagne » aux —) : *Lalumière (Catherine)* (p. 3530).

Fermentation (durée de la première —) : *Colin (Georges)* (p. 3528, 3530) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3529).

Marne (production de champagne dans le département de la —) : *Micaux (Pierre)* (p. 3529).

Système fiscal (inadaptation du —) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3529) ; *Colin (Georges)* (p. 3530) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3530).

Discussion des articles [20 juin 1984] (p. 3530).

Article 1er (*modification de l'appellation d'origine « Champagne »*) : adopté.

Article 2 (*précisant qu'aucun vin à appellation « Champagne » ne peut être tiré en bouteilles avant le 1er janvier suivant sa récolte*) : adopté (p. 3530).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3530).

10. — Proposition de loi n° 1752 tendant à modifier les articles 17 et 20 de la loi du 6 mai 1919 modifiée portant sur le **vin d'appellation Champagne.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Charles Fèvre (12 avril 1984).

11. — Projet de loi n° 2221 relatif aux **appellations d'origine** dans le secteur viticole. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Dépôt le 20 juin 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Claude Portheault (24 juillet 1984). — Rapport n° **2360** (8 octobre 1984). — Discussion le 10 octobre 1984. — Adoption le 10 octobre 1984. — Projet de loi n° **676.**

Sénat (première lecture), n° **21** (1984-1985). — Dépôt le 11 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Jacques Valade. — Rapport n° **50** (1984-1985) (30 octobre 1984). — Discussion le 7 novembre 1984. — Adoption le 7 novembre 1984. — Projet de loi n° **25** (1984-1985).

Loi n° 84-1008 du 16 novembre 1984 publiée au *Journal officiel* du 18 novembre 1984 (p. 3555).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [10 octobre 1984] (p. 4621).

Aire géographique de production : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4622) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4623, 4627) ; *Pistre (Charles)* (p. 4626).

Appellation d'origine (historique de la notion) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4621, 4622) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4623).

Appellation d'origine contrôlée (A. O. C.) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4622) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4623) ; *Bayou (Raoul)* (p. 4625) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4626).

« Champagne » (appellation d'origine) : *Colin (Georges)* (p. 4624) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4627).

Commissions des boissons : *Tourné (André)* (p. 4624).

« Côtes de Castillon » (appellation) : *Cartelet (Michel)* (p. 4625).

Institut national des appellations d'origine (I. N. A. O.) (pouvoirs de l' —) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4622) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4622, 4623, 4627, 4628) ; *Cartelet (Michel)* (p. 4625) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4626).

Notion d'enrichissement : *Bayou (Raoul)* (p. 4625).

Procédure du décret en Conseil d'Etat : *Lalumière (Catherine)* (p. 4624).

« Production traditionnelle et d'usage » : *Tourné (André)* (p. 4625).

Produits nouveaux : *Pistre (Charles)* (p. 4626, 4627).

Réglementation européenne : *Pistre (Charles)* (p. 4626) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4627).

Vins délimités de qualité supérieure (V.D.Q.S.) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4622) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 4623).

Vins de table : *Lalumière (Catherine)* (p. 4627).

Vins doux naturels : *Tourné (André)* (p. 4624. 4625).

Discussion des articles [10 octobre 1984] (p. 4628).

Article 1er *(pouvoirs d'intervention de l'I.N.A.O.)* : transfert à cet organisme de certains pouvoirs des tribunaux judiciaires ; amendement n° 3 de la commission (complétant la première phrase du deuxième alinéa de cet article par le mot « contrôlées ») : adopté ; amendement n° 2 de la commission (référence au naturel minimum du vin) ; reprise de l'expression utilisée dans les directives européennes ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(formes de l'approbation des propositions de l'I.N.A.O.)* : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (cas où l'Institut national des appellations d'origine a l'obligation d'interdire la commercialisation des productions) ; utilisation abusive de la dénomination « château » dans les vignobles bordelais (p. 4628) ; pouvoirs de l'I.N.A.O. ; droits des consommateurs ; retiré.

Article 3 *(application aux V.D.Q.S.)* : adopté (p. 4629).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4629).

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 13.

Production cidricole.

Voir *Questions orales sans débat* **721.**

BOURGES (Hervé)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 2.

BOURSES ET ALLOCATIONS D'ETUDES

— à la Réunion.

Voir *Questions au Gouvernement* **1057.**

BOUSSAC SAINT-FRERE

Voir *Questions au Gouvernement* **1169.**

BOVINS

Voir *Elevage.*

Marché de la viande bovine.

Voir *Questions au Gouvernement* **836.**

BREVETS ET LICENCES

Voir *Propriété industrielle* **1.**

BRITTANY FERRIES (compagnie)

Voir *Questions orales sans débat* **591.**

BRUXELLES LAMBERT (Banque)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article **4.**

BUDGET

Exécution du — de 1983.

Voir *Questions au Gouvernement* **1153.**

BUDGET ANNEXE DE LA NAVIGATION AERIENNE

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Voir *Rappels au règlement* **312, 313.**

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 28, article **29.**

BUDGET DE L'ETAT

Annulation de crédits.

Voir *Questions au Gouvernement* **841, 851.**

Déficit.

Voir *Lois de finances* **9,** discussion générale.

BULL (groupe)

Suppression d'emplois.

Voir *Questions au Gouvernement* **1071.**

BYBLOS HOTEL

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article **4.**

C

CABLES (communication par —)

Voir *Audiovisuel* **5.**

Edition imprimerie et presse **8,** avant l'article 1er.

CAFE

Voir *Traités et conventions* **105.**

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Recouvrement des créances alimentaires.

Voir *Obligation alimentaire* **1.**

CALAMITES ET CATASTROPHES NATURELLES

Indemnisation de la catastrophe de l'*Amoco Cadiz.*

Voir *Questions au Gouvernement* **865.**

Dégâts provoqués par les intempéries en Picardie.

Voir *Questions au Gouvernement* **1121.**

CANAL PLUS

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er ; article 1er ; avant l'article 3 ; après l'article 5 ; article 8 ; article 11.

Radiodiffusion et télévision.

CANARD ENCHAINE (Le)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 21.

CARAIBES

Voir *Traités et conventions* **103.**

CARBURANTS
Voir *Bâtiments et travaux publics* **3.**

— biochimiques.
Voir *Energie* **4.**

Détaxation des — agricoles.
Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 7.

« CARRY-BACK »
Voir *Lois de finances* **9,** discussion générale.

CARTE DE CREDIT

Interdiction de l'usage de la — à l'étranger.
Voir *Questions au Gouvernement* **970.**

CARTE SCOLAIRE
Voir *Enseignement privé* **5.**

CASTRO (rapport)
Voir *Edition imprimerie et presse* **8** avant l'article 1er.

CENSURE (sanction parlementaire)
Voir *Incidents survenus à la fin de la troisième séance du* 1er février 1984.
Rappels au règlement **272.**

CENTRALES NUCLEAIRES

Implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne.
Voir *Questions orales sans débat* **659.**

CENTRE DE FORMATION DES PERSONNELS COMMUNAUX
Voir *Fonctionnaires et agents publics* **21.**

CENTRES MEDICO-SOCIO-PSYCHOLOGIQUES

Transport d'enfants.
Voir *Questions orales sans débat* **567.**

CERAMIQUE

Industrie de la —.
Voir *Questions orales sans débat* **754.**

CHAMPAGNE
Voir *Boissons et alcools* **9.**

CHANTIERS DE DEVELOPPEMENT
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie) : travail, emploi et formation professionnelle.

CHAPELLE-DARBLAY
Voir *Questions au Gouvernement* **964.**
Rappels au règlement **334, 335.**

CHARBON

1. — Proposition de loi n° 1688 portant création d'un **droit d'entrée sur les charbons importés des pays tiers.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Adrienne Horvath (12 avril 1984).

2. — Proposition de résolution n° 2525 tendant à la création d'une **commission d'enquête sur le coût d'extraction et d'exploitation du charbon** des mines et découvertes françaises. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 17 décembre 1984 par M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues.

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), après l'article 7.
Questions au Gouvernement **1033.**

Bassin de Carmaux.
Voir *Questions orales sans débat* **584.**

CHARBONNAGES DE FRANCE

Utilisation de la subvention des —.
Voir *Questions orales sans débat* **602.**

CHARONNE (événements de —).
Voir *Sécurité sociale* **17.**

CHASSE

— à la palombe.
Voir *Questions orales sans débat* **672.**

CHILI
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 9.
Questions au Gouvernement **1115.**

Article du *Figaro Magazine* sur Mme Yvonne Legrand.
Voir *Questions au Gouvernement* **1001.**

CHINE
Voir *Traités et conventions* **135, 137.**

CHOMAGE
Voir *Déclarations du Gouvernement* **11.**
Entreprises **21.**

Aide aux chômeurs créateurs d'entreprises.
Voir *Questions au Gouvernement* **960.**

Aide aux demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à indemnisation.
Voir *Questions orales sans débat* **696.**

Allocations aux préretraités et aux chômeurs.
Voir *Questions orales sans débat* **719.**

— en Guadeloupe.
Voir *Questions au Gouvernement* **1058.**

Niveau de —.
Voir *Questions au Gouvernement* **840, 853.**

Suppression d'emplois dans les Côtes-du-Nord.
Voir *Questions au Gouvernement* **1020.**

Travaux d'utilité collective.
Voir *Questions au Gouvernement* **1032.**

CHOMAGE : INDEMNISATION

6. — Projet de loi n° 2071 portant **ratification des ordonnances** n° 84-106 du 16 février 1984 et n° 84-198 du 21 mars 1984, relatives au **revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi** et portant modification du code du travail. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Dépôt le 26 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. — Proposition de loi n° 2091 tendant à modifier l'article L. 122-14-4 du code du travail relatif au remboursement par un employeur des **indemnités de chômage versées à un travailleur licencié.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Dépôt le 3 mai 1984 par M. Serge Charles. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions au Gouvernement* **906, 1004, 1013.**

Chômeurs en fin de droits.
Voir *Déclarations du Gouvernement* **15.**

Travailleurs des collectivités locales.
Voir *Questions orales sans débat* **648.**

Versement d'une allocation aux chômeurs privés de ressources.
Voir *Questions au Gouvernement* **1155.**

CHOMAGE PARTIEL

— « **partiel total** ».

Voir *Questions au Gouvernement* **984.**

Questions orales sans débat **599.**

CIMENTS LAFARGE (groupe)

Usine de Ranteil.

Voir *Questions orales sans débat* **596.**

CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES

2. — Proposition de loi n° 2515 tendant à aménager l'exercice du **monopole des pompes funèbres.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Dépôt le 13 décembre 1984 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

CIRCULATION ROUTIERE

8. — Projet de loi n° 2391 tendant à l'amélioration de la **situation des victimes d'accidents de la circulation** et à l'accélération des procédures d'indemnisation. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Dépôt le 18 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Françoise Gaspard (31 octobre 1984). — Rapport n° **2485** (6 décembre 1984). — Discussion le 17 décembre 1984. — Adoption le 17 décembre 1984. — Projet de loi n° **729.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1984] (p. 7021).

Accidents de la route (bilan des —) : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7021, 7022) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7023) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 7027, 7028) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 7028) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 7029) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 7030) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 7031).

Cour de cassation (jurisprudence « Desmares ») : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7022) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7024, 7025, 7034) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 7027) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 7029) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7032).

Cour de Cassation (jurisprudence « Jeand'Heur ») : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7021) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7032).

Faute inexcusable de la victime : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7022) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7025, 7034) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 7027) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 7028) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 7031) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7031, 7033).

Fonds de garantie automobile : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7023).

Force majeure : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7022) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7024, 7026) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 7029) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7032).

Législations étrangères : *Badinter* (*Robert*) (p. 7025) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7027).

Règlement amiable (délais du —) : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7023) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7026).

Règlement amiable (procédure du —) : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7023) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7026) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 7029) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 7031).

Responsabilité civile (régime juridique antérieurement applicable : articles 1382 et 1383 du code civil) : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7022) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7024) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) ; (p. 7027) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 7029) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 7031) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7031, 7032, 7033).

Sécurité routière : *Badinter* (*Robert*) (p. 7023, 7033) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 7028) ; *Escutia* (*Manuel*) (p. 7028) ; *Bonnet Alain*) (p. 7030).

Tunc (position de M. André —) : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7021, 7022) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 7027) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 7030) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7034).

Victimes de moins de quinze ans ou de plus de soixante-cinq ans (indemnisation automatique des —) : *Gaspard* (*Françoise*) (p. 7022) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 7026) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 7030) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7033).

Discussion des articles [17 décembre 1984] (p. 7034).

Article 1er (*champ d'application du texte*) : amendement n° **1** de la commission (cas des remorques ou des semi-remorques des véhicules terrestres à moteur) : adopté ; amendement n° **2** de la commission (substituant à la référence aux chemins de fer la référence aux trains) : retiré ; amendement n° 3 de la commission (cas des personnes transportées en vertu d'un contrat) ; contrats de transport ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 7034).

Article 2 (*impossibilité d'opposer la force majeure ou le fait d'un tiers aux victimes*) : amendement n° 4 de la commission (impossibilité pour le gardien d'un véhicule d'opposer la force majeure ou le fait d'un tiers) ; possibilité pour le piéton ou le cycliste d'invoquer la force majeure ; adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 2 (p. 7035).

Article 3 (*indemnisation des dommages autres que matériels*) : amendement n° 5 de la commission (conditions de cette indemnisation) ; sous-amendement n° 42 du Gouvernement (cas des personnes bénéficiant d'un taux d'incapacité ou d'invalidité au moins égal à 80 p. 100) ; problème de la référence à l'âge de quinze ans ; dommages autres que matériels ; préjudice moral ; sous-amendement n° 42 : adopté ; amendement n° 5, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 3 (p. 7035).

Article 4 (*indemnisations des accidents corporels*) : amendement n° 6 de la commission (limitation de cette indemnisation en cas de dommages autres que matériels) ; sous-amendement n° 43 du Gouvernement (supprimant la référence à la possibilité d'opposer aux ayants droit du conducteur la limitation de la réparation) ; notion de dommage corporel (p. 7035) ; principe d'opposabilité ; arrêt « Desmares » ; distinction entre conducteur et non-conducteur ; sous-amendement n° 43 : adopté ; sous-amendement n° 51 de M. Jean Foyer (supprimant la référence aux dommages autres que matériels) : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*indemnisation du dommage causé à un véhicule terrestre à moteur ; possibilité d'opposer la faute du conducteur au propriétaire du véhicule*) : indemnisation des dégâts matériels ; amendement n° 7 de la commission (indemnisation des dommages matériels pouvant être exclus en considération de la faute de la victime) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (éventualité d'un recours de la victime contre le conducteur) (p. 7036) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 44 du Gouvernement (exclusions opposables aux ayants droit de la victime) : adopté.

Article 6 (*dispositions relatives aux contrats d'assurance*) : adopté.

Article 7 (*création du fonds de garantie*) : amendement n° **9** de la commission (rôle du fonds de garantie pour indemniser la victime d'un accident où est impliqué un véhicule terrestre à moteur dont le responsable n'est pas connu ou est insolvable) ; amendement n° 45 du Gouvernement (cas d'intervention du fonds de garantie) ; paiement des indemnités par ce fonds ; problème de l'indemnisation des accidents autres que ceux causés par des véhicules terrestres à moteur ; conditions d'intervention du fonds de garantie ; cas d'un accident causé par un véhicule en circulation (p. 7037) ; véhicules à moteur à l'arrêt dans des lieux privés ; véhicules en circulation ; amendement n° 9 : adopté ; en conséquence, amendement n° 45 : devient sans objet ; amendement n° 10 de la commission (paiement des indemnités par le fonds de garantie) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté (p. 7038).

Article 8 (*cas d'une transaction entre le fonds de garantie et la victime*) : amendement n° 11 de la commission (opposabilité de la transaction à l'auteur des dommages) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*conditions de l'intervention du fonds de garantie*) : adopté.

Article 10 (*obligation pour l'assureur de présenter une offre d'indemnité à la victime dans un délai maximum de huit mois après l'accident*) : amendement n° 12 de la commission (cas où l'accident n'a occasionné que des dommages matériels) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté (p. 7038).

Article 11 (*droits d'information de la victime*) (p. 7038) : amendement n° 13 de la commission (supprimant la référence aux actes détenus par l'assureur) ; transmission des procès-verbaux ; délais de cette transmission : adopté ; amendement n° 14 de la commission (substituant au mot « expertise » les mots « examen médical ») : adopté ; amendement n° 47 du Gouvernement (supprimant les mots : « du deuxième alinéa ») : adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté (p. 7039).

Article 12 (*droits des tiers payeurs*) : amendement n° 15 de la commission (cas de la perte du droit à remboursement pour le tiers payeur) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 12.

Article 13 (*perte du droit à remboursement du tiers payeur*) : amendement n° 16 de la commission (cas dans lequel les tiers payeurs n'ont pu faire valoir leurs droits contre l'assureur par la faute de la victime) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 13.

Article 14 (*cas où l'offre de transaction n'a pas été faite dans le délai prévu*) : adopté (p. 7039).

Article 15 (*possibilité pour le juge de fixer l'indemnité*) : adopté.

Article 16 (*possibilité pour le juge de réduire les pénalités en raison de circonstances non imputables à la volonté de l'assureur*) : sanction d'un retard dans l'offre de transaction ; indemnisation ; amendement n° 17 de la commission (substituant la référence aux pénalités par la référence aux intérêts) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (précisant que les circonstances prévues par cet article doivent être imputables à la victime) ; causes extérieures à l'assureur ; mécanisme de la transaction ; compagnies d'assurances ; retards imputables à des tiers : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté (p. 7040).

Article 17 (*autorisations délivrées par le juge des tutelles*) : amendement n° 19 de la commission (information du juge des tutelles par l'assureur) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 (*possibilité pour la victime de dénoncer la transaction dans un délai de sept jours*) : amendement n° 20 de la commission (fixant le délai prévu par cet article à 15 jours) ; offre d'indemnité ; délai de sept jours : adopté ;

— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 (*délai de paiement des sommes prévues dans la transaction*) : amendement n° 21 de la commission (cas des sommes non versées) ; cas de paiement partiel : adopté ;

— article 19, ainsi modifié : adopté (p. 7041)

Après l'article 19 : amendement n° 22 de la commission (possibilité pour la victime de demander la réparation d'une aggravation du dommage) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (cas où l'assureur invoque une exception de garantie légale ou contractuelle) ; suppression de la référence à la notion de mandat légal de l'assureur : adopté.

Article 20 (*cas où l'assureur invoque une exception de garantie*) : amendement n° 24 de la commission (suppression du second alinéa de cet article) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*cas où le fonds de garantie est passible de pénalités*) : amendement n° 25 de la commission (conditions de l'intervention du fonds) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 21.

Article 22 (*fixation de l'application de la section 1 par décret en Conseil d'Etat*) : amendement n° 39 de M. Jean Foyer (mode de calcul des dommages et intérêts compensatoires du dommage corporel) ; valeur indicative de ce mode de calcul (p. 7042) ; publication régulière des indemnités allouées par les tribunaux ; souhaite la publication périodique des chiffres moyens des indemnités ; vote par division de cet amendement, à la demande du Gouvernement ; premier alinéa : rejeté ; second alinéa : adopté ; amendement ainsi modifié : adopté ;

— article 22, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 40 de M. Jean Foyer (fixation du taux d'invalidité suivant les règles applicables au contentieux technique de la sécurité sociale) ; transaction amiable ; fixation du taux d'activité ; appréciation rapide du taux d'invalidité ; amélioration des expertises (p. 7043) : retiré.

Avant l'article 23 : intitulé du chapitre II ; recours des tiers payeurs contre les tiers responsables d'un accident ; amendement n° 26 de la commission (introduisant la référence aux dommages corporels dans ce chapitre) : adopté ; en conséquence, l'intitulé du chapitre II est ainsi rédigé.

Article 23 (*dispositions applicables aux relations entre le tiers payeur et le tiers responsable d'un accident, quelle qu'en soit la nature*) : amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 24 (*cas des prestations pouvant donner lieu à une action de remboursement*) ; actions de remboursement contre le tiers responsable ; indemnités journalières de maladie ; prestations d'invalidité ; possibilité pour les assureurs d'engager des actions en remboursement ; amendement n° 48 du Gouvernement (introduisant la référence à un dommage autre que matériel) ; dommages corporels : adopté ; amendement n° 28 de la commission (faisant référence à l'article 1234-20 du code rural) : adopté.

— article 24, ainsi modifié : adopté (p. 7044).

Article 25 (*caractère subrogatoire des modalités d'exercice des actions en remboursement*) : adopté.

Article 26 (*possibilité pour les employeurs de poursuivre directement les responsables du dommage ou leur assureur pour le remboursement des charges patronales*) : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 29 de la commission (actions en remboursement des avances sur indemnités) ; délai de prescription de l'action en remboursement des avances sur indemnités ; garantie volontaire couvrant toutes les circonstances d'accidents pour les assureurs ; adopté (p. 7045).

Article 27 (*prescription par deux ans des actions en remboursement des tiers payeurs*) : amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 28 (*rôle de l'organisme de sécurité sociale*) : adopté.

Avant l'article 29 : intitulé du chapitre III ; dispositions diverses ; amendement n° 31 de la commission (insérant une section I A relative à l'intervention du fonds de garantie en application de l'article 366 *ter* du code rural) ; prise en charge de l'indemnisation des dommages ; conditions de l'intervention du fonds de garantie : adopté (p. 7045) ; amendement n° 41 de M. Jean Foyer (cas d'une faute inexcusable) ; assurance responsabilité ; condamnation pénale ; préjudice corporel ; faute inexcusable : rejeté.

Article 29 (*intérêts moratoires*) (p. 7046) : échelonnement éventuel des remboursements de l'indemnité par la victime en cas de réforme du jugement : amendement n° 32 de la commission (condamnation à une indemnité emportant intérêts au taux légal) ; exécution provisoire d'une décision en faveur du créancier ; possibilité d'obtenir des délais de remboursement en saisissant le juge des référés ; article 1244 du code civil : adopté ;

— article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 (*majoration de cinq points du taux de l'intérêt légal à l'expiration d'un délai de deux mois*) ; intérêts légaux ; amendement n° 33 de la commission (supprimant l'obligation de mise en demeure du débiteur d'exécuter par condamnation) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 (*interruption de la prescription en cas de citation en justice*) : adopté.

Article 32 (*cas des actions en responsabilité civile extra-contractuelles*) : adopté.

Article 33 (*appels en déclaration de jugement commun*) : adopté (p. 7047).

Article 34 (*caisses de mutualité sociale agricole*) (p. 7047) ; amendement n° 49 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 34 et n° 35 de la commission (rédactionnels) : adoptés ;

— article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 35 (*possibilité pour la victime d'appeler l'organisme assureur en déclaration de jugement commun*) : adopté.

Article 36 (*cas où la victime engage une action contre le tiers responsable*) : amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 (*rentes indemnitaires*) ; fonds de revalorisation des rentes ; adopté (p. 7048).

Article 38 (*cas où une rente a été allouée conventionnellement ou judiciairement*) : amendement n° 37 de la commission (fixation par décret de la table de conversion) ; adopté ;

— article 38, ainsi modifié : adopté.

Article 39 (*dispositions transitoires*) : adopté.

Article 40 (*date d'entrée en vigueur de certaines dispositions du texte*) : amendement n° 38 de la commission (application des diverses dispositions de ce texte) ; date d'entrée en vigueur de la loi ; jurisprudence « Desmares » ; adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 40.

Article 41 (*allongement des délais prévus à divers articles de ce texte, pour une durée limitée*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 7049) ;

CITROEN (entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **861, 911.**

Action syndicale chez —.

Voir *Questions au Gouvernement* **1006.**

Activité sur les sites de — en région parisienne.

Voir *Questions au Gouvernement* **1092.**

Négociations avec les salariés.

Voir *Questions au Gouvernement* **951.**

Usine d'Aulnay.

Voir *Questions au Gouvernement* **855.**

Usine de Nanterre.

Voir *Questions au Gouvernement* **992, 1163.**

CLAUSE DE CONSCIENCE

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 5.

CLAUSE PENALE

Voir *Procédure civile et commerciale* **1.**

CLAUSE RESOLUTOIRE

Voir *Baux* **14.**

CLEMENT (Jérôme)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 15.

CLIMATISME

Voir *Santé publique* **2.**

CODE DU DOMAINE DE L'ETAT

Voir *Logement* **12.**

CODE DU TRAVAIL

— en Polynésie française.

Voir *Questions au Gouvernement* **893.**

COLLECTIVITES LOCALES

13. — Proposition de loi n° 2034 tendant à compléter le code des communes ainsi que certaines dispositions applicables au **président du conseil général.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Dépôt le 12 avril 1984 par M. Pierre-Charles Krieg et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (17 mai 1984).

14. — Proposition de loi n° 2062 tendant à mettre en harmonie les délais prévus, d'une part, à l'article 7 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions** et, d'autre part, à l'article 1639 A du **code général des impôts.** — *Sénat* (première lecture), n° **226** (1983-1984). — Dépôt le 13 mars 1984 par M. Paul Girod (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **255** (1983-1984) (11 avril 1984). — Discussion le 25 avril 1984. — Adoption le 25 avril 1984. — Proposition de loi n° **95** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2062.** — Dépôt le 25 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (17 mai 1984). — Rapport n° **2136** (23 mai 1984). — Discussion le 23 mai 1984. — Adoption le 23 mai 1984. — Proposition de loi n° **572.**

Sénat (deuxième lecture), n° **334** (1983-1984). — Dépôt le 24 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **345** (1983-1984) (30 mai 1984). — Discussion le 5 juin 1984. — Adoption avec modifications le 5 juin 1984. — Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées. » — Proposition de loi n° **124** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2172.** — Dépôt le 6 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° **2177** (7 juin 1984). — Discussion le 13 juin 1984. — Adoption avec modifications le 13 juin 1984. — Proposition de loi n° **598**

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 15 juin 1984] (p. 1849) ;

Bureau [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° **222** (21 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption avec modifications le 26 juin 1984. — Proposition de loi n° **621**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur M. Paul Girod. — Rapport n° **418** (1983-1984) (21 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption définitive le 28 juin 1984. — Proposition de loi n° **166** (1983-1984).

Loi n° 84-600 du 13 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1984 (p. 2264).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 mai 1984] (p. 2590).

Décentralisation : *Richard* (*Alain*) (p. 2590) ;

Délais (unification des —) : *Richard* (*Alain*) (p. 2590) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 2590).

Etat (communication d'informations par l' —) : *Richard* (*Alain*) (p. 2590).

Frais d'assiette : *Defferre* (*Gaston*) (p. 2591).

Discussion des articles [23 mai 1984] (p. 2591).

Article 1er (*obligation pour les collectivités locales et organismes compétents de faire connaître aux services fiscaux les décisions relatives aux impositions directes perçues à leur profit*) : amendement n° 2 de la commission (report de la date de notification pour les assemblées concernées par le renouvellement) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*modification de l'article* 1639 *A* bis *du code général des impôts*) : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 1 du Gouvernement (modalités d'application du prélèvement de l'Etat sur les droits et taxes transférés aux départements) ; amendement n° 3 de la commission (sommes perçues par l'Etat au titre des frais d'assiette et de recouvrement des droits et taxes transférés aux départements et à la région Corse) (p. 2591) ; vignette ; amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 3 : devenu sans objet.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2592).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [13 juin 1984] (p. 3316).

Action sanitaire et scoiale (comptabilisation de la dette de l'Etat) : *Labarrère* (*André*) (p. 3317).

Frais d'assiette (taux de retenue sur les —) : *Foyer* (*Jean*) (p. 3316) ; *Labarrère* (*André*) (p. 3317).

Discussion des articles [13 juin 1984] (p. 3317).

Article 3 : amendement n° 2 de la commission (somme perçue par l'Etat à titre de frais d'assiette et de recouvrement des droits et taxes transférés aux départements et à la région Corse) ; sous-amendement du Gouvernement (référence aux frais d'assiette et de recouvrement de dégrèvement et de non-valeurs) : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ; — article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté (p. 3317).

Article 7 : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3318).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [26 juin 1984] (p. 3720).

Frais perçus par l'Etat : *Richard* (*Alain*) (p. 3720) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 3720).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 3721).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3721).

15. — Projet de loi n° 2351 modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux **rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales.** — Lettre rectificative. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Dépôt le 2 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Urgence déclarée le 8 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; demande de constitution d'une commission spéciale présentée par M. le président du groupe U.D.F. et de MM. les présidents du groupe socialiste et du groupe communiste. Décision de l'Assemblée : rejet (3 octobre 1984) ; le projet demeure renvoyé à la commission des lois. — Rapporteur : M. Philippe Marchand (8 octobre 1984). — Rapport n° **2358** (8 octobre 1984). Discussions les 8 et 9 octobre 1984. — Adoption le 9 octobre 1984. — Projet de loi n° **674.**

Sénat (première lecture), n° **20** (1984-1985). — Dépôt le 11 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Paul Séramy. — Rapport n° **95** (1984-1985) (28 novembre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Jean-Marie Girault. — Avis n° **117** (1984-1985) (5 décembre 1984). — Discussion les 15 novembre, 10, 11 et 12 décembre 1984. — Adoption le 12 décembre 1984. Projet de loi n° **34** (1984-1985).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 13 décembre 1984] (p. 2843) ;

Bureau [*J.O.* du 14 décembre 1984) (p. 3853).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Philippe Marchand. — Rapport n° **2519** (13 décembre 1984). — *Sénat* (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Séramy. — Rapport n° **154** (1984-1985) (13 décembre 1984). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2495.** — Dépôt le 12 décembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Marchand. — Rapport n° **2528** (18 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **741.**

Sénat (deuxième lecture), n° **178** (1984-1985). — Dépôt le 20 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Paul Séramy. — Rapport n° **180** (1984-1985) (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Rejet le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **74** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2545.** — Dépôt le 20 décembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Marchand. — Rapport n° **2548** (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption définitive le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **751.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 18 janvier 1985 (*J.O.* du 20 janvier 1985) (p. 821). — Article déclaré non conforme : article 27-2 ajouté par l'article 18. — **Loi n° 85-97 du 25 janvier 1985** publiée au *J.O.* du 26 janvier 1985 (p. 1088).

DEMANDE DE CONSTITUTION D'UNE COMMISSION SPECIALE [3 octobre 1984] (p. 4482) :

Commission spéciale (justification de la création d'une —) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 4483, 4484).

Compétence de la commission des lois : *Labarrère* (*André*) (p. 4482) ; *Forni* (*Raymond*) (p. 4482) ; *Bêche* (*Guy*) (p. 4483) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4483).

Procédure (durée de la —) : *Forni* (*Raymond*) (p. 4482, 4483).

Système éducatif (fonctionnement du —) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 4483, 4484).

Rejet de la demande de constitution d'une commission spéciale (p. 4484).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [8 octobre 1984] (p. 4486, 4513).

Exception d'irrecevabilité présentée par M. Jacques Toubon : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4495) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 4495 à 4498, 4500) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4498-4499) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4499-4500) ; rejetée au scrutin public (p. 4500).

Question préalable opposée par M. Alain Madelin : *Madelin* (*Alain*) (p. 4500 à 4502) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 4502 à 4504) ; rejetée au scrutin public (p. 4504).

Besoin scolaire : *Madelin* (*Alain*) (p. 4501).

Caractère propre de l'établissement : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 4497).

Charges financières (transfert en matière d'enseignement) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4488, 4489) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 4492, 4525, 4526) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4515) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 4517) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 4519).

Chef d'établissement (statut du —) : *Guyard* (*Jacques*) (p. 4524) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 4526).

« Chèque scolaire » : *Pinard* (*Joseph*) (p. 4521) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4528).

Collectivités locales (accroissement de leurs responsabilités) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4486) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 4517).

Commissions académiques de concertation : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4495, 4500) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4502) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4507).

Communes (participation financière en matière d'enseignement) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4487, 4490) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 4491) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4499) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4502) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4506) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 4518) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 4523).

Compétences (répartition des —) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4486, 4487) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 4491) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 4496) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4506).

Contrats d'association (notamment conclusion des) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4490) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 4493) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4495) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 4497, 4498) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4499) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4501, 4502) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 4503) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4507).

Conseils d'orientation pédagogique : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 4518).

Coopération intercommunale : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 4518) ;

Chevènement (*Jean-Pierre*) (p. 4527).

Décentralisation (législation relative à la —) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4486) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 4495).

Décentralisation (principe de —) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4487) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 4491) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4501) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 4503) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4505, 4507) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4516) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 4520) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4527).

Départements d'outre-mer (régime spécifique) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4489).

Dotation départementale d'équipement des collèges : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4489).

Enseignants du privé (statut des —) : *Beix* (*Roland*) (p. 4524) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 4524,, 4525) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4527).

Etablissements privés (notamment conséquences du retour à la loi Debré) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4489, 4490) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4494, 4495) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 4496, 4500) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4498) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 4513, 4514) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 4520).

Etablissements privés et établissements publics (égalité de traitement) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4490) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4499) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4527).

Etablissements publics locaux d'enseignement (élaboration du budget) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4489).

Etablissements publics locaux d'enseignement (nature des actes et composition du conseil d'administration) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4489) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4494) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4501) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4504) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 4526).

Etablissements publics locaux d'enseignement (régime juridique) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4488) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 4492).

Etat (rôle en matière d'enseignement) : *Joxe* (*Pierre*) (p. 4492) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4493, 4499, 4528) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4499) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 4502, 4503) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4515).

Etat (séparation des écoles et de l'—) : *Pinard* (*Joseph*) (p. 4521).

Fiscalité locale (réforme de la —) : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 4519).

Instruction civique : *Beix* (*Roland*) (p. 4524) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 4526).

Liberté de choix des parents (atteinte à la —) : *Madelin* (*Alain*) (p. 4501) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 4504).

Liberté de l'enseignement (principe de la —) : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 4496) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 4498, 4499) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4502).

Libre administration des collectivités locales (principe de —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4515).

Nomination des maîtres : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4495) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 4497) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4501) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 4516).

Obligation de neutralité : *Pinard* (*Joseph*) (p. 4520).

Personnels de l'enseignement public (campagne de calomnies contre les —) : *Pinard* (*Joseph*) (p. 4522).

Procédure de mise à disposition : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4487).

Procédure parlementaire suivie sur ce texte (notamment refus d'une commission spéciale) : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 4496) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4500, 4501) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4507) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4515) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 4523) ; *Joxe* (*Pierre*) (p. 4525).

Rappels au règlement : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4504) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 4505).

Schémas prévisionnels et carte scolaire : *Joxe* (*Pierre*) (p. 4494) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 4496, 4498).

Service public de l'éducation nationale : *Chomat* (*Paul*) (p. 4514) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 4516) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 4523) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4527).

Statut de l'élu : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 4519).

Système éducatif (diversité du —) : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 4493) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4506) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4518).

Système éducatif (modernisation du —) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4508) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 4514).

Transfert de compétences (cas des établissements créés postérieurement au —) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 4488).

Discussion des articles [9 octobre 1984] (p. 4532-4548-4574).

Titre Ier : *dispositions relatives aux compétences en matière d'enseignement :*

Article 1er (*aménagement des structures de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983*) : remise en question du régime juridique de l'enseignement privé ; mainmise syndicale au sein du ministère de l'éducation ; décentralisation des charges ; dégradation du service de l'enseignement (p. 4532) ; risque de discrimination entre les régions ;

— article 1er : adopté.

Article 2 (*adaptation des dispositions de l'article 12 de la loi du 22 juillet 1983 à Paris, à la Corse et aux départements d'outre-mer*) : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 87 de M. Charles Millon (précisant que le conseil régional transmet au représentant de l'Etat le schéma prévisionnel des formations) ; fossé entre les intentions et la réalité de la décentralisation ; compétences des élus pour établir le schéma prévisionnel des formations ; impossibilité pour le représentant de l'Etat de modifier le schéma prévisionnel : adopté (p. 4533).

Article 3 (*article 13 de la loi du 22 juillet 1983*) : rôle du commissaire de la République en cas de désaccord entre les communes concernées par le schéma prévisionnel des formations ; caractère planificateur et étatiste de ce texte ; limitation du pouvoir des assemblées territoriales ; impossibilité d'ouvrir ou de développer un établissement privé si le schéma ne le prévoit pas ; caractère vague de la notion « de besoins de formation » (p. 4534) ; « besoins scolaires de l'enseignement privé » ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 25 de M. Jacques Barrot (prise en compte par les schémas prévisionnels de l'ensemble des besoins de formation assurés par les établissements publics ou privés) ; possibilités offertes par les écoles privées liées par contrat ; conclusion de ces contrats : retiré (p. 4535) ; amendement n° 25, repris par M. Jacques Toubon : rejeté au scrutin public ; amendement n° 26 de M. Jacques Barrot (référence aux établissements publics ou privés) : rejeté ; amendement n° 61 de M. Jacques Toubon (élaboration des schémas dans le respect des principes fondamentaux régissant l'enseignement tels qu'ils ont été reconnus par les lois de la République) ; décision du Conseil constitutionnel de novembre 1977 : rejeté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*création d'un paragraphe relatif à la participation des collectivités territoriales aux dépenses des établissements*) : terme de participation ; participation des communes aux dépenses des établissements d'enseignement secondaire ;

— article 4 : adopté.

Article 5 (*harmonisation du régime juridique applicable aux bâtiments appartenant aux collectivités territoriales avec les dispositions relatives aux transferts des compétences*) (p. 4536) ; problème des charges d'intendance ; notion de propriété ; état des lieux et conventionnement relatif à la répartition du financement des travaux à réaliser ; obligation pour les communes de continuer à participer à l'investissement et au fonctionnement des lycées et collèges ; cas des futurs lycées et collèges ; notion de « dépenses pédagogiques » (p. 4537) ; notion de travaux en cours ; conventions entre collectivités relatives à la répartition des charges ; paiement par les communes d'une sorte de ticket modérateur en contrepartie d'une possibilité de contrôle des débats du conseil d'administration ; dépenses pédagogiques ; problème du rétablissement ou non de la tutelle (p. 4538) ; problème des transferts de l'Etat vers les départements ; baux emphytéotiques ; amendemeent n° 2 de la commission (rédactionnel) ; absence de lien systématique entre la participation financière d'une commune et son association à la gestion d'un collège ou d'un lycée : adopté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 4539) : adopté ; amendement n° 62 de M. Jacques Toubon (référence au représentant de l'Etat dans la région) ; compétence de ce dernier pour désigner la collectivité chargée d'assurer les grosses réparations en l'absence de convention : adopté ; amendement n° 63 de M. Jacques Toubon (consultation du président du conseil général et du président du conseil régional par le représentant de l'Etat dans la région) : rejeté ; amendement n° 64 de M. Jacques Toubon (répartition des charges en fonction du nombre d'élèves scolarisés) ; nécessité d'encadrer les conventions et les décisions éventuelles d'arbitrage par des critères objectifs ; nécessité de laisser au représentant de l'Etat un pouvoir d'appréciation (p. 4540) ; rôle d'arbitrage : rejeté ; amendement n° 4 de la commission (de rectification) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*mise à disposition des biens et des personnels*) : prise en charge par l'Etat des personnels (p. 4541) ; problème des personnels d'entretien ; distinction entre le fonctionnement et les investissements ; problème des travaux neufs ; problème du transfert de la propriété d'un établissement ; question de l'arbitrage ; fixation des participations communales (p. 4542) ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 52 de M. Paul Chomat (problème de l'utilisation par l'établissement scolaire d'équipements sportifs qui sont la propriété de la collectivité locale d'implantation) ; conditions dans lesquelles les biens appartenant aux communes pour l'enseignement du second degré sont mis à la disposition des départements ; cas des équipements sportifs situés hors de l'établissement scolaire ; exemple des C. O. S. E. C. ; convention entre l'Etat et les collectivités locales pour le fonctionnement des équipements sportifs (p. 4543) ; conditions dans lesquelles la collectivité territoriale mettra à la disposition du département des installations qui continueront de lui appartenir en toute propriété (p. 4544) ; rappel des termes de l'article 6 (p. 4548) ; rappel des termes de l'amendement n° 52 de M. Paul Chomat ; problème de la renégociation des conventions de mise à disposition des équipements sportifs pour les collèges et les lycées : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (substituant aux mots « commissaire de la République » les mots « représentant de l'Etat ») ; amendement n° 8 de la commission (p. 4549) (de conséquence) : adoptés ; proposition visant à transférer à l'Etat les équipements et les bâtiments qui, à Paris, servent pour l'enseignement supérieur et dont la ville est propriétaire ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (*participation des communes aux dépenses des collèges et des lycées ; régime juridique des établissements publics locaux d'enseignement*) (p. 4550-4551) ; critique du maintien du système des financements croisés ; problème de la participation des communes aux dépenses de fonctionnement ; établissements publics locaux ; caractère étatique et autoritaire du projet de loi ; absence de règles claires de répartition des charges (p. 4552) ; problème de l'arbitrage du représentant de l'Etat ; participation de la commune aux investissements nécessaires à la construction de bâtiments neufs et à la réalisation de travaux dans des bâtiments anciens ; conventions passées entre l'Etat et les communes ; risque de contentieux ; nécessité de préciser que la contribution temporaire des communes aux investissements et au fonctionnement des collèges et lycées sera transférée aux départements et aux régions ; calendrier budgétaire des régions ; risque de conflit (p. 4553) ; nécessité d'un arbitrage ; législations concernant l'organisation de l'enseignement dans certains pays occidentaux ; nécessité de préciser par convention les rapports entre la commune et la collectivité devenue compétente ; principe de continuité du service public (p. 4554) ; charges des communes ; évolution vers un contrôle *a posteriori* des représentants de l'Etat ; *article* 15 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (participation des communes aux dépenses des collèges et des lycées créés postérieurement à la date du transfert des compétences) ; amendement n° 65 de M. Jacques Toubon (supprimant les mots « à l'exclusion des dépenses afférentes au matériel ») ; dépenses relevant de la pédagogie (p. 4555) ; possibilité de simplifier et de clarifier les charges des communes ; règle « un orateur pour un orateur contre » en ce qui concerne la défense des amendements ; problème du matériel de micro-informatique ; contrat passé entre la firme Thomson et l'U. G. A. P. ; rejeté ; amendement n° 88 de M. Charles Millon (supprimant les quatre derniers alinéas du texte proposé pour l'article 15 de la loi du 22 juillet 1983) ; rôle attribué au commissaire de la République dans le règlement des conflits surgissant entre les collectivités locales et les établissements d'enseignement ; principe de la liberté d'administration financière des collectivités locales (p. 4556) ; spécificité du matériel pédagogique ; rejeté ; amendement n° 103 de la commission (participation des communes avoisinantes aux dépenses d'investissement et de fonctionnement des établissements d'enseignement) ; obligation pour les communes envoyant dans un lycée un nombre d'élèves représentant au moins 5 p. 100 de l'effectif de l'établissement de participer aux dépenses de fonctionnement ; nécessité d'abolir les participations communales aux dépenses d'investissement et de fonctionnement des collèges et des lycées ; généralisation de la participation communale dans le primaire ; fixation d'un seuil en vertu de la loi de 1983 ; adopté (p. 4557) ; amendement n° 111 de la commission (insérant le mot « notamment » après les mots « en tenant compte ») ; nécessité de donner au représentant de l'Etat plus de liberté dans son pouvoir d'appréciation ; adopté ; amendement n° 67 de M. Jacques Toubon (substituant aux mots « au cours des quatre années précédant le transfert des compétences » les mots « au cours des quatre exercices précédant le transfert des compétences ») ; amendement n° 68 de M. Jacques Toubon (supprimant la dernière phrase du 3e alinéa du texte proposé pour l'article 15 de la loi du 22 juillet 1983) ; compétence du représentant de l'Etat pour arrêter le taux de participation de la commune en cas de désaccord de cette dernière) ; adoptés ; amendement n° 110 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 69 de M. Jacques Toubon (nécessité d'un décret en Conseil d'Etat) (p. 4558) ; rejeté ; *article* 15-1 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (participation des collectivités territoriales aux dépenses des collèges et des lycées existants à la date du transfert des compétences) : amendement n° 66 de M. Jacques Toubon : retiré ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 104 de la commission (participation des communes avoisinantes aux dépenses de fonctionnement d'un lycée) : adopté ; amendement n° 89 de M. Charles Millon (supprimant le 2e alinéa du paragraphe 5° du texte proposé pour l'article 15-1 de la loi du 22 juillet 1983) ; suppression de l'arbitrage automatique de l'Etat ; rejeté ; amendement n° 105 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 70 de M. Jacques Toubon (de conséquence) : rejeté ; *article* 15-3 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (application des articles 15, 15-1 et 15-2 aux départements d'outre-mer) : amendement n° 10 de la commission (de précision) : adopté ; *article* 15-5 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (régime juridique applicable aux établissements publics d'enseignement) : amendement n° 71 de M. Jacques Toubon (création des établissements publics locaux par arrêté du président du conseil général ou du conseil régional après avis du représentant de l'Etat dans le département ou dans la région) (p. 4559) ; autonomie laissée à ces établissements ; rôle majeur attribué aux collectivités territoriales ; risque de blocage ; état de cessation de paiement des départements ; problème du fédéralisme en France (p. 4560) ; pérennité de l'Etat ; rejeté ; amendement n° 11 de la commission (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 15-5 de la loi du 22 juillet 1983) ; inutilité de préciser que l'arrêté prévoyant la création d'un établissement du second degré doit tenir compte du schéma prévisionnel de formation ; adopté ; amendement n° 72 de M. Jacques Toubon (définition de modalités de financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement dans l'arrêté portant création de l'établissement) : rejeté ; *après l'article* 15-5 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 : amendement n° 73 de M. Jacques Toubon (compétence du chef d'établissement pour prendre toute disposition visant à assurer le bon fonctionnement du service public en cas de difficultés graves dans un collège ou un lycée) ; nécessité de prévoir que le chef d'établissement doit rendre compte à l'autorité académique ; adopté après rectification (p. 4561) ; *article* 15-6 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (composition du conseil d'administration) : amendement n° 42 de M. Jacques Toubon (composition des conseils d'administration des établissements publics locaux) ; représentation minoritaire des collectivités territoriales ; choix du président du conseil d'administration ; poids des élus : rejeté ; amendement n° 74 de M. Jacques Toubon : retiré ; amendement n° 53 de M. Jacques Brunhes (cas des personnalités représentant le monde économique) ; nécessité d'assurer, à parité, la représentation des salariés et des employeurs (p. 4562) : adopté ; amendement n° 54 de M. Jean-Jacques Barthe (substituant au mot « usagers » les mots « parents d'élèves et élèves ») ; possibilité pour certains usagers de fréquenter l'établissement en dehors des heures d'enseignement ; cas des associations : adopté ; amendement n° 90 de M. Charles Millon (répartition et composition des conseils d'administration) ; présence, dans ces conseils, de représentants des activités socio-professionnelles ; participation des employeurs dans le cadre des personnalités qualifiées (p. 4563) : rejeté ; amendement n° 75 de M. Jacques Toubon (missions du conseil d'administration) ; vote du règlement intérieur de l'établissement : retiré ; *article* 15-8 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (élaboration et adoption du budget) : amendement n° 76 de M. Jacques Toubon (substituant à la date du 1er novembre la date du 1er décembre) ; incompétence des conseils généraux pour fixer des orientations quant à la nature des équipements que les collèges devraient acquérir au cours d'un certain exercice : rejeté ; amendement n° 91 de M. Charles Millon (rédactionnel) (p. 4564) ; problème de la modification de la participation dans le sens d'une augmentation : adopté ; amendement n° 92 de M. Charles Millon (supprimant la deuxième phrase du paragraphe 1er du texte proposé pour l'article 15-8 de la loi du 22 juillet 1983) ; méfiance à l'encontre des collectivités territoriales : rejeté ; amendement n° 77 de M. Jacques Toubon (imposant au chef d'établissement un délai de cinq jours pour transmettre le budget) : adopté ; amendement n° 78 de M. Jacques Toubon (caractère exécutoire du budget dans un délai de trente jours à compter du sixième jour suivant le vote) : rejeté ; amendement n° 93 de M. Charles Millon (supprimant le paragraphe V du texte proposé pour l'article 15-8 de la loi du 22 juillet 1983) (p. 4565) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) :

adopté ; amendement n° 79 de M. Jacques Toubon (compétence du représentant de l'Etat pour saisir la chambre régionale des comptes à défaut d'accord entre les autorités lors de la réception du budget) : rejeté ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 43 de M. Jacques Toubon (imposant une limite au représentant de l'Etat lorsqu'il lui appartient de fixer le montant du budget) ; rôle d'arbitrage du représentant de l'Etat ; obligation pour les collectivités locales d'équilibrer leur budget ; rejeté ; amendement n° 94 de M. Charles Millon (de conséquence) (p. 4566) : rejeté ; *article* 15-9 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (budgets modificatifs) : amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article* 15-10 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (adaptation aux établissements d'enseignement des dispositions de la loi du 2 mars 1982 relative à l'adoption et à l'exécution du budget) ; amendement n° 95 de M. Charles Millon (supprimant le paragraphe I du texte proposé pour l'article 15-10 de la loi du 22 juillet 1983) ; suppression de cet article donnant au représentant de l'Etat des pouvoirs contraires à la décentralisation : rejeté ; amendement n° 15 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 81 de M. Jacques Toubon (reportant le paragraphe I du texte proposé pour l'article 15-10 de la loi du 22 juillet 1983 après le paragraphe III) ; nécessité de l'arbitrage du préfet : rejeté ; amendement n° 96 de M. Charles Millon (de conséquence) : rejeté ; *article* 15-11 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (caractère exécutoire des actes du conseil d'administration des établissements scolaires) : amendement n° 83 de M. Jacques Toubon (précisant que la décision du conseil d'établissement constituée en formation disciplinaire est transmise uniquement au recteur) : rejeté (p. 4567) ; *article* 15-12 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (régime applicable aux comptables des établissements) : amendement n° 16 de la commission (insérant les mots « des trois premiers alinéas » après les mots « les dispositions ») : adopté ; *article* 15-14 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (régime applicable aux écoles de formation maritime et aquacole) : amendement n° 45 du Gouvernement (référence aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 15-13) ; possibilité pour le président du conseil régional ou général de s'adresser directement au chef d'établissement pour l'exercice des compétences incombant à la région ou au département : adopté ; *article* 15-15 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (conditions d'application des dispositions relatives aux établissements d'enseignement) : amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (*établissements publics locaux d'enseignement agricole*) : amendement n° 106 de la commission (de précision) : adopté (p. 4568) ; amendement n° 55 de M. Jacques Brunhes (supprimant les mots « parmi les personnes extérieures à l'établissement ») ; loi du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement public agricole ; spécificité de cet enseignement ; présidence du conseil d'administration dans ce type d'établissement ; présidence des centres de formation permanente des adultes par une personnalité extérieure : rejeté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*dotation régionale d'équipement scolaire*) (p. 4569) ; situation de l'enseignement du second degré dans les départements d'outre-mer ; volonté du Gouvernement de donner la priorité à ces départements ; situation anormale en matière de transports scolaires ; amendement n° 19 de la commission (substituant au mot « départements » le mot « régions ») : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (*dotation départementale d'équipement des collèges*) (p. 4570) : amendement n° 84 de M. Jacques Toubon (supprimant la référence à l'achat de matériel au profit des collèges) : retiré ; amendement n° 97 de M. Charles Millon (consultation du conseil régional concerné) ; arbitrage du représentant de l'Etat : rejeté ;

— article 10 : adopté.

Article 11 (*dispositions de coordination*) : adopté.

Article 12 (*régime dérogatoire applicable à certains établissements*) : amendement n° 44 de M. Jacques Toubon (application des dispositions dérogatoires aux établissements d'enseignement du second degré ou d'éducation spéciale qui étaient municipaux ou départementaux avant la date du transfert des compétences) : non soutenu ;

— article 12 : adopté.

Article 13 (*harmonisation des dispositions applicables à certains établissements avec celles du droit commun qui régissent les collèges et les lycées*) : amendement n° 20 de la commission (référence au paragraphe IV de l'article 14-1) ; possibilité pour les agglomérations nouvelles de se voir confier par la collectivité compétente la responsabilité de la construction de l'équipement et du fonctionnement d'un collège ou d'un lycée (p. 4571) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté (p. 4572).

Article 14 (*participation des départements et des régions aux dépenses de collèges et de lycées situés hors de leur territoire*) ; obligation pour les régions avoisinantes de contribuer aux charges de fonctionnement lorsque 10 p. 100 des élèves fréquentant un lycée d'une autre région résident sur leur territoire (p. 4574) ; amendement n° 98 de M. Charles Millon (supprimant le deuxième alinéa du paragraphe I du texte proposé pour l'article 24 de la loi du 22 juillet 1983) ; rôle d'arbitrage confié à l'Etat ; autorité de tutelle : rejeté ; amendement n° 107 de la commission (cas où l'établissement est un lycée d'enseignement professionnel) : adopté ; amendement n° 99 de M. Charles Millon (supprimant le deuxième alinéa du paragraphe II du texte proposé pour l'article 24 de la loi du 22 juillet 1983) : rejeté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 56 de M. Jacques Brunhes (précisant que le développement et la rénovation du service public de l'éducation nationale constituent une priorité pour l'Etat ou les collectivités locales) (p. 4575) ; priorité au développement et à la rénovation du service public de l'éducation : rejeté.

Article 15 (*établissements d'enseignement privé*) (p. 4576) ; problème de la compatibilité des contrats conclus par les établissements privés avec les besoins de formation prévus par le schéma prévisionnel ; rôle de ce schéma ; désir de contenir le développement ultérieur de l'enseignement privé ; transformation de la nature des établissements sous contrat ; référence au caractère propre ; notion de dépenses de fonctionnement (p. 4577) ; nomination des maîtres ; logique de l'unification du système éducatif (p. 4578) ; retrait du projet de loi Savary ; retour à la loi Debré de 1959 ; priorité au développement, à la modernisation et à la transformation de l'école publique ; risque d'un émiettement et d'une privatisation du système de formation ; liberté pour les familles de choisir l'école de leurs enfants ; prise en compte des besoins figurant dans les schémas prévisionnels lors de la création ou de l'acceptation des contrats (p. 4579) ; école de la République comme fondement de la modernisation du pays ; rôle de l'Etat en matière d'enseignement ; obligation de compatibilité prévue dans le schéma prévisionnel ; inapplication de la règle de sectorisation aux établissements privés (p. 4580) ; contrats d'association ; amendement n° 85 de Mme Hélène Missoffe (de suppression) : rejeté au scrutin public ; *article* 27-1 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (abrogation des dispositions de la loi Guermeur) : amendement n° 27 de M. Jacques Barrot (supprimant le texte proposé pour l'article 27-1 de la loi du 22 juillet 1983) ; « projet Mexandeau » (p. 3581) : rejeté ; amendement n° 28 de M. Jacques Barrot (supprimant le premier alinéa du texte proposé pour l'article 27-1 de la loi du 22 juillet 1983) : retiré ; amendement n° 29 de M. Jacques Barrot (prise en charge des dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association) ; retour au système des contributions forfaitaires ; évaluation des apports en nature : rejeté ; amendement n° 30 de M. Jacques Barrot (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 27-1 de la loi du 22 juillet 1983) (p. 4582) ; attitude de certaines communes refusant de payer leur contribution : rejeté ; amendement n° 31 de M. Jacques Barrot (référence au seul alinéa 2 dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 27-1 de la loi du 22 juillet 1983) : retiré ; amendement n° 32 de M. Jacques Barrot (référence aux règles générales) ; besoin d'autonomie de la société française : rejeté ; amendement n° 33 de M. Jacques Barrot (substituant aux mots « en accord » les mots « en concertation et après accord » dans la troisième phrase de l'alinéa 2 de l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959) ; notion de bureaucrate (p. 4583) ; nomination des maîtres ; nécessité d'assurer au personnel de l'enseignement privé la sécurité de l'emploi : retiré ; *article* 27-2 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (conclusion des nouveaux contrats d'association) : amendement n° 34 de M. Jacques Barrot (obligation de motiver la délibération du conseil municipal refusant la conclusion d'un contrat d'association) ; obligation de motiver tout acte administratif en vertu de la loi du 11 juillet 1978 (p. 4584) ; liberté des communes ; absence d'obligation générale de motivation des actes administratifs : rejeté ; *article* 27-4 *de la loi du* 22 *juillet* 1983 (représentation des collectivités locales

dans les établissements d'enseignement privé) ; amendement n° 35 de M. Jacques Barrot (substituant au pourcentage « 8 p. 100 » le pourcentage « 20 p. 100 ») ; nécessité d'éviter une trop grande représentation des collectivités ; principe de la liberté d'association : retiré ; amendement n° 57 de M. Jacques Brunhes (représentants des personnels et des parents d'élèves) ; participation de ces derniers aux réunions de l'organe compétent pour délibérer sur le budget des classes sous contrat d'association (p. 4585) ; droit de regard de la collectivité locale : rejeté ; amendement n° 58 de M. Paul Chomat (précisant que le contrat d'association garantit l'existence des libertés individuelles pour le personnel ainsi que sa participation aux réunions des organes de l'établissement) ; possibilité d'intenter un recours contre un contrat d'association qui serait contraire au droit du travail ; exercice du droit syndical par les maîtres des établissements d'enseignement privé ; attribution de décharges syndicales dans les conditions applicables à la fonction publique (p. 4586) : rejeté ; *article 27-6 de la loi du 22 juillet 1983* : amendement n° 36 de M. Jacques Barrot (supprimant le texte proposé pour l'article 27-6 de la loi du 22 juillet 1983) ; conditions de résiliation des contrats d'association : retiré ; amendement n° 37 de M. Jacques Barrot (référence aux conditions fixées par l'article 27-3, alinéa 1) : rejeté ; *article 27-7 de la loi du 22 juillet 1983* (modification ou résiliation des contrats en cours) : amendement n° 38 de M. Jacques Barrot (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 27-7 de la loi du 22 juillet 1983) ; extension du droit de conciliation à l'ensemble des contrats ; référence au schéma prévisionnel ; droit de résiliation des contrats existants (p. 4587) : retiré ; *article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983* (commissions académiques de concertation) ; amendement n° 21 de la commission (de précision) : adopté après rectification ; amendement n° 59 de M. Jean-Jacques Barthe (composition des commissions de concertation) ; nécessité de revenir au tripartisme ; comité national de conciliation : retiré (p. 4588) ; amendement n° 22 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 60 de M. Louis Maisonnat (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983) : devenu sans objet ; amendement n° 109 de M. Jacques Barrot (création d'un comité national de conciliation auprès du ministre de l'éducation nationale) ; justification de cette instance ; péril de la polysynodie (p. 4589) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Jacques Barrot (supprimant la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983) : retiré ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 (*entrée en vigueur du transfert de compétences en matière d'éducation dans les régions d'outre-mer*) : adopté.

Article 17 (*dispositions relatives à la région de Corse*) : adopté.

Article 18 (*consultation des collectivités intéressées sur le budget des établissements d'enseignement pour* 1985) : amendement n° 46 du Gouvernement (de suppression) : obligation pour les conseils généraux de faire connaître au 1er novembre 1985 les dotations allouées à chaque établissement : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 4588).

Article 19 (*dispositions transitoires*) : adopté.

Titre II : *dispositions diverses* :

Article 20 (*compétences des bureaux municipaux d'hygiène*) : amendement n° 47 du Gouvernement (de correction) ; amendement n° 23 de la commission (même objet) ; amendement n° 47 : retiré ; amendement n° 23 : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*schéma d'aménagement de la Corse*) : adopté.

Après l'article 21 : amendement n° 100 de M. Charles Millon (de précision) : non soutenu.

Article 22 (*article 17 de la loi du 7 juillet 1983*) : adopté.

Article 23 (*prise en charge par l'Etat des dépenses du service public de la justice*) (p. 4591) ; amendement n° 24 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; crédits de subvention accordés en vue d'éviter un hiatus entre l'application de la loi précédente et celle de la future loi : adopté ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 48 du Gouvernement (impossibilité pour le conseil municipal d'adopter une délibération sur le budget de l'exercice en cours à compter de la saisine de la chambre régionale des comptes) : adopté ; amendement n° 49 du Gouvernement (impossibilité pour le conseil municipal de délibérer en matière budgétaire à compter de la saisine de la chambre régionale des comptes) : adopté ; amendement n° 50 du Gouvernement (prévoyant qu'en cas de scrutin secret le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption) (p. 4592) ; amendement n° 51 du Gouvernement (même objet) : adoptés.

Article 24 (*modalités d'application de la loi*) : adopté.

Explications de vote (p. 4593) :

Abstention du groupe communiste : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 4594).

Décentralisation du système scolaire : *Barrot* (*Jacques*) (p. 4593) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 4593, 4594) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4594).

Pluralisme du système scolaire : *Barrot* (*Jacques*) (p. 4593).

Vote de ce texte (conditions de —) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 4593) ; *Richard* (*Alain*) (p. 4594).

Vote favorable du groupe socialiste : *Richard* (*Alain*) (p. 4594).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4594).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1984] (p. 7255) :

Exception d'irrecevabilité soulevée par Mme Hélène Missoffe : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 7256-7257) ; *Hory* (*Jean-François*) (p. 7257-7258) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 7258-7259) ; rejetée (p. 7259).

Budget des établissements (modalités d'adoption du —) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 7256).

Conseils d'administration (composition des —) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 7256).

Constitutionnalité du projet de loi : *Hory* (*Jean-François*) (p. 7258) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7260).

Décentralisation (objectifs de —) : *Haby* (*René*) (p. 7261).

Enseignement public (service de l' —) : *Ducoloné* (*Guy*) (p. 7259).

Etablissements privés (passation de contrats avec les —) : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 7257)) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7259).

Financement des lycées et collèges : *Marchand* (*Philippe*) (p. 7255).

Libertés publiques (garantie des — par l'Etat) : *Hory* (*Jean-François*) (p. 7258) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7260).

Nomination des maîtres : *Marchand* (*Philippe*) (p. 7256) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7260).

Notion de caractère propre : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 7256-7257) : *Hory* (*Jean-François*) (p. 7257) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 7259).

Discussion des articles [19 décembre 1984] (p. 7262) :

Article 2 *bis* : amendement n° 11 de la commission (substituant au mot « propose » le mot « transmet » dans le paragraphe II de l'article 13 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983) ; pouvoir d'appréciation du préfet : adopté ;

— article 2 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *ter* : amendement n° 12 de la commission (référence à l'accord des départements) ; champ d'application du schéma prévisionnel (p. 7262) : adopté ;

— article 2 *ter*, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 13 de la commission (supprimant la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 53 de M. Daniel Le Meur (précisant que l'Etat se réserve le droit de créer des établissements publics pour répondre à son devoir constitutionnel) ; organisation d'un service public de l'enseignement (p. 7263) : retiré ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 14 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (p. 7264) : amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (application aux biens mis à la disposition du département, de l'article 21 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) : adopté.

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (p. 7265-7266) ; prise en charge par les régions des dépenses d'investissement pour les lycées ; amendement n° 49 de M. Olivier Guichard (abrogeant l'article 15 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983) (p. 7267) ; principe de décentralisation ; finances locales ; transfert de charges aux dépens de la région ; participation des communes de résidence aux dépenses de fonctionnement des collèges : rejeté ; amendement n° 50 de M. Olivier Guichard (participation des groupements de communes aux dépenses d'investissement, pour les établissements créés postérieurement à la date du transfert des compétences) (p. 7268) ; amendement n° 60 de M. Maurice Pourchon (même objet) ; qualification juridique de la région (p. 7269) : rejetés ; amendement n° 61 de M. Maurice Pourchon (insérant les mots « et les lycées » après les mots « les collèges ») : rejeté ; amendement n° 17 de la commission (supprimant les mots « du département » dans le 1er alinéa du texte proposé pour l'article 15) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (substituant au mot « transférés » le mot « nationalisés ») : adopté ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (mise en œuvre progressive sur une période de trois ans des dispositions du présent article) (p. 7270) : adopté ; amendement n° 51 de M. Olivier Guichard (conditions de participation aux dépenses d'investissement) ; amendement n° 62 de M. Maurice Pourchon (même objet) (p. 7271) ; amendement n° 51 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 62 : rejeté ; amendement n° 63 de M. Maurice Pourchon (insérant les mots « et les lycées » après les mots « pour les collèges » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 15-1 de la loi du 22 juillet 1983) ; rejeté ; amendement n° 21 de la commission (participation de la commune propriétaire ou du groupement de communes compétent, aux dépenses d'investissement des collèges) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (application des dispositions de l'article L. 221-4 du code des communes à la répartition intercommunale des dépenses d'investissement) : adopté (p. 7272) ; amendement n° 24 de la commission (précisant que la commune propriétaire ou le groupement de communes compétent continuent de supporter la part lui incombant au titre des investissements réalisés avant la date du transfert) : adopté ; amendement n° 52 de M. Olivier Guichard (prévoyant qu'en ce qui concerne les lycées, les rapports financiers entre les communes et la région sont les mêmes que ceux établis pour les collèges, par l'article 15-1, entre les communes et les départements) : rejeté ; amendement n° 25 de la commission (précisant que la collectivité locale propriétaire continue de supporter la part des dépenses d'investissement réalisées dans les établissements transférés à la région avant la date du transfert ou en cours de cette date) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (portant à 1990 la date à partir de laquelle seront applicables les dispositions du texte relatives à la participation des communes au financement des collèges) : adopté ; amendement n° 64 de M. Maurice Pourchon (d'harmonisation) : non soutenu ; amendement n° 27 de la commission (supprimant la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 15-3 de la loi du 22 juillet 1983) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (de conséquence) ; adopté (p. 6773) ; amendement n° 29 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (composition du conseil d'administration) ; amendement n° 2 de M. René Haby (même objet) ; statut des suppléants ; efficacité des conseils d'administration en fonction de leur effectif (p. 7274) ; amendement n° 30 : adopté ; amendement n° 2 : devenu sans objet ; amendement n° 31 de la commission (supprimant les mots « après information de la collectivité territoriale de rattachement » à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 15-7 de la loi du 22 juillet 1983) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (caractère non exhaustif des attributions du conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (conditions dans lesquelles le budget de l'établissement devient exécutoire) (p. 7275) ; sous-amendement n° 54 de M. Daniel Le Meur (prise en compte du montant des ressources allouées au titre de la taxe d'apprentissage) ; gestion de cette taxe (p. 7276) : rejeté ; amendement n° 33 : adopté ; amendements n° 3 et n° 4 de M. René Haby : devenus sans objet ; amendement n° 34 de la commission (conditions dans lesquelles le représentant de l'Etat peut majorer la participation de la collectivité de rattachement) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (insérant les mots « ainsi que préalablement à la passation de toute convention à incidence financière » après les mots « la situation financière de l'établissement » à la fin du premier alinéa du paragraphe III du texte proposé pour l'article 15-11 de la loi du 22 juillet 1983) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (supprimant la deuxième phrase du deuxième alinéa du paragraphe III du texte proposé pour l'article 15-11 de la loi du 22 juillet 1983) : adopté ; amendement n° 55 de M. Daniel Le Meur (insérant les mots « nommé par l'Etat. La collectivité de rattachement est informée de cette nomination » après les mots « est un agent » à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 15-12 de la loi du 22 juillet 1983) : retiré (p. 7277) ; amendement n° 37 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 56 de M. Daniel Le Meur (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat fixe la composition du conseil d'administration) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 38 de la commission (insérant les mots « des représentants » après les mots « et le cas échéant » dans le sixième alinéa de cet article) (p. 7278) ; établissements privés locaux d'enseignement agricole : adopté ; amendement n° 39 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : amendement n° 40 de la commission (référence à la capacité d'accueil des établissements) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (communication par le représentant de l'Etat dans la région de la liste des opérations de construction et d'extension prévue au paragraphe I de l'article 13) (p. 7279) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *bis* : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 15 (p. 7280) : notion de caractère propre (p. 7281) ; besoin scolaire reconnu ; principe du caractère propre ; principe de concertation ; amendement n° 42 de la commission (abrogeant les articles 1er et 4 de la loi 77-1285 du 25 novembre 1977 et relative à la liberté de l'enseignement) (p. 7282) : adopté ; amendement n° 5 de Mme Hélène Missoffe (indiquant que les maîtres exerçant leurs fonctions dans un établissement privé lié à l'Etat par contrat sont en droit de donner un enseignement inspiré du caractère propre de l'établissement) ; principe du caractère propre ; rejeté ; amendement n° 43 de la commission (soumettant la conclusion des contrats d'association à l'avis du département ou de la région intéressée) (p. 7283) : adopté ; amendement n° 57 de M. Louis Maisonnat (indiquant que le contrat d'association garantit l'exercice des libertés individuelles et collectives pour les personnels) ; jurisprudence de la Cour de cassation indiquant que les personnels de ces établissements privés relèvent du code du travail : rejeté ; amendement n° 44 de la commission (possiblité pour le représentant de l'Etat de résilier ces contrats) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (substituant aux mots « intéressés, des responsables » les mots « territoriales, des représentants » : adopté ; amendement n° 46 de la commission (substituant aux mots « des conseils institués dans chaque académie et dans chaque département en application de l'article 12 » les mots « des organismes prévus à l'article 12 ») (p. 7284) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (supprimant le texte proposé pour l'article 27 *bis* de la loi du 22 juillet 1983) ; commission consultative : adopté ;

— article 15 : adopté au scrutin public.

Article 17 : adopté.

Article 19 : amendement n° 65 du Gouvernement (précisant que les régions peuvent assumer directement la réalisation des établissements d'enseignement qui relèveront de leur compétence) ; possibilité pour les régions de bénéficier du taux de remboursement de T. V. A. lorsqu'elles sont maîtres d'œuvre (p. 7285) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *bis* : amendement n° 6 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 20 : adopté.

Article 20 *bis* : adopté.

Article 20 *ter* : adopté.

Article 20 *quater :* amendement n° 7 du Gouvernement (de suppression) ; commission nationale d'harmonisation : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 23 (p. 7286) : adopté.

Article 23 *quater :* adopté.

Article 23 *quinquies :* adopté.

Après l'article 23 *quinquies :* amendement n° 8 du Gouvernement (application de l'article 56 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) ; compétence de l'autorité territoriale pour nommer les agents de la fonction publique territoriale : adopté.

Article 23 *sexies :* adopté.

Après l'article 23 *sexies :* amendement n° 9 du Gouvernement (abrogeant le dernier alinéa de l'article 66 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) ; cas du fonctionnaire en détachement remis à la disposition de sa collectivité pour une cause autre qu'une faute commise dans l'exercice de ses fonctions et ne pouvant être immédiatement réintégré faute d'emploi : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (centres départementaux de gestion) (p. 7287) : adopté.

Article 23 *septies :* adopté.

Après l'article 23 *septies :* amendement n° 48 du Gouvernement (précisant que les attributions reçues au titre de la dotation globale d'équipement et au titre des crédits de paiement ne peuvent être inférieures au montant moyen actualisé des concours de l'Etat au titre des crédits inclus dans la première part de la dotation globale d'équipement au cours des exercices 1980, 1981, 1982) ; garantie de ressources au profit des départements au titre des aides versées par l'Etat pour leurs investissements : adopté ; amendement n° 59 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7288).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7366).

Echec de la commission mixte paritaire : *Forni (Raymond)* (p. 7366).

Lecture du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7367 à 7371).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7371).

16. — Projet de loi n° 2443 portant modification de certaines dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement et aux agglomérations nouvelles.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 15 novembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Urgence déclarée le 15 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Floch (20 novembre 1984). — Rapport n° **2464** (29 novembre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (20 novembre 1984). — Rapporteur pour avis : M. André Laignel (22 novembre 1984). La commission renonce à donner son avis (27 novembre 1984). — Discussion le 6 décembre 1984. — Deuxième délibération (après l'article 7). — Adoption le 6 décembre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi portant modification de certaines dispositions relatives aux relations entre l'Etat et les collectivités locales ». — Projet de loi n° **714**.

Sénat (première lecture), n° **134** (1984-1985), dépôt le 7 décembre 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. René Monory. — Rapport n° 146 (1984-1985 (12 décembre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Paul Girod. — Avis n° **144** (1984-1985) (12 décembre 1984). — Discussion le 18 décembre 1984. — Adoption le 18 décembre 1984. — Projet de loi n° **53** (1983-1984).

Loi n° 84-1284 du 31 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 1er janvier 1985 (p. 5).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [6 décembre 1984] (p. 6765).

Conditions d'examen du texte : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6771-6774) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6772) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6773-6777-6778) ; *Floch (Jacques)* (p. 6775) ; *Lauriol (Marc)* (p. 6777).

Comité des finances locales : *Floch (Jacques)* (p. 6766) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6772) ; *Lauriol (Marc)* (p. 6777).

Commissariat général du Plan (élaboration d'un rapport par le —) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6774) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6774).

Décentralisation : *Floch (Jacques)* (p. 6765) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6771) ; *Clément (Pascal)* (p. 6775-6776).

Dotation globale d'équipement (critiques adressées au système de la —) : *Floch (Jacques)* (p. 6767) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6769-6772-6773) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6772-6773) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6774) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 6775) ; *Clément (Pascal)* (p. 6776).

Dotation globale d'équipement (retrait des amendements du Gouvernement) : *Joxe (Pierre)* (p. 6778).

Dotation globale d'équipement (système proposé pour la —) : *Floch (Jacques)* (p. 6767-6768) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6769-6770-6773-6774) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6771) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6773).

Dotation globale de fonctionnement (montant et taux de progression de la —) : *Floch (Jacques)* (p. 6765) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6772) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 6774) ; *Lauriol (Marc)* (p. 6776).

Dotation globale de fonctionnement (spécificité pour certaines communes) : *Floch (Jacques)* (p. 6766).

Fonds de compensation de la T. V. A. : *Frelaut (Dominique)* (p. 6772-6773) ; *Floch (Jacques)* (p. 6775).

Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle : *Floch (Jacques)* (p. 6766-6775) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6767) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6772) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 6775).

Investissements des communes : *Floch (Jacques)* (p. 6767) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6769).

Personnels des villes nouvelles : *Floch (Jacques)* (p. 6766) ; *Vivien (Alain)* (p. 6770).

Sénart (ville nouvelle de —) : *Vivien (Alain)* (p. 6770-6771).

Discussion des articles [6 décembre 1984] (p. 6778).

Article 1er (*fixant le taux de garantie de progression minimale de la dotation globale de fonctionnement à* 4 p. 100) ; cas des communes les plus démunies ; département de la Lozère : adopté.

Article 2 (*dotation supplémentaire pour les communes touristiques ou thermales*) : adopté.

Article 3 (*taux minimal de progression*) : adopté.

Article 4 (*agglomérations nouvelles*) : adopté (p. 6778).

Article 5 (*abrogeant le II bis de l'article 1648 D du code général des impôts*) : amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 6 (*personnels des agglomérations nouvelles*) : amendement n° 18 de M. Alain Vivien (répartition de ces personnels entre les diverses collectivités locales) ; reclassement des agents : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (*communes ayant cessé de figurer sur la liste des communes membres d'une agglomération nouvelle*) : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 19 de M. Alain Vivien (cas de l'agglomération nouvelle du Grand-Melun et de Sénart-Villeneuve) : rejeté ; amendement n° 1 du Gouvernement (fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6779) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (répartition du surplus des ressources du fonds) ; sous-amendement n° 20 de M. Dominique Frelaut (cas des communes dont le taux d'imposition de la taxe professionnelle a été égal au plafond de 1983) ; sous-amendement n° 23 de M. Dominique Frelaut (cas des communes dont le taux de taxe professionnelle a été plafonné en

1983) ; sous-amendement n° 21 de M. Dominique Frelaut (substituant aux mots « écart relatif » les mots « écart absolu ») ; surplus des ressources du fonds ; plafonnement ; période transitoire de deux ans (p. 6780) ; sous-amendements : retirés ; amendement n° 2 : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (surplus prévu pour 1984) : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (répartition de la seconde part du fonds national de péréquation, à titre transitoire, en deux fractions) : adopté ; amendements n° 5 et n° 8 à 17 du Gouvernement : retirés.

Titre : amendement n° 6 du Gouvernement (relations entre l'Etat et les collectivités locales) : adopté ;
— titre ainsi modifié, adopté.

Seconde délibération du projet de loi à la demande de M. Alain Vivien :

Après l'article 7 : amendement n° 1 de M. Alain Vivien (cas de l'agglomération nouvelle du Grand-Melun et de Sénart-Villeneuve) (p. 6781) : adopté.

Explications de vote (p. 6782) :

Abstention des groupes R. P. R. et U. D. F. : *Lauriol* (*Marc*) (p. 6782) ;

Dotation globale d'équipement : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 6782) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 6782) ;

Rôle des commissions : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 6782) ; *Floch* (*Jacques*) (p. 6782) ;

Rôle du Sénat : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 6782).

— budget des

Voir *Questions orales sans débat* **743.**

— financement des

Voir *Eau et assainissement* **3.**
Questions orales sans débat **564.**

— fiscalité

Voir *Loi de finances* **9,** discussion générale.
(Première partie), article 24, article 30.

— prélèvement de 3 milliards sur les recettes des

Voir *Questions au Gouvernement* **1025.**

COLONAT PARTIAIRE

Voir *Agriculture* **13.**

COMBAT SOCIALISTE

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 5 ; article 10 ; article 17.

COMITES DE BASSIN

Voir *Cours d'eau, étangs et lacs* **2.**

COMITES DE MASSIF

Voir *Aménagement du territoire* **2.**

COMITES D'ENTREPRISE

— prestations sociales servies par les
Voir *Questions orales sans débat* **595.**

COMMEMORATIONS

— commémoration du 6 juin 1944 : MM. Hamel (Emmanuel), Bonnet (Alain), Dutard (Lucien), Natiez (Jean), vice-président [6 juin 1984] (p. 2964) ; MM. Hamel (Emmanuel), Labarrère (André), Sapin (Michel), vice-président (p. 2987).
Voir *Rappels au règlement* **172.**

— commémoration du 18 juin 1940.
Voir *Rappels au règlement* **162, 163, 166, 167, 168.**

COMMERCE

— centrales d'achat
Voir *Questions au Gouvernement* **976.**

COMMERCE ET ARTISANAT

8. — Proposition de loi n° 1933 tendant à modifier les articles 110 et 183 du code de commerce afin de limiter à 45 jours les **échéances des effets de commerce.** — *Assemblée nationale* (première lecture), rapporteur : M. Jean Foyer (2 février 1984).

9. — Proposition de loi n° 2020 tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 **d'orientation du commerce et de l'artisanat.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. François Fillon. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Pierre-Bernard Cousté (10 mai 1984).

10. — Proposition de loi n° 2031 tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 **d'orientation du commerce et de l'artisanat.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Pierre-Bernard Cousté. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Roland Vuillaume (10 mai 1984).

11. — Proposition de loi n° 2517 tendant à rénover et à **adapter la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 décembre 1984 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

— retraite à 60 ans
Voir *Questions au Gouvernement* **844.**

COMMERCE EXTERIEUR

— endettement extérieur
Voir *Entreprises* **21.**

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE (C.E.A.)

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Recherche et technologie.

— office des radio-éléments ionisants
Voir *Questions orales sans débat* **742.**

COMMISSION POUR LA TRANSPARENCE ET LE PLURALISME

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** discussion générale ; avant l'article 1er ; article 1er ; article 8 ; article 14 ; article 15 ; article 20.

— nature juridique de la
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 15.

COMMISSIONS SPECIALES

Voir *Aménagement du territoire* **2.**

COMMISSIONS TECHNIQUES D'ORIENTATION ET DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL (C.O.T.O.R.E.P.)

— décision des — réduisant le taux d'incapacité
Voir *Questions au Gouvernement* **1069.**

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (C.E.E.)

— accord des Dix sur les dépenses européennes
Voir *Questions au Gouvernement* **1107.**

— application du droit communautaire
Voir *Questions orales sans débat* **667.**

— débat sur l'Europe
Voir *Questions au Gouvernement* **1095.**

— désignation des commissaires
Voir *Questions au Gouvernement* **1106.**

— élargissement
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A. ; mer.

— montants compensatoires monétaires
Voir *Questions au Gouvernement* **832.**

— politique agricole commune
Voir *Agriculture* **13.**
Questions au Gouvernement **849.**

— **présidence française (bilan de la —)**
Voir *Questions au Gouvernement* **966.**

— **rapports avec la Grande-Bretagne**
Voir *Questions orales sans débat* **604.**

— **rapports avec les Etats-Unis**
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P.S.A.

— **représentation française à la commission européenne**
Voir *Questions au Gouvernement* **1131.**

— **sommet de Fontainebleau**
Voir *Questions au Gouvernement* **997.**

COMMUNAUTES EUROPEENNES

7. — **Rapport d'information n° 2185** établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979, par M. Charles Josselin [7 juin 1984].
Voir *Traités et conventions* **127.**

COMMUNES

13. — **Proposition de loi n° 1984** tendant à empêcher la dissociation des **communes fusionnées.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 8 février 1984 par M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Charles Millon (5 avril 1984).

14. — **Proposition de loi n° 2154** visant à établir un **titre de propriété des communes sur les biens situés à l'intérieur de leurs limites cadastrales** quand ils n'appartiennent pas à des tiers par des titres contraires de droit commun. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1984 par M. Jean-Pierre Destrade et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée (21 juin 1984).

— **concours financiers.**
Voir *Questions au Gouvernement* **870.**

COMMUNICATION

1. — **Projet de loi n° 2076** relatif à la création du **Carrefour international de la communication.**

Sénat (première lecture), n° **238** (1983-1984), dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport n° **265** (1983-1984) (18 avril 1984). — Discussion le 26 avril 1984. — Adoption le 26 avril 1984. — Projet de loi n° **96** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2076**, dépôt le 27 avril 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Alain Billon (3 mai 1984). — Rapport n° **2104** (10 mai 1984). — Discussion le 17 mai 1984. — Adoption le 17 mai 1984. — Projet de loi n° **571.**

Loi n° 84-409 du 1er juin 1984, publiée au *J. O.* du 2 juin 1984 (p. 1726).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [17 mai 1984] (p. 2431, 2441).

Question préalable de M. François d'Aubert : *d'Aubert (François)* (p. 2436, 2437) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2437, 2438, 2439, 2440) ; *Fillioud (Georges)* (p. 2440) ; rejetée au scrutin public (p. 2441).

Angoulême (musée de la bande dessinée) : *Boucheron (Jean-Michel)* (Charente) (p. 2446).

Architecture du projet (Otto Van Spreckelsen) : *Billon (Alain)* (p. 2434) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Charente) (p. 2445).

Ateliers de communication : *Billon (Alain)* (p. 2433) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2444).

Audiovisuel (rôle de l'Etat) : *Baumel (Jacques)* (p. 2441, 2442).

Câble : *Billon (Alain)* (p. 2433) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2438, 2439).

Carrefour (mission du —) : *Billon (Alain)* (p. 2433, 2435) ; *Hage (Georges)* (p. 2443) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2444).

Centre de ressources : *Billon (Alain)* (p. 2434).

« Cité des affaires » : *Billon (Alain)* (p. 2433) ; *d'Aubert (François)* (p. 2437) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2445) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Charente) (p. 2446).

Coût de fonctionnement : *Billon (Alain)* (p. 2434) ; *d'Aubert (François)* (p. 2437).

Coût financier du projet : *Billon (Alain)* (p. 2434) ; *d'Aubert (François)* (p. 2436) ; *Baumel (Jacques)* (p. 2442) ; *Hage (Georges)* (p. 2443).

Etablissement public industriel et commercial : *Fillioud (Georges)* (p. 2435, 2436) ; *d'Aubert (François)* (p. 2437) ; *Baumel (Jacques)* (p. 2442) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2444).

Industrie cinématographique : *Schreiner (Bernard)* (p. 2439).

Industrie des programmes : *Billon (Alain)* (p. 2432) ; *d'Aubert (François)* (p. 2437) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2438, 2439).

Industries de communication : *Billon (Alain)* (p. 2432) ; *Hage (Georges)* (p. 2443).

« Jardin d'acclimatation » : *Billon (Alain)* (p. 2433) ; *d'Aubert (François)* (p. 2437) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2444).

Loi du 29 juillet 1982 : *Billon (Alain)* (p. 2433).

Matériels informatiques (marché des —) : *Billon (Alain)* (p. 2433) ; *Fillioud (Georges)* (p. 2435) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2439) ; *Baumel (Jacques)* (p. 2445).

Opération « Tête-Défense » : *Billon (Alain)* (p. 2434) ; *Fillioud (Georges)* (p. 2435) ; *Hage (Georges)* (p. 2443).

Régions (participation des —) : *Billon (Alain)* (p. 2434, 2435) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Charente) (p. 2446).

Secteur privé (participation du —) : *Billon (Alain)* (p. 2434) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2439, 2440) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Charente) (p. 2446).

Technologies nouvelles : *Billon (Alain)* (p. 2432) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2438) ; *Baumel (Jacques)* (p. 2441, 2442).

Discussion des articles [17 mai 1984] (p. 2447).

Article 1er (*création d'un établissement public industriel et commercial dénommé Carrefour international de la communication*) : adopté.

Article 2 (*missions du carrefour international de la communication*) : adopté.

Article 3 (*organes de direction*) : adopté.

Article 4 (*dispositions transitoires pour la participation du salarié au conseil d'administration*) : adopté.

Article 5 (*transfert à l'établissement public des biens, droits et obligations de l'association pour l'étude et la mise en œuvre du carrefour international de la communication*) : adopté.

Article 6 (*décret en Conseil d'Etat pour fixer les modalités d'application de la loi*) : adopté (p. 2447).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2447).

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT

Modification de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale : *Labarrère (André)* [31 juillet 1984] (p. 4246).

COMPAGNIE FRANÇAISE DES ACIERS SPECIAUX

Voir *Questions au Gouvernement* **1132.**

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

Voir *Questions orales sans débat* **700.**

COMPTABILITE PRIVEE

1. — **Projet de loi n° 2346** relatif aux **comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. Lettre du Premier ministre, en date du 10 octobre 1984, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet. —

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon (8 octobre 1984). — Rapport n° **2356** (3 octobre 1984). — Discussion le 11 octobre 1984. — Adoption le 11 octobre 1984. — Projet de loi n° **678.**

Sénat (première lecture), n° **25** (1984-1985), dépôt le 12 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **46** (1984-1985) (24 octobre 1984). — Discussion le 30 octobre 1984. — Adoption le 30 octobre 1984. — Projet de loi n° **12** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2398,** dépôt le 31 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon. — Rapport n° **2432** (15 novembre 1984). — Discussion le 20 novembre 1984. — Adoption avec modifications le 20 novembre 1984. — Projet de loi n° **686.**

Sénat (deuxième lecture), n° **79** (1984-1985), dépôt le 21 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **116** (1984-1985) (5 décembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **40** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2497,** dépôt le 12 décembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).
Bureau [*J. O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon. — Rapport n° **2502** (13 décembre 1984). — Discussion le 17 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 17 décembre 1984. — Projet de loi n° **728.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **147** (1984-1985) (13 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption définitive le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **57** (1984-1985).

Loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 publiée au *J. O.* du 4 janvier 1985 (p. 101).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 octobre 1984] (p. 4647).

Application de la loi dans le temps : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4648) ; *Badinter (Robert)* (p. 4649, 4650).

Commissaires aux comptes : *Badinter (Robert)* (p. 4649) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4650).

Comptes consolidés (nature juridique) : *Badinter (Robert)* (p. 4649).

Consolidation des comptes (bien-fondé de cette notion) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4647).

Consolidation des comptes (champ d'application) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4648) ; *Badinter (Robert)* (p. 4649).

Consolidation des comptes (méthode d'établissement : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4648) ; *Badinter (Robert)* (p. 4649).

Droit des sociétés (harmonisation communautaire) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4647) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4650).

Droit des sociétés (modernisation du —) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4647) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4650).

Entreprise (conception de l' —) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4650).

Informations financières (publication par les entreprises) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4647).

Sanctions pénales (absence de —) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 4648).

Discussion des articles [11 octobre 1984] (p. 4651) :

Article 1er (*article* 357-1 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *champ d'application du texte, définition du contrôle*) ; définition des différents actionnaires ; amendement n° 1 de la commission (référence ou contrôle direct ou indirect sur d'autres personnes morales) ; existence d'un contrôle et exercice d'une influence notable : adopté ; amendement n° 2 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*insertion dans la loi du* 24 *juillet* 1966 *des nouveaux articles* 357-2 *à* 357-11 : *régime des comptes consolidés*) (p. 4651) ; amendement n° 3 de la commission (supprimant les mots « alinéa 2 » à la fin du texte proposé pour l'article 357-10 de la loi du 24 juillet 1966) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*article* 340-4 (nouveau) *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *évaluation par équivalence des titres de participation dans les comptes sociaux annuels*) : amendement n° 7 du Gouvernement (référence aux capitaux propres déterminés d'après les règles de consolidation) ; harmonisation avec la septième directive européenne ; retraitement des capitaux propres : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*communication des comptes consolidés et du rapport consolidé de gestion*) (p. 4652) : adopté.

Article 5 (*communication des comptes annuels et des comptes consolidés*) : adopté.

Article 6 (*communication de l'inventaire des comptes annuels, des comptes consolidés et de la liste des administrateurs ou des membres du directoire et du conseil de surveillance*) : adopté.

Article 7 (*article* 228 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *mission des commissaires aux comptes*) : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (*approbation des comptes annuels*) : adopté.

Article 9 (*article* 356 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : *rapport sur l'activité des filiales*) : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 10 du Gouvernement (supprimant les mots « dont le modèle est fixé par décret » dans l'article 357 de la loi du 24 juillet 1966) ; caractère dépassé du tableau modèle des filiales et des participations : adopté.

Article 10 (*publication des comptes consolidés par les entreprises publiques*) : amendement n° 5 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 (*établissement de comptes consolidés par les sociétés non visées par la présente loi*) (p. 4653) : adopté.

Article 12 (*entrée en vigueur de la loi*) : adopté.

Article 13 (*entrée en vigueur de la loi pour les sociétés publiant des comptes consolidés selon des méthodes différentes de celles définies par la présente loi*) : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 6 de la commission (possibilité d'inscrire après inventaire le bénéfice réalisé sur une opération partiellement exécutée) ; cas des opérations qui se réalisent sur une durée inférieure à un an et qui chevauchent deux exercices : adopté ; amendement n° 11 de la commission (sanctions pénales) ; sous-amendement n° 12 du Gouvernement (supprimant la fin de la première phrase du deuxième alinéa du II de cet amendement après les mots « comptes consolidés ») : adopté ; amendement n° 11, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*application de la loi aux T. O. M. et à Mayotte*) : définition du contrôle selon l'article 357-3 (p. 4654).

Explications de vote (p. 4654).

Rapports entre les sociétés mères et leurs filiales : *Ducoloné (Guy)* (p. 4654).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4655).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 novembre 1984] (p. 6196).

Certification des comptes consolidés : *Bourguignon (Pierre)* (p. 6197) ; *Badinter (Robert)* (p. 6197).

Champ d'application de la loi : *Bourguignon (Pierre)* (p. 6196).

Contrôle exclusif (notion de —) : *Badinter (Robert)* (p. 6197).

Navette parlementaire (intérêt de la —) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 6196).

Titres de participation (évaluation par équivalence) : *Badinter (Robert)* (p. 6197).

Discussion des articles [20 novembre 1984] (p. 6197) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (publication par les sociétés commerciales des comptes consolidés et d'un rapport sur la gestion du groupe) ; définition du contrôle de fait : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (p. 6198) : amendement n° 2 de la commission (supprimant les mots « émises par elles » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 357-2 de la loi du 24 juillet 1966) ; référence aux sociétés qui ont émis des titres inscrits à la cote officielle : adopté ; amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (établissement des comptes consolidés selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (possibilité pour la société consolidante de faire usage de règles d'évaluation fixées par décret en Conseil d'Etat) ; nécessité de rendre utilisable les comptes consolidés par ceux qui cherchent des informations sur la gestion de la société (p. 6199) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 9 de la commission (supprimant les mots « et par dérogation à son article 12 » dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 340-4 de la loi du 24 juillet 1966) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (substituant aux mots « directement ou indirectement » les mots « de manière exclusive au sens de l'article 357-1 » dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 340-4 de la loi du 24 juillet 1966) ; choix du critère le plus approprié pour déterminer les cas dans lesquels une société peut évaluer par équivalence les titres de participation qu'elle détient dans une autre société : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *bis* : amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 6200) : adopté ;

— article 3 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : amendement n° 14 de la commission (substituant aux mots « en s'appuyant notamment sur les » les mots « notamment après examen des » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article) ; considération des comptes des filiales et des diligences effectuées par leur commissaire aux comptes comme formant la base des travaux des commissaires aux comptes de la société consolidante ; adopté (p. 6201) ; amendement n° 18 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; application de la loi dans le temps ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *bis* : adopté.

Article 9 : amendement n° 15 de la commission (de terminologie) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 : amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 6202) ; adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 13 *bis* : amendement n° 17 de M. Gilbert Gantier (présomption du bénéfice réalisé) : non soutenu ;

— article 13 *bis* : adopté.

Article 13 *ter* : adopté.

Article 13 *quater* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6203).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [17 décembre 1984] (p. 7019).

Accord de la commission mixte paritaire : *Bourguignon (Pierre)* (p. 7019) ; *Badinter (Robert)* (p. 7020).

Influence dominante (notion d'—) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 7019).

Règles d'évaluation : *Bourguignon (Pierre)* (p. 7019) ; *Badinter (Robert)* (p. 7020).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7020).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7021).

COMPTES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (C. O. D. E. V. I.)

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article **9**.

CONCURRENCE

Voir *Prix et concurrence*.

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (C. G. T.)

— C. G. T. du livre.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8** avant l'article 1er ; article 2 ; article 9.

— envoi d'argent de la — aux mineurs britanniques.

Voir *Questions au Gouvernement* **1056**.

CONGES ET VACANCES

— Congé parental d'éducation.

Voir *Travail* **16**.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Application de l'article 46 et de l'article 61, alinéa 1er, de la Constitution.

Décision du 18 juin 1984 déclarant conforme à la Constitution la loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social [*J.O.* du 19 juin 1984] (p. 1896).

Décision du 12 septembre 1984 déclarant conforme à la Constitution la loi organique relative à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation [*J.O.* du 14 septembre 1984] (p. 2908).

Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

Décision du 28 février 1984 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de l'article 61 de la loi relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises contenues dans les mots : « dans les territoires d'outre-mer et », et dans la phrase : « Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis des organes territoriaux, déterminera les adaptations suivant les nécessités propres à chacun des territoires d'outre-mer » [*J.O.* du 2 mars 1984] (p. 764).

Décision du 4 juin 1984 déclarant conforme à la Constitution la loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières [*J.O.* du 5 juin 1984] (p. 1745).

Décision du 25 juillet 1984 déclarant conforme à la Constitution la loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation [*J.O.* du 28 juillet 1984] (p. 2492).

Décision du 25 juillet 1984 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions des articles 2 et 15 de la loi relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion et les dispositions de l'article 33 de ladite loi contenues dans le membre de phrase formé par les mots « et exerçant les pouvoirs du conseil départemental de l'habitat prévu à l'article 79 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée, auquel il se substitue » [*J.O.* du 28 juillet 1984] (p. 2493).

Décision du 26 juillet 1984 déclarant non conforme à la Constitution la disposition contenue dans les mots « par décret » au premier alinéa de l'article 2 de la loi relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé [*J.O.* du 28 juillet 1984] (p. 2496).

Décision du 26 juillet 1984 déclarant conforme à la Constitution la loi relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage [*J.O.* du 28 juillet 1984] (p. 2496).

Décision du 30 août 1984 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions contenues dans les mots « membre du Gouvernement de la République, de député, de sénateur, de conseiller économique et social, de membre de l'Assemblée des communautés européennes », figurant à l'article 10, alinéa 2 de la loi portant statut du territoire de la Polynésie française [*J.O.* du 4 septembre 1984] (p. 2803).

Décision du 30 août 1984 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions contenues dans les mots : « membre du Gouvernement de la République, de député, de sénateur, de conseiller économique et social, de membre de l'Assemblée des communautés européennes », figurant à l'article 12, alinéa 2 de la loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 4 septembre 1984] (p. 2804).

Décision du 12 septembre 1984 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public [*J.O.* du 14 septembre 1984] (p. 2908). Rectificatif [*J.O.* du 18 septembre 1984] (p. 2933).

Décision du 11 octobre 1984 déclarant non conformes à la Constitution le deuxième alinéa de l'article 13 ; la dernière phrase de l'article 15 ainsi conçue : « si cette opération est néanmoins réalisée, il est fait application des articles 19 et 20 » ; les articles 18, 19 et 20 ; dans l'article 21, premier alinéa, *in fine*, les mots « 19 et 20 » ; le deuxième alinéa de l'article 23 ; l'article 28 ; l'article 29 ; l'article 40, de la loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse [*J.O.* du 13 octobre 1984] (p. 3200) ; rectificatif [*J.O.* du 20 octobre 1984] (p. 3298).

Décision du 29 décembre 1984 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions du paragraphe III de l'article 119 de la loi de finances pour 1985 [*J. O.* du 30 décembre 1984] (p. 4167) ; rectificatif [*J. O.* du 1er janvier 1985] (p. 28).

Décision du 29 décembre 1984 déclarant conforme à la Constitution la loi de finances rectificative pour 1984 [*J. O.* du 30 décembre 1984] (p. 4171).

Décision du 18 janvier 1985 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions des articles 7, 15, 25, 33 ainsi que celles de l'article 36 résultant de l'expression : « ou l'administrateur provisoire mentionné à l'article 7 et au deuxième alinéa de l'article 15 » de la loi relative aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise [*J. O.* du 20 janvier 1985] (p. 818).

Décision du 18 janvier 1985 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de l'article 207 ainsi que celles résultant de l'expression « sans préjudice des dispositions de l'article 207 » figurant aux articles 41, alinéa 2, 151 et 240, alinéa 3 ; les dispositions du premier alinéa de l'article 175 ainsi que celles résultant de l'expression « ou jusqu'à la date à laquelle la décision attaquée est confirmée en application de l'article 175 » figurant à l'article 177, alinéa 2, de la loi relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises [*J. O.* du 20 janvier 1985] (p. 820).

Décision du 18 janvier 1985 déclarant non conforme à la Constitution l'article 27-2 ajouté par l'article 18 de la loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales [*J. O.* du 20 janvier 1985] (p. 821).

— décision du 16 juillet 1971 relative aux associations

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 14.

CONSEIL DE L'EUROPE

Voir *Politique extérieure* **11.**
Traités et conventions **120.**

— droits de l'homme

Voir *Questions au Gouvernement* **924.**

CONSEIL D'ETAT

Voir *Déclarations du Gouvernement* **11.**

— jurisprudence du — relative à la procédure contradictoire

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 18.

— mise en cause des membres du —

Voir *Questions au Gouvernement* **877.**

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. — Proposition de loi constitutionnelle n° 4 tendant à réviser les articles 39, 40, 44, 45 et 69 de la Constitution pour accorder aux membres du **Conseil économique et social l'initiative des lois et le droit d'amendement.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Pascal Clément (11 octobre 1984).

5. — Proposition de loi organique n° 392 tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social, en vue d'assurer la **représentation des associations de protection de la nature, de défense de l'environnement, de consommateurs et d'usagers des services publics.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Pascal Clément (11 octobre 1984).

7. — Proposition de loi organique n° 1901 relative à la **représentation** des activités économiques, sociales et culturelles des **Français établis hors de France au Conseil économique et social.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Michel Sapin (2 février 1984).

8. — Projet de loi organique n° 2092 modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social.** — *Sénat* (première lecture) n° **247** (1983-1984), dépôt le 6 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° **275** (1983-1984) (25 avril 1984). — Discussion le 2 mai 1984. — Adoption le 2 mai 1984. — Projet de loi n° **99** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2092,** dépôt le 3 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Roger-Machart (10 mai 1984). — Rapport n° **2148** (24 mai 1984). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (9 mai 1984). — Rapporteur pour avis : M. Gérard Collomb (3 mai 1984). — Discussion le 25 mai 1984. — Adoption le 25 mai 1984. — Projet de loi n° **576.**

Sénat (deuxième lecture) n° **338** (1983-1984), dépôt le 28 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° **365** (1983-1984) (7 juin 1984). — Discussion le 12 juin 1984. — Adoption définitive le 12 juin 1984. — Projet de loi n° **127** (1983-1984).

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61, alinéa 1er de la Constitution). — Décision le 18 juin 1984 (*J. O.* du 19 juin 1984) (p. 1896). — **Loi organique n° 84-499 du 27 juin 1984** publiée au *J. O.* du 28 juin 1984 (p. 2007).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 mai 1984] (p. 2688).

Associations (place des —) : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 2690) ; *Collomb* (*Gérard*) (p. 2690-2691) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 2695) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 2697).

Comités économiques et sociaux régionaux : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 2688-2689) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 2692).

Composition du conseil économique et social (C. E. S.) (modification de la —) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2689) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2690-2691) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2692) ; *Odru (Louis)* (p. 2693) ; *Foyer (Jean)* (p. 2694) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2696).

Débats (publicité des —) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2690) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2692).

Fonctionnement du C. E. S. : *Collomb (Gérard)* (p. 2690).

D. O. M. - T. O. M. (spécificité des —) : *Le Garrec (Jean)* (p. 2692).

Historique du C. E. S. : *Foyer (Jean)* (p. 2694) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2695).

Moyens accordés au C. E. S. : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2689) ; *Odru (Louis)* (p. 2694).

Personnalités qualifiées : *Le Garrec (Jean)* (p. 2698-2699).

Planification (rôle du C. E. S. en matière de —) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2688) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2691).

Représentativité socioprofessionnelle : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2690) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2691) ; *Briane (Jean)* (p. 2693) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2695) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2698).

Représentativité syndicale : *Odru (Louis)* (p. 2693) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2696-2697).

Sections (création des —) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2689).

« Statut d'Assemblée » : *Le Garrec (Jean)* (p. 2693) ; *Foyer (Jean)* (p. 2694) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2695) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2698).

Urgence (procédure d' —) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2689) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2691).

Discussion des articles [25 mai 1984] (p. 2699).

Article 1er (*procédure d'urgence*) : adopté (p. 2699).

Article 2 (*composition du conseil*) : amendement n° 17 de M. Daniel Le Meur (portant à quatre-vingt-sept le nombre des représentants des salariés) ; amendement n° 10 de M. Jean Briane (portant à soixante-dix le nombre des représentants des salariés) ; amendement n° 17 : retiré ; amendements n° 19, n° 18, n° 20 et n° 21 de M. Daniel Le Meur : retirés ; amendement n° 10 : rejeté ; amendement n° 2 de la commission (supprimant la fin du deuxième alinéa de cet article après les mots « salariés ») : adopté ; réserve de l'amendement n° 3 de la commission ; amendement n° 4 de la commission (portant à dix le nombre des représentants des entreprises publiques) (p. 2700) : adopté ; amendement n° 3 de la commission précédemment réservé (de conséquence) : adopté ; amendement n° 1 de M. Marc Lauriol (portant à six le nombre des représentants des professions libérales) ; amendement n° 8 de M. Emmanuel Aubert (même objet) ; amendement n° 11 de M. Jean Briane (portant à cinq le nombre des représentants des professions libérales) : rejetés (p. 2702) ; amendement n° 9 de M. Emmanuel Aubert (prévoyant trois représentants des jeunes chambres économiques) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Adrien Zeller (portant à vingt-cinq le nombre des représentants des activités sociales) ; amendement n° 12 de M. Jean Briane (portant à vingt-quatre le nombre des représentants des activités sociales) : rejetés (p. 2702) ; amendement n° 7 de M. Pierre Bas (présence d'un représentant du groupe Aide à toute détresse-Quart Monde) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (prévoyant deux représentants des Français établis hors de France) (p. 2703) : adopté ; amendement n° 23 de M. Gilbert Gantier (prévoyant deux représentants des associations des parents d'élèves de l'enseignement privé) : retiré ; amendement n° 13 de M. Jean Briane (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 14 de M. Daniel Goulet (prévoyant dix représentants des retraités) (p. 2704) ; groupe des personnalités qualifiées : rejeté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*création des sections*) : adopté.

Article 4 (*composition du bureau*) : adopté.

Article 5 (*régime des sessions*) : adopté.

Article 6 (*publicité des séances*) : adopté.

Article 7 (*dispositions de coordination*) : adopté.

Explications de vote (p. 2705).

Abstention du groupe R. P. R. : *Foyer (Jean)* (p. 2705).

Représentativité syndicale : *Gantier (Gilbert)* (p. 2705).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2706).

CONSEIL GENERAL DES HOPITAUX

Voir *Sécurité sociale* **17.**

CONSEILS GENERAUX

Voir *Collectivités locales* **13.**

Elections et référendums **34.**

CONSEILS MUNICIPAUX

Voir *Elections et référendums* **36.**

CONSEILS REGIONAUX

Voir *Elections et référendums* **33.**

CONSTITUTION

3. — Proposition de loi constitutionnelle n° 2000 tendant à compléter le préambule de la Constitution de la République en ce qui concerne les **droits et libertés économiques.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1984 par M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (17 mai 1984).

4. — Proposition de loi constitutionnelle n° 2077 tendant à insérer, dans le **préambule de la Constitution, la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales,** signée à Rome le 4 novembre 1950. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 27 avril 1984 par M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (7 juin 1984).

— article 4 de la —

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** après l'article **1er** ; article 2 ; avant l'article 15 ; article 20.

— article 11.

Voir *Enseignement privé* **6.**

— article 38.

Voir *Ordonnances* **3.**

— article 49-3.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8** : deuxième lecture, article 1er.

Enseignement privé **5.**
Faits personnels **10, 11.**
Motions de censure **12, 13.**
Rappels au règlement n°s **250, 253, 254, 255, 256, 258, 260, 262, 263, 267, 270.**

— article 72.

Voir *Départements d'outre-mer* **7.**

— article 73.

Voir *Départements d'outre-mer* **7.**

— institutions de la Ve République.

Voir *Questions au Gouvernement* **988.**

— préambule de la —

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8** avant l'article **1er.**

Respect de l'esprit de la —

Voir *Questions au Gouvernement* **987.**

CONSTRUCTION NAVALE

Voir *Armement maritime.*

Questions au Gouvernement **1052.**

CONSTRUCTIONS METALLIQUES D'ARLES (entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **920.**

CONTRACEPTION

Et interruption volontaire de grossesse.

Voir *Questions au Gouvernement* **1074.**

CONTRAINTE PAR CORPS

Voir *Procédure pénale* **5.**

CONTRATS

1. — Proposition de loi n° 1750 tendant à modifier l'**article 1304 du code civil.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Jean Foyer (11 octobre 1984).

CONTRATS D'INTERMEDIAIRES

Voir *Traités et conventions* **123.**

CONTRATS EMPLOI-FORMATION

Voir *Questions au Gouvernement* **991.**

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

2. — Proposition de loi n° 2250 tendant à modifier l'article L. 247 du livre des procédures fiscales afin d'étendre la possibilité pour les administrations de conclure des **transactions à titre gracieux.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 20 décembre 1984 par M. René André. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

CONTROLE DES CHANGES

Envoi de l'argent de la C. G. T. aux mineurs britanniques.

Voir *Questions au Gouvernement* **1056.**

CONTROLES D'IDENTITE

Voir *Ordre public* **8.**

Questions au Gouvernement **1017.**

CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Voir *Constitution* **4.**

Liberté d'expression (art. 10).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 14, deuxième lecture, discussion générale.

CONVENTIONS INTERNATIONALES DU TRAVAIL

Voir *Traités et conventions* **116.**

COOPERATIVES, GROUPEMENTS ET SOCIETES

— coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.)

Voir *Questions orales sans débat* **601.**

COPROPRIETE

1. — Proposition de loi n° 2455 modifiant la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le **statut de la copropriété des immeubles bâtis.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 novembre 1984 par M. Gilbert Bonnemaison. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (12 décembre 1984).

CORONET (société)

Voir *Audiovisuel* **5.**

CORSE

6. — Proposition de loi n° 2137 relative à l'**élection de l'Assemblée de Corse.**

Sénat (première lecture), n° **289** (1983-1984), dépôt le 2 mai 1984 par M. Paul Girod et plusieurs de sec collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Discussion le 22 mai 1984. — Adoption le 22 mai 1984. — Proposition de loi n° **118** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2137,** dépôt le 23 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (7 juin 1984). — Rapport n° **2213** (20 juin 1984). — Discussion le 20 juin 1984. — Adoption le 20 juin 1984. — Proposition de loi n° **614.**

Loi n° 84-490 du 25 juin 1984 publiée au *J. O.* du 26 juin 1984 (p. 1971).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 juin 1984] (p. 3550).

Dissolution de l'assemblée de Corse : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3550) ; *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 3551) ; *Geng (Francis)* (p. 3552).

Elections du 8 octobre 1982 : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3550).

Groupe des huit : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3550).

Offices agricoles : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3550) ; *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 3551, 3553) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3553).

Politique des transports : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3550) ; *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 3551).

Sécurité en Corse : *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 3551) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 3552) ; *Zuccarelli (Jean)* (p. 3553) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3553, 3554).

Seuil de paticipation : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3550) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3551) ; *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 3551) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 3551, 3552) ; *Geng (Francis)* (p. 3552) ; *Luisi (Jean-Paul)* (p. 3553) ; *Zuccarelli (Jean)* (p. 3553).

Statut particulier de la Corse : *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 3551) ; *Geng (Francis)* (p. 3552) ; *Luisi (Jean-Paul)* (p. 3553) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3554).

Discussion des articles [20 juin 1984] (p. 3554) :

Article 1er : (*fixation à 5 p. 100 des suffrages exprimés du seuil d'admission à la répartition des sièges*) ; amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (abrogation des dispositions de la loi du 2 mars 1982 concernant l'élection des conseillers régionaux de Corse) : non soutenu ;

— article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (précisant que chacun des deux départements de la région de Corse forme une circonscription électorale) : non soutenu.

Article 2 : (*suppression du deuxième alinéa de l'article 11 de la loi du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et la Réunion*) : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3554).

7. — Proposition de loi n° 2155 relative à l'**élection de l'assemblée de Corse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1984 par M. Francis Geng. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (28 juin 1984).

— manifestation du 24 octobre 1984.

Voir *Questions au Gouvernement* **1068.**

COSTA RICA

Voir *Traités et conventions* **131.**

COUR D'APPEL

Voir *Justice* **18.**

COUR DE CASSATION

Voir *Magistrature* **2.**

COUR DES COMPTES

Voir *Associations et mouvements* **9.**
Lois de règlement **4.**
Rappels au règlement n° **193.**

COURRIER DE L'AIN (LE)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er ; article 10 ; après l'article 10 ; article 14 ; après l'article 14.

COURRIER PICARD (LE)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 1er.

COURS D'EAU, ETANGS ET LACS

2. — Projet n° 2043 modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au **régime et à la répartition des eaux** et à la **lutte contre leur pollution.**

Sénat (première lecture), n° **495** (1982-1983), dépôt le 8 août 1983 (rattaché pour ordre à la séance du 7 juillet 1983) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. — Rapport **n° 41** (1983-1984) (27 octobre 1983). — Discussion le 17 avril 1984. — Adoption le 17 avril 1984. — Projet de loi **n° 89** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 2043**, dépôt le 18 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Lotte. — Rapport **n° 2099** (9 mai 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi **n° 569.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 323** (1983-1984), dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. — Rapport **n° 344** (1983-1984) (30 mai 1984). — Discussion le 13 juin 1984. — Adoption avec modifications le 13 juin 1984. — Projet de loi **n° 131** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 2204,** dépôt le 14 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Lotte. — Rapport **n° 2214** (20 juin 1984). — Discussion le 20 juin 1984. — Adoption avec modifications le 20 juin 1984. — Projet de loi **n° 612.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).
Bureau [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. André Lotte. — Rapport **n° 2228** (21 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption avec modifications le 26 juin 1984. — Projet de loi **n° 620.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. — Rapport **n° 422** (1983-1984) (21 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption définitive le 28 juin 1984. — Projet de loi **n° 164** (1983-1984).

Loi n° 84-602 du 13 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1984 (p. 2266).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 mai 1984] (p. 2390) :

Collectivités locales (renforcement du rôle des) : *Lotte* (*André*) (p. 2390) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 2391) ; *Galley* (*Robert*) (p. 2391) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 2392).

Composition des comités de bassin et des conseils d'administration des agences financières de bassin (modification de la) : *Lotte* (*André*) (p. 2390) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 2391) ; *Galley* (*Robert*) (p. 2391) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 2392).

Loi de 1964 : *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 2391) ; *Lotte* (*André*) (p. 2392) ; *Galley* (*Robert*) (p. 2392) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 2392) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 2393).

Opération « Seine propre » : *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 2394).

Politique de l'eau : *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 2391) ; *Lotte* (*André*) (p. 2391) ; *Galley* (*Robert*) (p. 2392) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 2392) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 2393).

Syndicats (représentation des) : *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 2391-2394) ; *Galley* (*Robert*) (p. 2392) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 2393) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 2393).

Teneur en nitrate des eaux souterraines : *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 2391).

Titularisation des contractuels : *Garcin* (*Edmond*) (p. 2393).

Discussion des articles [16 mai 1983] (p. 2394) :

Article 1er (*composition des comités de bassin*) : amendement n° 1 de la commission (représentation des organisations les plus représentatives sur le plan national des employeurs et des salariés) ; contrat « Seine propre » ; présence des syndicats au comité de bassin (p. 2394) ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*composition du conseil d'administration des agences de bassin*) : amendement n° 2 de la commission (présence d'un président dans la composition du conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (précisant que les catégories visées aux 3°, 4° et 5° alinéas de cet article disposent d'un nombre égal de sièges) ; nécessité de restituer la liberté complète de choix au Gouvernement dans la désignation du président du conseil d'administration) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté (p. 2395).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2396).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1984] (p. 3535).

Agences financières de bassin (modification du conseil d'administration des) : *Lotte* (*André*) (p. 3535) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3536).

Comités de bassin (modification de la composition des) : *Lotte* (*André*) (p. 3535) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 3536).

Discussion des articles [20 juin 1984] (p. 3536).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (précisant que le comité de bassin est composé entre autres de représentants des organisations les plus représentatives sur le plan national des employeurs et des salariés) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (rappelant que chaque agence est administrée par un conseil d'administration composé entre autres d'un président) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (rappelant que le conseil d'administration de chaque agence financière de bassin est composé notamment de représentants des usagers et de personnes compétentes) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (supprimant la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article) (p. 3536) ; liberté de choix du Gouvernement quant à la désignation du président : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3537).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [26 juin 1984] (p. 3719).

Présidence de l'agence financière de bassin : *Lotte* (*André*) (p. 3720).

Représentants des organisations d'employeurs et de salariés : *Lotte* (*André*) (p. 3719, 3720) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 3720).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 3720).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3720).

COUTUME

Voir *Nouvelle-Calédonie* **7, 8.**

CREANCES ET DETTES

Voir *Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens* **5, 6.**

Officines intermédiaires entre débiteurs et créanciers.
Voir *Questions au Gouvernement* **1150.**

Recouvrement des pensions alimentaires.
Voir *Obligation alimentaire* **1.**

CRECHES

A Paris.
Voir *Questions au Gouvernement* **1127.**

CREDIT

Encadrement du —
Voir *Questions au Gouvernement* **1159.**

Immobilier.
Voir *Questions orales sans débat* **718.**

CREDIT MARITIME MUTUEL

Voir *Banques et établissements financiers* **7.**

CREUSOT - LOIRE

Voir *Questions au Gouvernement* **867, 910, 950, 965, 982.**

CRIMES, DELITS ET CONTRAVENTIONS

2. — Proposition de loi n° 1932 tendant à supprimer toute possibilité de **réduction de peine** pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat d'agents de la force publique et pour les grands criminels récidivistes. — *Assemblée nationale* (première lecture), rapporteur : M. Emmanuel Aubert (2 février 1984).

CRIMINALITE

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.
Voir *Traités et conventions* **130.**

CULTES

2. — Proposition de loi n° 1746 tendant à répartir les participations communales aux frais de fonctionnement et d'entretien des **presbytères en Alsace-Lorraine.** — *Assemblée nationale* (première lecture), rapporteur : M. Jean-Marie Bockel, remplacé par M. Jean-Marie Caro (11 octobre 1984).

CULTURE

Voir *Grands projets culturels.*

Répartition des crédits du fonds spécial culturel de développement.
Voir *Questions au Gouvernement* **1045.**

CUMULS

En matière foncière.
Voir *Agriculture* **13.**

CYCLONES

A Mayotte.
Voir *Questions au Gouvernement* **845.**

D

DAUPHINE LIBERE (Le)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 11, article 12.

DAUTRESME (rapport)

Voir *Entreprises* **21.**

DEBATS PARLEMENTAIRES

Documents relatant les —.
Voir *rappels au règlement* **223, 224, 226, 231.**

Retransmission des —.
Voir *Rappels au règlement* **221, 225, 228, 231, 234.**

DEBUDGETISATION

Voir *Bâtiments et travaux publics* **3.**

DECENTRALISATION

En matière d'enseignement.
Voir *Collectivités locales* **15.**

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8** avant l'article 1er.

DECLARATIONS DES HOMMES POLITIQUES

Climat politique.
Voir *Questions au Gouvernement* **1038.**

Déclaration du ministre de l'agriculture sur l'enseignement privé.
Voir *Questions au Gouvernement* **879.**

« Députés putschistes ».
Voir *Rappels au règlement* n° **200, 201, 207, 209, 211, 212, 219, 220, 222, 223, 224, 229, 230, 231, 233, 234, 236, 237, 246, 249, 252.**

« Quarteron de trublions ».
Voir *Faits personnels* **11.**

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

11. — Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre (n° **2047**) [19 avril 1984] et débat sur cette déclaration.

Discussion [19 avril 1984] (p. 1809-1829) :

Annulations d'élections par la juridiction administrative : *Lajoinie* (*André*) (p. 1820).

Attitude des médias vis-à-vis du parti communiste français : *Lajoinie* (*André*) (p. 1820) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1832-1833) ; *Marchais* (*Georges*) (p. 1833).

Bilan de la politique économique et sociale du Gouvernement : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1810-1811-1834) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 1816) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 1819-1820) ; *Labbé* (*Claude*) (p. 1822) ; *Billardon* (*André*) (p. 1825).

Caractère pluraliste de la majorité, divergences à l'intérieur de celle-ci, attitude du parti communiste : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1810-1833) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 1815-1816) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 1819-1820) ; *Labbé* (*Claude*) (p. 1824) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 1827-1828).

Chômage : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1812-1833) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 1816-1818) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 1821) ; *Billardon* (*André*) (p. 1825).

Construction navale : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1812) ; *Billardon* (*André*) (p. 1827).

Crise économique internationale : *Billardon* (*André*) (p. 1824).

Décentralisation : *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 1817) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 1820).

Dévaluation : *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 1816).

Elections législatives de 1986 : *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 1818).

Engagements pris par le Président de la République (respect des) : *Lajoinie* (*André*) (p. 1819).

Enseignement privé (future loi sur l') : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1813-1834) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 1815) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 1820) ; *Labbé* (*Claude*) (p. 1823).

Entreprises nationales et secteur public : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1812) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 1820-1821) ; *Billardon* (*André*) (p. 1826).

Formation professionnelle : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1812) ; *Billardon* (*André*) (p. 1827).

Impôt sur les grandes fortunes et réforme fiscale : *Lajoinie* (*André*) (p. 1820).

Industrie et investissement industriel : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1811) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 1819) ; *Labbé* (*Claude*) (p. 1823) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 1827).

Place de la France dans le monde : *Billardon* (*André*) (p. 1825).

Politique contractuelle : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1815).

Politique extérieure de la France : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1814).

Pouvoir d'achat : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1811-1833) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 1821).

Rigueur économique : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1811) ; *Billardon* (*André*) (p. 1825).

Sidérurgie, plan acier, Lorraine : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1812-1831) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 1817) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 1819) ; *Billardon* (*André*) (p. 1826) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 1827-1828).

Tupolev soviétique (affaire du) : *Mauroy* (*Pierre*) (p. 1832) ; *Marchais* (*Georges*) (p. 1833).

Explications de vote [19 avril 1984] (p. 1834).

Bilan de la politique économique et sociale du Gouvernement : *Joxe (Pierre)* (p. 1841).

C.G.T. : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1836).

Conseil d'Etat (mise en cause par le P. C. F.) : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1835).

Demande de dissolution de l'Assemblée nationale : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1836).

Ecole privée : *Hermier (Guy)* (p. 1837).

Infiltration du parti communiste français dans l'administration : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1835).

Majorité (cohésion ou divergences à l'intérieur de la) : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1835) ; *Hermier (Guy)* (p. 1837) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1838) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1841).

Plan acier et politique industrielle : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1835) ; *Hermier (Guy)* (p. 1837) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1839).

Refus du Premier ministre de prendre en compte les propositions du parti communiste français : *Hermier (Guy)* (p. 1837).

Tupolev soviétique et attitude des médias vis-à-vis du P.C.F. : *Toubon (Jacques)* (p. 1838-1839).

Rejet de la déclaration de politique générale du Gouvernement par le groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 1840).

Rejet de la déclaration de politique générale par le groupe U.D.F. : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1836).

Vote favorable à la déclaration de politique générale du Gouvernement par le groupe communiste : *Hermier (Guy)* (p. 1837).

Vote favorable à la déclaration de politique générale du Gouvernement par le groupe socialiste : *Joxe (Pierre)* (p. 1840).

Approbation de la déclaration de politique générale du Gouvernement par scrutin public à la tribune (p. 1842).

12. — Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures **(n° 2069)** [26 avril 1984].

Discussion [26 avril 1984] (p. 1950, 1979) :

Alliance atlantique : *Bassinet (Philippe)* (p. 1992).

Afghanistan (invasion soviétique) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1966, 1967).

Amérique centrale (rôle de la France et des Etats-Unis) : *Montdargent (Robert)* (p. 1964) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1969) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1972) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1974, 1975).

Amérique latine (droits de l'homme) : *Cheysson (Claude)* (p. 1952) ; *Estier (Claude)* (p. 1959) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1985, 1986).

Apartheid : *Cheysson (Claude)* (p. 1952) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1965).

Armements (course aux —) : *Bellon (André)* (p. 1960, 1961).

Chine : *Estier (Claude)* (p. 1959).

Chypre : *Cheysson (Claude)* (p. 1952) ; *Vivien (Alain)* (p. 1990, 1991).

Coopération régionale : *Nucci (Christian)* (p. 1958-1994-1995).

Communauté économique européenne (problèmes budgétaires et notamment cas de la Grande-Bretagne) : *Dumas (Roland)* (p. 1953-1954-1955) ; *Ibanès (Jean)* (p. 1970-1971).

Communauté économique européenne (coopération scientifique) : *Ibanes (Jean)* (p. 1971).

Communauté économique européenne (coopération scientifi*son (Claude)* (p. 1951) ; *Dumas (Roland)* (p. 1954-1996-1997) ; *Bellon (André)* (p. 1962) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1963) ; *Blanc (Jacques)* (p. 1980-1981) ; *Soum (Renée)* (p. 1988-1989).

Communauté économique européenne (espace social) : *Dumas (Roland)* (p. 1955).

Communauté économique européenne (« paquet d'Athènes ») : *Cheysson (Claude)* (p. 1951) ; *Dumas (Roland)* (p. 1953-1955).

Communauté économique européenne (politique agricole commune) : *Dumas (Roland)* (p. 1953) ; *Bellon (André)* (p. 1961) ; *Ibanès (Jean)* (p. 1971) ; *Blanc (Jacques)* (p. 1980) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 1987).

Communauté économique européenne (rapports avec l'Est) : *Cheysson (Claude)* (p. 1950) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1972).

Communauté économique européenne (rapports avec les Etats-Unis) : *Ibanès (Jean)* (p. 1971).

Communauté économique européenne (rôle de la) : *Cheysson (Claude)* (p. 1950-1951) ; *Bellon (André)* (p. 1961) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1966).

Déséquilibre des forces : *Cheysson (Claude)* (p. 1952).

Dissuasion nucléaire : *Cheysson (Claude)* (p. 1952-1998) ; *Estier (Claude)* (p. 1959) ; *Debré (Michel)* (p. 1990).

Dollar : *Bellon (André)* (p. 1960).

D.O.M.-T.O.M. : *Debré (Michel)* (p. 1990).

Droits de l'homme : *Cheysson (Claude)* (p. 1952-1998) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1965) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1985-1986) ; *Dupuy (Lydie)* (p. 1988) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 1993).

Etats-Unis (visite du Président de la République) : *Cheysson (Claude)* (p. 1950) ; *Estier (Claude)* (p. 1959) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1963) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1973) ; *Blanc (Jacques)* (p. 1979).

Europe (sécurité de l') : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1969).

Extrême-Orient (politique de la France en) : *Bérégovoy (Michel)* (p. 1984).

France (relations avec l'Est) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1970).

Grenade (île de la) : *Bouvard (Loïc)* (p. 1986) ; *Dupuy (Lydie)* (p. 1987).

Industrie (espace européen) : *Dumas (Roland)* (p. 1953).

Irak-Iran (conflit) : *Bérégovoy (Michel)* (p. 1984).

Joint European Tours (Jet) : *Dumas (Roland)* (p. 1953).

Liban (politique de la France au) : *Cheysson (Claude)* (p. 1951-1999) ; *Estier (Claude)* (p. 1958) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1963-1969) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1965) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1968) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1973-1974) ; *Verdon (Marc)* (p. 1976-1977) ; *Blanc (Jacques)* (p. 1980) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 1983).

Lomé (accords de) : *Vadepied (Guy)* (p. 1981-1982-1983) ; *Vivien (Alain)* (p. 1991).

Matières premières : *Nucci (Christian)* (p. 1956).

Mayotte : *Debré (Michel)* (p. 1990).

Montants compensatoires monétaires : *Dumas (Roland)* (p. 1954-1996).

Nicaragua : *Blanc (Jacques)* (p. 1979) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1985-1986).

Pacifique (zone du) : *Bellon (André)* (p. 1962) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1967) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1972-1973).

Pershing II : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1963) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1966) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1972) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1974).

Politisation du service diplomatique : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1970).

Rapports Est-Ouest (rôle de la France) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 1973) ; *Verdon (Marc)* (p. 1975-1976).

Tchad (présence militaire française) : *Cheysson (Claude)* (p. 1951-1952-1998) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 1963) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1965) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1968) ; *Verdon (Marc)* (p. 1976) ; *Blanc (Jacques)* (p. 1980) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1984-1985) ; *Vivien (Alain)* (p. 1991).

Tchad (rôle de la Libye) : *Cheysson (Claude)* (p. 1951-1952) ; *Estier (Claude)* (p. 1959) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1984-1985) ; *Vivien (Alain)* (p. 1991).

Tiers monde (aide au) : *Nucci (Christian)* (p. 1956-1957) ; *Bellon (André)* (p. 1961) ; *Vadepied (Guy)* (p. 1981) ; *Vivien (Alain)* (p. 1991-1992).

Tiers monde (crise financière) : *Bellon (André)* (p. 1960) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1966) ; *Vadepied (Guy)* (p. 1981) ; *Vivien (Alain)* (p. 1991).

Tiers monde (rapports avec la C.E.E.) : *Dumas (Roland)* (p. 1555).

Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) : *Bassinet (Philippe)* (p. 1983).

Union soviétique (visite du Président de la République) : *Cheysson (Claude)* (p. 1950-1997) : *Estier (Claude)* (p. 1959) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1969) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1974).

Union soviétique (rapports franco-soviétiques, notamment voyage de M. Giscard d'Estaing à Varsovie) : *Peyreffite (Alain)* (p. 1973) ; *Blanc (Jacques)* (p. 1980) ; *Cheysson (Claude)* (p. 1997).

Viet-Nam (relations franco-vietnamiennes) : *Estier (Claude)* (p. 1959) ; *Nucci (Christian)* (p. 1993-1994).

13. — Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, par M. Laurent Fabius, Premier ministre (n° 2314) [24 juillet 1984] et débat sur cette déclaration.

Discussion [24 juillet 1984] (p. 4148, 4171) :

Communistes (sortie du Gouvernement) : *Labbé (Claude)* (p. 4154) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4156) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4161) ; *Lajoinie (André)* (p. 4165, 4166) ; *Stirn (Olivier)* (p. 4167).

Consommation (échec de la relance) : *Labbé (Claude)* (p. 4154) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4162) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4168).

Croissance (nécessité de la —) : *Fabius (Laurent)* (p. 4149).

Dissolution de l'Assemblée nationale : *Labbé (Claude)* (p. 4156) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4157, 4158, 4159) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4168).

Droits de l'homme : *Fabius (Laurent)* (p. 4153).

Ecole (rôle de l'—) : *Fabius (Laurent)* (p. 4152) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4160).

Elections européennes : *Fabius (Laurent)* (p. 4149) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4158) ; *Lajoinie (André)* (p. 4165).

Emploi (priorité de l'—) : *Jospin (Lionel)* (p. 4159, 4160) ; *Lajoinie (André)* (p. 4165) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4169).

Entreprises nationales (rôle des —) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4150).

Equipe gouvernementale (permanence de l'—) : *Labbé* (*Claude*) (p. 4156) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 4163).

Etat (rôle de l'—) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4150) ; *Labbé* (*Claude*) (p. 4155).

Europe (construction de l'—) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4153).

Formation professionnelle : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4150).

Gouvernement (problème de la représentativité du —) : *Labbé* (*Claude*) (p. 4153, 4154, 4156) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 4158, 4159) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 4162, 4163) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 4168).

Hommage à M. Pierre Mauroy : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4149) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 4156).

Insécurité (lutte contre l'—) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4152) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 4160).

Investissement (relance de l'—) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4150) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 4165).

Jeunesse du Premier ministre : *Labbé* (*Claude*) (p. 4154, 4167).

Libertés publiques : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4151, 4152) ; *Labbé* (*Claude*) (p. 4155).

Modernisation : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4149, 4167, 4168, 4170) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 4159) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 4163) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 4165).

Politique contractuelle : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4151).

Politique de rigueur : *Jospin* (*Lionel*) (p. 4159) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 4166).

Politique étrangère : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4152) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 4160) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 4167).

Politique industrielle : *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 4162).

Politique fiscale : *Labbé* (*Claude*) (p. 4154) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 4160) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 4164) ; *Lajoinie* (*André*) (p. 4165) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 4168, 4169).

Présidentialisation du régime : *Labbé* (*Claude*) (p. 4155) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 4164).

Rassemblement des Français : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4151, 4152, 4153, 4169) ; *Labbé* (*Claude*) (p. 4155) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 4160) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 4162, 4163) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 4167).

Recherche (politique de la —) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4149).

Référendum sur les libertés : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4152, 4168, 4169) ; *Labbé* (*Claude*) (p. 4156) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 4157) ; *Gaudin* (*Jean-Claude*) (p. 4163, 4164).

Tiers-monde (aide au —) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 4153).

Explications de vote (p. 4171) :

Abstention du groupe communiste : *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4176).

Chômage : *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4176).

Détérioration de la situation économique : *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4172) ; *Rossinot* (*André*) (p. 4173, 4174).

Formation professionnelle : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 4173).

Insécurité (lutte contre l' —) : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 4173).

Libertés publiques : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 4173).

Modernisation : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 4173).

Politique de rigueur : *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4175).

Rassemblement des Français : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 4173) ; *Rossinot* (*André*) (p. 4174) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4175).

Réformes depuis 1981 : *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4175).

Représentativité du pouvoir : *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4172) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 4175).

Vote négatif du groupe U.D.F. : *Rossinot* (*André*) (p. 4175).

Vote positif du groupe socialiste : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 4173).

Approbation de la déclaration de politique générale (p. 4177).

14. — Déclaration du Gouvernement sur la **situation en Nouvelle-Calédonie,** par M. Laurent Fabius, Premier ministre **(n° 2488)** [4 décembre 1984] et débat sur cette déclaration.

Discussion générale [4 décembre 1984] (p. 6598) :

Algérie : *Messmer* (*Pierre*) (p. 6601) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6611).

Afars et Issas (territoire des —) : *Messmer* (*Pierre*) (p. 6601) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6611) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 6614).

Autodétermination : *Messmer* (*Pierre*) (p. 6602) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6603) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 6607) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6610) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6614).

Autonomie : *Jospin* (*Lionel*) (p. 6612).

Colonialisme et décolonisation : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6603, 6604) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6607, 6608, 6610).

Constitution (articles de la —) : *Messmer* (*Pierre*) (p. 6601) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6610).

Declerc (assassinat de M. Pierre —) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6603).

Départementalisation : *Jospin* (*Lionel*) (p. 6612).

Elections (déroulement des —) : *Messmer* (*Pierre*) (p. 6602) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6611).

F. N. L. K. S. (positions du —) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6599, 6615) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6603) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 6606) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6610) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 6613).

Gendarmerie : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6599) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 6606).

Histoire du peuplement : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6604) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6608, 6609) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 6613).

Indépendance : *Messmer* (*Pierre*) (p. 6602) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6672) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 6613) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 6614).

Inégalités économiques et sociales : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6599, 6614) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6603) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6608).

Loi-cadre « Defferre » de 1956 : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6598) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6608).

Maintien de l'ordre : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6599, 6616) ; *Messmer* (*Pierre*) (p. 6602) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 6605, 6606).

Messmer (lettre de M. Pierre Messmer à M. Xaxier Deniau en 1972 au sujet de l'émigration en Nouvelle-Calédonie) : *Jospin* (*Lionel*) (p. 6608, 6609) ; *Pidjot* (*Roch*) (p. 6612, 6613) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6615) ; *Deniau* (*Xavier*) (p. 6615).

Nainville-les-Roches (conclusions de la réunion de —) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6599, 6615) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 6604) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6609).

Pisani (mission confiée à M. Edgar —) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6600, 6601, 6616) ; *Messmer* (*Pierre*) (p. 6601) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 6605) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6612) ; *Stirn* (*Olivier*) (p. 6614).

Situation démographique de la Nouvelle-Calédonie : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6598) ; *Messmer* (*Pierre*) (p. 6602) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 6605) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6609).

Situation géographique de la Nouvelle-Calédonie : *Fabius* (*Laurent*) (p. 6598) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6608).

Ukeiwé (composition du gouvernement de M. Dick —) : *Messmer* (*Pierre*) (p. 6602, 6603) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 6605).

Vote séparé des communautés (éventualité d'un —) : *Messmer* (*Pierre*) (p. 6601, 6602) ; *Jospin* (*Lionel*) (p. 6611) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 6615).

15. — Déclaration du Gouvernement sur le budget social de la nation, par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale **(n° 2509)** [13 décembre 1984] et débat sur cette déclaration.

Discussion [13 décembre 1984] (p. 6908) :

Accidents du travail : *Barrot* (*Jacques*) (p. 6917).

Action sociale et aide sociale (ressources de l'—) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 6918) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6921) ; *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 6926).

Assurance maladie (augmentation des demandes de soins) : *Frachon* (*Martine*) (p. 6929).

Assurance vieillesse (montant des retraites) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 6918) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6924-6925) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6928).

Assurance vieillesse (répartition ou capitalisation) : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6908, 6909, 6930, 6932) ; *Evin* (*Claude*) (p. 6912, (p. 6914) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6920) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6928).

Assurance volontaire : *Asensi* (*François*) (p. 6916).

Budget social (conditions d'examen du — par le Parlement) : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6921), *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6924).

Chômeurs (protection sociale des —) : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6911) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6921) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6923) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6928).

Cotisations sociales (assiette des —) : *Evin* (*Claude*) (p. 6914, 6915) ; *Asensi* (*François*) (p. 6915) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6919).

Entreprises (charges sociales des —) : *Evin* (*Claude*) (p. 6914).

Equilibre financier de la sécurité sociale : *Evin* (*Claude*) (p. 6913) ; *Asensi* (*François*) (p. 6915, 6916) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 6916) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6919) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6922) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6925) ; *Duroméa* (*André*) (p. 6926) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6930).

Familles (politique en faveur des —) : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6910, 6932) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6920) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6922).

Handicapés (politique en faveur des —) : *Mage* (*Georges*) (p. 6923, 6924).

Hôpitaux (financement des —) : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6909, 6930, 6931, 6932) ; *Evin* (*Claude*) (p. 6914) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 6917) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6919) ; *Duroméa* (*André*) (p. 6926, 6927) ; *Frachon* (*Martine*) (p. 6929).

Hôpitaux (politique hospitalière, notamment modernisation et alternatives à l'hospitalisation) : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6909, 6932) ; *Evin* (*Claude*) (p. 6914) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 6917) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6919) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6924) ; *Duroméa* (*André*) (p. 6926, 6927) ; *Frachon* (*Martine*) (p. 6929, 6930).

Médicaments et dépenses pharmaceutiques : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6910) ; *Evin* (*Claude*) (p. 6913) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6920) ; *Soum* (*Renée*) (p. 6925).

Pauvreté (lutte contre la —) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 6931) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6931).

Politique sociale et conjoncture économique : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6908) ; *Evin* (*Claude*) (p. 6913) ; *Asensi* (*François*) (p. 6915).

Protection sociale (historique de la —) : *Asensi* (*François*) (p. 6915) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6918, 6919).

Protection sociale (niveau de la —) : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6911, 6912) ; *Evin* (*Claude*) (p. 6912, 6913) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6919) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 6921, 6922) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6927) ; *Frachon* (*Martine*) (p. 6928).

Retraite (âge de la —) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 6918) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 6924) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6930, 6932).

Salariés (contribution des — au financement de la protection sociale) : *Asensi* (*François*) (p. 6916).

« Structure financière » : *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 6926) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6931).

Tarifs médicaux : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 6910, 6931) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 6920) ; *Soum* (*Renée*) (p. 6925, 6926) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 6928).

DECORATIONS

Remise de médaille à un ancien général S. S.

Voir *Questions au Gouvernement* **985.**

DEFENSE NATIONALE

5. — **Rapport d'information** déposé par Mme Florence d'Harcourt, en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur **la défense civile (n° 2166)** [30 mai 1984].

6. — **Proposition de loi n° 2453** tendant à étendre l'exemption de **réquisition de véhicules en temps de guerre** aux infirmiers et infirmières. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 novembre 1984 par M. François d'Harcourt. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Militaires*.

Protection contre les armes chimiques.

Voir *Questions au Gouvernement* **863.**

DELEGATIONS PARLEMENTAIRES

Pour la communication audiovisuelle.

Voir *Audiovisuel* **7.**

DELINQUANCE

Voir *Questions au Gouvernement* **1007.**

Opération « anti-été chaud ».

Voir *Questions au Gouvernement* **979.**

DEMOGRAPHIE

Bilan de l'année 1983.

Voir *Questions orales sans débat* **611.**

Bilan de l'année 1984.

Voir *Famille* **5.**

Chute de la natalité.

Voir *Famille* **5.**

Déséquilibre démographique.

Voir *Questions au Gouvernement* **876.**

Des zones de montagne.

Voir *Aménagement du territoire* **2.**

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

7. — **Projet de loi n° 1798** relatif aux **compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.** *Sénat* (première lecture) n° **176** (1983-1984). — Dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **291** (1983-1984) (2 mai 1984). — Discussion le 22 mai 1984. — Adoption le 22 mai 1984 .— Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements ». Projet de loi n° **119** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2139,** dépôt le 23 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-François Hory. — Rapport n° **2171** (6 juin 1984). — Discussion le 6 juin 1984. — Adoption avec modifications le 6 juin 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion » — Projet de loi n° **595.**

Sénat (deuxième lecture) n° **372** (1983-1984), dépôt le 7 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **400** (1983-1984) (20 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption avec modifications le 26 juin 1984. — Projet de loi n° **144** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 28 juin 1984] (p. 2018).
Bureau [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-François Hory. — Rapport n° **2266** (28 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire), rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **451** (1983-1984) (28 juin 1984).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2241,** dépôt le 26 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-François Hory. — Rapport n° **2271** (28 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption avec modifications le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **648.**

Sénat (troisième lecture), n° **462** (1983-1984), dépôt le 29 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **463** (1983-1984) (30 juin 1984). — Discussion le 30 juin 1984. — Rejet le 30 juin 1984. — Projet de loi n° **180** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **2291.** — Dépôt le 30 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-François Flory. — Rapport n° **2292** (30 juin 1984). — Discussion le 30 juin 1984. — Adoption définitive le 30 juin 1984. — Projet de loi n° **658.**

Saisine du Conseil constitutionnel les 30 juin et 2 juillet 1984. (Art. **61,** alinéa 2 de la Constitution.) — Décision le 25 juillet 1984 (*J.O.* du 28 juillet 1984, p. 2493). — Articles déclarés non conformes : 2 et 15 et les dispositions de l'article 33 contenues dans le membre de phrase : « et exerçant les pouvoirs du conseil départemental de l'habitat prévu à l'article 79 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée, auquel il se substitue ». — **Loi n° 84-747 du 2 août 1984,** publiée au *J.O.* du 3 août 1984 (p. 2559). — Rectificatif (*J.O.* du 4 août 1984 (p. 2575).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [6 juin 1984] (p. 3020) :

« Colonialisme » : *Sablé* (*Victor*) (p. 3023, 3024).

Compétences (répartition des —) : *Hory (Jean-François)* (p. 3020, 3021) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3021) ; *Esdras (Marcel)* (p. 3022) ; *Césaire (Aimé)* (p. 3024) ; *Foyer (Jean)* (p. 3025).

Conseil constitutionnel (décision du 2 décembre 1982) : *Foyer (Jean)* (p. 3025) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3026).

Développement (objectif de —) : *Bertile (Wilfrid)* (p. 3026) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3026).

Fonds routier : *Lemoine (Georges)* (p. 3021, 3026) ; *Esdras (Marcel)* (p. 3022) ; *Sablé (Victor)* (p. 3023) ; *Césaire (Aimé)* (p. 3024).

Octroi de mer et droits assimilés : *Esdras (Marcel)* (p. 3022) ; *Césaire (Aimé)* (p. 3024).

Offices : *Lemoine (Georges)* (p. 3021).

Situation économique des départements d'outre-mer : *Esdras (Marcel)* (p. 3023).

Statut des départements d'outre-mer (avenir du —) : *Bertile (Wilfrid)* (p. 3026).

Transports : *Lemoine (Georges)* (p. 3021) ; *Esdras (Marcel)* (p. 3023).

Discussion des articles [6 juin 1984] (p. 3027) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (exercice par les collectivités territoriales de Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion des compétences attribuées à l'ensemble des communes, départements et régions) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (supprimant le cinquième alinéa de cet article) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 3 de la commission (supprimant la référence au terme « régional » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (p. 3027) ; amendement n° 4 de la commission (prescriptions définies en application de l'article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : amendement n° 5 de la commission (supprimant les mots : « après avis des représentants du conseil général et des communes concernées ») : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 41 du Gouvernement (bénéfice pour les régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation) ; cas de la Corse ; adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 7 de la commission (fixation du périmètre) : adopté (p. 3028).

Article 8 : économie sucrière en Guadeloupe ; amendement n° 8 de la commission (définition par les régions de leurs orientations en matière de développement de l'agriculture et de la forêt) ; office de développement agricole et rural ; amendement n° 42 du Gouvernement (établissement des programmes d'aide à l'équipement rural) ; création d'offices en Corse ; amendement n° 8 : adopté ; amendement n° 42 : devenu sans objet (p. 3029).

Article 9, supprimé par le Sénat : amendement n° 9 de la commission (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 9 *bis* : amendement n° 10 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 11 : adopté.

Article 13, supprimé par le Sénat : amendement n° 11 de la commission (aides accordées aux entreprises de cultures marines) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 14, supprimé par le Sénat : amendement n° 12 de la commission (transports intérieurs) ; sous-amendement n° 43 du Gouvernement (supprimant la référence aux articles 29 et 30 de la loi du 22 juillet 1983) ; responsabilité en matière de transports scolaires (p. 3030) ; sous-amendement n° 43 : rejeté ; amendement n° 12 : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 15 A : amendement n° 13 de la commission (de suppression) ; dotation financière de continuité territoriale ; politique des transports extérieurs ; office de développement agricole : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 15, supprimé par le Sénat : amendement n° 14 de la commission (consultation des régions sur les programmes d'exploitation et les modifications de tarifs) ; adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 17 : adopté (p. 3031).

Article 17 *bis* : amendement n° 15 de la commission (information de chaque région sur les projets des sociétés nationalisées en faveur du développement industriel et sur la répartition des aides de l'Etat à l'industrie) : adopté ;

— article 17 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 18 : amendement n° 16 de la commission (intitulant le titre II : « de l'éducation, de la recherche, de la culture et de la communication ») : adopté ; amendement n° 17 de la commission (intitulant le chapitre 1er : « de l'éducation et de la recherche ») : adopté.

Article 18 *bis* : amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 18 *ter* : amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 19 (p. 3032) : amendement n° 20 de la commission (compétences du conseil régional pour déterminer, après avis du comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement, les activités éducatives et culturelles relatives à la connaissance des langues et des cultures régionales) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 21 : suppression par le Sénat de la division et de l'intitulé du chapitre II ; amendement n° 23 de la commission (rétablissant le chapitre II dans son intitulé : du développement culturel) : adopté ;

— la division et l'intitulé du chapitre II sont ainsi rétablis.

Article 21, supprimé par le Sénat : amendement n° 24 de la commission (définition par les régions des actions qu'elles entendent mener en matière culturelle) ; amendement n° 44 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 24 : retiré ; amendement n° 44 : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 22, supprimé par le Sénat : amendement n° 25 de la commission (attribution aux régions d'une dotation globale pour le développement culturel) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli (p. 3033).

Article 24 : adopté.

Article 25 : amendement n° 45 du Gouvernement (soumission aux conseils régionaux des dispositions des cahiers des charges applicables aux programmes propres aux régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) : rejeté ; amendement n° 26 de la commission (substituant au mot « avis » le mot « accord ») : adopté ; amendement n° 27 de la commission (obligation pour le conseil régional de motiver sa décision en cas de désaccord) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 *bis* : amendement n° 28 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 27 A : amendement n° 29 de la commission (consultation sur le programme des interventions de l'Agence nationale pour l'emploi) : adopté ;

— article 27 A, ainsi modifié : adopté (p. 3034).

Article 27 B, supprimé par le Sénat : amendement n° 30 de la commission (création dans chaque région d'outre-mer d'un centre régional de promotion de la santé) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 27 C : amendement n° 31 de la commission (actions en matière d'habitat) : adopté ;

— article 27 C, ainsi modifié : adopté.

Article 27 D, supprimé par le Sénat : amendement n° 32 de la commission (possibilité pour les régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion de participer au capital des sociétés immobilières créées dans les régions d'outre-mer) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 27 E, supprimé par le Sénat : amendement n° 33 de la commission (institution d'un conseil régional de l'habitat) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 27 F, supprimé par le Sénat : amendement n° 34 de la commission (répartition des aides de l'Etat en faveur de l'habitat) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 28 : adopté (p. 3035).

Article 34, supprimé par le Sénat : amendement n° 35 de la commission (droit de consommation dénommé octroi de mer) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 36, supprimé par le Sénat : amendement n° 36 de la commission (taux des droits assimilés au droit d'octroi de mer) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 37, supprimé par le Sénat : problème du fonds routier ; amendement n° 46 du Gouvernement (fixation par le conseil régional des taux de la taxe spéciale de consommation) (p. 3036) ; amendement n° 39 de M. Michel Debré (même objet) ; amendement n° 37 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 47 de M. Michel Debré (substituant aux mots « conseil régional » les mots « conseil général ») ; sous-amendement n° 48 de M. Michel Debré (allocation au département des sommes nécessaires au remboursement des emprunts souscrits pour le financement des travaux de voirie ; sous-amendement n° 49 de M. Michel Debré (inscription à son budget de la part revenant au département) ; pistes forestières ; infrastructures routières (p. 3037) ; amendement n° 46 : adopté ; amendements n° 39 et n° 37, sous-amendements n° 47, n° 48 et n° 49 : devenus sans objet ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Après l'article 38 : amendement n° 38 de la commission (possibilité pour le ministre chargé des départements d'outre-mer de saisir chacun des conseils régionaux de toutes les questions qui l'intéressent) : adopté.

Titre : amendement n° 40 de la commission (intitulant le projet de loi : « projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion ») : adopté.

Explications de vote (p. 3038) :

Département (compétences du —) : *Esdras* (*Marcel*) (p. 3038).

Vote favorable du groupe socialiste : *Bertile* (*Wilfrid*) (p. 3038).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Esdras* (*Marcel*) (p. 3038).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3038).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1984] (p. 3889, 3892).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Michel Debré : *Debré* (*Michel*) (p. 3889 à 3891) ; rejetée au scrutin public (p. 3891).

Article 72 de la Constitution : *Debré* (*Michel*) (p. 3890) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 3893).

Article 73 de la Constitution : *Debré* (*Michel*) (p. 3890) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 3893).

Banane (culture de la —) : *Esdras* (*Marcel*) (p. 3893) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 3893).

Canne à sucre (culture de la —) : *Esdras* (*Marcel*) (p. 3892, 3893) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 3893).

Conseil constitutionnel (décision du 2 décembre 1982) : *Esdras* (*Marcel*) (p. 3892).

Décentralisation : *Debré* (*Michel*) (p. 3890).

Départementalisation : *Debré* (*Michel*) (p. 3890) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 3892) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 3893).

Elus d'outre-mer (désaccord de la majorité des —) : *Debré* (*Michel*) (p. 3890).

Etat (désengagement de l'—) : *Esdras* (*Marcel*) (p. 3892).

Octroi de mer : *Debré* (*Michel*) (p. 3891) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 3892).

Offices agricoles : *Hory* (*Jean-François*) (p. 3889) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 3892).

Régions (transfert des compétences aux —) : *Hory* (*Jean-François*) (p. 3889) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 3889) ; *Debré* (*Michel*) (p. 3891) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 3892) ; *Césaire* (*Aimé*) (p. 3893).

Discussion des articles [29 juin 1984] (p. 3894) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (exercice par les collectivités territoriales de Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion, des compétences attribuées à l'ensemble des communes, des départements et des régions) ; exception d'irrecevabilité portant sur le texte venant du Sénat ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (supprimant l'obligation de consultation des commissions instituées par chaque conseil général) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 3 de la commission (effets du schéma d'aménagement régional) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 4 de la commission (supprimant les mots « après avis des représentants du conseil général et des communes concernées ») : adopté (p. 3894 ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *bis* : supprimé par le Sénat ; amendement n° 5 de la commission (octroi aux régions d'outre-mer du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation) : adopté ;

— l'article 6 est ainsi rétabli.

Article 7 *bis* : amendement n° 6 de la commission (référence au nombre d'habitants des communes associées dans le cadre de la charte de développement et d'aménagement) : adopté ;

— article 7 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 7 de la commission (précisant que les départements font connaître aux régions les programmes d'aide à l'équipement rural) ; compétence générale des régions d'outre-mer pour le développement agricole ; offices agricoles ; adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9, supprimé par le Sénat ; amendement n° 8 de la commission (statut des SAFER dans les régions d'outre-mer) (p. 3895) ; adopté ;

— l'article 9 est ainsi rétabli.

Article 9 *bis* : amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 13, supprimé par le Sénat : amendement n° 10 de la commission (aides aux cultures marines) : adopté ;

— l'article 13 est ainsi rétabli.

Article 14, supprimé par le Sénat : amendement n° 11 de la commission (compétence des conseils régionaux et des régions en matière de transports intérieurs) ; sous-amendement n° 29 du Gouvernement (supprimant la référence aux articles 29 et 30 de la loi du 22 juillet 1983) ; (compétence des départements en matière de transport scolaire) ; adopté ; amendement n° 11, ainsi modifié : adopté ;

— l'article 14 est ainsi rétabli.

Article 17 *bis* : amendement n° 12 de la commission (information de chaque région sur les projets de sociétés nationalisées en faveur du développement industriel et sur la répartition des aides de l'Etat à l'industrie) : adopté ;

— article 17 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 19 (p. 3896) : amendement n° 13 de la commission (supprimant la référence au département) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 25 : amendement n° 15 de la commission (précisant que les dispositions des cahiers des charges sont soumises à l'approbation du conseil régional intéressé) ; dispositions propres aux régions d'outre-mer figurant dans les cahiers des charges des sociétés de radios télévision ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 27 B : amendement n° 17 de la commission (rétablissant le « chapitre 1er B - De la santé ») : adopté.

Article 27 B, supprimé par le Sénat : amendement n° 18 de la commission (création d'un centre régional de promotion de la santé dans chaque région d'outre-mer) (p. 3897) ; adopté ;

— l'article 27 B est ainsi rétabli.

Article 27 C : amendement n° 19 de la commission (actions en matière d'habitat) : adopté ;

— article 27 C, ainsi modifié : adopté.

Article 27 D, supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission (possibilité pour les régions d'outre-mer de participer au capital des sociétés immobilières) : adopté ;

— l'article 27 D est ainsi rétabli.

Article 27 E, supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (institution dans chaque région d'outre-mer d'un conseil régional de l'habitat) : adopté ;

— l'article 27 E est ainsi rétabli.

Article 27 F, supprimé par le Sénat : amendement n° 22 de la commission (répartition des aides de l'Etat en faveur de l'habitat) : adopté ;

— l'article 27 F est ainsi rétabli.

Article 34, supprimé par le Sénat : amendement n° 23 de la commission (octroi de mer) : adopté ;

— l'article 34 est ainsi rétabli (p. 3898).

Article 36, supprimé par le Sénat : amendement n° 24 de la commission (fixation du taux des droits assimilés au droit d'octroi de mer) : adopté ;

— l'article 36 est ainsi rétabli.

Article 37, supprimé par le Sénat : amendement n° 28 de M. Michel Debré (fixation des taux de la taxe spéciale de consommation prévue à l'article 266 *quater* du code des douanes) ; amendement n° 25 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 30 de M. Michel Debré (précisant que le produit revenant aux différentes collectivités est directement inscrit à leurs budgets respectifs) ; gestion du fonds routier ; problème des pistes forestières (p. 3899) ; transfert horizontal de compétences ; versement aux budgets des collectivités, de la part du fonds routier qui les concerne ; amendement n° 28 : rejeté ; sous-amendement n° 30 : rejeté ; amendement n° 25 : adopté ;

— l'article 37 est ainsi rétabli.

Article 38 *bis*, supprimé par le Sénat : amendement n° 26 de la commission (modifiant l'article 8 de la loi du 31 décembre 1982) : adopté ;

— l'article 38 *bis* est ainsi rétabli.

Titre : amendement n° 27 de la commission (intitulant le projet de loi « projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion ») : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3900).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1984] (p. 3944).

Conseil constitutionnel (saisine du —) : *Esdras* (*Marcel*) (p. 3944) ; *Lemoine* (*Georges*) p. 3945).

Décentralisation : *Lemoine* (*Georges*) (p. 3945).

Echec de la commission mixte paritaire : *Hory* (*Jean-François*) (p. 3944) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 3945).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 3945 à 3948).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3948).

Voir *Agriculture* **13.**

Bourses scolaires.

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), départements et territoires d'outre-mer.

Décentralisation.

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), départements et territoires d'outre-mer.

Démographie de l'île de la Réunion.

Voir *Questions orales sans débat* **558.**

Développement du tourisme dans les —

Voir *Tourisme et loisirs* **3.**

Economie.

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article **22.**

Economie de la montagne.

Voir *Aménagement du territoire* **2.**

DEPECHE DU MIDI (La)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8**, article **11.**

DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS

8. — Proposition de loi n° 1749 tendant à compléter **l'article 91 du code civil relatif aux actes de décès.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Jean Foyer (11 octobre 1984).

10. — Proposition de loi n° 1861 tendant à faire figurer sur **l'acte de décès des personnes ayant trouvé la mort dans un camp de déportation** l'indication comme lieu de décès dudit camp de déportation et, lorsque celui-ci est inconnu, la mention « mort en déportation ». — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Guy Ducoloné (5 avril 1984).

Voir *Incidents survenus à la fin de la troisième séance du* 1er février 1984.

Droit au titre de « victimes de la déportation du travail ».

Voir *Questions au Gouvernement* **1027.**

DESARMEMENT

Semaine de l'O. N. U. sur le —

Voir *Questions au Gouvernement* **1040.**

DESGRAUPES (Pierre)

Voir *Edition imprimerie et presse* **8**, article **15.**

DETENTION ET DETENUS

Voir *Procédure pénale* **6.**

DETTE EXTERIEURE

Voir *Commerce extérieur.*

DETTE PUBLIQUE

Endettement de l'Etat.

Voir *Questions au Gouvernement* **952.**

DEVALUATION

Voir *Lois et règlement* **4.**

DISQUE

Industrie du —

Voir *Questions orales sans débat* **632.**

DIVORCE

6. — **Proposition de loi n° 1693** visant à autoriser le débiteur d'une **rente compensatoire** à racheter celle-ci par le versement d'un capital. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **2041** (18 avril 1984). — Discussion le 24 avril 1984. — Adoption le 24 avril 1984. — Proposition de loi n° **546.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 avril 1984] (p. 1850) :

Conversion de la rente en capital : *Renault (Amédée)* (p. 1850) ; *Badinter (Robert)* (p. 1851) ; *Massot (François)* (p. 1852) ; *Foyer (Jean)* (p. 1852).

Divorce par demande conjointe : *Renault (Amédée)* (p. 1851) ; *Badinter (Robert)* (p. 1851).

Juge (rôle du —) : *Renault (Amédée)* (p. 1851) ; *Badinter (Robert)* (p. 1851) ; *Foyer (Jean)* (p. 1852).

Loi de 1975 : *Massot (François)* (p. 1852).

Prestation compensatoire (caractéristiques) : *Renault (Amédée)* (p. 1850) ; *Badinter (Robert)* (p. 1851).

Discussion des articles [24 avril 1984] (p. 1852) :

Article 1er (*possibilité de demander la conversion en capital des arrérages à échoir de la rente sauf lorsque le divorce a été prononcé sur demande conjointe*) : amendement n° 4 du Gouvernement (supprimant la référence au divorce prononcé sur demande conjointe) (p. 1852) ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*entrée en vigueur de la présente loi*) : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (modification du premier alinéa de l'article L. 351-2 du code de la sécurité sociale) : non soutenu ; amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (modification de la rédaction de l'article L. 44 du code des pensions civiles) : non soutenu ; amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (prévoyant que le régime de retraite complémentaire prévoit les conditions d'attribution d'une pension de reversion au conjoint séparé de corps ou divorcé non remarié) : non soutenu.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1853).

7. — **Proposition de loi n° 2087** tendant à la création d'un **fonds de garantie des pensions alimentaires.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 mai 1984 par Mme Gisèle Halimi. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Amédée Renault (17 mai 1984).

Voir *Procédure civile et commerciale* **2.**

DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Voir *Assemblée nationale.*

DONATIONS

Entre époux.

Voir *Successions et libéralités* **2.**

DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES

Voir *Collectivités locales* **15.**

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (D.G.E.)

Voir *Collectivités locales* **16.**

Questions orales sans débat **598.**

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

Voir *Collectivités locales* **16.**

DOUANES

Plate-forme douanière de Marckolsheim.

Voir *Questions orales sans débat* **592.**

DOUMENG (Jean-Baptiste)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article **25.**

DROGUE

1. — **Proposition de loi n° 410** tendant à réprimer plus sévèrement les **infractions à la législation sur les stupéfiants.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi, remplacée par M. Jean Foyer (11 octobre 1984).

2. — **Proposition de loi n° 801** tendant à réprimer toute **incitation publique à l'usage des stupéfiants.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi, remplacée par M. Jean Foyer (11 octobre 1984).

Lutte contre la toxicomanie

Voir *Questions au Gouvernement* **1007, 1090.**

Questions orales sans débat **594, 728.**

DROIT COMMUNAUTAIRE

Application du —

Voir *questions orales sans débat* **667.**

DROIT DE PREEMPTION

Voir *Urbanisme* **7.**

DROIT PENAL

Voir *Criminalité.*

DROITS D'AUTEUR

Voir *Propriété artistique et littéraire* **2.**

DROITS DE L'HOMME

Voir *Constitution* **4.**

Nouvelle-Calédonie **7, 8.**

Questions au Gouvernement **977.**

Déclaration des droits socialistes de l'homme

Voir *Questions au Gouvernement* **907.**

— En Turquie

Voir *Traités et conventions* **129, 130.**

DROITS DE MUTATION

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article **28.**

DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), après l'article **26.**

DUCELLIER (établissements)

Voir *Questions au Gouvernement* **1061.**

E

EAU ET ASSAINISSEMENT

3. — **Projet de loi n° 2359** relatif au **prix de l'eau en 1985.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 8 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. — Urgence déclarée le 21 novembre 1984. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Hervé Vouillot (8 novembre 1984). — Rapport n° **2419** (14 novembre 1984). — Discussion le 21 novembre 1984. — Adoption le 21 novembre 1984. — Projet de loi n° **690.**

Sénat (première lecture) n° **82** (1984-1985), dépôt le 22 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Auguste Chupin. — Rapport n° **110** (1984-1985) (4 décembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Rejet le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **41.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2498,** dépôt le 12 décembre 1984. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 13 décembre 1984] (p. 3844).
Bureau [*J. O.* du 14 décembre 1984] (p. 3853).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Hervé Vouillot. — Rapport n° **2505** (13 décembre 1984). — Discussion le 18 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 18 décembre 1984. — Projet de loi n° **738.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Auguste Chupin. — Rapport n° **150** (1984-1985) (13 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption définitive le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **68** (1984-1985).

Loi n° 84-1212 du 29 décembre 1984, publiée au *Journal officiel* du 30 décembre 1984 (p. 4120).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 novembre 1984] (p. 6231) :

Accord contractuel : *Vouillot (Hervé)* (p. 6232) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6233).

Association des maires de France (position de l'—) : *Frelaut (Dominique)* (p. 6234).

Dérogations : *Vouillot (Hervé)* (p. 6232) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6233, 6235) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6234) ; *Micaux (Pierre)* (p. 6235).

Equilibre budgétaire des collectivités locales : *Frelaut (Dominique)* (p. 6234) ; *Malgras (Robert)* (p. 6234) ; *Micaux (Pierre)* (p. 6235) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6236).

Inflation : *Vouillot (Hervé)* (p. 6232) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6233, 6234) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6233, 6234).

Nécessité d'une loi : *Vouillot (Hervé)* (p. 6232) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6233).

Redevance pour les agences de bassin : *Vouillot (Hervé)* (p. 6232) ; *Micaux (Pierre)* (p. 6235) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6235).

Taux d'augmentation fixé : *Vouillot (Hervé)* (p. 6232) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6233, 6235) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6233) ; *Micaux (Pierre)* (p. 6255).

Discussion des articles [21 novembre 1984] (p. 6236) :

Article 1er (*détermination par accord ou par décret du taux d'augmentation maximal des prix hors taxe de l'eau potable*) : amendement n° 1 de M. Pierre Micaux (cas des contrats de concession, d'affermage, de régie ou de gérance) ; péréquation ; équilibre budgétaire des collectivités locales ; rejeté ; amendement n° 2 de M. Pierre Micaux (supprimant le mot « notamment ») (p. 6236) ; rejeté ; amendement n° 3 de M. Pierre Micaux (cas des contrats de concession, d'affermage, de régie ou de gérance) : rejeté ; amendement n° 5 de M. Dominique Frelaut (amélioration des services d'eau et d'assainissement) ; dérogations ; rejeté ; amendement n° 6 de M. Dominique Frelaut (référence à l'évolution des prix au cours des trois années précédant la publication de ce texte) ; cas des communes ayant pratiqué un prix de l'eau relativement bas ; demandes de dérogation ; adopté ; amendement n° 4 de M. Henri Prat (dérogations particulières applicables aux collectivités locales) ; lutte contre l'inflation ; équilibre budgétaire des communes (p. 6237) ; intervention du département ; budget des services d'eau et d'assainissement ; dérogations ; équilibre des charges et des recettes des collectivités locales ; rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 6238).

Article 2 (*répression en cas d'application de tarifs non conformes à l'article* 1er) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6238).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [18 décembre 1984] (p. 7083) :

Amélioration de la qualité de l'eau : *Vouillot (Hervé)* (p. 7083, 7084) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 7084).

Dérogations (régime des —) : *Vouillot (Hervé)* (p. 7084) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 7084) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 7084).

Sociétés fermières : *Micaux (Pierre)* (p. 7084) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 7085) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 7085).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7085).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7085).

Voir *Cours d'eau, étangs et lacs* **2.**

ECOLE DES LANGUES ORIENTALES VIVANTES

Voir *Questions orales sans débat* **593.**

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARTS ET METIERS

Centre de Châlons-sur-Marne de l' —

Voir *Questions orales sans débat* **751.**

ECONOMIE ET FINANCES

Modernisation de l'économie.

Voir *Lois de finances* **9**, discussion générale.

EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE

8. Projet de loi n° 1832 visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse.

Assemblée nationale (première lecture). Rapport supplémentaire n° **1963** (24 janvier 1984). Discussion les 24, 25, 26, 27, 30, 31 janvier, 1er, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13 février 1984. Adoption le 13 février 1984. Projet de loi n° **538.**

Sénat (première lecture) n° **210** (1983-1984). Dépôt le 14 février 1984. Renvoi à la commission spéciale. Rapporteur : M. Jean Cluzel. Rapport n° **308** (1983-1984) (11 mai 1984). Discussion les 24, 25, 28, 29 et 30 mai 1984. Adoption le 30 mai 1984. Nouveau titre : « Projet de loi tendant à garantir la liberté de la presse et son pluralisme, à assurer la transparence financière des entreprises de presse et à favoriser leur développement ». Projet de loi n° **123** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2170.** Dépôt le 4 juin 1984. Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Rapporteur : M. Jean-Jack Queyranne. Rapport n° **2194** (14 juin 1984). Discussion les 18 et 19 juin, 2, 3, 4, 5, 10 juillet 1984. Adoption le 10 juillet 1984, la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, n'étant pas adoptée. Projet de loi n° **660.**

Sénat (deuxième lecture) n° **473** (1983-1984). Dépôt le 11 juillet 1984. Renvoi à la commission spéicale. Rapporteur : M. Jean Cluzel. Rapport n° **505** (1983-1984) (30 août 1984). Discussion le 30 août 1984. Adoption avec modifications le 30 août 1984. Projet de loi n° **194** (1983-1984).

Commission mixte paritaire [*J. O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857). Bureau [*J. O.* du 7 septembre 1984] (p. 2857).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). Rapporteur : M. Jean-Jack Queyranne. Rapport n° **2336** (6 septembre 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). Rapporteur : M. Jean Cluzel. Rapport n° **508** (1983-1984) (5 septembre 1984). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2334.** Dépôt le 5 septembre 1984. Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Rapporteur M. Jean-Jack Queyranne. Rapport n° **2337** (6 septembre 1984). Discussion les 6, 7 et 10 septembre 1984. Adoption le 10 septembre 1984, la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, n'étant pas adoptée. Projet de loi n° **670.**

Sénat (troisième lecture) n° **510** (1983-1984). Dépôt le 11 septembre 1984. Renvoi à la commission spéciale. Rapporteur : M. Jean Cluzel. Rapport n° **511** (1983-1984) (11 septembre 1984). Discussion le 11 septembre 1984. Rejet le 11 septembre 1984. Projet de loi n° **196** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture) n° **2339.** Dépôt le 12 septembre 1984. Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Rapporteur : M. Jean-Jack Queyranne. Rapport n° **2340** (12 septembre 1984). Discussion le 12 septembre 1984. Adoption définitive le 12 septembre 1984. Projet de loi n° **671.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). Décision le 11 octobre 1984 [*J. O.* du 13 octobre 1984] (p. 3200). Rectificatif [*J. O.* du 20 octobre 1984] (p. 3298). Déclarés non conformes : le deuxième alinéa de l'article 13 ; la dernière phrase de l'article 15 ainsi conçue : « si cette opération est néanmoins réalisée, il est fait application des articles 19 et 20 » ; les articles 18, 19 et 20 ; dans l'article 21, premier alinéa, *in fine*, les mots « 19 et 20 » ; le deuxième alinéa de l'article 23 ; les articles 28, 39 et 40. **Loi n° 84-937 du 23 octobre 1984** publiée au *J. O.* du 24 octobre 1984 (p. 3323).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 1832 et ceux de la loi n° 84-937 du 23 octobre 1984.

ARTICLES (1)		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
		Projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse.	Première lecture : 13 février 1984.	1038	
1		Champ d'application de la loi	Première lecture : 26 janvier 1984. 27 janvier 1984. Deuxième lecture : 5 juillet 1984.	135, 146 176 4071	1er
2		Définition des notions de « personne », d' « entreprise de presse » et de « contrôle ».	Première lecture : 27 janvier 1984.	204, 228	2
		TITRE Ier			
		Dispositions relatives à la transparence.	Première lecture : 30 janvier 1984.	272	
3		La notion de prête-nom	Première lecture : 30 janvier 1984.	285	3
4		Obligation pour une société qui possède ou contrôle directement ou indirectement 20 p. 100 du capital social d'une entreprise de presse de mettre ses actions au nominatif.	Première lecture : 30 janvier 1984. 31 janvier 1984.	304 320	4
5		Communication du registre des titres nominatifs aux actionnaires et porteurs de parts des sociétés mentionnées à l'article 4, et à l'équipe rédactionnelle.	Première lecture : 31 janvier 1984.	331, 338	5
6		Publicité, par insertion dans les publications des entreprises de presse, des cessions ou promesses de cession d'actions ou de parts entraînant transfert de propriété.	Première lecture : 31 janvier 1984.	354, 363	6
7		Informations que toute entreprise de presse doit porter à la connaissance de ses lecteurs.	Première lecture : 31 janvier 1984.	373	7
8		Renseignements à fournir à la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, par toute personne détenant directement ou indirectement 20 p. 100 du capital social d'une entreprise de presse.	Première lecture : 1er février 1984.	395, 402	8
9		Réglementation de la participation de capitaux étrangers dans la presse française.	Première lecture : 1er février 1984. 2 février 1984.	424 453	9
		TITRE II			
		Dispositions relatives au pluralisme.	Première lecture : 2 février 1984.	464	
10		Limitation de la concentration dans la presse nationale.....	Première lecture : 3 février 1984. 4 février 1984.	518, 530, 550, 570	10
11		Limitation de la concentration dans la presse régionale ou locale.	Première lecture : 4 février 1984. 6 février 1984.	578 598	11
12		Limitation de certains cumuls de titres de la presse nationale et de la presse de province.	Pemière lecture : 6 février 1984.	611, 618	12
	12 *bis* (A.N.)	Période de référence	Deuxième lecture : 5 juillet 1984.	4089	13
13		Obligation pour tout quotidien de comporter sa propre équipe rédactionnelle.	Première lecture : 6 février 1984.	633, 645	14
14		Déclaration à la commission pour la transparence et le pluralisme dans la presse de l'acquisition de la propriété ou du contrôle d'une entreprise de presse.	Première lecture : 6 février 1984. 7 février 1984.	653 668, 688	15

ARTICLES (1)		OBJET	DATE DE DISCUSSION	PAGES	ARTICLES
Projet de loi.	Additionnels.		à l'Assemblée nationale.	J. O.	de la loi.
		TITRE III			
		Commission pour la transparence et le pluralisme dans la presse.	Première lecture : 7 février 1984.	710	
15		Composition de la commission	Première lecture : 7 février 1984. 8 février 1984.	711 724	16
16		Incompatibilités liées à l'exercice des fonctions des commissaires et rapporteurs.	Première lecture : 8 février 1984.	773	17
17		Saisine de la commission	Première lecture : 8 février 1984.		Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.
18		Pouvoirs de la commission	Première lecture : 8 février 1984. 9 février 1984.	803 812, 830	Déclare non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.
19		Exécution des décisions de la commission	Première lecture : 9 février 1984.	852, 860	Déclare non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.
20		Possibilités d'information dont dispose la commission et sanctions opposables aux entreprises refusant de fournir les renseignements demandés.	Première lecture : 10 février 1984.	889, 903	21
21		Agents habilités à procéder aux vérifications requises par la commission et pouvoirs dont ils disposent.	Première lecture : 10 février 1984	915	22
22		Motivations des décisions de la commission et publication au *Journal officiel*.	Première lecture : 10 février 1984.	943	23
23		Possibilité pour les autorités judiciaires de demander l'avis de la commission à l'occasion des affaires dont elles sont saisies.	Première lecture : 10 février 1984.	950	24
24		Rapport annuel de la commission transmis au Président de la République et au Parlement.	Premier lecture : 10 février 1984.	953	25
		TITRE IV			
		Sanctions pénales.	Première lecture : 11 février 1984.	972	
25		Sanction des opérations de prête-nom (infraction à l'article 3).	Première lecture : 11 février 1984.	973	26
26		Sanction du non-respect de l'obligation de la mise au nominatif des actions au porteur (infraction à l'article 4).	Première lecture : 11 février 1984.	983, 990	27
27		Sanction du défaut d'Insertion des cessions ou promesses de cession entraînant transfert de propriété (infraction à l'article 6).	Première lecture : 11 février 1984.	992	Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.
28		Sanction du défaut d'insertion de la liste des publications éditées par l'entreprise (infraction à l'article 7).	Première lecture : 11 février 1984.	999	29
29		Sanction du défaut de communication de renseignements à la commission de la transparence (infraction à l'article 8).	Première lecture : 11 février 1984.	1003	30

ARTICLES (1)		OBJET	DATE DE DISCUSSION	PAGES	ARTICLES
Projet de loi.	Additionnels.		à l'Assemblée nationale.	J. O.	de la loi.
30		Sanction pour dépassement du plafond de 20 p. 100 imposé aux participations étrangères (infraction à l'article 9).	Première lecture : 11 février 1984.	1004	31
31		Sanction des dispositions sur le pluralisme (infraction aux articles 10, 11, 12).	Première lecture : 13 février 1984.	1013	32
32		Sanction de la fusion ou de la suppression d'équipes rédactionnelles (infraction à l'article 13).	Première lecture : 13 février 1984.	1015	33
33		Sanction de l'omission de déclaration (infraction à l'article 14).	Première lecture : 13 février 1984.	1018	34
	33 *bis* (A. N.)	Sanction de la divulgation des renseignements recueillis par la commission (infraction à l'article 20, alinéa 2).	Première lecture : 13 février 1984.	1020	35
34		Possibilité de prononcer à l'encontre des auteurs d'infraction aux articles 10 à 14 l'interdiction de diriger ou d'administrer une entreprise de presse.	Première lecture : 13 février 1984.	1020	36
	34 *bis* (A. N.)	Sanction du refus de délivrer les renseignements demandés par la commission ou de l'opposition aux vérifications de la commission (infraction à l'article 20, alinéa 3, et à l'article 21).	Première lecture : 13 février 1984.	1027	37
	34 *ter* (A. N.)	Publicité des condamnations pour l'une des infractions définies au présent titre.	Première lecture : 13 février 1984.	1028	38
		TITRE V **Dispositions transitoires et diverses.**			
35		Délai de mise en conformité des entreprises de presse déjà existantes.	Première lecture : 13 février 1984.	1029	Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.
36 Supprimé.		Délai accordé aux entreprises pour mettre en place une équipe rédactionnelle propre à chacune de leurs publications.	Première lecture : 13 février 1984. Deuxième lecture : 5 juillet 1984.	1030 4092	—
37 Supprimé.		Délai de mise en forme nominative des titres au porteur	Première lecture : 13 février 1984.	1032	—
38 Supprimé.		Remplacement du mot « gérant » par les mots « directeurs de publications » dans les textes antérieurs à la présente loi.	Première lecture : 13 février 1984.	1033	
39		Abrogation de certains articles de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française.	Première lecture : 13 février 1984.	1033	Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.
	39 *bis* (A. N.)	Remplacement de l'article 2 de l'ordonnance du 26 août 1944 ..	Deuxième lecture : 5 juillet 1984.	4092	41
40		Réglementation provisoire des agences de presse	Première lecture : 13 février 1984.	1036	42
41		Application de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.	Première lecture : 13 février 1984.	1036	43
	41 *bis* (A. N.)	Abrogation de l'article 11 de l'ordonnance n° 45-2113 du 13 septembre 1945 relative à la réglementation dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.	Troisième lecture : 7 septembre 1984.	4402	44
42		Dispositions d'ordre public	Première lecture : 13 février 1984.	1037	45

(1) Engagement de la responsabilité du Gouvernement, le 5 juillet 1984 sur le projet soumis à l'Assemblée nationale en deuxième lecture (texte p. 4088 à 4092), le 7 septembre 1984 sur le projet soumis à l'Assemblée nationale en troisième lecture (texte p. 4398 à 4402). Adoption définitive le 12 septembre 1984 (p. 4430).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 janvier 1984] (p. 4, 13) :

Motion de renvoi en commission de M. Jean Foyer : *Foyer (Jean)* (p. 20, 21, 22, 23, 24, 25) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 25) ; *Fillioud (Georges)* (p. 26) ; rejetée au scrutin public (p. 26).

Aides à la presse : *Fillioud (Georges)* (p. 5) ; *Billon (Alain)* (p. 7) ; *Hory (Jean-François)* (p. 29).

Attitude de l'opposition (notamment manœuvres d'obstruction) : *Fillioud (Georges)* (p. 4) ; *Billon (Alain)* (p. 6, 7) ; *Bateux (Jean-Claude)* (p. 7) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 8) ; *Hory (Jean-François)* (p. 8, 9) ; *Malandain (Guy)* (p. 15) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 18) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 25).

Autorisation préalable implicite (mise en place d'un régime d') : *Foyer (Jean)* (p. 21, 23).

Commission de la transparence : *Fillioud (Georges)* (p. 5) ; *Billon (Alain)* (p. 7) ; *Bateux (Jean-Claude)* (p. 8) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 8) ; *Pinard (Joseph)* (p. 11) ; *Malandain (Guy)* (p. 15) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 18, 19) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 20) ; *Foyer (Jean)* (p. 21, 24).

Concertation ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi : *Fillioud (Georges)* (p. 5).

Contradiction entre le présent projet de loi et l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme : *Foyer (Jean)* (p. 21, 22) ; *Fillioud (Georges)* (p. 26).

Difficultés de la presse quotidienne politique : *Billon (Alain)* (p. 6) ; *Sénès (Gilbert)* (p. 10).

Equipe rédactionnelle : *Hory (Jean-François)* (p. 9) ; *Pinard (Joseph)* (p. 11) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 14, 25) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 16, 17) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 18, 19) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 20).

FR 3 - Corse et problème de la presse et de l'information en Corse : *Alphonsi (Nicolas)* (p. 15, 16) ; *Fillioud (Georges)* (p. 26).

Hersant (groupe) : *Billon (Alain)* (p. 7) ; *Pinard (Joseph)* (p. 11, 12) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 14) ; *Malandain (Guy)* (p. 15) ; *Foyer (Jean)* (p. 20, 25).

Journaliste (profession de —) : *Toutain (Ghislaine)* (p. 17).

Législation sur la presse dans différents pays : *Billon (Alain)* (p. 7).

Liberté de la presse : *Hory (Jean-François)* (p. 8, 9) ; *Sénès (Gilbert)* (p. 10) ; *Pinard (Joseph)* (p. 11) ; *Foyer (Jean)* (p. 21).

Mauvaise rédaction du présent projet de loi : *Foyer (Jean)* (p. 21).

Modification du texte par la commission des affaires culturelles : *Fillioud (Georges)* (p. 5) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 18) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 25).

Ordonnance de 1944 : *Billon (Alain)* (p. 6) ; *Sénès (Gilbert)* (p. 10) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 14).

Pluralisme : *Fillioud (Georges)* (p. 5) ; *Sénès (Gilbert)* (p. 10) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 13).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 5).

Recettes publicitaires : *Hory (Jean-François)* (p. 9) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 14).

« Représentants du peuple » (opinion de M. Georges Fillioud selon laquelle les députés de l'opposition seraient des —) : *Fillioud (Georges)* (p. 4, 5).

Spécificité des quotidiens régionaux : *Hory (Jean-François)* (p. 9.)

Travaux de la commission des affaires culturelles (déroulement des —) : *Fillioud (Georges)* (p. 4, 26) ; *Billon (Alain)* (p. 6) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 8) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 17) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 20) ; *Foyer (Jean)* (p. 20) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 25).

Volonté du groupe communiste d'améliorer le présent projet de loi : *Brunhes (Jacques)* (p. 8).

Discussion des articles : [25 janvier 1984] (p. 34, 54, 80) ; [26 janvier 1984] (p. 106, 124, 146) ; [27 janvier 1984] (p. 176, 200, 228) ; [30 janvier 1984] (p. 264, 278, 304) ; [31 janvier 1984] (p. 320, 338, 362) ; [1er février 1984] (p. 392, 402, 424) ; [2 février 1984] (p. 453, 482) ; [3 février 1984] (p. 508, 534) ; [4 février 1984] (p. 550, 570) ; [6 février 1984] (p. 598, 618, 645) ; [7 février 1984] (p. 668, 688, 710) ; [8 février 1984] (p. 724, 773, 788) ; [9 février 1984] (p. 812, 830, 860) ; [10 février 1984] (p. 889, 908, 940) ; [11 février 1984] (p. 972, 981, 990, 1003) ; [13 février 1984] (p. 1013).

Avant l'article 1er : amendement n° 1613 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin (précisant que la communication est libre, pluraliste et universelle) ; amendement n° 811 de M. François d'Aubert (précisant que la communication est libre et pluraliste) ; amendement n° 140 de M. Alain Madelin (précisant que la communication est libre et que cette liberté est indissociable de la liberté des entreprises de communication) ; amendements identiques n° 150 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Philippe Séguin et n° 1070 de M. Alain Madelin (précisant que la communication écrite et audiovisuelle est libre) ; divers types d'amendements déposés par l'opposition ; mise en place d'un statut de la presse ; comparaison de la présente loi avec la loi sur l'audiovisuel (p. 34) ; inexistence d'un « Hersant de gauche » ; démission de M. Philippe Viannay du conseil d'administration du *Matin de Paris* (p. 35) ; télévision par câble ; opinion de M. Jean-Jack Queyranne, rapporteur, selon laquelle le présent projet de loi ne constitue pas un statut de la presse ; importance de la loi comme garantie de la liberté (p. 36) ; lutte contre les excès de concentration aboutissant à la destruction du pluralisme ; amendements n° 1613, n° 811, n° 140, n° 150 et n° 1070 : rejetés ; amendements identiques n° 141 de M. Alain Madelin et n° 1579 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin (droit de tout individu à la liberté d'opinion et d'expression) ; définition de la liberté d'expression ; contradiction entre le présent projet de loi et les traités internationaux ratifiés par la France ; rejetés ; amendement n° 1657 de M. Robert André-Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (liberté d'expression reconnue par la Constitution et la déclaration des droits de l'homme ; liberté de diffusion et de réception) (p. 37) ; prééminence d'une loi nouvelle sur une loi ancienne : rejeté ; amendement n° 156 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que toute personne a droit à la liberté d'expression comprenant la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations et des idées) : rejeté ; amendements identiques n° 142 de M. Alain Madelin et n° 1580 de M. Pascal Clément (même objet) ; reprise du premier alinéa de l'article 10 de la convention européenne des droits de l'homme ; incompatibilité entre cet alinéa et une commission administrative dotée de pouvoirs exorbitants ; refus de l'ingérence des autorités publiques (p. 38) ; opinion de l'entourage de M. Pierre Joxe selon laquelle le présent projet de loi contiendrait dix-neuf problèmes politiques dont dix d'ordre constitutionnel ; attaques proférées par les membres de la majorité contre les décisions du Conseil constitutionnel (p. 39) ; ratification par la France de la convention européenne des droits de l'homme : rejetés ; amendement n° 1658 de M. Jacques Toubon (précisant que tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression) ; risque d'annulation par le Conseil constitutionnel de cinq articles du présent projet de loi : rejeté (p. 40) ; amendement n° 151 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que les citoyens ont droit à une information libre et pluraliste) ; volonté du Gouvernement de démanteler le groupe Hersant ; nécessité de recréer les conditions du pluralisme (p. 41) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 1614 de M. Pascal Clément (précisant que toute personne a droit à une information libre et pluraliste) ; diminution du nombre des quotidiens depuis plusieurs années ; attitude du secteur bancaire vis-à-vis des journaux favorables à l'opposition (p. 42) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 152 de M. Michel Péricard (précisant que les dispositions de l'article 10, premier alinéa, de la convention européenne des droits de l'homme s'appliquent à la presse écrite et audiovisuelle (p. 43) ; hiérarchie des normes juridiques ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; rejeté ; amendement n° 153 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Baumel (application des dispositions des articles 1 et 2 de la loi du 29 juillet 1982 à la presse écrite et audiovisuelle) ; amendement n° 154 de M. Jacques Baumel (même objet) ; amendement n° 155 de M. Michel Péricard (même objet) ; monopole quasi total exercé par l'Etat sur la radio et la télévision ; existence aux Etats-Unis du *Newspapers Preservation Act* soustrayant les entreprises de presse du champ d'application de la loi antitrust (p. 44) ; concentration et pluralisme ; libération de l'audiovisuel en 1982 ; fonctionnement de la Haute Autorité de l'audiovisuel : rejetés ; amendement n° 157 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Robert-André Vivien (précisant que toute limitation au droit d'informer est nulle) (p. 45) ; rôle de l'agence Havas dans la politique du Gouvernement en matière de presse ; rejeté ; amendement n° 158 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Robert-André Vivien (précisant que toute limitation au droit de communiquer est nulle) (p. 46) ; rejeté ; amendement n° 1659 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Michel Péricard (précisant que la liberté de la presse est un droit du citoyen) ; situation de M. Frédéric Pottecher à l'O.R.T.F. ; rejeté ; amendement n° 813 de M. François d'Aubert (précisant que la puissance publique ne saurait entraver l'exercice de la liberté de la presse) ; accroissement des moyens de pression de l'Etat depuis 1981 (p. 47) ; évolution technique des entreprises de presse et des journaux ; rejeté ; amendement n° 1615 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (précisant que la puissance publique ne peut entraver l'exercice de la liberté de la presse par quelque moyen que ce soit) ; aides à la presse ; rejeté ; amendement n° 815 de M. François d'Aubert soutenu par M. Pascal Clément (précisant que l'activité dans le domaine de la presse ne peut dépendre d'une quelconque autorisation) ; opinion de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, selon laquelle le Gouvernement aidera les journaux qui le méritent (p. 48) ; rejeté ; amendement n° 816 de M. François d'Aubert soutenu par M. Pascal

Clément (interdiction des mesures aboutissant à limiter directement ou indirectement la liberté de la presse) : rejeté (p. 49) ; amendement n° 817 de M. François d'Aubert (interdiction de mesures particulières aboutissant à limiter la liberté de la presse) ; rétablissement de l'autorisation préalable par l'article 14 du présent projet de loi ; aides à la presse ; répartition sélective de ces aides ; rejeté ; amendements identiques n° 143 de M. Alain Madelin et n° 1581 de M. Pascal Clément (caractère restrictif des formalités, restrictions, conditions ou sanctions prévues par la loi et s'appliquant à l'exercice de la liberté de communication) ; interdiction faite au congrès par la constitution des Etats-Unis de faire aucune loi restreignant la liberté de la presse (p. 54) ; limites à la liberté d'informer ; limitation du pouvoir de légiférer impliquée par la convention européenne des droits de l'homme ; volonté du Gouvernement de verrouiller la presse (p. 55) ; attitude de l'opposition ; opinion de M. Georges Fillioud selon laquelle il n'existe pas deux catégories d'élus ; emploi des guillemets ; valeur démocratique de la déclaration de M. Georges Fillioud (p. 56) ; différentes insultes utilisées dans les débats de l'Assemblée nationale ; coup d'Etat chilien ayant renversé Allende ; rappels au règlement de M. Emmanuel Aubert et M. Pascal Clément (p. 57) ; rappels au règlement de M. François d'Aubert et M. Alain Peyrefitte ; amendements n° 143 et n° 1581 : rejetés ; amendement n° 1689 de M. François d'Aubert (liberté des entreprises de presse) ; incident provoqué par le groupe socialiste ; problème des approvisionnements en papier ; influence de la C. G. T. du livre ; rôle des Nouvelles messageries de la presse parisienne (N. M. P. P.) ; rejeté ; amendement n° 1683 de M. François d'Aubert (précisant que la diffusion de la presse imprimée est libre) (p. 59) ; non-application de la loi Moisan de 1956 ; liberté de distribution ; rejeté ; amendements identiques n° 144 de M. Alain Madelin et n° 1582 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (contrôle du Gouvernement sur les moyens de diffuser les informations) ; article 55 de la Constitution précisant que les traités internationaux ratifiés par la France s'imposent au législateur ; définition du pluralisme (p. 60) ; situation de l'Agence Havas en France en 1900 ; contenu de la *Lettre de Matignon ;* rejetés ; amendement n° 1688 de M. François d'Aubert (précisant que la presse n'est pas un service public) (p. 61) ; mission d'intérêt général remplie par la presse : rejeté ; amendement n° 814 de M. François d'Aubert (précisant que la presse est indépendante de l'Etat) ; action positive des banques en faveur de la presse de la majorité ; exemple de l'Agence Havas ; déclarations de M. André Rousselet relatives à l'Agence Havas et au groupe Hersant ; recettes publicitaires (p. 62) ; rejeté ; amendement n° 1616 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (précisant que la presse est indépendante des pouvoirs publics) ; influence de M. Gaston Defferre sur le journal *Le Provençal ;* intervention de M. Jean-Claude Colliard vis-à-vis de la rédaction de certains quotidiens ; rejeté ; amendements identiques n° 159 de M. Jacques Toubon et n° 608 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme) (p. 63) ; contenu du préambule de la Constitution ; rejetés ; amendement n° 160 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que les dispositions de l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme s'appliquent à toute la presse écrite et audiovisuelle) (p. 64) ; application de l'article 56, alinéa 3, du règlement de l'Assemblée nationale selon lequel le président peut autoriser un orateur à répondre au Gouvernement ou à la commission ; volonté de la conférence des présidents de voir cet article utilisé le moins possible ; rejeté ; amendement n° 161 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; amendement n° 145 de M. Alain Madelain (précisant que l'impression, l'édition, la publication et la communication de tout journal ou écrit sont libres) (p. 65) ; monopole de la C. G. T. du Livre ; loi Moisan ; liberté de publication ; caractère répétitif des amendements de l'opposition ; rejetés ; amendements identiques n° 162 de M. Jacques Toubon et n° 610 de M. Alain Madelin (précisant que les dispositions de l'article 1 de la loi du 29 juillet 1881 s'appliquent à la presse écrite et audiovisuelle) (p. 66) ; rejetés ; amendements identiques n° 163 de M. Michel Péricard soutenu par M. Jacques Baumel et n° 1074 de M. Alain Madelin (précisant que l'imprimerie et la librairie sont libres) (p. 67) ; liberté de la presse et liberté des entreprises de presse ; rejetés ; amendement n° 164 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Marc Lauriol (précisant que la propriété est un droit inviolable et sacré) ; contenu de l'article 17 de la déclaration des droits de l'homme ; rejeté ; amendement n° 611 de M. Alain Madelin (précisant que la liberté d'une entreprise de presse est un droit inviolable et sacré) (p. 68) ; rejeté ; amendement n° 165 de M. Michel Péricard soutenu par M. Marc Lauriol (application à la presse écrite et audiovisuelle de l'article 17 de la déclaration des droits de l'homme) ; rejeté ; amendement n° 812 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que la presse est libre) ; rejeté ; amendement n° 146 de M. Alain Madelin (abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944) (p. 69) ; caractère inapplicable de l'ordonnance du 26 août 1944 ; circonstances dans lesquelles a été prise cette ordonnance ; rapport Vedel (p. 70) ; rejeté ; amendements identiques n° 652 de M. Alain Madelin, n° 1583 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert, n° 1660 de M. Jacques Toubon et n° 1687 de M. François d'Aubert (abrogeant l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française) (p. 71) ; nécessité en 1944 d'empêcher les collaborateurs de revenir à la tête des journaux ; moralisation de la presse française à cette époque ; *Newpapers Preservation Act* voté en 1970 aux Etats-Unis assouplissant la législation antitrust en faveur de la presse ; stabilisation du nombre des titres de la presse quotidienne nationale depuis 1953 (p. 72) ; rôle du directeur de la publication ; problème des personnes détenant la majorité du capital d'une entreprise de presse : rappel au règlement de M. François Mortelette (p. 73) ; opinion du général de Gaulle sur la presse ; instruction ouverte contre M. Robert Hersant ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 74) ; non-signature par le général de Gaulle de l'ordonnance de 1944 ; rejetés au scrutin public (p. 75) ; amendements n° 166 et n° 167 de M. Michel Péricard (abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944) ; caractère pragmatique du gaullisme ; rejetés ; amendement n° 851 de M. Jean-Marie Caro (champ d'application de la présente loi) ; nécessité de placer en exergue l'affirmation de certaines références fondamentales (p. 80) ; convention européenne des droits de l'homme ; rapport Vedel ; rejeté ; amendement n° 852 de M. Jean-Marie Caro (objet de la présente loi) ; caractère particulier des entreprises de presse (p. 85) ; statut des journalistes ; rejeté ; amendement n° 42 de M. François d'Aubert (insérant l'intitulé suivant : titre I A : « Dispositions relatives à l'intervention de l'Etat dans les entreprises de communication audiovisuelle, de publicité et de presse ») ; rapport Castro (p. 82) ; rejeté : amendement n° 614 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (insérant l'intitulé suivant : titre I A : « Dispositions relatives à l'intervention de l'Etat dans les entreprises de communication ») ; rejeté ; amendement n° 1679 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer une influence ne peut créer, acquérir ou vendre directement ou indirectement des journaux) (p. 83) ; contrôle de l'Etat sur l'agence Havas ; rejeté ; amendement n° 43 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire de créer, d'acquérir, de vendre ou d'exploiter des journaux ou des publications) ; historique de l'Agence Havas (p. 84) ; rejeté ; amendement n° 615 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; organigramme de l'Agence Havas (p. 85) ; absence de participation de l'Agence Havas dans les journaux entrant dans le champ d'application du présent projet de loi ; rejeté ; amendement n° 44 de M. François d'Aubert (objet d'une agence de publicité où l'Etat est majoritaire) (p. 86) ; déclaration de M. André Rousselet selon laquelle à son poste, mieux vaut un ami politique du Président de la République ; concentration des pouvoirs dans les mains de M. André Rousselet ; rejeté ; amendement n° 1680 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (cas des entreprises sur lesquelles les pouvoirs publics peuvent exercer une influence dominante) ; caractère du soutien apporté par M. Jean-Charles Lignel dans le journal *Le Progrès* au présent projet de loi (p. 87) ; attitude du président de la commission des affaires culturelles (p. 88) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 45 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire de créer ou d'acquérir un journal d'information politique et générale) ; problème du journal *France-Soir ;* volonté de l'Agence Havas de racheter ce journal (p. 89) ; rejeté ; amendement n° 616 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; rejeté ; amendement n° 1681 de M. Alain Madelin, soutenu par M. François d'Aubert (précisant que toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent avoir une influence ne peut avoir de participation dans une entreprise de presse ou d'édition) ; rejeté ; amendement n° 617 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; participation de l'Agence Havas à des entreprises d'édition (p. 88) ; rejeté ; amendement n° 46 de M. François d'Aubert (précisant qu'une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité ne peut avoir de participation dans une entreprise d'édition de livres ou de jeux pour enfants) ; amendement n° 819 de M. François d'Aubert (précisant qu'une agence de publicité à capitaux publics ne pourra acquérir une entreprise d'édition littéraire si elle détient déjà dans ce domaine plus de 5 p. 100 du marché) : rejetés ; amendement n° 618 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet que l'amendement n° 1681) : rejeté ; amendement n° 47 de M. François d'Aubert (précisant qu'une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité ne peut avoir de participation financière dans une entreprise de presse éditant des publications profession-

nelles spécialisées dans la grande distribution) ; compte rendu de la capitulation de la marine russe à Port-Arthur en 1905 par l'Agence Havas (p. 91) ; rejeté ; amendement n° 48 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (précisant qu'une agence de presse dans laquelle l'Etat dispose de la majorité ne peut avoir de participation financière dans une entreprise de presse éditant des publications professionnelles) : rejeté ; amendement n° 620 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant qu'une agence de publicité possédée ou contrôlée par l'Etat ne peut avoir de participation financière directe ou indirecte dans une entreprise de presse ou d'édition) ; problème du « trust » Havas ; rejeté ; amendement n° 49 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (même objet) (p. 92) ; nécessité pour l'Agence Havas de céder à l'actionnariat privé les actions qu'elle détient dans la Compagnie européenne de publication ; rejeté ; amendement n° 1682 de M. Alain Madelin (précisant que toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer une influence ne peut avoir de participation dans une entreprise de presse éditant des magazines d'information économique) ; opposition de la Résistance à ce que l'agence Havas puisse s'intéresser à l'information (p. 93) ; rejeté ; amendement n° 50 de M. François d'Aubert (précisant qu'une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité du droit de vote ne peut avoir de participation financière dans une entreprise de presse éditant un ou plusieurs magazines d'information « économique ») ; rejeté ; amendement n° 621 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) (p. 94) ; sous-amendement n° 1925 de M. Jacques Toubon (suppression du mot « économique ») : rejeté ; amendement n° 621 : rejeté ; amendement n° 622 de M. Alain Madelin (précisant que toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer une influence dominante ne peut détenir de participation financière dans une entreprise de radiodiffusion) (p. 95) ; rejeté ; amendement n° 51 de M. François d'Aubert (précisant qu'une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité du droit de vote ne peut avoir de participation financière dans une entreprise de radiodiffusion) : rejeté ; amendement n° 623 de M. Alain Madelin (précisant que toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent eexercer une influence ne peut détenir de participation financière dans une entreprise de communication audiovisuelle) ; principes de la Résistance (p. 96) ; rejeté ; amendement n° 52 de M. François d'Aubert (précisant qu'une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité du capital ne peut avoir de participation financière dans une agence d'images audiovisuelles) ; « pleuvre rose » ; mise en place de Canal Plus : rejeté ; amendement n° 53 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (même objet) (p. 97) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 624 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; intervention de l'Etat dans les entreprises de communication audiovisuelle ; rejeté ; amendement n° 54 de M. François d'Aubert (précisant qu'une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité des droits de vote ne peut avoir de participation financière dans une chaîne de télévision à péage) (p. 98) ; mainmise de l'Etat sur Canal Plus : rejeté (p. 99) ; amendement n° 55 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire, de détenir une participation financière dans la régie publicitaire d'une chaîne de télévision publique) ; amendement n° 626 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1617 de M. Pascal Clément (même objet) ; limitation des pouvoirs de l'Etat dans le domaine de la communication ; confusion entre le rôle de conseil et le rôle de régisseur au sein de l'agence Havas ; libre concurrence sur le marché publicitaire (p. 106) ; rejetés ; amendement n° 627 de M. Alain Madelin (impossibilité pour toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer une influence dominante, de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une régie publicitaire de la presse hebdomadaire régionale ou locale) ; position dominante de l'agence Havas dans le domaine publicitaire ; ralentissemennt des débats (p. 107) ; rejeté ; amendement n° 56 de M. François d'Aubert (même objet) ; cas de M. Rousselet ; rejeté ; amendement n° 629 de M. Alain Madelin (impossibilité pour une entreprise sur laquelle les pouvoirs publics exercent une influence dominante, de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie de publicité d'annuaires téléphoniques) ; rôle de l'agence Havas en matière de régie publicitaire d'annuaires du téléphone (p. 108) ; rejeté : amendement n° 57 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité, de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie publicitaire d'annuaires utilisant un support audiovisuel ou télématique) ; office d'annonces ; Information et Publicité ; sentiments antiparlementariste ; rejeté ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; amendement n° 58 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité d'avoir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie de publicité d'annuaires utilisant le support papier) ; insinuations mettant en cause la légitimité de la représentation nationale (p. 109) ; contrat passé pour la publicité sur les annuaires entre l'agence Havas et les P. T. T. ; rejeté ; amendement n° 59 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité d'avoir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie de publicité extérieure) ; régime juridique et économique de la presse en Italie ; extension de l'empire Havas ; cas du *Courrier de l'Ain ;* rejeté ; amendement n° 61 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité d'avoir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie publicitaire de support de presse spécialisée) ; politisation de la gestion de l'agence Havas (p. 110) ; Avenir Publicité ; rejeté ; amendement n° 631 de M. Alain Madelin (impossibilité pour toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics exercent une influence de détenir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie de publicité audiovisuelle) ; prise en main par l'agence Havas de la régie publicitaire de FR 3 ; recettes publicitaires de la presse française ; presse régionale ; rejeté ; amendement n° 60 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité d'avoir une participation financière supérieure à 20 p. 100 dans une entreprise de régie de publicité audiovisuelle) ; comportement monopolistique de l'agence Havas (p. 111) ; publicité à Radio-France outre-mer ; rejeté ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; amendement n° 818 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire d'être à la fois conseil de publicité et régisseur d'espace publicitaire) ; problème de l'indépendance et de l'autonomie des quotidiens régionaux et locaux (p. 112) ; cas du *Courrier du Loiret ;* tendance à la concentration de la presse de province ; rejeté ; amendement n° 1684 de M. François d'Aubert (interdiction de toute entente ou collaboration de fait visant à rétablir une situation dominante de l'agence Havas) ; importance de la publicité pour la presse locale ; rejeté ; amendement n° 1685 de M. François d'Aubert (obligation d'une consultation préalable de tous les groupes de presse ayant leur siège en France pour constituer le capital de toute société de régie publicitaire de supports écrits ou audiovisuels) ; démocratie économique ; régie publicitaire de FR 3 ; Télé-Monte-Carlo (p. 113) ; association du *Provençal* à la future régie publicitaire de Télé-Monte-Carlo ; rejeté ; amendement n° 1686 de M. François d'Aubert (révision du statut de l'agence Havas dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la loi) ; rappel de l'objet social de cette agence (p. 114) ; rejeté ; amendement n° 62 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une entreprise de presse) ; amendement n° 1065 de M. Alain Madelin (même objet) ; rejetés ; amendement n° 63 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une entreprise de communication audiovisuelle à l'exception d'une chaîne de télévision et d'une chaîne de radio) ; dénationalisation du secteur audiovisuel de la communication ; désinformation sur les chaînes de télévision ; Elf-Erap (p. 115) ; amendement n° 1066 de M. Alain Madelin (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société de radiodiffusion ou de télévision à l'exception d'une société nationale de radiodiffusion et d'une société nationale de télévision) ; privatisation du service public de la radio-télévision ; amendement n° 63 : rejeté ; amendement n° 1066 : rejeté ; amendement n° 64 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société ayant pour activité la régie publicitaire d'entreprises audiovisuelles) ; concentration de la publicité dans le secteur de l'audiovisuel ; situation de la R. F. P. ; rejeté ; amendement n° 1067 de M. Alain Madelin (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société ayant pour objet ou activité la régie publicitaire d'entreprises de communication) (p. 116) ; rejeté ; amendement n° 65 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société de publicité ayant pour activité la régie publicitaire d'entreprises de communication) ; désir de démanteler un groupe de presse ; détention par l'agence Havas de 25 p. 100 du marché publicitaire ; concession de service public signée avec Canal Plus ; rejeté ; amendement n° 1068 de M. Alain Madelin (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société de publicité) ; déconcentration, décartellisation et dénationalisation de l'agence Havas ; rejeté ; amendement n° 66 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière

dans une société ayant pour activité la régie publicitaire d'entreprises de presse) : rejeté ; amendement n° 633 de M. Alain Madelin (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société ayant pour objet la régie publicitaire de publication) (p. 117) ; Canal Plus ; conditions de travail en commission ; rejeté ; amendement n° 67 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une société de radiodiffusion à l'exception de la Société nationale chargée du service public national de la radiodiffusion) ; amendement n° 1069 de M. Alain Madelin (même objet) ; rejetés ; amendement n° 710 de M. Pierre Bas (impossibilité pour une entreprise dans laquelle l'Etat dispose de plus de 10 p. 100 des droits de vote ou du capital d'avoir une participation dans toute entreprise de presse, de publicité, de distribution ou de messagerie) ; problème de la nature des fonds (p. 118) ; menace du pouvoir de l'argent sur l'information ; rejeté ; amendement n° 68 de M. François d'Aubert (cession à l'actionnariat privé de la totalité des actions que l'Etat possède dans l'agence Havas) : rejeté ; amendement n° 69 de M. François d'Aubert (cession par les banques nationalisées, à l'actionnariat privé, de la totalité des actions qu'elles possèdent dans l'agence Havas) ; dénationalisation de la Sofirad ; rejeté ; amendement n° 70 de M. François d'Aubert (cession par la Caisse des dépôts, à l'actionnariat privé, de la totalité des actions qu'elle possède dans l'agence Havas) ; mission de la Caisse des dépôts (p. 119) ; financement de la construction de la salle Zénith à la Villette ; câble ; rejeté ; amendement n° 71 de M. François d'Aubert (cession de l'Etat, à l'actionnariat privé, de la totalité des actions qu'il détient dans la société financière de radiodiffusion) ; mainmise du Gouvernement sur la Sofirad ; rejeté ; amendement n° 820 de M. François d'Aubert (selon lequel toute entreprise, dans laquelle l'Etat détient plus de 40 p. 100 du capital, est réputée agir pour le compte de l'Etat) ; notion de contrôle ; groupements de fait ; contrôle par l'agence Havas de 45 p. 100 de la publicité des quotidiens ou hebdomadaires régionaux (p. 120) ; rejeté ; amendement n° 821 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total de l'imprimerie) : rejeté ; amendement n° 822 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total de l'édition en France) : rejeté ; amendement n° 1618 de M. Pascal Clément (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total de l'édition) ; amendement n° 1618 : rejeté ; amendement n° 823 de M. Fran- d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total du livre) : rejeté ; amendement n° 824 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total des livres d'enseignement) : rejeté ; amendement n° 825 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total des logiciels scolaires) : rejeté ; amendement n° 826 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de contrôler plus de 5 p. 100 du marché total des encyclopédies) ; rejeté ; amendement n° 827 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat d'être actionnaire d'une société de télévision à péage) ; Canal Plus (p. 121) ; cahier des charges de Canal Plus ; rejeté (p. 122) ; amendement n° 828 de M. François d'Aubert (compétence législative pour autoriser une entreprise à capitaux publics à créer une agence d'images et à prendre dans celle-ci une participation financière) ; commission « de la hache » (p. 124) ; rejeté ; amendement n° 829 de M. François d'Aubert (compétence législative pour autoriser une entreprise à capitaux publics à prendre une participation financière dans une entreprise d'édition ;) rejeté ; amendement n° 73 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la Sofirad d'acquérir une publication quotidienne nationale visée par une mesure prescrite par la commission de la transparence et du pluralisme) : rejeté ; amendement n° 74 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la Sofirad d'acquérir une publication quotidienne régionale visée par une mesure prescrite par la commission de la transparence et du pluralisme) : rejeté ; amendement n° 75 de M. François d'Aubert (obligation pour la société financière de radiodiffusion de céder à l'actionnariat privé les actions qu'elle possède dans Europe n° 1 communication) ; désir de l'opposition de dénationaliser la radio ; rejeté ; amendement n° 1059 de M. François d'Aubert (obligation pour la Sofirad de céder à l'actionnariat privé les actions détenues dans Europe n° 1 communication) : rejeté ; amendement n° 76 de M. François d'Aubert (obligation pour la Sofirad de céder à l'actionnariat privé les actions qu'elle possède dans Radio-Monte-Carlo) : rejeté (p. 125) ; amendement n° 1060 de M. François d'Aubert (obligation pour Europe n° 1 communication de céder à l'actionnariat privé les actions détenues dans la société d'affichage Noir-Clerc-Giraudy) : rejeté ; amendement n° 1061 de M. François d'Aubert (obligation de céder les actions détenues par Europe n° 1 Communication dans T.M.C.) ; modification du capital de Télé-Monte-Carlo : rejeté ; amendement n° 1062 de M. François d'Aubert (obligation pour Europe n° 1 Communication de céder à l'actionnariat privé les actions détenues dans *Le Nouvel Economiste*) ; champ d'application de la loi ; loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle : rejeté (p. 126) ; amendement n° 1063 de M. François d'Aubert (obligation pour l'Agence Havas de céder à l'actionnariat privé les actions détenues dans F.R. 3 Publicité) ; cahier des charges de Canal Plus ; détention par Havas de 25 % du marché publicitaire : rejeté ; amendement n° 1064 de M. François d'Aubert (cession à l'actionnariat privé des actions détenues par la régie française de publicité dans la société F.R. 3 Publicité) : rejeté ; amendement n° 77 de M. François d'Aubert (impossibilité pour deux ou plusieurs sociétés à capitaux publics de constituer une filiale commune dans le domaine de la communication écrite ou audiovisuelle) : rejeté ; amendement n° 72 de M. François d'Aubert (incompatibilité entre les fonctions de président d'une société de conseil en publicité, dans laquelle l'Etat détient la majorité, et la fonction de président d'une société de régie de publicité radiophonique à majorité de capitaux publics) ; rappel de la carrière de M. Rousselet : rejeté ; amendement n° 1058 de M. François d'Aubert (obligation pour le président d'une entreprise à capitaux publics de démissionner de tous ses postes d'administrateur, de directeur général ou de président de sociétés de droit privé) (p. 127) : rejeté ; amendement n° 810 de M. François d'Aubert (suppression de la R.F.P.) : rejeté ; amendement n° 808 de M. François d'Aubert (limitation à une durée de trois ans des régies publicitaires accordées ou concédées par une administration) : rejeté ; amendement n° 809 de M. François d'Aubert (obligation de faire un appel d'offre pour accorder toute régie publicitaire) : rejeté ; amendement n° 78 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de délivrer une autorisation préalable à une entreprise, dans laquelle il détient une participation financière, afin qu'elle crée ou exploite un service de communication audiovisuelle) : rejeté ; amendement n° 81 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de délivrer une autorisation préalable à une entreprise, dans laquelle il détient une participation financière, pour qu'elle crée ou exploite un service de communication audiovisuelle) ; loi de 1982 sur l'audiovisuel ; exploitation par l'Agence Havas d'un service de télévision à péage ; cahier des charges de Canal Plus (p. 128) ; absence d'autorisation préalable pour la presse écrite : rejeté ; amendement n° 79 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de délivrer une autorisation préalable à une agence de publicité, dans laquelle il détient la majorité, afin qu'elle crée ou exploite un service de communication audiovisuelle) : rejeté ; amendement n° 80 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de délivrer une autorisation préalable à une agence de publicité, dans laquelle il détient la majorité, afin qu'elle crée ou exploite un service de communication audiovisuelle) : rejeté ; amendement n° 1701 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une société attributaire d'une concession au titre de la loi sur la communication audiovisuelle de bénéficier des prérogatives de service public) ; octroi à l'Agence Havas d'une concession de service public ; rupture d'égalité (p. 129) ; loi du 29 juillet 1982 ; respect de l'ordre du jour ; demande des prévisions financières sur lesquelles sont établies les décisions annoncées par le Gouvernement concernant le développement de la communication audiovisuelle ; congrès de Bourg-en-Bresse : rejeté ; rappel au règlement de M. Alain Rodet (p. 130) ; amendement n° 147 de M. Alain Madelin (rapport au Parlement sur la situation des entreprises liées au secteur de la presse, de l'édition, de la publicité ou de la communication audiovisuelle au regard du pluralisme et de la concentration) : rejeté ; amendement n° 148 de M. Alain Madelin (rapport au Parlement sur l'existence éventuelle de pratiques anticoncurrentielles ou d'abus de position dominante pour les entreprises liées au secteur de la presse, de l'édition, de la publicité ou de la communication audiovisuelle) : rejeté ; amendement n° 1661 de M. Michel Péricard (rapport au Parlement sur l'existence éventuelle des pratiques anticoncurrentielles ou d'abus de position dominante dans le secteur de la presse) : rejeté (p. 131) ; rappel au règlement de M. Robert-André Vivien ; amendement n° 149 de M. Alain Madelin (rapport au Parlement sur l'existence éventuelle de pratiques anticoncurrentielles ou d'abus de position dominante dans le secteur de la presse) ; loi du 19 juillet 1977 (p. 132) ; rapport Vedel : rejeté ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; rappel au règlement de M. Alain Madelin ; amendement n° 168 de M. Jacques Baumel (rapport au Parlement sur la répartition des budgets de publicité sur les différents medias) (p. 133) : rejeté ; amendement n° 169 de M. Michel Péricard (rapport au Parlement sur la répartition de la publicité des pouvoirs publics et du secteur privé entre les différents medias) : rejeté (p. 134).

Article 1er (*objet et champ d'application du texte*) : sanction des abus de position dominante (p. 135) ; existence d'obligations dures et d'obligations plus légères concernant un nombre plus élevé de publications ; commission de la transparence et du pluralisme ; interventions des rapporteurs (p. 136) ; article 39 *bis*

du code des impôts ; tentative de mise au pas d'un homme ; retour aux combats d'arrière-garde du XIXe siècle (p. 137) ; loi du 29 juillet 1881 ; démantèlement du groupe Hersant ; moyens d'investigation accordée à la commission pour la transparence et le pluralisme ; champ d'application de la loi (p. 138) ; notion d'information politique et générale ; aide à la presse ; rachat éventuel de certains titres ; caractère indissociable du lien entre les entreprises et les publications (p. 139) ; gravité de la conjoncture économique nationale et internationale ; chasse aux sorcières ; dénaturation des chiffres du chômage (p. 140) ; extension de la transparence à l'ensemble de la communication ; vague d'épuration dans l'audiovisuel, l'administration et la police ; adaptation des règles de l'ordonnance de 1944 (p. 141) ; publications « d'information politique et générale » ; article 39 *bis* du code général des impôts ; amendement n° 1 de M. Alain Madelin (de suppression) ; amendement n° 98 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 711 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 830 de M. François d'Aubert (même objet) ; concentration de la presse en France ; loi de 1952 sur les enquêtes (p. 142) ; article 39 *bis* du code général des impôts ; champ d'application de la loi ; surveillance inquisitoriale de la commission pour la transparence et le pluralisme ; notion d'entreprise de presse ; lien entre les publications et les entreprises de presse ; notion de publication (p. 143) ; aide exceptionnelle aux quotidiens nationaux d'information générale et politique à faibles ressources publicitaires ; situation de la presse locale ; amendements nos 1, 98, 711 et 830 : rejetés (p. 144) ; amendement n° 170 de M. Alain Madelin (application à l'ensemble des entreprises de communication des dispositions relatives à la concurrence, au pluralisme et à l'abus de position dominante) ; amendement n° 1584 de M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 171 de M. Alain Madelin (application de la loi à l'ensemble des entreprises de communication) ; amendement n° 831 de M. François d'Aubert (application de la loi aux entreprises de communication) ; amendement n° 832 de M. François d'Aubert (application des dispositions de la loi aux entreprises privées et publiques de communication) ; amendement n° 177 de M. Jacques Toubon (application des dispositions de la loi à l'ensemble des entreprises de presse écrite et audiovisuelle) ; amendement n° 833 de M. François d'Aubert (application des dispositions de la loi aux publications d'information politique et générale et aux entreprises de la presse audiovisuelle) ; amendement n° 178 de M. Michel Péricard (application des dispositions de l'article 7 à toutes les publications paraissant à intervalles réguliers à raison d'une fois par mois au moins) ; soumission de plus de 5 000 publications à l'autorité de la commission ; article 39 *bis* du code général des impôts ; rapport Vedel ; législation aux Etats-Unis (p. 146) ; entreprises multimédias ; expériences de télématique ; nécessité pour la presse d'obtenir des ressources d'origine publicitaire ; répartition de la publicité en fonction de l'idéologie du journal ; domination du marché publicitaire par l'agence Havas (p. 147) ; attribution par les ministères des budgets de campagne de publicité à certains journaux ; nécessité de ne pas cantonner les budgets publicitaires au domaine audiovisuel ; dispositions spécifiques de la presse à l'étranger ; loi du 29 juillet 1982 (p. 148) ; principes de l'ordonnance de 1944 ; amendements n° 170, 1584, 171, 831, 832, 177, 833, 178 : rejetés ; amendement n° 179 de M. Jacques Toubon (supprimant le 1er alinéa de cet article) ; amendement n° 658 de M. Alain Madelin (même objet) ; lien entre la publicité et la presse ; notion de publication d'information politique et générale ; article 39 *bis* du code général des impôts ; (p. 149) ; rappel des législations étrangères ; rejetés ; amendement n° 172 de M. Alain Madelin (référence à la loi du 19 juillet 1977 relative à la concentration économique et à la répression des ententes et des abus de position dominante) ; amendement n° 1585 de M. Pascal Clément (même objet) ; (p. 150) ; sanction de l'agence Havas pour abus de position dominante dans l'île de la Réunion ; condamnation de la S. F. P. par la commission de la concurrence : rejetés ; amendement n° 180 de M. Jacques Toubon (champ d'application théorique de la loi) ; notion de publication d'information politique et générale (p. 151) ; définition du quotidien ; situation des périodiques assimilés aux quotidiens ; arrêt du Conseil d'Etat du 3 novembre 1978 ; (p. 152) ; réalité du droit positif ; définition par le code général des impôts de la presse d'information politique et générale ; rejeté ; amendement n° 1690 de M. Alain Madelin (application de la loi aux entreprises liées au secteur de la presse, de l'édition, de la publicité ou de la communication audiovisuelle) ; notion de publication de l'information politique et générale ; arrêt du Conseil d'Etat du 24 avril 1981 (p. 153) ; terrorisme juridique ; article 39 *bis* du code général des impôts (p. 154) ; loi du 27 décembre 1977 ; rejeté ; amendement n° 181 de M. Jacques Baumel (application de la loi à tous les moyens d'information politique et générale) ; amendement n° 183 de M. Jacques Baumel (application de la loi aux moyens d'information politique et générale) ; amendement n° 1619 de M. Pascal Clément (application de la loi à toutes les formes écrites d'information politique et générale) ; amendement n° 182 de M. Robert-André Vivien (application de la loi à toutes les publications d'information politique et générale) ; composition de la commission « de la hache » (p. 155) ; amendements nos 181, 183, 1619, 182, rejetés ; amendement n° 1691 de M. Alain Madelin (application de la loi aux publications nationales) ; cas de l'*International Herald Tribune* ; nationalité des journaux (p. 156) ; fixité du capital des organes de presse étrangers ; retiré ; amendement n° 186 de M. Robert-André Vivien (application de la loi aux publications d'information politique et générale, économique et sociale) ; amendement n° 662 de M. Alain Madelin (même objet) ; information concernant la vie publique ; exclusion du champ d'application de la loi des revues spécialisées à caractère économique et social : rejetés ; amendement n° 184 de M. Robert-André Vivien (supprimant les mots « et générale » après le mot « politique » dans le premier alinéa de cet article) (p. 157) ; cas de la *Revue politique et parlementaire* ; rejeté ; amendement n° 185 de M. Jacques Toubon (application de la loi aux publications d'information politique et d'intérêt général) ; exclusion de la presse associative de la catégorie de la presse politique et d'information générale (p. 158) : rejeté ; amendement n° 834 de M. François d'Aubert (référence à l'article 39 *bis* du code général des impôts) ; rejeté ; amendement n° 201 de M. Jacques Toubon (application de la loi aux publications d'information politique et générale quel qu'en soit le support) ; amendement n° 664 de M. Alain Madelin (même objet) ; article 39 *bis* du code général des impôts (p. 159) ; rejetés ; amendement n° 173 de M. Alain Madelin (inapplication de la loi à la presse idéologique) ; amendement n° 1620 de M. Pascal Clément (inapplication de la loi aux publications d'information sportive, religieuse, philosophique et cinématographique) ; amendement n° 187 de M. Michel Péricard (inapplication de la loi aux publications d'information sportive, religieuse, philosophique et confessionnelle) ; amendement n° 190 de M. Jacques Toubon (inapplication de la loi aux publications d'information religieuse, philosophique et confessionnelle) ; amendement n° 196 de M. Robert-André Vivien (inapplication de la loi aux publications d'information religieuse et confessionnelle) ; amendement n° 200 de M. Michel Péricard (inapplication de la loi aux publications d'information sportive) ; amendement n° 835 de M. François d'Aubert (inapplication de la loi aux publications consacrées essentiellement aux sports) ; amendement n° 836 de M. François d'Aubert (inapplication de la loi aux publications consacrant plus de la moitié de leur surface rédactionnelle à des informations financières et économiques) ; amendement n° 837 de M. François d'Aubert (inapplication de la loi aux publications concernant plus de la moitié de leur surface rédactionnelle à des informations sociales) (p. 160) ; arrêt du Conseil d'Etat du 24 avril 1981 définissant l'information politique et générale ; cas du *Journal du Dimanche* (p. 161) ; presse des partis politiques (p. 162) ; existence de cas litigieux ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; amendements nos 173 et 1620 : rejetés ; amendement n° 187 : rejeté au scrutin public ; amendements nos 190, 196, 200, 835 : rejetés (p. 163) ; amendement n° 836 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 837 : rejeté ; amendement n° 202 de M. Robert-André Vivien (application de la loi aux publications quotidiennes comprenant au moins un tiers de leur surface rédactionnelle consacrée à la politique nationale et internationale) ; amendement n° 174 de M. Alain Madelin (application de la loi aux publications quotidiennes) ; système de « délits ouverts » (p. 164) ; obligations spécifiques applicables aux publications quotidiennes d'information politique et générale : rejetés ; amendement n° 203 de M. Jacques Baumel (application de la loi aux publications paraissant à intervalles réguliers ou irréguliers) ; définition des personnes passibles des sanctions énumérées au titre IV : rejeté ; amendement n° 204 de M. Jacques Toubon (application de la loi aux publications comprenant au moins un tiers de leur surface rédactionnelle consacrée à la politique nationale et internationale) (p. 165) : rejeté ; amendement n° 839 de M. François d'Aubert (application de la loi aux publications dont le tirage est supérieur à 10 000 exemplaires et dont la diffusion couvre au moins deux départements) ; amendement n° 838 de M. François d'Aubert (application de la loi aux publications dont le tirage est supérieur à 10 000 exemplaires) ; nationalisation rampante de la presse ; groupe Hersant : rejetés ; amendement n° 588 de M. Pierre Bas (application de la loi aux organismes audiovisuels et agences de presse) : rejeté (p. 166) ; amendement n° 175 de M. Alain Madelin (application de la loi à toute entreprise en rapport avec les secteurs de la presse et de la communication et sur laquelle les pouvoirs publics exercent une influence déterminante) ; influence du secteur bancaire nationalisé sur de nombreux organes de communication : rejeté ; amendement n° 207 de M. Roland Nungesser (application de la loi aux chaînes de radiodiffusion et de télévision émettant régulièrement plus de six heures par jour) ; « Canal Plus » : rejeté ; amendement n° 1692 de M. Alain Madelin (inapplication de la

loi à la presse idéologique) (p. 167) : rejeté ; amendement n° 205 de M. Michel Péricard (inapplication de la loi aux publications philosophiques et confessionnelles) : rejeté ; amendement n° 840 de M. Alain Madelin (inapplication de la loi aux publications des organisations syndicales) (p. 168) ; application à la presse syndicale du taux réduit de T. V. A. rejeté au scrutin public ; amendement n° 841 de M. François d'Aubert (inapplication de la loi aux publications ayant pour objet la récréation du public) (p. 169) : retiré (p. 170) ; déroulement et organisation du débat ; amendement n° 1621 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin (excluant les publications dont le lancement a moins d'un an du champ d'application de la présente loi) ; attitude de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, lors du congrès de Bourg-en-Bresse (p. 176) ; dépôt d'amendements répétitifs par l'opposition ; lenteur de la discussion ; dévoiement de la procédure parlementaire (p. 177) ; rejeté ; amendement n° 842 de M. François d'Aubert (publication dont le lancement a moins de six mois) ; problèmes liés au lancement d'un journal ; manœuvres d'obstruction menées par l'opposition (p. 178) ; respect de l'obligation de transparence ; application de cet article aux publications d'informations politiques et générales ; exclusion de la presse syndicale du champ d'application de cet article ; rejeté ; amendement n° 1075 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (publications éditées par une association) ; cas des publications des partis politiques ; pouvoir de perquisition ; exemple du journal *la Vie ouvrière* (p. 179) ; rejeté ; amendement n° 1076 de M. François d'Aubert (cas des publications étrangères en langue française diffusées sur le territoire français) ; fonctionnement des clubs Léo-Lagrange et des « francs et franches camarades » ; rejeté ; amendement n° 843 de M. François d'Aubert (publications éditées par le service d'information et de diffusion du Premier ministre) ; propagande gouvernementale ; exemple de *la Lettre de Matignon* (p. 180) ; rejeté ; amendement n° 844 de François d'Aubert (publications éditées par les municipalités ou les associations directement ou indirectement subventionnées par une municipalité) ; rejeté ; amendement n° 845 de M. François d'Aubert (publications éditées par des conseils généraux) (p. 181) ; mainmise des municipalités et des départements de gauche sur les associations ; politisation des clubs Léo-Lagrange ; difficultés de la mission laïque avec la Cour des comptes ; rejeté ; amendement n° 1077 de M. François d'Aubert (compagnie européenne de publication) ; dévoiement du mouvement associatif ; rejeté ; (p. 182) ; amendement n° 208 de M. Michel Péricard soutenu par M. Jean-Paul Charié (précisant que sont considérées comme publications politiques les publications n'approuvant pas le Gouvernement) ; amendements n° 846 de M. François d'Aubert, n° 847 de M. François d'Aubert, soutenu par M. Alain Madelin, n° 850, n° 848, n° 1702 de M. François d'Aubert, n° 1703 de M. François d'Aubert, soutenu par M. Alain Madelin, et n° 1704 de M. François d'Aubert (définition de la notion de publication d'information politique) ; volonté du Gouvernement de limiter l'extension et de réduire l'audience des journaux d'opposition (p. 183) ; référence à l'article 298 du code général des impôts ; rôle des partis politiques en matière d'information politique ; opinion du *Nouvel Observateur* sur le présent projet de loi ; place de *L'Humanité* dans le champ d'application du présent projet de loi (p. 184) ; notion d'information générale ; jurisprudence assimilant les publications syndicales aux périodiques d'information politique et générale ; non-abrogation par le présent projet de loi de la totalité de l'ordonnance de 1944 ; (p. 185) ; amendements n° 208, n° 846, n° 847, n° 850, n° 848, n° 1702, n° 1703 et n° 1704 : rejetés ; amendement n° 1078 de M. François d'Aubert (liste des publications d'information politique et générale) ; solution retenue dans la loi de nationalisation pour les entreprises industrielles concernées (p. 186) ; rejeté ; amendement n° 1079 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; nécessité de dresser la liste des publications syndicales tombant dans le champ d'application de la présente loi ; rejeté ; amendement n° 1080 de M. François d'Aubert (liste des publications d'information générale ; rejeté après rectification ; amendement n° 1081 de M. François d'Aubert (liste des publications d'information politique et générale) (p. 187) ; rapport Vedel ; longueur de la discussion des projets de loi sur la presse dans les principaux pays dotés d'une législation comparable ; rejeté ; amendement n° 1082 de M. François d'Aubert (liste des quotidiens régionaux d'information politique et générale) ; rejeté ; amendement n° 1083 de M. François d'Aubert (précisant que le *Journal du Dimanche* n'est pas considéré comme une publication d'information politique et générale) ; rejeté ; amendements n° 1084 à n° 1088, n° 1094 et n° 1095 de M. François d'Aubert ; retirés ; amendement n° 1089 de M. François d'Aubert (précisant que le *Nouveau Journal* n'est pas considéré comme une publication d'information politique et générale) (p. 188) ; rejeté ; amendement n° 1090 de M. François d'Aubert (précisant que *Les Echos* n'est pas considéré comme une publication d'information politique et générale) ; rejeté ; amendement n° 1091 de M. François d'Aubert (précisant que *L'Equipe* n'est pas considéré comme une publication d'information politique et générale) ; rejeté ; amendement n° 1092 de M. François d'Aubert (précisant que *Le Provençal* n'est pas considéré comme une publication d'information politique et générale) ; direction effective du *Provençal* assurée par M. Gaston Defferre (p. 189) ; rejeté ; amendement n° 1093 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que *L'Humanité* n'est pas considéré comme une publication d'information politique et générale) ; risques pour *L'Humanité* de tomber dans le champ d'application du présent projet de loi (p. 190) ; sollicitude de M. Alain Madelin vis-à-vis de la presse communiste ; rejeté au scrutin public ; amendements identiques n° 176 de M. Alain Madelin et n° 1096 de M. François d'Aubert (suppression du second alinéa de cet article) ; transparence des opérations de régie publicitaire (p. 191) ; rejetés ; amendements identiques n° 209 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Robert-André Vivien et n° 671 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (suppression des mots « et du premier alinéa de l'article 8 » dans le second alinéa de cet article) ; appartenance des députés de l'opposition au lobby de la liberté ; réunion des caractéristiques de l'installation d'un régime totalitaire (p. 192) ; rejetés ; amendement n° 1097 de M. François d'Aubert (quotidiens consacrés pour une large part à l'information politique) ; rejeté ; amendement n° 1705 de M. François d'Aubert (précisant que les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux publications vendues uniquement par abonnement) (p. 193) ; rejeté ; amendement n° 1693 de M. Alain Madelin (protection du secret des sources d'information) ; rejeté ; amendement n° 1754 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Robert-André Vivien (précisant que les dispositions du titre I de la présente loi sont seules applicables aux publications qui ont moins de six mois d'existence) (p. 194) ; rejeté ; amendement n° 1755 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Robert-André Vivien (interdiction faite à toute publication de recevoir des fonds provenant de crédits ouverts dans le budget du service du Premier ministre) ; rejeté ;

— article 1er : adopté (p. 185) ;

Après l'article 1er : amendement n° 1694 de M. Alain Madelin (secret confié aux journalistes dans l'exercice de leur activité) ; sondage publié par *Paris-Match* montrant que 70 p. 100 des Français sont favorables à la protection du secret des sources ; rejeté au scrutin public (p. 200) ; amendement n° 1706 de M. François d'Aubert (précisant que les journalistes sont tenus de ne pas révéler leurs sources d'information) ; exemple du journaliste de *Paris-Match* incarcéré ; volonté du Gouvernement de transformer les journalistes en auxiliaires de police et en auxiliaires de justice ; exemple de F. R. 3 Corse (p. 201) ; indépendance des magistrats ; rappel au règlement de M. Jean-Marie Caro ; indépendance de la magistrature du siège (p. 202) ; rejeté ; amendement n° 712 de M. Pierre Bas soutenu par M. Robert-André Vivien (application des dispositions de la présente loi à toute entreprise de presse dont tout ou partie des capitaux sont détenus par la puissance publique) : rejeté ; amendement n° 1098 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (application aux entreprises de communication de la loi du 19 juillet 1977 relative au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites) ; rapport Vedel (p. 203) ; rejeté ; amendement n° 1099 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; contrôle de la concentration ; abus de position dominante ; rejeté.

Article 2 (*définitions de la personne, de l'entreprise de presse et du contrôle*) (p. 204) ; concept de personne recouvrant une ou des personnes physiques ou morales ou un groupement de droit ou de fait de personnes physiques ou morales ; groupements et partis politiques répondant à la qualification de personne ; article 4 de la Constitution relatif aux partis politiques ; commission pour la transparence ; définition de la notion d'entreprise de presse (p. 205) ; répression des ententes illicites et des abus de position dominante prévue par la loi du 19 juillet 1977 ; loi anti-Hersant et loi d'exception ; inconstitutionnalité du premier projet de loi relatif aux entreprises de presse soumis par le Gouvernement au Conseil d'Etat (p. 206) ; problème de la presse des partis politiques ; notion de contrôle ; nécessité de soumettre la presse des partis politiques au présent projet de loi (p. 207) ; caractère dangereux du présent article ; problème soulevé par le groupe communiste au sujet de cet article lors des réunions de la commission (p. 208) ; monopole de l'agence Havas ; existence sous la précédente majorité d'une ligne directe entre le ministre de l'information et les rédacteurs en chef des chaînes de télévision (p. 209) ; notion de contrôle ; monopole du syndicat du Livre ; volonté du Gouvernement de frapper un groupe de presse ; définition de la notion de personne ; problème des groupements de fait : impropriété du terme de « contrôle » (p. 210) ; mauvaise rédaction de cet article ; insuffisance de la définition de la notion de personne ; caractère extensif de la définition de la notion d'entreprise de presse (p. 211) ; définition

de la notion de contrôle ; notion de groupements de fait ; problème des partis ou groupements politiques visés à travers leurs publications ; caractère particulier de la presse des partis politiques ; absence de confusion possible en matière de presse politique ; appartenance de la plupart des quotidiens régionaux normands au groupe Hersant ; pouvoirs de la commission de la transparence en matière de publication politique (p. 212) ; déclaration de M. Valéry Giscard d'Estaing, alors qu'il était Président de la République, en conformité avec le présent projet de loi ; procès intenté contre le journal *Le Monde* par M. Alain Peyrefitte en 1980 (p. 213) ; nécessité de moraliser l'activité des partis politiques en leur appliquant le principe de la transparence de la presse ; notion de groupement de fait et notion de contrôle ; amendements identiques n° 2 de M. Alain Madelin, n° 99 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol, n° 713 de M. Pierre Bas et n° 1100 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) ; loi anti-Hersant (p. 214) ; soumission de la presse du parti communiste à la présente loi ; notion de parti politique ; mise en place d'un régime d'autorisation préalable ; rejetés (p. 215) ; amendements identiques n° 223 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant, n° 853 de M. Jean-Marie Caro et n° 709 de M. Alain Madelin (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; référence aux partis politiques ; inexistence d'une presse socialiste ; rapport Vedel ; esprit de l'ordonnance de 1944 (p. 216) ; caractère inapplicable de l'ordonnance de 1944 dès son entrée en vigueur ; difficultés financières de la presse communiste ; rejetés ; amendements n°s 1759 à 1761 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Michel Péricard (individualisant la notion de personne dans le deuxième alinéa (1°) de cet article) (p. 217) ; amendements n°s 1762 à 1767 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Michel Péricard (même objet) ; amendement n° 1707 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendements n°s 1768 à 1775 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Michel Péricard (même objet) ; volonté du Gouvernement de démanteler le groupe Hersant ; amendements n°s 1759 à 1761 : rejetés (p. 218) ; amendements n°s 1762 à 1767, n° 1707, n°s 1768 à 1775 : rejetés ; amendement n° 1776 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) : rejeté ; amendements identiques n° 1101 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin et n° 1777 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (suppression de la référence à un groupement de droit ou de fait de personnes physiques ou morales) (p. 219) ; poursuites dont fait l'objet M. Robert Hersant ; notion de groupement de fait (p. 220) : rejetés ; amendement n° 672 de M. Alain Madelin (suppression de la référence à des groupements de droit) : rejeté ; amendements identiques n° 225 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Georges Tranchant et n° 673 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Marie Caro (référence aux groupements de droit public et privé) (p. 221) : rejetés ; amendement n° 1778 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean Foyer (référence à une société de fait) ; amendement n° 1108 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Marie Caro (même objet) ; définition de la notion de groupement de droit ; notion de personne morale : rejetés ; amendement n° 563 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean-Marie Caro (précisant la notion de groupements de droit) (p. 222) : rejeté ; amendements identiques n° 226 de M. Michel Péricard soutenu par M. Georges Tranchant, n° 589 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant, n° 674 de M. Alain Madelin, n° 854 de M. Jean-Marie Caro, n° 1102 de M. François d'Aubert et n° 1586 de M. Pascal Clément soutenus par M. Jean-Marie Caro (suppression de la référence à des groupements de fait) ; caractère liberticide de ce article ; rejetés (p. 223) ; amendements identiques n° 210 de M. Alain Madelin et n° 228 de M. Jacques Baumel soutenus par M. Georges Tranchant (suppression d'une référence aux personnes morales) : rejetés (p. 224) ; amendement n° 229 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (exclusion des partis politiques ou des groupements idéologiques du champ d'application de cet article) (p. 228) ; amendement n° 230 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (même objet) ; amendements identiques n° 211 de M. Alain Madelin et n° 1587 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean-Marie Caro (même objet) ; amendement n° 1710 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1779 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) ; amendements n° 1717 et n° 1718 de M. François d'Aubert soutenus par M. Alain Madelin (même objet) ; pouvoirs d'inquisition de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse ; existence d'un amendement n° 209 présenté par M. Jacques Brunhes ayant le même objet que l'amendement n° 1710 de M. Alain Madelin mais qui a été retiré (p. 229) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin ; amendements n° 229, n° 230, n° 211 et n° 1587 : rejetés ; amendement n° 1710 rejeté au scrutin public (p. 230) ; commentaires du résultat du scrutin public ; amendements n° 1779, n° 1717 et n° 1718 : rejetés ; amendement n° 675 de M. Alain Madelin (plaçant l'Etat dans le champ des personnes morales visées par cet article) ; amendement n° 678 de M. Roland Nungesser soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) ; rejetés ; amendement n° 1103 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (notion de groupement de fait) (p. 231) ; loi anti-Hersant : retiré ; amendement n° 1104 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Marie Caro (même objet) : rejeté (p. 232) ; amendement n° 1781 de M. Michel Péricard (précisant qu'une famille ne peut être considérée comme un groupement de droit ou de fait) ; amendements n° 1105 et n° 1106 de M. François d'Aubert soutenus par M. Alain Madelin (même objet) ; existence de divergences d'opinions à l'intérieur de certaines familles ; exemple de la famille Amaury ; « Hersantophobie » (p. 233) : rejetés ; amendement n° 1780 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (précisant qu'une association simple ne peut être considérée comme un groupement de droit ou de fait) ; amendement n° 1707 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; création d'un « tribunal de la presse » ; inexistence de la notion d'association simple (p. 234) : rejetés ; rappel au règlement de M. Alain Madelin ; amendement n° 1719 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Marie Caro (personnes ayant déclaré sur l'honneur être indépendantes les unes des autres) : rejeté ; amendements identiques n° 231 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Michel Péricard, n° 856 de M. Jean-Marie Caro et n° 1109 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression du troisième alinéa [2°] de cet article relatif à la définition de l'entreprise de presse) (p. 235) : rejetés ; amendement n° 1527 de la commission (cas dans lequel édition et exploitation d'une publication sont dissociées) ; exemple de la location-gérance ; rôle des N. M. P. P. : adopté ; amendement n° 1711 de M. Alain Madelin (publication d'informations politiques et générales) ; amendement n° 1720 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 212 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Marie Caro (communication écrite ou audiovisuelle) : rejeté ; amendement n° 213 de M. Alain Madelin (référence au support de la publication) (p. 236) ; volonté de M. Hervé Bourges de faire du journal télévisé de T. F. 1 le le plus grand journal de France : rejeté ; amendement n° 1712 de M. Alain Madelin (publications inscrites auprès de la commission paritaire) : rejeté ; amendement n° 1721 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (de précision) : rejeté ; amendement n° 232 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Michel Péricard (organisme fournissant des informations à plusieurs publications) ; sous-amendement n° 1714 de M. Alain Madelin (de précision) ; agences de presse ; amendement n° 232 : retiré ; en conséquence le sous-amendement n° 1714 devient sans objet ; amendement n° 1782 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (de précision) : rejeté ; amendement n° 1783 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (étendant le champ d'application du présent projet de loi aux organismes concevant ou produisant des émissions de radio ou de télévision) (p. 237) ; amendement n° 1784 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (organismes mettant à la disposition du public par voie hertzienne ou par câble des sons, des images, des documents, des données ou des messages de toute nature) : rejetés ; amendement n° 1713 de M. Alain Madelin (excluant du champ d'application de cet article les entreprises de presse d'un parti politique) ; article 4 de la Constitution : rejeté au scrutin public ; amendement n° 1722 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que lorsqu'une entreprise de presse édite plusieurs publications elle constitue un groupe de presse) : rejeté ; amendement n° 1785 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (excluant les collectivités locales et leurs groupements du champ de la définition de l'entreprise de presse) (p. 238) : rejeté ; amendement n° 1786 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (cas des associations paroissiales ou diocésaines) : rejeté ; amendement n° 1787 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (cas des associations familiales et des associations poursuivant un but à caractère social) : rejeté ; amendement n° 1788 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (associations culturelles ou sportives) : rejeté ; amendements identiques n° 679 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Marie Caro, n° 857 de M. Jean-Marie Caro et n° 1110 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression du dernier alinéa [3°] de cet article) ; contrôle exercé sur les entreprises de presse ; notion d'influence dominante ; différentes versions de la rédaction de cet alinéa (p. 239) ; rôle des N. M. P. P. dans la distribution des journaux : rejetés ; amendement n° 1790 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Georges Tranchant (définition de la concentration) ; amendement n° 1715 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1791 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) ; (p. 240) ; reprise des dispositions de la loi de 1977 sur

le contrôle des concentrations, des ententes illicites et sur les abus de position dominante ; rapport Vedel ; caractère sensiblement égal de la diffusion de la presse favorable à l'opposition et de la presse favorable à la majorité ; rejetés ; amendements n° 1792, 1793, 1794 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Georges Tranchant (définition du contrôle d'une entreprise de presse) (p. 241) ; amendements n° 1112 et 1281 de M. François d'Aubert soutenus par M. Alain Madelin (définition du contrôle d'une entreprise de presse) ; amendements n° 1282, 1283, 1284, 1285 de M. François d'Aubert soutenus par M. Alain Madelin (même objet) ; minorité de blocage (p. 242) ; référence au droit allemand ; rejetés ; amendement n° 1795 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (de précision juridique) ; rejeté ; amendement n° 1796 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (service d'information et de diffusion) : rejeté ; amendement n° 1797 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (référence à une entreprise publique) : rejeté ; amendement n° 1798 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (référence à un établissement bancaire ou financier dans lequel l'Etat détient la majorité du capital au moins) : rejeté ; amendement n° 1799 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (référence à un établissement bancaire ou financier) : rejeté ; amendement n° 1800 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (référence à un syndicat de personnel de l'imprimerie) : rejeté (p. 243) ; amendement n° 1801 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (référence à une régie de publicité) : rejeté ; amendement n° 1802 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (référence à un conseil en publicité) : rejeté ; amendement n° 1803 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (référence à un groupe de presse) : rejeté ; amendement 1804 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (référence à une imprimerie) : rejeté ; amendement n° 1805 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (référence à plusieurs personnes) : rejeté ; amendements identiques n° 564 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean-Marie Caro et n° 858 de M. Jean-Marie Caro (de précision) ; interprétation de la notion de contrôle ; défauts de l'ordonnance de 1944 ; rejetés ; amendements n° 1806 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (de précision) (p. 244) ; rejeté ; amendement n° 1113 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Marie Caro (précisant la notion de contrôle) ; rejeté ; amendement n° 214 de M. Alain Madelin (de précision) : rejeté ; amendements identiques n° 215 de M. Alain Madelin, n° 1114 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin, n° 1588 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin et n° 1807 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (suppression de la référence aux moyens d'ordre matériel ou financier) ; exemple de la presse communiste (p. 245) : rejetés ; amendement n° 1115 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (référence à des moyens d'ordre physique) ; pressions physiques exercées par la C. G. T. du Livre sur le fonctionnement de certaines entreprises de presse ; loi Moisan destinée à lutter contre la C. G. T. du Livre ; exemple du journal *France-Dimanche* : retiré ; amendements identiques n° 714 de M. Pierre Bas soutenu par M. Michel Péricard et n° 1116 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Marie Caro (de précision) : rejetés ; amendement n° 1808 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (référence à des moyens d'ordre juridique) : rejeté ; amendement n° 1809 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (référence à des moyens d'ordre professionnel) : rejetés ; amendement n° 1723 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Marie Caro (référence à la liberté syndicale et à la protection du droit syndical) (p. 246) : rejeté ; amendement n° 1812 de M. Robert-André Vivien (attribution d'aides financières) : rejeté ; amendement n° 1117 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (référence à des ressources publicitaires) ; caractère déterminant de certains contrats d'origine publicitaire pour la survie des titres en difficulté : rejeté ; amendement n° 1810 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (exclusion de moyens d'ordre intellectuel ou idéologique ou relevant de la diffusion d'informations) : rejeté ; amendement n° 1811 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (monopole de l'embauche des ouvriers d'une imprimerie) : rejeté ; amendement n° 1813 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (contrôle du prix de vente des journaux) : rejeté ; amendement n° 1814 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (octroi de crédits ou de garanties bancaires) : rejeté ; amendement n° 1815 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (approvisionnement en papier) : rejeté ; amendement n° 1816 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (distribution des ressources publicitaires) : rejeté (p. 247) ; amendement n° 1817 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (fixation des tarifs postaux) : rejeté ; amendement n° 1818 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (référence au régime fiscal applicable aux entreprises de presse) : rejeté ; amendement n° 1819 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (référence aux budgets publicitaires) : rejeté ; amendement n° 1820 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (référence à la fourniture de dépêches d'information) : rejeté ; amendement n° 1821 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (de précision) : rejeté ; amendement n° 859 de M. Jean-Marie Caro (référéence à la responsabilité de la gestion et du fonctionnement) ; notion d'influence déterminante : rejeté ; amendement n° 1118 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (référence à une influence politique) ; rapport Vedel ; problème des concentrations ou ententes portant atteinte au pluralisme de l'expression des opinions ou permettant une dissimulation du changement de l'orientation des publications (p. 248) ; rejeté ; amendements identiques n° 217 de M. Alain Madelin et n° 1828 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Georges Tranchant (référence aux ressources publicitaires) ; opinion de M. Gabriel Enkiri, journaliste et ancien militant socialiste sur la politique gouvernementale ; rejetés ; amendements identiques n° 1822 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Georges Tranchant et n° 218 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Marie Caro (de précision) (p. 249) ; avis du Conseil d'Etat sur le présent projet de loi ; caractère normalement secret de cet avis ; rejetés ; amendements n° 1823 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (suppression d'une référence à la gestion dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1825 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (contrôle sur la tendance d'une entreprise de presse) (p. 250) ; rejeté ; amendement n° 1827 de M. Michel Péricard soutenu par M. Georges Tranchant (contrôle affectant l'exploitation d'une entreprise de presse) ; rejeté ; amendements identiques n° 219 de M. Alain Madelin et n° 1824 de M. Michel Péricard soutenus par M. Georges Tranchant (référence à l'impression des publications) ; monopole de la C.G.T. du Livre ; rejetés ; amendements n° 220 de M. Alain Madelin (problème de la diffusion des publications) : retiré (p. 251) ; amendement n° 1826 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Georges Tranchant (référence à l'édition des publications) : rejeté ; amendements identiques n° 1119 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin, n° 1829 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Georges Tranchant, n° 1716 d'Alain Madelin (de précision) : rejetés ; amendements n° 221 d'Alain Madelin (référence à une entreprise de communication) ; démantèlement du groupe de presse *Le Figaro - France-Soir* ; contrôle par l'agence Havas de 75 p. 100 des panneaux publicitaires parisiens ; rejeté ; amendement n° 1830 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (référence à la communication écrite ou audiovisuelle) : rejeté ; amendements identiques n° 222 d'Alain Madelin soutenu par M. Jean-Marie Caro et n° 1831 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (entreprise de radio et de télévision) (p. 252) ; rejetés ; amendement n° 1756 d'Alain Madelin soutenu par M. Jean-Marie Caro (référence aux coopératives de distribution) : rejeté ; amendement n° 1120 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Marie Caro (précisant que la notion de personne peut désigner une organisation syndicale) : rejeté ; amendement n° 1121 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Marie Caro (précisant que ne peut être considéré comme une personne au sens de la présente loi le responsable d'un parti politique) ; amendement n° 1122 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Marie Caro (précisant que ne peut être considéré comme une personne au sens de la présente loi le responsable d'une association) : rejetés ; amendement n° 1724 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (notion de moyens d'ordre matériel ou financier) (p. 253) ; retiré ; amendement n° 1129 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (moyen présumé exercer une influence déterminante dans la gestion ou le fonctionnement d'une entreprise de presse) : rejeté ; amendements n°s 1123 à 1128, 1726 et 1725 de M. François d'Aubert soutenus par M. Alain Madelin (précisant la notion de moyens matériels) ; monopole d'embauche de la C.G.T. du Livre ; difficultés de *France-Dimanche* ; loi Moisan (p. 254) ; rejetés ; amendements n°s 1130 à 1134 de M. François d'Aubert soutenus par M. Alain Madelin (définissant la notion d'influence déterminante) ; diminution autoritaire du tirage de *Libération* et du *Quotidien de Paris* en 1983 décidée par la C.G.T. (p. 255) ; amendement n° 1708 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant qu'une banque contrôle une entreprise de presse lorsque le montant et la nature des crédits accordés à celle-ci sont de nature à exercer une influence déterminante sur sa gestion, son fonctionnement ou sa survie) ; rejetés ; amendement n° 1608 de M. Jean-Marie Caro (personnes apportant des capitaux sous forme de prêts) : retiré ; amendement n° 1757 d'Alain Madelin (opérations liées à la distribution et à l'imprimerie) : retiré ; amendement n° 1758 de M. Alain Madelin (distribution de la presse) : retiré ; amendement n° 1832 de M. Robert-André

Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (référence au groupe Hersant) (p. 256) ; amendement n° 1833 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (précisant que le mot commission désigne une juridiction d'exception dans le présent article) : rejetés ; caractère inconstitutionnel du présent projet de loi ; volonté du Gouvernement de se livrer à des règlements de compte ;

— article 2, ainsi modifié, adopté au scrutin public (p. 257).

Après l'article 2 : Amendement n° 233 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (absence de contrôle pour les entreprises de presse émanant d'un parti politique) : rejeté ; amendement n° 1135 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (définition d'un groupe de presse) ; groupement de fait ; notion de groupe de presse ; caractère secret des délibérations du Conseil d'Etat sur les textes législatifs (p. 264) : rejeté ; amendement n° 234 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (insérant après l'article 2 du présent projet de loi l'intitulé suivant : Titre I A « Dispositions relatives à l'indépendance de la presse » ; indépendance de la presse vis-à-vis du pouvoir politique ; problème de la publicité et des recettes publicitaires ; « sponsoring » ; exemple de Canal Plus : rejeté ; amendement n° 235 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Marie Caro (interdiction à toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer une influence de participer à des publications d'information politique et générale) (p. 265) ; abrogation de l'ordonnance de 1944 : rejeté ; amendement n° 236 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant qu'une même personne ne peut posséder ou contrôler une ou plusieurs régies publicitaires affectant les ressources publicitaires de plus de 40 p. 100 de l'ensemble des titres des quotidiens régionaux ou locaux d'information) ; importance des moyens de pression dont dispose l'Etat vis-à-vis de la presse ; exemple de l'agence Havas ; prise en charge par l'agence Havas des dépenses publicitaires du journal *Le Progrès* appartenant à M. Charles Lignel (p. 266) ; rétablissement d'un système d'autorisation préalable : rejeté ; amendement n° 237 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que les entreprises de presse fixent librement le prix de leurs publications) ; blocage actuel du prix des journaux ; importante augmentation du prix de revient des journaux : rejeté ; amendement n° 238 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (fixation libre des tarifs de publicité par les entreprises de presse) (p. 267) ; aides accordées par l'Etat à la presse sous forme de subventions directes ou indirectes ; faiblesse de l'autofinancement des entreprises de presse : rejeté ; amendement n° 239 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (interdiction de prendre en considération l'appartenance à un syndicat en matière d'embauche) ; monopole de la C.G.T. du Livre ; non-application de la loi Moisan (p. 268) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 240 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (nullité des accords tendant à obliger l'employeur à n'embaucher que les adhérents du syndicat propriétaire de la marque ou du label) ; lutte contre le monopole d'embauche du syndicat du Livre C.G.T. ; réduction des effectifs du journal *Le Monde* ; problème de l'imprimerie ultra-moderne du journal *Le Monde* employant 600 personnes relevant du syndicat du Livre alors que 250 suffiraient ; faiblesse des horaires de travail des ouvriers du Livre (p. 269) ; aides apportées par le Gouvernement à La Chapelle Darblay : rejeté ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 270) ; rappels au règlement de MM. Jacques Toubon et François d'Aubert (p. 271) ;

Titre 1er : *Dispositions relatives à la transparence de la propriété et du contrôle de la presse.*

Avant l'article 3 : Amendement n° 1881 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (intitulant ce titre : « dispositions relatives à la « transparence » ; amendement n° 1528 de la commission (intitulant ce titre : « dispositions relatives à la « transparence » ») ; mise entre guillemets du mot transparence ; refus du Gouvernement de donner à l'Assemblée des informations sur l'opération de La Chapelle Darblay située dans la circonscription de M. Laurent Fabius (p. 272) ; contradictions entre le présent projet de loi et la liberté de la presse, opinion partagée par les dirigeants de nombreux journaux étrangers ; amendement n° 1881 : rejeté ; amendement n° 1528 : adopté ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 273, 274) ; amendement n° 1695 de M. François d'Aubert (application des dispositions relatives à la transparence à toutes les entreprises de communication) ; rappels au règlement de MM. François d'Aubert (p. 278), Jacques Toubon (p. 279), Gilbert Gantier, Jacques Toubon et Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles (p. 280) ; rappel au règlement de M. Marc Lauriol ; rappel au règlement de M. Pierre Joxe (p. 281) ; rappel au règlement de M. Gilbert Gantier (p. 282) ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 283) ; notion de transparence ; nécessité de voir la représentation nationale informée en ce qui concerne les conventions passées entre l'Etat et Canal Plus ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 1696 de M. François d'Aubert (application des dispositions relatives à la transparence aux entreprises multi médias) ; sous-amendement n° 2323 de M. Jacques Toubon (précisant la notion d'entreprise multi médias) (p. 284) ; évolution rapide des techniques de communication : rejetés ;

Article 3 (*interdiction du prête-nom*) : notion centrale de l'ordonnance du 26 août 1944 ; caractère dangereux de la notion de groupement de fait (p. 285) ; preuve de l'opération de prête-nom ; définition précise donnée par le droit civil de la notion de prête-nom ; volonté du groupe R. P. R. d'assurer la transparence relative à la propriété, à la direction et à la rédaction des journaux et magazines ; caractère anti-économique des dispositions contenues dans cet article (p. 286) ; problème des responsables de syndicats et d'associations dirigeant certaines publications ; nécessité de préciser à quelles personnes et dans quels actes juridiques la convention de prête-nom est interdite ; vote de cet article par le groupe communiste ; ambiguïté pesant sur l'application de celui-ci à la presse des partis politiques (p. 287) ; exemple des publications de certains partis politiques dont les administrateurs désignés pourraient être considérés comme des prête-noms ; atteinte possible à la libre expression des partis ; problème des sanctions prévues par cet article ; nécessité de définir la notion de prête-nom avec beaucoup de précision (p. 288) ; rappel au règlement de M. Jean Foyer ; contrôle exercé par M. Gaston Defferre sur *Le Provençal* ; non-signature par le général de Gaulle de l'ordonnance de 1944 (p. 289) ; obligation faite au groupe Hersant de vendre un certain nombre de titres si la présente loi entre en vigueur ; rapport Vedel (p. 290) ; caractère non illicite en soi de l'opération de prête-nom en droit commun mais devenant illicite s'il y a fraude à la loi, c'est-à-dire dans toute intervention de prête-nom pour la prise de participation financière dans une entreprise de presse ; absence de dissimulation dans le cas d'un journal exprimant les opinions d'un parti politique ; amendements identiques n° 3 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert, n° 100 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean Foyer, n° 715 de M. Pierre Bas soutenu par M. Jean Foyer et n° 1136 de M. François d'Aubert (de suppression) ; nécessité de prouver l'intervention effective des fonds du prête-nom ; problème des dirigeants de journaux appartenant à un parti politique (p. 291) ; exemple de la *Lettre de Matignon* dont le directeur pourrait être considéré comme « l'homme de paille » du Premier ministre ; mauvaise rédaction de l'article 4 de l'ordonnance de 1944 ; non-application de ce texte par les dirigeants socialistes ayant été au pouvoir sous la IVe République : rejetés au scrutin public ; amendement n° 716 de M. Pierre Bas (précisant qu'il est autorisé de prêter son nom) : non soutenu ; amendement n° 1834 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Marc Lauriol (interdiction du prête-nom à l'occasion d'une opération portant sur l'acquisition ou la vente d'actions ou de parts d'une entreprise de presse) ; précision juridique apportée à la notion de prête-nom (p. 292) : rejeté ; amendement n° 1138 de M. François d'Aubert (suppression de la fin de cet article après les mots « de quelque manière que ce soit ») : devenu sans objet ; amendement n° 1835 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (personne prêtant son nom à un groupe de presse) ; amendement n° 1697 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à des personnes physiques) : rejetés ; amendement n° 1139 de M. François d'Aubert (de précision) ; amendement n° 1836 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (même objet) ; amendement n° 241 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; rôle de la commission de la transparence en matière d'appréciation de la réalité d'une opération de prête-nom ; caractère flou de la notion de possession des droits dans une entreprise ; différence entre la possession et la propriété (p. 293) : rejetés ; amendements identiques n° 860 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Marc Lauriol, n° 1140 de M. François d'Aubert et n° 1837 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (suppression de la référence au « contrôle » dans cet article) ; caractère imprécis de la notion de contrôle ; définition de cette notion par le droit européen et la C. E. C. A. : rejetés ; amendement n° 242 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (de précision) : retiré ; amendement n° 1622 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (de précision) : rejeté ; amendement n° 244 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence aux entreprises liées au secteur de la presse, de l'édition, de la publicité ou de la communication audiovisuelle) (p. 294) ; application de la notion de transparence à toutes ces entreprises ; exemple de l'agence Havas : rejeté ; amendement n° 243 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence aux entreprises de communication) ; exemple de Canal Plus présidé par M. André Rousselet, président de l'agence Havas ;

volonté de M. Rousselet et de M. Max Théret de prendre la direction de *France-Soir* ; possibilité pour M. Max Théret d'être considéré comme « l'homme de paille » de M. André Rousselet : rejeté ; amendement n° 717 de M. Pierre Bas soutenu par M. Marc Lauriol (référence aux messageries) (p. 295) : rejeté ; amendement n° 245 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (de conséquence) ; radios libres ; utilisation par Radio France de sept ou huit fréquences sur Paris pour encombrer les ondes : rejeté ; amendement n° 1698 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (opérations effectuées par un mandataire lors de l'acquisition d'une entreprise de presse) : rejeté ; amendement n° 1838 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Georges Tranchant (non-application des dispositions de cet article aux membres d'une même famille jusqu'au deuxième degré) (p. 296) : rejeté ; amendement n° 1141 de M. François d'Aubert (mandataire considéré comme prête-nom) : retiré ; amendement n° 1142 de M. François d'Aubert (définition du mot « personne » dans cet article) : retiré ; amendement n° 1143 de M. François d'Aubert (précisant qu'une personne possède une entreprise de presse lorsqu'elle détient 100 % du capital) : rejeté ; amendement n° 1144 de M. François d'Aubert (personnes ayant déclaré sur l'honneur être indépendantes les unes des autres, ne pouvant être considérées comme groupement de fait) : rejeté ; amendements nos 1145 à 1147 de M. François d'Aubert (définissant la notion de contrôle) (p. 297) ; amendements nos 1148 à 1157 de M. François d'Aubert (même objet) ; définition de la notion de contrôle par le droit européen et par référence au droit commercial et au droit des sociétés (p. 298) ; amendement n° 1153 : retiré ; déroulement des travaux de la commission des affaires culturelles ; amendements nos 1145 à 1152 : rejetés ; amendements nos 1154 à 1157 : rejetés ;

— article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 861 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. François d'Aubert (interdiction de toute acquisition dont le financement bénéficierait d'un apport de fonds publics) : rejeté (p. 299).

Article 4 (*forme nominative des actions*) : souhait du rapport Vedel de voir instituer une commission des opérations de presse analogue à la commission des opérations de bourse ; contrôle de la forme nominative des actions par la commission de la transparence ; risques de décourager les investissements privés en direction de la presse ; encouragements apportés aux investissements publics par l'intermédiaire des banques nationalisées ou de l'Agence Havas ; existence d'un contrôle subjectif laissé à l'appréciation de la commission pour la transparence et d'un contrôle juridique faisant référence au marché financier ; « religion socialiste » relative à la presse (p. 304) ; droit des journalistes français de demander l'opinion de leurs confrères étrangers sur le présent projet de loi ; exemple de l'Italie et de la Grande-Bretagne ; absence d'entreprises de presse cotées en Bourse ; caractère absurde de la rédaction préliminaire de cet article (p. 305) ; absence de signification du seuil de 20 % prévu par cet article ; difficultés d'ordre économique ; mainmise sur les entreprises de presse en difficulté ; insidieuse étatisation des entreprises de presse ; choix du pourcentage de 20 % (p. 306) ; article 94 de la loi de finances pour 1982 imposant à certaines sociétés de mettre leurs actions au nominatif ; lourdeurs consécutives à cette obligation ; dissociation entre les droits pécuniaires et le droit de vote pouvant intervenir par suppression du droit de vote au détenteur d'une fraction du capital (p. 307) ; modalités de la mise au nominatif des actions ; amendements identiques n° 4 de M. Alain Madelin, n° 718 de M. Pierre Bas soutenu par M. Jacques Toubon et n° 1158 de M. François d'Aubert (de suppression) ; opinion du syndicat national de la presse de province selon laquelle les propriétaires des journaux français sont parfaitement connus ; contrôle exercé par M. Gaston Defferre sur *Le Provençal* ; souhait du rapport Vedel d'éviter la mise en place de dispositions tatillonnes et inapplicables comparables à celles contenues dans l'ordonnance de 1944 ; risque de décourager les investissements dans le secteur de la presse (p. 308) ; opinion favorable de l'opposition vis-à-vis du principe de la transparence des entreprises de presse ; modification par le Conseil d'Etat de la première version du présent projet de loi ; volonté du Gouvernement de permettre aux entreprises publiques d'investir dans le secteur de la presse ; Agence Havas ; déroulement des opérations de dématérialisation (p. 309) : rejetés ; rappel au règlement de M. François d'Aubert ; rappel au règlement de M. Georges Tranchant ; amendement n° 1159 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (forme nominative des actions) (p. 310) ; opinion de M. Jean-Jack Queyranne, rapporteur, selon laquelle la notion de contrôle devrait être abordée avec prudence (cf. p. 67 du rapport écrit) : rejeté ; amendement n° 1529 de la commission soutenu par M. Claude Evin (rendant obligatoire la nominativité des actions de la société propriétaire et de l'entreprise elle-même lorsqu'elle est constituée sous forme de société ; sous-amendement n° 2267 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (référence aux certificats d'investissement et aux titres participatifs) (p. 311) : rejeté ; sous-amendement n° 2268 de M. François d'Aubert (référence aux certificats d'investissement) ; différentes formes prises par les titres : rejeté ; sous-amendement n° 2272 de M. Alain Madelin (sociétés non cotées en bourse ; dématérialisation des actions) ; exemple de la société Gaumont : rejeté (p. 312) ; sous-amendements identiques n° 2269 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert et n° 2270 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert limitant le dispositif de mise au nominatif ; notion de minorité de blocage ; proposition de rachat de *France-Soir* par un groupe dirigé par M. Max Théret, militant socialistes : rejetés ; sous-amendement n° 2271 de M. Alain Madelin (de précision) : rejeté ; sous-amendement n° 2274 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (suppression des mots « ou indirectement » dans cet amendement) (p. 313) ; notion de détention indirecte : rejeté ; sous-amendement n° 2333 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (existence d'un seul niveau d'interposition) contradiction entre l'amendement de la commission et l'article 2 du présent projet de loi (p. 314) : rejeté ; sous-amendement n° 2275 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (modifiant le pourcentage contenu dans cet article) ; sous-amendement n° 2277 de M. Pierre Bas soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; sous-amendement n° 2276 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendements identiques n° 2278 de M. Michel Péricard soutenu par M. Georges Tranchant et n° 2279 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; sous-amendements identiques n° 2280 de M. Jacques Toubon et n° 2281 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 2282 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) ; détention du capital de l'Agence Havas ; choix du seuil de 20 p. 100 (p. 315) ; mise en place de différents seuils à partir desquels les actions sont obligatoirement nominatives (p. 316) ; caractère absurde de la mise en place du pourcentage de 20 p. 100 ; risque de voir la commission de la transparence dotée de pouvoir inquisitoriaux à l'encontre d'entreprises n'ayant que des rapports très indirects avec la presse ; exemple de l'hôtel Byblos à Saint-Tropez appartenant au groupe Floirat-Chassigny ; sous-amendements rejetés ; en conséquence les amendements n° 1839 de M. Robert-André Vivien, n° 1161 de M. François d'Aubert, n° 246 de M. Alain Madelin, n° 719 de M. Pierre Bas, n° 862 de M. Jean-Marie Caro, n° 1162 de M. François d'Aubert, n° 247 de M. Alain Madelin, n° 1160 de M. Charles Millon, n° 248 de M. Alain Madelin, n° 1840 et n° 1841 de M. Robert-André Vivien, n° 720 de M. Pierre Bas, n° 1699 de M. Alain Madelin, n° 253 de M. Michel Péricard, n° 1163 de M. Charles Millon, n° 254 de M. Jacques Toubon, n° 1164 de M. Alain Madelin et n° 255 de M. Robert-André Vivien : deviennent sans objet (p. 317) ; amendement n° 2332 du Gouvernement (société possédant des droits de vote dans une entreprise de presse) ; assimilation des certificats d'investissement aux actions ordinaires ; définition de la notion de contrôle (p. 320) : adopté ; amendement n° 1165 de M. François d'Aubert (définition de l'entreprise de presse s'étendant à toute personne éditant une ou plusieurs publications) ; prise en compte de la notion de groupe (p. 321) : rejeté ; amendement n° 1166 de M. François d'Aubert (incompétence de la commission de la transparence pour enquêter et se prononcer sur le respect du dispositif de cet article) ; champ d'application de la notion de contrôle : rejeté ; amendements identiques n° 249 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément et n° 1842 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression du deuxième alinéa (1°) de cet article) (p. 322) ; forme nominative que doivent revêtir les actions ; risques de décourager les investissements privés en direction de la presse ; contradiction, pour l'opposition, entre le fait de se dire favorable à la transparence et la volonté d'éliminer du présent projet de loi toutes les dispositions permettant celle-ci : rejetés (p. 323) ; amendement n° 1655 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (rédactionnel) ; insuffisances de la manière de légiférer utilisée par le Gouvernement ; conséquences d'une transparence poussée à l'extrême : adopté ; amendement n° 1530 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 324) ; amendements identiques n° 1589 de la commission des lois et n° 1868 de M. Guy Ducoloné (cas des actions au porteur représentant plus de 10 p. 100 du capital de la société) ; étatisation prochaine de la presse par l'intermédiaire des banques nationalisées (p. 325) : adoptés au scrutin public ; amendement n° 1843 de M. Michel Péricard soutenu par M. Jean-Paul Charié (délai de mise en application des dispositions du présent article) ; amendement n° 1844 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Jean-Paul Charié (même objet) ; amendement n° 1700 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément (même objet) ; amendements identiques n° 1531 de

la commission et n° 1168 de M. François d'Aubert (même objet) ; impossibilité de publier en huit jours une annonce dans un journal d'annonces légales (p. 326) ; nécessité de porter le délai de huit jours à un mois, proposition de l'opposition acceptée par la majorité en commission ; amendements n° 1843, n° 1844 et n° 1700 : rejetés ; amendements n° 1531 et n° 1168 : adoptés ; amendement n° 1623 de M. Pascal Clément (reproduction de la mention « société régie par la loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse ») : non soutenu ; amendement n° 251 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; discrimination introduite entre les sociétés cotées en bourse ; application éventuelle du principe de la transparence aux entreprises étrangères indirectement actionnaires d'entreprises de presse françaises ; exemple de la banque belge Bruxelles-Lambert : rejeté ; amendement n° 1169 de M. François d'Aubert (forme nominative des certificats d'investissement des entreprises de presse, de publicité et de communication) (p. 327) ; mauvaise rédaction du présent projet de loi ; certificats d'investissement au porteur émis par l'Agence Havas ; nécessité de savoir qui détient le capital de cette société ; notion de « transparence remontante » (p. 328) ; rejeté ; amendement n° 1532 de la commission (précisant que la cession à des tiers des actions constituant le capital d'une entreprise de presse doit être agréée par le conseil d'administration de la société) ; amendement n° 1590 de la commission des lois (même objet) ; amendement n° 1532 : retiré ; réintroduction d'une disposition de l'ordonnance de 1944 ; amendement n° 1590 : adopté ; amendement n° 1845 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (nantissement des titres) (p. 329) ; maintien du droit de vote de l'actionnaire en cas de nantissement : rejeté ; amendement n° 1170 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que tout citoyen a le droit de créer une entreprise de presse) ; refus de la transparence par l'opposition : rejeté.

Article 4, ainsi modifié, adopté.

Eventuelles explications de vote sur les articles (p. 330) ; **Rappel au règlement** de M. Alain Madelin.

Article 5 (*consultation du compte des valeurs nominatives*) : multiplication des suspensions de séance à la demande de l'opposition (p. 331) ; lois scélérates présentées par le Gouvernement au Parlement ; défense des libertés par l'opposition ; nécessité de permettre aux salariés d'une entreprise de presse de savoir qui est propriétaire d'une entreprise et de consulter à cet effet le registre nominatif de la société ; application de cette disposition à d'autres sociétés par le jeu de la transparence remontante ; limitation de l'accès au registre des titres nominatifs aux membres de l'équipe rédactionnelle ; nécessité d'assurer une convergence de vues entre l'équipe rédactionnelle et les propriétaires du capital du journal (p. 332) ; maîtrise du Gouvernement sur l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; refus du Gouvernement et de la majorité de traiter les véritables problèmes (insécurité, chômage, industrialisation) (p. 333) ; risque de faire fuir les capitaux privés du secteur de la presse écrite ; rachat éventuel de certaines entreprises de presse par l'Agence Havas et les banques nationalisées ; notion de porteur de parts (p. 334) ; **Rappels au règlement** de MM. Emmanuel Aubert et Jacques Toubon (p. 338-339) ; **Rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien ; volonté de M. Jacques Toubon, selon le ministre chargé des relations avec le Parlement, d'insulter l'industrie de la casserole ; possibilité donnée aux actionnaires porteurs de parts et aux journalistes membres de l'équipe rédactionnelle de connaître la liste nominative des actionnaires ; nécessité de permettre l'accès à cette liste des cadres et du personnel administratif ; nécessité de définir précisément la notion de porteurs de parts (p. 340) ; possibilité d'étendre ce droit aux journalistes participant à la rédaction de l'ensemble des publications paraissant à intervalles réguliers au moins une fois par mois ; amendements identiques n° 5 de M. Alain Madelin, n° 102 de M. Robert-André Vivien, soutenu par M. Jean Foyer, et n° 721 de M. Pierre Bas, soutenu par M. Jean Foyer (de suppression) ; risque d'imposer aux publications hebdomadaires et mensuelles d'avoir une rédaction autonome ; problème de la confidentialité des informations nominatives (p. 341) ; mauvaise rédaction et caractère incompréhensible de cet article ; notion de compte des valeurs mobilières : rejetés ; amendement n° 1171 de M. François d'Aubert (suppression de la première phrase de cet article) ; inexistence du compte des valeurs mobilières ; confusion faite par le Gouvernement entre le compte des valeurs mobilières et le registre des titres nominatifs (p. 342) ; constitution des registres des titres nominatifs : rejeté ; amendement n° 256 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean Foyer (substituant la notion d'associé à celle de porteur de parts) ; dématérialisation des valeurs mobilières ; retiré ; amendement n° 1172 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean Foyer (substituant à la notion de comptes des valeurs nominatives celle de registre des titres nominatifs) (p. 343) : rejeté ; amendement n° 1173 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (substituant à la notion de compte des valeurs nominatives celle de compte des valeurs mobilières) : rejeté ; amendements identiques n° 267 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert, n° 722 de M. Pierre Bas soutenu par M. Jean-Paul Charié, n° 1174 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (suppression de la seconde phrase de cet article) ; absence de pouvoir réel confié à l'équipe rédactionnelle ; caractère démagogique de cet article (p. 344) ; rôle des équipes rédactionnelles reconnu par le présent projet de loi ; importance des informations actuellement détenues par les équipes rédactionnelles sur les noms des actionnaires les plus importants ; exemple de la clause de conscience évoquée à plusieurs reprises par des journalistes en cas de changement d'actionnaires ; nécessité d'étendre la transparence de l'audiovisuel à la télévision et à certains journaux publiés par le pouvoir (p. 345) ; importance de la clause de conscience pour les journalistes ; abstention des groupes de l'opposition en commission sur le problème de l'existence des équipes rédactionnelles ; exemple du *Midi-Libre* (p. 346) ; amendement n° 722 : retiré ; amendements n° 257 et n° 1174 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 1175 de M. François d'Aubert (droit de consultation reconnu aux journalistes professionnels) (p. 347) ; disparition du journal *Combat socialiste* contre laquelle avait protesté l'intersyndicale des journalistes de sa rédaction ; légèreté avec laquelle a agi le parti socialiste dans cette affaire ; rejeté ; amendements identiques n° 258 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert et n° 1884 de M. Michel Péricard (substituant à la notion d'équipe rédactionnelle celle de rédaction) ; hypocrisie du Gouvernement ; opinion de M. Gaston Defferre sur cet article (p. 348) ; caractère nouveau de la notion d'équipe rédactionnelle ; journal *Combat socialiste ;* amendement n° 1884 : retiré ; amendement n° 258 : rejeté ; amendement n° 1553 de la commission (application de cet article aux équipes rédactionnelles de toutes les publications d'information politique et générale non quotidienne) : adopté ; amendement n° 1176 de M. François d'Aubert (de précision) : retiré ; amendement n° 259 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (droit reconnu au comité d'entreprise des sociétés) ; amendement n° 724 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (droit reconnu aux membres des comités d'entreprise des sociétés) (p. 349) ; procédure d'information des membres du comité d'entreprise prévue par les lois Auroux : rejetés ; amendement n° 1178 de M. François d'Aubert (précisant que la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse n'est pas compétente pour enquêter et se prononcer sur le respect du dispositif de cet article) : rejeté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 1179 de M. François d'Aubert (précisant que les agences de publicité doivent publier la liste des publications dont elles assurent la régie) (p. 350) ; transparence de la gestion des agences de publicité faisant appel à l'épargne publique : rejeté ; amendement n° 1180 de M. François d'Aubert (publication par les agences de publicité faisant appel à l'épargne publique de la liste des entreprises, organismes à capitaux publics, administrations, Etat et collectivités locales dont elles assurent le conseil en publicité) : rejeté ; amendement n° 1181 de M. François d'Aubert (publication par les agences de publicité du montant de chacun des budgets publicitaires qu'elles gèrent pour le service d'information et de diffusion et les ministères) ; absence d'appel d'offre lors du lancement de la campagne « Les Yeux ouverts » ; organisation de cette campagne par l'agence Eleuthéra appartenant au groupe Havas ; coût de la campagne pour la contraception (p. 351) : rejeté ; amendement n° 1182 de M. François d'Aubert (publication des changements de régie publicitaire d'une entreprise de presse) ; surévaluation du contrat publicitaire passé entre l'agence Havas et *Le Progrès de Lyon :* rejeté ; amendement n° 1846 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Michel Péricard (publication de la liste des annonceurs publicitaires et des régies publicitaires ainsi que des conseils en publicité auxquels font appel les publications visées à l'article 1er de la présente loi) : retiré ; amendement n° 1183 de M. François d'Aubert (publication par la société de télévision « Canal plus » du nombre de ses abonnés payants et gratuits) ; importance du nombre des présidences de conseil d'administration confiées à M. André Rousselet : rejeté ; amendement n° 1184 de M. François d'Aubert (publication par la Société « Canal plus » du montant de ses recettes d'exploitation et de ses dépenses d'exploitation) (p. 352) ; rejeté ; amendement n° 1185 de M. Alain Madelin (publication du bilan et du compte d'exploitation annuel de « Canal Plus ») : rejeté ; amendement n° 1186 de M. Alain Madelin (bilan culturel fourni par la Société «Canal Plus » à ses

abonnés payants et gratuits) : rejeté ; amendement n° 187 de M. François d'Aubert (précisant que la Société « Canal Plus » est tenue de signaler une fois par semaine sur ses écrans le nom de ses dix principaux actionnaires) ; convention passée entre l'Etat et Canal Plus (p. 353) : rejeté ; amendement n° 188 de M. François d'Aubert (publication des modifications intervenues dans le capital de la Société Canal Plus) : rejeté ; amendement n° 1189 de M. François d'Aubert (précisant que Canal Plus ne pourra bénéficier de subventions d'exploitation de l'Etat) : rejeté ;

Article 6 (*information des lecteurs sur le transfert de la propriété ou du contrôle d'une entreprise de presse*) : dévoiement de la procédure parlementaire (p. 354) ; volonté de l'opposition d'interpeller le Gouvernement ; rappel au règlement de M. Claude Labbé (p. 355) ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 362) ; attitude de l'opposition favorable à la transparence ; droit des lecteurs (p. 363) ; obligation pour les entreprises de presse de mentionner dans leurs journaux les modifications qui interviennent dans la structure de leurs capitaux ; investissements de capitaux extérieurs dans la presse ; notion de transfert de propriété d'une entreprise ; promesse de cession de parts ; amendement n° 6 de M. Alain Madelin (de suppression) ; amendement n° 103 de M. Robert-André Vivien (de suppression) ; amendement n° 723 de M. Pierre Bas (de suppression) ; amendement n° 1190 de M. François d'Aubert (de suppression) ; différence de situation entre les entreprises de presse et les entreprises de l'audiovisuel (p. 364) ; caractère sélectif de l'article 6 ; respect du lecteur ; publication des modifications intervenues dans la répartition du capital de l'entreprise de presse ; secret des affaires (p. 365) ; rôle des équipes rédactionnelles ; rejetés ; amendement n° 1191 de M. Charles Millon (publication de la cession d'actions ou de parts entraînant transfert de la propriété d'une entreprise de presse) ; technique des cessions de parts en blanc ; situation de dépendance des entreprises de presse à l'égard de l'Etat ; prise de participation ou de contrôle des entreprises de presse par les personnes physiques étrangères ; territorialité des lois (p. 366) ; rejeté ; amendement n° 260 de M. Alain Madelin (excluant la promesse de cession des informations soumises à publication) ; amendement n° 565 de M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 1192 de M. Charles Millon (même objet) ; amendement n° 1885 de M. Jacques Baumel (même objet) ; pouvoir financier dans les entreprises de presse ; cessions en blanc ; système d'autorisation préalable (p. 367) ; caractère inquisitorial des dispositions de cet article ; agence Havas et Canal Plus ; promesse de vente ; secret des affaires (p. 368) ; rejetés ; amendement n° 1193 de M. François d'Aubert : retiré ; amendement n° 1534 de la commission (publication du dépôt en caution d'actions ou de parts ayant pour effet d'assurer la détention de 20 p. 100 au moins du capital social ou des biens) ; sous-amendement n° 2340 du Gouvernement (supprimant les mots « ou le dépôt en caution d'actions ou de parts ») ; définition du contrôle ; valeurs des biens cédés ; entreprises dont le capital social n'est pas organisé sous la forme d'actions ; adopté ; sous-amendement n° 2334 de M. Alain Madelin : devenu sans objet (p. 369) ; sous-amendement n° 2335 de M. Pierre Bas (substituant au pourcentage de 20 p. 100 le pourcentage de 51 p. 100) ; sous-amendement n° 2336 de M. Charles Millon (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 50 p. 100) ; sous-amendement n° 2337 de M. Alain Madelin (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 33 p. 100) ; sous-amendement n° 2338 de M. Jacques Toubon (même objet) ; sous-amendement n° 2339 de M. Robert-André Vivien (substituant au pourcentage 20 p. 100 le pourcentage 25 p. 100) ; estimation par expertise de la totalité des biens ; différence entre un compromis de vente et une promesse de vente ; minorités de contrôle ; sous-amendement n° 2336 : retiré (p. 370) ; notion de biens ; sous-amendements n° 2335, n° 2337, n° 2338 et n° 2339 : rejetés ; amendement n° 1534, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 261 de M. Alain Madelin : devenu sans objet ; amendement n° 1195 de M. François d'Aubert : devenu sans objet ; amendement n° 724 de M. Pierre Bas : devenu sans objet ; amendement n° 1194 de M. Charles Millon : devenu sans objet ; amendement n° 1727 de M. Alain Madelin : devenu sans objet ; amendement n° 1886 de M. Jacques Toubon : devenu sans objet ; amendement n° 1887 de M. Robert-André Vivien : devenu sans objet ; amendement n° 2341 du Gouvernement (insérant les mots « ou des droits de vote dans cette entreprise » après les mots « capital social d'une entreprise de presse ») ; définition du contrôle ; notion de biens ; adopté ; amendement n° 1888 de M. Jacques Toubon (portant à trois mois le délai de publication des informations, imposé par cet article) (p. 371) ; cas de la société unipersonnelle ; rejeté ; amendement n° 1625 de M. Pascal Clément (incompétence de la commission pour la transparence pour se prononcer sur le respect des dispositions du présent article) ; amendement n° 1196 de M. François d'Aubert (même objet) ; notion de contrôle d'une société en droit commercial ; rejetés ;

— article 6, ainsi modifié, adopté ; .....

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 372).

Après l'article 6 : amendement n° 1847 de M. François d'Aubert (création d'un registre public de la presse) ; procédures bureaucratiques ; information des lecteurs ; rejeté.

Article 7 (*informations obligatoirement portées à la connaissance des lecteurs*) ; informations sur l'entreprise et sur la publication (p. 373) ; Office de justification de la diffusion (O.J.D.) ; publication des comptes sociaux ; identification des dirigeants et des titres des publications ; information des journalistes ; dépôt légal ; responsabilité pénale du directeur de la publication ; tirage (p. 374) ; volume de publicité ; amendement n° 7 de M. Alain Madelin (de suppression) ; amendement n° 725 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 1197 de M. François d'Aubert (même objet) ; service juridique et technique de l'information ; amendement n° 725 : non soutenu ; information des lecteurs ; ordonnance de 1944 (p. 375) ; bulletin édicté par les collectivités locales ; dépôt légal ; notion de rédacteur en chef ; amendements n° 7 et n° 1197 : rejetés ; amendement n° 262 de M. Alain Madelin (obligation pour toute entreprise de presse de porter à la connaissance de ses lecteurs les informations relatives à la transparence de l'enquête annuelle du service juridique et technique de l'information) ; amendement n° 1848 de M. François d'Aubert (annonçant les informations contenues dans chaque numéro de la publication) ; amendement n° 1849 de M. François d'Aubert (énoncé des informations annuelles données par les journaux et périodiques) ; enquête annuelle du service juridique et technique de l'information ; allégement de la procédure ; rejetés ; amendement n° 1276 de M. François d'Aubert (obligation pour toute entreprise d'édition de faire connaître le groupe d'éditions auquel elle appartient) (p. 376) ; amendement n° 1277 de M. François d'Aubert (obligation pour toute entreprise d'édition de faire connaître le nom de ses cinq principaux actionnaires) : rejetés ; amendement n° 1278 de M. François d'Aubert (obligation pour toute entreprise d'édition de faire figurer la mention « éditeur directement ou indirectement contrôlé par l'Etat ») ; mainmise sur les réseaux de communication ; lien entre publicité et presse ; rejeté (p. 377) ; amendement n° 1279 de M. François d'Aubert (informations portées à la connaissance des lecteurs) : rejeté ; amendement n° 1850 de M. François d'Aubert (abrogation de l'article 5 de l'ordonnance du 26 août 1944) : rejeté ; amendement n° 1893 de M. Robert-André Vivien (dépôt sur un registre public de ce qui sera déposé aux services techniques) ; amendement n° 1626 de M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 1893 : non soutenu ; amendement n° 1626 : rejeté ; amendement n° 263 de M. Alain Madelin (extension de cet article aux entreprises de radio ou de télévision) : rejeté ; amendement n° 264 de M. Alain Madelin : devenu sans objet ; amendement n° 265 de M. Alain Madelin (indication du contrôle de l'Etat avant chaque journal d'information politique et générale) (p. 378) : rejeté ; amendement n° 1894 de M. Jacques Toubon (supplément gratuit) : retiré ; amendement n° 1535 de la commission (tendant à ne pas imposer un emplacement obligatoire pour publier les informations exigées par cet article) ; amendement n° 1728 de M. Alain Madelin (même objet) : adopté ; amendements n° 275 de M. Robert-André Vivien, n° 1200 de M. François d'Aubert, n° 276 de M. Robert-André Viiven, n° 1201 de M. Alain Madelin, n° 277 de M. Michel Péricard, n° 278 de M. Jacques Toubon et n° 279 de M. Jacques Baumel : devenus sans objet ; amendement n° 1202 de M. François d'Aubert (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « en petits caractères ») : rejeté ; amendement n° 726 de M. Pierre Bas (supprimant le troisième alinéa de cet article) : non soutenu ; amendement n° 1869 de M. Paul Mercieca (substituant aux mots « les noms et prénoms » les mots « les noms, prénoms et nationalité ») ; possibilité d'acquisition du capital d'une entreprise de presse française par des étrangers : rejeté ; amendement n° 1895 de M. Jacques Toubon (référence au groupe de presse) : non soutenu (p. 379) ; amendement n° 1729 de M. Alain Madelin (mention des participations directes ou indirectes de l'Etat parmi les informations exigées par cet article) : rejeté ; amendement n° 727 de M. Pierre Bas (supprimant le quatrième alinéa de cet article) : non soutenu ; amendement n° 1896 de M. Jacques Toubon (référence au groupe de presse) : non soutenu ; amendement n° 1870 de M. Jacques Brunhes (visant à étendre les mentions obligatoires à publier) ; amendement n° 266 de M. Alain Madelin (supprimant les mots « et de ses trois principaux associés » dans le quatrième alinéa de cet article) ; amendement n° 1203 de M. Charles Millon (même objet) ;

amendement n° 1204 de M. François d'Aubert (substituant aux mots « ses trois principaux associés » les mots « son principal associé ») ; inutilité de mettre sur le même plan les associés et le représentant de l'Etat : rejetés ; amendement n° 566 de M. Pascal Clément (mention des noms du directeur de la publication et des responsables de la rédaction parmi les informations annuellement publiées) : rejeté ; amendement n° 1536 de la commission (mention du responsable de la rédaction parmi les informations annuellement publiées) ; amendement n° 267 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1897 de M. Michel Péricard (même objet) (p. 380) ; amendement n° 1898 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 268 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1899 de M. Jacques Baumel (même objet) ; amendement n° 1536 : adopté ; amendements n° 267, n° 1897, n° 1898, n° 268 et n° 1899 : devenus sans objet ; amendement n° 1730 de M. Alain Madelin (mention du contrôle exercé par l'Etat sur la publication parmi les informations publiées annuellement) : rejeté ; amendement n° 269 de M. Alain Madelin (supprimant le sixième alinéa de cet article) ; amendement n° 567 de M. Pascal Clément (même objet) ; O. J. D. ; notion de tirage (p. 381) : rejetés ; amendement n° 1205 de M. François d'Aubert (pouvoir de vérification confié à l'office de justification de la diffusion) : retiré ; amendement n° 1732 de M. Alain Madelin (mention du régisseur de la publicité parmi les informations annuellement publiées) : rejeté ; amendement n° 1537 de la commission (supprimant le septième alinéa de cet article) ; amendement n° 728 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 1206 de M. Charles Millon (même objet) ; amendement n° 1733 de M. Alain Madelin (même objet) : adoptés ; amendements n° 1207 et n° 1208 de M. François d'Aubert : devenus sans objet ; amendement n° 1280 de M. François d'Aubert (mention du tirage et du nombre d'abonnés parmi les informations annuellement publiées lorsque l'entreprise a plusieurs éditions) : rejeté ; amendement n° 1851 de M. François d'Aubert (mention des régisseurs publicitaires parmi les informations annuellement publiées) : rejeté ; amendement n° 568 de M. Pascal Clément (application aux gérants des règles figurant au 1° et au 2° de cet article) (p. 382) : rejeté ; amendement n° 1734 de M. Alain Madelin (référence aux gérants) : rejeté ; amendement n° 270 de M. Alain Madelin (référence à la société de gérance) ; amendement n° 727 de M. Pascal Clément (même objet) : rejetés ; amendement n° 271 de M. Alain Madelin (supprimant le dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 2342 du Gouvernement (évaluation du tirage moyen) ; amendement n° 1900 de M. Jacques Baumel (même objet) ; amendement n° 2342 : adopté ; amendement n° 1900 : devenu sans objet ; amendement n° 1538 de la commission (distinction entre publication principale et supplément périodique) : adopté ; amendement n° 1209 de M. François d'Aubert (pouvoir de vérification de l'office de justification de la diffusion) (p. 383) : rejeté ; amendement n° 272 de M. Alain Madelin (référence aux comptes annuels) ; amendement n° 2343 du Gouvernement (référence au bilan de l'entreprise éditrice) ; comptabilité publication par publication : retirés ; amendement n° 569 de M. Pascal Clément (mention du total des aides reçues par l'Etat parmi les informations annuelles) (p. 384) : retiré ; amendement n° 1901 de M. Jacques Toubon (supprimant la contribution des organes de direction et d'administration parmi les informations publiées annuellement) : rejeté ; amendement n° 1902 de M. Michel Péricard (insérant la liste des journalistes et des photographes permanents parmi les informations publiées annuellement) : retiré ; amendement n° 729 de M. Pierre Bas (supprimant la fin du dernier alinéa de cet article après les mots « organe de direction et d'administration ») : non soutenu ; amendement n° 1210 de M. François d'Aubert (faisant figurer la liste des actionnaires ou porteurs de parts représentant au moins 5 p. 100 du capital social de la publication concernée parmi les informations publiées annuellement) ; amendement n° 1211 de M. Charles Millon (portant à 3 le nombre des associés mentionné parmi les informations annuelles) ; amendement n° 1539 de la commission (portant à 10 le nombre d'associés mentionné parmi les informations annuelles) ; amendement n° 1591 de la commission des lois (même objet) : rejetés ; amendement n° 273 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « porteurs de parts » le mot « associés ») (p. 385) : rejeté ; amendement n° 274 de M. Alain Madelin (publication annuelle des comptes annuels faisant apparaître les aides directes reçues éventuellement de l'Etat) : retiré ; amendement n° 1853 de M. François d'Aubert (publication annuelle du montant des aides directes de l'Etat) : retiré ; amendement n° 1540 de la commission (publication annuelle de l'ensemble des titres des publications éditées par l'entreprise) : adopté ; amendement n° 1212 de M. François d'Aubert (limitation à 20 centimètres carrés de la surface de la publication occupée par les informations prévues à cet article) : non soutenu ; amendement n° 1213 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la juridiction compétente d'autoriser la non divulgation dans les cas visés au titre « Dispositions relatives à la survie des entreprises ») : non soutenu ; amendement n° 1214 de M. François d'Aubert (possibilité pour le juge compétent d'autoriser la non divulgation des renseignements prévus aux articles 6 et 7) ; amendement n° 1628 de M. Pascal Clément (même objet) : rejetés ; amendement n° 1215 de M. François d'Aubert (signalement quotidien de la participation de l'Etat dans une station de télévision) : rejeté (p. 386) ; amendement n° 1216 de M. François d'Aubert (mention parmi les informations annuelles de toute participation de l'Etat dans une entreprise de presse) : rejeté ; amendement n° 1217 de M. François d'Aubert (publication parmi les informations annuelles de toute participation de l'Etat dans une station radiophonique) : rejeté ; amendement n° 1218 de M. François d'Aubert (obligation pour les entreprises de fournir à la commission toutes les informations qu'elles jugeront nécessaires) : non soutenu ; amendement n° 1852 de M. François d'Aubert (indication du nom des entreprises ayant apporté les 10 principaux budgets publicitaires) : rejeté ; amendement n° 1854 de M. François d'Aubert (indication du montant des recettes publicitaires) : rejeté ; amendement n° 1903 de M. Jacques Toubon (édition d'un supplément gratuit) : rejeté ; amendement n° 1904 de M. Robert-André Vivien (localisation des informations obligatoires, à la page des résultats de la loterie nationale) : retiré ; amendement n° 1905 de M. Michel Péricard : retiré ; amendement n° 1906 de M. Robert-André Vivien : retiré ; amendement n° 1865 de M. François d'Aubert (référence aux comptes consolidés) ; meilleure connaissance des groupes de communication (p. 387) ; amendement n° 1856 de M. François d'Aubert (publication annuelle des comptes consolidés) : rejeté ; amendement n° 1857 de M. François d'Aubert (publication du montant des dépenses publicitaires des entreprises publiques et de leurs filiales) : rejeté ; amendement n° 1858 de M. François d'Aubert (signalement par les radios locales de service public de leur appartenance à l'Etat) : rejeté ; amendement n° 1859 de M. François d'Aubert (publication par la Société Canal Plus de ses principaux actionnaires) ; constitution du capital de cette société : rejeté ; amendement n° 1860 de M. François d'Aubert (communication par Canal Plus du nombre de ses abonnés et de ses résultats financiers) : rejeté (p. 388) ; amendement n° 1861 de M. François d'Aubert (informations données aux abonnés) : rejeté ; amendement n° 1862 de M. François d'Aubert (communication à la commission de la transparence des contrats de concession de service public) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté (p. 389).

Après l'article 7 : amendement n° 1219 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Paul Charié (précisant que toute entreprise de presse doit tenir à la disposition du public un document portant sur l'organisation, la situation financière et l'évolution de l'activité de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 280 de M. Alain Madelin (contrôle de l'Etat sur les entreprises d'affichage par panneaux) ; mainmise de l'Etat sur les journaux radiodiffusés d'Europe n° 1 ; transparence du secteur de l'affichage ; contrôle par l'Agence Havas de 75 p. 100 du secteur de l'affichage : rejeté ; amendement n° 955 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (publication au *Journal officiel* chaque année de la répartition chiffrée de la publicité des administrations publiques, du Trésor, des collectivités publiques, des établissements publics, des sociétés d'économie mixte et de toute entreprise publique) (p. 392) : rejeté ; amendement n° 1889 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. François d'Aubert (publication des opérations menées par le service d'Information et de diffusion du Premier ministre) ; forte augmentation des crédits alloués au S. I. D. pour la propagande gouvernementale ; coût de la campagne « Les Yeux ouverts » : rejeté ; amendement n° 1890 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (budget publicitaire du ministère de l'économie et du secrétariat d'Etat au budget) (p. 393) : rejeté ; amendement n° 1891 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Alain Madelin (budget publicitaire des entreprises publiques) ; opinion de M. Serge July sur le présent projet de loi ; risque de mainmise de l'Agence Havas sur la plupart des entreprises de presse par l'intermédiaire du budget publicitaire : rejeté ; amendement n° 1892 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (même objet) (p. 394) ; répartition du budget publicitaire de la S. N. C. F. en majeure partie entre des journaux favorables à la majorité : rejeté.

Article 8 (*informations à communiquer à la commission pour la transparence et le pluralisme*) : caractère absurde de cet article ; contenu de cet article dans le premier projet soumis au Conseil d'Etat ; lourdeur des amendes (p. 395) ; problème de la non-définition des délits ; caractère inadmissible de la communication de la liste des vingt principaux actionnaires ; amendements identiques n° 8 de M. Alain Madelin, n° 105 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié, n° 590

de M. Pierre Bas soutenu par M. Pascal Clément et n° 1220 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 396) ; volonté du groupe R. P. R. de mettre en place des dispositions destinées à assurer la transparence ; caractère anti-économique et inquisitorial des mesures contenues dans cet article ; lourdeur des sanctions prévues par cet article ; institutionnalisation de la délation (p. 397) ; sanctions consistant en la suspension de toute aide directe ou indirecte de l'Etat ; nécessité de porter à la connaissance de la commission certains éléments indispensables à l'identification : rejetés (p. 398) ; amendement n° 1735 de M. Alain Madelin (information que doivent porter à la connaissance de la commission toutes les entreprises de presse) ; sous-amendement n° 2344 de M. Pascal Clément (de précision) ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 1735 : rejeté ; amendements identiques n° 1221 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert, n° 1736 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément et n° 1907 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression du premier alinéa de cet article) ; application du premier alinéa de cet article à plus de 5 000 publications conduisant à l'envoi de 25 000 demandes de renseignements (p. 399) ; caractère incompréhensible du premier alinéa de cet article ; seuil de 20 p. 100 : rejeté (p. 400) ; amendement n° 1988 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Jean-Paul Charié (substituant aux mots « toute personne » les mots « tout groupe de presse » au début du premier alinéa de cet article) ; amendement n° 1737 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à toute personne physique ou morale) (p. 402) ; refus de la transparence par l'opposition ; rejetés ; amendement n° 286 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression des mots directement ou indirectement au début du premier alinéa de cet article) ; amendements identiques n° 730 de M. Pierre Bas soutenu par M. Jacques Toubon et n° 1738 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (suppression des mots « ou indirectement ») ; défense par l'opposition des intérêts économiques des entreprises de presse ; nécessité de ne pas porter atteinte aux capacités de développement des journaux ; volonté du Gouvernement de disposer de renseignements par l'intermédiaire de la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 403) ; rôle du service juridique et technique de l'information (S. J. T. I.) ; information des parlementaires sur le financement des chaînes de télévision et de radio (p. 404) ; amendements n°s 286, 730 et 1738 : rejetés ; amendement n° 731 de M. Pierre Bas soutenu par M. Jacques Toubon (modifiant le pourcentage du capital social d'une entreprise de presse à partir duquel la personne détentrice doit répondre aux demandes de renseignements qui lui sont adressées par la commission pour la transparence) ; amendement n° 1739 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; amendements identiques n° 287 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon et n° 1222 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 288 de M. Jacques Toubon (même objet) ; amendement n° 289 de M. Michel Péricard soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; amendement n° 1740 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; absence de signification du pourcentage de 20 p. 100 ; nécessité d'accroître la transparence du secteur de l'audiovisuel ; Canal Plus ; problème des écoutes téléphoniques actuellement opérées ; risques de « passerelles » entre la commission de la transparence et l'administration fiscale (p. 405) ; problème de la défense des amendements ; travaux de la commission d'études sur les écoutes téléphoniques ; accroissement du nombre d'écoutes téléphoniques ; interprétation de l'article 54, alinéa 6, du règlement (p. 406) ; amendement n° 1740 : retiré ; amendements n° 731, n° 1739, n° 288, n° 287, n° 1222 et n° 289 : rejetés ; amendement n° 1541 de la commission (référence au capital social ou aux droits de vote) ; atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté de publier ; adopté ; amendement n° 292 de M. Jacques Toubon soutenu par M. François d'Aubert (référence aux entreprises de presse éditant une publication d'information économique, politique ou sociale) ; amendement n° 291 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. François d'Aubert (référence à une entreprise de presse éditant une publication d'information économique ou politique) ; amendement n° 290 de M. Jacques Baumel soutenu par M. François d'Aubert (référence à une entreprise de presse éditant une publication d'information politique) (p. 407) ; nécessité de limiter l'application du premier alinéa de cet article à certaines publications ; souscription de l'emprunt Giscard par la Banque de l'Europe du Nord ; attaques proférées par M. Guy Ducoloné à l'encontre de MM. Georges Tranchant et Jacques Toubon (p. 408) ; rejetés ; rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert ; amendement n° 293 de M. Michel Péricard (entreprise de presse consacrant à l'actualité nationale et internationale 50 p. 100 de la surface rédactionnelle) : non soutenu ; amendement n° 294 de M. Jacques Baumel (même objet) : non soutenu ; amendement n° 1741 de M. Alain Madelin (entreprise de presse éditant une publication paraissant à intervalles réguliers au moins une fois par mois : non soutenu ; amendement n° 1909 de M. Robert-André Vivien (personnes pouvant être interrogées par la commission de la transparence) : non soutenu ; amendement n° 295 de M. Robert-André Vivien (même objet) : non soutenu ; amendement n° 296 de M. Jacques Toubon (personnes devant se soumettre aux questions de la commission de la transparence) : non soutenu ; amendement n° 281 de M. Alain Madelin (réponse dans un délai raisonnable) : non soutenu ; amendement n° 1742 de M. Alain Madelin (obligation faite aux personnes de répondre dans la mesure où elles ont acquis la connaissance) : non soutenu ; amendement n° 1910 de M. Jacques Toubon (même objet) : non soutenu ; amendement n° 1743 de M. Alain Madelin (référence à des dénonciations) : non soutenu ; amendement n° 297 de M. Michel Péricard (référence à des renseignements généraux) ; amendement n° 1744 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à des renseignements d'ordre général) ; amendement n° 297 : retiré (p. 409) ; contenu des demandes de renseignements formulées par la commission de la transparence ; amendement n° 1744 : rejeté ; amendements identiques n° 298 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Jacques Toubon et n° 863 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Charles Millon (suppression de la référence au contrôle dans le premier alinéa de cet article) ; définition de la notion de contrôle par la possession de 20 p. 100 du capital social (p. 410) ; rejetés ; amendement n° 282 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert précisant que la commission de la transparence devra formuler ses questions par lettre recommandée avec accusé de réception) : rejeté ; amendement n° 299 de M. Robert-André Vivien (précisant que la commission de la transparence est une juridiction d'exception) ; incitation à la délation par la commission de la transparence : rejeté ; amendement n° 1746 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que la commission pour la transparence est une commission administrative) : rejeté ; amendement n° 300 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Emmanuel Aubert (transmission à la commission de la transparence d'un exemplaire de chacune des publications éditées par les entreprises de presse) (p. 411) ; amendement n° 301 de M. Michel Péricard soutenu par M. Emmanuel Aubert (même objet) : rejetés ; amendement n° 283 de M. Alain Madelin (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 1863 de M. François d'Aubert (actionnaires des entreprises de presse dont le capital social est au moins égal à 30 000 F) : rejeté ; amendement n° 1864 de M. François d'Aubert (précisant la notion de renseignements sur le financement de la publication) : rejeté (p. 412) ; amendement n° 1865 de M. François d'Aubert (utilisation des renseignements fournis à la commission de la transparence) ; nécessité de faire en sorte que ces renseignements ne puissent servir à des contrôles fiscaux ou à une répression économique : rejeté ; amendement n° 1748 de M. Alain Madelin (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; recul des garanties de procédure accordées à la presse : retiré ; amendement n° 1223 de M. Charles Millon (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 2345 du Gouvernement (substituant au mot « elle », les mots « toute entreprise de presse » au début du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; amendements identiques n° 1749 de M. Alain Madelin et n° 1911 de M. Michel Péricard soutenu par M. Emmanuel Aubert (information portée à la connaissance de la commission dans un délai de six mois) (p. 413) ; obligations analogues à celles prévues dans le deuxième alinéa de cet article figurant déjà dans le questionnaire du S.J.T.I. : rejetés ; amendement n° 302 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Emmanuel Aubert (référence à une date certaine) : rejeté ; amendement n° 303 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Emmanuel Aubert (informations connues par notification, révélation ou télépathie) (p. 414) : retiré ; amendement n° 1750 de M. Alain Madelin (suppression du troisième alinéa de cet article) ; référence aux personnes détenant 20 p. 100 du capital social : rejeté ; amendement n° 732 de M. Pierre Bas soutenu par M. Marc Lauriol (modification du pourcentage de 20 p. 100 dans le troisième alinéa (1°) de cet article) ; amendement n° 1751 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendements identiques n° 1224 de M. Charles Millon et n° 1912 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 1913 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 1914 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 732 : rejeté (p. 415) ; amendement n° 1751 : rejeté ; amendements n°s 1224, 1912, 1913 et 1914 : non soutenus ; amendement n° 1542 de la commission (référence au capital social ou au droit de vote) : adopté ; amendement n° 734 de M. Pierre Bas (suppression de la fin du troisième alinéa de cet article après les mots « capital social ») : non soutenu ; amendement n° 284 de M. Alain Madelin (suppression de la référence à la liste des vingt principaux actionnaires ou porteurs de parts) ; amendement n° 570 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin (de précision) ; amendement n° 1752 de M. Alain Madelin (information relative le cas échéant à la liste des vingt principaux actionnaires) ; amendement n° 1225 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (liste des trois

principaux actionnaires) ; questionnaires annuels envoyés par le S.J.T.I. en application de l'ordonnance de 1944 ; cas de certains quotidiens ne répondant pas à ce questionnaire ; amendement n° 284 : rejeté (p. 416) ; amendements n°s 570, 1752 et 1225 : rejetés ; amendement n° 304 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (cas dans lesquels le nombre des actionnaires ou porteurs de parts est inférieur à vingt) : rejeté ; amendements identiques n° 305 de M. Michel Péricard soutenu par M. Emmanuel Aubert et n° 1753 de M. Alain Madelin (suppression du quatrième alinéa (2°) de cet article) (p. 417) : rejetés ; amendement n° 285 de M. Alain Madelin (référence au nom des présidents, administrateurs, directeurs généraux, gérants et membres du conseil de directoire et du conseil de surveillance) : rejeté ; amendements identiques n° 306 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Emmanuel Aubert, n° 571 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin et n° 1226 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression du cinquième alinéa [3°] de cet article) ; inutilité de cet alinéa dans la mesure où les dispositions figurent déjà dans le code de commerce ; opinion de M. Serge July sur le présent projet de loi : rejetés ; amendement n° 1747 de M. Alain Madelin (suppression de l'avant dernier alinéa [4°] de cet article) ; notion de groupement de fait (p. 418) : rejeté ; amendement n° 1227 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (publication des modifications significatives intervenues en cours d'exercice dans la composition de l'actionnariat) : rejeté ; amendement n° 1915 de M. Jacques Toubon (substituant dans l'avant-dernier alinéa de cet article une référence à une personne par une référence à un groupe de presse) : non soutenu ; amendement n° 307 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Emmanuel Aubert (substituant au pourcentage de 20 p. 100 le pourcentage de 100 p. 100 dans l'avant-dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 733 de M. Pierre Bas, amendements identiques n° 308 de M. Robert-André-Vivien et n° 1228 de M. Charles Millon, amendements identiques n° 309 de M. Jacques Toubon, n° 1229 de M. Charles Millon et n° 1230 de M. Alain Madelin et amendement n° 310 de M. Michel Péricard (de conséquence) (p. 419) ; amendements n° 733, n° 308, n° 1228, n° 309, n° 1229 et n° 1230 : devenus sans objet ; amendement n° 307 : retiré ; amendement n° 1543 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 1866 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (cas du changement de régisseur publicitaire) : rejeté ; amendement n° 1745 de M. Alain Madelin (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1916 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Emmanuel Aubert (de conséquence) (p. 420) : rejeté ; amendement n° 1867 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant la notion de cession) ; amendement n° 1544 de la commission (délai dans lequel doit être informée la commission de la transparence de la cession) ; amendement n° 1867 : rejeté ; amendement n° 1544 : adopté ; amendement n° 735 de M. Pierre Bas (connaissance du nom du cessionnaire par la commission de la transparence) : non soutenu ; amendement n° 1731 de M. Alain Madelin (précisant que les renseignements communiqués à la commission de la transparence ne peuvent être utilisés à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique) (p. 421) : rejeté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté (p. 422).

Article 9 (*participation des étrangers au capital d'une entreprise de presse*) : interdiction faite à toute personne de nationalité étrangère de posséder plus de 20 p. 100 du capital d'une entreprise de presse ; application du seuil de 20 p. 100 relatif à la notion de contrôle ; signification de la notion de personne ; possibilité pour une personne étrangère de détourner la loi en possédant 19 p. 100 du capital et en recourant à des filiales étrangères ; volonté du Gouvernement de réglementer la participation de capitaux étrangers dans la presse politique et d'information générale ; nécessité de voir les groupes de l'opposition prendre position sur le présent article (p. 424) ; inconstitutionnalité contenue dans cet article ; contradiction entre le présent article et le principe universel de la liberté de communication des idées reconnu par les accords d'Helsinki ; risque de mettre en péril les entreprises de presse à participation étrangère ; risque de voir cet article nuire à l'image de la France à l'extérieur (p. 425) ; exclusion du champ d'application du présent projet de loi des publications émanant de communautés étrangères installées en France ; respect du droit à la différence ; possibilité pour le ministre de l'intérieur d'interdire la circulation de publications d'origine étrangère (p. 426) ; interdiction faite par l'ordonnance de 1944 aux étrangers de posséder en France des groupes de presse ; principe de la réciprocité des accords internationaux ; supériorité de l'ordonnance de 1944 sur le présent article ; avenir des publications étrangères installées en France ; contradiction entre le présent article et le Traité de Rome ; mauvaise image donnée de la France à l'étranger (p. 427) ; épouvantail de l'inconstitutionnalité agitée par l'opposition ; rupture du principe d'égalité ; droit au Parlement de légiférer de façon différente en ce qui concerne les nationaux et les étrangers sur le sol national ; accords d'Helsinki ; refus de voir des trusts étrangers mettre la main sur la presse française (p. 428) ; nécessité de permettre aux communautés étrangères installées en France d'avoir des publications dans leur langue (p. 429) ; refus de l'opposition de préciser sa position quant à la réglementation de l'investissement des capitaux étrangers dans les entreprises de presse françaises ; amendements identiques n° 9 de M. Alain Madelin, n° 106 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Emmanuel Aubert, n° 736 de M. Pierre Bas soutenu par M. Emmanuel Aubert et n° 1231 de M. François d'Aubert (de suppression) ; volonté de la majorité de permettre à l'argent d'Etat et aux banques nationalisées de prendre le contrôle de la presse ; volonté de supprimer la presse Hersant ; intervention de l'argent étranger dans la presse communiste française ; principe de réciprocité devant réglementer les investissements étrangers dans les entreprises de presse (p. 430) ; mauvaise conception du présent article ; nécessité d'améliorer réellement l'ordonnance de 1944 ; filiales ; problème de la Compagnie européenne de publications, filiale commune de l'Agence Havas et du groupe anglais International Publishing Corporation (p. 431) : rejetés ; amendement n° 1232 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (application aux entreprises de presse de la liberté d'établissement prévue par l'article 52 du Traité de Rome) ; problème de la réciprocité (p. 432) ; possibilité pour des pays totalitaires de prendre des participations dans des entreprises de presse si celles-ci restent inférieures à 20 p. 100 tandis que cette possibilité leur est interdite par l'ordonnance du 26 août 1944 en vertu du principe de la réciprocité : retiré ; amendement n° 2346 de M. Jean-Jack Queyranne (rédactionnel) ; sous-amendement n° 1942 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; sous-amendement n° 1930 de M. François d'Aubert (substituant aux mots « engagements internationaux » les mots « traités ou conventions ») ; sous-amendement n° 680 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Emmanuel Aubert (suppression des mots « souscrits par la France ») ; sous-amendement n° 1918 de M. Michel Péricard soutenu par M. Emmanuel Aubert (substituant au mot « souscrit » le mot « signé ») ; sous-amendement n° 1919 de M. Emmanuel Aubert (de précision) ; sous-amendement n° 1920 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Emmanuel Aubert (substituant aux mots « aucune personne » les mots « aucun groupe de presse ») ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 433) ; sous-amendements n° 680 et n° 1918 : retirés ; modification de la ponctuation proposée par l'amendement de M. Jean-Jack Queyranne (p. 434) ; sous-amendement n° 2400 du Gouvernement (référence aux accords comportant une clause de réciprocité dans le domaine de la presse) ; sous-amendement n° 1919 : retiré (p. 435) ; sous-amendement n° 2400 : retiré ; sous-amendement n° 2444 de M. Emmanuel Aubert (référence aux accords ratifiés par la France et comportant soit une clause d'assimilation nationale, soit une clause de réciprocité dans le domaine de la presse) ; sous-amendements n° 1942 et n° 1930 : rejetés ; sous-amendement n° 2444 : adopté ; sous-amendement n° 1920 : rejeté ; amendement n° 2346, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 1943 de M. Alain Madelin (de précision) : rejeté ; amendement n° 1944 de M. Alain Madelin (cas des personnes ressortissant d'un pays où les personnes de nationalité française ne jouissent pas des même droits) (p. 436) ; retiré ; amendement n° 1945 de M. Alain Madelin (de précision) : rejeté ; amendement n° 1545 de la commission (référence au capital social ou aux droits de vote) ; sous-amendement n° 2347 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Emmanuel Aubert (de précision) ; coût des expertises d'évaluation du seuil de 20 p. 100 ; sous-amendement n° 2347 : rejeté ; amendement n° 1545 : adopté ; amendement n° 1922 de M. Michel Péricard soutenu par M. Emmanuel Aubert (cas de la presse écrite ou audiovisuelle) ; amendement n° 1921 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Emmanuel Aubert (même objet) (p. 437) ; rejetés ; amendement n° 1546 de la commission (référence à l'exploitation des entreprises de presse) ; problème de l'*International Herald Tribune*, journal en langue anglaise dont le siège social est situé à Neuilly et du journal *Jeune Afrique* ; adopté ; amendement n° 681 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (de précision) ; amendement n° 1547 de la commission (référence à la France métropolitaine et d'outre-mer) (p. 438) ; amendement n° 681 : rejeté ; amendement n° 1547 : adopté ; amendements identiques n° 1548 de la commission, n° 311 de M. Alain Madelin et n° 1923 de M. Michel Péricard soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la référence aux publications de langue française) ; amendement n° 1924 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; amendement n° 1931 de M. François d'Aubert (référence aux langues ou dialectes régionaux pratiqués en France) ; amendement n° 1946 de M. Alain Madelin (même objet) ; application des dispositions de cet article à l'ensemble des publications éditées par une entreprise de presse implantée en France ; exemple du journal *Jeune Afrique* et de

Vogue (p. 439) ; volonté de certains pays de déstabiliser la communauté nationale française en exacerbant les problèmes régionaux (p. 440) ; protection des entreprises de presse françaises contre les capitaux étrangers ; amendements n° 311, n° 1923 et n° 1924 : retirés ; amendements n° 1548 et n° 1931 : rejetés ; amendement n° 1946 : retiré ; amendement n° 1286 de M. François d'Aubert (personnes relevant d'un pays où les personnes françaises jouissent de droits similaires à ceux résultant de la présente loi) ; reprise des dispositions de l'article 19 de l'ordonnance de 1944 ; rejeté ; amendement n° 1629 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin (même objet) (p. 441) ; retiré ; amendement n° 1549 de la commission (prise de participation au capital se situant au-dessous du seuil de 20 p. 100) ; sous-amendement n° 2348 de M. Robert-André Vivien (référence à la réciprocité) ; sous-amendement n° 2349 de M. Michel Péricard (substituant aux mots « France métropolitaine et d'outre-mer » les mots « territoire de la République ») ; amendements identiques n° 1592 de la commission des lois et n° 1871 de M. Jacques Brunhes (précisant qu'au-dessous du seuil de 20 p. 100 aucune personne de nationalité étrangère ne peut prendre de participation au capital dans plus d'une entreprise de presse éditant en France une publication en langue étrangère) ; principe sur lequel reposait l'ordonnance de 1944 (p. 442) ; insultes proférées par l'ambassadeur américain M. Galbraith ; parti communiste : parti des 75 000 fusillés ; présence limitée des amis de l'opposition dans les camps de concentration ; incident de séance relatif au passé politique de M. François Mitterrand ; rappel au règlement de M. Raymond Forni (p. 443, p. 444) ; possibilité pour les personnes étrangères de prendre une participation inférieure à 20 p. 100 dans une publication française, sous réserve d'un accord de réciprocité ; cas dans lequel une personnalité soviétique pourrait acquérir 19,5 p. 100 du capital de *L'Humanité* ; problème des prises de participation des ressortissants des pays totalitaires interdites par l'ordonnance de 1944 (p. 453) ; obstruction systématique menée par M. Jacques Toubon ; problème de la réciprocité (p. 454) ; abrogation de l'ordonnance de 1944 ; sous-amendement n° 2348 : retiré ; sous-amendement n° 2349 : non soutenu ; amendement n° 1549 : retiré ; sous-amendement n° 2446 du Gouvernement (supprimant dans l'amendement n° 1592 les mots « ou indirectement ») (p. 455) ; agence Havas ; notion de réciprocité, sous-amendement n° 2446 : adopté ; amendement n° 1592, ainsi modifié : adopté ; en conséquence l'amendement n° 1871 devient sans objet ; amendement n° 1872 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jacques Brunhes (interdiction faite à une personne de nationalité étrangère de procéder à une acquisition de parts lorsque 20 p. 100 du capital appartient déjà directement ou indirectement à une ou plusieurs personnes de nationalité étrangère) ; problème de la conformité des limitations prévues par cet article avec le Traité de Rome (p. 456) ; libre circulation des capitaux et des investissements dans le cadre de la C. E. E. : rejeté ; amendements n° 1932 à n° 1935 de M. François d'Aubert (précisant que les journaux *Vogue, Sélection du Reader's Digest, International Herald Tribune* et *Jeune Afrique* ne sont pas concernés par les dispositions du premier alinéa de cet article) ; risque de nuire à l'image de la France à l'étranger ; existence de journaux de langue française édités aux Etats-Unis ; « nouvel ordre de l'information » ; opinion négative portée par des grands journaux étrangers sur le présent projet de loi ; contradiction entre cet article et le discours prononcé à Cancun par le Président de la République ; non-application du présent projet de loi aux situations acquises mais seulement aux entreprises de presse nouvellement créées (p. 457) : rejetés ; amendements identiques n° 312 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert, n° 314 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Robert-André Vivien, n° 572 de M. Pascal Clément soutenu par M. Robert-André Vivien et n° 1233 de M. Charles Millon soutenu par M. Robert-André Vivien (suppression du second alinéa de cet article) ; cas des publications destinées à des communautés étrangères implantées en France ; caractère inconstitutionnel de cet alinéa ; imprécision du présent alinéa ; rupture de l'égalité devant la loi ; recours éventuel devant le Conseil constitutionnel ; autorisation de la rupture du principe d'égalité lorsque cette rupture s'applique aux droits des étrangers (p. 458) ; importance des communautés émigrées en France ; exemple de la communauté chilienne ; définition de la notion de communautés étrangères ; exemple de la communauté arménienne : rejetés ; amendement n° 1926 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (publications publiées par des personnes étrangères sous réserve de réciprocité) ; notion d'implantation d'une communauté (p. 459) : rejeté ; amendement n° 1936 de M. François d'Aubert soutenu par M. Robert-André Vivien (publications éditées à l'étranger) : rejeté ; amendement n° 1927 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (substituant à la notion de « communauté étrangère » celle de « personnes de nationalité étrangère ») (p. 460) : rejeté ; amendement n° 1234 de M. François d'Aubert soutenu par M. Robert-André Vivien (référence à des communautés étrangères d'au moins 100 000 personnes) : rejeté ; amendement n° 1947 de M. Alain Madelin soutenu par M. Robert-André Vivien (communautés étrangères dont le statut sera précisé par décret en Conseil d'Etat) : rejeté ; amendement n° 1937 de M. François d'Aubert soutenu par M. Robert-André Vivien (référence à des communautés étrangères installées en France) : rejeté ; amendement n° 1928 de M. Jacques Toubon (précisant que des communautés étrangères seront soumises aux dispositions de la présente loi en matière de presse) (p. 461) ; communauté chinoise du XIII[e] arrondissement de Paris : rejeté ; amendement n° 1550 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 1929 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Emmanuel Aubert (communication d'une traduction en langue française à la commission de la transparence) (p. 462) : rejeté après modification ; amendement n° 1938 de M. François d'Aubert soutenu par M. Emmanuel Hamel (accords de réciprocité) : rejeté ; amendement n° 1939 de M. François d'Aubert soutenu par M. Emmanuel Hamel (définition de la notion de communauté étrangère) ; amendement n° 1948 de M. Alain Madelin soutenu par M. Emmanuel Hamel (même objet) : rejetés ; amendement n° 1940 de M. François d'Aubert soutenu par M. Emmanuel Hamel (établissement d'une liste des communautés étrangères concernées par le 3[e] alinéa de cet article) : rejeté ; amendements identiques n° 1941 de M. François d'Aubert soutenu par M. Emmanuel Hamel et n° 1949 de M. Alain Madelin soutenu par M. Emmanuel Hamel (référence aux fonds destinés au paiement de publicité) (p. 463) : rejetés ;

— article 9, ainsi modifié, adopté au scrutin public.

Titre II : *Dispositions relatives au pluralisme.*

Avant l'article 10 : amendement n° 864 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. François d'Aubert (suppression de l'intitulé de ce titre) ; régression du pluralisme contenu dans les articles de ce titre ; rétablissement de l'autorisation préalable supprimée de la loi de 1881 : rejeté ; amendement n° 315 de M. Alain Madelin (intitulant ce titre : dispositions relatives à la discrimination) ; amendement n° 316 de M. Alain Madelin (intitulant ce titre : dispositions relatives à la discrimination entre les entreprises de presse) ; amendement n° 1301 de M. François d'Aubert (intitulant ce titre : « dispositions relatives à la concentration, au pluralisme, à la concurrence et aux abus de position dominante ») ; amendement n° 1237 de M. François d'Aubert (intitulant ce titre : « dispositions relatives à la concentration dans les entreprises de communication ») ; amendement n° 1236 de M. François d'Aubert (intitulant ce titre : « dispositions relatives à la concentration dans certaines entreprises de presse ») ; amendements identiques n° 317 de M. Alain Madelin et n° 1235 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (intitulant ce titre : « dispositions relatives à la concentration ») ; amendement n° 1950 de M. Michel Péricard soutenu par M. Jacques Toubon (intitulant ce titre : « dispositions relatives au contrôle administratif des entreprises de presse ») (p. 464) ; amendement n° 1882 de M. François d'Aubert (intitulant ce titre : « dispositions relatives au pluralisme ») ; nécessité de rendre l'intitulé du titre II conforme avec les dispositions de celui-ci ; faiblesse de la concentration de la presse en France par rapport à celle des pays étrangers ; situation d'équilibre actuel entre la presse favorable à l'opposition et la presse favorable à la majorité ; volonté du Gouvernement de modifier cette situation par le rachat de *France-Soir* par des personnalités proches du Gouvernement (p. 465) ; institution d'un contrôle administratif sur la presse ; risque de voir des titres de journaux disparaître ; diminution de la diffusion du *Parisien Libéré* consécutive à l'action de la C. G. T. du Livre ; amendements n[os] 315 316, 1301, 1237, 1236, 317, 1235, 1950, 1882 : rejetés (p. 466) ; amendement n° 1963 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (précisant que par l'effet de la présente loi, il est interdit de lire plusieurs quotidiens différents) ; volonté du Gouvernement de briser la presse d'opposition : rejeté ; amendement n° 865 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. François d'Aubert (publication de tout journal sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 319 de M. Alain Madelin (interdiction des concentrations et ententes lorsque celles-ci peuvent porter atteinte au pluralisme ou permettre une dissimulation du changement d'orientation des publications) (p. 467) ; rapport Vedel ; rachat éventuel du journal *France-Soir :* rejeté ; amendement n° 1951 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 468) : rejeté ; amendement n° 320 de M. Alain Madelin (prohibition des actions concertées, conventions, ententes ou coalitions ayant pour objet de restreindre ou fausser le jeu de la concurrence) : rejeté ; amendement n° 321 de M. Alain Madelin (même objet) : rejeté ; amendement n° 1239 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (absence de portée juridique de la distinction entre publications nationales et publications régionales ou

locales) (p. 469) : retiré ; amendement n° 1954 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (identité des dispositions relatives au pluralisme pour les quotidens régionaux ou locaux et les quotidiens nationaux) : rejeté ; amendement n° 1955 de M. Alain Madelin (appréciation du pluralisme de la presse en fonction des zones de diffusion concernées) : rejeté (p. 470) ; rappel au règlement de M. Jean-Claude Gaudin (p. 432) ; amendement n° 1238 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (définition de la notion de concentration) ; compte rendu analytique et compte rendu intégral sténographique publié au *Journal officiel ;* rapport Vedel condamnant le principe de toute disposition législative comportant des seuils auxquels devrait se plier la presse ; reprise de la définition juridique de la concentration donnée par la loi de 1977 ; non-adaptation de cette définition au secteur de la presse (p. 508) ; rapport Vedel : rejeté ; amendement n° 1289 de M. François d'Aubert (définition de la concentration) ; concurrence et abus de position dominante ; soumission de la presse aux règles normales de la concurrence et du contrôle des abus de position dominante résultant de la loi de 1977 : rejeté ; rappels au règlement de MM. Jacques Toubon, François d'Aubert (p. 509) et Pierre Joxe ; amendement n° 1290 de M. François d'Aubert (précisant que le contrôle de la concentration s'exerce dans certains cas) ; cas des P. T. T. et de l'Etat : rejeté ; amendement n° 1630 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (contrôle de concentration sur les entreprises de communication s'exerçant si l'entreprise ou un groupe d'entreprises représente 25 p. 100 du nombre total des téléspectateurs) ; amendement n° 1291 de M. François d'Aubert (même objet) : rejetés ; amendement n° 1631 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (contrôle de concentration pouvant s'exercer sur les entreprises si une entreprise ou un groupe d'entreprises représente 25 p. 100 de l'audience radiophonique nationale) ; amendement n° 1292 de M. François d'Aubert (même objet) (p. 510) ; concentration en matière de régie publicitaire ; exemple de l'Agence Havas représentant 45 p. 100 du marché : rejetés ; amendement n° 1632 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (contrôle de concentration pouvant s'exercer sur les entreprises de publicité lorsqu'une entreprise ou un groupe d'entreprises représente 25 p. 100 du marché national) ; amendement n° 1293 de M. François d'Aubert (même objet) ; Agence Havas ; refus du président de la commission des affaires culturelles d'auditionner M. André Rousselet ; importance du nombre d'auditions auxquelles a procédé la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le présent projet de loi (p. 511) : rejetés ; amendement n° 1663 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (contrôle de concentration sur les entreprises de publicité dans le cas où une entreprise ou un groupe d'entreprises représente 25 p. 100 du marché national du conseil en publicité) ; amendement n° 1294 de M. François d'Aubert (même objet) : rejetés ; amendement n° 1295 de M. François d'Aubert (contrôle de concentration sur les entreprises d'édition) ; volonté de l'Agence Havas d'envahir le secteur de l'édition ; participation de cette agence dans les éditions Robert Laffont, Larousse et éventuellement Fernand Nathan, Didier et Robert ; rejeté ; amendement n° 1297 de M. François d'Aubert (concentration portant atteinte à une situation de concurrence suffisante sur le marché de l'édition de livres pédagogiques et scolaires) (p. 512) ; amendement n° 1298 de M. Alain Madelin (contrôle de concentration en matière de marché de l'édition des œuvres littéraires) : rejetés ; amendement n° 1299 de M. François d'Aubert (contrôle de la concentration de nature à porter atteinte à une situation de concurrence suffisante entre régisseurs publicitaires de publications d'information politique et générale) ; amendement n° 1953 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) : rejetés ; amendement n° 1300 de M. François d'Aubert (contrôle de la concentration de nature à porter atteinte à une situation de concurrence et de pluralisme suffisant dans une zone de diffusion déterminée de publications d'information politique et générale) ; amendement n° 1952 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés (p. 513) ; amendement n° 1957 de M. François d'Aubert (entreprises tenues par le secret commercial) : rejeté ; amendement n° 1956 de M. François d'Aubert (organismes professionnels devant fournir les chiffres de diffusion ; publications adhérentes à l'Office de justification de la diffusion (O. J. D.) ; aides à la presse : rejeté ; amendement n° 1958 de M. François d'Aubert (précisant que les chiffres de diffusion utilisés pour l'application des articles de la présente loi sont ceux déclarés par les publications concernées aux services du Premier ministre) (p. 514) : rejeté ; amendement n° 1959 de M. François d'Aubert (précisant que les chiffres de diffusion certifiés par l'O. J. D. ne peuvent constituer la base exclusive de calcul des plafonds de diffusion) : rejeté ; amendement n° 1960 de M. François d'Aubert (caractère non obligatoire de l'inscription d'une publication à l'O. J. D.) ; exemple de *L'Humanité,* quotidien non adhérent à l'O. J. D. (p. 515) : rejeté ; amendement n° 82 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant qu'une agence de publicité où l'Etat est majoritaire ne peut être régisseur publicitaire de plus d'une publication quotidienne nationale de même nature) ; amendement n° 83 de M François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant qu'une agence de publicité où l'Etat est majoritaire ne peut être régisseur publicitaire de plus de trois publications nationales d'information politique et générale) ; amendement n° 1241 de M. Alain Madelin (précisant qu'une agence de publicité contrôlée par l'Etat ne peut être régisseur publicitaire de plus d'une publication quotidienne nationale de même nature) ; amendement n° 1242 de M. Alain Madelin (précisant qu'une agence de publicité contrôlée par l'Etat ne peut être régisseur publicitaire de plus de trois quotidiens d'information politique et générale) (p. 516) : rejetés ; amendement n° 1961 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (de précision) ; amendement n° 1962 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; nécessité d'éviter que les entreprises de communication détenues par l'Etat ne jouissent de privilèges exorbitants par rapport aux entreprises de presse du secteur privé : rejetés ; bilan des amendements mis en discussion avant l'article 10 du présent projet de loi ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 517).

Article 10 (*limitation de la concentration de la presse nationale d'information politique et générale*) : volonté de la commission des affaires culturelles de limiter le champ d'application du présent article et de n'y inclure que les quotidiens ; nécessité d'exclure les hebdomadaires du champ d'application du présent article ; volonté d'apporter une définition précise de la notion de quotidien national ; volonté du Gouvernement à travers cet article de démanteler la presse d'opposition (p. 518) ; répartition des journaux favorables à la majorité et des journaux favorables à l'opposition ; volonté de personnes proches du Gouvernement de racheter *France-Soir* pour en changer l'orientation politique (p. 519) ; opinion du rapport Vedel selon laquelle la concentration de la presse reste limitée ; détournement par la majorité de l'esprit de ce rapport ; appréciation de la diffusion (p. 520) ; limitation du pluralisme de la presse à travers le présent projet de loi ; introduction de la publicité sur F. R. 3 comme signe de la mainmise de l'Etat sur l'audiovisuel (p. 521) ; caractère malthusien de cet article ; opinion négative de *Libération* sur le présent article ; disposition selon laquelle un quotidien est national quand il consacre de manière régulière plus de la moitié de sa surface rédactionnelle à l'information nationale et internationale ; interdiction de toute constitution, par achat de titres existants, d'empires de presse ; domination de la presse d'argent illustrée par le groupe Hersant (p. 522) ; amendements identiques n° 10 de M. Alain Madelin, n° 84 de M. François d'Aubert, n° 107 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant, n° 737 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant et n° 866 de M. Jean-Marie Caro (de suppression) ; distinction faite par M. François Mitterrand entre la presse qui lui est favorable et la presse favorable à ses adversaires ; *Combat socialiste* ; exclusion de fait de la presse communiste du champ d'application de cet article ; amendement n° 84 : non soutenu ; volonté d'atteindre les partis politiques à travers le présent article ; amendement n° 866 : non soutenu (p. 523) ; absence de distinction entre *Le Figaro* et *L'Aurore* ; absence de malthusianisme dans le présent projet de loi ; nécessité de permettre au lecteur de choisir le journal qu'il achète (p. 524) ; développement possible de la presse des partis politiques ; amendements n° 10, n° 107 et n° 737 : rejetés ; amendement n° 1972 de M. Alain Madelin (interdiction de lire plus d'un quotidien national d'information politique et générale émanant de la même entreprise de presse) ; amendement n° 322 de M. Alain Madelin (interdiction de lire plus de trois publications nationales d'information politique et générale émanant de la même entreprise de presse) ; amendement n° 1973 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 323 de M. Alain Madelin (de conséquence) (p. 525) ; importance du nombre de quotidiens nouvellement lancés depuis quelques années ; exemple du *Matin,* de *Libération* et de *Combat socialiste* ; opinion de M. Claude Estier en faveur de la « dévolution des biens des trusts » en matière de presse ; amendement n° 1972 : rejeté au scrutin public (p. 526) ; amendements n° 322, n° 1973 et n° 323 : rejetés ; amendement n° 867 de M. Jean-Marie Caro (interdiction des concentrations de nature à porter atteinte au pluralisme de l'expression des opinions ou à permettre une dissimulation du changement d'orientation des publications en cause) ; amendement n° 1243 de M. François d'Aubert (même objet) : non soutenus ; amendement n° 682 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (application aux entreprises de presse des titres I[er] et II de la loi de 1977 relative au contrôle de la concentration économique) : rejeté ; amendement n° 1634 de M. Pascal Clément (précisant qu'une même

publication nationale ou régionale quotidienne d'information politique générale ne peut détenir plus de 20 p. 100 du tirage total des publications concernées) : non soutenu ; amendement n° 1635 de M. Pascal Clément (même objet) : non soutenu ; amendements identiques n° 1551 de la commission et n° 1593 de la commission des lois (présentant une nouvelle rédaction de cet article et précisant la notion de quotidien national) ; sous-amendement n° 2351 à l'amendement n° 1551 de la commission de M. Alain Madelin (précisant que les groupes de presse possédant ou contrôlant jusqu'à trois publications quotidiennes dont la diffusion n'excède pas 20 p. 100 doivent veiller par tout moyen approprié à ne pas augmenter leur vente) (p. 527) : retiré ; sous-amendement n° 1246 de M. François d'Aubert (application des dispositions relatives au pluralisme) : non soutenu ; sous-amendements identiques n° 1977 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin et n° 2383 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Alain Madelin (suppression du premier alinéa de cet amendement) : rejetés ; sous-amendement n° 2353 de M. Alain Madelin (précisant qu'un lecteur pourra lire jusqu'à trois quotidiens) ; sous-amendement n° 2352 de M. Alain Madelin (interdiction de lire plus de trois quotidiens) ; sous-amendement n° 2354 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 2355 de M. Alain Madelin (interdiction de lire plus d'un quotidien émanant de la même entreprise de presse) (p. 528) : retirés ; sous-amendement n° 2356 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Alain Madelin (interdiction des concentrations et ententes) : rejeté ; sous-amendement n° 1244 de M. François d'Aubert (précisant qu'une publication nationale ou régionale ne peut détenir plus de 15 p. 100 du tirage total des publications concernées) : non soutenu ; sous-amendement n° 2357 de M. Alain Madelin (interdiction de lire plusieurs quotidiens) : rejeté ; sous-amendement n° 2358 de M. Alain Madelin (précisant qu'une personne ne peut posséder ou contrôler plusieurs quotidiens dans la limite de trois) (p. 529) : rejeté ; sous-amendements identiques n° 2359 de M. Alain Madelin et n° 2384 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (substituant aux mots « une personne » les mots « un groupe de presse » dans le premier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 2385 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant (référence à une personne publique) ; sous-amendement n° 2360 de M. Alain Madelin (référence à une personne physique) ; sous-amendement n° 2360 : retiré ; sous-amendements n° 2359, n° 2380, n° 2384 et n° 2385 : rejetés (p. 530) ; sous-amendements identiques n° 1978 de M. François d'Aubert et n° 2286 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (suppression des mots « ou contrôler » dans le premier alinéa de cet amendement) ; définition de la notion de contrôle (p. 534) : rejetés ; sous-amendement n° 1979 de M. François d'Aubert (suppression des mots « politique et général » dans le premier alinéa de cet amendement) ; Agence Havas : rejeté ; sous-amendement n° 85 de M. François d'Aubert (substituant au mot « diffusion » le mot « tirage ») ; rôle de l'O.J.D. (p. 535) : rejeté ; sous-amendement n° 2387 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (modification d'un pourcentage) ; sous-amendement n° 2388 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) ; sous-amendement n° 2362 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; sous-amendement n° 2361 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; caractère arbitraire du seuil maximum de diffusion des publications nationales fixé à 15 p. 100 ; rapport Vedel ; caractère absurde d'une politique des seuils ; rôle de l'O.J.D. (p. 536) ; sous-amenement n° 2361 : retiré ; rappel au règlement de M. Jean-Marie Caro ; sous-amendements n°s 2387, 2388 et 2362 : rejetés ; sous-amendement n° 2363 de M. Jean-Marie Caro (suppression de la fin du premier alinéa de cet amendement après les mots « quotidiens nationaux ») : rejeté ; sous-amendement n° 2364 de M. Jean-Marie Caro (détermination du seuil en tenant compte de l'évolution prévisible de la diffusion nationale) (p. 537) : rejeté ; sous-amendements identiques n° 86 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Marie Caro et n° 2365 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à l'office de justification des supports de publicité) ; mission de service public éventuellement confiée à l'O.J.D. : rejetés ; sous-amendement n° 1980 de M. François d'Aubert (durée de la période d'appréciation) : retiré ; sous-amendement n° 1981 de M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; sous-amendement n° 1982 de M. François d'Aubert (dépassement du seuil de 15 p. 100) ; sous-amendement n° 2366 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 538) ; opinion du *Nouvel Observateur* sur le présent article et sur le présent projet de loi : rejetés ; sous-amendement n° 2369 de M. Alain Madelin (de précision) (p. 539) : rejeté ; sous-amendement n° 2367 de M. Alain Madelin (mise en place d'un seuil de 12 p. 100) : rejeté ; sous-amendement n° 2368 de M. Alain Madelin (même objet) : rejeté ; sous-amendement n° 2371 de M. Alain Madelin (même objet) : retiré ; sous-amendement n° 2372 de M. Alain Madelin (dépassement de la diffusion autorisée) : retiré ; sous-amendements identiques n° 1983 de M. Alain Madelin et n° 2389 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (suppression du deuxième alinéa de cet amendement) (p. 540) ; difficultés du journal *Combat socialiste* ; impossibilité pour un groupe de racheter le journal *Le Monde* si celui-ci était à vendre compte tenu des seuils imposés par cet article ; concentration de la presse comme cause de la désaffection et de la baisse du nombre des exemplaires vendus : rejetés ; sous-amendements identiques n° 1984 de M. François d'Aubert, n° 2373 de M. Jean-Marie Caro et n° 2390 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (suppression de la référence aux prises de contrôle dans le deuxième alinéa de cet amendement) (p. 541) ; stabilisation du nombre des titres de la presse nationale depuis 1953 ; fusion de plusieurs journaux communistes avec *L'Humanité* dans les années 50 ; notion de contrôle : rejetés (p. 542) ; sous-amendement n° 2374 de M. Jean-Marie Caro (durée de la période d'enquête) : rejeté ; sous-amendement n° 2391 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (mode de calcul du plafond de 15 p. 100) ; sous-amendement n° 1255 de M. François d'Aubert (même objet) ; sous-amendement n° 2392 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant (durée de la période d'observation) ; rôle des N.M.P.P. (p. 543) ; rejetés ; sous-amendement n° 2375 de M. Alain Madelin (référence à l'O.J.D.) ; statut des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (p. 544) ; rejeté ; sous-amendement n° 1245 de M. François d'Aubert (supprimant la distinction entre presse nationale et presse régionale) (p. 545) ; rejeté ; sous-amendement n° 2393 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (précisant que le présent article ne s'applique pas lorsqu'il s'avère que des concentrations plus importantes existent dans le cadre des autres moyens d'information) : rejeté ; sous-amendement n° 2394 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) : rejeté ; sous-amendement n° 2395 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (référence à l'entreprise multi médias) : rejeté ; sous-amendement n° 2376 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (dépassement du plafond fixé par le présent article) : rejeté (p. 546) ; sous-amendements identiques n° 1985 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jean-Marie Caro et n° 2396 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (suppression du dernier alinéa de cet amendement) (p. 550) ; définition des publications dites « nationales » ; principe de l'égalité de traitement des personnes au regard de la loi ; rejetés ; sous-amendement n° 1986 de M. François d'Aubert (précisant que toute publication quotidienne dont la diffusion à Paris est supérieure à celle du quotidien national le plus faiblement distribué dans cette ville est considérée comme publication nationale) ; exemple de la diffusion parisienne de *Ouest-France* ; diffusion à l'étranger des journaux français (p. 551) ; notion de quotidien régional ; rejeté ; sous-amendement n° 1987 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant qu'est considérée comme publication quotidienne nationale celle qui diffuse à Paris et dans dix départements au moins) ; problème de la prise en compte de la diffusion des journaux à l'étranger ; terme « brouillon de rapport » employé par M. Alain Madelin (p. 552) ; importance des ventes du *Monde* à l'étranger ; rejeté ; sous-amendement n° 2377 de M. Alain Madelin (définition de la notion de publication d'information politique et générale) ; volonté de M. Max Théret de racheter *France-Soir* ; rejeté ; sous-amendements identiques n° 2378 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert et n° 2397 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (modifiant le pourcentage figurant au dernier alinéa de cet amendement) (p. 553) ; sous-amendement n° 2379 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 1988 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) ; rôle de la commission de la transparence en matière d'appréciation des chiffres de diffusion des journaux ; définition de la diffusion ; caractère arbitraire du système des seuils (p. 554) ; distinction entre les quotidiens nationaux et les quotidiens régionaux ; procédure des supensions de séance ; examen des amendements (p. 555) ; sous-amendements n° 2378 et n° 2397 : rejetés ; nécessité de donner une définition précise des quotidiens nationaux ; volonté de la majorité d'utiliser la loi comme moyen d'un règlement de comptes contre l'opposition ; sous-amendement n° 2379 : rejeté ; sous-amendement n° 1988 : rejeté ; sous-amendement n° 1989 de M. François d'Aubert (exclusion de la diffusion à l'étranger lors des méthodes de comptabilisation de la diffusion) (p. 556) ; rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 1990 de M. François d'Aubert (de précision) : retiré ; sous-amendement n° 1991 de M. François d'Aubert (référence à deux principales régions de diffusion) : rejeté ; sous-amendement n° 2380 de M. Alain Madelin (référence à des zones de diffusion) (p. 557) ; rapport Vedel ; importance des créations de journaux depuis quelques années ; équilibre entre la diffusion des journaux favorables à la majorité et celle des journaux favorables à l'opposition ; rejeté ;

sous-amendement n° 1992 de M. François d'Aubert (référence à des régions administratives) (p. 558) ; diffusion des principaux quotidiens régionaux ; rejeté ; sous-amendement n° 2398 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (de précision) ; diffusion parisienne des quotidiens régionaux ; sous-amendement n° 2398 : rejeté après partage égal des voix ; sous-amendement n° 1993 de M. François d'Aubert (quotidiens consacrant un tiers au moins de la surface rédactionnelle à l'information régionale et locale) ; contrôle de l'O. J. D. (p. 559) : rejeté ; sous-amendement n° 2381 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (de précision) ; vœu émis par la conférence des présidents en faveur de la défense des amendements par leurs auteurs, conformément à l'article 100, alinéa 7, du règlement ; correction de la signature des amendements : rejeté ; sous-amendement n° 2382 de M. Alain Madelin ; calcul de la période de référence : rejeté ; sous-amendement n° 1994 de M. François d'Aubert (précisant que les programmes de radio et de télévision ne font pas partie de la surface rédactionnelle) (p. 560) : rejeté ; sous-amendement n° 1263 de M. Alain Madelin (précisant qu'un quotidien d'information politique et générale ne peut être propriétaire d'une radio locale lorsque celle-ci est en situation de monopole pour l'information et l'animation locales) : rejeté ; sous-amendement n° 1264 de M. François d'Aubert (précisant qu'un quotidien régional ou national ne peut contrôler plus de trois radios locales) (p. 561) : rejeté ; sous-amendement n° 1265 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant qu'une même agence de publicité ne peut détenir plus de 15 p. 100 du marché des régies publicitaires des publications concernées par la présente loi) : rejeté ; amendements n° 1551 et n° 1593 : adoptés ; en conséquence, les amendements n° 591 de M. Pierre Bas, n° 324 de M. Alain Madelin, n° 332 de M. Jacques Toubon, n° 868 de M. Jean-Marie Caro, n° 1247 de M. François d'Aubert, n° 1964 de M. Jacques Toubon, n° 738 de M. Pierre Bas, n° 325 de M. Alain Madelin, n° 333 de M. Robert-André Vivien, n° 869 de M. Jean-Marie Caro, n° 326 de M. Alain Madelin, n° 1248 de M. François d'Aubert, n° 1249 de M. Charles Millon, n° 327 de M. Alain Madelin, n° 334 de M. Robert-André Vivien, n° 870 de M. Jean-Marie Caro, n° 739 de M. Pierre Bas, n° 1965 de M. Jacques Toubon, n° 335 de M. Jacques Toubon, n° 871 de M. Jean-Marie Caro, n° 1250 de M. Alain Madelin, n° 336 de M. Michel Péricard, n° 872 de M. Jean-Marie Caro, n° 1251 de M. Charles Millon, n° 740 de M. Pierre Bas, n° 1252 de M. Charles Millon, n° 873 de M. Jean-Marie Caro, n° 328 de M. Alain Madelin, n° 684 et n° 683 de M. Robert-André Vivien, n° 874 de M. Jean-Marie Caro, n° 1253 de M. Alain Madelin, n° 685 de M. Robert-André Vivien, n° 1254 de M. Alain Madelin, n° 1966 de M. Michel Péricard, n° 1967 de M. Jacques Baumel, n° 1968 de Michel Péricard, n° 337 de M. Jacques Toubon, n° 875, n° 876 et n° 877 de M. Jean-Marie Caro, n° 88 de M. François d'Aubert, n° 741 de M. Pierre Bas, n° 330 de M. Alain Madelin, n° 338 de M. Michel Péricard, n° 878 de M. Jean-Marie Caro, n° 339 de M. Jacques Baumel, n° 540 de M. Robert-André Vivien, n° 1256 de M. Alain Madelin, n° 341 de M. Jacques Toubon, n° 1257 de M. Charles Millon, n° 342 de M. Michel Péricard, n° 1873 de M. Jacques Brunhes, n° 1969 de M. Jacques Toubon, n° 1970 de M. Jacques Baumel et n° 592 de M. Pierre Bas : deviennent sans objet ; amendement n° 331 de M. Alain Madelin (non-application des dispositions de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix au refus de vente résultant de l'application des dispositions du présent article) ; amendement n° 329 de M. Alain Madelin (précisant que les groupes de presse possédant ou contrôlant jusqu'à trois publications quotidiennes dont la diffusion n'excède pas 15 p. 100 doivent veiller à ne pas augmenter leurs ventes) ; amendement n° 1261 de M. Alain Madelin (précisant que les publications quotidiennes ne doivent pas faire de publicité) ; amendement n° 1259 de M. Alain Madelin (dépassement du plafond de diffusion) (p. 562) ; amendement n° 1260 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1262 de M. Alain Madelin (précisant que les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux publications dont la diffusion en valeur relative a augmenté alors que la diffusion en valeur absolue reste constante) : rejetés ; amendement n° 1609 de M. Jean-Marie Caro (non-application des dispositions de la présente loi aux publications atteignant par croissance interne les seuils fixés par celle-ci) (p. 563) : rejeté ; amendement n° 1974 de M. Alain Madelin (non-application des dispositions du présent article en cas d'opération indispensable à la survie d'une entreprise de presse) ; introduction d'une clause de sauvegarde ; utilisation de ce motif par M. Robert Hersant lors de son audition par la commission des affaires culturelles (p. 564) ; groupes de presse étrangers : rejeté au scrutin public (p. 565) ; amendement n° 1975 de M. Alain Madelin (non-application des dispositions du présent article en cas d'opération ne portant pas atteinte au pluralisme) ; clause de sauvegarde ; *Courrier de l'Ain* ; attitude de l'opposition hostile au pluralisme et à la transparence (p. 570) ; « phantasmes » du Gouvernement ; sous-amendement n° 2531 de M. Jacques Toubon (référence à la presse quotidienne nationale) ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 1975 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 1976 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (non-application des dispositions du présent article en cas d'opération contribuant à l'amélioration des conditions de réalisation ou de distribution) ; sous-amendement n° 2532 de M. Jacques Toubon (référence à la rédaction, à la publication, à l'impression et à la gestion des entreprises de presse) ; contrôle des ententes et des positions dominantes (p. 571) ; nécessité d'améliorer les aides à la presse ; coût des améliorations techniques en matière de réalisation des journaux ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 1976 : rejeté au scrutin public ; pluralisme de la presse parisienne reconnu par le rapport Vedel et le conseil économique et social (p. 572) ; pluralisme de la presse nationale ; vote hostile des groupes de l'opposition sur cet article ;

— article 10, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Après l'article 10 : Amendement n° 343 de M. Alain Madelin (non application des dispositions de l'article 10 du présent projet de loi aux publications émanant d'un parti politique) ; modification de la rédaction de cet article par le Gouvernement (p. 573) ; problème de la presse communiste ; long débat auquel a donné lieu le problème des publications des partis politiques ; caractère dérisoire des propos tenus par M. Alain Madelin ; acharnement de la droite ; sous-amendement n° 2533 de M. Jacques Toubon (de précision) ; sous-amendement n° 2534 de M. Jacques Toubon (presse syndicale) (p. 574) ; sous-amendements : rejetés ; amendement n° 343 : rejeté au scrutin public ; amendements n° 344 n° 345, n° 346, n° 356 et n° 357 de M. Jean-Louis Masson : retirés ; amendement n° 1302 de M. Alain Madelin (précisant qu'une agence de publicité contrôlée par l'Etat ne peut être régisseur de la publicité d'une publication nationale quotidienne d'information politique et générale et d'une publication quotidienne régionale ou locale de même nature) ; agence Havas ; rachat du *Courrier de l'Ain* par le groupe Hersant ; nécessaire concurrence pour le rachat des titres (p. 575) : rejeté ; amendement n° 91 de M. François d'Aubert (même objet) : retiré ; amendements identiques n° 89 de M. François d'Aubert, n° 1267 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert et n° 1996 de M. Jacques Toubon soutenu par M. François d'Aubert (précisant qu'une agence de publicité où l'Etat est majoritaire ne peut être régisseur de la publicité de plus d'un quotidien régional ou local) : rejetés ; amendements identiques n° 90 de M. François d'Aubert et n° 1997 de M. Jacques Toubon (même objet) : régie publicitaire de la presse quotidienne régionale (p. 576) : rejetés ; amendement n° 1266 de M. Alain Madelin (même objet) : rejeté ; amendement n° 1971 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Baumel (précisant qu'une même personne ne peut détenir de participation majoritaire dans le capital de plus d'une société de radiodiffusion sonore ou de télévision à vocation nationale ou internationale) ; problème de la communication télévisée et radiodiffusée ; monopole gouvernemental sur la télévision et la radio ; rôle de la Haute Autorité (p. 577) ; statut de l'audiovisuel : rejeté ; amendement n° 1995 de M. Jacques Baumel (même objet) : rejeté ; amendement n° 1296 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (contrôle de concentration) : rejeté.

Article 11 (*limitation de la concentration de la presse quotidienne régionale ou locale d'information politique et générale*) : nécessité de permettre au lecteur de choisir ses journaux ; remaniement de cet article par le Gouvernement afin qu'il frappe la presse Hersant et qu'il épargne la presse communiste ; risque d'inconstitutionnalité (p. 578) ; risque de provoquer la disparition de certains titres ; volonté de la majorité de reprendre politiquement le *Dauphiné Libéré* ; volonté de viser le groupe Hersant à travers cet article ; critères déterminant le caractère régional ou local de la presse ; importance de la place laissée aux informations locales dans cette presse ; opinion de M. Serge July sur cet article (p. 579) ; absence de pluralisme dans le secteur de l'audiovisuel ; manœuvre d'asphyxie menée contre le groupe Hersant ; caractère partial avec lequel la télévision nationale a rendu compte de l'inauguration du vélodrome de Bercy ; désinformation ; attitude de M. Robert-André Vivien pendant les séances publiques (p. 580) ; censure prononcée à l'égard de trois députés de l'opposition ; attitude de M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles ; système des quotas mis en place par le présent projet de loi (p. 581) ; inconstitutionnalité de cet article ; mise en cause de M. Louis Mermaz par M. Robert-André Vivien ; modification de cet article par la commission des affaires culturelles (p. 582) ; exemple du journal *Ouest-France* ; rappels au règlement de MM. Alain Madelin et Robert-André Vivien (p. 583) ; amendements identiques n° 11 de M. Alain Madelin, n° 108 de M. Robert-André Vivien, n° 593 de M. Pierre Bas soutenu par M. Jacques Toubon, n° 879 de M. Jean-Marie Caro soutenu

par M. Pascal Clément et n° 1268 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) ; situation de la presse régionale ; respect des lois de la concurrence ; caractère arbitraire de cet article ; définition de la notion de journal régional (p. 584) ; différence de traitement injustifiée entre la presse régionale et la presse nationale ; contradiction entre cet article et la défense du pluralisme ; risque de voir disparaître les titres régionaux du groupe Hersant ; inconstitutionnalité éventuelle de cet article (p. 585) : rejetés ; amendements identiques n° 1552 de la commission et n° 1594 de la commission des lois (propriété et contrôle d'un quotidien régional, départemental ou local, période de référence pour le calcul du plafond) ; calcul de la diffusion des journaux ; prise en compte des exemplaires diffusés à l'étranger (p. 586) ; volonté du Gouvernement de démanteler les journaux qui ne lui sont pas favorables ; sous-amendements identiques n° 2401 de M. Jacques Baumel à l'amendement n° 1552 de la commission et sous-amendement n° 2402 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du premier alinéa de cet amendement) ; discrimination entre les quotidiens nationaux et les quotidiens régionaux ; volonté de la majorité de mener une politique interventionniste dans le domaine de la presse (p. 587) : rejetés ; sous-amendements identiques n° 2403 de M. Michel Péricard soutenu par M. Jacques Toubon et n° 2404 de M. Alain Madelin (modifiant la rédaction des deux premiers alinéas de cet amendement) ; diffusion par les stations régionales de F. R. 3 du point de vue du Gouvernement ; problème des journaux en situation financière difficile (p. 588) ; existence de la presse comme contre-pouvoir face à l'audiovisuel d'Etat ; rejetés ; sous-amendement n° 2405 de M. Alain Madelin (conditions dans lesquelles une personne peut posséder ou contrôler plus d'un quotidien régional ou local) ; importance de la *Soc presse* : rejeté ; sous-amendement n° 2406 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 589) : rejeté ; sous-amendement n° 2407 de M. Jacques Toubon (référence à un groupe de presse au début du premier alinéa de cet amendement) ; Canal Plus : rejeté (p. 590) ; amendement n° 1552 de la commission (limitation de la possession ou du contrôle de plus d'un quotidien régional départemental ou local) ; sous-amendement n° 2408 de M. Alain Madelin (référence à une personne physique) (p. 598) : rejeté au scrutin public ; rappel au règlement de M. Alain Madelin ; rappel au règlement de M. Jean-Jacques Queyranne (p. 599) ; sous-amendement n° 2409 de M. Jean-Marie Caro (supprimant la référence au contrôle) : rejeté ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 600) ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; sous-amendement n° 2410 de M. Alain Madelin (référence au contrôle par quelque moyen que ce soit) : rejeté ; sous-amendement n° 2411 de M. Jean-Marie Caro (supprimant la référence au caractère régional, départemental ou local du quotidien) ; sous-amendement n° 2412 de M. Pierre Bas (supprimant la référence au caractère local de la publication) ; volonté de mettre sur un pied d'égalité tous les quotidiens : rejetés ; sous-amendement n° 2414 de M. Jean-Marie Caro (supprimant la fin du premier alinéa de cet amendement après les mots « ou local ») : rejeté ; sous-amendement n° 2413 de M. Roland Nungesser (extension de l'amendement aux chaînes de radio-diffusion ou de télévision) (p. 601) ; désinformation des Français au sujet des événements survenus dans l'hémicycle ; saisine de la Haute autorité de la communication audiovisuelle par M. Jacques Toubon : rejeté ; sous-amendement n° 2415 de M. Pierre Bas (substituant au pourcentage 15 p. 100 le pourcentage 20 p. 100) ; sous-amendement n° 2416 de M. Alain Madelin (substituant au pourcentage 15 p. 100 le pourcentage 20 p. 100) ; hostilité à tout système de seuil : rejetés ; sous-amendement n° 2539 de M. Jacques Toubon (supprimant la référence au caractère régional, départemental ou local de la publication) ; rôle passif du Conseil constitutionnel (p. 602) ; principe d'égalité devant la loi : rejeté ; sous-amendement n° 2535 du Gouvernement (supprimant les mots « sur le territoire national ») ; sous-amendement n° 2536 de M. Jacques Toubon (même objet) ; sous-amendement n° 2537 de M. Alain Madelin (même objet) ; volonté d'entreprendre les efforts nécessaires pour diffuser la presse française à l'étranger ; fonds d'expansion de la presse française (p. 603) ; cas de *L'Humanité* : rejetés ; sous-amendement n° 2540 de M. Jacques Toubon (exclusion des journaux *La Dépêche du Midi* et *Le Provençal*) : rejeté ; sous-amendement n° 2417 de M. Roland Nungesser (référence à un taux d'écoute sur les chaînes de radio et de télévision) : non soutenu ; sous-amendement n° 2418 de M. Robert-André Vivien (mode de calcul du taux de diffusion) (p. 604) ; sous-amendement n° 2419 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; sous-amendement n° 2420 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; sous-amendement n° 2421 de M. Pierre Bas (même objet) ; enquête du S.J.T.I. ; sous-amendement n°s 2418, 2419, 2420 : rejetés (p. 605) ; sous-amendement n° 2421 : rejeté ; sous-amendement n° 2422 de M. Jacques Baumel (statut de l'entreprise multimédia) ; sous-amendement n° 2423 de M. Jacques Toubon (fixation par la loi de limites pour les autres moyens d'information) : rejetés ; sous-amendement n° 2424 de M. Alain Madelin (inapplication de l'amendement de la commission aux partis politiques) : rejeté ; sous-amendement n° 2001 de M. François d'Aubert (possibilité de dépasser le seuil prévu par une croissance interne de la diffusion des publications) (p. 606) : rejeté ; sous-amendement n° 2425 de M. Robert-André Vivien (supprimant le second alinéa de cet amendement) ; problème de la création d'une publication (n° 607) ; caractère anti-trust de la loi (p. 608) : rejeté ; sous-amendement n° 2426 de M. Jean-Marie Caro (substituant au pourcentage 15 p. 100 le pourcentage 20 p. 100) : devenu sans objet ; sous-amendement n° 2002 de M. François d'Aubert (référence au tirage du numéro le plus élevé au cours de l'année précédant l'opération) : rejeté ; amendement n° 1552 : rejeté ; amendement n° 1594 de la commission des lois : satisfait ; amendements n° 353 de M. Jacques Baumel, 880 de M. Jean-Marie Caro, 686 de M. Michel Péricard, 1269 de M. Alain Madelin, 348 de M. Alain Madelin, 1998 de M. Jacques Toubon, 1999 de M. Jacques Baumel, 2000 de M. Jacques Toubon, 349 de M. Alain Madelin, 881 de M. Jean-Marie Caro, 350 de M. Alain Madelin, 882 de M. Jean-Marie Caro, 742 de M. Pierre Bas, 687 de M. Roland Nungesser, 883 de M. Jean-Marie Caro, 1270 et 1271 de M. Charles Millon, 743 de M. Pierre Bas, 578 de M. Pascal Clément, 884 de M. Jean-Marie Caro, 688 de M. Roland Nungesser, 689 et 690 de M. Robert-André Vivien, 744 de M. Pierre Bas, 354 de M. Robert-André Vivien et 885 de M. Jean-Marie Caro, 886, 888, 887 de M. Jean-Marie Caro, 691 de M. Robert-André Vivien, 1272 de M. François d'Aubert : devenus sans objet ; amendement n° 352 de M. Alain Madelin (inapplication de l'article 37 1° *a* de l'ordonnance de 1945 relative aux prix) : rejeté ; amendement n° 351 de M. Alain Madelin (obligation pour les groupes de presse possédant jusqu'à 15 p. 100 de la diffusion de veiller à ne pas augmenter leur vente) : retiré ; amendement n° 347 de M. Alain Madelin (interdiction pour les publications quotidiennes de se livrer à toutes formes de publicité risquant de porter le total de leur diffusion au-delà de la part autorisée) : retiré ; ses amendements n°s 1274 et 1275 : retirés ; amendement n° 2003 de M. Alain Madelin (inapplication des dispositions du présent article si l'opération est indispensable à la survie d'une entreprise de presse) (p. 609) ; nécessité de réserver un sort particulier aux entreprises se trouvant dans une situation économique difficile : rejeté ; amendement n° 2004 de M. Alain Madelin (inapplication des dispositions de cet article si l'opération ne porte pas atteinte au pluralisme) : rejeté ; amendement n° 2005 de M. Alain Madelin (inapplication des dispositions du présent article si l'opération contribue à l'amélioration des conditions de réalisation de distribution) ; règles différentes pour la presse nationale et la presse régionale ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 355 de M. Alain Madelin (inapplication des dispositions de l'article 11 aux partis politiques) (p. 610) : rejeté.

Article 12 (*impossibilité pour une même personne de posséder ou de contrôler à la fois une publication nationale, quotidienne, d'information politique et générale, et une publication quotidienne régionale ou locale de même nature*) : règlement de comptes ; protection de la presse communiste ; démantèlement du groupe de presse de l'opposition ; cas de *France-Soir* (p. 611) ; groupe Hersant ; groupe Floirat-Hachette ; groupe du parti communiste (p. 612) ; problème des seuils ; incohérence dans la rédaction des articles de ce projet ; volonté de démantèlement du principal groupe de la presse d'opposition ; amendement n° 12 de M. Alain Madelin ; amendement n° 109 de M. Robert-André Vivien ; amendement n° 594 de M. Pierre Bas ; amendement n° 889 de M. Jean-Marie Caro (p. 613) (de suppression) ; différence de traitement entre les quotidiens régionaux et nationaux : rejetés (p. 614) ; amendement n° 2006 de M. Robert-André Vivien (réglementant les conditions de cumul de publications nationales et régionales) ; égalité de traitement entre les moyens de communication audiovisuels et la presse écrite ; groupes de presse (p. 618) ; création de sociétés régionales et de stations locales de radiodiffusion ; loi sur l'audiovisuel : rejeté ; amendement n° 2015 de M. François d'Aubert (autorisation des chaînes de journaux) ; cas de *Libération* ; amendement n° 2016 de M. François d'Aubert (possibilité pour une même personne de posséder ou de contrôler plusieurs quotidiens régionaux) ; amendement n° 2017 de M. François d'Aubert (même objet) (p. 619) ; amendement n° 2020 de M. François d'Aubert (même objet) ; compléments régionaux ; absence de pluralisme dans certaines régions ; groupe *Sud-Ouest* ; caractère politique de la commission pour la transparence et le pluralisme ; séparation entre le marché national et le marché régional (p. 620) ; rapport Vedel sur les problèmes de concentration ; chaînes de journaux ; propos de M. Serge July dans le journal

Libération ; amendements n° 2015 et n° 2016 : rejetés ; possibilité pour le président de séance d'intervenir au cours du vote ; rappel au règlement de M. Alain Madelin ; amendements n°s 2017 et 2020 : rejetés (p. 621) ; amendement n° 2018 de M. François d'Aubert (possibilité pour une même personne de posséder ou de contrôler plusieurs quotidiens régionaux) ; amendement n° 692 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; différence entre les publications quotidiennes nationales et régionales ; problème des seuils : rejetés ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; amendement n° 2019 de M. François d'Aubert (possibilité pour une personne possédant plusieurs quotidiens régionaux d'acquérir ou de prendre le contrôle d'un autre quotidien) ; référence au Newspaper Preservation Act (p. 622) ; lutte contre la concentration ; opération de « survie » : rejeté ; amendement n° 1553 de la commission (règlementant les conditions de possession ou de contrôle de plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux) ; amendement n° 1695 de la commission des lois (même objet) (p. 623) ; principe « un homme, un titre » ; nécessité de la transparence ; distinction entre presse nationale et régionale (p. 624) ; cas du *Figaro* et de *France-Soir* ; caractère arbitraire du seuil de 10 p. 100 (p. 625) ; rapport Vedel sur les chaînes de journaux ; sous-amendement n° 2427 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 1559 de la commission (interdiction de lire plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux) ; contribution du groupe Hersant au pluralisme de la presse ; retiré (p. 626) ; sous-amendement n° 2427 repris par M. Emmanuel Hamel : rejeté ; sous-amendement n° 2428 de M. Alain Madelin (limitant la possession ou le contrôle de plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux) ; possibilité de choisir entre des titres n'appartenant pas à un seul groupe : rejeté ; sous-amendement n° 2429 de M. Jacques Toubon (référence aux groupes de presse) (p. 627) : rejeté ; sous-amendement n° 2430 de M. Alain Madelin (référence à une personne physique) ; respect du consommateur ; nécessité des groupes de presse : rejeté ; sous-amendement n° 2431 de M. Robert-André Vivien (référence à une personne de droit privé ou de droit public) ; Agence Havas (p. 628) : rejeté ; sous-amendement n° 2432 de M. Michel Péricard (supprimant la référence au contrôle) ; sous-amendement n° 2433 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; presse de « pègreleux » ; équilibrage du groupe Hersant ; tirage et diffusion dans la presse étrangère (p. 629) ; progression interne des journaux ; sous-amendements n°s 2432 et 2433 : rejetés ; sous-amendement n° 2021 de M. François d'Aubert (supprimant la référence aux quotidiens locaux) ; groupe Hersant et groupe Murdoch ; rachat de titres en difficulté ; fraude en matière de concentration (p. 630) ; rejeté ; sous-amendement n° 2434 de M. Alain Madelin (supprimant la référence à l'information politique et générale) : rejeté ; sous-amendement n° 2436 de M. Alain Madelin (supprimant la référence à l'information générale) ; violation de la loi sur la concurrence de 1977 ; rejeté ; sous-amendement n° 2435 de M. Roland Nungesser (référence à une publication hebdomadaire ou mensuelle) : non soutenu ; sous-amendement n° 2022 de M. François d'Aubert (supprimant les mots « dans la limite de trois ») ; problème du quotidien national absorbant des quotidiens régionaux ; cas de *Ouest-France* ; rejeté ; sous-amendement n° 2437 de M. Alain Madelin (supprimant la fin du premier alinéa et les quatre derniers alinéas de l'amendement de la commission) : non soutenu ; sous-amendement n° 2438 de M. Alain Madelin (référence aux quotidiens régionaux d'information politique et régionale) : non soutenu ; sous-amendement n° 2023 de M. François d'Aubert (supprimant la fin de l'amendement de la commission après les mots « plusieurs quotidiens nationaux de même nature ») ; refus du cumul des limitations (p. 631) ; difficultés d'application des seuils ; rejeté ; sous-amendement n° 2439 de M. Alain Madelin (référence au pluralisme) ; sous-amendement n° 2440 de M. Jacques Baumel (même objet) : non soutenus ; sous-amendement n° 2024 de M. François d'Aubert (référence au tirage) ; problème de la diffusion de *l'Humanité* ; policiers de la presse ; rejeté ; sous-amendement n° 2514 de M. Jacques Baumel (substituant au pourcentage 10 p. 100 le pourcentage 40 p. 100) ; sous-amendement n° 2025 de M. François d'Aubert (substituant au pourcentage 10 p. 100 le pourcentage 15 p. 100) ; sous-amendement n° 2515 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; sous-amendement n° 2514 : non soutenu (p. 632) ; problème de l'application des seuils ; rejetés ; sous-amendement n° 2538 du Gouvernement (supprimant la référence au territoire national) ; sous-amendement n° 2542 de M. Alain Madelin (même objet) ; problème de la zone de diffusion ; cas de *France-Soir* et de *l'Humanité* ; adoptés ; sous-amendement n° 2516 de M. Jacques Baumel (substituant au pourcentage 10 p. 100 le pourcentage 40 p. 100) ; sous-amendement n° 2026 de M. François d'Aubert (substituant au pourcentage 10 p. 100 le pourcentage 15 p. 100) ; sous-amendement n° 2517 de M. Robert-André Vivien (même objet) (p. 633) ; groupe Hersant ; presse de province ; rejetés ; sous-amendement n° 2027 de M. François d'Aubert (supprimant l'avant-dernier alinéa de l'amendement de la commission) ; calcul de la période de référence ; enquête du S. J. T. I. ; rejeté ; sous-amendement n° 2028 de M. François d'Aubert (possibilité de dépasser les seuils fixés par la croissance interne de la diffusion des titres) (p. 634) ; sous-amendement n° 2441 de M. Alain Madelin (même objet) ; rejetés ; sous-amendement n° 2029 de M. François d'Aubert (référence à la disparition d'un titre) ; clause de sauvegarde ; rejeté ; sous-amendement n° 2030 de M. François d'Aubert (inapplication de cet article aux publications possédées ou contrôlées par des syndicats) (p. 635) ; rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 2031 de M. François d'Aubert (même objet) ; rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 2442 de M. Michel Péricard (extension de ces dispositions aux autres moyens d'information) : rejeté ; sous-amendement n° 2443 de M. Jacques Toubon (statut de l'entreprise multi-média) : rejeté ; sous-amendement n° 2032 de M. François d'Aubert (détermination du niveau des seuils de diffusion) (p. 636) ; rejeté ; sous-amendement n° 2033 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une même personne de posséder ou contrôler une station de radio à audience nationale et plus de trois stations de radio locale) : rejeté ; sous-amendement n° 2034 de M. François d'Aubert (possibilité pour une même personne d'être régisseur publicitaire de plusieurs quotidiens régionaux, départementaux ou locaux) : rejetés ; amendement n° 1553, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 1595 : satisfait ; amendements n°s 2007 de M. Jacques Toubon, 358 de M. Alain Madelin, 574 de M. Pascal Clément, 2008 de M. Robert-André Vivien, 2009 de M. Jacques Baumel, 693 de M. Michel Péricard, 745 de M. Pierre Bas, 890 de M. Jean-Marie Caro, 360 de M. Alain Madelin, 2010 de M. Jacques Baumel, 359 de M. Alain Madelin, 695 de M. Roland Nungesser, 2011 de M. Michel Péricard, 2012 de M. Jacques Toubon : devenus sans objet ; amendement n° 2035 de M. Alain Madelin (survie d'une entreprise de presse) ; amendement n° 2036 de M. Alain Madelin (inapplication des dispositions du présent article lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte au pluralisme) ; amendement n° 2037 de M. Alain Madelin (inapplication des dispositions de cet article si l'opération envisagée contribue à l'amélioration des conditions de réalisation et de distribution) : rejetés ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 361 de M. Alain Madelin (inapplication de l'article 12 aux quotidiens émanant de partis politiques) ; amendement n° 575 de M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 2013 de M. Jacques Toubon (même objet) ; (p. 637) ; rejetés ; amendement n° 2014 de M. Robert-André Vivien (réglementant les conditions de détention par une même personne de participations majoritaires dans le capital de plusieurs sociétés de radiodiffusion ou de télévision) : rejeté ;

Article 13 : (*obligation pour une publication quotidienne d'avoir sa propre équipe rédactionnelle*) ; cas de *L'Aurore* ; rupture du principe d'égalité ; définition du journalisme professionnel (p. 638) ; sociétés de rédacteurs ; notion de journaliste professionnel ; problème de la création de titres par des journalistes non professionnels (p. 639) ; amendements n°s 13, 891 et 1305 : retirés ; amendement n° 110 de M. Robert-André Vivien (de suppression) ; amendement n° 595 de M. Pierre Bas (même objet) : retirés ; responsabilité de la rédaction ; absence de définition de l'équipe rédactionnelle ; définition du journaliste professionnel ; coût du maintien d'une équipe rédactionnelle (p. 640) ; sociétés de rédacteurs ; engrenage d'un statut de la presse (p. 641) ; amendement n° 2038 de M. Alain Madelin (obligation pour toute publication quotidienne de comporter sa propre imprimerie) ; C.G.T. du livre ; absence de dispositions concernant l'audiovisuel ; Canal Plus ; retiré ; amendement n° 697 de M. Robert-André Vivien (obligation pour chaque publication de comporter son propre rédacteur en chef) ; amendement n° 892 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; amendement n° 697 : retiré ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 646) ; amendement n° 892 : rejeté ; amendement n° 362 de M. Alain Madelin (obligation pour toute publication quotidienne de comporter sa propre rédaction) ; amendement n° 364 de M. Michel Péricard (même objet) ; définition et rôle de l'équipe rédactionnelle (p. 647) ; loi de 1935 relative au statut des journalistes ; définition du journaliste professionnel ; problème de la responsabilité collective des journalistes (p. 648) ; rejetés ; amendement n° 576 de M. Pascal Clément (obligation pour toute publication quotidienne de comporter une rédaction composée de journalistes professionnels) ; amendement n° 1554 de la commission (nécessité d'une équipe rédactionnelle garantissant l'autonomie de conception de la publication) ; sous-amendement n° 2541 de M. Roger Peyrefitte (protection des sources des journalistes professionnels) ; sous-amendement n° 2543 de M. Jean-Jack Queyranne (donnant aux publications quotidiennes un délai d'un an pour se mettre en conformité avec les dispositions du présent article) ; sociétés de rédacteurs ; définition du journaliste professionnel (p. 649) ; nature juridique de

l'équipe rédactionnelle ; amendement n° 576 : rejeté ; secret professionnel des journalistes (p. 650) ; sous-amendement n° 2541 : rejeté ; sous-amendement n° 2543 : adopté ; amendement n° 1554, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 363 de M. Jacques Toubon (définition de l'équipe rédactionnelle) ; amendement n° 698 de M. Jacques Toubon (même objet) (p. 651) ; amendement n° 1306 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 698 : retiré ; définition juridique de l'équipe rédactionnelle ; obtention de la carte de journaliste ; amendements n° 363 et n° 1306 : rejetés (p. 652) ;

— article 13, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 14 (*contrôle exercé par la commission pour la transparence et le pluralisme sur l'acquisition de la propriété ou du contrôle d'une entreprise de presse*) : caractère inconstitutionnel de cet article (p. 653) ; système d'autorisation préalable ; décision du Conseil constitutionnel du 16 juillet 1971 relative aux associations (p. 654) ; incompatibilité de cet article avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme ; décision du Conseil constitutionnel du 16 juillet 1971 relative aux associations (p. 655) ; problème de la constitutionnalité de cet article ; droits de la défense ; régime de la déclaration préalable (p. 656) ; utilisation de la technique de la suspension de séance ; liberté d'édition d'une publication ; limite de l'extension des concentrations d'entreprises de presse ; sanction du défaut de déclaration des opérations de concentration (p. 657) ; procédure de mise en demeure ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; dépôt par le Gouvernement de sous-amendements modifiant l'architecture du texte (p. 658) ; amendement n° 14 de M. Alain Madelin (de suppression) ; amendement n° 111 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 746 de M. Pierre Bas (même objet) ; procédure d'autorisation préalable (p. 659-660) ; rappel au règlement de M. Jean-Marie Caro ; « court-circuitage » des droits des commissions (p. 661) ; possibilité pour le Gouvernement de disposer à tout moment de son droit d'amendement ; rejetés (p. 662) ; amendement n° 1307 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (incompatibilité de tout régime d'autorisation préalable avec la liberté de la communication et la liberté de la presse) ; sous-amendement n° 2549 de M. Alain Madelin (interdiction de tout régime imposant une déclaration à la commission instituée par l'article 15 du présent projet) ; sous-amendement n° 2550 de M. Alain Madelin (interdiction de tout régime imposant une déclaration préalable à la commission instituée par l'article 15 du présent projet) ; sous-amendement n° 2551 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 2552 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 668) ; mise en place d'un régime de police ; volonté de l'opposition de supprimer la référence à la déclaration préalable en matière de concentration d'entreprises de presse (p. 669) ; sous-amendements : rejetés ; amendement n° 1307 : rejeté ; amendement n° 2059 de M. Alain Madelin (précisant que toute personne qui acquiert une entreprise de presse doit, dans un délai de trois mois, notifier cette opération à la commission de la concurrence prévue par la loi du 19 juillet 1977) ; sous-amendement n° 2546 de M. Jacques Toubon (personne projetant d'acquérir une entreprise de presse) ; sous-amendement n° 2553 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (possibilité de faire une déclaration à la commission instituée par l'article 15 de la présente loi) ; volonté de faire entrer les entreprises de presse dans le droit commun des entreprises ; contrôle de la commission de la concurrence instituée par la loi du 19 juillet 1977 ; sous-amendements : rejetés ; amendement n° 2059 : rejeté ; amendement n° 1308 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que toute personne acquérant une entreprise de presse doit, dans un délai de trois mois, notifier cette opération à la commission de la concurrence prévue par la loi de 1977) (p. 670) ; rejeté ; amendement n° 1309 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (cas dans lequel la notification à la commission de la concurrence n'a pas eu lieu) : rejeté ; amendement n° 1310 de M. Charles Millon (autorisation de la commission) : non soutenu ; amendements identiques n° 1555 de la commission et n° 1596 de la commission des lois (modalités du contrôle exercé par la commission pour la transparence et le pluralisme sur l'acquisition de la propriété ou du contrôle d'une entreprise de presse) ; imprécision de la rédaction initiale de cet article ; renforcement de l'obligation de déclaration préalable ; examen des conditions d'opération par la commission pour la transparence dans un délai de trois mois ; existence de dispositions identiques en matière de transfert de propriétés immobilières ; introduction du flou et de l'hypocrisie dans le texte du Gouvernement ; mise en place d'un système d'autorisation préalable (p. 671) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin ; sous-amendements identiques n° 2447 de M .Alain Madelin et n° 2484 de M. Jacques Toubon (suppression du premier alinéa de cet amendement) ; mise en place d'un système apparent de déclaration ; mise en place d'un régime de police (p. 672) ; rejetés ; sous-amendement n° 2555 de M. Alain Madelin (mise en place d'un régime de déclaration) ; sous-amendement n° 2556 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 2557 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 2558 de M. Jean-Marie Caro (suppression de la référence faite au contrôle) ; sous-amendement n° 2559 de M. Alain Madelin (personne acquérant la propriété ou le contrôle d'une entreprise de presse « par quelque moyen que ce soit ») ; sous-amendement n° 2548 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; sous-amendement n° 2560 de M. Alain Madelin (référence à l'acquisition d'un quotidien d'information politique et générale) ; sous-amendement n° 2554 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; sous-amendement n° 2547 de M. Jacques Toubon (de précision) ; sous-amendement n° 2561 de M. Alain Madelin (référence à une demande d'autorisation préalable) ; sous-amendement n° 2562 de M. Alain Madelin (modalités de la déclaration) ; sous-amendement n° 2544 du Gouvernement (précisant que toute personne qui cède ou acquiert la propriété ou le contrôle d'une entreprise de presse existante doit, avant que l'opération soit réalisée, en faire la déclaration à la commission instituée par l'article 15 de la présente loi) (p. 673) ; nature juridique de la commission prévue par l'article 15 du présent projet de loi ; sous-amendement n° 2559 : retiré (p. 674) ; exclusion des hebdomadaires et des mensuels du champ d'application du présent article ; sous-amendement n° 2547 : retiré ; mise en place d'un régime d'autorisation préalable (p. 675) ; sanctions pénales en cas de défaut de déclaration ; suppression de la sanction de nullité (p. 676) ; mise en place d'un système de déclaration préalable non contraire au principe de liberté défini par les lois de la République ; exemple des principes retenus pour le droit des associations (p. 677) ; sous-amendements n° 2555, n° 2556, n° 2557, n° 2558 : rejetés ; sous-amendement n° 2548 : rejeté au scrutin public ; sous-amendements n° 2560, n° 2554, n° 2561, n° 2562 : rejetés ; sous-amendement n° 2544 : adopté ; en conséquence, les sous-amendements n° 2067 et n° 2068 de M. François d'Aubert, n° 2448 de M. Alain Madelin, n° 2485 de M. Jacques Toubon, n° 2449 de M. Alain Madelin, n° 2486 de M. Robert-André Vivien, n° 2450 de M. Alain Madelin, n° 2451 de M. Jean-Marie Caro, n° 2487 de M. Robert-André Vivien, n° 2488 de M. Jacques Toubon, n° 2452 et n° 2453 de M. Alain Madelin, n° 2489 de M. Jacques Toubon, n° 2454 de M. Alain Madelin, n° 2069 de M. François d'Aubert, n° 2490 de M. Jacques Toubon, n° 2070, n° 2071 et n° 2072 de M. François d'Aubert, n° 2455 de M. Alain Madelin, n° 2073 et n° 2074 de M. François d'Aubert, n° 2456 de M. Alain Madelin, n° 2075 de M. François d'Aubert et n° 2491 de M. Michel Péricard : deviennent sans objet ; sous-amendement n° 2457 de M. Alain Madelin (précisant qu'il sera donné un récépissé par analogie avec la loi de 1881) (p. 678) ; rejeté ; sous-amendement n° 2076 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant qu'on entend par acquisition ou prise de contrôle un acte juridique ou un contrat) : rejeté ; sous-amendement n° 2458 de M. Alain Madelin (précisant que les dispositions du premier alinéa de cet amendement ne s'appliquent pas aux entreprises de presse procédant d'un parti politique) : rejeté ; sous-amendement n° 2459 de M. Alain Madelin (de précision) : retiré ; sous-amendements identiques n° 2077 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin, n° 2460 de M. Alain Madelin, n° 2492 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (suppression du second alinéa de cet amendement) ; suspension des opérations considérées comme litigieuses par la commission pour la transparence (p. 679) ; rejetés ; sous-amendement n° 2493 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (saisine de l'autorité judiciaire par la commission pour la transparence) : rejeté ; sous-amendement n° 2461 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que la commission peut, avant l'expiration d'un délai de trois mois, autoriser l'opération) : rejeté ; sous-amendement n° 2078 de M. François d'Aubert (précisant que la commission peut proposer au ministre compétent toute mesure propre à assurer le respect des dispositions des articles 10 à 13 du présent projet de loi (p. 680) : rejeté ; sous-amendement n° 2079 de M. François d'Aubert (avis émis par la commission pour la transparence dans un délai de trois mois) : rejeté ; sous-amendement n° 2462 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; sous-amendement n° 2464 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à un délai d'un an) ; sous-amendements identiques n° 2465 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert et n° 2494 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (référence à un délai d'un mois) ; sous-amendement n° 2080 de M. François d'Aubert (référence à un délai d'une semaine) (p. 681) ; nécessité de raccourcir le délai pour éviter au journal de perdre des sommes d'argent trop importantes ; sous-amendement n° 2464 : retiré ; sous-amendements n° 2465 et n° 2494 : rejetés ; sous-amendement n° 2080 : retiré ; sous-amendement n° 2466 de M. Alain Madelin

soutenu par M. François d'Aubert (de conséquence) (p. 682) : rejeté ; sous-amendement n° 2566 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean Combasteil (motivation obligatoire des décisions de la commission pour la transparence) : retiré ; sous-amendement n° 2495 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (contrôle *a posteriori*) : rejeté ; sous-amendement n° 2081 de M. François d'Aubert (référence à une accentuation de la concentration) ; sous-amendement n° 2467 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) (p. 683) : rejetés ; sous-amendement n° 2082 de M. François d'Aubert (de précision) : rejeté ; sous-amendement n° 2468 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; sous-amendement n° 2469 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que la commission pour la transparence entendra les personnes intéressées en séance publique) ; respect des droits de la défense ; rejeté (p. 684) ; sous-amendement n° 2470 de M. Alain Madelin (référence à des personnes physiques dans la première phrase du second alinéa de cet amendement) : rejeté ; sous-amendement n° 2471 de M. Alain Madelin (audition des personnes intéressées ou de leurs conseils) ; inconstitutionnalité éventuelle de cet article (p. 688) ; rejeté ; sous-amendement n° 2472 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Alain Madelin (possibilité pour la commission de la transparence de saisir le ministère public en cas d'interdiction de l'opération ou de recommander aux intéressés de prendre les mesures appropriées) ; sous-amendement n° 2565 de M. Jacques Toubon (précisant que la commission avertit les personnes intéressées de l'autorisation accordée à l'opération ou du refus qui lui est opposé) ; sous-amendement n° 2564 de M. Alain Madelin (précisant que la commission avertit les personnes intéressées de l'autorisation ou du refus) ; sous-amendement n° 2563 de M. Jean-Marie Caro (précisant que la commission avertit les personnes intéressées) ; sous-amendement n° 2545 du Gouvernement (précisant que la commission avertit les personnes intéressées de sa décision, et qu'en cas de maintien de l'opération, il est fait application des articles 18 et 19 de la présente loi) ; contenu de l'avertissement transmis par la commission de la transparence aux intéressés (p. 689) ; problème de la compétence de la juridiction judiciaire en matière de défense des libertés fondamentales ; compétence du Conseil d'Etat pour connaître des décisions de la commission pour la transparence ; absence de mise en place d'un dispositif d'autorisation préalable ; (p. 690) ; mise en place d'une procédure de dialogue entre l'entreprise de presse et la commission pour la transparence ; possibilité pour l'entreprise de presse de réaliser une opération de vente ou d'achat, même lorsque la commission est saisie ; absence de mise en place d'un dispositif d'autorisation préalable (p. 691) ; sous-amendements n° 2472, n° 2565, n° 2564 et n° 2563 : rejetés ; mise en place par le sous-amendement n° 2545 du Gouvernement d'un régime d'autorisation préalable ; sous-amendement n° 2545 : adopté au scrutin public ; en conséquence, les sous-amendements n° 2083 de M. François d'Aubert, n° 2496 de M. Robert-André Vivien, n° 2473, n° 2474, n° 2475, n° 2477 de M. Alain Madelin, n° 2084, n° 2085 et n° 2086 de M. François d'Aubert, n° 2498 de M. Jacques Toubon, n° 2478 de M. Jean-Marie Caro : deviennent sans objet ; sous-amendement n° 2567 de M. Jacques Toubon (précisant que la commission prévue à l'article 15 délivre un récépissé) (p. 692) ; rejeté ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; sous-amendements n° 2479 et n° 2480 de M. Alain Madelin (expiration d'un délai de trois mois) ; sous-amendement n° 2480 : retiré ; sous-amendement n° 2479 : rejeté ; sous-amendement n° 2499 de M. Michel Péricard soutenu par M. Emmanuel Aubert (impossibilité de proroger le délai prévu par cet amendement) : rejeté ; sous-amendement n° 2481 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Marie Caro (prise en compte par la commission de la transparence des éventuels licenciements auxquels doit procéder l'entreprise de presse) ; sous-amendement n° 2502 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Robert-André Vivien (même objet) (p. 693) ; rapport Vedel ; problème des entreprises de presse ayant des difficultés financières ; exemple du *Courrier de l'Ain* et du *Monde* : rejetés ; sous-amendement n° 2482 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Marie Caro (précisant que si une entreprise de presse faisant l'objet de l'opération d'acquisition disparaît ou procède à des licenciements, le président de la commission pour la transparence en répond personnellement devant la juridiction civile et éventuellement pénale) ; sous-amendement n° 2501 de M. Robert-André Vivien (même objet) (p. 694) ; attitude des députés de la majorité : rejetés ; sous-amendement n° 2503 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Emmanuel Aubert (précisant que les décisions de la commission de la transparence sont susceptibles de recours devant la juridiction administrative) ; respect des droits de la défense (p. 695) : rejeté ; sous-amendement n° 2504 de M. Jacques Baumel (précisant que la commission notifie ses décisions à la Commission européenne des droits de l'homme) : rejeté ; sous-amendement n° 2500 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Emmanuel Aubert (décret en Conseil d'Etat précisant les conditions de procédure de nature à assurer les garanties des droits de la défense devant la commission pour la transparence) ; sous-amendement n° 2505 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Emmanuel Aubert (même objet) (p. 696) : rejetés ; amendement n° 1555, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, l'amendement nu° 1596 de la commission des lois est satisfait ; les amendements n° 378 de M. Jacques Toubon, n° 893 de M. Jean-Marie Caro, n° 2039 de M. Jacques Toubon, n° 365 de M. Alain Madelin, n° 699 de M. Robert-André Vivien, n° 894 de M. Jean-Marie Caro, n° 700 de M. Jacques Toubon, n° 366 de M. Alain Madelin, n° 747 de M. Pierre Bas, n° 701 de M. Jacques Toubon, n° 2062, n° 2061, n° 2060, n° 367 de M. Alain Madelin, n° 579 de M. Pascal Clément, n° 1311 de M. Charles Millon, n° 1636 de M. Pascal Clément, n° 704 de M. Jacques Baumel, n° 368 de M. Alain Madelin, n° 379 de M. Michel Péricard, n° 577 de M. Pascal Clément, n° 702 de M. Robert-André Vivien, n° 895 de M. Jean-Marie Caro, n° 1312 de M. François d'Aubert, n° 705 de M. Jacques Baumel, n° 896 de M. Jean-Marie Caro, n° 706 de M. Robert-André Vivien, n° 707 de M. Jacques Toubon, n° 1313 de M. Alain Madelin, n° 1637 de M. Pascal Clément, n° 1314 de M. Alain Madelin, n° 708 de M. Robert-André Vivien, n° 2063 de M. Alain Madelin, n° 371 de M. Alain Madelin, n° 380 de M. Jacques Baumel, n° 596 et n° 748 de M. Pierre Bas, n° 897 de M. Jean-Marie Caro, n° 1315 de M. François d'Aubert, n° 1368 de M. Pascal Clément, n° 703 de M. Robert-André Vivien, n° 372, n° 373, n° 374, n° 2065 de M. Alain Madelin, n° 1874 de M. Guy Ducoloné, n° 1316 de M. François d'Aubert, n° 375 de M. Alain Madelin, n° 2040 de M. Robert-André Vivien, n° 898 de M. Jean-Marie Caro, n° 1317 de M. François d'Aubert, n° 376 et n° 377 de M. Alain Madelin, n° 1318 de M. François d'Aubert et n° 899 de M. Jean-Marie Caro : deviennent sans objet ; opinion du président de séance selon laquelle M. Robert-André Vivien est « incorrect par nature » ; amendement n° 1319 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que la commission pour la transparence doit prescrire des mesures plus lourdes que celles que la commission de la concurrence peut prescrire dans ses avis) : rejeté ; amendement n° 1320 de M. François d'Aubert (précisant que des mesures propres à assurer le respect des dispositions contenues dans cet article ne peuvent avoir pour effet de diminuer le nombre d'exemplaires vendus) (p. 697) : rejeté ; amendement n° 1287 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la commission d'interdire une opération portant sur une entreprise de presse risquant sans cette opération de devoir déposer son bilan) ; amendement n° 1639 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (même objet) : rejetés ; amendement n° 1640 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (impossibilité d'interdire une opération portant sur une entreprise de presse dont les trois derniers exercices sont déficitaires) ; amendement n° 1288 de M. François d'Aubert (même objet) : rejetés ; amendement n° 2066 de M. Alain Madelin (cas dans lequel la commission constate que l'opération envisagée est indispensable à la survie de l'entreprise de presse) (p. 698) ; caractère hypocrite de l'argument de l'opposition selon lequel la concentration serait indispensable à la survie de l'entreprise ; volonté de l'opposition de vider le présent texte de tout son sens (p. 699) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 1321 de M. François d'Aubert (communication des rapports de la commission de la transparence aux intéressés) ; amendement n° 1641 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 1875 de M. Jacques Brunhes (précisant que les décisions de la commission pour la transparence font l'objet, dans le délai d'un mois, d'une insertion par les publications de ladite entreprise) : retiré ; amendement n° 709 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (recours devant la juridiction administrative) : retiré ; amendement n° 1322 de M. François d'Aubert (création au sein de la commission pour la concurrence d'une section chargée du secteur de la communication) : rejeté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 749 de M. Pierre Bas (précisant que la décision de la commission doit être motivée) : non soutenu ; amendements n° 750, n° 751 et n° 752 de M. iPerre Bas : non soutenus (p. 700) ; amendement n° 1323 de M. François d'Aubert (reprise des dispositions de la loi de 1977 sur la concurrence) : rejeté ; amendement n° 1324 de M. François d'Aubert (de précision) : retiré ; amendement n° 92 de M. François d'Aubert (insérant l'intitulé suivant : titre III-A : dispositions relatives à la survie des entreprises de presse) : rejeté ; amendement n° 900 de M. Jean-Marie Caro (suspension par le juge des dispositions contenues à l'article 14 du présent projet de loi) ; sous-amendement n° 2751 de M. Emmanuel Aubert (de précision) (p. 701) ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 900 : rejeté ; amendement n° 93 de M. François d'Aubert (suspension par le juge des dispositions prévues aux articles 10, 11 et 12

de la présente loi si leur application risque d'entraîner le dépôt de bilan d'une entreprise de presse) ; exemple du *Courrier de l'Ain :* rejeté ; amendement n° 1642 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; amendement n° 2181 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 94 de M. François d'Aubert (même objet) (p. 702) ; amendement n° 1643 de M. Pascal Clément (même objet) : rejetés ; amendement n° 1328 de M. Alain Madelin (suspension par la commission des dispositions prévues aux articles 10, 11, 12 et 13 de la présente loi lorsque leur application est susceptible d'entraîner la disparition d'une publication) ; amendement n° 95 de M. François d'Aubert (même objet) : rejetés ; amendement n° 96 de M. François d'Aubert (cas dans lequel une société pourra être reprise par une société à capitaux publics) (p. 703) : rejeté ; amendement n° 2087 de M. Alain Madelin (suspension des dispositions prévues aux articles 10, 11, 12 et 13 de la présente loi si leur application entraînait l'acquisition ou le contrôle d'une publication par l'Etat) : rejeté ; amendement n° 97 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que le juge peut ordonner la suspension des articles 10, 11 et 12 de la présente loi si leur application risquait de créer un monopole de fait au profit d'un quotidien régional existant dans un département faisant partie de la zone de diffusion de ce quotidien) ; amendement n° 2088 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés (p. 704) ; amendement n° 901 de M. Jean-Marie Caro (instituant après l'article 14 un titre II *bis* intitulé : des actions économiques en faveur de la presse) : rejeté (p. 705).

Titre III : *commission pour la transparence et le pluralisme de la presse.*

Avant l'article 15 : amendements identiques n° 783 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. François d'Aubert, n° 902 de M. Jean-Marie Caro et n° 2089 de M. Alain Madelin (suppression de l'intitulé de ce titre) ; caractère malhonnête de la rédaction de ce titre ; rapport Vedel ; référence à la « loi de justice et d'amour », titre donné par *Le Moniteur universel* à la loi sur la presse de Charles X ; contrôle exercé par M. Gaston Defferre sur *Le Provençal* (p. 710) : rejetés ; amendement n° 784 de M. Robert-André Vivien (rédigeant ainsi l'intitulé du titre III : commission des entreprises de presse) ; amendement n° 903 de M. Jean-Marie Caro (rédigeant ainsi l'intitulé du titre III : « commission pour les opérations de presse ») ; amendement n° 2090 de M. François d'Aubert (rédigeant ainsi l'intitulé du titre III : « conseil supérieur des entreprises de presse ») ; amendement n° 784 : non soutenu ; amendements n° 903 et n° 2090 : rejetés.

Article 15 (*création et composition de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse*) : mise en place d'un tribunal d'exception pour la presse ; pouvoirs exorbitants du droit commun confiés à la commission ; défense des libertés ; nature juridique de la commission pour la transparence ; recours éventuel contre les décisions de cette commission (p. 711) ; désignation politisée des personnalités composant cette commission ; substitution de cette commission au législateur et au pouvoir judiciaire ; non-respect des droits de la défense ; absence de procédure contradictoire ; place de la commission pour la transparence dans la catégorie des institutions administratives indépendantes ; droit de réponse exigé à l'encontre du *Figaro* par MM. Nicolay, Schmelck et Noiret (p. 712) ; inexistence dans la législation étrangère de dispositions similaires instituant une telle commission ; opposition du doyen Vedel à l'institution d'une telle commission ; nomination politique des membres de celle-ci ; transfert du pouvoir judiciaire à une instance administrative ; application du présent texte à la presse des partis politiques ; article 4 de la Constitution ; caractère mercantile de la presse d'information (p. 713) ; conformité de la composition de la présente commission avec les dispositions proposées dans le rapport Vedel ; caractère considérable des pouvoirs confiés à la commission de la transparence ; régression de la démocratie et de la défense des droits de l'homme (p. 714) ; euthanasie de la presse libérale ; politisation de la commission de la transparence ; rapport Vedel ; projet de loi présenté sous l'ancien septennat prévoyant la création d'une commission des entreprises de presse (p. 715) ; refus de mettre en doute dès son origine la commission pour la transparence ; opinion favorable de l'opposition sur la Haute Autorité de l'audiovisuel ; garantie dont jouissent les membres de la commission pour la transparence ; rapport Vedel (p. 716) ; pouvoir de supprimer des aides postales et fiscales pouvant mettre en cause la survie d'une publication ; problème de la presse des partis politiques (p. 717) ; choix des personnalités désignant les membres de la commission pour la transparence ; amendements identiques n° 15 de M. Alain Madelin, n° 112 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon, n° 753 de M. Pierre Bas soutenu par M. Jacques Toubon, n° 904 de M. Jean-Marie Caro et n° 1331 de M. François d'Aubert (de suppression) ; attitude de M. Georges Fillioud lorsqu'il était député (p. 718) ; projet de Léon Blum en 1928 créant un secteur public de la presse politique ; assassinat de Roger Salengro par la presse à scandales ; opinion de M. Guy Ducoloné, président de séance, selon laquelle M. Jacques Toubon parlerait avec commisération du « pauvre Salengro » (p. 719) ; incident relatif à Roger Salengro ; rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert (p. 720-721) ; amendement n° 15 de M. Alain Madelin (de suppression) ; amendement n° 112 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 753 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 904 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; amendement n° 1331 de M. François d'Aubert (même objet) ; énoncé des différentes formules qui auraient pu être choisies à la place de la commission pour la transparence et le pluralisme ; attitude de l'opposition ; statut de la commission pour la transparence et le pluralisme (pp. 724, 725) ; absence de filiation entre cette commission et le rapport Vedel ; rejetés ; amendement n° 392 de M. Alain Madelin (création d'un commissaire aux questions de presse) ; droit de perquisitionner de nuit ; rejeté ; amendements n° 2182 de M. François d'Aubert, n° 2091 de M. Alain Madelin et n° 905 de M. Jean-Marie Caro : devenus sans objet ; amendement n° 2092 de M. Alain Madelin (création d'une commission des opérations de presse) (p. 726) ; rapport Vedel ; rejeté ; amendement n° 785 de M. Robert-André Vivien (composition de la commission pour la transparence et la liberté de la presse) ; amendement n° 2041 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 2093 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 727) ; amendement n° 785 : rejeté (p. 728) ; amendements n°s 2041 et 2093 : rejetés ; amendement n° 393 de M. Alain Madelin (supprimant le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 411 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; demande une représentation équilibrée au sein de la commission pour la transparence et le pluralisme ; rejetés ; amendements n°s 2043 à 2052 de M. Michel Péricard (tendant à modifier l'appellation de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse) ; amendement n° 2042 de M. Jacques Toubon (modifiant l'appellation « commission pour la transparence et le pluralisme de la presse » en « juridiction d'exception ») ; amendement n° 1332 de M. Alain Madelin (modifiant l'appellation de « commission pour la transparence et le pluralisme de la presse » en « commission administrative d'exception ») ; amendement n° 1333 de M. Alain Madelin (modifiant l'appellation de « commission pour la transparence et le pluralisme de la presse » en « tribunal permanent de la presse ») (p. 729) ; amendement n° 394 de M. Alain Madelin (transformant l'appellation « commission pour la transparence et le pluralisme de la presse » en « commission pour le pluralisme et la transparence de la presse ») ; amendement n° 2094 de M. François d'Aubert (transformant l'appellation « commission pour la transparence et le pluralisme de la presse » en « conseil supérieur des entreprises de presse ») : devenu sans objet (p. 730) ; amendements n°s 2043 à 2052, 2042, 1332, 1333 et 394 : rejetés ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; amendement n° 1334 de M. François d'Aubert (référence à une commission consultative) (p. 731) : rejeté ; amendement n° 1335 de M. Charles Millon (supprimant l'obligation pour la commission de la transparence de veiller à l'application de la présente loi) ; pouvoirs d'investigation de cette commission ; rejeté ; amendement n° 2053 de M. Jacques Baumel (compétence de la commission pour la transparence pour mettre les entreprises de presse au service des orientations définies par le Gouvernement) : retiré ; amendement n° 395 de M. Alain Madelin (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 412 de M. Jacques Toubon (même objet) ; possibilité pour les commissions des assemblées parlementaires de saisir la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 732) ; rejetés ; amendement n° 2095 de M. Alain Madelin (mettant la commission pour la transparence et le pluralisme au service du Gouvernement) ; nature des liens entre la future commission et le service juridique et technique de l'information ; retiré ; amendement n° 754 de M. Pierre Bas (supprimant la référence au Gouvernement) : non soutenu ; amendement n° 1336 de M. Charles Millon (même objet) : rejeté ; amendement n° 1556 de la commission (référence aux commissions permanentes des assemblées parlementaires) ; amendement n° 1337 de M. Charles Millon (même objet) (p. 733) ; adoptés ; amendement n° 413 de M. Michel Péricard (supprimant les 3e, 4e, 5e, 6e, 7e et 9e alinéas de cet article) ; composition de la commission pour la transparence ; rejeté ; amendement n° 787 de M. Alain Peyrefitte (composition de la commission pour la transparence et le pluralisme) (p. 734) ; référence à la loi Informatique et Libertés ; rejeté ; amendement n° 396 de M. Alain Madelin (supprimant le 3e alinéa de cet article) (p. 735) ; service juridique et technique de l'information ; cas de M. Jérôme Clément ; rejeté ; amendement n° 788 de M. Robert-

André Vivien (renouvellement par moitié tous les trois ans de la commission pour la transparence et le pluralisme) : rejeté ; amendement n° 2096 de M. Alain Madelin (application de la limite d'âge de 65 ans aux membres de la commission pour la transparence et le pluralisme) (p. 736) ; rejeté ; amendement n° 2097 de M. Alain Madelin (ramenant la composition de la commission pour la transparence et le pluralisme au Président de la République et au Premier ministre) ; amendement n° 2098 de M. Alain Madelin (supprimant la fin du 4e alinéa et les huit derniers alinéas de cet article) ; candidature de M. Jacques Fauvet à la présidence de la commission ; rejetés ; amendement n° 2099 de M. Alain Madelin (présence au sein de la commission pour la transparence et le pluralisme des seuls représentants des entreprises de presse désignés par leurs organisations professionnelles) ; rapport Vedel (p. 737) ; rejeté ; amendement n° 1338 de M. François d'Aubert (supprimant les 4e, 5e et 6e alinéas de cet article) : rejeté ; amendement n° 397 de M. Alain Madelin (désignation par le Président de la République d'un président ayant voix prépondérante) ; caractère politique de ce texte ; rejeté ; amendement n° 788 de M. Jacques Toubon (supprimant la fin du 4e alinéa de cet article après les mots : « Président de la République ») ; amendement n° 1339 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 398 de M. Alain Madelin (supprimant la nomination du président de la commission par le Président de la République) ; amendement n° 2054 de M. Robert-André Vivien (élection du président par les membres de la commission) ; amendement n° 2055 de M. Michel Péricard (supprimant la voix prépondérante du président en cas de partage) (p. 738) : rejetés ; amendement n° 789 de M. Roland Nungesser (présence au sein de la commission pour le pluralisme et la transparence de trois députés élus à la représentation proportionnelle par l'Assemblée nationale) ; amendement n° 2056 de M. Jacques Toubon (présence au sein de la commission pour la transparence et le pluralisme de deux membres de l'Assemblée nationale élus par leurs pairs) ; amendement n° 790 de M. Robert-André Vivien (présence au sein de la commission pour la transparence et le pluralisme d'un député élu par l'Assemblée nationale) : rejetés ; amendement n° 791 de M. Roland Nungesser (présence au sein de la commission pour la transparence et le pluralisme de trois sénateurs élus à la représentation proportionnelle par le Sénat) ; amendement n° 2057 de M. Jacques Baumel (présence au sein de la commission pour la transparence de deux membres du Sénat élus par leurs pairs) (p. 739) ; amendement n° 792 de M. Robert-André Vivien (présence au sein de la commission pour la transparence d'un sénateur élu par le Sénat) : rejetés ; amendement n° 793 de M. Robert-André Vivien (tendant à faire élire le représentant du Conseil d'Etat siégeant à la commission pour la transparence et le pluralisme ; amendement n° 1340 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 2100 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 381 de M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 399 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 382 de M. Pascal Clément (présence au sein de la commission pour la transparence et le pluralisme d'un représentant du Conseil d'Etat tiré au sort parmi ses membres) ; amendement n° 400 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 756 de M. Pierre Bas (présence au sein de la commission pour le pluralisme d'un représentant du Conseil d'Etat désigné par celui-ci siégeant en assemblée plénière) ; amendement n° 1341 de M. Charles Millon (présence au sein de la commission pour la transparence d'un représentant du Conseil d'Etat désigné par le Bureau du Conseil d'Etat) : rejetés (p. 740) ; amendement n° 794 de M. Robert-André Vivien (tendant à faire élire le représentant de la Cour de cassation siégeant à la commission pour la transparence et le pluralisme) ; amendement n° 795 de M. Roland Nungesser (même objet) ; amendement n° 1342 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 383 de M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 401 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 384 de M. Pascal Clément (présence au sein de la commission pour la transparence d'un représentant de la Cour de cassation tiré au sort parmi les conseillers de la Cour de cassation en exercice) ; amendement n° 402 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 757 de M. Pierre Bas (présence au sein de la commission pour la transparence d'un représentant de la Cour de cassation désigné par la Cour de cassation siégeant en assemblée plénière) ; amendement n° 1343 de M. Charles Millon (présence au sein de la commission pour la transparence d'un représentant de la Cour de cassation désigné par l'assemblée générale de la Cour de cassation) ; risques d'intrigues et de constitution de clans : rejetés (p. 741) ; amendement n° 797 de M. Robert-André Vivien (tendant à faire élire le représentant de la Cour des comptes siégeant à la commission pour la transparence et le pluralisme) ; amendement n° 1344 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 796 de M. Roland Nungesser (même objet) ; amendement n° 385 de M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 403 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 386 de M. Pascal Clément (présence au sein de la commission pour la transparence et le pluralisme d'un représentant de la Cour des comptes tiré au sort parmi ses membres) ; amendement n° 404 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 758 de M. Pierre Bas (présence au sein de la commission pour la transparence d'un représentant de la Cour des comptes désigné par la Cour des comptes siégeant en assemblée plénière) ; amendement n° 1345 de M. Charles Millon (présence au sein de la commission pour la transparence et le pluralisme d'un représentant de la Cour des Comptes désigné par l'assemblée de la Cour des comptes) ; nécessité de mettre les institutions de la République à l'abri du débat politique (p. 742) : rejetés ; amendement n° 1347 de M. Alain Madelin (présence au sein de la comission pour la transparence et le pluralisme de représentants des entreprises de presse) ; amendement n° 798 de M. Jacques Baumel (même objet) ; amendement n° 1348 de M. François d'Aubert (même objet) ; rapport Vedel relatif à la composition de la commission (p. 743) : rejetés ; amendement n° 1346 de M. Charles Millon (présence au sein de la commission pour la transparence d'un membre du Conseil économique et social) : rejeté ; amendement n° 799 de M. Robert-André Vivien (élection par la commission de son président) : devenu sans objet ; amendement n° 387 de M. Pascal Clément (supprimant le 10e alinéa de cet article) ; amendement n° 405 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 414 de M. Jacques Baumel (même objet) : rejetés ; amendement n° 2101 de M. Alain Madelin (limitant la durée du mandat des membres de la commission pour la transparence jusqu'au prochain renouvellement de l'Assemblée nationale) : rejeté ; amendement n° 406 de M. Alain Madelin (portant à sept ans la durée du mandat des membres de la commission pour la transparence) ; amendement n° 388 de M. Pascal Clément (ramenant à trois ans la durée du mandat des membres de la commission pour la transparence) ; amendement n° 800 de M. Jacques Toubon (même objet) (p. 744) : rejetés ; amendement n° 389 de M. Pascal Clément (faisant coïncider la fin du mandat des membres de la commission pour la transparence avec la fin du mandat du Président de la République) ; amendement n° 408 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 802 de M. Robert-André Vivien (désignation pour trois ans des membres visés au 1°, 2° et 3° de cet article et élection des membres visés au 4°, 5° et 6°) : rejetés ; amendement n° 2058 de M. Jacques Toubon (renouvellement de la commission pour la transparence par tiers tous les deux ans) : rejeté ; amendement n° 1349 de M. Charles Millon (inamovibilité des membres de la commission pour la transparence et le pluralisme) : non soutenu ; amendement n° 801 de M. Roland Nungesser (retrait du mandat de membre de la commission pour la transparence et le pluralisme) : non soutenu ; amendement n° 80 de M. Robert-André Vivien (insérant les références deuxièmement et troisièmement dans la dernière phrase du dixième alinéa de cet article) : rejeté (p. 745) ; amendement n° 2102 de M. Alain Madelin (présence obligatoire de tous les membres pour prendre une décision) ; politisation de la commission : rejeté ; amendement n° 390 de M. Pascal Clément (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 409 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 804 de M. Robert-André Vivien (gratuité du mandat des membres de la commission) : retiré ; amendement n° 391 de M. Pascal Clément (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 410 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés (p. 746) ; amendement n° 805 de M. Robert-André Vivien (nomination de rapporteurs par la commission) : rejeté ; amendement n° 755 de M. Pierre Bas (nomination de rapporteurs par la commission siégeant en réunion plénière) ; amendement n° 1350 de M. François d'Aubert (limitant le pouvoir accordé au Président de nommer des rapporteurs) ; amendement n° 1351 de M. Charles Millon (obligation pour le président de la commission pour la transparence de nommer des rapporteurs) ; amendement n° 755 : non soutenu ; amendements nos 1350 et 1351 : rejetés ; amendement n° 1557 de la commission (référence aux magistrats de l'ordre judiciaire) ; amendement n° 806 de M. Jacques Baumel (même objet) : adoptés ; amendement n° 807 de M. Jacques Baumel (rapporteur adjoint) : rejeté ; amendement n° 1353 de M. François d'Aubert (application de la limite d'âge aux membres de la commission pour la transparence et le pluralisme) (p. 747) ; cas du P. D. G. d'Antenne 2 ; rejeté (p. 748).

Article 16 (*incompatibilités applicables aux membres de la commission et aux rapporteurs*) (p. 773) : volonté d'étendre la transparence à l'ensemble des moyens de communication ; presse régionale ; notion de secret (p. 774) ; loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle ; amendement n° 16 de

M. Alain Madelin (de suppression) ; amendement n° 113 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 759 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 907 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; amendement n° 1354 de M. François d'Aubert (même objet) ; nécessité d'assurer l'indépendance de la commission (p. 775) ; référence à un article du journal *Le Point* sur le sort du P. D. G. d'Antenne 2 ; notion de « personnalités qualifiées » ; amendement n° 759 : non soutenu ; amendements n°s 16, 113, 907 et 1354 : rejetés ; amendement n° 415 de M. Pascal Clément (impossibilité pour certaines personnes de devenir membres de la commission) ; amendement n° 417 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 776) ; retirés ; amendement n° 419 de M. Robert-André Vivien (supprimant le premier alinéa de cet article) ; ingérences croisées entre la presse, l'audiovisuel et la publicité) : rejeté ; amendement n° 1610 de M. Jean-Marie Caro (nullité de certaines décisions prises par la commission) : rejeté ; amendement n° 2105 de M. François d'Aubert (substituant à la commission le conseil supérieur des entreprises de presse) : devenu sans objet ; amendement n° 1043 de M. Pierre Bas (supprimant la référence aux fonctions indirectes des membres de la commisison et du rapporteur) : non soutenu ; amendement n° 1355 de M. François d'Aubert (précisant les régimes d'incompatibilités applicables aux membres de la commission et aux rapporteurs) (p. 777) ; rejeté ; amendement n° 957 de M. Michel Péricard (impossibilité pour le membre de la commission nommé par le Président de la République de détenir une fonction élective) ; loi sur les monopoles ; devoir de discrétion : rejeté ; amendement n° 2103 de M. Jacques Toubon (appréciation par la commission des incompatibilités qu'elle peut opposer à ses membres) : rejeté ; amendement n° 420 de M. Jacques Toubon (supprimant le deuxième alinéa de cet article) (p. 778) ; rémunération des membres de la commission : retiré ; amendement n° 1044 de M. Pierre Bas (possibilité pour les membres de la commission de prendre position publiquement sur les questions relevant de la compétence de cette dernière) : non soutenu ; amendement n° 416 de M. Pascal Clément (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 418 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 959 de M. Michel Péricard (même objet) ; amendement n° 1045 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 1045 : non soutenu ; amendements n°s 416, 418 et 959 : retirés ; amendement n° 1876 de M. Paul Mercieca (obligation de secret) : retiré (p. 779) ; amendement n° 2106 de M. François d'Aubert (impossibilité pour les membres de la commission d'être soumis à un mandat impératif) ; garantie d'indépendance de la commission : rejeté ; amendement n° 2104 de M. Michel Péricard (prévoyant que dans l'exercice de leurs attributions les membres de la commission ne reçoivent d'instruction d'aucune autorité) : rejeté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté (p. 780).

Article 17 (*saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme*) : absence de garantie sur le caractère contradictoire de la procédure ; système d'exception (p. 781) ; nécessité de modifier le règlement de l'Assemblée nationale pour permettre aux commissions parlementaires de saisir la commission pour la transparence et le pluralisme ; absence de référence aux autorités judiciaires ; cas du journal *L'Aurore* ; amendement n° 17 de M. Alain Madelin (de suppression) ; amendement n° 114 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 760 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 908 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; amendement n° 1356 de M. François d'Aubert (même objet) (p. 782) ; amendement n° 760 : non soutenu ; commission d'inquisition ; problème de l'octroi du droit de saisine aux sociétés de rédacteurs ; amendements n°s 17, 114, 908 et 1356 : rejetés (p. 783) ; amendement n° 2113 de M. Alain Madelin (saisine de la commission de la concurrence) : rejeté ; amendement n° 909 de M. Jean-Marie Caro (possibilité pour la commission de provoquer les observations de toutes les personnes intéressées) (p. 788) : rejeté ; amendement n° 910 de M. Jean-Marie Caro (saisine de la commission des opérations de presse) ; sociétés de rédaction : rejeté ; amendement n° 436 de M. Jacques Baumel (supprimant le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 2114 de M. Alain Madelin (même objet) ; critique du droit de saisine attribué au Premier ministre ou à un ministre délégué : rejetés (p. 789) ; amendement n° 1357 de M. François d'Aubert (possibilité de saisir le tribunal de grande instance en vue de faire appliquer la loi du 19 juillet 1977) ; amendement n° 1358 de M. François d'Aubert (possibilité de saisir le tribunal de grande instance en vue de faire respecter les dispositions de la présente loi) ; amendement n° 2115 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 2110 de M. François d'Aubert (référence au Conseil supérieur des entreprises de presse) : devenu sans objet ; amendement n° 424 de M. Pascal Clément (supprimant la référence à la transparence et au pluralisme de la presse) ; amendement n° 430 de M. Alain Madelin (même objet) : devenus sans objet ; amendement n° 1361 de M. François d'Aubert (motivation des demandes) : rejeté ; amendement n° 1359 de M. François d'Aubert (compétence de la commission pour la transparence afin de vérifier l'application des articles 10 à 13 par les personnes définies à l'article 2 de la présente loi) ; amendement n° 1360 de M. François d'Aubert (compétence de la commission pour la transparence pour vérifier l'application des articles 10 à 13 par un groupe de presse) ; amendement n° 2116 de M. Alain Madelin (saisine de la commission pour le pluralisme et la transparence par toute personne ayant intérêt à agir) : rejetés ; amendement n° 437 de M. Robert-André Vivien (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 1046 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 1362 de M. Charles Millon (même objet) (p. 790) ; compétence des commissions permanentes des assemblées parlementaires pour saisir la commission pour la transparence et le pluralisme : rejetés ; amendement n° 960 de M. Michel Péricard (référence au ministre chargé de la communication) : rejeté ; amendement n° 1558 de la commission (supprimant le troisième alinéa de cet article) ; amendement n° 438 de M. Jacques Toubon (même objet) ; amendement n° 1363 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 2117 de M. Alain Madelin (même objet) ; nécessité d'étendre le droit de saisine aux personnes travaillant dans la presse : adoptés ; amendements n° 1364 de M. Alain Madelin, n° 2107 de M. Michel Péricard, n° 1365 et n° 1366 de M. François d'Aubert : devenus sans objet ; amendement n° 1047 de M. Pierre Bas (supprimant le quatrième alinéa de cet article) ; amendement n° 1367 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 2118 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1047 : non soutenu ; amendements n° 1367 et n° 2118 : rejetés (p. 791) ; amendement n° 1369 de M. François d'Aubert (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par le représentant légal d'une entreprise) ; amendement n° 1368 de M. François d'Aubert (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les conseil d'administration ou de surveillance des entreprises) : rejetés ; amendement n° 963 de M. Jacques Baumel (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les entreprises de presse écrite ou audiovisuelle) ; amendement n° 962 de M. Jacques Toubon (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les entreprises de presse, de la radio et de la télévision) : retirés ; amendement n° 1559 de la commission (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les comités d'entreprise, d'établissement, ou de groupe des entreprises de presse) ; syndicat du livre : adopté ; amendements n° 1370 de M. François d'Aubert et n° 2119 de M. Alain Madelin : retirés ; amendement n° 1048 de M. Pierre Bas (supprimant le cinquième alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 968 de M. Jacques Baumel (respect du pluralisme) (p. 792) : rejeté ; amendement n° 964 de M. Jacques Toubon (supprimant le sixième alinéa de cet article) ; amendement n° 1049 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 1371 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 1372 de M. Charles Millon (même objet) ; amendement n° 2120 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendements n° 964 et n° 1049 : retirés ; statut juridique des sociétés de rédacteurs ; amendements n° 1371, n° 1372 et n° 2120 : retirés (p. 793) ; amendement n° 1373 de M. François d'Aubert (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par la majorité au moins des membres d'une société de rédacteurs) ; amendement n° 2121 de M. Alain Madelin (même objet) ; statut juridique des sociétés de rédacteurs : rejetés ; amendement n° 2572 du Gouvernement (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les membres de l'équipe rédactionnelle) (p. 794) : adopté ; amendement n° 2108 de M. Jacques Baumel (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par tout citoyen français) : rejeté ; amendement n° 425 de M. Pascal Clément (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par les lecteurs de la presse) ; amendement n° 431 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 597 de M. Pierre Bas (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 1375 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 2122 de M. Alain Madelin (même objet) ; auto-saisine de la commission (p. 795) : rejetés ; amendement n° 1377 de M. François d'Aubert (information des entreprises concernées de la saisine de la commission) ; « Loi sur les suspects » : rejeté ; amendement n° 2109 de M. Robert-André Vivien (saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme par la commission des Droits de l'Homme) (p. 796) : rejeté ; amendement n° 965 de M. Jacques Baumel (engagement par la commission d'une procédure, dans les quarante jours de la réception de la demande) : rejeté ; amendement n° 1378 de M. Charles Millon : retiré ; amendement n° 426 de M. Pascal Clément (information des personnes intéressées de la décision de la commission de ne pas donner suite à la demande) ; amendement n° 432 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 966 de

M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 1050 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 1379 de M. Charles Millon (même objet) ; désinformation sur l'affaire Boulin ; article d'Alfred Grosser sur des licenciements au journal *L'Humanité* (p. 797) ; cas du quotidien *Combat socialiste* ; rejetés ; amendement n° 433 de M. Alain Madelin (information du ministre de la justice lorsqu'aucune suite n'a été donnée) ; amendement n° 427 de M. Pascal Clément (même objet) : rejetés ; amendement n° 1560 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 2111 de M. François d'Aubert (vote à la majorité des membres de la commission au vu d'un rapport de la commission parlementaire concernée) ; sous-amendement n° 2112 de M. François d'Aubert (vote à la majorité des membres de la commission sur le fondement de sa saisine) ; sous-amendement n° 2152 de M. François d'Aubert (vote acquis à la majorité des membres de la commission) ; sous-amendement n° 2111 : rejeté (p. 798) ; sous-amendements n° 2112 et n° 2152 : rejetés ; amendement n° 1560 : adopté ; amendements n° 428 de M. Pascal Clément, n° 434 de M. Alain Madelin, n° 429 de M. Pascal Clément, n° 435 de M. Alain Madelin : devenus sans objet ; amendement n° 967 de M. Robert-André Vivien (transmission de la décision de la commission pour la transparence et le pluralisme à la commission des Droits de l'Homme) : rejeté ; amendement n° 1877 de M. Paul Mercieca (possibilité de saisir sur les mêmes faits les tribunaux judiciaires indépendamment de la saisine de la commission pour la transparence et le pluralisme) ; problème du conflit de compétence (p. 799) ; sous-amendement n° 2573 de M. François d'Aubert (référence aux tribunaux de l'ordre judiciaire ; amendement n° 1877 : retiré ; amendement n° 1877, repris par M. Alain Madelin (prééminence des tribunaux de l'ordre judiciaire en cas de conflit entre la commission pour la transparence et ces derniers) (p. 800) ; tribunaux judiciaires comme garants des libertés publiques ; répartition des compétences (p. 801) ; sous-amendement n° 2573 : rejeté ; amendement n° 1877 : rejeté au scrutin public ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 422 de M. Pascal Clément (possibilité pour toute personne justifiant d'un intérêt de saisir la commission pour la transparence et le pluralisme) ; amendement n° 423 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 439 de M. Pascal Clément (possibilité pour la commission de ne pas appliquer l'article 18 lorsque l'opération envisagée est indispensable à la survie de l'entreprise de presse) ; amendement n° 442 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 2123 de M. Alain Madelin (possibilité pour un groupe de presse amené à céder ses actifs, de faire procéder à leur réévaluation par une commission d'évaluation des biens de la presse) ; indemnisation des ventes forcées (p. 802) : rejeté.

Article 18 (*Pouvoirs de la commission pour la transparence et le pluralisme pour faire respecter les articles* 10 *à* 13) : tribunal d'exception ; possibilité pour la commission d'ordonner le démantèlement d'un groupe de presse (p. 803) ; absence de contrôle de l'autorité judiciaire ; pouvoir d'expropriation ; régime répressif (p. 804) ; représentants des salariés et équipe rédactionnelle ; amendement n° 18 de M. Alain Madelin (de suppression) ; amendement n° 115 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 761 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 911 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; amendement n° 1380 de M. François d'Aubert (même objet) ; système de récupération des titres en surnombre (p. 805) ; prescriptions de la commission ; caractère contradictoire de la procédure ; obligation de cession (p. 806) : rejetés (p. 807) ; amendement n° 912 de M. Jean-Marie Caro (obligation pour la commission de la transparence de provoquer les observations de toutes personnes intéressées) ; amendement n° 1611 de M. Jean-Marie Caro (création d'une commission des opérations de presse) (p. 812) ; garanties juridictionnelles pour les entreprises de presse : rejetés ; amendement n° 458 de M. Michel Péricard (supprimant le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 913 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; absence de procédure contradictoire ; règle de l'accès aux dossiers ; problème de la compétence du pouvoir judiciaire (p. 813) ; garanties de procédure : rejetés ; amendement n° 2142 de M. Alain Madelin (information des personnes intéressées en cas d'inculpation d'une entreprise de presse) (p. 814) ; amendement n° 445 de M. Pascal Clément (possibilité de saisir la commission de la transparence de demandes tendant à assurer le respect des dispositions relatives à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante) ; amendement n° 451 de M. Alain Madelin (même objet) ; règle de la non-communication du dossier (p. 815) ; droits de la défense : rejetés ; amendement n° 2156 de M. François d'Aubert : devenu sans objet ; amendement n° 914 de M. Jean-Marie Caro (saisine du ministère public par la commission de la transparence) : rejeté ; amendement n° 1381 de M. François d'Aubert (notification de la décision de la commission de la transparence aux personnes intéressées) ; procédure contradictoire (p. 816) : rejeté ; amendement n° 446 de M. Pascal Clément (information des personnes intéressées dans un délai de 48 heures) ; amendement n° 452 de M. Alain Madelin (même objet) ; problème de la saisine des tribunaux de l'ordre judiciaire effectuée parallèlement à la saisine de la commission pour la transparence ; contrôle du juge administratif (p. 817) ; caractère inquisitorial de la procédure : rejetés ; amendement n° 2125 de M. Jacques Toubon (substituant aux mots « personnes intéressées » le mot « prévenus ») ; amendement n° 1382 de M. François d'Aubert (information dans chaque entreprise de presse concernée du directeur général, du conseil d'administration, du comité d'entreprise et de l'équipe rédactionnelle) ; notion de personnes intéressées (p. 818) ; problème d'indemnisation en cas de responsabilité de l'État du fait de la loi : rejetés ; amendement n° 2143 de M. Alain Madelin : retiré ; amendement n° 1383 de M. François d'Aubert (communication aux personnes intéressées des motifs de la saisine de la commission de la transparence) ; problème de la personnalité morale de l'équipe rédactionnelle : rejeté ; amendements n° 447 et n° 1644 de M. Pascal Clément : retirés (p. 819) ; amendement n° 2128 de M. Robert-André Vivien (communication aux personnes intéressées des rapports sur lesquels la commission est appelée à se prononcer) ; amendement n° 1387 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 2126 de M. Robert-André Vivien (comparution des personnes intéressées devant la commission) : rejetés ; amendement n° 2144 de M. Alain Madelin : retiré ; sous-amendement n° 1384 de M. Charles Millon (présentation des observations des personnes intéressées par l'intermédiaire d'un conseil) (p. 820) ; rappel au règlement de M. Jean-Marie Caro ; droit de défense des amendements : rejeté ; amendement n° 1051 de M. Pierre Bas (présentation des observations des personnes intéressées dans un délai de 24 mois) ; amendement n° 1385 de M. François d'Aubert (présentation, dans un délai de trois mois, des observations des personnes intéressées) ; amendement n° 1645 de M. Pascal Clément (présentation, dans un délai de deux mois, des observations des personnes intéressées) (p. 821) : rejetés ; amendement n° 969 de M. Jacques Toubon (information de la commission des droits de l'homme par la commission de la transparence) ; amendement n° 1386 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 2145 de M. Alain Madelin (obligation pour la commission de la transparence de s'informer des autres procédures éventuellement en cours) (p. 822) ; délimitation entre le domaine réglementaire et le domaine législatif : rejeté ; amendement n° 2157 de M. François d'Aubert (qualification du fait incriminé) ; loi de 1977 sur la concurrence (p. 823) ; référence à un article du *Figaro* de Mlle Sophie Hue relatif aux amendements déposés par M. Jean-Marie Caro : rejeté ; amendement n° 2146 de M. Alain Madelin (application des dispositions du code de procédure pénale aux procédures suivies par la commission de la transparence) ; amendement n° 970 de M. Michel Péricard (même objet) : rejetés ; amendement n° 2127 de M. Michel Péricard (précisant par décret en Conseil d'Etat les conditions de procédure garantissant les droits de la défense devant la commission de la transparence) (p. 824) : rejeté ; amendement n° 1388 de M. François d'Aubert (précisant les actes qui ne peuvent être considérés comme une violation des articles 10 à 13 de la présente loi) : rejeté ; amendement n° 459 de M. Jacques Baumel (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 598 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 915 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; amendement n° 2147 de M. Alain Madelin (même objet) ; problème de l'indemnisation des entreprises de presse démantelées (p. 825) : rejetés : amendement n° 972 de M. Robert-André Vivien (obligation pour la commission de la transparence de saisir l'autorité judiciaire en cas de violation des articles 10 à 13) ; amendement n° 2148 de M. Alain Madelin (saisine du tribunal de grande instance par la commission de la transparence en cas de violation des articles 10 à 13) : rejetés ; amendement n° 2149 de M. Alain Madelin (sanction des ententes illicites ou des abus de position dominante) ; amendement n° 973 de M. Robert-André Vivien (substituant au terme « violation » les mots « situation de non conformité ») ; amendement n° 916 de M. Jean-Marie Caro (substituant aux mots « des articles 10 à 13 » les mots « des dispositions de la présente loi ») : rejetés (p. 826) ; amendement n° 454 de M. Alain Madelin (information des intéressés en cas de violation des articles 10 à 13) ; amendement n° 1389 de M. Charles Millon (pouvoir de la commission de demander aux parties intéressées de prendre toute mesure de nature à assurer le respect des dispositions des articles 10 à 13) ; amendement n° 448 de M. Pascal Clément (transmission au parquet de la décision de la commission pour la transparence) ; amendement n° 455 de M. Alain Madelin (information du ministère public par la commission de la transparence de la violation des articles 10 à 13) ; amendement n° 1561 de la commission (mise en demeure des personnes intéressées de respecter les dispositions des articles 10 à 13) ; amendement n° 1597 de la commi

sion des lois (même objet) ; définition des mesures nécessaires pour faire respecter les articles 10 à 13 ; amendement n° 454, n° 1389, n° 448, n° 455 : rejetés (p. 827) ; sous-amendement n° 2160 de M. François d'Aubert à l'amendement n° 1561 de la commission (substituant aux mots « met en demeure » les mots « demande aux ») ; sous-amendement n° 2506 de M. Alain Madelin (même objet) ; commission de la concurrence : rejetés ; sous-amendement n° 2161 de M. François d'Aubert (mise en demeure des intéressés par exploit d'huissier) ; sous-amendement n° 2507 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 2162 de M. François d'Aubert (mise en demeure des intéressés par lettre recommandée) ; sous-amendement n° 2508 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés (p. 828) ; sous-amendement n° 2568 de M. Robert-André Vivien (supprimant la dernière phrase de l'amendement n° 1561 de la commission) ; nécessité d'enlever toute compétence de caractère juridictionnel à la commission pour la transparence : rejeté (p. 830) ; sous-amendement n° 2569 de M. Jacques Toubon (substituant aux termes « mesures nécessaires » les termes « mesures appropriées ») ; respect de la frontière entre pouvoir administratif et pouvoir judiciaire ; possibilité pour la commission pour la transparence d'ordonner la séparation des entreprises (p. 831) ; problème de la nature des pouvoirs accordés à cette commission : rejeté ; sous-amendement n° 2509 de M. Alain Madelin (obligation pour la commission pour la transparence d'informer les intéressés) ; garanties accordées par cette commission (p. 832) ; dualité de juridiction (p. 833) : rejeté ; sous-amendement n° 2510 de M. Alain Madelin (obligation pour la commission de transmettre sa décision au parquet) ; (p. 934) : rejeté ; sous-amendement n° 2511 de M. Jean-Marie Caro (substituant au mot « prescrit » le mot « recommandé ») ; octroi à la commission pour la transparence d'un pouvoir répressif ; dualité de juridiction : rejeté ; sous-amendement n° 2129 de M. Jacques Toubon (référence aux mesures d'utilité publique) ; principe de l'indemnisation juste et préalable (p. 835) ; problème des licenciements des personnels survenant à la suite de la disparition des titres ; organisation du séquestre par les lois de 1946 et 1954 ; primauté des tribunaux judiciaires : rejeté ; sous-amendement n° 2163 de M. François d'Aubert (obligation pour la commission de prendre les mesures nécessaires afin de rétablir la concurrence) ; sous-amendement n° 2152 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 2164 de M. François d'Aubert (obligation pour la commission de prendre les mesures nécessaires pour garantir le pluralisme) ; sous-amendement n° 2513 de M. Alain Madelin (même objet) ; risque de conflit de juridiction ; absence de garanties de procédure en ce qui concerne les droits de la défense (p. 836) : rejetés ; sous-amendement n° 2135 de M. Jacques Toubon (vente des entreprises concernées à l'Agence Havas) ; procédure de démantèlement des groupes ; modification des statuts de l'Agence Havas : rejeté ; sous-amendement n° 2136 de M. Jacques Toubon (soumission des entreprises concernées au séquestre national) (p. 837) ; loi de dévolution des biens de presse ; problème du démantèlement du groupe Socpresse : rejeté ; sous-amendement n° 2137 de M. Jacques Toubon (vente aux enchères des entreprises concernées) ; Conseil constitutionnel comme deuxième degré de juridiction des rapporteurs socialistes ; propos de M. Max Gallo déclarant « un journal c'est comme une voiture, cela se met sur cales » (p. 838) : rejeté ; sous-amendement n° 2138 de M. Jacques Toubon (vente à la barre du tribunal des entreprises concernées) : rejeté ; sous-amendement n° 2139 de M. Jacques Toubon (liquidation des actifs des entreprises concernées) : rejeté ; sous-amendement n° 2140 de M. Jacques Toubon (pouvoir de la commission pour ordonner la séparation des entreprises ou actifs regroupés ou la cessation du contrôle commun) (p. 839) ; problème de la création d'une entreprise publique pour racheter les journaux et les entreprises démantelées : rejeté ; sous-amendement n° 2570 de M. Jacques Baumel (pouvoir de la commission pour procéder à l'évaluation des conséquences financières, économiques et sociales desdites mesures) ; indemnités de licenciement : rejeté ; sous-amendement n° 2165 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la commission d'interdire l'opération ou d'ordonner la séparation des entreprises ou actifs regroupés ou la cessation du contrôle commun) (p. 840) ; sous-amendement n° 2166 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la commission d'interdire l'opération ou d'ordonner la séparation des actifs) ; sous-amendement n° 2167 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la commission d'ordonner la séparation des entreprises ou actifs regroupés) ; sous-amendement n° 2168 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la commission d'ordonner la cessation du contrôle commun) ; restructuration industrielle ; problème de la création d'une structure d'accueil permettant de recueillir les entreprises de presse (p. 841) ; recours à l'initiative privée et au marché : rejetés ; sous-amendement n° 2170 de M. François d'Aubert (possibilité pour la commission de proposer la séparation des entreprises ou actifs regroupés ou la cessation du contrôle commun au ministre compétent) ; législation anti-trusts ; cotation en bourse des *Dernières Nouvelles d'Alsace* : rejeté ; sous-amendement n° 2169 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la commission de prescrire des mesures plus lourdes que celles prescrites par la commission de la concurrence) (p. 842) : rejeté ; sous-amendement n° 2171 de M. François d'Aubert (fixation par la commission des plafonds de diffusion applicables aux articles 11 à 13) : rejeté ; sous-amendement n° 2141 de M. Jacques Toubon (précisant que les mesures prises par la commission ne sont pas d'utilité publique) : rejeté ; amendement n° 1561, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 1597 : adopté ; amendements n° 1052 de M. Pierre Bas, n° 917 de M. Jean-Marie Caro, n° 974 de M. Jacques Toubon, n° 1390 de M. Charles Millon, n° 1391 de M. François d'Aubert, n° 1646 de M. Pascal Clément, n° 1392 et n° 1393 de M. François d'Aubert, n° 918 de M. Jean-Marie Caro, n° 976 de M. Robert-André Vivien, n° 449 de M. Pascal Clément, n° 456 de M. Alain Madelin, n° 975 de M. Michel Péricard, n°s 1394 à 1398 de M. François d'Aubert : devenus sans objet ; amendement n° 2158 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la commission de prescrire la saisie d'une publication) ; risque de chômage (p. 843) : rejeté ; amendement n° 1399 de M. François d'Aubert (impossibilité de prescrire certaines mesures susceptibles d'entraîner l'entrée dans le capital de l'entreprise de presse, d'entreprises à capitaux publics) ; amendement n° 1404 de M. François d'Aubert (impossibilité d'ordonner certaines mesures susceptibles d'entraîner l'entrée, dans le capital de l'entreprise de presse, d'une entreprise de presse régionale ayant déjà une situation dominante dans sa propre zone de diffusion) ; amendement n° 1400 de M. François d'Aubert (impossibilité d'ordonner certaines mesures à l'égard d'une entreprise de presse dont l'un des titres est un facteur de pluralisme dans sa zone de diffusion) ; amendement n° 1401 de M. François d'Aubert (impossibilité d'ordonner certaines mesures à l'égard d'une entreprise de presse dont l'un des titres contribue au pluralisme) ; reprise des titres en déshérence (p. 844) : rejetés ; amendement n° 1647 de M. Pascal Clément (impossibilité d'ordonner certaines mesures si la diffusion d'un titre édité par l'une des entreprises concernées a diminué au cours des deux années précédentes) ; amendement n° 1402 de M. François d'Aubert (impossibilité d'ordonner certaines mesures si la diffusion d'un titre édité par l'une des entreprises concernées a diminué au cours de l'année précédente) ; amendement n° 1648 de M. Pascal Clément (impossibilité d'ordonner certaines mesures si l'une des entreprises concernées a eu un résultat déficitaire au cours des trois derniers exercices) ; amendement n° 1403 de M. François d'Aubert (impossibilité d'ordonner certaines mesures si l'une des entreprises concernées a eu un résultat déficitaire au cours des deux derniers exercices) ; sort des personnels travaillant dans ces entreprises de presse ; Newspaper Preservation Act ; rejetés ; amendement n° 460 de M. Robert-André Vivien (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; amendements n° 450 de M. Pascal Clément (même objet), n° 457 de M. Alain Madelin (même objet), n° 919 de M. Jean-Marie Caro (même objet), n° 1405 de M. François d'Aubert (même objet) (p. 845) ; problème de la prorogation du délai au cours duquel la décision de la commission doit intervenir : rejetés ; amendement n° 978 de M. Jacques Toubon (substituant au terme « violation » les mots « situation de non-conformité ») : rejeté ; amendement n° 1053 de M. Pierre Bas : retiré ; amendement n° 2150 de M. Alain Madelin (réduisant à deux mois le délai au cours duquel la décision de la commission doit intervenir) : rejeté ; amendement n° 1406 de M. François d'Aubert (dessaisissement de la commission si, à l'expiration du délai, celle-ci n'a pris aucune décision ; amendement n° 979 de M. Michel Péricard (impossibilité de proroger le délai au cours duquel la commission doit rendre sa décision) ; amendement n° 2151 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 846) ; amendements n° 979 et n° 2151 : retirés ; amendement n° 1406 : rejeté ; amendement n° 1407 de M. Charles Millon (possibilité de proroger une fois le délai au cours duquel la commission doit rendre sa décision) ; amendement n° 1408 de M. Charles Millon (prorogation du délai par décision motivée et notifiée aux parties concernées) ; amendement n° 1649 de M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 920 de M. Jean-Marie Caro (prorogation de droit du délai à la demande des personnes intéressées) : rejetés ; amendement n° 981 de M. Jacques Baumel : retiré ; amendement n° 980 de M. Jacques Toubon (caractère suspensif de la décision en cas de recours formé devant le Conseil d'Etat) ; amendement n° 982 de M. Jacques Baumel (possibilité d'intenter un recours devant la juridiction administrative à l'encontre de la décision prise par la commission) ; amendement n° 1500 de M. François d'Aubert (possibilité d'intenter un recours en excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat à l'encontre de la décision prise par la commission) ; amendement n° 1501 de M. Alain Madelin (possi-

bilité d'intenter un recours de pleine juridiction devant le Conseil d'Etat à l'encontre de la décision prise par la commission) (p. 847) : retirés ; amendement n° 1409 de M. François d'Aubert (impossibilité d'engager la procédure définie à cet article sur des situations antérieures à la date de promulgation de la présente loi) : rejeté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 461 de M. Pascal Clément (compétence de la commission pour veiller à ce que la séparation des entreprises ou la cessation du contrôle commun ne porte pas atteinte au pluralisme) ; amendement n° 464 de M. Alain Madelin (même objet) ; inconstitutionnalité de l'article 18 (p. 848) ; propriété des publications ; violation du principe d'égalité dans les charges publiques ; décision du Conseil constitutionnel relative aux nationalisations ; indemnisation du préjudice (p. 849) ; intervention de l'Etat en faveur de la presse ; baisse du « lectorat » : rejetés ; amendement n° 462 de M. Pascal Clément (compétence de la commission pour veiller à ce qu'aucune entreprise en rapport avec les secteurs de presse n'exerce une influence déterminante ou ne tire profit des opérations ordonnées en vertu de l'article 18 de la présente loi) ; amendement n° 465 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 466 de M. Alain Madelin (impossibilité pour la commission de faire application de l'article 18 lorsque l'opération envisagée est indispensable à la survie de l'entreprise) ; sous-amendement n° 2172 de M. François d'Aubert (supprimant les mots « la commisison constate que ») (p. 850) ; sous-amendement n° 2172 : rejeté ; amendement n° 466 : rejeté ; amendement n° 1411 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la commission de prendre une décision entraînant une remise en cause du système des aides à la presse) ; amendement n° 1410 de M. François d'Aubert (même objet) : rejetés ; amendement n° 463 de M. Alain Madelin (obligation pour la commission de délibérer au complet) : rejeté ; amendement n° 1508 de M. Alain Madelin (prise des décisions en séance publique) ; amendement n° 1650 de M. Pascal Clément (même objet) : rejetés ; amendement n° 1509 de M. Alain Madelin (possibilité pour les parties intéressées de présenter par écrit leurs observations) ; amendement n° 1510 de M. Alain Madelin (précision par décret en Conseil d'Etat des conditions de procédure de nature à assurer les garanties des droits de la défense) : rejetés ; amendement n° 1502 de M. François d'Aubert (caractère administratif des décisions prises par la commission) : retiré ; amendement n° 1503 de M. Alain Madelin (p. 851) (impossibilité pour le Conseil d'Etat d'ordonner le sursis à exécution) ; amendement n° 1504 de M. Pascal Clément (même objet) : retirés ; amendement n° 1505 de M. Alain Madelin (obligation pour le Conseil d'Etat de se prononcer dans les trois mois en cas de refus de sursis à exécution) : rejeté ; amendement n° 1506 de M. Pascal Clément (compétence des tribunaux judiciaires pour assurer l'exécution de la présente loi) ; amendement n° 1507 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés.

Article 19 (*exécution des décisions de la commission sur la transparence et le pluralisme*) : durée du délai fixé aux intéressés pour exécuter les décisions de la commission ; automaticité des représailles financières à l'égard des journaux ; risque de conflit de juridiction (p. 852) ; amendement n° 19 de M. Alain Madelin (de suppression) ; amendement n° 116 de M. Robert-André Vivien (même objet) ; amendement n° 1412 de M. François d'Aubert (même objet) ; avant-projet Lecat prévoyant la possibilité pour la commission de proposer la suspension du bénéfice des aides à la presse ; caractère administratif des décisions de la commission (p. 853) : rejetés ; amendement n° 983 de M. Robert-André Vivien (fixation par le tribunal d'un délai pour l'exécution des mesures prescrites par la commission) ; « judiciarisation » de l'ensemble de la procédure : rejeté ; amendement n° 467 de M. Pascal Clément (supprimant le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 475 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 921 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; amendement n° 483 de M. Jacques Toubon (même objet) ; cas du *Figaro* et de *France-Soir* ; déroulement de la vente des journaux démantelés (p. 854) : rejetés ; amendement n° 984 de M. Michel Péricard (application aux intéressés d'un délai d'un an pour exécuter les mesures prescrites par la commission) : rejeté ; amendement n° 2153 de M. François d'Aubert : devenu sans objet ; amendement n° 2183 de M. Alain Madelin (instaurant un délai minimum de deux ans pour faire exécuter les mesures prescrites par la commission) : rejeté ; amendement n° 1413 de M. Charles Millon (délai applicable aux intéressés pour se conformer aux dispositions légales) ; amendement n° 1562 de la commission (délai applicable aux intéressés pour se conformer à la mise en demeure ou pour exécuter les mesures de la commission) ; amendement n° 1598 de la commission des lois (même objet) ; saisine de la commission des lois sur des questions de forme (p. 855) ; amendement n° 1413 : rejeté ; amendements n°s 1562 et 1598 : adopté amendement n° 985 de M. Michel Péricard (substituant au termes « mesures prescrites » les termes « mesures prop sées ») ; amendement n° 2184 de M. Alain Madelin (subs tuant aux termes « mesures prescrites » les mots « mesur suggérées ») ; amendement n° 2184 : retiré ; rappel des tr vaux effectués en commission ; amendement n° 985 : rejeté amendement n° 2574 du Gouvernement (substituant aux réf rences articles 14 et 18, la référence à l'article 18) (p. 856) rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 857) amendement n° 2574 du Gouvernement (supprimant la référen à l'article 14 au début de cet article) ; pouvoir de la commissio mise en demeure : adopté ; amendement n° 2185 de M. Ala Madelin (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa cet article) ; fixation du délai d'exécution des mesures prescrit par la commission : rejeté ; (p. 860) ; amendement n° 1414 M. Alain Madelin (cas de prolongation de ce délai) ; cas où survie d'une entreprise de presse est en jeu : rejeté au scrut public ; amendement n° 2174 de M. Jacques Toubon (fixant délai au minimum à un an) ; amendement n° 2186 de M. Ala Madelin (impossibilité de fixer un délai inférieur à un an amendement n° 1415 de M. Charles Millon (impossibilité fixer un délai inférieur à six mois) ; amendement n° 2173 M. Jacques Toubon (fixant le délai au minimum à six mois amendement n° 1416 de M. François d'Aubert (fixant le dé à trois ans) ; amendements identiques n° 468 de M. Pasc Clément, n° 476 de M. Alain Madelin et n° 987 de M. Jacqu Toubon (substituant au délai de six mois prévu à la fin du p mier alinéa de cet article le délai d'un an) ; moyens de la co mission ; sanctions pénales et amendes ; situation de la pres sous Charles X (p. 861) ; modalités de dépôt et de distributi des amendements ; délai d'exécution des décisions de la co mission ; quotidien *France-Soir ;* amendements n°s 21 et 2186 : rejetés (p. 862) ; amendements n°s 1415, 21 1416, 468, 476 et 987 : rejetés ; amendement n° 988 de M. Robe André Vivien (délai de mise en conformité) ; amendem n° 1417 de M. Alain Madelin (prorogation éventuelle du délai mise en conformité) ; interdiction de vente de publicati démembrées ; cas où les ventes se font à des prix extrêm ment bas ; vente forcée d'un titre ; quotidien *Presse-Océa* opération modifiant l'orientation du quotidien : rejetés ; am dement n° 1418 de M. Charles Millon (mise en demeure de part de la commission à l'expiration du délai de conform prévu) ; information des personnes passibles d'une pe (p. 863) : rejeté ; amendements identiques n° 479 de M. Pas Clément, n° 477 de M. Alain Madelin, n° 922 de M. Jean-Ma Caro et n° 484 de M. Michel Péricard (suppression du deuxiè alinéa de cet article) ; procédures des droits de la défens pouvoirs de la commission ; voie judiciaire et voie administ tive ; existence d'une pluralité de procédures ; bénéfice des ai directes et indirectes accordées par l'Etat ; loi italienne 1981 (p. 864) : rejetés ; amendement n° 1419 de M. Franç d'Aubert (possibilité pour la commission de transmettre le doss au ministère public) ; amendement n° 1651 de M. Pascal Clém (même objet) ; amendement n° 1420 de M. François d'Aub (possibilité pour la commission de transmettre le dossier ministère public) ; amendement n° 1421 de M. Charles Mil (transmission du dossier au parquet à l'expiration d'un dé de trois mois) ; problème de la suppression de la transmiss automatique du dossier au ministère public ; délai éventuel cette transmission : rejetés ; amendement n° 2187 de M. Al Madelin (inexistence d'une autre procédure) ; possibilité saisine simultanée de la commission et d'un tribunal de l'or judiciaire : rejeté ; amendement n° 1422 de M. François d'Aub (substituant au mot « constate » le mot « exige » dans le deuxiè alinéa de cet article) (p. 865) ; constatation des infractio rejeté ; amendement n° 2188 de M. Alain Madelin (cas où recommandations de la commission sont restées sans effe amendement n° 1423 de M. François d'Aubert (cas où les rec mandations n'ont pas reçu de début d'exécution) ; amendem n° 2189 de M. Alain Madelin (cas où les décisions de la c mission n'ont reçu aucun commencement d'exécution) : rejet amendement n° 2175 de M. Robert-André Vivien (remise col tive de la démission des membres de la commission) ; amen ment n° 2176 de M. Jacques Toubon (expression publique désespoir de la commission lorsque sa décision n'est pas su d'effet) ; amendement n° 2177 de M. Michel Péricard (infor tion de l'exécution des décisions par publication au *Jour officiel*) ; amendement n° 2178 de M. Jacques Toubon (con de carence) ; amendement n° 2190 de M. Alain Madelin (tr mission du dossier au ministère public) ; cas d'échec des rec mandations de la commission ; constat de carence (p. 866) ; in des prix ; information du ministère public ; amendements n° 2 et n° 2176 : retirés ; amendements n° 2177, n° 2178 et n° 21 rejetés ; amendements identiques n° 923 de M. Jean-Marie C et n° 2191 de M. Alain Madelin (substituant au mot « inform le mot « saisit » dans le second alinéa de cet article) : rejet

mendement n° 1612 de M. Jean-Marie Caro (possibilité de proger le délai prévu par cet article) ; décisions de la commission : ejeté ; amendements identiques n° 470 de M. Pascal Clément, ° 478 de M. Alain Madelin, n° 924 de M. Jean-Marie Caro, ° 1426 de M. François d'Aubert, n° 1427 de M. Charles Millon, ° 485 de M. Jacques Baumel, n° 599 de M. Pierre Bas et n° 990 e M. Robert-André Vivien (suppression de l'avant-dernier alinéa e cet article) ; amendement n° 599 : retiré ; problème de la suppression du bénéfice des franchises postales et fiscales ; décisions es tribunaux de l'ordre judiciaire (p. 867) ; pouvoir de sanction e la commission ; disparition éventuelle d'un titre en dehors es procédures judiciaires ; privation et transfert de propriété ; urisprudence du Conseil constitutionnel dans ce domaine ; rôle e la commission et du ministère public (p. 868) ; possibilité e suppression des aides fiscales ou tarifaires ; recours pour xcès de pouvoir devant le Conseil d'Etat ; possibilité d'un sursis exécution ; éventualité du rachat d'un organe de presse). 869) ; cas d'absorption de certains titres par des groupes ; roit des journalistes ; problème de la véracité des propos tenus ar M. Georges Fillioud à propos de ces dispositions ; amendeents n°s 470, 478, 924, 1426, 1427, 485 et 990 : rejetés ; amendeent n° 2154 de M. François d'Aubert (cas où des poursuites nt été engagées) ; franchises postales ou fiscales ; sursis à xécution ; cas de dommages irréparables ; compétence liée de administration par l'avis de la commission paritaire en matière 'aides fiscales et postales (p. 870) ; jurisprudence du Conseil 'Etat dans ce domaine ; franchise fiscale : rejeté ; amendements lentiques n° 471 de M. Pascal Clément et n° 479 de M. Alain ladelin (cas où la juridiction pénale prononce la relaxe) ; rôle e la commission administrative ; nombre des quotidiens natioaux d'information générale ; restructuration depuis l'après-uerre ; suppression d'une vingtaine de titres depuis cette poque ; cas de *Paris-Jour* et de *Combat* ; difficultés économiques e la presse ; poids syndical (p. 871) ; dépolitisation du lectorat ; éveloppement de la presse radiodiffusée ; difficultés des entrerises de presse ; indemnités de licenciement en cas d'éventuels émantèlements des groupes : rejetés ; amendement n° 925 e M. Jean-Marie Caro (cas où une procédure judiciaire est ngagée) : rejeté ; amendement n° 991 de M. Robert-André ivien (constatation ne pouvant entraîner aucune suspension es effets du certificat d'inscription) : rejeté ; amendement ° 472 de M. Pascal Clément (sanction par la commission des ublications désignées) : rejeté (p. 872) ; amendement n° 1428 e M. François d'Aubert (substituant au mot « entraîne » les ots « peut entraîner par décision motivée du ministre compé-nt » dans l'avant-dernier alinéa de cet article) ; commissaire ·présentant le pouvoir : rejeté ; son amendement n° 1431 de . François d'Aubert (rétablissement des conditions de pluraisme) : rejeté ; amendements identiques n° 1563 de la commison et n° 1599 de la commission des lois (visant la privation e divers avantages inscrits au code général des impôts et au ode des postes et télécommunications) ; avantages en matière e T. V. A. et d'affranchissement postal ; application des règles elatives au pluralisme ; pouvoir de la commission pour la ansparence (p. 873) ; délai de mise en conformité avec les écisions de cette commission ; suppression des franchises scales et postales ; caractère original de cette disposition dans histoire de la presse française ; groupe de M. Robert Hersant : doptés ; amendements n° 1430, n° 1429, n° 1432, n° 1433 et ° 1434 de M. François d'Aubert : devenus sans objet (p. 874) ; mendement n° 1878 de M. Guy Ducoloné (recours devant le onseil d'Etat) : retiré ; amendements identiques n° 473 de . Pascal Clément, n° 481 de M. Alain Madelin, n° 926 de . Jean-Marie Caro, n° 1435 de M. Charles Millon et n° 486 de . Robert-André Vivien (suppression du dernier alinéa de cet rticle) ; compétence liée de l'administration par les décisions e la commission paritaire en matière de tarifs postaux et scaux préférentiels ; amendements n°, 473, n° 481, n° 926 et ° 1435 : retirés ; possibilité pour la commission de suspendre s effets du certificat d'inscription à la commission paritaire es publications ; amendement n° 486 : rejeté ; amendement ° 2180 de M. Michel Péricard (transmission par la commission un faire-part de décès à la commission paritaire des publicaons) ; transparence en matière de presse : rejeté (p. 875) ; nendements identiques n° 474 de M. Pascal Clément et n° 482 e M. Alain Madelin (constatation entraînant la saisine de la ommission paritaire des publications et agences de presse) ; fférence entre l'information et la saisine : rejetés ; amendeent n° 2192 de M. Alain Madelin (portée de l'avis de la ommission paritaire de publication) ; cas d'un conflit entre s décisions de la commission pour la transparence et les écisions ministérielles ayant recueilli l'avis de la commission ıritaire : rejeté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 19 : amendements identiques n° 487 de M. Pascal lément et n° 488 de M. Alain Madelin (cas d'annulation des nctions prévus par le juge pénal) ; responsabilité des membres de la commission ; notion de préjudice indemnisable ; nécessité de prévoir une indemnisation (p. 876) ; responsabilité de l'Etat : rejetés (p. 877).

Article 20 (*moyens d'investigation de la commission pour la transparence et le pluralisme*) : mission de la commission de démanteler certains titres déplaisant à la majorité (p. 889) ; place de la commission au-dessus des tribunaux de l'ordre judiciaire ; pouvoirs exceptionnels dont est dotée la commission pour la transparence ; moyens d'investigation auprès des entreprises ; participation des N.M.P.P. à l'accomplissement des missions de la commission pour la transparence (p. 890) ; place des partis politiques dans le champ de l'application de la présente loi ; lourdeur des sanctions prévues pouvant aller jusqu'à 5 millions de francs ; « esprit de Bourg-en-Bresse » ; moyens exorbitants dont est dotée la commission pour la transparence ; libre activité des partis politiques ; appartenance de la commission pour la transparence à l'ordre administratif mais aussi à l'ordre judiciaire dans la mesure où elle prononce des sanctions de nature pécuniaire (p. 891) ; modification de cet article par la commission des affaires culturelles ; inquisition fiscale ; secret fiscal ; amendements identiques n° 20 de M. Alain Madelin, n° 927 de M. Jean-Marie Caro, n° 1436 de M. François d'Aubert et n° 117 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (de suppression) (p. 892) ; problème des partis politiques ; pouvoir de la commission de la transparence en matière de contrôle économique ; pouvoir de perquisitionner de nuit ; mise en place d'une juridiction d'exception par un gouvernement prétendant s'opposer à celle-ci (p. 893) : rejetés ; amendement n° 928 de M. Jean-Marie Caro (supprimant le caractère répressif de cet article) : rejeté ; amendement n° 1438 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de coordination) ; devenu sans objet ; amendements identiques n° 489 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin, n° 496 de M. Alain Madelin et n° 504 de M. Jacques Toubon (suppression du premier alinéa de cet article) (p. 894) ; caractère inconstitutionnel de cet alinéa : rejetés ; amendements identiques n° 490 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin et n° 497 de M. Alain Madelin (précisant que les procédures diligentées par la commission pour la transparence sont placées sous le contrôle de l'autorité judiciaire) (p. 895) ; caractère exorbitant du droit de perquisition prévu par cet article : rejetés au scrutin public ; amendement n° 2303 de M. François d'Aubert : devenu sans objet ; amendement n° 1437 de M. François d'Aubert (référence aux renseignements nécessaires sur la structure des entreprises concernées) (p. 896) ; imprécision des missions de la commission pour la transparence : rejeté ; amendements identiques n° 491 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert et n° 498 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que la commission pour la transparence ne pourra pas recueillir de renseignements auprès des entreprises) : rejetés ; amendement n° 1564 de la commission (possibilité pour la commission pour la transparence de recueillir des renseignements auprès de personnes) (p. 897) : adopté au scrutin public ; amendements identiques n° 1565 de la commission et n° 1600 de la commission des lois (référence au libre exercice de l'activité des partis politiques visés à l'article 4 de la Constitution) ; contrôle du juge administratif sur les moyens d'investigation de la commission pour la transparence ; limitation de ces moyens d'investigation en matière fiscale, de procédure fiscale et en matière de secret statistique ; assujettissement des partis politiques aux obligations de transparence et de respect des conditions du pluralisme ; refus de voir les investigations poursuivies sur les moyens matériels ou sur les adhérents de partis politiques (p. 898) ; caractère inopérant de la référence faite dans l'amendement n° 1565 de la commission à l'article 4 de la Constitution relatif aux partis politiques ; volonté de la majorité de rassurer le parti communiste (p. 899) ; sous-amendement n° 2204 de M. François d'Aubert à l'amendement n° 1565 de la commission (référence au secret commercial) ; problème des journaux vivant essentiellement d'abonnements (p. 900) : rejeté ; sous-amendement n° 2518 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à la liberté de publication) ; sous-amendement n° 2519 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) : rejetés ; sous-amendement n° 2520 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence au libre exercice de l'activité des syndicats) : rejeté ; sous-amendement n° 2521 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à l'activité des associations) (p. 901) ; liberté d'association : rejeté ; sous-amendement n° 2522 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (protection des informations nominatives) ; exemple des listes d'abonnés ; opinion de M. Jean-Jack Queyranne selon laquelle M. Alain Madelin serait le digne héritier du régime de Vichy (p. 902) : rejeté ; amendements n° 1565 et n° 1600 : adoptés ; en conséquence, les amendements n° 1439 de M. François d'Aubert et n° 499

de M. Alain Madelin : deviennent sans objet (p. 903) ; amendements identiques n° 995 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant et n° 1440 de M. François d'Aubert soutenu par M. Georges Tranchant (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) ; caractère inconstitutionnel de la disposition de la loi de finances pour 1984 permettant les enquêtes à domicile de nuit en dehors de tout contrôle judiciaire : rejetés ; amendements identiques n° 492 de M. Pascal Clément soutenu par M. Emmanuel Hamel et n° 505 de M. Michel Péricard soutenu par M. Emmanuel Hamel (suppression du deuxième alinéa de cet article) (p. 908) : rejetés ; amendement n° 1441 de M. François d'Aubert soutenu par M. Emmanuel Hamel (référence aux sanctions prévues à l'article 33 *bis* du présent projet de loi) : rejeté ; amendements identiques n° 493 de M. Pascal Clément, n° 501 de M. Alain Madelin soutenus par M. Emmanuel Hamel et n° 506 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Georges Tranchant (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; sanctions pécuniaires infligées par la commission pour la transparence : rejetés ; amendement n° 2196 de M. Alain Madelin soutenu par M. Emmanuel Hamel (précisant que l'entreprise dispose d'un délai de trois mois pour fournir les renseignements demandés par la commission pour la transparence) : rejeté ; amendement n° 2197 de M. Alain Madelin soutenu par M. Emmanuel Hamel (précisant que l'entreprise dispose des délais légaux pour fournir les renseignements demandés par la commission pour la transparence) (p. 909) ; délai prévu pour répondre aux demandes de renseignements formulées par la commission pour la transparence : rejeté ; amendement n° 2198 de M. Alain Madelin (référence à des délais fixés par décret en Conseil d'Etat) : non soutenu ; amendement n° 2199 de M. Alain Madelin (référence à des délais réglementairement fixés) : non soutenu ; amendement n° 1442 de M. François d'Aubert soutenu par M. Emmanuel Hamel (suppression de la référence à des renseignements incomplets ou inexacts) (p. 910) : rejeté ; amendement n° 2200 de M. Alain Madelin soutenu par M. Emmanuel Hamel (renseignements erronés fournis volontairement) : rejeté ; amendement n° 2201 de M. Alain Madelin soutenu par M. Emmanuel Hamel (saisine du ministère public) : rejeté ; amendements identiques n° 1566 de la commission, n° 494 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert, n° 502 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert, n° 997 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant et n° 1601 de la commission des lois (suppression de la seconde phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; incompétence de la commission pour la transparence en matière de sanctions pécuniaires en cas de refus de fournir les informations demandées ; caractère restrictif du présent projet de loi (p. 911) ; attitude des vice-présidents socialistes pendant les séances publiques ; attitude de M. François d'Aubert ; conditions dans lesquelles M. François d'Aubert demande une suspension de séance : attitude des députés de l'opposition ; record de durée représenté par la discussion en séance publique du présent projet de loi (p. 912) ; rappels au règlement de M. Emmanuel Hamel et M. Georges Tranchant ; suppression des dispositions répressives faisant référence aux ordonnances de 1945 (p. 913) : rejetés ; amendement n° 1000 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (saisine de l'autorité judiciaire) : rejeté ; amendements identiques n° 495 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert, n° 503 de M. Alain Madelin et n° 507 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (suppression du dernier alinéa de cet article) ; improvisation ayant présidé à l'élaboration du présent projet de loi ; droit de perquisition de nuit sans témoin, sans mandat et sans procès-verbal immédiat au siège d'une entreprise de presse et au siège d'un parti politique ou d'un syndicat lorsque ceux-ci éditent une publication ; déroulement du débat ; amélioration de la rédaction du présent projet de loi (p. 914) : adoptés ; modification de l'ordre du jour de l'Assemblée ; amendements n° 1567 de la commission, n° 1602 de la commission des lois, n° 2202 de M. Alain Madelin, n° 1443 de M. François d'Aubert : deviennent sans objet ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 20 : Amendements identiques n° 508 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin et n° 509 de M. Alain Madelin (précisant que les procédures prévues à l'article précédent ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de grande instance) : rejetés.

Article 21 (*pouvoirs de vérification de la commission pour la transparence et le pluralisme auprès des entreprises*) : volonté de la commission des affaires culturelles de modifier profondément la rédaction de cet article (p. 915) ; nécessité de limiter le nombre des agents autorisés à intervenir pour le compte de la commission pour la transparence ; contrôle de l'autorité judiciaire sur ces agents ; énumération limitative des agents compétents ; acceptation par le Gouvernement de la rédaction proposée pour cet article par la commission ; conditions dans lesquelles pourront être opérées les vérifications auprès des entreprises ; définition des modalités des visites auxquelles assistera un officier de police judiciaire (p. 916) ; « article de la honte » ; risque de perquisition de nuit sans mandat à la rédaction du *Quotidien de Paris* ou du *Canard enchaîné* ; ordonnances du 30 juin 1945 (p. 917) ; volonté de la commission de rendre cet article plus acceptable ; mise en place de deux procédures parallèles (mission de vérification et mission de renseignement) ; décision du Conseil constitutionnel relative à l'article 89 de la loi de finances pour 1984 ; caractère effroyable de cet article ; dispositions de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix (pp. 918, 919) ; amendements identiques n° 21 de M. Alain Madelin, n° 929 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Alain Madelin, n° 1444 de M. François d'Aubert, n° 1445 de M. Charles Millon soutenu par M. Emmanuel Hamel et n° 118 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) ; affaire du *Canard enchaîné* ; référence à la loi de 1977 sur la concurrence (p. 920) ; contrôle des prix par l'actuel Gouvernement ; régime des perquisitions de nuit ; nécessité de supprimer cet article (p. 921) : rejetés par scrutin public ; amendement n° 2205 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que les rapporteurs de la commission de la transparence peuvent recevoir commission rogatoire du juge d'instruction ; amendements identiques n° 1568 de la commission, n° 1603 de la commission des lois (précisant la liste des personnes habilitées à intervenir pour le compte de la commission pour la transparence, contrôle de l'autorité judiciaire sur les visites effectuées dans les entreprises) (p. 922) ; amendement n° 2205 retiré ; sous-amendement n° 2523 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 1568 de la commission (suppression du premier alinéa de cet amendement) ; infraction ou présomption d'infraction aux obligations de la loi comme préalable à l'engagement d'une procédure : rejeté ; sous-amendement n° 2590 de M. Alain Madelin (procédure de vérification en cas d'infraction) : rejeté ; sous-amendement n° 2575 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Michel Péricard (application du secret professionnel à l'ensemble des informations recueillies à l'occasion des vérifications) (p. 923) : rejeté ; sous-amendement n° 2524 de M. Alain Madelin (suppression du deuxième alinéa de cet amendement) ; nécessité de retirer aux agents visés au premier alinéa de cet amendement le pouvoir de demander aux entreprises communication de tout document utile à l'accomplissement de leur mission : rejeté ; sous-amendement n° 2577 de M. Michel Péricard (référence aux documents régis par le journalistes pour l'exercice de leur profession) ; secret lié l'activité des journalistes ; protection du secret des sources (p. 924) ; impossibilité pour la commission de la transparence de s'immiscer dans le contenu des journaux ; information de cette commission sur les structures financières de l'entreprise secret professionnel : rejeté ; sous-amendement n° 2525 de M. Alain Madelin (interdiction faite à la commission pour la transparence de demander communication de tout document relatifs à l'activité rédactionnelle et de pénétrer dans les locaux affectés à la rédaction) (p. 925) ; contrôle de l'autorité judiciaire sur la visite d'entreprise : rejeté ; sous-amendement n° 2526 de M. Alain Madelin (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet amendement relatif aux perquisitions) : rejeté ; sous-amendement n° 2579 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Robert-André Vivien (notion de délibération spéciale) : rejeté ; sous-amendement n° 2527 de M. Alain Madelin (investigation en présence du président de la fédération nationale de la presse française) ; sous-amendement n° 2528 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (ordonnance du président du tribunal de grande instance) (p. 926) ; perquisitions éventuelles au siège des radios locales privées : rejetés ; sous-amendement n° 2576 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Emmanuel Aubert (envoi d'un avis de vérification) ; déroulement de la visite en présence du responsable de l'entreprise ou de deux témoins (p. 927) : retiré ; sous-amendement n° 2528 de M. Alain Madelin (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté ; sous-amendement n° 2577 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Emmanuel Aubert (conditions dans lesquelles le magistrat accorde des autorisations) : rejeté ; sous-amendement n° 2591 de M. Emmanuel Aubert (référence à certains articles des ordonnances n°s 45-1483 et 45-1484 du 30 juin 1945) ; nécessité d'abroger ces ordonnances (p. 928) : rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 2586 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 2589 de M. Jacques Toubon : retiré ; sous-amendements n° 2587 et n° 2588 de M. Jacques Toubon soutenus par M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendements n° 2586, n° 2587 et n° 2588 : rejetés (p. 929) ; amendements n°s 1568 et 1603 adoptés ; en conséquence, les amendements n° 510 de M. Pascal Clément, n° 515 de M. Alain Madelin, n° 520 de M. Jacques

Baumel, nos 1003 à 1011 de M. Robert-André Vivien, n° 2206 et n° 1446 de M. François d'Aubert, n° 1056 de M. Pierre Bas, n° 1012 de M. Robert-André Vivien, n° 1447 de M. François d'Aubert, n° 511 de M. Pascal Clément, n° 516 de M. Alain Madelin, n° 512 de M. Pascal Clément, n° 517 de M. Alain Madelin, n° 514 de M. Pascal Clément, n° 518 de M. Alain Madelin, n° 521 de M. Robert-André Vivien, n° 513 de M. Pascal Clément, n° 519 de M. Alain Madelin, n° 580 de M. Alain Madelin et n° 2207 de M. François d'Aubert : deviennent sans objet ;

— article 21, ainsi modifié, adopté (p. 930).

Après l'article 21 : Amendements identiques n° 522 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin et n° 530 de M. Alain Madelin (contrôle judiciaire sur les fonctionnaires et agents pratiquant les vérifications prévues à l'article 21 du présent projet de loi) ; amendements identiques n° 528 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin et n° 536 de M. Alain Madelin (conditions dans lesquelles les fonctionnaires et agents peuvent dresser procès-verbal) (p. 940) ; abrogation éventuelle des ordonnances du 30 juin 1945 ; amendements n° 522, n° 530, n° 528 et n° 536 : rejetés ; amendements identiques n° 527 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert et n° 535 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (procès-verbaux dressés en vertu de l'article 21 du présent projet de loi) ; intervention de l'ordre judiciaire dans la procédure de « mise en cause » des dirigeants et des entreprises de presse (p. 941) : rejetés après rectification ; amendements identiques n° 529 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin et n° 537 de M. Alain Madelin (visites effectuées dans les locaux servant exclusivement à l'habitation) ; décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1984 relative aux perquisitions ; atteinte portée aux libertés publiques ; nécessité d'abroger les ordonnances de 1945 (p. 942) : rejetés au scrutin public ; amendement n° 523 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin (problème des procès-verbaux de perquisition des locaux des entreprises de presse) ; amendements n° 524 et n° 525 de M. Pascal Clément soutenus par M. Alain Madelin (même objet) : retirés ; amendement n° 534 de M. Alain Madelin (de précision) : retiré.

Article 22 (*motivation et publicité de certaines décisions de la commission pour la transparence et le pluralisme*) : inutilité de cet article ; recours pour excès de pouvoir et recours de plein contentieux ; sursis à exécution (p. 943) ; notion de motivation des décisions administratives ; motivation obligatoire des décisions juridictionnelles ; délai de recours et notification ; amendements identiques n° 119 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant, n° 930 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. François d'Aubert et n° 1448 de M. François d'Aubert (de suppression) ; absence de réponse du secrétaire d'Etat et du rapporteur aux observations formulées par les orateurs de l'opposition (p. 944) ; nature juridique de la commission pour la transparence ; insuffisance de la procédure du recours pour excès de pouvoir ; sursis à exécution ; motivation des décisions de la commission : rejetés (p. 945) ; amendements identiques n° 1569 de la commission et n° 1604 de la commission des lois précisant que les décisions de la commission pour la transparence sont susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat) ; amendement n° 1016 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (motivation et publication des avis et propositions de la commission pour la transparence au *Journal officiel*) ; contenu de la loi du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs (p. 946) ; éventuelle condamnation à mort d'une entreprise de presse par retrait des aides de l'Etat ; sous-amendement n° 2530 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 1569 de la commission (référence aux avis des prescriptions de la commission pour la transparence) ; sous-amendement n° 2580 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (référence aux avis et propositions de la commission pour la transparence) : rejetés ; sous-amendement n° 2593 de M. François d'Aubert (recours de plein contentieux et recours pour excès de pouvoir) (p. 947) ; avenir de *France-Soir* : rejeté ; sous-amendement n° 2209 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (précisant que le recours suspend l'exécution de la décision) ; sous-amendement n° 2210 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (existence d'un moyen sérieux et de nature à justifier l'annulation de la décision attaquée) ; sous-amendement n° 2582 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) (p. 948) ; sous-amendement n° 2583 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (mise en place d'un délai de 15 jours) : rejetés ; sous-amendement n° 2581 de M. Jacques Toubon soutenu par M. François d'Aubert (sursis à exécution) : rejeté ; sous-amendement n° 2584 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 949) ; amendement n° 1569, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, l'amendement n° 1604 devient sans objet ainsi que les amendements n° 1014 de M. Robert-André Vivien, n° 1449 de M. Alain Vivien, n° 2208 de M. François d'Aubert, n° 1015 de M. Alain Peyrefitte, n° 1450 de M. Charles Millon, n° 1880 de M. Paul Mercieca, n° 1451 de M. Charles Millon et n° 1452 de M. Pascal Clément ;

— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 (*consultation de la commission pour la transparence et le pluralisme par les autorités judiciaires*) ; problème d'un éventuel conflit entre l'autorité judiciaire et la commission pour la transparence ; pression exercée par le secrétaire d'Etat sur le groupe communiste pour qu'il retire un amendement modifiant cet article (p. 950) ; amendements identiques n° 22 de M. Alain Madelin, n° 1453 de M. François d'Aubert, n° 1454 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert, n° 120 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) ; risque de conflit entre la commission pour la transparence et les autorités judiciaires : rejetés ; amendement n° 581 de M. Alain Madelin (saisine des juges répressifs en cas d'infraction aux articles 10 à 13 du présent projet de loi) (p. 951) ; opinion du parti communiste sur le présent article : rejeté au scrutin public ; amendement n° 2211 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Georges Tranchant (possibilité pour les membres de la commission pour la transparence d'être traduits devant les autorités judiciaires) ; amendement n° 1017 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (possibilité d'entendre les membres de la commission pour la transparence) (p. 952) : rejetés ; amendement n° 2213 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (secret de l'instruction) : rejeté ; amendement n° 2212 de M. Alain Madelin (précisant que la commission pour la transparence sursoit à toute décision dès qu'elle est informée de la saisine de l'autorité judiciaire) ; problème de la dualité des procédures : rejeté au scrutin public ;

— article 23 : adopté.

Article 24 (*rapport annuel de la commission pour la transparence et le pluralisme*) : caractère peu crédible de la mise en place de la présente loi ; émission radiophonique « Signé Furax » (p. 954) ; volonté du Gouvernement de donner une légitimité à la commission pour la transparence ; amendements identiques n° 23 de M. Alain Madelin, n° 931 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Alain Madelin, n° 1456 de M. François d'Aubert n° 121 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant et n° 767 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) ; fonctionnement de la Haute Autorité de l'audiovisuel (p. 954) ; affaire de La Chapelle-Darblay ; volonté de M. François d'Aubert d'interpeller le Gouvernement : rejetés ; amendement n° 2214 de M. François d'Aubert : devenu sans objet ; amendement n° 1018 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (de précision) (p. 955) : rejeté ; amendements identiques n° 1570 de la commission, n° 1457 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert et n° 2215 de M. Michel Péricard soutenu par M. Georges Tranchant (suppression de la deuxième phrase de cet article précisant que le rapport annuel présente une analyse de la propriété et du contrôle des entreprises de presse éditant des publications d'information politique et générale) ; affaire de La Chapelle-Darblay : adoptés ; en conséquence, les amendements n° 932 et n° 933 de M. Jean-Marie Caro, n° 2216 de M. Alain Madelin, n° 2219, n° 2217, n° 2218 de M. Jacques Baumel, n° 1019 et n° 1020 de M. Jacques Toubon, n° 1021 de M. Jacques Baumel, n° 1022 de M. Robert-André Vivien, n° 1023 de M. Michel Péricard, n° 1024 de M. Robert-André Vivien et n° 1025 de M. Jacques Baumel : deviennent sans objet ; amendement n° 2220 de M. Alain Madelin (contenu du rapport annuel) (p. 956) : rejeté ; amendement n° 1459 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Marie Caro (précisant que le rapport annuel comporte une analyse de l'évolution des diverses aides à la presse) : rejeté ; amendement n° 1460 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que le rapport annuel présente une analyse des répartitions des ressources publicitaires des entreprises possédées ou contrôlées par l'Etat) ; faible niveau des dépenses publicitaires par habitant en France (p. 957) ; problème de la mise à disposition du journal *L'Humanité* dans les avions d'Air Inter ; dépenses publicitaires de la S. N. C. F. ; mise en cause du ministre des transports par M. François d'Aubert : rejeté au scrutin public (p. 958) ; amendements identiques n° 1057 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant et n° 1461 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase de cet article) : rejetés ; amendement n° 1462 de M. Pascal Clément soutenu par Emmanuel Hamel (précisant que le rapport annuel pourra contenir des propositions de réformes législatives) : rejeté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 1464 de M. François d'Aubert (insérant l'intitulé suivant : titre III *bis :* indemnisation des anciens propriétaires) ; situation assimilable à une nationalisation ou à une expropriation : rejeté ; amendement n° 1571 de la commission (moyens financiers mis à la disposition de la commission pour la transparence) ; amendement n° 1463 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 2595 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 1571 de la commission (référence au Premier ministre) ; sous-amendement n° 2596 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (suppression de la dernière phrase de cet amendement) (p. 959) ; coût très élevé du fonctionnement de la commission pour la transparence ; référence à la commission « Informatique et Libertés » (p. 960) ; amendement n° 1463 : non soutenu ; sous-amendements n° 2595 et n° 2596 : rejetés ; amendement n° 1571 : rejeté (p. 961).

Titre IV : *sanctions pénales.*

Avant l'article 25 : amendement n° 1465 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (supprimant l'intitulé de ce titre) : rejeté ; amendement n° 2221 de M. Alain Madelin (manquements au secret des sources d'information) : rejeté ; amendement n° 2222 de M. Alain Madelin (prescription des délais de presse après un délai de trois mois) : rejeté ; amendement n° 2223 de M. Alain Madelin (sanctions pénales) (p. 972) : rejeté.

Article 25 (*sanction de la violation des dispositions de l'article 3 du présent projet de loi*) : possibilité pour la commission de la transparence de condamner un titre à mort ; alourdissement par cet article du dispositif répressif du présent projet de loi ; interprétation de la notion de personne ; sanctions des prête-noms ; imprécision de la définition des délits ; mise en place d'un système de double sanction ; exemple de l'interdiction d'exercer la profession de directeur de journal (p. 973) ; problème des prête-noms ; amendements identiques n° 24 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert, n° 1466 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin, n° 122 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant et n° 768 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) (p. 974) ; caractère répressif des fautes susceptibles d'être sanctionnées ; caractère cumulatif des peines d'amendes et des peines de prison ; indulgence de la droite à l'égard des délits économiques ; définition de la notion de prête-nom (p. 975) ; nécessité des sanctions pénales déjà présentes dans l'ordonnance de 1944 : rejetés ; amendement n° 934 de M. Jean-Marie Caro (référence à la future loi destinée à instituer diverses mesures d'ordre économique et fiscal en faveur des entreprises de presse) ; importance des aides économiques pour la survie de certains titres : rejeté ; amendement n° 2224 de M. Alain Madelin (référence aux opérations de mandataires) (p. 976) ; loi anti-Hersant : rejeté ; amendement n° 582 de M. Alain Madelin (délit intentionnel) ; amendements identiques n° 1652 de M. Pascal Clément soutenu par M. François d'Aubert et n° 2225 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendements identiques n° 2226 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant et n° 2230 de M. François d'Aubert (même objet) ; accusation de prête-nom portée contre M. André Audinot ; indulgence fiscale manifestée à l'égard de M. Jean-Baptiste Doumeng et des frères Willot (p. 977) ; notion d'intention délictueuse : rejetés ; amendement n° 1467 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (caractère volontaire et intentionnel de l'infraction) (p. 978) : rejeté ; amendement n° 2231 de M. François d'Aubert (modifiant l'échelle des peines) ; amendements n° 1027 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant, n° 1468 de M. Charles Millon et n° 1028 de M. Michel Péricard soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) ; amendement n° 1468 : retiré : amendements n° 2231, n° 1027 et n° 1028 : rejetés (p. 979) ; amendements identiques n° 2227 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant et n° 2232 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (caractère non obligatoirement cumulatif des peines) : rejetés ; amendement n° 2228 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (opération de prête-nom réalisée pour le compte d'un groupe) ; exemple de l'Agence Havas : rejeté ; amendement n° 2229 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (personnes ayant eu connaissance de l'opération frauduleuse) (p. 981) ; amendement n° 2233 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; asphyxie éventuelle de certains titres par suppression des franchises postales et fiscales décidée par la commission pour la transparence et le pluralisme : rejetés ; amendement n° 2594 du Gouvernement (intervention d'une personne morale comme prête-nom) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté au scrutin public (p. 982).

Article 26 (*sanction de la violation des dispositions de l'article 4 du présent projet de loi*) : problème de l'élément intentionnel indispensable en matière de sanction pénale ; définition des personnes visées par cet article ; « transparence remontante » ; problème du non-respect de l'obligation de la mise au nominatif des actions au porteur (p. 983) ; amendements identiques n° 25 de M. Alain Madelin, n° 935 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Alain Madelin, n° 1469 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin, n° 123 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant et n° 769 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) ; ambiguïté relative aux incriminations pénales figurant dans cet article ; imprécision de l'article 4 du présent projet de loi ; clarté de la stratégie de l'opposition (p. 984) : rejetés ; amendement n° 1029 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Georges Tranchant (suppression de la référence aux dirigeants de fait) ; Agence Havas : rejeté ; amendement n° 583 de M. Alain Madelin (violation délibérée des dispositions de l'article 4 du présent projet de loi) ; amendement n° 1663 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin et amendements identiques n° 2234 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant, n° 2235 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) (p. 985) ; délits intentionnels et délits non intentionnels : rejetés (p. 986) ; amendement n° 584 de M. Alain Madelin (précisant que la non-mise au nominatif des actions au porteur n'est une infraction que si cette abstention a été volontaire) : rejeté ; amendement n° 2236 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (suppression du mot « toute » dans cet article) (p. 990) : retiré ; amendement n° 1572 de la commission (d'harmonisation) ; amendement n° 2237 de M. Alain Madelin (allongeant les délais prévus par cet article) ; amendement n° 1572 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 2237 devient sans objet ainsi que l'amendement n° 936 de M. Jean-Marie Caro ; amendement n° 2238 de M. François d'Aubert (modifiant le barème des amendes prévu par cet article) ; amendement n° 1030 de M. Michel Péricard soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; lourdeur des amendes ; problème de la compétence du tribunal correctionnel (p. 991) : rejetés ;

— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 (*sanction de la violation des dispositions de l'article 6 du présent projet de loi*) : lourdeur des amendes prévues pour défaut d'insertion ; problème du « délit non intentionnel » (p. 992) ; aggravation et durcissement du présent texte par rapport à l'ordonnance de 1944 ; multiplication des procédures inquisitoriales ; problème de l'évaluation des biens d'une entreprise de presse (p. 993) ; sanction de la violation des dispositions de l'article 6 ; amendements identiques n° 26 de M. Alain Madelin soutenu par M. Robert-André Vivien, n° 938 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Robert-André Vivien, n° 1470 de M. François d'Aubert soutenu par M. Robert-André Vivien, n° 124 de M. Robert-André Vivien et n° 770 de M. Pierre Bas (de suppression) ; volonté du groupe R.P.R. d'accélérer le débat en séance publique (p. 994) ; amendement n° 770 : non soutenu ; volonté de l'opposition de remettre en discussion les articles du présent projet de loi votés par l'Assemblée nationale ; rejeté ; rappels au règlement de MM. Jacques Toubon (p. 995-996) et Robert-André Vivien ; amendements identiques n° 585 de M. Alain Madelin, n° 2240 de M. François d'Aubert et n° 2239 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (référence au défaut volontaire d'insertion) ; amendement n° 1654 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin (référence au défaut intentionnel d'insertion) (p. 997) ; caractère inapplicable de cet article ; principe selon lequel nul n'est censé ignorer la loi : rejetés ; rappels au règlement de MM. Jacques Toubon (p. 998), Jean Natiez et Robert-André Vivien ; amendements identiques n° 2241 de M. Robert-André Vivien et n° 2242 de M. François d'Aubert (modifiant les amendes prévues par cet article) : rejetés ;

— article 27, adopté.

Article 28 (*sanctions de la violation des dispositions de l'article 7 du présent projet de loi*) : existence de délits non intentionnels ; possibilité d'être prête-nom sans le vouloir ; obligation faite au directeur d'une publication d'insérer une fois par an la liste des publications éditées par l'entreprise ; exemple de *Pif-gadget* (p. 999) ; aggravation du système répressif prévu par l'ordonnance de 1944 ; problème des multiples publications du parti communiste ; amendements identiques n° 27 de M. Alain Madelin, n° 939 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Alain Madelin, n° 1471 de M. François d'Aubert, n° 125 de M. Robert-André Vivien et n° 771 de M. Pierre Bas (de suppression) ; amendement n° 771 : non soutenu ; amendements n° 27, n° 939, n° 1471 et n° 125 : rejetés ; amendements identiques n° 2243 de M. Robert-André Vivien et n° 2244 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (référence à un directeur de publication ayant sciemment omis l'une des formalités prévues à l'article 7 du présent projet de loi) ; caractère intentionnel du délit (p. 1000) ; caractère imprécis de la définition de l'entreprise ; exemple de la famille Amaury et de la famille Hersant ;

rejetés ; amendements identiques n° 2245 de M. Robert-André Vivien et n° 2246 de M. François d'Aubert (modifiant le montant des sanctions pécuniaires) : rejetés ;

— article 28, adopté (p. 1001).

Article 29 (*sanction de la violation des dispositions de l'article 8 du présent projet de loi*) : amendements identiques n° 28 de M. Alain Madelin, n° 940 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. François d'Aubert, n° 1472 de M. François d'Aubert, n° 1473 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert, n° 126 de M. Robert-André Vivien et n° 600 de M. Pierre Bas (de suppression) ; amendements n° 126 et n° 600 : retirés ; problème du délit intentionnel ; transparence remontante : rejetés ; amendements identiques n° 2247 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon et n° 2248 de M. François d'Aubert (référence à une infraction intentionnelle) ; amendement n° 2249 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à une infraction commise volontairement) (p. 1003) : rejetés ; amendements identiques n° 2250 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon et n° 2251 de M. François d'Aubert (modifiant l'échelle des sanctions) : rejetés ;

— article 29, adopté.

Article 30 (*sanction de la violation des dispositions de l'article 9 du présent projet de loi*) : interdiction faite à toute personne de nationalité étrangère d'acheter 20 p. 100 du capital d'une entreprise de presse (p. 1004) ; exemple du journal *Jeune Afrique ;* problème des journaux libanais édités à Paris ; publications destinées aux communautés étrangères implantées en France ; amendements identiques n° 29 de M. Alain Madelin, n° 941 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. François d'Aubert, n° 1474 de M. François d'Aubert, n° 127 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 1005) ; affaire Doumeng ; opinion du rapport annuel du département d'Etat américain sur la politique française : rejetés ; amendement n° 586 de M. Alain Madelin (de précision) : rejeté (p. 1006) ; amendement n° 2252 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (suppression des mots « pour son compte ou pour le compte d'autrui » dans cet article) : rejeté ; amendement n° 2256 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (suppression des mots « ou par tout autre moyen » dans cet article) : rejeté ; amendements identiques n° 2253 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. François d'Aubert et n° 2254 de M. François d'Aubert (caractère intentionnel du délit) ; amendement n° 2255 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) (p. 1007) : rejetés ; amendement n° 2585 de M. Jean-Jack Queyranne à titre personnel (de coordination) : adopté ; amendement n° 2258 de M. François d'Aubert (modifiant l'échelle des sanctions pécuniaires prévues par cet article) ; image de la France à l'étranger (p. 1008) : rejeté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 30 : amendement n° 2259 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (interdisant aux journaux de recevoir des fonds de gouvernements étrangers, sauf de l'Union soviétique) ; problème des journaux du groupe de presse du parti communiste recevant des fonds de l'étranger : retiré (p. 1009) ;

Article 31 (*sanction de la violation des dispositions des articles 10, 11 et 12 du présent projet de loi*) : mise en place des sanctions les plus graves de l'ensemble du présent projet de loi ; sanctions de la non-application des dispositions concernant le pluralisme ; amendements identiques n° 30 de M. Alain Madelin, n° 942 de M. Jean-Marie Caro, n° 1475 de M. François d'Aubert, n° 128 de M. Robert-André Vivien et n° 601 de M. Pierre Bas soutenus par M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 1013) : rejetés ; amendement n° 2262 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (suppression des mots « pour son compte ou pour le compte d'autrui ») : rejeté ; amendements identiques n° 2260 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon et n° 2261 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (référence à un délit intentionnel) ; amendement n° 587 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) : rejetés ; amendements identiques n° 937 de M. Jean-Marie Caro, n° 1476 de M. Charles Millon et n° 2263 de M. Alain Madelin soutenus par M. Jacques Toubon (suppression de la référence au contrôle dans cet article) : rejetés (p. 1014) ; amendement n° 1656 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (de coordination) : adopté ; amendement n° 2264 de M. Alain Madelin soutenu par M. Emmanuel Hamel (modifiant l'échelle de sanctions) ; amendements identiques n° 1477 de M. Charles Millon et n° 2265 de M. Robert-André Vivien et n° 2266 de M. François d'Aubert soutenus par M. Jacques Toubon (même objet) : rejetés ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 (*sanction de la violation des dispositions de l'article 13 du présent projet de loi*) : obligation faite à toute publication quotidienne, nationale et locale, d'avoir une équipe rédactionnelle autonome (p. 1015) ; amendements identiques n° 31 de M. Alain Madelin, n° 943 de M. Jean-Marie Caro et n° 1478 de M. François d'Aubert, n° 129 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Jacques Toubon (de suppression) ; nécessité d'éviter qu'à l'occasion de reprise d'un titre on licencie les journalistes (p. 1016) ; amendement n° 1573 de la commission (d'harmonisation et mettant en place un délai d'un an permettant la mise en conformité de l'obligation prévue à l'article 13 du présent projet de loi en cas de création d'une publication quotidienne) ; amendements n° 31, n° 943, n° 1478 et n° 129 : rejetés ; sous-amendement n° 2290 de M. François d'Aubert soutenu par M. Emmanuel Hamel à l'amendement n° 1573 de la commission (de précision) ; sous-amendement n° 2597 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant le second alinéa de cet amendement) ; exemple du journal *l'Aurore* racheté par M. Robert Hersant (p. 1017) ; sous-amendement n° 2290 : rejeté ; sous-amendement n° 2597 : adopté ; en conséquence, les sous-amendements n° 2291 de M. François d'Aubert, n° 2292 de M. Alain Madelin, n° 2293 de M. Robert-André Vivien : deviennent sans objet ; amendement n° 1573, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, les amendements n° 2283 de M. Robert-André Vivien, n° 2284, n° 2285, n° 2286, n° 2287 de M. Alain Madelin, n° 1479 de M. Charles Millon, n° 2288 de M. Robert-André Vivien et n° 2289 de M. François d'Aubert : deviennent sans objet ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 (*sanction de la violation des dispositions de l'article 14 du présent projet de loi*) : mise en place d'un système d'autorisation préalable ; institution de peines très lourdes ; amendements identiques n° 32 de M. Alain Madelin, n° 944 de M. Jean-Marie Caro, n° 1480 de M. François d'Aubert, n° 1481 de M. Charles Millon soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 130 de M. Robert-André Vivien et n° 603 de M. Pierre Bas soutenus par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejetés (p. 1018) ; amendements identiques n° 2294 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. François d'Aubert et n° 2295 de M. François d'Aubert (caractère intentionnel de l'acte délictueux) ; amendement n° 2296 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; rejetés ; amendement n° 2297 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à une demande d'autorisation) : rejeté ; amendement n° 2298 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à une déclaration préalable) : rejeté ; amendement n° 2299 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (modifiant l'échelle des sanctions) ; amendements identiques n° 2300 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. François d'Aubert et n° 2301 de M. François d'Aubert (même objet) : rejetés ;

— article 33, ainsi modifié, adopté (p. 1019).

Après l'article 33 : amendements identiques n° 1574 de la commission, n° 1605 de la commission des lois et n° 1482 de M. François d'Aubert (précisant que quiconque aura divulgué des renseignements en violation des dispositions du deuxième alinéa de l'article 20 du présent projet de loi sera puni d'une amende de 6 à 80 000 F) ; sous-amendements identiques n° 2302 de M. Robert-André Vivien et n° 2303 de M. François d'Aubert à l'amendement n° 1574 de la commission (principe d'intentionnalité) ; sous amendement n° 2304 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) : sous-amendements : rejetés ; sous-amendement n° 2305 de M. François d'Aubert (modifiant l'échelle des peines) : rejeté ; amendements n° 1574, n° 1605 et n° 1482 : adoptés.

Article 34 (*peines d'interdiction professionnelle*) (p. 1020) : caractère très répressif de cet article ; problème de la rétroactivité des sanctions ; mise en place de peines très sévères (p. 1021) ; image de la France à l'étranger ; conditions dans lesquelles sera appliquée la peine d'interdiction professionnelle ; amendements identiques n° 33 de M. Alain Madelin, n° 945 de M. Jean-Marie Caro, n° 1483 de M. François d'Aubert soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 131 de M. Robert-André Vivien et n° 604 de M. Pierre Bas soutenus par M. Marc Lauriol (de suppression) (p. 1023) ; rejetés ; amendements n° 538 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1484 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (de précision) : rejeté ; amendement n° 2306 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence au retrait de la liberté de diriger ou d'administrer un titre) : rejeté ; amendement n° 2307 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (de précision) : rejeté ; amendement n° 1485 de de M. François d'Aubert (modifiant l'échelle des peines) ;

amendements identiques n° 2309 de M. François d'Aubert et n° 2308 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (même objet) (p. 1023) ; nécessité de réduire la durée maximum d'interdiction profesionnelle ; acharnement contre la profession de patron de presse ; notion de mort professionnelle ; rejetés ; amendement n° 2310 de M. Robert-André Vivien (champ d'application du présent article) : rejeté ; amendement n° 1486 de M. François d'Aubert (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 2311 de M. François d'Aubert (de précision) : devenu sans objet (p. 1024) ; amendements identiques n° 539 de M. Michel Péricard soutenu par M. Marc Lauriol et n° 2312 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 2313 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (modifiant l'échelle des sanctions) ; amendement n° 2314 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendements n° 2315 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 1487 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 2314 : retiré ; amendements n° 2313, n° 2315 et n° 1487 : rejetés ;

— article 34 : adopté.

Après l'article 34 : amendement n[er] 2325 de M. François d'Aubert (procédure suivie en cas d'engagement d'une action devant le juge judiciaire et devant la commission pour la transparence) (p. 1025) ; amendement n° 2326 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (même objet) ; rejetés ; amendement n° 2327 de M. François d'Aubert (application de l'article 50 de la loi du 29 juillet 1881 aux informations ouvertes pour infraction à la présente loi) ; amendement n° 2328 de M. François d'Aubert (référence à l'article 53 de la loi du 29 juillet 1881 (p. 1026) ; rejetés ; amendement n° 2329 de M. François d'Aubert (prescription de l'action publique et de l'action civile résultant des délits prévus par la présente loi) : rejeté ; amendements identiques n° 1575 de la commission et n° 1606 de la commission des lois (sanctionnant le refus de délivrer des renseignements demandés par la commission pour la transparence) ; sous-amendement n° 2330 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (caractère intentionnel de la faute) ; sous-amendement n° 2331 de M. Robert-André Vivien (modifiant l'échelle des peines) ; rappel au règlement de M. Robert-André Vivien (p. 1027) ; sous-amendement n° 2330 : rejeté ; sous-amendement n° 2331 : retiré ; amendements n° 1575 et n° 1606 : adoptés ; amendement n° 2324 de M. François d'Aubert (suspension des effets du certificat d'inscription ordonnée par le tribunal) ; compétence des tribunaux de l'ordre judicaire ; rejeté ; amendement n° 1607 de la commission des lois soutenu par M. Gilles Charpentier, rapporteur suppléant (publication de la décision du tribunal) : adopté (p. 1028)

Titre V : *dispositions transitoires et diverses.*

Article 35 (*délai d'exécution des mesures prescrites par la commission pour la transparence et le pluralisme pour les situations existantes*) : caractère politique et électoral du présent texte ; délai de promulgation de la présente loi ; amendements identiques n° 34 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert, n° 1488 de M. François d'Aubert, n° 132 de M. Robert-André Vivien et n° 774 de M. Pierre Bas soutenus par M. Marc Lauriol (de suppression) : rejetés ; amendements n° 946 et n° 947 de M. Jean-Marie Caro soutenus par M. François d'Aubert (mesures d'ordre économique et fiscal en faveur des entreprises de presse) (p. 1029) ; aides à la presse ; rejetés ; amendement n° 2316 de M. François d'Aubert : devenu sans objet ; amendements n° 1031 et n° 1032 de M. Jacques Baumel soutenus par M. Marc Lauriol (augmentant le délai d'un an accordé aux entreprises pour se mettre en conformité avec la présente loi) : rejetés ;

— article 35 : adopté.

Article 36 (*délai d'application de l'article 13 du présent projet de loi aux situations existantes*) : durée du délai transitoire ; caractère contraignant des dispositions du présent article ; amendements identiques n° 35 de M. Alain Madelin, n° 948 de M. Jean-Marie Caro soutenus par M. François d'Aubert, n° 1489 de M. François d'Aubert, n° 133 de M. Robert-André Vivien et n° 775 de M. Pierre Bas soutenus par M. Marc Lauriol (de suppression)) (p. 1030) ; rejetés ; amendement n° 540 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Marc Lauriol (suppression du 1[er] alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1576 de la commission (référence à des publications quotidiennes) : adopté ; amendement n° 2317 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (référence à des publications d'information générale et polltique) : rejeté ; amendement n° 1033 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Marc Lauriol (substituant à la notion d'équipe rédactionnelle celle de rédaction) : rejeté (p. 1031) ; amendement n° 2318 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (mise en place d'un délai de deux ans) : rejeté ; amendement n° 541 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1034 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (modifiant l'échelle des sanctions) ; amendement n° 2319 de M. François d'Aubert (même objet) ; rejetés ;

— article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 (*disposition transitoire pour la mise au nominatif des actions*) : amendements identiques n° 1577 de la commission, n° 36 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert, n° 949 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. François d'Aubert, n° 1490 de M. François d'Aubert, n° 134 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol et n° 776 de M. Pierre Bas soutenu par M. Marc Lauriol (de suppression) (p. 1032) : adoptés.

En conséquence, cet article est supprimé ; les amendements n° 542 de M. Jacques Toubon, n° 1491 de M. François d'Aubert, n° 1035, n° 1036, n° 1037 et n° 543 de M. Michel Péricard : deviennent sans objet.

Article 38 (*mise en conformité de l'article 15 de l'ordonnance du 26 août 1944 avec la présente loi*) : problème de la hiérarchie des normes juridiques ; amendements identiques n° 2598 du Gouvernement, n° 37 de M. Alain Madelin soutenu par M. Marc Lauriol, n° 950 de M. Jean-Marie Caro soutenu par M. Marc Lauriol, n° 1492 de M. François d'Aubert soutenu par M. Marc Lauriol, n° 135 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol et n° 777 de M. Pierre Bas soutenu par M. Marc Lauriol (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 39 (*abrogation de certains articles de l'ordonnance du 26 août 1944*) (p. 1033) ; mise en place dans le présent projet de loi d'un système plus répressif que celui de l'ordonnance de 1944 (p. 1034) ; amendements identiques n° 38 de M. Alain Madelin, n° 951 de M. Jean-Marie Caro soutenus par M. François d'Aubert, n° 1493 de M. François d'Aubert, n° 136 de M. Robert-André Vivien et n° 778 de M. Pierre Bas soutenus par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejetés ; amendement n° 2320 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (abrogeant l'ordonnance du 26 août 1944) : rejeté ; amendement n° 544 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Jacques Toubon (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1494 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (référence à la définition du prête-nom) : rejeté ; amendement n° 2321 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Marc Lauriol (abrogeant l'article 12 de l'ordonnance du 26 août 1944) : rejeté ; amendement n° 1578 de la commission (rédactionnel) (p. 1035) : adopté ; amendement n° 545 de M. Robert-André Vivien (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté ;

— article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40 (*harmonisation de certaines dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 avec la présente loi*) : problème posé par la présente loi aux agences de presse étrangère installées en France ; amendements identiques n° 39 de M. Alain Madelin, n° 952 de M. Jean-Marie Caro, n° 1495 de M. François d'Aubert, n° 137 de M. Robert-André Vivien et n° 779 de M. Pierre Bas (de suppression) : non soutenus ; amendement n° 1496 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (de précision) : rejeté ; amendement n° 1039 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (de précision) : retiré ;

— article 40 : adopté.

Article 41 (*harmonisation de certaines dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 avec la présente loi*) : future loi sur les multi-médias ; amendements identiques n° 40 de M. Alain Madelin, n° 953 de M. Jean-Marie Caro soutenus par M. François d'Aubert, n° 1497 de M. François d'Aubert, n° 138 de M. Robert-André Vivien et n° 780 de M. Pierre Bas (de suppression) ; amendements n° 138 et n° 780 : retirés ; amendements n° 40, n° 953 et n° 1497 : rejetés ;

— article 41 : adopté.

Article 42 (*caractère d'ordre public de la présente loi*) : caractère redondant de cet article ; amendements identiques n° 41 de M. Alain Madelin, n° 954 de M. Jean-Marie Caro, n° 1498 de M. François d'Aubert soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 139 de M. Robert-André Vivien et n° 781 de M. Pierre Bas soutenus par M. Marc Lauriol (de suppression) (p. 1037) : rejetés ;

— article 42 : adopté.

Après l'article 42 : amendement n° 1041 de M. Jacques Toubon (précisant que les dispositions de la présente loi s'appliquent aux publications créées postérieurement à sa publication) ; amendement n° 1040 de M. Jacques Toubon (application des dispositions de la présente loi aux nouvelles publications devant paraître à la date du 1[er] janvier 1985) : rejetés.

Titre : amendements identiques n° 1525 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon, n° 1662 de M. Jacques Toubon (intitulant le présent projet de loi : « projet de loi visant à remettre en cause les articles 10 et 11 de la déclaration des Droits de l'homme ») ; amendement n° 561 de M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi : « projet de loi visant à remettre en cause l'article 17 de la déclaration des Droits de l'homme ») ; amendements identiques n° 1517 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon et n° 1664 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (intitulant ainsi le présent projet de loi : « projet de loi visant à renouer avec la tradition autoritaire qui s'opposait à l'exercice de la liberté d'expression avant la loi de juillet 1881 ») ; amendement n° 548 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi l'intitulé du présent projet de loi : « projet de loi complétant et modifiant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ») ; amendements identiques n° 1522 de M. Alain Madelin et n° 1666 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi l'intitulé du présent projet de loi « projet de loi visant à limiter la liberté de la presse ») ; amendements identiques n° 1515 de M. Alain Madelin, n° 1668 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi : « projet de loi visant à rétablir l'autorisation préalable pour les entreprises de presse et à créer une Cour de sûreté des entreprises de presse ») (p. 1038) ; amendements identiques n° 1523 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon et n° 1670 de M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi « projet de loi tendant à instaurer un statut de la presse ») ; amendement n° 546 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi « projet de loi tendant à renforcer la consécration des moyens de communication entre les mains de l'Etat et à assurer une discrimination politique entre les entreprises de presse en prévision des élections législatives ») ; amendement n° 2322 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi : « projet de loi visant à renforcer la concentration étatique et à assurer la discrimination politique entre les entreprises de presse ») ; amendement n° 553 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi : « projet de loi visant à restreindre le pluralisme de la presse ») ; amendement n° 547 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi : « projet de loi relatif à la discrimination entre les entreprises de presse ») ; amendement n° 554 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi : projet de loi visant à assurer une discrimination politique entre les entreprises de presse ») ; amendements identiques n° 1521 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon et n° 1673 de M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi : « projet de loi tendant à compléter le monopole de l'Etat sur la télévision ») ; amendements identiques n° 1520 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon et n° 1676 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi : « projet de loi tendant à compléter le monopole de l'Etat sur la radio ») ; amendement n° 555 de M. Jacques Toubon (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi : « projet de loi tendant à compléter le monopole de l'Etat sur la publicité ») ; amendements n° 549, n° 550 et n° 551 de M. Alain Madelin soutenus par M. Jacques Toubon (modifiant l'intitulé du présent projet de loi) ; amendement n° 562 de M. Michel Péricard soutenu par M. Jacques Toubon n° 1678 de M. Jacques Baumel soutenu par M. Jacques Toubon et n° 1402 de M. Roland Nungesser soutenu par M. Jacques Toubon (modifiant l'intitulé du titre du présent projet de loi et faisant référence aux entreprises de communication écrite, audiovisuelle et aux chaînes de radio et de télévision) (p. 1039) ; amendements n° 1525, n° 1562, n° 561, n° 1517 et n° 1644 : rejetés (p. 1040) ; amendements n° 548, n° 1522, n° 1666, n° 1515, n° 1668, n° 1523, n° 770, n° 546, n° 2322, n° 533, n° 547, n° 554, n° 1521, n° 1673, n° 1520, n° 1676, n° 555, n° 549, n° 550, n° 551, n° 562, n° 1678 et n° 1042 : rejetés ; déroulement des travaux de l'Assemblée nationale ; bilan de la discussion du présent projet de loi ; attitude de l'opposition (p. 1041) ; différentes mesures contenues dans le présent projet de loi (p. 1042).

Explication de vote (p. 1042) :

Autorisation préalable : *Toubon (Jacques)* (p. 1043) ;

Conditions dans lesquelles l'Assemblée nationale a examiné le présent projet de loi : *Schreiner (Bernard)* (p. 1045) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1046) ; *Chenard (Alain)* (p. 1047) ;

Equipe rédactionnelle, transparence et pluralisme : *Toubon (Jacques)* (p. 1043) ; *Aubert (François d')* (p. 1045) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1047) ;

Hersant (groupe) : *Brunhes (Jacques)* (p. 1044) ;

Inconstitutionnalité éventuelle du présent projet de loi : *Toubon (Jacques)* (p. 1043) ; *Aubert (François d')* (p. 1045) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 1046) ;

Liberté de la presse (violation ou respect de la) : *Toubon (Jacques)* (p. 1043) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1044) ; *Aubert (François d')* (p. 1044) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 1045) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1046) ;

Presse des partis politiques : *Toubon (Jacques)* (p. 1043) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1044) ;

Remerciements adressés au personnel de l'Assemblée nationale : *Toubon (Jacques)* (p. 1042) ; *Chenard (Alain)* (p. 1047) ;

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Toubon (Jacques)* (p. 1043) ;

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Aubert (François d')* (p. 1045) ;

Vote positif du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 1044) ;

Vote positif du groupe socialiste : *Schreiner (Bernard)* (p. 1046).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1047).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [18 juin 1984] (p. 3429, 3441) [19 juin 1984] (p. 3462, 3482).

Exception d'irrecevabilité de M. Alain Madelin : *Madelin (Alain)* (p. 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440) ; retirée (p. 3440).

Motion de renvoi en commission de M. Jacques Toubon : *Toubon (Jacques)* (p. 3470, 3471) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3471, 3472) ; rejetée (p. 3472).

Question préalable de M. François d'Aubert : *Aubert (François d')* (p. 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452) ; *Madelin (Alain)* (p. 3447) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3447, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3452, 3453) ; rejetée au scrutin public (p. 3458).

Agence centrale de presse (A. C. P.) : *Madelin (Alain)* (p. 3435, 3436).

Agence Havas : *Aubert (François d')* (p. 3449).

Aides à la presse : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3431) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3433) ; *Madelin (Alain)* (p. 3438, 3439) ; *Aubert (François d')* (p. 3450, 3452) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3463) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3467) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3468) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3469, 3470).

Assemblée nationale (conditions de travail) : *Aubert (François d')* (p. 3431, 3437, 3438, 3444, 3483) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3431, 3432) ; *Madelin (Alain)* (p. 3436, 3483) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3453) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3464, 3470, 3471) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3465) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3471, 3472).

Audiovisuel (monopole de l'Etat) : *Aubert (François d')* (p. 3449).

Autorisation préalable : *Madelin (Alain)* (p. 3439) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3456) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3463).

Commission (ou commission paritaire) pour la transparence et le pluralisme : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3430, 3431) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3432, 3433) ; *Madelin (Alain)* (p. 3439, 3440, 3456, 3457) ; *Aubert (François d')* (p. 3450, 3451) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 3465) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3467) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3467) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 3469).

Commission « presse, police, justice » : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3431) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3433).

Conseil constitutionnel (jurisprudence du —) : *Madelin (Alain)* (p. 3440).

Constitution (art. 43) : *Madelin (Alain)* (p. 3436).

Convention européenne des droits de l'homme (art. 10) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3429) ; *Madelin (Alain)* (p. 3440).

Déclaration de M. Georges Fillioud (nature de la) : *Toubon (Jacques)* (p. 3443).

Distribution des journaux : *d'Aubert (François)* (p. 3450).

Droit de propriété : *Fillioud (Georges)* (p. 3457).

Elections européennes (analyse politique du scrutin) : *Madelin (Alain)* (p. 3434, 3442) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3443, 3464).

Elections européennes (présence de M. Hersant sur la liste de Mme Veil) : *Fillioud (Georges)* (p. 3446, 3447) ; *d'Aubert (François)* (p. 3446, 3447).

Entreprises de presse (concentration des —) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3430) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3432, 3455, 3456) ; *Madelin (Alain)* (p. 3436) ; *d'Aubert (François)* (p. 3445, 3447) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3453) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3466).

Entreprises multimédias : *Madelin (Alain)* (p. 3439) ; *d'Aubert (François)* (p. 3446, 3451) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3467).

Equipe rédactionnelle : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3430) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3433, 3456) ; *Madelin (Alain)* (p. 3439).

Exception d'irrecevabilité (retrait de l'—) : *Fillioud (Georges)* (p. 3441) ; *Madelin (Alain)* (p. 3442) ; *d'Aubert (François)* (p. 3443).
F.R. 3 région (fixation des tarifs) : *Madelin (Alain)* (p. 3436).
Groupe Hersant : *d'Aubert (François)* (p. 3446, 3447) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3468).
Groupes industriels privés (stratégie des —) : *d'Aubert (François)* (p. 3445).
Journalistes (protection des —) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3431) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3433) ; *Madelin (Alain)* (p. 3436) ; *d'Aubert (François)* (p. 3445) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3463).
Lecteurs (droit des —) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3430) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 3465).
Législations étrangères : *Madelin (Alain)* (p. 3438).
Licenciement des journalistes (affaire du journal *Le Pays d'Auge*) : *Fillioud (Georges)* (p. 3457) ; *Madelin (Alain)* (p. 3458).
Marché publicitaire : *Madelin (Alain)* (p. 3439) ; *d'Aubert (François)* (p. 3450) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3463).
Monopoles régionaux : *Madelin (Alain)* (p. 3437) ; *d'Aubert (François)* (p. 3448).
Ordonnance du 26 août 1944 : *d'Aubert (François)* (p. 3450) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3455).
Opposition (attitude de blocage) : *Fillioud (Georges)* (p. 3441, 3442) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3472).
Parlement (déviation du rôle du —) : *Toubon (Jacques)* (p. 3471).
Presse nationale et régionale (distinction de la -) : *Fillioud (Georges)* (p. 3456).
Principe de la liberté de la presse : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3429) ; *Madelin (Alain)* (p. 3433, 3434) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3454, 3455) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3463).
Quotidiens (difficultés financières) : *Madelin (Alain)* (p. 3435, 3436) ; *d'Aubert (François)* (p. 3445, 3446).
Rappels au règlement : *Madelin (Alain)* (p. 3442, 3457, 3458, 3483) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3443) ; *d'Aubert (François)* (p. 3483).
Rapport Vedel : *Madelin (Alain)* (p. 3438).
Satellite luxembourgeois : *d'Aubert (François)* (p. 3444).
Seuils : *d'Aubert (François)* (p. 3450) ; *Godefrain (Jacques)* (p. 3469).
Statuts de la presse : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3429) ; *d'Aubert (François)* (p. 3445) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3467).
Taxe à la valeur ajoutée : *d'Aubert (François)* (p. 3452) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3469).
Titres (disparition de —) : *Fillioud (Georges)* (p. 3432) ; *d'Aubert (François)* (p. 3447, 3448) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 3467).
Transparence : *Madelin (Alain)* (p. 3438) ; *d'Aubert (François)* (p. 3451) ; *Montergnole (Bernard)* (p. 3464) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 3469).
Transparence « remontante » : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3430) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3432) ; *d'Aubert (François)* (p. 3451).

Discussion des articles [19 juin 1984] (p. 3483, [2 juillet 1984] (p. 3952, 3971), [3 juillet 1984] (p. 3984, 3995, 4001, 4007), [4 juillet 1984] (p. 4024, 4051), [5 juillet 1984] (p. 4070, 4081).

Rappel au règlement de M. Alain Madelin.

Article 1er A : droit pour tout citoyen d'avoir accès à une information libre et pluraliste (p. 3483) ; principe de la liberté de la presse ; garantie par l'Etat de cette liberté ; responsabilité sociale des médias ; encyclique « Pacem in terris » (p. 3484) ; mépris pour les travaux du Sénat ; élections européennes ; habitude prise de ne pas examiner en commission tous les articles des textes les plus importants posant problème en matière de défense des libertés (p. 3485) ; objectif du pluralisme dans la presse ; conditions de fonctionnement de la commission paritaire des publications de presse ; régime de la T.V.A. ; monopoles régionaux ; amendement n° 1 de M. Jean-Jack Queyranne (de suppression) ; valeur constitutionnelle du principe de la liberté de la presse ; lutte contre le phénomène de concentration ; position du Conseil constitutionnel soulignant que la liberté d'entreprendre n'est ni générale ni absolue (p. 3486) ; notion de droit « à » l'information ; affirmation de la liberté d'expression dans la Déclaration des droits de l'homme ; adopté au scrutin public.

Avant l'article 1er (p. 3487) : amendement n° 135 de M. François d'Aubert (indiquant que la communication est libre et pluraliste) ; nécessité d'élaborer un droit applicable à l'ensemble de la communication ; entraves économiques subies par la presse ; rejeté ; amendement n° 181 de M. Alain Madelin (liberté de la communication et liberté des entreprises de communication) ; liberté de l'enseignement ; rejeté (p. 3488) ; amendement n° 182 de M. Alain Madelin (droit pour tout individu à la liberté d'opinion et d'expression) ; pacte international relatif aux droits civils et politiques de New York ; rejeté ; amendement n° 183 de M. Alain Madelin (définition pour toute personne du droit à la liberté d'expression) ; article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 184 de M. Alain Madelin (p. 3489) (justification des restrictions apportées au principe de la liberté de la presse) ; référence à l'alinéa 2 de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme ; atteinte à la liberté d'entreprendre (p. 3490) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 3952, 3953) ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 3954) ; rappel au règlement de M. Jacques Baumel (p. 3954, 3955) ; rappel au règlement de M. Claude Labbé (p. 3955, 3956) ; rappel au règlement de M. Alain Bonnet (p. 3957, 3958) ; rappel au règlement de M. Guy Ducoloné (p. 3958, 3959) ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 3959, 3960) ; rappels au règlement de MM. Marcel Bigeard et Claude Labbé (p. 3960) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 3961) ; rappel au règlement de M. François d'Aubert ; rappel des termes de l'amendement n° 184 de M. Alain Madelin limitant les restrictions et les sanctions à la liberté de communication ; rejeté ; amendement n° 185 de M. Alain Madelin (interdisant au Gouvernement d'exercer un contrôle sur les moyens de diffuser les informations) : non soutenu ; amendement n° 186 de M. Alain Madelin (libre communication des pensées et des opinions) : non soutenu (p. 3962) ; rappels au règlement de MM. Guy Ducoloné et Jacques Baumel (p. 3963) ; rappel au règlement de M. Claude-Gérard Marcus (p. 3963) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 3964) ; rappel au règlement de M. Claude Labbé (p. 3965) ; rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel ; rappel au règlement de M. Jean-Claude Gaudin (p. 3966) ; rappel au règlement de M. François d'Aubert ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 3967) ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 3968) ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 3971) ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 3972) ; rappels au règlement de MM. François d'Aubert et Jacques Toubon (p. 3973) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 3974) ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 3975) ; rappel au règlement de M. Claude-Gérard Marcus (p. 3976) ; rappel au règlement de M. Jacques Baumel ; rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel (p. 3977) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 3979) ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 3980) ; rappels au règlement de MM. François d'Aubert et Alain Madelin (p. 3984) ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 3984) ; rappel au règlement de M. Claude-Gérard Marcus ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 3985) ; rappel au règlement de M. Jacques Baumel (p. 3986) ; amendement n° 94 de M. Jacques Toubon (liberté d'impression, d'édition, de publication et de communication de tout journal) ; référence à l'article XI de la Déclaration des droits de l'homme et des principes de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 95 de M. Jacques Toubon (application à la presse écrite et audiovisuelle des dispositions de l'article 1er de la loi du 29 juillet 1881) (p. 3987) ; rappel au règlement de M. Claude Labbé ; réservé jusqu'à la vérification du quorum (p. 3988) ; rejeté au scrutin public ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 3995) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 3996) ; amendement n° 141 de M. François d'Aubert (précisant que la presse est libre) ; liberté de l'imprimerie en vertu de l'article 1er de la loi de 1881 ; syndicat C. G. T. du livre ; aides à la presse ; liberté de communication, des pensées et des opinions en vertu de la Déclaration des droits de l'homme (p. 3997) ; rappel au règlement de M. Jean-Claude Gaudin ; réservé jusqu'à la vérification du quorum (p. 3998) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 4001) ; rappel des termes de l'amendement n° 141 de M. François d'Aubert rejeté au scrutin public ; amendement n° 142 de M. François d'Aubert (abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944) ; inapplication de ce texte ; problème de l'application aux entreprises de presse de la loi de 1977 sur la concurrence (p. 4002) ; conservation de l'esprit de l'ordonnance de 1944 ; principe « un homme, un journal » ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 4003, 4004) ; rejeté au scrutin public (p. 4007) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 4008) ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 4008, 4009) ; amendement n° 137 de M. François d'Aubert (interdiction des mesures aboutissant à limiter la liberté de la presse) ; liberté de communication en vertu de la Déclaration des Droits de l'Homme ; groupe Hersant ; « transparence remontante » ; respect de la morale ; rejeté ; amendement n° 140 de M. François d'Aubert (affirmant que la presse est indépendante de l'Etat) ; franchises économiques en faveur de la presse (p. 4009) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 136 de M. François d'Aubert (précisant que l'activité dans le domaine de la presse ne peut dépendre d'une quelconque autorisation) ; application aux entreprises de presse des règles applicables en matière de libertés publiques ; service public de la presse ; rejeté au scrutin public (p. 4010) ; amendement n° 138 de M. François d'Aubert (liberté des entreprises de presse) ; C.G.T. du livre ; grève au journal *Le Matin* ; loi Moisan ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 139 de

M. François d'Aubert (précisant que la presse n'est pas un service public) (p. 4011) ; propos de M. Pierre Mauroy au sujet de la manifestation de l'enseignement libre ; rejeté au scrutin public : rappel au règlement de M. André Billardon (p. 4012) ; amendement n° 193 de M. Alain Madelin (affirmant que l'imprimerie et la librairie sont libres) ; loi Debré ; loi de 1884 sur les syndicats ; affaire de *l'Union de Reims* ; monopole d'embauche de la C.G.T. du livre (p. 4013) ; rejeté au scrutin public (p. 4014) ; rappel au règlement de M. Pascal Clément (p. 4024) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 4025) ; rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel (p. 4026) ; rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel (p. 4027) ; amendement n° 189 de M. Alain Madelin (liberté de la presse et abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944) ; réaffirmation des principes constitutionnels dans la loi Debré du 31 décembre 1949 ; loi de juillet 1977 sur la concurrence et les abus de position dominante (p. 4029) ; principe de la liberté de la presse ; propos de M. Alain Madelin parlant d' « oripeaux » au sujet de l'ordonnance de 1944 (p. 4030) ; procédure de dépôt des sous-amendements (p. 4031) ; retiré ; rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel ; amendement n° 187 de M. Alain Madelin (liberté d'impression, d'édition, de publication et de communication de tout journal) (p. 4032) ; droit de dépôt des sous-amendements ; syndicat C.G.T. du livre ; rejeté ; amendement n° 188 de M. Alain Madelin (rappelant que la propriété d'une entreprise de presse est un droit inviolable et sacré) ; principe d'une juste et préalable indemnité en cas d'expropriation d'un journal d'une entreprise de presse (p. 4033) ; évaluation sous le contrôle du juge de la valeur de l'entreprise de presse ; rejeté ; amendement n° 194 de M. Alain Madelin (obligation pour le gouvernement de présenter un rapport au Parlement relatif à la situation des entreprises de presse, au regard du pluralisme et de la concentration) ; abus de la liberté de la presse ; « monopoles régionaux » (p. 4034) ; incohérence du discours de l'opposition ; rejeté ; amendement n° 96 de M. Jacques Toubon (obligation pour le gouvernement de faire établir un rapport sur l'existence de pratiques anti-concurrentielles par la commission de la concurrence) ; amendement n° 195 de M. Alain Madelin (même objet) ; concentration de la presse en France ; stabilité de la presse quotidienne parisienne (p. 4035) ; monopoles régionaux ; loi du 20 juillet 1977 ; lutte contre les empires de presse (p. 4036) ; évolution de la presse française vers une plus grande concentration ; rejetés ; amendement n° 143 de M. François d'Aubert : réservé ; amendement n° 190 de M. Alain Madelin (précisant que toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer une influence dominante ne peut avoir pour objet la création, l'acquisition, la vente, l'exploitation de journaux, de librairies, ou d'imprimeries) ; amendement n° 191 de M. Alain Madelin (précisant que toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer une influence dominante ne peut créer ou acquérir un journal d'information politique et générale) ; principe de la séparation de la presse et de l'Etat ; pouvoirs de l'Etat dans le secteur de la presse, par l'intermédiaire de l'agence Havas (p. 4037) ; présomption d'influence dominante ; rôle de M. Rousselet ; cas de *France-Soir* ; caractère limité de la responsabilité du secrétaire d'Etat à la communication ; rejetés (p. 4036) ; amendement n° 192 de M. Alain Madelin (impossibilité pour une agence de publicité contrôlée par l'Etat de détenir une participation financière dans une entreprise de presse et d'édition) ; limitation des entraves à la liberté de la presse ; notion de personne ; rejeté ; amendement n° 144 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire d'avoir pour objet la création, l'acquisition, la vente ou l'exploitation de journaux, de librairies ou d'imprimeries) ; séparation de la presse et de l'Etat (p. 4039) ; agence Havas ; rejeté ; amendement n° 145 de M. François d'Aubert (précisant qu'une agence de publicité où l'Etat est majoritaire ne peut avoir pour objet l'exploitation de tout procédé électronique de communication) ; amendement n° 146 de M. François d'Aubert (interdiction pour une agence de publicité où l'Etat est majoritaire de créer ou d'acquérir un journal d'information politique et générale) ; statut de l'agence Havas ; groupe Hersant ; (p. 4040) ; participation financière de l'agence Havas ; contrats de régie ; rejetés ; amendement n° 147 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité à capitaux publics d'acquérir une entreprise d'édition si elle détient déjà dans ce domaine plus de 5 % du marché) ; amendement n° 148 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité d'avoir une participation financière dans une entreprise de presse ou d'édition) ; amendement n° 149 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire d'avoir une participation financière dans une entreprise de presse éditant un ou plusieurs magazines d'information économique) (p. 4041) ; lutte contre les concentrations ; contrôle du marché de la presse économique par l'agence Havas par le biais de la C.E.P. ; régies publicitaires ; régie des annuaires téléphoniques ; augmentation de la publicité gouvernementale ; rejetés ; amendement n° 150 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité d'avoir une participation financière dans une entreprise de radiodiffusion) ; amendement n° 151 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité d'avoir une participation financière dans une entreprise audiovisuelle) (p. 4042) ; amendement n° 152 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat dispose de la majorité d'avoir une participation financière dans une chaîne de télévision à péage) ; société Octo ; affaire du satellite luxembourgeois ; C.L.T. ; mise en exploitation du satellite T.D.F. 1 à la fin de 1985 (p. 4043) ; rejetés ; amendement n° 153 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat est majoritaire en droits de vote d'avoir une participation financière dans une entreprise de régie publicitaire de la presse hebdomadaire, régionale ou locale) ; amendement n° 154 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité des droits de vote d'avoir une participation financière supérieure à 20 % dans une entreprise de régie publicitaire d'annuaire) ; amendement n° 155 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dans laquelle l'Etat détient la majorité des droits de vote d'avoir une participation financière supérieure à 20 % dans une entreprise de régie de publicité extérieure) ; lutte contre les abus de position dominante de l'agence Havas ; offices d'annonces (p. 4044) ; rejetés ; amendement n° 156 de M. François d'Aubert (impossibilité pour une agence de publicité dont la majorité du capital est détenue par l'Etat d'être à la fois conseil de publicité et régisseur d'espace publicitaire) ; déconcentration ; dénationalisation et démantèlement de l'agence Havas ; rejeté ; amendement n° 157 de M. François d'Aubert (interdiction de toute entente visant à rétablir une situation dominante de l'agence Havas) amendement n° 158 de M. François d'Aubert (précisant que la constitution du capital de toute société où l'Etat détient la majorité doit faire l'objet d'une consultation préalable auprès des groupes de presse) ; position dominante exercée avant la guerre par l'agence Havas sur le marché de l'information (p. 4045) ; diffusion par cette agence d'informations en provenance de Russie dans les années 1900 ; rejetés ; amendement n° 159 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat de détenir une participation financière dans une entreprise de presse) : rejeté ; amendement n° 160 de M. François d'Aubert (limitation de la participation financière de l'Etat dans les entreprises de communication audiovisuelle) ; amendement n° 163 de M. François d'Aubert (limitation de la participation financière de l'Etat dans les sociétés de radiodiffusion) ; amendement n° 166 de M. François d'Aubert (obligation pour l'Etat de céder à l'actionnariat privé la totalité des actions qu'il possède dans la société financière de radiodiffusion Canal Plus) ; dénationalisation de la Sofirad (p. 4046) ; amendement n° 160 : rejeté au scrutin public ; amendements n°s 163 et 166 rejetés (p. 4067) ; amendement n° 161 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat d'avoir une participation financière dans une société de publicité) ; amendement n° 162 de M. François d'Aubert (impossibilité pour l'Etat d'avoir une participation financière dans une société ayant pour activité la régie publicitaire d'entreprise de presse) ; missions de l'Etat dans un système de liberté économique ; participation majoritaire de l'Etat dans l'agence Havas ; rejetés ; amendement n° 164 de M. François d'Aubert (obligation pour l'Etat de céder à l'actionnariat privé la totalité des actions qu'il possède dans l'agence Havas) ; amendement n° 165 de M. François d'Aubert (obligation pour la Caisse des dépôts et consignations de céder à l'actionnariat privé la totalité des actions qu'elle possède dans l'agence Havas) ; justification des dénationalisations ; recentrage des activités de la Caisse des dépôts et consignations (p. 4052) ; rôle de l'agence Havas sur le plan national et international ; service public de l'audiovisuel ; incohérence de l'opposition en cette matière (p. 4053) : principe de la liberté de communication ; garantie constituée par la participation de l'Etat dans les entreprises de communication ; amendement n° 164 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 165 : rejeté ; amendement n° 167 de M. François d'Aubert (précisant que toute entreprise dans laquelle l'Etat détient plus de 40 % du capital est réputée agir pour le compte de l'Etat) ; impossibilité de parler isolément de la presse (p. 4054) ; statut des entreprises multimédias ; abolition du monopole de l'Etat ; cas du quotidien *Libération* ; article XI de la Déclaration des droits de l'homme relatif à la liberté de communication ; rejeté ; amendement n° 168 de M. François d'Aubert (interdisant à l'Etat de contrôler plus de 5 % du marché de l'édition) ; amendement n° 169 de M. François d'Aubert (interdisant à l'Etat de contrôler plus de 5 % du marché du livre) ; partici-

pation de l'agence Havas dans le secteur de l'édition (p. 4055) ; rejetés ; amendement n° 170 de M. François d'Aubert (nécessité d'une loi pour autoriser une entreprise à capitaux publics à prendre une participation dans une entreprise d'édition) ; prise de contrôle de la librairie Larousse par la Compagnie européenne de publication ; nationalisation rampante dans le secteur des médias ; (p. 4056) ; article 34 de la Constitution ; rejeté ; amendement n° 171 de M. François d'Aubert (impossibilité pour la Sofirad d'acquérir une publication quotidienne régionale) ; amendement n° 172 de M. François d'Aubert (obligation pour la Sofirad de céder à l'actionnariat privé les actions qu'elle possède dans Europe 1 communication) ; amendement n° 173 de M. François d'Aubert (obligation pour la Sofirad de céder à l'actionnariat privé les actions qu'elle possède dans Radio-Monte-Carlo) ; statut des postes périphériques ; complexité du statut juridique des radios locales (p. 4057) ; attitude de blocage de l'opposition ; rejetés ; amendement n° 174 de M. François d'Aubert (obligation pour Europe 1 de céder à l'actionnariat privé les actions détenues dans le *Nouvel Economiste* (p. 4058) ; brouillon de rapport ; responsabilité de l'Etat et des entreprises publiques dans le phénomène de concentration ; attitude d'obstruction de l'opposition (p. 4059) ; rejeté ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 4060) ; amendement n° 175 de M. François d'Aubert (incompatibilité entre certaines fonctions) ; amendements n° 176 de M. François d'Aubert obligation pour le président d'une entreprise à capitaux publics de démissionner de tous ses postes d'administrateur, de directeur général ou de président de société de droit privé) ; cas de M. Rousselet (p. 4061) ; rejetés ; amendement n° 177 de M. François d'Aubert (précisant que toute régie publicitaire accordée ou concédée par une administration devra faire l'objet d'un appel d'offres) ; concession de la régie publicitaire de l'annuaire téléphonique à une filiale de l'agence Havas par la procédure de gré à gré ; rejeté ; amendement n° 178 de M. François d'Aubert (interdisant à l'Etat de délivrer une autorisation préalable à une entreprise dans laquelle il détient une participation financière en vue de créer ou d'exploiter un service de communication audiovisuelle) ; amendement n° 179 de M. François d'Aubert (interdisant à l'Etat de délivrer une autorisation préalable à une entreprise dans laquelle il détient une participation financière en vue de créer ou d'exploiter un service de communication audiovisuelle réservant l'accès au seul public disposant d'un équipement adapté) ; sous-amendement n° 418 de M. Alain Madelin (supprimant le mot « préalable ») ; amendement n° 180 de M. François d'Aubert (interdisant à l'Etat de délivrer une autorisation préalable à une agence de publicité dans laquelle il détient la majorité en vue de créer ou d'exploiter un service de communication audiovisuelle) ; concession de Canal Plus à l'agence Havas (p. 4062) ; octroi à cette dernière de privilèges de service public ; amendement n° 178 : rejeté ; sous-amendement n° 418 : rejeté ; amendements n°s 179 et 180 : rejetés ; amendement n° 143 de M. François d'Aubert précédemment réservé : devenu sans objet ; amendement n° 2 de M. Jean-Jacques Queyranne (supprimant le titre I^er^-A : champ d'application de la présente loi) ; obstruction parlementaire (p. 4063) ; refus du dialogue avec le Sénat ; adopté ; rappels au règlement de MM. Alain Madelin et Jacques Toubon (p. 4064) ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 4065) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 4070) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin.

Article 1^er^ : notion de publication ; mécanismes d'inquisition ; liberté d'expression pour les partis politiques, les associations et les syndicats ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 4071) ; notion de publication d'information politique et générale en vertu de l'article 39 *bis* du code général des impôts (p. 4072) ; menace d'application de l'article 49-3 de la Constitution ; amendement n° 97 de M. Jacques Toubon (application des dispositions de la loi à l'ensemble des entreprises de presse écrite et audiovisuelle ; amendement n° 3 de M. Jean-Jacques Queyranne (application de la loi aux publications d'information politique et générale paraissant à intervalles réguliers, à raison d'une fois par mois au moins) ; concentration dans le secteur audiovisuel au projet du secteur public ; publications bénéficiant de la T.V.A. à taux réduit (p. 4073) ; article 39 *bis* du code général des impôts relatif à la notion de publications d'information politique et générale ; conditions posées par les articles 72 et 73 de l'annexe III du code général des impôts pour bénéficier des aides fiscales et tarifaires ; critère du contenu ; critique du rôle d'arbitre joué par la commission pour la transparence et le pluralisme (p. 4074) ; taux de T.V.A. applicable aux publications spécialisées, rappel au règlement de M. Alain Madelin ; amendement n° 97 : rejeté ; sous-amendement n° 98 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 3 de M. Jean-Jacques Queyranne (supprimant le premier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 389 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 4075) ; définition du quotidien régional ou national ; rejetés ; sous-amendement n° 391 de M. Alain Madelin (application des dispositions relatives à la concurrence à l'ensemble des entreprises de communication) : rejeté ; sous-amendement n° 390 de M. Alain Madelin (application de la loi à l'ensemble des entreprises de communication) : rejeté ; sous-amendement n° 294 de M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; sous-amendement n° 295 de M. François d'Aubert (application de la loi aux entreprises privées et publiques de communication) : rejeté ; sous-amendement n° 296 de M. François d'Aubert (application de la loi aux entreprises de la presse audiovisuelle) (p. 4076) ; rejeté ; sous-amendement n° 392 de M. Alain Madelin (application de la loi du 19 juillet 1977 aux entreprises de presse) ; critère du chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des entreprises de presse ; rejeté ; sous-amendement n° 393 de M. Alain Madelin (application de la loi aux entreprises liées au secteur de la presse, de l'édition, de la publicité ou de la communication audiovisuelle) : rejeté ; sous-amendement n° 99 de M. Jacques Toubon (référence aux moyens de communication) : rejeté ; sous-amendement n° 412 de M. Jacque Toubon (référence aux publications paraissant à intervalles réguliers) (p. 4077) ; intention du Gouvernement quant au régime économique de la presse ; élaboration de ce régime en concertation avec les organisations professionnelles ; dispositions relatives à la T.V.A. et à l'article 39 *bis* du code général des impôts ; rejeté ; sous-amendement n° 394 de M. Alain Madelin (référence aux publications nationales) (p. 4078) ; rejeté ; sous-amendement n° 395 de M. Alain Madelin (référence aux publications d'information politique économique et sociale) ; application d'un régime unique à l'ensemble de la presse ; rejeté ; sous-amendement n° 297 de M. François d'Aubert (référence à la définition de l'article 39 *bis* du code général des impôts) : rejeté ; sous-amendement n° 396 de M. Alain Madelin (référence aux publications d'information politique et générale quel qu'en soit le support) : rejeté ; sous-amendement n° 397 de M. Alain Madelin (exclusion de la presse idéologique du champ d'application de la loi) (p. 4079) ; rejeté ; sous-amendement n° 100 de M. Jacques Toubon (exclusion de la presse sportive, religieuse, philosophique et confessionnelle du champ d'application de la loi) ; liberté de conscience et d'opinion ; cas de *l'Equipe* ; rejeté (p. 4080) ; rappel au règlement de M. Alain Madelin (p. 4081) ; rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 4082) ; rappels au règlement de MM. Emmanuel Hamel et Claude Labbé p. (4083) ; **engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution** (p. 4086).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [6 septembre 1984] (p. 4349).

Question préalable de M. Alain Madelin : *Madelin* (*Alain*) (p. 4351, 4352, 4353, 4354) ; *Le Coadic* (*Jean-Pierre*) (p. 4353, 4354, 4355) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 4355) ; rejetée (p. 4355).

Agence Havas : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4358).

Aides économiques à la presse et situation financière de la presse : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 4350) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4353) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 4356, 4357) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4357) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 4361).

Assemblée nationale (conditions de travail et durée d'examen du texte) : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 4351) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4351) ; *Le Coadic* (*Jean-Pierre*) (p. 4354) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4357, 4358) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 4358) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 4360).

Antenne 2 : *d'Aubert* (*François*) (p. 4357) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4358).

Canal Plus : *d'Aubert* (*François*) (p. 4357) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4358).

Date d'application du texte (déclaration de M. Laurent Fabius au sujet de la —) : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 4351) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4352, 4353) ; *Le Coadic* (*Jean-Pierre*) (p. 4354) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 4356) ; *Toubon* (*Jaeques*) (p. 4357) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 4361).

Enseignement privé : *Madelin* (*Alain*) (p. 4352).

Entreprises multimédias : *Aubert* (*François d'*) (p. 3356).

Est (département de l' —) : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 4350).

Journalistes (protection des sources d'information des —) : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 4350).

Loi de finances pour 1985 (projet de —) : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 4350) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 4359) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 4361).

O. R. T. F. (et loi de 1974) : *Le Coadic* (*Jean-Pierre*) (p. 4354) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 4355).

Ordonnance du 26 août 1944 : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 4351) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 4357) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 4358) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 4360).

Rapport Vedel : *Aubert* (*François d'*) (p. 4356).

Sénat (position du —) : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 4350 ; *Madelin* (*Alain*) (p. 4352, 4354) ; *Le Coadic* (*Jean-Pierre*) (p. 4354).

Discussion des articles [7 septembre 1984] (p. 4364, 4382).

Article 1er A : amendement n° 1 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (de suppression) ; principes à valeur constitutionnelle (p. 4364) ; loi de 1881 ; adopté ;

— en conséquence, l'article 1er A est supprimé.

Avant l'article 1er : amendement n° 109 de M. Jacques Toubon soutenu par M. François d'Aubert (libre communication des pensées) ; article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ; rejeté ; amendement n° 114 de M. Jacques Toubon soutenu par M. François d'Aubert (application de l'article 11 de la déclaration à toute presse) : rejeté ; amendement n° 115 de M. Jacques Toubon (même objet) : non soutenu ; amendement n° 113 de M. Jacques Toubon (art. 17 de la Déclaration des droits de l'homme) : non soutenu ; amendement n° 117 de M. Jacques Toubon (caractère inviolable du droit de propriété) : non soutenu ; amendement n° 100 de M. François d'Aubert (liberté et pluralisme de la communication) (p. 4365) ; rejeté ; amendement n° 102 de M. François d'Aubert (liberté de la presse) ; marché publicitaire ; part de la presse et de la télévision dans la publicité ; chaîne de télévision « Canal Plus » ; rejeté ; amendement n° 116 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (application de la loi de 1881 à la presse) : rejeté ; amendement n° 101 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (indépendance de la presse vis-à-vis de l'Etat) ; travaux de l'assemblée d'Alger en 1944 ; aides économiques de l'Etat à la presse (p. 4366) ; rejeté ; amendements n° 103 de M. François d'Aubert et n° 118 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (abrogeant l'ordonnance du 26 août 1944) ; problèmes de la presse française ; liberté de la presse par rapport au Gouvernement et liberté de choix du lecteur (p. 4367) ; travaux de l'Assemblée d'Alger en 1944 ; rejetés ; amendement n° 119 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Alain Madelin (abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944) ; travaux de l'Assemblée d'Alger ; législations étrangères applicables à la presse ; propos de M. Jean-Michel Baylet (p. 4368) ; radios privées ; Haute Autorité de l'audiovisuel ; ordonnance de 1944 ; rejeté ; amendement n° 120 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) ; abrogation de l'ordonnance de 1944 ; rejeté (p. 4369) ; amendement n° 104 de M. François d'Aubert (incompatibilité aplicable au président des entreprises à capitaux publics) ; cumuls de fonctions ; cas de M. André Rousselet ; rejeté ; amendement n° 105 de M. François d'Aubert (interdiction pour l'Etat de détenir des participations financières dans une entreprise de communication audiovisuelle) : non soutenu ; amendement n° 106 de M. François d'Aubert (cession par l'Etat des actions qu'il possède dans l'agence Havas) : rejeté ; amendement n° 107 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (interdiction faite aux agences de publicité d'acquérir un journal d'information politique et générale) ; indépendance de la presse vis-à-vis de l'Etat ; agence Havas ; rejeté ; amendement n° 108 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (impossibilité pour l'Etat de détenir directement ou indirectement une participation financière dans une entreprise de presse) ; agence Havas (p. 4370) ; éventualité de vente forcée de quotidiens ; rejeté ; amendement n° 110 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (dépôt d'un rapport au Parlement sur la répartition des budgets de publicité) ; rejeté ; amendement n° 111 de M. Jacques Toubon (même objet) soutenu par M. Georges Tranchant ; rejeté ; amendement n° 112 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (dépôt d'un rapport au Parlement sur les pratiques anticoncurrentielles en matière de presse) ; abus de position dominante ; monopole de fabrication du téléphone ; rejeté.

Titre Ier A : champ d'application de la loi ; amendement n° 2 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (suppression de l'intitulé du titre Ier A) : adopté ;

— en conséquence, l'intitulé du titre Ier A est supprimé (p. 4371).

Article 1er : amendement n° 122 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (champ d'application du texte) ; amendement n° 3 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (application de ce texte à l'ensemble des publications d'information politique et générale paraissant à intervalles réguliers) ; contrôle par l'Etat des chaînes de télévision ; amendement n° 122 : rejeté ; sous-amendements identiques : n° 131 de M. Jacques Toubon, à titre personnel, n° 211 de M. Alain Madelin et n° 215 de M. François d'Aubert (supprimant le premier alinéa de cet amendement) ; presse des partis politiques (p. 4372) : rejetés ; sous-amendement n° 216 de M. François d'Aubert (lois sur l'audiovisuel) ; entreprises multimédias ; délai d'application des dispositions nouvelles aux entreprises existantes : rejeté ; sous-amendement n° 132 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (application du texte aux publications paraissant à intervalles réguliers) ; publications spécialisées : rejeté ; sous-amendement n° 212 de M. Alain Madelin (loi du 19 juillet 1977) : rejeté ; sous-amendement n° 121 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (substituant au mot « publications » le mot « moyens » au début de cet amendement) (n° 4373) : rejeté ; sous-amendement n° 217 de M. François d'Aubert (faisant référence à l'article 39 du code général des impôts) ; aides économiques à la presse ; projet de budget pour 1985 : rejeté ; sous-amendement n° 213 de M. Alain Madelin (excluant la presse idéologique du champ d'application de cet article) ; presse confessionnelle, syndicale et politique : rejeté ; sous-amendement n° 129 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (excluant les publications d'information sportive, religieuse, philosophique et confessionnelle du champ d'application de cet article) ; sous-amendement n° 126 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (excluant les publications d'information sportive) ; sous-amendement n° 128 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (excluant les publications d'information religieuse, philosophique et confessionnelle) ; sous-amendement n° 127 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (excluant les publications d'information religieuse et confessionnelle) : rejetés ; sous-amendement n° 125 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (chaînes de radiodiffusion et de télévision émettant régulièrement plus de six heures par jour) ; cas des publications exclusivement sportives : rejeté ; sous-amendement n° 214 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (cas des publications des organisations syndicales) ; vie associative ; sous-amendement n° 218 de M. François d'Aubert (excluant les publications éditées par une association du champ d'application de cet article) ; publications syndicales : rejetés ; sous-amendement n° 219 de M. François d'Aubert (fixation d'une liste des publications d'information visées par cet article) : rejeté (pp. 4374, 4375) ; sous-amendement n° 220 de M. François d'Aubert (cas du journal *L'Equipe*) ; groupe de presse du *Parisien libéré* : retiré ; sous-amendements identiques n° 130 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant et n° 221 de M. François d'Aubert (supprimant le second alinéa de cet article) ; publications religieuses et sportives : rejetés ; sous-amendement n° 133 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (faisant référence aux articles 72 et 73 de l'annexe III du code général des impôts pour définir le terme « publication ») (p. 4376) : rejeté ; sous-amendement n° 123 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (fonds provenant des crédits ouverts au titre de l'action politique générale et de la direction de la sécurité extérieure) : rejeté ; sous-amendement n° 124 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (publications qui ont moins de six mois d'existence) : rejeté ; amendement n° 3 : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 1er (p. 4377).

Article 2 : amendement n° 4 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (définissant les mots « personne, entreprise et contrôle ») (p. 4382) ; sous-amendement n° 134 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (définition de l'entreprise de presse) : rejeté ; sous-amendement n° 135 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (supprimant le deuxième alinéa de cet amendement) ; ordonnance de 1944 : rejeté ; sous-amendement n° 259 de M. Pascal Clément soutenu par M. Alain Madelin (supprimant la référence aux groupements de fait) (p. 4383) : rejeté ; sous-amendement n° 136 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (excluant les partis politiques du champ d'application de cet article) ; sous-amendement n° 260 de M. François d'Aubert (même objet) ; ordonnance de 1944 ; contrôle d'une proportion du marché par un quotidien : rejetés ; sous-amendement n° 261 de M. François d'Aubert (définition du groupement de fait) : rejeté ; sous-amendement n° 262 de M. François d'Aubert (impossibilité de considérer une famille comme un groupement de droit) : rejeté ; sous-amendement n° 263 de M. François d'Aubert (cas des personnes ayant déclaré être indépendantes les unes des autres) (p. 4384) : rejeté ; sous-amendement n° 264 de M. François d'Aubert (publications d'information politique et générale) : rejeté ; sous-amendement n° 265 de M. François d'Aubert (cas où une entreprise de presse édite plusieurs publications) ; notion de groupe de presse : rejeté ; sous-amendements identiques n° 137 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant et n° 266 de M. François d'Aubert (supprimant le quatrième alinéa de cet amendement) ; ressources publicitaires : rejetés ; sous-amendement n° 164 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (définissant les notions de concentration et de contrôle) (p. 4385) ; loi de 1977 sur les concentrations : rejeté ; sous-amendement n° 267 de M. François d'Aubert (définissant la notion de contrôle par la détention d'au moins 50 p. 100 du capital d'une entreprise de presse) : rejeté ; sous-amendement n° 268 de M. François d'Au-

bert (définissant la notion de contrôle par la détention de la majorité du capital social ou des droits de vote) : rejeté ; sous-amendement n° 138 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (faisant référence aux entreprises publiques dans le dernier alinéa de cet amendement) : rejeté ; sous-amendement n° 139 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (faisant référence aux établissements bancaires ou financiers à cette même place) : rejeté ; sous-amendement n° 140 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Georges Tranchant (faisant référence aux syndicats de personnel de l'imprimerie) : rejeté ; sous-amendement n° 141 de M. Jacques Toubon (faisant référence aux régies de publicité à la fin de cet article) (p. 4386) ; influence des régies publicitaires sur les supports de publicité : rejeté ; sous-amendement n° 142 de M. Jacques Toubon (faisant référence aux conseils de publicité à cette même place) : rejeté ; sous-amendement n° 143 de M. Jacques Toubon (faisant référence aux groupements de presse à propos du contrôle) : rejeté ; sous-amendement n° 144 de M. Jacques Toubon (faisant référence aux imprimeries à propos du contrôle) ; cas des syndicats monopolistes : rejeté ; sous-amendement n° 269 de M. François d'Aubert (indifférence de la notion de contrôle à la forme juridique du lien entre les entreprises) : rejeté ; sous-amendement n° 145 de M. Jacques Toubon (contrôle par des moyens d'ordre matériel ou financier) : rejeté ; sous-amendement n° 146 de M. Jacques Toubon (contrôle par des moyens juridiques) : rejeté ; sous-amendement n° 270 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (supprimant la référence aux moyens d'ordre matériel à propos du contrôle) : rejeté ; sous-amendement n° 147 de M. Jacques Toubon (cas d'un contrôle par des moyens d'ordre professionnel) (p. 4387) : rejeté ; sous-amendement n° 148 de M. Jacques Toubon (moyens d'ordre intellectuel ou idéologique) : rejeté ; sous-amendement n° 149 de M. Jacques Toubon (contrôle découlant du monopole de l'embauche des ouvriers imprimeurs) : rejeté ; sous-amendement n° 150 de M. Jacques Toubon (contrôle découlant de l'approvisionnement en papier) ; entreprise La Chapelle-Darblay ; organisations coopératives : rejeté ; sous-amendements n°s 151 à 159 de M. Jacques Toubon : retirés ; sous-amendement n° 160 de M. Jacques Toubon (presse écrite ou audiovisuelle) ; entreprise Canal Plus : rejeté ; sous-amendement n° 161 de M. Jacques Toubon (société de radio et de télévision) : retiré ; sous-amendement n° 271 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (excluant les responsables de partis politiques du champ d'application de cet amendement) : rejeté ; sous-amendement n° 272 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (excluant les responsables d'une association du champ d'application de cet amendement) (p. 4388) : rejeté ; sous-amendement n° 273 de M. François d'Aubert soutenu par M Jacques Toubon (incluant les avances sur régie publicitaire dans les moyens d'ordre financier) : rejeté ; sous-amendements n°s 162 et 163 de M. Jacques Toubon : retirés ; amendement n° 4 : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 2 (p. 4389).

Article 3 : amendement n° 5 de M. Jean-Jack Queyranne à titre personnel (interdiction de prête-nom) ; transparence ; sous-amendement n° 165 de M. Jacques Toubon (cas d'une opération portant sur l'acquisition ou la vente d'actions) ; principe de transparence : rejeté ; sous-amendement n° 166 de M. Jacques Toubon (faisant référence au groupe de presse en matière de prête-nom) (p. 4389) : rejeté ; sous-amendement n° 167 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Alain Madelin (cas de la possession de la majorité du capital) ; notion de transparence ; notion de détention de parts sociales : rejeté ; sous-amendement n° 168 de M. Jacques Toubon (supprimant la référence au contrôle) : rejeté ; sous-amendement n° 274 de M. François d'Aubert (spécifiant la notion de contrôle) : rejeté ; amendement n° 5 : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 3 (p. 4390).

Article 4 : amendement n° 6 de M. Jean-Jack Queyranne à titre personnel (obligation de mise au nominatif des actions des entreprises de presse) (p. 4390) ; sous-amendement n° 170 de M. Jacques Toubon (certificat d'investissement et titres participatifs) ; sous-amendement n° 275 de M. François d'Aubert (cas des certificats d'investissement) : rejetés ; sous-amendement n° 171 de M. Jacques Toubon (supprimant la référence à la détention indirecte d'une partie du capital) : rejeté ; sous-amendement n° 172 de M. Jacques Toubon (limitant à un seul niveau d'interposition l'application de cet article) : rejeté ; sous-amendement n° 173 de M. Jacques Toubon (réservant l'application de cet article à la détention d'au moins 50 p. 100 du capital social) : rejeté ; sous-amendements n° 174 et n° 175 de M. Jacques Toubon : retirés ; sous-amendement n° 276 de M. François d'Aubert (droit pour tout citoyen de créer une entreprise de presse) : retiré ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 7 de M. Jean-Jack Queyranne à titre personnel (modalités de la mise au nominatif des titres des sociétés) : adopté ; amendement n° 8 de M. Jean-Jack Queyranne à titre personnel (modalités d'information des détenteurs d'actions) : adopté (p. 4391) ; amendement n° 9 de M. Jean-Jack Queyranne à titre personnel (cession des actions) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté (p. 4392).

Article 5 : amendement n° 10 de M. Jean-Jack Queyranne à titre personnel (possibilité pour les actionnaires des sociétés de consulter le compte des valeurs nominatives) ; sous-amendement n° 177 de M. Jacques Toubon (supprimant la référence à l'équipe rédactionnelle) : rejeté ; amendement n° 10 : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 5 (p. 4392).

Après l'article 5 : amendement n° 179 de M. Jacques Toubon (publication de la liste des annonceurs publicitaires) ; agence Havas ; société de télévision Canal Plus : rejeté.

Article 6, supprimé par le Sénat : amendement n° 11 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (cession d'actions ayant pour effet d'assurer la détention directe ou indirecte de 20 p. 100 en moins du capital social) ; sous-amendement n° 180 de M. Jacques Toubon (fixant à 33 p. 100 la détention du capital social visé par cet article) ; sous-amendement n° 181 de M. Jacques Toubon (fixant à trois mois le délai de publicité pour la cession) (p. 4392) : rejeté ; amendement n° 11 : adopté ;

— en conséquence, l'article 6 est ainsi rétabli (p. 4393).

Article 7 : amendement n° 12 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (supprimant la référence à une publicité dans chaque numéro de la publication) ; information des lecteurs : adopté ; amendement n° 13 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (liste des informations devant être publiées dans chaque numéro de publication) : adopté ; amendement n° 182 de M. Jacques Toubon (substituant à la notion de personnes physiques la notion de groupes de presse) : rejeté ; amendement n° 14 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (faisant référence à la publicité du tirage) : adopté ; amendement n° 15 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (publication du tirage moyen au cours du mois de septembre) ; sous-amendement n° 183 de M. Jacques Toubon (publication du tirage moyen six mois après la clôture de chaque exercice) (p. 4393) ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 15 : adopté ;

— en conséquence, article 7, ainsi modifié : adopté (p. 4394).

Après l'article 7 : amendements n° 184, n° 185 et n° 186 de M. Jacques Toubon (information sur certains fonds publics affectés à des campagnes publicitaires) ; service d'information et de diffusion ; ministère des finances ; entreprises du secteur public : rejetés (p. 4394).

Article 8 : amendement n° 16 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (obligation d'information de la part de toute personne détenant au moins 20 p. 100 du capital social des entreprises de presse) ; sous-amendement n° 187 de M. Jacques Toubon (supprimant la référence à la détention directe ou indirecte d'une partie du capital dans cet amendement) ; sous-amendement n° 188 de M. Jacques Toubon (supprimant la référence au contrôle dans cet amendement) : rejetés ; amendement n° 16 : adopté ; amendement n° 17 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (publicité du nom du ou des propriétaires) ; sous-amendements n° 189 de M. Jacques Toubon (réservant l'application de cet amendement à la détention de plus du quart du capital social) et n° 190 de M. Jacques Toubon (publication de la liste des six principaux actionnaires) : rejetés ; amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 191 de M. Jacques Toubon (tirage moyen) ; amendement n° 18 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (procès-verbal de toutes les assemblées d'associés) ; emplois d'intérêt collectif ; amendement n° 191 : rejeté ; amendement n° 18 : adopté (p. 4395) ; amendement n° 19 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (acquisition ou cession consentie par une personne détenant une part du capital social) : adopté ; amendement n° 20 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 21 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (information sur les personnes cédant un titre de publication) ; sous-amendement n° 192 de M. Jacques Toubon (fixant à trois mois le délai de cette information) : rejeté ; amendement n° 21 : adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté (p. 4396).

Article 9 : amendement n° 22 de M. Jean-Jack Queyranne, à titre personnel (application d'une clause de réciprocité dans le domaine de la presse) ; traités et conventions : adopté.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (pp. 4396, 4397).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [12 septembre 1984] (p. 4428).
Agence Havas : *Madelin (Alain)* (p. 4428).
Attitude de l'opposition : *Madelin (Alain)* (p. 4428) ; *d'Aubert (François)* (p. 4429) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4430).
Date d'application du texte : *Madelin (Alain)* (p. 4428) ; *d'Aubert (François)* (p. 4429).
Echec de la commission mixte paritaire : *Evin (Claude)* (p. 4428).
Saisine du Conseil constitutionnel contre ce texte : *Madelin (Alain)* (p. 4428) ; *Toubon (Jacques)* (4429).

Explications de vote (p. 4433).
Date d'application de la loi (article 35 du texte) : *Billon (Alain)* (p. 4434) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4435).
Durée du débat : *Billon (Alain)* (p. 4433) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4434).
Ordonnances de 1944 : *Billon (Alain)* (p. 4433) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4435).
Vote positif du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 4435).
Vote positif du groupe socialiste : *Billon (Alain)* (p. 4434).

Adoption de l'ensemble du projet au scrutin public (p. 4435)

9. Proposition de loi n° 1977 tendant à la **protection des sources d'information des journalistes** et des directeurs de publication. Dépôt le 2 février 1984 par M. André Audinot. Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Rapporteur : M. Jean Foyer (5 avril 1984).

10. Proposition de loi n° 2024 tendant à soumettre aux dispositions de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 les **publications destinées à la jeunesse comportant des incitations de nature à inspirer ou entretenir des préjugés sexistes.** *Assemblée nationale* (première lecture). Dépôt le 12 avril 1984 par Mme Gisèle Halimi. Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Conseil constitutionnel.*
Conseil d'Etat.
Convention européenne des droits de l'homme.
Equipe rédactionnelle.
Journalistes.
Motions de censure **14.**
Prix et concurrence.
Publicité.
Radiodiffusion et télévision.

Aides à la presse
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** après l'article 7, article 10.
Lois de finances **9** (deuxième partie), techniques de la communication.
Motions de censure **13.**

Article d'un bulletin R.P.R. du Loir-et-Cher.
Voir *Questions au Gouvernement* **866.**

Article 39 *bis* du code des impôts
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article **1er.**

Chaînes de journaux
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 12.

Compléments régionaux
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 12.

Croissance interne des entreprises de presse
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 11 ; article 12.

Droit des lecteurs
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 6.

Entreprise multimédias
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 1er ; article 11.

Fonds d'expansion de la presse française
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 11.

Groupes de presse
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 12.

Indemnisation des ventes forcées
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 18 ; article 19.

Investissements dans la presse
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article **6.**

Juridiction compétente en matière de presse
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 17 ; article 18 ; article 19.

Notion de biens
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 6.

Ordonnance du 26 août 1944
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 1er.

Presse syndicale
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 1er ; article 12.

Principe d'égalité devant la loi
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 11 ; article 12.

Publication d'information politique et générale
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 1er.

Régime de la déclaration préalable
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 14.

Régime économique des publications culturelles et littéraires locales
Voir *Questions orales sans débat* **694.**

Situation de la presse à l'étranger
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 1er ; article 18.

Sociétés de rédacteurs
Voir *Edition imprimerie et presse* **8,** article 13 ; article 17.

EDUCATION NATIONALE

Voir *Enseignement.*

ELECTIONS CANTONALES

Découpage des cantons pour les élections de mars 1985.
Voir *Questions au Gouvernement* **1081.**

ELECTIONS ET REFERENDUMS

20. — Proposition de loi constitutionnelle n° 1317 tendant à modifier l'**article 11 de la Constitution,** en vue d'étendre la possibilité de recours à la **procédure du référendum.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Jean Foyer (11 octobre 1984).

22. — Proposition de loi n° 1549 tendant à assurer le remboursement des **dépenses de propagande électorale** dans les communes de 2 500 à 9 000 habitants. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Charles Millon (11 octobre 1984).

26. — Proposition de loi n° 1629 tendant à prévenir la **fraude électorale.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Charles Millon (11 octobre 1984).

28. — Proposition de loi constitutionnelle n° 1835 tendant à modifier et à compléter les dispositions de l'**article 11 de la Constitution.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean Foyer (2 février 1984).

30. — Proposition de loi n° 1860 permettant aux délégués des conseils municipaux de voter par procuration lors des **élections sénatoriales.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Maurice Sergheraert (2 février 1984).

31. — Proposition de loi n° 1864 tendant à l'institution de suppléants pour les **élections au conseil général.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff (2 février 1984), remplacé par M. Raymond Marcellin (11 octobre 1984).

32. — Proposition de loi n° 2026 visant à permettre le **respect du suffrage universel dans les élections municipales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Georges Mesmin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (17 mai 1984).

33. — Proposition de loi n° 2028 définissant le **mode de scrutin pour l'élection des conseils régionaux** au suffrage universel. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (21 juin 1984).

34. — Proposition de loi n° 2063 relative à la **durée du mandat du président du conseil général** lorsque l'élection de celui-ci a été acquise au bénéfice de l'âge. — *Sénat* (première lecture) n° **84** (1983-1984), dépôt le 1er décembre 1983 par MM. Henri Belcour et Georges Mouly. — Renvoi à la commission les lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° **174** (1983-1984) (21 décembre 1983). — Discussion le 25 avril 1984. — Adoption le 25 avril 1984. — Proposition de loi n° **94** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2063,** dépôt le 25 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms (17 mai 1984).

35. — Proposition de loi n° 2188 visant à assurer la pleine application des décisions juridictionnelles en matière d'**élection municipale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 juin 1984 par M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (11 octobre 1984).

36. — Proposition de loi n° 2189 tendant à imposer une nouvelle élection du maire en cas de **démission de la majorité des membres du conseil municipal.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 juin 1984 par M. Gilbert Gantier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (11 octobre 1984).

37. — Projet de loi constitutionnelle n° 2323 portant révision de **l'article 11 de la Constitution** pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques.

Sénat (première lecture) **n° 480** (1983-1984), dépôt le 24 juillet 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport **n° 490** (1983-1984) (2 août 1984). — Discussions les 7 et 8 août 1984. — Rejet le 8 août 1984. — Projet de loi **n° 189** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) **n° 2323,** dépôt le 23 août 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Raymond Forni. — Rapport **n° 2324** (23 août 1984). — Discussion le 23 août 1984. — Adoption le 23 août 1984. — Projet de loi **n° 665.**

Sénat (deuxième lecture) **n° 506** (1983-1984), dépôt le 30 août 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport **n° 507** (1983-1984) (5 septembre 1984). — Discussion le 5 septembre 1984. — Rejet le 5 septembre 1984. — Projet de loi **n° 195** (1983-1984).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 août 1984] (p. 4264-4281) :

Question préalable de M. Michel Debré : *Debré (Michel)* (p. 4271, 4272, 4273, 4274) ; *Billardon (André)* (p. 4274, 4275, 4276, 4277, 4278) ; *Barre (Raymond)* (p. 4278) ; rejetée au scrutin public (p. 4278) ; *Labbé (Claude)* (p. 4294) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4300, 4301) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4305) ; *Julien (Raymond)* (p. 4307) ; *Mora (Christiane)* (p. 4310).

Association pour le référendum : *Clément (Pascal)* (p. 4285) ; *Geng (Francis)* (p. 4302).

Attitude de l'opposition : *Forni (Raymond)* (p. 4265, 4267) ; *Badinter (Robert)* (p. 4270, 4271, 4312) ; *Billardon (André)* (p. 4276) ; *Stirn (Olivier)* (p. 4295) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4300, 4301) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 4304, 4305) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4305, 4306) ; *Julien (Raymond)* (p. 4307).

Barre (Attitude de M. Raymond —) : *Billardon (André)* (p. 4277) ; *Barre (Raymond)* (p. 4278) ; *Poperen (Jean)* (p. 4287, 4288) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4300, 4301) ; *Mortelette (François)* (p. 4308) ; *Badinter (Robert)* (p. 4311).

Conseil constitutionnel (intervention du — dans la procédure de référendum) : *Forni (Raymond)* (p. 4266, 4267) ; *Billardon (André)* (p. 4277) ; *Clément (Pascal)* (p. 4287) ; *Poperen (Jean)* (p. 4290) ; *Stirn (Olivier)* (p. 4295) ; *Madelin (Alain)* (p. 4299) ; *Geng (Francis)* (p. 4301, 4302) ; *Badinter (Robert)* (p. 4311).

Constitution (article 34 de la —) : *Forni (Raymond)* (p. 4267) ; *Badinter (Robert)* (p. 4268).

Constitution (article 45 de la —) : *Billardon (André)* (p. 4276) ; *Mortelette (François)* (p. 4308).

Constitution (article 89 de la — et réunion du Congrès) : *Forni (Raymond)* (p. 4255, 4267) ; *Debré (Michel)* (p. 4272) ; *Billardon (André)* (p. 4276) ; *Clément (Pascal)* (p. 4284) ; *Labbé (Claude)* (p. 4292) ; *Stirn (Olivier)* (p. 4295) ; *Massot (François)* (p. 4296) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4300) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 4305) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4305) ; *Julien (Raymond)* (p. 4306, 4307) ; *Badinter (Robert)* (p. 4310, 4311).

Convention européenne des droits de l'homme (ratification de la —) : *Badinter (Robert)* (p. 4268).

Corse : *Debré (Michel)* (p. 4273, 4274) ; *Labbé (Claude)* (p. 4292) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4297).

Décentralisation : *Debré (Michel)* (p. 4272, 4273).

Dissolution éventuelle de l'Assemblée nationale : *Cacheux (Denise)* (p. 4300) ; *Geng (Francis)* (p. 4303) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4303) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4306).

Droit de grève et droit du travail : *Cathala (Laurent)* (p. 4297) ; *Madelin (Alain)* (p. 4299) ; *Badinter (Robert)* (p. 4310).

Durée du mandat présidentiel : *Clément (Pascal)* (p. 4285).

Elections européennes : *Geng (Francis)* (p. 4302) ; *Julien (Raymond)* (p. 4307).

Enseignement privé (opportunité d'un référendum sur l'—) et loi Savary : *Forni (Raymond)* (p. 4266) ; *Badinter (Robert)* (p. 4268, 4311) ; *Debré (Michel)* (p. 4271, 4272, 4273) ; *Billardon (André)* (p. 4277) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4282) ; *Clément (Pascal)* (p. 4284, 4285) ; *Poperen (Jean)* (p. 4289, 4290) ; *Labbé (Claude)* (p. 4294) ; *Stirn (Olivier)* (p. 4295) ; *Massot (François)* (p. 4296) ; *Madelin (Alain)* (p. 4298) ; *Geng (Francis)* (p. 4301) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4303) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 4304, 4305) ; *Julien (Raymond)* (p. 4306) ; *Pinard (Joseph)* (p. 4309) ; *Menga (Joseph)* (p. 4309) ; *Mora (Christiane)* (p. 4310).

Extrême-droite et attitude de M. Jean-Marie Le Pen : *Debré (Michel)* (p. 4274) ; *Poperen (Jean)* (p. 4291) ; *Pinard (Joseph)* (p. 4309).

Filiation (droit de la —) : *Badinter (Robert)* (p. 4268) ; *Madelin (Alain)* (p. 4298).

Garanties fondamentales des libertés publiques : *Madelin (Alain)* (p. 4298) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4303) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 4304).

Gaulle (général de —) : *Debré (Michel)* (p. 4272) ; *Poperen (Jean)* (p. 4289) ; *Labbé (Claude)* (p. 4292, 4294) ; *Richard (Alain)* (p. 4302).

Légitimité du pouvoir : *Billardon (André)* (p. 4277) ; *Labbé (Claude)* (p. 4291) ; *Berson (Michel)* (p. 4300) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4300) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4303) ; *Julien (Raymond)* (p. 4307).

Libertés publiques : *Badinter (Robert)* (p. 4270, 4271) ; *Billardon (André)* (p. 4275, 4278) ; *Poperen (Jean)* (p. 4289, 4290) ; *Forni (Raymond)* (p. 4295) ; *Charles (Serge)* (p. 4295) ; *Clément (Pascal)* (p. 4295) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4297) ; *Madelin (Alain)* (p. 4298) ; *Berson (Michel)* (p. 4299) ; *Menga (Joseph)* (p. 4309, 4310).

Napoléon III : *Clément (Pascal)* (p. 4286) ; *Labbé (Claude)* (p. 4292).

« Organisation des pouvoirs publics » : *Badinter (Robert)* (p. 4269, 4311) ; *Billardon (André)* (p. 4275, 4276) ; *Massot (François)* (p. 4296) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4302) ; *Menga (Joseph)* (p. 4309).

Parlement (rôle du —) : *Brunhes (Jacques)* (p. 4282) ; *Massot (François)* (p. 4296) ; *Geng (Francis)* (p. 4302) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4306).

Plébiscite : *Badinter (Robert)* (p. 4270) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4283) ; *Clément (Pascal)* (p. 4284, 4286) ; *Labbé (Claude)* (p. 4292) ; *Madelin (Alain)* (p. 4299) ; *Pinard (Joseph)* (p. 4308).

Politique démographique : *Debré (Michel)* (p. 4273) ; *Poperen (Jean)* (p. 4288).

Politique économique et problèmes du chômage : *Debré (Michel)* (p. 4273) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4283) ; *Poperen (Jean)* (p. 4288, 4289) ; *Labbé (Claude)* (p. 4294) ; *Geng (Francis)* (p. 4302).

Président de la République (pouvoirs du —) : *Badinter (Robert)* (p. 4269, 4270) ; *Billardon (André)* (p. 4276) ; *Stirn (Olivier)* (p. 4295) ; *Massot (François)* (p. 4296) ; *Geng (Francis)* (p. 4302) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4305) ; *Mora (Christiane)* (p. 4310).

Propositions des députés communistes en matière de référendum : *Clément (Pascal)* (p. 4286) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4289).

Proposition de M. Jean Foyer sur la modification de l'article 11 : *Forni (Raymond)* (p. 4265) ; *Billardon (André)* (p. 4275) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4303) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4306) ; *Julien (Raymond)* (p. 4306).

Propositions de l'opposition sur la modification de l'article 11 (autres que celle de M. Jean Foyer) : *Forni (Raymond)* (p. 4265) ; *Billardon (André)* (p. 4275) ; *Poperen (Jean)* (p. 4289) ; *Madelin (Alain)* (p. 4298) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4305) ; *Mortelette (François)* (p. 4308) ; *Menga (Joseph)* (p. 4309) ; *Badinter (Robert)* (p. 4311).

Quatrième République : *Badinter (Robert)* (p. 4270) ; *Debré (Michel)* (p. 4272).

Rappel au règlement de M. Serge Charles : *Charles (Serge)* (p. 4281) ; *Labarrère (André)* (p. 4282).

Référendum (extension du champ du — aux libertés publiques) : *Forni (Raymond)* (p. 4264, 4266) ; *Badinter (Robert)* (p. 4268, 4270) ; *Debré (Michel)* (p. 4271) ; *Billardon (André)* (p. 4274) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4283) ; *Clément (Pascal)* (p. 4286) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4300) ; *Mortelette (François)* (p. 4308).

Référendum (initiative du —) : *Badinter (Robert)* (p. 4269, 4270) ; *Billardon (André)* (p. 4276) ; *Clément (Pascal)* (p. 4286).

Référendum (intérêt et opportunité du —) : *Badinter (Robert)* (p. 4269, 4270) ; *Debré (Michel)* (p. 4272) ; *Clément (Pascal)* (p. 4284) ; *Poperen (Jean)* (p. 4289) ; *Labbé (Claude)* (p. 4293) ; *Stirn (Olivier)* (p. 4295, 4296) ; *Massot (François)* (p. 4296) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4297) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4303, 4304).

Référendum (risque d'usage abusif du —) : *Forni (Raymond)* (p. 4266) ; *Clément (Pascal)* (p. 4286) ; *Madelin (Alain)* (p. 4296) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4297) ; *Geng (Francis)* (p. 4301).

Référendum de 1962 : *Debré (Michel)* (p. 4271) ; *Richard (Alain)* (p. 4302) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 4305) ; *Julien (Raymond)* (p. 4306) ; *Badinter (Robert)* (p. 4311).

Référendum de 1969 : *Badinter (Robert)* (p. 4271) ; *Debré (Michel)* (p. 4272, 4273).

Référendum de 1958 : *Debré (Michel)* (p. 4272).

Représentation proportionnelle : *Debré (Michel)* (p. 4273, 4274) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4282).

Responsabilité politique du Président et référendum : *Debré (Michel)* (p. 4272) ; *Clément (Pascal)* (p. 4289).

Sénat (adoption d'une question préalable et attitude du —) : *Forni (Raymond)* (p. 4267) ; *Badinter (Robert)* (p. 4268, 4269) ; *Billardon (André)* (p. 4276) ; *Poperen (Jean)* (p. 4290) ; *Labbé (Claude)* (p. 4291, 4292) ; *Berson (Michel)* (p. 4300) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4300) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4303) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 4304) ; *Julien (Raymond)* (p. 4306) ; *Mortelette (François)* (p. 4308).

Sondages : *Clément (Pascal)* (p. 4286) ; *Labbé (Claude)* (p. 4292).

Discussion de l'article unique [23 août 1984] (p. 4312) :

Article unique (*incluant tout projet concernant les garanties fondamentales des libertés publiques et supprimant la référence aux accords de Communauté dans l'article 11 de la Constitution*).

Explications de vote (p. 4313) :

Chômage : *Hunault (Xavier)* (p. 4313).

Droit au travail et lois Auroux : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4313) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4314).

Enseignement : *Richard (Alain)* (p. 4313) ; *Hunault (Xavier)* (p. 4313).

Plébiscite : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4313).

Position du groupe R. P. R. : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4313).

Vote négatif du groupe U. D. F. : *Geng (Francis)* (p. 4314).

Vote positif du groupe communiste : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4314).

Vote positif du groupe socialiste : *Richard (Alain)* (p. 4313).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4314).

38. — Proposition de loi n° 2379 tendant à instituer pour **l'élection des députés** un scrutin uninominal à deux tours combiné à un scrutin proportionnel dans le cadre de la région. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 18 octobre 1984 par M. Olivier Stirn. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Enseignement privé* **1.**

Voir *Questions au Gouvernement* **932.**

Annulations.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **11.**

ELECTIONS EUROPEENNES

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**
Questions au Gouvernement **980, 986, 987, 988, 989, 996.**
Rappels au règlement **169, 171, 173, 174, 178, 183.**

Modes de scrutin.

Voir *Questions au Gouvernement* **932.**

Réforme électorale.

Voir *Questions orales sans débat* **706.**
Elections et référendums **32.**

ELECTIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES

Voir *Pétitions* **251.**

ELECTRICITE DE FRANCE ET GAZ DE FRANCE (E. D. F. - G. D. F.)

Centralisation de districts E. D. F.

Voir *Questions au Gouvernement* **1067.**

Combustibles nucléaires d'E. D. F.

Voir *Questions orales sans débat* **630.**

Coupures d'électricité.

Voir *Questions au Gouvernement* **1034.**

ELECTRICITE ET GAZ

2. — Proposition de loi n° 2383 relative aux **lignes de transport E. D. F. et à l'indemnisation des dégâts permanents.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 18 octobre 1984 par M. Jean Briane et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (12 décembre 1984).

ELECTRONIQUE (Industrie)

Voir *Questions orales sans débat* **655, 656.**

Composants électroniques

Voir *Questions au Gouvernement* **890.**

Filière

Voir *Loi de Finances* **9** (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications ; Recherche et technologie.
Questions au Gouvernement **1152.**

ELEVAGE

Amélioration des races bovines

Voir *Questions orales sans débat* **685.**

Primes aux éleveurs

Voir *Questions au Gouvernement* **1172.**

ELOGES FUNEBRES

1. — Députés.

Hommage à la mémoire de M. **Jacques Marette,** député de Paris, 17e circonscription, décédé le 25 avril 1984 ; M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge

funèbre le 9 mai 1984 [9 mai 1984] (p. 2140) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finanecs et du budget, y associe le Gouvernement (p. 2141).

Hommage à la mémoire de M. **André Lotte,** député de Saône-et-Loire, décédé le 28 septembre 1984 ; M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre le 17 octobre 1984 [17 octobre 1984] (p. 4844) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 4844).

EMPLOI ET ACTIVITE

Voir *Questions au Gouvernement* **1143.**

Campagne « Emploi des jeunes »

Voir *Questions au Gouvernement* **1117, 1149.**

En Alsace

Voir *Questions au Gouvernement* **1133.**

EMPLOI

Politique de l'—

Voir *Questions orales sans débat* **714.**

Situation de l'— dans le bassin d'Alès

Voir *Questions orales sans débat* **640.**

EMPLOIS RESERVES

Voir *Questions orales sans débat* **585.**

EMPLOYES DE MAISON

Voir *Impôt sur le revenu* **11.**

EMPRUNTS

1. — Proposition de loi n° 1976 tendant à mettre un terme à l'injustice et à la dilapidation des fonds publics résultant de l'**emprunt 7 p. 100 - 1973.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 février 1984 par M. Parfait Jans et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Emprunt Giscard 1973.

Voir *Lois de finances* **9** discussion générale (première partie), après l'article 3.

Politique économique et sociale **6.**

Questions au Gouvernement **1062.**

Rappels au règlement **291, 292, 293, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 305, 306, 307.**

ENERGIE

4. — Proposition de loi n° 1972 relative au régime de production, d'utilisation et de taxation de certains **carburants biochimiques.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 février 1984 par M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Roland Vuillaume (19 avril 1984).

5. — Rapport d'information déposé par M. Georges Le Baill en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur le **XII° congrès de la conférence mondiale de l'énergie** (New Delhi, septembre 1983) (n° **2306**) [24 juillet 1984].

Economies d'—.

Voir *Bâtiments et travaux publics* **3.**

Politique énergétique.

Voir *Bâtiment et travaux publics* **3.**

ENERGIE NUCLEAIRE

Combustibles nucléaires d'E. D. F.

Voir *Questions orales sans débat* **630.**

En Bretagne.

Voir *Questions orales sans débat* **659.**

Fusion thermonucléaire.

Voir *Questions orales sans débat* **600.**

ENFANTS

3. — Proposition de loi n° 434 tendant à la création du **parrainage éducatif.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Retrait le 24 janvier 1984.

8. — Proposition de loi n° 1934 relative à la **protection des enfants.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean Foyer (5 avril 1984).

9. — Projet de loi n° 2013 relatif aux **droits des familles** dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance et au statut des pupilles de l'Etat

Sénat (première lecture), n° **194** (1983-1984), dépôt le 26 janvier 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Béranger. — Rapport n° 245 (1983-1984) (6 avril 1984). — Discussion les 10 et 11 avril 1984. — Adoption le 11 avril 1984. — Projet de loi n° **83** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2013**, dépôt le 12 avril 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles familiales et sociales. — Rapporteur : M. Lucien Couqueberg (26 avril 1984). — Rapport n° **2098** (9 mai 1984). — Discussion le 14 mai 1984. — Adoption le 14 mai 1984. — Projet de loi n° **563.**

Sénat (deuxième lecture), n° **319** (1983-1984), dépôt le 15 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Béranger. — Rapport n° **327** (1983-1984) (22 mai 1984). — Discussion le 23 mai 1984. — Adoption définitive le 23 mai 1984. — Projet de loi n° **121** (1983-1984).

Loi n° 84-422 du 6 juin 1984 publiée au *Journal officiel* du 7 juin 1984 (p. 1762).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 mai 1984] (p. 2292-2305) :

Adoptants (choix des —) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2294) ; *Frachon (Martine)* (p. 2298) ; *Labazée (Georges)* (p. 2303) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2305).

Adoption (législation sur l'—) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2293, 2294) ; *Frachon (Martine)* (p. 2298) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2299, 2300) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2301) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 2301) ; *Koehl (Emile)* (p. 2302) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2303) ; *Labazée (Georges)* (p. 2303) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2305).

Adoption internationale : *Frachon (Martine)* (p. 2298) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2299) ; *Labazée (Georges)* (p. 2303) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2305, 2306).

Aide sociale à l'enfance : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2292) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2296) ; *Frachon (Martine)* (p. 2297) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2299) ; *Renard (Roland)* (p. 2300) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2301) ; *Labazée (Georges)* (p. 2303).

Assistance publique : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2293) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2296).

Assistantes maternelles : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2293) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2296).

Barrot (circulaire) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2293) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2301).

Bianco-Lamy (rapport) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2293) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2296) ; *Frachon (Martine)* (p. 2297) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2301).

Code de la famille et de l'aide sociale (modification du —) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2293) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2297).

Conseil de famille : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2294) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2297, 2305) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2299) ; *Koehl (Emile)* (p. 2302).

Déclaration judiciaire d'abandon : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2294, 2295) ; *Labazée (Georges)* (p. 2304) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2304).

Enfant (consultations et droits de l'—) : *Dufoix (Georgina)* (p. 2296) ; *Renard (Roland)* (p. 2300) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2302).

Familles (droits et obligations des —) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2294) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2296, 2305) ; *Frachon (Martine)* (p. 2298) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2299) ; *Renard (Roland)* (p. 2300) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2300) ; *Koehl (Emile)* (p. 2302).

Filiation, insémination artificielle, fécondation « in vitro » : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2294) ; *Le Cuir (Marie-France)* (p. 2303) ; *Labazée (Georges)* (p. 2304) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2304).

Handicapés (adoption des enfants —) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 23094) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2297) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2303).

Parrainage : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2301) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2306).

Pupilles de l'Etat : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2294) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2297) ; *Frachon (Martine)* (p. 2298) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2299) ; *Renard (Roland)* (p. 2300) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2301) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 2301) ; *Koehl (Emile)* (p. 2302).

Révision annuelle du dossier de l'enfant confié à l'aide sociale à l'enfance : *Couqueberg (Lucien)* (p. 2295) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 2296) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2299) ; *Koehl (Emile)* (p. 2302).

Discussion des articles [14 mai 1984] (p. 2307) :

Article 1er : (*aménagement des sections III et IV du chapitre II du code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2307) ; *avant l'article 55 du code de la famille et de l'aide sociale* : amendement n° 19 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Pierre Bas (modifiant l'intitulé de la section III) ; référence sur celui de l'aide sociale à l'enfance : retiré (p. 2308) ; *article 55 du code de la famille et de l'aide sociale* : information des usagers : amendement n° 1 de la commission (précisant que les familles « demandent » une prestation) ; obligation d'information : adopté ; *article 55-1 du code de la famille et de l'aide sociale* : droit d'être assisté par une personne de son choix : amendement n° 2 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 28 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (impossibilité pour le service de l'aide sociale à l'enfance d'imposer un entretien individuel si l'intéressé le refuse) ; sous-amendement n° 27 du Gouvernement (référence au bénéficiaire de la prestation) ; sous-amendement : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ; *article 56 du code de la famille et de l'aide sociale* : droit des familles à être associées à toutes décisions concernant l'enfant ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 32 de M. Pierre Bas (accueil provisoire de l'enfant dont la filiation est établie et connue) (p. 2309) ; rôle du mouvement aide à toute détresse — quart monde ; nécessité de privilégier le retour à l'autonomie familiale ; protection des droits des familles dites « naturelles » : rejeté ; amendement n° 33 de M. Pierre Bas (de précision) ; attitude de certains personnels scolaires (p. 2310) : rejeté ; amendement n° 34 de M. Pierre Bas (accord écrit du représentant légal du mineur ou du bénéficiaire lui-même pour toute décision relative au lieu et au mode de placement ainsi que pour toute modification apportée à cette décision) ; droits des familles ; problème de « l'errance » de certaines familles : rejeté ; amendement n° 35 de M. Pierre Bas (même objet) ; amendement n° 5 de la commission (cas dans lequel l'accord du représentant légal est réputé acquis) (p. 2311) ; amendement n° 35 : retiré ; amendement n° 5 : adopté ; amendement n° 36 de M. Pierre Bas (rédaction du procès-verbal) : rejeté ; amendement n° 29 du Gouvernement : (mesures tendant à éviter que puisse être porté atteinte à l'autorité parentale) ; amendement n° 6 de la commission (droit d'hébergement et de visite conservé par les titulaires de l'autorité parentale en cas de placement de l'enfant) ; amendement n° 29 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 6 devient sans objet (p. 2312) ; *article 58 du code de la famille et de l'aide sociale* : droit reconnu au mineur d'être associé aux mesures le concernant ; amendement n° 7 de la commission (précisant que le service examine avec le mineur toute décision le concernant et recueille son avis) : adopté ; amendement n° 20 de M. Etienne Pinte (information du mineur relative à la mesure envisagée) : retiré ; *article 59 du code de la famille et de l'aide sociale* : (révision annuelle des admissions) ; amendement n° 37 de M. Pierre Bas (conditions de cette révision) ; rapport Bianco-Lamy : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (cas des enfants confiés au service par décision judiciaire) : adopté ; *article 60 du code de la famille et de l'aide sociale* : organisation de la tutelle des pupilles de l'Etat : amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de M. Etienne Pinte (composition et règles de fonctionnement du conseil de famille fixées par un décret en Conseil d'Etat) (p. 2313) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (avis du mineur) : adopté ; amendement n° 23 de M. Etienne Pinte (composition du conseil de famille) ; unicité du conseil de famille dans le département ; introduction au sein des conseils de famille des travailleuses familiales (p. 2314) : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (précisant que les conseils de famille comprendront des représentants des associations d'assistantes maternelles) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (durée du mandat des membres du conseil de famille) (p. 2315) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (de conséquence) ; amendement n° 14 de la commission (décret en Conseil d'Etat précisant la composition et fixant les règles de fonctionnement du conseil de famille) : adoptés ; *article 61 du code de la famille et de l'aide sociale* : conditions d'admission à la qualité de pupille de l'Etat et voies de recours ; amendement n° 38 de M. Pierre Bas (contestations relatives à l'admission d'un enfant comme pupille de l'Etat) ; compétence du tribunal de grande instance : rejeté (p. 2316) ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 26 de M. Etienne Pinte (délai dans lequel doit statuer le tribunal) : rejeté ; *article 62 du code de la famille et de l'aide sociale* : conditions de l'admission en qualité de pupille de l'Etat ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 39 de M. Pierre Bas (signature du procès-verbal) : rejeté ; *article 63 du code de la famille et de l'aide sociale* : procédure d'adoption des pupilles de l'Etat ; amendement n° 24 de M. Etienne Pinte (déclenchement d'une procédure d'adoption dans un délai maximum de trois mois) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Pierre Bas (suppression de la référence aux liens affectifs établis entre la pupille et les personnes qui en avaient la garde) (p. 2317) : rejeté ; amendement n° 25 de M. Etienne Pinte (rôle du président du Conseil général en matière d'adoption des pupilles) : rejeté ; amendement n° 30 du Gouvernement (recours devant le tribunal de grande instance contre la décision de placement de l'enfant en vue d'adoption) (p. 2318) : rejeté ; *article 64 du code de la famille et de l'aide sociale* : gestion des biens du pupille ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : (*abrogations diverses*) : adopté.

Article 3 : (*création d'une section V nouvelle dans le code de la famille et de l'aide sociale*) : adopté.

Article 3 bis : (*saisine et délais pour la demande en déclaration d'abandon*) ; amendement n° 18 de la commission (de suppression) ; refus de rendre obligatoire la déclaration d'abandon et la procédure d'adoption suivant cet abandon (p. 2319) : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé ; l'amendement n° 31 de M. Etienne Pinte devient sans objet.

Article 4 : (*statut des pupilles immatriculés avant la publication de la loi*) : adopté.

Article 5 : (*droit de visite*) : adopté.

Article 6 : (*conditions d'application de la loi*) : adopté (p. 2320).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2320).

10. — Proposition de loi n° 2088 tendant à la création du **parrainage éducatif.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 mai 1984 par M. Georges Mesmin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (11 octobre 1984).

11. — Proposition de loi n° 2158 relative au **statut de l'enfant conçu** ainsi qu'aux expérimentations et recherches concernant la création de la vie humaine. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1984 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. — Proposition de loi n° 2381 visant à assurer la **protection des enfants** contre toutes les formes de violence. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 18 octobre 1984 par M. Henri Bayard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Charles Millon (8 novembre 1984).

Naturels

Voir *Traités et conventions* **134.**

Problème des — enlevés

Voir *Questions au Gouvernement* **901.**

Reconnaissance hors mariage

Voir *Traités et conventions* **134.**

ENGRAIS

Entrave à la concurrence

Voir *Questions au Gouvernement* **848.**

ENSEIGNANTS

En coopération

Voir *Questions au Gouvernement* **868**.

Formation continue

Voir *Questions orales sans débat* **607**.

ENSEIGNEMENT

3. — Proposition de loi n° 2192 portant sur l'**éducation des jeunes.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 juin 1984 par M. Daniel Goulet et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Académie de Reims.

Voir *Questions orales sans débat* **654**.

Attaques contre l'école publique.

Voir *Questions au Gouvernement* **949**.

Difficultés financières d'établissements scolaires.

Voir *Questions orales sans débat* **654**.

Diminution des crédits de l'éducation nationale.

Voir *Questions au Gouvernement* **1080**.

Ecole publique.

Voir *Questions au Gouvernement* **864**.

Education artistique.

Voir *Questions orales sans débat* **610**.

Formation scolaire.

Voir *Questions orales sans débat* **733**.

Jumelage entre les établissements scolaires et les entreprises.

Voir *Questions au Gouvernement* **1019**.

Liberté de l'—.

Voir *Motions de censure* **12**.

Questions au Gouvernement **994**.

Moyens nécessaires au service public de l'éducation.

Voir *Questions au Gouvernement* **1003**.

Rentrée scolaire 1984.

Voir *Questions au Gouvernement* **828, 1010**.

Titulaires d'un C. A. P. ou d'un B. E. P. désirant continuer leurs études.

Voir *Questions au Gouvernement* **1042**.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

1. — Projet de loi n° 2052 portant rénovation de l'**enseignement agricole public.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 19 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture. — Urgence déclarée le 4 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Giovanelli (26 avril 1984). — Rapport n° **2111** (16 mai 1984). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (24 avril 1984). — Rapporteur pour avis : M. Noël Ravassard (3 mai 1984). — Discussion le 4 juin 1984. — Adoption le 4 juin 1984. — Projet de loi n° **588**.

Sénat (première lecture) n° **355** (1983-1984), dépôt le 5 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Albert Vecten. — Rapport n° **403** (1983-1984) (20 juin 1984). — Discussion le 21 juin 1984. — Adoption le 21 juin 1984. — Projet de loi n° **141** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2230**, dépôt le 22 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).

Bureau [*J. O.* du 26 juin 1984] (p. 1979).

Assemblée nationale (texte de la commission paritaire). — Rapporteur : M. Jean Giovannelli. — Rapport n° 2231 (26 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption avec modifications le 26 juin 1984. — Projet de loi n° **622**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Albert Vecten. — Rapport n° **426** (1983-1984) (25 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption définitive le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **161** (1983-1984).

Loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 11 juillet 1984 (p. 2207).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 juin 1984] (p. 2870, 2885) :

Adultes (formation des —) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2880).

Aides publiques et niveau de qualification : *Rocard (Michel)* (p. 2874).

Bourses scolaires : *Giovannelli (Jean)* (p. 2871) ; *Ravassard (Noël)* (p. 2872) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2877) ; *Lotte (André)* (p. 2890).

Coopération internationale : *Lambert (Michel)* (p. 2892) ; *Rocard (Michel)* (p. 2894).

Débouchés (problème des —) : *Ravassard (Noël)* (p. 2873) ; *Rocard (Michel)* (p. 2875).

Décentralisation : *Giovannelli (Jean)* (p. 2870) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 2885) ; *Rocard (Michel)* (p. 2893).

Effectifs de l'enseignement agricole : *Giovannelli (Jean)* (p. 2870).

Enseignement agricole (chute des investissements) : *Rocard (Michel)* (p. 2893).

Enseignement agricole privé (avenir de l'—) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2877, 2878) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2880) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 2885) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2889, 2890) ; *Rocard (Michel)* (p. 2893).

Enseignement agricole public (limitation du projet à l'—) : *Rochard (Michel)* (p. 2875, 2876, 2893, 2895).

Enseignement supérieur agricole : *Giovannelli (Jean)* (p. 2870, 2871).

Enseignement technique agricole : *Giovannelli (Jean)* (p. 2871).

Exploitations familiales : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2880).

Femmes (situation des —) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2887) ; *Frachon (Martine)* (p. 2889) ; *Rocard (Michel)* (p. 2889).

Filière agro-alimentaire : *Ravassard (Noël)* (p. 2872) ; *Soury (André)* (p. 2881) ; *Frachon (Martine)* (p. 2888) ; *Rocard (Michel)* (p. 2894).

Filières (décloisonnement des —) : *Giovannelli (Jean)* (p. 2870, 2871) ; *Ravassard (Noël)* (p. 2872) ; *Chouat (Didier)* (p. 2879) ; *Bourget (René)* (p. 2886) ; *Renard (Roland)* (p. 2887) ; *Frachon (Martine)* (p. 2888) ; *Lotte (André)* (p. 2890).

Insertion professionnelle : *Giovannnelli (Jean)* (p. 2870).

Jeunes (installation des —) : *Chouat (Didier)* (p. 2878, 2879) ; *Laborde (Jean)* (p. 2891).

Jeunes ruraux (échec scolaire) : *Soury (André)* (p. 2881) ; *Bourget (René)* (p. 2886) ; *Renard (Roland)* (p. 2887) ; *Rocard (Michel)* (p. 2894).

Maisons familiales : *Ravassard (Noël)* (p. 2872).

Milieu rural (contact avec le —) : *Giovannelli (Jean)* (p. 2871, 2872) ; *Ravassard (Noël)* (p. 2872, 2873) ; *Rocard (Michel)* (p. 2875) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2877) ; *Chouat (Didier)* (p. 2879) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 2885) ; *Bourget (René)* (p. 2886) ; *Laborde (Jean)* (p. 2891).

Moyens (insuffisance des —) : *Rocard (Michel)* (p. 2874, 2893) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2877) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2880) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 2885).

Mutations dans l'agriculture : *Ravassard (Noël)* (p. 2872) ; *Rocard (Michel)* (p. 2875) ; *Chouat (Didier)* (p. 2878) ; *Bourget (René)* (p. 2886).

Mutations technologiques : *Giovannelli (Jean)* (p. 2870) ; *Rocard (Michel)* (p. 2875).

Parité (recherche de la —) : *Giovannelli (Jean)* (p. 2870) ; *Rocard (Michel)* (p. 2876) ; *Chouat (Didier)* (p. 2879) ; *Frachon (Martine)* (p. 2888) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2889) ; *Lotte (André)* (p. 2890).

Pédagogie (réforme de la —) : *Giovannelli (Jean)* (p. 2871) ; *Ravassard (Noël)* (p. 2873) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2880).

Personnels (réforme des carrières et des statuts) : *Giovannelli (Jean)* (p. 2871) ; *Ravassard (Noël)* (p. 2873) ; *Chouat (Didier)* (p. 2879) ; *Lotte (André)* (p. 2891).

Qualification (faiblesse du niveau de —) : *Giovannelli (Jean)* (p. 2870) ; *Ravassard (Noël)* (p. 2873) ; *Rocard (Michel)* (p. 2874) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2877) ; *Chouat (Didier)* (p. 2878, 2879) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 2885) ; *Renard (Roland)* (p. 2886, 2887) ; *Lotte (André)* (p. 2890) ; *Lambert (Michel)* (p. 2892).

Rapport « long terme agriculture » : *Soury (André)* (p. 2881).

Recherche et développement en agriculture : *Ravassard (Noël)* (p. 2873) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2877) ; *Chouat (Didier)* (p. 2878).

Spécificité de l'enseignement agricole : *Giovannelli (Jean)* (p. 2871, 2872) ; *Ravassard (Noël)* (p. 2872) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2877) ; *Chouat (Didier)* (p. 2879) ; *Frachon (Martine)* (p. 2888) ; *Laborde (Jean)* (p. 2891).

Structures scolaires : *Renard (Roland)* (p. 2887, 2888).

Discussion des articles [4 juin 1984] (p. 2895) :

Article 1er (*objet de l'enseignement agricole public*) : amendement n° 1 de la commission (prise en compte de l'évolution des diverses formes de l'agriculture) : adopté ; amendement n° 37 de M. Roland Renard (contribution à l'essor de la filière agro-alimentaire) : retiré ; amendement n° 2 de la commisison (association de la formation générale et de la formation professionnelle des exploitants et des salariés agricoles) ; amendement n° 27 de M. Jean-Paul Fuchs (même objet) ; amendement n° 27 : retiré ; amendement n° 2 : adopté (p. 2895) ; amendement n° 64 de M. Didier Chouat (référence à la formation professionnelle initiale et continue) ; amendement n° 67 de M. André Soury (même objet) : adoptés ; amendement n° 28 de M. Jean-Paul Fuchs (référence aux aides familiaux, associés d'exploitation et salariés agricoles des secteurs para-agricoles) ; amendement n° 3 de la commission (référence aux salariés agricoles, associés d'exploitation et aides familiaux) ; amendement n° 28 : rejeté ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 71 de M. Bruno Bourg-Broc (référence aux secteurs para-agricoles) : rejeté ; amendement n° 38 de M. André Soury (maîtrise des nouvelles technologies, notamment dans leur application à la chaîne alimentaire) (p. 2896) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (développement et animation du milieu rural) ; possibilité pour les départements et les communes de subventionner volontairement l'enseignement agricole public : adopté ; amendements n° 72 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 39 de M. Michel Couillet : devenus sans objet ; amendement n° 40 de M. Roland Renard (insérant le mot « notamment » dans l'avant dernier alinéa de cet article après le mot « international ») ; amendement n° 5 de la commission (supprimant les mots « par la caisse des stagiaires étrangers et par l'envoi d'enseignants à l'étranger ») ; objectif de coopération internationale ; amendement n° 40 : adopté ; amendement n° 5 : devenu sans objet ; amendement n° 6 de la commission (précisant que l'enseignement et la formation professionnelle agricoles publics constituent une composante spécifique du service public de l'enseignement) (p. 2897) ; sous-amendement n° 65 de M. Didier Chouat (substituant au mot « enseignement » les mots « éducation et formation ») ; sous-amendement n° 73 de M Antoine Gissinger (supprimant la référence à la laïcité) ; sous-amendement n° 65 : adopté ; respect du principe de la liberté de conscience ; rapports juridiques entre l'Etat et l'enseignement agricole privé ; sous-amendement n° 73 : rejeté ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 41 de M. André Soury (référence au rôle moteur joué par l'éducation nationale en matière de formation en agriculture) : devenu sans objet ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*missions de l'enseignement agricole public*) (p. 2898) : amendement n° 7 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 68 de M. André Soury (référence à l'article 8 de la loi du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique) ; amendement n° 62 de M. Jean Giovanelli (même objet) : adoptés ; amendement n° 42 de M. Roland Renard (substituant aux mots « formation professionnelle continue » les mots « éducation permanente ») : retiré ; amendement n° 43 de M. Roland Renard (notion d'enrichissement culturel) (p. 2899) : adopté ; amendement n° 24 de la commission de la production (référence aux secteurs para-agricoles) : adopté ; amendement n° 30 de M. Jean-Paul Fuchs (sanctionnant l'enseignement et la formation professionnelle agricole par des diplômes d'Etat de l'enseignement général et technologique) ; amendement n° 76 de M. Jean-Louis Goasduff (même objet) ; classes préparatoires d'adaptation : rejetés ; amendement n° 77 de M. René André (précisant que chaque établissement dispose d'une exploitation agricole ou d'ateliers à vocation pédagogique) : rejeté (p. 2900) ; amendement n° 44 de M. Michel Couillet (sanction des enseignements par des diplômes d'Etat de l'enseignement général et technologique avec mention de la spécificité correspondante) ; amendement n° 9 de la commission (reconnaissance de l'équivalence des diplômes) ; amendement n° 44 : retiré ; amendement n° 9 : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*harmonisation des bourses*) : réalisation de la parité de l'enseignement agricole avec les autres enseignements au terme de la période d'exécution du IXe Plan (p. 2901) ;

— article 3 : adopté.

Article 4 (*conseil de l'enseignement agricole public*) : amendement n° 47 de M. André Soury (nécessité de garantir une cohérence entre la politique agricole du Gouvernement et les objectifs assignés à l'enseignement) : retiré ; amendement n° 79 de M. Bruno Bourg-Broc (supprimant le mot « public » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) ; conseil national de l'enseignement agricole public : rejeté ; amendement n° 48 de M. André Soury (composition du conseil) ; amendement n° 63 de M. Jean Giovanelli (même objet) (p. 2902) ; amendement n° 48 : retiré ; amendement n° 63 : adopté ; amendements n° 10 et n° 11 de la commission, n° 80 et n° 81 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 32 de M. Jean-Paul Fuchs et n° 82 de M. Bruno Bourg-Broc : devenus sans objet ; amendement n° 33 de M. Jean-Paul Fuchs (supprimant la dernière phrase du premier alinéa de cet article) ; conditions de représentation de l'enseignement agricole au sein du conseil supérieur de l'éducation nationale : retiré ; amendement n° 83 de M. Antoine Gissinger (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de ces articles) : retiré ; amendement n° 49 de M. André Soury (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 84 de M. Bruno Bourg-Broc (même objet) : retirés ; amendement n° 12 de la commission (précisant que ce conseil assure la représentation de l'enseignement agricole public au sein du conseil supérieur de l'éducation nationale) ; amendement n° 50 de M. Roland Renard (désignation par le conseil d'une délégation permanente) ; amendement n° 12 : adopté ; amendement n° 50 : devenu sans objet ; amendement n° 34 de M. Jean-Paul Fuchs (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de cet article) : retiré ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*compétences du conseil de l'enseignement agricole public*) : amendement n° 98 de M. Noël Ravassard (substituant au mot « projet » le mot « avant-projet ») (p. 2903) : adopté ; amendement n° 66 de M. René Bourget (cohérence des schémas prévisionnels avec les objectifs du Plan) ; amendement n° 51 de M. Michel Couillet (même objet) ; amendement n° 66 : adopté ; amendement n° 51 : satisfait ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*compétences du conseil de l'éducation nationale en matière d'enseignement agricole public*) : amendement n° 35 de M. Jean-Paul Fuchs (instituant un conseil de l'enseignement agricole dans chaque région) ; amendement n° 85 de M. René André (même objet, nécessité de prévoir des instances représentatives communes aux enseignements agricoles public et privé ; problème de l'octroi aux conseils régionaux d'un pouvoir d'avis sur le schéma prévisionnel : rejetés ; amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté (p. 2904).

Article 7 (*statut des établissements*) : amendement n° 52 de M. Roland Renard (possibilité pour les établissements de comporter des sections technologiques non agricoles) ; intégration du secteur para-agricole et de l'agro-alimentaire : rejeté ; amendement n° 14 de la commisison (statut des lycées, centres et établissements d'enseignement) : adopté ; amendement n° 25 de la commission de la production (référence aux ateliers technologiques) : adopté ; amendement n° 54 de M. Roland Renard (substituant au mot « techniques » le mot « technologies ») (p. 2905) : rejeté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 69 de M. Michel Couillet (même objet) : adoptés ; amendement n° 55 de M. André Soury (d'harmonisation) ; notion d'établissement public : rejeté ; amendement n° 70 de M. Michel Couillet (composition du conseil d'administration) ; amendement n° 93 de M. Noël Ravassard (même objet) ; objectif d'élévation du niveau des connaissances et des aptitudes ; amendement n° 70 : retiré ; amendement n° 93 : adopté ; amendement n° 56 de M. Roland Renard, n° 86 de M. Antoine Gissinger, n° 36 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 87 de M. René André et n° 94 de M. Roland Renard : devenus sans objet ; amendement n° 88 de M. René André (prévoyant que les établissements comportent un conseil d'établissement compétent dans le domaine de l'organisation intérieure) (p. 2906) : retiré ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (*fonctionnement des établissements de formation initiale*) : amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 57 de M. Roland Renard (précisant que chaque établissement détermine les modalités de son fonctionnement et de son insertion dans les réalités techniques, sociales et culturelles de son lieu d'implantation) ; nécessité de rénover la pédagogie ; autonomie de l'établissement en ce domaine : retiré ; amendement n° 89 de M. Jean-Louis Goasduff (supprimant la référence au calendrier scolaire) (p. 2907) : retiré ; amendement n° 17 de la commission (référence au rythme scolaire) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (assignant à l'enseignement agricole une mission de diffusion des langues et cultures régionales) ; autonomie du projet pédagogique de chaque établissement : adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*harmonisation des statuts des personnels*) : problème de la parité ; augmentation du fossé entre l'enseignement agricole et l'éducation nationale ; moyens prévus dans le IX[e] Plan (p. 2908) ; création d'un comité technique paritaire commun ; formation des personnels ; amendement n° 20 de la commission (objectifs de réalisation de la parité) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (*enseignement supérieur agricole public*) : amendement n° 26 de la commission de la production (référence à la coopération technique et scientifique) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (possibilité d'appliquer les dispositions des titres II, III et IV de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 90 de M. Antoine Gissinger (subordonnant l'application de ces dispositions à l'avis conforme des conseils généraux des établissements concernés) (p. 2909) ; amendement n° 61 de M. André Soury (extension des dispositions des titres II, III et IV de la loi sur l'enseignement supérieur) : retiré ; harmonisation d'ensemble au sein de l'enseignement supérieur ; sous-amendement n° 90 : rejeté ; amendement n° 22 : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 (*codification*) : amendement n° 23 de la commission (abrogeant les articles L. 811-4 à L. 811-7 du code rural) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 97 de M. Jean Giovannelli (rendant applicables les dispositions de la présente loi aux départements d'outre-mer) : adopté.

Titre : amendement n° 91 de M. Antoine Gissinger (intitulant le titre du projet de loi : projet de loi portant rénovation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole) ; amendement n° 92 de M. René André (intitulant le projet de loi : « projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole et forestier public) (p. 2910) : rejetés (p. 2911).

Explications de vote (p. 2911) :

Abstention du groupe R. P. R. : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 2911).
Abstention du groupe U. D. F. : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 2911).
Budget en matière d'enseignement agricole : *Rocard* (*Michel*) (p. 2912).
Chirac (Jacques) (propos de —) : *Rocard* (*Michel*) (p. 2912).
Echec scolaire : *Chouat* (*Didier*) (p. 2911) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 2911).
Education nationale (intégration de l'enseignement agricole à l' —) : *Chouat* (*Didier*) (p. 2911).
Enseignement agricole privé (avenir de l' —) : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 2911) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 2911).
Moyens (insuffisance des —) : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 2911) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 2911).
Vote favorable du groupe communiste : *Renard* (*Roland*) (p. 2911).
Vote favorable du groupe socialiste : *Chouat* (*Didier*) (p. 2911).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 2912).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [26 juin 1984] (p. 3721) :

Bourses : *Giovannelli* (*Jean*) (p. 3721).
Conseils de l'éducation nationale (compétence des —) : *Giovannelli* (*Jean*) (p. 3721).
Enseignement agricole privé : *Mauger* (*Pierre*) (p. 3722).
Formation professionnelle agricole : *Giovannelli* (*Jean*) (p. 3721).
Loi sur l'enseignement supérieur (application des titres II, III, IV) : *Giovannelli* (*Jean*) (p. 3721).
Stages : *Giovannelli* (*Jean*) (p. 3721).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 3722, 3723).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3723).

Après l'adoption :

Financement de l'enseignement agricole public ; problème de l'enseignement agricole privé (p. 3723).

2. — Projet de loi n° 2390 portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant **rénovation de l'enseignement agricole public.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture. — Urgence déclarée le 21 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Didier Chouat (31 octobre 1984). — Rapport n° **2421** (14 novembre 1984). — Discussion le 22 novembre 1984. — Deuxième délibération (article 7). — Adoption le 22 novembre 1984. — Projet de loi n° **635.**

Sénat (première lecture) n° **87** (1984-1985), dépôt le 23 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Albert Vecten. — Rapport n° **121** (1984-1985) (6 décembre 1984). — Discussion le 13 décembre 1984. — Adoption le 13 décembre 1984. — Projet de loi n° **50** (1984-1985).

Loi n° 84-1285 du 31 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 1[er] janvier 1985 (p. 7).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 novembre 1984] (p. 6258) :

Associations : *Rocard* (*Michel*) (p. 6262) ; *Maujoüan du Gasset* (*Joseph-Henri*) (p. 6270-6271).
Bourses : *Chouat* (*Didier*) (p. 6259) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6264) ; *Giovannelli* (*Jean*) (p. 6268).
Conseil national de l'enseignement agricole (composition du —) : *Perrut* (*Francisque*) (p. 6267) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 6280).
Contrat (principe du —) : *Chouat* (*Didier*) (p. 6258-6259) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 6261-6262-6279) ; *Giovannelli* (*Jean*) (p. 6268) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 6273) ; *Pistre* (*Charles*) (p. 6275).
Contrôle pédagogique : *Chouat* (*Didier*) (p. 6259) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 6266).
Créations de postes : *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 2663) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 6279).
Décentralisation : *Rocard* (*Michel*) (p. 6262-6263) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6263) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 6266).
Dépenses de construction : *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6264) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 6267).
Effectifs scolarisés dans le secteur privé : *Chouat* (*Didier*) (p. 6258) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 6266) ; *André* (*René*) (p. 6270).
Elaboration du texte (conditions d' —) : *Rocard* (*Michel*) (p. 6263) ; *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 6266).
Enseignement public et loi du 9 juillet 1984 : *Chouat* (*Didier*) (p. 6258) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 6261-6278-6279-6281) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6263) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 6265) ; *Giovannelli* (*Jean*) (p. 6267-6268) ; *André* (*René*) (p. 6270) ; *Lambert* (*Michel*) (p. 6273) ; *Hory* (*Jean-François*) (p. 6277-6278).
Enseignement supérieur : *Chouat* (*Didier*) (p. 6259) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 6262) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 6264-6265) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 6267).
Financement public et subventions : *Chouat* (*Didier*) (p. 6259) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 6261-6278-6279-6280-6281) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 6264) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 6266) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 6267) ; *Giovannelli* (*Jean*) (p. 6268) ; *Chanfrault* (*Guy*) (p. 6270) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 6271) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 6272) ; *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 6276-6277).
Histoire de l'enseignement agricole : *Rocard* (*Michel*) (p. 6260-6261) ; *Lambert* (*Michel*) (p. 6273-6274).
Loi « Guermeur » de 1978 et principe de l'agrément des établissements : *Chouat* (*Didier*) (p. 6258) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 6261) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 6266) ; *Giovannelli* (*Jean*) (p. 6268) ; *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 6277).

Maisons familiales rurales et enseignement par alternance : *Chouat (Didier)* (p. 6259) ; *Rocard (Michel)* (p. 6261-6262-6281) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6266) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6268) ; *André (René)* (p. 6269) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 6270) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 6271-6272) ; *Peuziat (Jean)* (p. 6272-6273) ; *Lambert (Michel)* (p. 6273-6274) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 6277).

Mayotte : *Hory (Jean-François)* (p. 6277-6278) ; *Rocard (Michel)* (p. 6282).

Missions de l'enseignement agricole : *Rocard (Michel)* (p. 6261-6262) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 6271) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 6272).

Niveaux et filières de formation : *Chouat (Didier)* (p. 6258-6259) ; *Rocard (Michel)* (p. 6260-6261-6263) ; *Couillet (Michel)* (p. 6265) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6268) ; *André (René)* (p. 6269) ; *Chaufrault (Guy)* (p. 6270) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6271) ; *Pistre (Charles)* (p. 6275).

Période transitoire : *Chouat (Didier)* (p. 6260) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6267) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6268) ; *Lambert (Michel)* (p. 6274).

Personnels enseignants (rémunérations des —) : *Chouat (Didier)* (p. 6259) ; *Rocard (Michel)* (p. 6262) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6264) ; *Lambert (Michel)* (p. 6274).

Personnels enseignants (statut des —) : *Chouat (Didier)* (p. 6259) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 6271) ; *Lambert (Michel)* (p. 6274) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 6277) ; *Rocard (Michel)* (p. 6280).

Pluralisme scolaire : *Chouat (Didier)* (p. 6260) ; *Rocard (Michel)* (p. 6261-6279-6281) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6264) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6266) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 6270) ; *Rigaud (Jean)* (p. 6275).

Professionnalisation de l'enseignement : *Chouat (Didier)* (p. 6258) ; *André (René)* (p. 6270) ; *Pistre (Charles)* (p. 6275) ; *Rigaud (Jean)* (p. 6276) ; *Rocard (Michel)* (p. 6279-6282).

Schéma prévisionnel des formations : *Chouat (Didier)* (p. 6259) ; *Rocard (Michel)* (p. 6262-6263-6278-6280-6281) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6265) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6266) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6268) ; *André (René)* (p. 6269) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6271) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 6272) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6273) ; *Pistre (Charles)* (p. 6275).

Types d'établissements d'enseignement agricole privés (existence de deux —) : *Rocard (Michel)* (p. 6262) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6266) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6268).

Discussion des articles [22 novembre 1984] (p. 6282-6288) :

Article 1er (*objet des associations et organismes privés assurant l'enseignement et la formation professionnelle agricole*) : amendement n° 32 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Michel Couillet (substituant au mot « responsable » les mots « gestionnaire de cet établissement » à propos de l'association ou de l'organisme) ; financement public ; principe du contrat ; associations ; problème de la personnalité juridique des organismes gestionnaires des établissements (p. 6282) ; cas des gestionnaires non propriétaires ; rejeté ; amendement n° 64 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (substituant aux mots « doit avoir » le mot « a ») ; souscription d'un contrat ; liberté d'association ; retiré ; amendement n° 41 de M. Jacques Barrot (accueil des stagiaires étrangers) ; pays en voie de développement ; amendement n° 65 de M. Jean Rigaud (multiplication des liens et des échanges avec des associations de pays européens) ; accueil de stagiaires étrangers (p. 6283) ; retirés ;

— article 1er : adopté.

Article 2 (*missions auxquelles concourt l'établissement ayant passé un contrat de participation au service public*) : expérimentation et contrôle pédagogique ; innovation pédagogique ; période de transition (p. 6284) ; amendement n° 7 de la commission (faisant référence aux conventions de formation professionnelle) ; amendement n° 42 de Mme Hélène Missoffe (même objet) ; contrat souscrit par un établissement d'enseignement agricole privé pouvant avoir été conclu antérieurement à ce texte ; convention de formation professionnelle ; amendement n° 7 : adopté ; amendement n° 42 ; devenu sans objet ; amendement n° 8 de la commission (faisant référence à la dernière année de formation de techniciens supérieurs) ; enseignement supérieur ; adopté ; amendement n° 66 de M. Jean Rigaud (substituant au mot « peuvent » le mot « doivent » dans la dernière phrase du 6e alinéa de cet article) : retiré par M. Francisque Perrut ; amendement n° 9 de la commission (accès des élèves des établissements visés à cet article au service d'orientation de l'enseignement agricole public) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 6285) ; adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté (p. 6286).

Article 3 (*contenu du contrat et engagements réciproques des associations ou organismes de l'Etat, aide financière de l'Etat*) : amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 43 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Francisque Perrut (supprimant le mot « notamment » à la fin de la 2e phrase du 1er alinéa de cet article) ; possibilité d'ajouter d'autres missions ; conclusion du contrat ; dispositions figurant dans les contrats ; retiré ; amendement n° 67 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (supprimant le mot « pédagogiques » dans le 4e de cet article) ; projet pédagogique de l'établissement ; contrôle pédagogique ; programmes (p. 6289) ; vérification des habilitations et des titres des enseignants ; retiré ; amendement n° 33 de M. Michel Couillet (faisant référence aux mêmes conditions que l'enseignement public) ; commissions du contrôle pédagogique ; rôle des fonctionnaires d'Etat ; différence entre les établissements à plein temps et les établissements fonctionnant en alternance ; retiré ; amendement n° 81 de M. Lucien Dutard soutenu par M. Michel Couillet (nécessaire absence de concurrence entre les formations dispensées dans les établissements privés et les formations assurées par l'enseignement public) ; schéma prévisionnel ; retiré ; amendement n° 82 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. André Soury (progression des crédits affectés aux établissements privés) ; limite des crédits inscrits dans la loi de finances (p. 6290) ; caractère contractuel de l'engagement de l'Etat ; retiré ; amendement n° 44 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. René André (insérant les mots « à son échéance normale » à propos du schéma prévisionnel) ; importance de ce schéma ; rôle du conseil national de l'enseignement agricole ; lien entre les modifications du schéma et la révision du contrat ; retiré ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*conditions de désignation des chefs d'établissement et de nomination des personnels enseignants, subvention de fonctionnement*) (p. 6291) ; désignation du chef d'établissement par l'association ou l'organisme ; amendements identiques n° 13 de la commission et n° 34 de M. Lucien Dutard soutenu par Mme Muguette Jacquaint (qualifications équivalentes à celles requises dans l'enseignement agricole public) ; sous-amendement n° 91 du Gouvernement à l'amendement n° 13 de la commission (substituant au mot « équivalent » le mot « comparable ») ; qualifications des chefs d'établissement ; qualifications identiques à celles requises dans l'enseignement public ; subvention de fonctionnement ; différence de titres ; équivalence de diplômes (p. 6292) ; mot « comparable » ; période de transition ; niveau d'exigence pédagogique et de qualifications ; absence d'équivalence du titre d'ingénieur en agronomie ; cas où il n'y a aucune possibilité d'équivalence ; sous-amendement n° 91 : adopté ; amendement n° 13, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 34 : devenu sans objet ; amendement n° 35 de M. Michel Couillet soutenu par Mme Muguette Jacquaint (substituant au mot « sur proposition » les mots « après accord » à propos de la nomination des personnels enseignants) (p. 6293) ; non-application de la loi Debré à l'enseignement agricole : retiré ; amendement n° 1 du Gouvernement (référence aux échelles indiciaires des corps équivalents de la fonction publique pour la rémunération des personnels enseignants) : adopté ; amendement n° 68 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (examen prioritaire des dossiers des enseignants ayant perdu leur emploi en cas d'embauche d'un enseignant) ; garanties de réemploi ; rôle du chef d'établissement ; retiré ; amendement n° 14 de la commission (complétant le 3e alinéa de cet article par les mots « relevant du présent article ») ; garantie de réemploi (p. 6294) ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (possibilité de saisir une commission en cas de différend concernant l'application du présent alinéa) : adopté ; amendement n° 36 de Mme Muguette Jacquaint (conditions de consultation du personnel) ; amélioration de la concertation ; retiré ; amendements identiques n° 2 du Gouvernement et n° 46 de Mme Hélène Missoffe (dépenses autres que celles visées au second alinéa du présent article) ; dépenses de fonctionnement ; adoptés ; amendement n° 47 de M. Jacques Barrot : devenu sans objet ; amendement n° 69 de M. Jean Rigaud (publication annuelle du coût moyen des dépenses de fonctionnement et des formations correspondantes à celles de l'enseignement agricole public) : retiré ;

— article 4, ainsi modifié : adopté (p. 6295).

Article 5 (*calcul de l'aide financière de l'Etat dans les établissements pratiquant l'alternance des enseignements théoriques et pratiques*) : amendement n° 16 de la commission (substituant au mot « dispenser » le mot « assurer » directement ou indirectement) ; maisons familiales rurales ; adopté ; amendement n° 17 de la commission (garanties supplémentaires) ; garanties ne pouvant être inférieures à celles prévues dans le code du travail ; adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*fédérations nationales représentatives d'associations ou d'organismes*) : amendement n° 37 de M. Lucien Dutard soutenu par M. André Soury (de suppression) ; problème de la reconnaissance des associations et organismes ; fédérations nationales représentatives ; rôle de celles-ci (p. 6296) ; article ne concernant pas les établissements ; problème de la spécificité du monde agricole : retiré ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (substituant aux mots « à l'exclusion de » les mots « indépendamment des ») : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (*rôle des établissements d'enseignement supérieur*) : formation d'ingénieurs ; enseignement agricole public ; rapport Mothes (p. 6297) ; missions de l'enseignement supérieur et rôle de l'Etat ; amendement n° 19 de la commission (souscription d'un contrat entre l'organisme gestionnaire et l'Etat) ; sous-amendement n° 80 de M. Jean Giovannelli (référence à la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 80 : adopté ; amendement n° 19, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 72 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (participation à la politique de développement agricole par les activités de recherche fondamentale et appliquée) ; participation à la recherche fondamentale et appliquée ; développement rural ; recherche fondamentale ; rectifié par M. Francisque Perrut (p. 6298) : adopté après rectification ; amendement n° 73 de M. Jean Rigaud (mise en œuvre de la coopération technique et scientifique internationale, en particulier européenne) : retiré par M. Francisque Perrut ; amendement n° 50 de Mme Hélène Missoffe (complétant l'avant-dernier alinéa de cet article par les mots « modalités particulières fixées par décret pris en Conseil d'Etat ») : devenu sans objet ; amendement n° 20 de la commission (application des articles 8, 9 et 13 du présent projet à ces établissements) : adopté ; amendements identiques n° 21 de la commission et n° 51 de M. Jacques Barrot (substituant au mot « pédagogiques » le mot « professionnelle à propos de la formation dispensée par ces établissements) ; finalités générales ; financement des écoles d'ingénieurs ; formation professionnelle : adoptés (p. 6299) ; amendements identiques n° 4 du Gouvernement et n° 52 de Mme Hélène Missoffe (fixation des modalités particulières des contrats par décret) : adoptés ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (*possibilité pour l'Etat de contribuer aux frais d'investissement afférents aux établissements d'enseignement agricole sous contrat ; exclusion des dépenses de première construction ou d'agrandissement*) ; contribution aux frais d'investissements ; dépenses de construction ; amendement n° 53 de M. Jacques Barrot (expérimentations pédagogiques) ; établissements associés : retiré ; amendement n° 79 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Francisque Perrut (substituant aux mots « peut contribuer » le mot « contribue » à propos du rôle de l'Etat) ; frais d'investissement : retiré ; expérimentations pédagogiques ; amendement n° 54 de M. Jacques Barrot (exclusion des dépenses de première construction ou d'agrandissement) (p. 6300) ; amendements identiques n° 5 du Gouvernement et n° 55 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jacques Barrot (supprimant les mots « ou d'agrandissement » à la fin de cet article) ; amendement n° 54 : retiré ; première construction et agrandissement ; amendements n°s 5 et 55 : adoptés.

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*possibilité pour les associations ou organismes de demander l'intégration dans l'enseignement public pour les établissements dont ils sont responsables*) : amendement n° 22 de la commission (demande d'intégration ne valant que pour l'établissement dont l'organisme est responsable) : adopté.

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (*création et composition du conseil national de l'enseignement agricole*) (p. 6301) ; amendement n° 38 de Mme Muguette Jacquaint, soutenu par M. Michel Couillet (supprimant le premier alinéa de cet article) ; possibilité de maintenir le conseil de l'enseigneemnt agricole public ; rôle de ce conseil dans la conception du service public ; structure de concertation : retiré ; amendement n° 74 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (représentativité des organisations syndicales siégeant au conseil) ; représentation proportionnelle ; respect du tripartisme : rejeté ; amendement n° 83 de M. Michel Couillet (supprimant les mots « au moins » à propos du nombre des représentants des organisations syndicales représentatives des personnels) (p. 6302) ; effectifs du service public et du secteur privé : rejeté ; amendement n° 75 de M. Jean Rigaud (représentativité des organisations représentatives des parents d'élèves) : retiré par M. Francisque Perrut ; amendement n° 60 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jacques Barrot (fixant à 5 le nombre de représentants de parents d'élèves des établissements d'enseignement privé) ; amendement n° 84 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Michel Couillet (supprimant les mots « au moins » à propos de ce même nombre) ; amendement n° 60 : rejeté ; amendement n° 84 : rejeté ; amendement n° 59 de M. Jacques Barrot (incluant un représentant désigné sur proposition de l'union nationale des associations familiales dans la composition de la commission) ; amendement n° 58 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jacques Barrot (incluant un représentant des associations familiales rurales dans cette composition) ; amendement n° 23 de la commission (incluant un représentant des organisations représentatives des associations familiales rurales dans cette composition) ; amendement n° 58 : retiré ; représentation des organisations nationales des associations familiales rurales (p. 6303) ; représentation des maisons familiales rurales ; amendement n° 59 : retiré ; amendement n° 23 : adopté ; amendement n° 76 de M. Jean Rigaud (insérant les mots « les plus » après les mots « professionnelles et syndicales » dans le 8e alinéa de cet article) : retiré par M. Francisque Perrut ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 (*rôle du conseil national de l'enseignement agricole*) : amendements identiques n° 24 de la commission et n° 319 de M. Michel Couillet (substituant au mot « projet » les mots « avant-projet de loi ou ») ; avis sur tout projet de décret et sur les projets de loi : adoptés ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 (*création, composition et rôle des comités régionaux de l'enseignement agricole*) : schéma régional (p. 6304) ; enseignement agricole privé ; comité départemental ; schéma prévisionnel régional ; comités régionaux ; conseil national de l'enseignement agricole ; amendement n° 40 de M. Lucien Dutard soutenu par M. Michel Couillet (supprimant le premier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 25 de la commission (émission d'un avis sur le projet régional de schéma prévisionnel des formations) ; sous-amendement n° 85 de M. Lucien Dutard soutenu par M. Michel Couillet (cas des demandes d'ouverture des établissements privés) ; compétence du conseil d'académie en matière d'enseignement agricole ; avis sur les demandes d'ouverture d'établissements privés ; problème des filières (p. 6305) ; sous-amendement n° 85 : adopté ; amendement n° 25, ainsi modifié : adopté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 56 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jacques Barrot (création d'une commission nationale de conciliation) ; amendement n° 26 de la commission (commission de conciliation pour examiner des recours préalables à un recours contentieux) ; sous-amendement n° 86 de M. Michel Couillet (composition de cette commission par référence à la composition du conseil national de l'enseignement agricole), intérêt de la création d'une commission nationale de conciliation ; composition de celle-ci (p. 6306) ; nécessité de constituer des commissions spécialisées sur les litiges internes ; amendement n° 56 : retiré ; sous-amendement n° 86 : adopté ; amendement n° 26, ainsi modifié : adopté.

Article 13 (*modalités de calcul des subventions versées par l'Etat aux établissements mentionnés à l'article 4 et à l'article 5 ; dispositions transitoires*) : financement des maisons familiales ; établissements d'enseignement supérieur ; amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) ; adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (cas des enseignements effectivement dispensés à la date du premier janvier 1987) (p. 6307) : adopté ; amendement n° 87 du Gouvernement (référence aux conventions collectives et aux accords salariaux) ; problème de la date d'actualisation ; adopté ; amendement n° 90 du Gouvernement (passation des contrats provisoires entre le premier janvier 1985 et l'entrée en vigueur du schéma prévisionnel) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) ; enseignements supérieurs ; adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté (p. 6308).

Article 14 (*détermination de l'application de ce texte par décret*) : adopté.

Article 15 (*abrogation de la loi du 2 août 1960 et de divers articles du code rural*) ; établissements d'enseignement technique agricole privés ; dispositif contractuel ; période transitoire ; amendement n° 30 de la commission (maintien transitoire de ces dispositions) ; amendement n° 62 de M. Jacques Barrot (maintien en vigueur de certaines dispositions réglementaires à titre transitoire) ; établissements bénéficiant actuellement d'une aide de l'Etat ; amendement n° 62 : retiré ; amendement n° 30 : adopté ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 (*conditions d'application des dispositions de ce texte aux D. O. M.*) : amendement n° 31 de la commission (adaptation de la présente loi aux D. O. M.) : adopté; en conséquence, ce texte devient l'article 16.

Titre : amendement n° 63 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. René André (supprimant la référence à la loi de 1984 sur l'enseignement agricole public dans le titre) (p. 6309) : rejeté.

Seconde délibération du projet de loi.

Article 7 : possibilité de recevoir une aide de l'Etat en cas de concours à l'exécution des missions du service public ; amendement n° 1 du Gouvernement (substituant au mot « professionnelle » le mot « pédagogique » à propos de la formation offerte par les établissements) : adopté ;
— article 7, ainsi modifié : adopté (p. 6310).

Explications de vote (p. 6310).

Abstention du groupe communiste : *Soury* (*André*) (p. 6311).
Amélioration de l'enseignement agricole privé : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 6311) ; *Giovannelli* (*Jean*) (p. 6312).
Contrat (principe du —) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 6310).
Enseignement agricole public : *Soury* (*André*) (p. 6311) ; *Giovannelli* (*Jean*) (p. 6311).
Schéma prévisionnel des formations : *Barrot* (*Jacques*) (p. 6310) : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 6311).
Vote positif du groupe R. P. R. : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 6311).
Vote positif du groupe socialiste : *Giovannelli* (*Jean*) (p. 6311).
Vote positif du groupe U. D. F. : *Barrot* (*Jacques*) (p. 6311).

Adoption de l'ensemble du projet de loi : (p. 6312).

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), agriculture, B. A. P. S. A.

Privé

Voir *Questions orales sans débat* **649.**

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ELEMENTAIRE

Cas de la Seine-et-Marne

Voir *Questions orales sans débat* **583.**

ENSEIGNEMENT PRIVE

5. — **Projet de loi n° 2051** relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les **établissements d'enseignement privés.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale. — Urgence déclarée le 22 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Constitution d'une commission spéciale [*J. O.* du 28 avril 1984]. — Rapporteur : M. Bernard Derosier (3 mai 1984). — Rapport n° **2133** (18 mai 1984). — Discussion les 21, 22 et 24 mai 1984. — Adoption le 24 mai 1984 du projet de loi modifié par les amendements déposés ou acceptés par le Gouvernement, la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, n'étant pas adoptée. — Projet de loi n° **574.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 mai 1984] (p. 2474-2499) et [22 mai 1984] (p. 2513-2535-2554) :

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Madelin : *Barrot* (*Jacques*) (p. 2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491) ; *Laignel* (*André*) (p. 2491-2492-2493-2494-2495) : rejeté au scrutin public (p. 2496).

Question préalable soulevée par M. Michel Debré : *Debré* (*Michel*) (p. 2499-2500-2501-2502-2503) ; *Poperen* (*Jean*) (p. 2503-2504-2505-2506-2507-2508) : rejeté au scrutin public (p. 2508).

Alsace-Lorraine (question scolaire dans les départements d'—) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 2484) ; *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 2545).

Amendements déposés par le groupe socialiste, le groupe communiste et acceptés par le Gouvernement : *Laignel* (*André*) (p. 2495-2496) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 2523) ; *Dollo* (*Yves*) (p. 2555) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 2566).

Annulations de crédits concernant l'éducation nationale : *Mercieca* (*Paul*) (p. 2538).

APEL (attitude des —) : *Natiez* (*Jean*) (p. 2536) ; *Delisle* (*Henry*) (p. 2540) ; *Osselin* (*Jacqueline*) (p. 2542).

Attaques proférées contre l'enseignement public : *Derosier* (*Bernard*) (p. 2482) ; *Laignel* (*André*) (p. 2494) ; *Poperen* (*Jean*) (p. 2507) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 2524) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 2529) ; *Natiez* (*Jean*) (p. 2536) ; *Collomb* (*Gérard*) (p. 2548) ; *Pignion* (*Lucien*) (p. 2557) ; *Savary* (*Alain*) (p. 2562).

Attitude de l'opposition pendant les travaux de la commission spéciale : *Derosier* (*Bernard*) (p. 2480).

Autonomie de gestion des établissements privés (maintien de l'—) : *Derosier* (*Bernard*) (p. 2483).

Auxiliariat : *Savary* (*Alain*) (p. 2478).

Besoins scolaires reconnus (notion de —) : *Hermier* (*Guy*) (p. 2516) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2541) ; *Collomb* (*Gérard*) (p. 2549).

Bureaucratie régnant au ministère de l'éducation nationale : *Barrot* (*Jacques*) (p. 2490) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 2555).

Carte scolaire : *Savary* (*Alain*) (p. 2476) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 2515) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 2519) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 2526) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 2533) ; *Dollo* (*Yves*) (p. 2555) ; *d'Aubert* (*François*) (p. 2555).

Chefs d'établissement des écoles privées (maintien de l'autonomie de décision des — ou absence de maintien de cette autonomie) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 2488) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 2524) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2541) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 2556).

Conditions dans lesquelles le Premier ministre engage la responsabilité du Gouvernement, conformément à l'article 49-3 de la Constitution, sur le présent projet de loi : *Laignel* (*André*) (p. 2496) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 2515) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 2521) ; *Millon* (*Charles*) (p. 2529).

Concertation et négociation ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi : *Savary* (*Alain*) (p. 2475) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 2481) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 2484) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 2514) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 2518) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 2530) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2541) ; *Osselin* (*Jacqueline*) (p. 2542) ; *Dollo* (*Yves*) (p. 2555) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 2563).

Contrats d'association (bilan et avenir des —) : *Savary* (*Alain*) (p. 2476) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 2482) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 2486) ; *Debré* (*Michel*) (p. 2501, 2502, 2506) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 2522) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 2526) ; *Haby* (*René*) (p. 2544) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 2564).

Contrats simples (bilan et suppression des —) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 2486) ; *Millon* (*Charles*) (p. 2528) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 2565).

Crédits évaluatifs et crédits limitatifs : *Savary* (*Alain*) (p. 2476) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 2488) ; *Laignel* (*André*) (p. 2495) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 2519) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2541).

Décentralisation (conséquences de la — et nouvelles responsabilités des collectivités locales vis-à-vis des établissements d'enseignement privé) : *Savary* (*Alain*) (p. 2477) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 2481) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 2489) ; *Debré* (*Michel*) (p. 2501) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 2519) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 2525) ; *Cacheux* (*Denise*) (p. 2550).

Décision du Conseil constitutionnel du 23 décembre 1977 : *Barrot* (*Jacques*) (p. 2485).

Défauts et insuffisances du présent projet de loi, critiques formulées par les membres de la majorité : *Laignel* (*André*) (p. 2495) ; *Poperen* (*Jean*) (p. 2508) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 2515) ; *Berson* (*Michel*) (p. 2547) ; *Desgranges* (*Jean-Paul*) (p. 2556).

Démographie scolaire : *Debré* (*Michel*) (p. 2499-2501).

Droits syndicaux des professeurs de l'enseignement privé (insuffisance ou respect des —) : *Natiez* (*Jean*) (p. 2536) ; *Delisle* (*Henry*) (p. 2540) ; *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 2545) ; *Vivien* (*Alain*) (p. 2551).

Echec scolaire : *Hermier* (*Guy*) (p. 2515) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 2520) ; *Natiez* (*Jean*) (p. 2537) ; *Goulet* (*Daniel*) (p. 2546).

Ecoles maternelles privées (nouvelles conditions relatives à la création des —) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 2485) ; *Laignel* (*André*) (p. 2495) ; *Debré* (*Michel*) (p. 2500) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 2516) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 2525) ; *Dollo* (*Yves*) (p. 2555) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 2564).

Eglise (mainmise ou absence de mainmise de l'Eglise sur l'enseignement privé, son rôle actuel dans la société) : *Debré* (*Michel*) (p. 2502) ; *Poperen* (*Jean*) (p. 2505) ; *Neiertz* (*Véronique*) (p. 2508) ; *Poignant* (*Bernard*) (p. 2538) ; *Delisle* (*Henry*) (p. 2540) ; *Haby* (*René*) (p. 2544) ; *Cacheux* (*Denise*) (p. 2550) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 2557).

Enfants inadaptés (prise en charge des —) : *Barrot* (*Jacques*) (p. 2490) ; *Savary* (*Alain*) (p. 2561).

Engagements pris par le Président de la République (respect des —) : *Derosier* (*Bernard*) (p. 2481) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 2514) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 2519) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 2524) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 2534) ; *Osselin* (*Jacqueline*) (p. 2542) ; *Mauroy* (*Pierre*) (p. 2563).

Enseignants (formation des —) : *Savary* (*Alain*) (p. 2478) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 2520) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 2558).

Etablissements d'intérêt public : *Savary (Alain)* (p. 2477) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2483) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2487) ; *Debré (Michel)* (p. 2501) ; *Hermier (Guy)* (p. 2515) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2523) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 2533) ; *Noir (Michel)* (p. 2541) ; *Berson (Michel)* (p. 2547) ; *Dollo (Yves)* (p. 2555) ; *Aubert (François d')* (p. 2556).

Financement, par l'Etat, de l'enseignement privé : *Savary (Alain)* (p. 2475) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2482) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2485) ; *Laignel (André)* (p. 2495) ; *Chouat (Didier)* (p. 2519) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2523) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 2525) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2529) ; *Bouvard (Loïc)* ; (p. 2533) ; *Berson (Michel)* (p. 2546) ; *Vivien (Alain)* (p. 2551) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2564).

Histoire (enseignement de l' —) : *Savary (Alain)* (p. 2476) ; *Poperen (Jean)* (p. 2504) ; *Pinard (Joseph)* (p. 2532).

Immigrés (importance de la proportion d'enfants — scolarisés dans l'enseignement public) : *Savary (Alain)* (p. 2478) ; *Laignel (André)* (p. 2495).

Importance numérique de l'enseignement privé : *Derosier (Bernard)* (p. 2482) ; *Savary (Alain)* (p. 2559).

Inconstitutionnalité du présent projet de loi : *Barrot (Jacques)* (p. 2485, 2486, 2489) ; *Laignel (André)* (p. 2491) ; *Noir (Michel)* (p. 2541) ; *Savary (Alain)* (p. 2561).

Inégalités législatives et réglementaires existant vis-à-vis de l'enseignement privé, notamment conditions de création des classes nouvelles : *Savary (Alain)* (p. 2475) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2483) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2485) ; *Laignel (André)* (p. 2491, 2495) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2538).

Laïcité (contenu de la notion de —) : *Derosier (Bernard)* (p. 2482) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2491) ; *Laignel (André)* (p. 2494) ; *Debré (Michel)* (p. 2503) ; *Hermier (Guy)* (p. 2515) ; *Madelin (Alain)* (p. 2517) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2530) ; *Poignant (Bernard)* (p. 2538, 2539) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 2543) ; *Dollo (Yves)* (p. 2555) ; *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 2556) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2558).

Lettre rectificative : *Barrot (Jacques)* (p. 2488).

Liban (exemple du —) : *Laignel (André)* (p. 2493).

Liberté de choix des parents (respect ou non-respect de la —) : *Savary (Alain)* (p. 2477) ; *Laignel (André)* (p. 2492) ; *Debré (Michel)* (p. 2500-2503) ; *Madelin (Alain)* (p. 2516) ; *Noir (Michel)* (p. 2541) ; *Haby (René)* (p. 2544) ; *Goulet (Daniel)* (p. 2546).

Liberté de l'enseignement (atteinte ou absence d'atteinte portée à la —) : *Savary (Alain)* (p. 2477) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2485) ; *Laignel (André)* (p. 2491, 2495) ; *Debré (Michel)* (p. 2500) ; *Hermier (Guy)* (p. 2515) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 2525) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2549).

Loi Debré : *Savary (Alain)* (p. 2475) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2481) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2484) ; *Debré (Michel)* (p. 2499) ; *Pinard (Joseph)* (p. 2531) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2548) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2564).

Loi Guermeur : *Derosier (Bernard)* (p. 2481) ; *Debré (Michel)* (p. 2499) ; *Poperen (Jean)* (p. 2507) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 2525) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2525) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2548) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2558) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2564).

Lois scolaires (historique des —) : *Savary (Alain)* (p. 2476) ; *Laignel (André)* (p. 2494) ; *Debré (Michel)* (p. 2500).

Mission de service public assumée par l'enseignement privé : *Barrot (Jacques)* (p. 2487).

Mouvements d'éducation populaire : *Labazée (Georges)* (p. 2544).

Neutralité de l'enseignement public (ou absence de neutralité) : *Savary (Alain)* (p. 2479) ; *Laignel (André)* (p. 2482) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2528) ; *Pinard (Joseph)* (p. 2532) ; *Poignant (Bernard)* (p. 2539) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 2543) ; *Haby (René)* (p. 2543) ; *Goulet (Daniel)* (p. 2545).

Œuvre de la Vᵉ République dans le domaine scolaire : *Debré (Michel)* (p. 2502) ; *Goulet (Daniel)* (p. 2545).

Opposition de l'opinion publique au présent projet de loi et manifestations de rues : *Debré (Michel)* (p. 2499) ; *Poperen (Jean)* (p. 2503) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2521) ; *Pinard (Joseph)* (p. 2533) ; *Delisle (Henry)* (p. 2540) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2548).

Plan Langevin-Wallon : *Hermier (Guy)* (p. 2515).

Projet éducatif de l'enseignement privé (agrément du —) : *Savary (Alain)* (p. 2476, 2561) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2487) ; *Madelin (Alain)* (p. 2517) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2522) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 2527) ; *Millon (Charles)* (p. 2528) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2528) ; *Delisle (Henry)* (p. 2540) ; *Noir (Michel)* (p. 2541) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 2542) ; *Vivien (Alain)* (p. 2551) ; *Aubert (François d')* (p. 2556).

Rappels au règlement de M. Alain Madelin (p. 2518, 2563).

Rappels au règlement de M. Francisque Perrut (p. 2562).

Rappel au règlement de M. Etienne Pinte (p. 2563).

Rénovation du système éducatif français : *Savary (Alain)* (p. 2475) ; *Poperen (Jean)* (p. 2503) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2530) ; *Goulet (Daniel)* (p. 2546).

Rentrée scolaire : *Hermier (Guy)* (p. 2515) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2538) ; *Savary (Alain)* (p. 2562).

Retard de la France dans le domaine de l'enseignement : *(Bouvard) (Loïc)* (p. 2534).

Scolarité (durée de la —) : *Savary (Alain)* (p. 2475) ; *Madelin (Alain)* (p. 2517) ; *Goulet (Daniel)* (p. 2545).

Sectes (notamment secte Moon) : *Laignel (André)* (p. 2492) ; *Madelin (Alain)* (p. 2517).

Soutien financier temporaire de l'Etat aux communes pour faire face aux charges de l'enseignement privé : *Savary (Alain)* (p. 2479, 2560) ; *Hermier (Guy)* (p. 2515) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2523) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2529) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2565).

Supériorité de l'enseignement public sur l'enseignement privé défauts et insuffisances de l'enseignement privé : *Laignel (André)* (p. 2493) ; *Poperen (Jean)* (p. 2504) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2529) ; *Pinard (Joseph)* (p. 2532) ; *Natiez (Jean)* (p. 2536) ; *Poignant (Bernard)* (p. 2539) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 2543) ; *Goulet (Daniel)* (p. 2545) ; *Cacheux (Denise)* (p. 2550) ; *Pignion (Lucien)* (p. 2557).

Taxe d'apprentissage : *Barrot (Jacques)* (p. 2485) ; *Noir (Michel)* (p. 2541) ; *Berson (Michel)* (p. 2547) ; *Savary (Alain)* (p. 2559).

Titularisation progressive et volontaire des enseignants du secteur privé : *Savary (Alain)* (p. 2478, 2560) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2483) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2488) ; *Laignel (André)* (p. 2495) ; *Debré (Michel)* (p. 2501) ; *Poperen (Jean)* (p. 2508) ; *Hermier (Guy)* (p. 2515) ; *Chouat (Didier)* (p. 2520) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2522) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2525) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2526) ; *Branger (Jean-Guy)* ; (p. 2527) ; *Millon (Charles)* (p. 2528) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2529) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2529) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 2533) ; *Noir (Michel)* (p. 2541) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 2545) ; *Berson (Michel)* (p. 2546) ; *Vivien (Alain)* (p. 2551) ; *Dollo (Yves)* (p. 2555) ; *Aubert (François d')* (p. 2556) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2565).

Travaux de la commission spéciale : *Derosier (Bernard)* (p. 2480, 2527) ; *Hermier (Guy)* (p. 2514) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2521) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2526) ; *Noir (Michel)* (p. 2541) ; *Desgranges (Jean-Paul)* (p. 2556).

Unification progressive du système scolaire : *Derosier (Bernard)* (p. 2481) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2484) ; *Laignel (André)* (p. 2495) ; *Hermier (Guy)* (p. 2515) ; *Madelin (Alain)* (p. 2516) ; *Chouat (Didier)* (p. 2519, 2520) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2521) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2524) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2530) ; *Natiez (Jean)* (p. 2536) ; *Noir (Michel)* (p. 2541) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2549) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2549) ; *Dollo (Yves)* (p. 2555) ; *Pignion (Lucien)* (p. 2557) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2558) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2565).

Zones dans lesquelles l'enseignement public est absent : *Savary (Alain)* (p. 2477) ; *Poperen (Jean)* (p. 2506) ; *Natiez (Jean)* (p. 2536).

Zones d'éducation prioritaire : *Savary (Alain)* (p. 2478, 2562) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2490).

6. — Motion n° 2301 tendant à proposer au Président de la République de soumettre au **référendum** le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, après déclaration d'urgence, relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les **établissements d'enseignement privé.**

Sénat n° **461** (1983-1984), dépôt le 29 juin 1984 par M. Charles Pasqua et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **466** (1983-1984) (30 juin (1984). — Discussion les 30 juin et 5 juillet 1984. — Adoption le 5 juillet 1984. — Motion n° **182** (1983-1984).

Assemblée nationale n° **2301,** dépôt le 6 juillet 1984. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Bernard Derosier. — Rapport n° **2303.** — Discussion le 6 juillet 1984. — Rejet le 6 juillet 1984. — Motion n° **659.**

Discussion d'une motion adoptée par le Sénat tendant à soumettre un projet de loi au référendum.

Discussion générale [6 juillet 1984] (p. 4094) :

Article 11 de la Constitution (notamment notion de pouvoirs publics) : *Derosier (Bernard)* (p. 4094, 4095) ; *Chouat (Didier)* (p. 4100) ; *Debré (Michel)* (p. 4104) ; *Millon (Charles)* (p. 4109).

Campagne de la droite : *Chouat (Didier)* (p. 4101) ; *Hage (Georges)* (p. 4108).

Commission spéciale (compétence de la —) : *Derosier (Bernard)* (p. 4094).
Conditions de vote du texte à l'Assemblée nationale : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4110).
Crise politique : *Debré (Michel)* (p. 4102, 4103, 4105).
Elections européennes (résultats des —) : *Derosier (Bernard)* (p. 4097).
Enseignement privé (dynamisme de l' —) : *Aubert (François d')* (p. 4107).
Etablissements d'enseignement privé (rapports avec la puissance publique) : *Chouat (Didier)* (p. 4099, 4100).
Etat (mainmise de l' —) : *Aubert (François d')* (p. 4106).
Etat (participation financière de l' —) : *Chouat (Didier)* (p. 4100, 4102).
Loi électorale : *Debré (Michel)* (p. 4105).
Motivations du Sénat : *Derosier (Bernard)* (p. 4095) ; *Labarrère (André)* (p. 4098) ; *Chouat (Didier)* (p. 4101, 4102).
Principe de la liberté d'enseignement : *Chouat (Didier)* (p. 4102) ; *Aubert (François d')* (p. 4106) ; *Labarrère (André)* (p. 4107).
Rappels au règlement : *Foyer (Jean)* (p. 4099) ; *Seguin (Philippe)* (p. 4114).
Règlements des deux assemblées au sujet du référendum : *Derosier (Bernard)* (p. 4096, 4097) ; *Chouat (Didier)* (p. 4100) ; *Hage (Georges)* (p. 4107).
Sénat (mise en garde formulée par le —) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4110).
Service public d'éducation nationale : *Hage (Georges)* (p. 4108).
Souveraineté nationale : *Debré (Michel)* (p. 4103, 4105) ; *Millon (Charles)* (p. 4109) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4111).
Titularisation des enseignants du privé : *Chouat (Didier)* (p. 4100).

Texte de la motion (p. 4111).

Article unique *(proposant au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé).*

Explications de vote (p. 4111) :
Antiparlementarisme : *Ducoloné (Guy)* (p. 4111) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4112).
Inconstitutionnalité ou non de la motion : *Ducoloné (Guy)* (p. 4111) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4112) ; *Foyer (Jean)* (p. 4113) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4113).
Liberté de l'enseignement : *Bassinet (Philippe)* (p. 4112).
Sénat (attitude du —) : *Ducoloné (Guy)* (p. 4111) ; *Foyer (Jean)* (p. 4113) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4113).
Souveraineté populaire : *Foyer (Jean)* (p. 4112, 4113).
Vote hostile du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 4112).

Rejet au scrutin public de la motion adoptée par le Sénat (p. 4114).
Voir *Déclarations du Gouvernement* **11.**
Elections et référendums **28.**
Motions de censure **12.**

Contrats d'association
Voir *Collectivités locales* **15.**

Débat parlementaire sur l'—
Voir *Questions au Gouvernement* **878.**

Déclaration du ministre de l'agriculture
Voir *Questions au Gouvernement* **879.**

Incidents du 21 mai 1984
Voir *Questions au Gouvernement* **928.**

Liberté de l'—
Voir *Enseignement agricole* **2.**
Enseignement privé **5.**
Pétitions **245.**
Questions au Gouvernement **989.**

Modification au projet de loi sur l'—
Voir *Questions au Gouvernement* **927.**

Référendum sur l'—
Voir *Enseignement privé* **6.**

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Commissions de concertation
Voir *Collectivités locales* **15.**

Conséquences du retour à la loi Debré
Voir *Collectivités locales* **15.**

Etablissements publics locaux
Voir *Collectivités locales* **15.**

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET POSTBACCALAUREAT

Enseignants-chercheurs
Voir *Questions au Gouvernement* **956.**

Réforme de l'—
Voir *Questions orales sans débat* **625.**

Statut des enseignants
Voir *Questions au Gouvernement* **912.**

Statut des enseignants-chercheurs
Voir *Questions orales sans débat* **570.**

ENTREPRISES

15. — Projet de loi n° 1398 relatif à la prévention et au règlement amiable des **difficultés des entreprises.** — *Sénat* (deuxième lecture), n° **97** (1983-1984), dépôt le 6 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport n° **191** (1983-1984) (24 janvier 1984). — Discussion les 25 et 31 janvier 1984. — Adoption avec modifications le 31 janvier 1984. — Projet de loi n° **78** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J. O.* du 2 février 1984] (p. 506).
Bureau [*J. O.* du 2 février 1984] (p. 506).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques-Roger Machart. — Rapport n° **1966** (2 février 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport n° **199** (1983-1984) (2 février 1984). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1965,** dépôt le 31 janvier 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques-Roger Machart. — Rapport n° **1968** (2 février 1984). — Discussion le 3 février 1984. — Adoption avec modifications le 3 février 1984. — Projet de loi n° **534.**

Sénat (troisième lecture), n° **202** (1983-1984), dépôt le 9 février 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel et du règlement. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport n° **203** (1983-1984) (9 février 1984). — Discussion le 9 février 1984. — Adoption avec modifications le 9 février 1984. — Projet de loi n° **81** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1988,** dépôt le 9 février 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques-Roger Machart. — Rapport n° **1989** (10 février 1984). — Discussion le 10 février 1984. — Adoption définitive le 10 février 1984. — Projet de loi n° **536.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 28 février 1984 (*J. O.* du 2 mars 1984) (p. 764). — Sont déclarées non conformes les dispositions de l'article 61 contenues dans les mots : « dans les territoires d'outre-mer et », et dans la phrase : « Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis des organes territoriaux, déterminera les adaptations suivant les nécessités propres à chacun des territoires d'outre-mer ».

Loi n° 84-148 du 1er mars 1984 publiée au *J. O.* du 2 mars 1984 (p. 751).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [3 février 1984] (p. 487) :

Charges des entreprises : *Tranchant* (*Georges*) (p. 488) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 489).

Commissaires aux comptes (pouvoirs des —) : *Lauriol* (*Marc*) (p. 487) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 488) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 488).

Dispositif d'alerte : *Lauriol* (*Marc*) (p. 487) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 488) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 488).

Echec de la commission mixte paritaire : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 487) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 488).

Entreprise (conception de l' —) : *Badinter* (*Robert*) (p. 488, 489) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 489).

Règlement amiable : *Lauriol* (*Marc*) (p. 487) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 488) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 488).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Lauriol* (*Marc*) (p. 487) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 488).

Discussion des articles [3 février 1984] (p. 489) :

Article 4 *bis* : amendement n° 1 de la commission (de suppression) ; statuts des sociétés dualistes : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 8 (p. 489) ; extension au quatrième degré de parenté de l'incompatibilité d'exercice du commissariat aux comptes : adopté.

Article 10 : amendement n° 2 de la commission (possibilité pour le comité d'entreprise de demander la nomination d'experts chargés de présenter un rapport sur les opérations de gestion) ; expertise de minorité : adopté ;
— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 : adopté (p. 490).

Article 14 : amendement n° 3 de la commission (composition de la commission régionale d'inscription) ; caractère prépondérant de la voix du président : adopté ; amendement n° 4 de la commission (énoncé des incompatibilités applicables à la fonction de commissaire aux comptes) (p. 491) ; sous-amendement n° 44 de M. Marc Lauriol (possibilité pour un commissaire aux comptes de travailler chez un expert comptable, un conseiller juridique ou dans une société inscrite sur la liste des conseils juridiques) ; appréciation par les commissaires aux comptes de notions juridiques ; contrôleur de régularité ; règles déontologiques de cette profession ; magistrature économique (p. 492) ; sous-amendement n° 44 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté ;
— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 18 : amendement n° 5 de la commission (désignation au moins de deux commissaires aux comptes par les sociétés astreintes à publier des comptes consolidés) ; sous-amendement n° 45 de M. Marc Lauriol (risque de concurrence des cabinets anglo-saxons) (p. 493) ; répartition des fonctions entre le commissaire de la société mère et ceux des sociétés filiales ; sous-amendement n° 45 : rejeté ; amendement n° 5 : adopté ;
— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 : amendement n° 6 de la commission (possibilité pour le comité d'entreprise de demander une expertise de minorité) (p. 494) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (cas de révocation des commissaires aux comptes) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (possibilité pour le commissaire aux comptes d'être entendu par l'assemblée générale) : adopté ;
— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 : amendement n° 9 de la commission (communication au comité d'entreprise de la délibération du conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ;
— article 20, ainsi modifié : adopté (p. 495).

Article 22, supprimé par le Sénat : amendement n° 10 de la commission (conditions de responsabilité des commissaires aux comptes) ; mission d'alerte ; maintien des poursuites en cas de faute lourde : adopté ;
— l'article 22 est ainsi rétabli.

Article 24 : amendement n° 11 de la commission (communication au comité d'entreprise de la réponse des administrateurs tenus de répondre aux commissaires aux comptes) : adopté ;
— article 24, ainsi modifié : adopté (p. 496).

Avant l'article 25 *bis* : amendement n° 12 de la commission (supprimant la référence au but lucratif) ; cas des associations et personnes morales de droit privé non commerçantes : adopté.

Article 25 *bis* : amendement n° 42 de M. Michel Couillet (inapplication des obligations comptables aux partis politiques, congrégations et syndicats professionnels) : retiré ; amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (référence au total du bilan) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (obligations pour les personnes morales visées à cet article de nommer au moins un commissaire aux comptes) (p. 497) ; problème des coopératives agricoles : adopté ;
— article 25 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 25 *ter* : amendement n° 43 de M. Michel Couillet (exclusion du champ d'application de cet article des partis politiques ; congrégations et syndicats professionnels) : retiré ; amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 25 *ter*, ainsi modifié, adopté.

Article 25 *quater* : amendement n° 17 de la commission (pouvoir du commissaire aux comptes ou d'une personne morale mentionné à l'article 25) (p. 498) : adopté ;
— ce texte devient l'article 25 *quater*.

Avant l'article 25 *quinquies* : amendement n° 18 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre IV *ter* supprimé par le Sénat) ; information financière et contrôle des comptes dans certaines entreprises publiques : adopté.

Article 25 *quinquies*, supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (obligation pour certains établissements publics de l'Etat de désigner un commissaire aux comptes) ; sous-amendement n° 46 du Gouvernement (obligation pour certains établissements publics de l'Etat de désigner au moins un commissaire aux comptes) : adopté ; amendement n° 19, ainsi modifié : adopté ;
— l'article 25 *quinquies* est ainsi rétabli.

Article 25 *sexies*, supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission (conditions d'exercice des fonctions de commissaire aux comptes) : adopté ;
— l'article 25 *sexies* est ainsi rétabli (p. 499).

Article 25 *septies*, supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (obligation pour le conseil d'administration ou le directoire d'établir les documents mentionnés à cet article) : adopté ;
— l'article 25 *septies* est ainsi rétabli.

Article 26 A : amendement n° 22 de la commission (possibilité pour toute société commerciale et toute personne morale de droit privé d'adhérer à un groupement de prévention agréé) (p. 500) ; risque de chevauchement des attributions entre les fonctions de commissaire aux comptes et celles des groupements de prévention agréés ; pouvoir accordé au préfet de région pour organiser les groupements de prévention agréés : adopté ;
— article 26 A, ainsi modifié : adopté.

Article 26 B, supprimé par le Sénat : amendement n° 23 de la commission (possibilité pour le président du tribunal de convoquer les dirigeants des sociétés commerciales et des groupements d'intérêt économique afin qu'ils indiquent les mesures envisagées pour redresser la situation) : adopté ;
— l'article 26 B est ainsi rétabli.

Article 26 : amendement n° 24 de la commission (critères des comptes prévisionnels) (p. 501) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 32 : amendement n° 26 de la commission (notion de réponse suffisante) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (référence au caractère préoccupant de la situation économique de l'entreprise) : adopté ;
— article 32, ainsi modifié : adopté.

Article 33 : amendement n° 47 du Gouvernement (rédactionnel) ; adopté ;
— article 33, ainsi modifié : adopté (p. 502).

Article 34 : amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (possibilité pour le comité d'entreprise de demander la collaboration de deux salariés de l'entreprise) : adopté ;
— article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 35 : amendement n° 32 de la commission (référence aux alinéas 9 et 13) (p. 503) ; possibilité pour les comités d'entreprise ne revêtant pas la forme commerciale de demander l'assistance d'un expert comptable : adopté ;
— article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 39 : amendement n° 33 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ;
— article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 39 *bis*, supprimé par le Sénat : amendement n° 34 de la commission (insérant après l'article 37 du code civil la phrase suivante : « toute clause contraire est réputée non écrite ») : adopté ;
— l'article 39 *bis* est ainsi rétabli.

Avant l'article 39 *ter* : amendement n° 35 de la commission (supprimant l'intitulé du chapitre VII *bis*) ; caractère inopportun des dispositions du Sénat tendant à assouplir le code du travail en matière de licenciement ; adopté.

Article 39 *ter* : amendement n° 36 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 39 *quater* : amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 504) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 39 *quinquies* : amendement n° 38 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 39 *sexies* : amendement n° 39 de la commission (de suppression) adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 42 : amendement n° 40 de la commission (supprimant le paragraphe II de cet article) : adopté ;
— article 42, ainsi modifié : adopté.

Article 46 *bis* : amendement n° 41 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 46 *bis*, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 505) :
Faillite des entreprises : *Tranchant* (*Georges*) (p. 505).
Syndicat dans l'entreprise : *Tranchant* (*Georges*) (p. 506).
Travailleurs dans l'entreprise : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 506).
Vote favorable du groupe socialiste : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 506).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Tranchant* (*Georges*) (p. 506).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 506).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [10 février 1984] (p. 884) :
Commissaires aux comptes : *Rouquette* (*Roger*) (p. 884).
Echec de la commission mixte paritaire : *Rouquette* (*Roger*) (p. 884) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 885).
Objet et contenu du présent projet de loi : *Rouquette* (*Roger*) (p. 884-885) ; *Richard* (*Alain*) (p. 885).
Opinion des goupes de l'opposition sur le présent projet de loi : *Lauriol* (*Marc*) (p. 885).
Rôle des comités interprofessionnels du logement : *Badinter* (*Robert*) (p. 885).

Discussion des articles [10 février 1984] (p. 885) :
Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 885-886-887-888).

Article 46 *bis* : amendement n° 1 du Gouvernement (non-abrogation de l'article 14 de la loi n° 79-12 du 3 janvier 1979) : adopté (p. 889).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 889).

20. — Proposition de loi n° 1936 tendant à modifier la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la **sous-traitance.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jacques Roger-Machart (2 février 1984), remplacé par M. Pierre Bourguignon (12 avril 1984).

21. — Projet de loi n° 2002 sur le développement de l'initiative économique. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. — Urgence déclarée le 2 mai 1984. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Guy Bêche (12 avril 1984). — Rapport n° **2068** (26 avril 1984). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (5 avril 1984). — Rapporteur pour avis : M. Bruno Vennin (12 avril 1984). Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (19 avril 1984). — Rapporteur pour avis : M. Jacques Roger-Machart. — Discussion les 2 et 3 mai 1984. — Adoption le 3 mai 1984. — Projet de loi n° **554.**

Sénat (première lecture) n° **300** (1983-1984), dépôt le 9 mai 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **373** (1983-1984) (7 juin 1984). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. — Avis n° **396** (1983-1984) (19 juin 1984). — Discussion le 20 juin 1984. — Adoption le 20 juin 1984. — Projet de loi n° **139** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2223** (1983-1984), dépôt le 21 juin 1984. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).
Bureau [*J. O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Guy Bêche. — Rapport n° **2237** (26 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption avec modifications le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **636.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **431** (1983-1984) (26 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **170** (1983-1984).

Loi n° 84-578 du 8 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 11 juillet 1984 (p. 2203). — Rectificatif (*J. O.* du 14 juillet 1984) (p. 2271).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 mai 1984] (p. 2028-2044) :

Question préalable opposée par M. Michel Noir : *Noir* (*Michel*) (p. 2036-2037-2038) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 2038-2039) ; *Delors*
Chapelle-Darblay : *d'Aubert* (*François*) (p. 2044).
Auroux (lois) : *Bêche* (*Guy*) (p. 2028).
Avoir fiscal : *Anciant* (*Jean*) (p. 2046) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 2049) ; *Mortelette* (*François*) (p. 2054).
Barre (politique économique menée par M. Raymond —) : *Micaux* (*Pierre*) (p. 2052).
Chapelle-Darblay : *d'Aubert* (*François*) (p. 2044).
Charges des entreprises : *Noir* (*Michel*) (p. 2038) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 2040) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2046).
Chefs d'entreprise : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 2031) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2046).
Chômage (augmentation du —) : *Delors* (*Jacques*) (p. 2034) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2038) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 2048) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 2052).
Commerce extérieur : *Delors* (*Jacques*) (p. 2034-2055).
Constitution (contradiction entre le présent projet de loi et l'article 34 de la —) : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 2030).
Création d'entreprises (aides à la —) : *Bêche* (*Guy*) (p. 2028) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 2029-2030) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 2035) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2037) ; *Aubert* (*François d'*) (p. 2044) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2045) ; *Rodet* (*Alain*) (p. 2053).
Dautresme (rapport) : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 2030).
Déficit budgétaire : *Aubert* (*François d'*) (p. 2044).
Dette extérieure : *Delors* (*Jacques*) (p. 2033) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 2052).
Entreprises en difficultés : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 2030) ; *Vennin* (*Bruno*) (p. 2032).
Epargne et industrie : *Vennin* (*Bruno*) (p. 2031) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 2035-2056) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2046) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 2051) ; *Mortelette* (*François*) (p. 2054).
Etat-entreprises (relations) : *Aubert* (*François d'*) (p. 2044) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 2055).
Fonds communs de placements à risques : *Bêche* (*Guy*) (p. 2029) ; *Anciant* (*Jean*) (p. 2045) ; *Mortelette* (*François*) (p. 2054) ; *Delors* (*Jacques*) (p. 2057).
Fonds salariaux : *Bêche* (*Guy*) (p. 2029).
Indice (politique de l' —) : *Delors* (*Jacques*) (p. 2033).
« Inflation à la française » : *Delors* (*Jacques*) (p. 2033) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 2048).

Livret d'épargne-entreprise : *Bêche (Guy)* (p. 2029) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2032) ; *Noir (Michel)* (p. 2037) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 2047) ; *Jans (Parfait)* (p. 2048) ; *Geng (Francis)* (p. 2049) ; *Galley (Robert)* (p. 2050) ; *Brunet (André)* (p. 2053) ; *Mortelette (François)* (p. 2054).

Lorraine : *Vennin (Bruno)* (p. 2031) ; *Aubert (François d')* (p. 2044) ; *Galley (Robert)* (p. 2051) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 2035).

Mesures fiscales en faveur de l'industrie, aides à l'investissement, crédits à taux bonifié : *Bêche (Guy)* (p. 2029) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2029) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2032) ; *Delors (Jacques)* (p. 2035-2036) ; *Noir (Michel)* (p. 2037) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2039) ; *Aubert (François d')* (p. 2044) ; *Anciant (Jean)* (p. 2045) ; *Jans (Parfait)* (p. 2048) ; *Geng (Francis)* (p. 2050) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2051) ; *Rodet (Alain)* (p. 2053).

Modification de la politique économique du Gouvernement : *Noir (Michel)* (p. 2037) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2039).

Nationalisations : *Bêche (Guy)* (p. 2028) ; *Noir (Michel)* (p. 2037) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2039) ; *Aubert (François d')* (p. 2044) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 2046) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2052).

Patronat et C. N. P. F. (attitudes) : *Vennin (Bruno)* (p. 2031) ; *Delors (Jacques)* (p. 2034, 2040, 2056) ; *Anciant (Jean)* (p. 2046) ; *Jans (Parfait)* (p. 2048) ; *Brunet (André)* (p. 2053).

P. M. E., P. M. I. : *Bêche (Guy)* (p. 2028) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2029) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2031) ; *Delors (Jacques)* (p. 2035, 2057) ; *Anciant (Jean)* (p. 2045) ; *Geng (Francis)* (p. 2049).

Pôles de conversion (zones connaissant des difficultés économiques graves) : *Bêche (Guy)* (p. 2029) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2030) ; *Delors (Jacques)* (p. 2036, 2040) ; *Noir (Michel)* (p. 2038) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2039) ; *Aubert (François d')* (p. 2044) ; *Anciant (Jean)* (p. 2046) ; *Galley (Robert)* (p. 2050) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2051) ; *Mortelette (François)* (p. 2054) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 2054).

Reprise d'une entreprise par les salariés ou « Leverage management buy out » ou L. M. B. O. : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2030) ; *Vennin (Bruno)* (p. 2032) ; *Delors (Jacques)* (p. 2036) ; *Noir (Michel)* (p. 2037) ; *Aubert (François d')* (p. 2045).

Recherche et développement (financement de la —) : *Vennin (Bruno)* (p. 2032) ; *Geng (Francis)* (p. 2050) ; *Galley (Robert)* (p. 2051).

« Seuils fiscaux » : *Noir (Michel)* (p. 2038) ; *Geng (Francis)* (p. 2050).

Sociétés coopératives ouvrières de production : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 2030).

Sociétés financières d'innovation : *Vennin (Bruno)* (p. 2032).

Sofaris : *Delors (Jacques)* (p. 2040) ; *Anciant (Jean)* (p. 2046).

Discussion des articles [3 mai 1984] (p. 2064, 2095) :

Avant l'article 1er : amendement n° 135 de M. Alain Madelin (insérant un intitulé : « de la création de zones d'emploi pour accompagner les restructurations industrielles ») ; amendement n° 136 de M. Alain Madelin (création des zones d'emploi) ; amendement n° 137 de M. Alain Madelin (objet des zones d'emploi) ; amendement n° 138 de M. Alain Madelin (délimitation des zones d'emploi) ; amendement n° 139 de M. Alain Madelin (entreprises s'établissant dans une zone d'emploi) ; amendement n° 140 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 2064) ; amendement n° 141 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 143 de M. Alain Madelin (assouplissement des procédures contrariant les projets relatifs aux zones d'emploi) ; amendement n° 144 de M. Alain Madelin (entreprises établies dans une zone d'emploi) ; amendement n° 135 : réservé ; problème de la création des zones franches ; problème des poches de pauvreté ; acceptation du principe des zones d'emploi par la C. E. E. (p. 2065) ; amendement n° 136 : rejeté ; en conséquence, les amendements nos 137 à 141, 143 et 144 ainsi que l'amendement n° 135 deviennent sans objet.

Titre Ier : *de la création et de la reprise d'entreprises.*

Article 1er (*création d'un livret d'épargne-entreprise*) : suppression du livret d'épargne « travailleur manuel » dit Livret Stoléru ; échec de ce livret ; faiblesse des taux d'intérêt du livret d'épargne-entreprise (p. 2066) ; problème de l'absence de référence à l'agriculture ; nécessité de faire bénéficier les créations d'entreprises agricoles du présent dispositif ; ouverture d'un seul livret par foyer fiscal ; problème de l'obtention du prêt en fin de contrat (p. 2067) ; caractère « timoré » du présent article ; exclusion des professions libérales et des entreprises de service du champ d'application de cet article ; bilan d'épargne travailleur manuel ; caractère peu incitateur du livret créé (p. 2068) ; problème des C. O. D. E. V. I. ; endettement de la France ; livret rose ; problème du droit à prêt (p. 2069) ; émission d'obligations ; niveau du taux de l'épargne (p. 2070) ; champ d'application du présent livret d'épargne ; amendement n° 160 du Gouvernement (élargissant le livret d'épargne entreprise à toutes les formes d'activité) (p. 2071) : adopté ; en conséquence, les amendements nos 52 à 57 de M. Michel Noir, n° 58 et n° 59 de M. Robert Galley, nos 60 à 63 de M. Michel Noir deviennent sans objet ; amendement n° 64 de M. Michel Noir (possibilité d'ouvrir deux livrets par foyer fiscal) ; amendement n° 65 de M. Michel Noir (même objet) ; possibilité pour les personnes vivant en concubinage d'ouvrir deux livrets (p. 2072) : rejetés ; amendement n° 66 de M. Michel Noir soutenu par M. Pierre Weisenhorn (ouverture d'un livret d'épargne-entreprise par personne physique) ; amendement n° 67 de M. Michel Noir soutenu par M. Pierre Weisenhorn (même objet) : rejetés ; amendement n° 68 de M. Michel Noir (rémunération de l'épargne) : rejeté ; amendement n° 115 de M. François d'Aubert (précisant que les sommes déposées et les intérêts capitalisés sont indisponibles pendant une période de deux ans) ; amendement n° 9 de la commission (précisant que les sommes déposées et les intérêts capitalisés sont indisponibles jusqu'au retrait définitif des fonds) (p. 2073) ; amendement n° 115 : rejeté ; amendement n° 9 : adopté ; amendement n° 69 de M. Michel Noir (référence à un prêt assorti de conditions privilégiées) ; amendement n° 70 de M. Michel Noir (même objet) : rejetés ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*déduction des intérêts d'emprunt contractés pour souscrire au capital d'une société nouvelle*) (p. 2074) : nécessité de développer l'initiative économique ; problème des titres cédés avant cinq ans ; dispositifs prévus par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ; placement des capitaux à risques (p. 2075) ; amendement n° 43 de M. Gilbert Gantier (élargissant le champ d'application de cet article) ; reprise des entreprises en difficulté : rejeté ; amendement n° 71 de M. Robert Galley soutenu par M. Michel Noir (extension du champ d'application du présent article aux sociétés de service, déduction des intérêts d'emprunt contractés dans le cas d'une reprise d'entreprise) (p. 2076) : rejeté ; amendement n° 73 de M. Robert Galley soutenu par M. Michel Noir (référence aux sociétés de service) : rejeté ; amendement n° 74 de M. Robert Galley soutenu par M. Michel Noir (référence aux sociétés d'ingénierie ou de service destinées à l'exportation, aux sociétés de services internationaux de transport, de télécommunications ou d'assurance) ; amendement n° 75 de M. Robert Galley soutenu par M. Michel Noir (même objet) (p. 2077) ; amendements n° 74 et 75 : retirés ; amendement n° 76 de M. Robert Galley soutenu par M. Michel Noir (déduction des emprunts l'année suivant la création de l'entreprise) ; amendement n° 44 de M. Gilbert Gantier (déduction des emprunts les deux années suivant la création de l'entreprise) ; amendement n° 76 : retiré ; amendement n° 44 : rejeté ; amendement n° 72 de M. Michel Noir (référence à l'augmentation du capital d'une société exerçant le même type d'activité) : rejeté ; amendement n° 77 de M. Robert Galley soutenu par M. Michel Noir (référence aux revenus de l'emprunteur) (p. 2078) ; amendement n° 78 de M. Robert Galley soutenu par M. Michel Noir (même objet) ; faiblesse des salaires versés au créateur d'une entreprise lorsque celle-ci démarre : rejetés ; amendement n° 79 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre Weisenhorn (durée de la déductibilité des intérêts du revenu imposable) ; amendement n° 80 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre Weisenhorn (même objet) : rejetés ;

— article 2 : adopté.

Article 3 (*liquidation anticipée des droits des salariés acquis au titre de la participation, en cas de congé pour la création d'entreprise*) : amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 2079) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Titre II : *de la fiscalité de l'investissement et du capital-risque.*

Article 4 (*clarification du régime fiscal des dépenses de recherche, amortissement des logiciels informatiques*) : importance des avantages accordés aux entreprises pour des recherches scientifiques et techniques qu'elles doivent naturellement effectuer ; amendement n° 118 de M. François d'Aubert (suppression du paragraphe I de cet article) : non soutenu ; amendement n° 81 de M. Michel Noir (référence à la recherche-développement) : retiré ; amendement n° 82 de M. Michel Noir (référence aux études d'ingénierie liées à l'introduction ou au développement de la productique) (p. 2080) ; amendement n° 83 de M. Michel Noir (même objet) : rejetés ; amendement n° 84 de M. Michel Noir soutenu par M. Pierre Weisenhorn (études destinées à accroître l'effort de l'entreprise à l'exportation) ; amendement n° 85 de M. Michel Noir soutenu par M. Pierre Weisenhorn (même objet) : rejetés ; amendement n° 2 de M. Parfait Jans (acquisition de logiciels de fabrication et de conception françaises) (p. 2081) : rejeté ;

— article 4 : adopté.

Article 5 (*modification du taux de l'amortissement exceptionnel sur certaines souscriptions aux augmentations de capital des sociétés financières d'innovation*) : amendement n° 11 de la commission (consécration d'une fraction des sommes ouvrant droit à l'avantage fiscal à des opérations de recherche réalisées dans le cadre de conventions) ; sous-amendements n° 86 et n° 87 de M. Michel Noir (développement des sociétés financières d'innovation) ; sous-amendement n° 42 de M. Parfait Jans (affectation de la totalité des augmentations de capital au financement d'opérations de recherche) ; sous-amendements n° 88 et n° 89 de M. Michel Noir soutenu par M. Pierre Weisenhorn (rôle de l'autorité compétente en matière d'élaboration des conventions) (p. 2082) ; sous-amendements n° 86 et n° 87 : rejetés (p. 2083) ; sous-amendement n° 42 : rejeté ; sous-amendements n° 88 et n° 89 : rejetés ; amendement n° 11 : adopté ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*fiscalité de certains fonds communs de placements à risques*) : mesures destinées à drainer l'épargne individuelle au profit des entreprises non cotées en bourse augmentant leur capital (p. 2084) ; refus du parti communiste d'accepter cet article ; amendement n° 3 de M. Parfait Jans (de suppression) : rejeté ; amendement n° 4 de M. Parfait Jans (suppression du paragraphe I de cet article) (p. 2085) ; problème de l'avoir fiscal : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (non-application des dispositions du paragraphe II de cet article aux personnes physiques soumises à l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 2086) ; refus de traiter les personnes soumises à l'I. G. F. comme des parias : adopté ;
— article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 5 de M. Dominique Frelaut soutenu par M. Parfait Jans (suppression de l'avoir fiscal) : retiré.

Article 7 (*dispositions particulières pour faciliter la mise en place des fonds salariaux*) : amendement n° 45 de M. Gilbert Gantier (suppression du paragraphe I de cet article) ; rôle du fonds salarial : rejeté ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 7, ainsi modifié : adopté (p. 2088).
Rappel au règlement de M. Michel Noir.

Après l'article 7 : amendement n° 6 de M. Parfait Jans soutenu par M. Jean Jarosz (ramenant à 35 heures la durée du travail pour les travailleurs soumis au travail de nuit ou à des travaux pénibles, insalubres ou dangereux et portant extension de cette mesure à l'ensemble des travailleurs avant le 1er janvier 1986) (p. 2095) : rejeté au scrutin public.

Titre III. — *De la participation des salariés à l'investissement et à la transmission de leur entreprise.*

Article 8 (*conditions pour bénéficier d'un crédit d'impôt lors de la reprise progressive du capital d'une entreprise par les salariés*) : procédure américaine du « leverage management buy out » ; problème de l'âge moyen des chefs d'entreprise (p. 2096) ; nécessité de dissocier le capital des droits de vote ; conditions devant être remplies pour bénéficier du crédit d'impôt ; volonté du Gouvernement de faciliter la création d'entreprises (p. 2097) ; amendement n° 34 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (rédactionnel) ; suppression de la notion de continuité de direction de l'entreprise (p. 2098) : rejeté ; amendement n° 90 de M. Robert Galley (crédit d'impôt égal au montant de l'impôt sur les sociétés et de la taxe professionnelle) ; nécessité d'accroître les facilités des salariés voulant racheter une entreprise : rejeté ; amendement n° 91 de M. Michel Noir (délai dans lequel les membres du personnel doivent détenir plus de 50 p. 100 des droits de vote) ; amendement n° 92 de M. Michel Noir (même objet) (p. 2099) : rejetés ; amendement n° 96 de M. Michel Noir (contrôle par les salariés de 33,4 p. 100 du capital) : rejeté ; amendement n° 35 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (cas des sociétés coopératives ouvrières de production) (p. 2100) ; caractère inadapté de la S. C. O. P. au mécanisme prévu par cet article (p. 2101) : rejeté ; amendement n° 46 de M. Gilbert Gantier (précisant que la société créée doit détenir plus de 20 p. 100 du capital de la société rachetée) : rejeté ; amendement n° 94 de M. Michel Noir (même objet) ; emprunt nécessaire à la reprise d'une entreprise par les salariés ; problème du gage de cet amendement (p. 2102) : rejeté ; amendement n° 161 du Gouvernement (suppression du sixième alinéa [3°] de cet article) : adopté ; amendement n° 95 de M. Robert Galley (suppression du septième alinéa [4°] de cet article) (p. 2103) : rejeté ; amendement n° 96 de M. Robert Galley (part du capital détenue par les salariés) ; amendement n° 97 de M. Michel Noir (même objet) ; amendement n° 162 du Gouvernement (substituant à la référence à « la majorité du capital » celle « plus de 50 p. 100 des droits de vote ») ; amendements n° 96 et n° 97 : rejetés ; amendement n° 162 : adopté ; amendement n° 36 de la commission des lois (cas d'une société coopérative de production) (p. 2104) : devenu sans objet ; amendement n° 98 de M. Michel Noir (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 167 de M. Raymond Douyère soutenu par M. Jean Anciant (détention d'actions par les salariés de l'entreprise dans le cadre de la participation) : adopté.
— article 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 99 de M. Robert Galley (exonérant des plus-values la cession des droits sociaux lorsque celle-ci est consentie à certains salariés de la société, mesure gagée sur la dénationalisation de certaines banques) (p. 2105) : rejeté ; amendement n° 100 de M. Michel Noir (cession de droits sociaux aux salariés de la société) ; amendement n° 101 de M. Michel Noir (même objet) : rejetés ; amendement n° 154 de M. Michel Noir (émission d'obligations par la société holding) (p. 2106) : retiré.

Article 9 (*déduction du revenu imposable des intérêts des emprunts contractés pour la souscription ou l'achat d'actions par les salariés*) : amendement n° 1 de la commission de la production et des échanges (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (*possibilité de reporter l'imposition des plus-values lors d'apport de la société créée dans le cadre de la reprise progressive d'une entreprise par les salariés*) (p. 2107) : adopté.

Article 11 (*exonération des droits d'enregistrement*) : adopté.

Article 12 (*options de souscription ou d'achat d'actions par les salariés*) : amendement n° 123 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (référence à une valeur à dire d'expert pour les sociétés non cotées en bourse) (p. 2108) : rejeté ; amendement n° 37 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (options consenties au bénéfice des salariés des sociétés dont la société consentant les options détient au moins 10 p. 100 du capital) : adopté ; amendement n° 38 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (rédactionnel et de coordination) : rejeté après modification ; amendement n° 39 de la commission des lois (référence à l'immatriculation au registre de commerce et des sociétés) : rejeté ; amendement n° 102 de M. Robert Galley (problème des pertes de recettes) ; amendement n° 103 de M. Michel Noir soutenu par M. Robert Galley (même objet) ; amendement n° 126 de M. François d'Aubert (suppression du 3° du paragraphe VI de cet article) (p. 2109) : rejetés ;
— article 12, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 13 : amendement n° 15 de la commission (insérant l'intitulé suivant : « titre IV : mesures d'accompagnement des restructurations industrielles ») : adopté.

Article 13 (*transfert des déficits fiscaux en cas de reprise, dans certaines zones, d'entreprises en difficulté*) : (p. 2110) ; problème des vallées de la Sambre et de l'Avesnois : attitude de la société Boussois ; choix de certaines zones comme zones de conversion ; caractère discriminatoire de la délimitation des pôles de conversion ; amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 2111) : adopté ; amendement n° 40 de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République (référence au plan de redressement décidé par le tribunal de commerce) : rejeté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 158 de M. Jacques Roger-Machart à titre personnel (même objet que l'amendement n° 40 de la commission des lois) : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (de précision) (p. 2112) : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 47 de M. Gilbert Gantier : devient sans objet ; amendement n° 163 du Gouvernement étendant les dispositions de cet article à l'ensemble du territoire national ; amendement n° 48 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 104 de M. Michel Noir (même objet) ; amendement n° 163 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 48 et n° 104 : deviennent sans objet, ainsi que les amendements n° 19 et n° 20 de la commission ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (précisant que la société créée pour l'opération de reprise ne doit pas distribuer de dividendes durant un certain délai) : adopté (p. 2113) ;

amendement n° 105 de M. Robert Galley (cession de titres en garantie d'emprunt ou d'autres opérations de crédit) ; amendement n° 106 de M. Robert Galley (même objet) : rejetés ; amendement n° 157 de la commission (modifiant dans certains cas le délai de cinq ans prévu par cet article) : adopté (p. 2114) ; amendement n° 7 de M. Parfait Jans (maintien de l'emploi par l'entreprise bénéficiant du transfert de déficit) : rejeté ; amendement n° 25 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 107 de M. Guy Bêche, à titre personnel (rédactionnel) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 (*prorogation et aménagement du dispositif d'allégement des impôts directs de certaines entreprises nouvelles*) : amendement n° 26 de la commission (de conséquence) (p. 2115) : adopté ; amendement n° 41 de la commission des lois (référence au plan de redressement décidé par le tribunal de commerce) : rejeté ; amendement n° 164 du Gouvernement (suppression d'une référence aux zones de conversion) : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 27 de la commission des finances : devient sans objet ; amendement n° 49 de M. Gilbert Gantier (suppression du mot « industriel » dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article) : rejeté ; amendement n° 50 de M. Gilbert Gantier, amendements n° 28 et n° 29 de la commission des finances : deviennent sans objet ; amendement n° 159 de M. Jacques Roger-Machart (référence au plan de redressement décidé par le tribunal de commerce) : retiré ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 (*déduction des dons faits aux organismes favorisant la création d'entreprise*) (p. 2116) : suppression de la notion de zone ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 165 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 51 de M. Gilbert Gantier ainsi que les amendements n° 32 et n° 33 de la commission des finances deviennent sans objet ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 8 de M. François Asensi soutenu par M. Parfait Jans (précisant que toutes les régions sont placées dans les mêmes conditions d'agrément en ce qui concerne l'implantation des entreprises industrielles du secteur tertiaire) : rejeté (p. 2117).

Explications de vote (p. 2117).

Abstention du groupe U. D. F. : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 2118).
Réserves émises par le groupe communiste : *Jans* (*Parfait*) (p. 2117).
Vote positif du groupe communiste : *Jans* (*Parfait*) (p. 2117).
Vote positif du groupe R. P. R. : *Noir* (*Michel*) (p. 2118).
Vote positif du groupe socialiste : *Anciant* (*Jean*) (p. 2118).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2119).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [27 juin 1984] (p. 3763) :

Actions (souscription ou achat par les salariés) : *Bèche* (*Guy*) (p. 3764) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3766).
Allègements fiscaux : *Bèche* (*Guy*) (p. 3764) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3766).
Crédit d'impôt : *Bèche* (*Guy*) (p. 3764).
Déficits fiscaux (transferts des —) : *Bèche* (*Guy*) (p. 3764).
Dépenses de recherche et d'informatique (régime fiscal) : *Bèche* (*Guy*) (p. 3763).
Entreprises (situation des —) : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 3765).
Prélèvements obligatoires (baisse des —) : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 3764).
Redressement national (politique de —) : *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 3766).
Sociétés coopératives ouvrières de production : *Bèche* (*Guy*) (p. 3764).
Taxe professionnelle : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 3765).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3766 à 3769). Amendement n° 1 du Gouvernement (complétant le deuxième alinéa du paragraphe III de l'article 8 A par les mots « pendant les cinq années suivantes cette limite peut être portée à la moitié du capital de la société ») ; encouragement de la création des sociétés coopératives ouvrières de production ; adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3770).

22. — Projet de loi n° 2352 modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 et relatif à la **domiciliation des entreprises.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Roger-Machart (8 octobre 1984). — Rapport n° **2377** (15 octobre 1984). — Discussion le 15 octobre 1984. — Adoption le 15 octobre 1984. — Projet de loi n° **682.**

Sénat (première lecture) n° **29** (1984-1985), dépôt le 16 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° **43** (1984-1985). — Discussion le 30 octobre 1984. — Adoption le 30 octobre 1984. — Projet de loi n° **13** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2399,** dépôt le 31 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Roger-Machart. — Rapport n° **2414** (8 novembre 1984). — Discussion le 20 novembre 1984. — Adoption avec modifications le 20 novembre 1984. — Projet de loi n° **687.**

Sénat (deuxième lecture) n° **80** (1984-1985), dépôt le 21 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° **114** (1984-1985) (5 décembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption définitive le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **39** (1984-1985).

Loi n° 84-1149 du 21 décembre 1984, publiée au *J.O.* du 22 décembre 1984 (p. 3943).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 octobre 1984] (p. 4778) :

« Boîtes aux lettres » : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 4778) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4779).
Domiciliation provisoire : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 4778) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4779).
Protection des tiers : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 4778, 4779).
Registre du commerce (délai d'inscription) : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 4778).

Discussion de l'article unique (p. 4779) :

Article unique (*justificatifs à fournir en vue d'obtenir l'immatriculation au registre du commerce*) : amendement n° 1 de la commission (justificatifs à fournir par toute personne demandant son immatriculation au registre du commerce) ; sous-amendement n° 4 de M. Jean Foyer (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les sièges de plusieurs entreprises peuvent être situés dans les mêmes locaux) (p. 4779) ; non soutenu ; amendement n° 1, adopté ;

— article unique. ainsi modifié : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 2 de la commission (précisant que la personne qui demande son immatriculation est autorisée à installer le siège de son entreprise dans son local d'habitation ou dans celui de son représentant légal) ; sous-amendement n° 3 de M. Jean Foyer (obligation pour la personne demandant son immatriculation de notifier son projet au bailleur ou au syndic de la copropriété) ; domiciliation provisoire ; non soutenu ; amendement n° 2 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4780).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 novembre 1984] (p. 6203) :

Domiciliation permanente : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 6203, 6204).
Domiciliation provisoire : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 6204) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 6204).
Sanctions : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 6204) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 6204).
Siège social : *Badinter* (*Robert*) (p. 6204).

Discussion des articles [20 novembre 1984] (p. 6205) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (précision par décret des équipements ou services requis pour justifier de la réalité du siège de l'entreprise domiciliée) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (obligation sous peine de radiation d'office de communiquer aux greffes du tribunal le titre justifiant de la jouissance des locaux affectés au siège de l'entreprise) ; amendement n° 5 du Gouvernement (même objet) ; période d'observation ; amendement n° 2 : retiré ; amendement n° 5 : adopté (p. 6205) ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6206).

Voir *Lois de finances* **9,** discussion générale.

Aides à la création d'—

Voir *Questions au Gouvernement* **960.**
Questions orales sans débat **627.**

Aides à la recherche dans les —

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Rechercche et technologie.

Charges des —

Voir *Entreprises* **21.**
Questions au Gouvernement **1024.**

Chefs d'—

Voir *Entreprises* **21.**
Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **5, 6, 7.**

Création d'—

Voir *Entreprises* **21.**
Lois de finances **9** (première partie), article 4.

Domiciliation des —

Voir *Entreprises* **22.**

— en difficulté

Voir *Entreprises* **21.**
Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **5, 6.**

Fiscalité des —

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), après l'article 8, article 11.

Reprise par les salariés

Voir *Entreprises* **21.**

Situation financière des —

Voir *Questions au Gouvernement* **999.**

ENTREPRISES PUBLIQUES

5. — Projet de loi n° 1731 complétant les dispositions de l'article 4 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la **démocratisation du secteur public.**

Sénat (troisième lecture) n° **170** (1983-1984), dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. — Rapport n° **197** (1983-1984) (26 janvier 1984). — Discussion le 1er février 1984. — Adoption avec modifications le 1er février 1984. — Projet de loi n° **79** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture) n° **1967,** dépôt le 2 février 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1969** (2 février 1984). — Discussion le 2 février 1984. — Adoption définitive le 2 février 1984. — Projet de loi n° **533.**

Loi n° 84-103 du 16 février 1984 publiée au *J. O.* du 17 février 1984 (p. 599).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [2 février 1984] (p. 471) :

Nombre des représentants des salariés au sein des conseils d'administration des filiales : *Coffineau (Michel)* (p. 471).
Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 471).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 471).

Accords internationaux

Voir *Questions au Gouvernement* **943.**

Complément de rémunération d'un directeur général

Voir *Questions au Gouvernement* **881, 888.**

Restructurations externes de certains groupes publics.

Voir *Questions orales sans débat* **752.**

Secteur nationalisé concurrentiel

Voir *Questions au Gouvernement* **1126.**

ENVIRONNEMENT

5. — Projet de loi n° 2408 modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux **installations classées** pour la protection de l'environnement. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 5 novembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Amédée Renault (8 novembre 1984). — Rapport n° **2480** (5 décembre 1984). — Discussion le 11 décembre 1984. — Adoption le 11 décembre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ». — Projet de loi n° **717.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 décembre 1984] (p. 6824) :

Bophal (catastrophe de —) : *Renault (Amédée)* (p. 6825) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6825, 6830, 6831) ; *Balmigère (Paul)* (p. 6826) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6827) ; *Escutia (Manuel)* (p. 6830).

Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail : *Balmigère (Paul)* (p. 6826).

Détection des métaux : *Pinard (Joseph)* (p. 6828) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6830).

Inspecteurs des installations classées : *Balmigère (Paul)* (p. 6826) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6830).

Loi de 1976 sur la protection de l'environnement : *Renault (Amédée)* (p. 6824) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6825) ; *Pinard (Joseph)* (p. 6828).

Peines prévues en cas d'infraction : *Renault (Amédée)* (p. 6824, 6825) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6825, 6826, 6831) ; *Balmigère (Paul)* (p. 6827) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6827).

Publication des condamnations : *Renault (Amédée)* (p. 6825) ; *Balmigère (Paul)* (p. 6827) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6827).

Sites archéologiques (protection des —) : *Pinard (Joseph)* (p. 6828).

Tiers monde et désertification : *Escutia (Manuel)* (p. 6829, 6830).

Usine « La Littorale » de Béziers : *Balmigère (Paul)* (p. 6826) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6830, 6831) ; *Rieubon René* (p. 6831).

Discussion des articles [11 décembre 1984] (p. 6831) :

Article 1er (*peines prévues en cas d'exploitation d'une installation sans autorisation*) : amendement n° 1 de la commission (possibilité pour le tribunal de prononcer l'interdiction immédiate d'une telle installation) ; remise en état des lieux : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*possibilité pour le tribunal de prononcer l'interdiction d'utiliser l'installation*) : amendement nos 2, 3 et 4 de la commission (rédactionnels) : adoptés ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*peines prévues en cas d'infraction ou de poursuite d'une infraction*) : amendement n° 5 de la commission (portant la somme maximale de l'amende à 500 000 F en cas de poursuite d'une exploitation) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté (p. 6832).

Article 4 (*peines prévues en cas d'obstacle à l'exercice des fonctions d'inspection ou d'expertise*) : adopté.

Article 5 (*possibilité pour le tribunal d'ordonner la publication d'un extrait de la condamnation*) : amendement n° 6 de la commission (publication de la décision de condamnation) ; diffusion de messages ; affichages ; publication par voie de presse : adopté ; amendement n° 7 de la commission (publication par voie de communication audiovisuelle) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 8 de la commission (possibilité pour certaines associations de se porter partie civile) ; sous-amendement n° 13 du Gouvernement (possibilité pour toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans,

ayant pour objet la sauvegarde de l'environnement, de se porter partie civile) (p. 6833) ; sous-amendement n° 12 de M. Paul Balmigère (possibilité pour les associations déclarées dont l'activité s'exerce dans la commune d'implantation de se porter partie civile) ; recours en matière d'installations classées ; contentieux pénal ; rôle des associations ; sous-amendement n° 12 : retiré ; sous-amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 8, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (obligation pour l'exploitant de payer les salaires de son personnel pendant la durée de suspension de son activité) ; amendement n° 9 de la commission (impossibilité pour les employeurs de se soustraire à l'exécution des obligations résultant des contrats de travail en cours) (p. 6834) ; cas des travailleurs sous-traitants ; infractions commises par les employeurs ; amendement n° 14 : adopté après rectification ; amendement n° 9 : devenu sans objet ; amendement n° 10 de la commission (publication de la liste des installations classées en annexe au plan d'occupation des sols) ; cas où un tel plan n'existe pas ; liste alors tenue à la disposition du public ; police des installations classées : adopté.

Titre : amendement n° 14 de la commission (supprimant la référence à la loi de 1976) : adopté ;
— titre, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6835).

EPARGNE

Livret d'épargne-entreprise
Voir *Entreprises* **21.**

EPAVES

Voir *Mer et littoral* **11.**

EPIDEMIES ET EPIZOOTIES

Lutte contre l'épizootie ovine
Voir *Questions orales sans débat* **671.**

EQUIPEMENT SPORTIF

Construction d'un gymnase à Illkirch-Graffenstaden
Voir *Questions orales sans débat* **637.**

EQUIPE REDACTIONNELLE

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** discussion générale ; article 5 ; article 6 ; article 13.

ERNAULT-SOMUA (usines)

Voir *Questions orales sans débat* **647.**

ESPAGNE

Voir *Traités et conventions* **96.**

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE

Alternatives à l'hospitalisation
Voir *Déclarations du Gouvernement* **15.**

Budget global
Voir *Questions au Gouvernement* **938.**

Forfait hospitalier
Voir *Déclarations du Gouvernement* **15.**

Ouverture d'un centre de santé à Niort
Voir *Questions orales sans débat* **740.**

Service de gynécologie de Domfront
Voir *Questions orales sans débat* **736.**

Service de néphrologie des hospices civils de Strasbourg
Voir *Questions orales sans débat* **709.**

Situation financière de l'hôpital d'Hazebrouck
Voir *Questions orales sans débat* **665.**

Situation financière des —
Voir *Déclarations du Gouvernement* **15.**
Questions au Gouvernement **854.**
Questions orales sans débat **653.**

Utilisation des locaux de l'hôpital des armées de Rochefort
Voir *Questions au Gouvernement* **1147.**

ETAT

2. — **Proposition de loi organique n° 991** tendant à **moraliser la vie publique.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Daniel Le Meur (5 avril 1984).

ETAT CIVIL

4. — **Proposition de loi n° 1625** permettant aux **parents de choisir pour les enfants le nom du père ou celui de la mère.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi, remplacée par M. Jean Foyer (11 octobre 1984).

5. — **Proposition de loi n° 2025** sur la **transmission des noms patronymiques.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par Mme Gisèle Halimi. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette (17 mai 1984).

6. — **Proposition de loi n° 2338** tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités d'établissement de l'**égalité des sexes dans la transmission du nom patronymique.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 12 septembre 1984 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (12 décembre 1984).

Nom des époux
Voir *Questions orales sans débat* **609.**

ETATS-UNIS

Economie des —
Voir *Lois de finances* **9,** discussion générale.

Rapports avec la Communauté économique européenne
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

ETHIOPIE

Faim en —
Voir *Questions au Gouvernement* **1137.**

ETRANGERS

5. — **Proposition de loi n° 810** visant à l'**interdiction définitive du territoire français aux étrangers ayant contrevenu à la législation sur les stupéfiants.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi, remplacée par M. Jean Foyer (11 octobre 1984).

6. — **Proposition de loi n° 1747** visant à créer des conseils consultatifs des **communautés étrangères vivant en France.** — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Pascal Clément (11 octobre 1984).

7. — **Proposition de loi n° 2030** tendant à faciliter le **retour et la réinstallation des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. — **Projet de loi n° 2075** portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux **étrangers séjournant en France** ainsi qu'aux **titres uniques de séjour et de travail.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 26 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés. — Urgence déclarée le 24 mai 1984. — Renvoi à la

commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette (10 mai 1984). — Rapport n° **2142** (23 mai 1984). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (9 mai 1984). — Rapporteur pour avis : M. Bernard Montergnole (10 mai 1984). — Discussion le 25 mai 1984. — Adoption le 25 mai 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, et relatif aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail ». — Projet de loi n° **575.**

Sénat (première lecture), n° **336** (1983-1984), dépôt le 28 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **437** (1983-1984) (27 juin 1984). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. Henri Collard. — Avis n° **406** (1983-1984) (20 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption le 28 juin 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, relatif aux étrangers séjournant en France et tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays ». — Projet de loi n° **162** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).
Bureau [*J. O.* du 29 juin 1984] (p. 2035).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Roger Rouquette. — Rapport n° **2269** (28 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **454** (1983-1984) (28 juin 1984).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2267,** dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette. — Rapport n° **2272** (28 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption avec modifications le 28 juin 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, et relatif aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail. » — Projet de loi n° **645.**

Sénat (deuxième lecture) n° **458** (1983-1984), dépôt le 29 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **460** (1983-1984) (29 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption avec modifications le 29 juin 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, relatif aux étrangers séjournant en France et tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays. » — Projet de loi n° **174** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2289,** dépôt le 30 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette. — Rapport n° **2290** (30 juin 1984). — Discussion le 30 juin 1984. — Adoption définitive le 30 juin 1984. — Projet de loi n° **655.**

Loi n° 84-622 du 17 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 19 juillet 1984 (p. 2324).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 mai 1984] (p. 2664).

Aide publique à la réinsertion : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2667) ; *Montergnole* (*Bernard*) (p. 2670).

Algériens (situation des — en France) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2665, 2666) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 2673).

Carte de résident (obtention et bénéficiaires) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2666, 2667, 2668) ; *Montergnole* (*Bernard*) (p. 2669).

Carte de séjour temporaire : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2667) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 2673).

Cartes de séjour (réglementation en vigueur) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2665).

Cartes de travail : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2665).

Chômage des immigrés : *Montergnole* (*Bernard*) (p. 2669, 2670) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 2673).

Communauté européenne (ressortissants de la —) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2666).

Etats francophones : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2666, 2669).

Expulsion des étrangers : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2666, 2667) ; *Richard* (*Alain*) (p. 2674).

Formation des immigrés : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 2671, 2678) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 2676).

Informatisation des cartes : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2666) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 2673).

Logement des immigrés : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2669) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 2671, 2677, 2678) ; *Richard* (*Alain*) (p. 2674) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 2676).

Ordre public : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2668) ; *Montergnole* (*Bernard*) (p. 2670) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 2675) ; *Gaspard* (*Françoise*) (p. 2677).

Politique d'insertion : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 2671, 2672) ; *Richard* (*Alain*) (p. 2674) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 2676) ; *Gaspard* (*Françoise*) (p. 2676).

Regroupement familial : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2667, 2668) ; *Montergnole* (*Bernard*) (p. 2670) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 2673).

Retour au pays d'origine : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2664) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 2670, 2672) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 2675) ; *Gaspard* (*Françoise*) (p. 2677).

Stabilisation de la population immigrée : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2664) ; *Montergnole* (*Bernard*) (p. 2669, 2671) ; *Richard* (*Alain*) (p. 2673, 2674) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 2675).

Titre unique de séjour et de travail : *Rouquette* (*Roger*) (p. 2666) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 2672) ; *Gaspard* (*Françoise*) (p. 2677).

Discussion des articles [25 mai 1984] (p. 2678).

Article 1er : (*modifiant le chapitre II de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et l'intitulant : des différentes catégories d'étrangers selon les titres qu'ils détiennent*) (p. 2678) : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 10 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : (des différents titulaires de la carte de séjour temporaire) : amendement n° 1 de la commission (supprimant la référence à l'activité salariée) : adopté ; *article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : (conditions d'obtention de la carte de séjour temporaire) ; amendement n° 5 de la commission (mentions figurant dans cette carte) ; notion de « visiteur » (p. 2679) ; notion d'ordre public : adopté ; amendement n° 2 de la commission des affaires culturelles : devenu sans objet ; *article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : (conditions d'attribution de la carte de résident) ; amendement n° 6 de la commission (conditions de l'activité professionnelle) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (menace pour l'ordre publie) : adopté ; *après l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : amendement n° 21 de M. Paul Mercieca (refus d'une autorisation de séjour pour des motifs d'ordre public) ; procédure du référé (p. 2860) ; sursis à exéeution : rejeté ; *article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : (durée de validité de la carte de résident) ; amendement n° 8 de la commission (supprimant le texte proposé pour l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : adopté ; *article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : (obtention de plein droit de la carte de résident) ; amendement n° 9 de la commission (référence au conjoint) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (regroupement familial) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (référence aux résidents privilégiés) ; intégration des résidents étrangers : adopté ; *après l'article 17 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : (durée de validité de la carte de résident) ; amendement n° 12 de la commission (renouvellement de cette carte) : adopté ; *article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : (carte unique valant à la fois autorisation de séjour et autorisation de travail) ; amendement n° 13 de la commission (substituant aux mots « l'ensemble du » le mot « ce ») ; limitation du droit au travail automatique attaché à la carte de résident : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : (*dispositions transitoires*) (p. 2681) ; amendement n° 14 de la commission (situation des étrangers titulaires d'une carte de résident) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (situation des étrangers titulaires d'une carte de séjour) : adopté après rectification ; amendement n° 16 de la commission (renouvellement du titre de séjour) : adopté ;

— artiele 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*modification de l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945*) : amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (prononcé de condamnations dans un délai de cinq ans) ; extension de la possibilité d'expulsion aux étrangers condamnés à plusieurs peines d'emprisonnement sans sursis au moins égales au total à un an (p. 2682) ; amendement n° 22 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 de la commission : satisfait ;

Article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : (*autorisation de travail salarié délivrée aux étrangers titulaires d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte d'identité*) ; amendement n° 3 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; attribution de la carte de commerçant ;
Article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : (*abrogation de l'article L. 341-5 du code du travail*) : adopté.

Article 6 : (*aide publique à la réinsertion*) : adopté.

Titre : amendement n° 20 de la commission (intitulant le projet de loi : « projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945 et du code du travail, et relatif aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail ») : adopté (p. 2683).

Explication de vote (p. 2684).
Politique d'insertion : *Briane* (*Jean*) (p. 2684).
Stabilisation de la population immigrée : *Briane* (*Jean*) (p. 268).
Vote favorable du groupe U. D. F. : *Briane* (*Jean*) (p. 2684).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2684).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1984] (p. 3843).
Carte de résident (obtention de la —) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 3843, 3844).
Expulsions (régime de l' —) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 3843, 3844).
Ordre public : *Rouquette* (*Roger*) (p. 3843).
Politique de l'immigration (notamment problème des Haïtiens) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 3944) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 3844, 3845).
Regroupement familial : *Montergnole* (*Bernard*) (p. 3845).
Statut d'étranger (stabilité du —) : *Dufoix* (*Georgina*) (p. 3844).

Discussion des articles [28 juin 1984] (p. 3845).

Article 1er (p. 3845) ; amendement n° 1 de la commission (possibilité de refuser la carte de séjour temporaire pour motifs d'ordre public) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; condition de résidence non interrompue pendant trois ans pour obtenir une carte de résident : adopté ; amendement n° 3 de la commission (prise en compte des moyens d'existence de l'étranger) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (possibilité de refuser la carte de résident pour motifs d'ordre public) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (regroupement familial) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (supprimant les mots « conforme aux lois et règlements en vigueur » dans le huitième alinéa du texte proposé pour l'article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 3846) ; adopté ; amendement n° 8 de la commission (référence à l'étranger justifiant de sa résidence depuis un certain nombre d'années) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (validité de la carte de résident pendant dix ans) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (dispensant de la carte d'identité de commerçant les étrangers exerçant une telle profession et titulaires de la carte de résident) ; restructuration industrielle ; adopté ;
— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *bis* : amendement n° 12 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 2 : amendement n° 13 de la commission (précisant que les étrangers titulaires d'une carte de résident ordinaire ou privilégié reçoivent de plein droit une carte de résident) (p. 3847) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (précisant que les étrangers titulaires d'une carte de séjour temporaire et d'un titre de travail supérieur à un an reçoivent une carte de résident) : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 15 de la commission (référence aux peines d'emprisonnement prononcées au cours des cinq années écoulées) : adopté ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 16 de la commission (précisant que les étrangers qui quittent la France pour leur pays d'origine perdent les droits attachés au titre de séjour et de travail) : adopté ;
— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : amendement n° 17 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 8 : amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 9 (p. 3848) : amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 10 : amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 11 : amendement n° 21 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 12 : amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Titre : amendement n° 23 de la commission (intitulant le projet de loi « projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail et relatif aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3849).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1984] (p. 3933).
Marches anti-racistes : *Rouquette* (*Roger*) (p. 3933).
Politique de réinsertion : *Nucci* (*Christian*) (p. 3933).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 3933, 3934).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3934).

9. — Proposition de loi n° 2080 tendant à faciliter le **retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays.**

Sénat (première lecture), n° **186** (1983-1984), dépôt le 7 janvier 1984 par M. Edouard Bonnefous (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1983) sous le titre : « Proposition de loi tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs immigrés dans leur pays. ». — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Henri Collard. — Rapport n° **273** (1983-1984) (24 avril 1984). — Discussion le 2 mai 1984. — Adoption le 2 mai 1984. — Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays. ». — Proposition de loi n° **97** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2080**, dépôt le 2 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

10. — Proposition de loi n° 2152 tendant à reconnaître la **nationalité française** à tout étranger résistant. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1984 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Guy Ducoloné (21 juin 1984).

11. — Rapport d'information de M. Jean-Michel Belorgey déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la **politique à l'égard des immigrés (n° 2253)** [27 juin 1984].

Droit de vote des immigrés.
Voir *Questions au Gouvernement* **1089.**

Expulsion d'—
Voir *Etrangers* **8.**

Meurtre d'un ouvrier turc
Voir *Questions au Gouvernement* **1097, 1098, 1102.**

ETUDES D'IMPACT

Voir *Questions orales sans débat* **673.**

EUMESTAT

Voir *Traités et conventions* **132.**

EUROPE

Projet du traité d'union européenne

Voir *Questions au Gouvernement* **922.**

EUROPE N° 1

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** après l'article 7.

EXAMENS, CONCOURS ET DIPLOMES

7. — Projet de loi n° 1927 relatif à la situation des candidats admis au **concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers** organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976. — *Assemblée nationale* (première lecture), **n° 1927.** — Rapporteur : M. Jacques Guyard (5 avril 1984). — Rapport **n° 2044** (18 avril 1984). — Discussion le 24 avril 1984. — Adoption le 24 avril 1984. — Projet de loi **n° 548.**

Loi n° 84-321 du 3 mai 1984 publiée au *J. O.* du 4 mai 1984 (p. 1315).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 avril 1984] (p. 1858).

Annulation du concours organisé en 1976 : *Guyard* (*Jacques*) (p. 1858).

Règle de la séparation des pouvoirs : *Pinte* (*Etienne*) (p. 1858, 1859).

Discussion des articles [24 avril 1984] (p. 1859).

Article unique (*donnant la qualité d'adjoint des cadres hospitaliers aux personnes ayant figuré sur la liste des candidats admis au concours interne de* 1976) : adopté (p. 1859).

EXCEPTIONS D'IRRECEVABILITE

Voir *Enseignement privé* **5.**
Politique économique et sociale **6.**
Rappels au règlement **174, 175.**

EXPERTS EN DIAGNOSTIC

Voir *Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens* **5, 6.**

F

FAIENCE

Faïenceries de Longchamp.

Voir *Questions orales sans débat* **670.**

FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS

5. — Projet de loi n° 1578 relatif au règlement judiciaire.

Assemblée nationale (première lecture), lettre du Premier ministre. en date du 27 mars 1984, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet de loi (2 avril 1984). — Discussion les 5, 6, 9, 10 avril 1984. — Adoption le 10 avril 1984. — Projet de loi **n° 540.**

Sénat (première lecture) **n° 261** (1983-1984), dépôt le 11 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Thyraud. — Rapport **n° 332** (1983-1984) (23 mai 1984). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. Arthur Moulin. — Avis **ns 328** (1983-1984) (22 mai 1984). — Discussion les 5, 6, 7, 8 et 12 juin 1984. — Adoption le 12 juin 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises. » — Projet de loi **n° 125** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 2186,** dépôt le 12 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Gouzes. — Rapport **n° 2349** (2 octobre 1984). — Discussion le 15 octobre 1984. — Adoption avec modifications le 15 octobre 1984. — Projet de loi **n° 680.**

Sénat (deuxième lecture) **n° 27** (1984-1985), dépôt le 16 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Thyraud. — Rapport **n° 54** (1984-1985) (31 octobre 1984). — Discussion le 6 novembre 1984. — Adoption avec modifications le 6 novembre 1984. — Projet de loi **n° 23** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture) **n° 2411,** dépôt le 6 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).
Bureau [*J.O.* du 30 novembre 1984] (p. 3679).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Gérard Gouzes. — Rapport **n° 2471** (29 novembre 1984). — Discussion le 6 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 6 décembre 1984. — Projet de loi **n° 711.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Thyraud. — Rapport **n° 98** (1984-1985) (29 novembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption définitive le 12 décembre 1984. — Projet de loi **n° 37** (1984-1985).

Saisine du Conseil Constitutionnel. — (Article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 18 janvier 1985 (*J.O.* du 20 janvier 1985) (p. 820). — Rectificatif (*J.O.* du 26 janvier 1985) (p. 1137). — Déclarées non conformes : les dispositions de l'article 207 ainsi que celles résultant de l'expression « sans préjudice des dispositions de l'article 207 » figurant aux articles 41 alinéa 2, 151 et 240 alinéa 3 ; les dispositions du premier alinéa de l'article 175 ainsi que celles résultant de l'expression « ou jusqu'à la date à laquelle la décision attaquée est confirmée en application de l'article 175 » figurant à l'article 177.

Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 publiée au *J.O.* du 26 janvier 1985 (p. 1097)

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 1578 et 1579 [5 avril 1984] (p. 1174, 1185)

Administrateurs judiciaires : *Marchand* (*Philippe*) (p. 1175) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1182) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 1186) ; *Charles* (*Serge*) (p. 1188, 1190) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 1191) ; *Vennin* (*Bruno*) (p. 1194) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 1196) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 1201) ; *Richard* (*Alain*) (p. 1202).

Agences départementales des entreprises en difficulté : *Chomat* (*Paul*) (p. 1192).

Association des salariés à la procédure du règlement judiciaire : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 1177) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 1178) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1180, 1181) ; *Millon* (*Charles*) (p. 1184) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 1186) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 1192) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 1192) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 1195) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 1197) ; *Geng* (*Francis*) (p. 1199).

Assurance de garantie des salaires (A. G. S.) : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 1177) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 1179) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1182) ; *Charles* (*Serge*) (p. 1189) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 1192).

Banques et entreprises en difficulté : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 1186) ; *Charles* (*Serge*) (p. 1188) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 1196) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1204).

Chefs d'entreprise : *Millon* (*Charles*) (p. 1183) ; *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 1186).

Cour des Comptes (rapport de la —) : *Marchand* (*Philippe*) (p. 1175).

Créanciers (droits des —) : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 1177) ; *Belorgey* (*Jean-Michel*) (p. 1178) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1180, 1204) ; *Millon* (*Charles*) (p. 1183) ; *Charles* (*Serge*) (p. 1189) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 1191) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 1192) ; *Vennin* (*Bruno*) (p. 1193) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 1195) ; *Geng* (*Francis*) (p. 1199).

Droits de succession et transmission des entreprises : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 1197).

Entreprise (conceptions et rôle de l'—) : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 1186) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 1191) ; *Geng* (*Francis*) (p. 1198).

Entreprises en difficulté (moyens nécessaires à la survie des —) : *Gouzes (Gérard)* (p. 1176) ; *Badinter (Robert)* (p. 1181, 1182, 1203) ; *Charles (Serge)* (p. 1188) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1193) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1195) ; *Geng (Francis)* (p. 1199) ; *Richard (Alain)* (p. 1202).

Experts en diagnostic : *Marchand (Philippe)* (p. 1176) ; *Badinter (Robert)* (p. 1182) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1202).

Faillites (augmentation du nombre des —) : *Millon (Charles)* (p. 1183) ; *Charles (Serge)* (p. 1188) ; *Chomat (Paul)* (p. 1191) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1192) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1193) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1200) ; *Badinter (Robert)* (p. 1203).

Licenciements : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 1178) ; *Badinter (Robert)* (p. 1181) ; *Millon (Charles)* (p. 1183) ; *Charles (Serge)* (p. 1190) ; *Chomat (Paul)* (p. 1192) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1192) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1197) ; *Geng (Francis)* (p. 1199).

Loi du 13 juillet 1967 relative à la faillite : *Marchand (Philippe)* (p. 1174) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 1176) ; *Charles (Serge)* (p. 1188) ; *Chomat (Paul)* (p. 1191) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1192) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1193) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1200).

Lorraine : *Millon (Charles)* (p. 1184) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1197).

Mandataires-liquidateurs : *Marchand (Philippe)* (p. 1176) ; *Badinter (Robert)* (p. 1182) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1187) ; *Charles (Serge)* (p. 1190) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1196) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1201).

Nomination des administrateurs judiciaires et des mandataires-liquidateurs : *Badinter (Robert)* (p. 1200) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1200) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1201).

Période d'observation : *Gouzes (Gérard)* (p. 1177) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 1179) ; *Badinter (Robert)* (p. 1181-1204) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1185) ; *Chomat (Paul)* (p. 1191) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1192) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1194) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1195) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1187) ; *Richard (Alain)* (p. 1202).

Règlement judiciaire (nouvelle procédure du—) : *Gouzes (Gérard)* (p. 1177) ; *Badinter (Robert)* (p. 1181) ; *Millon (Charles)* (p. 1183) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1186) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1192) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1195) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1200) ; *Richard (Alain)* (p. 1202).

Rémunération du syndic : *Marchand (Philippe)* (p. 1175-1176) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1187) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1196) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1201) ; *Richard (Alain)* (p. 1202).

Sous-traitants : *Charles (Serge)* (p. 1190).

Syndic (état actuel de la profession de —) : *Marchand (Philippe)* (p. 1174) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1186) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1196) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1200).

Tribunaux de commerce (fonctionnement et réforme des —) : *Badinter (Robert)* (p. 1180-1183) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1187) ; *Charles (Serge)* (p. 1189) ; *Geng (Francis)* (p. 1200) ; *Richard (Alain)* (p. 1202).

Discussion des articles [6 avril 1984] (p. 1225), (p. 1256) ; [9 avril 1984] (p. 1275), (p. 1307 ; [10 avril 1984] (p. 1337, 1361, 1386) :

Article 1er (*objet de la procédure de règlement judiciaire*) : amendement n° 236 de M. Serge Charles (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 525 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel et de précision) (p. 1225) ; sauvegarde d'emplois sains et durables ; rejeté ; amendement n° 237 de M. Serge Charles (référence à la sauvegarde de l'emploi) : rejeté ; amendement n° 526 de M. Gilbert Gantier (précisant que le règlement judiciaire est assuré par un plan de redressement ou par la liquidation de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 238 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (nécessité de procéder à la liquidation de l'entreprise dans les plus brefs délais lorsque celle-ci est inévitable) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 1226) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*champ d'application de la procédure*) : interprétation de l'expression « cessation de paiement » ; impossibilité pour une entreprise d'honorer ses engagements ; matérialisation des impayés par des chèques ou des traites ; amendement n° 2 de la commission (application du présent projet de loi aux artisans) ; amendement n° 392 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 210 de la commission des affaires culturelles soutenu par M. Michel Coffineau (même objet) ; amendement n° 392 : retiré (p. 1227) ; soumission des artisans aux procédures collectives ; amendement n° 2 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 210 devient sans objet ; amendement n° 239 de M. Serge Charles (personne demandant à bénéficier de la procédure du règlement judiciaire avant l'épuisement de ses facultés de paiement) ; notion de cessation de paiement potentiel (p. 1228) ; nomination d'un conciliateur par le tribunal de commerce ; rôle du crédit dans la marche de l'économie : rejeté ; amendement n° 564 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 240 de M. Georges Tranchant (rédactionnel) : adopté (p. 1229) ; amendement n° 456 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (modification d'un seuil) ; amendement n° 4 de la commission (même objet) ; amendement n° 456 : rejeté au scrutin public (p. 1230) ; amendement n° 4 : adopté ; amendement n° 457 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (substituant au mot « et » le mot « ou » dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendements identiques n° 5 de la commission et n° 458 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (fixation d'un seuil par décret en Conseil d'Etat) : adoptés ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Titre Ier : *régime général du règlement judiciaire.*

Chapitre 1er : *la procédure d'observation.*

Section 1 : *organisation et objet.*

Article 3 (*ouverture à l'initiative du débiteur*) : allongement du délai ; amendement n° 241 de M. Serge Charles : devenu sans objet ; amendement n° 242 de M. Serge Charles (ramenant le délai prévu par cet article à 15 jours) (p. 1231) ; adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*autres cas d'ouverture de la procédure*) : amendement n° 243 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (de précision) : devenu sans objet ; amendement n° 6 de la commission (suppression de la référence à la communication confidentielle d'information) ; amendement n° 459 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) (p. 1232) ; amendement n° 6 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 459 devient sans objet ; amendement n° 244 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (notion de confidentialité et de responsabilité) : rejeté ; amendement n° 245 de M. Serge Charles (suppression de la référence au procureur de la République) : rejeté ; amendement n° 246 de M. Serge Charles (obligation de discrétion) : rejeté ; amendement n° 247 de M. Jean Foyer soutenu par M. Georges Tranchant (précisant que le Trésor public informe le tribunal de tout retard de paiement) (p. 1233) ; rejeté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*ouverture de la procédure en cas de non-respect du règlement amiable par le débiteur*) : mécanisme du règlement judiciaire comme conséquence de l'échec du règlement amiable ; ouverture de cette procédure par les créanciers signataires du règlement amiable ;

— article 5 : adopté.

Article 6 (*décision d'ouverture par le tribunal*) : amendement n° 248 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (consultation facultative du comité d'entreprise des délégués du personnel par le tribunal) ; amendement n° 460 de M. Pascal Clément soutenu par M. Gilbert Gantier (consultation d'un représentant du comité d'entreprise ou d'un représentant des délégués du personnel) (p. 1234) ; amendement n° 460 : retiré ; amendement n° 248 : rejeté ;

— article 6 : adopté.

Article 7 (*compétence d'attribution*) : amendements identiques n° 393 du Gouvernement, n° 514 de la commission et n° 249 de M. Serge Charles (de coordination) ; amendement n° 461 de M. Pascal Clément soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 461 : retiré ; amendements nos 393, 514 et 249 : adoptés ; amendement n° 192 de M. Paul Chomat soutenu par Mme Muguette Jacquaint (création d'une chambre économique dans chaque tribunal de grande instance) (p. 1235) ; intégrité des magistrats consulaires ; retiré ; amendement n° 250 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (suppression du second alinéa de cet article) ; future réforme des tribunaux de commerce ; compétence des tribunaux de commerce en matière de règlement judiciaire (p. 1236) ; rejeté ; amendement n° 7 de la commission (de précision) ; sous-amendement oral de M. Gilbert Gantier (de précision) : adopté ; amendement n° 7, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 462 de M. Pascal Clément soutenu par M. Gilbert Gantier (contestation sur la compétence du tribunal) : rejeté ; amendement n° 463 de M. Pascal Clément soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (*la décision d'ouverture*) : innovation représentée par la période d'observation ; objectif de sauvegarde et de redressement des entreprises (p. 1237) ; analyse économique et financière menée par l'administrateur judiciaire ; bilan social ; rapidité d'exécution des procédures ; amendement n° 251 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (précisant que le tribunal qui constate la cessation des paiements choisit la procédure applicable) ; amendement n° 527 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 8 de la commission (ouverture de la période d'observation) ; caractère parfois inévitable de la solution de la liquidation (p. 1238) ; possibilité éventuelle pour le tribunal de procéder à une liquidation immédiate ; amendement n° 251 : rejeté après rectification ; amendement n° 527 : rejeté ; amendement n° 8 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 376, n° 252, n° 377 et n° 253 de M. Serge Charles deviennent sans objet ; amendement n° 254 de M. Serge Charles (référence à une décision motivée) : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (personnes pouvant saisir le tribunal aux fins de renouvellement de la période d'observation) : adopté ; amendements identiques n° 255 de M. Georges Tranchant et n° 464 de M. Pascal Clément soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la seconde phrase du second alinéa de cet article) (p. 1239) ; fixation à trois mois de la durée de la période d'observation ; paiement des créances pendant la période d'observation ; rejetés ; amendement n° 256 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (prolongation de la période d'observation pour une durée de un à six mois) : rejeté ; amendement n° 193 de M. Paul Chomat soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prolongation de la période d'observation à la demande du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) (p. 1240) : rejeté ; amendements identiques n° 257 de M. Serge Charles et n° 528 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (prolongation de la période d'observation pour une durée de un à trois mois) : rejetés ; amendement n° 258 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (conditions de la prolongation de la période d'observation) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (précisant que le tribunal arrête le plan avant l'expiration de la période d'observation) ; sous-amendement n° 394 du Gouvernement (précisant que le tribunal arrête le plan ou prononce la liquidation) (p. 1241) ; sous-amendement n° 394 : adopté ; amendement n° 10, ainsi modifié, adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*date de cessation de paiement*) : amendement n° 259 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Serge Charles (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 395 du Gouvernement (précisant que le report de la date de cessation de paiement ne peut avoir lieu qu'à une date antérieure à celle qu'a initialement fixée le tribunal) ; amendement n° 260 de M. Jean Foyer soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) ; amendement n° 395 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 260 devient sans objet, ainsi que l'amendement n° 11 de la commission ; amendement n° 529 de M. Gilbert Gantier (de coordination) (p. 1242) : rejeté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 530 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant que le tribunal demande à la C. O. B. de faire suspendre la cotation de la société mise en règlement judiciaire) ; rappels au règlement de MM. Gilbert Gantier, Serge Charles et Gérard Gouzes ; rejeté (p. 1243).

Article 10 (*désignation des organes de la procédure*) : amendements identiques n° 12 de la commission, n° 261 de M. Serge Charles et n° 465 de M. Claude Wolff soutenu par M. Serge Charles (d'harmonisation) : rejetés ; amendement n° 262 de M. Georges Tranchant (substituant aux mots « un mandataire de justice » les mots « un syndic ») ; rénovation complète de la profession de syndic (p. 1244) ; retiré ; amendement n° 466 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (possibilité pour le tribunal de désigner des administrateurs assistant l'administrateur judiciaire) : rejeté ; amendement n° 467 de M. Pascal Clément soutenu par M. Gilbert Gantier (désignation d'un représentant du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 194 de M. Paul Chomat soutenu par M. Guy Ducoloné (nomination d'un à trois représentants des salariés) ; pluralisme syndical ; rejeté ; amendement n° 396 du Gouvernement (conditions d'élection des représentants des salariés) (p. 1245) ; adopté ; amendement n° 531 de M. Gilbert Gantier (possibilité pour le juge commissaire d'être choisi au lieu d'un autre tribunal de commerce) : rejeté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 397 du Gouvernement (exigence d'absence de condamnation pour les représentants des salariés) : adopté.

Article 11 (*demande de remplacement des organes*) : amendement n° 468 de M. Pascal Clément soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) : rejeté ; amendement n° 263 de M. Serge Charles (rédactionnel) ; amendement n° 469 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (de conséquence) (p. 1246) ; amendement n° 263 : retiré ; amendement n° 467 : rejeté ; amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 470 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) : rejeté ; amendement n° 264 de M. Serge Charles (remplacement de l'administrateur) : retiré ; amendement n° 378 de M. Serge Charles (même objet) : rejeté ; amendement n° 265 de M. Serge Charles (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 471 de M. Pascal Clément soutenu par M. Gilbert Gantier (désignation des représentants du comité d'entreprise ou des délégués du personnel dans des conditions fixées par décret) (p. 1247) ; rejeté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 (*information des juges*) : amendement n° 14 de la commission (suppression des mots « par écrit » dans cet article) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 195 de M. Edmond Garcin soutenu par Mme Muguette Jacquaint : devenant le sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 15 de la commission (information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) : retiré ; amendement n° 15 : adopté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 (*missions du juge commissaire*) : adopté.

Article 14 (*nomination des contrôleurs parmi les créanciers*) : amendement n° 266 de M. Serge Charles (de précision) : retiré ; amendement n° 267 de M. Serge Charles (nomination d'un contrôleur parmi les créanciers et parmi les salariés du débiteur) (p. 1248) ; rejeté ;

— article 14 : adopté.

Article 15 (*cas particuliers*) : amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 (*ouverture de la procédure*) : amendement n° 398 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (*rapport de l'administration*) : amendement n° 268 de M. Serge Charles (précisant que l'administrateur dresse dans les plus brefs délais le bilan comptable de l'entreprise au jour du jugement déclaratif) (p. 1249) ; rejeté ; amendement n° 532 de M. Gilbert Gantier (même objet) : rejeté ; amendement n° 269 de M. Serge Charles (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 533 de M. Gilbert Gantier (bilan économique et financier) : rejeté ; amendement n° 534 de M. Gilbert Gantier (établissement du plan de redressement en fonction des perspectives de résultats financiers et des moyens de financement disponibles ou prévisibles) ; procès d'intention fait par l'opposition au Gouvernement (p. 1250) ; rejeté ; amendement n° 270 de M. Serges Charles (de précision) : rejeté ; amendement n° 196 de M. Edmond Garcin soutenu par Mme Muguette Jacquaint (référence à des moyens financiers disponibles ou mobilisables) (p. 1251) ; rejeté ; amendement n° 271 de M. Serge Charles (condition sociale de la poursuite de l'activité) : rejeté ; amendement n° 272 de M. Serge Charles (mesures propres à faciliter l'indemnisation et le reclassement des salariés dont l'emploi est menacé) : rejeté ; amendement n° 17 de la commission (précisant que les actions à entreprendre en vue du reclassement des salariés n'incombent pas directement et personnellement à l'administrateur mais aux organismes compétents) ; amendement n° 18 de la commission (référence au reclassement et à l'indemnisation) : adoptés ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 (*information du juge commissaire*) : adopté (p. 1252).

Article 19 (*information de l'administrateur*) : amendement n° 19 de la commission (référence à des documents utiles à l'accomplissement de la mission de l'administrateur) ; amendement n° 273 de M. Serge Charles (de précision) (p. 1256) ; amendement n° 19 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 273 : devient sans objet ; amendement n° 274 de M. Serge Charles (consultation du chef d'entreprise et des personnes intéressées) ; amendement n° 20 de la commission (consultation

du représentant des créanciers sur la situation et les perspectives de redressement de l'entreprise) ; amendement n° 565 du Gouvernement (consultation du débiteur et du représentant des créanciers) : adopté ; en conséquence, les amendements n°s 274 et 20 : deviennent sans objet ; amendement n° 21 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 275 de M. Serge Charles (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 276 de M. Serge Charles (rédactionnel) (p. 1257) : rejeté ; amendement n° 472 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (cas dans lequel le débiteur est une personne morale) ; nécessité de ne pas surcharger l'administrateur de formalités inutiles : rejeté ;

— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 (*offres de reprise*) : amendement n° 22 de la commission (conditions auxquelles doit satisfaire toute offre à peine d'irrecevabilité) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*information du débiteur par l'administrateur*) : amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 1258) ;

— article 21, réservé à la demande du Gouvernement.

Article 22 (*modification du capital de la société en règlement judiciaire*) : amendement n° 473 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) ; reconstitution du capital d'une société en difficulté ; retiré ; amendement n° 24 de la commission (de clarification) ; amendement n° 535 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 1259) ; amendement n° 24 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 535 devient sans objet ;

— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 (*remplacement des dirigeants, incessibilité ou cession forcée des titres*) : amendement n° 277 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Serge Charles (remplacement d'un dirigeant par décision motivée) : rejeté ; amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 (*propositions de règlement du passif*) : amendement n° 278 de M. Serge Charles (référence aux dettes de l'entreprise) : adopté ; amendement n° 515 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (suppression de l'adjectif « définitif ») : adopté ;

— article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 (*communication du rapport de l'administrateur et consultations*) : amendement n° 474 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (rédactionnel) (p. 1260) : rejeté ; amendement n° 536 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (dépôt du rapport au greffe du tribunal) : rejeté ; amendement n° 211 de la commission des affaires culturelles (transmission du procès-verbal au tribunal) : rejeté ;

— article 25 : adopté.

Article 21 (précédemment réservé) : amendement n° 566 du Gouvernement (suppression de la seconde phrase de cet article) ; amendement n° 23, précédemment réservé : rejeté ; amendement n° 566 : adopté ;

— article 21, ainsi modifié : adopté.

Section II : *l'entreprise au cours de la période d'observation.*

Article 26 (*mesures conservatoires*) : amendement n° 27 de la commission (préservation des capacités de production de l'entreprise) (p. 1261) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 (*inventaire des biens de l'entreprise*) : amendement n° 279 de M. Serge Charles (inscription d'une hypothèque générale sur les biens du débiteur) ; refus de rétablir la « masse des créanciers » ; rejeté après rectification ;

— article 27 : adopté.

Article 28 (*cession des parts sociales à compter du jugement d'ouverture*) : amendement n° 28 de la commission (sanction de nullité) : adopté ; amendements identiques n° 281 de M. Serge Charles et n° 475 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (autorisation du juge commissaire) (p. 1262) : rejetés ; amendement n° 29 de la commission (substitution de l'administrateur au juge commissaire pour certaines opérations) ; amendement n° 30 de la commission (même objet) : adoptés,

— article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 29 (*remise à l'administration des lettres adressées au débiteur*) : caractère excessif de cet article ; amendement n° 31 de la commission (possibilité pour le débiteur d'assister à l'ouverture de son courrier) ; sous-amendement n° 567 de M. Serge Charles (référence au débiteur averti) (p. 1263) ; sous-amendement adopté après rectification ; amendement n° 31, ainsi modifié : adopté ;

— article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 (*rémunération afférente aux fonctions exercées par le chef d'entreprise*) : adopté.

Article 31 (*pouvoirs et responsabilités de l'administrateur*) : amendement n° 197 de M. Edmond Garcin soutenu par Mme Muguette Jacquaint (pouvoir de saisie du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) : retiré ; amendement n° 283 de M. Serge Charles (possibilité pour le représentant des créanciers de demander le remplacement de l'administrateur judiciaire) : rejeté ;

— article 31 : adopté.

Article 32 (*pouvoirs du débiteur*) : amendement n° 32 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié : adopté.

Article 33 (*actes soumis à autorisation du juge commissaire*) : amendement n° 401 du Gouvernement (interdiction du paiement des créances nées antérieurement au jugement d'ouverture) (p. 1264) ; amendement n° 212 de la commission des affaires culturelles (préservation des biens et actifs de l'entreprise) ; amendement n° 401 : adopté ; amendement n° 212 : rejeté ; amendement n° 402 du Gouvernement (interdiction du paiement des créances extérieures) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté après rectification ;

— article 33, ainsi modifié : adopté (p. 1265).

Article 34 (*poursuite de l'activité*) : adopté.

Article 35 (*cessation de l'activité ou liquidation anticipée*) : amendement n° 34 de la commission (référence au débiteur) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (information et consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 (*exécution des contrats en cours*) : nécessité pour l'entreprise de vivre pendant la période d'observation ; possibilité pour l'administrateur de décider de ne pas poursuivre un contrat ; amendement n° 476 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression des deuxième et troisième alinéas de cet article) (p. 1266) ; situation du cocontractant ; non-résiliation des contrats du fait de la mise en règlement judiciaire : retiré ; amendement n° 477 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (possibilité pour le juge commissaire de fixer à l'administrateur un délai pour prendre parti) ; sous-amendement n° 568 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 477, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 478 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (restitution des sommes versées) (p. 1267) : adopté ; amendement n° 284 de M. Serge Charles (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 285 de M. Serge Charles (rédactionnel) ; amendement n° 36 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 285 devient sans objet ;

— article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 (*droits du bailleur*) : amendement n° 286 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté ;

— article 37 : adopté.

Article 38 (*privilèges du bailleur*) : amendement n° 479 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) : retiré ;

— article 38 : adopté.

Article 39 (*sort des créances nées après le jugement d'ouverture*) (p. 1268) : amendement n° 287 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (de suppression) ; amélioration du sort des créanciers dont la créance est née après le jugement d'ouverture ; problème des fournisseurs (p. 1269) : rejeté ; amendement n° 403 du Gouvernement (privilège des frais de justice, notion de fournisseur) (p. 1270) : adopté ; en conséquence, les amendements n°s 288, 289 et 290 de M. Serge Charles, n° 480 de M. Claude Wolff et n° 37 de la commission : deviennent sans objet : amendement n° 291 de M. Serge Charles

(situation des employés de banque ayant participé à l'octroi de financements garantis par des sûretés réelles) : rejeté ;
— article 39, ainsi modifié : adopté (p. 1271).

Article 40 (*dépôt des sommes perçues par les mandataires de justice*) : amendement n° 481 de M. Claude Wolff (dépôt à un compte spécial de dépôt dans une banque ou un établissement de crédit des sommes perçues par les mandataires de justice) ; rémunération du produit des ventes et recouvrements ; garantie de la Caisse des dépôts et consignations : rejeté ; amendement n° 38 de la commission (intérêts moratoires) ; incidents concernant les syndics : adopté (p. 1275) ;
— article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 41 (*location-gérance pendant la période d'observation*) : mise en valeur de tous les éléments susceptibles de sauvegarder l'emploi et de sauver l'outil de travail ; durée de la période d'observation ; amendement n° 292 de M. Jean Foyer (supprimant les mots : « par dérogation aux dispositions de l'article 34 ») : adopté ; amendement n° 293 de M. Serge Charles (possibilité pour le tribunal d'autoriser la conclusion d'un contrat de location-gérance au cours de la période d'observation) (p. 1276) ; compétence du procureur de la République pour décider qu'un locataire-gérant peut ou non s'affranchir de toutes les obligations pesant sur lui dans le cadre d'un plan de cession ou de reprise ; mauvaise application de la location-gérance ; nécessité d'obtenir une décision rapide sur le devenir de l'entreprise ; régime particulier applicable aux entreprises de taille nationale ; rôle des juges consulaires : rejeté au scrutin public ; amendement n° 294 de M. Serge Charles (décision motivée de la location-gérance) : retiré (p. 1277) ; amendement n° 295 de M. Serge Charles (supprimant la fin du premier alinéa de cet article après les mots : « le bail de l'immeuble ») ; amendement n° 482 de M. Claude Wolff (même objet) ; notion de « troubles graves à l'économie nationale » ; fragilité des sociétés de location-gérance : rejetés ; amendement n° 296 de M. Serge Charles (référence à l'économie locale) : rejeté ; amendement n° 297 de M. Georges Tranchant (autorisation de la location-gérance dans les mêmes conditions que celles prévues par les articles 96 à 100) ; hostilité du Gouvernement à la location-gérance (p. 1278) ; définition des entreprises d'intérêt national ; automaticité de l'offre de rachat lorsqu'il y a location-gérance : rejeté ; amendement n° 298 de M. Serge Charles (réglementation des rapports avec le personnel conformément aux termes des articles 61 et 63) ; droits des salariés : rejeté ; amendement n° 299 de M. Jean Foyer (supprimant le deuxième alinéa de cet article) (p. 1279) ; location-gérance temporaire : rejeté ; amendement n° 483 de M. Claude Wolff (conclusion du contrat de location-gérance pour une durée ne pouvant excéder un délai d'un an à compter du jugement d'ouverture) ; obligation pour le locataire de reprendre l'entreprise au terme de la location de deux ans ; situation exceptionnelle des entreprises à caractère national : rejeté ; amendement n° 300 de M. Serge Charles (prévoyant que l'application des dispositions des articles 96 à 100 ne saurait autoriser la prolongation de la location-gérance au-delà de cette durée) ; problème du cumul des délais (p. 1280) ; rejeté ; amendement n° 301 de M. Serge Charles (supprimant la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article) ; durée de la période d'observation et de la location-gérance : rejeté ; amendement n° 39 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 302 de M. Jean Foyer (même objet) : absence de dispositions relatives à la location-gérance partielle ; prolongation de la période d'observation : adoptés ;
— article 41, ainsi modifié : adopté.

Article 42 (*location-gérance pendant la période d'observation*) ; amendement n° 303 de M. Serge Charles (supprimant la référence aux actes de nature à porter atteinte aux éléments pris en location-gérance) (p. 1281) : retiré ;
— article 42 : adopté.

Article 43 (*rôle du représentant des salariés*) : amendement n° 484 de M. Claude Wolff (supprimant le premier alinéa de cet article) ; contrôle du représentant des créanciers ; cas des petites et moyennes entreprises ; vérification des créances salariales par le représentant des salariés (p. 1282) : rejeté ; amendement n° 304 de M. Serge Charles (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 404 du Gouvernement (communication aux représentants des salariés de tous les documents et informations utiles) : adopté ; amendement n° 405 du Gouvernement (de correction) : adopté ; amendement n° 213 de la commission des affaires culturelles (paiement par l'employeur du temps passé par le représentant des salariés à l'exercice de sa mission) ; amendement n° 198 de M. Edmond Garcin (même objet) ; compétence de la juridiction prud'homale : adoptés ; amendement n° 305 de M. Serge Charles (possibilité pour les salariés de se faire assister ou représenter par le représentant des salariés) (p. 1283) ; amendement n° 40 de la commission (même objet) ; amendement n° 305 : rejeté ; amendement n° 40 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 199 de M. Edmond Garcin et n° 306 de M. Serge Charles deviennent sans objet ;
— article 43, ainsi modifié : adopté.

Article 44 (*licenciement pendant la période d'observation*) : caractère urgent et inévitable de ces licenciements ; préservation de l'emploi au cours de la période d'observation ; amendement n° 200 de M. Edmond Garcin (conditions de licenciement pour motif économique) (p. 1284) ; droit d'alerte des salariés en matière de licenciement économique ; pouvoir du syndic (p. 1285) : rejeté ; amendement n° 307 de M. Jean Foyer (possibilité pour l'administrateur avec autorisation du juge commissaire de procéder aux licenciements pour motif économique) ; amendement n° 485 de M. Claude Wolff (même objet) ; référence au caractère urgent et inévitable des licenciements : rejetés ; amendement n° 41 de la commission (justifiant le licenciement inévitable et indispensable à la poursuite de l'exploitation pendant la période d'observation) ; amendement n° 214 de la commission des affaires culturelles (même objet) (p. 1286) ; nécessité de motiver les licenciements pendant la période d'observation ; impossibilité pour les personnes désignées pour gérer la crise de procéder aux licenciements ; lutte des classes (p. 1287) ; compétence des magistrats consulaires : adoptés ; amendement n° 486 de M. Pascal Clément (référence à l'administrateur et au débiteur) ; amendement n° 537 de M. Charles Millon (même objet) : retirés ;
— article 44 ainsi modifié : adopté.

Article 45 (*réduction d'activité et chômage partiel*) : amendement n° 201 de M. Edmond Garcin (impossibilité pour l'administrateur de procéder à l'arrêt temporaire d'activité ou à la réduction de l'horaire habituel de travail pendant les périodes définies à l'article précédent) (p. 1288) : devenu sans objet ; amendements n° 487 de M. Pascal Clément et n° 538 de M. Charles Millon : devenus sans objet ; amendement n° 569 du Gouvernement (de correction) : adopté ;
— article 45, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 45 : amendement n° 202 de M. Edmond Garcin (de modification) : devenu sans objet.

Article 46 (*le représentant des créanciers*) : amendement n° 406 du Gouvernement (affectation des sommes recouvrées à la suite des actions du représentant des créanciers) : adopté.

Article 47 (*suspension des actions en justice et des voies d'exécution* ; droit des créanciers nantis (p. 1289) ; validité des créances ; amendement n° 42 de la commission (caractère suspensif du jugement d'ouverture) ; interdiction de toute demande tendant à la condamnation du débiteur au paiement d'une somme d'argent ; problème des cautions (p. 1290) ; décision de la Cour de cassation selon laquelle les créanciers titulaires de sûretés réelles sont astreints à l'obligation de produire et soumis à la procédure de vérification des créances ; cas des titulaires de sûretés personnelles : adopté au scrutin public ;
— article 47, ainsi modifié : adopté.

Article 48 (*sort des instances en cours*) : amendement n° 308 de M. Serge Charles (rédactionnel) ; régime des sûretés ; problème des cautions (p. 1291) : adopté ;
— article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 (*sort des actions non atteintes par la suspension*) : amendement n° 309 de M. Serge Charles (représentation des créanciers par l'intermédiaire du syndic) ; amendement n° 43 de la commission (référence aux représentants des créanciers) ; amendement n° 309 : retiré ; amendement n° 43 : adopté ;
— article 49, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 49 : amendement n° 379 de M. Serge Charles (subrogation des entreprises sous-traitantes du débiteur dans les droits de celui-ci à l'égard du maître de l'ouvrage) : rejeté.

Article 50 (*déclaration par les créanciers*) : amendement n° 310 de M. Jean Foyer (supprimant la référence au salarié créancier) : retiré ; amendement n° 311 de M. Serge Charles (validité des créances non litigieuses alors même qu'elles ne sont pas établies par un titre) (p. 1292) : adopté ;
— article 50, ainsi modifié : adopté.

Article 51 (*contenu de la déclaration*) : amendement n° 488 de M. Claude Wolff (supprimant la fin du second alinéa de cet article après les mots : « par le créancier ») ; méfiance à l'égard du formalisme en matière d'entreprises ; certification des créances par le commissaire aux comptes : rejeté ;
— article 51 : adopté.

Article 52 (*intervention du débiteur*) : adopté.

Article 53 (*délai de déclaration des créances*) : amendement n° 489 de M. Claude Wolff (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; extinction de certaines créances : rejeté ; amendement n° 44 de la commission (supprimant l'obligation de déclarer régulièrement les créances) (p. 1293) : adopté ; amendement n° 312 de M. Serge Charles (référence aux créances qui n'ont pas été régulièrement déclarées ou qui n'ont pas donné lieu à relevé de forclusion) : rejeté ; amendement n° 313 de M. Serge Charles (remplaçant la notion d'extinction par la notion d'inopposabilité) : rejeté ; amendement n° 314 de M. Serge Charles (impossibilité d'engager une procédure d'exécution contre les débiteurs lorsque les créances sont éteintes) : rejeté ;
— article 53, ainsi modifié : adopté.

Article 54 (*discussion des créances auprès du représentant des créanciers*) : établissement des créances en francs français ; montant de la créance au jour du jugement ; amendement n° 203 de M. Edmond Garcin (exclusion des créances salariales ou des créances du comité d'entreprise) (p. 1294) : rejeté ; amendement n° 490 de M. Claude Wolff (portant à trente jours le délai au terme duquel toute contestation de la proposition du représentant des créanciers est interdite) : adopté ;
— article 54, ainsi modifié : adopté.

Article 55 (*arrêt du cours des intérêts*) : amendement n° 491 de M. Claude Wolff (incluant les contrats de fournitures à crédit) : rejeté ; amendement n° 380 de M. Serge Charles (incluant les contrats garantis par un privilège spécial, un nantissement ou une hypothèque) : rejeté ; amendement n° 45 de la commission (référence aux créances salariales constatées par un titre exécutoire) ; encouragement du crédit à moyen et long terme : rejeté ; amendement n° 315 de M. Jean Foyer (réclamation des intérêts des créances garanties par un privilège, un nantissement ou une hypothèque) (p. 1295) : rejeté ;
— article 55 : adopté.

Article 56 (*absence de l'échéance du terme*) : devenir des créanciers à long terme ; cas des contrats de leasing ;
— article 56 : adopté.

Article 57 (*interdiction des inscriptions*) : amendement n° 492 de M. Claude Wolff (rédactionnel) ; inscription d'hypothèque : retiré ; amendement n° 46 de la commission (impossibilité d'inscrire certaines créances postérieurement au jugement d'ouverture et jusqu'à la fin de la période d'observation) (p. 1296) : rejeté ; amendement n° 407 du Gouvernement (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; décision de la Cour de cassation estimant que le vendeur d'immeuble reste redevable à agir en résolution après le jugement déclaratif de règlement judiciaire ou de liquidation des biens ; situation des petits commerçants : adopté ;
— article 57, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 58 : amendement n° 408 du Gouvernement (intitulé du paragraphe 6 : « cautions et co-obligés ») : adopté.

Article 58 (*situation du créancier ayant plusieurs co-débiteurs solidaires*) : amendement n° 316 de M. Serge Charles (soumission des co-obligés à des procédures de règlement judiciaire) (p. 1297) : rejeté ;
— article 58 : adopté.

Article 59 (*suppression du recours entre co-obligés soumis au règlement judiciaire*) : amendement n° 317 de M. Serge Charles (substituant aux mots : « paiements reçus » les mots : « paiements effectués ») : adopté.
— article 59, ainsi modifié : adopté.

Article 60 (*situation du créancier ayant reçu un acompte sur sa créance*) : adopté.

Chapitre II : *le plan de continuation ou de cession de l'entreprise.*

Section I : *généralités.*

Article 61 (*la décision du tribunal*) : amendement n° 318 de M. Jean Foyer (compétence du tribunal pour arrêter un plan de redressement) : rejeté ; amendement n° 381 de M. Serge Charles (possibilité pour le tribunal d'arrêter un plan de redressement) : rejeté ; amendement n° 319 de M. Jean Foyer (possibilité pour le tribunal de prononcer la liquidation de biens) : adopté après rectification (p. 1298) ; amendement n° 320 de M. Jean Foyer (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 321 de M. Jean Foyer (prévoyant une option d'acquisition au terme du contrat de location gérance) : rejeté ;
— article 61, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 61 : amendement n° 322 de M. Jean Foyer (contenu du plan de redressement) : devenu sans objet.

Article 62 (*le contenu du plan*) : amendement n° 216 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) : adopté ;
— article 62, ainsi modifié : adopté.

Article 63 (*licenciements prononcés en application d'un plan*) (p. 1299) : amendement n° 204 de M. Jean-Jacques Barthe (contenu du plan de redressement) ; volet social de ce plan : rejeté ; amendement n° 323 de M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 324 de M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ;
— article 63 : adopté.

Article 64 (*publicité du jugement arrêtant le plan*) : effets à l'égard des tiers ; amendement n° 409 du Gouvernement (caution solidaire) (p. 1300) : adopté ;
— article 64, ainsi modifié : adopté.

Article 65 (*publicité du jugement arrêtant le plan ; effets à l'égard des tiers*) : adopté.

Article 66 (*durée du plan*) : amendement n° 325 de M. Serge Charles (de suppression) ; indépendance de la durée du plan et des délais de paiement : retiré ; amendement n° 47 de la commission (fixation de la durée du plan par le tribunal) : adopté ;
— article 66, ainsi modifié : adopté.

Article 67 (*mission de l'administrateur et du représentant des créanciers*) : amendement n° 539 de M. Charles Millon (fixation de la mission de l'administrateur par le tribunal) (p. 1301) ; amendement n° 539 de M. Charles Millon (fixation par le tribunal de la mission de l'administrateur) (p. 1307) ; amendement n° 576 du Gouvernement (même objet) ; rôle du représentant des créanciers ; amendement n° 539 : retiré ; amendement n° 576 : adopté ; amendement n° 493 de M. Claude Wolff (maintien en fonctions du représentant des créanciers pendant le temps nécessaire à la vérification et au règlement des créances) : rejeté ;
— article 67, ainsi modifié : adopté.

Article 68 (*le commissaire à l'exécution du Plan*) : amendement n° 326 de M. Serge Charles (de coordination) : devenu sans objet ; amendement n° 494 de M. Claude Wolff (remplacement du commissaire à l'exécution du Plan par le représentant des créanciers) : rejeté ;
— article 68 : adopté (p. 1308).

Article 69 (*révision du Plan*) : amendement n° 48 de la commission (compétence du tribunal pour décider d'une modification dans les objectifs et les moyens du Plan) ; sous-amendement du Gouvernement (compétence du tribunal pour décider d'une modification substantielle dans les objectifs et les moyens du Plan) : adopté ; amendement n° 48, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 382 de M. Serge Charles (décision par le tribunal d'une modification du Plan à la demande du chef d'entreprise ou du cessionnaire) : rejeté ; amendement n° 410 du Gouvernement (décision du tribunal après avoir entendu les parties, le comité d'entreprise ou les délégués du personnel) ; amendement n° 217 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; amendement n° 410 : adopté ; amendement n° 217 : devenu sans objet ; amendement n° 327 de M. Serge Charles (supprimant la dernière phrase de cet article) ; rigidité du montant du prix fixé dans le jugement initial (p. 1309) ; rejeté ; amendement n° 49 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 69, ainsi modifié : adopté.

Section II : *la continuation de l'entreprise.*

Article 70 (*la décision du tribunal*) : amendement n° 50 de la commission (décision de maintien de l'activité de l'entreprise lorsqu'il existe des possibilités sérieuses de redressement et de règlement du passif) ; amendement n° 328 de M. Serge Charles (même objet) ; amendement n° 50 : adopté ; amendement n° 328 : devenu sans objet ;
— article 70, ainsi modifié : adopté.

Article 71 (*inaliénabilité de certains biens*) : amendement n° 495 de M. Pascal Clément (de suppression) ; amendement n° 540 de M. Charles Millon (même objet) ; plan de continuation ou de cession de l'entreprise (p. 1310) : possibilité pour le tribunal de se substituer aux dirigeants de l'entreprise pour décider des biens qui pourront ou non être aliénés : rejetés ; amendement n° 51 de la commission (inaliénabilité de certains biens pour une durée fixée par le tribunal) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (annulation de tout acte passé en violation des dispositions de l'alinéa premier de cet article) : adopté ;
— article 71, ainsi modifié : adopté (p. 1311).

Article 72 (*modification des statuts des personnes morales*) : amendement n° 541 de M. Gilbert Gantier (mention dans le plan des modifications des statuts nécessaires pour assurer le redressement de l'entreprise) ; pouvoir de l'assemblée générale et du tribunal ; amendement n° 577 du Gouvernement (mention dans le plan, des modifications des statuts nécessaires à la continuation de l'entreprise) ; amendement n° 541 : retiré ; amendement n° 577 : adopté ;

— article 72, ainsi modifié : adopté.

Article 73 (*modification des statuts des personnes morales*) : amendement n° 329 de M. Jean Foyer (supprimant le second alinéa de cet article) ; droit de propriété ; protection des actionnaires ; pouvoir du tribunal (p. 1312) ; pouvoir de l'assemblée générale ou de l'assemblée des associés : rejeté ; amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 330 de M. Georges Tranchant (augmentation de capital jugée suffisante) : rejeté ; amendement n° 331 de M. Serge Charles (possibilité pour le tribunal de décider d'une augmentation de capital) ; amendement n° 54 de la commission (possibilité pour le tribunal de décider d'une augmentation ou d'une réduction de capital) ; amendement n° 411 du Gouvernement (compétence du tribunal pour décider de la possibilité pour l'assemblée générale extraordinaire ou l'assemblée des associés de procéder à la réduction ou à l'augmentation du capital) (p. 1313) ; encouragement de l'arrivée des nouveaux associés (p. 1314) ; amendement n° 331 : rejeté ; amendement n° 54 : retiré ; amendement n° 411 : adopté après rectification ; amendement n° 332 de M. Serge Charles (supprimant la seconde phrase du second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 55 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 73, ainsi modifié : adopté.

Article 74 (*obligation des nouveaux associés ou actionnaires*) : amendement n° 333 de M. Serge Charles (supprimant le second alinéa de cet article) ; amendement n° 496 de M. Claude Wolff (même objet) ; garantie d'un revenu certain au pourvoyeur de financement ; octroi de privilèges exorbitants aux nouveaux associés ou actionnaires (p. 1315) : adoptés ;

— article 74, ainsi modifié : adopté.

Article 75 (*délais et remises*) : amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 542 de M. Charles Millon (possibilité pour le tribunal de réduire ou d'augmenter les délais) : retiré ; amendement n° 334 de M. Serge Charles (référence au paiement prioritaire des créances bénéficiant d'un privilège ou d'une sûreté réelle) ; priorité des établissements de crédits et des fournisseurs par rapport au Trésor public et à la sécurité sociale ; garanties hypothécaires (p. 1316) ; remise en cause du privilège des créances : retiré ; amendement n° 375 de M. Serge Charles (créances non garanties par une hypothèque) ; cas des créanciers hypothécaires : rejeté ; amendement n° 335 de M. Serge Charles (obligation pour le tribunal d'obtenir l'accord des créanciers lorsque pour des dettes échues la durée des remboursements est supérieure à cinq ans) (p. 1317) ; concordat : rejeté ;

— article 75, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 76 (*le paiement de certaines créances dans des délais plus brefs*) : amendement n° 336 de M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 337 de M. Serge Charles (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : retiré ;

— article 76 : adopté (p. 1318).

Article 77 (*créances ne pouvant faire l'objet de remise ou de délai*) : amendement n° 205 de M. Edmond Garcin (application des dispositions prévues à l'alinéa précédent aux créances du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 338 de M. Serge Charles (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; cas des petites créances ; amendement n° 57 de la commission (remboursement sans remise ni délai des créances les plus faibles) ; amendement n° 338 : retiré ; amendement n° 57 : adopté ;

— article 77, ainsi modifié : adopté.

Article 78 (*droits des créanciers*) : amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) ; suppression du versement à la Caisse des dépôts et consignations des sommes non encore admises : adopté ;

— article 78, ainsi modifié : adopté.

Article 79 (*cession des biens de l'entreprise*) (p. 1319) : amendement n° 339 de M. Serge Charles (supprimant la fin de la seconde phrase du premier alinéa de cet article après les mots : « paiement anticipé ») : retiré ; amendement n° 340 de M. Serge Charles (décision du tribunal sur la substitution des sûretés) : rejeté ;

— article 79 : adopté.

Article 80 (*cession des biens de l'entreprise*) : amendement n° 497 de M. Claude Wolff (versement du prix à l'entreprise et au débiteur en cas de cession partielle d'actifs) : retiré ;

— article 80 : adopté.

Article 81 (*droits des créanciers non payés*) : amendement n° 543 de M. Gilbert Gantier (possibilité pour un créancier ou un groupe de créanciers de saisir le tribunal aux fins de résolution du Plan) (p. 1320) : rejeté ; amendement n° 59 de la commission (possibilité pour le procureur de la République de saisir le tribunal) : adopté ;

— article 81, ainsi modifié : adopté.

Section III : *la cession d'entreprise.*

Avant l'article 82 : amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 82 (*but et modalité de la cession*) : amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (cession totale ou partielle) : adopté (p. 1321) ; amendement n° 65 de la commission (application des dispositions du titre III en l'absence de continuation de l'entreprise) : adopté ;

— article 82, ainsi modifié : adopté.

Article 83 (*fin de la personne morale*) : amendement n° 544 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : retiré ; amendement n° 66 de la commission ((fin de la personne morale en cas de cession totale par la réalisation de la dernière opération de répartition du prix de cession) : retiré ;

— article 83 : adopté.

Article 84 (*l'offre d'acquisition*) : adopté.

Article 85 (*l'offre d'acquisition*) : amendement n° 545 de M. Gilbert Gantier (précisant que l'offre d'acquisition doit être faite par écrit à l'administrateur ; amendement n° 67 de la commission (irrecevabilité de l'offre qui n'a pas été reçue par l'administrateur) (p. 1322) ; sous-amendement oral du Gouvernement à l'amendement n° 545 de M. Gilbert Gantier (fixation par l'administrateur du délai pendant lequel seront reçues les offres d'acquisition à peine d'irrecevabilité) : rejeté ; amendement n° 545 : rejeté ; amendement n° 67 : adopté ;

— article 85, ainsi modifié : adopté.

Article 86 (*la décision du tribunal*) : amendement n° 68 de la commission (supprimant la seconde phrase de cet article) : adopté ;

— article 86, ainsi modifié : adopté.

Article 87 (*la décision du tribunal*) : amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 546 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) ; amendement n° 341 de M. Jean Foyer (de précision) ; amendement n° 69 : adopté ; amendements n° 546 et n° 341 : devenus sans objet ;

— article 87, ainsi modifié : adopté (p. 1323).

Article 88 (*la décision du tribunal*) : amendement n° 547 de M. Charles Millon (détermination par le tribunal des contrats nécessaires au maintien de l'activité) : rejeté ; amendement n° 548 de M. Charles Millon (référence au contrat de fourniture de biens ou services) : adopté ; amendement n° 70 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 549 de M. Charles Millon (supprimant la fin du troisième alinéa de cet article après les mots : « ouverture de la procédure ») ; situation des cocontractants : rejeté ; amendement n° 498 de M. Claude Wolff (uniformisation des délais) (p. 1324) : rejeté ;

— article 88, ainsi modifié : adopté.

Article 89 (*réalisation de la cession*) : amendement n° 499 de M. Claude Wolff (possibilité pour l'administrateur de confier au cessionnaire la gestion de l'entreprise cédée sous la responsabilité de celui-ci) ; amendement n° 342 de M. Serge Charles (contrôle de l'administrateur) : rejetés ;

— article 89 : adopté.

Article 90 (*réalisation de la cession*) : amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 90, ainsi modifié : adopté.

Article 91 (*aliénation ou location-gérance*) : amendement n° 218 de la commission des affaires culturelles (prix de la cession) (p. 1325) ; amendement n° 219 de la commission des affaires culturelles (établissement par le tribunal de la liste des éléments indispensables à l'exploitation) : rejetés ; amendement n° 500 de M. Claude Wolff (garanties offertes par le cessionnaire) : adopté ; amendement n° 412 du Gouvernement (annulation à la demande de l'intéressé de tout acte passé en violation des dispositions du présent article) (p. 1326) : adopté ;
— article 91, ainsi modifié : adopté.

Article 92 (*administrateur* ad hoc) : adopté.

Article 93 (*exigibilité des dettes non échues*) : amendement n° 72 de la commission (référence au plan de cession totale de l'entreprise) : adopté ;
— article 93, ainsi modifié : adopté.

Article 94 (*répartition du prix de cession*) : amendement n° 413 du Gouvernement (prononcé de la clôture des opérations par le tribunal) ; amendement n° 73 de la commission : retiré ; amendement n° 413 : adopté ;
— article 94, ainsi modifié : adopté.

Article 95 (*répartition du prix de cession*) : amendement n° 343 de M. Jean Foyer (affectation d'une part du prix déterminé à dire d'expert, à chacun des biens grevés d'un privilège spécial, d'un nantissement ou d'une hypothèque) ; notion de « quote-part du prix » (p. 1327) ;
— article 95 : réservé.

Article 96 (*le contrat de location-gérance*) : amendement n° 76 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 550 de M. Gilbert Gantier (maintien et création d'emplois sains et durables) ; amendement n° 344 de M. Serge Charles (objectif de maintien de l'activité et sauvegarde de l'emploi) ; amendement n° 77 : adopté ; amendements n° 550 et n° 344 : devenus sans objet ;
— article 96, ainsi modifié : adopté.

Article 97 (*le contrat de location-gérance*) (p. 1328) : amendement n° 345 de M. Serge Charles (condition d'ouverture d'une nouvelle procédure de règlement judiciaire) ; amendement n° 551 de M. Gilbert Gantier (précisant qu'une nouvelle procédure de règlement judiciaire ne peut tendre qu'à la cession ou à la liquidation) : rejetés ;
— article 97 : adopté.

Article 98 (*le contrat de location gérance*) : adopté.

Article 99 (*l'obligation d'acquérir au terme de la location gérance*) : amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 346 et n° 347 de M. Serge Charles : devenus sans objet ;
— article 99, ainsi modifié : adopté.

Article 100 (*l'obligation d'acquérir au terme de la location gérance*) : amendement n° 348 de M. Jean Foyer (de suppression) (p. 1329) ; possibilité pour le locataire gérant de dégager sa responsabilité en cas de force majeure : rejeté ; amendement n° 349 de M. Serge Charles (supprimant le premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 552 de M. Gilbert Gantier (obligation pour le locataire gérant d'assumer le passif né de sa gestion de l'entreprise louée) : rejeté ; amendement n° 79 de la commission (de coordination) (p. 1330) : adopté ; amendement n° 350 de M. Serge Charles (rédactionnel) : devenu sans objet ;
— article 100, ainsi modifié : adopté.

Article 95 (*précédemment réservé*) : rappel des termes de l'amendement n° 343 de M. Jean Foyer ; amendement n° 578 du Gouvernement (affectation de la quote-part du prix par l'administrateur assisté éventuellement d'un expert) ; amendement n° 343 : rejeté ; amendement n° 578 : adopté ; amendement n° 414 du Gouvernement (transmission de la charge du nantissement au cessionnaire) (p. 1331) : adopté après rectification ; amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 75 de la commission (supprimant les mots : « au titre de leur sûreté » dans le second alinéa de cet article) : adopté ;
— article 95, ainsi modifié : adopté.

Chapitre III : *le patrimoine de l'entreprise.*

Section I : *vérification et admission des créances.*

Avant l'article 101 : amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) (p. 1337) : adopté.

Article 101 (*absence de vérification de certaines créances*) : amendement n° 81 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 101, ainsi modifié : adopté.

Article 102 (*procédure d'admission*) : adopté.

Article 103 (*procédure d'admission*) : amendement n° 351 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 415 du Gouvernement (mise en cause de l'administrateur) ; amendement n° 83 de la commission (référence au créancier et au débiteur) ; amendement n° 83 : retiré ; amendement n° 415 : adopté ; amendement n° 84 de la commission (sanction du créancier n'ayant pas répondu à temps) : adopté ;
— article 103, ainsi modifié : adopté.

Article 104 (*recours contre les décisions du juge commissaire*) (p. 1338) : amendement n° 85 de la commission (possibilité pour le débiteur de contester les décisions d'admission d'une créance) : adopté ; amendement n° 416 du Gouvernement (personne pouvant former un recours contre la décision du juge commissaire) : adopté ; amendement n° 86 de la commission (possibilité pour le débiteur d'être admis à diligenter une procédure de contestation de créance) ; amendement n° 417 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 417 : retiré ; amendement n° 86 : adopté après correction ; amendement n° 87 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 104, ainsi modifié : adopté.

Article 105 (*état des décisions d'admission, de rejet ou d'incompétence du juge commissaire*) : amendements identiques n° 88 de la commission et n° 352 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 89 de la commission (publicité de la date de dépôt au greffe des décisions du juge commissaire) (p. 1339) : retiré ; amendement n° 90 de la commission (réclamation contre les décisions du juge commissaire relatives à l'admission des créances) : adopté ;
— article 105, ainsi modifié : adopté.

Article 106 (*décision d'incompétence intervenue en application du deuxième alinéa de l'article* 104 *du présent projet de loi*) : amendement n° 91 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 418 du Gouvernement (suppression des mots « par le créancier ») ; sous-amendement : adopté ; amendement n° 91 ainsi modifié : adopté ;
— article 106, ainsi modifié : adopté.

Article 107 (*possibilité pour le juge commissaire de statuer en dernier ressort*) : amendement n° 92 de la commission (référence aux décisions figurant à la section I du chapitre III du présent titre) : adopté ;
— article 107, ainsi modifié : adopté.

Article 108 (*contestation des créances fiscales et douanières*) : adopté.

Section II : *nullité de certains actes.*

Article 109 (*nullité de certains actes accomplis pendant la période suspecte*) (p. 1340) : amendement n° 554 de M. Gilbert Gantier (référence à une inopposabilité au créancier) ; amendement n° 553 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (référence à une annulation dans l'intérêt de l'entreprise) ; impossibilité de rétablir la notion d'inopposabilité au créancier ; suppression de la notion de masse : rejetés ; amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 419 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 94 de la commission (point de départ de la période visée au dernier alinéa de cet article) ; suppression des « périodes mortes » (p. 1341) ; notion d'acte à titre gratuit : adopté ; amendement n° 353 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (annulation des actes à titre gratuit après que le tribunal se soit assuré que les parties étaient conscientes de la précarité de la situation de l'entreprise) ; volonté frauduleuse : rejeté ;
— article 109, ainsi modifié : adopté.

Article 110 (*paiements pour dettes échues effectués après la date de départ de la période suspecte*) : amendement n° 95 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 420 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;
— article 110, ainsi modifié : adopté.

Article 111 (*validité du paiement des effets de commerce*) : amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 111, ainsi modifié : adopté.

Article 112 (*exercice de l'action en nullité*) : amendement n° 555 de M. Gilbert Gantier (action en inopposabilité) : devenu sans objet (p. 1342) ; amendement n° 97 de la commission (exercice de cette action par l'administrateur ou le représentant des créanciers) : adopté ;
— article 112, ainsi modifié : adopté.

Section III : *droits du conjoint.*

Article 113 (*établissement de la consistance des biens personnels du conjoint*) : adopté.

Article 114 (*charge de la preuve*) : adopté.

Article 115 (*reprises faites en application de l'article 113 du présent projet de loi*) : amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 115, ainsi modifié : adopté.

Article 116 (*interdiction de toute action au conjoint pendant la procédure du règlement judiciaire*) : amendement n° 99 de la commission (cas dans lequel l'acquisition de la qualité de commerçant est postérieure au mariage) ; amendement n° 220 de la commission des affaires culturelles soutenu par M. Michel Coffineau (de coordination) : devenu sans objet ; amendement n° 99 : adopté ;
— article 116, ainsi modifié : adopté.

Section IV : *droits du vendeur de meubles et revendications.*

Article 117 (*délai pour agir*) : adopté.

Article 118 (*exercice des actions en revendication*) : amendement n° 100 de la commission (suppression d'une redondance) (p. 1343) : adopté ;
— article 118, ainsi modifié : adopté.

Article 119 (*protection du vendeur en cas de résolution de la vente*) : amendement n° 101 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 354 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (revendication étendue au défaut de paiement du prix) : rejeté ;
— article 119, ainsi modifié : adopté.

Article 120 (*revendication des marchandises en cours de route*) : adopté.

Article 121 (*protection du vendeur qui ne s'est pas encore dessaisi*) : adopté.

Article 122 (*revendication des effets de commerce*) : adopté.

Article 123 (*revendication des marchandises vendues avec une clause de réserve de propriété*) : amendement n° 556 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (rédactionnel) ; problème des marchandises consignées : rejeté ; amendement n° 557 de M. Gilbert Gantier (suppression de la neutralisation de la clause de réserve de propriété pendant la durée de la période d'observation) ; amendement n° 102 de la commission (protection des fournisseurs) (p. 134) ; contenu de la clause de réserve de la propriété ; amendement n° 557 : retiré ; amendement n° 102 : adopté ; amendement n° 383 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (revendication sur des marchandises se trouvant dans les bâtiments de l'entreprise en difficulté) : rejeté ;
— article 123, ainsi modifié : adopté (p. 1345).

Article 124 (*revendication du prix*) : adopté.

Chapitre IV : *règlement des créances résultant du contrat de travail.*

Section I : *vérification des créances.*

Article 125 (*établissements du relevé des créances*) : intervention des salariés des comités d'entreprise ou des délégués du personnel ; risque de multiplication des conflits : amendement n° 355 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (établissement du relevé des créances par le représentant des salariés) : rejeté ; amendement n° 103 de la commission (association de l'A. G. S. au contrôle des relevés des créances salariales) (p. 1346) : adopté ; amendement n° 221 de la commission des affaires culturelles soutenu par M. Michel Coffineau (mesure de publicité concernant le relevé des salariés) ; refus des lois Auroux par l'opposition : rejeté ; amendement n° 356 de M. Serge Charles : devenu sans objet ; amendement n° 104 de la commission (possibilité pour le salarié dont la créance ne figure pas sur le relevé d'appeler l'A.G.S. à l'instance) : adopté ;
— article 125, ainsi modifié : adopté.

Article 126 (*poursuite des instances en cours devant la juridiction prud'homale en présence des représentants des créanciers*) : amendement n° 357 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (de précision) : devenu sans objet ; amendement n° 516 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 358 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (référence à l'A.G.S.) (p. 1347) : rejeté ;
— article 126, ainsi modifié : adopté.

Article 127 (*refus par l'A.G.S. de prendre en charge le règlement d'une créance*) : amendement n° 105 de la commission (fixation des modalités d'information du représentant des créanciers par l'A.G.S.) : adopté ; amendements n°s 359 et 360 de M. Serge Charles : devenus sans objet ; amendement n° 361 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (de précision) : rejeté ;
— article 127, ainsi modifié : adopté.

Article 128 (*litige soumis au conseil de prud'hommes*) : adopté.

Section II : *privilège des salariés.*

Article 129 (*créance résultant d'un contrat de travail*) : adopté.

Après l'article 129 : amendement n° 206 de M. Edmond Garcin soutenu par M. Paul Chomat (créances du comité d'entreprise) ; amendement n° 207 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Paul Chomat (même objet) : rejetés (p. 1348).

Article 130 (*condition de paiement des créances des salariés*) : amendement n° 362 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 363 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (mise en cause des A.G.S.) : adopté ;
— article 130, ainsi modifié : adopté.

Section III : *garantie du paiement des créances résultant du contrat de travail.*

Article 131 (*modification de la numérotation de plusieurs articles du code du travail*) : adopté.

Article 132 (*extension du régime de garantie des créances salariales*) : suppression de l'obligation faite aux salariés de produire leurs créances (p. 1349) ; nécessité d'accroître les interventions de l'A.G.S. ; amendement n° 106 de la commission (de coordination) ; amendement n° 222 de la commission des affaires culturelles soutenu par Mme Eliane Provost (de conséquence) ; amendement n° 106 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 222 devient sans objet ; amendement n° 421 du Gouvernement (suppression d'une référence au licenciement) : adopté ; amendement n° 422 du Gouvernement (possibilité pour l'employeur ou le liquidateur de demander le licenciement) : adopté ; amendement n° 517 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 132, ainsi modifié : adopté.

Article 133 (*délais d'établissement du relevé des créances de salaires et délais de versement par l'A.G.S. des sommes dues aux salariés*) (p. 1350) : amendement n° 364 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (référence au représentant des salariés ou des créanciers) : devenu sans objet ; amendement n° 365 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 107 de la commission (précisant que le représentant des créanciers reverse immédiatement aux salariés les sommes reçues sous le contrôle du représentant des salariés) : adopté après rectification ; amendement n° 384 de M. Serge Charles : devenu sans objet ; amendement n° 108 de la commission (de correction) (p. 1351) : adopté ;
— article 133, ainsi modifié : adopté.

Article 134 (*conditions de remboursement à l'A.G.S. des sommes avancées*) : adopté.

Article 135 (*protection des travailleurs étrangers*) : adopté.

Article 136 (*remboursement des sommes avancées par l'A.G.S.*) : amendement n° 423 du Gouvernement (référence aux salariés) ; nécessité de préciser que le mécanisme des avances versées par l'A.G.S. ne joue qu'en faveur des salariés : adopté ; amendement n° 424 du Gouvernement (privilèges des indemnités de licenciement) : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 109 de la commission devient sans objet ;
— article 136, ainsi modifié : adopté.

Titre II : *procédures simplifiées applicables à certaines entreprises.*

Article 137 (*champ d'application de la procédure simplifiée*) : application du régime simplifié à la très grande majorité des entreprises ; obligation de recourir à un commissaire aux comptes ; rôle prépondérant du juge commissaire dans le régime simplifié (p. 1352) ; refus de laisser les petits chefs d'entreprise livrés à la bureaucratie judiciaire ; amendement n° 110 de la commission (liste des entreprises « bénéficiant » de la procédure simplifiée) : adopté ;
— article 137, ainsi modifié : adopté.

Article 138 (*application éventuelle de la procédure du titre Ier du présent projet de loi*) : amendement n° 111 de la commission (de précision) (p. 1353) : adopté ; amendement n° 112 de la commission (non-allongement de la période d'observation) : adopté ;
— article 138, ainsi modifié : adopté.

Chapitre Ier : *la procédure d'observation.*

Section I : *effets du jugement d'ouverture.*

Article 139 (*organes de la procédure*) : amendement n° 113 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 114 de la commission (possibilité pour le tribunal de désigner un juge appartenant à une juridiction proche du domicile du débiteur) : adopté ; amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 223 de la commission des affaires culturelles soutenu par Mme Eliane Provost (modification d'une référence) (p. 1354) ; adopté ;
— article 139, ainsi modifié : adopté.

Article 140 (*durée de la phase d'enquête*) : suppression de l'intervention automatique d'un administrateur ; possibilité de renouveler une fois la période de quinze jours ; amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 140, ainsi modifié : adopté (p. 1355).

Article 141 (*poursuite de l'activité pendant la phase d'enquête*) : amendement n° 366 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 558 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (dessaisissement du débiteur) ; amendement n° 117 de la commission (assistance du débiteur par l'administrateur) ; nécessité pour le débiteur de rester à la tête de l'entreprise et d'élaborer un plan de redressement à l'aide du juge commissaire (p. 1356) ; amendement n° 558 : rejeté ; amendement n° 117 : adopté ; amendement n° 425 du Gouvernement (situation en cas d'absence d'administrateur) ; amendement n° 118 de la commission (suppression de la première phrase du second alinéa de cet article) : adoptés ;
— article 141, ainsi modifié : adopté.

Article 142 (*décision du tribunal au terme de l'enquête*) : amendement n° 367 de M. Serge Charles, soutenu par M. Pierre Bachelet (rédactionnel) : adopté ;
— article 142, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 142 : amendement n° 502 de M. Claude Wolff, soutenu par M. Gilbert Gantier (possibilité de mettre l'entreprise en location gérance) (p. 1357) : rejeté (p. 1358).

Section II : *élaboration du plan de continuation ou de cession de l'entreprise.*

Article 143 (*élaboration du plan de redressement*) : amendement n° 120 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 503 de M. Pascal Clément soutenu par M. Gilbert Gantier (assistance du débiteur par l'administrateur) ; amendement n° 559 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendements n° 503 et n° 559 : retirés ; amendement n° 120 : adopté ; amendement n° 518 de la commission (information des représentants du personnel) : adopté ;
— article 143, ainsi modifié ; adopté.

Article 144 (*offres d'acquisition*) (p. 1361) : amendement n° 121 de la commission (contrôle du juge commissaire sur les offres reçues) : adopté ;
— article 144, ainsi modifié : adopté.

Article 145 (*jugement du tribunal sur le Plan*) : amendement n° 122 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 145, ainsi modifié : adopté.

Article 146 (*cessation de l'activité, liquidation*) : amendement oral de M. Gérard Gouzes, rapporteur (de coordination) : adopté ;
— article 146, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II : *exécution du plan d'entreprise.*

Avant l'article 147 : amendement n° 123 de la commission (modifiant l'intitulé de ce chapitre : exécution du plan de redressement de l'entreprise) : adopté.

Article 147 (*cession sans location gérance*) : amendement n° 368 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) ; interdiction faite au tribunal de consentir une location gérance ; restriction des droits de celui-ci : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé (p. 1362).

Article 148 (*mise en œuvre du Plan*) : problème de l'absence d'administrateur ; amendement n° 426 du Gouvernement (référence au commissaire à l'exécution du Plan) : adopté ;
— article 148, ainsi modifié : adopté.

Titre III : *la liquidation d'entreprise.*

Chapitre Ier : *statut du liquidateur.*

Avant l'article 149 : amendement n° 124 de la commission (modification rédactionnelle de ce titre) : adopté.

Article 149 (*nomination et rôle du liquidateur*) : amendement n° 385 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (possibilité de prononcer immédiatement la liquidation des biens) ; amendement n° 125 de la commission (possibilité pour le tribunal de désigner comme représentant des créanciers une personne non inscrite sur la liste des mandataires-liquidateurs) (p. 1363) ; nécessité de favoriser la naissance d'une profession de mandataires liquidateurs indépendante de celle de liquidateurs ; importance du nombre des procédures en cours ; amendement n° 385 : rejeté ; amendement n° 125 : adopté ;
— article 149, ainsi modifié : adopté.

Article 150 (*incompatibilités*) : adopté.

Article 151 (*information des autorités judiciaires*) : amendement n° 127 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 151, ainsi modifié : adopté.

Article 152 (*dépôt des sommes reçues à la Caisse des dépôts et consignations*) : amendement n° 504 de M. Claude Wolff soutenu par M. Germain Gengenwin (taux d'intérêt versé) : rejeté ; amendement n° 128 de la commission (taux d'intérêt dû par le liquidateur en cas de retard) (p. 1364) ; adopté ;
— article 152, ainsi modifié : adopté.

Article 153 (*dessaisissement du débiteur*) : amendement n° 129 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 153, ainsi modifié : adopté.

Article 154 (*maintien de l'activité pour les besoins de la liquidation*) : amendement n° 505 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) : rejeté ; amendement n° 208 de M. Edmond Garcin soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (portant de trois à six mois et rendant renouvelable la période de maintien en activité) : rejeté ; amendement n° 506 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (maintien en fonction du débiteur ou de l'administrateur) (p. 1365) : rejeté ; amendement n° 506 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (maintien en fonction du débiteur ou de l'administrateur) (p. 1365) : rejeté ; amendement n° 130 de la commission (possibilité pour l'administrateur de se faire remettre par le liquidateur les sommes nécessaires à la poursuite de l'activité) : adopté ;
— article 154, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 154 : amendement n° 386 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (cas de la sous-traitance) : devenu sans objet.

Chapitre II : *réalisation de l'actif.*

Article 155 (*vente des immeubles*) : amendement n° 131 de la commission (de suppression) ; risque de spoliation ; utilisation de la procédure de vente des biens de mineurs en tutelle ; fixation actuelle de la mise à prix par le créancier (p. 1366) ; amendement n° 427 du Gouvernement (organisation des ventes publiques d'immeubles aux enchères dans les conditions prévues pour les ventes des immeubles appartenant à des mineurs en tutelle) ; réforme nécessaire de la saisie immobilière ; opinion du garde des sceaux selon laquelle l'argumentation de M. Raymond Forni est contradictoire ; lenteur de la procédure actuelle (p. 1367) ; amendement n° 524 de M. Gérard Gouzes, à titre personnel (précisant que les ventes d'immeubles ont lieu aux enchères publiques suivant les formes prescrites en matière

de saisie immobilière) ; sous-amendement n° 579 de M. Gilbert Gantier (siège de la juridiction où la vente aura lieu) ; sous-amendement n° 580 de M. Gilbert Gantier (vente de gré à gré) ; opinion du rapporteur selon laquelle le Gouvernement propose de remplacer un mal par un autre mal plus grave ; inconvénient de l'actuelle saisie immobilière ; importance des frais de publicité ; amendement n° 131 : adopté (p. 1368) ;

— en conséquence, cet article est supprimé et les amendements n°s 427 et 424 deviennent sans objet.

Article 156 (*vente des unités de production*) : interdiction faite aux parents et alliés des dirigeants sociaux de reprendre une entreprise lorsqu'elle est à vendre ; amendement n° 560 de M. Gilbert Gantier (branches autonomes d'activité) : rejeté ; amendement n° 428 du Gouvernement (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) (p. 1369) : adopté ; amendement n° 132 de la commission (évaluation de chaque élément) : retiré ; amendement n° 133 de la commission (conditions dans lesquelles un parent du chef d'entreprise peut se porter acquéreur de celle-ci) ; nécessité de ne pas pénaliser la famille : adopté ; amendement n° 519 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 134 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 570 du Gouvernement (cession ordonnée par le juge commissaire) (p. 1370) : adopté ; amendement n° 429 du Gouvernement (affectation d'une quote-part du prix de cession à chacun des biens cédés pour la répartition du prix) : adopté ;

— article 156, ainsi modifié : adopté.

Article 157 (*vente des biens meubles*) ; amendement n° 575 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 157, ainsi modifié : adopté.

Article 158 (*vente des archives du débiteur*) : amendement n° 135 de la commission (destruction des archives) : adopté ;

— article 158, ainsi modifié : adopté.

Article 159 (*compromis et transactions*) : adopté.

Article 160 (*droits du créancier gagiste*) : amendement n° 136 de la commission (droit de rétention) : adopté ;

— article 160, ainsi modifié : adopté (p. 1371).

Chapitre II : *l'apurement du passif.*

Section I : *le règlement des créanciers.*

Article 161 (*déchéance du terme*) : amendement n° 369 de M. Serge Charles, soutenu par M. Georges Tranchant (précisant que le jugement qui prononce la liquidation rend exigibles les créances non échues) : rejeté ; amendement n° 370 de M. Serge Charles, soutenu par M. Georges Tranchant (créance exprimée en monnaie étrangère) : adopté ;

— article 161, ainsi modifié : adopté.

Article 162 (*exercice des poursuites individuelles par les créanciers titulaires de sûreté*) : atteinte portée à la crédibilité du crédit ; situation des créanciers à long terme ; importance du crédit pour la vie du commerce ; charge financière du renflouement de l'entreprise pesant sur les créanciers (p. 1372) ; risque d'accélérer la perte de l'entreprise en difficulté et de provoquer des faillites en chaîne chez les sous-traitants ; introduction de la méfiance et de la suspicion des créanciers dès les premiers signes de faiblesse du débiteur ;

— article 162 : adopté.

Article 163 (*règles de distribution des sommes provenant de la vente des biens du débiteur*) : amendement n° 137 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 163, ainsi modifié : adopté.

Article 164 (*droits des créanciers hypothécaires*) (p. 1373) : adopté.

Article 165 (*droits des créanciers privilégiés*) : adopté.

Article 166 (*créanciers titulaires d'un nantissement et créanciers gagistes*) : amendement n° 138 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 166, ainsi modifié : adopté.

Article 167 (*répartition du montant de l'actif*) : risque de léser les créanciers chirographaires ; amendement n° 371 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (principe de la priorité des créanciers munis de sûretés dans la répartition des sommes provenant de la vente des biens) : rejeté ;

— article 167, ainsi modifié : adopté (p. 1374).

Section II : *clôture des opérations de liquidation.*

Article 168 (*décision du tribunal*) : amendement n° 139 de la commission (distinction entre la clôture pour extinction du passif et la clôture pour insuffisance d'actif) : adopté ;

— article 168, ainsi modifié : adopté.

Article 169 (*reddition des comptes par le liquidateur*) : amendement n° 140 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 169, ainsi modifié : adopté.

Article 170 (*effets de la clôture pour insuffisance d'actif*) : amendement n° 387 de M. Serge Charles soutenu par M. Georges Tranchant (recouvrement du droit de poursuite individuelle des créanciers) ; amendement n° 142 de la commission (reprise des poursuites individuelles contre les débiteurs en cas de faute de gestion du débiteur constatée par le tribunal) ; sous-amendement n° 431 du Gouvernement (de précision) (p. 1375) ; amendement n° 367 : rejeté ; sous-amendement n° 431 : adopté ; amendement n° 141, ainsi modifié : adopté ;

— article 170, ainsi modifié : adopté.

Article 171 (*réouverture de la procédure clôturée pour insuffisance d'actif*) : amendement n° 142 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 171, ainsi modifié : adopté.

Titre IV : *voies de recours.*

Article 172 (*recours contre les décisions d'ouverture de la procédure et les décisions prononçant la liquidation, arrêtant ou rejetant le plan de continuation*) : amendement n° 143 de la commission (décision statuant sur l'ouverture) : adopté ; amendement n° 144 de la commission (suppression d'une virgule) : adopté ; amendement n° 145 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 146 de la commission (cas dans lequel la cour d'appel n'a pas statué au fond) ; sous-amendement n° 432 du Gouvernement (cas dans lequel la cour d'appel n'a pas statué au fond dans les deux mois suivant le prononcé du jugement) (p. 1376) ; sous-amendement n° 432 : adopté ; amendement n° 146, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 433 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 172, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 172 : amendement n° 434 du Gouvernement (précisant que les décisions arrêtant le plan de continuation ne sont pas susceptibles de tierce opposition) : adopté.

Article 173 (*décisions non susceptibles de recours*) : adopté.

Article 174 (*décision susceptible d'un appel du procureur de la République*) : amendement n° 147 de la commission (jugements statuant sur la durée de la période d'observation) : adopté ; amendement n° 148 de la commission (procédure devant la cour d'appel) : adopté ;

— article 174, ainsi modifié : adopté (p. 1377).

Après l'article 174 : amendement n° 435 du Gouvernement (pourvoi en cassation pour défaut de communication ouvert au ministère public) ; nécessité de mettre fin au détournement de procédure : adopté.

Article 175 (*recours contre les jugements arrêtant ou rejetant le plan de cession de l'entreprise*) : amendement n° 149 de la commission (regroupement des articles 175 et 176 du présent projet de loi) : adopté ;

— article 175, ainsi modifié : adopté.

Article 176 (*appel contre les jugements*) : amendement n° 150 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé et l'amendement n° 372 de M. Serge Charles devient sans objet.

Article 177 (*appel du cessionnaire*) : adopté.

Article 178 (*recours contre les décisions de modification du Plan*) : amendement n° 389 de M. Serge Charles (référence au commissaire à l'exécution du Plan) (p. 1378) : rejeté ; amendement n° 151 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 178, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 178 : amendement n° 152 de la commission (élargissant la règle imposant à la cour de statuer dans les deux mois de l'appel à tous les cas d'appel visés aux articles 174, 175, 177 et 178 du présent projet de loi) ; sous-amendement n° 436 du Gouvernement (référence à l'article 178, alinéa 2) ; sous-amendement n° 437 du Gouvernement (appel suivant le prononcé du jugement) ; sous-amendement n° 436 : retiré ; sous-amendement n° 437 : adopté ; amendement n° 152, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 438 du Gouvernement (ouverture d'une nouvelle période d'observation) : adopté.

Articles 179 à 185, réservés à la demande du Gouvernement ; réserve des articles 179 à 185 levée à la demande du Gouvernement (p. 1379).

Titre V : *dispositions particulières aux personnes morales et à leurs dirigeants.*

Article 179 (*règlement judiciaire des associés indéfiniment et solidairement responsables du passif social*) : adopté.

Article 180 (*domaine d'application des mesures patrimoniales*) : amendement n° 507 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (référence à des personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique) : adopté ;

— article 180, ainsi modifié : adopté.

Article 181 (*action en comblement du passif*) : responsabilité de cette action ; responsabilité du chef d'entreprise ; problème de la responsabilité des dirigeants lorsque le préjudice subi par les créanciers peut être directement relié à l'action de ses dirigeants au sein de l'entreprise (p. 1380) ; notion de faute de gestion ; présomption de responsabilité existant dans la loi du 13 juillet 1967 à l'encontre des petits entrepreneurs ; amendement n° 390 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (adéquation de la responsabilité au préjudice) ; amendement n° 571 du Gouvernement (qualification de la faute de gestion) ; amendement n° 561 de M. Gilbert Gantier (contribution d'un dirigeant à une faute de gestion) ; suppression de la présomption de faute (p. 1381) ; problème de la qualification de la faute de gestion ; amendement n° 561 : retiré ; amendement n° 390 : rejeté ; amendement n° 571 : adopté (p. 1382) ; amendement n° 391 de M. Serge Charles (prolongation de la période d'observation) ; notion de faute caractérisée ; rejeté ; amendements identiques n° 572 du Gouvernement et n° 373 de M. Serge Charles (portant à trois ans la prescription de l'action dans le domaine de la responsabilité des dirigeants de sociétés) : adoptés (p. 1386) ; amendement n° 520 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 153 de la commission (point de départ du délai de prescription) : adopté ; amendement n° 374 de M. Serge Charles (de précision) : rejeté ; amendement n° 154 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 439 du Gouvernement (rédactionnel) ; amendement n° 439 : retiré ; amendement n° 154 : adopté ;

— article 181, ainsi modifié, adopté au scrutin public.

Après l'article 181 : amendement n° 235 de M. Jean-Jacques Barthe (fixation d'un délai de prescription inférieur à celui du droit commun) (p. 1388) ; affaire Peugeot-Talbot ; responsabilité de la société mère ; rejeté.

Article 182 (*règlement judiciaire des dirigeants condamnés au paiement du passif social*) : adopté.

Article 183 (*règlement judiciaire des dirigeants fautifs*) : amendement n° 562 de M. Gilbert Gantier (suppression du 6e alinéa (5°) de cet article) (p. 1388) ; tenue de comptabilité irrégulière comme cas de banqueroute simple ; rejeté ; amendement n° 155 de la commission (délai de prescription fixé à 5 ans) ; sous-amendement n° 573 du Gouvernement (fixation du délai de prescription à trois ans) ; sous-amendement n° 573 : adopté ; amendement n° 155, ainsi modifié : adopté ;

— article 183, ainsi modifié : adopté.

Article 184 (*saisine du tribunal*) : amendement n° 224 de la commission des affaires culturelles soutenu par M. Michel Coffineau (référence aux représentants des salariés) : rejeté ;

— article 184 : rejeté (p. 1389).

Article 185 (*information du tribunal*) : amendement n° 508 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (personnes susceptibles d'obtenir communication ou information relative à la situation patrimoniale des chefs d'entreprise en difficulté) ; refus de la présomption de responsabilité ; rejeté ; amendement n° 509 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (recherche concernant les actes de gestion) (p. 1390) : rejeté ;

— article 185 ; adopté.

Titre VI : *faillite personnelle et autres mesures d'interdiction.*

Article 186 (*domaine d'application*) : amendement n° 156 de la commission (de coordination) ; amendement n° 225 de la commission des affaires culturelles soutenu par M. Michel Coffineau (de précision) ; amendement n° 225 : retiré ; amendement n° 156 : adopté ;

— article 186, ainsi modifié : adopté.

Article 187 (*effets de la faillite personnelle*) : amendement n° 510 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (interdiction consécutive à la faillite personnelle) ; nécessité de permettre à un failli de diriger une association régie par la loi de 1901 (p. 1391) ; sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 510, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 157 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 187, ainsi modifié : adopté.

Article 188 (*cas de faillite personnelle*) : amendement n° 158 de la commission (de coordination) ; amendement n° 226 de la commission des affaires culturelles soutenu par M. Michel Coffineau (de précision) : retiré ; amendement n° 158 : adopté ;

— article 188, ainsi modifié : adopté.

Article 189 (*faillite d'une personne morale*) : adopté.

Article 190 (*faillite des dirigeants sociaux, commerçants et artisans*) (p. 1392) : amendement n° 511 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (référence à une personne ayant fait payer un créancier au préjudice des autres créanciers) ; amendement n° 582 de M. Gilbert Gantier (même objet) : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 511 devient sans objet ; amendement n° 574 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 190, ainsi modifié : adopté.

Article 191 (*faillite d'un dirigeant à la charge duquel une partie du passif social a été mis*) : amendement n° 159 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 191, ainsi modifié : adopté.

Article 192 (*personne pouvant saisir le tribunal*) : adopté.

Article 193 (*interdiction de gérer*) (p. 1393) : amendement n° 160 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 193, ainsi modifié : adopté.

Article 194 (*privation du droit de vote et cession des actions*) : adopté.

Article 195 (*incapacité d'exercer une fonction publique élective*) : adopté.

Article 196 (*durée de la faillite personnelle et de l'interdiction de gérer*) : amendement n° 161 de la commission (point de départ de la durée de l'inégibilité) : adopté ; amendement n° 162 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 196, ainsi modifié : adopté.

Titre VII : *banqueroute et autres infractions.*

Chapitre Ier : *banqueroute.*

Article 197 (*domaine d'application*) : amendement n° 163 de la commission (cas des artisans) ; amendement n° 227 de la commission des affaires culturelles (même objet) (p. 1394) ; amendement n° 163 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 227 devient sans objet ; amendement n° 164 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 165 de la commission (personne ayant liquidé une entreprise) : adopté ; amendement n° 512 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) : adopté ; amendement n° 166 de la commission (cas des personnes physiques représentant des personnes morales dirigeant d'autres personnes morales) : adopté ;

— article 197, ainsi modifié : adopté.

Article 198 (*cas de banqueroute*) : adopté.

Article 199 (*peines applicables aux personnes coupables de banqueroute*) : adopté.

Article 200 (*complices de banqueroute*) : amendement n° 521 de la commission (cas des artisans) ; amendement n° 228 de la commission des affaires culturelles (même objet) (p. 1395) ; amendement n° 521 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 228 devient sans objet ;
— article 200, ainsi modifié : adopté.

Article 201 (*agent de change reconnu coupable de banqueroute*) : amendement n° 167 de la commission (montant des amendes) : adopté ;
— article 201, ainsi modifié : adopté.

Article 202 (*sanction accessoire de la faillite personnelle*) : amendement n° 168 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 202, ainsi modifié : adopté.

Article 203 (*relèvement des déchéances et interdiction prononcée par les juridictions répressives*) : amendement n° 440 du Gouvernement (possibilité pour la juridiction répressive de relever le condamné des incapacités découlant de sa décision pénale) : amendement n° 169 de la commission (référence à l'inégibilité) ; amendement n° 170 de la commission (de précision) ; amendements n° 169 et n° 170 : retirés ; amendement n° 440 : adopté ; amendement n° 513 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) (p. 1396) : rejeté ;
— article 203, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II : *autres infractions.*

Article 204 (*infractions commises pendant la période d'observation ou celle d'exécution du plan de redressement de l'entreprise*) : amendement n° 522 de la commission (cas des artisans) ; amendement n° 229 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; amendement n° 522 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 229 devient sans objet ; amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 172 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 173 de la commission (cas des tiers) : adopté ;
— article 204, ainsi modifié : adopté.

Article 205 (*infractions commises par des tiers*) (p. 1397) : amendements n° 174 et n° 175 de la commission (rédactionnels) : adoptés ;
— article 205, ainsi modifié : adopté.

Article 206 (*infractions commises par des proches du débiteur*) : adopté.

Article 207 (*réintégration dans le patrimoine de l'entreprise des biens soustraits*) : amendement n° 176 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 207, ainsi modifié : adopté.

Article 208 (*malversations*) : exception faite pour les contrôleurs et les représentants des salariés ; création d'une S. C. O. P. (p. 1398) ; amendement n° 177 de la commission (étendant l'incrimination de malversation aux cas dans lesquels une personne participant à la procédure pourrait tirer profit d'un bien du débiteur qui lui serait prêté ou loué) ; abus de confiance aggravé : adopté ; amendement n° 178 de la commission (nullité de l'acquisition) : adopté ;
— article 208, ainsi modifié : adopté.

Article 209 (*infractions imputables aux créanciers*) : adopté.

Après l'article 209 : amendement n° 179 de la commission (opération de dissimulation ou de détournement du patrimoine effectué par des dirigeants sociaux) : adopté.

Chapitre III : *règles de procédure.*

Article 210 (*prescription de l'action publique*) : adopté.

Article 211 (*exercice de l'action publique*) : amendement n° 581 du Gouvernement (suppression de la voie de la citation directe) : adopté ; amendements identiques n° 180 de la commission et n° 230 de la commission des affaires culturelles, soutenu par M. Michel Coffineau (possibilité pour les représentants des salariés d'engager des poursuites pénales) (p. 1399) : adoptés ;
— article 211, ainsi modifié : adopté.

Article 212 (*remise au ministère public des actes et documents détenus par l'administrateur ou le liquidateur*) : adopté.

Article 213 (*frais de poursuite*) : amendement n° 583 du Gouvernement (de conséquence) (p. 1400) : adopté ;
— article 213, ainsi modifié : adopté.

Article 214 (*publication des jugements et arrêts de condamnation*) : adopté.

Titre VIII : *dispositions diverses.*

Article 215 (*avances de frais de procédure par le Trésor public*) : amendement n° 181 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 182 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 183 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 215, ainsi modifié : adopté.

Article 216 (*sanctions de la violation des interdictions résultant de la faillite personnelle ou de l'interdiction de gérer une entreprise*) : adopté.

Article 217 (*échéance du terme*) : adopté.

Après l'article 217 : amendement n° 441 du Gouvernement (suppression du paragraphe VII de l'article 1844-7 du code civil) ; survivance de la personnalité morale de l'entreprise à des fins de liquidation : adopté (p. 1401).

Article 218 (*dispositions d'harmonisation relatives au casier judiciaire*) : amendement n° 184 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 218, ainsi modifié : adopté.

Article 219 (*code électoral : dispositions d'harmonisation*) : adopté.

Article 220 (*code des assurances : dispositions d'harmonisation*) : amendement n° 442 du Gouvernement (de coordination) (p. 1402) ; amendement n° 443 du Gouvernement (de conséquence) : adoptés ;
— article 220, ainsi modifié : adopté.

Article 221 (*dispositions d'harmonisation insérées dans le code du travail*) : amendement n° 185 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 186 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 221, ainsi modifié : adopté.

Article 222 (*consultation du comité d'entreprise*) : amendement n° 187 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 563 de M. Charles Millon, soutenu par M. Gilbert Gantier (information du comité d'entreprise et des délégués du personnel) (p. 1403) : rejeté ;
— article 222, ainsi modifié : adopté.

Article 223 (*amendes*) : amendement n° 232 de la commission des affaires culturelles, soutenu par M. Michel Coffineau (rédactionnel) : adopté ;
— article 223, ainsi modifié : adopté.

Article 224 (*dispositions relatives aux nouveaux pouvoirs confiés au comité d'entreprise*) : adopté.

Après l'article 224 : amendement n° 233 de la commission des affaires culturelles, soutenu par M. Michel Coffineau (information et consultation du comité d'entreprise et des délégués du personnel) (p. 1404) : rejeté.

Article 225 (*voies de recours exercées par les délégués du personnel*) : amendement n° 444 du Gouvernement (désignation de représentants des institutions représentatives du personnel lorsqu'une juridiction entend ses institutions) : adopté ;
— article 225, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 225 : amendement n° 445 du Gouvernement (procédure protectrice des représentants du personnel en cas de licenciement) : adopté ; amendement n° 209 de M. Jean-Jacques Barthe (application des dispositions de la présente loi sans préjudice des dispositions du code du travail) : retiré (p. 1405).

Article 226 (*dispositions d'harmonisation*) : amendement n° 446 du Gouvernement (de précision) : adopté ;
— article 226, ainsi modifié : adopté.

Article 227 (*dispositions d'harmonisation insérées dans la loi du 3 janvier 1983*) : adopté.

Après l'article 227 : amendement n° 447 du Gouvernement (référence à la loi sur la propriété littéraire et artistique) (p. 1406) : adopté.

Article 228 (*terminologie et références*) : adopté.

Article 229 (*mesures d'adaptation aux règles spécifiques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle*) : amendements identiques n° 448 du Gouvernement et n° 234 de la commission des affaires culturelles, soutenu par M. Michel Coffineau (de suppression) ; amendement n° 448 : retiré ; amendement n° 234 : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 230 (*règlement judiciaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) : amendement n° 449 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;
— article 230, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 230 : amendement n° 450 du Gouvernement (correction d'une erreur figurant dans la loi sur la prévention des difficultés des entreprises) (p. 1407) : adopté.

Article 231 (*abrogation de diverses dispositions*) : amendement n° 189 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 231, ainsi modifié : adopté.

Article 232 (*dispositions transitoires limitant la prise en charge par l'A. G. S. de certaines indemnités*) : adopté.

Article 233 (*application de certaines dispositions aux procédures en cours*) : amendement n° 190 de la commission (référence aux dispositions relatives à la cession d'entreprise) : adopté ; amendement n° 451 du Gouvernement (de précision) (p. 1408) : adopté ; amendement n° 191 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 452 du Gouvernement (de correction) : adopté ;
— article 233, ainsi modifié : adopté.

Article 234 (*entrée en vigueur de la présente loi*) : amendement n° 453 du Gouvernement (de correction) : adopté ; amendement n° 454 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur de la présente loi) ; amendement n° 523 de la commission (même objet) : amendement n° 454 : retiré ; amendement n° 523 : adopté ;
— article 234, ainsi modifié : adopté.

Article 235 (*application de la présente loi dans les T. O. M. et à Mayotte*) : amendement n° 455 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur de la présente loi dans ces territoires) (p. 1409) : adopté ;
— article 235, ainsi modifié : adopté (p. 1410).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [15 octobre 1984] (p. 4682) :

Administrateur et liquidateur : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4682) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 4684).

Article 39 du projet de loi : *Charles* (*Serge*) (p. 4685, 4686).

Artisans (application des procédures collectives) : *Charles* (*Serge*) (p. 4687).

Cessation des paiements (notion de —) : *Gouze* (*Gérard*) (p. 4683).

Concertation sur ce projet : *Badinter* (*Robert*) (p. 4687).

Entreprise (conception de l' —) : *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 4684).

Location-gérance : *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 4684) ; *Odru* (*Louis*) (p. 4684).

« Masse » : *Charles* (*Serge*) (p. 4686).

Modernisation des procédures juridiques : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4683) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 4683, 4684).

Ordre du jour (demande de retrait du texte de l' —) : *Charles* (*Serge*) (p. 4685) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4687).

Phase d'observation : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4682) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 4684).

Redressement judiciaire (procédure unique) : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 4682) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4683).

Trésor (privilège du —) : *Charles* (*Serge*) (p. 4686).

Tribunaux de commerce (suppression éventuelle) : *Charles* (*Serge*) (p. 4686).

Discussion des articles [15 octobre 1984] (p. 4687, 4701, 4750).

Article 1er (p. 4687) ; importance de ce texte ; amendement n° 115 de M. Serge Charles (rédactionnel) ; notion de sauvegarde ; rejeté ; amendement n° 116 de M. Serge Charles (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (substituant aux mots « sans attendre » le mot « alors ») ; nécessité de procéder à la liquidation dans les délais les plus brefs : adopté ;
— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (p. 4688) : définition des personnes auxquelles s'appliquera la procédure de redressement judiciaire ; cas d'ouverture de cette procédure ; procédure de règlement amiable ; amendement n° 117 de M. Serge Charles (précisant le champ d'application de la procédure de redressement judiciaire) ; utilisation éventuelle de cette procédure pour faire face aux difficultés de l'entreprise avant la cessation des paiements ; procédure du règlement amiable ; rejeté (p. 4689) ; amendement n° 2 de la commission (personnes bénéficiant de la procédure simplifiée) ; situation des petites entreprises : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 3 : suppression par le Sénat de la division et de l'intitulé du paragraphe I.

Article 3 : amendement n° 118 de M. Serge Charles (application de la procédure de redressement judiciaire à toute entreprise mentionnée à l'article 2) : devenu sans objet ; amendement n° 175 de M. Marc Lauriol (référence à une entreprise dans l'impossibilité de faire face au paiement de ses dettes échues et non contestées, avec son actif disponible ou réalisable à moins d'un mois) ; évolution de la notion de cessation des paiements ; passif exigible ; notion d'actif disponible (p. 4690) ; définition de la cessation des paiements ; notion de passif exigible ; notion d'actif disponible réalisable ; rejeté ; amendement n° 119 de M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ;
— article 3 : adopté.

Article 4 : amendement n° 120 de M. Serge Charles (rédactionnel) ; possibilité d'ouvrir la procédure sur l'assignation d'un créancier ; rejeté ; amendement n° 3 de la commission (communication au président du tribunal de tout fait révélant la cessation des paiements de l'entreprise) (p. 4691) ; amendement n° 121 de M. Serge Charles (communication au tribunal de tout fait révélant la cessation des paiements de l'entreprise) ; compétence du tribunal pour apprécier l'opportunité du déclenchement de la procédure ; amendement n° 121 de M. Serge Charles : retiré ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 4 de la commission (supprimant les deux dernières phrases du dernier alinéa de cet article) ; obligation de discrétion : adopté ;
— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 223 du Gouvernement (prévoyant que le tribunal prononce la résolution de l'accord) ; sort du règlement amiable : adopté ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 122 de M. Serge Charles (référence à un représentant de chaque catégorie de salarié au sein du comité d'entreprise) (p. 4692) ; nécessité d'assurer la représentation des différentes composantes des institutions représentatives des salariés dans l'entreprise ; consultation de ces derniers sur les orientations du plan de redressement et les problèmes de licenciement : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (précisant que le tribunal statue après avoir entendu le conciliateur) : adopté ;
— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : amendement n° 6 de la commission (détermination du tribunal compétent) (p. 4693) ; « rumeur consulaire » ; réforme des tribunaux de commerce : adopté ;
— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *bis* : amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquunece, cet article est supprimé.

Article 8 (p. 4694) : amendement n° 123 de M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ;
— article 8 : adopté.

Article 9 : amendement n° 176 du Gouvernement (précisant qu'à défaut de détermination de la date, la cessation des paiements est réputée intervenir à la date du jugement qui la constate) ; amendement n° 124 de M. Serge Charles (même objet) ; compétence du tribunal pour prendre sa décision d'ouvrir la procédure sans être contraint de fixer la date de cessation des paiements ; amendement n° 176 : adopté ; amendement n° 124 : devenu sans objet ; amendement n° 125 de M. Serge Charles (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 126 de M. Serge Charles (rédactionnel) : adopté (p. 4695) ; amendement n° 8 de la commission (demande de modification des dates) ; sous-amendement n° 128 de M. Serge Charles (supprimant les mots « ou du projet de plan prévu à l'article 145 ») ; amendement n° 127 de M. Serge Charles (précisant la date à laquelle doit intervenir la proposition de modification) ; extension aux liquidateurs du droit d'agir ; amendement n° 127 : retiré ; possibilité de remettre à une date différente le rapport et le plan ; sous-amendement n° 128 : rejeté ; amendement n° 8 : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté (p. 4696).

Avant l'article 10 : division et intitulé du paragraphe 2 supprimés par le Sénat.

Article 10 (p. 4701) : amendement n° 9 de la commission (désignation par le tribunal d'un juge commissaire, d'un administrateur et d'un mandataire de justice chargés de représenter les créanciers lors du jugement d'ouverture) ; situation des cadres : adopté ; amendement n° 10 de la commission (possibilité pour l'administrateur de demander la désignation d'un ou plusieurs experts) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *bis* : amendement n° 12 de la commission (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) ; conditions d'âge et d'ancienneté dans l'entreprise : adopté ;

— article 10 *bis*, ainsi modifié : adopté (p. 4702).

Article 11 : amendement n° 13 de la commission (compétence du tribunal pour procéder au remplacement de l'administrateur) ; sous-amendement n° 213 de M. Serge Charles (prévoyant qu'un ou plusieurs créanciers peuvent demander le remplacement de l'administrateur) : rejeté ; amendement n° 13 : adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *bis* : amendement n° 14 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 12 : amendement n° 15 de la commission (prévoyant que l'administrateur et le représentant des créanciers tiennent informés le juge commissaire et le procureur de la République du déroulement de la procédure) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 : amendement n° 16 de la commission (supprimant la fin de cet article après la première phrase) ; amendement n° 129 de M. Serge Charles (supprimant la fin de cet article après la deuxième phrase) (p. 4703) ; définition de la compétence globale du juge commissaire ; amendement n° 16 : adopté ; amendement n° 129 : devenu sans objet ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 : adopté.

Avant l'article 15 : division et intitulé du paragraphe 3 supprimés par le Sénat.

Article 15 : amendement n° 177 du Gouvernement (saisine du tribunal lorsqu'un commerçant ou un artisan est décédé en état de cessation de paiement) ; amendement n° 130 de M. Serge Charles (même objet) ; réintroduction de la notion de cessation des paiements ; amendement n° 177 : adopté ; amendement n° 130 : devenu sans objet ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 : point de départ du délai de prescription de l'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire à l'égard d'un artisan (p. 4704) ; amendement n° 178 du Gouvernement (conditions d'ouverture de la procédure) ; cas des personnes qui se retirent des affaires pour se soustraire à des procédures collectives : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 17 : division et intitulé de la sous-section 2 supprimés par le Sénat.

Article 17 : amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (contenu du projet de plan de redressement) : adopté ; amendement n° 131 de M. Serge Charles (objet du plan de redressement) : devenu sans objet ; amendement n° 20 de la commission (prévoyant que le projet de plan de redressement justifie les perspectives d'emploi) (p. 4705) ; adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 : adopté.

Article 19 : amendement n° 132 de M. Serge Charles (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (communication à l'administrateur du rapport d'expertise relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (précisant que l'administrateur consulte le débiteur et le représentant des créanciers sur la situation et les perspectives de redressement de l'entreprise) ; amendement n° 133 de M. Serge Charles (même objet) ; amendement n° 22 : adopté ; amendement n° 133 : devenu sans objet ; amendement n° 23 de la commission (rôle d'information attribué à l'administrateur) : adopté ; amendement n° 134 de M. Serge Charles : devenu sans objet ;

— article 19, ainsi modifié : adopté (p. 4706).

Article 20 : amendement n° 24 de la commission (précisant que les tiers sont admis à soumettre à l'administrateur des offres tendant au maintien de l'activité de l'entreprise) : adopté ; amendement n° 179 du Gouvernement (précisant que le tiers ne demeure lié au-delà et notamment en cas d'appel que s'il y consent) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21, supprimé par le Sénat.

Article 22, supprimé par le Sénat : amendement n° 25 de la commission (convocation de l'assemblée générale extraordinaire ou de l'assemblée des associés lorsque l'administrateur envisage de proposer au tribunal un plan de continuation prévoyant une modification de capital) ; possibilité pour l'assemblée générale de faire échec à ce plan : adopté ;

— en conséquence, l'article 22 est ainsi rétabli.

Article 23 : adopté.

Article 24 (p. 4707) : amendement n° 135 de M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 180 du Gouvernement (application de ces dispositions aux institutions visées à l'article L. 143-11-4 du code du travail) ; amendement n° 136 de M. Serge Charles (même objet) ; difficulté de traiter sur le même plan le Trésor public et l'A. G. S. ; adoptés ; amendement n° 181 du Gouvernement (possibilité de consentir des remises en ce qui concerne les créances du Trésor public) ; amendement n° 137 de M. Serge Charles (même objet) ; déconcentration de la procédure de décision de remise des créances fiscales : adoptés ;

— article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 : amendement n° 26 de la commission (information et consultation du débiteur et du comité d'entreprise sur le rapport qui leur est communiqué par l'administrateur) (p. 4708) ; sous-amendement n° 138 de M. Serge Charles (consultation du débiteur et du comité d'entreprise sur le contenu du rapport) : rejeté ; amendement n° 26 : adopté ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 : distinction entre une hypothèque générale d'office sur les biens du débiteur et une hypothèque judiciaire provisoire sur les biens des dirigeants de l'entreprise ; disparition de la notion de masse ; adopté.

Après l'article 27 : amendement n° 211 de M. Serge Charles (précisant que le jugement qui ouvre la procédure de redressement judiciaire apporte une hypothèque au profit de l'ensemble des créanciers) (p. 4709) ; problème de la disposition par le débiteur de ces biens non frappés d'hypothèque : rejeté.

Article 28 : adopté.

Article 29 : amendement n° 27 de la commission (substituant aux mots « chef d'entreprise » le mot « débiteur ») ; amendement n° 139 de M. Serge Charles (même objet) : adoptés ;

— article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 31 : amendement n° 28 de la commission (précisant que l'administrateur est tenu au respect des obligations légales et conventionnelles incombant au chef d'entreprise) ; amendement n° 140 de M. Serge Charles (même objet) ; obligation de moyens (p. 4710) ; amendement n° 28 : adopté ; amendement n° 140 : devenu sans objet ; amendement n° 29 de la commission (insérant les mots « du représentant des créanciers » après les mots « sur la demande de celui-ci ») ; pouvoir accordé au représentant des créanciers de demander au tribunal de modifier la mission de l'administrateur : adopté ;

— article 31, ainsi modifié : adopté.

Article 32 : amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 141 de M. Serge Charles (même objet) : adoptés ; amendement n° 31 de la commission (précisant que les actes de gestion courante accomplis par le débiteur seul sont réputés valables à l'égard des tiers de bonne foi) ; amendement n° 142 de M. Serge Charles (même objet) ; amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 142 : devenu sans objet ;

— article 32, ainsi modifié : adopté.

Article 33 (p. 4711) : amendement n° 32 de la commission (substituant au mot « connaissance » le mot « conclusion ») ; amendement n° 143 de M. Serge Charles (même objet) ; point de départ du délai de prescription de l'action en nullité des actes passés en violation de l'article 33 : adoptés ;

— article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 33 *bis* : adopté.

Article 35 : amendement n° 144 de M. Serge Charles (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 : amendement n° 34 de la commission (exécution des contrats en cours) (p. 4712) ; possibilité pour le juge commissaire de raccourcir ou d'allonger les délais pour tenir compte de la nature du contrat et des intérêts en présence : adopté ; amendement n° 145 de M. Serge Charles : devenu sans objet ;

— article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37, supprimé par le Sénat : amendement n° 35 de la commission (action en résiliation du bail des immeubles affectés à l'activité des entreprises) : adopté ;

— en conséquence, l'article 37 est ainsi rétabli.

Article 38, supprimé par le Sénat : amendement n° 36 de la commission (privilège du bailleur en cas de redressement judiciaire) : adopté ;

— en conséquence, l'article 38 est ainsi rétabli.

Conditions de travail en commission (p. 4713).

Article 39 : institution d'un ordre de priorité parmi les créances nées pendant la période d'observation ; part de l'autofinancement dans les entreprises américaines ; régime des nantissements ou hypothèques aux Etats-Unis ; amendement n° 37 de la commission (paiement des créances nées régulièrement après le jugement d'ouverture à leur échéance lorsque l'activité est poursuivie) (p. 4714) ; amélioration de la situation des créanciers ; encouragement de la poursuite de l'exploitation ; cas des créances nées de l'activité poursuivie au-delà de la période d'observation : adopté au scrutin public ;

— article 39, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 39 : amendement n° 222 de M. Jacques Roger-Machart (prévoyant que le jugement de redressement judiciaire entraîne pour l'avenir caducité de plein droit des dispositions contenues dans les règlements amiables au regard des créanciers lorsqu'un règlement amiable a précédé l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire) (p. 4715) ; privilège moral au bénéfice des participants à un règlement amiable : retiré.

Article 40 : amendement n° 38 de la commission (versement à la Caisse des dépôts et consignations de toute somme perçue par l'administrateur ou le représentant des créanciers lorsqu'une telle somme n'est pas portée sur les comptes bancaires ou postaux du débiteur) ; sous-amendement n° 182 du Gouvernement (versement en cas de retard d'un intérêt dont le taux est égal au taux de l'intérêt légal majoré de cinq points) ; nécessité d'assouplir le fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations ; sous-amendement n° 182 : adopté ; amendement n° 38, ainsi modifié : adopté ;

— article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 41 : amendement n° 39 la commission (compétence du tribunal pour autoriser la conclusion d'un contrat de location-gérance) (p. 4716) ; nécessité de subordonner la location-gérance à certaines conditions : adopté ; amendement n° 146 de M. Serge Charles : devenu sans objet ; amendement n° 40 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 41, ainsi modifié : adopté.

Article 43 : possibilités de contestation du relevé des créances salariales ; information des salariés ; amendement n° 41 de la commission (contrôle par le représentant des salariés des créances résultant des contrats de travail) ; sous-amendement n° 183 du Gouvernement (considérant comme temps de travail le temps passé par le représentant des salariés à contrôler les relevés des créances) ; amendement n° 147 de M. Serge Charles (même objet) ; amendement n° 148 de M. Serge Charles (saisine de l'administrateur par le représentant des salariés en cas de difficulté) ; amendement n° 149 de M. Serge Charles (possibilité pour le salarié de saisir le conseil des prud'hommes lorsque la créance ne figure pas sur le relevé) (p. 4717) ; amendement n° 150 de M. Serge Charles (substituant au mot « il » les mots « le représentant des salariés ») ; adoption de la solution retenue par la loi du 28 octobre 1982 relative au développement des institutions représentatives du personnel ; sous-amendement n° 183 : adopté ; amendement n° 41, ainsi modifié : adopté ; amendements n°s 147 à 150 : devenus sans objet ;

— article 43, ainsi modifié : adopté.

Article 44 : conditions dans lesquelles des licenciements peuvent être autorisés ; action syndicale ; amendement n° 42 de la commission (prévoyant que l'administrateur peut être autorisé par le juge commissaire à procéder à des licenciements) (p. 4718) ; prise en considération de la sauvegarde et du redressement de l'entreprise au moment de l'élaboration du plan de redressement ; obligation pour l'administrateur de justifier de ses diligences en vue de faciliter le reclassement et l'indemnisation des salariés licenciés ; amendement n° 42 : adopté ; amendement n° 151 de M. Serge Charles : devenu sans objet ;

— le texte de l'amendement n° 42 devient l'article 44.

Article 45, supprimé par le Sénat.

Article 47 : amendement n° 184 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 185 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 152 de M. Serge Charles : devenu sans objet ; amendement n° 43 de la commission (de précision) ; amendement n° 153 de M. Serge Charles (même objet) : adoptés ;

— article 47, ainsi modifié : adopté.

Article 49 : amendement n° 44 de la commission (insérant les mots « et les voies d'exécution » après les mots « action en justice ») : adopté ; amendement n° 154 de M. Serge Charles (rédactionnel) (p. 4719) : rejeté ;

— article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 : amendement n° 45 de la commission (précisant que la déclaration des créances doit être faite alors même qu'elles ne sont pas établies par un titre) : adopté ; amendement n° 155 de M. Serge Charles : devenu sans objet ;

— article 50, ainsi modifié : adopté.

Article 51 : amendement n° 46 de la commission (compétence du créancier pour certifier sincère la créance déclarée dont le montant est supérieur à un chiffre fixé par décret) ; sous-amendement n° 186 du Gouvernement (compétence du commissaire aux comptes pour apposer son visa sur la déclaration de la créance) : adopté ; amendement n° 46, ainsi modifié : adopté ;

— article 51, ainsi modifié : adopté.

Article 52 : amendement n° 47 de la commission (compétence du débiteur pour remettre au représentant des créanciers la liste de ses dettes certifiée sincère par lui) ; sous-amendement n° 187 du Gouvernement (d'harmonisation) (p. 4720) : adopté ; amendement n° 47, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 156 de M. Serge Charles : devenu sans objet ;

— article 52, ainsi modifié : adopté.

Article 55 : adopté.

Article 56 : adopté.

Article 57 : amendement n° 188 du Gouvernement (conservation par le Trésor public de son privilège pour les créances qu'il n'était pas tenu d'inscrire à la date du jugement d'ouverture) : adopté ;
— article 57, ainsi modifié : adopté.

Article 58 : adopté.

Article 59 : adopté.

Article 60 : adopté.

Article 60 *bis :* institution du cautionnement personnel ; problème des dirigeants d'entreprise que la pratique bancaire oblige à se porter caution solidaire pour les prêts consentis à leur propre entreprise (p. 4721) ; remise en cause de la logique du cautionnement ; amendement n° 48 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 61 : amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 157 de M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 158 de M. Serge Charles (rédactionnel) (p. 4722) : rejeté ; amendement n° 50 de la commission (précisant les cas dans lesquels le contrat de location-gérance comporte l'engagement d'acquérir à son terme) ; critique de la solution de la location-gérance : adopté ;
— article 61, ainsi modifié : adopté.

Article 62 : amendement n° 159 de M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 51 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 62, ainsi modifié : adopté.

Article 63 (p. 4723) : amendement n° 52 de la commission (de rectification) : adopté ;
— article 63, ainsi modifié : adopté.

Article 64 : amendement n° 53 de la commission (cautions solidaires) ; amendement n° 160 de M. Serge Charles (même objet) : adoptés ;
— article 64, ainsi modifié : adopté.

Article 65, supprimé par le Sénat.

Article 68 : amendement n° 54 de la commission (indiquant que le commissaire à l'exécution du plan rend compte au président du tribunal du défaut d'exécution du plan) ; sous-amendement n° 212 de M. Serge Charles (référence au défaut éventuel d'exécution du plan) : rejeté ; amendement n° 54 : adopté ;
— article 68, ainsi modifié : adopté.

Article 69 : amendement n° 55 de la commission (précisant qu'une modification substantielle dans les objectifs et les moyens du plan ne peut être décidée que par le tribunal) (p. 4724) : adopté ; amendement n° 161 de M. Serge Charles : devenu sans objet ;
— article 69, ainsi modifié : adopté.

Article 70 : adopté.

Article 71, supprimé par le Sénat : amendement n° 56 de la commission (compétence du tribunal pour décider que les biens estimés indispensables à la continuation de l'entreprise ne pourront être aliénés sans autorisation) ; amendement n° 162 de M. Serge Charles (même objet) ; amendement n° 56 : adopté ; amendement n° 162 : devenu sans objet ;
— en conséquence, l'article 71 est ainsi rétabli.

Article 73 : amendement n° 57 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 73, ainsi modifié : adopté.

Article 76 : amendement n° 163 de M. Serge Charles (accord de chaque créancier intéressé) (p. 4725) ; jeu des clauses de paiement anticipé ; réduction proportionnelle du montant de la créance : rejeté ; amendement n° 164 de M. Serge Charles (supprimant le mot « uniformes » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 165 de M. Serge Charles (réduction du montant en principal de la créance) : rejeté ;
— article 76 : adopté.

Article 77 : amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 59 de la commission (remboursement sans remise ni délai des créances les plus faibles) ; sous-amendement n° 189 du Gouvernement (inapplication de cette disposition lorsque le montant des créances détenues par une même personne excède un dixième du pourcentage fixé) (p. 4726) : adopté ; amendement n° 59, ainsi modifié : adopté ;
— article 77, ainsi modifié : adopté.

Article 78 : amendement n° 215 du Gouvernement (compétence de la juridiction saisie du litige pour décider que le créancier participera à titre provisionnel aux répartitions faites avant l'admission définitive) : rejeté ; amendement n° 60 de la commission (précisant que les paiements sont portables) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ;
— article 78, ainsi modifié ; adopté.

Article 79 : amendement n° 62 de la commission (prévoyant qu'en cas de vente d'un bien grevé d'une sûreté les créanciers bénéficiaires de ces sûretés sont payés sur le prix suivant l'ordre de préférence) (p. 4727) : adopté ;
— article 79, ainsi modifié : adopté.

Article 81 : adopté.

Article 82 : amendement n° 63 de la commission (compétence du tribunal pour ordonner la cessation de l'entreprise à certaines conditions) ; sous-amendement n° 190 du Gouvernement (indiquant qu'en cas d'absence de continuation de l'entreprise les biens non compris dans le plan de cession sont vendus selon les modalités prévues au titre III) : adopté ; amendement n° 63, ainsi modifié : adopté ;
— article 82, ainsi modifié : adopté.

Article 83, supprimé par le Sénat.

Article 84 : adopté.

Article 85 : amendement n° 64 de la commission (indications que doit comporter toute offre reçue par l'administrateur) (p. 4728) ; respect du délai de la remise du rapport ; idée selon laquelle l'administrateur suscite les offres d'acquisition : adopté ;
— article 85, ainsi modifié : adopté.

Article 87 : adopté.

Article 88 : adopté.

Article 90 : adopté.

Article 91 : adopté.

Article 92 : adopté.

Article 95 : amendement n° 166 de M. Serge Charles (substituant aux mots « s'il est nécessaire à son exploitation » les mots « lorsqu'il les rachète ») ; charge du nantissement : rejeté ; amendement n° 65 de la commission (supprimant la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) ; cas où le nantissement porterait sur un outillage ou un matériel d'équipement professionnel qui ne serait pas nécessaire à l'exploitation du cessionnaire : adopté ;
— article 95, ainsi modifié : adopté.

Article 96 (p. 4729) : adopté.

Article 97 : amendement n° 167 de M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 66 de la commission (compétence du tribunal pour mettre à la charge du locataire gérant tout ou partie du passif du loueur en cas d'inexécution des obligations) ; responsabilité des chefs d'entreprise ou de leur entreprise ; responsabilité pour faute : adopté ;
— article 97, ainsi modifié : adopté.

Article 99 : amendement n° 168 de M. Serge Charles (rédactionnel) (p. 4730) : rejeté ;
— article 99 : adopté.

Article 100 : amendement n° 169 de M. Serge Charles (rédactionnel) ; fondement du plan sur l'exécution des obligations ; réduction du domaine de la location-gérance : rejeté ; amendement n° 67 de la commission (compétence du tribunal pour décider que le passif comprend outre le passif propre du locataire-gérant, celui du loueur) ; compétence du tribunal pour apprécier si cette obligation doit être mise à la charge du locataire-gérant ; responsabilité de l'entrepreneur qui s'engage à reprendre l'entreprise (p. 4731) : adopté ;
— article 100, ainsi modifié : adopté.

Article 101 : adopté.

Article 103 : adopté.

Article 104 : adopté.

Article 105 : adopté.

Article 106 : amendement n° 219 de la commission (de rectification) : adopté ;
— article 106, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 109 : amendement n° 68 de la commission (substituant au mot « inopposabilité » le mot « nullité ») : adopté.

Article 109 (p. 4732) : amendement n° 69 de la commission (énoncé des actes atteints de nullité lorsqu'ils auront été faits par le débiteur depuis la date de cessation des paiements) : adopté ;
— article 109, ainsi modifié : adopté.

Article 110 : amendement n° 70 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 110, ainsi modifié : adopté.

Article 112 : amendement n° 71 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 112, ainsi modifié : adopté.

Article 113 : adopté.

Article 116 : adopté.

Avant l'article 116 *bis* : amendement n° 72 de la commission (de coordination) (p. 4733) : adopté ;
— en conséquence, la division et l'intitulé de la section III *bis* sont supprimés.

Article 116 *bis* : amendement n° 73 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 116 *ter* : amendement n° 74 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 117 : amendement n° 75 de la commission (substituant aux mots « de la publication » les mots « du prononcé ») ; point de départ du délai de prescription ; respect du droit des tiers : adopté ;
— article 117, ainsi modifié : adopté.

Article 119 : adopté.

Article 123 : adopté (p. 4734).

Article 125 : amendement n° 76 de la commission (établissement du relevé des créances par le représentant des créanciers après vérification) : adopté ; amendement n° 170 de M. Serge Charles : devenu sans objet ; amendement n° 171 de M. Serge Charles (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; droits de recours des salariés mécontents en cas de défaut d'admission de leurs revendications salariales : devenu sans objet ; amendement n° 77 de la commission (substituant aux mots « le relevé » les mots « les relevés ») ; amendement n° 191 du Gouvernement (rédactionnel) ; amendement n° 77 : retiré ; amendement n° 191 : adopté ; amendement n° 172 de M. Serge Charles (rédactionnel) : rejeté ;
— article 125, ainsi modifié : adopté.

Article 126 : adopté.

Article 127 : amendement n° 78 de la commission (cas où les institutions mentionnées à l'article L. 143-11-4 du code du travail refusent de régler une créance figurant sur un relevé) (p. 4735) ; obligation pour l'A. G. S. de faire connaître son refus lorsqu'elle refuse de régler une créance ; information du représentant des salariés : adopté ;
— article 127, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 128 : amendement n° 192 du Gouvernement (prévoyant que les relevés des créances visées par le juge commissaire sont portés sur l'état des créances déposé aux greffes) : adopté.

Article 129 : adopté.

Article 130 : amendement n° 79 de la commission (supprimant les mots « au plus » après les mots « une somme égale ») ; caractère forfaitaire des sommes que doit verser l'administrateur : adopté ; amendement n° 80 de la commission (supprimant la fin du dernier alinéa de cet article après les mots « première rentrée de fonds ») ; suppression de l'intervention immédiate de l'A. G. S. : adopté ;
— article 130, ainsi modifié : adopté.

Article 132 (p. 4736) : amendement n° 193 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 194 du Gouvernement (sommes dues au titre de l'intéressement) ; extension de la couverture de l'A. G. S. aux sommes dues en application d'un accord créant un fonds salarial ; cas dans lesquels joue la garantie de l'A. G. S. : adopté ;
— article 132, ainsi modifié : adopté.

Article 133 (p. 4737) : amendement n° 81 de la commission (obligation pour le représentant des créanciers de reverser immédiatement les sommes qu'il a reçues au salarié créancier) ; sous-amendement n° 195 du Gouvernement (insérant les mots « à l'exclusion des créanciers subrogés » après les mots « au salarié créancier ») ; versement par l'A. G. S. des sommes dues au salarié ; mission de représentant des salariés ; arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation considérant que les prescriptions légales relatives au mécanisme de la garantie de l'A. G. S. ne contenaient aucune disposition limitant les effets de la subrogation en cas de paiement par un tiers des créances salariales : adopté ; amendement n° 81, ainsi modifié : adopté ;
— article 133, ainsi modifié : adopté.

Article 134 : adopté.

Article 136, supprimé par le Sénat.

Article 137 : amendement n° 82 de la commission (application de la procédure simplifiée à certaines personnes) : adopté ;
— article 137, ainsi modifié : adopté.

Article 138 : amendement n° 83 de la commission (p. 4738) (rédactionnel) : adopté ;
— article 138, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 139 : division et intitulé de la section I supprimés par le Sénat.

Article 139 : amendement n° 84 de la commission (compétence du tribunal pour désigner comme juge commissaire un juge du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance) : adopté ;
— article 139, ainsi modifié : adopté.

Article 140 : adopté.

Article 141 : amendement n° 85 de la commission (poursuite de l'activité par le débiteur pendant la période d'enquête) ; sous-amendement n° 173 de M. Serge Charles (supprimant la fin de la première phrase du premier alinéa de cet amendement après les mots « nommer un administrateur ») ; sous-amendement n° 196 du Gouvernement (insérant la référence à l'article 123 après les mots « faculté ouverte ») ; possibilité de nommer certains experts comptables comme administrateurs (p. 4739) ; sous-amendement n° 173 : rejeté ; sous-amendement n° 196 : adopté ; amendement n° 85, ainsi modifié : adopté ;
— article 141, ainsi modifié : adopté.

Article 142 : adopté.

Avant l'article 143 : division et intitulé de la section II supprimés par le Sénat.

Article 143 : amendement n° 186 de la commission (communication des propositions de règlement du passif au juge commissaire) : adopté ;
— article 143, ainsi modifié : adopté.

Article 144 : adopté.

Article 145 : adopté.

Article 149 : amendement n° 197 du Gouvernement (nomination du représentant des créanciers en qualité de liquidateur par le tribunal qui prononce la liquidation judiciaire) (p. 4740) ; nécessité que le représentant des créanciers et le liquidateur soient des professionnels : adopté ; amendement n° 198 du Gouvernement (mission du liquidateur) ; amendement n° 87 de la commission (même objet) ; amendement n° 198 : adopté ; amendement n° 87 : adopté après rectification ;
— article 149, ainsi modifié : adopté.

Article 153 : adopté.

Article 154 (p. 4741) : amendement n° 88 de la commission (compétence de l'administrateur pour assurer l'administration de l'entreprise) ; séparation de la fonction de liquidateur de celle d'administrateur ; amendement n° 216 du Gouvernement (supprimant le troisième alinéa de cet article) ; nécessité de permettre au représentant des créanciers nommé liquidateur d'administrer provisoirement pour les seules fins de liquidation ; amendement n° 88 : rejeté ; amendement n° 216 : adopté ;
— article 154, ainsi modifié : adopté.

Article 155 : amendement n° 89 de la commission (substituant aux mots « dans de meilleures conditions » les mots « à un meilleur prix ») ; vente des immeubles dans le cadre de la procédure de liquidation ; compétence du juge commissaire pour fixer la mise à prix (p. 4742) ; distribution du produit des ventes : rejeté ;
— article 155 : adopté.

Article 156 : amendement n° 199 du Gouvernement (incompatibilités relatives à la qualité d'acquéreur) : adopté ; amendement n° 90 de la commission (affectation d'une quote-part du prix de cession à chacun des biens cédés) : adopté ;
— article 156, ainsi modifié : adopté.

Article 159 : adopté.

Article 160 (p. 4743) : adopté.

Article 161 : adopté.

Article 162 : adopté.

Article 167 : adopté.

Article 168 : adopté (p. 4744).

Article 170 : amendement n° 200 du Gouvernement (précisant que les créanciers recouvrent leur droit de poursuite individuelle en cas de fraude à leur égard) ; rapprochement de la situation du chef d'entreprise individuelle de celle des dirigeants de société : adopté ;
— article 170, ainsi modifié : adopté.

Article 171 : adopté.

Article 172 : amendement n° 201 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 91 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4750) ;
— article 172, ainsi modifié : adopté.

Article 174 : adopté.

Article 174 *bis*, **supprimé par le Sénat.**

Article 175, supprimé par le Sénat.

Article 177, supprimé par le Sénat.

Article 178, supprimé par le Sénat.

Article 178 *bis* (*encombrement des cours d'appel*) : amendement n° 174 de M. Serge Charles (régime de la tierce opposition) ; amendement n° 92 de la commission (même objet) ; possibilité d'une confirmation implicite par la cour d'appel ; amendement n° 174 : rejeté ; amendement n° 92 : adopté ;
— article 178 *bis*, ainsi modifié : adopté (p. 4751).

Article 178 *ter* **A** : adopté.

Article 178 *ter* : amendement n° 202 du Gouvernement (substituant aux mots « acquiert force de chose jugée » les mots « est confirmé en application de l'article 178 *bis* ») : adopté ;
— article 178 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 179 : adopté.

Article 180 : adopté.

Article 181 : amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) ; procédure unique : rejeté ; amendement n° 94 de la commission (supprimant le mot « grave » après les mots « de faute ») (p. 4752) ; retour au régime de la faute prouvée et au lien de causalité : adopté ; amendement n° 95 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 96 de la commission (affectation des sommes versées par les dirigeants en application de l'alinéa 1er) : adopté ;
— article 181, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 182 : adopté.

Article 183 : adopté.

Article 184 : adopté (p. 4753).

Article 185 : adopté.

Article 186 : amendement n° 203 du Gouvernement (supprimant le troisième alinéa de cet article) ; suppression de la référence à la catégorie des personnes morales commerçantes : adopté :
— article 186, ainsi modifié : adopté.

Article 188 : amendement n° 97 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; situation des chefs d'entreprise : adopté ;
— article 188, ainsi modifié : adopté.

Article 190 : amendement n° 98 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 190, ainsi modifié : adopté.

Article 192 : adopté.

Article 193 : adopté (p. 4754).

Article 194 : amendement n° 204 du Gouvernement (substituant aux mots « ou du liquidateur » les mots « du liquidateur ou du commissaire à l'exécution du plan ») ; raccourcissement des procédures : adopté ;
— article 194, ainsi modifié : adopté.

Article 195 : amendement n° 99 de la commission (supprimant le 2e alinéa de cet article) ; personnes exerçant une fonction publique élective contre lesquelles a été prononcée la faillite personnelle ou l'interdiction : adopté ;
— article 195, ainsi modifié : adopté.

Article 196 : adopté.

Article 197 : adopté.

Article 198 : adopté.

Article 200 : adopté.

Article 201 (p. 4755) : adopté.

Article 202 : amendement n° 205 du Gouvernement (supprimant les mots « ainsi que les déchéances, interdictions et incapacités prévues au titre VI de la présente loi ») : adopté ;
— article 202, ainsi modifié : adopté.

Article 204 : adopté.

Article 205 : amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 205, ainsi modifié : adopté.

Article 206 : adopté.

Article 208 : amendement n° 214 de M. Serge Charles (sanctions applicables à tout administrateur qui aura détourné, au préjudice des créanciers ou du débiteur, des biens, meubles ou immeubles, confiés à sa gestion) (p. 4756) ; délit de malversation ; rejeté ;
— article 208 : adopté.

Article 209 : adopté.

Article 209 *bis* : adopté.

Article 210 : adopté.

Article 211 : amendement n° 101 de la commission (saisine de la juridiction répressive) ; cas du représentant des salariés (p. 4757) ; constitution de partie civile : adopté ;
— article 211, ainsi modifié : adopté.

Article 213 : adopté.

Article 215 : adopté.

Article 216 : adopté.

Article 218 : amendement n° 206 du Gouvernement (complétant le 2e alinéa du paragraphe II de cet article par les mots « ou après le prononcé d'un jugement de clôture pour extinction du passif ») : adopté ;
— article 218, ainsi modifié : adopté.

Article 219 : adopté.

Article 220 (p. 4758) : amendement n° 102 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 103 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 220, ainsi modifié : adopté.

Article 221 : adopté.

Article 222 : amendement n° 104 de la commission (réunion et consultation du comité d'entreprise en cas de redressement judiciaire) (p. 4759) : adopté ;
— article 222, ainsi modifié : adopté.

Article 224 : amendement n° 105 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 224, ainsi modifié : adopté.

Article 225 : amendement n° 106 de la commission (supprimant le 2e alinéa de cet article) : adopté ;
— article 225, ainsi modifié : adopté.

Article 225 *bis* : adopté.

Article 225 *ter* : amendement n° 207 du Gouvernement (conditions de licenciement du représentant des salariés) ; durée de la protection de ce dernier (p. 4760) ; adopté ;
— article 225 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 225 *quater* : adopté.

Article 226 : amendement n° 208 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4761) : adopté ; amendement n° 107 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 226, ainsi modifié : adopté.

Article 227 : adopté.

Article 227 *bis* : adopté.

Article 227 *ter* : amendement n° 108 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 228 : adopté.

Article 230 : adopté.

Article 230 *bis* : adopté (p. 4762).

Apres l'article 230 *bis* : amendement n° 209 du Gouvernement (responsabilité, récusation, révocation et rémunération des commissaires aux comptes des sociétés anonymes) ; conditions d'exercice des fonctions de commissaire aux comptes dans les différents types de personnes morales ; application de la loi à toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique : adopté.

Article 230 *ter* : amendement n° 109 de la commission (de suppression) ; prestations d'assurance maladie : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 232 : amendement n° 221 de M. Serge Charles (substituant aux mots « deux ans » les mots « cinq ans ») (p. 4763) ; nouveau régime de garantie des salaires ; équilibre financier de l'A. G. S. : rejeté ;
— article 232 : adopté.

Article 232 *bis* : amendement n° 110 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 233 : amendement n° 111 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 217 du Gouvernement (complétant la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots « à l'exception de celles du troisième alinéa de l'article 94 ») (p. 4764) : adopté ; amendement n° 112 de la commission (supprimant les mots « le cas échéant ») ; nomination d'un administrateur pour la période transitoire : adopté ; amendement n° 218 du Gouvernement (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « à l'exception de celles des articles 170 et 171 ») : adopté ; amendement n° 113 de la commission (versement à la Caisse des dépôts et consignations de toute somme perçue par le syndic dans l'exercice de ses fonctions) ; sous-amendement n° 210 du Gouvernement (substituant aux mots « au double du taux de l'intérêt légal » les mots « au taux de l'intérêt légal majoré de cinq points ») : adopté ; amendement n° 113, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 114 de la commission (supprimant le quatrième alinéa de cet article) : adopté ;
— article 233, ainsi modifié : adopté.

Article 234, supprimé par le Sénat.

Article 235 : amendement n° 220 de la commission (substituant aux mots « à 136 » les mots « à 135 ») : adopté ;
— article 235, ainsi modifié : adopté.

Article 236 : adopté (p. 4765).

Explications de vote (p. 4766).

Abstention du groupe R. P. R. : *Charles* (*Serge*) (p. 4767).

Article 39 : *Charles* (*Serge*) (p. 4766) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 4766).

Opposition (absence des représentants de l'—) : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 4766) ; *Charles* (*Serge*) (p. 4766).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4767).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 1578 et 1579 [6 décembre 1984] (p. 6749) :

Administrateurs judiciaires : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 6749-6750) ; *Charles* (*Serge*) (p. 6755).

Entreprise (conception de l'—) : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 6753) ; *Charles* (*Serge*) (p. 6754).

Location-gérance : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 6749-6750) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 6751).

Prêts aux entreprises et financement des entreprises : *Charles* (*Serge*) (p. 6754-6755).

Règlement amiable (procédure du —) : *Roger-Machart* (*Jacques*) (p. 6753).

Salaires des personnels (garantie de —) : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 6749) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 6751).

Sénat (position du —) : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 6749) ; *Charles* (*Serge*) (p. 6754) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 6754).

Syndic (disparition du —) : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 6749-6750-6751) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 6751).

Tribunaux de commerce (compétence des —) : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 6749).

Discussion des articles du projet de loi n° 1578 [6 décembre 1984] (p. 6756).

Après l'article 230 *bis* **1** : amendement n° 2 de M. Jacques Roger-Machart, soutenu par M. Gérard Gouzes (sociétés anonymes en état de suspension provisoire de poursuites) ; plan d'apurement du passif ; montant du capital minimal ; procédure collective de redressement : adopté.

Après l'article 233 : amendement n° 20 du Gouvernement (maintien en fonctions des présidents et juges titulaires des tribunaux de commerce) ; dépôt d'un projet de loi relatif aux juridictions commerciales : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (de coordination) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi : adopté (p. 6761).

6. — Projet de loi n° 1579 relatif aux **administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise.**

Assemblée nationale (première lecture). — Lettre de M. le Premier ministre, en date du 27 mars 1984, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna, sur ce projet de loi (2 avril 1984). — Rapport n° **1981** (8 février 1984). — Discussion les 5 et 11 avril 1984. — Adoption le 11 avril 1984. — Projet de loi n° **541.**

Sénat (première lecture) n° **263** (1983-1984), dépôt le 12 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **4** (1984-1985) (4 octobre 1984). — Discussion les 5 juin et 9 octobre 1984. — Adoption le 9 octobre 1984. — Projet de loi n° **2** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2371**, dépôt le 10 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Marchand. — Rapport n° **2372** (11 octobre 1984). — Discussion le 15 octobre 1984. — Adoption avec modifications le 15 octobre 1984. — Projet de loi n° **681.**

Sénat (deuxième lecture) n° **28** (1984-1985), dépôt le 16 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **55** (1984-1985) (31 octobre 1984). — Discussion le 6 novembre 1984. — Adoption avec modification le 6 novembre 1984. — Projet de loi n° **24** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2410**, dépôt le 6 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 17 novembre 1984] (p. 3551).
Bureau [*J. O.* du 5 décembre 1984] (p. 3741).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Philippe Marchand. — Rapport n° **2475** (4 décembre 1984). — Discussion le 6 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 6 décembre 1984. — Projet de loi n° **712**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **113** (1984-1985) (4 décembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption définitive le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **38** (1984-1985).

Saisine du Conseil Constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 18 janvier 1985 (*J. O.* du 20 janvier 1985) (p. 818). — Déclare non conformes les dispositions des articles 7, 15, 25, 33 ainsi que celles de l'article 36 résultant de l'expression : « ou l'administrateur provisoire mentionné à l'article 7 et au 2e alinéa de l'article 15 ».

Loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 publiée au *J. O.* du 26 janvier 1985 (p. 1117). — Rectificatif (*J. O.* du 2 mars 1985) (p. 2630).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de lois nos 1578 et 1979 [5 avril 1984] (p. 1174-1185).
Voir « *Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens* » **5.**

Discussion des articles [11 avril 1984] (p. 1424) :

Chapitre Ier : *les administrateurs judiciaires.*

Article 1er (*missions des administrateurs judiciaires*) : adopté.

Article 2 (*inscription sur une liste nationale*) : amendement n° 48 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 55 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (établissement de la liste par chaque cour d'appel) (p. 1424) : rejeté ; amendement n° 56 de M. Jean Foyer soutenu par M. Serge Charles (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 49 du Gouvernement (possibilité pour les juridictions de nommer à titre exceptionnel des personnes qualifiées non inscrites sur la liste) : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 2 de la commission (division de la liste nationale en sections régionales) : adopté.

Article 3 (*composition de la commission nationale*) : amendement n° 3 de la commission (nomination d'un magistrat de la Cour des comptes et d'un membre de l'inspection générale des finances) (p. 1425) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (nomination d'un magistrat du siège d'une cour d'appel) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (nomination d'un membre d'une juridiction commerciale du premier degré) : adopté ; amendements identiques n° 6 de la commission et n° 57 de M. Serge Charles (nomination de deux personnes qualifiées en matière économique ou sociale) : adoptés ; amendement n° 58 de M. Serge Charles (nomination comme membres de la commission de cinq administrateurs judiciaires) (p. 1526) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (cas d'égalité des voix) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*conditions requises pour être inscrit sur la liste*) : amendement n° 59 de M. Serge Charles (nomination de ressortissants d'un pays membre de la Communauté économique européenne) : retiré ; amendement n° 60 de M. Serge Charles (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 1427) ; nécessité de satisfaire à un examen d'aptitude professionnelle : retiré ;
— article 4 : adopté.

Article 5 (*retrait de la liste*) : amendement n° 61 de M. Serge Charles (institution d'une commission de discipline) ; amendement n° 9 de la commission (distinguant les différents cas de retrait) (p. 1428) ; amendement n° 61 : rejeté ; amendement n° 9 : adopté ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*limite d'âge, règlement des dossiers en cours à la date de la cessation des fonctions*) : amendement n° 62 de M. Serge Charles (suppression de l'alinéa relatif aux dossiers en cours) ; amendement n° 10 de la commission (de précision) (p. 1429) ; cas dans lequel l'administrateur atteint par la limite d'âge pourrait être autorisé à terminer les dossiers en cours ; amendement n° 62 : rejeté ; amendement n° 10 : adopté ; amendement n° 63 de M. Serge Charles (précisant que tout administrateur judiciaire pourra poursuivre et terminer ses dossiers en cours) : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (soumettant les administrateurs judiciaires atteints par la limite d'âge aux mêmes obligations professionnelles que tout administrateur dans l'exercice de ses fonctions) (p. 1430) : adopté ;
— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (*exercice de la profession sur l'ensemble du territoire*) : amendement n° 64 de M. Serge Charles (exercice des fonctions d'administrateur dans le ressort de la cour d'appel) : rejeté ;
— article 7 : adopté.

Article 8 (*caractère exclusif de la profession d'administrateur judiciaire*) : régime des incompatibilités ; difficultés relatives au plan de charge des administrateurs (p. 1431) ; amendement n° 65 de M. Serge Charles (précisant que nul ne peut exercer simultanément les fonctions d'administrateur judiciaire ou de mandataire liquidateur d'une même personne) (p. 1432) ; rejeté ; amendement n° 12 de la commission (suppression des mots « direct ou indirect ») : adopté ; amendement n° 66 de M. Serge Charles : devenu sans objet ; amendement n° 13 de la commission (conditions d'exercice de la profession) : adopté ;
— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*contrôle de la profession d'administrateur judiciaire*) : amendement n° 67 de M. Serge Charles (de coordination) ; devenu sans objet ; amendement n° 68 de M. Serge Charles (introduction d'une référence au Parquet) (p. 1433) : rejeté ; amendement n° 69 de M. Serge Charles (mise en place d'une chambre de discipline) : rejeté ;
— article 9 : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 70 de M. Serge Charles (création de compagnies régionales) : rejeté ; en conséquence, l'amendement n° 71 de M. Serge Charles : devient sans objet.

Article 10 (*disciplines*) (p. 1434) : amendement n° 72 de M. Serge Charles (discipline régionale) : devient sans objet ; amendement n° 73 de M. Serge Charles (de conséquence) : devient sans objet ;
— article 10 : adopté.

Article 11 (*suspension provisoire*) : amendement n° 74 de M. Serge Charles (suppression des trois premiers alinéas de cet article) : devient sans objet ;
— article 11 : adopté.

Article 12 (*suppléance de l'administrateur judiciaire suspendu provisoirement*) : amendement n° 75 de M. Serge Charles (référence à la commission des disciplines) : devient sans objet ; amendement n° 14 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 (*prescription des poursuites disciplinaires*) : amendement n° 76 de M. Serge Charles (référence au code de procédure pénale) : adopté ;
— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 (*effets de la radiation et de la suspension provisoire*) : (p. 1435) ; amendement n° 77 de M. Serge Charles (suppression de la deuxième phrase de cet article) ; amendement n° 101 du Gouvernement (déclaration de la nullité) ; amendement n° 77 : rejeté ; amendement n° 101 : adopté.
— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 (*protection du titre d'administrateur judiciaire*) : amendement n° 15 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (sanctions pénales relatives à l'usage d'une dénomination présentant une ressemblance avec le titre d'administrateur judiciaire) : adopté ;
— article 15, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II : *les mandataires liquidateurs.*

Article 16 (*missions des mandataires liquidateurs*) : amendement n° 78 de M. Serge Charles (exercice de fonctions de conciliation) : non soutenu ;
— article 16 : adopté (p. 1436).

Article 17 (*inscription sur une liste établie par une commission régionale, composition de la commission régionale*) : amendement n° 79 de M. Jean Foyer (liste établie par chaque cour d'appel) : non soutenu ; amendement n° 17 de la commission (désignation des représentants des créanciers par les tribunaux) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (référence à une juridiction commerciale du premier degré) : adopté ; amendements identiques n° 19 de la commission et n° 80 de M. Serge Charles (nomination de deux personnes qualifiées en matière économique et sociale) : adoptés ; amendement n° 20 de la commission (cas d'égalité des voix) : adopté (p. 1437) ; amendement n° 21 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 (*conditions requises pour être inscrit sur la liste*) : amendement n° 81 de M. Serge Charles (cas des ressortissants d'un pays membre de la Communauté économique européenne) : retiré ; amendement n° 82 de M. Serge Charles : retiré ;
— article 18 : adopté.

Article 19 (*retrait de la liste*) : amendement n° 83 de M. Serge Charles (suppression du premier alinéa) : devenu sans objet ; amendement n° 22 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 84 de M. Serge Charles : devient sans objet ;
— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 (*limite d'âge, règlement des dossiers en cours à la date de cessation des fonctions*) : amendement n° 85 de M. Serge Charles (dossiers suivis par un mandataire liquidateur ayant atteint la limite d'âge) ; amendement n° 23 de la commission (cas du retrait, de la démission ou de la radiation) (p. 1438) ; amendement n° 85 : rejeté ; amendement n° 23 : adopté ; amendement n° 86 de M. Serge Charle (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 24 de la commission (dispositions auxquelles restent soumis les mandataires liquidateurs après avoir quitté la profession) : adopté ;
— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*compétence territoriale des mandataires liquidateurs*) : amendement n° 25 de la commission (suppression de la référence à la juridiction commerciale) : adopté ;
— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 (*caractère exclusif de la profession de mandataire liquidateur*) : amendement n° 87 de M. Serge Charles (précisant que nul ne peut être désigné pour exercer simultanément les fonctions de mandataire liquidateur d'une même personne) : rejeté ; amendement n° 26 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (de précision) (p. 1439) : adopté ;
— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 (*surveillance, inspection et discipline des mandataires liquidateurs*) : amendement n° 88 de M. Serge Charles (de conséquence) : devient sans objet ;
— article 23 : adopté.

Article 24 (*protection du titre de mandataire liquidateur*) : amendement n° 28 de la commission (cas du mandataire liquidateur atteint par la limite d'âge) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (usage d'une dénomination voisine de celle de mandataire liquidateur) : adopté ;
— article 24, ainsi modifié : adopté.

Chapitre III : *les experts en diagnostic d'entreprise.*

Article 25 (*fonction d'expertise en diagnostic d'entreprise*) : amendement n° 50 du Gouvernement (désignation des experts en diagnostic d'entreprise) (p. 1440) ; mise en place d'un régime proche de celui des experts judiciaires ; amendement n° 31 de la commission : retiré ; amendement n° 50 : adopté ; amendement n° 32 de la commission : devient sans objet ;
— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 (*inscription et retrait de la liste*) : amendement n° 51 du Gouvernement (retrait de la qualification par la Cour d'appel) : adopté.
— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 (*contrôle de la fonction d'expert en diagnostic d'entreprise*) : amendement n° 52 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé ; amendement n° 89 de M. Serge Charles : devient sans objet.

Article 28 (*radiation de la liste*) : amendement n° 53 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 29 (*protection du titre d'expert en diagnostic d'entreprise*) : amendement n° 54 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé (p. 1441).

Chapitre IV : *dispositions diverses.*

Article 30 (*obligation d'accepter le mandat confié par l'autorité judiciaire*) : amendement n° 33 de la commission (notion de motif légitime) : adopté ;
— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 (*recours contre les décisions prises par la commission nationale ou les commissions régionales*) : amendement n° 100 de la commission (compétence de la Cour d'appel de Paris) ; amendement n° 90 de M. Serge Charles (même objet) ; amendement n° 100 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 90 devient sans objet ; amendement n° 35 de la commission (caractère suspensif des recours) : adopté ;
— article 31, ainsi modifié : adopté .

Article 32 (*garantie affectée au remboursement des fonds, effets ou valeurs reçues ou gérées par les administrateurs judiciaires inscrits sur la liste nationale et par les mandataires liquidateurs*) (p. 1442) : amendement n° 102 du Gouvernement (référence à une caisse de garantie dotée de la personnalité civile) : adopté ;
— article 32, ainsi modifié : adopté.

Article 33 (*assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle des administrateurs judiciaires et des mandataires liquidateurs*) : amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 (*assurance et garantie de l'administrateur judiciaire désigné à titre exceptionnel et de l'administrateur provisoire non inscrit sur la liste nationale*) : amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 34, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 34 : amendement n° 91 de M. Serge Charles (caisse de garantie) : devient sans objet.

Article 35 (*fixation par voie réglementaire des modalités de rémunération des mandataires de justice concernés par le présent projet de loi*) : amendement n° 47 de M. Edmond Garcin soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (impossibilité d'allouer aux mandataires de justice des droits proportionnels aux créances et aux actifs des sociétés dont ils s'occupent) (p. 1443) ; amendement n° 38 de la commission (fixation des modalités de rémunération par un décret en Conseil d'Etat) ; nécessité d'empêcher que les mandataires soient personnellement intéressés à la liquidation d'une entreprise ; amendement n° 47 : retiré ; amendement n° 38 : adopté ;
— article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 (*création d'un fonds de garantie*) : amendement n° 92 de M. Serge Charles (de suppression) : rejeté ;
— article 36 : adopté.

Chapitre V : *dispositions transitoires.*

Article 37 (*situation des personnes exerçant actuellement les fonctions de syndic et d'administrateur judiciaire*) : amendement n° 93 de M. Serge Charles (de coordination) (p. 1444) : rejeté ; amendement n° 39 de la commission (personnes exerçant actuellement la fonction de syndic ayant l'obligation de renoncer à l'exercice de leur profession principale pour être inscrites sur la liste des administrateurs judiciaires ou des mandataires-liquidateurs) ; cas des régions où n'exerce actuellement aucun administrateur judiciaire : adopté ; amendement n° 94 de M. Serge Charles (portant à six ans le délai prévu par cet article) : rejeté ;
— article 37, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 37 : amendement n° 99 de M. Pascal Clément soutenu par M. Serge Charles (dispense de formation accordée aux personnes voulant accéder à certaines professions juridiques) ; amendement n° 103 du Gouvernement (conditions dans lesquelles les anciens syndics et administrateurs judiciaires pourront accéder à certaines professions juridiques) (p. 1445) ; amendement n° 103 : retiré ; amendement n° 99 : retiré ; amendement n° 40 de la commission (cas des professionnels âgés de plus de cinquante-cinq ans inscrits actuellement sur une liste de syndics ou d'administrateurs judiciaires) : adopté.

Article 38 (*délai d'inscription sur les nouvelles listes de personnes remplissant les conditions d'inscription sur les listes actuelles*) : amendement n° 95 de M. Serge Charles (délai de six ans) : devient sans objet ; amendement n° 41 de la commission (mise en place d'un délai d'un an) : adopté ; amendement n° 96 de M. Serge Charles : devient sans objet ;
— article 38, ainsi modifié, adopté.

Article 39 (*prise en compte du temps de stage déjà effectué*) : amendement n° 42 de la commission (point de départ des délais) (p. 1446) : adopté ;
— article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40 (*mesures transitoires destinées à pallier l'éventuelle insuffisance des effectifs*) : amendement n° 97 de M. Serge Charles (de suppression) : rejeté ; amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 46 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 41 (*règlement des dossiers en cours à l'entrée en vigueur de la présente loi et en cas de changement de liste*) (p. 1447) : adopté.

Article 42 (*cessation de l'affiliation à l'association des syndics administrateurs judiciaires instituée en application de l'article 5 du décret n° 55-603 du 20 mai 1955*) : adopté.

Article 43 (*désignation des syndics et administrateurs judiciaires lors de la première année de fonctionnement des commissions instituées par le présent projet de loi*) : amendement n° 98 de M. Serge Charles (désignation par le bureau de l'association nationale des syndics et administrateurs judiciaires de France) : retiré ;
— article 43 : adopté.

Article 44 (*abrogation des dispositions en vigueur*) : adopté.

Article 45 (*application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) : adopté.

Article 46 (*date d'entrée en vigueur de la présente loi*) : adopté.

Explications de vote (p. 1448) :
Abstention du groupe R. P. R. : *Charles (Serge)* (p. 1449).
Représentation des créanciers : *Charles (Serge)* (p. 1448).
Vote positif du groupe communiste : *Nilès (Maurice)* (p. 1449)
Vote positif du groupe socialiste : *Gouzes (Gérard)* (p. 1448).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1449).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [15 octobre 1984] (p. 4767) :
Administrateur judiciaire et mandataire liquidateur (dissociation des fonctions) : *Marchand (Philippe)* (p. 4767) ; *Badinter (Robert)* (p. 4768).
Régime des incompatibilités : *Marchand (Philippe)* (p. 4767) ; *Badinter (Robert)* (p. 4768).
Sénat (modifications apportées par le —) : *Marchand (Philippe)* (p. 4767).
Sociétés civiles professionnelles : *Marchand (Philippe)* (p. 4767) ; *Badinter (Robert)* (p. 4768).

Discussion des articles [15 octobre 1984] (p. 4768) :

Article 1er : adopté.

Article 2 : amendement n° 1 de la commission (permettant aux tribunaux de nommer, à titre exceptionnel, des personnes non inscrites sur les listes des administrateurs judiciaires, comme administrateurs judiciaires) (p. 4768) : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 : amendement n° 2 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; composition et fonctionnement de la commission nationale (p. 4769) : adopté ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *bis* : amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 5 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *ter* : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 8 : amendement n° 4 de la commission (insérant les mots « autre profession, en particulier avec celle de mandataire-liquidateur » après les mots « exercice de toute ») ; régime des incompatibilités ; scission entre les professions d'administrateur judiciaire et de mandataire-liquidateur : adopté (p. 4770) ; amendement n° 5 de la commission (supprimant les mots « de liquidateur » dans le deuxième alinéa de cet article) : adopté ;
— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 10 : amendement n° 22 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;
— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 14 : amendement n° 6 de la commission (référence à l'administrateur judiciaire interdit) : adopté ;
— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 16 : adopté (p. 4771).

Article 17 : amendement n° 7 de la commission (possibilité pour les tribunaux de désigner comme représentants des créanciers des personnes autres que celles inscrites sur la liste des mandataires-liquidateurs) : retiré ; amendement n° 8 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 : adopté.

Article 19 : amendement n° 9 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;
— article 19, ainsi modifié : adopté (p. 4772).

Article 19 *bis* : adopté.

Article 20 : adopté.

Article 20 *bis* : adopté.

Article 22 : amendement n° 10 de la commission (de conséquence) ; rétablissement de l'incompatibilité de la profession de mandataire-liquidateur avec l'exercice de toute autre profession : adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (précisant que le mandataire-liquidateur désigné comme expert ne pourra pas être nommé administrateur judiciaire) ; possibilité pour le tribunal de nommer, dans le cadre de la procédure simplifiée, comme administrateur judiciaire, l'expert qui aura assisté le juge commissaire : adopté ;
— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 24 : amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4773) ; amendement n° 12 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 : adopté.

Article 26 : amendement n° 13 de la commission (assistance d'un avocat) : adopté ;
— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 30 : supprimé par le Sénat.

Après l'article 31 : amendement n° 14 de la commission (recours contre les décisions prises en application des articles 5 *bis* et 20 *bis*) : adopté.

Article 32 : adopté.

Article 33 : adopté (p. 4774).

Article 34 : amendement n° 24 du Gouvernement (de coordination) ; sous-amendement n° 26 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 15 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (adhésion à la caisse de garantie) : adopté ;
— article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 35 : adopté.

Article 36, supprimé par le Sénat : amendement n° 17 de la commission (création d'un fonds de garantie destiné à assurer la rémunération des administrateurs judiciaires, mandataires liquidateurs, ou experts) : adopté ;
— en conséquence, l'article 36 est ainsi rétabli (p. 4775).

Article 37 : amendement n° 18 de la commission (obligation au terme d'un délai de trois ans, de renoncer à l'exercice de sa profession principale pour être maintenu sur la liste des administrateurs judiciaires ou sur la liste des mandataires liquidateurs) ; cas des administrateurs syndics : adopté ; amendement n° 19 de la commission (substituant au délai de trois ans un délai de cinq ans) : adopté ;
— article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 37 *bis* **A :** adopté.

Article 37 *bis :* adopté.

Article 38 : adopté.

Article 39 *bis* : adopté.

Article 40 (p. 4776) ; amendement n° 20 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 42 : adopté.

Article 44 : amendement n° 21 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 44, ainsi modifié : adopté.

Article 46 : adopté (p. 4777).

Explications de vote (p. 4777).

Abstention du groupe R. P. R. : *Charles (Serge)* (p. 4777).
Régime des incompatibilités : *Charles (Serge)* (p. 4777).
Vote favorable du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 4777).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4778).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale commune aux projets de loi n° 1578 et 1579 [6 décembre 1984] (p. 6749). Voir « Faillite, règlement judiciaire et liquidations de biens **5** ».

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6762).

7. — Proposition de loi n° 1985 tendant à renforcer la **responsabilité des personnes morales et de leurs dirigeants en cas de règlement judiciaire.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Dépôt le 8 février 1984 par M. Jean-Jacques Barthe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (12 avril 1984).

FAIM DANS LE MONDE

Voir *Questions orales sans débat* **717.**

Cas de l'Ethiopie.
Voir *Questions au Gouvernement* **1137.**

FAITS PERSONNELS

1. — M. Michel Sapin : regrette que M. Jean Foyer ait mis en cause son honorabilité professionnelle de magistrat administratif [25 janvier 1984] (p. 75) ; conformité des lois au regard des traités internationaux ; convention européenne des Droits de l'homme ; arrêt Jacques Vabre (p. 76).

2. — M. Georges Tranchant : accusation selon laquelle il aurait transféré de l'argent en Suisse ; demande à M. Guy Ducoloné de retirer ses propos [1er février 1984] (p. 422).

3. — M. Guy Ducoloné : précisions relatives aux fonds placés en Suisse par M. Georges Tranchant ; attitude de l'opposition ; attitude des communistes pendant la Résistance ; passé de M. Robert Hersant [2 février 1984] (p. 448-449).

4. — M. Jacques Toubon : accusation selon laquelle M. Robert Hersant serait le « patron » des députés de l'opposition ; propos tenus par M. Edmond Garcin accusant les « amis de l'opposition » d'avoir été peu nombreux dans les camps de concentration [2 février 1984] (p. 449).

5. — M. François d'Aubert : falsification historique à laquelle se livre le parti communiste ; demande de reparution de *L'Humanité* pendant l'occupation allemande [2 février 1984] (p. 449-450).

6. — M. Alain Madelin : nécessité d'exclure les partis politiques du champ d'application du projet de loi sur la presse [10 février 1984] (p. 903).

7. — M. Guy Ducoloné : rappelle à M. Emmanuel Aubert l'existence de pays où des interdits professionnels frappent les communistes [15 mai 1984] (p. 2362).

8. — M. Jacques Toubon : rejette les accusations portées contre l'opposition rendue responsable du dévoiement de l'institution parlementaire ; score réalisé par la liste du Front national lors des élections européennes [19 juin 1984] (p. 3472).

9. — Xavier Deniau : s'élève contre les propos d'un député communiste l'assimilant « aux sénateurs nostalgiques des aventures coloniales » ; rappelle qu'il a présenté aux Nations Unies un texte concernant la décolonisation du Cameroun et qu'il a négocié les accords d'indépendance de certains Etats d'Afrique noire [28 juin 1984] (p. 3827).

10. — Alain Madelin : mauvaise foi du Gouvernement prétextant d'un pseudo-enlisement du débat sur la presse pour recourir à l'article 49-3 de la Constitution [4 juillet 1984] (p. 4065, 4066).

11. — Jacques Toubon : détournement de la procédure de l'article 49-3 de la Constitution [5 juillet 1984] (p. 4086) ; estime que l'expression de « quarteron de trublions » devrait s'appliquer au Gouvernement et à sa majorité (p. 4087).

12. — M. Jacques Baumel : rappelle qu'il n'a jamais exercé de responsabilité de tutelle en ce qui concerne l'audiovisuel ; cas de M. Pierre Desgraupes [7 novembre 1984] (p. 5648)

13. — M. Michel Noir : vérité des chiffres contenus dans le dossier publié par son groupe ; caractère satisfaisant de l'accord IBM-Thomson ; accord C. G. R. Technicare ; date de la décision prise par Télécom 1 ; plan câble [12 décembre 1984] (p. 6857) ; Mme Edith Cresson : détournement de procédure ; redressement de la balance extérieure en ce qui concerne les produits électroniques (p. 6857) ; accord avec Technicare ; opposition des gouvernements d'avant 1981 à la conclusion d'un accord européen sur l'industrie électronique (p. 6858).

14. — M. Lionel Jospin : rappelle les propos tenus par M. Didier Julia lors des questions d'actualité ; caractère des mots « apartheid » et national-socialisme » ; sa participation à la conférence de mobilisation contre l'apartheid d'Arusha [19 décembre 1984] (p. 7231) ; son rappel de ce qu'était le national-socialisme ; renaissance de l'extrême droite (p. 7232).

15. — M. Claude Labbé : condamnation de l'apartheid en Afrique du Sud ; définition de l'apartheid [19 décembre 1984] (p. 7232) ; propos de M. Edgard Pisani sur un double collège en Nouvelle-Calédonie ; sa participation à la lutte anti-raciste ; négation de la valeur de la loi par le Président de la République (p. 7233).

FAMILLE

5. — Projet de loi n° 2429 relatif aux **mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 15 novembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 15 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Guy Chanfrault (20 novembre 1984). — Rapport n° **2470** (29 novembre 1984). — Discussion le 4 et 5 décembre 1984. — Adoption le 5 décembre 1984. — Projet de loi n° **708.**

Sénat (première lecture) n° **119** (1984-1985), dépôt le 5 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Cauchon. — Rapport n° **149** (1984-1985) (13 décembre 1984). — Discussion le 18 décembre 1984. — Adoption le 18 décembre 1984. — Projet de loi n° **54** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

Bureau [*J. O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Guy Chanfrault. — Rapport n° **2532** (19 décembre 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Cauchon. — Rapport n° **176** (1984-1985) (19 décembre 1984). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture n° **2529,** dépôt le 18 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Guy Chanfrault. — Rapport n° **2541** (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **750.**

Sénat (deuxième lecture) n° **186** (1984-1985), dépôt le 20 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Cauchon. — Rapport n° **188** (1984-1985) (20 décembre 1984). — Rejet le 21 décembre 1984. — Projet de loi n° **77** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2559,** dépôt le 21 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Guy Chanfrault. — Rapport n° **2561** (21 décembre 1984). — Discussion le 21 décembre 1984. — Adoption définitive le 21 décembre 1984. — Projet de loi n° **754.**

Loi n° 85-17 du 4 janvier 1985 publiée au *J. O.* du 5 janvier 1985 (p. 143).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1984] (p. 6617-6637) :

Question préalable de M. Jacques Barrot : *Barrot (Jacques)* (p. 6621-6622-6623) ; *Evin (Claude)* (p. 6623-6624-6625) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6625-6626) ; rejetée au scrutin public (p. 6627).

Amendements (recevabilité financière des —) : *Missoffe (Hélène)* (p. 6652) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6652) ; *Evin (Claude)* (p. 6652).

Allocation au jeune enfant (création de l' —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6619) ; *Evin (Claude)* (p. 6624) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6626) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 6628) ; *Frachon (Martine)* (p. 6630) ; *André (René)* (p. 6640) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6642) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6645) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6646) ; *Ravassard (Noël)* (p. 6649) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6650).

Allocation au jeune enfant (durée du versement de l' —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6619) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6643).

Allocation au jeune enfant (montant de l' —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6619) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6646) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 6648).

Allocation au jeune enfant (personnes bénéficiaires de l' —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6619) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 6628) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6642) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6643).

Allocation parentale d'éducation (création de l' —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6619) ; *Evin (Claude)* (p. 6624) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6626-6650-6651-6652) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 6628) ; *Frachon (Martine)* (p. 6630) ; *Natiez (Jean)* (p. 6631) ; *André (René)* (p. 6640-6641) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6644) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6645) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6646) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6647-6648) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 6648) ; *Ravassard (Noël)* (p. 6649).

Allocation parentale d'éducation (durée de versement de l' —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6620) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6643) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6650).

Allocation parentale d'éducation (lien avec le congé parental) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6620-6621) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 6628) ; *Natiez (Jean)* (p. 6631) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6632) ; *Cacheux (Denise)* (p. 6639) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6650).

Allocation parentale d'éducation (montant de l' —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6620) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6644) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6647) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 6648) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6651).

Allocation parentale d'éducation (ouverture aux hommes de l' —) : *Natiez (Jean)* (p. 6631) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6632-6651).

Allocation parentale d'éducation (reprise d'un travail à l'issue du service de l' —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6621-6622) ; *Frachon (Martine)* (p. 6630) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6643) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6647-6648).

Contrôle des déclarations : *Chanfrault (Guy)* (p. 6621) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6643) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6644).

Coût du projet : *Chanfrault (Guy)* (p. 6621) ; *Bayard (Henri)* (p. 6633) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6643).

Crèches : *Chanfrault (Guy)* (p. 6619) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6638) ; *Ravassard (Noël)* (p. 6649) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6650).

Démographie (situation de la — en France) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6618-6619) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6621-6622-6623) ; *Evin (Claude)* (p. 6623-6624) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6626) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 6627) ; *Frachon (Martine)* (p. 6629-6630) ; *Natiez (Jean)* (p. 6631) ; *Bayard (Henri)* (p. 6632-6633) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6638) ; *Cacheux (Denise)* (p. 6639) ; *André (René)* (p. 6640-6641) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6644-6645) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6646).

D. O. M. : *Chanfrault (Guy)* (p. 6621) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6641) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6652).

Droits de l'enfant : *Evin (Claude)* (p. 6625) ; *Cacheux (Denise)* (p. 6639) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6650).

Famille (changement dans la conception de la —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6617) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6622) ; *Evin (Claude)* (p. 6623) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 6627-6628) ; *Bayard (Henri)* (p. 6633) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6637) ; *Cacheux (Denise)* (p. 6639) ; *André (René)* (p. 6641) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6644) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6646) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6651-6652).

Frais de garde : *Evin (Claude)* (p. 6642).

Place de la femme dans la société : *Chanfrault (Guy)* (p. 6617-6618) ; *Frachon (Martine)* (p. 6629-6630) ; *Natiez (Jean)* (p. 6639) ; *André (René)* (p. 6641) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6644-6645) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 6648-1149) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6651).

Prestations familiales (pouvoir d'achat des —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6618) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6622) ; *Evin (Claude)* (p. 6624) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6625-6626) ; *Bayard (Henri)* (p. 6633) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6637-6638) ; *Cacheux (Denise)* (p. 6639) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6643) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6643) ; *Perrut (Francisque)* (p. 6647) ; *Ravassard (Noël)* (p. 6649).

Prêts aux jeunes ménages (transfert aux banques de l'attribution des —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6620-6621) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 6629) ; *Frachon (Martine)* (p. 6631) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6643) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6644) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6651).

Programme prioritaire d'exécution n° 8 du 9e Plan : *Chanfrault (Guy)* (p. 6618-6619) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6622) ; *Evin (Claude)* (p. 6624-6625) ; *Bayard (Henri)* (p. 6633) ; *Cacheux (Denise)* (p. 6639) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 6648) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6650).

Sécurité sociale (résultat financier de la — pour 1984 et pour 1985) : *Barrot (Jacques)* (p. 6622) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6625).

Supplément de revenu familial (suppression du —) : *Barrot (Jacques)* (p. 6623) ; *Evin (Claude)* (p. 6624) ; *Frachon (Martine)* (p. 6630) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6647) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6652) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 6652).

Troisième enfant : *Barrot (Jacques)* (p. 6623) ; *Evin (Claude)* (p. 6624) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 6628) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6642) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 6648).

Discussion des articles [5 décembre 1984] (p. 6661) :

Article 1er (*liste des prestations familiales*) : problèmes de la simplification des prestations familiales (p. 6661) : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (possibilité pour les associations qui ont leur siège dans les départements d'Alsace-Lorraine d'être régies par la loi du 1er juillet 1901) : non soutenu ; amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (avis motivé de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel) : non soutenu ; amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (précisant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénoms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance) : non soutenu ; amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur le bilan comparé des avantages fiscaux et sociaux dont bénéficient les couples mariés par rapport aux couples non mariés) : non soutenu ; amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (situation des couples vivant en concubinage pour l'attribution des prestations familiales, sociales ou autres) : non soutenu ; amendement n° 11 de la commission (précisant que les prestations familiales sont dues à la personne physique qui assume la charge effective et permanente de l'enfant) : adopté.

Article 2 (*limites d'âge et notion d'enfants à charge ; article L. 513 du code de la sécurité sociale*) : amendement n° 12 de la commission (de précision) : adopté (p. 6662) ; amendement n° 13 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*allocations au jeune enfant*) : problème du plafond de ressources ; fiscalisation d'une partie des prestations familiales ; conception de l'allocation au jeune enfant ; *article 516 du code de la sécurité sociale* : amendement n° 91 du Gouvernement (référence à la durée de la grossesse) (p. 6663) : adopté ; amendement n° 92 du Gouvernement (précisant que l'allocation est due sans condition de ressources pendant la grossesse et jusqu'au troisième mois après la naissance) ; amendement n° 15 de la commission (même objet) ; amendement n° 92 : adopté ; amendement n° 15 : devenu sans objet ; *article L. 517 du code de la sécurité sociale* : amendement n° 16 de la commission (visant à retirer du texte la possibilité de supprimer l'allocation en cas de non-observation des examens médicaux) : adopté ; *article L. 518 du code de la sécurité sociale* : amendement n° 8 de M. Francisque Perrut (supprimant le texte proposé pour l'article L. 518 du code de la sécurité sociale) ; amendement n° 57 de Mme Hélène Missoffe (même objet) : retirés ; amendement n° 17 de la commission (droit à l'allocation au jeune enfant après le troisième mois suivant la naissance) : devenu sans objet ; amendement n° 18 de la commission (versement d'une allocation différentielle) (p. 6664) : adopté ; amendement n° 7 de M. Francisque Perrut (précisant qu'au-dessus d'un certain plafond le montant de cette allocation est inclus dans le revenu imposable) : retiré ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 90 de M. Wilfrid Bertile (précision par décret des conditions d'extension des dispositions de l'article 3 aux départements d'outre-mer) : réservé ; amendement n° 79 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (précisant que dans les entreprises privées les employeurs sont tenus de laisser à toute femme enceinte le temps nécessaire pour satisfaire aux obligations de l'article L. 159 du code de la sécurité sociale) : rejeté.

Article 4 (*complément familial pour les familles d'au moins trois enfants âgés de plus de trois ans*) (p. 6665) ; *article L. 533 du code de la sécurité sociale* : amendement n° 19 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 66 de M. Jean-Michel Belorgey (indiquant qu'il est procédé à une appréciation spécifique des ressources en cas de modification de la situation familiale ou professionnelle) : adopté ; *article L. 534 du code de la sécurité sociale* ; amendement n° 59 de Mme Hélène Missoffe (supprimant le texte proposé par l'article L. 534 du code de la sécurité sociale) ; problème de l'existence ou non d'un plafond de ressources : rejeté ; amendement n° 20 de la commission (versement d'un complément différentiel) : adopté ; *article L. 535 du code de la sécurité sociale* : amendement n° 21 de la commission (substituant aux mots « peut être » le mot « est ») ; maintien du droit aux prestations même lorsque la famille cesse de répondre aux conditions requises (p. 6666) : adopté ;
— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*allocation parentale d'éducation*) : existence de cette allocation à Paris ; problèmes de la fiscalisation des prestations familiales (p. 6667) ; principe de l'allocation parentale d'éducation ; problème du maintien de certaines couvertures sociales au titulaire de cette allocation ; proposition d'étendre l'attribution de l'allocation parentale d'éducation à toute mère de trois enfants (p. 6668) ; réembauche après le congé parental ; *article L. 543-17 du code de la sécurité sociale* : amendement n° 22 de la commission insérant les mots « à plein ou à moitié de ce taux » après les mots « et versées dans le premier alinéa du texte proposé par l'article 543-17 du code de la sécurité sociale) : rejeté ; amendement n° 93 du Gouvernement (précisant que l'ouverture du droit est subordonnée à l'exercice de deux années d'activité professionnelle dans les 30 mois qui précèdent la naissance) : adopté (p. 6669) ; *article L. 543-18 du code de la sécurité sociale* : amendement n° 24 de la commission (supprimant le troisième alinéa du texte proposé par l'article L. 543-18 du code de la sécurité sociale) ; amendement n° 72 de M. Jean-Michel Belorgey (référence aux situations autres que les situations de chômage qui sont assimilées à des activités professionnelles) ; amendement n° 101 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 24 : retiré ; amendement n° 72 : retiré (p. 6670) ; amendement n° 101 : adopté ; amendement n° 102 du Gouvernement (de conséquence) ; amendement n° 73 de M. Jean-Michel Belorgey (même objet) : adoptés ; amendement n° 25 de la commission (référence aux situations qui sont assimilées à des activités professionnelles pour l'appréciation des conditions fixées aux alinéas *a* et *c*) : devenu sans objet ; amendement n° 94 du Gouvernement (conditions dans lesquelles l'allocation est versée à plein taux ou à la moitié de ce taux) : adopté ; *article L. 543-19 du code de la sécurité sociale* : amendement n° 26 de la commission (référence à l'alinéa premier) : adopté ; amendement n° 103 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; *article L. 543-20 du code de la sécurité sociale* : amendement n° 27 de la commission (précisant que les indemnités dues aux travailleurs sans emploi sont maintenues jusqu'à l'expiration des droits) ; amendement n° 81 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (même objet) ; garantie de reprise des indemnités de chômage (p. 6671) ; régime d'aide aux travailleurs privés d'emplois ; système d'articulation de l'A. P. E. et des autres avantages auxquels les bénéficiaires de cette allocation peuvent prétendre : adoptés ; *après l'article L. 543-21 du code du travail* : amendement n° 95 du Gouvernement (précisant que les personnes bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation ont une priorité d'accès aux stages de formation professionnelle rémunérés) : adopté ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 29 de la commission (priorité d'accès aux stages de formation professionnelle pour les personnes bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation) (p. 6672) : devenu sans objet.

Article 6 (*droit à l'assurance maladie et maternité des bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation*) : nécessité pour les personnes qui auront suspendu leur contrat de travail de retrouver la totalité de leurs droits dès la reprise de leur travail ; problème de la rente permanente d'incapacité ; cas des chômeurs de longue durée ; amendement n° 96 du Gouvernement (précisant qu'en cas de reprise du travail les personnes intéressées retrouvent leurs droits aux prestations en nature et en espèces de l'assurance maladie et maternité pendant une période fixée par décret) : adopté ;
— article 6, ainsi modifié : adopté (p. 6673).

Après l'article 6 : amendement n° 70 de M. Jean-Michel Belorgey (rôle des organismes débiteurs des prestations familiales) ; problème de la succession des prestations ; transfert de la gestion des prêts à taux zéro accordés aux jeunes ménages (p. 6674) ; amendement n° 70 : retiré, repris par M. René André : adopté.

Article 7 (*prêts aux jeunes ménages*) : amendement n° 8 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; prêts accordés par les caisses d'allocations familiales : rejeté ; amendement n° 31 de la commission (supprimant les mots « réduire ou » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 97 du Gouvernement (précisant que toute prestation pour laquelle le bénéficiaire a été sollicité peut faire l'objet d'une avance financée sur les fonds d'action sanitaire et sociale) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (indiquant que l'action de l'allocataire pour le paiement des prestations se prescrit par deux ans) : adopté (p. 6675).

Article 8 (*incessibilité et insaisissabilité de prestations familiales*) : amendement n° 84 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (supprimant le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 552 du code de sécurité sociale) ; risque de détournement de diverses allocations pour le paiement de dettes alimentaires ; amendement n° 77 de M. Jean-Michel Belorgey (substituant aux mots « prévues par le code civil, ou pour » les mots « et liées à ») ; amendement n° 84 : rejeté (p. 6676) ; amendement n° 77 : adopté ; amendement n° 34 de la commission (modalités de versement de l'allocation de logement) ; amendement n° 85 de Mme Muguette Jacquaint (même objet) : adoptés ;
— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*récupération des sommes versées par les organismes débiteurs de prestations familiales au titre des prestations indues ou de prêts non remboursés*) : amendement n° 35 de la commission (substituant au pourcentage 30 p. 100 le pourcentage 20 p. 100) ; récupération des sommes indûment versées par tranche de 20 p. 100 : adopté ;
— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (*contrôle des organismes débiteurs de prestations familiales sur les déclarations des allocataires*) : amendement n° 86 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (précisant que les organismes débiteurs de prestations familiales peuvent contrôler les déclarations des allocataires en ce qui concerne leur situation de famille) ; amendement n° 87 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (substituant au mot « contrôlent » les mots « peuvent contrôler ») (p. 6677) ; respect de la vie privée : rejetés ; amendement n° 36 de la commission (substituant aux

mots « et, notamment, les administrations financières » les mots « notamment, les administrations financières et »); nécessité de faire en sorte que la liste des établissements susceptibles d'être sollicités pour communiquer des informations soient limitatives : adopté ; amendement n° 37 de la commission (insérant les mots « qui leur demandent » après les mots « organismes débiteurs de prestations familiales ») ; sous-amendement n° 99 du Gouvernement (insérant le mot « le » après le mot « qui ») ; nécessité d'éviter que ne soient systématiquement transmises aux caisses les informations recueillies par des organismes définis précédemment : adopté ; amendement n° 37, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 98 du Gouvernement (précisant que la présente loi ne fait pas obstacle à l'application de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) ; amendement n° 40 de la commission (demandant que les décisions prises pour l'application de cet article soient soumises à l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés) ; amendement n° 98 : adopté ; amendement n° 40 : devenu sans objet ; amendement n° 38 de la commission (limitant les informations demandées aux allocataires aux données strictement nécessaires à l'attribution des prestations familiales) (p. 6678) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (obligation pour les organismes débiteurs de prestations familiales d'informer les allocataires de l'existence d'un contrôle sur leurs déclarations) : adopté ;
— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 (*fondation sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles*) : adopté.

Article 12 (*non-cumul des prestations familiales du régime français avec celles versées en application de traités*) : adopté.

Article 13 (*décret d'application des dispositions législatives en matière de prestations familiales*) : adopté.

Article 14 (*règles de prescriptions applicables aux congés de naissance ou d'adoption*) : adopté.

Article 15 (*extension des catégories de bénéficiaires des prestations familiales dans les départements d'outre-mer*) : discrimination entre la métropole et les D. O. M. en ce qui concerne le régime des prestations familiales (p. 6679) ; critères d'activité ; amendement n° 90 de M. Wilfried Bertile (indiquant qu'un décret précisera les conditions d'extension des dispositions de l'article 3 aux départements d'outre-mer) ; amendement n° 100 du Gouvernement (indiquant qu'un décret prévoira les conditions d'adaptation, dans les départements d'outre-mer, de l'allocation au jeune enfant) ; amendement n° 90 : rejeté ; amendement n° 100 : adopté ;
— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 (*extension aux départements d'outre-mer de certaines dispositions communes à l'ensemble des prestations familiales*) : amendement n° 41 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (*extension des cas de filiation à l'assurance vieillesse des mères de famille*) ; situation des veuves (p. 6680) : adopté.

Article 18 (*dispositions d'abrogation et d'harmonisation*) : amendement n° 42 de la commission (supprimant le paragraphe I de cet article) : devenu sans objet ; amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (supprimant les mots « L. 519 à L. 522-1 dans le sixième alinéa du paragraphe II de cet article) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (insérant le terme « une » au premier alinéa de l'article L. 544) ; revalorisation de la base de calcul des prestations familiales : adopté ; amendement n° 49 de la commission (supprimant le quatorzième alinéa du paragraphe II de cet article) (p. 6681) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (référence à la notion de chef de famille) : adopté ; amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 (*suppression du supplément de revenu familial en métropole*) : amendement n° 52 de la commission (de suppression) ; situation des familles bénéficiaires de l'allocation de supplément au revenu familial : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 20 (*modification rédactionnelle de l'article L. 536 du code de la sécurité sociale*) : adopté.

Article 21 (*dispositions d'harmonisation concernant l'article L. 542-1 du code de la sécurité sociale*) : adopté.

Article 22 (*sanctions pénales*) : amendement n° 53 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (portant le montant des pénalités de 4 000 F à 80 000 F) ; pénalisation de la récidive de fraudes : adopté ;
— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 (*changements de numérotation dans le code de la sécurité sociale*) : adopté.

Article 24 (*dispositions transitoires*) (p. 6612) : amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 10 de M. Francisque Perrut (supprimant la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) ; risque de discrimination entre différents enfants d'une même famile : rejeté ;
— article 24, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 6683) :

Abstention du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 6684) ;

Politique familiale : *Proriol* (*Jean*) (p. 6683) ; *André* (*René*) (p.6684) ; *Frachon* (*Martine*) (p. 6684) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 6684) ; *André* (*René*) (p. 6684).

Troisième enfant : *Proriol* (*Jean*) (p. 6683).

Vote négatif du groupe R. P. R. : *André* (*René*) (p. 6684).

Vote négatif du groupe U. D. F. : *Proriol* (*Jean*) (p. 6684).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6684).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7358) :

Allocation au jeune enfant : *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 7360).

Allocation parentale d'éducation : *Chanfrault* (*Guy*) (p. 7359) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 7359).

Indemnisation du congé parental d'éducation : *Delebarre* (*Michel*) (p. 7359).

Prestations familiales (pouvoir d'achat des —) : *Delebarre* (*Michel*) (p. 7359).

Discussion des articles [20 décembre 1984] (p. 7360) :

Article 3 : adopté.

Article 4 : amendement n° 1 de la commission (substituant au mot « modification » le mot « réduction ») : adopté ;
— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5, supprimé par le Sénat : amendement n° 2 de la commission (insérant au titre II du livre V du code de la sécurité sociale un chapitre V-4 intitulé « allocation parentale d'éducation ») (p. 7360) ; sous-amendement n° 14 du Gouvernement (référence à chacune des personnes assumant la charge des enfants) ; sous-amendement n° 15 du Gouvernement (référence à la demande d'allocation parentale d'éducation si cette demande est postérieure à la naissance) ; sous-amendement n° 16 du Gouvernement (supprimant le dernier alinéa du texte proposé par l'amendement n° 2 pour l'article L. 543-17 du code de la sécurité sociale) ; sous-amendement n° 17 du Gouvernement (conditions émises à l'attribution de l'allocation parentale d'éducation) ; sous-amendement n° 18 du Gouvernement (précisant que l'allocation parentale d'éducation a une durée de vingt-quatre mois maximum) ; sous-amendement n° 19 du Gouvernement (insérant les mots « pour la même personne » après le mot « cumulée » dans la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé par l'amendement n° 2 pour l'article L. 543-19 du code de la sécurité sociale) ; sous-amendement n° 20 du Gouvernement (cas où la modification du nombre d'enfants à charge résulte du décès d'un des enfants) ; cumul de deux allocations parentales d'éducation (p. 7361) ; sous-amendements n°s 14, 15, 16, 17, 18 et 19 : adoptés ; sous-amendements n° 20 : adopté après rectification ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ;
— en conséquence, l'article 6 est ainsi rétabli.

Article 6, supprimé par le Sénat : amendement n° 3 de la commission (précisant que les bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation conservent leurs droits aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité) : adopté ;
— en conséquence, l'article 6 est ainsi rétabli.

Article 6 *bis*, supprimé par le Sénat : amendement n° 4 de la commission (obligations des organismes débiteurs de prestations familiales) ; sous-amendement n° 24 du Gouvernement (supprimant la fin du texte proposé pour cet amendement après le mot « incombe ») ; chaînes de traitement informatique des caisses ; rôle des caisses d'allocations familiales (p. 7362) ; sous-amendement n° 24 : retiré ; amendement n° 26 du Gouvernement (obligations à la charge de l'organisme débiteur des prestations familiales) ; amendement n° 4 : rejeté ; amendement n° 26 : adopté ;
— en conséquence, l'article 6 *bis* est ainsi rétabli.

Article 7 : amendement n° 21 du Gouvernement (précisant que la caisse nationale des allocations familiales et les caisses centrales de la mutualité sociale agricole accordent des subventions pour annuler le taux d'intérêt des prêts accordés aux établissements de crédit) ; amendement n° 5 de la commission (même objet) ; garantie minimale pour les établissements de crédit contre les défaillances de remboursement des emprunteurs (p. 7363) ; amendement n° 21 : adopté ; amendement n° 5 : devenu sans objet ;
— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 6 de la commission (référence à l'allocation de soutien familial et à l'allocation parentale d'éducation) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (insérant les mots « pendant trois échéances mensuelles consécutives ou à l'issue d'un délai de deux mois suivant l'échéance trimestrielle » après le mot « propriété ») ; amendement n° 22 du Gouvernement (même objet) ; problème de la liaison entre le retard dans le paiement des loyers et le versement de l'allocation de logement des loyers et le versement de l'allocation de logement au bailleur ou au prêteur ; amendement n° 7 : rejeté ; amendement n° 22 : adopté ; amendement n° 8 de la commission (précisant que ce versement a lieu au plus tard jusqu'à l'extinction de la dette résultant des échéances impayées) ; sous-amendement n° 23 de la commission (complétant l'amendement par les mots « dans la limite d'un délai fixé par décret ») (p. 7364) : adopté ; amendement n° 8, ainsi modifié : adopté ;
— article 8, ainsi modifié: adopté.

Article 10 : amendement n° 9 de la commission (substituant aux mots « peuvent contrôler » le mot « vérifient ») : adopté ; amendement n° 10 de la commission (indiquant que pour l'exercice de leur contrôle les organismes débiteurs de prestations familiales peuvent demander toutes les informations nécessaires aux administrations publiques) : adopté ; amendement n° 27 du Gouvernement (fixation par décret des modalités d'information des allocataires faisant l'objet d'un contrôle) : adopté ; amendement n° 11 de la commission et sous-amendements n° 25 du Gouvernement : devenus sans objet ;
— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : amendement n° 12 de la commission (référence à l'allocation au jeune enfant ou à l'allocation parentale d'éducation) (p. 7365) : adopté ;
— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 : adopté.

Article 22 : adopté.

Article 23 : adopté.

Article 24 : amendement n° 13 de la commission (précisant que l'allocation parentale d'éducation est attribuée au titre des enfants nés à compter du 1er janvier 1985) : adopté ;
— article 24, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7366).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1984] (p. 7379) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Chanfrault* (*Guy*) (p. 7380).

Indemnisation du congé parental d'éducation : *Labarrère* (*André*) (p. 7380).

Sénat (position du —) : *Chanfrault* (*Guy*) (p. 7380) : *Labarrère* (*André*) (p. 7380).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 7380).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7381).

Disparition de personnes

Voir *Questions orales sans débat* **635.**

Politique familiale

Voir *Questions au Gouvernement* **981, 1053, 1078.**

FEMMES

13. — Proposition de loi n° 2027 tendant à modifier les articles L. 323-36 et L. 323-37 du code du travail afin de faciliter l'**emploi des femmes seules, chefs de famille.** — Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Henri de Gastines. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Orientation et formation professionnelle des —

Voir *Questions au Gouvernement* **892.**

Salaires des — cadres

Voir *Questions au Gouvernement* **993.**

FERMAGE

Voir *Agriculture* **13.**

FIGARO (le)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 2, article **10,** article 12.

FILIATION

Voir *Enfants* **9.**

FLEURS, GRAINES ET ARBRES

Protection des —

Voir *Questions orales sans débat* **716.**

FLOIRAT-CHASSIGNY (groupe)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 4.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

16. — Loi n° 84-53. Rectificatif [*J. O.* du 18 avril 1984] (p. 1186).

17. — Proposition de loi n° 1442 tendant à supprimer les limites d'âge pour l'**accès à la fonction publique.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Georges Labazée (11 octobre 1984).

21. — Projet de loi n° 1986 relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la **fonction publique territoriale.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 8 février 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Urgence déclarée le 17 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin (5 avril 1984). — Rapport **n° 2038** (12 avril 1984). — Discussion les 17 et 18 avril 1984. — Adoption le 18 avril 1984. — Projet de **loi n° 543.**

Sénat (première lecture), **n° 272** (1983-1984), dépôt le 19 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel (9 mai 1984). — Rapport **n° 302** (1983-1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi **n° 117** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).
Bureau [*J. O.* du 21 juin 1984] (p. 1921).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Sapin. — Rapport **n° 2211** (19 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport **n° 397** (1983-1984) (19 juin 1984). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 2113,** dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin. — Rapport **n° 2215** (20 juin 1984). — Discussion le 20 juin 1984. — Adoption avec modifications le 20 juin 1984. — Projet de loi **n° 613.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 416** (1983-1984), dépôt le 21 juin 1984). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport **n° 417** (1983-1984) (21 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption avec modifications le 26 juin 1984. — Projet de loi **n° 147** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2250,** dépôt le 27 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin. — Rapport n° **2260** (28 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption définitive le 28 juin 1984. — Projet de loi n° **639.**

Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 13 juillet 1984 (p. 2247). — Rectificatif (*J. O.* du 8 août 1984) (p. 2601).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [17 avril 1984] (p. 1636) :

Cadres supérieurs de la fonction publique locale : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 1646).

Carrière des personnels de la fonction publique locale : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1641).

Centre de formation des personnels communaux (suppression du —) : *Sapin* (*Michel*) (p. 1636) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 1638) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 1638) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1640) ; *Tabanou* (*Pierre*) (p. 1641) ; *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 1643) ; *Charles* (*Serge*) (p. 1644).

Centre national de formation (création d'un —) : *Sapin* (*Michel*) (p. 1636) ; *Tabanou* (*Pierre*) (p. 1642) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 1647) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 1647).

Centres de gestion : *Sapin* (*Michel*) (p. 1637) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 1638) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 1639) ; *Tabanou* (*Pierre*) (p. 1642).

Centres régionaux de formation : *Toubon* (*Jacques*) (p. 1639) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1641) ; *Tabanou* (*Pierre*) (p. 1642) ; *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 1643) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 1647).

Commissaires de la République (rôle des —) : *Defferre* (*Gaston*) (p. 1648).

Communes (charges financières des —) : *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 1643).

Conseil constitutionnel (son opinion sur le présent projet de loi) : *Sapin* (*Michel*) (p. 1637) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 1638) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 1640) ; *Charles* (*Serge*) (p. 1644).

Conseil d'orientation : *Sapin* (*Michel*) (p. 1637) ; *Tabanou* (*Pierre*) (p. 1642) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 1647).

Convention et régie : *Sapin* (*Michel*) (p. 1637) ; *Tabanou* (*Pierre*) (p. 1642).

Coût de la présente réforme : *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 1644) ; *Galley* (*Robert*) (p. 1645).

Décentralisation : *Sapin* (*Michel*) (p. 1636) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1640) ; *Tabanou* (*Michel*) (p. 1641) ; *Galley* (*Robert*) (p. 1645) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 1646).

Droit à la formation permanente : *Sapin* (*Michel*) (p. 1636) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 1638) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1640) ; *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 1643) ; *Galley* (*Robert*) (p. 1645) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 1646).

E. N. A. : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1640) ; *Galley* (*Robert*) (p. 1645).

Fonction publique (nouveau statut de la —) : *Sapin* (*Michel*) (p. 1636) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 1637) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1640).

Libre administration des collectivités locales (non-respect du principe de la —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 1638).

Marseille : *Toubon* (*Jacques*) (p. 1639, 1640) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 1639).

Parti communiste (organismes de formation liés au —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 1639).

Plan de formation : *Sapin* (*Michel*) (p. 1636) ; *Defferre* (*Gaston*) (p. 1638) ; *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1641) ; *Galley* (*Robert*) (p. 1645) ; *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 1646).

Politisation de la fonction publique locale : *Charles* (*Serge*) (p. 1644).

Discussion des articles [17 avril 1984] (p. 1651) et [18 avril 1984] (p. 1681) :

Titre I^er^ (*de la formation des agents de la fonction publique territoriale*).

Chapitre I^er^ (*du droit à la formation*).

Section I (*exercice du droit à la formation*).

Article 1^er^ (*champ d'application du titre I^er^*) : actions obligatoires de formation ; composition des tableaux d'avancement ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 1651) ; accès à certains corps du grade supérieur réservé à des personnes ayant subi une formation préalable : adopté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) ; formation des non-titulaires en vue d'une éventuelle titularisation : adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 1^er^, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*accès des fonctionnaires aux actions de formation professionnelle et de formation personnelle*) : amendement n° 69 de M. Jean-Marie Caro (substituant à une référence aux fonctionnaires territoriaux une référence aux agents titulaires des collectivités locales) (p. 1652) : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (de conséquences) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (suppression de la référence à l'identité d'objet des actions de formation) ; renforcement des droits des intéressés : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*formation des stagiaires*) : amendement n° 11 de la commission (cas dans lequel les corps de fonctionnaires sont reconnus comparables) (p. 1653) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*position des agents suivant une action de formation professionnelle, périodicité de la formation professionnelle*) : amendements n° 12 et n° 13 de la commission (de conséquence) : adoptés ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*situation des fonctionnaires bénéficiant d'une action de formation professionnelle*) : amendement n° 14 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 74 de M. Daniel Le Meur (sommes affectées au financement des congés individuels de formation) (p. 1654) : rejeté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*formation des agents non titulaires*) : nécessité de légiférer sur cette question et de ne pas la renvoyer à un texte réglementaire ; amendement n° 75 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Daniel Le Meur (précisant que les agents non titulaires bénéficient des mêmes dispositions générales relatives à la formation que celles s'appliquant aux titulaires) ; amendement n° 15 de la commission (de précision) (p. 1655) ; amendement n° 60 du Gouvernement (principe d'égalité en matière de droit à la formation entre agents titulaires et agents non titulaires) ; amendement n° 75 : rejeté ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 60 : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Section II (*conduite des actions de formation*).

Article 7 (*plans de formation*) (p. 1656) : nécessité de confier à un même organisme le recrutement et la formation ; rôle du C. F. P. C. ; amendement n° 76 de M. Daniel Le Meur (préparation des plans de formation par les collectivités locales) ; avis des comités techniques paritaires intéressés : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (référence à une négociation avec les organisations syndicales) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (référence à l'amélioration du service rendu aux usagers) (p. 1657) : adopté ; amendement n° 88 de la commission (consultation des collectivités locales sur les plans de formation) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (*programme de formation, financement des actions de formation*) (p. 1658) : amendement n° 70 de M. Jean-Marie Caro (déduction du montant des cotisations par les collectivités locales) ; amendement n° 64 de M. Robert Galley soutenu par M. Jacques Toubon (prise en charge financière des actions par le centre de gestion compétent) ; nécessité de ne pas créer une confusion entre les centres de gestion et les centres de formation : rejetés ; rappel au règlement de M. Jean-Marie Caro ; amendement n° 77 de M. Daniel Le Meur (mise en œuvre d'une action de formation lorsque celle-ci n'est pas prévue par le centre de formation) (p. 1659) : retiré ;
— article 8 : adopté.

Article 9 (*information du centre régional de formation*) : centralisation régionale ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (*information du centre de gestion*) : amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 10, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II (*des centres régionaux de formation*).

Article 11 (*création des centres régionaux de formation*) : création d'établissements publics administratifs (p. 1660) ; amendement n° 65 de M. Jacques Toubon (création d'un centre régional de formation particulier à la ville de Paris) ; importance du nombre des agents de la ville de Paris : rejeté ;
— article 11 : adopté.

Article 12 (*missions des centres régionaux de formation*) (p. 1661) : compétence des divers organismes créés par le présent projet de loi en matière de formation ; amendement n° 20 de la commission (information du conseil régional) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 93 du Gouvernement (formation des fonctionnaires de l'Etat) (p. 1662) : adopté ;
— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 (*composition du conseil d'administration des centres régionaux de formation*) : amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (référence aux organisations syndicales représentatives) : adopté ;
— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 (*rôle du conseil d'administration des centres régionaux de formation*) : amendement n° 66 de M. Jacques Toubon (fixation du taux de la cotisation par le conseil d'administration) : adopté après correction ;
— article 14, ainsi modifié : adopté (p. 1663).

Article 15 (*rôle du conseil d'orientation des centres régionaux de formation*) : nécessité d'éviter les conflits entre le conseil d'orientation et le conseil d'administration ; amendement n° 78 de M. Daniel Le Meur (composition du conseil d'orientation par des personnes étrangères au conseil d'administration) : rejeté (p. 1664) ; amendement n° 24 de la commission (précisant que le conseil d'orientation établit le projet de programme régional dans le cadre des directives données par le conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 57 de M. Maurice Ligot (rôle et composition du conseil d'orientation) ; amendement n° 25 de la commission (composition du conseil d'orientation) (p. 1681) ; amendement n° 57 : retiré ; amendement n° 25 : adopté ;
— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 (*ressources des centres régionaux de formation*) : amendement n° 26 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (précisant que le taux de cotisation est fixé chaque année par la loi de finances) : adopté ; amendement n° 71 de M. Jean-Marie Caro (fixation d'un taux de cotisation inférieur au taux minimum déterminé par la loi) (p. 1682) : rejeté ; amendement n° 29 de la commission (fixation par les collectivités de verser avant le 1er février de chaque année un acompte égal au douzième de la cotisation de l'exercice précédent) : adopté ;
— article 16, ainsi modifié : adopté.

Chapitre III : *du centre national de la formation de la fonction publique territoriale.*

Article 17 (*missions du centre national de formation*) : organisation des actions de formation réalisées par le centre national ; formation spécifique des fonctionnaires territoriaux ; refus d'un recours quasi exclusif au système de la convention ; politisation et bureaucratisation (p. 1683) ; amendement n° 72 de M. Jean-Marie Caro (de précision) ; amendement n° 30 de la commission (précisant que la procédure de régie peut être utilisée comme celle de la convention) ; amendement n° 72 : rejeté ; amendement n° 30 : adopté ; amendement n° 94 du Gouvernement (possibilité d'assurer des actions de formation des fonctionnaires de l'Etat par voie de convention) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (obligation faite au centre d'adresser un rapport annuel sur l'application des programmes de formation au conseil supérieur de la fonction publique territoriale) : adopté ;
— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 (*composition du conseil d'administration du centre national de formation*) (p. 1684) : amendement n° 33 de la commission (référence aux organisations syndicales représentatives de fonctionnaires) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 (*rôle du conseil d'administration du centre national de formation*) : amendement n° 81 de M. Jacques Toubon (de conséquence) : adopté après rectification ;
— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 (*rôle du conseil d'orientation du centre national de formation*) (p. 1685) : amendement n° 79 de M. Daniel Le Meur (composition du conseil d'orientation) ; amendement n° 39 de la commission (même objet) ; amendement n° 79 : retiré ; amendement n° 39 : adopté ; amendement n° 38 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*ressources du centre national*) (p. 1686) : amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 (*contrôle administratif du centre national de formation*) : amendement n° 41 de la commission (de rectification) : adopté ;
— article 22, ainsi modifié : adopté.

Chapitre IV : *des organismes dispensateurs de formation.*

Article 23 (*liste des organismes dispensateurs de formation*) (p. 1687) : volonté du Gouvernement de favoriser le système de la convention au détriment de la régie ; amendement n° 4 de la commission (option entre la régie et la convention) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (référence à des établissements d'enseignement ou de formation relevant de l'Etat) : adopté après rectification ; amendement n° 44 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 (*conventions de formation*) (p. 1688) : amendement n° 90 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendements identiques n° 45 de la commission et n° 73 de M. Jean-Marie Caro (suppression de la dernière phrase de cet article) contrôle du centre national ou des centres régionaux sur les organismes dispensateurs de formation : adoptés ; amendement n° 92 de M. Jean-Pierre Worms, soutenu par M. Michel Sapin (école formant des personnels de l'Etat devant assurer la formation de ceux qui seront affectés dans des collectivités territoriales) : retiré ;
— article 24, ainsi modifié : adopté (p. 1689).

Chapitre V : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 25 : (*dissolution du C. F. P. C.*) : amendement n° 46 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 : (*modification de l'article L. 970-5 du code du travail*) : adopté.

Article 27 : (*dévolution des biens, droits et obligations du C. F. P. C.*) : problème de l'attribution autoritaire par la loi des biens du C. F. P. C. ; nécessité d'associer le C. F. P. C. à ces opérations de dévolution ; amendement n° 47 de la commission (précisant que le président et les deux vice-présidents du dernier conseil d'administration du C. F. P. C. sont membres de droit de la commission de dévolution) : adopté ;
— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 : (*reclassement des agents du C. F. P. C.*) : caractère réglementaire des dispositions contenues dans cet article (p. 1690) ; amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (référence aux souhaits des personnels) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 29 (*versement de l'acompte sur la cotisation obligatoire au centre de formation au titre de la première année de fonctionnement*) : adopté.

Article 30 (*application du présent texte dans les D. O. M.*) : amendement n° 80 de M. Ernest Moutoussamy, soutenu par M. Daniel Le Meur (de suppression) ; formation des fonctionnaires territoriaux des départements d'outre-mer par un centre unique (p. 1691) : rejeté ; amendement n° 51 de la commission (précisant que dans les départements d'outre-mer les centres de formation peuvent avoir un ressort interrégional) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 30 : amendement n° 67 de M. Jacques Toubon (précisant que la commune de Paris constitue le centre régional de formation compétent pour les agents de la commune du département de Paris, du bureau d'aide sociale, des caisses des écoles, de la caisse du crédit municipal et de l'office public d'H. L. M. de la ville de Paris) ; amendement n° 68 de M. Jacques Toubon (même objet) : retirés (p. 1692).

Titre II : *Des dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 31 (*article 13 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984*) : régularisation de la loi du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale compte tenu de la décision d'annulation du Conseil constitutionnel ; amendement n° 82 de M. Jacques Toubon (référence à l'importance démographique des collectivités concernées) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié : adopté.

Article 32 (*article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984*) : amendement n° 52 de la commission (obligation de transmission des vacances d'emploi aux centres de gestion) : rejeté ;

— article 32 : adopté (p. 1693).

Article 33 (*article 45 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984*) : amendement n° 83 de M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ; amendement n° 54 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 (*article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984*) : adopté.

Après l'article 34 : amendement n° 1 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 91 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 95 de M. Jacques Toubon (de précision) : rejeté ; amendement n° 91 : adopté (p. 1694) ; amendement n° 58 du Gouvernement (personnel des régions) : adopté ; amendement n° 55 du Gouvernement (problème d'inéligibilité) : adopté ; amendement n° 59 du Gouvernement (limitation des possibilités de recrutement de fonctionnaires d'Etat dans les départements ou les régions dans lesquels ils ont exercé des fonctions) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (actualisation du code des communes) : adopté ; amendement n° 56 du Gouvernement (même objet) : adopté (p. 1695).

Explications de vote (p. 1695) :

Parité entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale : *Tabanou* (*Pierre*) (p. 1695).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 1696).

Vote hostile du groupe U. D. F. : *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 1696).

Vote positif du groupe communiste : *Le Meur* (*Daniel*) (p. 1696).

Vote positif du groupe socialiste : *Tabanou* (*Pierre*) (p. 1696).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1696).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1984] (p. 3537) :

Centres de formation : *Sapin* (*Michel*) (p. 3537, 3538).

Offices d'H. L. M. (contribution des —) : *Sapin* (*Michel*) (p. 3538).

Syndicats (négociation avec les —) : *Sapin* (*Michel*) (p. 3537, 3538).

Titularisation des personnels des régions : *Sapin* (*Michel*) (p. 3537).

Discussion des articles [20 juin 1984] (p. 3538) :

Article 2 : amendement n° 1 de la commission (référence aux actions de formation mentionnées dans l'article 1er) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 5 : amendement n° 2 de la commission (prévision par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles la rémunération est prise en charge par les centres de gestion) (p. 3538) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 7 : amendement n° 3 de la commission (négociation avec les organisations syndicales) ; compétences des centres régionaux et du centre national pour définir les conditions de la formation : rejeté ;

— article 7 : adopté.

Article 8 : amendement n° 4 de la commission (compétences du conseil d'administration du centre régional pour décider à la majorité des deux tiers de diminuer la cotisation versée par la collectivité) ; compétences du conseil d'administration du centre régional pour exonérer certaines collectivités du versement de la cotisation : adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté (p. 3539).

Article 11 : amendement n° 5 de la commission (supprimant les mots « doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière ») : adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 13 : amendement n° 6 de la commission (référence aux organisations syndicales représentatives) : réservé ; amendement n° 7 de la commission (supprimant la deuxième phrase du cinquième alinéa de cet article) ; compétence de chaque conseil d'administration pour décider du nombre de ses vice-présidents : adopté ;

— article 13 : réservé.

Article 14 : adopté.

Article 15 (p. 3540) : amendement n° 8 de la cmomission (supprimant les mots « parmi les représentants des élus ») ; proposition du Sénat prévoyant que le conseil d'administration nomme la totalité des membres du conseil d'orientation placé auprès de lui : adopté ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 : amendement n° 9 de la commission (substituant au mot « douzième » le mot « cinquième ») ; modalités du versement, par les collectivités locales ou les établissements publics, de leur cotisation aux centres régionaux de formation : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3541) ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 : amendement n° 11 de la commission (référence aux organisations syndicales représentatives) : réservé ; amendement n° 12 de la commission (substituant au chiffre « trois » le chiffre « deux ») ; représentation des départements parmi les membres du conseil d'administration : adopté ; amendement n° 13 de la commission (supprimant la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article) : adopté ;

— article 18 : réservé.

Article 19 : adopté.

Article 20 : amendement n° 14 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté (p. 3542).

Article 21 : adopté.

Article 22 : adopté.

Article 23 : amendement n° 15 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification ; amendement n° 17 de la commission (possiblité pour les communes, les départements, les régions et leurs établissements publics administratifs d'assurer les formations organisées par les centres régionaux et le centre national) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 18 de la commission (possibilité pour certaines écoles d'organiser des concours communs pour le recrutement simultané de fonctionnaires de l'Etat et de fonctionnaires territoriaux) (p. 3543) ; fonctionnaires d'encadrement ; compétences des collectivités locales pour recruter les fonctionnaires dont elles auront besoin ; possibilité de recruter par concours des élèves appelés à leur sortie à occuper des postes déclarés vacants dans la fonction publique d'Etat : adopté.

Article 26 *bis :* adopté.

Article 27 : amendement n° 19 de la commission (précisant que les centres départementaux de gestion sont composés pour un tiers de membres titulaires du conseil d'administration du centre de formation des personnels communaux) : adopté, amendement n° 20 de la commission (référence au président et aux deux vice-présidents des centres départementaux de gestion) (p. 3544) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat de la composition et des règles de fonctionnement de cette commission) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 : amendement n° 22 de la commission (supprimant les mots « composée des membres titulaires du conseil d'administration du centre de formation des personnels communaux, représentant les élus locaux et les personnels communaux) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (supprimant la dernière phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (supprimant « si possible » dans le deuxième alinéa de cet article) ; prise en compte des souhaits des agents pour leur affectation géographique : adopté ; amendement n° 24 de la commission (précisant que la commission comprend des élus et des représentants des organisations syndicales de fonctionnaires) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 30 *bis :* amendement n° 25 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; rattachement des établissements publics dont le siège est à Paris et dont la compétence est nationale, au centre de formation de la petite couronne : adopté ;

— article 30 *bis*, ainsi modifié : adopté (p. 3545).

Article 30 *ter :* amendement n° 26 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 30 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 30 *quater :* adopté.

Article 30 *quinquies :* adopté.

Article 33, supprimé par le Sénat : nécessité de laisser aux maires des communes de moins de deux mille habitants une plus grande liberté dans le choix de leur principal collaborateur ; importance du facteur humain dans le rapport élu/agent ; solidarité entre les grandes collectivités et les plus petites ; dégradation des rapports avec les sénateurs au sein de la commission mixte paritaire (p. 3546) ; amendement n° 27 de la commission (prise en charge du traitement de l'intéressé lorsque le refus de nomination opposé par la collectivité n'est pas motivé par des considérations tenant à la nature des fonctions à exercer) ; contribution éventuelle des communes ; sous-amendement n° 36 du Gouvernement (supprimant la dernière phrase de cet amendement) : rejeté ; amendement n° 27 : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 34, supprimé par le Sénat : amendement n° 28 de la commission (détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités de rémunération des membres des cabinets) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 35 *bis :* amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 3547) ; conditions de représentativité d'une organisation syndicale ou d'une association : rejeté ;

— article 35 *bis :* adopté.

Article 35 *ter :* amendement n° 30 de la commission (de suppression) : rejeté ;

— article 35 *ter :* adopté.

Article 13, précédemment réservé : amendement n° 6 de la commission (référence aux organisations syndicales représentatives) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 18, précédemment réservé : amendement n° 11 de la commission (référence aux organisations syndicales représentatives) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié : adopté (p. 3548).

Article 35 *quater :* adopté.

Article 35 *quinquies :* amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 35 *quinquies*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 36 : amendement n° 34 du Gouvernement (application des dispositions des articles 126 à 136 de la loi du 26 janvier 1984 aux forestiers-sapeurs) : adopté.

Article 38, supprimé par le Sénat : amendement n° 33 de la commission (régime des incompatibilités) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 41 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3549).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1984] (p. 3795) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Sapin (Michel)* (p. 3795) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3795).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 3795 à 3798).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3798).

22. — Projet de loi n° 2106 relatif à la **limite d'âge dans la fonction publique** et le secteur public.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 10 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives. — Urgence déclarée le 13 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée (17 mai 1984). — Rapport n° **2167** (30 mai 1984). — Discussion le 13 juin 1984. — Adoption le 13 juin 1984. — Projet de loi n° **600.**

Sénat (première lecture) n° **389** (1983-1984), dépôt le 15 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **494** (1983-1984) (22 août 1984). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur pour avis : M. André Fosset. — Avis n° **492** (1983-1984) (8 août 1984). — Discussion le 22 août 1984. — Adoption le 22 août 1984. — Projet de loi n° **190** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Bureau [*J. O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Georges Labazée. — Rapport n° **2327** (23 août 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **499** (1983-1984) (28 août 1984). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) (n° **2325**), dépôt le 23 août 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée. — Rapport n° **2329** (24 août 1984). — Discussion le 24 août 1984. — Adoption avec modifications le 24 août 1984. — Projet de loi n° **666.**

Sénat (deuxième lecture) n° **501** (1983-1984), dépôt le 28 août 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **503** (1983-1984) (28 août 1984). — Discussion le 28 août 1984. — Adoption avec modifications le 28 août 1984. — Projet de loi n° **192** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2331**, dépôt le 29 août 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée. — Discussion le 29 août 1984. — Adoption définitive le 29 août 1984. — Projet de loi n° **668**.

Saisine du Conseil constitutionnel. — (article 61, alinéa 2, de la Constitution). — Décision le 12 septembre 1984 (*J. O.* du 14 septembre 1984) (p. 2908). — Rectificatif (*J. O.* du 18 septembre 1984) (p. 2933).

Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 publiée au *J. O.* du 14 septembre 1984 (p. 2904).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 2106 et 2107 [13 juin 1984] (p. 3300, 3321) :

Exceptions d'irrecevabilité de M. Jean-Pierre Soisson : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3303, 3304, 3305, 3306) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3306, 3307, 3308) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3308, 3309, 3310, 3311) : rejetées au scrutin public (p. 3311).

Questions préalables de M. Jean Foyer : *Foyer* (*Jean*) (p. 3321, 3322, 3323) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 3323, 3324, 3325, 3326) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3327, 3328, 3329) : rejetées au scrutin public (p. 3329).

Abaissement et modification de l'âge de la retraite (antécédents) : *Foyer* (*Jean*) (p. 3321, 3322).

Abaissement de l'âge de la retraite (avantages) : *Sapin* (*Michel*) (p. 3324).

Abaissement de l'âge de la retraite (pays étrangers) : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3328).

Absence du garde des sceaux : *Debré* (*Michel*) (p. 3306, 3330).

Champ d'application de la loi : *Labazée* (*Georges*) (p. 3302).

Champ d'application de la loi dans le temps : *Labazée* (*Georges*) (p. 3302, 3303) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3305) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3308) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 3325, 3326) ; *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 3331) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 3332) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3335, 3336).

Conseil d'Etat (charge de travail du —) : *Labazée* (*Georges*) (p. 3302) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3322) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 3326) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3327) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3332).

Corps d'inspection : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3305, 3333) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3309, 3336) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3323).

Coût de cette mesure : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3304) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3310, 3311) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3322) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3332).

Cour de cassation : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3304) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3307) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3329) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 3329) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3332).

Cour des comptes : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3327) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 3329) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3332) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 3333).

Départ en retraite : *Labazée* (*Georges*) (p. 3301) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3304) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3310) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 3326) ; *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 3331).

Désorganisation de l'administration : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3305) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3309) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3322, 3323) ; *Debré* (*Michel*) (p. 3330) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3332) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 3333).

Droit des intéressés : *Labazée* (*Georges*) (p. 3302).

« Emeritat » : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3309, 3325) ; *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 3331).

Emplois dans la fonction publique : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3334, 3335).

E. N. A. (recrutement à la sortie de l'—) : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3310).

Financement du nouveau régime : *Labazée* (*Georges*) (p. 3302).

Loi de 1975 : *Labazée* (*Georges*) (p. 3300, 3301) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3303, 3304, 3324) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3309, 3327) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 3323, 3324) ; *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 3331).

Mobilité vers l'extérieur : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3308).

Politisation de la fonction publique : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3305, 3306) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3307) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3323) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3328, 3329) ; *Debré* (*Michel*) (p. 3330) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 3333).

Population active (niveau de la —) : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3328).

Principe d'égalité : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3304) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3307) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3310, 3328, 3335) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3332).

Professeurs d'université : *Labazée* (*Georges*) (p. 3302) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3304) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3310, 3327) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3322) ; *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 3330, 3331).

Rappel au règlement : *Debré* (*Michel*) (p. 3306).

Retraite des fonctionnaires : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3336).

Statut général des fonctionnaires : *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3334).

Tour extérieur : *Labazée* (*Georges*) (p. 3303) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 3304, 3305, 3334) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 3307) ; *Le Pors* (*Anicet*) (p. 3309, 3328) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3323) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 3325) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 3329).

Discussion des articles [13 juin 1984] (p. 3337) :

Article 1er (*fixation à soixante-cinq ans de la limite d'âge des fonctionnaires civils de l'Etat*) : dérogation ; amendement n° 8 de M. Jean-Marie Caro (de suppression) ; amendement n° 35 de M. Jean Foyer (même objet) ; création d'une « anicette » : rejetés ; amendement n° 9 de M. Jean-Marie Caro (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Soisson (même objet) ; amendement n° 36 de M. Jean Foyer (même objet) ; dérogation pour les présidents des grands corps de l'Etat : rejetés ; amendement n° 1 de la commission (inapplication des dérogations pour les présidents de section du Conseil d'Etat) (p. 3337) ; amendement n° 2 de la commission (inapplication des dérogations pour les présidents de chambre de la Cour de cassation) : adoptés ; amendement n° 6 de M. Gérard Chasseguet (fixant à soixante-huit ans la limite d'âge des fonctionnaires bénéficiant de la qualité d'ancien combattant, de déporté ou de résistant) : non soutenu ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 34 de M. Raymond Forni (précisant qu'à titre transitoire la limite d'âge des présidents de la Cour des comptes en fonction reste soumise aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de cette loi) : non soutenu.

Article 2 (*fixation de la limite d'âge des fonctionnaires civils, à titre transitoire*) : situation défavorable de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat par rapport à la Cour de cassation ; systèmes du « sifflet » ; amendement n° 3 de la commission (de suppression) ; amendement n° 37 de M. Jean Foyer (même objet) (p. 3338) ; durée de la période transitoire ; engagement du Gouvernement d'augmenter le nombre des postes offerts globalement à la sortie de l'E. N. A. : rejetés au scrutin public ; amendement n° 38 de M. Jean Foyer (fixant le calendrier de l'application de la limite d'âge des fonctionnaires civils de l'Etat) ; amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Soisson (même objet) ; amendement n° 40 de M. Jean Foyer (même objet) (p. 3339) ; amendement n° 39 de M. Jean Foyer (même objet) ; amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Soisson (même objet) ; amendement n° 11 de M. Jean-Marie Caro (même objet) : rejetés ;

— article 2 : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Soisson (majoration du nombre des postes ouverts à la sortie de l'E. N. A.) : non soutenu.

Article 3 (*fixation à soixante-cinq ans de la limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur ; dérogations*) : problème des professeurs d'université ; amendement n° 41 de M. Jean Foyer (de suppression) (p. 3340) : rejeté ; amendement n° 15 de M. Jean-Marie Caro (portant à soixante-huit ans la limite d'âge applicable aux professeur de l'enseignement supérieur) : non soutenu ; amendement n° 29 du Gouvernement (supprimant les troisième, quatrième et cinquième alinéas de cet article) ; amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Soisson (même objet) ; attribution de plein droit de l'« éméritat » ; avis du Conseil d'Etat se prononçant de façon défavorable sur certaines dispositions initiales du projet de loi : adoptés ; amendement n° 7 de M. Gérard Chasseguet : devenu sans objet ;

— article 3, ainsi modifié : adopté (p. 3341).

Article 4 (*titre de professeur émérite*) : amendement n° 17 de M. Jean-Marie Caro (de suppression) ; amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Soisson (même objet) : retirés ; amendement n° 30 du Gouvernement (supprimant les mots « par limite d'âge ») ; amendement n° 33 du Gouvernement (fixation de la durée de l'éméritat, par décret en Conseil d'Etat) : adoptés ; amendement n° 31 du Gouvernement (attribution de plein droit de l'éméritat) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*période transitoire pour les professeurs de l'enseignement supérieur et assimilés*) : amendement n° 4 de la commission (fixant à titre transitoire la limite d'âge pour les professeurs de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet ; amendement n° 19 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Soisson (même objet) : retirés ;
— article 5 : adopté (p. 3342).

Après l'article 5 : amendement n° 21 de M. Jean Foyer (nominations au tour extérieur) ; caractère politisé de ces nominations : rejeté.

Article 6 (*dispositions relatives aux pensions*) : adopté.

Article 7 (*fixation de la limite d'âge à soixante-cinq ans pour les dirigeants de certaines entreprises publiques*) : amendement n° 22 de M. Jean-Marie Caro (de suppression) ; amendement n° 42 de M. Jean Foyer (même objet) ; amendement n° 22 : non soutenu ; cas du Collège de France ; amendement n° 42 : rejeté (p. 3343) ; amendement n° 32 du Gouvernement (élargissement du champ d'application de la loi aux présidents de conseil d'administration, directeurs généraux, directeurs ou membres du directoire des sociétés, entreprises et établissements du secteur public) : adopté ; amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Soisson (inapplication de la loi à Antenne 2) : rejeté ;
— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (*recrutement au tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle*) : prise en compte de la seule condition d'âge pour recruter au tour extérieur ; amendement n° 24 de M. Jean-Marie Caro (de suppression) ; amendement n° 25 de M. Jean Foyer (même objet) ; amendement n° 24 : non soutenu (p. 3344) ; amendement n° 25 : rejeté ; amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Soisson (précisant que les statuts particuliers des corps d'inspection et de contrôle peuvent prévoir un recrutement au tour extérieur) ; amendement n° 44 de M. Jean Foyer (même objet) ; situation particulière de l'inspection générale des affaires sociales : rejetés ; amendement n° 5 de la commission (supprimant les mots « par décret en conseil des ministres ») ; statut des membres du Conseil d'Etat et des membres de la Cour des comptes (p. 3345) ; nécessité de respecter la parité des nominations : rejeté ; amendement n° 27 de M. Jean-Marie Caro (référence aux titulaires de l'un des titres exigés pour se présenter au concours de l'E.N.A.) : non soutenu ; amendement n° 28 de M. Jean-Marie Caro (substituant aux mots « au tiers » les mots « au cinquième ») : non soutenu ;
— article 8 : adopté au scrutin public.

Article 9 (*avancement des magistrats de la Cour des comptes placés en position de détachement ou de disponibilité*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3346).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [24 août 1984] (p. 4320) :

Conseil d'Etat (charge de travail du —) : *Le Garrec* (*Jean*) (p. 4321) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 4323).

Corps d'inspection et de contrôle : *Labazée* (*Georges*) (p. 4320) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4324).

Cour de cassation : *Le Garrec* (*Jean*) (p. 4322) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 4323).

Délais de mise en œuvre de la réforme : *Labazée* (*Georges*) (p. 4320) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 4321-4325) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 4322-4323).

Dignité des personnes : *Foyer* (*Jean*) (p. 4323) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 4324).

Discrimination entre Conseil d'Etat et Cour de cassation : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 4323) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4323).

Tour extérieur : *Labazée* (*Georges*) (p. 4320-4321) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 4321-4322-4325) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 4323) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 4324).

Discussion des articles [24 août 1984] (p. 4325) :

Article 2 : amendement n° 1 de la commission (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des fonctionnaires civils de l'Etat) : adopté (p. 4325) ;
— en conséquence, ce texte devient l'article 2.

Article 5 : amendement n° 2 de la commission (limite d'âge à titre transitoire des professeurs de l'enseignement supérieur, des directeurs de recherche et des personnels assimilés) : adopté ;
— en conséquence, ce texte devient l'article 5.

Article 7, supprimé par le Sénat : amendement n° 3 de la commission (fixation de la limite d'âge des présidents de conseils d'administration, directeurs généraux des entreprises et établissements du secteur public) ; *sous-amendement* n° 6 du Gouvernement (possibilité pour les fonctionnaires ou magistrats dont la limite d'âge reste fixée à 68 ans de continuer à présider les établissements publics jusqu'à ce qu'ils soient atteints par la limite d'âge) ; vice-président du Conseil d'Etat ; école nationale de la magistrature (p. 4326) ; statut de la magistrature ; sous-amendement n° 6 : adopté après rectification ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ;
— en conséquence, l'article 7 est ainsi rétabli.

Article 8 : amendement n° 4 de la commission (obligation pour les statuts particuliers des corps d'inspection et de contrôle de prévoir la possibilité de pourvoir aux vacances d'emploi) : adopté ;
— en conséquence, ce texte devient l'article 8.

Titre : amendement n° 5 de la commission (complétant le titre du projet de loi par les mots : « et le secteur public ») : adopté (p. 4327).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4328).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 août 1984] (p. 4334) :

Conseil d'Etat (encombrement du —) : *Le Garrec* (*Jean*) (p. 4334).

Cour de cassation (encombrement du —) : *Le Garrec* (*Jean*) (p. 4334).

Dispositions transitoires : *Labazée* (*Georges*) (p. 4334) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 4334).

Tour extérieur : *Labazée* (*Georges*) (p. 4334) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 4334).

Explications de vote (p. 4335) :

Désorganisation des grands corps de l'Etat : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 4335) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 4336).

Discrimination entre les membres du Conseil d'Etat et ceux de la Cour de cassation : *Galley* (*Robert*) (p. 4335).

Période transitoire : *Galley* (*Robert*) (p. 4335).

Vote négatif du groupe R. P. R. : *Galley* (*Robert*) (p. 4335).

Vote négatif du groupe U. D. F. : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 4335).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4336).

23. — Proposition de loi n° 2191 tendant à abroger les articles 1er, 2, 3, 5 et 6 de la loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 relative aux **retenues pour absence de service fait** par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 juin 1984 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (28 juin 1984).

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **12.**

Congés.

Voir *Rappels au règlement* n° **269.**

Primes attribuées aux fonctionnaires.

Voir *Questions au Gouvernement* **958.**

FONCTION PUBLIQUE LOCALE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **21.**

Sanction d'employés de la mairie de Sète.

Voir *Questions au Gouvernement* **895.**

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS A RISQUES

Voir *Entreprises* **21.**

FONDS DE GARANTIE DES PENSIONS ALIMENTAIRES

Voir *Obligation alimentaire* **1.**

FONDS D'INVESTISSEMENTS POUR L'OUTRE-MER (F. I. O. M.)

Conformité du — aux règlements communautaires.
Voir *Questions au Gouvernement* **1085.**

FONDS INTERMINISTERIEL DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT (F. I. D. A. R.)
Voir *Aménagement du territoire* **2.**

FONDS SALARIAUX
Voir *Entreprises* **21.**

FONDS SOCIAL URBAIN
Voir *Urbanisme* **7.**

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX
Voir *Bâtiment et travaux publics* **3.**
Impôts et taxes **6.**
Lois de finances **9** (deuxième partie), Urbanisme, Logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.
Questions orales sans débat **724.**
Rappels au règlement **319.**

Réaffectation de crédits du —
Voir *Questions au Gouvernement* **1124.**

FOOTBALL
Voir *Sports* **2.**

FORCE MULTINATIONALE ET D'OBSERVATEURS
Voir *Politique extérieure* **10.**

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE

2. — Projet de loi n° 1431 portant réforme de la **formation professionnelle continue** et modification corrélative du code du travail.

Sénat (première lecture) n° 24 (1983-1984), dépôt le 14 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Pierre Louvot. — Rapport n° **188** (1983-1984) (11 janvier 1984, rattaché pour ordre à la séance du 22 décembre 1983. — Discussion les 1er et 2 février 1984. — Adoption le 2 février 1984. — Projet de loi n° **80** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J. O.* du 4 février 1984] (p. 523).
Bureau [*J. O.* du 8 février 1984] (p. 542).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Brunhes. — Rapport n° **1979** (7 février 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade, en remplacement de M. Pierre Louvot. — Rapport n° **204** (1983-1984) (9 février 1984). — *Discussion :* La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1978,** dépôt le 2 février 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jacques Brunhes. — Rapport n° **1980** (8 février 1984). — Discussion le 8 février 1984. — Adoption avec modifications le 8 février 1984. — Projet de loi n° **535.**

Sénat (deuxième lecture) n° **205** (1983-1984), dépôt le 9 février 1984. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade, en remplacement de M. Pierre Louvot. — Rapport n° **206** (1983-1984) (9 février 1984). — Discussion le 9 février 1984. — Adoption avec modifications le 9 février 1984. — Projet de loi n° **82** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **1990,** dépôt le 10 février 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jacques Brunhes. — Rapport n° **1991** (10 février 1984). — Discussion le 10 février 1984. — Adoption définitive le 10 février 1984. — Projet de loi n° **537.**

Loi n° 84-130 du 24 février 1984 publiée au *J. O.* du 25 février 1984 (p. 683). — Rectificatif (*J. O.* du 18 avril 1984) (p. 1186).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [8 février 1984] (p. 756) :
Agriculture (formation dans l' —) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 757) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 761).
Apprentissage : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 761).
Comité d'entreprise (consultation du —) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 756).
Congé individuel de formation : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 757) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 758) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 759) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 759).
Employeurs (participation des —) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 757) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 759).
Financement de la formation professionnelle continue : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 759).
Formations alternées : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 757) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 759) ; *Besson* (*Michel*) (p. 760) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 761).
Jeunes (formation des —) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 756, 757) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 758) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 758, 759) ; *Besson* (*Michel*) (p. 760).
Négociation (obligation de —) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 757) ; *Zarka* (*Pierre*) (p. 758) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 759) ; *Besson* (*Michel*) (p. 760).
Qualification professionnelle : *Rigout* (*Marcel*) (p. 758) ; *Besson* (*Michel*) (p. 760) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 761).
Stagiaires (rémunération) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 758).

Discussion des articles [8 février 1984] (p. 761) :
Article 5 (p. 761) : adopté.

Article 6 : amendement n° 18 de la commission (versement par l'employeur de la rémunération due au bénéficiaire d'un congé de formation) : adopté ; amendement n° 1 du Gouvernement (conditions de prise en charge des salariés bénéficiaires d'un congé) : adopté ;
— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 18 : amendement n° 19 de la commission (consultation obligatoire du comité d'entreprise) : adopté ;
— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 : amendement n° 20 de la commission (constitution obligatoire d'une commission de l'information par le comité d'entreprise) (p. 762) : adopté ;
— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 : amendement n° 21 de la commission (consultation obligatoire du comité d'entreprise sur les orientations de la formation professionnelle) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (prise en compte de l'analyse de la situation comparée des hommes et des femmes) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (consultation obligatoire du comité d'entreprise) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (supprimant la référence à la périodicité de réunion des organisations liées par une convention de branche) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (négociation sur la reconnaissance des qualifications acquises du fait d'actions de formation) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (extension des points sur lesquels la négociation doit porter) (p. 763) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (cadre de la négociation) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (obligation d'engager la négociation à la demande d'une organisation syndicale représentative en cas d'échec des négociations de branche) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (engagement d'une nouvelle négociation) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (avis du comité d'entreprise sur l'exécution du plan de formation du personnel) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;
— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 22, supprimé par le Sénat : amendement n° 31 de la commission (de coordination) (p. 764) : adopté ;
— l'article 22 est ainsi rétabli.

Article 23, supprimé par le Sénat : amendement n° 32 de la commission (de coordination) : adopté ;
— l'article 23 est ainsi rétabli.

Article 24, supprimé par le Sénat : amendement n° 33 de la commission (référence aux conditions prévues à l'article L. 932-6) : adopté ;
— l'article 24 est ainsi rétabli.

Article 27 : amendement n° 34 de la commission (financement des actions de formation) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (versement aux organismes de formation) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (définition des actions de formation) (p. 765) : adopté ;
— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 30 : amendement n° 3 du Gouvernement (réglementant la situation lorsqu'un employé n'a pas effectué de versement en faveur de la formation professionnelle) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (remboursement de tout ou partie de l'indemnité versée aux salariés recrutés par contrat à durée déterminée) : adopté ;
— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 32 : amendement n° 4 du Gouvernement (supprimant la référence aux organisations consulaires) (p. 766) : adopté ;
— article 32, ainsi modifié : adopté.

Article 35, supprimé par le Sénat : amendement n° 38 de la commission (formation en alternance) : adopté ;
— l'article 35 est ainsi rétabli.

Article 37 (p. 767) : amendement n° 5 du Gouvernement (référence aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans) ; rénovation du système éducatif : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (adaptation à un emploi ou à un type d'emploi) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (énoncé des différents types de formation alternée) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (supprimant les mots « sauf dérogation proposée à certains types de profession ou de qualification ») : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (reconnaissance d'une qualification dans le cadre d'une convention collective de branche) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (référence aux organisations syndicales de salariés représentatives sur le plan national) : adopté (p. 768) ; amendement n° 11 du Gouvernement (rôle du tuteur chargé d'accueillir les jeunes) : adopté ; amendement n° 12 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 du Gouvernement (formation ayant pour objet l'adaptation à un emploi ou à un type d'emploi) : adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (supprimant la référence aux contrats de type particulier) : adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (formation en alternance) : adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (modalités de l'alternance) : adopté ; amendement n° 17 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 47 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 769) : adopté ; amendement n° 48 du Gouvernement (référence aux stages prévus à l'article L. 989) : adopté ;
— article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 38 : adopté.

Article 39, supprimé par le Sénat.

Article 40 : adopté.

Article 41 : amendement n° 39 de la commission (référence aux documents retraçant l'emploi des sommes consacrées à la formation) : adopté ;
— article 41, ainsi modifié : adopté.

Article 41 *bis :* adopté.

Article 43 : amendement n° 40 de la commission (définition du caractère excessif du prix des prestations) (p. 770) : adopté ;
— article 43, ainsi modifié : adopté.

Article 44 : amendement n° 41 de la commission (référence à l'autorité administrative de l'Etat) : adopté ;
— article 44, ainsi modifié : adopté.

Article 45 : adopté.

Article 46 : adopté.

Article 46 *bis :* adopté.

Article 46 *ter :* adopté.

Article 48 (p. 771) : amendement n° 42 de la commission (supprimant la référence au caractère représentatif des organisations professionnelles) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (supprimant l'obligation de conventionnement) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (formation des pluriactifs) : adopté ;
— article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 : amendement n° 45 de la commission (application des dispositions de l'article L. 471-2 en cas d'infraction à l'obligation de négocier) : adopté ;
— article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 : amendement n° 46 de la commission (participation due au titre de 1983 et 1984) : adopté ;
— article 50, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 772) :

Abstention du groupe R. P. R. : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 773).
Abstention du groupe U. D. F. : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 773).
Comité d'entreprise (consultation du —) : *Coffineau* (*Michel*) (p. 772).
Congé individuel de formation : *Rigout* (*Marcel*) (p. 773).
Financement de la formation professionnelle : *Rigout* (*Marcel*) (p. 773).
Formations alternées : *Rigout* (*Marcel*) (p. 773).
Jeunes (formation des —) : *Coffineau* (*Michel*) (p. 772) ; *Rigout* (*Marcel*) (p. 773).
Négociation (obligation de —) : *Rigout* (*Marcel*) (p. 773).
Vote positif du groupe socialiste : *Coffineau* (*Michel*) (p. 772).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [10 février 1984] (p. 930) :

Actions en faveur des jeunes : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 930).
Importance du rôle du Parlement : *Rigout* (*Marcel*) (p. 930).
Négociation obligatoire : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 930).
Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 930, 931, 932, 933 et 934).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 934).

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **21.**
Traités et conventions **114.**

Coût des stages de formation.

Voir *Questions orales sans débat* **703.**

Décentralisation de la formation professionnelle.

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), travail, emploi et formation professionnelle.

Formation alternée.

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), travail, emploi et formation professionnelle.

Formation continue de l'éducation nationale.

Voir *Questions orales sans débat* **607.**

Formation permanente.

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 20.

Formation permanente à Thionville.

Voir *Questions au Gouvernement* **921.**

Formations complémentaires d'initiative locale.

Voir *Questions orales sans débat* **684.**

FRANÇAIS (nationalité)

7. — Proposition de loi n° 1571 tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière d'**acquisition de la nationalité française par mariage.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **2049** (19 avril 1984). — Discussion le 24 avril 1984. — Adoption le 24 avril 1984. — Proposition de loi n° **547.**

Loi n° 84-341 du 7 mai 1984 publiée au *J. O.* du 10 mai 1984 (p. 1355).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 avril 1984] (p. 1853) :

Communauté de vie : *Rouquette* (*Roger*) (p. 1854) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1855) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 1855).
Mariages de complaisance : *Rouquette* (*Roger*) (p. 1853, 1854) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 1855) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 1855).
Nationalité française (perte de la —) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 1854).
Nationalité française (unification des régimes d'acquisition) :

Rouquette (Roger) (p. 1853) ; *Badinter (Robert)* (p. 1855).
Principe d'égalité : *Foyer (Jean)* (p. 1855).
Régime de la déclaration : *Rouquette (Roger)* (p. 1854) ; *Badinter (Robert)* (p. 1855).
Territoire d'outre-mer et Mayotte : *Rouquette (Roger)* (p. 1854) ; *Badinter (Robert)* (p. 1855).

Discussion des articles [24 avril 1984] (p. 1856) :

Article 1er (*conditions d'acquisition de la nationalité française par un étranger ou apatride contractant mariage avec un conjoint de nationalité française*) : adopté.

Article 2 (*possibilité pour le Gouvernement de s'opposer à l'acquisition de la nationalité française*) : adopté.

Article 2 bis (*abrogeant le deuxième alinéa de l'article 96 du code de la nationalité française*) : adopté.

Article 3, supprimé par le Sénat.

Article 4 (*abrogation du second alinéa 1° de l'article 26 de la loi du 9 janvier 1973*) : adopté.

Article 5 (*possibilité pour l'étranger ou apatride ayant contracté mariage avec une personne de nationalité française de réclamer cette nationalité*) : amendement n° 1 de M. Jean Foyer (conditions de domicile sur le territoire de la France) (p. 1856) ; loi du 10 août 1927 ; durée de la communauté de vie ; conseil supérieur des Français de l'étranger : rejeté ;
— article 5 : adopté (p. 1857).

Article 6 (*application de la présente loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi au scrutin public (p. 1858).

— de l'étranger
Voir *Sécurité sociale* **18.**

Rapatriement des Français d'Algérie et transfert de leurs biens en France
Voir *Questions au Gouvernement* **1043.**

FRANÇAIS (LANGUE)

4. — Proposition de loi n° 2451 relative à **l'emploi de la langue française.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 novembre 1984 par M. Georges Sarre et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (12 décembre 1984).

Langue des signes française
Voir *Questions orales sans débat* **678.**

FRANCE-DIMANCHE

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 2.

FRANCE-SOIR

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er ; article 3 ; article 4 ; article 9 ; article 10 ; article 12 ; article 22.

FRONTALIERS

Tracasseries administratives subies par les —
Voir *Questions au Gouvernement* **969.**

FR 3

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 11.

— Corse
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** discussion générale ; après l'article 1er.

— Nord-Picardie
Voir *Questions au Gouvernement* **926.**

Saisie de documents à — Lille
Voir *Questions au Gouvernement* **945.**

FRUITS ET LEGUMES

2. — Proposition de loi n° 2450 tendant à promouvoir **l'utilisation familiale et artisanale des fruits.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 novembre 1984 par M. Olivier Stirn. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

G

GAUMONT (société).
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 4.

GEOMETRES
Voir *Ordres professionnels* **1.**

GOLFE PERSIQUE

Incidents dans le —
Voir *Questions au Gouvernement* **948.**

GOUVERNEMENT

Légitimité du —
Voir *Motion de censure* **13.**

GRAFFENSTADEN S. A. (entreprise).
Voir *Questions orales sans débat* **651.**

GRANDE-BRETAGNE

Exigence d'un passeport pour l'entrée sur le territoire français
Voir *Questions au Gouvernement* **913.**

Importations de beurre par la —
Voir *Produits agricoles et alimentaires* **1.**

Rapports avec la Communauté économique européenne
Voir *Questions orales sans débat* **604.**

GRANDS PROJETS CULTURELS
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Culture.

GROENLAND

Retrait de la C. E. E.
Voir *Traités et conventions* **127.**

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES
Voir *Agriculture* **13.**

GUADELOUPE

Emploi des jeunes en —
Voir *Questions au Gouvernement* **1058.**

Logement en —
Voir *Questions orales sans débat* **720.**

Promotion de la culture guadeloupéenne
Voir *Questions orales sans débat* **753.**

GUINEE EQUATORIALE
Voir *Traités et conventions* **140.**

H

HABILLEMENT, CUIRS ET TEXTILES

Convention de solidarité entre le Gouvernement et l'industrie textile.

Voir *Questions orales sans débat* **619.**

HABITATIONS A LOYER MODERE (H. L. M.)

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement.

Attribution d' —

Voir *Urbanisme* **7.**

HAITI

Voir *Traités et conventions* **122.**

HANDICAPES

3. — Proposition de loi n° 347 tendant à compléter le code pénal afin d'interdire la **présentation de personnes handicapées à des spectateurs.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Retrait le 24 janvier 1984.

8. — Proposition de lo. n° 1970 tendant à compléter le code pénal afin d'interdire la **présentation de personnes handicapées.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 février 1984 par M. Henri de Gastines. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (5 avril 1984).

Accueil dans les centres d'aide par le travail.

Voir *Questions au Gouvernement* **930.**

Conditions de travail des —

Voir *Questions au Gouvernement* **1140.**

Emplois réservés.

Voir *Questions orales sans débat* **585.**

Enfants —

Voir *Questions au Gouvernement* **1077.**

Etablissements de Rochefort-sur-Mer.

Voir *Questions au Gouvernement* **1064.**

Financement des institutions spécialisées.

Voir *Questions orales sans débat* **572.**

HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL

Voir *Audiovisuel* **5.**

Edition, imprimerie et presse **8,** après l'article 10 ; article 15 ; article 24.
Questions orales sans débat **652.**

HEBERLE (Jean-Claude)

Voir *Questions au Gouvernement* 1016.

HERSANT (Groupe)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** discussion générale ; avant l'article 1er ; article 1er ; après l'article 1er ; article 2 ; article 3 ; article 10 ; article 11 ; article 12 ; article 13.

HEUDEBERT D'AUGY (Entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **1160.**

HOMMAGES

A la mémoire de Youri Andropov : M. Guy Ducoloné, vice-président [10 février 1984] (p. 903) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication (p. 903) ;

A la mémoire d'Indira Gandhi : M. Louis Mermaz, président [31 octobre 1984] (p. 5472) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre (p. 5472).

HOMMAGES DE BIENVENUE

A une délégation de la Diète polonaise conduite par M. Adam Lopatka [2 avril 1984] (p. 1052).

A une délégation de l'Assemblée du Népal conduite par M. Pitamber Thapa [10 avril 1984] (p. 1337).

Au président de l'Assemblée nationale de la République socialiste du Viet-Nam : Mermaz (Louis) [18 avril 1984] (p. 1669).

A la présidente de l'Althing de la République d'Islande : Mermaz (Louis) [9 mai 1984] (p. 2141).

Au président de la chambre des représentants du peuple de Guinée équatoriale : Séguin (Philippe) [15 mai 1984] (p. 2337).

A une délégation de parlementaires de la République fédérale d'Allemagne : Séguin (Philippe) [15 mai 1984] (p. 2337).

A une délégation de l'Assemblée du Portugal conduite par M. Tito de Morais : Mermaz (Louis) [16 mai 1984] (p. 2380).

A une délégation de l'Assemblée populaire de la République démocratique de Somalie et au président de cette assemblée, M. Mohamed Ibrahim Ahmed : Mermaz (Louis) [16 mai 1984] (p. 2380).

Au président de l'Assemblée nationale de la République du Burundi : Mermaz (Louis) [23 mai 1984] (p. 2578).

Au président de l'Assemblée nationale du Québec : Mermaz (Louis) [24 mai 1984] (p. 2599).

A M. le Premier ministre de la République populaire de Chine : Mermaz (Louis) [30 mai 1984] (p. 2846).

A une délégation parlementaire de la République démocratique allemande [24 octobre 1984] (p. 4130).

A une délégation parlementaire algérienne : Mermaz (Louis) [21 novembre 1984] (p. 6220).

Au président du conseil des ministres de l'Etat d'Israël, M. Shimon Pérès : Mermaz (Louis) [5 décembre 1984] (p. 6690).

Au premier vice-président de la Knesset, M. Aron Nahmias : Mermaz (Louis) [12 décembre 1984] (p. 6845).

HONGRIE

Voir *Traités et conventions* **126.**

HOPITAUX

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure.*

HORTICULTURE

Difficultés financières des jeunes horticulteurs et maraîchers.

Voir *Questions orales sans débat* **687.**

HOTELLERIE ET RESTAURATION

Convention collective nationale de l'industrie hôtelière.

Voir *Questions orales sans débat* **681.**

HUMANITE (L')

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 1er ; article **3** ; article 10 ; article 11 ; article 12 ; article 17 ; article 24.

HURE (société)

Voir *Questions orales sans débat* **699.**

I

ILLETTRISME

Lutte contre l' —

Voir *Questions au Gouvernement* **873.**

IMMEUBLES

— vacants et sans maître

Voir *Logement* **12.**

IMMIGRES

Voir *Etrangers.*

IMMUNITES PARLEMENTAIRES

Voir *Parlement* **16.**

IMPOTS ET TAXES

4. — Proposition de résolution n° 1874 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **instructions données par certains syndicats de la Direction générale des impôts** à leurs membres en matière de **contrôle fiscal.** — Rapporteur : M. François Massot (2 février 1984). — Rapport n° **2058** (25 avril 1984).

5. — Proposition de loi n° 1983 tendant à accorder certaines **garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 8 février 1984 par M. Jacques Médecin. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

6. — Projet de loi n° 1998 modifiant, à compter du mois d'avril 1985, le taux de la **taxe spécifique sur les produits pétroliers** instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du Fonds spécial de grands travaux.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Parfait Jans (5 avril 1984). — Rapport n° **2009** (11 avril 1984). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (4 avril 1984). — Rapporteur pour avis : M. Léo Grézard (12 avril 1984). — Discussion le 24 avril 1984. — Adoption le 24 avril 1984. — Projet de loi n° **549.**

Sénat (première lecture) n° **276** (1983-1984), dépôt le 25 avril 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **304** (1983-1984) (10 mai 1984). — Discussion le **15** mai 1984. — Adoption le 15 mai 1984. — Projet de loi n° **104** (1983-1984).

Loi n° 84-398 du 28 mai 1984 publiée au *J. O.* du 29 mai 1984 (p. 1678).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 avril 1984] (p. 1859, 1872) :

Annulations de crédit : *Jans (Parfait)* (p. 1860) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1863-1864) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1864) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1867) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1873).

Automobile (cas de la Franche-Comté) : *Vuillaume (Roland)* (p. 1873).

Bâtiment et travaux publics (situation du —) : *Grézard (Léo)* (p. 1861) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1862) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1864, 1865) ; *Chomat (Paul)* (p. 1865) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1873, 1874) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1874) ; *Provost (Eliane)* (p. 1875).

Débudgétisation : *Gantier (Gilbert)* (p. 1864) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1864) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1867) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1873) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 1873, 1874).

Dollar : *Tranchant (Georges)* (p. 1866).

Economies d'énergie : *Jans (Parfait)* (p. 1859) ; *Grézard (Léo)* (p. 1860, 1861) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1874).

Fonds spécial de grands travaux (fonctionnement et interventions) : *Jans (Parfait)* (p. 1859) ; *Grézard (Léo)* (p. 1860) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1862).

Fonds spécial de grands travaux (première et deuxième tranches) : *Jans (Parfait)* (p. 1859) ; *Grézard (Léo)* (p. 1861) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1862) ; *Chomat (Paul)* (p. 1865) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1875) ; *Provost (Eliane)* (p. 1875).

Fonds spécial de grands travaux (troisième tranche) : *Jans (Parfait)* (p. 1859, 1860) ; *Grézard (Léo)* (p. 1860, 1861) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1861) ; *Chomat (Paul)* (p. 1865) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1875) ; *Provost (Eliane)* (p. 1875).

Logement (financement du —) : *Grézard (Léo)* (p. 1861) ; *Chomat (Paul)* (p. 1865, 1866).

Pôles de reconversion industrielle : *Grézard (Léo)* (p. 1861) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1863) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1874, 1875) ; *Provost (Eliane)* (p. 1875).

Pression fiscale : *Tranchant (Georges)* (p. 1866, 1867, 1868) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1867) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1868).

Qualification professionnelle : *Chomat (Paul)* (p. 1866).

T. G. V. Atlantique ; *Grézard (Léo)* (p. 1861) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1862, 1863) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1874).

Discussion des articles [24 avril 1984] (p. 1876) :

Article unique (*portant le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers à 6,7 centimes par litre*) : progression de la taxe spéciale sur les carburants ; politique d'emprunt ; domaines d'intervention du fonds spécial (p. 1876) ; compétence du Gouvernement pour décider en matière de taxes ; effort industriel (p. 1877) ; taux de pression fiscale ; activité du secteur des B. T. P. ; réseaux de chaleur ; amendement n° 2 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 1878) ; orthodoxie budgétaire : rejeté ; amendement n° 1 de M. Emmanuel Hamel (répartition du produit de la troisième tranche des emprunts du fonds spécial de grands travaux) ; amendement n° 3 de M. Adrien Zeller (même objet) ; politique de décentralisation ; prélèvements obligatoires ; fiscalité des collectivités locales (p. 1879) ; financement des régimes sociaux par la fiscalité ; amendement n° 1 : retiré ; amendement n° 3 : rejeté.

Explications de vote (p. 1880) :

Bâtiment et travaux publics (situation du —) : *Ravassard (Noël)* (p. 1881).

Débudgétisation : *Gantier (Gilbert)* (p. 1880, 1881) ; *Ravassard (Noël)* (p. 1881).

Vote négatif du groupe U. D. F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 1881).

Adoption de l'article unique au scrutin public (p. 1881).

7. — Proposition de loi n° 2300 relative à la réforme de la **taxe d'apprentissage.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1984 par M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 1er, avant l'article 2, articles 2 et 3.

Contrôle d'identité et perquisitions fiscales.

Voir *Questions au Gouvernement* **1017.**

Contrôles fiscaux.

Voir *Questions orales sans débat* **605.**

Imposition des contribuables mariés.

Voir *Questions orales sans débat* **628.**

Réductions fiscales en 1985.

Voir *Questions au Gouvernement* **897.**

Réforme des —

Voir *Politique économique et sociale* **6.**

IMPOTS LOCAUX

4. — Proposition de loi n° 333 tendant à améliorer les conditions de dégrèvement de la **taxe d'habitation** en faveur des personnes âgées de plus de soixante-quinze ans. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Marc Lauriol (11 octobre 1984).

5. — Proposition de loi n° 368 tendant à l'institution d'une **taxe communale sur les chiens.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Valéry Giscard d'Estaing (11 octobre 1984), remplacé par M. Pascal Clément (12 décembre 1984).

7. — Proposition de loi n° 421 tendant à permettre aux communes d'instituer une **taxe sur les chiens.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Valéry Giscard d'Estaing (11 octobre 1984), remplacé par M. Pascal Clément (12 décembre 1984).

10. — Proposition de loi n° 2029 tendant à **supprimer l'avoir fiscal** et à **créer un crédit d'impôt.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Dominique Frelaut et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

11. — Proposition de loi n° 2086 tendant à instituer une **incitation fiscale** favorable à la **création d'emplois à domicile.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 mai 1984 par M. Adrien Zeller et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

12. — Proposition de loi n° 2551 tendant à l'abrogation du paragraphe VII de l'article 197 du code général des impôts relatif au **plafonnement du quotient familial.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 20 décembre 1984 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

13. — Proposition de loi n° 2552 tendant à instituer une **réduction d'impôt** au profit des contribuables effectuant des **dépenses de sécurité** destinées à renforcer la protection de leur résidence principale. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 20 décembre 1984 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Barème.

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 2.

Déductions.

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 2.

Quotient familial.

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 2.

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 19.
Lois de règlement **4.**

IMPOT SUR LES SOCIETES

Personnes imposables.

Voir *Questions orales sans débat* **682.**

Report en arrière des déficits.

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), après l'article 14.

INCENDIES

— en Bretagne et Haute-Normandie.

Voir *Questions orales sans débat* **631.**

INCIDENTS SURVENUS A LA FIN DE LA TROISIEME SEANCE DU 1er FEVRIER 1984

Discussion générale [2 février 1984] (p. 475) :

Accusations de crime et de forfaiture formulées en 1980 à l'encontre de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République : *Madelin (Alain)* (p. 480).

Accusations formulées par des membres de la majorité, notamment M. Edmond Garcin, mettant en cause l'attitude des représentants de l'opposition pendant la dernière guerre : *Bénouville (Pierre de)* (p. 476) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 476).

Demande faite à MM. Jacques Toubon, François d'Aubert et Alain Madelin de retirer leurs propos : *Mermaz (Louis)* (p. 475-478) ; *Bénouville (Pierre de)* (p. 476) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 477) ; *Joxe (Pierre)* (p. 478) ; *Jospin (Lionel)* (p. 479).

Explications relatives aux propos tenus et mauvaise interprétation de ceux-ci : *Hamel (Emmanuel)* (p. 476) ; *Toubon (Jacques)* (p. 477-480) ; *Aubert (François d')* (p. 477-481) ; *Madelin (Alain)* (p. 477-480) ; *Bénouville (Pierre de)* (p. 479).

Insinuations formulées à l'encontre du passé de résistant de M. François Mitterrand, président de la République : *Mermaz (Louis)* (p. 475) ; *Bénouville (Pierre de)* (p. 476) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 477) ; *Joxe (Pierre)* (p. 478) ; *Jospin (Lionel)* (p. 479).

Participation des communistes à la Résistance : *Ducoloné (Guy)* (p. 479).

Rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert : *Aubert (Emmanuel)* (p. 481).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 481).

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien : *Vivien (Robert-André)* (p. 479).

Vote de la censure simple :

Censure simple prononcée contre M. Jacques Toubon (p. 480).
Censure simple prononcée contre M. Alain Madelin (p. 480).
Censure simple prononcée contre M. François d'Aubert (p. 481).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 9.
Rappels au règlement **49, 50, 51, 52, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 66, 84, 85.**

INCOMPATIBILITES

Voir *Parlement* **18.**

INDEX NATIONAL DU BATIMENT (BT 01)

Voir *Logement* **15.**

INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION

Voir *Logement* **15.**

INDUSTRIE

Restructuration

Voir *Questions orales sans débat* **647.**

INFIRMIERES ET INFIRMIERS

Voir *Traités et conventions* **111.**

Compétences des —

Voir *Questions au Gouvernement* **874.**

Statut des —

Voir *Questions au Gouvernement* **856.**

INFLATION

Voir *Entreprises* **21.**
Politique économique et sociale **6.**

Lutte contre l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **1168.**

INFORMATION

Voir *Edition, imprimerie et presse* **9.**
Motions de censure **14.**

INFORMATIQUE

Voir *Questions orales sans débat* **700.**

INSECURITE

Voir *Ordre public.*

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER (I. F. R. E. M. E. R.)

Voir *Mer et littoral* **10.**

INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Voir *Propriété industrielle* **1.**

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (I. N. S. E. R. M.)

Voir *Questions au Gouvernement* **1116.**

INSTITUT NATIONAL DES APPELLATIONS D'ORIGINE (I. N. A. O.)

Pouvoirs de l'—

Voir *Boissons et alcools* **11.**

INSTITUT PASTEUR PRODUCTION

Voir *Questions orales sans débat* **618.**

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES

Logements mis à la disposition des — par les communes.

Voir *Questions orales sans débat* **704.**

INSTRUCTION CIVIQUE

Voir *Collectivités locales* **15.**

Réteblissement de l'enseignement de l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **1129.**

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE (L')

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 1er.

INTERPOL

Voir *Pétitions* **240.**

INVESTISSEMENTS

Reprise des —
Voir *Questions au Gouvernement* **903, 1086.**

ISRAEL

Voir *Traités et conventions* **110.**

Relations France —
Voir *Questions au Gouvernement* **1148.**

ITALIE

Voir *Traités et conventions* **97.**

IVECO-UNIC (usine)

Voir *Questions au Gouvernement* **904.**

J

JEUNE AFRIQUE (journal).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 9 ; article 30.

JEUNES

Année internationale de la jeunesse
Voir *Questions orales sans débat* **702.**

Formation et emploi des —
Voir *Questions au Gouvernement* **1008.**

Insertion des —
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Travail, Emploi et formation professionnelle.

JEUX ET PARIS

2. — Proposition de loi n° 424 tendant à compléter l'article 410 du code pénal relatif aux **jeux de hasard.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean-Marie Bockel, remplacé par M. Gérard Houteer (11 octobre 1984).

P. M. U. rue Vandemme
Voir *Questions orales sans débat* **693.**

JEUX OLYMPIQUES
Voir *Questions au Gouvernement* **902.**

Candidature de Paris
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Jeunesse et sports. *Questions au Gouvernement* **1136.**

JORDANIE

Accord fiscal avec la France

Voir *Traités et conventions* **138.**

JOURNAL DU DIMANCHE (LE)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 1er.

JOURNALISTES

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** discussion générale. *Edition, imprimerie et presse* **9.**

Licenciement des —
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

Licenciement d'un — du groupe de presse Hersant
Voir *Questions au Gouvernement* **998.**

Notion de journaliste professionnel
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article **13.**

Protection des sources des —
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

Secret professionnel des —
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article **13.**

Statut des —
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 13.

JOURNAUX ET PERIODIQUES

Voir *Edition, imprimerie et presse.*

JULY (Serge).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** après l'article **7** ; article 8 ; article 11.

JUSTICE

8. — Proposition de loi n° 933 relative à la **révision des procès pénaux.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi, remplacée par M. François Massot (11 octobre 1984).

18. — Proposition de loi n° 2019 tendant à **harmoniser les ressorts des cours d'appel avec l'organisation régionale de la France.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (7 juin 1984).

19. — Proposition de loi n° 2415 modifiant certaines dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines **professions judiciaires et juridiques.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 8 novembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Urgence déclarée le 27 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (20 novembre 1984). — Rapport n° **2460** (28 novembre 1984). — Discussion le 29 novembre 1984. — Adoption le 29 novembre 1984. — Projet de loi n° **705.**

Sénat (première lecture), n° **107** (1984-1985), dépôt le 30 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **138** (1984-1985) (12 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **56** (1984-1985).

Loi n° 84-1211 du 29 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 30 décembre 1984 (p. 4119).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [29 novembre 1984] (p. 6486, 6495) :

Abstention du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6496).

Aide judiciaire : *Odru (Louis)* (p. 6495).

Disparités entre Paris et les bureaux périphériques : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6487) ; *Badinter (Robert)* (p. 6489) ; *Forni (Raymond)* (p. 6490) ; *Odru (Louis)* p. 6495, 6496) ; *Massot (François)* (p. 6498) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 6499) ; *Krieg (Pierre-Charles)* (p. 6501).

Loi de 1971 et multipostulation dans la région parisienne : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6486, 6487, 6488) ; *Odru (Louis)* (p. 6495) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6496) ; *Massot (François)* (p. 6497) ; *Madelin (Alain)* (p. 6500) ; *Rouquet (René)* (p. 6500) ; *Krieg (Pierre-Charles)* (p. 6500).

Maintien de la territorialité de la postulation dans certains cas (amendements de la commission en ce sens) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6488) ; *Badinter (Robert)* (p. 6489) ; *Clément (Pascal)* (p. 6498).

Prolongement des délais de la postulation : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6487) ; *Badinter (Robert)* (p. 6489) ; *Odru (Louis)* (p. 6495) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6496).

Unicité des cabinets au niveau européen (abolition de l'— par la Cour de justice des communautés européennes) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6488) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6497) ; *Massot (François)* (p. 6498).
Vote positif du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 6498) ; *Clément (Pascal)* (p. 6499).

Discussion des articles [29 novembre 1984] (p. 6501) :

Avant l'article 1er : amendement n° 2 de M. Alain Madelin (possibilité de postuler sans limitation territoriale à compter du 1er janvier 1988) ; texte limité à la région parisienne ; territorialité de la postulation ; profession d'avocat ; libéralisme (p. 6501) ; principe de territorialité : rejeté.

Article 1er (*possibilité pour les avocats relevant des T.G.I. de Paris - Bobigny, Créteil et Nanterre d'exercer auprès de chacune de ces juridictions les activités de postulation*) : amendement n° 1 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (exclusion de ce principe pour l'aide judiciaire et les instances dans lesquelles l'avocat n'est pas maître de l'affaire chargé d'assurer la plaidoirie) ; barreaux périphériques ; aide judiciaire, postulation des avocats extérieurs ; saisie immobilière ; licitations et partages ; faible nombre d'avocats s'installant à Bobigny, à Créteil ou à Nanterre ; installation des jeunes avocats dans la banlieue (p. 6502) ; position du groupe communiste : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*constitution de sociétés civiles professionnelles par les avocats relevant de ces barreaux*) : adopté.

Article 3 (*cas des procédures en cours devant le tribunal de Créteil*) : adopté.

Article 4 (*limite pour la présentation des demandes d'indemnisation*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6503).

20. — Proposition de loi n° 2554 relative à l'**action de groupe.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 20 décembre 1984 par M. Jean Proriol et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

JUTE

Voir *Traités et conventions* **106.**

L

LAIT

Voir *Agriculture* **13.**
Lois de finances **9** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.
Pharmacie **7.**

Cas des zones de montagne.
Voir *Aménagement du territoire* **2.**
Questions orales sans débat **745.**

Politique laitière.
Voir *Questions au Gouvernement* **935.**

Production de —
Voir *Questions au Gouvernement* **835, 1036.**

Quotas laitiers.
Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 6.
Produits agricoles et alimentaires **1.**
Questions au Gouvernement **889, 898, 923, 931, 934, 1026, 1173.**
Questions orales sans débat **676.**

Réduction de la production de —
Voir *Questions orales sans débat* **660.**

— U. H. T.
Voir *Produits agricoles et alimentaires* **1.**

LA LITTORALE (Entreprise)

Voir *Environnement* **5.**
Questions au Gouvernement **1145, 1151.**

LANGUES ET CULTURES REGIONALES

2. — Proposition de loi n° 2157 sur la **promotion des langues et cultures de France.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1984 par M. Jean-Pierre Destrade et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Yves Dollo (28 juin 1984).

3. — Proposition de loi n° 2321 relative aux **langues de France et aux cultures régionales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 31 juillet 1984 par M. Jacques Brunhes. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

— en Guadeloupe
Voir *Questions orales sans débat* **753.**

LEGISLATION ECONOMIQUE

Voir *Prix et concurrence* **5.**

LE PAYS D'AUGE (Journal —)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**
Rappels au règlement **176.**

LETTRE DE MATIGNON (La)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8** : avant l'article 1er ; article 1er ; article 3.

LIBAN

Voir *Politique extérieure* **10.**

LIBERATION (Journal)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 10 ; article 12.

LIBERTES PUBLIQUES

Voir *Motions de censure* **13.**
Questions au Gouvernement **995.**

Liberté d'information et manifestation.
Voir *Questions au Gouvernement* **998.**

Manifestation du 24 juin 1984.
Voir *Questions au Gouvernement* **989, 994, 995, 996**

LIBYE

Relations franco-libyennes.
Voir *Rappels au règlement* **330, 331, 332.**

LICENCIEMENTS

Voir *Questions orales sans débat* **697.**

— du groupe Bull.
Voir *Questions orales sans débat* **738.**

LILLE

Situation économique du « versant Nord-Est » de la métropole lilloise.
Voir *Questions au Gouvernement* **1083.**

LIQUIDATION DE BIENS

Voir *Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens.*

LISTES ELECTORALES

Radiations des —
Voir *Questions orales sans débat* **686.**

LIVRETS D'EPARGNE

Voir *Epargne.*

LOGEMENT

9. — Projet de loi n° 1382 définissant la location-accession à la propriété immobilière.

Sénat (première lecture), n° **28** (1983-1984), dépôt le 20 octobre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport n° **244** (1983-1984) (6 avril 1984). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur pour avis : M. Robert Laucournet. — Avis n° **253** (1983-1984) (10 avril 1984). — Discussion le 12 avril 1984. — Adoption le 12 avril 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi tendant à faciliter l'accession à la propriété immobilière avec occupation anticipée ». — Projet de loi n° **87** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2039**, dépôt le 13 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Marie Bockel. — Rapport n° **2083** (3 mai 1984). — Discussion le 11 mai 1984. — Adoption avec modifications le 11 mai 1984. — Projet de loi n° **561**.

Sénat (deuxième lecture), n° **316** (1983-1984), dépôt le 14 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport n° **358** (1983-1984) (6 juin 1984). — Discussion le 13 juin 1984. — Adoption avec modifications le 13 juin 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi tendant à faciliter l'accession à la propriété immobilière avec occupation anticipée ». — Projet de loi n° **130** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2187**, dépôt le 13 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).
Bureau [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1957).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Marie Bockel. — Rapport n° **2227** (21 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption avec modifications le 26 juin 1984. — Projet de loi n° **619**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport n° **423** (1983-1984) (21 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption définitive le 28 juin 1984. — Projet de loi n° **163** (1983-1984).

Loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 13 juillet 1984 (p. 2251). — Rectificatif (*J. O.* du 21 juillet 1984) (p. 2364).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [11 mai 1984] (p. 2267) :

Aides de l'Etat : *Quilès* (*Paul*) (p. 2268).

Fonds spécial des grands travaux, secteur du bâtiment et des travaux publics : *Quilès* (*Paul*) (p. 2268) ; *André* (*René*) (p. 2269).

Modification de l'intitulé du présent projet de loi par le Sénat : *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 2268) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 2268) ; *André* (*René*) (p. 2269).

Réévaluation du prix par le vendeur : *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 2268).

Statut de l'occupant accédant : *André* (*René*) (p. 2269).

Discussion des articles [11 mai 1984] (p. 2269) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (rétablissant l'expression de location-accession) (p. 2269) ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (référence à une jouissance effective et personnelle du logement) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *bis* : amendement n° 3 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (contrat de location-accession conclu par les sociétés coopératives de construction) : adopté ;

— article 1er *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *ter* : amendement n° 5 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 1er *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 6 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté (p. 2270).

Avant l'article 3 : amendement n° 7 de la commission (référence à la location-accession) : adopté.

Article 3 : amendement n° 8 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (montant des charges de la première année d'exécution du contrat) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *bis* : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 6 : supprimé par le Sénat.

Article 9 : supprimé par le Sénat (p. 2271).

Article 13 : adopté.

Article 14 A : amendement n° 12 de la commission (de suppression), problème du maintien dans les lieux : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé.

Article 14 B : amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (usage de l'immeuble en bon père de famille) : adopté ;

— article 14 B, ainsi modifié : adopté.

Article 14 : amendement n° 15 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *bis* A (p. 2272) : amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 14 *bis* A, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *bis* B : amendement n° 18 de la commission (suppression d'une référence à l'occupation-accession) : adopté ;

— article 14 *bis* B, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *bis* C : adopté.

Article 14 *bis* : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : amendement n° 19 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : amendement n° 20 de la commission (étendant aux organismes d'H. L. M. la garantie de remboursement liée à la qualité du vendeur) (p. 2273) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 18 : supprimé par le Sénat.

Article 19 *bis* : adopté.

Article 20 : amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) ; aliénation de l'immeuble : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 : amendement n° 22 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 : amendement n° 23 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 (p. 2274) : amendement n° 24 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 : amendement n° 25 de la commission (suppression du deuxième alinéa de cet article, prise en considération de la situation de l'accédant en cas de demande de prêt par les organismes prêteurs à la date de signature du contrat) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 : amendement n° 26 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 : supprimé par le Sénat.

Article 27 : supprimé par le Sénat.

Article 27 *bis* : amendement n° 46 de M. Robert Galley soutenu par M. René André (précisant que le non-paiement de la totalité du prix constituait un obstacle au transfert de propriété) (p. 2275) : rejeté ;

— article 27 *bis* : adopté.

Article 27 *ter* : adopté.

Article 28 : amendement n° 27 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 28 *bis* : adopté.

Article 29 : adopté.

Article 29 *bis* : amendement n° 45 du Gouvernement (cas des immeubles dans lesquels doivent être entrepris d'importants travaux d'amélioration) : adopté ;

— article 29 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 30 : amendement n° 29 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ; amendement n° 47 de M. Robert Galley soutenu par M. René André (situation résultant de la défaillance du vendeur) (p. 2276) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 : amendement n° 31 de la commission (référence à la location-accession) : adopté.

— article 31, ainsi modifié : adopté.

Article 34 : amendement n° 31 de la commsision (référence à la lcoation-accession) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 35 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 36 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 37 : amendement n° 32 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 38 : amendement n° 33 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 38, ainsi modifié : adopté.

Article 38 *bis* : amendement n° 35 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 38 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 39 : amendement n° 36 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 39 : amendement n° 38 de la commission (sociétés coopératives de construction) : adopté.

Article 40 : amendement n° 39 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 42, supprimé par le Sénat ; amendement n° 41 de la commission (rétablissant cet article) (p. 2278) ; amendement n° 48 de M. Robert Galley, soutenu par M. René André (problème des contrats de vente à terme) ; amendement n° 41 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 48 devient sans objet ;

— article 42, ainsi rétabli.

Article 42 *bis* : amendement n° 42 de la commission (référence à la location-accession) : adopté ;

— article 42 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Titre : amendement n° 43 de M. Jean-Marie Bockel (référence à la location-accession) : adopté.

Explications de vote (p. 2279) :

Défaillance de l'acheteur : *Horvath* (*Adrienne*) (p. 2279).

Vote positif du groupe communiste : *Horvath* (*Adrienne*) (p. 2280).

Vote positif du groupe socialiste : *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 2280).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2280).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [26 juin 1984] (p. 3716) :

Accédant (situation de l' —) : *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 3716) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3717).

Aides de l'Etat : *Quilès* (*Paul*) (p. 3717).

Location-accession : *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 3716) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3716).

Obligation de jouissance : *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 3716).

Vendeur (notamment indemnisation et qualité du —) : *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 3716).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 3717 à 3719).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3719).

11. — Proposition de loi n° 1687 visant à faciliter l'**acquisition des terrains par les accédants à la propriété.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean Rigaud (12 avril 1984).

12. — Proposition de loi n° 2017 tendant à modifier l'article L. 27 *bis* du code du domaine de l'Etat relatif aux **immeubles vacants et sans maître.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Jacques Godfrain. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

13. — Proposition de loi n° 2018 tendant à renforcer la **sécurité dans les immeubles** soumis à la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (11 octobre 1984).

14. — Proposition de loi n° 2032 visant à faciliter le développement du **logement locatif privé.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Charles Millon (17 mai 1984).

15. — Projet de loi n° 2054 relatif à la **révision du prix des contrats de construction** de maison individuelle et de vente d'immeuble à construire.

Sénat (première lecture) n° **225** (1983-1984), dépôt le 9 mars 1984 (rattaché pour ordre à la séance du 14 février 1984) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Philippe François. — Rapport n° **257** (1983-1984) (11 avril 1984). — Discussion le 18 avril 1984. — Adoption le 18 avril 1984. — Projet de loi n° **91** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° 2054, dépôt le 19 avril 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Claude Portheault (3 mai 1984). — Rapport n° **2101** (10 mai 1984). — Discussion le 11 mai 1984. — Adoption le 11 mai 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire. — Projet de loi n° **562.**

Sénat (deuxième lecture) n° **317** (1983-1984), dépôt le 14 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Philippe François. — Rapport n° **329** (1983-1984) (23 mai 1984). — Discussion le 13 juin 1984. — Adoption avec modifications le 13 juin 1984. — Projet de loi n° **129** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2203**, dépôt le 14 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Claude Portheault. — Rapport n° **2208** (19 juin 1984). — Discussion le 20 juin 1984. — Adoption avec modifications le 20 juin 1984. — Projet de loi n° **609.**

Sénat (troisième lecture) n° **419** (1983-1984), dépôt le 21 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).
Bureau [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2002).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Claude Portheault. — Rapport **n° 2239** (26 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Philippe François. — Rapport **n° 434** (1983-1984) (26 juin 1984). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture) **n° 2243,** dépôt le 26 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Claude Portheault. — Rapport **n° 2244** (27 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption avec modifications le 27 juin 1984. — Projet de loi **n° 633.**

Sénat (troisième lecture) **n° 445** (1983-1984), dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Philippe François. — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption avec modifications le 29 juin 1984. — Projet de loi **n° 178** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture) **n° 2287,** dépôt le 29 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Claude Portheault. — Rapport **n° 2288** (29 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi **n° 653.**

Loi n° 84-601 du 13 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1984 (p. 2265).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 mai 1984] (p. 2280) :

Chalandonnettes : *Horvath (Adrienne)* (p. 2283).
Clauses abusives : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2281) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 2283).
Indice BT 01 : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2280-2281-2282) ; *Quilès (Paul)* (p. 2282-2283) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 2283-2284) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2284) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2284).
Jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation : *Quilès (Paul)* (p. 2282) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2284).
Révision du prix des contrats de construction de maisons individuelles et des contrats de ventes d'immeubles à construire : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2280) ; *Quilès (Paul)* (p. 2282) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 2283) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2284) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2284).
Secteur du bâtiment et des travaux publics (situation du—) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2280) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 2283).
Spéculation immobilière : *Horvath (Adrienne)* (p. 2283).

Discussion des articles [11 mai 1984] (p. 2284) :

Article 1er (*conditions de révision du prix*) (p. 2284) ; amendement n° 9 de Mme Adrienne Horvath (révision du prix en une seule fois selon l'indice de l'I. N. S. E. E. du coût de la construction) : rejeté ; amendement n° 10 de Mme Adrienne Horvath (limitant à six mois la période pendant laquelle l'indice de révision du prix de l'immeuble est susceptible d'évoluer) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (pourcentage de la variation de l'indice BT 01 retenu) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (information des accédants à la propriété) (p. 2285) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (définition de l'indice par décret en Conseil d'Etat) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (de correction) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*choix de l'indice de référence*) : amendement n° 5 de la commisison (révision du prix dans une limite fixée par décret en Conseil d'Etat) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (même objet) ; amendement n° 7 de la commission (révision du prix sur les paiements et les dépôts) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Titre : amendement n° 8 de la commission (modification rédactionnelle du présent projet de loi) (p. 2286) : adopté (p. 2287).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2287).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1984] (p. 3524) :

Abattement (mécanisme de l'—) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 3525).
Consommateurs (droit des —) : *Lalumière (Catherine)* (p. 3525).
Entreprises (difficulté des —) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 2525).
Principe de l'indexation (réglementation du —) : *Lalumière (Catherine)* (p. 3525).
Prix de vente (révision du —) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 3524) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3525).

Discussion des articles [20 juin 1984] (p. 3526) :

Article 1er, supprimé par le Sénat : amendement n° 1 de la commission (modalités de révision du prix) ; danger de la jurisprudence de la Cour de cassation paraissant laisser le champ libre à une indexation sans limitation : adopté ;

— l'article 1er est ainsi rétabli.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (précisant que la révision ne peut être faite sur chaque paiement ou dépôt que dans une limite exprimée en pourcentage de la variation de l'indice) (p. 3526) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat de l'indice et de la limite prévue) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté (p. 3527).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3527).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1984] (p. 3754) :

Révision du prix : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 3754) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3754, 3755).

Discussion des articles [27 juin 1984] (p. 3755).

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3755).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1984] (p. 3926) :

Contrats de construction (révision du prix des —) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 3926) ; *Rocard (Michel)* (p. 3926).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 3926, 3927).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3927).

Centre d'information pour le —.
Voir *Questions au Gouvernement* **1000.**

Logements vacants.
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Urbanisme, logement et transports. I. Urbanisme et logement.

Prêts.
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Urbanisme, logement et transports. I. Urbanisme et logement.

Vente de logements par la caisse d'épargne de Paris.
Voir *Questions orales sans débat* **725.**

LOGEMENT SOCIAL

Plan de relance.
Voir *Questions au Gouvernement* **839.**

LOI DEBRE

Voir *Enseignement privé* **5.**
Enseignement secondaire.
Motions de censure **12.**

LOI DU 29 JUILLET 1881

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article **1er.**

LOI GUERMEUR

Voir *Enseignement privé* **5.**
Motions de censure **12.**

LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 15.

LOI MAZEAUD

Voir *Sports* **2.**

LOI MOISAN

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er.

LOI QUILLIOT

Voir *Questions au Gouvernement* **929.**

LOIS

Application des —

Voir *Pétitions* **227.**

LOIS AUROUX

Voir *Entreprises* **21.**

LOI DE FINANCES

8. — Proposition de loi organique n° 2042 tendant à compléter l'article 13 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant **loi organique relative aux lois de finances.** *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 18 avril 1984, par M. Gilbert Gantier et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Rapporteur : M. Charles Millon (12 décembre 1984).

9. — Projet de loi de finances (n° 2347) pour 1985. Lettre rectificative *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 octobre 1984 par MM. Laurent Fabius, Premier ministre, Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget. Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Annexes.

Rapport économique et financier. Comptes prévisionnels de la nation pour 1984 et principales hypothèses économiques pour 1985. — Annexe au rapport économique et financier (rapport sur les comptes de la nation pour l'année 1983). — Annexe concernant les organismes créés par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle. — Autres annexes (évaluation des voies et moyens ; comptes spéciaux du Trésor : trentième rapport du conseil de direction du Fonds de développement économique et social).

Documents bleus par ministère (Services votés, mesures nouvelles) : I. — *Budgets civils : a)* Budget général : Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi (I. — Section commune ; II. — Santé ; Solidarité nationale ; III. — Travail ; Emploi) ; Agriculture ; Anciens combattants ; Commerce, artisanat et tourisme ; Culture ; Départements et territoires d'outre-mer ; Economie ; Finances et Budget (I. — Charges communes ; II. — Services financiers) ; Education nationale ; Environnement ; Intérieur et décentralisation ; Jeunesse et sports ; Justice ; Mer ; Navigation aérienne ; Plan et aménagement du territoire ; Recherche et technologie ; Redéploiement industriel et commerce extérieur (services communs) ; Relations extérieures (I. — Services diplomatiques et généraux ; II. — Coopération et développement) ; Services du Premier ministre (I. — Services généraux ; II. — Secrétariat général de la Défense nationale ; III. — Conseil économique et social) ; Urbanisme et logement ; *b)* Budgets annexes : Imprimerie nationale ; Journaux officiels ; Légion d'honneur, Ordre de la Libération ; Monnaies et médailles ; Postes et télécommunications ; Prestations sociales agricoles. II. — *Budgets militaires : a)* Budget général : Défense ; *b)* Budget annexe : Défense ; Essences.

Documents blancs (présentation du budget sous forme de « budget de programmes ») : Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi ; Agriculture ; Anciens combattants ; Commerce, artisanat et tourisme ; Culture ; Défense ; Départements et territoires d'outre-mer ; Economie, finances et budget ; Education nationale ; Environnement ; Intérieur et décentralisation ; Jeunesse et sports ; Justice ; Mer ; Relations extérieures : I. — Services diplomatiques et généraux ; II. — Coopération ; Urbanisme, logement et transports : I. — Urbanisme ; II. — Transports.

Autres documents : compte rendu d'activité des agences financières de bassin pour l'année 1983 ; environnement : état récapitulatif de l'effort financier consenti en 1984 et prévu en 1985 au titre de l'environnement ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux départements d'outre-mer ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux territoires d'outre-mer ; état récapitulatif des crédits concourant à la coopération avec les Etats en voie de développement ; état récapitulatif des crédits concourant à l'action culturelle de la France à l'étranger ; état récapitulatif des crédits concourant à l'action européenne de la France ; état récapitulatif des crédits de toute nature qui concourent sous une forme multilatérale et bilatérale à l'action extérieure de la France ; état retraçant l'effort social de la nation ; résultats 1981, 1982, 1983 ; formation professionnelle ; imposition des plus-values ; prévisions de recettes et de dépenses des régimes obligatoires de sécurité sociale pour 1984 et 1985 ; présentation fonctionnelle du budget de l'Etat et récapitulation des créations, suppressions et transformations d'emplois pour 1985 ; programmes prioritaires d'exécution du IXe Plan : financement pour 1985 ; rapport annexe sur l'état de la recherche et du développement technologique, activité en 1983 et 1984, perspectives 1985 ; rapport du Gouvernement sur la gestion des autorisations de programme (exercice 1983) ; rapport relatif aux budgets 1985 des assemblées parlementaires ; rapport sur la gestion du fonds de solidarité ; rapport sur les rémunérations versées au cours des deux années précédentes, à quelque titre que ce soit, à l'ensemble des fonctionnaires soumis aux dispositions de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ; rapport sur la gestion du fonds spécial de grands travaux ; rapport sur les taxes parafiscales ; rapport sur l'exécution du budget annexe des prestations sociales agricoles, exercice 1983.

Rapport général : n° 2365 (10 octobre 1984).

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Christian Pierret.

TOME I. — Rapport général.

TOME II. — Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier.

TOME III. — Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

I. — **Budget général.**

A. — *Dépenses civiles.*

Annexes :	MM.
1. — Affaires européennes (fascicule budgétaire : Relations extérieures)	Adrien Zeller.
2. — Affaires sociales et solidarité nationale : Section commune	Jean-Paul de Rocca-Serra.
3. — Affaires sociales et solidarité nationale : Santé	Mme Renée Soum.
4. — Affaires sociales et solidarité nationale : Solidarité nationale	Guy Bêche.
5. — Affaires sociales et solidarité nationale : Rapatriés	Gérard Bapt.
6. — Agriculture : Dépenses ordinaires	Jean-Jacques Benetière.
7. — Agriculture : Dépenses en capital	Yves Tavernier.
8. — Anciens combattants et victimes de guerre	Hervé Vouillot.
9. — Commerce, artisanat et tourisme : Commerce	Germain Sprauer.
10. — Commerce, artisanat et tourisme : Artisanat	Jean-Louis Dumont.
11. — Commerce, artisanat et tourisme : Tourisme	Jean de Préaumont.
12. — Culture	Jean-Paul Planchou.
13. — Départements et territoires d'outre-mer	Maurice Pourchon.
14. — Economie, finances et budget : tome I : charges communes ; tome II : services économiques et financiers ; tome III : voir « Divers : Comptes spéciaux du Trésor »	Jean-Pierre Balligand.
15. — Economie, finances et budget : Budget	Parfait Jans.
16. — Economie, finances et budget : Consommation	Marc Massion.
17. — Education nationale : Enseignements primaire et secondaire	François Mortelette.
18. — Education nationale : Enseignement supérieur	Gilbert Gantier.
19. — Environnement	René Rieubon.
20. — Intérieur et décentralisation	André Laignel.
21. — Jeunesse et sports	Claude Wilquin.
22. — Justice	Jean Natiez.
23. — Plan et aménagement du territoire	Dominique Taddei.
24. — Premier ministre : Service généraux	Philippe San Marco.
25. — Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale	Michel Cointat.
26. — Premier ministre : Conseil économique et social	Michel Barnier.

	MM.
27. — Premier ministre : Droits de la Femme (fascicule budgétaire : services du Premier ministre : services généraux).	Emmanuel Hamel.
28. — Premier ministre : Relations avec le Parlement (fascicule budgétaire : services du Premier ministre : services généraux)	Edmond Alphandéry.
29. — Premier ministre : Communication et radiotélévision	Pierre Forgues.
30. — Premier ministre : Fonction publique (fascicule budgétaire : services du Premier ministre : services généraux).	Raymond Douyère.
31. — Recherche et technologie	Michel Charzat.
32. — Redéploiement industriel et commerce extérieur : Industrie	Claude Germon.
33. — Redéploiement industriel et commerce extérieur : Energie	Alain Rodet.
34. — Redéploiement industriel et commerce extérieur : Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie, finances et budget : service financier)	Roland Mazoin.
35. — Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux	Charles Josselin.
36. — Relations extérieures : Coopération et développement	Alain Vivien.
37. — Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi (fascicule budgétaire : Affaires sociales et solidarité nationale, travail, santé, emploi).	Dominique Frelaut.
38. — Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : services généraux)	Michel Berson.
39. — Urbanisme, logement et transports : Urbanisme et logement	Jean Anciant.
40. — Urbanisme, logement et transports : Section commune des transports	François d'Aubert.
41. — Urbanisme, logement et transports : Transports intérieurs	Alain Chenard.
42. — Urbanisme, logement et transports : Aviation civile et météorologique	Robert-André Vivien.
43. — Urbanisme, logement et transports : Mer	Albert Denvers.
B. — *Dépenses militaires.*	
44. — Défense	M. Jean-Yves Le Drian.

II. — **Budgets annexes.**

	MM.
45. — Essences	Michel Cointat.
46. — Imprimerie nationale	Philippe Mestre.
47. — Journaux officiels	Michel Barnier.
48. — Légion d'honneur. Ordre de la Libération	Christian Bergelin.
49. — Monnaies et médailles	Michel Noir.
50. — Navigation aérienne	Robert-André Vivien.
51. — Postes, télécommunications et télédiffusion	Alain Bonnet.
52. — Prestations sociales agricoles	Michel Couillet.

III. — **Divers.**

	MM.
14. — Tome III : Comptes spéciaux du Trésor	Jean-Pierre Balligand.
53. — Taxes parafiscales	Paul Mercieca.

Avis.

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, avis n° 2366 (10 octobre 1984).

Tomes :	MM.
I. — Affaires sociales et solidarité nationale : Santé	Louis Lareng.
II. — Affaires sociales et solidarité nationale : Solidarité nationale	Joseph Legrand.
III. — Anciens combattants et victimes de guerre	Jean Falala.
IV. — Culture	Jean-Paul Desgranges.
V. — Education nationale	Bernard Derosier.
VI. — Education nationale : Enseignement supérieur	Jean-Claude Cassaing.
VII. — Education nationale : Enseignement technique	Jean-Paul Fuchs.
VIII. — Jeunesse et sports	Etienne Pinte.
IX. — Premier ministre : Droits de la femme (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux)	Mme Ghislaine Toutain.
X. — Premier ministre : Communication et radio-télévision	Georges Hage.
XI. — Recherche et technologie	Jean-Pierre Sueur.
XII. — Relations extérieures : Relations culturelles	Bernard Bardin.
XIII. — Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi (fascicule budgétaire : affaires sociales et solidarité nationale, travail, santé, emploi)	Mme Marie-France Lecuir.
XIV. — Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux)	Antoine Gissinger.
XV. — Prestations sociales agricoles	Germain Gengenwin.

Commission des affaires étrangères, avis n° 2367 (10 octobre 1984).

Tomes :	MM.
I. — Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux	Mme Véronique Neiertz.
II. — Relations extérieures : Coopération et développement	Roland Bernard.
III. — Relations extérieures : Relations culturelles	Xavier Deniau.
IV. — Affaires européennes (fascicule budgétaire : Relations extérieures)	Paulette Nevoux.
V. — Redéploiement industriel et commerce extérieur : Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie, finances et budget : Services financiers)	Théo Vial-Massat.
VI. — Affaires sociales et solidarité nationale : Population immigrée	Louis Odru.
VII. — Agriculture	François Loncle.
VIII. — Culture	Guy Vadepied.
IX. — Défense	Pierre Lagorce.
X. — Urbanisme, logement et transports : Mer	François Léotard.

Commission de la défense nationale et des forces armées avis n° 2368 (10 octobre 1984).

Tomes :	MM.
I. — Défense : Politique de défense de la France	Jacques Huyghues des Etages.
II. — Défense : Section commune et budget annexe des essences	Pierre Mauger.
III. — Défense : Section forces terrestres.	Jean Combasteil.
IV. — Défense : Section marine	Joseph Gourmelon.
V. — Défense : Section air	Loïc Bouvard.
VI. — Défense : Section gendarmerie	Robert Aumont.
VII. — Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale	Jacques Huyghues des Etages.
VIII. — Relations extérieures	Guy-Michel Chauveau.

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, avis n° 2369 (10 octobre 1984).

Tomes :	MM.
I. — Justice : Administration centrale et services judiciaires	Louis Maisonnat.
II. — Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée	Gilbert Bonnemaison.
III. — Intérieur et décentralisation : Administration générale et collectivités locales	Pascal Clément.
IV. — Intérieur et décentralisation : Sécurité	Philippe Marchand.
V. — Premier ministre : Fonction publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux)	Georges Labazée.
VI. — Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer	Pierre Bourguignon.
VII. — Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer	René Rouquet.

Commission de la production et des échanges, avis n° 2370 (10 octobre 1984).

Tomes :	MM.
I. — Agriculture : dépenses ordinaires..	Charles Pistre.
II. — Agriculture : Dépenses en capital..	Roland Huguet.
III. — Commerce, artisanat et tourisme : Commerce et artisanat	Jean-Pierre Destrade.
IV. — Commerce, artisanat et tourisme : Tourisme	Jean Begault.
V. — Départements et territoires d'outre-mer	Pierre Micaux.
VI. — Economie, finances et budget : Consommation	Pierre Welsenhorn.
VII. — Education nationale : Enseignement technique	Georges Colin.
VIII. — Environnement	René La Combe.
IX. — Plan et aménagement du territoire.	Robert de Caumont.
X. — Postes, télécommunications et télédiffusion	Jean Jarosz.
XI. — Prestations sociales agricoles	René André.
XII. — Recherche et technologie	Robert Chapuis.
XIII. — Redéploiement industriel et commerce extérieur : Industrie	Albert Chaubard.
XIV. — Redéploiement industriel et commerce extérieur Energie	N...
XV. — Redéploiement industriel et commerce extérieur : Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie, finances et budget : Services financiers)	Alain Mayoud.
XVI. — Urbanisme, logement et transports : Urbanisme et logement	Mme Odile Sicard.
XVII. — Urbanisme, logement et transports : Transports intérieurs	Jean Bernard.
XVIII. — Urbanisme, logement et transports : Aviation civile et météorologie ..	Claude Labbé.
XIX. — Urbanisme, logement et transports : Mer	André Duromea.

Discussion générale et première partie les 16, 17, 18 et 19 octobre 1984. — **Seconde délibération** des articles 2, 26 *bis*, 34 et état A de la première partie de la loi de finances. **Adoption** le 19 octobre 1984. **Discussion de la deuxième partie** les 23, 24, 25, 26, 29, 30, 31 octobre, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15 novembre 1984. — **Seconde délibération** des articles 36 et état B, 37 et état C, 56 et état F, 90, 91, 34 et état A. — **Adoption** le 15 novembre 1984. — Projet de loi de finances n° **683.**

Sénat (première lecture) n° **68** (1984-1985), dépôt le 19 novembre 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur général : M. Maurice Blin. — Rapport général n° **69** (1984-1985) (19 novembre 1984).

Tome I. — Le budget de 1985 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. — Observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes (M. André Fosset, rapporteur).

Tome II. — Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Tome III. — Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapports spéciaux.

I. — Budgets civils.

A. — *Budget général.*

Annexes n°	Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi :	MM.
1.	I. — Section commune ; III. — Travail, Emploi	Jacques Mosslon.
2.	II. — Santé, Solidarité nationale	Marcel Fortier.
3.	Agriculture	Henri Torre.
4.	Anciens combattants	Michel Maurice-Bokanowski.
	Commerce, artisanat et tourisme :	
5.	Commerce et artisanat	René Ballayer.
6.	Tourisme	Bernard Pellarin.
7.	Culture	Maurice Schumann.
8.	Départements et territoires d'outre-mer.	Henri Goetschy.
	Economie, finances et budget :	
9.	I. — Charges communes	André Fosset.
10.	II. — Services financiers, consommation	Michel Manet.
11.	Consommation	Michel Manet.
	Education nationale :	
12.	I. — Enseignement scolaire	Gérard Delfau.
13.	II. — Enseignement universitaire	Jacques Descours Desacres.
14.	Environnement	Fernand Lefort.
	Intérieur et décentralisation :	
15.	Administration centrale et sécurité....	Joseph Raybaud.
16.	Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation	René Monory.
17.	Jeunesse et sports	Stéphane Bonduel.
18.	Justice	Georges Lombard.
	Mer :	
19.	Marine marchande	Camille Vallin.
20.	Ports	Tony Larue.
21.	Plan et aménagement du territoire ..	Geoffroy de Montalembert.
22.	Recherche et technologie	Pierre Croze.
	Redéploiement industriel et commerce extérieur :	
23.	I. — Redéploiement industriel, recherche et technologie. — Services communs.	
	II. — Redéploiement industriel	Jean Chamant.
24.	Commerce extérieur	Tony Larue.
	Relations extérieures :	
25.	I. — Services diplomatiques et généraux	Josy Moinet.
26.	II. — Coopération et développement ...	André-Georges Voisin.
	Services du Premier ministre :	
27.	I. — Services généraux	Robert Guillaume.
28.	Economie sociale	Fernand Lefort.
29.	Information	Jean Cluzel.
30.	II. — Secrétariat général de la défense nationale	Christian Poncelet.
31.	III. — Conseil économique et social ...	Fernand Lefort.
	Urbanisme, logement et transports :	
32.	I. — Urbanisme et logement	Jean François-Poncet.
	II. — Transports :	
33.	1. — Section commune	Mlle Irma Rapuzzi.
34.	2. — Aviation civile	Jean-François Pintat.
	3. — Transports intérieurs :	
33.	Transports terrestres	Mlle Irma Rapuzzi.
35.	Routes	Michel Dreyfus-Schmidt.
36.	Voies navigables	Jean-Pierre Masseret.
34.	4. — Météorologie	Jean-François Pintat.

B. — *Budgets annexes.*

		MM.
37.	Imprimerie nationale	Pierre Gamboa.
38.	Journaux officiels	Pierre Gamboa.
39.	Légion d'honneur et ordre de la Libération	Henri Duffaut.
40.	Monnaies et médailles	Michel Dreyfus-Schmidt.
41.	Navigation aérienne	Jean-François Pintat.
42.	Postes et télécommunications	Louis Perrein.
43.	Prestations sociales agricoles	Henri Torre.

II. — Défense.

A. — *Budget général.*

		MM.
44.	Exposé d'ensemble ; dépenses en capital	Jean Francou.
45.	Dépenses ordinaires	Modeste Legouez.

B. — *Budget annexe.*

46.	Essences	M. Michel Manet.

III. — Autres dispositions.

MM.

47 — Comptes spéciaux du Trésor..... Christian Poncelet.
48 — Communication audiovisuelle (organismes créés par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982)..... Jean Cluzel.

Commission des affaires culturelles, avis n° 70 (1984-1985).

Tome I. — Culture, par M. Michel Miroudot.
Tome II. — Cinéma-Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat.
Tome III. — Environnement, par M. Hubert Martin.
Tome IV. — Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy.
Tome V. — Enseignement agricole, par M. Albert Vecten.
Tome VI. — Enseignements supérieurs, par M. Adolphe Chauvin.
Tome VII. — Recherche scientifique et technique, par M. Adrien Gouteyron.
Tome VIII. — Enseignement technique, par M. Marcel Vidal.
Tome IX. — Education physique et sportive, par M. Jean Delaneau.
Tome X. — Jeunesse et sports, par M. Jean Delaneau.
Tome XI. — Temps libre et éducation populaire, par Mme Hélène Luc.
Tome XII. — Information-Presse, par Mme Brigitte Gros.
Tome XIII. — Communication audio-visuelle, par M. Charles Pasqua.
Tome XIV. — Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques Pelletier.

Commission des affaires économiques et du Plan, avis n° 71 (1984-1985).

Tome I. — Agriculture, par M. Michel Sordel.
Tome II. — Aménagement rural, par M. Jean Puech.
Tome III. — Industries agricoles et alimentaires, par M. Charles-Edmond Lenglet.
Tome IV. — Industrie, par M. Francisque Collomb.
Tome V. — Energie, par M. Marcel Lucotte.
Tome VI. — Recherche scientifique, par M. Jacques Valade.
Tome VII. — Commerce et artisanat, par M. Raymond Brun.
Tome VIII. — Consommation et concurrence, par Mme Monique Midy.
Tome IX. — Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay.
Tome X. — Aménagement du territoire, par M. Roger Rinchet.
Tome XI. — Plan, par M. Bernard Barbier.
Tome XII. — Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier.
Tome XIII. — Ports maritimes, par M. Claude Prouvoyeur.
Tome XIV. — Logement, par M. Robert Laucournet.
Tome XV. — Urbanisme, par M. Maurice Janetti.
Tome XVI. — Tourisme, par M. Paul Malassagne.
Tome XVII. — Environnement, par M. Richard Pouille.
Tome XVIII. — Transports terrestres, par M. Georges Berchet.
Tome XIX. — Aviation civile, par M. Bernard Legrand.
Tome XX. — Marine marchande, par M. Yves Le Cozannet.
Tome XXI. — Postes et télécommunications, par M. Jean-Marie Rausch.
Tome XXII. — Départements d'Outre-Mer, par M. Lucien Delmas.
Tome XXIII. — Territoires d'Outre-Mer, par M. Pierre Lacour.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, avis n° 72 (1984-1985).

Tome I. — Affaires étrangères, par M. Claude Mont.
Tome II. — Coopération, par M. Gérard Gaud
Tome III. — Relations culturelles, par M. Paul Alduy.
Tome IV. — Défense. — Section commune, par M. Jacques Genton.
Tome V. — Défense. — Section Gendarmerie, par M. Michel Caldaguès.
Tome VI. — Défense. — Section Forces terrestres, par M. Jacques Chaumont.
Tome VII. — Défense. — Section Air, par M. Albert Voilquin.
Tome VIII. — Défense. — Section Marine, par Max Lejeune.

Commission des affaires sociales, avis n° 73 (1984-1985).

Tome I. — Anciens combattants, par M. André Rabineau.
Tome II. — Solidarité nationale. — Santé, par M. Jean Chérioux.
Tome III. — Solidarité nationale. — Sécurité sociale, par M. Louis Boyer.
Tome IV. — Travail et emploi, par M. Louis Souvet.
Tome V. — Formation professionnelle, par M. Jean Madelain.
Tome VI. — Prestations sociales agricoles, par M. Louis Caiveau.
Tome VII. — Départements d'outre-mer, par M. Roger Lise.
Tome VIII. — Logement social, par M. Charles Bonifay.

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, avis n° 74 (1984-1985).

Tome I. — Intérieur, par M. Pierre Salvi.
Tome II. — Justice, par M. Edgar Tailhades.
Tome III. — Départements d'Outre-Mer, par M. Jean-Marie Girault.
Tome V. — Protection civile, par M. Paul Girod.

Discussion les 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 novembre 1984, 3, 4, 5, 6, 7, 8 décembre 1984. Rejet le 8 décembre 1984. Projet de loi n° **33** (1984-1985).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J. O.* du 11 décembre 1984] (p. 3813).

Bureau [*J. O.* du 12 décembre 1984] (p. 3824).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **2491** (11 décembre 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **136** (1984-1985) (11 décembre 1984).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2490**, dépôt le 11 décembre 1984. Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **2508** (13 décembre 1984). — Discussion le 18 décembre 1984. — Deuxième délibération (art. 2 *bis*, 34 et état A). — Adoption avec modifications le 18 décembre 1984. — Projet de loi n° **739**.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **171** (1984-1985). — Dépôt le 19 décembre 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **173** (1984-1985) (19 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Rejet le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **69** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2535**, dépôt le 20 décembre 1984. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **2538** (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption définitive le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **745**.

Saisine du Conseil constitutionnel.

(Article 61, alinéa 2 de la Constitution.)

Décision le 29 décembre 1984 [*J. O.* du 30 décembre 1984] (p. 4167). — Rectificatif [*J. O.* du 1er janvier 1985] (p. 28). — Déclarées non conformes : les dispositions du paragraphe III de l'article 119 de la loi de finances pour 1985.

Loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 30 décembre 1984 (p. 4060).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 2347 et ceux de la loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
		PREMIERE PARTIE			
		CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives aux ressources.			
		I. — IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
		A. — *Dispositions antérieures.*			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants	Première lecture : 17 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4867 7103	1
		B. — *Mesures fiscales.*			
		a) Allégements d'impôts :			
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement	Première lecture : 17 octobre 1984. Seconde délibération : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4870 5038 7104	2
	2 *bis* (A.N.)	Report au 1er janvier 1985 des dispositions de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 relatives aux G. A. E. C.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984. Seconde délibération : 18 décembre 1984.	7112 7151	3
3		Allégement de la taxe professionnelle	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4895 7114	4
	3 *bis* (A.N.)	Modalités d'imposition des intérêts de l'emprunt 7 p. 100 1973 (emprunt Giscard).	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4953, 4971 7116	5
4		Réduction du taux de certains droits d'apport	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4916 7119	6
		b) Mesures d'aide sectorielle :			
5		Déduction de la T. V. A. afférente au gazole utilisé par les transporteurs routiers.	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4919 7120	7
6		Majoration du taux du remboursement forfaitaire pour les producteurs laitiers.	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4921 7120	8
7		Détaxation des carburants agricoles	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4922 7120	9
8		Réduction du taux de la T. V. A. sur la marge des agences de voyages.	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4924 7120	10
	8 *bis* (A.N.)	Régime des sociétés immobilières d'investissement	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7121	11
		c) Harmonisation et simplification :			
9		Exonération du droit de timbre de dimension	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4926 7123	12
	9 *bis* (A.N.)	Allongement de la période d'exonération de l'impôt sur les sociétés au profit des entreprises nouvelles.	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4928 7123	13
10		Suppression de la taxe sur les salaires payée par l'Etat	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4928 7123	14

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
11		Allégement des obligations fiscales des entreprises nouvelles et des petites et moyennes entreprises.	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4930 7123	15
12		Assujettissement du produit de l'exploitation des appareils automatiques à la T. V. A.	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4930 7123	16
13		Abaissement du tarif de la cotisation sur les boissons alcooliques et inclusion de cette cotisation dans la base d'imposition à la T. V. A.	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4931 7125	17
14		Aménagement du régime de déductibilité de la provision constituée au titre de la participation.	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4932, 4938 7125	18
	14 *bis* (A.N.)	Crédit d'impôt au profit des entreprises ayant constaté un déficit au titre d'un exercice ouvert à compter du 1er janvier 1984.	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4942 7126	19
	14 *ter* (A.N.)	Extension du régime des droits de mutation en ligne directe	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7130	20
		d) Mesures diverses :			
15		Reconduction de la contribution sur les institutions financières	Première lecture : 18 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4948 7130	21
16		Modification du régime du gaz de pétrole liquéfié	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4980 7130	22
17		Modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4982 7131	23
	17 *bis* (A.N.)	Suppression du droit annuel frappant les navires de commerce et de pêche.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4984 7131	24
18		Contribution exceptionnelle des entreprises de production pétrolière.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4984 7131	25
19		Impôt sur les grandes fortunes. — Actualisation des seuils. — Majoration conjoncturelle.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4987 7132	26
	19 *bis* (A.N.)	Durée du blocage de la valeur des stocks à rotation lente	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4997 7136	27
	19 *ter* (A.N.)	Réintégration aux bénéfices imposables des provisions pour hausse de prix dans le secteur agricole.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7136	28
	19 *quater* (A.N.)	Possibilité pour les exploitants soumis au régime du bénéfice réel de changer la date de clôture de leur exercice en cas de reconversion d'activité.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7136	29
20		Défiscalisation des versements dus par les entreprises au titre du 0,1 p. 100 additionnel à la taxe d'apprentissage et du 0,2 p. 100 formation continue.	Première lecture . 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	4998, 5006 7137	30
21		Reconduction de mesures temporaires venant à expiration au 31 décembre 1984 et mesures diverses.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5009 7138	31
	21 *bis* (A.N.)	Exonération du prélèvement libératoire sur les intérêts des obligations émises à compter du 1er octobre 1984 détenues par des non-résidents.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5010 7138	32
	21 *ter* (A.N.)	Régime fiscal des emprunts en ECU émis en France par des organisations internationales.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7140	33
		Régime de l'émission dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5011 7140	34
22					

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		e) Fiscalité locale :			
23		Transfert aux départements des droits exigibles sur les mutations à titre onéreux d'immeubles d'habitation.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5016 7144	35
	23 *bis* (A.N.)	Droits sur les mutations à titre onéreux d'immeubles ruraux	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7144	36
24		Aménagement du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement institué au profit de l'Etat.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5017 7144	37
25		Non-recouvrement du prélèvement de 3,60 p. 100 opéré par l'Etat sur la taxe d'habitation pour frais de dégrèvements et non-valeurs.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5018 7144	38
	25 *bis* (A.N.)	Tarifs du droit de licence sur les débits de boisson	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7145	39
26 article retiré par le Gouvernement.		Institution d'un prélèvement sur les produits à recouvrer au titre des impôts locaux perçus par voie de rôle.			
	26 *bis* (A.N.)	Augmentation des tarifs des droits de timbre	Première lecture : 19 octobre 1984. Seconde délibération : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5019 5039 7145	40
		II. — RESSOURCES AFFECTÉES			
27		Dispositions relatives aux affectations	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5019 7145	41
	27 *bis* (A.N.)	Création du « loto sportif »	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7145	42
	27 *ter* (A.N.)	Répartition du prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7146	43
28		Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5019 7147	44
29		Harmonisation des taux de la taxe sur les céréales perçue au profit du B. A. P. S. A.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5019 7147	45
30		Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5020 7147	46
31		Modification des conditions de recouvrement et d'affectation de la redevance sur les concessions d'hydrocarbures.	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5020 7147	47
		TITRE II			
		Dispositions relatives aux charges.			
32		Confirmation de dispositions législatives antérieures	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5020 7148	48
33		Majoration de rentes viagères	Première lecture : 19 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5021 7148	49
		TITRE III			
		Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.			
34		Equilibre général du budget	Première lecture : 19 octobre 1984. Seconde délibération : 19 octobre 1984. 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984. Seconde délibération : 18 décembre 1984.	5024 5040 6175 7149 7152, 7199	50

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		DEUXIEME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions applicables à l'année 1985.			
		I. — *Budget général.*			
		A. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
35		Budget général. — Services votés	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6165 7156	51
36		Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services civils	Première lecture : 15 novembre 1984. Seconde délibération : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6165 6168 7156	52
37		Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services civils	Première lecture : 15 novembre 1984. Seconde délibération : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6166 6171 7159	53
38		Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services militaires ..	Première lecture : 9 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5846 7162	54
39		Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services militaires ..	Première lecture : 9 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5846 7162	55
40		Autorisations d'engagements par anticipation	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6166 7162	56
		II. — *Budgets annexes.*			
41		Création d'un budget annexe de la navigation aérienne	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6098 7162	57
42		Budgets annexes. — Services votés	Première lecture : 23 octobre 1984. 25 octobre 1984. 29 octobre 1984. 7 novembre 1984. 9 novembre 1984. 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5048, 5049 5198 5333 5685, 5696 5846 6165, 6166 7162	58
43		Budgets annexes. — Mesures nouvelles	Première lecture : 23 octobre 1984. 25 octobre 1984. 29 octobre 1984. 7 novembre 1984. 9 novembre 1984. 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5049, 5050 5198 5336 5685, 5696 5846 6165, 6166 7163	59
44		Suppression du budget annexe des essences	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6098 7164	60
		III. — *Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.*			
45		Comptes d'affectation spéciale. — Opérations définitives. — Services votés.	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5696 7164	61
	45 *bis* (A.N.)	Ouverture d'un compte intitulé : « Fonds national pour le développement de la vie associative ».	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7164	62
46		Comptes d'affectation spéciale. — Opérations définitives. — Mesures nouvelles.	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5696 7164	63

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		B. — Opérations a caractère temporaire			
47		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. — Services votés.	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5696 7164	64
48		Comptes d'affectation spéciale. — Opérations à caractère temporaire. — Mesures nouvelles.	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5696 7164	65
49		Comptes de commerce. — Mesures nouvelles	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5696 7164	66
50		Clôture d'un compte de règlement avec les gouvernements étrangers.	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5696 7164	67
51		Comptes d'avances. — Mesures nouvelles	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5696 7164	68
52		Comptes de prêts. — Mesures nouvelles	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5696 7164	69
53		Clôture d'un compte de prêts	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5696 7164	70
54		Ouverture et clôture de comptes spéclaux relatifs à des opérations militaires.	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5696 7164	71
		C. — Dispositions diverses			
55		Perception des taxes parafiscales	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5711 7164	72
56		Crédits évaluatifs	Première lecture : 15 novembre 1984. Seconde délibération : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6099 6174 7164	73
57		Crédits provisionnels	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6101 7164	74
58		Reports de crédits	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6102 7164	75
59		Financement de grands travaux intéressant la région Ile-de-France..	Première lecture : 31 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5461 7164	76
60		Répartition du produit des droits constatés de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du service public de la communication audiovisuelle.	Première lecture : 7 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5650 7181	77
	60 *bis* (A. N.)	Dispositions fiscales relatives aux transferts de compétences dans les départements de la Gironde, des Landes, de Saône-et-Loire et de Savoie.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7181	78
		Titre II			
		Dispositions permanentes.			
		A. — Mesures concernant la fiscalité de l'Etat et la fiscalité locale			
		a) Mesures d'incitation :			
61		Encouragement au mécénat	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6105 7181	79

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
	61 *bis* (A. N.)	Reconnaissance d'utilité publique aux associations des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7182	80
62		Mesure de soutien à l'activité du bâtiment	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6120 7183	81
63		Aide à l'investissement immobilier locatif	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6126 7183	82
		b) Mesures de simplification :			
64		Simplification de certaines obligations déclaratives des entreprises..	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6132 7184	83
65		Aménagement du régime d'imposition des réunions sportives	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6133 7185	84
		c) Mesures d'harmonisation et de normalisation :			
66		Normalisation du régime fiscal du crédit mutuel agricole et rural ..	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6133 7185	85
	66 *bis* (A. N.)	Impossibilité de déduire fiscalement les provisions constituées par des entreprises pour faire face au versement d'allocations dues au départ en retraite ou préretraite de salariés.	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6133 7185	86
	66 *ter* (A. N.)	Limitation de l'obligation de constituer des provisions pour faire face au paiement de compléments de retraite.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7186	87
67		Aménagement du régime d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de droits sociaux.	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6134 7186	88
68		Centres de gestion et associations agréés. — Aménagement du calcul de l'abattement.	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6135 7186	89
69		Règles d'exigibilité de la taxe sur la valeur ajoutée sur les livraisons de gaz, d'électricité et de biens similaires.	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6135 7186	90
	69 *bis* (A. N.)	T. V. A. sur les opérations de lotissement	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 984.	6135 7186	91
70		Aménagement du barème de la taxe spéciale sur le prix des places dans les salles de spectacles cinématographiques.	Première lecture : 25 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5247 7187	92
71		Dispositions relatives à la batellerie artisanale	Première lecture : 31 octobre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5461 7188	93
72		Garanties des contribuables en matière de droit de visite	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6136 7186	94
73		Inopposabilité des bons anonymes	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6141 7190	95
	73 *bis* (A. N.)	Dispositions fiscales concernant Mayotte	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7190	96
		d) Fiscalité locale :			
	74 A (A. N.)	Vote des impôts propres au district urbain	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6142 7190	97
74		Harmonisation des délais de notification des nouveaux taux de taxe différentielle et spéciale sur les véhicules à moteur et de la taxe additionnelle visée à l'article 1635 *bis* E du C. G. I.	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6142 7190	98

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
75 Supprimé.		Majoration forfaitaire des valeurs locatives foncières en 1986	Première lecture : 15 novembre 1985.	6144	—
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7191	
	75 *bis* A (A. N.)	Fixation du taux de la taxe professionnelle dans les communes où ce taux était nul l'année précédente.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7191	99
	75 *bis* B (A. N.)	Plafonnement de la taxe professionnelle	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7192	100
	75 *bis* C (A. N.)	Taux d'imposition à la taxe professionnelle, à la taxe d'habitation et aux taxes foncières dans certaines communes membres d'une communauté urbaine.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7193	101
	75 *bis* (A. N.)	Dispositions relatives à la taxe professionnelle applicables aux entreprises ayant transféré leurs biens d'une commune à une autre.	Première lecture : 15 novembre 1984.	6149	102
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7193	
		e) Recouvrement de l'impôt :			
	76	Aménagement de certaines modalités de recouvrement	Première lecture : 15 novembre 1984.	6149	103
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7193	
77		Rétablissement des délais d'action du Trésor en cas de mutation de taxes foncières ou de transfert de taxe d'habitation.	Première lecture : 15 novembre 1984.	6149	104
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7193	
		f) Procédures et sanctions fiscales :			
78		Procédures de mise en œuvre des pénalités fiscales	Première lecture : 15 novembre 1984.	6149, 6163	105
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7194	
		B. — AUTRES MESURES			
		Affaires sociales et solidarité nationale, travail, santé, emploi.			
79		Suppression de la contribution sociale de 1 p. 100 pour tous les revenus autres que ceux soumis au prélèvement libératoire.	Première lecture : 13 novembre 1984.	5985	106
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7194	
80		Modification des modalités de financement de la caisse de prévoyance sociale et de l'établissement départemental de Saint-Pierre-et-Miquelon.	Première lecture : 13 novembre 1984.	5985	107
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7101	
		Agriculture.			
81		Taxes à percevoir pour l'alimentation du fonds commun des accidents du travail agricole.	Première lecture : 7 novembre 1984.	5684	108
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7195	
	81 *bis* (A.N.)	Régime d'imposition à la T. V. A. applicable aux G. A. E. C.	Première lecture : 15 novembre 1984.	6160	109
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7195	
	81 *ter* (A.N.)	Extension du régime du compte d'épargne en actions	Première lecture : 15 novembre 1984.	6160	110
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7195	
	81 *quater* (A. N.)	Report de la date d'abaissement du seuil fixé pour le passage des exploitants agricoles du forfait au réel.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7195	111
		Anciens combattants.			
82		Relèvement des pensions militaires d'invalidité	Première lecture : 24 octobre 1984.	5142	112
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7196	
		Commerce, artisanat et tourisme.			
83		Aménagement des recettes affectées au financement de l'indemnité de départ versée aux artisans et commerçants âgés.	Première lecture : 24 octobre 1984.	5173	113
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7196	
84		Relèvement de la taxe pour frais de chambres de métiers	Première lecture : 24 octobre 1984.	5174	114
			Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7196	

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		Economie, finances et budget.			
85		Prise en charge par l'Etat d'un emprunt contracté par l'U. N. E. D. I. C.	Première lecture : 9 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5794 7196	115
86		Redevances des sociétés nationalisées par la loi n° 82-155 du 11 février 1982.	Première lecture : 9 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5794 7196	116
	86 *bis* (A.N.)	Redevances au profit de la commission des opérations de bourse ..	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6162 7196	117
87		Reconduction de la contribution instituée par la loi n° 82-739 du 4 novembre 1982.	Première lecture : 9 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5795 7196	118
		Education nationale.			
88		Dispositions relatives à l'enseignement	Première lecture : 12 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5916 7196	119
	88 *bis* (A.N.)	Communication au Parlement du montant des impôts transférés en application de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983.	Première lecture : 5 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	5557 7196	120
		Redéploiement industriel.			
89		Redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires.	Première lecture : 15 novembre 1984. Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	6093 7196	121
	89 *bis* (A.N.)	Coopération avec les pays en voie de développement ..... Adoption définitive, le 20 décembre 1984, du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.	Deuxième lecture : 18 décembre 1984.	7198	122

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 octobre 1984] (p. 4785, 4804), [17 octobre 1984] (p. 4825, 4857).

Agriculture (P. A. C.) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4860).
Aides publiques (efficacité des —) : *Frelaut (Dominique)* (p. 4813).
Allocations familiales (déplafonnement des cotisations) : *Berson (Michel)* (p. 4820, 4821).
Armements (réduction des —) : *Lajoinie (André)* (p. 4840).
Assurance chômage : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4793, 4812, 4835).
Avoir fiscal : *Lajoinie (André)* (p. 4839).
Budget (caractère contradictoire du —) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4826, 4827).
Budget « étalon » de 1980 : *Rodet (Alain)* (p. 4807).
Budget social de la nation : *Berson (Michel)* (p. 4820).
« Carry back » : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4792, 4793, 4860, 4861) ; *Jans (Parfait)* (p. 4806).
Chômage (niveau du —) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4789) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4804).
Collectivités locales (difficultés financières des —) : *Pierret (Christian)* (p. 4788) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4791) ; *Cointat (Michel)* (p. 4807) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4813) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 4816) ; *Bêche (Guy)* (p. 4821) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4841, 4842) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4862, 4863).
Commerce extérieur (équilibre du —) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4789, 4859).
Conjoncture internationale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4789) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4828) ; *Anciant (Jean)* (p. 4831, 4832) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4834, 4835).
Cotisations sociales (assiette des —) : *Derosier (Bernard)* (p. 4841).
Croissance : *Goux (Christian)* (p. 4800) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4804) ; *Jans (Parfait)* (p. 4805) ; *Cointat (Michel)* (p. 4806) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4828) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4858).
Débudgétisation : *Pierret (Christian)* (p. 4887) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4827).
Déficit budgétaire : *Pierre (Christian)* (p. 4786) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4791, 4792, 4802, 4858, 4860) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4796, 4863, 4864) ; *Goux (Christian)* (p. 4800, 4801) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4804) ; *Jans (Parfait)* (p. 4805) ; *Cointat (Michel)* (p. 4806) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4808) ; *Noir (Michel)* (p. 4809) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4812, 4864) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4816) ; *Richard (Lucien)* (p. 4818) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4819) ; *Lajoinie (André)* (p. 4839).
Dette extérieure : *Goux (Christian)* (p. 4800) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4804) ; *Anciant (Jean)* (p. 4831) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4858).
Dette publique : *Tranchant (Georges)* (p. 4834).
Dollar (niveau du —) : *Pierret (Christian)* (p. 4786) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4789) ; *Cointat (Michel)* (p. 4806).
Durée du travail (réduction de la —) : *Lajoinie (André)* (p. 4838).
Economie (modernisation de l' —) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4788) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4795, 4799) ; *Goux (Christian)* (p. 4801) ; *Balligand (Pean-Pierre)* (p. 4808) ; *Julien (Raymond)* (p. 4818) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4827) ; *Anciant (Jean)* (p. 4830) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4836).
Economie américaine : *Pierret (Christian)* (p. 4786) ; *Goux (Christian)* (p. 4799, 4800).
Emploi (situation de l' —) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4790, 4793) ; *Anciant (Jean)* (p. 4830) ; *Lajoinie (André)* (p. 4837, 4838).
Emprunt Giscard : *Jans (Parfait)* (p. 4806) ; *Lajoinie (André)* (p. 4839).
Entreprises (autofinancement) : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4820) ; *Goux (Christian)* (p. 4820).
Entreprises (investissements des) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4789).
Entreprises (situation des) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4808) ; *Inchauspé (Michel)* (p. 4815) ; *Richard (Lucien)* (p. 4818) ; *Stirn (Olivier)* (p. 4841).
Entreprises (taux de marge) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4789).
Entreprises de main-d'œuvre : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4793).
Epargne : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 4822) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4828, 4829).

Etat (dépenses de l') : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4791, 4858) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4796) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 4810) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4811) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4816) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4834) ; *Lajoinie (André)* (p. 4840) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4842).

Etat : (intervention de l') : *Goux (Christian)* (p. 4799, 4801) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4802, 4857) ; *Jans (Parfait)* (p. 4805) ; *Noir (Michel)* (p. 4809, 4810) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4811) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4833).

Etat (recettes de l') : *Tranchant (Georges)* (p. 4833).

Fiscalité agricole (réforme de la) : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4814) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4863).

Formation et recherche : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4793) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4797) ; *Goux (Christian)* (p. 4801) ; *Noir (Michel)* (p. 4810).

Hôpitaux (politique de redéploiement) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4791, 4859, 4860) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4860).

Hypothèses économiques : *Pierret (Christian)* (p. 4786) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4790) ; *Emmanulli (Henri)* (p. 4795) ; *Noir (Michel)* (p. 4809).

Importations (augmentation des) : *Jans (Parfait)* (p. 4805) ; *Lajoinie (André)* (p. 4837).

Impôt sur les grandes fortunes : *Lajoinie (André)* (p. 4839).

Impôt sur le revenu (baisse de l') : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4797, 4862) ; *Inchauspé (Michel)* (p. 4815) ; *Bas (Pierre)* p. 4818) ; *Lajoinie (André)* (p. 4839).

Impôt sur les sociétés : *Cointat (Michel)* (p. 4806) ; *Stirn (Olivier)* (p. 4841).

Industrie (inadaptation de l') : *Pierre (Christian)* (p. 4786) ; *Anciant (Jean)* (p. 4830, 4831).

Inflation (lutte contre l') : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4790) ; *Rodet (Alain)* (p. 4808).

Inflation (niveau de l') : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4789, 4859) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4804) ; *Lajoinie (André)* (p. 4837).

Intéressement des salariés : *Noir (Michel)* (p. 4809) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4816) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4820).

Investissement (encouragement de l' —) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4792) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4797) ; *Julien (Raymond)* (p. 4817) ; *Richard (Lucien)* (p. 4818) ; *Alphandéry (Edmond)* p. 4828) ; *Lajoinie (André)* (p. 4837).

Justice fiscale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4793) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4798, 4799) ; *Jans (Parfait)* (p. 4806) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4812) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4816) ; *Lajoinie (André)* (p. 4838, 4839).

Libéralisme (méfaits du —) : *Anciant (Jean)* (p. 4832).

Loi de programmation militaire : *Rodet (Alain)* (p. 4807).

Marché intérieur (reconquête du —) : *Lajoinie (André)* (p. 4838).

Nationalisations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4829) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4835) ; *Lajoinie (André)* (p. 4840) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4860).

Pauvreté : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4793, 4794) ; *Goux (Christian)* (p. 4801) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 4811) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4811, 4812) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4813) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 4816, 4817) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4828) ; *Anciant (Jean)* (p. 4830) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4835).

Pluriannualité budgétaire : *Goux (Christian)* (p. 4800, 4801).

Prélèvements obligatoires (niveau des —) : *Pierret (Christian)* (p. 4786, 4787) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4790, 4791, 4792, 4795, 4857) ; *Barre (Raymond)* (p. 4794) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4795, 4797, 4798) ; *Jans (Parfait)* (p. 4805) ; *Cointat (Michel)* (p. 4807) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 4810) ; *Inchauspé (Michel)* (p. 4814) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4815) ; *Julien (Raymond)* (p. 4817) ; *Richard (Lucien)* (p. 4818) ; *Bas (Pierre)* (p. 4818) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4826, 4827, 4829) ; *Anciant (Jean)* (p. 4831, 4832) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4833).

Prestations sociales (montant des —) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4812).

Prix (libération des —) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4829).

Productivité économique : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4859).

Programmes prioritaires d'exécution : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4796).

Puissances financières (lutte contre les —) : *Lajoinie (André)* (p. 4837).

Relance par la consommation : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4808).

Régimes sociaux (problème de l'équilibre des —) : *Pierret (Christian)* (p. 4788) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4791, 4859) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4833).

Revenu disponible des ménages : *Pierret (Christian)* (p. 4786) ; *Cointat (Michel)* (p. 4806) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 4816) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4827) ; *Lajoinie (André)* (p. 4836, 4837).

Sécurité : *Goux (Christian)* (p. 4801).

Sécurité sociale (problèmes de trésorerie) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4796, 4797).

Services publics (modernisation des —) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4796, 4797).

S. I. C. A. V. : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4808, 4809).

Solidarité nationale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4793, 4794, 4861) ; *Barre (Raymond)* (p. 4794) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4812) ; *Anciant (Jean)* (p. 4830).

Tarifs publics : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4816) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4827).

Taux d'intérêts : *Goux (Christian)* (p. 4800) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4802).

Taxe à la valeur ajoutée : *Bêche (Guy)* (p. 4822).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers : *Rodet (Alain)* (p. 4808) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4834) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4858).

Taxe professionnelle : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4798) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4813) ; *Julien (Raymond)* (p. 4817) ; *Bas (Pierre)* (p. 4818, 4819) ; *Bêche (Guy)* (p. 4821) ; *Lajoinie (André)* (p. 4839) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4842).

Taxe téléphonique : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4798, 4862).

Technologies et techniques (mutation des —) : *Noir (Michel)* (p. 4809).

« 1 p. 100 social » : *Pierret (Christian)* (p. 4788) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4793) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4798) ; *Jans (Parfait)* (p. 4806) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4841).

PREMIERE PARTIE

Discussion des articles [17 octobre 1984] (p. 4867), [18 octobre 1984] (p. 4890, 4912, 4938, 4971), [19 octobre 1984] (p. 4976, 5006).

Article 1er (*autorisation de perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités territoriales et aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir*) : montant des impôts payés par les Français en 1985 ; taxe d'habitation ; pression fiscale ; D. G. E. ; rareté du crédit ; encadrement des tarifs publics locaux ; charges nouvelles ; vignette automobile (p. 4867) ; amendement n° 114 de M. Gilbert Gantier (évaluation dans l'annexe des voies et moyens du produit de chacun des impôts affecté aux établissements publics et organismes divers) ; contenu de l'état E annexé ; détail des impôts, taxes et taxes parafiscales perçues par l'Etat ; renseignements devant figurer dans le rapport général ; bleu budgétaire ; fonds spécial des grands travaux ; rejeté ;

— article 1er : adopté (p. 4868).

Avant l'article 2 : amendement n° 86 de M. Gilbert Gantier (plafonnement du montant total des impôts directs acquittés par un contribuable à 70 p. 100 de son revenu imposable et majoration du tarif du droit de consommation sur les tabacs à due concurrence) ; tranche d'imposition à 65 p. 100 (p. 4868) ; taux marginal d'imposition ; patrimoine ; taux d'imposition de 70 p. 100 ; progressivité de la fiscalité directe ; déclaration de revenu ; impôts locaux ; baisse de 5 p. 100 de la fiscalité directe : rejeté ; amendement n° 87 de M. Gilbert Gantier (plafonnement à 50 p. 100 du revenu imposable du montant des impôts acquittés du fait de la jouissance de revenus du travail ou de placements en valeurs françaises) ; quotient familial ; plafonnement (p. 4869) ; imposition des revenus du travail ; barème de l'imposition sur le revenu ; hauts revenus : rejeté.

Article 2 (*barème de l'impôt sur le revenu*) ; nationalisations ; allégement de la fiscalité directe (p. 4870) ; indexation des tranches du barème ; quotient familial ; problème de la reconduction de la surtaxe exceptionnelle ; politique fiscale du Gouvernement ; baisse des impôts ; augmentation des taxes sur les produits pétroliers ; taxe sur le téléphone ; abaissement des prélèvements obligatoires ; dégradation des finances publiques ; caractère uniforme de la baisse de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu ; hausse de certains tarifs ; problème des déclarations conjointes ou distinctes ; position du groupe communiste favorable à l'instauration d'une tranche supplémentaire du barème à 70 p. 100 (p. 4871) ; progressivité ; réduction des impôts ; petits revenus ; progressivité des variations du revenu ; revenus différés ; diminution de la ponction fiscale sur les ménages ; perte de pouvoir d'achat (p. 4872) ; taux de pression fiscale ; évolution de ce taux ; définition de ce taux ; taux annuels pour les collectivités locales ; variation du déficit budgétaire en pourcentage du P. N. B. ; lien entre le déficit et la pression fiscale (p. 4873) ; réduction du déficit ; baisse des impôts ; endettement intérieur de la France ; progressivité de l'impôt sur le revenu ; pression fiscale sur les hauts revenus ; régime fiscal des concubins ; amendement n° 115 de M. Gilbert Gantier (abrogeant le paragraphe VII de l'article 197 du code général des impôts et majorant à due concurrence les tarifs du droit de consommation sur les tabacs ; plafonnement du quotient familial ; nécessité d'une politique familiale (p. 4874) ; natalité ; quotient

familial ; réforme de la S. E. I. T. A. ; réduction de 5 p. 100 des impôts directs ; accroissement du revenu disponible net des ménages ; baisse de l'impôt sur le revenu ; plafonnement du quotient familial (p. 4875) ; pouvoir d'achat : rejeté ; amendement n° 116 de M. Gilbert Gantier (substituant à la somme de 15 330 francs la somme de 30 000 francs dans le paragraphe III de cet article, relatif à l'abattement pour enfants mariés à la charge d'un foyer fiscal) ; problème du plafonnement ; baisse d'impôt (p. 4876) ; plafonnement du quotient familial : rejeté ; amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier (fixant à 64 650 francs le plafond de la déduction applicable aux frais professionnels) ; cas des salaires supérieurs à 550 000 francs ; seuil de déduction pour frais professionnels ; rejeté ; amendement n° 126 de M. Georges Tranchant (fixant à 4 500 francs la limite prévue à l'article 154 *ter* du code général des impôts) ; amendement n° 34 de la commission (fixant à 4 310 francs la limite prévue à l'article 154 *ter* du code général des impôts) ; sous-amendement n° 194 du Gouvernement (fixation du droit fixe de procédure) ; amendement n° 50 de M. Paul Mercieca, soutenu par M. Paul Chomat (fixant à 4 310 francs la limite prévue à l'article 154 *ter* du code général des impôts) ; amendement n° 127 de M. Georges Tranchant (même objet) (p. 4877) ; quotient familial ; aide à la famille ; dénationalisation ; valeur boursière de la société Elf-Erap ; tranches de l'impôt sur le revenu ; frais de garde ; grandes fortunes (p. 4878) ; amendement n° 50 : retiré ; amendement n° 126 : rejeté ; sous-amendement n° 194 : adopté ; amendement n° 34, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 127 : devenu sans objet ; amendement n° 51 de M. Paul Mercieca, soutenu par M. Paul Chomat (possibilité de déduction des revenus pour les dépenses occasionnées par les charges d'une femme de ménage pour les contribuables âgés de plus de soixante-dix ans ne bénéficiant pas d'une aide ménagère) ; aide ménagère ; cas des personnes âgées : rejeté (p. 4879) ; amendement n° 118 de M. Gilbert Gantier (fixant à 250 000 francs le plafond prévu à l'article 158 du code général des impôts) ; petits commerçants ; allégements accordés aux adhérents aux organismes de gestion agréés : rejeté ; amendement n° 124 de M. Georges Tranchant (fixant à 2 150 francs le plafond prévu à l'article 199 *quater* B du code général des impôts) : rejeté ; amendement n° 125 de M. Georges Tranchant (fixant ce même plafond à 2 060 francs) : rejeté (p. 4880) ; amendement n° 122 de M. Georges Tranchant (fixant le montant maximal des dépôts sur un compte d'épargne en action à 7 500 francs pour un célibataire et à 15 000 francs pour un couple) : rejeté ; amendement n° 123 de M. Georges Tranchant (fixant ces mêmes limites à 7 200 francs et 14 400 francs) ; compte d'épargne en actions : rejeté : amendement n° 128 de M. Georges Tranchant (relevant les plafonds de l'article 199 *sexies* du code général des impôts relatifs aux intérêts d'emprunt et aux frais de ravalement) ; problème de la recevabilité de certains des amendements ; rappels au règlement de M. Georges Tranchant et de M. Parfait (Jans) (p. 4881) ; incitation à la construction et à la location de logements neufs : retiré ; amendement n° 129 de M. Georges Tranchant : retiré ; amendement n° 130 de M. Georges Tranchant (même objet) ; économies d'énergie : rejeté ; amendement n° 131 de M. Georges Tranchant (même objet) ; prix de l'énergie : rejeté ; amendement n° 135 de M. Georges Tranchant (majoration de la limite de 4 300 francs prévue à l'article 199 *septies* du code général des impôts d'un montant de 1 080 francs par enfant à charge) ; achat à crédit de fuel ; réduction d'impôt au titre des primes d'assurance vie : rejeté (p. 4882) ; amendement n° 136 de M. Georges Tranchant (même majoration d'un montant de 1 000 francs par enfant à charge) ; impôt sur le patrimoine : rejeté ; amendement n° 132 de M. Georges Tranchant (fixant à 10 000 francs la limite prévue au II de l'article 199 *octies* du code général des impôts) ; fonds salariaux : rejeté ; amendement n° 133 de M. Georges Tranchant (fixant cette même limite à 5 400 francs) : rejeté ; amendement n° 134 de M. Georges Tranchant (fixant cette même limite à 5 150 francs) : rejeté ; amendement n° 52 de M. Parfait Jans (plafonnement de la baisse de 5 p. 100 des cotisations d'impôt sur le revenu) ; amendement n° 35 de la commission (modalités de la réduction de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu) (p. 4883) ; progressivité ; barème ; baisse de 5 p. 100 ; couples salariés ; distribution de l'impôt sur le revenu entre les différentes catégories sociales ; progressivité de l'impôt pour 1985 ; problème de l'imposition séparée pour les couples ; progressivité (p. 4884) ; évaluation forfaitaire des frais professionnels ; majoration sur les hauts revenus ; amendement n° 52 : rejeté ; amendement n° 35 : adopté ; en conséquence, amendements n° 88 de M. Gilbert Gantier, n° 106 de M. Edmond Alphandéry, n° 138 de M. Georges Tranchant, n°s 108 et 107 de M. Edmond Alphandéry : devenus sans objet ; amendement n° 153 de M. Christian Pierret, à titre personnel (cas des avantages en nature consentis en l'absence d'obligation alimentaire à des personnes âgées de plus de soixante-quinze ans) ; sous-amendement n° 198 du Gouvernement (majorant le droit forfaitaire visé à l'article 1018 B du code général des impôts à quarante francs) ; déduction du revenu imposable des pensions versées aux ascendants au titre de l'obligation alimentaire ; élargissement des conditions de déduction (p. 4885) ; avantages en nature ; maintien à domicile des personnes âgées ; politique de solidarité ; extraction du pétrole en mer du Nord ; fonds de soutien aux hydrocarbures ; sous-amendement n° 198 : adopté ; amendement n° 153, ainsi modifié : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté (p. 4886).

Après l'article 2 : amendement n° 1 de M. François Grussenmeyer soutenu par M. Georges Tranchant (cas des gérants des sociétés à responsabilité limitée) : rejeté ; amendement n° 37 de la commission (dons faits aux sections locales ou régionales des associations reconnues d'utilité publique) ; sous-amendement n° 160 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Georges Tranchant (cas des associations inscrites en Alsace et Moselle) ; dons faits aux associations ; interprétation administrative permettant les déductions faites aux démembrements locaux de ces associations ; associations d'Alsace et Lorraine (p. 4890) ; associations s'occupant d'enfants inadaptés ; types d'associations locales ; préférence des donateurs pour verser leurs dons à des associations proches de leur lieu de résidence ; contrôle administratif sur les associations ; sous-amendement n° 160 : rejeté ; amendement n° 37 : rejeté ; amendement n° 4 de M. François Grussenmeyer (cas des associations du droit local d'Alsace et Moselle) (p. 4891) ; amendement n° 18 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Georges Tranchant (possibilité de déduction des dons faits aux associations constituées en Alsace et Lorraine) ; amendement n° 199 de M. Jean Oehler (cas des associations du droit local d'Alsace et Moselle) ; associations reconnues d'utilité publique ; loi de 1901 ; départements de l'Est ; type d'association dans ces départements ; amendement n° 199 : retiré ; dons versés à ces associations ; problème de la reconnaissance automatique de la personnalité morale aux associations du droit local (p. 4892) ; engagement de M. Henri Emmanuelli d'examiner ce problème ; possibilité de donner des directives aux services fiscaux d'Alsace et Lorraine ; amendement n° 4 : retiré ; amendement n° 18 : retiré ; amendement n° 53 de M. Dominique Frelaut (dégrèvement des cotisations dues au titre de la taxe d'habitation) ; réduction fiscale de 5 p. 100 ; personnes non assujetties à l'impôt sur le revenu acquittant la taxe d'habitation ; possibilité de supprimer l'avoir fiscal ; injustice de la taxe d'habitation ; réforme d'ensemble des impositions locales ; mobilisation de l'épargne en faveur de l'industrie (p. 4893) ; personnes à revenus modestes ; exonération de la taxe d'habitation ; baisse des prélèvements obligatoires ; paiement de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; personnes âgées ; valeur locative ; évaluation ; fiscalité locale ; assujettis à la taxe professionnelle ; amendement n° 53 : rejeté (p. 4894).

Article 3 (*allègement de la taxe professionnelle*) ; allègement devant réduire de 10 milliards le produit de cette taxe ; redevables acquittant la cotisation minimale de celle-ci ; base de calcul de ces deux allègements excluant les taxes pour frais de chambre de commerce ou des métiers ; montant total des dégrèvements de taxe professionnelle ; baisse de l'imposition sur les ménages (p. 4895) ; taux de pression fiscale ; baisse de celui-ci ; déficit budgétaire ; allègement de la taxe professionnelle ; dispositif d'allègement permanent ; position du Président de la République au sujet de cette taxe ; perte progressive du caractère d'impôt local de la taxe professionnelle ; hausse de la taxe téléphonique (p. 4896) ; position de l'association des maires de France favorable au maintien de la taxe professionnelle ; plafonnement des cotisations de taxe professionnelle ; destinataires de cette taxe ; investissements ; assiette de cette taxe ; masse salariale ; base de la taxe professionnelle ; redistribution de celle-ci ; cas du groupe Peugeot dans la région du Doubs (p. 4897) ; taxe d'habitation ; allègement consenti sur la taxe professionnelle ; différence entre les produits exportés et importés ; position de l'association des maires de France et position du R. P. R. ; positions du parti communiste et du parti socialiste à l'égard de cet article ; taxe professionnelle (p. 4898) ; agriculteurs ; possibilité d'un abattement de la taxe sur le foncier non bâti ; alourdissement nominal des charges des entreprises ; problème de la suppression de la taxe professionnelle ; hausse de la taxe téléphonique et de la taxe sur les carburants ; déficit budgétaire (p. 4899) ; émission de bons du Trésor ; taux de pression fiscale ; déficit budgétaire ; charge du remboursement de la dette ; extinction de la rémunération des fonds des chèques postaux représentant une réduction des recettes de six milliards de francs ; montant du taux de pression fiscale de 18 p. 100 en 1984 ; taxe professionnelle ; charge des entreprises ; taux d'inflation (p. 4900) ; blocage des prix ; calcul contenu dans le rapport général au sujet de la baisse de la taxe

professionnelle ; augmentation du taux de la T. V. A. ; position du C. N. P. F. ; éventualité de suppression de la taxe professionnelle ; amendement n° 54 de M. Dominique Frelaut (de suppression) : rejeté ; amendement n° 57 de M. Dominique Frelaut (présentation par le Gouvernement d'un projet de réforme de la taxe professionnelle mettant en œuvre divers principes) (p. 4901) ; projet de réformes ; souscription des deux tiers des S. I. C. A. V. à court terme par les entreprises ; diminution du montant de la masse salariale ; modification de la taxe professionnelle ; besoins financiers des collectivités locales ; réduction de l'impôt sur les sociétés ; réforme du financement des collectivités locales ; rejeté ; amendement n° 90 de M. Gilbert Gantier (calcul des cotisations de la taxe professionnelle) ; gestion financière de l'actuelle majorité ; possibilité de soumettre celle-ci à une « commission du bilan » ; transferts opérés sur les collectivités locales (p. 4902) ; cotisation de 1 p. 100 destinée à la sécurité sociale ; caractère indispensable de l'allègement de la taxe professionnelle ; imprécision de la notion de service obligatoire ; charges pesant sur les petits commerçants et artisans ; distribution de la taxe professionnelle ; poids de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée ; commerce et artisanat (p. 4903) ; dynamisme des entreprises ; taux d'autofinancement des entreprises ; taux de marge des entreprises ; comparaison des résultats bruts des entreprises à leur valeur ajoutée ; épargne ; charges des entreprises ; diminution des investissements ; taux de marge ; nationalisation du crédit (p. 4904) ; production industrielle n'ayant pas encore rejoint le niveau de 1981 ; taux du crédit ; taux d'intermédiation ; taux de prélèvements obligatoires : rejeté ; amendement n° 55 de M. Michel Couillet, soutenu par M. Dominique Frelaut (limitant l'application du I de cet article à la seule année 1985) ; taxe professionnelle ; inégalités entre les communes ; critères de péréquation ; décentralisation ; rejeté (p. 4905) ; amendement n° 56 de M. Parfait Jans, soutenu par M. Dominique Frelaut (recul du taux de pénétration des produits étrangers entrant en ligne de compte pour l'allègement de la taxe professionnelle) ; lien entre l'aide consentie pour la taxe professionnelle et la limitation de la pénétration des produits étrangers sur le marché français ; cas de la machine-outil, de l'électronique professionnelle ; modernisation industrielle : exportations ; recul de la pénétration des produits étrangers ; abaissement du plafond de la valeur ajoutée ; compétitivité des entreprises ; résultats du commerce extérieur français ; diminution des importations (p. 4906) ; notion d'économie ouverte : retiré ;

— article 3 : adopté (p. 4907).

Après l'article 3 : amendement n° 58 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Parfait Jans (suppression du système du prélèvement libératoire) ; caractère inéquitable de la répartition entre les revenus du capital et ceux du travail ; distribution de 48 milliards de francs de revenus d'obligations ; abattement de 5 000 francs par an et par foyer fiscal ; marché obligataire ; maintien des avantages fiscaux (p. 4912) ; investissement industriel productif ; succès de la politique de l'épargne actuelle ; politique fiscale de l'épargne ; risque d'évasion fiscale ; marché olbigataire ; taux d'épargne des ménages ; lien entre l'épargne et la pression fiscale ; augmentation de l'épargne mobilière ; crise internationale de l'épargne ; déficit budgétaire (p. 4913) ; coût de l'emprunt ; avantage accordé aux porteurs d'obligations ; épargne mobilière et épargne financière : rejeté ; amendement n° 59 de M. Dominique Frelaut soutenu par M. Louis Odru (institution d'une retenue à la source sur les revenus des capitaux) ; revenus non salariaux ; mécanisme de l'avoir fiscal ; confusion entre l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu ; taux de l'impôt sur les sociétés (p. 4914) ; impôt sur le revenu ; justice fiscale ; avoir fiscal ; problème de l'avoir fiscal ; fiscalité de l'entreprise ; élimination de la double imposition ; problème de la suppression de l'avoir fiscal ; investissement ; taxe professionnelle (p. 4915) : rejeté ; amendement n° 73 de M. Parfait Jans (extinction de l'application des dispositions des articles 125 A, 157 [3°] et 158 [3°] du code général des impôts aux obligations de l'emprunt 7 p. 100 1973 ; possibilité de paiement anticipé de la valeur totale du coupon en janvier 1985) : réservé à la demande du Gouvernement ; amendement n° 119 de M. Gilbert Gantier (fixant à 90 000 francs le chiffre visé aux troisième et quatrième alinéas du 4° de l'article 39 du code général des impôts) ; automobiles de tourisme ; prix du modèle moyen de la Renault 25 : rejeté.

Article 4 (*réduction du taux de certains droits d'apport*) ; investissement ; taux du droit d'apport pour les actes de capitalisation de réserves ou de provisions ; création d'une entreprise ; amendement n° 60 de M. Michel Couillet soutenu par M. Parfait Jans (de suppression) : retiré ; amendement n° 143 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Michel Noir (soumettant au droit sur les apports mobiliers les augmentations de capital réalisées en numéraires ou par incorporation de réserves) ; reconstitution de fonds propres (p. 4916) ; entreprises ; apport en numéraire : rejeté ; amendement n° 144 de M. Georges Tranchant (cas des actes enregistrés à compter du 1er janvier 1978) ; fonds propres ; incorporation des réserves au capital ; gestion des entreprises : rejeté ;

— article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 148 de M. Georges Tranchant (cas des employeurs occupant au minimum vingt salariés pour l'application de l'article 235 *bis*, 1, du code général des impôts) ; seuils fiscaux et sociaux ; 1 p. 100 pour le soutien de l'activité du bâtiment ; modernisation industrielle ; formation (p. 4917) ; cotisation de 1 p. 100 versée pour la construction : rejeté ; amendement n° 147 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Michel Noir (fixant à un minimum de dix salariés le seuil d'application de l'article 235 *ter* C du code général des impôts) ; seuil social ; potentiel de création d'emplois ; effort fait pour le logement ; petites et moyennes entreprises ; problème du maintien du seuil à dix salariés : rejeté ; amendement n° 149 de M. Georges Tranchant (fixant à vingt salariés le seuil prévu à l'article 235 *ter* E A du code général des impôts) ; relèvement des seuils fiscaux (p. 4918) ; seuils sociaux : rejeté.

Article 5 (*déduction de la T. V. A. afférente au gazole utilisé par les transporteurs routiers*) ; congrès annuel de la Fédération nationale des transporteurs routiers ; déductibilité de la T. V. A. ; chauffeurs de taxi ; tarifs ; hausse du carburant, des charges sociales et de l'assurance ; amendement n° 91 de M. Gilbert Gantier (modifiant le tableau B annexé) ; respect des principes de la T. V. A. (p. 4919) ; taxe intérieure sur les produits pétroliers ; déductibilité de la T. V. A. sur le gazole : retiré ; amendement n° 27 de M. Pierre Bas (fixant la date d'application du 1° de cet article au 1er janvier 1985) : non soutenu ; amendement n° 28 de M. Pierre Bas (fixant à 100 p. 100 le montant de la déduction prévue à la fin du deuxième alinéa de cet article) : non soutenu ; amendement n° 207 du Gouvernement (cas de la T. V. A. applicable au gaz de pétrole liquéfié utilisé comme carburant routier) ; relèvement des tarifs des droits fixes d'enregistrement : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 152 de M. Marc Lauriol (application du taux majoré de la T. V. A. aux opérations de crédit-bail et de location de certains biens) ; location de voiture : opération de crédit-bail ; taux majoré de T. V. A. (p. 4920) ; problème de la distinction entre les locations de courte ou de longue durée : rejeté.

Article 6 (*majoration du taux de remboursement forfaitaire pour les producteurs laitiers*) ; quotas laitiers ; Maine-et-Loire ; modulation des quotas ; différences entre les exploitations ; incitation de producteurs âgés à cesser leur production ; réduction de la production laitière (p. 4921) ; installation des jeunes agriculteurs ; limitation de la production ;

— article 6 : adopté.

Article 7 (*détaxation des carburants agricoles*) ; quotas laitiers ; productivité laitière ; adopté (p. 4922).

Après l'article 7 : amendement n° 61 de M. Joseph Legrand (problème de la fiscalisation des attributions de combustibles aux personnels des houillères nationales) (p. 4922) ; personnels et retraités des Charbonnages de France ; prestation de chauffage ; soumission à la T. V. A. ; livraison de charbon ; position du Conseil d'Etat ; position de M. André Giraud en 1981 ; illégalité de l'imposition des prestations en combustible à la T. V. A. ; assujettissement des livraisons à soi-même à la T. V. A. ; application de ce principe aux mineurs (p. 4923) ; position du Conseil d'Etat ; différence entre la fiscalité directe et la T. V. A. ; rejeté.

Article 8 (*réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur la marge des agences de voyage*) ; situation différente entre les autres pays de la C. E. E. et la France ; coût de cette mesure ; taux de T. V. A. applicable à la marge des agences de voyage ; locations de voiture ; taxation des hôtels quatre étoiles ; agences de voyage ; instructions de la C. E. E. ; voyages au sein de la C. E. E. et voyages dans le reste du monde (p. 4924) ; fiscalité du tourisme ; amendement n° 154 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Jean de Préaumont (suppression du paragraphe I de cet article) ; promotion du tourisme étranger en France ; C. E. E. ; répercussion sur les prix des voyages ; soumission des agences de voyage à la T. V. A. dans les pays de la C. E. E. ; problème des rétorsions éventuelles (p. 4925) ; voyages organisés en Europe : rejeté ;

— article 8, adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 155 de M. Georges Tranchant (fixation du seuil d'application de l'article 125 B du code général des impôts) ; accroissement des fonds propres ; cas d'une entreprise ne trouvant pas de crédit bancaire ; prélèvement libératoire ; comptes courants d'associés ; associés prêtant de l'argent aux entreprises : retiré.

Article 9 (*exonération du droit de timbre de dimension*) ; Codevi (p. 4926) ; épargne ; déficit du budget ; montant des fonds collectés par les Codevi égal à 39 milliards de francs ; destinataires de ces fonds ; Caisse des dépôts et consignations ; utilisation de l'épargne collectée grâce aux Codevi ; amendement n° 38 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 92 de M. Gilbert Gantier (fixant la date d'application du 11° de cet article au 3 octobre 1983) ; impôt sur le revenu ; impôt sur les sociétés ; Codevi ; épargne ; détenteur de compte bancaire (p. 4927) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 196 de M. Olivier Stirn (fiscalité des actes de formation des sociétés commerciales) ; dégradation de l'emploi ; fiscalité des entreprises ; délais de constitution d'une société : adopté.

Article 10 (*suppression de la taxe sur les salaires payés par l'Etat*) ; rémunérations payées sur le budget de l'Etat (p. 4928) ; notion de prélèvement obligatoire ; fonds spécial des grands travaux ; redevance téléphonique ; taxe sur les salaires ; déficit des maisons des jeunes et de la culture ; prélèvements obligatoires (p. 4929) ;

— article 10, adopté.

Article 11 (*allégement des obligations fiscales des entreprises nouvellement créées et des petites et moyennes entreprises*) : adopté.

Article 12 (*assujettissement du produit de l'exploitation des appareils automatiques à la T. V. A.*) ; taxe sur les appareils automatiques ; maintien de la taxe communale ; amendement n° 158 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Georges Tranchant (fixant la date d'application des dispositions du I et du II de cet article au 1er juillet 1985) (p. 4930) ; triple imposition du produit des appareils automatiques : rejeté ;

— article 12, adopté.

Article 13 (*fixation du tarif de la cotisation sur les boissons alcooliques et inclusion de cette cotisation dans la base d'imposition à la T. V. A.*) ; cotisation sur les boissons alcooliques ; vignette « Bérégovoy » ; non-conformité de celle-ci à la réglementation communautaire ; législation communautaire ; affaire de La Chapelle-Darblay ; rabais sur l'essence ; prix du livre ; suppression de la vignette sur le tabac ; vignette sur l'alcool (p. 4931) ; prix du tabac ; marché des changes ; vignettes sur le tabac et sur l'alcool ; tarifs d'E. D. F. ; déséquilibre actuel des comptes de la S. E. I. T. A.

— article 13, adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 13 de M. Jean-Louis Masson (cas des locations d'emplacements pour stationnement de véhicules) : non soutenu.

Article 14 (*régime de déductibilité de la provision constituée au titre de la participation ouvrière*) : régime des accords de droit commun et régime des accords dérogatoires (p. 4932) ; sociétés coopératives ouvrières de production ; salariés des entreprises non nationalisées ; participation ; productivité ; chef d'entreprise dans les entreprises de moins de cent salariés ; déduction des charges des entreprises ; suppression de la provision pour investissement ; avantages fiscaux liés à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises ; taux de la provision pour investissement ; accords dérogatoires ; normalisation fiscale (p. 4933) ; cas des grandes sociétés de distribution ; création d'un fossé entre les entreprises ; participation ; provision pour participation ; seuils sociaux ; cas où la participation est automatique ; intéressement des salariés (p. 4934) ; cas de la participation fondée sur le volontariat ; suppression des actions détenues par le personnel lors de la nationalisation des banques ; taux de la provision pour investissement ; normalisation progressive ; accords dérogatoires ; taux de la provision pour investissement déductible (p. 4935) ; principe de la participation ; dénationalisations ; mécanisme d'incitation ; provision pour investissement ; amendements identiques n° 14 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Georges Tranchant, n° 76 de M. Alain Madelin, soutenu par M. Gilbert Gantier, n° 93 de M. Gilbert Gantier et n° 162 de M. Georges Tranchant (de suppression) ; participation ; compensation des « cadeaux » faits aux entreprises (p. 4938) : rejetés ; amendement n° 15 de M. Jean-Louis Masson (suppression du paragraphe I de cet article) : non soutenu ; amendement n° 94 de M. Gilbert Gantier (possibilité pour certaines entreprises dont les sociétés anonymes à participation ouvrière de constituer une provision pour investissement) ; participation : rejeté ; amendements identiques n° 16 de M. Jean-Louis Masson, soutenu par M. Georges Tranchant, et n° 77 de M. Alain Madelin, soutenu par M. Gilbert Gantier (possibilité pour certaines entreprises de constituer une provision pour investissement égale à 75 p. 100 du montant des sommes correspondant à la participation supplémentaire attribuée par des accords dérogatoires) ; amendement n° 39 de la commission (provision pour investissement) ; sous-amendement n° 221 de M. Michel Inchauspé (maintien des réserves pour participation de 12,5 p. 100 dans les entreprises où plus de la moitié du personnel est actionnaire) ; sous-amendement n° 208 du Gouvernement (augmentation de la taxe sur les véhicules de sociétés) ; droit des salariés à bénéficier des fruits de leur travail (p. 4939) ; montant de la réserve de participation ; provision pour investissement constituée en franchise d'impôt ; taux de déductibilité pour investissements ; augmentation de la taxe sur les véhicules des sociétés ; industrie automobile ; participation ; actionnariat coopératif (p. 4940) ; accords dérogatoires de participation ; types de participation ; amendements nos 16 et 77 : rejetés ; sous-amendement n° 221 : rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 208 : adopté ; amendement n° 39, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 163 de M. Georges Tranchant (dénationalisation) : rejeté (p. 4941) ; amendement n° 17 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Georges Tranchant (suppression du paragraphe III de cet article) (p. 4941) ; amendement n° 164 de M. Georges Tranchant (suppression de ce même paragraphe) ; rejetés ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 40 de la commission (possibilité pour la société ayant subi des déficits d'imputer ces déficits sur le montant des bénéfices fiscaux du cinquième exercice précédent l'exercice déficitaire) ; modalités de cette opération ; amendement n° 210 du Gouvernement (possibilité pour les sociétés ayant subi un déficit de bénéficier d'un crédit d'impôt égal à l'impôt sur les sociétés qu'elle a acquitté sur les bénéfices non distribués au titre des trois exercices précédents dans la limite de la moitié du déficit constaté (p. 4942) ; système du report en arrière ; situation dans les pays étrangers ; compensation par report ; liquidation des biens ; impôt sur les sociétés ; système du report en arrière ; procédure proposée ; globalisation des résultats ; droit à restitution (p. 4943) ; durée du report ; exonération des biens professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes ; report en arrière ; distribution de créances au capital ; investissements des trois années antérieures ; avoir fiscal ; risque de redistribuer une partie de l'avoir fiscal comme partie du capital (p. 4944) ; durée du report en arrière en Grande-Bretagne et en R. F. A. ; impôt sur les sociétés ; disposition en faveur de l'investissement ; report d'une partie des déficits sur les bénéfices antérieurs ; coût du crédit ; coût du déficit budgétaire ; réduction de la taxe professionnelle (p. 4945) ; crédit d'impôt ; investissement ; atténuation de l'impôt sur les sociétés ; amendement n° 40 : rejeté au scrutin public ; défaillances d'entreprise ; système de report en arrière ; durée du report ramenée à trois ans (p. 4946) ; crédit d'impôt ; remise en cause du crédit d'impôt en cas de cession ; développement de l'initiative économique ; compatibilité des dispositions de cet article avec celles de la loi sur l'initiative économique ; banques ; transfert d'une créance ; cas de cessation d'activité ; impossibilité de transmettre la créance dans ce cas (p. 4947) ; amendement n° 210 : adopté au scrutin public.

Article 15 (*contribution sur les institutions financières*) : impôt augmentant le coût du crédit ; bénéfice des banques ; nationalisation des banques ; modification de la classification de certaines banques françaises pendant les années récentes (p. 4948) ; effort de productivité ; abaissement du coût de l'intermédiation bancaire ; transformation de la contribution exceptionnelle en contribution permanente ; égalité devant l'impôt ; assiette de cette contribution ; impôt sur les sociétés des banques ; relations entre l'Etat et le système bancaire nationalisé ; déficit budgétaire ; création monétaire ; correspondant du Trésor (p. 4949) ; prélèvement exceptionnel ; banques nationalisées ; bons du Trésor ; bilan des banques ; taux d'intermédiation bancaire ; amendements identiques n° 95 de M. Gilbert Gantier, n° 109 de M. Edmond Alphandéry, n° 165 de M. Georges Tranchant (suppression de cet article) ; banques nationalisées ; prélèvement ; taxe générale sur certains frais généraux (p. 4950) ; taxe sur les excédents de provision ; taxe sur les salaires ; position du Conseil constitutionnel ; taux de base ; marge bénéficiaire des banques ; profits des banques ; montant des taux d'intérêt trop élevé ; intermédiation financière ; taux de l'eurodollar ; natio-

nalisation des banques ; bons du Trésor ; déficit budgétaire (p. 4951) ; rejetés ; amendement n° 110 de M. Edmond Alphandéry (contribution des institutions financières reconduite pour 1985 seulement) : rejeté ; amendement n° 166 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Michel Noir (dispense de la contribution) ; crédibilité de la signature des banques françaises à l'étranger ; contrôle de la masse monétaire ; bons du Trésor ; appareil bancaire français ; rejeté ;

— article 15, adopté (p. 4952).

Après l'article 3 : amendement n° 73 de M. Parfait Jans précédemment réservé et n° 222 du Gouvernement (extinction de l'application des dispositions du 1° de l'article 125 A et du troisième alinéa du 3° de l'article 158 du code général des impôts à l'emprunt d'Etat 7 p. 100 1973) ; emprunt ayant rapporté environ 5,6 milliards de francs et coûtant à peu près 23 milliards ; intérêts passés de 7 p. 100 en 1973 à 68 p. 100 en 1984 ; coût global de plus de 104 milliards en 1988 ; article 40 de la Constitution ; dispositions fiscales ; bons du Trésor ; déficit du budget américain (p. 4953) ; emprunt 7 p. 100 1973 ; position du groupe communiste ; problème de la fidélité à la parole donnée par le Gouvernement ; position de Mme Catherine Lalumière en 1983 (p. 4954) ; attitude du parti communiste ; régime fiscal de l'emprunt 1973 ; intérêts de 68 p. 100 ; indexation ; coût de plus de 100 milliards de francs pour le Trésor public (p. 4955) ; rappels au règlement de MM. Edmond Alphandéry et Claude Labbé ; absence de remise en cause de l'indexation et de la perception des intérêts au mois de février prochain (p. 4957) ; amendement n° 73 : rejeté ; sous-amendement n° 225 de M. Michel Noir à l'amendement n° 222 du Gouvernement (fixant au 1er janvier 1988 la date d'application de cet amendement) ; sous-amendement n° 226 de M. Michel Inchauspé soutenu par M. Georges Tranchant (fixant au 1er janvier 1987 la date d'application de cet amendement) ; sous-amendement n° 227 de M. Gilbert Gantier (fixant au 1er janvier 1986 cette date) ; manquement à la parole donnée (p. 4958) ; taxe professionnelle ; participation ; esprit des institutions ; rappels au règlement de MM. Edmond Alphandéry et Gilbert Gantier ; retard de la date d'application de la disposition prévue à l'amendement n° 222 (p. 4959) ; intérêt de la France ; endettement intérieur de la France (p. 4960) ; sous-amendements nos 225, 226 et 227 : réservés à la demande du Gouvernement ; sous-amendement n° 228 de M. Emmanuel Hamel (avis du Conseil d'Etat pour l'application de ces dispositions) ; situation en 1973 ; position de Mme Catherine Lalumière en 1983 ; rapport de la disposition contestée se montant à 450 millions de francs environ ; remise en cause de la parole de l'Etat pour cette somme (p. 4961) ; sous-amendements identiques n° 229 de M. Emmanuel Hamel et n° 230 de M. Georges Tranchant (substituant aux mots « ne s'applique pas » les mots : « ne s'applique plus » dans l'amendement n° 222 du Gouvernement) ; sous-amendement n° 228 : réservé à la demande du Gouvernement ; emprunt Giscard 1973 ; intérêt de 68 p. 100 ; négociation de cet emprunt en bourse (p. 4962) ; position de M. Laurent Fabius lors de l'émission *L'Heure de vérité ;* sous-amendements nos 229 et 230 : réservés à la demande du Gouvernement ; application de l'article 44, alinéa 3, à l'ensemble des sous-amendements à l'amendement n° 222 du Gouvernement ; départ des communistes du Gouvernement (p. 4963) ; nécessité de faire venir M. Laurent Fabius dans l'hémicycle ; conditions de déroulement du débat ; demande de vérification du quorum en application de l'article 61 du règlement, faite par M. Claude Labbé ; constat que le quorum n'est pas atteint (p. 4964) ; amendement n° 222 : adopté ; emprunt 7 p. 100 1973 (p. 4971) ; revenus de cet emprunt ; impôt progressif sur le revenu à partir de 1985 ; rappel au règlement de M. Jean Anciant (p. 4972).

Rappels au règlement de MM. Edmond Alphandéry (p. 4976), Dominique Frelaut (p. 4976, 4977), Georges Tranchant et Jean Anciant (p. 4977) ; réponse de M. Guy Ducoloné en qualité de vice-président (p. 4977) ; rappels au règlement de MM. Michel Noir (p. 4977, 4978), Emmanuel Hamel (p. 4978) ; réponse de M. Guy Ducoloné en qualité de vice-président (p. 4978, 4979) ; rappel au règlement de M. Claude Labbé (p. 4979) ; observations de M. Pierre Bérégovoy (p. 4979, 4980).

Article 16 (*modification du régime fiscal du gaz de pétrole liquéfié*) : prélèvement à la source subi par les titulaires de « l'emprunt Giscard » (p. 4980) ; différence entre trésorerie et évolution des recettes ; propos de M. Henri Emmanuelli hostiles à M. Gilbert Gantier ; nature de l'emprunt émis en 1973 ; décision du Conseil constitutionnel de 1983 ; amendement n° 96 de M. Gilbert Gantier (réservant l'application de cet article à l'usage exclusif du mélange de butane et de propane comme carburant) ; recettes sur le tabac (p. 4981) : rejeté ;

— article 16, adopté.

Article 17 (*modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers*) ; produit escompté par les mesures de cet article ; indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; institution d'une taxe parafiscale sur ces produits ; Caisse nationale de l'énergie ; actualisation des tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; amendements identiques n° 29 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant, n° 62 de M. René Rieubon soutenu par M. Dominique Frelaut, n° 97 de M. Gilbert Gantier et n° 168 de M. Georges Tranchant (suppression de cet article) (p. 4982) ; réduction des impôts ; augmentation de la taxe sur les produits pétroliers ; abattement fiscal pour les économies d'énergie ; déficits subis par les groupes industriels automobiles ; vignette sur l'automobile ; variation du cours du dollar ; amendement nos 29, 62, 97 et 168 : rejetés ; amendement n° 211 du Gouvernement (substituant au chiffre « 10,20 » le chiffre « 15,20 » dans le paragraphe IV de cet article) ; augmentation du fonds de concours versé à l'Etat par la Caisse des dépôts ; accroissement de la fiscalité (p. 4983) ; taxe intérieure de la consommation sur le fuel lourd ; recettes des collectivités locales ; adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Après l'article 17 : amendement n° 212 du Gouvernement (exonération du droit annuel supporté par certains navires de commerce ou de pêche) : adopté.

Article 18 (*contribution exceptionnelle des entreprises exploitant des gisements d'hydrocarbures*) (p. 4984) ; entreprises de production pétrolière ; avions renifleurs ; raffinage ; compagnies pétrolières ; amendement n° 169 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté ; amendement n° 83 de M. Roland Mazoin, soutenu par M. Parfait Jans (institution d'une contribution exceptionnelle de 5 p. 100 sur le montant des provisions pour fluctuation des cours) ; recherche et exploitation du pétrole ; entreprises pétrolières (p. 4985) ; raffinage ; taxation de la production : rejeté ; amendement n° 111 de M. Edmond Alphandéry (date du paiement de cette contribution fixée au plus tard au 15 octobre 1985) : rejeté ; amendement n° 112 de M. Edmond Alphandéry (possibilité de report du paiement dans certains cas et certaines limites) ; exploration pétrolière en France ; taxation des entreprises déficitaires (p. 4986) ; cas des investissements des entreprises étrangères en France ; provision pour reconstitution de gisements : rejeté ; amendement n° 170 de M. Georges Tranchant (dispense pour certaines entreprises du paiement de la taxe si elles incorporent le montant dû à leur capital) ; activités de production et de raffinage : rejeté ;

— article 18 : adopté.

Article 19 (*fixant le montant de l'impôt sur les grandes fortunes et prévoyant la reconduction de la majoration conjoncturelle de 8 p. 100 pour 1985*) (p. 4987) ; barème de l'impôt sur le revenu ; personnes assujetties à l'impôt sur les grandes fortunes ; majoration conjoncturelle de 8 p. 100 ; position du groupe communiste ; abaissement du seuil déclaratif et possibilité de doubler le rapport de cet impôt ; impôt sur le capital ; rapport de cet impôt ; problème de la pauvreté ; problème de l'efficacité du plan proposé pour lutter contre la pauvreté ; accès à un revenu minimum ; contrepartie sous forme de travail d'utilité collective (p. 4988) ; abstention du groupe U. D. F. sur cet article ; aggravation de la pauvreté et du chômage ; imposition des tranches les plus élevées de l'impôt sur les grandes fortunes ; impôt sur les successions concernant les châteaux et demeures ouverts au public (p. 4989) ; impôt sur le revenu ; pauvreté ; rapport de l'impôt sur les grandes fortunes ; situation dans les autres pays européens (p. 4990) ; lutte contre la grande pauvreté ; impôt sur les grandes fortunes ; amendement n° 30 de M. Pierre Bas (de suppression) : retiré ; amendement n° 63 de M. Parfait Jans, soutenu par M. Dominique Frelaut (modifiant les taux du tarif de l'impôt sur les grandes fortunes) ; amendement n° 98 de M. Gilbert Gantier (modifiant les tranches de cet impôt) ; amendement n° 173 de M. Georges Tranchant (même objet) (p. 4991) ; amendement n° 206 du Gouvernement (instituant une nouvelle tranche au-delà de 20 millions de francs) ; impôt sur les grandes fortunes ; souscription d'une déclaration ; relèvement des tranches de cet impôt ; progressivité de l'impôt sur le revenu ; problème de l'indexation des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu vis-à-vis de l'inflation (p. 4992) ; indexation totale des tranches de l'impôt sur le revenu sur l'évolution des prix depuis trois ans ; seuil d'imposition ; nombre de chômeurs ; crise internationale ; solidarité (p. 4993) ; suppression de la vignette sur le tabac ; nouvelle pauvreté ; amendements nos 63, 98 et 173 : rejetés ; amendement n° 206 : adopté au scrutin public ; amendement n° 174 de M. Michel Debré, soutenu par M. Georges Tranchant (augmentation des limites des tranches de cet article par enfant à charge) ; charges des familles : rejeté ; amende-

ment n° 175 de M. Georges Tranchant (supprimant le paragraphe II de cet article concernant la majoration conjoncturelle) ; amendement n° 99 de M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 4994) : rejetés ; amendement n° 176 de M. Georges Tranchant (fixant à 3 p. 100 le taux de la majoration conjoncturelle : rejeté ; amendement n° 177 de M. Georges Tranchant (excluant les biens professionnels agricoles du champ d'application de la majoration) : rejeté ; amendements identiques n° 41 de la commission et n° 64 de M. Roland Mazoin, soutenus par M. Parfait Jans (cas des personnes dont le patrimoine est constitué de biens, droits et valeurs entrant dans l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes excédant 3 millions de francs) ; création artistique ; tranche de l'impôt ; rendement de l'impôt ; impôt sur les grandes fortunes (p. 4995) ; nombre de foyers fiscaux souscrivant une déclaration et nombre de personnes payant l'impôt sur le revenu ; absence de déclaration constituant un délit ; déclaration des patrimoines : adoptés ; amendement n° 100 de M. Gilbert Gantier (fixant les abattements applicables en matière d'impôt sur les grandes fortunes) ; droits de mutation ; imposition des petites successions : rejeté ;

— article 19, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 178 de M. Georges Tranchant (supprimant les mots « à titre principal » à l'article 885 N du code général des impôts ; amendement n° 179 de M. Georges Tranchant (prévoyant l'exonération totale des biens professionnels de l'I. G. F.) ; amendement n° 180 de M. Georges Tranchant (cas des parts d'une société à responsabilité limitée et des actions de sociétés) (p. 4996) ; amendement n° 181 de M. Georges Tranchant (supprimant la référence à la représentation de 25 p. 100 du capital de la société au 3° de l'article 8850 du code général des impôts) ; amendement n° 182 de M. Georges Tranchant (remplaçant ce seuil par celui de 10 p. 100) ; amendement n° 183 de M. Georges Tranchant (cas des actions des sociétés dans lesquelles les propriétaires ou des membres de leur famille exercent effectivement des fonctions de direction) ; amendement n° 184 de M. Georges Tranchant (abrogeant une partie de l'article 8850 du code général des impôts) ; amendement n° 186 de M. Georges Tranchant (dispense du paiement de l'impôt sur les grandes fortunes en cas de souscription à des augmentations de capital) ; impôt sur le patrimoine ; problème de la soumission de l'outil de travail à cet impôt ; amendement n° 178 : rejeté au scrutin public ; en conséquence, amendements n°s 179, 180, 181, 182, 184 et 186 : rejetés ; amendement n° 200 de M. Jean-Jacques Benetière soutenu par M. Jean-Paul Planchou (cas des stocks agricoles à rotation lente) ; blocage de la valeur de ces stocks (p. 4997) ; blocage des produits deux ans après leur entrée sur l'exploitation ; exploitation des stocks en matière de bénéfice agricole ; système de comptabilisation : adopté.

Article 20 (*défiscalisation des versements des employeurs au titre du 0,1 p. 100 des salaires additionnel à la taxe d'apprentissage et du 0,2 p. 100 des salaires versé en matière de formation continue*) (p. 4998) ; lutte pour l'emploi ; compagnies consulaires ; centres de formation d'apprentis ; financement de ces centres ; versement au Trésor du 0,1 p. 100 additionnel à la taxe d'apprentissage ; contrôle de l'engagement effectif des dépenses (p. 4999) ; possibilité pour les employeurs de privilégier telle ou telle sorte de formation ; exonération ; chambre des métiers et de commerce (p. 5000) ; amendement n° 65 de M. Roland Mazoin soutenu par M. Dominique Frelaut (cas des stages d'initiation à la vie professionnelle) ; initiation à un emploi : rejeté ; amendement n° 214 du Gouvernement (versement des fonds correspondant à des organismes de mutualisation) ; sous-amendement n° 236 de M. Dominique Frelaut (fixant les conditions que doivent remplir les stages d'initiation pour bénéficier de la défiscalisation prévue par cet article) ; concertation entre les partenaires sociaux (p. 5007) ; sous-amendement n° 236 : rejeté ; amendement n° 214 : adopté ; amendement n° 66 de M. Roland Mazoin soutenu par M. Dominique Frelaut (cas des stages d'initiation à la vie professionnelle) : rejeté ; amendement n° 215 du Gouvernement (cas des stages entrant dans le champ d'application d'un accord collectif) ; sous-amendement n° 237 de M. Dominique Frelaut (conditions que doivent remplir les stages) : rejeté ; amendement n° 215 : adopté ; amendement n° 216 du Gouvernement (cas des organismes collecteurs chargés de recueillir des fonds) : adopté ; amendement n° 187 de M. Georges Tranchant (cas des chambres de commerce et des chambres des métiers) ; formations alternées : rejeté (p. 5008) ; amendement n° 217 du Gouvernement (de forme) ; concertation entre les partenaires sociaux : adopté ; amendement n° 42 de la commission des finances devenu sans objet ; amendement n° 218 du Gouvernement (supprimant la référence aux accords et conventions dans le paragraphe VII de cet article) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*reconduction de diverses mesures temporaires, notamment en ce qui concerne l'article 39 bis du code général des impôts relatif à la presse*) ; amendement n° 67 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Ernest Moutoussamy (abrogeant l'article 39 *bis* du code général des impôts) ; transparence financière ; pluralisme des entreprises de presse ; régime des aides économiques à la presse ; acquisition de matériel ; réalisation de constructions : rejeté ; amendement n° 219 du Gouvernement (personnes assujetties à une contribution complémentaire à l'impôt sur le revenu égale à 1 p. 100 du montant des revenus de capitaux mobiliers et des profits réalisés à l'occasion de certaines cessions) ; suppression du prélèvement de 3 milliards de francs sur les produits fiscaux des collectivités locales ; produit attendu de cette mesure (p. 5009) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 21 : amendement n° 197 du Gouvernement (indiquant que le prélèvement n'est pas applicable aux intérêts de certaines obligations) ; cas des personnes ayant leur domicile fiscal hors du territoire de la République française, de Monaco ou d'un Etat lié au Trésor par un compte d'opérations monétaires ; sous-amendement n° 220 de M. Christian Pierret, à titre personnel (substituant le taux de 6 p. 100 par le taux de 6,5 p. 100 dans les deux premiers alinéas du I de l'article 302 *bis* A du code général des impôts) ; placements aux Etats-Unis ; marché financier européen ; intérêts des obligations ; exonération concernant seulement les obligations nouvelles émises à compter du 1er octobre ; cas des pays ayant passé des conventions fiscales avec la France et appartenant à la zone franc ; augmentation du taux de la taxe sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité ; cartes d'entrée dans les casinos (p. 5010) ; droit d'entrée dans les casinos ; fiscalité supportée par les capitaux investis en France ; capitaux flottants ; contrôle des changes ; sous-amendement n° 220 : rejeté ; amendement n° 197 : adopté ; amendement n° 8 de M. Jean-Louis Masson (soumission de certains travaux relatifs à la presse au taux réduit de la T. V. A.) : non soutenu ; amendement n° 9 de M. Jean-Louis Masson (cas des suppléments et des numéros spéciaux des publications de presse) : non soutenu ; amendement n° 10 de M. Jean-Louis Masson (cas des numéros distribués gratuitement) : non soutenu ; amendement n° 11 de M. Jean-Louis Masson (cas des parutions régulières au moins quatre fois par an) : non soutenu (p. 5011) ; amendement n° 12 de M. Jean-Louis Masson (cas des écrits ayant un caractère et une finalité politiques et répondant à diverses conditions) : non soutenu.

Article 22 (*régime de l'émission monétaire dans les départements d'outre-mer*) : développement économique des D. O. M. ; statut de l'institut d'émission de ces départements ; alignement de ce statut sur celui de la Banque de France ; compte spécial du Trésor ; mode de répartition des produits de cet institut ; amendement n° 101 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; dispositif d'aide à l'investissement dans les départements d'outre-mer : rejeté ; amendement n° 188 de M. Georges Tranchant (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; déficit budgétaire (p. 5012) ; alignement du taux de la rémunération du compte d'opération sur le taux d'escompte de la Banque de France ; taux d'intérêt des prêts servis aux communes : rejeté ;

— article 22 : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 2 de M. François Grussenmeyer (possibilité de déduire des bénéfices industriels et commerciaux les cotisations versées par un exploitant à un régime complémentaire de sécurité sociale) ; loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; assurance vieillesse ; retraite complémentaire (p. 5013) ; nationalisations : rejeté ; amendement n° 3 de M. François Grussenmeyer (déductibilité du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession des bénéfices agricoles, industriels et commerciaux et des bénéfices des professions non commerciales) ; femmes d'artisans ; loi du 10 juillet 1982 : rejeté ; amendement n° 192 de M. Marc Lauriol, soutenu par M. Georges Tranchant (déductibilité des cotisations de retraite complémentaire) ; régime complémentaire de sécurité sociale : rejeté ; amendement n° 7 de M. François Grussenmeyer (modalités de paiement des droits de mutation à titre gratuit) ; droits applicables aux donations et aux successions (p. 5014) ; règlement de la dette fiscale : rejeté ; amendement n° 21 de M. François Grussenmeyer (définissant les récoltants de fruits et autorisant une allocation en franchise de dix litres d'alcool pur par an pour ces personnes) ; possibilité de distiller en franchise dix litres d'alcool pur par an ; droits existants avant 1953 ; importations des alcools étrangers ; position du parti communiste au sujet de la possibilité de distiller en franchise (p. 5015) ; récoltants de fruits ; rétablissement

du privilège des bouilleurs de cru : rejeté ; amendement n° 190 de M. Georges Tranchant (possibilité d'appliquer le régime du compte d'épargne en action aux parts de groupement foncier agricole) : rejeté.

Article 23 (*transfert des droits exigibles sur les mutations à titre onéreux d'immeubles d'habitation au profit des départements*) ; droits exigibles sur les mutations ; transferts de ressources fiscales ; taux votés par les conseils généraux pour la vignette automobile (p. 5016) ; bâtiments du lycée Janson-de-Sailly ; bâtiments du C. E. S. Delacroix dans le 16e arrondissement ; taxe de publicité foncière sur les immeubles destinés à l'habitation ; transferts de compétences compensés par un transfert de ressources ; financement des charges transférées ; écart entre les taux de la vignette ; droit de mutation ; taxe professionnelle ;

— article 23 : adopté.

Article 24 (*perception par l'Etat de 2,5 p. 100 du montant de certaines taxes transférées aux départements et aux régions, au titre de frais d'assiette de recouvrement de dégrèvements et de non-valeur*) ; prélèvement pour frais d'assiette (p. 5017) ; région Corse ; taux du prélèvement ; fiscalité locale ; budget des services financiers ; rémunération des bureaux de tabac vendant la vignette automobile ; amendement n° 102 de M. Gilbert Gantier (suppression de cet article) ; prélèvement effectué sur les impôts transférés ; frais d'assiette et de recouvrement : rejeté ;

— article 24 : adopté.

Article 25 (*non recouvrement du prélèvement de 3,6 p. 100 opéré par l'Etat sur la taxe d'habitation pour frais de dégrèvement et de non-valeur*) : adopté.

Article 26 : retiré par le Gouvernement ; rappel au règlement de M. Edmond Alphandéry (p. 5018).

Après l'article 26 : amendement n° 45 de la commission : retiré ; augmentation des recettes procurées à l'Etat par les dividendes des entreprises nationales ; baisse de la rémunération du livret A des caisses d'épargne ; fonds de réserve de ces caisses ; majoration des prélèvements obligatoires ; amendement n° 238 du Gouvernement (fixant les tarifs des droits de timbre) ; augmentation de ces droits de 108 millions de francs : adopté.

Article 27 (*affectations résultant des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor*) : adopté.

Article 28 (*taxe sur les huiles perçues au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles*) : adopté.

Article 29 (*fixation du taux de la taxe sur les céréales perçue au profit du même budget annexe*) (p. 5019) ; amendement n° 46 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 (*fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la D. G. F.*) ; augmentation de la D. G. F. ; amendement n° 235 du Gouvernement (substituant au taux de 16,73 p. 100 celui de 16,731 p. 100) ; taux applicable à la base de la T. V. A. ; adopté ;

— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 (*détermination des tranches du barème de la redevance sur les concessions d'hydrocarbures*) : adopté.

Article 32 (*dispositions relatives aux charges publiques*) : adopté.

Après l'article 32 : amendements n° 47 de la commission soutenu par M. Parfait Jans et n° 70 de M. Joseph Legrand soutenu par M. Parfait Jans (imposition de la plus-value nette à court terme) ; ayants droit des tués de Charonne ; forclusion quadriennale (p. 5020) ; indemnisation des victimes de Charonne : retirés ; produits de la construction automobile ; privilège des bouilleurs de cru ; article 40 de la Constitution.

Article 33 (*fixation des taux de majoration applicables à certaines rentes viagères*) (p. 5021) ; revalorisation des rentes viagères ; secteur public ; hausse des prix ; créditrentiers de la caisse nationale de prévoyance ; rôle de la Cour des comptes ; majoration légale ; problème de l'indexation annuelle automatique des rentes viagères (p. 5022) ; taux de revalorisation des rentes pour 1984 ; amendement n° 48 de la commission (suppression de cet article) ; revalorisation des plus anciennes rentes viagères publiques ; rente d'anciens combattants : retiré ; amendement n° 231 du Gouvernement (cas des rentes constituées par l'intermédiaire d'une société mutualiste) ; amendement n° 232 du Gouvernement (modifiant les taux de majoration de ces rentes) ; amendement n° 233 du Gouvernement (rédigeant différemment le tableau du paragraphe VII de cet article) ; amendement n° 234 du Gouvernement (modifiant les sommes dans le paragraphe VIII de cet article) ; rentes d'anciens combattants : adoptés ;

— article 33, ainsi modifié : adopté (p. 5023).

Article 34 et état A annexé (*équilibre des ressources et des charges et tableau des voies et moyens applicables au budget* 1985) (p. 5024 à 5033) ; emprunt 7 p. 100 1973 ; évaluation de recettes fiscales ; taxe intérieure sur les produits pétroliers sur le fuel lourd ; prélèvement supplémentaire sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne ; caisse des dépôts ; baisse de 1 p. 100 des prélèvements obligatoires ; émissions d'emprunts ; emprunt 7 p. 100 1973 ; problème du libellé de cet emprunt en francs ou en or ; autorisation de lancer des emprunts (p. 5034) ; taux d'intérêt ; majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; diminution des prélèvements obligatoires ; contribution de la France aux dépenses de la C. E. E. ; vote hostile du groupe U. D. F. à cet article ; déficit budgétaire ; montant de la vignette automobile (p. 5035) ; vote hostile du groupe R. P. R. à cet article ; taxe professionnelle ; tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers ; emprunt « Giscard » ; impôt sur les grandes fortunes ; abstention du groupe communiste (p. 5036) ; emprunt 7 p. 100 1973 ; vote positif du groupe socialiste ; amendement n° 239 du Gouvernement (modifiant les évaluations de recettes du budget général) ; réduction uniforme de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu : adopté ; amendement n° 17 de M. Parfait Jans (possibilité de libeller les emprunts en francs ou en écu) (p. 5037) : retiré ; amendement n° 72 de M. Parfait Jans (limitation des intérêts servis pour les emprunts d'Etat) : retiré ; vote hostile du groupe R. P. R. ; abstention du groupe communiste ; vote hostile du groupe U. D. F. ;

— article 34 et état A annexé, ainsi modifiés : adoptés. demande d'une seconde délibération par le Gouvernement ; souhait de M. Edmond Alphandéry de réunir la commission des finances (p. 5038).

Article 2 (*fixation du barème de l'impôt sur le revenu*) ; amendement n° 1 du Gouvernement (cotisations d'impôt sur le revenu et réduction de celles-ci) ; montant de la baisse pour les diverses tranches de revenu ; baisse de l'impôt : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 26 bis (*fixation des tarifs des droits de timbre*) : amendement n° 2 du Gouvernement (fixation du tarif des droits fixes d'enregistrement et de la taxe fixe de publicité foncière) : adopté ;

— article 26 *bis*, ainsi modifié : adopté (p. 5039).

Article 34 et état A annexé (*équilibre des ressources et des charges et tableau des voies et moyens applicables au budget de* 1985) : amendement n° 3 du Gouvernement (modifiant l'évaluation de l'impôt sur le revenu et de divers produits d'enregistrement) ; prélèvement de trois milliards sur les collectivités locales : adopté ;

— article 34 et état annexé, ainsi modifiés : adoptés (p. 5042).

DEUXIEME PARTIE

AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITE NATIONALE

Discussion générale [13 novembre 1984] (p. 5920, 5939, 5960).

Aides sociales (nécessité d'un regroupement des —) : *Legrand* (*Joseph*) (p. 5926, 5927).

Anesthésie-réanimation (compétence des personnels d' —) : *Lareng* (*Louis*) (p. 5923).

Budget global : *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 5940) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5945) ; *Royer* (*Jean*) (p. 5947, 5948) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5955) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 5956) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 5967) ; *Hervé* (*Edmond*) (p. 5971).

Chômeurs en fin de droits : *Rossinot* (*André*) (p. 5941) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 5968).

Comptes de la sécurité sociale (équilibre des —) : *Bêche* (*Guy*) (p. 5924, 5925) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 5932, 5933) ; *Rossinot* (*André*) (p. 5941) ; *Bocquet* (*Alain*) (p. 5951) ; *Balmigère* (*Paul*) (p. 5956).

Convention paritaire : *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 5941) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 5943, 5944) ; *Dufoix* (*Georgina*) (p. 5967).

Cotisations (assiette des —) : *Bocquet* (*Alain*) (p. 5951).

Cotorep : *Rocca Serra* (*Jean-Paul de*) (p. 5920) ; *Couqueberg* (*Lucien*) (p. 5942) ; *Soum* (*Renée*) (p. 5946, 5947) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 5949).

Décentralisation en matière sociale : *Dufoix (Georgina)* (p. 5932, 5969, 5970) ; *Rossinot (André)* (p. 5941) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 5942) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 5944) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5964).
Déficit du régime général : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 5920).
Départementalisation des hôpitaux : *Derosier (Bernard)* (p. 5956) ; *Coffineau (André)* (p. 5966).
Dépenses de santé (ralentissement des —) : *Soum (Renée)* (p. 5921) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5933).
Dettes patronales : *Legrand (Joseph)* (p. 5926).
Famille (politique de la —) : *Dufoix (Georgina)* (p. 5930) ; *Rossinot (André)* (p. 5941) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 5943) ; *Le Foll (Robert)* (p. 5953).
Forfait hospitalier : *Soum (Renée)* (p. 5947) ; *Frachon (Martine)* (p. 5953, 5954) ; *Balmigère (Paul)* (p. 5956).
Formation (baisse des crédits de —) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5940).
Français musulmans : *Bapt (Gérard)* (p. 5928) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5937, 5938, 5973) ; *Collomb (Gérard)* (p. 5947) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 5850).
Français rapatriés d'Afrique du Nord (indemnisation et protection du patrimoine des —) : *Bapt (Gérard)* (p. 5928) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5937).
Handicapés (actions en faveur des —) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 5943) ; *Soum (Renée)* (p. 5946) ; *Provost (Eliane)* (p. 5949) ; *Pinard (Joseph)* (p. 5952) ; *Perrut (Francisque)* (p. 5954) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5964) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5968).
Honoraires libres (progression des —) : *Soum (Renée)* (p. 5921).
Hôpitaux (investissements des —) : *Soum (Renée)* (p. 5921, 5922) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5932) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5934) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5940) ; *Rossinot (André)* (p. 5942) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 5945) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5955, 5956) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 5966).
Hôpitaux (personnels des —) : *Gissinger (Antoine)* (p. 5945) ; *Soum (Renée)* (p. 5946) ; *Royer (Jean)* (p. 5947) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5966).
Hôpitaux (réforme des —) : *Lareng (Louis)* (p. 5923, 5924) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 5943) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 5945) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5966) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5970).
Immigration (politique de l' —) : *Odru (Louis)* (p. 5927) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5931) ; *Rossinot (André)* (p. 5942) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 5950) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5961, 5962) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5973).
Informations (insuffisance des — communiquées au Parlement) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 5920) ; *Bêche (Guy)* (p. 5925) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5932).
Interruption volontaire de grossesse (I. V. G.) : *Bouquet (Alain)* (p. 5951).
Logement (nécessité d'une politique du —) : *Le Foll (Robert)* (p. 5953).
Loi d'amnistie du 3 décembre 1982 : *Bapt (Gérard)* (p. 5929).
Maison de Nanterre : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5941) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5971).
Médecine libérale : *Chanfrault (Guy)* (p. 5957) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5971).
Mutualité : *Lareng (Louis)* (p. 5922).
Pauvreté (lutte contre la —) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 5920) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5930, 5933, 5968) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 5944) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 5965).
Personnes âgées (hospitalisation des —) : *Richard (Alain)* (p. 5955) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5963) ; *Laborde (Jean)* (p. 5965) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5972).
Personnes âgées (maintien à domicile) : *Franceschi (Joseph)* (p. 5935, 5936, 5972) ; *Frachon (Martine)* (p. 5953) ; *Laborde (Jean)* (p. 5965) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5968).
Personnes âgées (politique en faveur des —) : *Dufoix (Georgina)* (p. 5931) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5935, 5936) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 5943) ; *Perrut (Francisque)* (p. 5954) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5963) ; *Laborde (Jean)* (p. 5965).
Personnes âgées (sécurité des —) : *Franceschi (Joseph)* (p. 5935).
Personnes en difficulté (actions en milieu ouvert) : *Richard (Alain)* (p. 5955).
Pharmacie et médicaments : *Bêche (Guy)* (p. 5924) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5934, 5935).
Politique de prévention : *Lareng (Louis)* (p. 5923) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5940) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 5960, 5961).
Protection sociale (principe et financement de la —) : *Couqueberg (Lucien)* (p. 5942) ; *Metzinger (Charles)* (p. 5961).
Protection sociale (réduction de la —) : *Legrand (Joseph)* (p. 5926).
Rapatriés (validation des périodes d'activité des —) : *Collomb (Gérard)* (p. 5947).
Retraite (abaissement à soixante ans) : *Balmigère (Paul)* (p. 5956).
Salariés (droit des — dans l'entreprise) : *Coffineau (Michel)* (p. 5966).
Sectorisation psychiatrique : *Dufoix (Georgina)* (p. 5932) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5934).
Solidarité nationale (baisse des crédits) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 5920).
Solidarité nationale (principe de la —) : *Dufoix (Georgina)* (p. 5929, 5936).
Technologies nouvelles : *Lareng (Louis)* (p. 5922, 5923) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5934).
Toxicomanie (lutte contre la —) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5962, 5963) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5969).
Travail social : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5948, 5949) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5970).
Vieillesse (politique préventive) : *Garrouste (Marcel)* (p. 5960, 5961).

Procédure des questions (p. 5973).

Aide ménagère : *Deniau (Xavier)* (p. 5979, 5980) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5980).
Aide sociale (décentralisation des dépenses d'—) : *Charles (Serge)* (p. 5982) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5982).
Centres de responsabilité : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5978, 5979) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5979).
Chômeurs en fin de droits : *Narquin (Jean)* (p. 5983) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5983).
Dotation globale dans les hôpitaux : *Goulet (Daniel)* (p. 5979) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5979).
Enfance maltraitée : *Bayard (Henri)* (p. 5974) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5975).
Garantie de ressources : *Goulet (Daniel)* (p. 5981).
Handicapés (insertion sociale des) : *Goulet (Daniel)* (p. 5982) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5982).
Maintien à domicile des personnes âgées : *Briane (Jean)* (p. 5973) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 5974, 5976, 5977) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 5976).
Mayotte (absence de régime de retraite dans le privé) : *Hory (Jean-François)* (p. 5978) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5978).
Pauvreté (lutte contre la) : *Nevoux (Paulette)* (p. 5975) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5975).
Politique familiale : *Schiffler (Nicolas)* (p. 5977) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5977).
Rapatriés de Tunisie : *Escutia (Manuel)* (p. 5977, 5978) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5978).
Rapports sociaux (violence des) : *Frachon (Martine)* (p. 5976) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5976).
Salaire (définition jurisprudentielle du) : *Grussenmeyer (François)* (p. 5981) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 9581, 5982).
Services hospitaliers (fermeture de) : *Haby (Charles)* (p. 5980, 5981) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5981).
Taxe sur les salaires : *Koehl (Emile)* (p. 5975) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5975).
Travailleur turc (assassinat d'un) : *Frachon (Martine)* (p. 5975, 5976).

Examen des crédits (p. 5983).

I. — Section commune.

Crédits inscrits à la ligne : Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail, santé, emploi. — I. Section commune.

Etat B. — Titre III : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

II. — Santé, solidarité nationale.

Crédits inscrits à la ligne : Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail, santé, emploi. II. Santé, solidarité nationala.

Etat B. — Titre II : adopté.

Titre IV : amendement n° 238 de M. Gilbert Gantier (réduction des crédits) ; suppression des mesures nouvelle afférentes aux subventions de l'Etat à divers régimes de protection sociale ; modification unilatérale par le Gouvernement des dates de versement des cotisations de sécurité sociale (p. 5983) ; transfert du budget des entreprises à celui de la sécurité sociale ; aide du régime général aux régimes spéciaux ; retiré.

— titre IV : adopté (p. 5984).

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de placement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Article 79 (*reconduction à titre permanent de la contribution instituée par l'article* 15 *de la loi de finances pour* 1984) : amendement n° 172 de M. Georges Tranchant (supprimant la contribution instituée par l'article 115 de la loi de finances pour 1984) ; amendement n° 239 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; reconduction partielle du 1 p. 100 solidarité ; caractère provisoire de cette contribution ; rejetés ;

— article 79 : adopté.

Article 80 (*possibilité pour les communes de Saint-Pierre-et-Miquelon de contribuer au financement ds dépenss d'action sociale publiques effectuées par la caisse de prévoyance sociale*) (p. 5985) ; financement par les caisses métropolitaines de sécurité sociale, de la caisse locale de prévoyance sociale et de l'hôpital de Saint-Pierre-et-Miquelon ; amendement n° 74 de la commission des finances (de suppression) ; amendement n° 201 de M. Albert Pen (même objet) (p. 5986) ; changement de statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adoptés ;

— en conséquence, l'article 80 est supprimé.

Déficit structurel de la caisse de prévoyance de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 5987).

AGRICULTURE. — B. A. P. S. A.

Discussion générale [6 novembre 1984] (p. 5559, 5579, 5600).

Agricultrices (statut des —) : *Gouzes* (*Gérard*) (p. 5597, 5598).
Agriculture bretonne : *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 5582).
Aviculture : *Bouvard* (*Loïc*) (p. 5591).
Budget annexe des prestations sociales agricoles (B.A.P.S.A.) : (structure du —) : *Couillet* (*Michel*) (p. 5565, 5566) ; *Gengenwin* (*Germain*) (p. 5567) ; *André* (*René*) (p. 5568).
Budget en progression : *Tavernier* (*Yves*) (p. 5561, 5562) ; *Loncle* (*François*) (p. 5564) ; *Pistre* (*Charles*) (p. 5565) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 5565) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 5576, 5577) ; *Michel* (*Claude*) (p. 5579).
Communauté économique européenne (élargissement de la —) : *Loncle* (*François*) (p. 5564) ; *Michel* (*Claude*) (p. 5581) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5607).
Communauté économique européenne (rapports avec les Etats-Unis) : *Loncle* (*François*) (p. 5564) ; *Soury* (*André*) (p. 5576).
Cotisations sociales (notamment assiette des —) : *Couillet* (*Michel*) (p. 5566) ; *Besson* (*Louis*) (p. 5587) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 5592) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 5597).
Crédits bonifiés : *Michel* (*Claude*) (p. 5580) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 5582).
Développement agricole : *Rocard* (*Michel*) (p. 5571).
Enseignement et formation : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 5560) : *Tavernier* (*Yves*) (p. 5562) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5571, 5607, 5608) ; *Michel* (*Claude*) (p. 5580) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5590, 5591).
Etat (intervention de l' —) : *Rocard* (*Michel*) (p. 5574, 5575, 5603) ; *Souchon* (*René*) (p. 5602).
Filière bois : *Tavernier* (*Yves*) (p. 5562) ; *Souchon* (*René*) (p. 5600, 5601).
Fiscalité agricole : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 5561) ; *Michel* (*Claude*) (p. 5581) ; *Patriat* (*François*) (p. 5594, 5595).
Forêt (politique de la —) : *Souchon* (*René*) (p. 5601).
Horticulture : *Begault* (*Jean*) (p. 5588, 5589).
Hydraulique agricole : *Tavernier* (*Yves*) (p. 5562).
Indemnité viagère de départ (I. V. D.) : *Pistre* (*Charles*) (p. 5565).
Industries agro-alimentaires : *Huguet* (*Roland*) (p. 5562, 5563) ; *Dutard* (*Lucien*) (p. 5583).
Installation des jeunes agriculteurs : *Pistre* (*Charles*) (p. 5565) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5571, 5572, 5607) ; *Michel* (*Claude*) (p. 5580) ; *Brune* (*Alain*) (p. 5591, 5592) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 5597).
Institut national de la recherche agronomique (I. N. R. A.) : *Rocard* (*Michel*) (p. 5595).
Lait : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 5561) ; *Huguet* (*Roland*) (p. 5562) ; *Loncle* (*François*) (p. 5564) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5570, 5574, 5577, 5583, 5595, 5596, 5604, 5605, 5606) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 5577) ; *Michel* (*Claude*) (p. 5580) ; *Lestas* (*Roger*) (p. 5583) ; *Hunault* (*Xavier*) (p. 5585) ; *Harcourt* (*François d'*) (p. 5586) ; *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 5589, 5590) ; *Bouvard* (*Loïc*) (p. 5591) ; *Métais* (*Pierre*) (p. 5593, 5594) ; *Godfrain* (*Jacques*) (p. 5595, 5605) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 5606).
Loi « montagne » : *Besson* (*Louis*) (p. 5587) ; *Souchon* (*René*) (p. 5602, 5603).
Lois Auroux (application dans le secteur agricole) : *Godfrain* (*Jacques*) (p. 5596).
Marchés (contraintes des —) : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 5561).
Modernisation des structures : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 5560, 5561) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 5562) ; *Huguet* (*Roland*) (p. 5563) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5571, 5572, 5573) ; *Michel* (*Claude*) (p. 5580) ; *Hunault* (*Xavier*) (p. 5585).
Montants compensatoires monétaires : *Rocard* (*Michel*) (p. 5569).
Offices agricoles : *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 5582) ; *Ravassard* (*Noël*) (p. 5585).
Plan et agriculture : *Godfrain* (*Jacques*) (p. 5595).
Plans d'amélioration des exploitations (P. A. M.) : *Rocard* (*Michel*) (p. 5572).
Politique agricole commune : *Huguet* (*Roland*) (p. 5563) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5569, 5570) ; *Soury* (*André*) (p. 5575, 5576).
Prix (fixation communautaire des —) : *Rocard* (*Michel*) (p. 5569).
Prophylaxie : *Lestas* (*Roger*) (p. 5584).
Protection sociale des agriculteurs : *Huguet* (*Roland*) (p. 5563) ; *Couillet* (*Michel*) (p. 5566) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 5593) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5608, 5609).
Retraite à soixante ans : *Couillet* (*Michel*) (p. 5566) ; *Gengenwin* (*Germain*) (p. 5567) ; *Michel* (*Claude*) (p. 5581) ; *Gouzes* (*Gérard*) (p. 5597) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5608).
Revenus agricoles : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 5560) ; *Huguet* (*Roland*) (p. 5563) ; *André* (*René*) (p. 5568) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 5581) ; *Harcourt* (*François d'*) (p. 5586) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5604).
Solidarité internationale : *Soury* (*André*) (p. 5576).
Statut juridique de l'entreprise agricole : *Rocard* (Michel) (p. 5573).
Viande (marché de la —) : *Rocard* (*Michel*) (p. 5571, 5606) ; *Dousset* (*Maurice*) (p. 5577) ; *Commergnat* (*Nelly*) (p. 5584) ; *Besson* (*Louis*) (p. 5586) ; *Prat* (*Henri*) (p. 5589).
Vin (marché du —) : *Bayou* (*Raoul*) (p. 5587, 5588) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5606, 5607).

Procédure des questions [6 novembre 1984] (p. 5609) [7 novembre 1984] (p. 5672, 5678).

Agriculture (collecte de l'épargne) : *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 5675) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5675).
Agriculture (procédure de remplacement en —) : *Maujoüan du Gasset* (*Joseph-Henri*) (p. 5680) ; *Souchon* (*René*) (p. 5680).
Aide à domicile : *Geng* (*Francis*) (p. 5611) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5612).
Brevet professionnel agricole : *Labazée* (*Georges*) (p. 5615) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5615).
Calamités naturelles (cas de La Haute-Saône) : *Bergelin* (*Christian*) (p. 5674) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5674).
Canne à sucre : *Combasteil* (*Jean*) (p. 5622) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5622, 5623).
Carburants de substitution : *Stasi* (*Bernard*) (p. 5680) ; *Souchon* (*René*) (p. 5680-5681).
Communauté économique européenne (relations avec les Etats-Unis) : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 5618) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5619, 5620, 5621).
Dotation globale d'équipement : *Blanc* (*Jacques*) (p. 5623) ; *Souchon* (*René*) (p. 5623, 5624).
Electrification rurale : *Micaux* (*Pierre*) (p. 5623) ; *Souchon* (*René*) (p. 5623).
Enseignement agricole (problème de la parité) : *Combasteil* (*Jean*) (p. 5609, 5610) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5610).
Fiscalité agricole (notamment problème de l'établissement des comptabilités) : *Larroque* (*Pierre*) (p. 5672) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5672) ; *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 5675) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5676) ; *Souchon* (*René*) (p. 5676, 5678, 5683, 5684) ; *Maujoüan du Gasset* (*Joseph-Henri*) (p. 5678) ; *Godefroy* (*Pierre*) (p. 5683) ; *Gastines* (*Henri de*) (p. 5684).
Fruits rouges (marché des —) : *Bourget* (*René*) (p. 5673) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5673).
Horticulture : *Larroque* (*Pierre*) (p. 5672) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5672).
Hydraulique agricole : *Cambolive* (*Jacques*) (p. 5615) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5615) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 5623) ; *Souchon* (*René*) (p. 5623).
Indemnité viagère de départ (I. V. D.) : *Kerguéris* (*Aimé*) (p. 5612) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5612).
Installation des jeunes : *Proriol* (*Jean*) (p. 5613) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5613, 5622) ; *Horvath* (*Adrienne*) (p. 5621, 5622) ; *Maujoüan du Gasset* (*Joseph-Henri*) (p. 5679).
Laines (production de —) : *Inchauspé* (*Michel*) (p. 5682) ; *Souchon* (*René*) (p. 5682).
Montants compensatoires monétaires : *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 5621) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5621).
Noix : *Massot* (*François*) (p. 5617) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5618).
Ovins (marché des —) : *Mazoin* (*Roland*) (p. 5611) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5611).
Politique agricole commune : *Cointat* (*Michel*) (p. 5681) ; *Souchon* (*René*) (p. 5681).
Prophylaxie : *Desanlis* (*Jean*) (p. 5613) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 5613).

Protection sociale des agriculteurs (problème de la parité) : *Perrut (Francisque)* (p. 5612) ; *Rocard (Michel)* (p. 5612, 5613).
Quotas laitiers : *Maisonnat (Louis)* (p. 5610) ; *Rocard (Michel)* (p. 5610, 5618, 5619, 5674, 5676) ; *Laborde (Jean)* (p. 5615, 5616) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5618) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5674) ; *Stirn (Olivier)* (p. 5676) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5678, 5679) ; *Souchon (René)* (p. 5679, 5682, 5683) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 5680) ; *Inchauspé (Michel)* (p. 5681) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 5682) ; *Goulet (Daniel)* (p. 5683).
Revenu cadastral (évaluation du —) : *Lambert (Michel)* (p. 5614) ; *Rocard (Michel)* (p. 5614) ; *Gastines (Henri de)* (p. 5683) ; *Souchon (René)* (p. 5683).
Tabac (marché du —) : *Massot (François)* (p. 5617) ; *Rocard (Michel)* (p. 5617).
Travailleurs saisonniers : *Garrouste (Marcel)* (p. 5616) ; *Rocard (Michel)* (p. 5616).
Trufficulture : *Massot (François)* (p. 5617) ; *Rocard (Michel)* (p. 5618).
Viande bovine (marché de la —) : *Grézard (Léo)* (p. 5672) ; *Rocard (Michel)* (p. 5673, 5676) ; *Inchauspé (Michel)* (p. 5676) ; *Goulet (Daniel)* (p. 5683) ; *Souchon (René)* (p. 5684).
Viticulture (état de la réglementation) : *Blanc (Jacques)* (p. 5623) ; *Rocard (Michel)* (p. 5624, 5625, 5673, 5674) ; *Sénès (Gilbert)* (p. 5673).
Zone de montagne (classement en —) : *Inchauspé (Michel)* (p. 5675) ; *Souchon (René)* (p. 5675).

Examen des crédits (p. 5684).

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programmes : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Article 81 (ajoutant au code général des impôts un article 1624 *bis* relatif au *financement des fonds communs des accidents du travail agricole*) : amendement n° 46 de M. Michel Cointat (de suppression) ; amendement n° 152 de M. André Soury (même objet) (p. 5684) ; critique d'un système rendant obligatoire la contribution à une assurance facultative sans en étendre le bénéfice ; origine du fonds commun des accidents du travail agricole ; appel à la solidarité nationale (p. 5685) : rejetés au scrutin public ;

— article 81 : adopté.

Budget annexe des prestations sociales agricoles (B. A. P. S. A.).

Crédits ouverts à l'article 42 au titre des services votés : adoptés.
Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 5686).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Discussion générale [24 octobre 1984] (p. 5110).

Actions d'information hostorique : *Laurain (Jean)* (p. 5111) ; *Proveux (Jean)* (p. 5114).
Algérie (représentation de la France au trentième anniversaire de l'insurrection en —) : *Brocard (Jean)* (p. 5116).
A. F. N. (droits des anciens d'—) : *Proveux (Jean)* (p. 5113, 5114) ; *Mauger (Pierre)* (p. 5115) ; *Vacant (Edmond)* (p. 5119) ; *Delehedde (André)* (p. 5121).
Budget (régression) : *Vouillot (Hervé)* (p. 5110) ; *Falala (Jean)* (p. 5111) ; *Laurain (Jean)* (p. 5111) ; *Brocard (Jean)* (p. 5117).
Combattants volontaires de la Résistance : *Vacant (Edmond)* (p. 5119).
Emplois (suppression d'—) : *Vouillot (Hervé)* (p. 5110, 5115) ; *Falala (Jean)* (p. 5111) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Proveux (Jean)* (p. 5113) ; *Mauger (Pierre)* (p. 5115) ; *Tourné (André)* (p. 5115) ; *Brocard (Jean)* (p. 5117) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5120) ; *Delehedde (André)* (p. 5120).
Emplois réservés : *Derosier (Bernard)* (p. 5118).
« Malgré-nous » (indemnisation des —) : *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Proveux (Jean)* (p. 5113) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5118).
Pension de mutilé : *Derosier (Bernard)* (p. 5118).
Pensions (montant des —) : *Vouillot (Hervé)* (p. 5110) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112).
Rapport constant (rattrapage du —) : *Vouillot (Hervé)* (p. 5110, 5111) ; *Falala (Jean)* (p. 5111) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Proveux (Jean)* (p. 5113) ; *Mauger (Pierre)* (p. 5114) ; *Tourné (André)* (p. 5116) ; *Brocard (Jean)* (p. 5117) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5118) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5118) ; *Vacant (Edmond)* (p. 5119) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5119) ; *Delehedde (André)* (p. 5121).
Retraite mutualiste du combattant : *Mauger (Pierre)* (p. 5115).
Structures et services (réorganisation des —) : *Vouillot (Hervé)* (p. 5110) ; *Falala (Jean)* (p. 5111) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112).
Veuves de guerre (situation des —) : *Falala (Jean)* p. 5111) ; *Proveux (Jean)* (p. 5114) ; *Brocard (Jean)* (p. 5117) ; *Delehedde (André)* (p. 5121).

Procédures des questions (p. 5121, 5141).

Algérie (présence officielle de la France le 1er novembre en —) : *Santoni (Hyacinthe)* (p. 5125, 5126) ; *Laurain (Jean)* (p. 5126).
Combattants d'Afrique du Nord (situation des —) : *Santoni (Hyacinthe)* (p. 5125) ; *Laurain (Jean)* (p. 5126, 5141).
Combattant volontaire de la Résistance (attribution de la carte) : *Brune (Alain)* (p. 5123) ; *Laurain (Jean)* (p. 5124).
Croix de la Légion d'honneur (attribution aux anciens de 1914-1918) : *André (René)* (p. 5125) ; *Laurain (Jean)* (p. 5125, 5141) ; *Duprat (Jean)* (p. 5141).
Emplois (suppression d'—) : *André (René)* (p. 5125) ; *Laurain (Jean)* (p. 5125).
« Malgré-nous » (indemnisation des —) : *Laurain (Jean)* (p. 5141, 5142).
Nécropoles et monuments : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5122) ; *Laurain (Jean)* (p. 5122, 5123).
Office national des anciens combattants (notamment action sociale et représentation des veuves) : *Laurain (Jean)* (p. 5122, 5123, 5124) ; *Brune (Alain)* (p. 5123).
Pensions (liquidation des —) : *Haby (Charles)* (p. 5124) ; *Laurain (Jean)* (p. 5124, 5125).
Pensions de veuves : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5121) ; *Laurain (Jean)* (p. 5122).
Rapport Constant (rattrapage du —) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5123) ; *Laurain (Jean)* (p. 5123, 5125, 5141) ; *André (René)* (p. 5125) ; *Duprat (Jean)* (p. 5141).
Retraite mutualiste : *Laurain (Jean)* (p. 5142).

Examen des crédits (p. 5142).

Etat B. — Titre III : vote hostile du groupe communiste ; adopté.

Titre IV : adopté au scrutin public.

Article 82 (*changement d'indice dans le premier alinéa de l'article L. 8 bis du code des pensions militaires*) : rattrapage du rapport Constant (p. 5142) ; adopté (p. 5143).

COMMERCE, ARTISANAT ET TOURISME

Discussion générale [24 octobre 1984] (p. 5143, 5158).

Assistance technique (progression des crédits) : *Sprauer (Germain)* (p. 5143) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5144).
Assurance construction : *Bayard (Henri)* (p. 5159).
Bâtiment (artisans du —) : *Rodet (Alain)* (p. 5159) ; *Crépeau (Michel)* (p. 5164).
Budget de reconstruction : *Sprauer (Germain)* (p. 5143) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5150) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5153) ; *Pourchon (Maurice)* (p. 5161).
Commerce et artisanat (rôle économique) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5145) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5150) ; *Bayard (Henri)* (p. 5158) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 5160).
Commissions départementales d'urbanisme commercial (attitude restrictive) : *Sprauer (Germain)* (p. 5143).
Contrôles fiscaux : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5153).
Crédits (transfert de —) : *Crépeau (Michel)* (p. 5148).
Entreprises artisanales (politique du crédit) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5146) ; *Sarre (Georges)* (p. 5158) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 5160) ; *Crépeau (Michel)* (p. 5164).
Fiscalité du tourisme : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5152) ; *Crépeau (Michel)* (p. 5163).
Formation professionnelle : *Crépeau (Michel)* (p. 5149, 5165) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5150) ; *Sarre (Georges)* (p. 5158) ; *Bayard (Henri)* (p. 5158) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 5160) ; *Julien (Raymond)* (p. 5162).
Grandes surfaces : *Sarre (Georges)* (p. 5158) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5162).
Hôtellerie (politique de l' —) : *Bégault (Jean)* (p. 5147) ; *Crépeau (Michel)* (p. 5163).
Loi Royer : *Crépeau (Michel)* (p. 5149, 5164).
Libéralisation (nécessité de la —) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5154) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5162).
Marchés (gestion des —) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5150).

Plans Etat-Région : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 5145, 5146) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5165).
Politique de contractualisation : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 5144).
Primes (réaménagement du système des —) : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 5145) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5164).
Prix (contrôle des —) : *Sprauer* (*Germain*) (p. 5143).
Rapport Trigano : *Pourchon* (*Maurice*) (p 5161) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5165).
Retraite (abaissement à soixante ans) : *Bayard* (*Henri*) (p. 5159) ; *Horvath* (*Adrienne*) (p. 5160) ; *Julien* (*Raymond*) (p. 5162) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5165).
Société unipersonnelle (statut juridique) : *Sprauer* (*Germain*) (p. 5144).
Statistiques (développement du service des —) : *Dumont* (*Jean-Louis*) (p. 5144).
Taxe professionnelle : *Charié* (*Jean-Paul*) (p. 5133) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5163, 5164).
Technologie et artisanat : *Crépeau* (*Michel*) (p. 5169).
Tourisme (politique du —) : *Préaumont* (*Jean de*) (p. 5146, 5147) ; *Bégault* (*Jean*) (p. 5148) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5149, 5163) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 5151) ; *Pourchon* (*Maurice*) (p. 5161).
Tourisme (situation des personnels) : *Préaumont* (*Jean de* (p. 5147).
Tourisme social : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 5151) ; *Porelli* (*Vincent*) (p. 5152) ; *Pourchon* (*Maurice*) (p. 5161).
Vacances (étalement des —) : *Bégault* (*Jean*) (p. 5147).

Procédure des questions (p. 5166).

Assurance vieillesse des commerçants et artisans : *Miossec* (*Charles*) (p. 5171) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5171).
Bénéfices industriels et commerciaux (problème des nomenclatures) : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 5168) ; *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 5168).
Commerce « intégré » : *Miossec* (*Charles*) (p. 5171) ; *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 5171).
Communes touristiques (dotation particulière) : *Peuziat* (*Jean*) (p. 5168) ; *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 5168).
Contrats de Plan (déconcentration des crédits) : *Labazée* (*Georges*) (p. 5168) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5168).
Délais de paiement : *Birraux* (*Claude*) (p. 5166).
Indemnité de départ : *Brunet* (*Alain*) (p. 5167) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5167).
Informatique et petit commerce : *Metais* (*Pierre*) (p. 5170) ; *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 5170).
Pyrénées : *Brunet* (*Alain*) (p. 5167).
Sous-traitance (réintégration de la —) : *Birraux* (*Claude*) (p. 5166) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5166, 5172).
Tourisme aux Antilles : *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 5172) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5172).
Tourisme fluvial : *Miossec* (*Charles*) (p. 5172) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5172).
Tourisme vert : *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 5166) ; *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 5167).
Travail clandestin : *Brune* (*Alain*) (p. 5169) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5170).
Urbanisme commercial (loi Royer) : *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 5169) ; *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 5169).
Vacances (étalement des —) : *Horvath* (*Adrienne*) (p. 5173) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5173).
Ventes sauvages de produits : *Kergueris* (*Aimée*) (p. 5166) ; *Bockel* (*Jean-Marie*) (p. 5166).
Visites touristiques (réglementation des —) : *Goulet* (*Daniel*) (p. 5170) ; *Crépeau* (*Michel*) (p. 5170).

Examen des crédits (p. 5173).

Etat B — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Article 83 (*abrogation des dispositions du 1° de l'article 3 de la loi 72-657 du 13 juillet 1982*) (p. 5173) ; amendement n° 21 de M. Jacques Barrot (de suppression) ; taxation des sociétés ; contribution de solidarité ; indemnité de départ des commerçants ; rejeté ;

— article 83 : adopté.

Article 84 (*modification du montant de la taxe pour frais de chambres de métiers*) : amendement n° 34 de la commission de la production (substituant à la somme de 370 francs la somme de 373 francs) : adopté ;

— article 84, ainsi modifié : adopté (p. 5174).

Après l'article 84 : amendement n° 37 de la commission (participation du secteur public dans le domaine touristique) ; contrôle parlementaire ; rejeté au scrutin public.

Rappel au règlement de M. Jean Seitlinger (p. 5175).

CULTURE

Discussion générale [25 octobre 1984] (p. 5214, 5226).

Accès à la culture (démocratisation de l' —) : *Desgranges* (*Jean-Paul*) (p. 5217) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 5220) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 5221).
Architecture (concours d' —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5230).
Bibliothèques et musées : *Lang* (*Jack*) (p. 5232).
Budget en progression : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 5214) ; *Desgranges* (*Jean-Paul*) (p. 5216) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 5219) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 5220) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5230).
Centre Georges-Pompidou : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 5216).
Centre national des arts plastiques : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5230.)
Chaînes thématiques : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 5227).
Création (soutien à la —) : *Desgranges* (*Jean-Paul*) (p. 5217) ; *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 5221) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5233).
Décentralisation culturelle : *Desgranges* (*Jean-Paul*) (p. 5216, 5217) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 5220) ; *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 5222) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 5226) ; *Giovannelli* (*Jean*) (p. 5228) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5230) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5231, 5232).
Education artistique : *Lang* (*Jack*) (p. 5231).
Equipements culturels : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 5215).
Etat (rôle en matière culturelle) : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 5223) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 5227, 5228) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5231).
Europe (politique culturelle) : *Fourré* (*Jean-Pierre*) (p. 5216) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5236).
Fonctionnaires des catégories C et D : *Giovanelli* (*Jean*) (p. 5228).
Fonds d'intervention culturelle (F. I. C.) : *Metzinger* (*Charles*) (p. 5226).
« Grands projets » : *Desgranges* (*Jean-Paul*) (p. 5218) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 5219) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 5220, 5221) ; *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 5224) ; *Bas* (*Pierre*) (p. 5227) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5229) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5235).
Industries culturelles (notamment cinéma et audiovisuel) : *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 5221) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 5226, 5227) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5236).
Jeunesse : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 5229).
Marionnettes (spectacles de —) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 5228, 5229).
Modernisation (rôle de la culture dans le processus de —) : *Queyranne* (*Jean-Jack*) (p. 5223, 5224) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5234).
Monuments (entretien du patrimoine) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5230) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5234).
Opéra de la Bastille : *Pernin* (*Paul*) (p. 5222, 5223).
Paris (politique culturelle) : *Lang* (*Jack*) (p. 5222, 5233) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5232, 5233).
Paris-Province (équilibre des dépenses culturelles) : *Planchou* (*Jean-Paul*) (p. 5215) ; *Desgranges* (*Jean-Paul*) (p. 5218) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 5221) ; *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 5222) ; *Giovanelli* (Jean) (p. 5228) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5231).
Pluralisme culturel : *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 5222).
Politique culturelle extérieure : *Fourré* (*Jean-Pierre*) (p. 5219) ; *Pesce* (*Rodolphe*) (p. 5222) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5234).

Procédure des questions (p. 5236).

Artistes professionnels (baisse du nombre des —) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 5237, 5238) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5238).
Cirque (centre national de Châlons-sur-Marne) : *Bourg-Broe* (*Bruno*) (p. 5239, 5240) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5240).
Décentralisation culturelle : *Perrut* (*Francisque*) (p. 5236) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5240, 5241) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5241).
« Grands projets » : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5237) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5237, 5241) ; *Billon* (*Alain*) (p. 5241).
Enseignement musical (baisse des crédits) : *Bouvard* (*Loïc*) (p. 5237) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 5239) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5239).
Etat (rôle de l' —) : *Lang* (*Jack*) (p. 5237).
Fonds de soutien pour les industries de programme pour l'audiovisuel : *Brunhes* (*Jacquesj* (p. 5238) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5239).
Opéra de la Bastille : *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 5238) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5238).
Paris-Province (équilibre des crédits) : *Perrut* (*Francisque*) (p. 5236).
Rock (salle de Bagnolet) : *Lang* (*Jack*) (p. 5238).
Salles « Zenith » : *Lang* (*Jack*) (p. 5238).
Sites archéologiques (cas d'Argentomagus) : *Sapin* (*Michel*) (p. 5240) ; *Lang* (*Jack*) (p. 5240).

Examen des crédits (p. 5241).

Crédits inscrits à la ligne « culture ».

Etat B. — Titre III : amendement n° 84 de M. Gilbert Gantier (réduction de crédits) ; nécessité de réduire les crédits accordés à l'opéra de la Bastille (p. 5241) ; protection du patrimoine : rejeté ;

— titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 41 de la commission (réduction des crédits) ; amendement n° 30 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; crédits affectés à la célébration du dixième anniversaire du centre Georges Pompidou ; programmation prévue à cette occasion (p. 5242) ; protection et entretien du patrimoine : rejetés ; amendement n° 65 de M. Gilbert Gantier (réduction de crédits) ; crédits alloués aux monuments historiques ; biens culturels français à l'étranger : rejeté ; amendement n° 66 de M. Gilbert Gantier (réduction de crédits) ; fonds d'intervention culturelle et fonds d'innovation culturelle (p. 5243) : rejeté ; amendement n° 42 de la commission (réduction de crédits) ; amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; amendement n° 67 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; crédits destinés à la commande publique ; commande de statues : rejetés ;

— titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : amendement n° 68 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme) ; crédits alloués aux actions de formation à l'audiovisuel (p. 5244) : rejeté ;

— autorisations de programme du titre V : adoptées ;

— crédits de paiements du titre V : adoptés.

Titre VI : amendement n° 69 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme) ; entretien du patrimoine monumental : rejeté ; amendement n° 70 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; travaux d'aménagement du Grand Louvre (p. 5245) : rejeté ; amendement n° 71 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; amendement n° 43 de la commission (même objet) ; amendement n° 31 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; opéra de la Bastille (p. 5246) ; politique culturelle de la ville de Paris : rejetés ; amendement n° 72 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; grandes opérations culturelles dans les régions : rejeté ;

— autorisations de programme du titre VI : adoptées ;

— crédits de paiement du titre VI : adoptés.

Etat D. — Titre III : adopté.

Article 70 : (*barème de la taxe spéciale sur les spectacles*) (p. 5247) ; amendement n° 73 de M. Gilbert Gantier (supprimant le II de cet article) ; problème de l'indexation et de la réévaluation des recettes de l'Etat : adopté ;

— article 70, ainsi modifié : adopté (p. 5248).

DEFENSE ET BUDGET ANNEXE DES ESSENCES

Discussion générale [9 novembre 1984] (p. 5797, 5825).

Appelés et contenu du service national : *Hernu* (*Charles*) (p. 5802, 5821, 5840, 5841) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 5811) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 5820) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 5820, 5821) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 5829) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 5833) ; *d'Harcourt* (*Florence*) (p. 5834).

Armée de l'air : *Bouvard* (*Loïc*) (p. 5813, 5814) ; *Robin* (*Louis*) (p. 5824) ; *Fillon* (*François*) (p. 5826) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5840).

Armée de terre (organisation et fonctionnement de l' —) : *Hernu* (*Charles*) (p. 5799, 5837, 5839) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5803, 5804) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 5810, 5811) ; *Fillon* (*François*) (p. 5826) ; *d'Harcourt* (*Florence*) (p. 5834).

Avion de combat (projet d' —) : *Lancien* (*Yves*) (p. 5819) ; *Robin* (*Louis*) (p. 5824) ; *Rimbault* (*Jacques*) (n° 5828).

Carburants et budget annexe des essences : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5804) ; *Huygues des Etages* (*Jacques*) (p. 5805) ; *Cointat* (*Michel*) (p. 5807, 5808) ; *Mauger* (*Pierre*), (p. 5810) ; *Aumont* (*Robert*) (p. 5814) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 5821) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5839, 5840).

Commissariat à l'énergie atomique : *Manuger* (*Pierre*) (p. 5808, 5809) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5839).

Crédits (montant et répartition des —) : *Hernu* (*Charles*) p. 5798) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5803) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 5808) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 5810) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 5829).

Discussion nucléaire : *Hernu* (*Charles*) (p. 5798, 5837) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 5819) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 5821).

Espace (militarisation de l' —) : *Huygues des Etages* (*Jacques*) (p. 5806) ; *Fillon* (*François*) (p. 5807) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5838, 5839).

Effectifs : *Hernu* (*Charles*) (p. 5801, 5802, 5842) ; *Huygues des Etages* (*Jacques*) (p. 5806) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 5809) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 5811) ; *Darinot* (*Louis*) (p. 5817) ; *Dessein* (*Jean-Claude*) (p. 5817) ; *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 5831).

Europe (défense de l' — et coopération militaire en —) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5803) ; *Lagorce* (*Pierre*) (p. 5806, 5807) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 5819, 5820) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 5822, 5823, 5824) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Ille-et-Vilaine*) (p. 5832) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5837).

Force d'action rapide : *Hernu* (*Charles*) (p. 5799, 5837) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5803) ; *Lagorce* (*Pierre*) (p. 5806, *Darinot* (*Louis*) (p. 5816) ; *Dessein* (*Jean-Claude*) (p. 5817) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 5819) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 5823) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 5829) ; *Gouze* (*Hubert*) (p. 5834, 5835).

Forces nucléaires : *Hernu* (*Charles*) (p. 5801) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5804) ; *Huygues des Etages* (p. 5805) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 5809) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 5821) ; *Fillon* (*François*) (p. 5826) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 5830) ; *d'Harcourt* (*Florence*) (p. 5834).

Gendarmerie : *Aumont* (*Robert*) (p. 5814, 5815, 5816) ; *Garmendia* (*Pierre*) (p. 5830, 5831) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5838).

Incidences économiques de la défense : *Hernu* (*Charles*) (p. 5803) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 5808) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 5811) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Ille-et-Vilaine*) (p. 5832).

Industrie d'armement : *Hernu* (*Charles*) (p. 5801, 5842) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5828) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Ille-et-Vilaine*) (p. 5832, 5833).

Loi de programmation : *Hernu* (*Charles*) (p. 5799, 5838, 5841, 5842) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5803) ; *Huygues des Etages* (*Jacques*) (p. 5805) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 5809) ; *Combasteil* (*Jean*) (p. 5810) ; *Darinot* (*Louis*) (p. 5816) ; *Gourmelon* (*Joseph*) (p. 5812) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 5818, 5820) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 5822) ; *Robin* (*Louis*) (p. 5824) ; *Fillon* (*François*) (p. 5826) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5828) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 5829) ; *Tinseau* (*Luc*) (p. 5836).

Marine : *Huygues des Etages* (*Jacques*) (p. 5805) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 5809) ; *Gourmelon* (*Joseph*) (p. 5811, 5812) ; *Darinot* (*Louis*) (p 5817) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 5820) ; *Fillon* (*François*) (p. 5826) ; *Briane* (*Jean*) (p. 5832) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5839).

Mirage 2000 : *Bouvard* (*Loïc*) (p. 5813) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5841).

Part de la défense dans le PIBM : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5804, 5822) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 5822) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5822, 5823, 5837) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 5828).

Personnels civils travaillant pour la défense : *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5828) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Ille-et-Vilaine*) (p. 5832, 5833) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 5836) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5840).

Porte-avions : *Gourmelon* (*Joseph*) (p. 5812) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 5819) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5841).

Programme du R. P. R. pour la défense : *Darinot* (*Louis*) p. 5816, 5817) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 5818).

Retraités militaires : *Mauger* (*Pierre*) (p. 5810) ; *Garmendia* (*Pierre*) (p. 5831) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 5836) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5839).

Recherche en matière de défense : *Hernu* (*Charles*) (p. 5801) ; *Huygues des Etages* (*Jacques*) (p. 5805) ; *Rimbault* (*Jacques*) (p. 5828) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 5833).

République fédérale d'Allemagne (collaboration avec la —) : *Hernu* (*Charles*) (p. 5799, 5837) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 5823, 5824) ; *Fillon* (*François*) (p. 5827) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (*Ille-et-Vilaine*) (p. 5832).

Service de santé des armées : *Mauger* (*Pierre*) (p. 5809) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 5833) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5839).

S. N. L. E. (mise en service du sixième —) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5803) ; *Gourmelon* (*Joseph*) (p. 5812) ; *Fillon* (*François*) (p. 5827) ; *Tinseau* (*Luc*) (p. 5836).

S. N. L. E. (refonte du Tonnant) : *Hernu* (*Charles*) (p. 5798) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5803) ; *Tinseau* (*Luc*) (p. 5836).

S. N. L. E. (mise en service du septième —) : *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 5804) ; *Gourmelon* (*Joseph*) (p. 5812) ; *Lancien* (*Yves*) (p. 5819) ; *Fillon* (*François*) (p. 5827).

Tchad : *Hernu* (*Charles*) (p. 5799, 5837, 5842) ; *Huygues des Etages* (*Jacques*) (p. 5805) ; *Nilès* (*Maurice*) (p. 5820) ; *Bigeard* (*Marcel*) (p. 5829, 5830) ; *Branger* (*Jean-Guy*) (p. 5835).

U. E. O. : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 5806) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 5823) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5837).

Vote hostile du groupe R. P. R. : *Fillon* (*François*) (p. 5827).

Vote positif du groupe communiste : *Nilès* (*Maurice*) (p. 5821).

Vote positif du groupe socialiste : *Gouze* (*Hubert*) (p. 5835).

Procédure des questions (p. 5842).

Avion de combat (projet d' —) : *Join* (*Marcel*) (p. 5843) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5843).

Centre d'essais du Pacifique : *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 5844, 5845) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5845).

Musique militaire : *Lejeune* (*André*) (p. 5843, 5844) ; *Hernu* (*Charles*) (p. 5844).

Rappel au règlement de M. Yves Lancien : *Lancien (Yves)* (p. 5844).
Retraités militaires : *Lefranc (Bernard)* (p. 5843) ; *Hernu (Charles)* (p. 5843).
U. E. O. : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5845) ; *Hernu (Charles)* (p. 5845).
Volontaires du service militaire long : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 5842, 5844) ; *Hernu (Charles)* (p. 5843, 5844).

Examen des crédits (p. 5846).

Article 38 (*ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires*) : adopté.

Article 39 (*ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital*).

Titre V : adopté.

Titre VI : adopté.

Article 39 : adopté.

Etat D - Titre III : adopté.

Crédits du **budget annexe des essences** : adoptés ; autorisations de programmes : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 5846).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion générale [26 octobre 1984] (p. 5280, 5295).

Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (A. N. T.) : *Pourchon (Maurice)* (p. 5281) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5286, 5308) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 5301).
Appareil productif (développement de l' —) : *Lemoine (Georges)* (p. 5286, 5307).
Bourses scolaires : *Brunhes (Jacques)* (p. 5288) ; *Debré (Michel)* (p. 5292) ; *Fontaine (Jean)* (p. 5297) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5309).
Communauté européenne (aide aux D. O. M.-T. O. M) : *Micaux (Pierre)* (p. 5284, 5285).
Contrats de plan : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5281, 5282) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5285).
Crédits de paiement (augmentation) : *Pourchon (Maurice)* (p. 5280) ; *Rouquet (René)* (p. 5283) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5284) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5286, 5309) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5288).
Crise économique (notamment problème du chômage) : *Brunhes (Jacques)* (p. 5288) ; *Esdras (Marcel)* (p. 5289, 5290) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 5291) ; *Debré (Michel)* (p. 5292, 5293) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5296) ; *Fontaine (Jean)* (p. 5297) ; *Petit (Camille)* (p. 5300) ; *Castor (Elie)* (p. 5305) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5308, 5309).
Décentralisation : *Pourchon (Maurice)* (p. 5280, 5281) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 5281, 5282) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5286) ; *Esdras (Marcel)* (p. 5290) ; *Sablé (Victor)* (p. 5303).
Economie bananière : *Esdras (Marcel)* (p. 5289) ; *Sablé (Victor)* (p. 5303) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5310).
Energies nouvelles : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5282).
Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A. C. P.) (rapports avec les D. O. M.-T. O. M.) : *Micaux (Pierre)* (p. 5285).
Fonctionnaires en outre-mer : *Lemoine (Georges)* (p. 5287) ; *Pen (Albert)* (p. 5299) ; *Brial (Benjamin)* (p. 5302).
Fonds d'investissement pour le développement économique et social (F. I. D. E. S.) : *Pourchon (Maurice)* (p. 5281) ; *Rouquet (René)* (p. 5283) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5284).
Fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer (F. I. D. O. M.) : *Pourchon (Maurice)* (p. 5281) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5284) ; *Hory (Jean-François)* (p. 5307).
Guyane (propositions spécifiques à la —) : *Castor (Elie)* (p. 5304).
Hôpital de Saint-Pierre-et-Miquelon : *Pen (Albert)* (p. 5299) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5310).
Immigration : *Castor (Elie)* (p. 5305).
Industrie sucrière : *Esdras (Marcel)* (p. 5289) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5296) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 5301) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5310).
Institut d'émission des départements d'outre-mer (I. E. D. O. M.) : *Petit (Camille)* (p. 5300) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5309).
Logement (crise du —) : *Bertile (Wilfrid)* (p. 5291) ; *Fontaine (Jean)* (p. 5297).
Lomé III : *Micaux (Pierre)* (p. 5285) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5286, 5287) ; *Sablé (Victor)* (p. 5303).
Martinique (statut de la —) : *Petit (Camille)* (p. 5300).
Mayotte (statut de —) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5282) ; *Hory (Jean-François)* (p. 5306, 5307).
Mobilité des jeunes : *Debré (Michel)* (p. 5292, 5293) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5308).
Nouvelle-Calédonie (office foncier) : *Rouquet (René)* (p. 5283).
Nouvelle-Calédonie (statut de la —) : *Rouquet (René)* (p. 5283) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5287) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5288, 5289).
Pêche : *Pen (Albert)* (p. 5298, 5299) ; *Castor (Elie)* (p. 5305) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5310).
Polynésie française (statut et ressources budgétaires) : *Salmon (Tutaha)* (p. 5301, 5302) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5310).
Protection sociale : *Lemoine (Georges)* (p. 5287, 5309) ; *Esdras (Marcel)* (p. 5290) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 5301).
Réalisations positives du Gouvernement : *Bertile (Wilfrid)* (p. 5291, 5292).
Saint-Pierre-et-Miquelon (statut de —) : *Julia (Didier)* (p. 5305, 5306) ; *Pen (Albert)* (p. 5306).
Taxe à la valeur ajoutée : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5296).
Tourisme et hôtellerie : *Petit (Camille)* (p. 5300) ; *Sablé (Victor)* (p. 5303).
Travaux d'utilité collective (T. U. C.) : *Lemoine (Georges)* (p. 5309).
Wallis et Futuna : *Brial (Benjamin)* (p. 5302).

Examen des crédits (p. 5311).

Crédits inscrits à la ligne « départements et territoires d'outre-mer » :

I. — Section commune.

Etat B. — Titre III : adopté.

Crédits inscrits à la ligne « départements et territoires d'outre-mer » :

II. — Départements d'outre-mer.

Etat B. — Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Crédits inscrits à la ligne « départements et territoires d'outre-mer » :

III. — Territoires d'outre-mer.

Etat B. — Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 5311).

DROITS DE LA FEMME

Discussion générale [26 octobre 1984] (p. 5252).

Assurance vieillesse (problème des droits propres) : *Chaigneau (Colette)* (p. 5255) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5259).
Budget (diminution du —) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5252) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 5253-5254) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 5255) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 5257) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5257).
Chômage des femmes : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5252) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 5253) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5256) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5257).
Contrats de Plan Etat-régions : *Roudy (Yvette)* (p. 5257).
Droits des femmes (information sur les —) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5252) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 5253) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 5255) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5256) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5259-5260).
Egalité professionnelle : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5252) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 5253) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5256) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5258-5260).
Fiscalité des couples : *Toutain (Ghislaine)* (p. 5254).
Formation professionnelle : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5252) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 5253) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5256) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 5256-5257) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5257-5258-5260).
Mères seules : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5252) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 5254) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 5255).
Nom patronymique (transmission du —) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5255-5256) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5259).
Orientation professionnelle : *Roudy (Yvette)* (p. 5259).
Taux d'activité féminin : *Toutain (Ghislaine)* (p. 5253) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 5255) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5257).

Procédure des questions (p. 5260).

Chômage des femmes : *Provost (Eliane)* (p. 5261) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5261).

Contrats état-régions : *Proveux (Jean)* (p. 5260) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5260).

Départements d'outre-mer (condition des femmes) : *Hory (Jean-François)* (p. 5261) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5261).

Droits des femmes (centres d'information) : *Proveux (Jean)* (p. 5260) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5260-5262) ; *Lareng (Louis)* (p. 5262).

Egalité professionnelle : *Lareng (Louis)* (p. 5262) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5262).

Mères isolées : *Provost (Eliane)* (p. 5261) ; *Roudy (Yvette)* (p. 5261).

Crédits du ministère des droits de la femme inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre » : — 1 Services généraux « **mis aux voix lors de l'examen des crédits de la communication** » (p. 5262).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET CONSOMMATION

Discussion générale [8 et 9 novembre 1984] (p. 5769-5780).

Abstention du groupe communiste : *Bustin (Georges)* (p. 5780).

Concertation dans la fonction publique : *Jans (Parfait)* (p. 5772) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5776-5777) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5789).

Conditions de travail dans la fonction publique : *Jans (Parfait)* (p. 5771) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5776-5777).

Conseil national de la consommation : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5773) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5774).

Consommation (politique et crédits de la —) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5773) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5774) ; *Bustin (Georges)* (p. 5780) ; *Malandain (Guy)* (p. 5785) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5785-5786-5787-5788).

Contrats pour l'amélioration de la qualité : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5774) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5775) ; *Bustin (Georges)* (p. 5780) ; *Germon (Claude)* (p. 5781) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5787).

Contrôle des concentrations économiques : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5772-5773) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5787).

Contrôles fiscaux : *Jans (Parfait)* (p. 5771-5782-5792) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5781-5782-5791-5792) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5790-5791-5792).

Crédits à la consommation (modalités d'octroi des —) : *Malandain (Guy)* (p. 5785) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5789).

Dette publique (composition de la —) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5772) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5784-5785).

Dette publique (financement de la —) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5770-5771) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5775) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5784-5785).

Dette publique (montant de la —) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5769-5770) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5775) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5784) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5792).

Dette publique dans les pays industrialisés (niveau de la —) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5769) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5775) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5792).

Direction générale des douanes : *Emmanuelli (Henri)* (p. 5789).

Encadrement du crédit (suppression de l' —) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5776).

Emprunt « Giscard » 1973 : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5771) ; *Jans (Parfait)* (p. 5782-5783) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5784) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5793).

Entreprises publiques : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5769-5771) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5782) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5793).

Fonds spécial des grands travaux : *Gantier (Gilbert)* (p. 5769) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5775).

Impôt sur les grandes fortunes : *Jans (Parfait)* (p. 5771-5793) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5793-5794).

Information des consommateurs : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5774) ; *Bustin (Georges)* (p. 5780) ; *Germon (Claude)* (p. 5781) ; *Malandain (Guy)* (p. 5785) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5786-5787-5788).

Informatique : *Jans (Parfait)* (p. 5771) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5788-5789).

Institut national de la consommation : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5773-5774) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5774) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5786).

Mensualisation des pensions en Ile-de-France : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 5783).

Normalisation : *Germon (Claude)* (p. 5780-5781) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5787).

Organisations de consommateurs : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5773) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5774) ; *Bustin (Georges)* (p. 5780) ; *Germon (Claude)* (p. 5781) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5786-5787).

Politique des prix : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5772) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5787).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 5769) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5775).

Taux d'intérêt : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5770) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5776) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5784).

Examen des crédits [9 novembre 1984] (p. 5794), [13 novembre 1984] (p. 5987), [15 novembre 1984] (p. 6098).

Etat B - titre IV : amendement n° 221 de M. Parfait Jans (réduction des crédits) ; emprunt « Giscard » ; primes d'épargne-logement ; plan d'épargne-logement ; prêts locatifs aidés : rejeté.

Article 85 (*prise en charge par l'Etat du service d'un emprunt contracté par l'Unedic*) : adopté (p. 5794).

Article 86 (*modalité du calcul des redevances prévues aux articles 11 et 26 de la loi de nationalisation*) : adopté (p. 5795).

Article 87 (*supprimant la référence au 31 décembre 1984 dans la loi du 4 novembre 1982*) ; amendement n° 42 de la commission (rectifiant une erreur matérielle) : adopté ;

— article 87, ainsi modifié : adopté (p. 5795).

Crédits du secrétariat d'Etat chargé des rapatriés inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Economie, finances et budget. I. — Charges communes » précédemment réservés.

Etat B - Titre Ier : adopté.

Titre II : adopté.

Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C - Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 5987).

Crédits inscrits à la ligne « Economie, finances et budget. II. — Services financiers » :

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programmes : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 6098).

EDUCATION NATIONALE

Discussion générale [12 novembre 1984] (p. 5847, 5865, 5896).

Attitude de la droite à l'égard du système scolaire : *Hermier (Guy)* (p. 5868).

Bâtiments scolaires et universitaires : *Gantier (Gilbert)* (p. 5854) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5856) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 5867) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5875) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5881) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5893).

Bilan de la politique scolaire : *Mortelette (François)* (p. 5848).

Bourses scolaires : *Mortelette (François)* (p. 5849) ; *Chomat (Paul)* (p. 5878) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5891).

Budget de l'enseignement supérieur (caractéristiques du —) : *Gantier (Gilbert)* (p. 5852, 5853).

Budget de l'enseignement technique (caractéristiques du —) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5856).

Collèges (rénovation des —) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5859).

Décentralisation (notamment application du principe à l'enseignement privé) : *Mortelette (François)* (p. 5848) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5860) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 5867) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5870) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5872) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5874).

Echec scolaire (lutte contre l'—) : *Derosier (Bernard)* (p. 5851).

Ecole (rôle de l' —) : *Derosier (Bernard)* (p. 5851) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5861-5888) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5885-5886).

Emplois (création d' —) : *Mortelette (François)* (p. 5849) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5858-5859) ; *Hermier (Guy)* (p. 5869).

Enseignement primaire (suppression des postes) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5866) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5872-5890) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5874).

Enseignement privé (crédits affectés à l' —) : *Mortelette* (*François*) (p. 5849) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5861-5888-5889) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 5868) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 5870).
Enseignement supérieur (création de postes) : *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 5854) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5860) ; *Asensi* (*François*) (p. 5880) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5892).
Enseignement supérieur (démocratisation de l' —) : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5853) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5859) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5891).
Enseignement supérieur (réforme du premier cycle) : *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 5854) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5860) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5892).
Enseignement technique (faiblesses de l' —) : *Colin* (*Georges*) (p. 5857) ; *Valroff* (*Jean*) (p. 5884-5885).
Etudes médicales (réforme des —) : *Lareng* (*Louis*) (p. 5879).
Etudiants (conditions de vie des —) : *Santrot* (*Jacques*) (p. 5882-5883) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5891).
Formation continue : *Colin* (*Georges*) (p. 5857) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5858) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 5869) ; *Proveux* (*Jean*) (p. 5876) ; *Carraz* (*Roland*) (p. 5897-5898).
Formation des enseignants : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5851) ; *Colin* (*Georges*) (p. 5857) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5858-5859) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 5866) ; *Missoffe* (*Hélène*) (p. 5868) ; *Barrot* (*Jacques*) (p. 5870- 5871) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 5873) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5875) ; *Proveux* (*Jean*) (p. 5876) ; *Chouat* (*Didier*) (p. 5878) ; *Carraz* (*Roland*) (p. 5897).
Heures d'enseignement (diminution des —) : *Haby* (*René*) (p. 5861-5862).
Illetrisme : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5861).
Informatisation des collèges : *Le Foll* (*Robert*) (p. 5871) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 5872) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5875) ; *Proveux* (*Jean*) (p. 5876) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 5887) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5889) ; *Carraz* (*Roland*) (p. 5896-5897).
Langues et cultures régionales : *Dollo* (*Yves*) (p. 5876) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5890).
Lycées (situation des —) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 5879-5880).
Lycées d'enseignement professionnel (réduction d'emplois) : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 5856) ; Mayotte.
Mayotte (enseignement professionnel à —) : *Hory* (*Jean-François*) (p. 5886-5887).
Médecine préventive : *Lareng* (*Louis*) (p. 5878) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5893).
Modernisation du système scolaire et universitaire : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5850) ; *Hermier* (*Guy*) (p. 5869-5870) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 5871) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5874) ; *Proveux* (*Jean*) (p. 5876) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5890) ; *Carraz* (*Roland*) (p. 5896).
Moyens du ministère de l'éducation nationale : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5887).
Personnels ATOS et ITA : *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 5855-5856) ; *Asensi* (*François*) (p. 5880) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5890) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5891).
Personnels des CROUS et du CNOUS : *Santrot* (*Jacques*) (p. 5883).
Recherche universitaire : *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 5855) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5860) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 5879) ; rythmes scolaires : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5851-5852) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5860) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 5866).
Service public de formation : *Chomat* (*Paul*) (p. 5883).
Sortie du système scolaire : *Derosier* (*Bernard*) (p. 5850-5851).
Sport à l'école : *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5860-5889) ; *Hage* (*Georges*) (p. 5877) ; *Le Coadic* (*Jean-Pierre*) (p. 5885).
Système scolaire et universitaire (adaptation à la vie professionnelle du —) : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5853) ; *Cassaing* (*Jean-Claude*) (p. 5854-5855) ; *Colin* (*Georges*) (p. 5857) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5858, 5859) ; *Bonrepaux* (*Augustin*) (p. 5866) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5883) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5892) ; *Carraz* (*Roland*) (p. 5897).
Taxe d'apprentissage : *Mortelette* (*François*) (p. 5849) ; *Berson* (*Michel*) (p. 5881-5882) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5883) ; *Carraz* (*Roland*) (p. 5896).
Universités (autonomie des —) : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 5853).
Zone d'éducation prioritaire : *Haby* (*René*) (p. 5862) ; *Collomb* (*Gérard*) (p 5884).

Procédure des questions (p. 5898).

Absentéisme des enseignants du secondaire : *Bachelet* (*Pierre*) (p. 5903) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5904).
Baccalauréat de technicien (problème des débouchés) : *Durr* (*André*) (p. 5904) ; *Carraz* (*Roland*) (p. 5904).
Bourses scolaires et aides directes : *Renard* (*Roland*) (p. 5905) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5905) ; *Jourdan* (*Emile*) (p. 5905) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5905, 5906).
Brevet de technicien supérieur : *Perrut* (*Francisque*) (p. 5898) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5899).
Collège de Saint-Jean-Pied-de-Port : *Inchauspé* (*Michel*) (p. 5910) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5910, 5911).
Conservatoire national des arts et métiers (C. N. A. M.) : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5911) ; *Carraz* (*Roland*) (p. 5911).
Constructions scolaires (financement des —) : *Haby* (*René*) (p. 5909) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5909).
Coopérants (titularisation des vacataires) : *Bayard* (*Henri*) (p. 5899) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5899, 5900) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 5900) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5900).
Départements d'outre-mer (insuffisance de l'éducation nationale dans les —) : *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 5911) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5911, 5912).
Drogue et tabac à l'école : *Koehl* (*Emile*) (p. 5899) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5899).
Ecoles maternelles (effectifs d'encadrement) : *Alfonsi* (*Nicolas*) (p. 5906) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5906).
Education physique (insuffisance de postes) : *Colonna* (*Jean-Hugues*) (p. 5907) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5907).
Effectifs par classes : *Goulet* (*Daniel*) (p. 5903) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5903).
Enseignement privé (crédits attribués à l'—) : *Perrut* (*Francisque*) (p. 5898) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5898, 5899).
Enseignement technique (accès au cycle long) : *Ortet* (*Pierre*) (p. 5902) ; *Carraz* (*Roland*) (p. 5902, 5903).
Inspecteurs départementaux de l'éducation nationale : *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 5901) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5902, 5910, 5912) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5910) ; *Jourdan* (*Emile*) (p. 5912).
Instituts universitaires de technologie (notamment cas de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines) : *Escutia* (*Manuel*) (p. 5902) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5902).
Lycées d'enseignement professionnel (situation des professeurs) : *Ortet* (*Pierre*) (p. 5902) ; *Carraz* (*Roland*) (p. 5903).
Lycées techniques (équipements des —) : *Carraz* (*Roland*) (p. 5904, 5905).
Matières facultatives : *Goulet* (*Daniel*) (p. 5903) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5903).
Mutuelle nationale des étudiants de France (M. N. E. F.) : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5909) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5909).
Paris (enseignement des matières obligatoires à —) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 5908) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5908).
Pédagogies « nouvelles » : *Rouquette* (*Roger*) (p. 5908) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5908).
Rôle de l'école : *Escutia* (*Manuel*) (p. 5906, 5907) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5907).
Spécialisation des enseignants : *Goulet* (*Daniel*) (p. 5903) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5903).
Situation des personnels non enseignants : *Goulet* (*Daniel*) (p. 5908) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5908) ; *Jourdan* (*Emile*) (p. 5912).
Surveillance dans les écoles : *Richard* (*Alain*) (p. 5900) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5900-5901).
Titularisation des enseignants : *Jourdan* (*Emile*) (p. 5912) ; *Chevènement* (*Jean-Pierre*) (p. 5912).
Université d'Angers : *Narquin* (*Jean*) (p. 5910) ; *Schwartzenberg* (*Roger-Gérard*) (p. 5910).

Examen des crédits (p. 5912).

Etat B, titre III : amendement n° 150 de la commission des affaires culturelles (réduction de crédits) (p. 5912) ; rappel au règlement de M. Bruno Bourg-Broc ; risque d'un déséquilibre entre les créations de postes de personnel enseignant et les créations de postes de personnel non enseignant ; caractère insuffisant des créations de postes A.T.O.S. ; création d'emplois I.T.A. (p. 5913) ; rejeté ; amendement n° 151 de la commission des affaires culturelles (réduction de crédits) ; transformation d'emplois de chefs de travaux de médecine en emplois de maîtres de conférences de première classe ; définition du statut des personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitalo-universitaires ; rôle des chefs de travaux (p. 5914) ; retiré ; amendement n° 151 repris par M. Bruno Bourg-Broc : rejeté ;

— titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 119 de la commission des finances (réduction de crédits) ; caractère anormal du transfert des crédits destinés aux familles les plus défavorisées, aux transports scolaires ; rejeté ;

— titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme : adoptées ;

— crédits de paiement : adoptés.

Titre VI :
— autorisations de programme : adoptées ;
— crédits de paiement : adoptés (p. 5915).

Article 88 (*détermination du montant des crédits affectés à la rémunération des personnels enseignants des classes faisant l'objet d'un contrat prévu par la loi du 31 décembre 1959*) : amendement n° 120 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 234 de M. Jacques Barrot (création auprès du ministre de l'éducation nationale d'un comité national d'évaluation des moyens mis à la disposition des différents types d'établissements d'enseignement) ; problème de la formation des maîtres de l'enseignement privé (p. 5916) ; projet de création de commissions de concertation dans chaque académie ; retiré ; amendement n° 235 du Gouvernement (montant global de la contribution forfaitaire de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes d'enseignement privé sous contrat) : adopté ;

— article 88, ainsi modifié : adopté (p. 5917).

ENVIRONNEMENT

Discussion générale [26 octobre 1984] (p. 5262-5271).

Agences financières de bassin : *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5273-5274-5275).
Agriculture et pollution : *Tavernier* (*Yves*) (p. 5266) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 5267) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 5267) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5275).
Animaux sauvages : *Nungesser* (*Roland*) (p. 5272-5273) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5276).
Barrages (grands —) : *Rieubon* (*René*) (p. 5263) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5264) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 5272).
Bruit (lutte contre le —) : *Nungesser* (*Roland*) (p. 5272) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5275).
Budget en diminution : *Rieubon* (*René*) (p. 5262-5263) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5264) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 5266) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 5267) ; *Soury* (*André*) (p. 5267).
« Chantiers écologiques » : *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5276).
Déchets industriels : *Mesmin* (*Georges*) (p. 5267) ; *Soury* (*André*) (p. 5268-5269) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5275).
Eau (politique de l' —) : *Tavernier* (*Yves*) (p. 5266) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 5266-5267) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5273).
Etat (intervention en matière d'environnement) : *Tavernier* (*Yves*) (p. 5266).
Fonds d'intervention pour la qualité de la vie : *Rieubon* (*René*) (p. 5263) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5274).
Installations classées : *Rieubon* (*René*) (p. 5264) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5265) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5273).
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) : *Rieubon* (*René*) (p. 5263).
Ministère de l'environnement (création d'un —) : *Rieubon* (*René*) (p. 5262) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 5265).
Parcs naturels : *Rieubon* (*René*) (p. 5263) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5265) ; *Micaux* (*Pierre*) (p. 5271-5272) ; *Nungesser* (*Roland*) (p. 5272).
Plomb (teneur en — dans l'essence) : *Rieubon* (*René*) (p. 5263) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5275).
Pluies acides : *Rieubon* (*René*) (p. 5263) ; *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5265) ; *Mesmin* (*Georges*) (p. 5267) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5275).

Procédure des questions (p. 5276).

Droit de la chasse : *Deschaux-Beaume* (*Freddy*) (p. 5279-5280) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5279-5280).
Essence (problème du plomb dans l' —) : *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5277).
Parcs nationaux (gestion des —) : *Chaigneau* (*Colette*) (p. 5279 : *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5279).
Pluies acides : *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5276) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5277).
Pollution du Rhin : *Weisenhorn* (*Pierre*) (p. 5277) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5278).
Réserves naturelles : *Chaigneau* (*Colette*) (p. 5278) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5279).
Vallée de la Loire (aménagement de la —) : *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 5278) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 5278).

Examen des crédits : (p. 5280).

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 5280).

FONCTION PUBLIQUE
ET SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Discussion générale [25 octobre 1984] (p. 5199).

Administration (productivité de l' —) : *Richard* (*Alain*) (p. 5206).
Concertation (principe de —) : *Labazée* (*Georges*) (p. 5202, 5203) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5207).
E. N. A. (3e voie) : *Ligot* (*Maurice*) (p. 5207).
Fonction publique (bas salaires, notamment catégorie D) : *Douyère* (*Raymond*) (p. 5202) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 5210) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5211).
Fonction publique (effectifs) : *Douyère* (*Raymond*) (p. 5200, 5201) ; *Labazée* (*Georges*) (p. 5203) ; *Renard* (*Roland*) (p. 5204) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5206) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 5209)).
Fonction publique (modernisation) : *Labazée* (*Georges*) (p. 5202, 5203) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5209) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5219).
Fonction publique (politique de formation) : *Labazée* (*Georges*) (p. 5203) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5207) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5212).
Fonction publique (pouvoir d'achat) : *Douyère* (*Raymond*) (p. 5201) ; *Renard* (*Roland*) (p. 5204, 5205) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5205, 5206) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5207, 5208) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 5208) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5210, 5211).
Fonction publique (rémunérations annexes) : *Douyère* (*Raymond*) (p. 5201, 5202) ; *Renard* (*Roland*) (p. 5204) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5206).
Fonction publique (titularisation) : *Renard* (*Roland*) (p. 5204) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5205) ; *Labarrère* (*André*) (p. 5212).
Fonction publique territoriale : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5205) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5206, 5207) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5212).
G. V. T. (glissement, vieillissement et technicité) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 5201) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 5210).
Hiérarchie des salaires (écrasement de la —) : *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 5209).
Manifestation des syndicats de fonctionnaires : *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 5199, 5200) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5200) ; *Douyère* (*Raymond*) (p. 5200) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5207) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5211).
Pensions (notamment mensualisation) : *Douyère* (*Raymond*) (p. 5202) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 5210).
Rappel au règlement de M. Pierre-Bernard Cousté : *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 5199, 5200) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5200).
Secteur public (poids économique du —) : *Douyère* (*Raymond*) (p. 5200) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5206).
Statuts généraux (application des —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5205) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5211).
Usagers (rapports avec l'administration) : *Labazée* (*Georges*) (p. 5203) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5209) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5211, 5213).

Procédure des questions (p. 5213).

Pensions (mensualisation) : *Peuziat* (*Jean*) (p. 5214) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5214).
Saint-Pierre-et-Miquelon (situation des fonctionnaires) : *Pen* (*Albert*) (p. 5214) ; Le Garrec (Jean) (p. 5214).
Travail clandestin des fonctionnaires : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 5213) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 5213).

Examen des crédits : (p. 5198).

I. — **Services généraux** mis aux voix lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication ;

II. — **Secrétariat général de la défense nationale :**

Crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre » : II. — Secrétariat général de la défense nationale.
Crédits inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre ». — I. Services généraux, **mis aux voix lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication** (p. 5214).

IMPRIMERIE NATIONALE. MONNAIES ET MEDAILLES. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR. TAXES PARAFISCALES

Discussion générale [7 novembre 1984] (p. 5687).

Annuaire téléphonique : *Mestre* (*Philippe*) (p. 5686).
Comité de développement des industries françaises de l'ameublement (C.O.D.I.F.A.) : *Duroure* (*Roger*) (p. 5694).
Compte d'avances aux collectivités locales : *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 5690) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 5694).
Comptes spéciaux du Trésor (diminution du nombre des —) : *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 5689).
Comptes spéciaux du Trésor (insuffisance des informations sur les —) : *Balligand* (*Jean-Pierre*) (p. 5689).

Hôtel des monnaies (nécessité d'une stratégie commerciale) : *Mestre (Philippe)* (p. 5688-5689) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5689) ; *Sainte-Marie (Michel)* (p. 5693).
Imprimeries intégrées : *Mestre (Philippe)* (p. 5686).
Industries de l'ameublement (taxe parafiscale au profit des —) : *Duroure (Roger)* (p. 5693-5694) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5695).
Modernisation de l'Imprimerie nationale : *Mestre (Philippe)* (p. 5686) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5687-5688).
Parafiscalité : *Mercieca (Paul)* (p. 5691) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5695).
Personnel de l'Imprimerie nationale (notamment cas de l'établissement de Douai) : *Mestre (Philippe)* (p. 5687) ; *Hage (Georges)* (p. 5692-5693) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5695).
Personnel des monnaies et médailles : *Sainte-Marie (Michel)* (p. 5693).
Pièces métalliques (saturation de la demande) : *Mestre (Philippe)* (p. 5688).
Taxe sur les granulats : *Mercieca (Paul)* (p. 5691) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5695).
Taxe sur les huiles minérales : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5692).
Taxe sur les nuisances phoniques dues aux aéroports : *Mercieca (Paul)* (p. 5691-5692) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5692) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5695).
Union des groupes d'achats publics (U.G.A.P.) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5690) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5694).

Examen des crédits (p. 5696).

Budget annexe de l'Imprimerie nationale :

Crédits ouverts à l'article 42 au titre des services votés : adoptés.

— autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptées ;

— crédits inscrits au paragraphe II de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptés.

Budget annexe des monnaies et médailles :

Crédits ouverts à l'article 42 au titre des services votés : adoptés.

— autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptées ;

— crédits inscrits au paragraphe II de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptés.

Comptes spéciaux du Trésor :

A. — Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale :

Article 45 (*crédits ouverts au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) : adopté.

Article 46 (*crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses civiles en capital des comptes d'affectation spéciale*) : adopté.

B. — Opérations à caractère temporaire :

Article 47 (*services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale*) : adopté.

Article 48 (*mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale*) : adopté.

Article 49 (*mesures nouvelles des comptes de commerce*) : adopté.

Article 50 (*clôture du compte spécial du Trésor « Assistance financière à la Turquie »*) : adopté.

Article 51 (*mesures nouvelles des comptes d'avances du Trésor*) : adopté.

Article 52 (*mesures nouvelles des comptes de prêts applicables aux prêts divers de l'Etat*) : adopté.

Article 53 (*clôture du compte spécial du Trésor intitulé « Prêts aux organismes d'habitation à loyer modéré »*) : adopté.

Article 54 (*clôture des comptes intitulés « Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire » et « Contribution d'Etats étrangers au financement de diverses dépenses militaires »*) : adopté (p. 5696).

Article 55 et état E (p. 5697 à 5708).

Ligne 1 : adoptée.

Ligne 2 : adoptée.

Ligne 3 : amendement n° 192 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; taxe sur les transports fluviaux : rejeté.

Ligne 3 : adoptée.

Lignes 4 à 19 : adoptées.

Ligne 20 : amendement n° 193 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; centre technique de la salaison, de la charcuterie et de conserves de viandes : rejeté.

Ligne 20 : adoptée.

Lignes 21 à 23 : adoptées.

Ligne 24 : amendement n° 194 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; centre national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale ; rejeté (p. 5709) ;

— Ligne 24 : adoptée.

Lignes 25 et 26 : adoptées.

Ligne 27 : amendement n° 195 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; taxe au profit du bureau national interprofessionnel de l'armagnac ; rejeté ;

— Ligne 27 : adoptée.

Lignes 28 à 32 : adoptées.

Ligne 33 : amendement n° 196 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; centre technique interprofessionnel des fruits et légumes ; rejeté ;

— Ligne 33 : adoptée.

Ligne 34 : amendement n° 197 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; centre technique de conserves de produits agricoles ; rejeté ;

— Ligne 34 : adoptée.

Lignes 35 à 49 : adoptées.

Ligne 50 : amendement n° 198 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; prélèvement d'une taxe parafiscale sur certains produits pétroliers au profit de la caisse nationale de l'énergie ; rappel des dispositions de l'ordonnance du 2 janvier 1959 relative à la perception des taxes parafiscales (p. 5710) ; rejeté ;

— Ligne 50 : adoptée.

Ligne 51 : adoptée.

Lignes 52 et 53 : mises aux voix lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat à la communication.

Lignes 54 et 55 : adoptées.

Ligne 56 : amendement n° 199 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; obligation pour les architectes de payer une taxe à l'association nationale paritaire de la promotion sociale des collaborateurs d'architectes ; rejeté ;

— Ligne 56 : adoptée.

Ligne 57 : adoptée.

Amendement n° 33 de M. Jean-Louis Masson (complétant l'article 55 en précisant que la cotisation des industriels et négociants de l'horlogerie visée à la ligne 47 ne pourra être perçue qu'à compter de la parution des décrets et arrêtés en cours de publication) ;

— Article 55 et état E : adoptés (p. 5711).

INTERIEUR ET DECENTRALISATION

Discussion générale [5 novembre 1984] (p. 5517, 5539).

Assassinats de policiers (problème de l'application des peines) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 5531) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5540, 5541) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5541) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5542).
Charges indues des services de police : *Joxe (Pierre)* (p. 5522, 5523) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5527) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 5529) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5532) ; *Sarre (Georges)* (p. 5534).
Collectivités locales (emprunts des —) : *Laignel (André)* (p. 5525) ; *Clément (Pascal)* (p. 5526).
Comité technique paritaire de la police nationale : *Joxe (Pierre)* (p. 5522).
Communes péri-urbaines (difficultés des —) : *Le Meur (Daniel)* (p. 5539, 5540).
Contrôles d'identité : *Maisonnat (Louis)* (p. 5532) ; *Pernin (Paul)* (p. 5534) ; *Sarre (Georges)* (p. 5535).
Corps des enquêteurs : *Joxe (Pierre)* (p. 5530, 5545).

Criminalité et délinquance (évolution de la —) : *Joxe (Pierre)* (p. 5519) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5527) ; *Pernin (Paul)* (p. 5533) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5544).
Décentralisation : *Joxe (Pierre)* (p. 5517) ; *Laignel (André)* (p. 5523, 5524) ; *Clément (Pascal)* (p. 5525) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5540) ; *Richard (Alain)* (p. 5543, 5544).
Direction des libertés publiques : *Joxe (Pierre)* (p. 5521).
Discipline (nécessité de la —) : *Joxe (Pierre)* (p. 5521).
Dotation globale d'équipement : *Laignel (André)* (p. 5524) ; *Clément (Pascal)* (p. 5526) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5545).
Dotation globale de fonctionnement : *Laignel (André)* (p. 5523, 5524) ; *Clément (Pascal)* (p. 5526) ; *Richard (Alain)* (p. 5543).
Droit à la sécurité : *Joxe (Pierre)* (p. 5518, 5519) ; *Delanoë (Bertrand)* (p. 5528, 5529) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 5531) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5532, 5533) ; *Sarre (Georges)* (p. 5535) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5544).
Droit de manifestation : *Joxe (Pierre)* (p. 5548).
Fiscalité locale : *Laignel (André)* (p. 5524, 5525) ; *Clément (Pascal)* (p. 5526) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5539) ; *Richard (Alain)* (p. 5543) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5545).
Formation et recrutement des personnels de police : *Joxe (Pierre)* (p. 5523, 5530, 5546) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5527) ; *Sarre (Georges)* (p. 5534).
Gardes statiques : *Joxe (Pierre)* (p. 5547).
Informatisation des services de police : *Joxe (Pierre)* (p. 5520, 5521, 5522) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5527).
Logement des policiers : *Joxe (Pierre)* (p. 5520) ; *Delanoë (Bertrand)* (p. 5529) ; *Sarre (Georges)* (p. 5534).
Loi-cadre (demande d'une —) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 5530) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5532) ; *Pernin (Paul)* (p. 5534).
Mode de scrutin pour les élections législatives : *Clément (Pascal)* (p. 5525).
Police nationale (équipement de la —) : *Joxe (Pierre)* (p. 5521) ; *Pernin (Paul)* (p. 5533, 5534) ; *Sarre (Georges)* (p. 5534).
Police nationale (situation générale) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 5530).
Polices municipales : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5542).
Policiers (sécurité des —) : *Joxe (Pierre)* (p. 5548).
Politique des effectifs dans la police : *Joxe (Pierre)* (p. 5519-5547) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 5529) ; *Pernin (Paul)* (p. 5533) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5540).
Préfectures (reprise par l'Etat des frais de fonctionnement) : *Joxe (Pierre)* (p. 5517).
Préfets (mobilité des —) : *Joxe (Pierre)* (p. 5546).
Sécurité civile : *Joxe (Pierre)* (p. 5517).
Service de la police scientifique : *Joxe (Pierre)* (p. 5520, 5521) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5527).
Stupéfiants (lutte contre les —) : *Marchand (Philippe)* (p. 5527).
Tribunaux administratifs (situation des —) : *Clément (Pascal)* (p. 5525) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5546).

Procédure des questions (p. 5548).

Assassinats de policiers : *Charles (Serge)* (p. 5552) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5552-5553).
Collectivités locales (participations financières aux fonds de concours) : *Bêche (Guy)* (p. 5549-5550) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5550).
Commissariats (moyens des —) : *Charles (Serge)* (p. 5552) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5552).
Communes (difficultés financières des —) : *Maisonnat (Louis)* (p. 5553) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5553).
Dotation globale d'équipement (notamment problème du financement des centres de formation de secours) : *Miossec (Charles)* (p. 5550-5555) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5550-5555).
Dotation globale de fonctionnement : *Osselin (Jacqueline)* (p. 5550) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5550).
Instituteurs (indemnité représentative de logement) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 5555) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5555).
Lyon (problème de l'insécurité à —) : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 5551) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5552).
Personnel des régions (situation du —) : *Osselin (Jacqueline)* (p. 5548).
Police (maintien de l'ordre par la —) : *Charles (Serge)* (p. 5555-5556) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5556).
Policiers (formation et responsabilisation des —) : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 5553) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5554).
Sécurité civile : *Germon (Claude)* (p. 5549).
Tarifs publics : *Miossec (Charles)* (p. 5550-5551) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5551).
Taxe d'habitation : *Osselin (Jacqueline)* (p. 5548-5549) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5549).
Taxe professionnelle : *Hunault (Xavier)* (p. 5554) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5554-5555).
Transports scolaires (problème du financement des —) : *Koehl (Emile)* (p. 5554) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5554).

Examen des crédits (p. 5556).

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Après l'article 88 : amendement n° 39 de la commission des finances (prévoyant que le gouvernement communique le montant, pour l'année précédente, du produit de chacun des impôts transférés aux collectivités locales et le montant prévisionnel, pour l'année en cours, du produit de chacun de ces impôts) ; informations communiquées au Parlement ; potentiel d'investissements des collectivités locales ; adopté après rectification (p. 5557).

JEUNESSE ET SPORTS

Discussion générale [23 octobre 1984] (p. 5084-5092).

Associations sportives (rôle des —) : *Derosier (Bernard)* (p. 5095) ; *Perrut (Francisque)* (p. 5096) ; *Calmat (Alain)* (p. 5099).
Budget (réduction du —) : *Wilquin (Claude)* (p. 5084-5086) ; *Piste (Charles)* (p. 5086-5088) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5088) ; *Hage (Georges)* (p. 5092) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5093) ; *Perrut (Francisque)* (p. 5096) ; *Corrèze (Roger)* (p. 5097) ; *Calmat (Alain)* (p. 5099).
Cadres techniques (situation des —) : *Calmat (Alain)* (p. 5099).
Clubs (déplacement des —) : *Wilquin (Claude)* (p. 5085).
Etat (désengagement de l' —) : *Wilquin (Claude)* (p. 5084-5085) ; *Hage (Georges)* (p. 5092) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5093-5094).
Football (situation des clubs de —) : *Royer (Jean)* (p. 5095).
Fonds national de développement de la vie associative (F.N.D.A.) : *Wilquin (Claude)* (p. 5085) ; *Calmat (Alain)* (p. 5101).
F.O.N.J.E.P. (postes) : *Hage (Georges)* (p. 5092) ; *Calmat (Alain)* (p. 5100).
Jeunesse (initiatives en faveur de la —) : *Pistre (Charles)* (p. 5086) ; *Provost (Eliane)* (p. 5096-5097) ; *Calmat (Alain)* (p. 5100).
Loi sur le sport : *Hage (Georges)* (p. 5092).
Loto « sportif » et ressources extrabudgétaires : *Wilquin (Claude)* (p. 5085) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5086-5087) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5088-5089) ; *Hage (Georges)* (p. 5092-5093) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5093-5094) ; *Perrut (Francisque)* (p. 5096) ; *Corrèze (Roger)* (p. 5097) ; *Théaudin (Clément)* (p. 5098) ; *Calmat (Alain)* (p. 5101).
Professeurs de sport (statut des —) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5089) ; *Calmat (Alain)* (p. 5100-5101).
Rythmes scolaires : *Pinte (Etienne)* (p. 5087) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5089) ; *Hage (Georges)* (p. 5093).
Sport à l'école : *Pinte (Etienne)* (p. 5098) ; *Royer (Jean)* (p. 5095).
Sport de haut niveau : *Perrut (Francisque)* (p. 5096) ; *Calmat (Alain)* (p. 5099-5100-5101).
Technologie et sport : *Calmat (Alain)* (p. 5100).

Procédure des questions (p. 5101).

Animateurs (problème de formation) : *Gallet (Jean)* (p. 5104) ; *Calmat (Alain)* (p. 5105, 5106) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5106).
Jeux Olympiques (candidature de Paris) : *Bergelin (Christian)* (p. 5102) ; *Calmat (Alain)* (p. 5102, 5103).
Loto « sportif » : *Gascher (Pierre)* (p. 5101, 5102) ; *Calmat (Alain)* (p. 5102).
Médecine sportive : *Lareng (Louis)* (p. 5103) ; *Calmat (Alain)* (p. 5103).
Programme « Jeunes volontaires » : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5105) ; *Calmat (Alain)* (p. 5105).
Sections Sport-études : *Frachon (Martine)* (p. 5103, 5104) ; *Calmat (Alain)* (p. 5104).
Sport à l'école : *Calmat (Alain)* (p. 5103, 5105) ; *Frachon (Martine)* (p. 5104).
Travaux d'utilité collective (T. U. C.) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5105) ; *Calmat (Alain)* (p. 5105).

Examen des crédits (p. 5106).

Etat B, titre III : amendement n° 36 de la commission (réduction de crédits) ; mouvement associatif ; office franco-allemand pour la jeunesse : rejeté ;

— titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : — autorisations de programme : adoptées ; — crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : — autorisations de programme : adoptées ; — crédits de paiement : adoptés (p. 5107).

JUSTICE

Discussion générale [23 octobre 1984] (p. 5050).

Action directe (poursuites contre —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5055).

Aide judiciaire : *Maisonnat* (*Louis*) (p. 5052) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5054) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5057) ; *Sergheraert* (*Maurice*) (p. 5060) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5062).

Associations (rôle en matière de justice) : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5054) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5062-5064).

Budget de la justice (progression du —) : *Natiez* (*Jean*) (p. 5050) ; *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 5053) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5054) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5057) ; *Menga* (*Joseph*) (p. 5059) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5061).

Code pénal (révision) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5056).

Comités de probation : *Natiez* (*Jean*) (p. 5051) ; *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 5053) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5064).

Drogue (trafic de —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5056).

Education surveillée : *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5058) ; *Menga* (*Joseph*) (p. 5059) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5064).

Effectifs : *Natiez* (*Jean*) (p. 5050) ; *Maisonnat* (*Louis*) (p. 5052) ; *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 5053) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5054) ; *Sergheraert* (*Maurice*) (p. 5060) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5061) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5061).

Etrangers (reconduction aux frontières) : *Natiez* (*Jean*) (p. 5052) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5055-5056).

Informatisation des services : *Natiez* (*Jean*) (p. 5051) ; *Maisonnat* (*Louis*) (p. 5052) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5054) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5060) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5061-5062).

Insécurité (accroissement ou non de l' —) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5055-5057) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5055) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 5059).

Justice (image de la —) : *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5054-5055).

Justice (transferts des charges à l'Etat) : *Natiez* (*Jean*) (p. 5051) ; *Maisonnat* (*Louis*) (p. 5053) ; *Sergheraert* (*Maurice*) (p. 5060).

Personnalisation des peines : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5056) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 5058) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5064-5065).

Policiers (meurtres de —) : *Badinter* (*Robert*) (p. 5065).

Politique de prévention : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 5053) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 5056) ; *Menga* (*Joseph*) (p. 5059, 5060) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5063).

Prisons (conditions de détention) : *Bonnemaison* (*Gilbert*) (p. 5053) ; *Barthe* (*Jean-Jacques*) (p. 5057) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5063).

Prisons (personnels pénitentiaires) : *Maisonnat* (*Louis*) (p. 5053) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 5058) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5063).

Prisons (plan de rénovation) : *Natiez* (*Jean*) (p. 5051) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5063).

Prisons (surpeuplement) : *Natiez* (*Jean*) (p. 5051) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5062, 5063).

Rappel au règlement : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5065, 5066).

Solidarité : *Natiez* (*Jean*) (p. 5051).

Trans-P. V. : *Natiez* (*Jean*) (p. 5051).

Travaux d'intérêt général : *Toubon* (*Jacques*) (p. 5056) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 5058) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5064).

Tribunaux (engorgement des —) : *Natiez* (*Jean*) (p. 5051) ; *Maisonnat* (*Louis*) (p. 5052) ; *Michel* (*Jean-Pierre*) (p. 5054) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5062).

Victimes (indemnisation des —) : *Maisonnat* (*Louis*) (p. 5052) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 5061) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5062).

Procédure des questions (p. 5066).

Code pénal (révision du —) : *Badinter* (*Robert*) (p. 5067).

Contrôle d'identité : *Frédéric-Dupont* (*Edouard*) (p. 5067) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5067, 5068).

Dément (responsabilité pénale du —) : *Bas* (*Pierre*) (p. 5067) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5067).

Détention provisoire : *Clément* (*Pascal*) (p. 5058) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5069).

Peine de mort (problème de la peine de remplacement) : *Bas* (*Pierre*) (p. 5067).

Personnels de Fleury-Mérogis : *Germon* (*Claude*) (p. 5066) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5067).

Rénovation de la prison de Brest : *Gourmelon* (*Joseph*) (p. 5066) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5066).

Surpeuplement de la maison d'arrêt de Lyon : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 5068) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5068).

Examen des crédits (p. 5069).

Etat B - Titre III : adoptés.

Titre IV : adopté.

Etat C - Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 5069).

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION

Discussion générale [23 octobre 1984] (p. 5048).

Budgets annexes (nature juridique) : *Bergelin* (*Christian*) (p. 5048).

Effectifs (stabilisation) : *Bergelin* (*Christian*) (p. 5048).

Grande chancellerie (missions) : *Bergelin* (*Christian*) (p. 5048, 5049).

Légion d'honneur (faible progression du budget) : *Bergelin* (*Christian*) (p. 5048) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5049).

Maisons d'éducation (résultats scolaires) : *Bergelin* (*Christian*) (p. 5048) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 5049).

Ordre de la Libération (diminution du budget) : *Bergelin* (*Christian*) (p. 5049).

Examen des crédits (p. 5049).

Budget annexe de la Légion d'honneur :

— crédits ouverts à l'article 42 au titre des services votés : adoptés.

— autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptées.

— crédits de paiement inscrits au paragraphe II de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 5049).

Budget annexe de l'ordre de la Libération :

Crédits ouverts à l'article 42 au titre des services votés : adoptés.

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 5050).

MER

Discussion générale [31 octobre 1984] (p. 5462, 5484).

Armements artisanaux : *Kerguéris* (*Aimé*) (p. 5466).

C. A. P. pêche et C. A. P. commerce : *Peuziat* (*Jean*) (p. 5485) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5487).

Communauté économique européenne (élargissement de la —) : *Léotard* (*François*) (p. 5463) ; *Duroméa* (*André*) (p. 5466) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 5467) ; *Peuziat* (*Jean*) (p. 5485) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5488).

Communauté économique européenne (enquêtes sur les aides accordées par la France) : *Kerguéris* (*Aimé*) (p. 5466) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5488).

Construction et réparation navales (transferts de compétences au ministère de l'industrie) : *Denvers* (*Albert*) (p. 5463) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5485).

Dépenses d'investissement (régression des —) : *Denvers* (*Albert*) (p. 5463) ; *Léotard* (*François*) (p. 5464).

Différend franco-canadien : *Léotard* (*François*) (p. 5464).

Droit de la mer : *Léotard* (*François*) (p. 5463).

Flotte de commerce (état de la —) : *Denvers* (*Albert*) (p. 5463) ; *Duroméa* (*André*) (p. 5465) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 5467) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5485, 5486).

Gens de mer (notamment problème de la retraite et de la protection sociale) : *Duroméa* (*André*) (p. 5465) ; *Kerguéris* (*Aimé*) (p. 5466) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 5468) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5486, 5487).

Incidents avec l'Espagne : *Léotard* (*François*) (p. 5464) ; *Garcin* (*Edmond*) (p. 5467).

Pêche artisanale : *Mauger* (*Pierre*) (p. 5468) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5488).

Pêche semi-industrielle : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 5469).

Ports maritimes (détournement du trafic) : *Duroméa* (*André*) (p. 5465) ; *Kerguéris* (*Aimé*) (p. 5466) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5486).

Sauvetage en mer : *Duroméa* (*André*) (p. 5466) ; *Mauger* (*Pierre*) (p. 5466).

Sécurité en mer : *Peuziat* (*Jean*) (p. 5484) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5486).

Trafic transmanche : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 5469) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5487).

Procédure des questions (p. 5488).

C. G. M. (situation financière) : *Lengagne* (*Guy*) (p. 5489).

Communauté économique européenne (élargissement de la —) : *Lengagne* (*Guy*) (p. 5491).

Conseil économique et social (représentation du monde maritime) : *Lauriol* (*Marc*) (p. 5488).

Construction navale (transfert des compétences au ministère de l'industrie) : *Lauriol* (*Marc*) (p. 5488) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5488, 5489).

F. I. O. M. (interventions du —) : *Lengagne* (*Guy*) (p. 5491).

Marine marchande (évolution de la —) : *Lauriol* (*Marc*) (p. 5489) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 5489).

Mission interministérielle de la mer : *Lengagne* (*Guy*) (p. 5491).

Port de Dieppe : *Beaufils (Jean)* (p. 5489, 5490) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5490).
Port de La Rochelle : *Chaigneau (Colette)* (p. 5490) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5491).
Sécurité maritime (balise d'Ouessant) : *Beaufort (Jean)* (p. 5490) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5490).
Zone économique en Méditerranée : *Peuziat (Jean)* (p. 5491) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5492).

Examen des crédits (p. 5492).

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : amendement n° 28 de M. Albert Denvers (réduction des autorisations de programme) ; Société nationale de sauvetage en mer : retiré ;
— autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 5492).

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion générale [23 octobre 1984] (p. 5071).

Autodéveloppement (démarche d'—) : *Caumont (Robert de)* (p. 5074).
Budget et plan : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5079).
C. I. A. T. : *Taddei (Dominique)* (p. 5073).
Commissariat général du plan (budget du —) : *Taddei (Dominique)* (p. 5072).
Contrats de solidarité : *Taddei (Dominique)* (p. 5072).
D. A. T. A. R. (budget et missions de la —) : *Taddei (Dominique)* (p. 5072) ; *Richard (Alain)* (p. 5078).
Durée du travail : *Rodet (Alain)* (p. 5076).
Entreprises (charges des —) : *Rodet (Alain)* (p. 5077).
Entreprises publiques (rôle des —) : *Narquin (Jean)* (p. 5075).
Famille (politique de la —) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5079, 5080) ; *Defferre (Gaston)* (p. 5082).
F. I. A. T. : *Rodet (Alain)* (p. 5076).
Fonds européens (réforme des —) : *Caumont (Robert de)* (p. 5074).
Ile-de-France (emploi en —) : *Germon (Claude)* (p. 5080, 5081).
Montagne (politique de la —) : *Caumont (Robert de)* (p. 5075).
Opération Urba 2000 : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 5080) ; *Defferre (Gaston)* (p. 5083).
Ouest-Atlantique (situation de la région —) : *Narquin (Jean)* (p. 5075) ; *Defferre (Gaston)* (p. 5081).
Paris (prééminence de —) : *Nodet (Alain)* (p. 5076).
Planification (notion de —) : *Clément (Pascal)* (p. 5077, 5079) ; *Taddei (Dominique)* (p. 5079) ; *Defferre (Gaston)* (p. 5081).
Plans Etat-régions : *Taddei (Dominique)* (p. 5072) ; *Caumont (Robert de)* (p. 5074) ; *Rodet (Alain)* (p. 5076, 5077) ; *Defferre (Gaston)* (p. 5082).
Primes d'aménagement du territoire : *Taddei (Dominique)* (p. 5073) ; *Caumont (Robert de)* (p. 5074).
Priorité (notion de —) : *Taddei (Dominique)* (p. 5072).
Régions (rôle des —) : *Taddei (Dominique)* (p. 5073).
Synchrotron : *Sprauer (Germain)* (p. 5077) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5078) ; *Defferre (Gaston)* (p. 5082, 5083).
Villes nouvelles : *Richard (Alain)* (p. 5078) ; *Defferre (Gaston)* (p. 5082).
Zones artisanales et industrielles : *Richard (Alain)* (p. 5078).

Examen des crédits (p. 5083).

Etat B. — Titre III : adoptés.

Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : amendement n° 27 de la commission de la production (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : fonds d'intervention pour l'autodéveloppement de la montagne (FIDMR) (p. 5083) ; dispositions en faveur des départements pauvres : rejeté ;
— titre VI : adopté (p. 5084).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Discussion générale [29 octobre 1984] (p. 5314).

« Bancarisation » de la poste : *Bonnet (Alain)* (p. 5314) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5323).
Budget annexe (dénaturation de la notion de —) : *Jarosz (Jean)* (p. 5315) ; *d'Aubert (François)* (p. 5318, 5319).
Budget des P. T. T. (trucage du —) : *Noir (Michel)* (p. 5316, 5317) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5317).
Centres de chèques postaux : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5323).
Crédits d'investissement : *Bonnet (Alain)* (p. 5314) ; *Delisle (Henry)* (p. 5319, 5320) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5327).
Effectifs (évolution des —) : *Bonnet (Alain)* (p. 5315) ; *Noir (Michel)* (p. 5317) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5318) ; *Delisle (Henry)* (p. 5319) ; *Sarre (Georges)* (p. 5323).
Filière électronique : *Jarosz (Jean)* (p. 5315) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5317) ; *d'Aubert (François)* (p. 5318, 5319, 5327) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5327).
Handicapés (insertion dans les services des P.T.T.) : *Mexandeau (Louis)* (p. 5328).
Modernisation des P.T.T. (notamment informatisation et télématique) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5317) ; *Delisle (Henry)* (p. 5319, 5320) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5320, 5321) ; *Sarre (Georges)* (p. 5323) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5323) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5324, 5326).
Plan câble : *Mexandeau (Louis)* (p. 5326).
Personnels (cas de la région du Nord : *Jarosz (Jean)* (p. 5316) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5327).
Personnels (situation des — notamment titularisation) : *Bonnet (Alain)* (p. 5315) ; *Jarosz (Jean)* (p. 5316) ; *Noir (Michel)* (p. 5317) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5318) ; *Delisle (Henry)* (p. 5319, 5320) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5323) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5326, 5327).
Rapport Chevallier : *Bonnet (Alain)* (p. 5314) ; *Noir (Michel)* (p. 5317) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5322) ; *Sarre (Georges)* (p. 5323) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5324, 5325).
Rapports sociaux : *Sarre (Georges)* (p. 5323) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5327).
Recherche et technologie : *Bonnet (Alain)* (p. 5314) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5328).
Taxe sur les salaires : *d'Aubert (François)* (p. 5318).
Taxe téléphonique : *Bonnet (Alain)* (p. 5315) ; *d'Aubert (François)* (p. 5318, 5319) ; *Haye (Kléber)* (p. 5321) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5322) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5322, 5325) ; *Noir (Michel)* (p. 5325).
Usagers (situation des —) : *Noir (Michel)* (p. 5317) ; *d'Aubert (François)* (p. 5319) ; *Delisle (Henry)* (p. 5320) ; *Haye (Kléber)* (p. 5321).

Procédure des questions (p. 5330).

Agence nationale pour l'emploi (courrier de l'—) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5332).
Conditions de travail et rémunération : *Durr (André)* (p. 5330) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5331).
Emplois (création d'—) : *Durr (André)* (p. 5330) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5331).
Plan câble (expérience de Biarritz) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 5331) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5331).
Poste (ouverture des bureaux de —) : *Gourmelon (Joseph)* (p. 5331) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5331, 5332).
Rapport Chevallier : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 5332) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5332).
Recherche (nécessité de la —) : *Ravassard (Noël)* (p. 5332, 5333) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5333).

Examen des crédits [29 octobre 1984] (p. 5333).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier (p. 5333).
Rappel au règlement de M. Alain Madelin.
Rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 5334).
Problème de la recevabilité des amendements en vertu de l'article 40 (p. 5335).
Rappel au règlement de M. François d'Aubert.

Crédits ouverts à l'article 42 au titre des services votés : adoptés.

Crédits ouverts à l'article 43 au titre des mesures nouvelles : amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme) ; demande de suppression du budget annexe des P. T. T. et réintégration des comptes le concernant dans le budget général ; prélèvements au profit du budget général ; notion de budget annexe (p. 5336) : rejeté ; amendement n° 90 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme relatives aux équipements du téléphone et des télécommunications) ; cas des entreprises Thomson-C. G. E. et C. G. C. T. ; investissements dans le secteur des télécommunications (p. 5337) : rejeté ; amendement n° 91 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme (niveau d'investissement prévu dans la charte de gestion des télécommunications) ; fibre optique ; plan câble (p. 5338) ; cas de British telecom : rejeté ; amendement n° 92 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme) ; manque de respect vis-à-vis des usagers et des parlementaires ; échec de la vente de l'E 10 en Grande-Bretagne ; monopole de la

D. G. T. et de C. I. T. Alcatel ; rappel au règlement de M. Henry Delisle (p. 5339) : rejeté ; amendement n° 93 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme) ; coopération entre la France et l'Allemagne pour le radio-téléphone cellulaire ; programme « réseau international » : retiré ; amendement n° 96 de M. François d'Aubert (réduction des crédits relatifs au développement de la filière électronique) : rejeté ; amendement n° 94 de M. François d'Aubert (réduction des crédits relatifs à l'agence de l'informatique) : rejeté ; amendement n° 95 de M. François d'Aubert (p. 5340) [réduction des crédits relatifs à l'institut national de recherche en informatique et automatique (I. N. R. I. A.)] : rejeté ; amendement n° 80 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs à la contribution et aux apports en fonds propres de l'Etat aux entreprises de la filière électronique) ; difficulté pour le Parlement de contrôler l'affectation des ressources budgétaires ; vente par Saint-Gobain des actions Olivetti ; caractère néfaste de la fusion Thomson-C. G. E. en ce qui concerne le téléphone ; rejeté ; amendement n° 81 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits) ; vente des actions Olivetti (p. 5341) ; rejeté ; amendement n° 88 de M. François d'Aubert (réduction des crédits) ; pertes de change sur les emprunts contractés par les P. T. T. : rejeté ; amendement n° 89 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) ; sécurité dans les bureaux de poste ; retiré ; amendement n° 97 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) ; éclatement des crédits portant sur l'agence de l'informatique : retiré ; amendement n° 98 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) ; dépenses de publicité, de promotion et de relations publiques : rejeté (p. 5342) ; amendement n° 99 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) ; transferts « au profit des P. T. T. » afin qu'ils prennent en charge les dépenses relatives à des organismes de recherche et de la filière électronique ; rejeté ; amendement n° 100 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) ; rappel au règlement de M. Gilbert Gantier ; principe des vases communicants entre le budget de la poste et celui des télécommunications ; problème de l'unité poste-télécommunications ; rejeté ; amendement n° 101 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) ; amendement n° 102 de M. François d'Aubert (même objet) ; montant de la taxe de base ; rejetés ; amendement n° 86 de M. Gilbert Gantier (réduction de crédits) ; caractère choquant du versement de 3,5 milliards de francs des télécommunications au profit de la poste (p. 5343) ; rejeté ; amendement n° 103 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) : rejeté ; amendement n° 78 de M. Gilbert Gantier (réduction de crédits) ; caractère choquant du financement par les P. T. T. des organismes de recherche de la filière électronique ; rejeté ; amendement n° 104 de M. François d'Aubert (réduction des crédits relatifs au réseau spécialisé Transpac) : rejeté ; amendement n° 79 de M. Gilbert Gantier (réduction de crédits) ; suppression des mesures nouvelles pour le développement de la filière électronique ; rejeté ; amendement n° 105 de M. François d'Aubert (même objet) ; rejeté ; amendement n° 106 de M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; amendement n° 107 de M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; amendement n° 108 de M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; amendement n° 109 de M. François d'Aubert (p. 5344) ; rejeté ; amendement n° 110 de M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; amendement n° 82 de M. Gilbert Gantier (réduction de crédits) ; amendement n° 111 de M. François d'Aubert (même objet) ; « n'importequisme » ; absence de signification de la notion de budget annexe ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 112 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) : rejeté ; amendement n° 113 de M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; amendement n° 114 de M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; amendement n° 115 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 83 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; contribution au programme du centre national d'études spatiales (p. 5345) ; crédits destinés à l'I. N. R. I. A. ; rejetés ; amendement n° 116 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) : rejeté ;

— autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 43 : adoptées ;

— crédits inscrits au paragraphe II de l'article 43 : adoptés.

Après l'article 43 : amendement n° 84 de M. Gilbert Gantier (obligation, pour le Gouvernement, de déposer lors de la prochaine loi de finances un rapport sur l'effet des mesures tarifaires) ; tarifs du service Transpac (p. 5346) ; modernisation du service des P. T. T. ; rejet de l'assimilation du téléphone à un objet de luxe ; rejeté ; amendement n° 85 de M. Gilbert Gantier (obligation pour le Gouvernement de déposer, lors de la prochaine loi de finances, un rapport sur l'effet de la suppression de la rémunération par le Trésor des fonds déposés aux chèques postaux) ; intérêts versés par le Trésor sur le dépôt des particuliers aux chèques postaux ; rejeté (p. 5347).

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Discussion générale [5 novembre 1984] (p. 5495, 5511).

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A. N. V. A. R.) : *Birraux* (*Claude*) (p. 5504)

Annulations de crédits : *Galley* (*Robert*) (p. 5500) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 5504) ; *Porelli* (*Vincent*) (p. 5505) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5507) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5512).

Budget annexe des P. T. T. (participation du —) : *Lareng* (*Louis*) (p. 5508) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5513).

Budget en progression : *Charzat* (*Michel*) (p. 5496) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 5497) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5501, 5502) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 5506) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5511, 5512).

C. I. I. - Honeywell-Bull (dotations en capital) : *Galley* (*Robert*) (p. 5501) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5513).

Colloque national pour la recherche et la technologie : *Porelli* (*Vincent*) (p. 5505).

Commissariat à l'énergie atomique (C. E. A.) : *Rouquette* (*Roger*) (p. 5508, 5509) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5513).

Direction du développement scientifique et technique de l'innovation (D. E. S. T. I.) : *Galley* (*Robert*) (p. 5501).

Emplois (création d'—) : *Charzat* (*Michel*) (p. 5496) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 5497, 5498) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5502) ; *Porelli* (*Vincent*) (p. 5505) ; *Tavernier* (*Yves*) (p. 5506) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 5508) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5512).

Entreprises (encouragement de l'activité de recherche des —) : *Charzat* (*Michel*) (p. 5496, 5497) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 5498) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 5499) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 5504) ; *Porelli* (*Vincent*) (p. 5505) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5513).

Entreprises publiques (rôle en matière de recherche) : *Charzat* (*Michel*) (p. 5497).

Etat (rôle en matière de recherche) : *Charzat* (*Michel*) (p. 5496) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 5499).

Europe (situation de la recherche en —) : *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 5498) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 5500) ; *Becq* (*Jacques*) (p. 5506, 5507) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5514, 5515).

Falcon 900 et A 320 (financement) : *Porelli* (*Vincent*) (p. 5505) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5514).

Filière électronique : *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 5498) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 5499) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5513).

Loi d'orientation et de programmation du 15 juillet 1982 : *Lareng* (*Louis*) (p. 5508) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5513).

Musée de la Villette (création d'emplois) : *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p .5498) ; *Chapuis* (*Robert*) (p. 5499) ; *Galley* (*Robert*) (p. 5501) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 5503, 5504) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5514).

Planification et recherche : *Charzat* (*Michel*) (p. 5497) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5502, 5503).

Recherche nationale (répartition des compétences) : *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 5498) ; *Galley* (*Robert*) (p. 5500, 5501) ; *Bassinet* (*Philippe*) (p. 5502).

Région Ile-de-France (contribution en matière de recherche) : *Tavernier* (*Yves*) (p. 5506) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5514).

Statut-cadre : *Curien* (*Hubert*) (p. 5512).

Procédure des question (p. 5515).

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie : *Grézard* (*Léo*) (p. 5516) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5516).

Culture scientifique et technique : *Colonna* (*Jean-Hugues*) (p. 5515) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5516).

Montagne (recherche dans les zones de —) : *Colonna* (*Jean-Hugues*) (p. 5515) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5515).

Musée de la Villette : *Colonna* (*Jean-Hugues*) (p. 5515, 5516) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5516) ; *Fourré* (*Jean-Pierre*) (p. 5516).

Recherche à l'université : *Charles* (*Serge*) (p. 5515) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5515).

Région Iled-e-France (recherche en —) : *Fourré* (*Jean-Pierre*) (p. 5516) ; *Curien* (*Hubert*) (p. 5516).

Examen des crédits (p. 5517) ;

Etat B, titre III : adopté au scrutin public.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V. — autorisation de programme : adoptées ; — crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : — autorisations de programme : adoptées ; — crédits de paiement : adoptés.

Crédits inclus dans la ligne « redéploiement industriel et recherche et technologie — services communs » : réservés jusqu'à l'examen du budget du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 5517).

REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCE EXTERIEUR

Discussion générale [14 novembre 1984] (p. 5989, 6021, 6039).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A. F. M. E.) : *Rodet (Alain)* (p. 5993) ; *Sarre (Georges)* (p. 5994) ; *Cresson (Edith)* (p. 6002) ; *Malvy (Martin)* (p. 6007, 6008) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6032) ; *Mocœur (Marcel)* (p. 6036).

Agence nationale pour la création d'entreprises : *Germon (Claude)* (p. 5991) ; *Cresson (Edith)* (p. 6002).

Agro-alimentaire : *Mazoin (Roland)* (p. 5995) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5997) ; *Cresson (Edith)* (p. 5998, 6045) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 6028).

Automobile : *Chaubard (Albert* (p. 5992) ; *Mazoin (Roland)* (p. 5995) ; *Noir (Michel)* (p. 6023) ; *Millon (Charles)* (p. 6025) ; *Le Baill (Georges)* (p. 6035) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6039, 6040) ; *Cresson (Edith)* (p. 6046).

Bureau de recherche géologique et minière (B. R. G. M.) : *Germon (Claude)* (p. 5991) ; *Le Baill (Georges)* (p. 6036).

Carburants de substitution : *Mocœur (Marcel)* (p. 6536).

Charbon et politique charbonnière : *Rodet (Alain)* (p. 5992, 5993) ; *Sarre (Georges)* (p. 5994) ; *Cresson (Edith)* (p. 6002) ; *Malvy (Martin)* (p. 6005, 6006, 6042, 6043) ; *Noir (Michel)* (p. 6022, 6023) ; *Chomat (Paul)* (p. 6024) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6028) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6032) ; *Joseph (Noël)* (p. 6032, 6033) ; *Bladt (Paul)* (p. 6040, 6041).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : *Mazoin (Roland)* (p. 5995) ; *Cresson (Edith)* (p. 6004) ; *Geng (Francis)* (p. 6031).

Construction navale : *Germon (Claude)* (p. 5990, 5991) ; *Cresson (Edith)* (p. 6002, 6044, 6045) ; *Noir (Michel)* (p. 6022) ; *Hermier (Guy)* (p. 6029, 6030).

Contrats Etat-région : *Cresson (Edith)* (p. 6004) ; *Drouin (René)* (p. 6029).

Echanges commerciaux avec la R. F. A. : *Mayoud (Alain)* (p. 5997) ; *Cresson (Edith)* (p. 5999).

Echanges avec les U. S. A. : *Germon (Claude)* (p. 5990) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5996) ; *Cresson (Edith)* (p. 5999) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 6023).

Ecole nationale d'exportation (création de l' —) : *Cresson (Edith)* (p. 5999).

Electricité : *Sarre (Georges)* (p. 5993, 5994) ; *Malvy (Martin)* (p. 6005, 6042) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6027, 6028) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6031).

Electronique (filière —) : *Cresson (Edith)* (p. 5999, 6002, 6003, 6045) ; *d'Aubert (François)* (p. 6003, 6037) ; *Noir (Michel)* (p. 6023) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6040).

Entreprises (rôle des —) : *Cresson (Edith)* (p. 5997, 6001) ; *Millon (Charles)* (p. 6026) ; *Vennin (Bruno)* (p. 6026, 6027) ; *Geng (Francis)* (p. 6031) ; *Le Baill (Georges)* (p. 6036).

Filière bois-papier : *Germon (Claude)* (p. 5990) ; *Mazoin (Roland)* (p. 5995).

Fonds spécial de grands travaux : *Rodet (Alain)* (p. 5993) ; *Malvy (Martin)* (p. 6007) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6028).

Formation professionnelle : *Cresson (Edith)* (p. 6004, 6044).

Gaz : *Sarre (Georges)* (p. 5994) ; *Malvy (Martin)* (p. 6007, 6043) ; *Millon (Charles)* (p. 6026) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6028) ; *Geng (Francis)* (p. 6030).

Indépendance énergétique de la France : *Sarre (Georges)* (p. 5994) ; *Malvy (Martin)* (p. 6005, 6006, 6007, 6008) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6027, 6028) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 6028) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6031).

Investissements (niveau et répartition de l' —) : *Germon (Claude)* (p. 5990) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5997) ; *Cresson (Edith)* (p. 6000, 6001, 6045) ; *Chomat (Paul)* (p. 6024, 6025) ; *Millon (Charles)* (p. 6025) ; *Le Baill (Georges)* (p. 6035).

Modernisation industrielle : *Cresson (Edith)* (p. 5994, 6044) ; *Chomat (Paul)* (p. 6024) ; *Le Baill (Georges)* (p. 6035).

Négociations Nord-Sud : *Vial-Massat (Théo)* (p. 5996).

Pétrole : *Sarre (Georges)* (p. 5994) ; *Malvy (Martin)* (p. 6007).

Plan machine-outil : *Cresson (Edith)* (p. 5998, 6045).

Programme nucléaire : *Malvy (Martin)* (p. 6005, 6041, 6042, 6043) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6027) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6038) ; *Bladt (Paul)* (p. 6041).

Rappels au règlement : *d'Aubert (François)* (p. 6021) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6021, 6022) ; *Madelin (Alain)* (p. 6021) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6021, 6022) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 6022) ; *Cresson (Edith)* (p. 6026).

Restructurations industrielles et mesures d'accompagnement : *Germon (Claude)* (p. 5990) ; *Chaubard (Albert)* (p. 5992) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5996) ; *Drouin (René)* (p. 6029) ; *Geng (Francis)* (p. 6030) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 6034) ; *Cresson (Edith)* (p. 6046).

Secteur public : *Cresson (Edith)* (p. 6003, 6004, 6044) ; *Noir (Michel)* (p. 6022, 6023, 6024) ; *Chomat (Paul)* (p. 6024) ; *Millon (Charles)* (p. 6025, 6026) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 6027) ; *Geng (Francis)* (p. 6030) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 6034) ; *Le Baill (Georges)* (p. 6035, 6036) ; *Malvy (Martin)* (p. 6041).

Sidérurgie : *Noir (Michel)* (p. 6022) ; *Drouin (René)* (p. 6029) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6032) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 6033, 6034) ; *Cresson (Edith)* (p. 6045).

Solde du commerce extérieur : *Germon (Claude)* (p. 5990) ; *Mazoin (Roland)* (p. 5994, 5995) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5996) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5996, 5997) ; *Cresson (Edith)* (p. 5998, 6004, 6044) ; *Chomat (Paul)* (p. 6024) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 6028).

Vote négatif du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 6025) ; *Hermier (Guy)* (p. 6030).

Vote négatif du groupe R. P. R. : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 6028).

Vote positif du groupe socialiste : *Durieux (Jean-Paul)* (p. 6026) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 6032).

Examen des crédits (p. 6063, 6083).

Etat B. — Titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 250 de M. Michel Noir (réduction de crédits) ; nécessité de la formation des hommes dans le cadre du redéploiement industriel (p. 6063) ; aide aux actions de formation des cadres de l'industrie ; école des Mines (p. 6064) : retiré ; amendement n° 236 de M. Pierre-Bernard Cousté (réduction de crédits) ; amendement n° 276 de M. François d'Aubert (même objet) ; école nationale d'exportation (p. 6065) : rejetés ; amendement n° 251 de M. Pierre Weisenhorn (réduction de crédits) ; amendement n° 277 de M. François d'Aubert (même objet) ; crédits du fonds de soutien aux industries de programme (p. 6066) : rejeté ; amendement n° 252 de M. Michel Noir (réduction de crédits) ; Codevi ; fonds industriel de modernisation : rejeté ; amendement n° 244 de M. Michel Noir (supprimant le chapitre 44-75) ; amendement n° 245 de M. Pierre Weisenhorn (supprimant le chapitre 44-76) ; fonds d'industrialisation de la Lorraine (p. 6067) ; inégalité de traitement entre les chômeurs ; Chapelle Darblay ; amendement n° 244 : rejeté ; amendement n° 245 : rejeté au scrutin public (p. 6068) ; rappel au règlement de M. Philippe Bassinet ; amendement n° 253 de M. Robert Galley (réduction de crédits) ; politique relative aux composants électroniques, accord passé entre Thomson et la société japonaise Oki ; filière électronique (p. 6069) : retiré ; amendement n° 254 de M. Robert Galley (réduction de crédits) ; avenir de la politique charbonnière ; politique de l'emploi dans ce secteur (p. 6070) : retiré ; amendement n° 255 de M. Michel Noir (réduction de crédits) ; bassin de Carmaux (p. 6071) : retiré ; amendement n° 246 de M. Michel Noir (supprimant le chapitre 45-14) : retiré ; amendement n° 256 de M. Michel Noir (réduction de crédits) ; amendement n° 257 de M. Robert Galley (même objet) ; crédits de l'agence française de la maîtrise de l'énergie (A. F. M. E.) (p. 6072) ; bassins miniers ; amendement n° 256 : retiré ; amendement n° 257 : retiré ; droit d'amendement et temps de parole ;

— **Titre IV :** adopté.

Etat C. — Titre V : amendement n° 278 de M. Charles Millon (réduction des crédits de paiement) ; transfert des subventions du secteur sidérurgique dans le budget des charges communes (p. 6073) ; dotations en capital des entreprises publiques (p. 6074) : rejeté (p. 6075) ; amendement n° 258 de M. Michel Noir (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré (p. 6083) ; amendement n° 259 de M. Pierre Weisenhorn (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; difficultés du secteur automobile ; régie Renault et groupe P. S. A. : retiré ; amendement n° 279 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de paiement) ; C. D. F. - chimie (p. 6084) : retiré ; amendement n° 260 de M. Michel Noir (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; impossibilité de débattre avec le Gouvernement de l'avenir des grands secteurs industriels ; groupe Thomson ; accord de Thomson avec Telefunken et avec J. V. C. ; filière électronique (p. 6085) : rejeté ; amendement n° 261 de M. Michel Noir (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré ; amendement n° 280 de M. Charles Millon (réduction des crédits de paiement) : retiré ; amendement n° 262 de M. Michel Noir (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré ; amendement n° 263 de M. Robert Galley (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; « loi de respiration du secteur public » ; cession par le groupe Pechiney de 2,6 milliards d'actifs à des entreprises du secteur privé aux Etats-Unis (p. 6086) ; violation de l'article 34 de la Constitution : rejeté ;

— autorisations de programme : adoptées ;

— crédits de paiement : adoptés ;

— **Titre V :** adopté.

Titre VI : amendement n° 264 de M. Pierre Weisenhorn (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; rôle du B. R. G. M. : rejeté ; amendement n° 265 de M. Michel Noir (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré ; amendement n° 266 de M. Michel Noir (même objet) : retiré ; amendement n° 267 de M. Robert Galley (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 6087) ; affaire de La Chapelle-Darblay et reprise de cette entreprise par le groupe hollandais Parenco : rejeté au scrutin public ; amendement n° 268 de M. Michel Noir (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré ; amendement n° 269 de M. Michel Noir (même objet) : retiré ; amendement n° 270 de M. Michel Noir (même objet) ; cas de Manufrance (p. 6088) ; rôle du C. I. R. I. : rejeté ; amendement n° 281 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de paiement) ; cas de La Chapelle-Darblay : rejeté ; amendement n° 282 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de paiement) ; montant des crédits affectés à La Chapelle-Darblay (p. 6089) : rejeté ; amendement n° 283 de M. Charles Millon (réduction des crédits de paiement) ; La Chapelle-Darblay ; rappel au règlement de M. Marc Lauriol ; rappel au règlement de M. Philippe Bassinet (p. 6090) ; rappel au règlement de M. François d'Aubert ; dotations consacrées au secteur papier et à la machine-outil ; Intel-Automatisme (p. 6091) ; régionalisation des aides de l'Agence nationale pour le développement de la production automatisée ; augmentation du dollar : rejeté ; amendement n° 284 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de paiement) ; politique d'achat menée par l'éducation nationale ; crédits accordés par le C. I. R. I. : rejeté ; amendement n° 271 de M. Michel Noir (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré ; amendement n° 285 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de paiement) : retiré ;

— titre VI. — Autorisations de programme : adoptées ;

— crédits de paiement : adoptés (p. 6092).

Article 89 (*fixation du barème des redevances auxquelles sont assujettis les exploitants des installations nucléaires de base*) (p. 6093) : adopté.

Crédits inscrits à la ligne « redéploiement industriel et recherche technologique, services communs ».

Etat B, titre III : amendement n° 247 de M. Michel Noir (réduction des crédits)(p. 6094) ; crédits accordés à la direction des industries électroniques et de l'informatique ; rattachement de la filière électronique au ministère des P. T. T. ; affaire des ordinateurs Wang : rejeté ; amendement n° 248 de M. Robert Galley (réduction des crédits) ; crédits concernant la direction régionale de l'industrie et de la recherche : rejeté ; amendement n° 249 de M. Michel Noir (réduction des crédits) (p. 6095) ; coopération industrielle européenne : retiré ;

— titre III : adopté.

Etat C, titre V : — autorisations de programme : adoptées ; — crédits de paiement : adoptés.

Après l'article 89 : amendement n° 243 de M. Georges Delfosse (obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport définissant la politique charbonnière) ; gisement du site de l'Escarpelle ; groupe « long terme énergie » (p. 6096) ; octroi par l'Etat d'une dotation globale à Charbonnages de France : rejeté ; amendement n° 272 de M. Charles Millon (obligation pour le Gouvernement de présenter au Parlement le bilan financier et économique des aides de l'Etat accordées au titre des restructurations d'entreprises) : retiré ; amendement n° 273 de M. François d'Aubert (obligation pour le Gouvernement de présenter au Parlement le montant prévisionnel pour chaque entreprise publique de sa dotation en capital) : rejeté ; amendement n° 274 de M. François d'Aubert (obligation pour le Gouvernement de présenter le bilan des actions menées en faveur de la filière électronique) ; amendement n° 275 de M. François d'Aubert (obligation pour le Gouvernement de présenter au Parlement le montant prévisionnel des aides de l'Etat pour chaque entreprise publique de la filière électronique (p. 6097) : rejetés.

RELATIONS EXTERIEURES, AFFAIRES EUROPEENNES COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Discussion générale [8 novembre 1984] (p. 5716).

Afghanistan : *Vial-Massat (Théo)* (p. 5739) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5740).

Afrique du Sud : *Neiertz (Véronique)* (p. 5717) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5738) ; *Escutia (Manuel)* (p. 5745).

Aide publique aux pays en voie de développement et coopération économique : *Vivien (Alain)* (p. 5723-5724) ; *Bernard (Roland)* (p. 5724-5725) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5728) ; *Nucci (Christian)* (p. 5729-5730-5746-5747) ; *Bellon (André)* (p. 5736-5737) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5738-5739) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5744).

Alliance française : *Neiertz (Véronique)* (p. 5717) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5721) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5750).

Budget des Communautés européennes : *Zeller (Adrien)* (p. 5718) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5719) ; *Dumas (Roland)* (p. 5730-5731) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5740) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5743) ; *Sapin (Michel)* (p. 5743).

Convention de Lomé (renouvellement de la —) : *Bernard (Roland)* (p. 5724) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5729) ; *Dumas (Roland)* (p. 5731) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5738) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5740) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5744).

Crédits du ministère (montant et répartition des —) : *Josselin (Charles)* (p. 5716) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5726) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5732) ; *Nucci (Christian)* (p. 5746).

Culture française dans le monde (présence de la —) : *Neiertz (Véronique)* (p. 5717) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5720) ; *Bardin (Bernard)* (p. 5722) ; *Bellon (André)* (p. 5736) ; *Nucci (Christian)* (p. 5729-5747) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5749).

Désarmement : *Cheysson (Claude)* (p. 5727-5751) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5739) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 5741) ; *Duraffour (Paul)* (p. 5746).

Elargissement des Communautés européennes à l'Espagne et au Portugal : *Zeller (Adrien)* (p. 5719) ; *Dumas (Roland)* (p. 5731-5749) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5731-5732) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5740).

Enseignement du français à l'étranger : *Neiertz (Véronique)* (p. 5717) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5720) ; *Bardin (Bernard)* (p. 5722) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5726) ; *Nucci (Christian)* (p. 5729-5730-5747).

Europe politique : *Dumas (Roland)* (p. 5731-5732) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5734) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5742) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5742) ; *Sapin (Michel)* (p. 5743).

Fonds d'action culturelle : *Vivien (Alain)* (p. 5723-5724) ; *Bernard (Roland)* (p. 5724) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5735).

Fontainebleau (sommet de —) : *Zeller (Adrien)* (p. 5718-5719) ; *Dumas (Roland)* (p. 5731-5749) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5734) ; *Bellon (André)* (p. 5737) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5740) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5743) ; *Sapin (Michel)* (p. 5744).

Informatisation des sérvices : *Josselin (Charles)* (p. 5716) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5727) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5735).

Liban : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5725) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5741) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5750).

Nominations et conditions de recrutement des personnels : *Josselin (Charles)* (p. 5717) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5721) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5735-5736) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 5741).

Organisations non gouvernementales : *Nucci (Christian)* (p. 5730).

Politique agricole commune : *Zeller (Adrien)* (p. 5718) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5719) ; *Dumas (Roland)* (p. 5731-5749) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5732) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5740) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5743).

Pologne : *Vial-Massat (Théo)* (p. 5739) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5745-5746) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5751).

Programme de télévision « T V 5 » : *Josselin (Charles)* (p. 5717) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5722) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5726).

Réseau de consulats et d'ambassades (suppressions de postes) : *Josselin (Charles)* (p. 5716) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5718) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5726-5749-5750) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5734) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5739).

Sahel : *Nucci (Christian)* (p. 5747-5748).

Situation internationale : *Neiertz (Véronique)* (p. 5719) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5727-5750) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5739) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5740).

Tchad : *Neiertz (Véronique)* (p. 5717) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5725) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5727-5750) ; *Bellon (André)* (p. 5737) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5738) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5741) ; *Nucci (Christian)* (p. 5747).

Tiers-Monde : *Vivien (Alain)* (p. 5723-5724) ; *Bernard (Roland)* (p. 5724-5725) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5728) ; *Nucci (Christian)* (p. 5729-5730-5746-5747-5748) ; *Bellon (André)* (p. 5736-5738) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5737-5738) ; *Sapin (Michel)* (p. 5744) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5744) ; *Escutia (Manuel)* (p. 5745).

Titularisations : *Josselin (Charles)* (p. 5717) ; *Bernard (Roland)* (p. 5725) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5726) ; *Nucci (Christian)* (p. 5730) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5737).
U. S. A. : *Zeller (Adrien)* (p. 5719) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5739) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5740) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 5742) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5742).
Vietnam : *Deniau (Xavier)* (p. 5720-5721) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5738-5739) ; *Dumas (Roland)* (p. 5748).

Procédure des questions (p. 5751).

Afghanistan (situation en —) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5756) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5756-5757).
Asie (politique de la France en —) : *Stirn (Olivier)* (p. 5757) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5758).
Cambodge (présence de la France au —) : *Moulinet (Louis)* (p. 5764) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5764-5765).
Centre international pour le développement social et la santé communautaire (statut du —) : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 5755-5756) ; *Nucci (Christian)* (p. 5756).
Chypre (situation à —) : *Godefroy (Pierre)* (p. 5751-5752) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5752).
Conseil de l'Europe : *Oehler (Jean)* (p. 5754) ; *Dumas (Roland)* (p. 5754-5755) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 5755).
Corée (rapprochement entre les deux —) : *Lagorce (Pierre)* (p. 5762) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5762-5763).
Dialogue Est-Ouest : *Godefroy (Pierre)* (p. 5752-5753).
Elargissement de la Communauté économique européenne : *Poignant (Bernard)* (p. 5754) ; *Dumas (Roland)* (p. 5754-5763) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5763).
Libye (activités de la — vis-à-vis de la Nouvelle-Calédonie) : *Baumel (Jacques)* (p. 5753) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5753).
Nouvelle-Calédonie (situation en —) : *Baumel (Jacques)* (p. 5753) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5753).
Organisations non gouvernementales : *Vadepied (Guy)* (p. 5763) ; *Nucci (Christian)* (p. 5763-5764).
Sahel : *Deniau (Xavier)* (p. 5760) ; *Nucci (Christian)* (p. 5760-5761).
Scolarité des Français à l'étranger : *Vadepied (Guy)* (p. 5761) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5761-5762).
Synchrotron (implantation du —) : *Koehl (Emile)* (p. 5757) ; *Dumas (Roland)* (p. 5757).
Tchad (situation au —) : *Godfrain (Jacques)* (p. 5752) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5752).
Turquie (action de la — vis-à-vis de Chypre) : *Godefroy (Pierre)* (p. 5751).
U. N. E. S. C. O. : *Beix (Roland)* (p. 5753) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5753-5754-5761) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5761).

Examen des crédits (p. 5765).

I. — **Services diplomatiques et généraux.**

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : adopté.

Titre VI : amendement n° 220 de M. Xavier Deniau à titre personnel, soutenu par M. Alain Peyrefitte (réduction des crédits de paiement de 1 million de francs) ; recrutement extérieur ; nominations à des postes diplomatiques (p. 5765) : retiré ; agents du Quai d'Orsay placés en situation de détachement ou de mise en disponibilité ;
— titre VI : adopté.

II. — **Coopération et développement.**

Etat B, titre III : adopté (p. 5766).

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : adopté.

Titre VI : amendement n° 173 de la commission des finances (modifiant les attributions de certains crédits) ; chapitre 68-91 ; dotations attribuées au fonds d'aide et de coopération ; rejeté ;
— autorisations de programmes : adoptées ;
— crédits de paiement : adoptés.

Après l'article 89 : amendement n° 157 de la commission des finances (conditions pour bénéficier des subventions offertes aux villes jumelées) ; affectation des crédits d'intervention ; adopté ; amendement n° 158 de la commission des finances (dépôt d'un rapport sur le volume de l'aide publique au développement) ; données de l'O. C. D. E. (p. 5767) ; loi de finances ; évolution de l'aide publique au développement ; débat autour de l'aide publique ; adopté après rectification ; amendement n° 202 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Jean-Marie Daillet (dépôt d'un rapport retraçant les transferts financiers de la France aux Communautés européennes) (p. 5768) ; retiré (p. 5769).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Discussion générale [25 octobre 1984] (p. 5180-5194).

Annulations de crédit : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5186-5193) ; *Labarrère (André)* (p. 5193).
Associations (rôle des —) : *Gatel (Jean)* (p. 5196).
Banques de données : *Barnier (Michel)* (p. 5185).
Budget (conditions de travail des députés lors du —) : *Goux (Christian)* (p. 5180) ; *Labarrère (André)* (p. 5180-5181).
Coopératives artisanales : *Hory (Jean-François)* (p. 5188) ; *Gatel (Jean)* (p. 5195).
Conseil économique et social (notamment réforme et localisation) : *Barnier (Michel)* (p. 5183-5184) ; *Labarrère (André)* (p. 5191).
Défense civile : *Cointat (Michel)* (p. 5182) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 5183) ; *d'Harcourt (Florence)* (p. 5187) ; *Chauveau (Guy Michel)* (p. 5187) ; *Labarrère (André)* (p. 5190).
Déficit budgétaire : *Labarrère (André)* (p. 5193).
Délégation aux fonctionnaires internationaux : *Goux (Christian)* (p. 5181).
Documentation française (situation financière) : *Goux (Christian)* (p. 5181) ; *Labarrère (André)* (p. 5188).
Economie sociale (secrétariat d'Etat à l' —) : *Goux (Christian)* (p. 5182) ; *Hory (Jean-François)* (p. 5188) ; *Gatel (Jean)* (p. 5195).
Emprunt Giscard : *Labarrère (André)* (p. 5192) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 5192).
Fichier L. E. X. : *Goux (Christian)* (p. 5181).
Francophonie (politique de la —) : *Goux (Christian)* (p. 5181) ; *Labarrère (André)* (p. 5189).
Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme : *Goux (Christian)* (p. 5181) ; *Labarrère (André)* (p. 5189).
Impulsion électromagnétique (I. E. M.) : *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 5183).
Journaux officiels (photocomposition notamment) : *Barnier (Michel)* (p. 5184-5185) ; *Labarrère (André)* (p. 5192).
Médiateur (décentralisation du —) : *Goux (Christian)* (p. 5181).
Radios privées locales : *Goux (Christian)* (p. 5182).
Rappel au règlement : *Lancien (Yves)* (p. 5194).
Rapport Bloch Lainé : *Gatel (Jean)* (p. 5196).
Risques majeurs (protection contre les —) : *Chauveau (Guy Michel)* (p. 5187-5188) ; *Labarrère (André)* (p. 5189).
Secrétariat général de la défense nationale (S. G. D. N.) (crédits affectés au —) : *Cointat (Michel)* (p. 5182-5183) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 5183) ; *Labarrère (André)* (p. 5190-5191).

Procédure des questions (p. 5194-5197).

Centres interministériels de renseignements administratifs (C. I. R. A.) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5197) ; *Labarrère (André)* (p. 5197-5198).
Défense civile (information des populations) : *Lancien (Yves)* (p. 5195) ; *Labarrère (André)* (p. 5195).
Mayotte (prévention des risques naturels) : *Hory (Jean-François)* (p. 5197) ; *Labarrère (André)* (p. 5197).
Programme Rimbaud : *Lancien (Yves)* (p. 5194) ; *Labarrère (André)* (p. 5194).

Examen des crédits : (p. 5198).

I. — **Services généraux** mis aux voix lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication.

II. — **Secrétariat général de la défense nationale :**
Crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre ». II. — Secrétariat général de la défense nationale.

Etat B. — Titre III : adopté.

Etat C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

III. — **Conseil économique et social :**

Crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre ». III. — Conseil économique et social.

Etat B. — Titre III : adopté.

Budget annexe des Journaux officiels :

Crédits ouverts à l'article 42 des services votés : adoptés ; autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptées ;
Crédits de paiement inscrits au paragraphe II de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 5198) ;

TECHNIQUES DE LA COMMUNICATION

Discussion générale [7 novembre 1984] (p. 5630-5660).

Agence Havas : *Baumel (Jacques)* (p. 5637).

Aides à la presse : *Forgues (Pierre)* (p. 5630) ; *Hage (Georges)* (p. 5632) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5637) ; *Pinard (Joseph)* (p. 5640) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5645).

Canal Plus (notamment relations avec T.D.F.) ; *Forgues (Pierre)* (p. 5631) ; *Hage (Georges)* (p. 5632-5633) ; *Moreau (Louise)* (p. 5633) ; *Zarka (Pierre)* (p. 5635) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5636-5637) ; *Madelin (Alain)* (p. 5641) ; *d'Aubert (François)* (p. 5641) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5647).

Conseil constitutionnel (décision relative à la loi sur les entreprises de presse) : *Fillioud (Georges)* (p. 5644).

Création audiovisuelle (problème de la concurrence étrangère) : *Hage (Georges)* (p. 5632) ; *Zarka (Pierre)* (p. 5635).

Dépenses budgétaires (présentation fonctionnelle des —) : *Schreiner (Bernard)* (p. 5638) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5646).

Desgraupes Pierre : *Madelin (Alain)* (p. 5642).

Langues et cultures régionales (promotion audiovisuelle des —) : *Dolo (Yves)* (p. 5642-5643).

Personnels des stations de radios régionales (statut des —) : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5640).

Pluralisme de l'information : *Hage (Georges)* (p. 5632) ; *Zarka (Pierre)* (p. 5635) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5636).

Presse (ressources publicitaires) : *Pinard (Joseph)* (p. 5640).

Principe de la transparence : *Madelin (Alain)* (p. 5641).

Publicité à la radio-télévision (recettes de —) : *Forgues (Pierre)* (p. 5631) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5645).

Radio-France : *Rodet (Alain)* (p. 5643-5644) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5647).

Radios privées locales : *Hage (Georges)* (p. 5632) ; *Moreau (Louise)* (p. 5633) ; *Zarka (Pierre)* (p. 5635) ; *Madelin (Alain)* (p. 5641) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5643).

Redevance télévision : *Forgues (Pierre)* (p. 5631) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5638) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5645).

Réseaux câblés : *Hage (Georges)* (p. 5632) ; *Moreau (Louise)* (p. 5634) ; *Zarka (Pierre)* (p. 5635) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5638-5639).

Satellite T.D.F. 1 : *Moreau (Louise)* (p. 5634) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5638) ; *Madelin (Alain)* (p. 5641).

Service public de la radio-télévision (décentralisation du —) : *Hage (Georges)* (p. 5632) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5638) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5639) ; *Rodet (Alain)* (p. 5643-5644) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5647).

Service public de la radio-télévision (moyens du —) : *Forgues (Pierre)* (p. 5630) ; *Hage (Georges)* (p. 5632-5633).

Service public de la radio-télévision (principe du —) : *Forgues (Pierre)* (p. 5631) ; *Hage (Georges)* (p. 5633) ; *Moreau (Louise)* (p. 5633-5634) ; *Zarka (Pierre)* (p. 5634) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5645).

Société française de production : *Forgues (Pierre)* (p. 5631).

Taxe sur les magnétoscopes : *Baumel (Jacques)* (p. 5637) ; *Madelin (Alain)* (p. 5642).

Télévisions privées : *Baumel (Jacques)* (p. 5637) ; *Madelin (Alain)* (p. 5642) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5645-5646).

Procédure des questions (p. 5661).

Canal Plus : *Baumel (Jacques)* (p. 5661) ; *Labarrère (André)* (p. 5662).

Communication audiovisuelle (développement de la —) : *Labarrère (André)* (p. 5662).

Haute Autorité de la communication audiovisuelle (pouvoirs de la —) : *Toubon (Jacques)* (p. 5663) ; *Labarrère (André)* (p. 5663).

Satellite T.D.F. 1 : *Toubon (Jacques)* (p. 5662) ; *Labarrère (André)* (p. 5662).

Violence dans les films : *Lauriol (Marc)* (p. 5662) ; *Labarrère (André)* (p. 5662-5663).

Examen des crédits (p. 5663).

Etat B, titre III : amendement n° 75 de la commission (réduction de crédits et majoration de crédits correspondante) ; regroupement des dotations de la Haute Autorité sous une ligne unique ; indépendance de cette instance ; principe de la spécialisation budgétaire ; absence d'autorité de la Haute Autorité sur la nomination des présidents directeurs généraux des chaînes ; jurisprudence des tribunaux en matière de violation du secret des délibérations (p. 5664) ; nécessité de donner à la Haute Autorité la responsabilité de gérer au mieux les crédits qui lui seront affectés ; globalisation des budgets ; adopté ; amendement n° 181 de M. François d'Aubert (réduction de crédits visant à supprimer l'augmentation des crédits de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle) ; conditions de la nomination de M. Héberlé à Antenne 2 ; insulte grave à l'égard des membres de la Haute Autorité (p. 5665) ; citation de deux personnalités appartenant à la Haute Autorité et relatant la dépendance de cet organisme à l'égard du pouvoir : rejeté ; amendement n °159 de M. Alain Madelin (réduction de crédits) ; amendement n° 182 de M. François d'Aubert (même objet) ; commission pour la transparence et le pluralisme de la presse ; indépendance d'un organisme en raison de la composition ; proposition d'une autorité indépendante de l'audiovisuel et d'une autorité indépendante de la presse ;critique des créations d'emplois prévues au sein de cette commission (p. 5566) ; composition de la commission : rejetés ; amendement n° 183 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) ; fonction de la commission ; rejeté ; amendement n° 180 de M. François d'Aubert (réduction de crédits) ; nécessité de réduire les crédits du service d'information et de diffusion ; travaux d'utilité collective (p. 5667) : rejeté ;

— titre III, ainsi modifié : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Etat E, lignes 52 et 53 :

Ligne 52 : amendement n° 191 de M. Alain Madelin (de suppression) ; jurisprudence sur la recevabilité des amendements ; taxe sur les magnétoscopes (p. 5668) ; nécessité de développer une industrie des programmes : rejeté ;

— ligne 52 : adoptée.

— ligne 53 : adoptée.

Vote sur l'article 55 et les autres lignes de l'état E lors de l'examen des dispositions concernant les taxes parafiscales.

Article 60 *(répartition du produit de la taxe dénommée « redevance pour droit d'usage » entre les divers organismes du service public de la communication audiovisuelle)* : amendement n° 174 de M. Alain Madelin (de suppression) : retiré ; amendement n° 4 de M. Pierre Bas (de modification) : non soutenu ; amendement n° 190 de M. François d'Aubert (de modification) ; amendement n° 189 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 188 de M. François d'Aubert (même objet) ; proposition d'une nouvelle répartition du produit de la redevance entre les organismes de la radiotélévision (p. 5669) ; coût de T. D. F. ; rejetés ; amendement n° 184 de M. Alain Madelin (de modification) ; décentralisation de Radio France ; nécessité de réaffecter ces crédits à la télévision et à la création de programmes ; application à Canal Plus des tarifs commerciaux de T. D. F. (p. 5670) : rejeté ; amendement n° 179 de M. François d'Aubert (de modification) ; contribution de Canal Plus à T. D. F. ; B. R. I. du Mans : rejeté ; amendement n° 186 de M. François d'Aubert (de modification) ; amendement n° 187 de M. François d'Aubert (même objet) ; caractère précaire de l'équilibre financier de la S. F. P. (p. 5671) : rejetés ;

— article 60 : adopté (p. 5672).

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Discussion générale [29 octobre 1984] (p. 5347, 5357).

Accidents du travail (prévention des —) : *Delebarre (Michel)* (p. 5371).

Agence nationale pour l'emploi (notamment modernisation et gestion des offres) : *Frelaut (Dominique)* (p. 5348) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5349, 5351) ; *Frachon (Martine)* (p. 5357, 5358) ; *Renard (Roland)* (p. 5364) ; *Richard (Alain)* (p. 5368) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5371, 5375).

Apprentissage : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5366).

Association pour la formation professionnelle des adultes (A. F. P. A.) : *Proveux (Jean)* (p. 5361) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5375, 5376).

Chômage (aspects psychologiques et sociaux du —) : *Frelaut (Dominique)* (p. 5349) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 5367, 5368).

Chômage (augmentation du —) : *Renard (Roland)* (p. 5363) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 5367) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5371, 5372).

Chômage (indemnisation) : *Frelaut (Dominique)* (p. 5348, 5349) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5350) ; *Frachon (Martine)* (p. 5358) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 5367).

Chômeurs en fin de droits : *Goeuriot (Colette)* (p. 5368).

Croissance (nécessité de la —) : *Frelaut (Dominique)* (p. 5349) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5349).

Droit des salariés : *Coffineau (Michel)* (p. 5369) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5370, 5371).

Durée du travail : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5350) ; *Renard (Roland)* (p. 5364) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 5364) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 5367) ; *Delebarre (Michel)* (p. 5372).

Emploi (flexibilité de l' —) : *Coffineau* (*Michel*) (p. 5369, 5370) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5371).

Emplois (reconversion vers de nouveaux —) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 5350) ; *Frachon* (*Martine*) (p. 5359) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5369).

Entreprises (actions de formation dans les —) : *Berson* (*Michel*) (p. 5352) ; *Frachon* (*Martine*) (p. 5359) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 5362) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5373).

Entreprises (aides de l'Etat) : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 5348).

Femmes (promotion professionnelle des —) : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 5365).

Fonds national pour l'emploi : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 5348).

Formation alternée : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5352, 5353) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 5362) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5374).

Formation professionnelle (décentralisation de la —) : *Berson* (*Michel*) (p. 5352) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5353) ; *Goulet* (*Daniel*) (p. 5362) ; *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 5365) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 5366) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5373, 5374).

Formation professionnelle (politique de la —) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 5349) ; *Berson* (*Michel*) (p. 5351) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5354) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5373).

Handicapés (emplois des —) : *Delebarre* (*Michel*) (p. 5373).

Jeunes (formation et insertion des —) : *Berson* (*Michel*) (p. 5351) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5353) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5354) ; *Proveux* (*Jean*) (p. 5361) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 5362) ; *Goulet* (*Daniel*) (p. 5362, 5363) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 5366) ; *Goeuriot* (*Colette*) (p. 5367) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5368) ; *Coffineau* (*Michel*) (p. 5369) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5374, 5375).

Marché du travail (rigidité du —) : *Madelin* (*Alain*) (p. 5360).

Modernisation de l'économie : *Osselin* (*Jacqueline*) (p. 5365) ; *Derosier* (*Bernard*) (p. 5367) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5371).

Pauvreté : *Frachon* (*Martine*) (p. 5358) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 5361).

Pouvoir d'achat : *Renard* (*Roland*) (p. 5364).

Produits industriels (concurrence de l'étranger) : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 5348).

Restructuration industrielle : *Delebarre* (*Michel*) (p. 5373).

Services du ministère du travail : *Delebarre* (*Michel*) (p. 5375).

Solidarité nationale : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 5351) ; *Osselin* (*Jacqueline*) (p. 5365).

Stagiaires en formation professionnelle (rémunération des —) : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 5359).

Taxe d'apprentissage : *Missoffe* (*Hélène*) (p. 5359, 5360) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5374).

Travaux d'utilité collective (T. U. C.) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 5359, 5360) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 5360, 5361) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 5362) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5363) ; *Montergnole* (*Bernard*) (p. 5366) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5372).

1 p. 100 (défiscalisation du —) : *Frelaut* (*Dominique*) (p. 5347) ; *Berson* (*Michel*) (p. 5351) ; *Gissinger* (*Antoine*) (p. 5353) ; *Ducoloné* (*Guy*) (p. 5354) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 5362) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5370).

Procédure des questions (p. 5376).

Chantiers de développement : *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 5378, 5379) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5379).

Chômeurs en fin de droits : *Bocquet* (*Alain*) (p. 5380) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5380, 5381).

Entreprises (aides à la création) : *Haye* (*Kléber*) (p. 5376) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5376).

Entreprises intermédiaires : *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 5376) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5377).

Entreprises nationalisées (politique de l'emploi) : *Hage* (*Georges*) (p. 5379) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5379, 5380).

Expression des travailleurs dans l'entreprise : *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 5381) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5381).

Formation professionnelle (décentralisation de la —) : *Renard* (*Roland*) (p. 5380) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5380).

Handicapés (problème de l'emploi des —) : *Wacheux* (*Marcel*) (p. 5378) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5378).

Indemnisation du chômage dans les D. O. M. - T. O. M. : *Moutoussamy* (*Ernest*) (p. 5378, 5379).

Jeunes en difficulté (politique d'insertion) : *Germon* (*Claude*) (p. 5377) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5377).

Travail saisonnier et à temps partiel (gestion des offres de —) : *Hamel* (*Emmanuel*) (p. 5377, 5378) ; *Delebarre* (*Michel*) (p. 5378).

Examen des crédits (p. 5381).

Etat B - Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C - Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Crédits du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle inclus dans la ligne « services du Premier ministre. — I. Services généraux » mis aux voix lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé de la communication (p. 5382).

URBANISME, LOGEMENT ET TRANSPORTS

I. Urbanisme et logement.

Discussion générale [30 octobre 1984] (p. 5386-5407).

Aide personnalisée au logement : *Anciant* (*Jean*) (p. 5386) ; *Badet* (*Jacques*) (p. 5393-5394) ; *Tiberi* (*Jean*) (p. 5395) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5397) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5400) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5408).

Architecture : *Sicard* (*Odile*) (p. 5388) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5390-5391).

Autorisations de programme (réduction des —) : *Sicard* (*Odile*) (p. 5387) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5389) ; *Tiberi* (*Jean*) (p. 5395) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5396) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5400).

Concours d'architecture à Paris : *Tiberi* (*Jean*) (p. 5396) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5408).

Construction de logements et situation du secteur du bâtiment et des travaux publics : *Sicard* (*Odile*) (p. 5388) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5389-5409-5410) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 5392-5410) ; *Tiberi* (*Jean*) (p. 5395) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5396) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 5397) ; *Malandain* (*Guy*) (p. 5398) ; *Denvers* (*Albert*) (p. 5398) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5399) ; *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 5403).

Comité interministériel pour les villes : *Anciant* (*Jean*) (p. 5386) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 5387).

Crédits de l'urbanisme et du logement (montant et répartition des —) : *Anciant* (*Jean*) (p. 5386) ; *Sicard* (*Odile*) (p. 5387) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5389) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 5392).

Décentralisation : *Anciant* (*Jean*) (p. 5387) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5402) ; *Mayoud* (*Alain*) (p. 5404-5405).

Dotation globale d'équipement (D. G. E.) : *Quilès* (*Paul*) (p. 5391) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5411).

Epargne : *Sicard* (*Odile*) (p. 5388) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5396) ; *Guyard* (*Jacques*) (p. 5399) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5410).

Equilibre financier des organismes d'H. L. M. : *Tiberi* (*Jean*) (p. 5395-5408-5409) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 5397) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5400) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5408).

Fonds d'aide aux impayés : *Sicad* (*Odile*) (p. 5388).

Fonds national d'aide au logement : *Badet* (*Jacques*) (p. 5393).

Investissements locatifs : *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 5402).

Logement social et H. L. M. : *Anciant* (*Jean*) (p. 5386) ; *Badet* (*Jacques*) (p. 5393) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 5410).

Loi sur la maîtrise d'ouvrage : *Sicard* (*Odile*) (p. 5388).

Loi sur le renouveau de l'aménagement : *Osselin* (*Jacqueline*) (p. 5403).

Loyers (montant et fixation des —) : *Tiberi* (*Jean*) (p. 5395) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5396-5397) ; *Malandain* (*Guy*) (p. 5398) ; *Richard* (*Alain*) (p. 5401) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5408).

Loyers impayés : *Anciant* (*Jean*) (p. 5386) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5396).

Participation des entreprises au financement du logement (1 p. 100 logement) : *Guyard* (*Jacques*) (p. 5399).

Prêts aidés (P. A. L., P. A. P. ...) : *Quilès* (*Paul*) (p. 5389-5391-5392-5408-5409) ; *Clément* (*Pascal*) (p. 5392) ; *Badet* (*Jacques*) (p. 5393-5394) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5396) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 5397) ; *Ligot* (*Maurice*) (p. 5400) ; *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 5402).

Prêts complémentaires aux Palulos : *Quilès* (*Paul*) (p. 5392) ; *Proriol* (*Jean*) (p. 5397) ; *Portheault* (*Jean-Claude*) (p. 5402).

Prime à l'amélioration de l'habitat : *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 5404) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 5408).

Réhabilitation des logements H. L. M. : *Quilès* (*Paul*) (p. 5392) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 5397).

Rénovation des quartiers : *Anciant (Jean)* (p. 5386) ; *Sicard (Odile)* (p. 5387) ; *Badet (Jacques)* (p. 5393) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 5402) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 5403).

Résorption de l'habitat insalubre : *Sicard (Odile)* (p. 5388) ; *Quilès (Paul)* (p. 5391).

Rôle de l'Etat en matière d'urbanisme : *Sicard (Odile)* (p. 5387) ; *Tiberi (Jean)* (p. 5395).

Rôle des régions : *Quilès (Paul)* (p. 5390).

Taxe foncière sur les propriétés bâties (exonération de la —) : *Badet (Jacques)* (p. 5394) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5400).

Vote négatif du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 5397).

Vote négatif du groupe U. D. F. : *Clément (Pascal)* (p. 5393) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5400).

Vote positif du groupe socialiste : *Badet (Jacques)* (p. 5395).

Z. A. C. : *Wacheux (Marcel)* (p. 5401) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 5403) ; *Quilès (Paul)* (p. 5408).

Zones minières : *Wacheux (Marcel)* (p. 5402) ; *Quilès (Paul)* (p. 5408).

Procédure des questions (p. 5411).

Alsace : *Gengenwin (Germain)* (p. 5411) ; *Quilès (Paul)* (p. 5411-5414) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5414).

Amendements (recevabilité financière des —) : *Goux (Christian)* (p. 5419-5420).

Banlieue : *Bernard (Roland)* (p. 5414) ; *Quilès (Paul)* (p. 5414).

Bâtiment et travaux publics (secteur du —) : *Gengenwin (Germain)* (p. 5411) ; *Briane (Jean)* (p. 5411) ; *Quilès (Paul)* (p. 5412-5418) ; *Durouméa (André)* (p. 5418-5419).

Communes rurales : *Soury (André)* (p. 5417) ; *Quilès (Paul)* (p. 5417-5418).

Expulsions : *Quilès (Paul)* (p. 5417).

Financements croisés : *Bernard (Roland)* (p. 5414).

Fonds social urbain : *Chapuis (Robert)* (p. 5414-5415) ; *Quilès (Paul)* (p. 5415).

Guadeloupe : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5418) ; *Quilès (Paul)* (p. 5419).

Logements vacants : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5416) ; *Quilès (Paul)* (p. 5416).

Loyers impayés : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5416-5417).

Mayotte : *Hory (Jean-François)* (p. 5415) ; *Quilès (Paul)* (p. 5415-5416).

Office d'H. L. M. de Saint-Etienne : *Chomat (Paul)* (p. 5416) ; *Quilès (Paul)* (p. 5416).

Organismes d'H. L. M. : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5413) ; *Quilès (Paul)* (p. 5413).

Prêts d'accès à la propriété (P. A. P.) : *Quilès (Paul)* (p. 5412-5418) ; *Durouméa (André)* (p. 5418).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 5420).

Sécurité (travaux de — dans les logements) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5415) ; *Quilès (Paul)* (p. 5415).

Examen des crédits (p. 5420).

Etat B, titre III : amendement n° 121 de M. Gilbert Gantier (réduisant les crédits de 6 millions de francs) ; amélioration du contrôle du Parlement sur le budget ; projet d'achèvement du quartier de la Défense et déménagement du ministère de l'urbanisme (p. 5420) : rejeté ; **Etat C, titre V** : amendement n° 122 de M. Gilbert Gantier (supprimant l'article 90 du chapitre 57-92) ; carrefour international de la communication ; jurisprudence constitutionnelle ; contrôle parlementaire ; budget des charges communes : rejeté ; **titre VI** : amendement n° 123 de M. Gilbert Gantier (supprimant le chapitre 65-41) ; suppression de ce chapitre « primes à la construction » ; Caisse des dépôts et consignations ; fonds de garantie des caisses d'épargne (p. 5421) : rejeté ; amendement n° 124 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; nature des actions qui peuvent être confiées au fonds spécial de grands travaux ; résorption de l'habitat insalubre (p. 5422) : rejeté ; amendement n° 125 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; fonds social urbain : rejeté ; amendement n° 126 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; actions de l'Institut géographique national : rejeté ; **après l'article 89** : amendement n° 127 de M. Gilbert Gantier (présentation, par le Gouvernement, d'un rapport au Parlement portant sur les dotations allouées par le fonds spécial de grands travaux) ; Institut géographique national ; rapport relatif au fonds spécial de grands travaux ; contenu du fascicule jaune : rejeté (p. 5423).

URBANISME, LOGEMENT ET TRANSPORTS

II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Discussion générale [30 novembre 1984] (p. 5424-5428).

Airbus : *Tranchant (Georges)* (p. 5431-5435) ; *Auroux (Jean)* (p. 5435, 5443) ; *Raymond (Alex)* (p. 5443).

Air France : *Goux (Christian)* (p. 5432, 5433) ; *Labbé (Claude)* (p. 5433) ; *Auroux (Jean)* (p. 5435) ; *Durouméa (André)* (p. 5437) ; *Raymond (Alex)* (p. 5443).

Air Inter : *Tranchant (Georges)* (p. 5431) ; *Auroux (Jean)* (p. 5435).

Autocars : *Chénard (Alain)* (p. 5429) ; *Gaillard (René)* (p. 5440).

Autoroutes : *Chénard (Alain)* (p. 5428) ; *Quilès (Paul)* (p. 5434) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5438).

Circulation routière et entretien du réseau routier : *Bernard (Jean)* (p. 5430) ; *Quilès (Paul)* (p. 5433-5435) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5438) ; *Gaillard (René)* (p. 5440).

Construction aéronautique : *Tranchant (Georges)* (p. 5431) ; *Quilès (Paul)* (p. 5433) ; *Durouméa (André)* (p. 5437) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5442) ; *Raymond (Alex)* (p. 5443).

Contrats de Plan : *Quilès (Paul)* (p. 5434) ; *Auroux (Jean)* (p. 5435-5446) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 5445).

Coopération européenne en matière de télécommunications : *Labbé (Claude)* (p. 5432).

Corse : *Aubert (François d')* (p. 5425).

Crédits du ministère (montant et répartition des —) : *Aubert (François d')* (p. 5424-5425) ; *Quilès (Paul)* (p. 5433) ; *Durouméa (André)* (p. 5436-5437).

Fonds spécial de grands travaux : *Quilès (Paul)* (p. 5433-5445) ; *Auroux (Jean)* (p. 5436) ; *Durouméa (André)* (p. 5436) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5438) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5441).

Grégoire (rapport) : *Bernard (Jean)* (p. 5430) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5441) ; *Mellick (Jacques)* (p. 5444).

Loi d'orientation des transports intérieurs : *Chénard (Alain)* (p. 5429) ; *Gaillard (René)* (p. 5440).

Météorologie : *Auroux (Jean)* (p. 5436) ; *Auroux (Jean)* (p. 5444).

Météorologie (décentralisation de services de la — à Toulouse) : *Tranchant (Georges)* (p. 5431).

Ministère (structures et compétences du —) : *Chénard (Alain)* (p. 5428).

Navigation aérienne : *Aubert (François d')* (p. 5425) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5431) ; *Auroux (Jean)* (p. 5436).

Navigation aérienne (création du budget annexe de la —) : *Tranchant (Georges)* (p. 5431-5432) ; *Auroux (Jean)* (p. 5435) ; *Raymond (Alex)* (p. 5443).

Politique spatiale : *Labbé (Claude)* (p. 5432).

Office régional des transports : *Aubert (François d')* (p. 5425) *Bernard (Jean)* (p. 5430).

Recherche en matière de transports : *Quilès (Paul)* (p. 5433) *Auroux (Jean)* (p. 5435).

R.A.T.P. : *Quilès (Paul)* (p. 5433) ; *Auroux (Jean)* (p. 5436)

Sécurité routière : *Aubert (François d')* (p. 5425) ; *Chénard (Alain)* (p. 5429) ; *Quilès (Paul)* (p. 5433) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5438) ; *Gaillard (René)* (p. 5440).

S.N.C.F. (situation financière de la —) : *Chénard (Alain)* (p. 5428-5439) ; *Quilès (Paul)* (p. 5433) ; *Auroux (Jean)* (p. 5436-5446) ; *Durouméa (André)* (p. 5437) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5439) *Gaillard (René)* (p. 5440) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5441-5442) *Bérégovoy (Michel)* (p. 5444-5445).

T.G.V. actuellement en circulation : *Chénard (Alain)* (p. 5428) *Bernard (Jean)* (p. 5430) ; *Auroux (Jean)* (p. 5434) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 5445).

T.G.V. Atlantique : *Chénard (Alain)* (p. 5428) ; *Auroux (Jean)* (p. 5436-5446) ; *Gaillard (René)* (p. 5440) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5442) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 5445).

Transports européens : *Chénard (Alain)* (p. 5429) ; *Auroux (Jean)* (p. 5436) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5442).

Transports fluviaux : *Auroux (Jean)* (p. 5436) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5442) ; *Mellick (Jacques)* (p. 5444).

Transports routiers (et récupération de la T.V.A. sur le gazole) : *Chénard (Alain)* (p. 5429) ; *Bernard (Jean)* (p. 5430) *Fèvre (Charles)* (p. 5438-5439) ; *Gaillard (René)* (p. 5439-5440) *Nungesser (Roland)* (p. 5441) ; *Auroux (Jean)* (p. 5446).

Transports urbains : *Chénard (Alain)* (p. 5429) ; *Bernard (Jean)* (p. 5430) ; *Auroux (Jean)* (p. 5436) ; *Duroméa (André)* (p. 5437) ; *Gaillard (René)* (p. 5440).

Travaux publics : *Fèvre (Charles)* (p. 5438-5439).

Voies navigables (entretien et développement du réseau des —) : *Chénard (Alain)* (p. 5428-5429) ; *Gaillard (René)* (p. 5440) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5441) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5442) ; *Mellick (Jacques)* (p. 5444) ; *Auroux (Jean)* (p. 5446).

Vote hostile du groupe communiste : *Duroméa (André)* (p. 5438).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Nungesser (Roland)* (p. 5442).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Fèvre (Charles)* (p. 5439).

Vote positif du groupe socialiste : *Gaillard (René)* (p. 5441).

Procédure des questions [31 octobre 1984] (p. 5450).

Alpes-du-Sud (désenclavement des —) : *Bellon (André)* (p. 5459) ; *Auroux (Jean)* (p. 5459).

Alsace (réseau routier en —) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5450) ; *Auroux (Jean)* (p. 5450-5451-5456-5457) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 5456).

Châteauroux-Déols (aérodrome de —) : *Sapin (Michel)* (p. 5454-5455) ; *Auroux (Jean)* (p. 5455).

Corse (transports en —) : *Zuccarelli (Jean)* (p. 5453) ; *Auroux (Jean)* (p. 5453-5454).

Eurocontrol : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5452-5453) ; *Auroux (Jean)* (p. 5453).

Massif Central : *Godfrain (Jacques)* (p. 5457-5458) ; *Auroux (Jean)* (p. 5458).

Massy (création d'une gare du T.G.V. à —) : *Germon (Claude)* (p. 5455) ; *Auroux (Jean)* (p. 5455).

Moselle (canalisation de la —) : *Bernard (Jean)* (p. 5454) ; *Auroux (Jean)* (p. 5454).

Navigation aérienne : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5452-5453) ; *Auroux (Jean)* (p. 5453).

Nogent-sur-Seine (mise à grand gabarit de la Seine) : *Micaux (Pierre)* (p. 5451) ; *Auroux (Jean)* (p. 5451).

Rhin-Rhône (liaison) : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 5457) ; *Auroux (Jean)* (p. 5457).

Saône (déviation de la — à Mâcon) : *Micaux (Pierre)* (p. 5451) ; *Auroux (Jean)* (p. 5451-5457) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 5457).

T. G. V. Atlantique : *Auroux (Jean)* (p. 5451-5452).

T. G. V. Est : *Zeller (Adrien)* (p. 5451) ; *Auroux (Jean)* (p. 5451-5452).

Transports en région parisienne et en Ile-de-France : *Gantier (Gilbert)* (p. 5452) ; *Auroux (Jean)* (p. 5452-5455-5456) ; *Germon (Claude)* (p. 5455) ; *Vivien (Alain)* (p. 5456).

Transports routiers (fiscalité des —) : *Goulet (Daniel)* (p. 5458) ; *Auroux (Jean)* (p. 5458-5459).

Examen des crédits [31 octobre 1984] (p. 5460), [15 novembre 1984] (p. 6165).

Etat B, titre III : adopté (p. 5460).

Etat C, titre IV : adopté (p. 5460).

Etat C, titre V : amendement n° 129 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; transfert de la météorologie à Toulouse : rejeté ;
— état C, titre V : adopté (p. 5460).

Titre VI : amendement n° 38 de la commission soutenu par M. Alain Chénard (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; déplacement des membres de l'institut de la recherche et des transports ; dotation globale des nouveaux établissements publics, scientifiques et techniques : rejeté ;
— titre VI : adopté.

Titre VII : adopté.

Etat D, titre III : adopté (p. 5461).

Article 59, rattaché (*financement des travaux d'infrastructures de transports en commun dans l'Ile-de-France*) : adopté.

Article 71, rattaché (*taxes perçues au profit de la chambre nationale de la batellerie artisanale et création du fonds d'adaptation de la capacité de la flotte artisanale*).

Crédits ouverts à l'article 42 au titre des services votés : adoptés.

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 43 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 6165) ; amendement n° 131 du Gouvernement (créant un article 1062 B dans le code général des impôts) ; taxe pour frais de fonctionnement de la chambre nationale de la batellerie artisanale (p. 5461) : adopté ; amendement n° 132 du Gouvernement (excluant les voies navigables à statut international du champ d'application de cet article) ; transport par voie d'eau : adopté.
— article 71, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 89 : amendement n° 128 de M. Gilbert Gantier (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur l'état d'avancement et le financement des programmes de construction aéronautique civile) ; importance des sommes en cause : rejeté.

Vote des crédits du budget annexe de la navigation aérienne : réservé (p. 5462).

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHES

[15 novembre 1984] (p. 6098-6120).

Article 41 (*création d'un budget annexe de la navigation aérienne*) : adopté.

Article 44 (*suppression du budget annexe des essences*) (p. 6098) : adopté.

Article 56 et état F (*fixation de la liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits évaluatifs autres que ceux limitativement énumérés à l'article 9 de l'ordonnance du 2 janvier 1959*) (p. 6099) ; problème de l'évaluation des dépenses dans la loi de finances initiale ; dette publique ; amendement n° 203 de la commission (supprimant dans l'état F la ligne 37-08 intitulée « Application des dispositions de la loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision ») ; rappel du fait que le caractère évaluatif d'un chapitre permet uniquement d'autoriser les dépassements de crédits en cours d'exercice : adopté ;
— article 56 et état F annexé, ainsi modifiés : adoptés (p. 6100).

Article 57 et état G (*fixation de la liste des chapitres dont les dotations ont un caractère provisionnel*) : adoptés (p. 6101).

Article 58 et état H (*fixation de la liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à un report dans les conditions fixées par l'article 17 de l'ordonnance du 2 janvier 1959*) (p. 6102, 6103) : adoptés.

Avant l'article 61 : amendement n° 223 de M. Edmond Alphandéry (majoration des droits de consommation applicable aux différents groupes de tabac) ; suppression de la vignette ; abaissement de l'âge de la retraite des exploitants agricoles (p. 6104) ; baisse des prélèvements obligatoires : rejeté au scrutin public.

Titre II : dispositions permanentes.

A. — *Mesures concernant la fiscalité de l'Etat et la fiscalité locale* :

Article 61 (*fixation à 2 p. 100 de la limite de la déduction des dons faits à des fondations ou associations reconnues d'utilité publique*) ; subventions aux associations culturelles (p. 6105) ; amendement n° 292 du Gouvernement (référence aux associations d'intérêt général à caractère culturel et agréées par le ministre de l'économie et le ministre de la culture) ; sous-amendement n° 303 de M. Gilbert Gantier (référence aux associations d'intérêt général reconnues d'utilité publique) ; sous-amendement n° 304 de M. Gilbert Gantier (publication de la liste des organismes bénéficiaires de l'agrément) ; amendement n° 302 de M. Gilbert Gantier (majoration des taux normaux et des minima de perception fixés à l'article 175 A du code général des impôts) ; amendement n° 300 de M. Edmond Alphandéry (compensation des pertes de recettes résultant de la modification du champ d'application de cet article) ; amendement n° 307 de M. Jean Anciant (non-cumul de cette déduction avec celle prévue à l'article 238 *bis* A) ; nécessité pour les organismes culturels d'être agréés (p. 6106) ; pouvoir accordé à l'exécutif par le biais du double agrément ; statut particulier des associations d'Alsace-Lorraine ; limitation de la déduction aux associations culturelles (p. 6107) ; notion d'utilité publique ; associations d'Alsace-Lorraine ; sous-amendement n° 303 : retiré (p. 6108) ; sous-amendement n° 304 : retiré ; amendement n° 292 : rejeté ; amendement n° 302 : rejeté ; amendement n° 300 : rejeté ; amendement n° 307 : adopté ;
— article 61, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 61 : amendement n° 296 de M. Adrien Zeller (référence aux bureaux d'aide sociale des communes et aux œuvres ou organismes de caractère philanthropique ou d'entraide intervenant dans les situations de détresse) ; encouragement de toutes les actions destinées à réduire la détresse ; proposition d'étendre le bénéfice de la déduction de 5 p. 100 du revenu imposable aux dons faits aux bureaux d'aide sociale et aux associations luttant contre la pauvreté ; caractère d'utilité publique ; sous-amendement n° 311 de M. Parfait Jans (majoration de l'impôt sur les grandes fortunes) ; chômeurs en fin de droits (p.6109) ; imprécision quant à la nature des organismes et la définition de la situation de détresse ; cas des chômeurs en fin de droits (p. 6110) : rejeté ; amendement n° 296 : rejeté (p. 6111).

Article 62 (*réduction d'impôt en raison des dépenses de grosses réparations afférentes à la résidence principale du propriétaire*) (p. 6120) ; notion de grosses réparations au sens du code civil ; politique du logement ; priorité accordée au logement locatif ; incitation à l'épargne privée ; augmentation du volume des travaux d'amélioration (p. 6121) ; effort de l'Etat en faveur du logement social ; fonds spécial de grands travaux ; problème du cumul des aides ; amendement n° 224 de M. Edmond Alphandéry (couverture des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 6122) ; prix industriels du tabac ; garantie décennale (p. 6123) ; notion de grosses réparations ; effondrement du secteur du bâtiment ; prix industriels du tabac : rejeté ; amendement n° 162 de M. Georges Tranchant (compensation des pertes de recettes par la rétrocession au secteur privé d'une fraction du capital détenu par l'Etat dans une ou plusieurs sociétés nationalisées) (p. 6124) ; encouragement de l'investissement privé dans le domaine de l'immobilier ; primes à l'amélioration de l'habitat : rejeté ; amendement n° 301 de M. Edmond Alphandéry (extension du champ d'application de cet article aux propriétés données en location) : retiré ; amendement n° 164 de M. Georges Tranchant (limitation du montant des dépenses ouvrant droit à réduction) (p. 6125) : rejeté ; amendement n° 204 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 205 de la commission (rédactionnel) ; obligation de préciser dans la facture que les travaux ouvrent droit à réduction d'impôt ; jurisprudence du Conseil d'Etat relative à la notion de grosses réparations ; application des sanctions de droit commun en cas de fraude : adopté ;

— article 62, ainsi modifié : adopté.

Article 63 (*instauration d'une réduction d'impôt sur le revenu pour tout contribuable qui fait construire ou acquiert un logement neuf situé en France entre le 12 septembre 1984 et le 31 décembre 1989*) (p. 6126) ; désir de soutenir l'activité du bâtiment ; offre de logements locatifs dans le secteur non aidé ; cas de la cession du logement résultant d'un partage de succession ou d'une procédure d'expropriation ; effet néfaste de la politique menée sur l'activité des entreprises (p. 6127) ; taxe foncière sur les propriétés bâties ; critiques de cette mesure ; dérogation au principe d'égalité entre les contribuables ; aggravation à Paris de la crise du logement (p. 6128) ; prêts locatifs aidés ; amendement n° 25 de Mme Adrienne Horvath (de suppression) (p. 6129) ; politique de l'épargne ; droit aux logements locatifs sociaux : rejeté ; amendement n° 5 de M. Pierre Bas (compensation de la perte occasionnée par la suppression de la date limite du 31 décembre 1989 pour bénéficier de l'aide instituée par le présent article, par l'augmentation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée) : non soutenu ; amendement n° 206 de la commission (substituant aux mots : « la location » les mots : « une location dont le produit est imposé dans la catégorie des revenus fonciers ») : adopté ; amendement n° 6 de M. Pierre Bas (substituant au pourcentage : « 5 p. 100 » le pourcentage : « 10 p. 100 ») : non soutenu ; amendement n° 7 de M. Pierre Bas (limitation de la réduction d'impôt) : non soutenu ; amendement n° 207 de la commission (référence aux logements que les contribuables ont commencé à faire construire ou qu'ils ont acquis en l'état futur d'achèvement) (p. 6130) ; champ d'application de la réduction d'impôt : adopté ;

— article 63, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 63 : amendement n° 305 de M. Gilbert Gantier (indication dans un rapport des chapitres du budget général dont les concours complètent les dotations) ; fonds spécial de grands travaux (p. 6131) : rejeté.

Article 64 (*abrogation des articles 39-5, 54 quater et 223 quinquies du code général des impôts*) ; déclaration des frais généraux engagés par les cinq ou les dix personnes les mieux rémunérées des sociétés ; amendement n° 208 de la commission (supprimant le paragraphe I de cet article) ; taxe sur certains frais généraux (p. 6132) : adopté ;

— article 64, ainsi modifié : adopté.

Article 65 (*taxe sur les spectacles*) : amendement n° 209 de la commission (insérant les mots : « sous réserve des dispositions de l'article 1565 *bis* » au début du troisième alinéa de l'article 1564 du code général des impôts) : adopté ; amendement n° 210 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 211 de la commission (rédactionnel) : adoptés ;

— article 65, ainsi modifié : adopté.

Article 66 (*assujettissement des caisses de crédit mutuel agricole et rural à l'impôt sur les sociétés dans les conditions du droit commun*) : adopté.

Après l'article 66 : amendement n° 293 du Gouvernement (impossibilité pour une entreprise de réduire les provisions constituées en vue de faire face au versement d'allocations en raison du départ à la retraite ou préretraite des membres de son personnel ou de ses mandataires sociaux) (p. 6133) ; constitution de provisions pour congés payés ; arrêt du Conseil d'Etat du 2 février 1983 autorisant les entreprises à constituer une provision en cas de versement d'allocations supplémentaires de retraite : adopté.

Article 67 (*exonération de la plue-value lorsque la cession est consentie au profit de l'une des personnes visées au premier alinéa du I de l'article 160 du code général des impôts*) ; disparition de la provision pour congés payés ; taxation des droits sociaux ; mobilité du capital ; amendement n° 212 de la commission (cas d'exonération de la plus-value lorsque la cession est consentie au profit de l'une des personnes visées au premier alinéa du I de l'article 160 du code général des impôts) ; encouragement des transmissions d'entreprise au sein du groupe familial : adopté ;

— article 67, ainsi modifié : adopté (p. 6134).

Article 68 (*adhérents des centres de gestion et associations agréées*) : adopté.

Article 69 (*exigibilité de la T. V. A. pour les livraisons d'électricité, de gaz, de chaleur, de froid ou de biens similaires*) ; crainte que certaines entreprises puissent déduire plus rapidement de leur T. V. A. la part qu'elles paient sur leur consommation ; notion de biens similaires : adopté.

Après l'article 69 : amendement n° 308 du Gouvernement (T. V. A. sur les locations de biens meubles corporels autres que des moyens de transport) ; cas de l'eau parmi les biens similaires ; jurisprudence du Conseil d'Etat mettant la T. V. A. sur les opérations de lotissement à la charge du vendeur ; territorialité de la T. V. A. : adopté.

Après l'article 71 : amendement n° 44 de M. Georges Tranchant (supprimant les mots « à la mise en œuvre d'une procédure d'imposition d'office ou » dans le 2e alinéa de l'article L. 277 du livre des procédures fiscales) ; réserve en cas d'imposition d'office (p. 6135) : rejeté.

Article 72 (*possibilité pour l'autorité judiciaire d'autoriser les agents de l'administration des impôts à rechercher la preuve de la fraude fiscale en effectuant des visites en tous lieux même privés*) ; légalisation des perquisitions fiscales ; garanties entourant cette nouvelle procédure (p. 6136) ; risque d'abus de pouvoir ; octroi à l'administration fiscale de droits exorbitants ; décision du Conseil constitutionnel du 29 décembre 1983 relative à l'article 89 de la loi de finances pour 1984 et portant sur le même sujet ; amendement n° 168 de M. Georges Tranchant (de suppression) ; principe d'égalité devant la loi de tous les citoyens ; décision du Conseil constitutionnel estimant qu'il était nécessaire de compléter le dispositif au regard de la garantie des droits individuels du contribuable (p. 6137) ; réalisation de perquisitions fiscales de 1945 à 1984 ; régime applicable en République fédérale d'Allemagne et aux Etats-Unis (p. 6138) ; absence de définition précise de la fraude fiscale ; lutte contre la fraude organisée ; inefficacité des méthodes actuelles de contrôles fiscaux (p. 6139) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 169 de M. Georges Tranchant (substituant au mot « visites » les mots « perquisitions fiscales ») ; rôle du juge autorisant l'administration à procéder à des enquêtes sur place ; valeur constitutionnelle de la Déclaration des droits de l'homme (p. 6140) : rejeté ;

— article 72 : adopté au scrutin public.

Article 73 (*ajoutant les mots « ou de titres de même nature » après les mots « bons mentionnés à l'article 125 A III bis 2° du code général des impôts » dans le 2e alinéa de l'article L. 1 du livre des procédures fiscales*) : inopposabilité des bons anonymes ; caractère exceptionnel des perquisitions fiscales ; adopté.

Après l'article 73 : amendement n° 225 de M. Edmond Alphandéry (application du droit d'enregistrement de l'article 848 du code général des impôts aux testaments-partages visés à l'article 1079 du code civil) ; assimilation par l'administration des testaments-partages aux donations-partages ; différence de traitement entre les partages de mêmes biens selon que la répartition est faite dans un partage testamentaire ou par les descendants eux-mêmes (p. 6141) ; régime fiscal des testaments-partages : retiré.

Avant l'article 74 : amendement n° 242 de M. Christian Pierret (caractère interprétatif de l'article 252-3 du code des communes) ; financement des services pris en charge par un district urbain ; problème de savoir si lors du vote des impôts propres au district, la majorité des deux tiers est ou non requise : adopté.

Article 74 (*notification par le commissaire de la République des nouveaux tarifs aux directions des services fiscaux concernées*) ; style des exposés des motifs des articles de la loi de finances ; amendement n° 310 de M. Emmanuel Hamel (remplaçant par les mots « un mois après la date à laquelle les décisions concernées sont devenues exécutoires » les mots « au plus tôt un mois après leur vote » au 2e alinéa de l'article 735 *bis* F du code général des impôts) ; fixation au 1er juin de la date d'entrée en vigueur des délibérations des conseils régionaux portant modification du taux de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement (p. 6142) ; inadaptation de cet article aux procédures budgétaires des conseils généraux : rejeté ; amendement n° 213 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 74, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 75 : amendement n° 222 de M. Edmond Alphandéry (actualisation des valeurs locatives foncières) ; possibilité pour le conseil municipal de modifier les taux ; proposition d'utiliser la variation de l'indice des prix à la consommation (p. 6143) : rejeté.

Article 75 (*revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières*) ; prorogation de l'écart entre les majorations forfaitaires relatives au foncier industriel et celles relatives au foncier non industriel ; traitement particulier du foncier industriel ; problème du financement des compétences des collectivités locales ; taxe d'habitation (p. 6144) ; taxe professionnelle ; absence de revalorisation des valeurs locatives foncières des propriétés non bâties depuis 1978 ; transfert de la taxe professionnelle vers la taxe d'habitation (p. 6145) ; problème de l'année de référence ; montant des valeurs locatives foncières ; amendement n° 298 de M. Jean Anciant (de suppression) : adopté ; amendements n° 26 de M. Georges Tranchant, n° 226 de M. Edmond Alphandéry et n° 287 de M. Jean-Louis Masson : devenus sans objet ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 75 : amendement n° 22 de M. Jean-Louis Masson (diminution de la valeur locative afférente à l'habitation principale) ; amendement n° 214 de la commission (précisant que les avis d'imposition devront mentionner en trois tableaux séparés le montant de l'impôt dû à la commune, celui dû au département et celui dû à la région) ; amendement n° 227 de M. Edmond Alphandéry (même objet) (p. 6146) ; nécessité que chacun prenne ses responsabilités à l'égard des contribuables : retirés ; amendement n° 24 de M. Georges Tranchant (référence aux collectivités locales utilisant la variation libre des taux des quatre taxes directes locales) ; amendement n° 295 de M. Adrien Zeller (taux de la taxe professionnelle) ; nécessité d'encourager les collectivités locales à diminuer les taux actuels ; suppression de la liaison entre le taux de la taxe professionnelle et celui de la taxe d'habitation (p. 6147) ; difficultés de nombreuses communes en raison de l'insuffisance des bases de la taxe professionnelle : rejetés ; rappel au règlement de M. Adrien Zeller ; amendement n° 23 de M. Jean-Louis Masson (possibilité pour le conseil général de décider d'attribuer tout ou partie de la taxe professionnelle perçue aux établissements publics ou groupements de communes ayant pour vocation de créer des zones d'habitation et des zones à vocation commerciale, artisanale ou industrielle) ; fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle : rejeté (p. 6148) ; amendement n° 306 du Gouvernement (base d'imposition pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle) ; suppression de la double imposition : adopté.

Article 76 (*délai de prescription de procédure fiscale*) : amendement n° 215 de la commission (privilège du Trésor) ; amendement n° 216 de la commission (suppression des 2e, 3e et 4e phrases de l'article 1926 du code général des impôts) ; amendement n° 217 de la commission (date d'inscription de l'hypothèque légale) : adoptés ;
— article 76, ainsi modifié : adopté.

Article 77 (*exercice du privilège du Trésor lorsqu'une cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties ou non bâties ou de taxe d'habitation a été mutée ou transférée*) : adopté.

Article 78 (*interruption de la prescription des pénalités*) (p. 6149) ; style des articles de la loi de finances ; lutte contre la fraude ; caractère irrégulier de certaines notifications ; critique de la rétroactivité de la loi sur un ensemble contentieux existant ; amendement n° 11 de M. Alain Madelin (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 291 de M. Gilbert Gantier (supprimant le dernier alinéa du paragraphe I de cet article) ; amendement n° 299 de M. Georges Tranchant (même objet) ; application du délai de droit commun pour les amendes et confiscations fiscales (p. 6150) ; rétroactivité en matière fiscale et en matière pénale ; pénalités administratives ;
— article 78 : réservé.

Après l'article 78 : amendement n° 228 de M. Edmond Alphandéry (portant à soixante jours le délai imparti pour répondre aux demandes de renseignement de l'administration fiscale) ; renforcement du contrôle exercé sur les contribuables (p. 6151) ; lenteur des contrôles fiscaux : rejeté ;

Après l'article 81 : amendement n° 229 de M. Edmond Alphandéry (évaluation du stock de vins lors du passage de l'imposition forfaitaire à l'imposition au bénéfice réel) (p. 6152) ; problème de l'évaluation des stocks : rejeté ; amendement n° 134 de M. Michel Cointat (précisant que les exploitants agricoles établis jusqu'au 31 décembre 1988 sont exonérés d'impôt sur le revenu à raison des bénéfices réalisés l'année de leur installation et les deux années suivantes) ; rapprochement de la législation agricole du droit commun ; reconduction de l'aide fiscale accordée aux jeunes qui s'installent (p. 6153) : rejeté ; amendement n° 230 de M. Edmond Alphandéry (possibilité pour les exploitants agricoles d'opérer des déductions sur leur revenu imposable en affectant cette somme à un fonds de réserve pour investissement) ; système existant au Danemark : rejeté ; amendement n° 149 de M. Michel Cointat (calcul du bénéfice imposable) (p. 6154) ; prise en compte des revenus exceptionnels ; système du quotient ; principe de l'étalement d'une fraction du bénéfice : rejeté ; amendement n° 156 de M. Claude Birraux (étalement des bénéfices) (p. 6155) ; amendement n° 232 de M. Edmond Alphandéry (mode d'imposition des bénéfices) ; amendement n° 137 de M. Michel Cointat (même objet) ; amendement n° 288 de M. Jean-Louis Masson (même objet) ; définition des revenus exceptionnels ; système du quotient (p. 6156) : rejetés ; amendement n° 138 de M. Michel Cointat (de conséquence) impôt sur les grandes fortunes en agriculture ; définition des biens professionnels en agriculture : rejeté ; amendement n° 139 de M. Michel Cointat (supprimant la dernière phrase du 1° du II de l'article 79 de la loi de finances pour 1984) ; amendement n° 154 de M. Claude Birraux (même objet) ; choix de la date de clôture d'exercice afin d'échapper à l'obligation de durée d'exercice de douze mois (p. 6157) : rejetés ; amendement n° 140 de M. Michel Cointat (suppression de la dernière phrase du 2° du II de l'article 79 de la loi de finances pour 1984) : rejeté ; amendement n° 141 de M. Michel Cointat (supprimant le 3° du II de l'article 79 de la loi de finances pour 1984) : rejeté ; amendement n° 142 de M. Michel Cointat (possibilité pour les exploitants soumis à un régime de bénéfice réel de modifier les dates d'ouverture et de clôture de leur exercice) ; amendement n° 231 de M. Edmond Alphandéry (même objet) ; renouvellement des baux ; installation des jeunes (p. 6158) : rejetés ; amendement n° 143 de M. Michel Cointat (remplaçant le mot « deuxième » par le mot « premier » dans le premier alinéa du I de l'article 80 de la loi de finances pour 1984) : retiré ; amendement n° 289 de M. Jean-Louis Masson (supprimant dans le deuxième alinéa du I de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 les mots « 60 p. 100 ») : non soutenu ; amendement n° 144 de M. Michel Cointat (application de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 à compter de l'imposition des revenus de 1985) ; amendement n° 155 de M. Claude Birraux (même objet) ; amendement n° 146 de M. Michel Cointat (même objet) ; groupements agricoles d'exploitation en commun (G. A. E. C.) ; système fiscal des G. A. E. C. (p. 6159) ; amendements n° 144 et n° 155 : rejetés ; amendement n° 146 : retiré ; amendement n° 145 de M. Michel Cointat (assujettissement des des groupements agricoles d'exploitation en commun au régime simplifié d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée) ; amendement n° 309 du Gouvernement (même objet) ; référence au nombre d'associés ; critique l'inapplication d'un texte de loi par simple décision de fait administrative ; amendement n° 309 : adopté ; amendement n° 145 : devenu sans objet ; amendement n° 297 de M. Michel Cointat (application du régime du compte d'épargne en actions aux achats nets de parts ou actions des sociétés coopératives et de leurs unions) ; amendement n° 294

du Gouvernement (même objet) (p. 6160) ; amendement n° 297 : retiré ; amendement n° 294 : adopté ; amendement n° 148 de M. Michel Cointat (application du régime des comptes d'épargne en actions aux achats nets de parts de groupements fonciers agricoles) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Michel Cointat (considérant comme des biens professionnels les biens donnés à bail à long terme) : rejeté ; amendement n° 136 de M. Michel Cointat (document constatant la formation des groupements agricoles d'exploitation en commun) (p. 6161) ; procédure de simplification et d'accélération des formalités de création d'entreprise : rejeté ; amendement n° 233 de M. Edmond Alphandéry (possibilité pour le contribuable de demander que l'impôt s'applique au montant moyen des bénéfices ou revenus qu'il a réalisés) ; pénalisation du risque en raison de la progressivité de l'impôt sur le revenu ; calcul de cet impôt sur la base de la moyenne des bénéfices réalisés sur l'année de l'imposition : rejeté.

Après l'article 86 : amendement n° 200 du Gouvernement (ressources de la Commission des opérations de bourse) (p. 6162) : redevances au profit de la C. O. B. : adopté après rectification.

Article 78 précédemment réservé : amendement n° 312 du Gouvernement (substituant au mot « pénalités » les mots « sanctions fiscales ») (p. 6163) ; sous-amendement n° 313 de M. Gilbert Gantier (substituant aux mots « au troisième alinéa de l'article » les mots « à l'article ») ; refus de l'administration d'appliquer à elle-même la discipline qu'elle applique aux contribuables (p. 6164) ; amendements n°s 291 et 299 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 218 de la commission (référence à la mention prévue au deuxième alinéa des articles L. 76 et L. 189 du livre des procédures fiscales) : adopté ; sous-amendement n° 313 : rejeté ; amendement n° 312 : adopté après rectification ; amendement n° 219 de la commission (insérant les mots « ou dissimulés » après le mot « travestis » à l'article 1740 *ter* du code général des impôts) : adopté ;

— article 78, ainsi modifié : adopté au scrutin public (p. 6165).

ARTICLES DE RECAPITULATION

[15 novembre 1984] (p. 6165).

Moyens des services et dispositions spéciales.

Titre I^er^ : dispositions applicables à l'année 1985.

A. — Opérations à caractère définitif.

I. — Budget général.

Article 35 (*montant des crédits ouverts au titre des services votés du budget général*) : adopté (p. 6165).

Article 36 (*répartition des crédits au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services civils*) : adopté.

Article 37 (*répartition des autorisations de programme au titre des mesures nouvelles*) : adopté.

Article 38 : adopté lors de l'examen des crédits du ministère de la défense.

Article 39 : adopté lors de l'examen des crédits du ministère de la défense.

Article 40 (*autorisant les ministres à engager en* 1985 *certaines dépenses par anticipation sur les crédits qui leur seront alloués pour* 1986) : adopté.

Article 42 (*montant des crédits ouverts aux ministres au titre des services votés des budgets annexes*) : adopté.

Article 43 (*montant des autorisations de programme ouvertes au titre des mesures nouvelles des budgets annexes*) ; possibilité d'un rassemblement politique (p. 6166) ; obligation pour l'Aéroport de Paris de restituer un milliard et demi de francs au F. D. E. S. : adopté.

Rappel de l'examen des articles 41, 44 et 45 à 89 :

Articles 41 et 44 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Articles 45 à 54 : examinés lors de l'examen des comptes spéciaux du Trésor.

Article 55 : examiné lors de l'examen des taxes parafiscales.

Articles 56 à 58 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 59 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'urbanisme.

Article 60 : examiné lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication.

Articles 61 à 69 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 70 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de la culture.

Article 71 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'urbanisme.

Articles 72 à 78 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Articles 79 et 80 : examinés lors de l'examen des crédits du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Article 81 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'agriculture.

Article 82 : examiné lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants.

Articles 83 et 84 : examinés lors de l'examen des crédits du ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

Articles 85 à 87 : examinés lors de l'examen des crédits du ministère de l'économie, des finances et du budget.

Article 88 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'éducation nationale.

Article 89 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

Seconde délibération du projet de loi :

Lutte contre la pauvreté (p. 6167) ; déficit budgétaire ; prélèvement effectué sur les caisses d'épargne au détriment du secteur du logement ; emprunt « Giscard » ; introduction des technologies nouvelles dans le cadre des services publics.

Article 36 et état B (p. 6168-6169).

Titre III : amendement n° 1 du Gouvernement (réduction des crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé et l'emploi — II : santé et solidarité nationale) ; amendement n° 2 du Gouvernement (même objet) : adoptés ; amendement n° 52 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, le travail, la santé et l'emploi — III : travail, emploi) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'agriculture) : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'économie, les finances et le budget — II : services financiers) ; amendement n° 55 du Gouvernement (même objet) : adoptés ; amendement n° 5 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'environnement) : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (modification du montant des crédits affectés aux services du Premier ministre) : adopté.

Titre IV : amendement n° 12 du Gouvernement (réduction des crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé et l'emploi — II : santé et solidarité nationale) : adopté ; amendement n° 13 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé et l'emploi — II : santé et solidarité nationale) : adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé et l'emploi — III : travail, emploi) : adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'agriculture) : adopté ; amendement n° 17 du Gouvernement (majoration concernant les crédits des anciens combattants) : adopté ; amendement n° 18 du Gouvernement (majoration des crédits concernant le commerce, l'artisanat et le tourisme) : adopté (p. 6170) ; amendement n° 19 du Gouvernement (majoration des crédits concernant la culture) : adopté ; amendement n° 20 du Gouvernement (réduction des crédits concernant l'économie, les finances et le budget — I : charges communes) : adopté ; amendement n° 21 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'économie, les finances et le budget — II : services financiers) : adopté ; amendement n° 22

du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 24 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 25 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'environnement) : adopté ; amendement n° 26 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 27 du Gouvernement (réduction des crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 28 du Gouvernement (majoration des crédits concernant la jeunesse et les sports) : adopté ; amendement n° 29 du Gouvernement (majoration des crédits concernant la mer) : adopté ; amendement n° 30 du Gouvernement (majoration des crédits concernant le plan et l'aménagement du territoire) : adopté ; amendement n° 31 du Gouvernement (majoration des crédits concernant le redéploiement industriel) : adopté ; amendement n° 32 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les relations extérieures — I : services diplomatiques et généraux) : adopté ; amendement n° 33 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les services du Premier ministre — I : services généraux) : adopté ; amendement n° 34 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'urbanisme, le logement et les transports) : adopté ;
— article 36 et état B, ainsi modifiés : adoptés.

Article 37 et état C (p. 6171-6172).

Titre V : amendement n° 53 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'économie, les finances et le budget — I : charges communes) : adopté ; amendement n° 35 du Gouvernement (rédigeant l'intitulé du chapitre 56-01 concernant l'éducation nationale : « administration générale, formation continue et création exceptionnelle d'établissements d'enseignement public) : adopté ; amendement n° 36 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 37 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 38 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté.

Titre VI : amendement n° 39 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé et l'emploi — II : santé et solidarité nationale) : adopté ; amendement n° 40 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé et l'emploi — III : emploi, travail) : adopté ; amendement n° 41 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant l'agriculture) : adopté ; amendement n° 42 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 43 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'environnement) : adopté ; amendement n° 44 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 45 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la mer) : adopté ; amendement n° 46 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le plan et l'aménagement du territoire) : adopté ; amendement n° 47 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le redéploiement industriel) : adopté ; amendement n° 48 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant les services du Premier ministre — I : services généraux) : adopté (p. 6173) ; amendement n° 49 du Gouvernement (majoration des crédits de paiement concernant l'urbanisme, le logement et les transports) : adopté ;
— article 37 et état C, ainsi modifiés : adoptés.

Article 56 et état F : amendement n° 54 du Gouvernement (rétablissant dans l'état F les deux lignes suivantes : « II : services financiers » et « 37-08 : application des dispositions de la loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision ») : adopté ;
— article 56 et état F, ainsi modifiés : adoptés.

Article 90 : amendement n° 50 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 91 : amendement n° 51 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé (p. 6174).

Article 34 et état A (p. 6175-6176) : problèmes relatifs à l'application des dispositions de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances ; équilibre du budget de 1985 ; opération de débudgétisation (p. 6177) ; amendement n° 56 du Gouvernement (majorant le plafond des dépenses ordinaires civiles de 22 millions de francs dans le texte de l'article 34) : adopté ;
— article 34 et état A, ainsi modifiés : adoptés.

Explications de vote (p. 6178).

Abstention du groupe communiste : *Jans* (*Parfait*) (p. 6180) ;
Emprunt Giscard : *Jans* (*Parfait*) (p. 6180) ;
Information du Parlement : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 6178) ;
Prélèvements obligatoires (niveau des —) : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 6178) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 6179) ;
Vote négatif du groupe R. P. R. : *Tranchant* (*Georges*) (p. 6179) ;
Vote négatif du groupe U. D. F. : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 6178) ;
Vote positif du groupe socialiste : *Anciant* (*Jean*) (p. 6180).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6180).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1984] (p. 7085-7101) :

Amendements (dépôt tardif d'—) : *Pierret* (*Christian*) (p. 7102) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7103).
Autorisations budgétaires (gestion des —) : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7088) ; *Pierret* (*Christian*) (p. 7089-7090) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 7091-7092).
Chômage (augmentation du —) : *Tranchant* (*Georges*) (p. 7093).
Contrôle budgétaire : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7091).
Déficit budgétaire : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7088-7089) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 7092-7093) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 7096).
Emprunt Giscard : *Tranchant* (*Georges*) (p. 7094).
Endettement de la France : *Tranchant* (*Georges*) (p. 7093) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7102).
Entreprises (charges des —) : *Tranchant* (*Georges*) (p. 7093) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7102).
Fiscalité agricole : *Bénetière* (*Jean-Jacques*) (p. 7095).
Gouvernement (critique de son attitude à l'égard de la droite) : *Jans* (*Parfait*) (p. 7087).
Inflation (ralentissement de l'—) : *Pierret* (*Christian*) (p. 7085-7086).
Investissements productifs : *Pierret* (*Christian*) (p. 7086) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7089).
Investissement publics : *Zeller* (*Adrien*) (p. 7096).
Justice fiscale (absence de —) : *Jans* (*Parfait*) (p. 7087).
Prélèvements obligatoires (niveau des —) : *Jans* (*Parfait*) (p. 7088) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 7092-7093) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 7095) ; *Emmanuelli* (*Henri*) (p. 7102).
Rappel au règlement : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7091-7103).
Rapport de la Cour des comptes : *Goux* (*Christian*) (p. 7094) ; *Tranchant* (*Georges*) (p. 7094).

Discussion des articles [18 décembre 1984] (p. 7103) :

Article 1er : contrôle parlementaire sur la loi de finances (p. 7103) ; fonds spécial de grands travaux ; amendement n° 147 de M. Gilbert Gantier (évaluation dans l'annexe des voies et moyens du projet de loi de finances, du produit de chacun des impôts affecté aux établissements publics) : rejeté ;
— article 1er : adopté.

Article 2 (p. 7104) : régime fiscal des adhérents de centres et d'associations de gestion agréés ; frais de garde ; diminution de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu ; augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; amendement n° 148 de M. Gilbert Gantier (portant à 6 000 F la déduction pour frais de garde) ; amendement n° 60 de M. Georges Tranchant (portant à 4 500 F la déduction pour frais de garde) (p. 7105) : rejetés ; amendement n° 149 de M. Gilbert Gantier (portant à 193 000 F le seuil au-delà duquel l'abattement pratiqué sur les bénéfices des adhérents de centres et associations de gestion agréés, passe de 20 à 10 p. 100 ; alignement de la situation des membres des centres et associations de gestion agréés sur celle des salariés : rejeté ; amendement n° 61 de M. Georges Tranchant (portant à 2 150 F le plafond des dépenses exposées pour la tenue de la comptabilité et ouvrant droit à une réduction d'impôt pour les adhérents de centres de gestion ou d'associations agréés) ; amendement n° 62 de M. Georges Tranchant (portant à 2 050 F le plafond prévu à l'article 199 *quater* B du code général des impôts) (p. 7106) : rejetés ; amendement n° 63 de M. Georges Tranchant (modification des limites prévues à l'article 199 *quinquies* A du code général des impôts) ; amendement

n° 64 de M. Georges Tranchant (même objet) : rejetés ; amendement n° 65 de M. Georges Tranchant (actualisation du montant des dépenses ouvrant droit à une déduction d'impôt en ce qui concerne les intérêts d'emprunt et les prêts de ravalement) ; amendement n° 66 de M. Georges Tranchant (même objet) : rejetés ; amendement n° 67 de M. Georges Tranchant (actualisation du montant des dépenses ouvrant droit à une réduction d'impôt en ce qui concerne les économies d'énergie) ; amendement n° 68 de M. Georges Tranchant (même objet) (p. 7107) : rejetés ; amendement n° 69 de M. Georges Tranchant (actualisation du montant des dépenses ouvrant droit à une réduction d'impôt au titre des primes d'assurance-vie) ; amendement n° 70 de M. Georges Tranchant (même objet) : rejetés ; amendement n° 71 de M. Georges Tranchant (doublement du montant des sommes ouvrant droit à une réduction d'impôt au titre des fonds salariaux) : rejeté ; amendement n° 72 de M. Georges Tranchant (actualisation du montant des sommes ouvrant droit à une réduction d'impôt au titre des fonds salariaux) ; amendement n° 73 de M. Georges Tranchant (même objet) (p. 7108) : rejetés ; amendement n° 23 de M. Parfait Jans (modification de la disposition permettant de procéder à une baisse uniforme de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu) ; progressivité de cet impôt (p. 7109) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 74 de M. Georges Tranchant (supprimant l'avant-dernier alinéa du paragraphe VI de cet article) : rejeté ; amendement n° 24 de M. Parfait Jans (insérant les mots « des réductions d'impôt » après les mots « avant déduction » dans le 4e alinéa du paragraphe VI de cet article) ; amendement n° 150 de M. Gilbert Gantier (compensation des pertes de recettes par une majoration du droit de consommation sur les tabacs) (p. 7110) : rejetés ;
— article 2 : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 3 de M. François Grussenmeyer (application des dispositions du IV de l'article 238 *bis* du code général des impôts, aux dons faits aux associations d'Alsace-Lorraine) : retiré ; amendement n° 25 de M. Dominique Frelaut (dégrèvement des cotisations dues au titre de la taxe d'habitation) (p. 7111) ; justice fiscale : rejeté au scrutin public ; amendement n° 159 de M. Jean-Jacques Benetière (modifiant l'article 71 du code général des impôts) ; fiscalité agricole ; imposition au bénéfice réel ; assujettissement des G. A. E. C. à un tel régime (p. 7112) ; définition des G. A. E. C. comme sociétés de personnes dotées d'une transparence totale : adopté au scrutin public (p. 7113).

Article 3 : allégement de la taxe professionnelle ; amendement n° 26 de M. Dominique Frelaut (de suppression) (p. 7114) ; gonflement du marché obligataire ; charge des entreprises : rejeté ;
— article 3 : adopté (p. 7115).

Après l'article 3 : amendement n° 28 de M. Paul Mercieca (suppression du système du prélèvement libératoire) ; privilège accordé aux revenus du capital par rapport aux revenus du travail ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 29 de M. Dominique Frelaut (instituant une retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers) ; avoir fiscal : rejeté.

Article 3 *bis* (p. 7116) ; emprunt Giscard ; manquement de l'Etat à sa parole donnée ; amendement n° 27 de M. Parfait Jans (assujettissement des personnes morales titulaires du revenu de l'emprunt Giscard à un prélèvement à la source de 30 p. 100) ; amendement n° 152 de M. Parfait Jans (versement de la valeur coupon lors du paiement des intérêts de cet emprunt) (p. 7117) ; structure de cet emprunt ; service de la dette (p. 7118) ; modification du régime d'indexation de cet emprunt : rejetés ;
— article 3 *bis* : adopté au scrutin public.

Article 4 : amendement n° 76 de M. Georges Tranchant (encouragement de l'augmentation du capital et de la constitution de fonds propres des sociétés) ; amendement n° 75 de M. Georges Tranchant (même objet) (p. 7119) : rejetés ;
— article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 77 de M. Georges Tranchant (référence aux employeurs occupant au minimum 20 salariés) ; amendement n° 78 de M. Georges Tranchant (seuil de 10 salariés) ; amendement n° 79 de M. Georges Tranchant (seuil de 20 salariés) ; seuil de participation au développement de la formation professionnelle continue ; rejetés.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 7 : adopté.

Article 8 (p. 7120) ; amendement n° 80 de M. Georges Tranchant (supprimant le paragraphe I de cet article) ; problème de l'application de la T.V.A. aux prestations des agences de voyages ; rejeté ; amendement n° 13 de la commission (de rectification) : adopté ;
— article 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 4 du Gouvernement (aménagement des régimes des sociétés immobilières d'investissement) ; sociétés civiles de construction (p. 7121) ; autorisation de l'appel public à l'épargne par la commission des opérations de bourse ; désengagement de l'Etat (p. 7122) ; effondrement du marché locatif privé ; adopté ; amendement n° 81 de M. Georges Tranchant (encouragement de la constitution de fonds propres des entreprises) : rejeté.

Article 9 : adopté.

Article 9 *bis* **:** adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : adopté.

Article 12 : professionnels des machines à sous (p. 7123) ; amendement n° 14 de la commission (entrée en application de ces dispositions à compter du 1er septembre 1985) ; assujettissement à la T.V.A. du produit de l'exploitation des appareils automatiques ; taxe d'Etat sur ces appareils ; décision du Conseil des communautés autorisant la France à refuser tout droit à remboursement de la T.V.A. en faveur des exploitants d'appareils automatiques ; sous-amendement du Gouvernement (entrée en vigueur de ces dispositions à compter du 1er juillet 1985) (p. 7124) ; adopté ; amendement n° 14, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 83 de M. Georges Tranchant : devenu sans objet ; amendement n° 82 de M. Georges Tranchant (inapplication de ces dispositions aux jeux automatiques dont la recette peut être établie de façon sûre) : rejeté ;
— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 14 : constitution d'une prévision pour investissement lors de la constitution d'une réserve de participation non obligatoire (p. 7125) ; amendement n° 84 de M. Georges Tranchant (de suppression) ; régime de la participation ; homologation des accords de participation par le centre d'études sur les revenus et les coûts : rejeté au scrutin public ;
— article 14 : adopté.

Article 14 *bis* (p. 7126) : amendement n° 30 de M. Parfait Jans (de suppression) ; carry-back ; système de report en arrière (p. 7127) ; clause relative à l'investissement pour bénéficier d'un système de report en arrière ; amélioration au bilan de la situation des fonds propres des entreprises ; « applicabilité » du carry-back (p. 7128) ; difficultés des cessions de créances dans le cadre de la loi Dailly ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 136 du Gouvernement (précisant que le déficit constaté au titre d'un exercice ouvert à compter du 1er janvier 1984 par une entreprise soumise à l'impôt sur les sociétés, peut être considéré comme une charge déductible du bénéfice de l'antépénultième exercice) ; sous-amendement n° 166 de M. Christian Pierret (caractère inaliénable et incessible de la créance) : adopté (p. 7129) ; amendement n° 136, ainsi modifié : adopté ; sous-amendement n° 167 de M. Georges Tranchant déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution ;
— article 14 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 14 *bis* **:** amendement n° 5 du Gouvernement (référence aux enfants visés à l'article 49 du code de la famille et de l'aide sociale) ; régime des droits de mutation des dons et legs consentis aux pupilles de l'Etat : adopté.

Article 15 : amendement n° 85 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté ;
— article 15 : adopté.

Article 16 : amendement n° 89 de M. Georges Tranchant (dispensant les entreprises de production pétrolière de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) (p. 7130) : rejeté ;
— article 16 : adopté.

Article 17 : amendement n° 87 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté ; amendement n° 21 de M. Francis Geng (modification du tableau figurant au paragraphe I de cet article) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Francis Geng (supprimant la référence au gazole) : rejeté ;
— article 17 : adopté.

Article 17 *bis* **:** adopté.

Article 18 (p. 7131) : amendement n° 88 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté ;
— article 18 : adopté.

Article 19 : amendement n° 31 de M. Dominique Frelaut (création d'une tranche supplémentaire d'imposition sur les grandes fortunes) ; nouvelle « pauvreté » ; rejeté ; amendement n° 90 de M. Georges Tranchant (p. 7132) (relèvement des

tranches de l'I.G.F.) : rejeté ; amendement n° 91 de M. Michel Debré (prise en compte des charges de famille pour la détermination de l'I.G.F.) : rejeté ; amendement n° 92 de M. Georges Tranchant (supprimant le paragraphe II de cet article) : rejeté ; amendement n° 93 de M. Georges Tranchant (même objet) : rejeté ; amendement n° 94 de M. Georges Tranchant (exclusion des biens professionnels agricoles) : rejeté ; amendement n° 6 du Gouvernement (supprimant le paragraphe III de cet article) ; recherche des redevables de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 7133) ; défaut de production d'un document exigé par l'administration ; principe déclaratif des grandes fortunes (p. 7134) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 95 de M. Georges Tranchant (suppression des mots « à titre principal » à l'article 885-N du code général des impôts) ; problème de l'application de l'I.G.F. à l'outil de travail ; amendement n° 96 de M. Georges Tranchant (exonérant les biens professionnels de l'I.G.F.) ; amendement n° 97 de M. Georges Tranchant (cas des actionnaires minoritaires) ; amendement n° 98 de M. Georges Tranchant (supprimant les mots « si elles représentent 25 p. 100 du capital de la société » au 3° de l'article 885-O du code général des impôts) ; amendement n° 99 de M. Georges Tranchant (remplaçant par un seuil de 10 p. 100 le seuil de 25 p. 100, au 3° de l'article 885-O du code général des impôts) ; amendement n° 100 de M. Georges Tranchant (caractère familial des actionnaires des petites et moyennes entreprises) ; amendement n° 101 de M. Georges Tranchant (fraction de la valeur de départ ou action nécessaire à l'activité industrielle) ; amendement n° 102 de M. Georges Tranchant (précisant que les redevables pourront être dispensés du paiement de l'I.G.F. dans la mesure où ils auront souscrit à des augmentations de capital) (p. 7135) ; rejetés.

Article 19 *bis :* adopté.

Après l'article 19 *bis :* amendement n° 138 du Gouvernement (possibilité de réintégrer le montant global des provisions pour hausse des prix constituées avant le 1er janvier 1984) ; spécificité de l'activité agricole : adopté ; amendement n° 137 du Gouvernement (possibilité pour les exploitants soumis au régime du bénéfice réel de modifier la date de clôture de leur exercice lorsqu'ils opèrent une reconversion d'activité) (p. 7136) : adopté.

Article 20 : amendement n° 103 de M. Georges Tranchant (habilitation des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers à collecter des fonds pour la formation professionnelle) : rejeté ;

— article 20 : adopté (p. 7137).

Article 21 : importation en France continentale et en Corse des rhums et tafias originaires des D. O. M. - T. O. M. ; aide aux transports par voie ferroviaire ; transmissions par fac-similé : adopté.

Article 21 *bis :* amendement n° 15 de la commission (instituant une taxe sur les huiles minérales synthétiques commercialisées en France) (p. 7138) ; collecte des déchets ; affaire de Saint-Quentin : adopté ;

— article 21 *bis*, ainsi modifié : adopté (p. 7139).

Après l'article 21 *bis :* amendement n° 7 du Gouvernement (exonération de la retenue à la source des intérêts, arrérages et tous autres produits des emprunts émis en France en ECU) : adopté.

Article 22 : amendement n° 104 de M. Georges Tranchant (supprimant le dernier alinéa de cet article) : rejeté ;

— article 22 : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (précisant que ces dispositions prennent effet à compter de l'imposition des revenus de 1985) ; application aux G. A. E. C. du régime du bénéfice réel : retiré (p. 7140) ; amendement n° 105 de M. François Grussenmeyer (déductibilité du salaire du conjoint participant effectivement à l'exercice de la profession, du bénéfice imposable de l'entreprise) ; amendement n° 106 de M. François Grussenmeyer (différé de paiement des droits) ; amendement n° 107 de M. François Grussenmeyer (déduction des cotisations versées par l'exploitant à un régime complémentaire de maladie et de retraite) ; amendement n° 108 de M. François Grussenmeyer (définition des récoltants de fruits) : rejetés ; amendement n° 109 de M. Michel Cointat (cas d'exonération de l'impôt sur le revenu des exploitants agricoles) (p. 7141) ; amendement n° 110 de M. Michel Cointat (considérant comme biens professionnels les biens donnés à bail à long terme dans certaines conditions) ; amendement n° 111 de M. Michel Cointat (abrogation de l'article 20 de la loi de finances pour 1984) ; amendement n° 112 de M. Michel Cointat (suppression de la dernière phrase du 1° du II de l'article 79 de la loi de finances pour 1984) ; amendement n° 113 de M. Michel Cointat (suppression de la dernière phrase du 2° II de l'article 79 de la loi de finances pour 1984) ; amendement n° 114 de M. Michel Cointat (suppression du 3° II de l'article 79 de la loi de finances pour 1984) ; amendement n° 115 de M. Michel Cointat (possibilité pour les exploitants soumis au bénéfice du réel de modifier les dates d'ouverture et de clôture de leur exercice) ; amendement n° 116 de M. Michel Cointat (remplaçant le mot « deuxième » par le mot « premier » dans le premier alinéa du I de l'article 80 de la loi de finances pour 1984) ; amendement n° 117 de M. Michel Cointat (précisant que ces dispositions prennent effet à compter de l'imposition des revenus 1985) ; amendement n° 118 de M. Michel Cointat (entrée en vigueur des mesures concernant la détermination du régime fiscal des groupements agricoles d'exploitation en commun) ; amendement n° 119 de M. Michel Cointat (fixant la moyenne des recettes au-delà de laquelle les G. A. E. C. sont obligatoirement soumises au régime simplifié d'imposition à la T. V. A.) ; amendement n° 120 de M. Michel Cointat (référence aux actes constatant la formation des G. A. E. C.) (p. 7142) ; amendemeent n° 121 de M. Michel Cointat (remplaçant par les mots « 1,25 fois la moyenne des résultats » les mots « 2 fois la moyenne des résultats » dans le I de l'article 38 *sexdecies* J de l'annexe III du code général des impôts) ; amendement n° 122 de M. Michel Cointat (calcul du bénéfice imposable à partir d'une moyenne mobile triennale des bénéfices) ; amendement n° 123 de M. Michel Cointat (application aux achats nets de parts de groupements fonciers agricoles, du régime de compte d'épargne en actions) ; amendements n° 109, n° 110, n° 111 : rejetés (p. 7143) ; amendements n° 112 à 123 : rejetés ;

Article 23 : reprises de produits fiscaux aux départements : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 153 du Gouvernement (réduction du taux de la taxe départementale de publicité foncière ou du droit départemental d'enregistrement) ; réduction des droits exigibles sur les mutations d'immeubles ruraux : adopté.

Article 24 : amendement n° 154 de M. Gilbert Gantier (de précision) (p. 7144) ; caractère forfaitaire des prélèvements effectués sur les impôts locaux ; coût de la fiscalité locale pour l'Etat : rejeté.

— article 24 : adopté.

Article 25 : adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 139 du Gouvernement (modifiant les minima dans le tableau figurant à l'article 1568 du code général des impôts) ; droit de licence sur les débits d'alcool : adopté.

Article 26 : retiré par le Gouvernement.

Article 26 *bis :* adopté.

Article 27 : adopté.

Après l'article 27 : amendement n° 34 du Gouvernement (création du loto sportif) (p. 7145) ; gestion des fonds collectés ; mouvement associatif ; affectation du produit de ce jeu au mouvement sportif : adopté ; amendement n° 35 du Gouvernement (répartition du produit de ce prélèvement) : adopté (p. 7146).

Article 28 : adopté.

Article 29 : adopté.

Article 30 : amendement n° 36 du Gouvernement (de coordination) : adopté.

— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 : adopté.

Après l'article 31 : amendement n° 133 de M. Gilbert Gantier (barème de la taxe sur les spectacles cinématographiques) (p. 7147) : rejeté.

Article 32 : adopté.

Article 33 : adopté (p. 7148).

Article 34 et état A (p. 7149-7150) : amendement n° 165 du Gouvernement (modification des évaluations des recettes de l'état A) ; évaluation du déficit budgétaire ; financement de ce déficit : adopté ;

— article 34 et état A, ainsi modifiés : adoptés.

Seconde délibération de la première partie :

Article 2 *bis* (p. 7151) : amendement n° 1 du Gouvernement (régime d'imposition des associés d'un G. A. E. C.) ; sous-amendement n° 3 de M. Christian Pierret (fixant à 6,5 p. 100 le taux de la taxe prévu au premier alinéa de l'article 332 *bis* A du code général des impôts) ; principe de la transparence : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ;
— article 2 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 34 et état A (p. 7152-7153-7154-7155) : amendement n° 2 du Gouvernement (modification des évaluations des recettes figurant dans cet état) : adopté ;
— article 34 et état A, ainsi modifiés : adoptés.

Article 35 : adopté.

Article 36 et état B (p. 7156-7157).

Titre Ier : crédits : adoptés.

Titre II : crédits : adoptés.

Titre III :

Crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi : adoptés.

Crédits concernant l'agriculture : amendement n° 37 du Gouvernement (réduction de ces crédits) ; financement par étape des frais de fonctionnement de l'administration préfectorale ; fusion de l'institut national des transports et de l'office national de la sécurité routière : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les anciens combattants ; le commerce ; l'artisanat et le tourisme ; la culture ; les départements et territoires d'outre-mer : adoptés.

Crédits concernant l'intérieur et la décentralisation : amendement n° 38 du Gouvernement (majoration de ces crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant la jeunesse et les sports ; la justice ; la mer ; le plan et l'aménagement du territoire ; le redéploiement industriel, la recherche et la technologie : adoptés.

Crédits concernant la recherche et la technologie : amendement n° 39 du Gouvernement (majoration de ces crédits) : adoptés ; crédits, ainsi modifiés : adoptés (p. 7158).

Crédits concernant les relations extérieures ; les services du Premier ministre : adoptés.

Crédits concernant l'urbanisme ; le logement et les transports : amendement n° 40 du Gouvernement (réduction de ces crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Titre IV :

Crédits concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, le travail, la santé et l'emploi : amendement n° 41 du Gouvernement (majoration de ces crédits) : adopté ; amendement n° 42 du Gouvernement (même objet) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé et l'emploi ; l'agriculture, les anciens combattants ; le commerce, l'artisanat et le tourisme ; la culture ; les départements et territoires d'outre-mer : adoptés.

Crédits concernant l'économie, les finances et le budget : amendement n° 155 du Gouvernement (majoration de ces crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant l'économie, les finances et le budget ; l'éducation nationale ; l'environnement : adoptés.

Crédits concernant l'intérieur et la décentralisation : amendement n° 43 du Gouvernement (réduction de ces crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant la jeunesse, les sports ; la justice ; la mer ; le plan et l'aménagement du territoire ; le redéploiement industriel : adoptés.

Crédits concernant la recherche et la technologie : amendement n° 44 du Gouvernement (majoration de ces crédits) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les relations extérieures ; les services du Premier ministre ; l'urbanisme, le logement et les transports : adoptés ;
— article 36 et état B, ainsi modifiés : adoptés.

Article 37 et état C (p. 7159-7160).

Titre V :

Crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi ; l'agriculture ; le commerce, l'artisanat et le tourisme : adoptés.

Crédits concernant la culture : amendement n° 45 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté ; amendement n° 163 du Gouvernement (même objet) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les départements et territoires d'outre-mer ; l'économie, les finances et le budget ; l'éducation nationale ; l'environnement : adoptés.

Crédits concernant l'intérieur et la décentralisation : amendement n° 46 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant la jeunesse et les sports ; la justice ; la mer ; le plan et l'aménagement du territoire ; le redéploiement industriel, la recherche et la technologie ; les relations extérieures ; les services du Premier ministre ; l'urbanisme, le logement et les transports : adoptés.

Titre VI :

Crédits concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, la santé, le travail, l'emploi ; amendement n° 47 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté ; amendement n° 48 du Gouvernement (même objet) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, la santé, le travail, l'emploi : adoptés.

Crédits concernant la culture : amendement n° 49 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant le commerce, l'artisanat et le tourisme : adoptés.

Crédits concernant la culture : amendement n° 164 du Gouvernement (réduction des crédits de paiement) : adopté ; amendement n° 50 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les départements et territoires d'outre-mer ; l'économie, les finances et le budget (p. 7161) ; l'éducation nationale ; l'environnement ; l'intérieur et la décentralisation ; la jeunesse, les sports ; la justice ; la mer ; plan et aménagement du territoire, redéploiement industriel : adoptés.

Crédits concernant la recherche et la technologie : amendement n° 51 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Crédits concernant les relations extérieures ; les services du Premier ministre : adoptés.

Crédits concernant l'urbanisme, le logement et les transports : amendement n° 52 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté ; crédits, ainsi modifiés : adoptés.

Titre VII :

Crédits concernant l'urbanisme, le logement et les transports : adoptés ;
— article 37 et état C, ainsi modifiés : adoptés.

Article 38 : adopté.

Article 39 : adopté.

Article 40 et état D (p. 7162) : adoptés.

Article 41 : adopté.

Article 42 : adopté.

Article 43 : amendement n° 53 du Gouvernement (modification des crédits) : adopté ;
— article 43, ainsi modifié : adopté (p. 7163).

Article 44 : adopté.

Article 45 : adopté.

Après l'article 45 : amendement n° 54 du Gouvernement (ouverture d'un compte d'affectation spéciale intitulé « compte national pour le développement de la vie associative ») : adopté.

Article 46 : amendement n° 55 du Gouvernement (modification du montant des crédits) : adopté ;
— article 46, ainsi modifié : adopté.

Article 47 à 54 : adoptés (p. 7164).

Article 55 et état E (p. 7165 à 7176) ;
— article 55 et état E : adoptés (p. 7176).

Article 56 et état F : adoptés (p. 7177).

Article 57 et état G : adoptés (p. 7178).

Article 58 et état H : adoptés (p. 7180).

Article 59 : adopté.

Après l'article 59 : amendement n° 156 de M. René Haby (fixant à 75 millions de francs le montant annuel maximum de la taxe spéciale d'équipement instituée au profit de l'établissement public de la Lorraine) : rejeté ;

Article 60 : adopté.

Après l'article 60 : amendement n° 56 du Gouvernement (liste des départements qui ne sont pas tenus d'assurer les prestations qui leur incombent, du fait de certaines lois, pour le fonctionnement de l'administration préfectorale) : adopté.

Article 61 (p. 7181) : autorisation des entreprises à déduire de leur bénéfice imposable les dons qu'elles effectueraient au profit de fondations ou d'associations reconnues d'utilité publique d'intérêt général et à caractère culturel ; amendement n° 8 du Gouvernement (associations d'intérêt général et à caractère culturel agréées par le ministre de l'économie et des finances et le ministre de la culture) : adopté ; amendement n° 124 de M. Georges Tranchant : devenu sans objet ;
— article 61, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 61 : amendement n° 33 de M. Jean Oehler (présomption du caractère d'utilité publique pour les associations régies par la loi locale en vigueur dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin) : adopté (p. 7182).

Article 62 : amendement n° 125 de M. Georges Tranchant (substituant au pourcentage 25 p. 100 le pourcentage 40 p. 100 dans la 2e phrase du 1er alinéa du paragraphe I de cet article) ; dépenses de grosses réparations : rejeté ;
— article 62 : adopté.

Article 63 : loi Quilliot ; amendement n° 32 de M. Dominique Frelaut (de suppression) : rejeté (p. 7183) ; amendement n° 9 du Gouvernement (réduction d'impôt pour les contribuables souscrivant à la contribution ou à l'augmentation du capital des sociétés immobilières d'investissement) ; réduction d'impôt pour les contribuables qui font construire ou achètent un logement neuf en vue de le louer : adopté ;
— article 63, ainsi modifié : adopté.

Article 64 : amendement n° 10 du Gouvernement (abrogation des articles 39-5, 54 *quater* et 223 *quinquies* du code général des impôts) ; relevé des frais généraux : rejeté ; amendement n° 134 de M. Adrien Zeller (référence à l'activité industrielle, commerciale ou artisanale, agricole ou libérale dans l'article 239 *bis* A A du code général des impôts) (p. 7184) ; S.A.R.L. ; régime fiscal des sociétés de personnes : rejeté ;
— article 64 : adopté.

Article 65 : adopté.

Article 66 : adopté.

Article 66 *bis* : amendement n° 140 du Gouvernement (caractère interprétatif de cette disposition) ; constitution par certaines entreprises de provisions pour départ en retraite (p. 7185) : adopté ;
— article 66 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 66 *bis* : amendement n° 162 de M. Christian Pierret (cas où l'entreprise peut constituer des provisions) : adopté.

Articles 67 à 69 : adoptés.

Article 69 *bis* : règle de territorialité de la T.V.A. applicable aux locations de biens meubles corporels autres que les moyens de transport (p. 7186) ;
— article 69 *bis* : adopté.

Article 70 : taxe spéciale sur les spectacles cinématographiques ; amendement n° 141 du Gouvernement (perception de cette taxe quel que soit le procédé de fixation ou de transmission) ; amendement n° 142 du Gouvernement (réévaluation annuelle des tarifs de la taxe) (p. 7187) ; amendement n° 141 : adopté ; amendement n° 142 : rejeté ;
— article 70, ainsi modifié : adopté.

Article 71 : adopté.

Après l'article 71 : amendement n° 126 de M. Georges Tranchant (supprimant les mots « ou à la mise en œuvre d'une procédure d'imposition d'office ou » au deuxième alinéa de l'article R. 277 du livre des procédures fiscales) : rejeté.

Article 72 (p. 7188) : amendement n° 127 de M. Georges Tranchant (de suppression) : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (insérant le mot « sciemment » après les mots « en passant ou en faisant passer » dans le paragraphe I de cet article) : adopté ; amendement n° 128 de M. Georges Tranchant (substituant au terme « visite » le terme « perquisition fiscale ») : rejeté ; amendement n° 160 du Gouvernement (caractère non suspensif du recours en cassation intenté contre l'ordonnance mentionnée au premier alinéa) (p. 7189) : adopté après rectification ;
— article 72, ainsi modifié : adopté.

Article 73 : adopté.

Après l'article 73 : amendement n° 17 de la commission (approbation des délibérations du conseil général de Mayotte) : adopté.

Article 74 A : adopté.

Article 74 : amendement n° 143 du Gouvernement (modification des articles 24 et 26 de la loi de finances pour 1984) ; tarif des taxes différentielle et spéciale sur les véhicules à moteur : adopté ; amendement n° 144 du Gouvernement (modifiant l'article 1535 *bis* F du code général des impôts) : adopté ;
— article 74, ainsi modifié : adopté (p. 7190).

Article 75, supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture : amendement n° 11 du Gouvernement (revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières) ; sous-amendement n° 129 de M. Georges Tranchant (coefficient de 0,92) ; bases de la taxe professionnelle ; réforme de la fiscalité directe locale : rejeté ; nécessité de réviser les valeurs locatives des propriétés bâties ; amendement n° 11 : rejeté ;
— en conséquence, l'article 75 demeure supprimé.

Après l'article 75 : amendement n° 145 du Gouvernement (possibilité pour le conseil municipal de fixer le taux de la taxe professionnelle dans les communes où ce taux était nul) (p. 7191) ; amendement n° 135 de M. Adrien Zeller (possibilité pour les conseils municipaux de limiter la baisse du taux de la taxe professionnelle à 25 p. 100 de celle du taux moyen pondéré de autres taxes) ; amendement n° 145 : adopté ; amendement n° 135 : rejeté ; amendement n° 12 du Gouvernement (application du plafonnement sur la cotisation de taxe professionnelle diminuée de l'ensemble des réductions et dégrèvements dont elle peut faire l'objet) (p. 7192) : adopté ; amendement n°1 de M. Jean-Louis Masson (possibilité pour le conseil général d'attribuer aux établissements publics ou groupements de communes ayant pour vocation de créer des zones industrielles tout ou partie de la taxe professionnelle) : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (possibilité pour le conseil municipal d'additionner les taux des taxes foncières de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle) ; sous-amendement n° 161 de M. Guy Bêche ; retiré ; amendement n° 18 : adopté.

Article 75 *bis* : adopté.

Article 76 : adopté.

Article 77 : adopté (p. 7193).

Article 78 : conditions requises pour que les redevables soient passibles de pénalités lors de vérifications fiscales ; amendement n° 19 de la commission (supprimant le dernier alinéa du paragraphe I de cet article) ; amendement n° 130 de M. Georges Tranchant (même objet) ; amendement n° 157 de M. René Haby (même objet) : adoptés ;
— article 78, ainsi modifié : adopté.

Article 79 : amendement n° 131 de M. Georges Tranchant (suppression de la contribution instituée par l'article 115 de la loi de finances pour 1984) : rejeté ;
— article 79 : adopté.

Article 80, supprimé par l'Assemblée nationale (p. 7194) : amendement n° 57 du Gouvernement (financement des dépenses d'action sociale publique à Saint-Pierre et Miquelon) : adopté ;
— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 81 : amendement n° 132 de M. Michel Cointat (de suppression) : rejeté ;
— article 81 : adopté.

Article 81 *bis* : adopté.

Article 81 *ter* : adopté.

Après l'article 81 *ter* : amendement n° 146 du Gouvernement (remplaçant par les mots « 1988 et 1989 » les mots « 1986 et 1987 » dans la première phrase du deuxième alinéa du I de l'article 69 du code général des impôts) (p. 7195) ; aménagement apporté au régime réel d'imposition ; abaissement du seuil du forfait : adopté.

Articles 82 à 86 : adoptés.

Article 86 *bis* : adopté.

Article 87 : adopté.

Article 88 : adopté.

Article 88 *bis* : adopté (p. 7196).

Article 89 (p. 7197) : adopté.

Après l'article 89 : amendement n° 20 de la commission (coopération avec les Etats en voie de développement) : adopté.

Seconde délibération de la première partie du projet de loi (p. 7198) :

Article 34 et état A (p. 7199-7200-7201) : amendement n° 4 du Gouvernement (modification des opérations à caractère définitif prévues par cet article) : adopté ;
— article 34 et état A, ainsi modifiés : adoptés.

Explications de vote (p. 7202) :

Carry-back : *Gantier (Gilbert)* (p. 7202) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7203).
Politique des prix : *Gantier (Gilbert)* (p. 7202).
Vote favorable au groupe socialiste : *Anciant (Jean)* (p. 7203).
Vote hostile du groupe communiste : *Mercieca (Paul)* (p. 7203).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Tranchant (Georges)* (p. 7203).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7203).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7315) :

Catastrophe budgétaire : *Tranchant (Georges)* (p. 7315).
Echec de la commission mixte paritaire : *Goux (Christian)* (p. 7315) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 7315).

Lecture du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7315 à 7337).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7337).

Article d'équilibre

Voir *Rappels au règlement* **319.**

Présentation du budget 1985

Voir *Questions au Gouvernement* **1012.**

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

8. — Projet de loi de finances rectificative pour 1984 n° 2457.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 27 novembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **2474** (4 décembre 1984). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (27 novembre 1984). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) (29 novembre 1984). — Avis n° **2463** (28 novembre 1984). — Discussion le 5 décembre 1984. — Adoption le 5 décembre 1984. — Projet de loi n° **709.**

Sénat (première lecture) n° **131** (1984-1985), dépôt le 6 décembre 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **153** (1984-1985) (13 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Rejet le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **70** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2536,** dépôt le 20 décembre 1984. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).
Bureau [*J. O.* du 22 décembre 1984] (p. 3953).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **2557** (21 décembre 1984). — Discussion le 21 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 21 décembre 1984. — Projet de loi n° **755.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **189** (1984-1985) (21 décembre 1984). — Discussion le 21 décembre 1984. — Adoption définitive le 21 décembre 1984). — Projet de loi n° **78** (1984-1985).

Saisine du Conseil constitutionnel. — (Article 61, alinéa **2** de la Constitution). — Décision le 29 décembre 1984 (*J. O.* du 30 décembre 1984 (p. 4171). Conforme en totalité.

Loi n° 84-1209 du 29 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 30 décembre 1984 (p. 4109).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 2457 et ceux de la loi n° 84-1209 du 29 décembre 1984.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
		PREMIERE PARTIE			
		CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
1		Modification de l'article 35 de la loi de finances pour 1983.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6720 7383	**1**
2		Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6720 7383	**2**
3		Modification de l'article 95 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (premier alinéa).	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6720 7383	**3**
4		Modification de l'article 95 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relatlve à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (troisième et cinquième alinéas).	Première lecture : 5 décembre 1984. Commlssion mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6722 7383	**4**
5		Equilibre général	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6722 7383	**5**

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
		DEUXIEME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES			
		TITRE Ier			
		Dispositions relatives à l'année 1984.			
		A. — *Opérations à caractère définitif.*			
		I. — BUDGET GÉNÉRAL			
6		Dépenses ordinaires des services civils. — Ouvertures.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire 21 décembre 1984.	6725 7387	6
7		Dépenses en capital des services civils. — Ouvertures.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6727 7388	7
8		Dépenses ordinaires des services militaires. — Ouvertures.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6731 7389	8
9		Dépenses ordinaires des services militaires. — Ouvertures.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6731 7389	9
		II. — BUDGETS ANNEXES			
10		Budget annexe des postes et télécommunications. — Ouvertures....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6731 7389	10
		B. — *Opérations à caractère temporaire.*			
11		Création d'un compte spécial intitulé « Prêt à la communauté économique européenne ».	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6731 7389	11
12		Comptes de prêts. — Ouvertures.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6732 7389	12
13		Extension de l'objet du compte de commerce n° 904-11 : Régie industrielle des établissements pénitentiaires.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire 21 décembre 1984.	6732 7389	13
		C. — *Autres dispositions.*			
14		Ratification des décrets d'avances n° 84-213 du 29 mars 1984 et n° 84-865 du 29 septembre 1984.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6732 7389	14
		TITRE II			
		Dispositions permanentes.			
15		Portée de l'application du taux réduit de la T. V. A. aux prestations relatives à la fourniture et à l'évacuation de l'eau.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6732 7389	15

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J. O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
16		Taxe sur les conventions d'assurances. Portée de l'exonération en matière agricole.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6732 7389	16
	16 *bis* (A.N.)	Extension de l'assurance tempête sur les récoltes.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6734 7389	17
17		Abrogation du deuxième alinéa de l'article 130 du code des douanes..	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6734 7389	18
18		Dispositions relatives à l'office d'équipement hydraulique de la Corse et à l'office de développement agricole et rural de la Corse.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6735 7389	19
19		Frais de garderie et d'administration des forêts non domaniales soumises au régime forestier.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6737 7389	20
20		Contribution versée par les organismes employant des militaires détachés.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6737 7389	21
21		Intégration de la société française du tunnel routier de Fréjus dans le mécanisme de péréquation géré par l'établissement public d'Autoroutes de France.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6738 7389	22
22		Modification de l'assiette des taxes sur l'électricité.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6739 7389	23
23		Modification de la taxe départementale sur l'électricité.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6740 7389	24
24		Stabilisation en 1985 du taux des taxes sur l'électricité	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6740 7390	25
25 Supprimé.		Majoration du montant de la taxe communale facultative sur les véhicules à moteur.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6741 7390	—
26		Institution d'une cotisation pour frais de contrôle du respect des dispositions des cahiers des charges des services de communication audiovisuelle.	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6741 7390	26
27		Avances au territoire de Nouvelle-Calédonie et dépendances.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6743 7390	27
28		Arrondissement au franc inférieur des créances de l'Etat.....	Première lecture : 5 décembre 1984. Commission mixte paritaire : 21 décembre 1984.	6744 7390	28

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 décembre 1984] (p. 6704, 6716) :

Annulation de crédits : *Pierret (Christian)* (p. 6704) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6710) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6710) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6719).

Carry back : *Frelaut (Dominique)* (p. 6712).

Débudgétisation : *Pierret (Christian)* (p. 6706).

Déficit budgétaire : *Pierret (Christian)* (p. 6705) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6708) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6711) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6713) ; *Alphandéry (Edmond)* p. 6717) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6719).

Délai d'examen de ce texte : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6707, 6708) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6710) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6712).

Dette publique (charge de la —) : *Pierret (Christian)* (p. 6705, 6706) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6705) ; *Goux (Christian)* (p. 6707) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6708) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6711) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6713) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6717) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6719, 6720).

Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) (ressources du —) : *Pierret (Christian)* (p. 6706) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6709) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6720).

Ministère de la défense (coût des opérations extérieures) : *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 6707) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6711) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6713) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 6718).

Ouvertures de crédits : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6710) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6719).

Prêts bonifiés (réforme des —) : *Pierret (Christian)* (p. 6706) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6709).

Taux d'intérêt : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6705, 6717) ; *Goux (Christian)* (p. 6707) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6709) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6711).

Taxe sur l'électricité : *Pierret (Christian)* (p. 6706) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6710) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 6718, 6719).

U.N.E.D.I.C. (subvention à l' —) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6709).

Discussion des articles [5 décembre 1984] (p. 6720) :

Première partie : conditions générales de l'équilibre financier.

Article 1er (*modification de l'article 35 de la loi de finances pour 1983*) : adopté.

Article 2 (*fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement*) : adopté.

Article 3 (*modification de l'alinéa 1er de l'article 95 de la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat*) : amendement n° 1 de la commission (référence aux véhicules ayant donné lieu au paiement de ces taxes) ; décentralisation ; principe général de la compensation financière ; affectation des excédents de ressources fiscales à la dotation générale de décentralisation ; notion de surfiscalisation : (p. 6720) ; dotation globale de fonctionnement ; transfert du produit de la vignette au département ; évolution de la trésorerie des départements : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté (p. 6721).

Article 4 (*modification du troisième alinéa de l'article 95 de la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat*) : modalités d'exploitation des données statistiques ; calendrier de calcul de la compensation financière liée à la décentralisation : adopté.

Article 5 et état A annexé (*équilibre général*) (p. 6722, 6723, 6724) : adopté.

Deuxième partie : moyens des services et dispositions spéciales.

Titre Ier : dispositions applicables à l'année 1984 : A. — Opérations à caractère définitif ; I. — Budget général.

Article 6 et état B annexé : dépenses ordinaires des services civils — ouvertures (p. 6725, 6726).

Titre Ier : amendement n° 18 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant l'économie, les finances et le budget ; I. — Charges communes) ; sous-évaluation des chapitres des frais de justice de plusieurs ministères ; mouvements sur les chapitres budgétaires de l'Etat : rejeté ; amendement n° 19 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits du ministère de l'économie, des finances et du budget : I. — Charges communes) : rejeté ;

— crédits du titre Ier : adoptés.

Titre III : amendement n° 20 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits du ministère des anciens combattants) : rejeté ; amendement n° 21 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits concernant la culture) (p. 6727) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits concernant les départements et territoires d'outre-mer : I. — Section commune) : rejeté ; amendement n° 23 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits concernant l'économie, les finances et le budget : II. — Services financiers) : rejeté ; amendement n° 24 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits concernant l'industrie et la recherche : I. — Section commune) : rejeté ; amendement n° 25 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits concernant la justice) : rejeté ; amendement n° 26 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits concernant les transports : I. — Section commune) : rejeté ; amendement n° 27 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits concernant les transports : IV. — Météorologie) : rejeté ;

— crédits du titre III : adoptés.

Titre IV : amendement n° 28 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits concernant l'agriculture) : rejeté ; amendement n° 29 de M. Gilbert Gantier (majoration des crédits concernant les anciens combattants) : rejeté ; amendement n° 30 de M. Gilbert Gantier (réduction des crédits concernant l'économie, les finances et le budget : I. — Charges communes) : rejeté ;

— crédits du titre IV : adoptés.

Article 6 et état B annexé : adoptés.

Article 7 et état C annexé : dépenses en capital des services civils — ouvertures (p. 6728-6729).

Titre V : amendement n° 31 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant les affaires sociales et la solidarité nationale : I. — Section commune) ; dette accumulée de la France : rejeté ; amendement n° 32 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'agriculture — chapitre : forêts, acquisitions et travaux) : rejeté ; amendement n° 33 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement concernant la culture — chapitre : bâtiments publics, acquisitions, constructions, équipements) : rejet de l'ouverture de crédits en faveur d'un chapitre dont les dotations initiales ont fait l'objet d'une annulation : rejeté ; amendement n° 34 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : rejeté ; amendement n° 35 de M. Gilbert Gantier (supprimant le chapitre 57-92) ; utilisation de la procédure de dotation pour mémoire (p. 6730) : rejeté ;

— autorisations de programme et crédits de paiement du titre V : adoptés.

Titre VI : amendement n° 36 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'agriculture) : rejeté ; amendement n° 37 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'agriculture) : rejeté ; amendement n° 38 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'industrie et la recherche : II. — Industrie) : rejeté ; amendement n° 39 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'urbanisme et le logement) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'urbanisme et le logement) : rejeté ;

— autorisations de programme et crédits de paiement du titre VI : adoptés.

Article 7 et état C annexé : adoptés.

Article 8 (*dépenses ordinaires des services militaires — ouvertures*) : adopté.

Article 9 (*dépenses en capital des services militaires — ouvertures*) : adopté.

Article 10 (*ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement supplémentaires, au titre du budget annexe des P. T. T.*) : adopté.

Article 11 (*création d'un compte spécial institulé « prêt à la Communauté économique européenne »*) (p. 6731) : adopté.

Article 12 (*comptes de prêts — ouverture*) : adopté.

Article 13 (*extension de l'objet du compte de commerce n° 904-11*) ; régie industrielle des établissements pénitentiaires : adopté.

Article 14 (*ratification des décrets d'avance n° 84-213 du 29 mars 1984 et n° 84-865 du 28 septembre 1984*) : adopté.

Titre II : dispositions permanentes :

Article 15 (*portée de l'application du taux réduit de la T. V. A. aux prestations relatives à la fourniture et à l'évacuation de l'eau*) : amendement n° 2 de la commission (référence aux communes et groupements de communes) ; adopté ;
— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 (*taxe sur les conventions d'assurance*) ; portée de l'exonération en matière agricole ; régime d'exonération de la taxe d'enregistrement des contrats d'assurance mutuelle agricole ; cheptel mort ; amendement n° 3 de la commission (de suppression) ; amendement n° 13 de M. Michel Couillet (même objet) ; amendement n° 14 de M. Georges Tranchant (même objet) (p. 6732) ; principe de l'exonération de la taxe pour les risques spécifiquement agricoles des professionnels de l'agriculture ; amendements n° 13 et n° 14 : retirés ; amendement n° 3 : rejeté ; amendement n° 12 de M. Jean-Jacques Benetière (précisant que le régime défini précédemment s'applique notamment aux camions, camionnettes, fourgonnettes à utilisation exclusivement utilitaire) : adopté ;
— article 16, ainsi modifié : adopté (p. 6733).

Après l'article 16 : amendement n° 4 de la commission (référence aux tempêtes sur récoltes ou sur bois sur pied) ; assurance tempête sur les récoltes ; sous-amendement du Gouvernement (supprimant le paragraphe II de cet amendement) : adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (*abrogation du 2e alinéa de l'article 130 du code des douanes*) : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 16 de M. Georges Tranchant (supprimant le 2 de l'article 369 du code des douanes) ; critique de l'interdiction faite à un juge de reconnaître la bonne foi et l'absence d'intention frauduleuse des contrevenants (p. 6734) ; critique de l'image de l'administration fiscale au travers de la presse et des médias : rejeté.

Article 18 (*dispositions relatives à l'office d'équipement hydraulique de la Corse et à l'office de développement agricole rural de la Corse*) ; création de deux offices à vocation agricole : office de développement agricole rural de la Corse et office d'équipement hydraulique de la Corse (p. 6735) ; dette de la S.O.M.I.V.A.C. ; amendement n° 46 du Gouvernement (prise en charge par l'Etat de la dette de la société pour la mise en valeur de la Corse dans la limite d'un montant maximum fixé par décret) ; amendement n° 5 de la commission (même objet) ; amendement n° 46 : retiré ; problème de la dissolution de la S.O.M.I.V.A.C. ; sous-amendement du Gouvernement (référence à la date du 31 décembre 1983) ; deuxième sous-amendement du Gouvernement (substituant au mot « cent millions de francs » les mots « cent trente-sept millions de francs ») ; premier sous-amendement : adopté (p. 6736) ; deuxième sous-amendement : adopté ; amendement n° 5, ainsi modifié : adopté ;
— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 (*frais de garderie et d'administration des forêts non domaniales soumises au régime forestier*) : amendement n° 6 de la commission (de suppression) ; mode de fixation des contributions versées par des collectivités locales à l'office national des forêts ; définition des frais de garderie et d'administration ; cas des petites communes : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 20 (*contributions versées par les organismes employant des militaires détachés*) : adopté (p. 6737).

Article 21 (*intégration de la société française du tunnel routier du Fréjus dans le mécanisme de péréquation géré par l'établissement public d'autoroutes de France et transfert à cet établissement des créances nouvelles de l'Etat sur les sociétés intéressées*) : amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 21, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 21 : amendement n° 41 de M. Gilbert Gantier (nécessité de faire ressortir, à l'aide d'un rapport, l'évolution des dotations initiales) ; problème de l'effectivité du contrôle parlementaire (p. 6738) ; rejeté.

Article 22 (*modification de l'assiette des taxes sur l'électricité*) ; désir de ne pas pénaliser les communes et de ne pas transférer les charges aux ménages ; tarif jaune (p. 6739) ; amendement n° 8 de la commission (insérant les mots « ou égale » après le mot « inférieure ») : adopté ; amendement n° 9 de la commission (référence à une puissance supérieure à 36 kVA et inférieure ou égale à 250 kVA) : adopté ; amendement n° 17 de M. Dominique Frelaut (même objet) : retiré ; amendement n° 42 de M. Jean Anciant (possibilité pour certaines communes de dépasser le taux de 8 p. 100) ; encouragement par le Gouvernement de la pénétration de l'énergie électrique en France : adopté ; amendement n° 43 de M. Jean Anciant (maintien en vigueur de certaines conventions) : adopté ;
— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 (*modification de la taxe départementale pour l'électricité*) : adopté.

Article 24 (*stabilisation en 1985 du taux des taxes sur l'électricité*) : amendement n° 10 de la commission (de suppression) ; nécessité de donner aux collectivités locales l'entière responsabilité dans le cadre de la décentralisation (p. 6740) : rejeté ; amendement n° 44 de M. Jean Anciant (autorisant les communes et les départements lorsqu'elles ne l'ont pas fait à instaurer une taxe sur l'électricité) ; sous-amendement n° 48 de M. Christian Pierret (rédactionnel) ; sous-amendement n° 47 du Gouvernement (substituant aux mots « le département » les mots « la région ») ; sous-amendement n° 48 : adopté ; sous-amendement n° 47 : adopté ; amendement n° 44, ainsi modifié : adopté ;
— article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 (*majoration du montant de la taxe communale facultative sur les véhicules à moteur*) : amendement n° 11 de la commission (de suppression) ; activités publicitaires : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 26 (*institution d'une cotisation pour frais de contrôle du respect des dispositions des cahiers des charges des services de communication audiovisuelle*) (p. 6741) ; extension à trois catégories des services privés de communication audiovisuelle des dispositions applicables au financement par les sociétés nationales de radio-télévision des activités du service d'observation des programmes ; Canal Plus ; cahier des charges des radios locales privées (p. 6742) ;
— article 26 : adopté.

Article 27 (*avances du Trésor au territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*) : adopté.

Après l'article 27 : amendement n° 45 de M. Jean-François Hory (approbation des délibérations du conseil général créant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés) ; ordonnance du 1er avril 1981 reconnaissant au conseil général de Mayotte un pouvoir de législation sous condition suspensive de l'approbation parlementaire (p. 6743) : retiré.

Article 28 (*arrondissement au franc inférieur des créances de l'Etat*) : adopté.

Explications de vote (p. 6744).

Abstention du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 6744).

Information du Parlement : *Gantier (Gilbert)* (p. 6744).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 6744).

Vote négatif du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 6744).

Adoption de l'ensemble du projet de loi : (p. 6744).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [21 décembre 1984] (p. 7382) :

Accord de la commission mixte paritaire : *Pierret (Christian)* (p. 7382-7383).

Amendements du Gouvernement : *Pierret (Christian)* (p. 7382).

Mission confiée à M. Jacques Chérèque et reconversions industrielles en Lorraine : *Pierret (Christian)* (p. 7382).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7382).

Explications de vote (p. 7390) :
Abstention du groupe communiste : *Frelaut (Dominique)* (p. 7390).
Accord de la commission mixte paritaire : *Gantier (Gilbert)* (p. 7390) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7391) ; *Pierret (Christian)* (p. 7391) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 7391).
Amendements du Gouvernement : *Gantier (Gilbert)* (p. 7390) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 7391-7392) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7391).
Conditions de travail de l'Assemblée : *Tranchant (Georges)* (p. 7390) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 7390) ; *Pierret (Christian)* (p. 7391) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7392).
Vote négatif du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 7391).
Vote négatif du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 7390-7392).
Vote positif du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 7390).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7392).

LOIS DE REGLEMENT

4. — Projet de loi n° 1952 portant **règlement définitif du budget de 1982.**

Assemblée nationale (première lecture). — Urgence déclarée le 17 avril 1984. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° 2010 (11 avril 1984). — Discussion le 18 avril 1984. — Adoption le 18 avril 1984. — Projet de loi **n° 545.**

Sénat (première lecture) **n° 270** (1983-1984), dépôt le 19 avril 1984. Renvoi à la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport **n° 293** (1983-1984) (4 mai 1984). — Discussion le 10 mai 1984. — Adoption le 10 mai 1984. — Projet de loi **n° 101** (1983-1984).

Loi n° 84-386 du 24 mai 1984 publiée au *J.O.* du 25 mai 1984 (p. 1511).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 avril 1984] (p. 1716) :
Question préalable de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 1719, 1720, 1721) ; *Anciant (Jean)* (p. 1722) ; rejetée (p. 1722).
Absence de propositions de la part de l'opposition : *Emmanuelli (Henri)* (p. 1726).
Annulations et modifications de crédits : *Pierret (Christian)* (p. 1717) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1719) ; *Anciant (Jean)* (p. 1722) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1723) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1725).
Chômage : *Mercieca (Paul)* (p. 1723).
Déficit budgétaire : *Pierret (Christian)* (p. 1727) ; *Anciant (Jean)* (p. 1721) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1725).
Dépassement de crédits évaluatifs ou limitatifs : *Pierret (Christian)* (p. 1718) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1719) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1725).
Dévaluations : *Tranchant (Georges)* (p. 1722).
Endettement extérieur de la France : *Tranchant (Georges)* (p. 1723).
Impôt sur les grandes fortunes : *Mercieca (Paul)* (p. 1724) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1726).
Inflation : *Pierret (Christian)* (p. 1717) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1724).
Information et respect des droits du Parlement : *Gantier (Gilbert)* (p. 1721).
Prélèvements obligatoires (niveau des —) : *Pierret (Christian)* (p. 1717) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1722) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1725).
Rapport de la Cour des comptes : *Pierret (Christian)* (p. 1718) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1720).
Recherche (crédits de —) : *Gantier (Gilbert)* (p. 1719) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1719).
Réforme fiscale : *Mercieca (Paul)* (p. 1724).
Relance économique de 1981 : *Tranchant (Georges)* (p. 1722).
Reprise économique mondiale : *Pierret (Christian)* (p. 1717).
S. M. I. C. (augmentation du —) : *Anciant (Jean)* (p. 1721).

Discussion des articles [18 avril 1984] (p. 1727) :

Article 1er (*résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour* 1982) : adopté (p. 1727).

Article 2 (*recettes du budget général*) **et tableau A annexé :** adoptés.

Article 3 (*dépenses ordinaires civiles du budget général*) **et tableau B annexé** (p. 1728, 1729 et p. 1730 à 1751) ; adoptés (p. 1752, 1753).

Article 4 (*dépenses civiles en capital du budget général*) **et tableau C annexé** (p. 1754 à 1773) ; adoptés (p. 1774, 1775).

Article 5 (*dépenses ordinaires militaires du budget général*) **et tableau D annexé** (p. 1776, 1777) ; adoptés (p. 1778, 1779).

Article 6 (*dépenses militaires en capital du budget général*) **et tableau E annexé** (p. 1780, 1781) ; adoptés (p. 1782, 1783).

Article 7 (*résultat du budget général de* 1982) **et tableau F annexé :** adoptés (p. 1784).

Article 8 (*résultats des budgets annexes (services civils)* **et tableau G annexé** (p. 1785 à 1787) ; adoptés (p. 1788).

Article 9 (*résultats des budgets annexes (services militaires)* **et tableau H annexé** (p. 1789) ; adoptés (p. 1790, 1791).

Article 10 (*comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en* 1983) **et tableau I annexé** (p. 1792 à 1801) ; adoptés.

Article 11 (*comptes spéciaux définitivement clos au titre de l'année* 1982) **et état J annexé** (p. 1802, 1803) ; adoptés.

Article 12 (*résultats des opérations d'emprunt pour l'année* 1982) : adopté (p. 1804, 1805).

Article 13 (*gestion de fait ; reconnaissance d'utilité publique de dépenses*) : adopté.

Article 14 (*apurement d'un solde débiteur résultant d'opérations anciennes effectuées à l'étranger*) : adopté.

Article 15 (*remise de dettes à certains pays en développement faisant partie de la catégorie des moins avancés*) : adopté.

Article 16 (*transports aux découverts du Trésor des résultats définitifs de* 1982) : adopté (p. 1806).
Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1807).

5. — Projet de loi n° 2562 portant **règlement définitif du budget de 1983.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

LOME (convention de —)

Voir *Questions au Gouvernement* **1031.**

Lomé III

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

LORRAINE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **11.**
Entreprises **21.**
Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **5, 6.**

Bassin ferrifère lorrain

Voir *Questions orales sans débat* **715.**

Décentralisation de l'institut national de la propriété industrielle

Voir *Propriété industrielle* **1.**

Restructuration

Voir *Questions au Gouvernement* **933.**

LOTO SPORTIF

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Jeunesse et sports.

LOYERS

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement.

— impayés

Voir *Questions au Gouvernement* **1060.**

M

MACHINES-OUTILS

Voir *Questions au Gouvernement* **1144.**
Questions orales sans débat **644, 647, 651, 699.**

Fichage à l'usine S K F d'Ivry.
Voir *Questions orales sans débat* **565.**

MADAGASCAR

Voir *Traités et conventions* **109.**

MAGISTRATURE

2. — Projet de loi organique n° 2107 relatif à la **limite d'âge des magistrats** hors hiérarchie de la Cour de cassation.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 10 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Urgence déclarée le 13 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée (17 mai 1984). — Rapport n° **2168** (30 mai 1984). — Discussion les 13 et 14 juin 1984. — Adoption le 14 juin 1984. — Projet de loi n° **602.**

Sénat (première lecture) n° **393** (1983-1984), dépôt le 15 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **495** (1983-1984) (22 août 1984). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur pour avis : M. André Fosset. — Avis n° **493** (1983-1984) (8 août 1984). — Discussion le 22 août 1984. — Adoption le 22 août 1984. — Projet de loi n° **191** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J. O.* du 23 août 1984] (p. 2707).
Bureau [*J. O.* du 23 août 1984] (p. 2707).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Georges Labazée. — Rapport n° **2328** (23 août 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **500** (1983-1984) (28 août 1984).
La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2326**, dépôt le 23 août 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée. — Rapport n° **2330** (24 août 1984). — Discussion le 24 août 1984. — Adoption avec modifications le 24 août 1984. — Projet de loi n° **667.**

Sénat (deuxième lecture) n° **502** (1983-1984). — Dépôt le 28 août 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Larché. Rapport n° **504** (1983-1984) (28 août 1984). — Discussion le 28 août 1984. — Adoption avec modifications le 28 août 1984. — Projet de loi n° **193** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2332**, dépôt le 29 août 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée. — Rapport n° **2335** (5 septembre 1984). — Discussion le 5 septembre 1984. — Adoption définitive le 5 septembre 1984. — Projet de loi n° **669.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 46 et 61, alinéa 1, de la Constitution).
Décision le 12 septembre 1984 [*J.O.* du 14 septembre 1984] (p. 2908). Conforme en totalité.

Loi n° 84-833 du 13 septembre 1984 publiée au *J.O.* du 14 septembre 1984 (p. 2903).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 2106 et 2107. Voir « Fonctionnaires et agents publics 22 ».

Discussion des articles [14 juin 1984] (p. 3380).

Article 1er (*fixant à soixante-cinq ans la limite d'âge pour les magistrats de l'ordre judiciaire*) : fonctionnement de la Cour de cassation ; discrimination entre les magistrats ; demande d'un projet de loi organique réformant l'ensemble du statut de la magistrature (p. 3380) ; amendement n° 5 de M. Jean-Marie Caro (de suppression) ; amendement n° 11 de M. Jean Foyer (même objet) ; coût financier de cette mesure ; mesures prises en vue d'assurer un meilleur fonctionnement de la Cour de cassation ; période transitoire d'application (p. 3381) ; possibilités de recrutement à la Cour de cassation ; coût de cette mesure ; rejetés ; amendement n° 6 de M. Jean-Marie Caro (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 76 de l'ordonnance du 22 décembre 1958) ; amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Soisson (même objet) ; amendement n° 12 de M. Jean Foyer (même objet) ; discrimination entre les magistrats (p. 3382) ; spécificité des fonctions du premier président et du procureur général de la Cour de cassation ; cas des premiers avocats généraux et des présidents de chambre ; rejetés ; amendement n° 1 de la commission (référence aux fonctions de premier président et de procureur général de la Cour de cassation) ; nature de la prolongation de la limite d'âge ; adopté ; amendement n° 4 de M. Gérard Chasseguet (fixant à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation bénéficiant de la qualité d'ancien combattant, déporté ou résistant) : non soutenu ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 3383).

Après l'article 1er : amendement n° 13 de M. Raymond Forni (prévoyant qu'à titre transitoire la limite d'âge des magistrats occupant les fonctions de président de chambre ou de premier avocat général à la Cour de cassation reste soumise aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de cette loi) ; indépendance de la magistrature ; caractère progressif de la mise en œuvre de la réforme ; problème du financement des caisses de retraite (p. 3384) ; rejeté.

Article 2 : (*fixation à titre transitoire de la limite d'âge des conseillers de la Cour de cassation et des avocats généraux*) ; amendement n° 16 de M. Jean Foyer (allongement de la période transitoire) ; amendement n° 20 du Gouvernement (de coordination) ; amendement n° 8 de M. Jean-Marie Caro (allongement de la période transitoire) ; amendement n° 17 de M. Jean Foyer (même objet) ; amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Soisson (même objet) ; amendement n° 15 de M. Jean Foyer (même objet) ; amendement n° 14 de M. Raymond Forni (modification de la période transitoire) ; amendement n° 16 : rejeté ; amendement n° 20 : adopté (p. 3385) ; amendements n° 8 et n° 17 : rejetés ; amendement n° 15 : rejeté ; amendements n° 9, rectifié et n° 14 : adoptés ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : (*régime des pensions applicables aux conseillers à la Cour de cassation et aux avocats généraux près cette juridiction*) ; amendement n° 21 du Gouvernement (cas des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation autres que le premier président et le procureur général) : adopté ; amendement n° 2 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : (*modification de l'article 76-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature*) ; amendement n° 18 de M. Jean Foyer (de suppression) : retiré ;

— article 4 : adopté.

Article 5 : (*durée des services effectifs que les anciens conseillers référendaires à la Cour de cassation devront avoir accomplis dans une juridiction avant de pouvoir être nommés à un emploi hors hiérarchie de la Cour de cassation*) ; amendement n° 10 de M. Jean-Marie Caro (de suppression) ; amendement n° 19 de M. Jean Foyer (même objet) : retirés ;

— article 5 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique au scrutin public (p. 3386).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [24 août 1984] (p. 4328).
Dispositions transitoires échelonnant l'entrée en vigueur de la réforme : *Labazée (Georges)* (p. 4328) ; *Foyer (Jean)* (p. 4329).
« Parisianisation » de la Cour de cassation : *Foyer (Jean)* (p. 4329) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4329).
Vacances de postes à la Cour de cassation : *Foyer (Jean)* (p. 4329) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4329).

Discussion des articles [24 août 1984] (p. 4329).

Article 2 : amendement n° 1 de la commission (fixation à titre transitoire de la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation) : adopté ;
— en conséquence, ce texte devient l'article 2.

Après l'article 5 : amendement n° 2 du Gouvernement (possibilité pour les magistrats dont la limite d'âge est fixée à 68 ans de continuer à présider les établissements publics) : adopté (p. 4330).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4330).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [5 septembre 1984) (p. 4343) :
Exceptions à l'abaissement de la limite d'âge : *Badinter (Robert)* (p. 4343).
Magistrats de la Cour de cassation : *Labazée (Georges)* (p. 4343) , *Badinter (Robert)* (p. 4343).
Période transitoire (durée de la —) : *Labazée (Georges)* (p. 4343) ; *Badinter (Robert)* (p. 4343).

Explications de vote (p. 4343).
Enseignement public et privé : *Foyer (Jean)* (p. 4344).
Magistrats de la Cour de cassation : *Foyer (Jean)* (p. 4344).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique au scrutin public (p. 4344).

— affaire du juge Bidalou.
Voir *Rappels au règlement* **352, 353, 354, 355, 356.**

— devoir de réserve.
Voir *Questions au Gouvernement* **971.**

MAIRES ET ADJOINTS
Voir *Elections et référendums* **36.**

MAISONS DE LA CULTURE

— de la Seine-Saint-Denis.
Voir *Questions orales sans débat* **566.**

MAISONS FAMILIALES RURALES
Voir *Enseignement agricole* **2.**

« MALGRE NOUS »

indemnisation des —.
Voir *Questions orales sans débat* **620.**

MANDATAIRES-LIQUIDATEURS
Voir *Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens,* **5, 6.**

MANIFESTATIONS

— contre la répression en Turquie.
Voir *Questions au Gouvernement* **1050.**

— du 24 octobre 1984 à Bastia.
Voir *Questions au Gouvernement* **1068.**

MARCHES PUBLICS

2. — Proposition de loi n° 1751 tendant à modifier l'**article L. 314-3 du code des communes** relatif aux marchés. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Pascal Clément (11 octobre 1984).

MARGARINE
Voir *Produits agricoles et alimentaires* **1.**

MARIAGE

Mariages mixtes et problème des enfants enlevés
Voir *Questions au Gouvernement* **901.**

MAROC
Voir *Traités et conventions* **128.**

Grévistes de la faim au —
Voir *Questions au Gouvernement* **1094.**

MARSEILLE
Voir *Fonctionnaires et agents publics* **21.**

MASSEY-FERGUSSON (entreprise)
Voir *Questions au Gouvernement* **984.**

MATIN DE PARIS (le)
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er ; article 10.

MAYOTTE

2. — Projet de loi n° 2555 relatif à **Mayotte.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 20 décembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
Voir *Enseignement agricole* **2.**

Cyclone à —
Voir *Questions au Gouvernement* **845.**

Statut de —
Voir *Questions au Gouvernement* **875.**

MEDECINE

Cotation des actes médicaux
Voir *Questions au Gouvernement* **1091.**

Grève d'internes
Voir *Questions au Gouvernement* **1021.**

Lettre-clé des actes de radiologie
Voir *Questions au Gouvernement* **1054.**

Radiologie
Voir *Questions au Gouvernement* **1022.**

— sportive.
Voir *Sports* **2.**

Tarifs médicaux
Voir *Déclarations du Gouvernement* **15.**
Questions au Gouvernement **847.**

MELANESIE
Voir *Nouvelle-Calédonie* **7, 8.**

MELUN-SENART
Voir *Villes nouvelles* **3.**

MER ET LITTORAL

10. — Projet de loi n° 2206 relatif à l'**Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.**

Sénat (première lecture), n° **307** (1983-1984), dépôt le 10 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Josselin de Rohan. — Rapport n° **341** (1983-1984) (30 mai 1984). — Discussion le 13 juin 1984. — Adoption le 13 juin 1984. — Projet de loi n° **128** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2206,** dépôt le 14 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Philippe Bassinet (21 juin 1984). — Rapport n° **2217** (20 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption le 26 juin 1984. — Projet de loi n° **617.**

Sénat (deuxième lecture), n° **436** (1983-1984). — Dépôt le 26 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Josselin de Rohan. — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **177** (1983-1984).

Loi n° 84-608 du 16 juillet 1984 publiée au *Journal officiel* du 17 juillet 1984 (p. 2287).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [26 juin 1984] (p. 3703) :

Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO) : *Bassinet (Philippe)* (p. 3704) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3705).

Fusion de l'I. S. T. P. N. et du CNEXO : *Bassinet (Philippe)* (p. 3703) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3706) ; *Lacombe (Jean)* (p. 3707).

Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (statut juridique : *Avice (Edwige)* (p. 3705) ; *Lacombe (Jean)* (p. 3707).

Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I. S. T. P. M.) (notamment statut du personnel) : *Bassinet (Philippe)* (p. 3704) ; *Avice (Edwige)* (p. 3705) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3706) ; *Lacombe (Jean)* (p. 3707).

Pouvoirs de police (attribution des —) : *Bassinet (Philippe)* (p. 3704) ; *Avice (Edwige)* (p. 3705).

Prime de mer : *Ducoloné (Guy)* (p. 3706).

Professionnels de la pêche : *Ducoloné (Guy)* (p. 3706).

Recherche océanologique française : *Bassinet (Philippe)* (p. 3703) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3707) ; *Avice (Edwige)* (p. 3707).

Régionalisation : *Lacombe (Jean)* (p. 3707).

Discussion des articles [26 juin 1984] (p. 3708) :

Article 1er *(attribution à l'Etat des pouvoirs et des compétences de contrôle jusqu'alors dévolus à l'I. S. T. P. M.)* : adopté.

Article 2 *(recherche et constatation des infractions par les agents de l'IFREMER)* : adopté.

Article 3 *(maintien provisoire au profit de l'IFREMER des taxes fiscales bénéficiant à l'I. S. T. P. M.)* : adopté.

Article 4 *(transfert à l'IFREMER des personnels issus de l'I. S. T. P. M.)* : amendement n° 3 de M. Philippe Bassinet (application des dispositions de la loi du 11 juin 1983 aux personnels non titulaires de l'I. S. T. P. M.) ; vocation des personnels de l'I. S. T. P. M. à devenir fonctionnaires ; cas des personnels non titulaires ; solution adoptée pour les personnels contractuels « hors statut » (p. 3708) ; nouveaux statuts de la fonction publique ; adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *(unité de représentation des personnels de l'IFREMER)* : adopté.

Explications de vote (p. 3709).

Vote favorable du groupe socialiste : *Giovannelli (Jean)* (p. 3709).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3709).

11. — Projet de loi n° 2220 relatif aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les **navires et engins flottants abandonnés.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 20 juin 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et par M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (28 juin 1984).

METAYAGE

Voir *Agriculture* **13.**

METEOROLOGIE

Eumestat

Voir *Traités et conventions* **132.**

Transfert à Toulouse de la — nationale

Voir *Questions orales sans débat* **708.**

MEUBLE (industrie du —)

Voir *Questions au Gouvernement* **871.**

MEXIQUE

Voir *Traités et conventions* **133.**

MIDI-LIBRE (le)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 5.

MILITAIRES

Origine des officiers et des soldats

Voir *Questions au Gouvernement* **880.**

MINERAIS ET METAUX

2. — Proposition de résolution n° 2046 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles les **options techniques du plan de restructuration de la sidérurgie** annoncé en avril 1984 ont été définies, notamment en ce qui concerne l'abandon du projet de train universel à Gandrange. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 18 avril 1984 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (17 mai 1984). — Rapport **n° 2141** (23 mai 1984).

MINEURS

Droit au logement des — retraités

Voir *Questions au Gouvernement* **1164.**

Retraite des — licenciés pour fait de grève

Voir *Sécurité sociale* **17.**

MISES AU POINT DU GOUVERNEMENT

Caractère mensonger des propos de M. Jacques Toubon prétendant que M. Georges Lemoine avait traité de « nazi » M. Dick Ukeiwé : *Quilès (Paul)* [12 décembre 1984] (p. 6875).

MISSION LAIQUE FRANÇAISE

Voir *Associations et mouvements* **9.**
Edition, imprimerie et presse **8,** article 1er.
Rappels au règlement **192.**

MITTERRAND (François)

Voir *Incidents survenus à la fin de la 3e séance du 1er février* 1984.

MŒURS

3. — Proposition de loi n° 1787 visant à la **réglementation des établissements de spectacles à caractère pornographique.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean-Marie Caro (2 février 1984).

MONACO

Voir *Traités et conventions* **141.**

MONDE (le)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 2 ; article 10 ; article 14.

MONITEUR UNIVERSEL (le)

Voir *Edition imprimerie et presse* **8, avant** l'article 15.

MONNAIE

Politique monétaire en 1985.

Voir *Questions au Gouvernement* **1073.**

MONTAGNE

Biens indivis

Voir *Aménagement du territoire* **2.**

Label « montagne »
Voir *Aménagement du territoire* **2.**

Terres incultes
Voir *Aménagement du territoire* **2.**

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES

Voir *Communauté économique européenne.*

MONUMENTS COMMEMORATIFS

— à la mémoire des Sud-Africains morts aux côtés des Alliés
Voir *Questions au Gouvernement* **942.**

MOTION DE RENVOI EN COMMISSION

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** discussion générale.

MOTIONS DE CENSURE

12. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Claude Labbé, M. Jean-Claude Gaudin et cent quarante-huit membres de l'Assemblée le 23 mai 1984.

Discussion [24 mai 1984] (p. 2600, 2632) :

Acceptation par le Gouvernement de la volonté du parti socialiste et amendements retenus par le Gouvernement : *Chirac (Jacques)* (p. 2602) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2612) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2615) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2625).

Annulation de crédits destinés à l'enseignement public : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2620).

Attaques formulées contre l'enseignement public par l'opposition : *Mauroy (Pierre)* (p. 2609) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2623) ; *Tinseau (Luc)* (p. 2626).

Atteintes aux libertés publiques depuis 1981 (ou absence d'atteinte à celles-ci) : *Chirac (Jacques)* (p. 2605) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2621) ; *Tinseau (Luc)* (p. 2625).

Baccalauréat : *Chirac (Jacques)* (p. 2603).

Caractère propre (notion de —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 2608) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2616) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2619).

Carte scolaire : *Chirac (Jacques)* (p. 2601).

Chefs d'établissement de l'enseignement privé : *Chirac (Jacques)* (p. 2601).

C. N. P. F. (attitude de celui-ci vis-à-vis de l'enseignement public) : *Ducoloné (Guy)* (p. 2624).

Collège unique : *Chirac (Jacques)* (p. 2603).

Conditions d'examen du présent projet de loi par l'Assemblée nationale et atteintes au droit du Parlement : *Chirac (Jacques)* (p. 2605) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2619).

Contrats d'association : *Chirac (Jacques)* (p. 2601) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2607).

Créations de postes (insuffisance de celles-ci sous l'ancienne majorité) : *Ducoloné (Guy)* (p. 2623) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2623).

Défauts et insuffisance de l'enseignement public : *Chirac (Jacques)* (p. 2604).

Etablissements d'intérêt public : *Chirac (Jacques)* (p. 2601) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2616).

Financement de l'enseignement privé : *Mauroy (Pierre)* (p. 2607).

Guerre scolaire : *Chirac (Jacques)* (p. 2601) ; *Natiez (Jean)* (p. 2630).

Laïcité (contenu de la —) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2621) ; *Tinseau (Luc)* (p. 2626).

Liberté de l'enseignement : *Chirac (Jacques)* (p. 2600) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2606) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2619) ; *Tinseau (Luc)* (p. 2625) ; *Natiez (Jean)* (p. 2629).

Libre choix des parents : *Chirac (Jacques)* (p. 2600) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2607).

Loi Debré, loi Guermeur : *Mauroy (Pierre)* (p. 2609).

Négociation et concertation ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi : *Mauroy (Pierre)* (p. 2606) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2617).

Œuvre de la V^e^ République dans le domaine de l'enseignement : *Chirac (Jacques)* (p. 2602) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2612) ; *Royer (Jean)* (p. 2628) ; *Foyer (Jean)* (p. 2635).

Politisation des problèmes de l'enseignement privé et manifestations organisées par les A.P.E.L. : *Mauroy (Pierre)* (p. 2608, 2613, 2614) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2615) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2620) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2625).

Projet éducatif de l'enseignement privé : *Mauroy (Pierre)* (p. 2607) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2616) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2621).

Rappel au règlement de M. Claude Labbé (p. 2606).

Responsabilité financière des collectivités locales vis-à-vis des écoles privées : *Chirac (Jacques)* (p. 2600) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2611) ; *Laignel (André)* (p. 2611) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2620).

Succès de la politique économique et sociale du Gouvernement : *Derosier (Bernard)* (p. 2618) ; *Tinseau (Luc)* (p. 2627).

Syndicats politisés de l'éducation nationale (rôle des —) : *Chirac (Jacques)* (p. 2601, 2604) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2624) ; *Tinseau (Luc)* (p. 2627).

Titularisation des enseignants de l'école privée : *Chirac (Jacques)* (p. 2602) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2610) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2616) ; *Royer (Jean)* (p. 2628) ; *Natiez (Jean)* (p. 2629).

Unification progressive du service public de l'enseignement : *Chirac (Jacques)* (p. 2602) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 2610) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2619) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2625) ; *Natiez (Jean)* (p. 2629).

Utilisation par le Gouvernement de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2622) ; *Royer (Jean)* (p. 2628).

Explications de vote (p. 2631).

Attaques formulées par l'opposition contre l'enseignement public : *Brunhes (Jacques)* (p. 2634) ; *Pinard (Joseph)* (p. 2636).

Attitude de l'opposition : *Mauroy (Pierre)* (p. 2640).

Modification du texte par le Gouvernement : *Brunhes (Jacques)* (p. 2634).

Négociations ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi : *Geng (Francis)* (p. 2632).

Œuvre de la V^e^ République dans le domaine de l'enseignement public : *Foyer (Jean)* (p. 2635) ; *Debré (Michel)* (p. 2639).

Paix scolaire reposant sur la loi de 1959 : *Debré (Michel)* (p. 2639).

Parlement (atteintes au droit du —) : *Geng (Francis)* (p. 2632-2633).

Titularisation des enseignants de l'école privée : *Foyer (Jean)* (p. 2635).

Unification du service public de l'enseignement : *Geng (Francis)* (p. 2639).

Utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : *Geng (Francis)* (p. 2632).

Vote de la censure par le groupe R.P.R. : *Foyer (Jean)* (p. 2636).

Vote de la censure par le groupe U.D.F. : *Geng (Francis)* (p. 2634).

Vote hostile à la censure du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 2634).

Vote hostile à la censure du groupe socialiste : *Pinard (Joseph)* (p. 2638).

Rejet de la motion de censure par scrutin public à la tribune (p. 2640).

13. — Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé et cent six membres de l'Assemblée le 6 juillet 1984.

Discussion [10 juillet 1984] (p. 4118).

Aides à la presse : *Mercieca (Paul)* (p. 4124) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4135).

Article 49-3 de la Constitution : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4124, 4125) ; *Forni (Raymond)* (p. 4131).

Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse : *Madelin (Alain)* (p. 4119) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4134, 4135).

Déficit budgétaire : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4130).

Démission du Premier ministre : *Madelin (Alain)* (p. 4122).

Légitimité du pouvoir : *Madelin (Alain)* (p. 4121) ; *Forni (Raymond)* (p. 4129, 4130) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4136).

Le Pen (Jean-Marie) : *Forni (Raymond)* (p. 4130).

Journal *Le Pays d'Auge* : Mauroy (Pierre) (p. 4134).

Libertés (atteinte ou défense des —) : *Madelin (Alain)* (p. 4119, 4121) ; *Mercieca (Paul)* (p. 4123) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4127) ; *Forni (Raymond)* (p. 4128, 4129) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4133, 4134).

Loi électorale : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4126, 4127) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4126).

Minorités (respect des —) : *Madelin (Alain)* (p. 4121).

Nationalisation des journaux : *Madelin (Alain)* (p. 4121).

Opinion publique (insatisfaction de l'—) : *Madelin (Alain)* (p. 4120) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4126).

Ordonnances de 1944 : *Mauroy (Pierre)* (p. 4134).

Partis politiques (presse des —) : *Mercieca (Paul)* (p. 4124).

Presse (concentration de la —) : *Forni (Raymond)* (p. 4132).

Presse (indépendance de la —) : *Forni (Raymond)* (p. 4133) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4134).

Presse (politique de la droite en matière de —) : *Mercieca (Paul)* p. 4122, 4123).
Rappels au règlement : *Toubon (Jacques)* (p. 4137) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4137).
Rapport Vedel : *Forni (Raymond)* (p. 4132).
Sénat (position du —) : *Madelin (Alain)* (p. 4118) ; *Forni (Raymond)* (p. 4130, 4131).

Explications de vote (p. 4137).

Aides à la presse : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4137).
Article 49-3 de la Constitution : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4141).
Dette extérieure : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4138).
Emploi (niveau de l'—) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4137).
Le Pen *(Jean-Marie)* : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4139).
Libertés (atteinte ou défense des —) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4137) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4140).
Opinion publique (insatisfaction de l'—) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4137, 4139).
Opposition (politique d'obstruction) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4139).
Pouvoir d'achat (baisse du —) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4138).
Presse (liberté de la —) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4141) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4141, 4142).
Sénat (aptitude vis-à-vis du —) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4137, 4139) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4141).

Rejet de la motion de censure au scrutin public (p. 4142).

14. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par MM. Claude Labbé, Jean-Claude Gaudin et quatre-vingt-six membres de l'Assemblée nationale, le 7 septembre 1984.

Discussion [10 septembre 1984] (p. 4404).

Agence France-Presse : *Fabius (Laurent)* (p. 4418).
Agence Havas : *d'Aubert (François)* (p. 4413).
Agriculture et politique agricole commune : *Hunault (Xavier)* (p. 4416) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4417).
Aides à la presse : *d'Aubert (François)* (p. 4413) ; *Jans (Parfait)* (p. 4415) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4420).
Attitude de l'opposition : *Toubon (Jacques)* (p. 4407) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4407, 4410).
Constitution (utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la —) : *d'Aubert (François)* (p. 4411) ; *Jans (Parfait)* (p. 4416) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4417).
Coronet (projet —) : *d'Aubert (François)* (p. 4413).
Date d'application du texte : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4409) ; *d'Aubert (François)* (p. 4411) ; *Jans (Parfait)* (p. 4415) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4417).
Education physique : *Toubon (Jacques)* (p. 4407) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4419).
Elections législatives de 1986 : *Toubon (Jacques)* (p. 4404).
Emploi et chômage : *Toubon (Jacques)* (p. 4406) ; *Hunault (Xavier)* (p. 4416) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4417).
Equipe rédactionnelle : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4408) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4417).
Enseignement privé : *Toubon (Jacques)* (p. 4405).
Entreprises nationales : *Toubon (Jacques)* (p. 4405).
Grande-Bretagne (situation économique de la —) : *Fabius (Laurent)* (p. 4419).
Groupe du *Provençal : d'Aubert (François)* (p. 4412).
Groupe Hersant : *Toubon (Jacques)* (p. 4404) ; *Jans (Parfait)* (p. 4414, 4415).
Haute autorité de l'audiovisuel : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4410) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4417).
Journal *France Soir : d'Aubert (François)* (p. 4412).
Journal *Le Canard enchaîné : Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4410).
Journal *Le Monde : Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4409) ; *d'Aubert (François)* (p. 4413).
Législations étrangères en matière de presse : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4409) ; *d'Aubert (François)* (p. 4411) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4417).
O. R. T. F. (loi de 1974) : *Jans (Parfait)* (p. 4415).
Ordonnance du 26 août 1944 : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4408, 4409) ; *d'Aubert (François)* (p. 4412) ; *Jans (Parfait)* (p. 4414) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4417).
Parlement (image du —) : *Jans (Parfait)* (p. 4416) ; *Hunault (Xavier)* (p. 4416).
Politique d'information de la majorité : *Toubon (Jacques)* (p. 4404, 4405) ; *d'Aubert (François)* (p. 4414) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4418).
Prélèvements obligatoires (réduction des —) : *Toubon (Jacques)* (p. 4405).
Prête-nom (interdiction du —) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4408, 4409).
Prix de l'essence : *Toubon (Jacques)* (p. 4405) ; *d'Aubert (François)* (p. 4411).
Radio libre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4410) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4417).
Sécurité : *Toubon (Jacques)* (p. 4406).
Siégel (Maurice) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4410).
Union de la gauche : *Toubon (Jacques)* (p. 4406) ; *Hunault (Xavier)* (p. 4416).

Explications de vote (p. 4420).

Aides à la presse : *Péricard (Michel)* (p. 4421).
Attitude du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 4422).
Attitude du groupe socialiste : *Bartolone (Claude)* (p. 4420).
Groupe Hersant : *Péricard (Michel)* (p. 4421) ; *Madelin (Alain)* (p. 4422).
Ordonnances de 1944 : *Hage (Georges)* (p. 4422).
Vote de la motion par le groupe R. P. R. : *Péricard (Michel)* (p. 4420, 4421).
Vote de la motion par le groupe U. D. F. : *Madelin (Alain)* (p. 4423).

Rejet de la motion au scrutin public (p. 4423).

MOTOS

Permis.
Voir *Questions au Gouvernement* **1139.**

MURDOCH (groupe).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 12.

MUSEE DE LA VILLETTE

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), culture ; recherche et technologie.

MUSEE D'ORSAY

Voir *Questions orales sans débat* **561.**

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

3. — Loi n° 84-1 du 2 janvier 1984.
Rectificatif [*J. O.* du 2 mars 1984] (p. 759).
Voir *Agriculture* **13.**

N

NATALITE

Voir *Démographie.*

NATEL

Voir *Questions orales sans débat* **656.**

NATIONALISATIONS

Voir *Entreprises* **21.**

NATIONALITE FRANÇAISE

Voir *Etrangers* **10.**

Acquisition de la — par les immigrés.

Voir *Questions au Gouvernement* **1123.**

NAVIGATION AERIENNE

Voir *Budget annexe de la navigation aérienne.*

NAZISME

Remise de médaille à un ancien général S. S.
Voir *Questions au Gouvernement* **955.**

NEPAL

Voir *Traités et conventions* **108.**

NEWSPAPERS PRESERVATION ACT

Voir *Edition, imprimerie et presse* 8 avant l'article 1er.

NICARAGUA

Voir *Questions au Gouvernement* **837, 1087, 1100.**

NOUVELLE-CALEDONIE

6. — Proposition de loi n° 2089 tendant à fixer le **statut de la Nouvelle-Calédonie** relatif à l'**autodétermination** en vue de la mise en place de l'indépendance.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 3 mai 1984 par M. Roch Pidjot. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (24 mai 1984).

7. — Projet de loi n° 2094 portant **statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer. — Urgence déclarée le 25 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Lettre de M. le Premier ministre, en date du 16 mai 1984, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur ce projet. — Rapporteur : M. François Massot (10 mai 1084). — Rapport **n° 2131** (17 mai 1984). — Discussion les 28 et 29 mai 1984. — Adoption le 29 mai 1984. — Projet de loi **n° 577.**

Sénat (première lecture) **n° 342** (1983-1984), dépôt le 30 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport **n° 469** (1983-1984) (5 juillet 1984). — Discussion le 10 juillet 1984. — Rejet le 10 juillet 1984. — Projet de loi **n° 183** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).
Bureau [*J. O.* du 19 juillet 1984] (p. 2343).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. François Massot. — Rapport **n° 2311** (24 juillet 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport **n° 478** (1983-1984) (24 juillet 1984).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2304,** dépôt le 10 juillet 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot. — Rapport **n° 2313** (24 juillet 1984). — Discussion le 25 juillet 1984. — Adoption avec modifications le 25 juillet 1984. — Projet de loi n° **661.**

Sénat (deuxième lecture), n° **482** (1983-1984). — Dépôt le 26 juillet 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport n° **483** (1983-1984) (26 juillet 1984). — Discussion le 26 juillet 1984. — Rejet le 26 juillet 1984. — Projet de loi n° **186** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2316.** — Dépôt le 31 juillet 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot. — Rapport n° **2317** (31 juillet 1984). — Discussion le 31 juillet 1984. — Adoption définitive le 31 juillet 1984. — Projet de loi n° **663.** —

Saisine du Conseil constitutionnel :

(Article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 30 août 1984 (*J. O.* du 4 septembre 1984) (p. 2805), déclarées non conformes les dispositions de l'article 12, alinéa 2, contenues dans les mots : « membre du Gouvernement de la République, de député, de sénateur, de conseiller économique et social, de membre de l'Assemblée des communautés européennes ».

Loi n° 84-821 du 6 septembre 1984 publiée au *J. O.* du 7 septembre 1984 (p. 2840).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 2094 et 2095 [28 mai 1984] (p. 2710, 2723) :

Question préalable de M. Pierre Messmer : *Messmer (Pierre)* (p. 2713, 2714) ; *Massot (François)* (p. 2714, 2715) ; rejetée au scrutin public (p 2716).

Motion de renvoi en commission de M. Jean-Marie Caro : *Caro (Jean-Marie)* (p. 2730, 2731) ; *Massot (François)* (p. 2731) ; rejetée au scrutin public (p. 2731).

Assemblée territoriale (régime électoral) : *Massot (François)* (p. 2712) ; *Messmer (Pierre)* (p. 2713).

Assemblées (multiplication des —) : *Messmer (Pierre)* (p. 2714).

Autodétermination (principe d' —) : *Messmer (Pierre)* (p. 2713) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2717) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2726) ; *Pidjot (Roch)* (p. 2728) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2729) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 2730) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2734).

Autonomie interne (principe d' —) : *Massot (François)* (p. 2712) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2716) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2733).

Chambre coutumière : *Lemoine (Georges)* (p. 2719) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2726).

Circonscriptions électorales (poids des —) : *Massot (François)* (p. 2712, 2715) ; *Messmer (Pierre)* p. 2714) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2726) ; *Julia (Didier)* (p. 2727).

Comité Etat-territoire : *Lemoine (Georges)* (p. 2720) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2727).

Commission (étude du texte en —) : *Caro (Jean-Marie)* (p. 2730) ; *Massot (François)* (p. 2733).

Compétences de l'Etat (recul des —) : *Massot (François)* (p. 2712) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2725).

Correspondance entre MM. Messmer et Deniau : *Lemoine (Georges)* (p. 2732).

Coutume : *Massot (François)* (p. 2711, 2714, 2715) ; *Messmer (Pierre)* (p. 2713) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2716) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2719) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2729) ; *Mauger (Pierre)* (p. 2730) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 2730, 2731).

Déclaration de Nainville-les-Roches : *Massot (François)* (p. 2711, 2731) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2724) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 2730) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2731).

Décentralisation : *Massot (François)* (p. 2711, 2712) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2724, 2725).

Démographie de la Nouvelle-Calédonie : *Massot (François)* (p. 2710) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2732, 2733).

Exécutif du territoire (compétence de l' —) : *Massot (François)* (p. 2712) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2716).

Exécutif du territoire (organisation et fonctionnement) : *Massot (François)* (p. 2712, 2715) ; *Messmer (Pierre)* (p. 2713) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2716).

Fait colonial (abolition du —) : *Brunhes (Jacques)* (p. 2716, 2717) ; *Pidjot (Roch)* (p. 2728).

Félix Eboué (œuvre de —) : *Messmer (Pierre)* (p. 2714, 2715).

Fonction publique en Nouvelle-Calédonie : *Lafleur (Jacques)* (p. 2725).

Indépendance de la Nouvelle-Calédonie (refus) : *Le Foll (Robert)* (p. 2726) ; *Julia (Didier)* (p. 2727) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2728) ; *Mauger (Pierre)* p. 2729).

Institutions de la Nouvelle-Calédonie : *Lafleur (Jacques)* (p. 2724).

Jeunesse calédonienne : *Lemoine (Georges)* (p. 2733).

Kanak (légitimité du peuple —) : *Brunhes (Jacques)* (p. 2716) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2717, 2718) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2724) ; *Pidjot (Roch)* (p. 2728) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 2730).

Pays (notion de —) : *Massot (François)* (p. 2711) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2720) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2724).

Réformes (mise en place par voie d'ordonnance des —) : *Massot (François)* (p. 2711).

Rejet du projet par les instances locales : *Massot (François)* (p. 2710, 2712) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 2716) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2720) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2724) ; *Julia (Didier)* (p. 2727) ; *Pidjot (Roch)* (p. 2727) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2729).

Représentation proportionnelle (régime du plus fort reste) : *Massot (François)* (p. 2712) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 2725).

Scrutin (modes de —) : *Lafleur (Jacques)* (p. 2724).

Statut (caractère évolutif) : *Massot (François)* (p. 2711) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2719).

Statut (caractère spécifique) : *Massot (François)* (p. 2711) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2719) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2729).

Statut (loi de 1976) : *Massot* (*François*) (p. 2710, 2711) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 2732).

Statut juridique (historique du —) : *Massot* (*François*) (p. 2710) ; *Lafleur* (*Jacques*) (p. 2724).

Discussion des articles [28 mai 1984] (p. 2734, 2747) ; [29 mai 1984] (p. 2775) :

Article 1er (*objet de la loi*) : définition du peuple calédonien ; interprétation de la déclaration de Nainville-les-Roches (p. 2734) ; droit à l'autodétermination du peuple kanak ; amendement n° 179 de M. Jean-Marie Caro (précisant que la présente loi a pour objet de doter la Nouvelle-Calédonie d'un statut évolutif et spécifique) ; amendement n° 1 de M. Jacques Lafleur (supprimant la référence à la déclaration de Nainville-les-Roches) (p. 2735) ; dispositions de cette déclaration relatives à la reconnaissance du peuple kanak et au droit à l'autodétermination (p. 2736) ; amendement n° 179 : rejeté ; amendement n° 1 : rejeté au scrutin public ; amendement de la commission (faisant référence à la « ligne » de la déclaration de Nainville-les-Roches) : retiré ; amendement n° 120 de M. Roch Pidjot (réglementation de l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance politique) ; indépendance kanak socialiste (p. 2737) ; organisation, en 1989, d'un référendum relatif, entre autres, à l'indépendance ; distinction entre peuple calédonien et peuple kanak (p. 2738) ; mission du comité Etat - territoire ; rappel au règlement de M. Jacques Brunhes : rejeté ; amendement n° 160 de M. Roch Pidjot (création d'un comité Etat - peuple kanak) ; amendement n° 161 du Gouvernement (création d'un comité Etat - territoire) ; spécificité du peuple kanak (p. 2739) ; amendement n° 160 : rejeté ; amendement n° 161 : adopté au scrutin public ;
— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*composition du territoire de la Nouvelle-Calédonie*) : principes de libre administration et d'autonomie interne : adopté (p. 2740).

Article 3 (*création de six « pays » dans le territoire*) (p. 2747) ; amendement n° 3 de M. Jacques Lafleur (de suppression) ; choix de la carte ayant servi de base au découpage en six pays : rejeté ; amendement n° 121 de M. Roch Pidjot (substituant au mot « pays » le mot « régions ») : rejeté (p. 2748) ; amendement n° 60 de la commission (supprimant le mot « kaponé » dans le 7e alinéa de cet article) ; amendement n° 122 de M. Roch Pidjot (même objet) : adoptés ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*compétences générales des autorités du territoire*) : adopté.

Article 5 (*compétences de l'Etat*) : amendement n° 123 de de M. Roch Pidjot (retirant à l'Etat sa compétence en matière d'immigration) : rejeté ; amendement n° 124 de M. Roch Pidjot (retirant à l'Etat sa compétence en matière de postes et télécommunications) (p. 2749) : rejeté ; amendement n° 125 de M. Roch Pidjot (retirant à l'Etat sa compétence dans le domaine des ressources naturelles et biologiques) : rejeté ; amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 126 de M. Roch Pidjot (retirant à l'Etat sa compétence en matière de relations financières avec l'étranger) : rejeté ; amendement n° 127 de M. Roch Pidjot (supprimant la référence au droit commercial dans le 11e alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 128 de M. Roch Pidjot (retirant à l'Etat sa compétence pour créer des offices) : rejeté ; amendement n° 4 de M. Jacques Lafleur (supprimant la référence aux ordonnances de 1982) : rejeté (p. 2750) ; amendement n° 129 de M. Roch Pidjot (retirant à l'Etat sa compétence en matière de droit du travail) : rejeté ; amendement n° 130 de M. Roch Pidjot (supprimant les mots « et règles de recrutement et de formation de la fonction publique du territoire » dans le 16e alinéa de cet article) ; amendement n° 180 de M. Jean-Marie Caro (même objet) ; amendement n° 181 de M. Robert Le Foll (même objet) : adoptés ; amendement n° 131 de M. Roch Pidjot (retirant à l'Etat sa compétence en matière d'administration communale) : rejeté ; amendement n° 136 de M. Roch Pidjot (énoncé des services relevant de la compétence des pouvoirs publics territoriaux) : rejeté (p. 2751) ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Titre Ier : *des institutions du territoire.*

Article 6 (*institutions du territoire*) : amendement n° 137 de M. Roch Pidjot (composition des institutions du territoire) ; amendement n° 5 de M. Jacques Lafleur (même objet) : rejetés ;
— article 6 : adopté (p. 2752).

Chapitre Ier : *du gouvernement du territoire.*

Section 1 : *composition et formation.*

Article 7 (*composition du gouvernement du territoire*) : amendement n° 138 de M. Roch Pidjot (chef du territoire et conseil du gouvernement) : rejeté ; amendement n° 6 de M. Jacques Lafleur (composition du gouvernement du territoire) ; amendement n° 63 de la commission (même objet) ; amendement n° 6 : rejeté ; amendement n° 63 : adopté ;
— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (*élection des membres du gouvernement du territoire*) (p. 2753) ; autonomie interne et institution correspondantes ; amendement n° 174 du gouvernement (élection du président du gouvernement du territoire par l'assemblée territoriale) ; amendement n° 64 de la commission (même objet) (p. 2754) ; formule d'un gouvernement formé à la proportionnelle ; scrutin majoritaire pour l'élection des membres du gouvernement ; amendement n° 174 : adopté ; amendements n° 64 de la commission et n° 7 de M. Jacques Lafleur : devenus sans objet.

Article 9 (*élection des membres du Gouvernement du territoire*) : amendement n° 175 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de M. Jacques Lafleur (supprimant les mots « et au président de l'assemblée du pays ») : devenu sans objet ;
— article 9, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 176 du Gouvernement (présentation de la liste des ministres à l'assemblée territoriale, par le président du gouvernement) : adopté.

Article 10 (*conditions requises pour l'accès à la fonction de membre du gouvernement du territoire*) : amendement n° 177 du Gouvernement (choix des ministres du territoire parmi les membres de l'assemblée territoriale ou en dehors de celle-ci) (p. 2755) : adopté ; amendement n° 182 de M. Jean-Marie Caro (supprimant la condition d'âge) ; amendement n° 66 de la commission (portant à vingt-trois ans l'âge minimum pour être élu membre du gouvernement du territoire) ; amendement n° 182 : non soutenu ; amendement n° 66 : adopté ;
— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 (*incompatibilités applicables aux membres du gouvernement du territoire*) : amendement n° 67 de la commission (référence aux membres de l'assemblée des communautés européennes) : adopté ; amendement n° 9 de M. Jacques Lafleur (référence aux membres d'un conseil de gouvernement d'un territoire d'outre-mer) : devenu sans objet ;
— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 (*régime juridique des incompatibilités applicables aux membres du gouvernement du territoire*) : amendement n° 178 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 68 de la commission (droit d'option si la cause d'incompatibilité est postérieure à l'élection) (p. 2756) : adopté ;
— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 (*fonctions interdites aux membres du gouvernement du territoire*) : amendement n° 69 de la commission (de précision) ; harmonisation avec le statut de la Polynésie : adopté ;
— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 (*cessation des fonctions gouvernementales exercées par les membres de l'assemblée territoriale*) : « système de noria » ; amendement n° 183 de M. Jean-Marie Caro (de suppression) : rejeté ; amendement n° 184 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;
— article 14, ainsi modifié : adopté (p. 2757).

Article 15 (*position de l'agent public nommé membre du gouvernement du territoire ; réintégration*) : amendement n° 185 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;
— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 (*durée du mandat du gouvernement du territoire*) : amendement n° 186 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;
— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (*démission du gouvernement du territoire*) : amendement n° 187 de M. Robert Le Foll (démission de droit si le président du gouvernement du territoire démissionne) : adopté ; amendement n° 10 de M. Jacques Lafleur (notification de cette démission au haut-commissaire) : devenu sans objet ; amendement n° 70 de la commission (même objet) : adopté ;
— article 17, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 188 de M. Robert Le Foll (de coordination) : adopté ;

Article 18 (*démission d'un ministre*) : amendement n° 11 de M. Jacques Lafleur (supprimant la référence au président de l'assemblée des pays) : devenu sans objet ; amendement n° 189 du Gouvernement (de coordination) (p. 2758) : adopté ;
— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 (*délai d'élection du gouvernement*) : amendement n° 190 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 191 de M. Robert Le Foll (de coordination) : adopté ;
— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 (*vacance d'un siège au sein du Gouvernement*) : amendement n° 192 du Gouvernement (de suppression) : adopté ; amendements n° 71 de la commission et n° 12 de M. Jacques Lafleur : devenus sans objet ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Section II : *règles de fonctionnement.*

Article 21 (*convocation et lieu de réunion du conseil des ministres du territoire*) : adopté.

Article 22 (*ordre du jour du conseil des ministres du territoire ; audition du haut-commissaire ; crédits de fonctionnement*) : adopté (p. 2759).

Article 23 (*séances du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 72 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;
— article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 (*séances du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 193 de M. Jean-Marie Caro (de précision) : retiré ;
— article 24 : adopté.

Article 25 (*indemnités et prestations sociales des membres du gouvernement du territoire*) : amendement n° 73 de la commission (maintien de l'indemnité de membre du Gouvernement pendant trois mois après la cessation des fonctions) : adopté ;
— article 25, ainsi modifié : adopté.

Section III : *attributions du gouvernement du territoire et de ses membres.*

Article 26 (*projets de délibérations à soumettre à l'assemblée territoriale ; mesures d'application des délibérations de l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 27 (*domaine de compétences du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 74 de la commission (d'harmonisation) (p. 2760) : adopté ;
— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 (*domaine de compétences du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 75 de la commission (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté ;
— article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 29 (*nominations relevant du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 76 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 (*projets d'investissements étrangers en Nouvelle-Calédonie*) : amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 78 de la commission (supprimant la fin du deuxième alinéa de cet article après les mots « réglementation française ») : adoptés ;
— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 (*suppression ou réduction des droits fiscaux*) : adopté (p. 2761).

Article 32 (*édiction de peines contraventionnelles*) : adopté.

Article 33 (*attributions consultatives du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 79 de la commission (consultation du conseil des ministres du territoire au sujet de la création, de la suppression et de la modification des subdivisions administratives territoriales) : adopté ;
— article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 (*attributions diverses du conseil des ministres*) : adopté.

Article 35 (*comité consultatif du crédit*) : adopté.

Article 36 (*conseil consultatif des mines*) : adopté.

Article 37 (*rôle du président du gouvernement du territoire*) : adopté.

Article 38 (*attributions du président du gouvernement du territoire ; exécution des délibérations de l'assemblée territoriale*) : amendement n° 80 de la commission (transmission des décisions du gouvernement du territoire au haut-commissaire) : adopté ;
— article 38, ainsi modifié : adopté.

Article 39 (*attributions du président du gouvernement du territoire dans les relations internationales*) (p. 2762) : amendement n° 81 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40 (*délégation de compétences au président du gouvernement du territoire*) : adopté.

Article 41 (*attributions du président du gouvernement du territoire ; direction des services territoriaux et mise à la disposition d'agents de l'Etat auprès du président du Gouvernement*) : amendement n° 82 de la commission (compétence du président du gouvernement du territoire pour déléguer ses pouvoirs d'ordonnateur) : adopté ;
— article 41, ainsi modifié : adopté.

Article 42 (*coordination des services ; conventions entre l'Etat et le territoire*) : concours financier apporté par l'Etat à certaines activités du territoire notamment en matière d'enseignement ;
— article 42 : adopté.

Article 43 (*pouvoirs des ministres du territoire sur les services territoriaux et sur les services de l'Etat*) : adopté (p. 2763).

Après l'article 43 : amendement n° 162 de la commission (possibilité pour le gouvernement du territoire de saisir le ministre chargé des territoires d'outre-mer de toute question d'intérêt territorial) : adopté.

Chapitre II : *de l'assemblée territoriale.*

Section I : *composition et formation.*

Article 44 (*mode d'élection de l'assemblée territoriale*) : amendement n° 139 de M. Roch Pidjot (composition du collège électoral pour l'élection des membres composant l'assemblée territoriale) ; droit du peuple kanak à l'indépendance et à l'autodétermination ; rejeté ; amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 44, ainsi modifié : adopté.

Article 45 (*inéligibilité, incompatibilité, incapacité ; démission d'office*) (p. 2764) : amendement n° 84 de la commission (supprimant les mots « ou d'incompatibilité ») ; amendement n° 85 de la commission (d'harmonisation) : adoptés ;
— article 45, ainsi modifié : adopté.

Article 46 (*assiduité des membres de l'assemblée territoriale ; démission*) : amendement n° 194 de M. Jean-Marie Caro (supprimant le premier alinéa de cet article) : rejeté ;
— article 46 : adopté.

Article 47 (*contestation des élections*) : amendement n° 86 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 47, ainsi modifié : adopté.

Section II : *fonctionnement.*

Article 48 (*lieu de réunion de l'assemblée territoriale ; date de la première réunion*) : amendement n° 87 de la commission (réunion de plein droit de l'assemblée territoriale le premier jeudi qui suit l'élection de ses membres) : adopté ;
— article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 (*sessions ordinaires de l'assemblée territoriale*) (p. 2765) : adopté.

Article 50 (*sessions extraordinaires de l'assemblée territoriale*) : amendement n° 88 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 89 de la commission (référence à la majorité des membres composant l'assemblée) : adopté ;
— article 50, ainsi modifié : adopté.

Article 51 (*élection du bureau de l'assemblée territoriale ; police de l'assemblée*) : amendement n° 90 de la commission (constitution d'un bureau provisoire) : adopté ; amendement n° 91 de la commission (possibilité pour le président de l'assemblée territoriale de faire appel au haut-commissaire pour s'assurer le concours de la force publique) : adopté ;
— article 51, ainsi modifié : adopté.

Article 52 (*conditions de quorum*) : amendement n° 92 de la commission (substituant au mot « session » le mot « séance ») : adopté ;
— article 52, ainsi modifié : adopté.

Article 53 (*règlement intérieur*) (p. 2766) : amendement n° 195 de M. Jean-Marie Caro (soumission du règlement intérieur de l'assemblée territoriale à l'avis du tribunal administratif) ; amendement n° 93 de la commission (supprimant les mots « ou par le haut-commissaire à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 195 : rejeté ; amendement n° 93 : adopté ;
— article 53, ainsi modifié : adopté.

Article 54 (*ordre du jour de l'assemblée territoriale*) ; *procès-verbaux*) : adopté.

Article 55 (*cas de nullité des délibérations de l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 56 (*indemnités allouées aux membres de l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 57 (*élection de la commission permanente*) : adopté.

Article 58 (*fonctionnement de la commission permanente*) : adopté.

Article 59 (*caractère exécutoire des délibérations de l'assemblée territoriale et de la commission permanente*) : amendement n° 94 de la commission (caractère exécutoire des délibérations de l'assemblée territoriale après leur transmission au haut-commissaire) : adopté ;
— article 59, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 59 : amendement n° 95 de la commission (date d'application des délibérations adoptées par l'assemblée territoriale) : adopté (p. 2767).

Section III : *attributions de l'assemblée territoriale et de la commission permanente.*

Article 60 (*compétence de droit commun de l'assemblée territoriale*) amendement n° 96 de la commission (supprimant le second alinéa de cet article) : adopté ;
— article 60, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 60 : amendement n° 97 de la commission (compétence de l'assemblée territoriale pour l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources naturelles et biologiques et non biologiques) : adopté.

Article 61 (*pouvoir budgétaire de l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 62 (*édiction de peines contraventionnelles par l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 63 (*homologation des peines correctionnelles édictées par l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 64 (*réglementation du droit de transaction*) : adopté.

Après l'article 64 : amendement n° 98 de la commission (possibilité pour l'assemblée territoriale de créer une commission chargée d'enquêter sur toute matière ressortissant à sa compétence ou à celle du gouvernement du territoire) : adopté.

Article 65 (*attributions consultatives de l'assemblée territoriale*) : violation de l'article 74 de la Constitution (p. 2768) ; dispositions de cet article et ordre du jour de l'Assemblée nationale et du Sénat ; amendement n° 99 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 65, ainsi modifié : adopté.

Article 66 (*vœux adoptés par l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 67 (*attributions de la commission permanente*) : amendement n° 100 de la commission (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « à l'exception de ceux prévus par l'article 74 de la Constitution ») : adopté ; amendement n° 101 de la commission (supprimant la fin du dernier alinéa de cet article après les mots « crédits supplémentaires ») : adopté ;
— article 67, ainsi modifié : adopté.

Chapitre III : *de l'assemblée des pays.*

Section I : *composition et formation.*

Article 68 (*composition de l'assemblée des pays*) (p. 2769) : histoire et coutume en Nouvelle-Calédonie ; risque de sclérose des institutions (p. 2770) ; terme d'institutions ; refus d'intégrer le peuple kanak dans des institutions de type européen ; préservation de la culture mélanésienne (p. 2771).

Article 68 (suite) : amendement n° 15 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 140 de M. Roch Pidjot (création d'une chambre coutumière) ; arrêté gubernatorial de 1867 supprimant l'environnement clanique ; structures de la société mélanésienne ; originalité de cette société (p. 2776) ; attachement de certains Mélanésiens aux institutions de la République : rejeté ;
— article 68 : adopté.

Article 69 (*désignation des représentants de la commune*) : amendement n° 16 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 69 : adopté.

Article 70 (*élection des représentants des communes*) : amendement n° 17 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 70 : adopté.

Article 71 (*durée du mandat des membres de l'assemblée des pays*) : amendement n° 18 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 71 : adopté.

Article 72 (*fin du mandat des représentants des communes*) : amendement n° 19 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 72 : adopté.

Article 73 (*inéligibilités et incompatibilités des membres de l'assemblée des pays*) : amendement n° 20 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 73 : adopté.

Article 74 (*contentieux des élections des représentants des communes*) : amendement n° 21 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 102 de la commission (rédactionnel) ; loi cadre de 1957 : adopté (p. 2778) ;
— article 74, ainsi modifié : adopté.

Section II : *fonctionnement.*

Article 75 (*réunion de l'assemblée des pays*) : amendement n° 22 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 103 de la commission (réunion de plein droit de l'assemblée des pays le 1er jeudi suivant l'élection et la désignation de ses membres) : adopté ;
— article 75, ainsi modifié : adopté.

Article 76 (*formations de l'assemblée des pays : chambre coutumière et collège des élus*) : amendement n° 23 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 76 : adopté.

Article 77 (*sessions ordinaires de l'assemblée des pays*) : amendement n° 24 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 77 : adopté.

Article 78 (*sessions extraordinaires de l'assemblée des pays*) : amendement n° 25 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 163 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 164 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2779) ;
— article 78, ainsi modifié : adopté.

Article 79 (*élection et rôle du président de l'assemblée des pays*) : amendement n° 26 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 165 de la commission (possibilité pour le président de l'assemblée des pays de faire appel au haut commissaire pour s'assurer le concours de la force publique) ; mode d'élection de l'assemblée des pays : adopté ;
— article 79, ainsi modifié : adopté.

Article 80 (*règles de quorum*) : amendement n° 27 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 166 de la commission (substituant au mot « session » le mot « séance ») : adopté ; amendement n° 167 de la commission (rédactionnel) (p. 2780) ; adopté ;
— article 80, ainsi modifié : adopté.

Article 81 (*règlement intérieur de l'assemblée des pays*) : amendement n° 28 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 168 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 81, ainsi modifié : adopté.

Article 82 (*ordre du jour et procès-verbal des séances de l'assemblée des pays*) : amendement n° 29 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 82 : adopté.

Article 83 (*indemnité de transport et de séjour allouée aux membres de l'assemblée des pays*) : amendement n° 30 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 83 : adopté.

Section III : *attributions de l'assemblée des pays et compétences spécifiques de sa chambre coutumière.*

Article 84 (*attributions de l'assemblée des pays*) : amendement n° 31 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 84 : adopté.

Article 85 (*dotation de l'assemblée des pays*) : amendement n° 32 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 85 : adopté (p. 2781).

Article 86 (*compétences spécifiques de la chambre coutumière*) : amendement n° 33 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 86 : adopté.

Chapitre IV : *du comité d'expansion économique.*

Avant l'article 87 : amendement n° 34 de M. Jacques Lafleur (intitulant le chapitre IV : du comité économique et social) ; amendement n° 196 de M. Jean-Marie Caro (intitulant le chapitre IV : du conseil économique et social) ; composition du comité économique et social ; comité d'expansion économique : rejetés.

Article 87 (*composition du conseil d'expansion économique*) : amendement n° 35 de M. Jacques Lafleur (composition du comité économique et social) (p. 2782) ; devenu sans objet ; amendement n° 197 de M. Jean-Marie Caro (substituant aux mots « comité d'expansion économique » les mots « conseil économique et social ») : devenu sans objet ;
— article 87 : adopté.

Après l'article 87 : amendement n° 36 de M. Jacques Lafleur (conditions exigées pour être membre du comité économique et social) ; amendement n° 37 de M. Jacques Lafleur (compétences du gouvernement du territoire en matière d'organisation et de fonctionnement du comité économique et social) ; amendement n° 38 de M. Jacques Lafleur (siège du comité économique et social) ; amendement n° 39 de M. Jacques Lafleur (attribution au comité économique et social d'une dotation de fonctionnement) : devenus sans objet.

Article 88 (*attributions du comité d'expansion économique*) : amendement n° 40 de M. Jacques Lafleur (référence au comité économique et social) ; amendement n° 198 de M. Jean-Marie Caro (référence au conseil économique et social) : devenus sans objet ; amendement n° 41 de M. Jacques Lafleur (référence à l'assemblée territoriale) : devenu sans objet ;
— article 88 : adopté.

Chapitre V : *des rapports entre l'assemblée territoriale, l'assemblée des pays, le comité d'expansion économique, le gouvernement du territoire et l'Etat.*

Avant l'article 89 : amendement n° 199 de M. Jean-Marie Caro (référence au conseil économique et social) : devenu sans objet.

Article 89 (*initiative des délibérations ; limitation du droit d'initiative en matière financière*) : amendement n° 141 de M. Roch Pidjot (précisant que l'initiative des délibérations appartient concurremment au conseil du gouvernement et aux membres de l'assemblée territoriale) (p. 2783) : rejeté ; amendement n° 42 de M. Jacques Lafleur (avis émis par le comité économique et social dans les conditions prévues à l'article 88) : devenu sans objet ; amendement n° 200 de M. Jean-Marie Caro (référence au conseil économique et social) : devenu sans objet ;
— article 89 : adopté.

Article 90 (*ordre du jour prioritaire*) : amendement n° 142 de M. Roch Pidjot (possibilité pour le haut commissaire de la République de demander l'annulation des actes des autorités territoriales) : rejeté ;
— article 90 : adopté.

Après l'article 90 : amendement n° 104 de la commission (possibilité pour le haut commissaire de la République d'assister aux séances du conseil et d'y être entendu) : adopté.

Article 91 (*accès des membres du gouvernement et du haut commissaire aux séances de l'assemblée territoriale*) : amendement n° 105 de la commission (rédactionnel) (p. 2784) ; adopté ;
— article 91, ainsi modifié : adopté.

Article 92 (*accès des membres du gouvernement aux séances de l'assemblée des pays*) : amendement n° 43 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 169 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 92, ainsi modifié : adopté.

Article 93 (*demande de seconde lecture à l'assemblée territoriale et de second avis à l'assemblée des pays*) : amendement n° 44 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 93 : adopté.

Article 94 (*transmission au haut commissaire et au président du gouvernement des actes de l'assemblée territoriale*) : amendement n° 106 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 107 de la commission (supprimant la référence au haut commissaire à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 45 de M. Jacques Lafleur (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) : devenu sans objet ; amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 108 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2785) ;
— article 94, ainsi modifié : adopté.

Article 95 (*documents adressés annuellement à l'assemblée territoriale et à l'assemblée des pays par le président du gouvernement*) : amendement n° 46 de M. Jacques Lafleur (supprimant la référence à l'assemblée des pays) : devenu sans objet ;
— article 95 : adopté.

Article 96 (*délai d'examen et de vote du projet de budget*) : amendement n° 109 de la commission (substituant aux mots « n'a pas été adopté » les mots « n'est pas exécutoire ») : adopté ;
— article 96, ainsi modifié : adopté.

Article 97 (*application du principe de l'équilibre réel du budget*) : amendement n° 171 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 110 de la commission (de rectification) : adopté ;
— article 97, ainsi modifié : adopté.

Article 98 (*inscription des dépenses obligatoires*) (p. 2786) ; amendement n° 111 de la commission (possibilité pour le haut commissaire de saisir la Cour des comptes si dans les quinze jours de la demande de seconde lecture l'assemblée territoriale n'a pas établi les inscriptions de crédits nécessaires) : adopté ; amendement n° 112 de la commission (compétences du haut commissaire pour procéder d'office à une dépense obligatoire en cas de défaut de mandatement de cette dernière) : adopté ;
— article 98, ainsi modifié : adopté.

Article 99 (*dépôt et vote d'une motion de censure*) : amendement n° 47 de M. Jacques Lafleur (précisant qu'il ne peut être déposé qu'une motion de censure par session) : adopté ;
— article 99, ainsi modifié : adopté.

Article 100 (*conséquences de l'adoption de la motion de censure*) : adopté.

Article 101 (*dissolution de l'assemblée territoriale*) : amendement n° 113 de la commission (insérant les mots « le parlement et » après les mots « en informe dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 114 de la commission (possibilité de dissoudre l'assemblée territoriale par décret en conseil des ministres à la demande du gouvernement du territoire) (p. 2787) : adopté ;
— article 101, ainsi modifié : adopté.

Chapitre VI : *des conseils de pays.*

Avant l'article 102 : amendement n° 49 de M. Jacques Lafleur (intitulant ce chapitre : « des conseils de pays ») : devenu sans objet ; amendement n° 143 de M. Roch Pidjot (intitulant ce chapitre : « des collectivités locales de droit territorial ») : rejeté.

Article 102 (*création et composition des conseils de pays*) : amendement n° 50 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 144 de M. Roch Pidjot (possibilité pour le président du conseil du gouvernement d'instituer dans le territoire des collectivités locales dotées de la personnalité juridique) : rejeté ;
— article 102 : adopté.
Amendements n° 51 à n° 59 : retirés.

Article 103 (*création et composition des conseils de pays*) : adopté.

Article 104 (*désignation des représentants de la coutume dans les conseils de pays*) : adopté.

Article 105 (*désignation des représentants des communes dans les conseils de pays*) : adopté.

Article 106 (*désignation des représentants des activités économiques et sociales dans les conseils de pays*) : adopté (p. 2788).

Article 107 (*organisation des élections des représentants des communes et des activités socio-économiques*) : adopté.

Article 108 (*conditions d'âge, de nationalité et de capacité*) : rectification des termes « conseil du pays » qui deviennent « conseil de pays » ;
— article 108, ainsi corrigé : adopté.

Article 109 (*attribution des conseils de pays*) : adopté.

Article 110 (*fonctionnement du conseil de pays*) : amendement n° 172 de la commission (convocation des membres d'un conseil de pays par le haut commissaire) : adopté ;
— article 110, ainsi modifié : adopté.

Article 111 (*indemnité de transport et de séjour des membres des conseils de pays*) : adopté.

Titre II : *du haut commissaire de la République.*

Article 112 (*mission et attributions du haut commissaire*) : amendement n° 145 de M. Roch Pidjot (pouvoirs du haut commissaire) (p. 2789) ; rejeté ;
— article 112 : adopté.

Article 113 (*contrôle de légalité*) : amendement n° 115 de la commission (certification par le président du gouvernement du territoire du caractère exécutoire des actes des autorités du territoire) : adopté ; amendement n° 173 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 113, ainsi modifié : adopté.

Article 114 (*publication des actes des autorités du territoire*) (p. 2790) ; amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 114, ainsi modifié : adopté.

Article 115 (*assistance du haut commissaire par un secrétaire général*) : adopté.

Titre III : *du comptable du territoire et du contrôle financier.*

Article 116 (*nomination du comptable du territoire*) : amendement n° 146 de M. Roch Pidjot (détermination conventionnelle des principes et modalités d'intervention d'organismes d'établissements publics métropolitains auprès des services publics territoriaux) : rejeté ;
— article 116 : adopté.

Article 117 (*contrôle de légalité effectué par le comptable du territoire*) : adopté.

Article 118 (*exercice des compétences de la Cour des comptes*) : adopté.

Titre IV : *du tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.*

Article 119 (*institution d'un tribunal administratif*) : adopté (p. 2791).

Article 120 (*composition du tribunal administratif*) : adopté.

Article 121 (*formation des jugements du tribunal administratif*) : adopté.

Article 122 (*application de certaines dispositions du code des tribunaux administratifs*) : adopté.

Article 123 (*modalités d'application des dispositions relatives au tribunal administratif*) : adopté.

Titre V : *de l'accès à la fonction publique du territoire.*

Article 124 (*centre de formation du personnel administratif de la Nouvelle-Calédonie*) : amendement n° 201 du Gouvernement (référence aux candidats aux emplois administratifs) ; emplois techniques ; maintien des Mélanésiens en dehors des accès à la fonction publique territoriale (p. 2792) ; adopté ;
— article 124, ainsi modifié : adopté.

Article 125 (*recrutement et affectation des fonctionnaires territoriaux*) : amendement n° 202 du Gouvernement (référence au recrutement des fonctionnaires aux emplois administratifs) ; encouragement des Mélanésiens à l'accession à un certain nombre de responsabilités : adopté ; amendement n° 157 de M. Jacques Lafleur (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; distinction entre emplois administratifs et emplois techniques ; modalités de recrutement des fonctionnaires (p. 2793) : rejeté ;
— article 125, ainsi modifié : adopté.

Titre VI : *dispositions diverses et transitoires.*

Avant l'article 126 : amendement n° 147 de M. Roch Pidjot (intitulant le titre VI : « des transferts de compétences ») ; contenu de la période transitoire : rejeté.

Article 126 (*délai d'élection de l'assemblée territoriale et du gouvernement du territoire ; fonctionnement des institutions du territoire pendant la période transitoire*) : adopté.

Article 127 (*dispositions relatives au tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie*) : amendement n° 149 de M. Roch Pidjot (de suppression) : rejeté ;
— article 127 : adopté.

Article 128 (*affaires en instance*) : amendement n° 150 de M. Roch Pidjot (de suppression) : rejeté ;
— article 128 : adopté.

Article 129 (*conventions de transfert au territoire, des enseignements du second degré et des offices*) : amendement n° 151 de M. Roch Pidjot (de suppression) (p. 2794) ; rejeté ;
— article 129 : adopté.

Article 130 (*crédits d'équipements alloués par l'Etat*) : montant de ces crédits ; crédits relatifs à l'enseignement ; amendement n° 152 de M. Roc Pidjot (de suppression) : rejeté ;
— article 130 : adopté.

Article 131 (*recrutement des fonctionnaires de catégories A et B au cours de la période transitoire*) : amendement n° 153 de M. Roch Pidjot (de suppression) ; amendement n° 159 de M. Jacques Lafleur (même objet) ; recrutement politique des fonctionnaires ; rejetés (p. 2795) ; sélection des candidatures par une commission présidée par le président du tribunal administratif ;
— article 131 : adopté.

Article 132 (*abrogation de la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976*) : amendement n° 154 de M. Roch Pidjot (réalisation par convention de l'aménagement des conditions permettant de conduire la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance) ; droit à l'indépendance et à l'autodétermination du peuple kanak (p. 2796) ; rejeté ; amendement n° 118 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ;
— article 132, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 2797).

Abstention du groupe U.D.F. : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2797)
Autodétermination (principe d' —) : *Le Foll (Robert)* (p. 2798)
Comité Etat-territoire : *Lemoine (Georges)* (p. 2799).
Démographie de la Nouvelle-Calédonie : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2797).
Fonction publique en Nouvelle-Calédonie : *Toubon (Jacques)* (p. 2798).
Indépendance de la Nouvelle-Calédonie : *Toubon (Jacques)* (p. 2798).
Peuple kanak (légitimité du —) : *Le Foll (Robert)* (p. 2798) *Lemoine (Georges)* (p. 2798-2799).
Présence française : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2797) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2797-2798).
Vote favorable du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 2798).
Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 2798)
Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 2798)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2800).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [25 juillet 1984] (p. 4187) :

Assassinat de Pierre Declercq : *Brunhes (Jacques)* (p. 4191)
Comité Etat-territoire : *Brunhes (Jacques)* (p. 4190).
Conférence de Nainville-les-Roches : *Foyer (Jean)* (p. 4188) *Le Foll (Robert)* (p. 4189) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4190) ; *Lemoin (Georges)* (p. 4191).
Décentralisation : *Lemoine (Georges)* (p. 4191).

Droit coutumier : *Foyer (Jean)* (p. 4189) ; *Le Foll (Robert)* (p. 4189) ; *Lemoine (Georges)* (p. 4191).
Indépendance de la Nouvelle-Calédonie : *Foyer (Jean)* (p. 4188) ; *Le Foll (Robert)* (p. 4189) ; *Lemoine (Georges)* (p. 4191).
Loi électorale : *Lemoine (Georges)* (p. 4192).
Peuple kanak (droits du —) : *Le Foll (Robert)* (p. 4189) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4190) ; *Lemoine (Georges)* (p. 4191-4192).
Population (composition de la —) : *Foyer (Jean)* (p. 4188) ; *Lemoine (Georges)* (p. 4191-4192).
Question préalable (adoption par le Sénat) : *Massot (François)* (p. 4187).
Réforme agraire : *Foyer (Jean)* (p. 4189).
Statut de la Nouvelle-Calédonie : *Foyer (Jean)* (p. 4188) ; *Le Foll (Robert)* (p. 4190).

Discussion des articles [25 juillet 1984] (p. 4192).

Article 1er : amendement n° 1 de M. Jacques Lafleur (supprimant la référence à la déclaration de Nainville-les-Roches) ; attitude « docimologique » du Gouvernement ; souveraineté de la France en Nouvelle-Calédonie : rejeté ; amendement n° 62 de M. Jacques Lafleur (supprimant le 2e alinéa de cet article) ; suppression de la référence à l'institution d'un comité Etat-territoire (p. 4193) ; offices : rejeté ;
— article 1er : adopté.

Article 2 : amendement n° 63 de M. Jacques Lafleur (référence à l'autonomie administrative, économique et financière) ; évolution du statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie : rejeté ; amendement n° 2 de M. Jacques Lafleur (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) ; caractère évolutif du statut (p. 4194) ; amendement n° 70 du Gouvernement (possibilité pour le territoire de déterminer ses signes distinctifs aux côtés des emblèmes de la République) ; amendement n° 2 : retiré ; amendement n° 70 : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 3 de M. Jacques Lafleur (de suppression) ; création de « six pays » ; référence à une carte recoupant des unités linguistiques et des unités coutumières : rejeté ;
— article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Article 5 (p. 4195) : amendement n° 4 de M. Jacques Lafleur (supprimant la référence à la création d'un office culturel scientifique et technique kanak) ; décentralisation ; répartition des compétences entre l'Etat et le territoire : rejeté ; amendement n° 64 de M. Jacques Lafleur (transfert au territoire de l'enseignement du second cycle du second degré) : rejeté ;
— article 5 : adopté.

Article 6 : amendement n° 5 de M. Jacques Lafleur (énoncé des institutions du territoire) (p. 4196) ; création des assemblées de pays et reconnaissance de la coutume : rejeté ;
— article 6 : adopté.

Article 7 : amendement n° 6 de M. Jacques Lafleur (précisant que le Gouvernement du territoire comprend un président et six membres, dont un vice-président et cinq ministres) ; inflation des équipes gouvernementales ; possibilité de choisir le nombre des ministres : rejeté ;
— article 7 : adopté.

Article 8 : amendement n° 65 de M. Jacques Lafleur (possibilité de faire appel, pour présider le conseil du Gouvernement, à une personnalité choisie hors de son sein) : rejeté ;
— article 8 : adopté.

Article 9 : amendement n° 7 de M. Jacques Lafleur (supprimant la référence au président de l'assemblée des pays) : devenu sans objet ;
— article 9 : adopté.

Article 9 *bis* (p. 4197) : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : amendement n° 8 de M. Jacques Lafleur (référence à la qualité de membre d'un conseil de gouvernement d'un territoire d'outre-mer) : devenu sans objet ;
— article 11 : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : adopté.

Article 17 : amendement n° 71 du Gouvernement (supprimant la 2e phrase de cet article) ; cas où le Gouvernement du territoire est démissionnaire de plein droit ; adopté ; amendement n° 9 de M. Jacques Lafleur (information du haut commissaire) : devenu sans objet ;
— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *bis* (p. 4198) : amendement n° 72 du Gouvernement (cas où le Gouvernement du territoire est démissionnaire) : adopté ;
— article 17 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 18 : amendement n° 10 de M. Jacques Lafleur (supprimant la référence au président de l'assemblée des pays) : devenu sans objet ;
— article 18 : adopté.

Article 19 : amendement n° 58 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 21 : adopté.

Article 22 : adopté.

Article 23 : adopté.

Article 24 : adopté.

Article 25 : adopté.

Article 26 : adopté (p. 4199).

Article 27 : amendement n° 73 du Gouvernement (de coordination) ; primauté des dispositions du traité de Rome et des règlements communautaires sur l'ordre juridique interne ; rejeté ; amendement n° 74 du Gouvernement (référence à l'agrément des aérodromes privés) : adopté ; amendement n° 66 de M. Jacques Lafleur (référence au statut particulier des corps territoriaux de fonctionnaires) : devenu sans objet ;
— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 : adopté.

Article 29 : adopté.

Article 30 : adopté.

Article 31 : adopté (p. 4200).

Article 32 : adopté.

Article 33 : amendement n° 11 de M. Jacques Lafleur (nomination des chefs de subdivision par le Gouvernement de la République) : rejeté ;
— article 33 : adopté.

Article 34 : adopté.

Article 35 : adopté.

Article 36 : adopté.

Article 37 : adopté.

Article 38 : adopté

Après l'article 38 : amendement n° 75 du Gouvernement (compétence du président du Gouvernement pour veiller à l'exécution des délibérations de l'assemblée territoriale et de sa commission permanente) : adopté.

Article 39 (p. 4201) : adopté.

Article 40 : amendement n° 76 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;
— article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 41 : adopté.

Article 42 : adopté.

Article 43 : adopté.

Article 43 *bis :* adopté.

Article 44 : adopté.

Article 45 : amendement n° 59 de la commission (de suppression) ; loi électorale sur la Nouvelle-Calédonie ; adopté ; en conséquence, cet article est supprimé.

Article 46 : adopté (p. 4202).

Article 47 : adopté.

Article 48 : adopté.

Article 49 : adopté.

Article 50 : adopté.

Article 51 : adopté.

Article 52 : adopté.

Article 53 : adopté.

Article 54 : adopté.

Article 55 : adopté.

Article 56 : adopté.

Article 57 : amendement n° 77 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;
— article 57, ainsi modifié : adopté.

Article 58 : adopté.

Article 59 : adopté (p. 4203).

Article 59 *bis* : adopté.

Article 60 : adopté.

Article 60 *bis* : adopté.

Article 61 : adopté.

Article 62 : amendement n° 69 de M. Jacques Lafleur (fixation du tarif et des modalités de perception des amendes forfaitaires, par l'assemblée territoriale) ; fixation par décret du taux des amendes forfaitaires ; adopté après rectification ;
— article 62, ainsi modifié : adopté.

Article 63 : adopté (p. 4204).

Article 64 : adopté.

Article 64 *bis* : amendement n° 78 du Gouvernement (compétence de l'assemblée territoriale pour créer des commissions d'enquête ou de contrôle) ; objet des commissions d'enquête : adopté ;
— article 64 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 64 *bis* : amendement n° 67 de M. Jacques Lafleur (compétence de l'assemblée territoriale pour fixer les dispositions du statut général) : rejeté ;

Article 65 : adopté.

Article 66 : adopté.

Article 67 : adopté.

Article 68 : amendement n° 12 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 68 : adopté.

Article 69 : amendement n° 13 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet (p. 4205) ;
— article 69 : adopté.

Article 70 : amendement n° 14 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 70 : adopté.

Article 71 : amendement n° 15 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 71 : adopté.

Article 72 : amendement n° 16 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 72 : adopté.

Article 73 : amendement n° 17 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 73 : adopté.

Article 74 : amendement n° 18 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 74 : adopté.

Article 75 : amendement n° 19 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 75 : adopté.

Article 76 : amendement n° 20 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 76 : adopté.

Article 77 : amendement n° 21 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 77 : adopté.

Article 78 : amendement n° 22 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 78 : adopté.

Article 79 : amendement n° 23 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 79 : adopté.

Article 80 : amendement n° 24 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 80 : adopté.

Article 81 : amendement n° 25 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 81 : adopté (p. 4206).

Article 82 : amendement n° 26 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 82 : adopté.

Article 83 : amendement n° 27 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 83 : adopté.

Article 84 : amendement n° 28 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 84 : adopté.

Article 85 : amendement n° 29 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 85 : adopté.

Article 86 : amendement n° 30 de M. Jacques Lafleur : retiré ;
— article 86 : adopté.

Avant l'article 87 : amendement n° 31 de M. Jacques Lafleur (intitulant le chapitre IV : « Du comité économique et social ») : devenu sans objet.

Article 87 : amendement n° 32 de M. Jacques Lafleur (composition du comité économique et social), composition se rapprochant de celle du conseil économique et social (p. 4207) ; personnalités qualifiées ; fixation par la loi du statut particulier du territoire en vertu de l'article 74 de la Constitution ; comités d'expansion : rejeté ;
— article 87 : adopté.

Après l'article 87 : amendement n° 33 de M. Jacques Lafleur (conditions pour être membre du comité économique et social) : retiré ; amendement n° 34 de M. Jacques Lafleur (compétence du Gouvernement du territoire) : devenu sans objet ; amendement n° 35 de M. Jacques Lafleur (modalités des réunions du comité économique et social) : retiré ; amendement n° 36 de M. Jacques Lafleur (fonctionnement du comité économique et social) : devenu sans objet.

Article 88 : amendement n° 37 de M. Jacques Lafleur (référence au comité économique et social) : devenu sans objet ; amendement n° 38 de M. Jacques Lafleur (référence à l'Assemblée territoriale) : devenu sans objet ;
— article 88 : adopté (p. 4208).

Article 89 : amendement n° 39 de M. Jacques Lafleur (saisine de l'Assemblée territoriale sur les avis émis par le comité économique et social) : devenu sans objet ;
— article 89 : adopté.

Article 90 : adopté.

Article 90 *bis* : adopté.

Article 91 : adopté.

Article 92 : amendement n° 40 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 92 : adopté.

Article 93 : amendement n° 41 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 93 : adopté.

Article 94 : amendement n° 42 de M. Jacques Lafleur (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) : devenu sans objet ;
— article 94 : adopté.

Article 95 : adopté.

Article 96 : adopté (p. 4209).

Article 97 : adopté.

Article 98 : adopté.

Article 99 : adopté.

Article 100 : adopté.

Article 101 : adopté.

Après l'article 101 : amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 102 : adopté.

Article 103 : adopté.

Article 104 : adopté.

Article 105 : adopté.

Article 106 : adopté.

Article 107 : adopté.

Article 108 : adopté.

Article 109 : adopté (p. 4210).

Article 110 : adopté.

Article 111 : adopté.

Article 112 : adopté.

Article 113 : amendement n° 79 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;
— article 113, ainsi modifié : adopté.

Article 114 : amendement n° 61 de la commission (de suppression) : adopté ;
En conséquence, cet article est supprimé.

Article 115 : adopté (p. 4211).

Article 116 : adopté.

Article 117 : adopté.

Article 118 : adopté.

Article 119 : adopté.

Article 120 : adopté.

Article 121 : adopté.

Article 122 : adopté.

Article 123 : adopté.

Article 124 : amendement n° 68 de M. Jacques Lafleur (de suppression) ; centre de formation du personnel administratif (p. 4212) : rejeté ;
— article 124 : adopté.

Article 125 : amendement n° 55 de M. Jacques Lafleur (supprimant les deux premiers alinéas de cet article) ; risque de discrimination selon l'origine des candidats pour le recrutement dans la fonction publique : rejeté ; amendement n° 56 de M. Jacques Lafleur (supprimant la référence au territoire) : rejeté ; amendement n° 80 du Gouvernement (supprimant les termes « en tant que de besoin » dans le dernier alinéa de cet article) ; formation du personnel administratif de la Nouvelle-Calédonie et recrutement des fonctionnaires : retiré ;
— article 125 : adopté.

Article 126 : amendement n° 81 du Gouvernement (substituant aux mots « en cours de mandat » les mots « élue le premier juillet ») (p. 4213) ; prolongation des pouvoirs de l'assemblée territoriale actuelle ; méthode consistant à proposer au Parlement une modification de la loi en vigueur et à ne pas appliquer provisoirement cette dernière ; mandat confié à une assemblée dont les pouvoirs sont expirés ; existence de précédents : adopté ;
— article 126, ainsi modifié : adopté.

Article 127 : amendement n° 82 du Gouvernement (désignation par décret du président et du commissaire du Gouvernement du tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie) : adopté ;
— article 127, ainsi modifié : adopté (p. 4214).

Article 128 : adopté.

Article 129 : adopté.

Article 130 : adopté.

Article 131 : amendement n° 57 de M. Jacques Lafleur (de suppression) ; recrutement des fonctionnaires des catégories A et B parmi les titulaires du baccalauréat ; promotion sociale ; nécessité de composer la commission de personnalités présentant des garanties d'indépendance : rejeté ; amendement du Gouvernement (substituant aux mots « sur le plan du » les mots « dans le ») : adopté ;
— article 131, ainsi modifié : adopté.

Article 132 : droit de chaque peuple à l'autodétermination (p. 4215) ; droits du peuple kanak ; déclaration du gouverneur Dubouzet lors de la prise de possession par la France ; consultation de la population du territoire des Afars et des Issas ; esprit de Brazzaville ; amendement n° 83 du Gouvernement (abrogation du décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse en Nouvelle-Calédonie) ; décret soumettant à l'autorisation administrative préalable la publication en Nouvelle-Calédonie de tout journal ou périodique rédigé en langue indigène ou étrangère : adopté ;
— article 132, ainsi modifié : adopté.

Seconde délibération du projet de loi.

Article 38 : amendement n° 1 du Gouvernement (caractère exécutoire des décisions du conseil des ministres du territoire) : adopté ;
— article 38, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 4216).

Autodétermination : *Lemoine* (*Georges*) (p. 4218-4219).
Autonomie interne : *Lemoine* (*Georges*) (p. 4218).
Déclaration de Nainville-les-Roches : *Lemoine* (*Georges*) (p. 4219).
Indépendance de la Nouvelle-Calédonie : *Foyer* (*Jean*) (p. 4217) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4218-4219).
Organisation A. R. C. : *Lemoine* (*Georges*) (p. 4217) ; *Esdras* (*Marcel*) (p. 4217).
Peuple kanak (droits du —) : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 4217) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4219).
Statut (rejet par les élus locaux) : *Esdras* (*Marcel*) (p. 4217) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 4218).
Terrorisme (cas de la Guadeloupe) : *Esdras* (*Marcel*) (p. 4217) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4217).
Vote négatif du groupe R. P. R. : *Foyer* (*Jean*) (p. 4217).
Vote négatif du groupe U. D. F. : *Esdras* (*Marcel*) (p. 4217).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4219).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [31 juillet 1984] (p. 4226) :

Application des peines (régime de l' —) : *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4226, 4227, 4228).
Autodétermination : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4230) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4231).
Coutume : *Lemoine* (*Georges*) (p. 4231).
Déclaration de Nainville-les-Roches : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4230) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4231).
Echec de la commission mixte paritaire : *Massot* (*François*) (p. 4229).
Forces de l'ordre (protection des —) : *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4227, 4229).
Indépendance de la Nouvelle-Calédonie : *Pidjot* (*Roch*) (p. 4229) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4230) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4231).
Insécurité (accroissement de l' —) : *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4226) ; *Labarrère* (*André*) (p. 4227).
Justice (indépendance de la —) : *Forni* (*Raymond*) (p. 4228).
« Ligne de crête » : *Pidjot* (*Roch*) (p. 4229).
Peuple kanak (droits du —) : *Pidjot* (*Roch*) (p. 4229) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4230, 4231).
Rappels au règlement : *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 4226, 4227, 4228).
Rassemblement des populations : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4230) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4230).
Statut (caractère évolutif) : *Massot* (*François*) (p. 4229).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 4231 à 4243).

Explications de vote (p. 4243).

Australie (influence de l' —) : *Debré* (*Michel*) (p. 4244) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 4244).
Autodétermination : *Debré* (*Michel*) (p. 4243) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4245).
Déclaration de Nainville-les-Roches : *Lemoine* (*Georges*) (p. 4245).
Indépendance de la Nouvelle-Calédonie : *Debré* (*Michel*) (p. 4243, 4244) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4245).

Peuple kanak (droits du —) : *Le Foll* (*Robert*) (p. 4244) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 4244, 4245).
Rassemblement des populations : *Le Foll* (*Robert*) (p. 4244).
Statut (caractère évolutif) : *Debré* (*Michel*) (p. 4243).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4246).

8. — Projet de loi n° 2095 relatif à la composition et à la formation de l'**assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 3 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer. — Urgence déclarée le 25 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Lettre de M. le Premier ministre, en date du 16 mai 1984, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur ce projet. — Rapporteur : M. François Massot (10 mai 1984). — Rapport n° **2132** (17 mai 1984). — Discussion les 28 et 29 mai 1984. — Adoption le 29 mai 1984. — Projet de loi n° **578.**

Sénat (première lecture) n° **343** (1983-1984), dépôt le 30 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marc Bécam. — Rapport n° **438** (1983-1984) (27 juin 1984). — Discussion les 10 et 12 juillet 1984. — Adoption le 12 juillet 1984. — Projet de loi n° **184** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2305**, dépôt le 24 juillet 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 14 juillet 1984] (p. 2283).
Bureau [*J. O.* du 19 juillet 1984] (p. 2344).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. François Massot. — Rapport n° **2312** (24 juillet 1984). — Discussion le 25 juillet 1984. — Adoption avec modifications le 25 juillet 1984. — Projet de loi n° **662.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Marc Bécam. — Rapport n° **479** (1983-1984) (24 juillet 1984). — Discussion le 26 juillet 1984. — Adoption définitive le 26 juillet 1984. — Projet de loi n° **187** (1983-1984).

Loi n° 84-756 du 7 août 1984 publiée au *J. O.* du 8 août 1984 (p. 2600).

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [29 mai 1984] (p. 2802) :

Article 1er (*composition de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie*) : amendement n° 1 de M. Jacques Lafleur (de suppression) ; répartition des sièges à la date du projet de loi ; poids des différentes circonscriptions électorales : rejeté ; amendement n° 7 de M. Roch Pidjot (composition de l'assemblée territoriale) (p. 2802) ; caractère spécifique de cette assemblée en raison du caractère transitoire du statut ; autorisation de vote pour les seules personnes ayant un statut civil de droit particulier et pour celles dont le père ou la mère sont nés en Nouvelle-Calédonie : rejeté ;
— article 1er : adopté.

Article 2 (*élection des membres de l'assemblée territoriale par circonscription*) : amendement n° 8 de M. Roch Pidjot (délimitation des circonscriptions électorales) (p. 2803) : rejeté ; amendement n° 2 de M. Jacques Lafleur (portant à 20, 8, 8 et 6 le nombre des conseillers à élire) : rejeté ;
— article 2 : adopté.

Article 3 (*élection au scrutin de liste à la représentation proportionnelle selon la règle du plus fort reste*) : amendement n° 9 de M. Roch Pidjot (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 3 de M. Jacques Lafleur (représentation proportionnelle à la plus forte moyenne) ; objectif de diversification (p. 2804) : rejeté ; amendement n° 4 de M. Jacques Lafleur (substituant au pourcentage «2 p. 100» le pourcentage «5 p. 100)» ; amendement n° 6 de la commission (substituant au pourcentage « 2 p. 100 » le pourcentage « 4 p. 100 ») ; amendement n° 13 du Gouvernement (substituant au pourcentage « 2 p. 100 » le pourcentage « 3 p. 100 ») ; amendements n° 4 et n° 6 : rejetés ; amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 5 de M. Jacques Lafleur (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 3 ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*rôle du haut-commissaire pour l'application des dispositions du code électoral*) : amendement n° 10 de M. Roch Pidjot (réalisation dans chaque commune de la révision exceptionnelle pour le renouvellement de l'assemblée territoriale) : rejeté ;
— article 4 : adopté.

Article 5 (*abrogation des articles 3 et 5 de la loi précitée du 10 décembre 1962*) : amendement n° 11 de M. Roch Pidjot (de suppression) : devenu sans objet ;
— article 5 : adopté (p. 2805).

Article 6 (*mise hors cadre des membres de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances titulaires d'un autre emploi public*) : amendement n° 12 de M. Roch Pidjot (immunités et incompatibilités applicables aux membres de l'assemblée territoriale et aux conseillers territoriaux) ; nécessité de réformer le corps électoral ; droit du peuple kanak à l'indépendance et à l'autodétermination : rejeté ;
— article 6 : adopté.

Explications de vote (p. 2806) :

Autodétermination (principe d' —) : *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 2806) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 2807).
Comité Etat-territoire : *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 2806) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 2809).
Lemoine (*Georges*) (p. 2807) ; *Debré* (*Michel*) (p. 2807).
Corps électoral (réforme du —) : *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 2806) ;
Démographie de la Nouvelle-Calédonie : *Lemoine* (*Georges*) (p. 2807) ; *Debré* (*Michel*) (p. 2807).
Peuple kanak : *Lemoine* (*Georges*) (p. 2809).
Statut juridique de la Nouvelle-Calédonie (historique) : *Lemoine* (*Georges*) (p. 2808).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Lafleur* (*Jacques*) (p. 2807).
Vote hostile du groupe U. D. F. : *Caro* (*Jean-Marie*) (p. 2807).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2808).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE, p. 3039-3041.

Voir *Mises au point du Gouvernement.*
Déclarations du Gouvernement **14.**
Questions au Gouvernement **1166.**

Discussion générale [25 juillet 1984] (p. 4219) :

Accord de la commission mixte paritaire : *Massot* (*François*) (p. 4219) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4220).
Circonscriptions (inégalités entre les —) : *Foyer* (*Jean*) (p. 4220) ; *Massot* (*François*) (p. 4220).
Points de divergences entre les deux assemblées : *Massot* (*François*) (p. 4219).
Régime de la plus forte moyenne : *Lemoine* (*Georges*) (p. 4220).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4220-4221).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4221).

Assemblée territoriale

Voir *Questions orales sans débat* **679.**

Attitude du Gouvernement à l'égard des séparatistes

Voir *Questions au Gouvernement* **1044.**

Respect du suffrage universel

Voir *Questions au Gouvernement* **1122.**

Situation en —

Voir *Questions au Gouvernement* **1112, 1120, 1130, 1157, 1158.**

Situation des Polynésiens en —

Voir *Questions au Gouvernement* **1165.**

Statut de la —

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), départements et territoires d'outre-mer.

NOUVEL OBSERVATEUR (Le)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8**, article 10.

NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE (N. M. P. P.)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8** avant l'article 1er ; article 2 ; article 10.

O

OBLIGATION ALIMENTAIRE

1. — Projet de loi n° 2308 relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le **recouvrement des créances alimentaires** impayées.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 24 juillet 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Maurice Briand (6 septembre 1984). — Rapport n° **2350** (2 octobre 1984). — Discussion le 2 octobre 1984. — Adoption le 2 octobre 1984. — Projet de loi n° **672.**

Sénat (première lecture), n° **10** (1984-1985), dépôt le 4 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° **44** (1984-1985) (24 octobre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. Claude Huriet. — Avis n° **49** (1984-1985) (25 octobre 1984). — Discussion le 30 octobre 1984. — Adoption le 30 octobre 1984. — Projet de loi n° **14** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2407**, dépôt le 5 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Maurice Briand. — Rapport n° **2431** (15 novembre 1984). — Discussion le 28 novembre 1984. — Adoption avec modifications le 28 novembre 1984. — Projet de loi n° **698.**

Sénat (deuxième lecture), n° **100** (1984-1985), dépôt le 29 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° **118** (1984-1985) (5 décembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption définitive le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **36** (1984-1985).

Loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 27 décembre 1984 (p. 3983).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 octobre 1984] (p. 4443, 4447).

Allocation de soutien familial : *Briand (Maurice)* (p. 4445) ; *Roudy (Yvette)* (p 4446) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4448) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4449) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4452).

Bureaux pilotes : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4450) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4451).

Caisses d'allocations familiales (notamment rôle de recouvrement) : *Briand (Maurice)* (p. 4444) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4446, 4447, 4453) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4448) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4448, 4449) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4450) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4451) ; *Foyer (Jean)* (p. 4452).

Divorces (nombre des —) : *Briand (Maurice)* (p. 4443) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4445) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4448) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4451).

Droits de l'enfant : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4450) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4451).

Femmes isolées : *Roudy (Yvette)* (p. 4445, 4446, 4453) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4447, 4448) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4450) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4450) ; *Cheigneau (Colette)* (p. 4452).

Fonds de garantie des pensions alimentaires : *Roudy (Yvette)* (p. 4446, 4453) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4449) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4450).

Paiement partiel : *Roudy (Yvette)* (p. 4452, 4453).

Pensions alimentaires (non paiement des —) : *Briand (Maurice)* (p. 4443, 4344) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4446) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4447) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4449) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4451).

Sanctions : *Ducoloné (Guy)* (p. 4449).

Voies d'exécution (inefficacité des —) : *Briand (Maurice)* (p. 4444) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4446) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4447) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4449) ; *Foyer (Jean)* (p. 4452).

Discussion des articles [2 octobre 1984] (p. 4453).

Article 1er (*principe de l'intervention des organismes débiteurs de prestations familiales en matière d'aide au recouvrement des pensions alimentaires dues pour les enfants*) (p. 4453) : risque que certains débiteurs organisent leur insolvabilité ; amendement n° 1 de la commission (de rectification) ; adopté ; — article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*remplacement de l'allocation d'orphelin par l'allocation de soutien familial*) : amendement n° 16 du Gouvernement (référence à l'allocation de soutien familial) : adopté ; — Article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*conditions de l'attribution de l'allocation de soutien familial*) : adopté.

Article 4 (*versement de l'allocation de soutien familial à titre d'avance sur pension alimentaire et recouvrement par l'organisme débiteur des prestations familiales de l'ensemble de la créance alimentaire correspondante*) : amendement n° 2 de la commission (recouvrement de la créance par l'organisme débiteur des prestations familiales) (p. 4454) ; amendement n° 14 de M. Guy Ducoloné (même objet) ; recouvrement des créances à la demande des intéressés ; cas des parents isolés et de leurs enfants ; idée d'un fonds de recouvrement des créances ; amendement n° 14 : retiré ; liberté laissée aux organismes débiteurs de prestations familiales pour apprécier les créances autres que celles concernant les enfants ; amendement n° 2 : adopté ; amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté ; — Article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*aide au recouvrement des pensions alimentaires pour les parents d'enfants mineurs n'ayant pas droit à l'allocation de soutien familial*) : amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné (rédactionnel) ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 15 : retiré (p. 4455) ; amendement n° 7 : adopté ; amendement n° 17 du Gouvernement (cas où le créancier d'aliment est dispensé d'engager une voie d'exécution préalable) ; vocation de certains créanciers à percevoir l'allocation de soutien familial ; adopté ; — article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*adaptation au profit des organismes débiteurs de prestations familiales de procédures de recouvrement des pensions alimentaires*) : amendement n° 8 de la commission (envoi au trésorier payeur général de l'Etat des sommes à recouvrer) ; compétence du directeur de la caisse d'allocations familiales pour établir l'état des sommes dues ; loi du 11 juillet 1975 prévoyant le recouvrement des sommes dues par les comptables directs du Trésor (p. 4456) ; règles de la comptabilité publique ; possibilité pour le préfet de déléguer sa signature ; statut des personnels des caisses d'allocations familiales : adopté ; amendement n° 9 de la commission (supprimant la fin du premier alinéa du paragraphe II de l'article 6 après les mots « organisme débiteur des prestations familiales ») : adopté ; amendement n° 10 de la commission (établissement d'un état des sommes à récupérer par le directeur de l'organisme débiteur des prestations familiales) (p. 4457) : adopté ; — article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (*entrée en vigueur de la loi*) : amendement n° 11 de la commission (entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 1986) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (substituant au délai de trois ans le délai de deux ans) : adopté ; — article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : rapport sur l'application de la loi ; amendement n° 18 du Gouvernement (présentation par le Gouvernement d'un rapport avant le 1er janvier 1988) ; nécessité d'un tel rapport : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4458).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1984] (p. 6455).

Allocation de soutien familial : *Briand (Maurice)* (p. 6456) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6456).

Caisses d'allocations familiales (rôle des —) : *Briand (Maurice)* (p. 6456).

Paiement partiel des pensions : *Dufoix (Georgina)* (p. 6457).

Procédure de recouvrement (rôle du commissaire de la République) : *Briand (Maurice)* (p. 6456) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6457).

Discussion des articles [28 novembre 1984] (p. 6457).

Article 3 : adopté.

Article 4 : amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 6457) : adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (précisant que l'allocation de soutien familial est versée à titre d'avance sur créance alimentaire) ; amendement n° 1 de la commission (même objet) : adoptés ; amendement n° 5 du Gouvernement (subrogation de l'organisme débiteur des prestations familiales dans les droits du créancier) : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (versement, à titre d'avance, d'une allocation différentielle) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (possibilité pour l'organisme débiteur de prestations familiales de suspendre les versements de l'allocation de soutien familial en cas de refus par le créancier d'aliments de donner le pouvoir spécial de saisie en matière immobilière) (p. 6458) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (précisant que certains frais ne peuvent être mis à la charge du créancier d'aliments) : adopté.

Article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 2 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : adopté (p. 6459).

Article 7 : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : adopté.

Article 12 : adopté.

Explications de vote (p. 6460).

Fonds des pensions alimentaires : *Soury* (*André*) (p. 6460) ;
Vote positif du groupe communiste : *Soury* (*André*) (p. 6460) ;
Vote positif du groupe socialiste : *Bourguignon* (*Pierre*) (p. 6460).

OCTROI DE MER

Voir *Banques et établissements financiers* **7.**
Départements d'outre-mer **7.**

ŒUVRES UNIVERSITAIRES

Voir Questions orales sans débat **737.**

OFFICE DE JUSTIFICATION DE LA DIFFUSION

Voir *Editions, imprimerie et presse* **8,** article 7 ; avant l'article 10, article 10.

OFFICES FONCIERS

Voir *Agriculture* **13.**

OLIDA (Entreprise)

Voir *Questions orales sans débat* **578.**

OPERA POPULAIRE DE LA BASTILLE

Voir Lois de finances **9** (deuxième partie), Culture.

OPPOSITION (Discours et projets de l' —)

Voir *Questions au Gouvernement* **1099.**

ORDONNANCE DU 26 AOUT 1944

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 4.

ORDONNANCES

Chômage : indemnisation **6.**
Voir *Politique économique et sociale* **6.**

ORDRE DU JOUR

Fixation de l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale : *Labarrère* (*André*) [31 janvier 1984] (p. 361-362).

Modification de l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale : fausses factures de Marseille ; fin du débat sur la presse ; rôle du Parlement : *Labarrère* (*André*) [11 février 1984] (p. 980) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 980).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : *Labarrère* (*André*) [30 juin 1984] (p. 3930).

Modification du calendrier des travaux de l'Assemblée nationale : *Labarrère* (*André*) [31 juillet 1984] (p. 4246).

Aménagement de l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale : report de la séance consacrée à l'examen du projet de loi relatif aux entreprises de presse ; manœuvres de retardement du Sénat : *Labarrère* (*André*) [5 septembre 1984] (p. 4342).

Modification de l'ordre du jour : *Labarrère* (*André*) [27 novembre 1984] (p. 6347).

Modification de l'ordre du jour : déclaration du Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie : *Labarrère* (*André*) [3 décembre 1984] (p. 6541) ; *Ducoloné* (*Guy*), vice-président (p. 6541).

Modification de l'ordre du jour : *Labarrère* (*André*) [19 décembre 1984] (p. 7216-7217).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 5.
Rappels au règlement **312, 314.**

Retrait d'un projet de l' —

Voir *Rappels au règlement* **200, 202, 205, 208, 216, 232.**

ORDRE PUBLIC

5. — Proposition de loi n° 1570 tendant à réprimer **l'incitation** et **l'aide** au **suicide.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **2494** (12 décembre 1984).

7. — Proposition de résolution n° 2273 tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'étudier les différents aspects du problème soulevé par la **disparition des personnes en France.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 28 juin 1984 par M. Joseph-Henri Maujoüan-du-Gasset. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (11 octobre 1984). — Rapport n° **2395** (25 octobre 1984).

8. — Proposition de loi n° 2512 relative aux **contrôles et aux vérifications d'identité.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 décembre 1984 par M. Emmanuel Aubert et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Insécurité.

Voir *Rappels au règlement* **275, 276.**

ORDRES PROFESSIONNELS

1. — Proposition de loi n° 2151 tendant à la suppression de l'**ordre des géomètres experts** et à la création d'un organisme démocratique concernant la profession de géomètre topographe. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1984 par M. Vincent Porelli et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Vincent Porelli (7 juin 1984).

OTAGES

Techniciens aux mains des rebelles soudanais.
Voir *Questions au Gouvernement* **1070.**

OUEST FRANCE

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 10 ; article 11 ; article 12.

OVINS

Voir *Questions orales sans débat* **749.**

Lutte contre l'épizootie ovine.
Voir *Questions orales sans débat* **671.**

Règlement communautaire sur la viande ovine.
Voir *Questions orales sans débat* **731**

P

PAKISTAN

Voir *Traités et conventions* **113.**

PAPIERS ET CARTONS

2. — Proposition de résolution n° 2387 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles des **aides publiques** ont été attribuées aux **papeteries de la Chapelle-Darblay.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 18 octobre 1984 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (8 novembre 1984). — Rapport n° **2462** (28 novembre 1984).

PARI MUTUEL URBAIN (P. M. U.)

Voir *Jeux et paris.*

PARIS

Circulation aux abords du musée d'Orsay.

Voir *Questions orales sans débat* **561.**

Grands projets parisiens du Président de la République.

Voir *Questions au Gouvernement* **1037.**

PARISIEN LIBERE (Le).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 1er ; article **9.**

PARIS-MATCH

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** après l'article 1er.

PARLEMENT

1. — Proposition de loi organique n° 78 tendant à modifier l'article L.O. 178 du code électoral en vue d'éviter que les **élections législatives partielles** aient lieu au mois de juillet ou au mois d'août. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Jean Foyer (11 octobre 1984).

13. — Proposition de loi organique n° 1774 relative aux **parlementaires en mission.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pascal Clément (2 février 1984).

15. — Proposition de loi organique n° 2003 visant à faciliter la **réinsertion professionnelle des parlementaires** au terme de leur mandat. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Tiberi (7 juin 1984).

16. — Proposition de loi constitutionnelle n° 2055 tendant à harmoniser le régime des **immunités parlementaires** des membres du Parlement et celui des membres de l'Assemblée des communautés européennes. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 avril 1984 par M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (11 octobre 1984).

17. — Proposition de résolution n° 2386 tendant à modifier les **articles 62 et 69 du règlement** relatifs aux scrutins pour les nominations personnelles. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 18 octobre 1984 par M. Philippe Seguin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Seguin (8 novembre 1984).

18. — Proposition de loi organique n° 2496 tendant à interdire le **cumul** d'un **mandat parlementaire** avec la fonction de membre du cabinet d'un ministre ou du Président de la République. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 décembre 1984 par M. Gilbert Gantier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

PAROISSIEN DE LANDIVISIAU (LE)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 6.

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS

1. — Proposition de loi n° 123 tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 70-1322 du 31 décembre 1970 relative à l'**ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions eu bénéfice du personnel des sociétés.** — Assemblée nationale (première lecture). — Rapporteur : M. Jean-Marie Bockel, remplacé par M. Roger Rouquette (11 octobre 984).

Voir *Lois de finances* **9** (première partie). article 14.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **11.**

PATRONAT

Voir *Entreprises* **21.**

PAUVRETE

Voir *Lois de finances* **9,** discussion générale.

Grande —

Voir *Questions au Gouvernement* **1013.**

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Aide alimentaire

Voir *Questions au Gouvernement* **925.**

Sommet de Londres

Voir *Questions au Gouvernement* **967.**

PEBEREAU (Michel)

Voir *Questions au Gouvernement* **881, 888.**

PECHE

5. — Projet de loi n° 1536 relatif à la **pêche en eau douce** et à la **gestion des ressources piscicoles.**

Sénat (deuxième lecture), **n° 135** (1983-1984), dépôt le 14 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport **n° 258** (1983-1984) (11 avril 1984). — Discussion le 19 avril 1984. — Adoption avec modifications le 19 avril 1984. — Projet de loi **n° 92** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 2056,** dépôt le 24 avril 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Georges Colin. — Rapport **n° 2102** (10 mai 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption avec modifications le 16 mai 1984. — Projet de loi **n° 570.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 24 mai 1984] (p. 1507).
Bureau [*J. O.* du 25 mai 1984] (p. 1658).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Georges Colin . — Rapport **n° 2146** (24 mai 1984). — Discussion le 5 juin 1984. — Adoption avec modifications le 5 juin 1984. — Projet de loi **n° 590.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport **n° 333** (1983-1984) (24 mai 1984). — Discussion le 13 juin 1984. — Adoption définitive le 13 juin 1984. — Projet de loi **n° 132** (1983-1984).

Loi n° 84-512 du 29 juin 1984 publiée au *J. O.* du 30 juin 1984 (p. 2039). — Rectificatif (*J. O.* du 8 août 1984 (p. 2601).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [16 mai 1984] (p. 2396) :

Consensus relatif au présent projet de loi : *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 2397) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 2397).

Débits réservés : *Colin* (*Georges*) (p. 2396) ; *Birraux* (*Claude*) (p. 2397).

Etangs (propriétaires d' —) : *Colin (Georges)* (p. 2396).
Hydroélectricité : *Rieubon (René)* (p. 2398).
Pêcheurs (associations et organisations de —) : *Colin (Georges)* (p. 2396) ; *Birraux (Claude)* (p. 2397) ; *Loncle (François)* (p. 2399).
Pêcheurs aux engins et aux filets et pêcheurs professionnels : *Birraux (Claude)* (p. 2397) ; *Rieubon (René)* (p. 2398).
Pollueurs : *Colin (Georges)* (p. 2396) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 2398).
Vidanges autorisées : *Colin (Georges)* (p. 2396).

Discussion des articles [16 mai 1984] (p. 2399, 2410) :

Article 4 (p. 2399, 2400, 2401) ; protection du patrimoine piscicole ; obligation faite aux propriétaires riverains d'effectuer les travaux d'entretien sur les berges et dans le lit du cours d'eau ; amendement n° 14 de la commission (codification) : adopté ; *article* 403 *du code rural :* amendement n° 15 de la commission (de clarification) : adopté ; *article* 410 *du code rural :* amendement n° 16 de la commission (dispositions relatives à la garantie de débit minimal des cours d'eau) (p. 2402) ; problème du calcul du débit ; sous-amendement n° 79 du Gouvernement (exception relative au Rhin et au Rhône) ; sous-amendement n° 75 de M. Michel Inchauspé (référence au débit minimal, dit débit réservé) : non soutenu ; sous-amendement n° 57 de M. Michel Couillet soutenu par M. Paul Chomat (principe des conventions dérogatoires) ; sous-amendement n° 81 du Gouvernement (convention passée entre l'exploitant et l'Etat approuvée par décret en Conseil d'Etat) (p. 2403) ; sous-amendement n° 57 : retiré ; sous-amendement n° 81 : rejeté ; sous-amendement n° 76 de M. Michel Inchauspé (de précision) : non soutenu ; sous-amendement n° 58 de M. Michel Couillet soutenu par M. Paul Chomat (convention passée avec les concessionnaires et permissionnaires) : retiré ; sous-amendement n° 80 du Gouvernement (dispositions relatives au Rhin et au Rhône) : adopté ; sous-amendement n° 77 de M. Michel Inchauspé (suppression du dernier alinéa de cet amendement) : non soutenu ; amendement n° 16, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 78 de M. Michel Inchauspé (convention passée entre les ministres chargés de l'environnement, de la qualité de la vie, de l'énergie et de l'agriculture et les concessionnaires et permissionnaires) : non soutenu ; *article* 411 *du code rural :* amendement n° 1 de M. Jean Rigaud (de précision) : non soutenu ; amendement n° 17 de la commission (publication d'une liste d'espèces migratrices) ; sous-amendement n° 59 de M. Michel Couillet soutenu par M. Paul Chomat (référence à des impossibilités techniques) ; sous-amendement n° 60 de M. Michel Couillet soutenu par M. Paul Chomat (décret fixant les conditions d'expérimentation des dispositifs visés à l'alinéa 1er de cet article) (p. 2404) ; point de départ du délai de mise en conformité ; circulation des poissons ; espèces migratrices ; sous-amendement n° 59 : rejeté (p. 2405) ; sous-amendement n° 60 : rejeté ; amendement n° 17 : adopté ; *article* 413 *du code rural :* amendement n° 82 de M. Roger Corrèze (excluant les piscicultures du champ d'application de cet article du code rural) : rejeté ; amendement n° 2 de M. Jean Rigaud (de précision) : non soutenu ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 de M. Jean Rigaud (référence à un contrôle sanitaire) : non soutenu ; *après l'article* 413 *du code rural :* amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2406) ; *article* 415 *du code rural :* amendement n° 4 de M. Jean Rigaud (référence aux groupements de pêcheurs) : non soutenu ; amendement n° 5 de M. Jean Rigaud (suppression de la référence aux associations agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public) ; amendement n° 62 de M. Georges Colin (rédactionnel) ; amendement n° 5 : non soutenu ; amendement n° 62 : adopté ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) ; place de la pisciculture au sein des fédérations : adopté (p. 2413) ; amendement n° 6 de M. Jean Rigaud (création d'une fédération de bassin des pêcheurs aux engins et aux filets) : non soutenu ; amendement n° 21 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (mise en valeur et surveillance du domaine piscicole départemental) ; amendement n° 66 de M. Claude Birraux (mise en valeur du domaine piscicole départemental) ; amendement n° 66 : non soutenu ; amendement n° 22 : adopté ; amendement n° 23 de la commission (de conformité) : adopté ; amendement n° 63 de M. Georges Colin (taxe piscicole) ; amendement n° 67 de M. Claude Birraux (même objet) ; amendement n° 63 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 67 devient sans objet ; amendement n° 7 de M. Jean Rigaud (droits et obligations des fédérations de bassin des pêcheurs aux engins et aux filets) : non soutenu ; *article* 416 *du code rural :* amendement n° 8 de M. Jean Rigaud (suppression du texte proposé pour cet article) : non soutenu : amendements identiques n° 24 de la commission n° 68 de M. Claude Birraux (pêcheurs professionnels exerçant à temps plein ou partiel) (p. 2414) : adoptés ; amendement n° 64 de M. Georges Colin (pouvoir de collecte de la taxe piscicole reconnu aux associations agréées de pêcheurs professionnels) : adopté ; *article* 416 bis *du code rural :* amendement n° 25 de la commission (espèces vivant alternativement dans les eaux douces et dans les eaux salées) : adopté ; *article* 422 *du code rural :* amendement n° 26 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (accord du propriétaire) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (de conformité) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (transfert du droit de pêche) : adopté (p. 2415) ; *article* 424 *du code rural :* amendement n° 31 de la commission (remise en état ou aménagement des rives et des fonds) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (référence à la pisciculture) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (partage de l'exercice du droit de pêche en cas de subvention publique) ; amendement n° 69 de M. Michel Cointat (même objet) ; amendement n° 35 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 69 devient sans objet ; amendement n° 70 de M. Roger Corrèze (conditions dans lesquelles le propriétaire des rives demeure propriétaire du droit de pêche) (p. 2416) : rejeté ; amendement n° 71 de M. Roger Corrèze (remboursement par le propriétaire des rives de sa quote-part de subvention) : retiré ; amendement n° 72 de M. Roger Corrèze (prise à sa charge par le propriétaire de la section de travaux concernant ses rives) : retiré ; amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article* 425 *du code rural :* amendement n° 37 de la commission (conditions du droit de passage) : adopté ; *article* 425 bis *du code rural :* amendement n° 38 de la commission (liant le droit de passage à l'exercice de la pêche) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (précisant que les modalités d'exercice du droit de passage peuvent faire l'objet d'une convention avec le propriétaire riverain) (p. 2417) : adopté ; *article* 428 *du code rural :* amendement n° 40 de la commission (suppression dans un délai de trois ans de la délivrance gratuite de licence aux anciens inscrits maritimes pour la pêche en zone mixte) : adopté ; *article* 430 *du code rural :* amendement n° 83 de M. Roger Corrèze (de précision) : rejeté ; amendement n° 41 de la commission (suppression de la référence à la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (référence à un avis de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de pisciculture) ; sous-amendement n° 74 de M. Roger Corrèze (avis des syndicats régionaux de pisciculteurs professionnels) ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 42 : adopté ; *article* 431 *du code rural :* amendement n° 43 de la commission (suppression de la référence à une coutume locale ayant pour but de favoriser l'élevage du poisson) (p. 2418) ; volonté du Sénat d'exclure de l'application des règles de cet article des étangs piscicoles des Dombes ou de Sologne : adopté ; amendement n° 44 de la commission (motivation non obligatoire du retrait ou du refus de renouvellement d'une concession) : adopté ; *article* 432 *du code rural :* amendement n° 45 de la commission (pollution consécutive aux vidanges) ; amendement n° 61 de M. Michel Couillet (poursuite pénale dans le cas où la vidange constitue une obligation légale ou réglementaire) ; problème de la pollution consécutive à des opérations de vidange (p. 2419) ; amendement n° 61 : retiré ; amendement n° 45 : adopté ; *article* 437 *du code rural :* amendement n° 46 de la commission (de précision) : adopté ; *article* 438 *du code rural :* amendement n° 47 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 9 de M. Jean Rigaud (cas des poissons capturés en France pendant l'ouverture de l'espèce) : non soutenu ; *article* 438 ter *du code rural :* amendement n° 10 de M. Jean Rigaud (interdiction de la commercialisation de certaines espèces) ; amendement n° 48 de M. Jean Rigaud (même objet) ; amendement n° 10 : non soutenu ; amendement n° 48 : adopté ; *article* 441 *du code rural :* amendement n° 73 de M. Roger Corrèze (rôle des gardes-pêche) (p. 2420) : retiré ; amendement n° 84 de M. René André soutenu par M. Roger Corrèze (agents commissionnés du Conseil supérieur de la pêche) ; sous-amendement n° 85 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 84 ainsi modifié : adopté ; *article* 444 *du code rural :* amendement n° 49 de la commission (transmission des procès-verbaux) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (de précision) : non soutenu ; *article* 460 *du code rural :* amendement n° 50 de la commission (de cohérence) : adopté ; amendement n° 12 de M. Jean Rigaud (associations pouvant se constituer partie civile) : non soutenu ; amendement n° 13 de M. Jean Rigaud (même objet) : non soutenu ; amendement n° 51 de la commission (associations pouvant se porter partie civile) (p. 2421) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 *ter :* amendement n° 65 de M. Georges Colin (révocation du droit d'eau en cas de prise d'eau) : adopté.

Article 5 : supprimé par le Sénat.

Article 7 *bis* : amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté ;
— article 7 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *quater* : amendement n° 54 de la commission (référence aux articles 410 et 411 du code rural) : adopté ;
— article 7 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *quinquies* : amendement n° 55 de la commission (de précision) : adopté (p. 2422) ;
— article 7 *quinquies*, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 56 de la commission (de coordination) : adopté après rectification ;
— article 8, ainsi modifié : adopté (p. 2423).

Explications de vote (p. 2423) :

Unanimité sur le présent texte : *Chauveau* (*Guy-Michel*) (p. 2423) ; *Bouchardeau* (*Huguette*) (p. 2423).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Corrèze* (*Roger*) (p. 2423).
Vote positif du groupe U.D.F. : *Birraux* (*Claude*) (p. 2423).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2423).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE :

Discussion générale [5 juin 1984] (p. 2931) :

Commission mixte paritaire (modifications effectuées par la —) : *Colin* (*Georges*) (p. 2931).

Environnement (protection de l' —) : *Colin* (*Georges*) (p. 2932).
Vie associative : *Colin* (*Georges*) (p. 2932).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 2932 à 2935).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2935).

— Maritime.

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), après l'article 17.
Poissons, produits d'eau douce et de la mer **2.**

PEINES

9. — Proposition de loi n° 2190 tendant au rétablissement de la **peine de mort.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 juin 1984 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Séguin (11 octobre 1984).

10. — Proposition de loi n° 2297 tendant à rétablir la **peine de mort** pour les crimes les plus odieux et pour ceux dont les victimes sont des magistrats ou des agents de la force publique. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1984 par M. Jacques Médecin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Séguin (11 octobre 1984).

11. — Proposition de loi n° 2454 tendant à instaurer quatre **cas d'exception à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la peine de mort.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 novembre 1984 par M. Roland Nungesser. — Renvoi à la commision des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

12. — Proposition de loi n° 2514 tendant à assurer l'**incompressibilité des peines** prononcées à l'encontre des auteurs de crimes particulièrement odieux, et des récidivistes de crimes de sang. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 décembre 1984 par M. Emmanuel Aubert et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

13. — Proposition de loi n° 2549 tendant à supprimer l'**interdiction de séjour.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 20 décembre 1984 par M. Edmond Garcin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Peine de mort
Voir *Pétitions* **246.**

PENSIONS

Alimentaires

Voir *Divorce* **7.**

Obligation alimentaire **1.**

Cumul des pensions d'invalidité et des revenus professionnels

Voir *Questions orales sans débat* **569.**

PERMIS DE CONSTRUIRE

Délivrance des —

Voir *Questions au Gouvernement* **886.**

PERSONNES AGEES

Meurtre de —

Voir *Questions au Gouvernement* **1096.**

Politique en faveur des —

Voir *Questions au Gouvernement* **1170.**

PETITIONS

II. — **Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 112 du 5 février 1982 et aux débats de l'Assemblée nationale du 21 avril 1982** (p. 1236) :

6. — Réponse le 17 février 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

28. — Réponse de M. le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi, le 22 février (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

70. — Réponse de M. le ministre de l'économie, des finances et du budget, le 6 mars 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

144. — Réponse le 17 janvier 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

III. — **Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982 et aux débats de l'Assemblée nationale du 5 octobre 1982** (p. 5436) :

148. — Réponse de Mme le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'environnement et de la qualité de la vie, le 23 janvier 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

V. — **Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983 et aux débats de l'Assemblée nationale du 5 juillet 1983** (p. 357) :

186. — Réponse le 30 décembre 1983 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

187. — Réponse le 11 janvier 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

195. — Réponse de M. le ministre de l'économie, des finances et du budget, le 2 janvier 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

200. — Réponse de M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation le 4 avril 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

VI. — **Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983 et aux débats de l'Assemblée nationale du 6 février 1984** (p. 663) :

202. — Réponse le 10 février 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

203. — Réponse le 27 février 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

204. — Réponses de M. le Garde des Sceaux, ministre de la justice, le 10 avril 1984, et de M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation le 19 mars 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

206. — Réponse le 10 avril 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

208. — Réponses de M. le Garde des Sceaux, ministre de la justice, le 23 février 1984, et de M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le 6 mars 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

209. — Réponse de M. le ministre des relations extérieures le 16 janvier 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

211. — Réponse le 10 janvier 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

213. — Réponse le 18 janvier 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

214. — Réponses de M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le 1er mars 1984, et de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale le 7 février 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

215. — Réponses de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants, les 10 février et 20 mars 1984, et de M. le ministre des relations extérieures le 16 janvier 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

218. — Réponses de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T., le 21 mars 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

219. — Réponse le 10 mai 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

220. — Réponse le 26 janvier 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

223. — Réponse le 26 janvier 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

225. — Réponse le 3 février 1984 (annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984).

VII. — **Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 483 du 12 novembre 1984 et aux débats de l'Assemblée nationale du 21 novembre 1984** (p. 6252).

227 (17 décembre 1983). — M. Marcel Dubois, au nom de la fédération générale des retraités civils et militaires : application des dispositions législatives sur la mensualisation du paiement des pensions. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

228 (24 décembre 1983). — M. Claude Rivière : réparation du préjudice subi à raison d'une détention suivie d'une décision d'acquittement. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

229 (23 janvier 1984). — M. Jean-Claude Letellier : demande un travail lui permettant de rembourser ses dettes et de réduire la durée de sa détention. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

230 (23 janvier 1984). — M. Hademan Sissoko, détenu pour infraction à la législation sur les stupéfiants : demande que soit hâté son jugement. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

231 (25 janvier 1984). — M. Mohamed Berkaine : demande sa libération conditionnelle. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

232 (27 janvier 1984). — M. Marc Degand : compétence des réviseurs de travaux de bâtiment des P. T. T. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P. T. T.

233 (10 février 1984). — Mme Marielle Lachenal, au nom de l'association des parents d'enfants décédés de mort subite : demande la prise en charge par la sécurité sociale des frais occasionnés par la surveillance médicale des enfants à risque. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (santé).

234 (20 février 1984). — M. Marc Droulez : communication à l'inculpé des dossiers relatifs aux infractions dont connaissent les tribunaux correctionnels. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

235 (24 février 1984). — M. Marcel Soubiran, communication de documents sur les circonstances réelles du décès accidentel de sa fille. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le Premier ministre et à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

236 (23 février 1984). — M. Rabah Boukercha : modalités de calcul de sa pension. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre de la défense.

237 (1er mars 1984). — M. Jean Papajak : coordination des régimes de retraite de la sécurité sociale et des mines. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

238 (14 mars 1984). — M. Albert Paul Jaxel : demande l'annulation d'une décision du Conseil d'Etat rejetant une demande d'indemnisation pour non-délivrance d'un permis de construire. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

239 (22 mars 1984). — M. François Bonnet : garanties apportées par l'accord de siège contre l'organisation internationale de police criminelle et le Gouvernement français quant à la conservation ou l'usage d'informations par le personnel de cette organisation. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le Premier ministre.

240 (27 mars 1984). — M. Arthur Capia : demande une mesure de grâce. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

241 (2 avril 1984). — Mme Nicole Beringuer : réinsertion sociale de son époux, détenu. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

242 (16 avril 1984). — Mlle M.-A. Domino : interprétation de la loi par certains magistrats. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

243 (27 avril 1984). — M. Nguyen Duc Chau, fils d'un tirailleur de l'armée française : sollicite l'autorisation de s'installer en France avec sa famille. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre des relations extérieures.

244 (27 avril 1984). — M. Gérard Lombardi : recours en grâce. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

245 (21 mai 1984). — Mme Juliette Gredy et 155 139 pétitionnaires : défense de la liberté de l'enseignement. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

246 (23 mai 1984). — M. et Mme Delhaye-Lefèvre : rétablissement de la peine de mort pour les crimes dont sont victimes les enfants. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

247 (12 juin 1984). — Mme Foessel : proteste contre la suppression de la liste d'aptitude à la direction d'école. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre de l'éducation nationale.

248 (20 juillet 1984). — M. Carte, président de l'association nationale des malades et handicapés : modification du plan d'occupation des sols de Crozon. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

249 (17 mai 1984). — M. Saoul Aharouni, détenu sous l'inculpation d'escroquerie et de recel : demande que son innocence soit établie. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

250 (8 juin 1984). — M. F. Germes : responsabilité professionnelle des magistrats. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

251 (3 septembre 1984). — M. B. Lebourvellec : demande que soit donnée la qualité d'électeur, pour l'élection des représentants salariés aux conseils d'administration des entreprises publiques, aux Français de l'étranger, salariés de ces entreprises. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

252 (3 septembre 1984). — M. Roger Mathet : comportement du juge des tutelles à l'occasion d'opérations de remembrement. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

253 (3 septembre 1984). — M. Raoul-Laurent Carretier : situation juridique consécutive à un jugement de divorce dont il conteste la régularité. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

254 (3 septembre 1984). — M. Jean-Claude Adiasse, inculpé d'homicide involontaire : proteste de son innocence. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

255 (6 septembre 1984). — Mme Madeleine Callet conteste le refus du bénéfice de réductions d'impôts. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

256 (10 septembre 1984). — M. Louis Bayle : comportement des autorités judiciaires et des auxiliaires de justice dans une affaire d'empoisonnement. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

257 (21 septembre 1984). — M. Pierre Richou : révision du montant de la pension versée à sa femme. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

258 (28 septembre 1984). — M. Jean-Claude Giraud : demande que ses enfants puissent être accompagnés, dans l'exercice de leur droit de visite, par sa concubine. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

259 (2 octobre 1984). — M. Edouard Gallet : se plaint d'avoir été privé de l'éligibilité au conseil d'administration de la caisse de sécurité sociale dont il relève. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

260 (9 octobre 1984). — Mme Jane Delettre : suppression de la gratuité des transports scolaires des enfants domiciliés à moins de trois kilomètres de l'établissement scolaire. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : classement.

261 (19 octobre 1984). — Mme Denise Hommel : application, en Alsace-Lorraine, des dispositions en matière de résiliation des contrats d'assurance prévues par la loi n° 72-647 du 11 juillet 1972. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

262 (23 octobre 1984). — M. Vissol : s'interroge sur les progrès apportés par l'informatique. M. Philippe Séguin, rapporteur.
Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives.

PETROLE ET PRODUITS RAFFINES

4. — Proposition de résolution n° 1946 tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'opération dite « **Avions renifleurs** » a pu être menée par la Société nationale E. R. A. P. — Rapporteur : M. François Massot (2 février 1984). — Rapport **n° 1987** (9 février 1984), commun aux propositions de résolution n°s 1946 et 1964 (Pétrole et produits raffinés **4, 5**). — Discussion le 16 mai 1984 (discussion commune aux propositions de résolution n°s 1946 et 1964 : Pétrole et produits raffinés 4 et 5). — Adoption le 16 mai 1984. — Résolution **n° 568** créant une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une « invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière ». — Constitution : [*J. O.* du 18 mai 1984]. — Rapporteur : M. Parfait Jans. — Rapport n° 2418 (14 novembre 1984). — Publié (21 novembre 1984).

Discussion générale commune aux propositions de résolution n°s 1946 et 1964 [16 mai 1984] (p. 2370) :

Cour des comptes (rapport de la —) : *Massot* (*François*) (p. 2370) ; *Sanmarco* (*Philippe*) (p. 2373).
Elf-E. R. A. P. : *Massot* (*François*) (p. 2370) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 2371) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 2373) ; *Sanmarco* (*Philippe*) (p. 2373) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2375).
Gicquel (rapport) : *Zeller* (*Adrien*) (p. 2372).
Livre blanc : *Massot* (*François*) (p. 2370) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 2372).
Manipulations financières relatives à l'affaire dite des « Avions renifleurs » : *Massot* (*François*) (p. 2370) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 2371) ; *Sanmarco* (*Philippe*) (p. 2373, 2374).
Mise en cause de MM. Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Antoine Pinay : *Jans* (*Parfait*) (p. 2371) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 2372) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2374).
Procédure des commissions d'enquête parlementaire : *Zeller* (*Adrien*) (p. 2372).
Proposition de résolution émanant du groupe communiste : *Massot* (*François*) (p. 2370) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 2371).
Proposition de résolution émanant du groupe socialiste : *Massot* (*François*) (p. 2370).
Travaux de la commission présidée par M. Christian Goux : *Massot* (*François*) (p. 2370) ; *Jans* (*Parfait*) (p. 2371) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2375).
Volonté de la majorité d'exploiter politiquement l'affaire dite des « Avions renifleurs » : *Zeller* (*Adrien*) (p. 2372) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2374, 2375).

Discussion de l'article unique (p. 2376) :

Article unique (*créant une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis* 1976 *à une « invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière »*) : adopté au scrutin public (p. 2376).

5. — Proposition de résolution n° 1964 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des **fonds** ont pu être affectés depuis 1976 à une « **invention scientifique** susceptible de bouleverser la **recherche pétrolière** ». — Dépôt à l'Assemblée nationale le 24 janvier 1984 par M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (2 février 1984). — Rapport n° **1987** (9 février 1984), commun aux propositions de résolution n°s 1946 et 1964 (Pétrole et produits raffinés 4, 5). — Discussion le 16 mai 1984 (discussion commune aux propositions de résolution n°s 1946 et 1964). Voir *Pétrole et produits raffinés* **4.**

6. — Proposition de résolution n° 2057 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'**industrie française du raffinage.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 24 avril 1984 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Retrait le 4 juin 1984.

Compagnies pétrolières

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 18.

Fermeture de la raffinerie de Strasbourg

Voir *Questions au Gouvernement* **953.**

Produits pétroliers

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 5 ; article 16 ; article 17.

PHARMACIE

3. Proposition de loi n° 422 tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la **délivrance au public de certaines essences végétales.**

Assemblée nationale (première lecture). — Rapport n° **2045** (18 avril 1984) commun aux propositions de loi n°s 422 et 1191 (pharmacie 3 et 5). — Discussion le 15 mai 1984. — Adoption le 15 mai 1984. — Proposition de loi n° **566.**

Sénat (première lecture), n° **318** (1983-1984), dépôt le 15 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Pierre Louvot. — Rapport n° **369** (1983-1984) (7 juin 1984). — Discussion le 19 juin 1984. — Adoption le 19 juin 1984. — Proposition de loi n° **134** (1983-1984).

Loi n° 84-534 du 30 juin 1984 publiée au *J. O.* du 3 juillet 1984 (p. 2087).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux propositions de loi n°s 422 et 1191 [15 mai 1984] (p. 2334).
Aromathérapie : *Lareng* (*Louis*) (p. 2335).
Industries (utilisation d'essence par les —) : *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2334) ; *Hervé* (*Edmond*) (p. 2335).
Liste des essences concernées (établissement de la —) : *Gissinger* (*Antoine*) (p. 2335).

Monopole pharmaceutique : *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2334) ; *Hervé* (*Edmond*) (p. 2334) ; *Lareng* (*Louis*) (p. 2335).
Neurotoxicité de certaines essences : *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2334) ; *Hervé* (*Edmond*) (p. 2334).

Discussion de l'article unique (p. 2335).

Article unique (*introduisant dans le monopole pharmaceutique la vente au détail et toute délivrance au public des huiles essentielles dont la liste est fixée par décret*) : amendement n° 1 de M. Antoine Gissinger (décret en Conseil d'Etat) (p. 2335) : retiré ;
— article unique : adopté (p. 2336).

5. — Proposition de loi n° 1191 tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la **délivrance au public de certaines essences végétales.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **2045** (18 avril 1984) commun aux propositions de loi n°s 422 et 1191 (Pharmacie 3 et 5). — Discussion le 15 mai 1984. — Voir « Pharmacie 3 ».

7. — Projet de loi n° **2036** relatif à l'**usage vétérinaire de substances anabolisantes** et à l'interdiction de diverses autres substances.

Sénat (première lecture) n° **37** (1983-1984), dépôt le 26 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Auguste Chupin. — Rapport n° **243** (1983-1984) (6 avril 1984). — Discussion le 11 avril 1984. — Adoption le 11 avril 1984. — Projet de loi n° **84** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2036,** dépôt le 12 avril 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. François Patriat (19 avril 1984). — Rapport n° **2081** (3 mai 1984). — Discussion le 11 mai 1984). — Adoption le 11 mai 1984. — Projet de loi n° **560.**

Sénat (deuxième lecture) n° **315** (1983-1984), dépôt le 14 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Auguste Chupin. — Rapport n° **359** (1983-1984) (6 juin 1984). — Discussion le 13 juin 1984. — Adoption avec modifications le 13 juin 1984. — Projet de loi n° **133** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2205,** dépôt le 14 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. François Patriat. — Rapport n° **2209** (19 juin 1984). — Discussion le 20 juin 1984. — Adoption avec modifications le 20 juin 1984. — Projet de loi n° **610.**

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1959).
Bureau [*J. O.* du 29 juin 1984] (p. 2036).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. François Patriat. — Rapport n° **2262** (28 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption avec modifications le 28 juin 1984. — Projet de loi n° **643.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Auguste Chupin. — Rapport n° **448** (1983-1984) (28 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **176** (1983-1984).

Loi n° 84-609 du 16 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 17 juillet 1984 (p. 2288).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 mai 1984] (p. 2259) :

Anabolisants (rôle et autorisation de certains —) : *Patriat* (*François*) (p. 2259, 2260) ; *André* (*René*) (p. 2261) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 2261) ; *Horvath* (*Adrienne*) (p. 2262) ; *Lambert* (*Michel*) (p. 2263) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 2264).
Boycottage du veau aux hormones (1980) : *Patriat* (*François*) (p. 2259) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 2261) ; *Lambert* (*Michel*) (p. 2263, 2264) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 2264).
Bricaire (commission) : *Patriat* (*François*) (p. 2260) ; *Lambert* (*Michel*) (p. 2263) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 2264).
Consommateurs (protection et défense des —) : *Patriat* (*François*) (p. 2259, 2260) ; *André* (*René*) (p. 2261) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 2262) ; *Lambert* (*Michel*) (p. 2263) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 2264).
Coûts de production (diminution des —) : *Patriat* (*François*) (p. 2259) ; *André* (*René*) (p. 2261) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 2262) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 2265).
Importations (contrôle des —) : *Patriat* (*François*) (p. 2261) ; *André* (*René*) (p. 2261) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 2262) ; *Horvath* (*Adrienne*) (p. 2262) ; *Lambert* (*Michel*) (p. 2263) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 2265).
Lait (production du —) : *Horvath* (*Adrienne*) (p. 2263).
Loi Ceyrac (1976) : *Patriat* (*François*) (p. 2259) ; *Sueur* (*Jean-Pierre*) (p. 2262) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 2264).
Taxe sanitaire : *Patriat* (*François*) (p. 2260) ; *Horvath* (*Adrienne*) (p. 2263) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 2264).
« Veau normand » (label) : *Lambert* (*Michel*) (p. 2264) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 2265).

Discussion des articles [11 mai 1984] (p. 2265) :

Article 1er (*interdiction et retrait des produits contenant des stilbenes, leurs dérivés ou des substances à action thyréostatique*) : amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) ; identification des animaux : adopté ;
— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*interdiction de principe d'administrer des substances anabolisantes, exception en faveur de certains médicaments, compétence exclusive des vétérinaires pour l'administration de ces médicaments, définition des substances anabolisantes*) : (p. 2265) : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 2 de la commission (retrait des denrées interdites aux articles 1er et 2 du présent projet de loi, procédure d'urgence) : adopté.

Article 3 (*interdiction de vendre des médicaments contenant des anabolisants et n'ayant pas obtenu l'autorisation de mise sur le marché* (*A.M.M.*) : amendement n° 3 de la commission (suppression du délai de six mois) : adopté ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*extension de la taxe finançant les contrôles sanitaires des viandes aux producteurs de veaux et de bovins d'un poids vif inférieur à* 220 *kilos*) : adopté.

Article 5 (*sanctions*) : amendement n° 8 du Gouvernement (réduction des sanctions) ; amendement n° 4 de la commission (renforçant les peines applicables) ; amendement n° 5 de la commission (même objet) (p. 2266) ; amendement n° 8 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 4 et n° 5 deviennent sans objet ; amendement n° 6 de la commission (dispositions relatives à une peine accessoire en cas d'infraction aux dispositions des articles 1 et 2 du présent projet de loi) : adopté ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 9 du Gouvernement (fixation des modalités d'application de la présente loi par décret) : amendement n° 7 de la commission (réglementation des modalités de contrôle et d'étiquetage des denrées animales) ; amendement n° 9 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 7 devient sans objet.

Article 6 (*abrogation de la loi n° 76-1067 du 27 novembre* 1976) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2267).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1984] (p. 3527) :

Autorisation de mise en marché : *Patriat* (*François*) (p. 3527) ; *Rocard* (*Michel*) (p. 3527).
Pouvoirs du juge : *Patriat* (*François*) (p. 3527).

Discussion des articles [20 juin 1984] (p. 3528).

Article 2 *bis* : adopté.

Article 3 : amendement n° 1 de la commission (supprimant la référence au délai de six mois) : adopté ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : absence de cumul des pénalités : adopté (p. 3528).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3528).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [28 juin 1984] (p. 3842) :

Succès de la commission mixte paritaire : *Michel* (*Claude*) (p. 3842) ; *Lang* (*Jack*) (p. 3842).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3842).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3842).

Industria pharmaceutique
Voir *Questions orales sans débat* **675.**

U. E. R. des sciencas pharmaceutiques de Caen
Voir *Questions orales sans débat* **636.**

PIF-GADGET (Journal)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 28.

PISANI (Edgard)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **14.**

PLAFOND LEGAL DE DENSITE

Voir *Urbanisme* **9.**

PLAN

Programmes prioritaires d'exécution
Voir *Questions au Gouvernement* **900.**

PLUIES ACIDES

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Environnement.

PLURIACTIVITE

Voir *Aménagement du territoire* **2.**

POISSONS, PRODUITS D'EAU DOUCE ET DE LA MER

2. — Projet de loi n° 2035 modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant **réorganisation des pêches maritimes.** — *Sénat* (première lecture), **n° 47** (1983-1984), dépôt le 4 novembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Raymond Dumont. — Rapport n° **242** (1983-1984) (6 avril 1984). — Discussion le 11 avril 1984. — Adoption le 11 avril 1984. Projet de loi **n° 85** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2035,** dépôt le 12 avril 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean Peuziat (19 avril 1984). — Rapport n° **2061** (25 avril 1984). — Discussion le 3 mai 1984. — Adoption le 3 mai 1984. — Projet de loi **n° 553.**

Loi n° 84-348 du 11 mai 1984 publiée au *J. O.* du 12 mai 1984 (p. 1383).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 mai 1984] (p. 2090) :

Aquaculture et conchyliculture : *Peuziat (Jean)* (p. 2091) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 2091) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 2092) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 2093) ; *Galley (Robert)* (p. 2094).

Comités interprofessionnels et locaux des pêches maritimes : *Peuziat (Jean)* (p. 2091) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 2091) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 2093).

Ordonnance du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes : *Peuziat (Jean)* (p. 2090) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 2092) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 2092).

Recherche marine : *Peuziat (Jean)* (p. 2091) ; *Galley (Robert)* (p. 2094) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 2094).

Retraite à 50 ans : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 2093).

Vacations P. T. T. : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 2092) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 2094).

Discussion de l'article unique (p. 2094) :

Article unique (*composition des comités locaux des pêches maritimes*) : adopté (p. 2094).

POLES DE CONVERSION

Voir *Entreprises* **21.**
Questions au Gouvernement **1030.**
Questions orales sans débat **695.**

POLICE

4. — Proposition de loi d'orientation n° 1975 relative à **l'organisation de la police nationale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 février 1984 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (5 avril 1984).

5. — Proposition de loi n° 2085 tendant à instituer une **charte de la police nationale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 mai 1984 par M. Francis Geng. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (7 juin 1984).

6. — Proposition de loi n° 2513 relative à **l'utilisation par les fonctionnaires de la police nationale de leurs armes de service.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 décembre 1984 par M. Emmanuel Aubert et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Effectifs de la — dans l'Essonne.
Voir *Questions orales sans débat* **729.**

Excès dûs aux vigiles recrutés par certaines communes.
Voir *Questions au Gouvernement* **1028.**

Modernisation des services de —.
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

— et sécurité.
Voir *Questions au Gouvernement* **1101.**

Victimes au sein de la —.
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.
Questions au Gouvernement **908.**

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Voir *Communauté économique européenne.*

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

6. — Projet de loi n° 1724 portant **ratification des ordonnances** prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, **diverses mesures financières.**

Assemblée nationale (première lecture), urgence déclarée le 17 avril 1984. — Rapporteur : M. Christian Pierret (5 avril 1984). — Rapport n° **2005** (4 avril 1984). — Discussion le 18 avril 1984. — Adoption le 18 avril 1984. — Projet de loi n° **544.**

Sénat (première lecture), n° **271** (1983-1984), dépôt le 19 avril 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **294** (1983-1984) (4 mai 1984). — Discussion le 10 mai 1984. — Adoption le 10 mai 1984. — Projet de loi n° **102** (1983-1984).

Saisine du Conseil constitutionnel le 11 mai 1984 (art. 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 4 juin 1984 (*J. O.* du 5 juin 1984) (p. 1744). Conforme en totalité.

Loi n° 84-421 du 6 juin 1984 publiée au J. O. du 7 juin 1984 (p. 1762).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 avril 1984] (p. 1700).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 1703 à 1706) ; *Bêche (Guy)* (p. 1706) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1706, 1707) ; rejetée (p. 1707).
Annulations de crédits : *Zeller (Adrien)* (p. 1713) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1713).
Auroux (lois) : *Pierret (Christian)* (p. 1702).
Autofinancement des entreprises : *Pierret (Christian)* (p. 1700).
Commerce extérieur : *Frelaut (Dominique)* (p. 1707) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1715).

Dévaluations : *Gantier (Gilbert)* (p. 1703) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1711) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1714).

Emploi industriel (diminution de l'—) : *Pierret (Christian)* (p. 1701).

Emprunt « Giscard » : *Frelaut (Dominique)* (p. 1707, 1708).

Emprunt obligatoire : *Tranchant (Georges)* (p. 1711) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1714).

Endettement de la France : *Zeller (Adrien)* (p. 1711).

Epargne : *Pierret (Christian)* (p. 1701).

Fiscalité (réforme de la —) : *Frelaut (Dominique)* (p. 1707).

Impôt sur le revenu des personnes physiques : *Pierret (Christian)* (p. 1702).

Inconstitutionnalité éventuelle de l'ordonnance du 18 mai 1983 : *Gantier (Gilbert)* (p. 1703 à 1705) ; *Bêche (Guy)* (p. 1706) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1706).

Inflation : *Pierret (Christian)* (p. 1701) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 1707) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1711) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1712).

Nationalisations : *Pierret (Christian)* (p. 1702).

Patronat (politique du —) : *Frelaut (Dominique)* (p. 1709).

Politique économique du Gouvernement (virage ou absence de virage de la —) : *Pierret (Christian)* (p. 1700) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1709-1710) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1712).

Pouvoir d'achat : *Tranchant (Georges)* (p. 1711).

Prélèvements obligatoires : *Pierret (Christian)* (p. 1702) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1710, 1715) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1715).

Relance de 1981 : *Pierret (Christian)* (p. 1700) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1709).

Rigueur (politique de —) : *Pierret (Christian)* (p. 1701) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1713).

Sécurité sociale (situation des régimes de —) : *Zeller (Adrien)* (p. 1712) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1714).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers : *Gantier (Gilbert)* (p. 1703 à 1705) ; *Bêche (Guy)* (p. 1706) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1706, 1714) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1713).

Discussion de l'article unique [18 avril 1984] (p. 1716).

Article unique (*autorisant la ratification des ordonnances*) : adopté (p. 1716).

7. — Proposition de résolution n° 2004 tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée de recueillir les éléments d'information sur l'importance, l'évolution et les causes de la **grande pauvreté en France** et de définir les moyens susceptibles d'enrayer sa progression. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 3 avril 1984 par M. Adrien Zeller et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (17 mai 1984). — Rapport n° **2140** (23 mai 1984).

Bilan du plan de rigueur.

Voir *Questions au Gouvernement* **859.**

Situation économique.

Voir *Questions au Gouvernement* **824.**

POLITIQUE EXTERIEURE

10. — Proposition de résolution n° 1982 tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'apprécier les circonstances dans lesquelles s'est déroulé le **bombardement effectué par l'aéronavale française sur un camp terroriste proche de Baalbek** et les résultats de cette opération. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 8 février 1984 par M. Marcel Bigeard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (5 avril 1984). — Rapport n° **2060** (25 avril 1984).

11. — Rapport d'information n° **2489** déposé, en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**assemblée consultative du Conseil de l'Europe** sur l'activité de cette assemblée au cours de sa 35e session ordinaire (1983-1984) [7 décembre 1984] par M. Lucien Pignion.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **12.**

POLLUTION

Voir *Cours d'eau, étangs et lacs* **2.**

POLLUTIONS ET NUISANCES

4. — Proposition de résolution n° 2309 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les graves **conséquences des pluies acides sur les forêts de l'Est de la France** et les mesures à prendre d'urgence pour y remédier. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 24 juillet 1984 par M. François Grussenmeyer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (11 octobre 1984). — Rapport n° **2413** (8 novembre 1984).

— causées par le plomb

Voir *Questions orales sans débat* **657.**

Pluies acides

Voir *Questions au Gouvernement* **834.**

POLOGNE

Relations des pays occidentaux avec la —

Voir *Questions au Gouvernement* **1082.**

POLYNESIE FRANÇAISE

4. — Projet de loi n° 1871 portant **statut du territoire de la Polynésie française.**

Assemblée nationale (première lecture). — Urgence déclarée le 9 mai 1984. — Lettres de M. le Premier ministre, en date du 23 mars 1984, communicant l'avis émis le 21 septembre 1983 par l'assemblée territoriale (2 avril 1984) et en date du 9 mai 1984 transmettant copie du procès-verbal de la séance du 12 avril 1984, au cours de laquelle l'assemblée territoriale a examiné le projet (9 mai 1984). — Rapporteur : M. Michel Suchod (5 avril 1984). — Rapport n° **2082** (3 mai 1984). — Discussion les 9 et 10 mai 1984. — Adoption le 10 mai 1984. — Projet de loi n° **559.**

Sénat (première lecture) n° **313** (1983-1984), dépôt le 14 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Roger Romani. — Rapport n° **415** (1983-1984) (21 juin 1984). — Discussion les 27 juin, 12 et 17 juillet 1984. — Adoption le 17 juillet 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi tendant à doter le territoire de la Polynésie française de l'autonomie interne dans le cadre de la République. ». — Projet de loi n° **185** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2310**, dépôt le 24 juillet 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 13 juillet 1984] (p. 2344), [*J. O.* du 26 juillet 1984] (p. 2473).

Bureau [*J. O.* du 28 juillet 1984] (p. 2506).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **2315** (31 juillet 1984). — Discussion le 31 juillet 1984. — Adoption avec modifications le 31 juillet 1984. — Projet de loi n° **664.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Roger Romani. — Rapport n° **484** (1983-1984) (26 juillet 1984). — Discussion le 2 août 1984. — Adoption définitive le 2 août 1984. — Projet de loi n° **188** (1983-1984).

Saisine du Conseil constitutionnel : (art. 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 30 août 1984 [*J. O.* du 4 septembre 1984] (p. 2803). — Déclarées non conformes les dispositions de l'article 10, alinéa 2, contenues dans les mots : « membre du Gouvernement de la République, de député, de sénateur, de conseiller économique et social, de membre de l'assemblée des Communautés européennes. »

Loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 publiée au *J. O.* du 7 septembre 1984 (p. 2831). — Rectificatif [*J. O.* du 10 novembre 1984] (p. 3487).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [9 mai 1984] (p. 2152, 2165).

Assemblée territoriale (composition et pouvoirs) : *Salmon (Tutaha)* (p. 2158) ; *Juventin (Jean)* (p. 2160).

Centre d'expérimentation nucléaire : *Toubon (Jacques)* (p. 2161) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2168).

Code du travail (extension à la Polynésie) : *Le Foll (Robert)* (p. 2156).

Comité Etat-territoire : *Suchod (Michel)* (p. 2154) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 2156) ; *Juventin (Jean)* (p. 2159) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2165).

Contexte économique et social de la Polynésie : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2155) ; *Clément (Pascal)* (p. 2155).

Incompatibilités (régime des —) : *Salmon (Tutaha)* (p. 2158) ; *Juventin (Jean)* (p. 2160) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2161) ; *Forni (Raymond)* (p. 2161, 2162).

Loi de partition : *Clément (Pascal)* (p. 2155).

Personnalisation du pouvoir : *Suchod (Michel)* (p. 2154) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2155) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 2158) ; *Juventin (Jean)* (p. 2159) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2160, 2161).

Principe d'autonomie interne : *Suchod (Michel)* (p. 2153) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2155) ; *Juventin (Jean)* (p. 2159) ; *Massot (François)* (p. 2160) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2161) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2166, 2168).

Principe de décentralisation : *Suchod (Michel)* (p. 2153) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2156) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 2157) ; *Massot (François)* (p. 2160) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2161) ; *Forni (Raymond)* (p. 2161) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2166).

Répartition des compétences entre l'Etat et le territoire : *Suchod (Michel)* (p. 2153) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2155) ; *Clément (Pascal)* (p. 2155) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2156) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 2157) ; *Forni (Raymond)* (p. 2161) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2166).

Statut de la Polynésie (caractère évolutif) : *Suchod (Michel)* (p. 2154) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2155) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2156) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 2158) ; *Juventin (Jean)* (p. 2159) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2161) ; *Forni (Raymond)* (p. 2161) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2167).

Statut de la Polynésie (historique) : *Suchod (Michel)* (p. 2154) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 2156) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2165, 2166).

Discussion des articles [9 mai 1984] (p. 2168) ; [10 mai 1984] (p. 2201).

Article 1er (*composition du territoire de la Polynésie française, principes de libre administration et d'autonomie interne*) : amendement n° 42 de M. Jean Juventin ; caractère spécifique et évolutif du statut du territoire de la Polynésie française ; sous-amendement n° 185 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (caractère spécifique et évolutif du statut de la Polynésie française dans le cadre de la République française) (p. 2168) ; sous-amendement n° 185 : retiré ; amendement n° 42 : adopté ;

— article 1er ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*compétence générale des autorités du territoire*) : amendement n° 186 du M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que les compétences précédemment attribuées au territoire ne sont réduites en aucune manière par la présente loi) ; application du code pénal en Polynésie française : rejeté ;

— article 2 : adopté.

Article 3 (*compétences de l'Etat*) (p. 2169) ; amendement n° 101 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (suppression d'une référence aux postes et télécommunications) ; nécessité de replacer l'office des postes et télécommunications sous l'autorité du territoire : rejeté ; amendement n° 102 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 103 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (de coordination) : devenu sans objet ; amendements identiques n° 2 de M. Jean Juventin et n° 104 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la référence à l'exploitation des richesses naturelles maritimes) (p. 2170) ; rôle du comité Etat-territoire (p. 2171) ; actualisation de la loi de 1977 ; problème des eaux territoriales ; amendements n° 2 et n° 104 : réservés ; amendement n° 3 de M. Jean Juventin (même objet) : réservé ; amendement n° 105 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (référence au crédit) : rejeté ; amendement n° 106 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (compétence de l'Etat en matière de commerce extérieur) : rejeté (p. 2172) ; amendement n° 44 de la commission (référence à l'organisation générale de la défense) : adopté ; amendement n° 107 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (mise en œuvre du plan Orsec et des plans de secours) ; rôle du haut-commissaire (p. 2173) ; rappel au règlement de M. Jacques Toubon : rejeté ; amendement n° 211 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 209 du Gouvernement (substituant à une référence aux principes fondamentaux une référence aux principes directeurs) : adopté ; amendement n° 108 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (règle concernant l'organisation des professions d'avocat et d'auxiliaire de justice) (p. 2174) ; statut des auxiliaires de justice : retiré ; amendement n° 45 de la commission : adopté ; amendement n° 112 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (durée de la période transitoire) : retiré ; amendement n° 113 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (durée de la période transitoire) : retiré ; amendement n° 113 de M. Tutaha Salmon (de conséquence) : devenu sans objet ;

— article 3 : réservé.

Titre Ier : *des institutions du territoire.*

Article 4 (*dénomination des institutions du territoire*) : adopté.

Chapitre Ier : *du gouvernement du territoire.*

Section 1 : *composition et formation.*

Article 5 (*le gouvernement du territoire*) : amendement n° 46 de la commission (nombre des ministres) (p. 2175) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*élection du président du gouvernement*) : amendements identiques n° 5 de M. Jean Juventin et n° 204 de M. Pascal Clément (désignation d'un président n'appartenant pas à l'assemblée territoriale) : rejetés ; amendement n° 205 de M. Pascal Clément (présentation des candidats) : rejeté ; amendement n° 206 de M. Pascal Clément (engagement obligatoire de la responsabilité du gouvernement sur un programme) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (*proclamation des résultats de l'élection du président*) : amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté (p. 2176).

Article 8 (*formation du gouvernement du territoire*) : amendements identiques n° 48 de la commission et n° 31 de M. Jean Juventin (obligation pour le président du gouvernement de présenter la liste de ses ministres à l'assemblée territoriale dans les cinq jours suivant son élection) ;

— article 8 : réservé.

Article 9 (*conditions requises pour la nomination en qualité de membre du gouvernement du territoire*) : amendement n° 6 de M. Jean Juventin (précisant que les conseillers du gouvernement doivent être âgés d'au moins vingt et un ans) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (*régime des incompatibilités applicables aux membres du gouvernement du territoire*) : amendement n° 117 de M. Tutaha Salmon, soutenu par M. Jacques Toubon (réduisant la liste des incompatibilités) (p. 2177) ;

— article 10 : réservé.

Article 11 (*régime des incompatibilités : délai et déclaration d'option*) : amendements identiques n° 50 de la commission et n° 119 de M. Tutaha Salmon, soutenu par M. Jacques Toubon (ouverture du droit d'option) : adoptés ; amendement n° 120 de M. Tutaha Salmon, soutenu par M. Jacques Toubon (constatation de l'incompatibilité) : rejeté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 (*fonctions interdites aux membres du gouvernement du territoire*) : amendement n° 189 de M. Tutaha Salmon, soutenu par M. Jacques Toubon (reprise d'interdiction prévue par le code électoral) (p. 2178) : adopté ; amendement n° 190 de M. Tutaha Salmon, soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) : rejeté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 (*cessation des fonctions gouvernementales exercées par les membres de l'Assemblée territoriale*) : adopté.

Article 14 (*position de l'agent public nommé membre du Gouvernement provisoire*) : adopté.

Article 15 (*durée des fonctions de président du Gouvernement*) : adopté.

Article 16 (*démission du Gouvernement du territoire*) : amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (*démission d'un membre et cessation de ses fonctions*) : réservé.

Article 18 (*délai d'élection du président du Gouvernement*) : adopté.

Section II : *règles de fonctionnement.*

Article 19 (*convocation et lieu de réunion du conseil des ministres du territoire*) : adopté.

Article 20 (*ordre du jour du conseil des ministres du territoire, audition du haut commissaire, crédits de fonctionnement*) : amendement n° 122 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 2179) : retiré ; amendement n° 207 de M. Pascal Clément (ordre du jour du conseil des ministres) : non soutenu ; amendement n° 123 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (de précision) : devenu sans objet ; amendements identiques n° 53 de la commission et n° 124 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (crédits de fonctionnement du Gouvernement du territoire à la charge du budget de celui-ci) : adoptés ;
— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*organisation des séances du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 54 de la commission (cas dans lequel le président et le vice-président seraient simultanément dans l'impossibilité de présider une séance) ; amendement n° 125 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; amendement n° 54 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 125 devient sans objet ;
— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 (*caractère non public des séances du conseil des ministres*) (p. 2180) : adopté.

Article 23 (*indemnités allouées aux membres du Gouvernement du territoire*) : amendement n° 126 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (définition d'un régime de prestations sociales par l'Assemblée territoriale) : rejeté ; amendements identiques n° 55 de la commission et n° 127 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (cessation des fonctions) : adoptés après rectification ;
— article 23, ainsi modifié : adopté.

Section III : *attributions du gouvernement du territoire et de ses membres.*

Article 24 (*projets de délibération à soumettre à l'assemblée territoriale, mesures d'application des délibérations de celle-ci*) : amendement n° 129 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (commission permanente) : rejeté ;
— article 24 : adopté.

Article 25 (*domaines de compétence du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 130 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (enseignement obligatoire des langues locales) (p. 2195) ; enseignement de la langue tahitienne ; nécessité d'obtenir une rédaction analogue à celle de la loi de 1977 : rejeté ; amendement n° 8 de M. Jean Juventin (référence à la Communauté économique européenne) : adopté ; amendement n° 56 de la commission (suppression du 10° de cet article) : adopté ; amendement n° 57 de la commission (suppression du 11° de cet article) : adopté ; amendement n° 9 de M. Jean Juventin (application des décisions du conseil de gouvernement) : rejeté ;
— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 (*autres compétences du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) (p. 2182) : adopté ; amendement n° 59 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 60 de la commission (aliénation d'immeubles) : adopté ; amendement n° 131 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (exploitation des ressources minérales et des richesses naturelles) : rejeté ;
— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 (*nominations relevant du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 (*projets d'investissements étrangers en Polynésie*) : amendement n° 62 de la commission (suppression de la référence à l'activité économique des autres départements et territoires français) : adopté ;
— article 28, ainsi modifié : adopté (p. 2183).

Article 29 (*suspension ou réduction de droits fiscaux*) : adopté.

Article 30 (*édiction de peines contraventionnelles*) : amendement n° 134 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (classification des contraventions) : rejeté ; amendement n °135 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (échelle des peines applicables) : rejeté ;
— article 30 : adopté.

Article 31 (*attributions consultatives du conseil des ministres du territoire*) : amendement n° 11 de M. Jean Juventin (avis du conseil des ministres du territoire pour le projet de loi de ratification de conventions internationales traitant de matières ressortissant à la compétence territoriale) : rejeté ; amendements identiques n° 63 de la commission et n° 136 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnel) (p. 2184) : adoptés ; amendement n° 64 de la commission (consultation du conseil des ministres du territoire sur les problèmes relatifs aux subdivisions administratives territoriales) : adopté ;
— article 31, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 31 : amendements n° 16 et n° 65 : réservés.

Article 32 (*attributions diverses*) : adopté.

Article 33 (*comité consultatif du crédit*) : amendement n° 137 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (rôle et composition du comité consultatif du crédit) : rejeté ;
— article 33 : adopté.

Article 34 (*fonctions du président du gouvernement*) : réservé.

Article 35 (*missions du président du gouvernemnet*) : amendement n° 66 de la commission (précisant que les décisions du gouvernement du territoire doivent être transmises au haut commissaire) ; sous-amendement n° 191 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (exécution des décisions) (p. 2185) : rejeté ; amendement n° 66 : adopté ;
— article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 (*attributions du président et du gouvernement du territoire dans les relations internationales*) : amendement n° 67 de la commission (de correction et de précision) : adopté ; amendement n° 140 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (tarifs de la desserte aérienne et maritime du territoire) (p. 2186) : rejeté ; amendement n° 68 de la commission (référence au président de la République) : adopté ; amendement n° 210 du Gouvernement (possibilité pour les autorités de la République de « délivrer » des pouvoirs au gouvernement du territoire) : rejeté ; amendement n° 199 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (de précision) : rejeté ;
— article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 (*délégation de compétences au président du gouvernement du territoire*) : adopté.

Article 38 (*attributions du président du gouvernement du territoire, mise à disposition des agents des services de l'Etat*) (p. 2187) ; amendements identiques n° 69 de la commission et n° 144 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (délégation des pouvoirs d'ordonnateur) : adoptés ; amendement n° 146 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (mise à disposition des fonctionnaires) : rejeté ; amendement n° 147 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (statut des agents servant dans le territoire) : retiré ;
— article 38, ainsi modifié, adopté.

Article 39 (*coordination des services, conventions entre l'Etat et le territoire*) : amendement n° 148 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (mise en œuvre des plans d'organisation des secours) (p. 2188) ; rejeté ;
— article 39 : adopté.

Article 40 (*instructions des ministres du territoire aux chefs des services territoriaux et aux chefs de services de l'Etat*) : adopté.

Après l'article 40 : amendement n° 149 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (définissant les attributions individuelles des ministres du territoire et les attributions collégiales du gouvernement) : rejeté (p. 2189).

Chapitre II : *de l'assemblée territoriale.*

Section I : *composition et formation.*

Article 41 (*mode d'élection de l'assemblée territoriale*) : amendement n° 21 de M. Jean Juventin (division du territoire en circonscriptions) (p. 2201) ; adopté ; en conséquence, l'amendement n° 150 de M. Tutaha Salmon : devient sans objet ;
— article 41, ainsi modifié : adopté.

Article 42 (*inéligibilité, incompatibilités, incapacités ; démission d'office*) : amendements identiques n° 70 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 152 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (régularisation de la situation en cas d'incompatibilité) : adoptés ;
— article 42, ainsi modifié : adopté.

Article 43 (*assiduité des membres de l'assemblée territoriale*) : adopté (p. 2202).

Article 44 (*contestation des élections*) : adopté.

Article 45 (*position de l'agent public élu à l'assemblée territoriale*) : amendement n° 153 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 71 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (de correction) : adopté ; amendement n° 154 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (option en matière de rémunération) ; cas des fonctionnaires siégeant à l'assemblée territoriale sans être mis en position de détachement : rejeté ; amendements identiques n° 72 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 155 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnels) (p. 2203) : adoptés ; amendement n° 156 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) : devenu sans objet ;

— article 45, ainsi modifié : adopté.

Section II : *fonctionnement.*

Article 46 (*lieu de réunion de l'assemblée territoriale, date de la première réunion*) : amendement n° 192 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (possibilité pour l'assemblée de siéger en un autre lieu du territoire) ; refus de voir l'assemblée se transporter au gré des archipels : rejeté (p. 2204) ;

— article 46 : adopté.

Rappel au réglement de M. Jacques Toubon.

Article 47 (*sessions ordinaires de l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 48 (*sessions extraordinaires de l'assemblée territoriale*) ; amendements identiques n° 73 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 158 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (de précision) : adoptés ; amendement n° 74 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (conditions dans lesquelles peut être convoquée l'assemblée territoriale) ; amendement n° 159 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; amendement n° 74 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 159 : devient sans objet (p. 2205) ;

— article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 (*élection du bureau de l'assemblée territoriale, police de l'assemblée*) : amendement n° 75 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (précisant qu'aucun débat ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge) ; sous-amendement n° 193 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (de précision) ; contenu du règlement intérieur de l'assemblée territoriale ; sous-amendement : adopté ; amendement n° 75, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 76 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (concours de la force publique en cas de besoin) ; amendement n° 160 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; amendement n° 160 : retiré (p. 2206) ; amendement n° 76 : adopté ;

— article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 (*conditions de quorum*) : amendements identiques n° 77 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 161 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnels) : adoptés ;

— article 50, ainsi modifié : adopté.

Article 51 (*règlement intérieur*) : amendements identiques n° 78 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 162 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (supprimant la possibilité pour le haut commissaire de soumettre pour avis le règlement intérieur de l'assemblée territoriale au tribunal administratif) : adoptés ; amendements n° 163 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (suppression d'une redondance) : rejeté :

— article 51, ainsi modifié : adopté (p. 2207).

Article 52 (*ordre du jour : procès-verbaux*) : adopté.

Article 53 (*cas de nullité des délibérations*) : adopté.

Article 54 (*indemnités allouées aux membres de l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 55 (*élection et fonctionnement de la commission permanente*) : adopté.

Article 56 (*délibérations de la commission permanente*) : amendements identiques n° 79 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 165 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnels) : adoptés ;

— article 56, ainsi modifié : adopté.

Article 57 (*caractère exécutoire des délibérations de l'assemblée territoriale et de la commission permanente*) : amendement n° 80 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (transmission des délibérations aux représentants de l'Etat, notification des décisions individuelles) ; sous-amendement n° 194 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (publication des décisions) (p. 2208) ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 80 : adopté ;

— article 57, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 57 : amendement n° 81 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (entrée en vigueur des décisions de l'assemblée territoriale en matière fiscale) : adopté ;

Section III : *attributions de l'assemblée territoriale et de la commission permanente.*

Article 58 (*compétence de droit commun de l'assemblée territoriale*) : amendement n° 22 de M. Jean Juventin (application des délibérations) : retiré ; amendements identiques n° 82 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 23 de M. Jean Juventin (suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à la compétence sur la zone économique exclusive) ; amendement n° 23 : retiré ; amendement n° 82 : adopté ; amendement n° 166 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (de précision) : devenu sans objet ; amendement n° 24 de M. Jean Juventin (de conséquence) : retiré ;

— article 58, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 58 : amendement n° 83 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (compétence de l'assemblée territoriale en matière de ressources naturelles biologiques et non biologiques) : réservé (p. 2209).

Article 3, précédemment réservé : réservé à la demande du président de la commission.

Article 59 (*pouvoirs budgétaires de l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 60 (*édiction de peines contraventionnelles par l'assemblée territoriale*) : amendement n° 167 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (compétence de l'assemblée territoriale en matière de fixation de l'échelle de peines pour les infractions aux réglementations territoriales) : devenu sans objet ;

— article 60 : adopté.

Article 61 (*homologation des peines correctionnelles édictées par l'assemblée territoriale*) : adopté.

Article 62 (*réglementation du droit de transaction*) : amendement n° 84 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (de précision) : adopté ;

— article 62, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 62 : amendement n° 25 de M. Jean Juventin (demande de création d'une commission d'enquête) (p. 2210) : adopté.

Article 63 (*attributions consultatives de l'assemblée territoriale*) : amendement n° 85 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (référence à l'article 74 de la Constitution) : adopté ;

— article 63, ainsi modifié : adopté.

Article 64 (*vœux adoptés par l'assemblée territoriale en matière législative ou réglementaire*) : adopté.

Article 65 (*attributions de la commission permanente*) ; amendement n° 195 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (affaire adressée à l'assemblée territoriale par le conseil des ministres du territoire) (p. 2211) : retiré ; amendement n° 212 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (précisant que la commission permanente ne peut émettre les avis demandés à l'assemblée territoriale en application de l'article 74 de la Constitution) : adopté ; amendements identiques n° 87 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 169 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (prélèvements sur la caisse de réserve) : adoptés ;

— article 65, ainsi modifié : adopté.

Section IV : *des rapports de l'assemblée territoriale avec le gouvernement du territoire et le haut-commissaire de la République.*

Article 66 (*initiative de délibérations, limitation du droit d'initiative en matière financière*) : adopté.

Article 67 (*ordre du jour prioritaire*) : amendement n° 196 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (référence à la commission permanente) : devenu sans objet ;

— article 67 : adopté.

Article 68 (*communication de l'ordre du jour de l'assemblée territoriale*) : amendement n° 88 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (rédactionnel) : adopté (p. 2212) ; amendement n° 89 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (même objet) : adopté ;

— article 68, ainsi modifié : adopté.

Article 69 (*transmission des décisions de l'assemblée territoriale au haut-commissaire*) : amendement n° 90 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (de coordination) : adopté ; amendement n° 202 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (délai dans lequel le conseil des ministres du territoire peut demander une seconde lecture) : rejeté ; amendement n° 91 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (transmission de la délibération au président du gouvernement) : adopté ;

— article 69, ainsi modifié : adopté.

Article 70 (*documents annuels adressés à l'assemblée territoriale par le président du gouvernement*) : adopté.

Article 71 (*délai d'examen et de vote du projet de budget*) : amendements identiques n° 92 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 172 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnels) (p. 2213) : adoptés ; amendement n° 173 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (de coordination) : devenu sans objet ;

— article 71, ainsi modifié : adopté.

Article 72 (*règles de l'équilibre budgétaire*) : amendement n° 174 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : devenu sans objet ;

— article 72 : adopté.

Article 73 (*inscription des dépenses obligatoires*) : amendements identiques n° 93 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 175 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (délai de quinze jours entre la demande de seconde lecture faite par le haut commissaire et de la saisine de la cour des comptes par celui-ci) : adoptés ; amendement n° 94 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (mandatement d'une dépense obligatoire) (p. 2214) : adopté ;

— article 73, ainsi modifié : adopté.

Article 74 (*motion de censure*) : réservé.

Article 75 (*conséquence de l'adoption d'une motion de censure*) : adopté.

Article 76 (*dissolution de l'assemblée territoriale*) : amendements identiques n° 95 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 176 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (information du Parlement) : adoptés ; amendement n° 96 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (dissolution de l'assemblée territoriale par décret en conseil des ministres à la demande du gouvernement du territoire) : adopté ;

— article 76, ainsi modifié : adopté.

Chapitre III : *le comité économique et social.*

Article 77 (*composition du comité économique et social*) : adopté.

Article 78 (*représentation des catégories d'activités*) : adopté.

Article 79 (*conditions de nationalité*) : adopté.

Article 80 (*incompatibilité*) : adopté (p. 2215).

Article 81 (*modalités de nomination des membres du conseil économique et social*) : amendements identiques n° 97 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 177 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnels) : adoptés ;

— article 81, ainsi modifié : adopté.

Article 82 (*fonctionnement du conseil économique et social*) : amendement n° 178 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (différence entre session et séance) ; amendement n° 98 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (même objet) ; amendement n° 178 : rejeté ; amendement n° 98 : adopté ;

— article 82, ainsi modifié : adopté.

Article 83 (*avis du comité économique et social*) : adopté.

Article 84 (*fonctionnement du comité économique et social*) : adopté.

Titre II : *l'identité culturelle de la Polynésie française :*

Article 85 (*étude de la langue tahitienne et des autres langues polynésiennes*) : adopté (p. 2216).

Titre III : *le haut commissaire de la République :*

Article 86 (*missions et attributions du haut commissaire*) : amendement n° 208 de M. Pascal Clément (référence à l'article 72 de la Constitution) : non soutenu ;

— article 86 : adopté.

Article 87 (*contrôle administratif*) : amendements identiques n° 99 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 179 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (prérogatives du Président du Gouvernement du territoire et du Président de l'Assemblée territoriale) : sous-amendement n° 197 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon à l'amendement n° 99 de la commission (caractère exécutoire des actes) (p. 2217) ; sous-amendement : rejeté ; amendements n° 99 et n° 179 : adoptés ; amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 87, ainsi modifié : adopté.

Article 88 (*publication des actes des autorités du territoire*) : amendement n° 201 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (publication des lois et règlements nationaux à la demande du représentant de l'Etat) ; amendement n° 214 du Gouvernement (rôles respectifs du haut-commissaire, du président du gouvernement et du président de l'assemblée territoriale) (p. 2218) ; amendement n° 201 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 214 : adopté ;

— article 88, ainsi modifié : adopté.

Article 89 (*assistance du haut-commissaire par un secrétaire général*) : adopté.

Titre IV : *Du comptable du territoire et du contrôle financier :*

Article 90 (*nomination du comptable du territoire*) (p. 2219) : adopté.

Article 91 (*contrôle de légalité effectué par le comptable du territoire*) : adopté.

Article 92 (*exercice des compétences de la Cour des comptes*) : amendement n° 182 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la référence « 72 ») : devenu sans objet ;

— article 92 : adopté.

Titre V : *Du tribunal administratif de la Polynésie française :*

Article 93 (*institution du tribunal administratif*) : adopté.

Article 94 (*composition du tribunal administratif*) : adopté.

Article 95 (*délibérations du tribunal administratif*) : adopté.

Article 96 (*application de certaines dispositions du code des tribunaux administratifs*) : adopté.

Article 97 (*décret en Conseil d'Etat*) : adopté.

Titre VI : *Dispositions diverses et transitoires :*

Article 98 (*délai d'élection du président du gouvernement*) : adopté.

Après l'article 98 : amendement n° 183 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (maintien en vigueur des lois et décrets en matière de compétence territoriale avec valeur de règlements territoriaux) (p. 2220) ; rejeté ;

Article 99 (*dispositions relatives au tribunal administratif de la Polynésie française*) : adopté.

Article 100 (*conseil du contentieux du territoire*) : adopté.

Article 101 (*conventions de transfert au territoire des enseignements du second degré*) : adopté.

Article 102 (*montant des crédits d'équipements alloués par l'Etat*) : amendement n° 184 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que les lignes budgétaires supportant les interventions d'équipements seront maintenues ou créées au budget de chacun des ministères ayant vocation à intervenir en Polynésie française, importance des différentes conventions passées avec les ministères responsables) (p. 2221) ; rejeté ;
— article 102 : adopté.

Après l'article 102 : amendement n° 198 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (référence à la réglementation territoriale en vigueur) : retiré ; amendement n° 203 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (première élection du président de l'Assemblée territoriale) (p. 2222) : rejeté ;

Article 103 (*abrogation du statut actuel*) : adopté.

Article 8, précédemment réservé : amendements identiques n° 48 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 31 de M. Jean Juventin, précédemment réservés ; amendement n° 215 du Gouvernement (nomination des ministres du Gouvernement du territoire) (p. 2223) ; nécessité de soumettre la composition du conseil du Gouvernement dans son ensemble à l'approbation de l'Assemblée territoriale (p. 2224) ; amendements n° 48 et n° 31 : rejetés ; amendement n° 215 : adopté au scrutin public ; les amendements n° 115 et 116 de M. Tutaha Salmon : deviennent sans objet ;
— article 8, ainsi modifié : **adopté**.

Article 10, précédemment réservé : amendement n° 117 de M. Tutaha Salmon, précédemment réservé : rejeté ; amendement n° 7 de M. Jean Juventin (incompatibilités auxquelles sont soumis les membres du gouvernement du territoire) (p. 2225) ; interdiction faite à une même personne d'être à la fois président du conseil du gouvernement et membre de l'Assemblée des communautés européennes (p. 2226) ; caractère scandaleux de cette incompatibilité ; adopté au scrutin public ; amendement n° 118 de M. Tutaha Salmon soutenu par M. Jacques Toubon (de précision) ; amendement n° 49 de la commission soutenu par M. Raymond Forni (rédactionnel) ; amendement n° 118 : rejeté ; amendement n° 49 : adopté ;
— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 17, précédemment réservé : amendements identiques n° 52 de la commission soutenu par M. Raymond Forni et n° 43 de M. Jean Juventin (révocation d'un ministre) ; amendement n° 216 du Gouvernement (même objet) (p. 2227) ; amendement n° 43 : retiré ; amendement n° 52 : rejeté ; amendement n° 216 : adopté ;
— article 17, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 31, amendements précédemment réservés : amendement n° 16 de M. Jean Juventin (créant un comité paritaire Etat-territoire) ; amendement n° 65 de la commission soutenu par M. François Massot (création d'un comité Etat-territoire) ; amendement n° 217 du Gouvernement (même objet) ; sous-amendement n° 221 de M. Jacques Toubon (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de cet amendement) (p. 2228) ; amendement n° 221 : retiré (p. 2229) ; amendement n° 65 : rejeté ; sous-amendement n° 221 : retiré (p. 2229) ; amendement n° 217 : adopté après rectification.

Article 34, précédemment réservé : amendement n° 219 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;
— article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 74, précédemment réservé : amendement n° 213 de la commission soutenu par M. François Massot (de coordination) : adopté ;
— article 74, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 58, amendements précédemment réservés : amendement n° 218 du Gouvernement (compétence de l'assemblée territoriale en matière d'exploration, d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles biologiques et non biologiques) ; amendement n° 83 de la commission soutenu par M. François Massot, précédemment réservé (p. 2230) ; amendement n° 218 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 83 devient sans objet.

Article 3, précédemment réservé : amendements identiques n° 2 de M. Jean Juventin et n° 104 de M. Tutaha Salmon, précédemment réservés : rejetés (p. 2231) ; amendement n° 3 de M. Jean Juventin, précédemment réservé : retiré ; amendement n° 220 du Gouvernement (de précision) : adopté ;
— article 3, ainsi modifié : adopté (p. 2232).

Explications de vote (p. 2232).

Droit à l'autonomie interne : *Lemoine* (*Georges*) (p. 2232, 2233).
Vote positif du groupe communiste : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 2232).
Vote positif du groupe R.P.R. : *Toubon* (*Jacques*) (p. 2232).
Vote positif du groupe socialiste : *Le Foll* (*Robert*) (p. 2232).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2233).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [31 juillet 1984] (p. 4246).

Amendements (dépôt par le Gouvernement) : *Toubon* (*Jacques*) (p. 4249).
Autonomie interne : *Salmon* (*Tutaha*) (p. 4247) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4249) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 4250).
Compétences sur la zone économique : *Forni* (*Raymond*) (p. 4246).
Conseiller de Gouvernement (démission d'un —) : *Juventin* (*Jean*) (p. 4249) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4249).
Investissements étrangers : *Forni* (*Raymond*) (p. 4247) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4249).
Loi électorale : *Lemoine* (*Georges*) (p. 4250).
Ministres (nomination) : *Forni* (*Raymond*) (p. 4246, 4247).
Régime des incompatibilités : *Forni* (*Raymond*) (p. 4246) ; *Salmon* (*Tutaha*) (p. 4248) ; *Juventin* (*Jean*) (p. 4248) ; *Toubon* (*Jacques*) (p. 4249) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 4250).
Répartition des compétences : *Forni* (*Raymond*) (p. 4246) ; *Salmon* (*Tutaha*) (p. 4247, 4248) ; *Juventin* (*Jean*) (p. 4248) ; *Le Foll* (*Robert*) (p. 4250) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4250).
Statut (caractère évolutif) : *Juventin* (*Jean*) (p. 4248, 4249) ; *Le Foll* (p. 4250) ; *Lemoine* (*Georges*) (p. 4250).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4250 à 4256).

Amendement n° 1 du Gouvernement (substituant au nombre « 100 » le nombre « 80 » dans la première phrase du second alinéa de l'article 28) ; tradition selon laquelle le Gouvernement ne dépose pas d'amendements sur un texte ayant fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire ; adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (prévoyant que le haut commissaire est assisté par un secrétaire général) ; continuité de la représentation de l'Etat dans le territoire ; adopté ; souveraineté de l'Etat sur la zone économique exclusive (p. 4257).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4257).

Code du travail en —.

Voir *Questions au Gouvernement* **893.**

PORTUGAL

Voir *Traités et conventions* **95, 125.**

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1. — Proposition de loi n° 1793 visant à instaurer un **service postal minimum.** — *Assemblée nationale* (première lecture) .— Rapporteur : M. Albert Brochard (19 avril 1984).

2. — Projet de loi n° 2108 relatif au service public des télécommunications. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T. — Urgence déclarée le 5 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Kléber Haye (17 mai 1984). — Rapport **n° 2165** (30 mai 1984). — Discussion le 5 juin 1984. — Adoption le 5 juin 1984. — Projet de loi **n° 589.**

Sénat (première lecture) **n° 356** (1983-1984), dépôt le 5 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Jean-Marie Rausch. — Rapport **n° 407** (1983-1984) (20 juin 1984). — Discussion le 4 octobre 1984. — Adoption le 4 octobre 1984. — Projet de loi **n° 1** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Bureau [*J. O.* du 5 octobre 1984] (p. 3117).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Kléber Haye. — Rapport **n° 2362** (8 octobre 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Marie Rausch. — Rapport **n° 14** (1984-1985) (5 octobre 1984).

La commission mixte paritaire n'a pas pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 2361,** dépôt le 8 octobre 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Kléber Haye. — Rapport **n° 2364** (10 octobre 1984). — Discussion le 10 octobre 1984. — Adoption avec modifications le 10 octobre 1984. — Projet de loi **n° 675.**

Sénat (deuxième lecture) **n° 19** (1984-1985), dépôt le 11 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Jean-Marie Rausch. — Discussion le 11 octobre 1984. — Adoption avec modifications le 11 octobre 1984. — Projet de loi **n° 3** (1984-1985).

Assemblée nationale (troisième lecture) **n° 2375,** dépôt le 11 octobre 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Kléber Haye. — Rapport **n° 2376** (11 octobre 1984). — Discussion le 11 octobre 1984. — Adoption définitive le 11 octobre 1984. — Projet de loi **n° 679.**

Loi n° 84-939 du 23 octobre 1984 publiée au *J.O.* du 25 octobre 1984 (p. 3335).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 juin 1984] (p. 2916).

Annuaires (rédaction des —) : *Bonnet* (*Alain*) (p. 2921) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2925).

Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (A.F.U.T.) : *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2918).

Branchements clandestins : *Haye* (*Kléber*) (p. 2917) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2919).

Code interministériel des télécommunications : *Bonnet* (*Alain*) (p. 2920)

Collectivités locales (préfinancement des —) : *Noir* (*Michel*) (p. 2920).

Droit au téléphone : *Haye* (*Kléber*) (p. 2916) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 2918) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 2920, 2921).

Elagage (obligation d' —) : *Haye* (*Kléber*) (p. 2916) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2918) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 2919).

Equipements (état des —) : *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2917).

Etat (responsabilité en cas de faute lourde) : *Haye* (*Kléber*) (p. 2916) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2919) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 2920).

Facturation : *Haye* (*Kléber*) (p. 2916, 2917) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2917, 2925) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 2921) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 2923).

Litiges (règlement des —) : *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2917) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 2923).

Loi du 29 juillet 1982 (article 8) : *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2918, 2926) ; *Noir* (*Michel*) (p. 2919) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 2920) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 2922) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 2923, 2924).

Monopole de la communication : *Madelin* (*Alain*) (p. 2922).

Plan câble : *Noir* (*Michel*) (p. 2919, 2920) ; *Madelin* (*Alain*) (p. 2922) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 2924, 2925) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2926).

Plan télématique : *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2917).

Personnes âgées (accès au téléphone des —) : *Jarosz* (*Jean*) (p. 2918) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 2921) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2925).

Poste (service de la —) : *Jarosz* (*Jean*) (p. 2919) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 2921).

Principe de neutralité du transporteur : *Haye* (*Kléber*) (p. 2916) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2918) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 2918) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 2921).

Raccordement (délais de —) : *Haye* (*Kléber*) (p. 2916) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2917).

Renseignements (service des —) : *Bonnet* (*Alain*) (p. 2921) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2925).

Téléphone (équipement des ménages) : *Haye* (*Kléber*) (p. 2916).

Usagers (amélioration des rapports entre les —) : *Haye* (*Kléber*) (p. 2916, 2917) ; *Mexandeau* (*Louis*) (p. 2917, 2918) ; *Jarosz* (*Jean*) (p. 2918) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 2921) ; *Sapin* (*Michel*) (p. 2923).

Discussion des articles [5 juin 1984] (p. 2926).

Article 1er (*droit d'accès au service public du téléphone*) : amendement n° 1 de la commission (abonnements souscrits auprès de l'administration des postes et télécommunications) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (précisant que le propriétaire d'un immeuble ou son mandataire ne peuvent s'opposer à l'installation du téléphone) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (référence au locataire ou occupant de bonne foi) (p. 2926) ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*responsabilité de l'Etat à raison des services de communication dans le réseau des télécommunications*) : adopté.

Article 3 (*neutralité du service public des télécommunications*) : amendement n° 4 de la commission (substituant aux mots : « aux articles suivants », les mots : « au présent article » à la fin du deuxième alinéa de cet article) ; adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*servitude d'élagage pour les riverains de la voie publique*) : amendement n° 5 de la commission (portant à douze jours le délai accordé au propriétaire avant que le représentant de l'Etat ne fasse procéder aux travaux) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*prescriptions en matière de créances relatives aux taxes et redevances des postes et télécommunications*) : adopté.

Article 6 (*codification de l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle*) : pouvoir laissé aux collectivités locales dans l'application du plan cadre (p. 2927) ; caractère non satisfaisant du degré de fabrication industrielle en matière de fibre optique ; préfinancement des collectivités locales ; monopole du code des P. T. T. ; plan de câblage sous-marin entre Singapour et Marseille ; amendement n° 8 de M. Michel Noir (de suppression) : rejeté ;

— article 6 : adopté.

Article 7 (*sanctions pénales*) : amendement n° 6 de M. Jean Jarosz (substituant à la somme de « 6 000 francs » la somme de « 4 000 francs ») : retiré ; amendement n° 7 de M. Jean Jarosz (inapplication des dispositions des alinéas précédents au domaine de la radio-communication de loisir pour un usage strictement non professionnel) (p. 2929) ; rôle du juge en cas d'infraction ; retiré ;

— article 7 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2930).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [10 octobre 1984] (p. 4604).

Echec de la commission mixte paritaire : *Haye* (*Kléber*) (p. 4604).

Loi du 29 juillet 1982 : *Mexandeau* (*Louis*) (p. 4604).

Sanctions pénales : *Haye* (*Kléber*) (p. 4605).

Discussion des articles [10 octobre 1984] (p. 4604).

Article 6, supprimé par le Sénat : amendement n° 1 de la commission (compétence de l'Etat pour établir ou autoriser les moyens de diffusion par voie hertzienne) : adopté ;

— l'article 6 est ainsi rétabli.

Article 7 : amendement n° 2 de la commission (prévoyant des sanctions à l'encontre de quiconque établit sans autorisation un moyen de diffusion par voie hertzienne) ; nécessité d'affirmer la compétence des P.T.T. pour établir le réseau câblé en fibres optiques ; adopté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté (p. 4604).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4604).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [11 octobre 1984] (p. 4659).

Echec de la commission mixte paritaire : *Le Baill* (*Georges*) (p. 4659).

Sénat (changement d'attitude du) : *Mexandeau* (*Louis*) (p. 4660).

Sociétés d'économie mixte (exploitation des réseaux câblés) : *Mexandeau* (*Louis*) (p. 4660).

Lecture du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 4660).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4660).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (ministère)

Service des P.C.V.
Voir *Questions orales sans débat* **581.**

Situation du trafic postal.
Voir *Questions au Gouvernement* **884.**

Usine Picart-Lebas de Châteaudun.
Voir *Questions orales sans débat* **579.**

POTAIN-POCLAIN-MATERIEL (Société)

Voir *Questions orales sans débats* **739.**

POTTECHER (Frédéric)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er.

POUVOIR D'ACHAT

— des travailleurs.

Voir *Questions au Gouvernement* **1051.**

PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES

Voir *Lois de finances* **9,** discussion générale.
Lois de règlement **4.**

PRERETRAITE

Voir *Assurance vieillesse, généralités* **13.**

Allocation servie aux préretraités.
Voir *Questions au Gouvernement* **959.**

PRESTATIONS FAMILIALES

Allocation de soutien familial.
Voir *Obligation alimentaire* **1.**

Conception de la famille et —
Voir *Questions au Gouvernement* **1053.**

PRESTATIONS SOCIALES

— servies par les comités d'entreprise
Voir *Questions orales sans débat* **595.**

PRETE-NOM

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 3.

PRISONS

Voir *Administration et régimes pénitentiaires.*

PRIX ET CONCURRENCE

3. — Proposition de loi n° 1443 tendant à exclure toute référence aux prix des produits du tabac et des boissons alcoolisées dans les **indices des prix publiés par les pouvoirs publics.** — *Assemblée nationale* (première lecture), retrait le 27 avril 1984.

5. — Proposition de loi n° 2341 tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix et de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la **constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 septembre 1984 par M. Michel Noir. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Entrave à la concurrence dans le secteur des engrais.
Voir *Questions au Gouvernement* **848.**

Loi du 19 juillet 1977.
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er ; article 12 ; article 18.

PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE

1. — Proposition de loi n° 2153 relative à la **clause pénale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 mai 1984 par M. Jean-Pierre Michel et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Lotte (21 juin 1984), remplacé par M. Roger Leborne (11 octobre 1984).

2. — Proposition de loi n° 2320 tendant à préciser la portée de l'article 1097 du nouveau code de procédure civile relatif au **divorce sur demande conjointe des époux.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 31 juillet 1984 par M. Etienne Pinte. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (11 octobre 1984).

PROCEDURE PENALE

5. — Proposition de loi n° 1974 visant à abroger les articles L. 749 à L. 762 du code de procédure pénale concernant la **contrainte par corps.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 février 1984 par M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (5 avril 1984).

6. — Projet de loi n° 2070 tendant à renforcer les droits des personnes en matière de **placement en détention provisoire** et d'exécution d'un mandat de justice. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 26 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (3 mai 1984). — Rapport **n° 2105** (10 mai 1984). — Discussion le 15 mai 1984. — Adoption le 15 mai 1984. — Projet **n° 567.**

Sénat (première lecture), **n° 321** (1983-1984), dépôt le 16 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport **n° 357** (1983-1984) (6 juin 1984). — Discussion le 19 juin 1984. — Adoption le 19 juin 1984. — Projet de loi **n° 136** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), **n° 2216,** dépôt le 20 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. — Rapport **n° 2224** (21 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. Adoption définitive le 26 juin 1984. — Projet de loi **n° 618.**

Loi n° 84-576 du 9 juillet 1984, publiée au *J. O.* du 10 juillet 1984 (p. 2177).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 mai 1984] (p. 2339).

Appel (effet suspensif ou non de l' —) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2341) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2349).
Avocats (indemnisation des commis d'office) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2340).
Contrôle judiciaire : *Badinter (Robert)* (p. 2343) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2346).
Débat contradictoire (*habeas corpus* à la française) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2341) ; *Badinter (Robert)* (p. 2342) ; *Clément (Pascal)* (p. 2345) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2347) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2349).
Détention provisoire (conséquence de la —) : *Badinter (Robert)* (p. 2342).
Détention provisoire (durée) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2339, 2341) ; *Badinter (Robert)* (p. 2344).
Détention provisoire (incriminations afférentes à la —) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2340).
Détention provisoire (situation des mineurs) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2341) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2346).
Détentions provisoires (nombre des —) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2339) ; *Clément (Pascal)* (p. 2345) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2345) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2348).
Droits de l'homme : *Clément (Pascal)* (p. 2344).
Habeas corpus : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2347) ; *Badinter (Robert)* (p. 2350).
Inflation carcérale : *Badinter (Robert)* (p. 2343) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2347) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2349).
Insécurité (sentiment d' —) : *Clément (Pascal)* (p. 2345).

Juges d'instruction (rôle et pouvoirs) : *Badinter (Robert)* (p. 2343) ; *Clément (Pascal)* (p. 2345) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2348) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2349).
Justice (exigences de rapidité) : *Clément (Pascal)* (p. 2345) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2346).
Loi du 17 juillet 1970 : *Badinter (Robert)* (p. 2342).
Mandats du juge d'instruction (notamment problème des délais) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2341) ; *Badinter (Robert)* (p. 2344) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2346).
Moyens budgétaires (insuffisance des —) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2341) ; *Badinter (Robert)* (p. 2343) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2346, 2347).
Prison (effets négatifs de la —) : *Ducoloné (Guy)* (p. 2345, 2346).

Discussion des articles [15 mai 1984] (p. 2352).

Chapitre 1er : *l'exécution des mandats d'amener et d'arrêt.*

Article 1er (*simplifications de procédure*) : adopté.

Article 2 (*simplifications de procédure*) : adopté.

Article 3 (*exécution des mandats d'amener : délais de transfèrement des inculpés arrêtés à plus de deux cents kilomètres du siège du juge d'instruction*) : amendement n° 2 de la commission (précisant que l'inculpé est conduit devant le juge d'instruction) (p. 2352) ; adopté ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*libération de l'inculpé en cas de non-respect des délais fixés pour l'exécution du mandat d'amener*) : amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*exécution des mandats d'arrêt : délais de transfèrement et harmonisation avec les dispositions applicables aux mandats d'amener*) : amendement n° 4 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*imputation sur la durée de la peine prononcée de l'incarcération subie en exécution d'un mandat d'amener ou d'arrêt*) : amendement n° 5 de la commission (substituant au mot « incarcération » les mots « privation de liberté ») : adopté ;
— article 6, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 7 : amendement n° 15 de M. Emmanuel Aubert (nécessité d'une ancienneté d'au moins deux ans pour être nommé juge d'instruction) (p. 2353) ; rejeté ;

Chapitre II : *le placement en détention provisoire.*

Article 7 (*abrogation de l'article 135-1 du Code de procédure pénale*) : adopté.

Après l'article 7 : principe du maintien en liberté de l'inculpé ; amendement n° 6 de la commission (précisant le caractère exceptionnel de la mise en détention provisoire) : adopté ; après rectification.

Article 8 (*le placement en détention provisoire*) : amendement n° 21 de M. Pascal Clément (notification au conseil de l'inculpé de l'ordonnance de placement en détention provisoire) : non soutenu (p. 2354) ; amendement n° 7 de la commission (vérification par le juge d'instruction que toutes les diligences ont été effectuées pour trouver un logement) ; absence de domicile des inculpés ; contrôle judiciaire ; missions locales pour l'insertion professionnelle ; rejeté ; amendement n° 16 de M. Jacques Toubon (précisant que le juge d'instruction statue après avoir entendu les réquisitions du ministère public, les observations de l'inculpé ou celles de son conseil) (p. 2355) ; débat contradictoire ; rejeté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (mise en liberté d'office de l'inculpé lorsque le juge d'instruction n'ordonne pas le placement en détention provisoire) ; amendement n° 22 de M. Pascal Clément (même objet) (p. 2356) ; amendement n° 9 : adopté ; amendement n° 22 : devenu sans objet ; amendement n° 13 de M. Emmanuel Aubert (assimilation de l'incarcération provisoire à une détention provisoire) : adopté ;
— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*durée de la détention provisoire en matière correctionnelle*) : amendement n° 18 de M. Emmanuel Aubert (précisant que l'instruction doit être poursuivie dans les délais les plus rapides) (p. 2357) ; rejeté ; amendement n° 19 de M. Emmanuel Aubert (ordonnance motivée rendue conformément aux dispositions de l'article 145) ; amendement n° 1 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 19 : rejeté ; amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 10 de la commission (possibilité de prolonger à titre exceptionnel la durée de détention au-delà d'un an) (p. 2358) ; adopté ;
— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (*abandon d'une qualification criminelle au bénéfice d'une qualification correctionnelle*) : adopté.

Article 11 (*dispositions de coordination*) : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 23 de la commission (de correction) : adopté.

Article 12 (*dispositions de coordination*) : amendement n° 14 du Gouvernement (de précision) (p. 2359) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (abrogeant le sixième alinéa de l'article 186 du code de procédure pénale) ; amendement n° 20 de M. Guy Ducoloné (même objet) (suppression de l'effet suspensif de l'appel du parquet contre les ordonnances de mise en liberté rendues en cours de procédure) ; amendement n° 20 : retiré ; amendement n° 24 : adopté ;
— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 (*dispositions de coordination*) : amendement n° 11 de la commission (de rectification) : adopté ;
— article 13, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 25 de la commission (de coordination) : adopté.

Article 14 (*entrée en vigueur de la loi*) : amendement n° 12 de la commission (entrée en vigueur de la loi le 1er janvier 1985) (p. 2360) : adopté ;
— article 14, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 2361).
Abstention du groupe R.P.R. : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2362).
Abstention du groupe U.D.F. : *Clément (Pascal)* (p. 2361).
Exécution des peines (judiciarisation) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2362).
Mineurs (ordonnance de 1945) : *Ducoloné (Guy)* (p. 2362).
Moyens de la politique pénale : *Clément (Pascal)* (p. 2361) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2361) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2361).
Vote favorable du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 2361).
Vote favorable du groupe socialiste : *Marchand (Philippe)* (p. 2361).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2362).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [26 juin 1984] (p. 3709).
Débat contradictoire : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3709) ; *Badinter (Robert)* (p. 3710, 3711).
Dossier (inventaire des pièces du —) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3710) ; *Badinter (Robert)* (p. 3711).
Droits de la défense : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3710) ; *Badinter (Robert)* (p. 3711).
Effet suspensif de l'appel (suppression de l' —) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3709).
Jurés (nombre des) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3710) ; *Badinter (Robert)* (p. 3711).
Mandats d'amener et d'arrêt : *Badinter (Robert)* (p. 3710).
Principe de la liberté : *Badinter (Robert)* (p. 3710) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3711) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3711).

Discussion des articles [26 juin 1984] (p. 3711).

Article 1er : adopté.

Article 3 : adopté (p. 3711).

Article 4 : adopté.

Article 7 *bis* : adopté.

Article 8 : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 12 *bis* : adopté.

Article 13 *ter* : adopté.

Article 14 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3712).

7. — Projet de loi n° 2302 relatif au **transfèrement en France des personnes condamnées et détenues à l'étranger.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 6 juillet 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Joseph Menga (8 octobre 1984). — Rapport **n° 2433** (15 novembre 1984). — Discussion le 20 novembre 1984. — Adoption le 20 novembre 1984. — Projet de loi **n° 685.**

Sénat (première lecture), n° **78** (1984-1985), dépôt le 21 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Félix Ciccolini. — Rapport **n° 124** (1984-1985) (6 décembre 1984). — Discussion le 13 décembre 1984. — Adoption le 13 décembre 1984. — Projet de loi **n° 49** (1984-1985).

Loi n° 84-1150 du 21 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 22 décembre 1984 (p. 3944).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 novembre 1984] (p. 6193).

Adaptation de la peine : *Badinter* (*Robert*) (p. 6195).
Conditions de détention (humanisation des —) : *Badinter* (*Robert*) (p. 6194).
Convention du Conseil de l'Europe : *Menga* (*Joseph*) (p. 6193, 6194).
Exécution de la peine (modalités d'—) : *Menga* (*Joseph*) (p. 6194) ; *Badinter* (*Robert*) (p. 6194, 6195).
Inopposabilité à la France des jugements répressifs rendus à l'étranger : *Menga* (*Joseph*) (p. 6193).

Discussion des articles [20 novembre 1984] (p. 6195).

Article 1er (*complétant le titre Ier du livre V du code de procédure pénale*) ; article 713-1 ; poursuite sur le territoire français de la peine prononcée à l'étranger ; article 713-2 : présentation du condamné au procureur de la République dès son arrivée sur le sol français ; article 713-3 : caractère exécutoire de la peine prononcée à l'étranger pour la partie qui restait à subir dans l'Etat étranger ; article 713-4 : prévoyant que le tribunal statue en audience publique ; article 713-5 : imputation des délais de transfèrement sur la durée de la peine mise à exécution en France ; article 713-6 : compétence du tribunal correctionnel du lieu de détention pour tous les incidents contentieux relatifs à l'exécution de la peine restant à subir en France ; article 713-7 : prévoyant que l'application de la peine est régie par les dispositions du présent code ; article 713-8 : précisant qu'aucune poursuite pénale ne peut être exercée et qu'aucune condamnation ne peut être exécutée à raison des mêmes faits contre le condamné qui exécute en France une peine privative de liberté prononcée par une juridiction étrangère ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (p. 6195) (de rectification) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*référence aux condamnations prononcées par les juridictions étrangères qui, en application d'une convention, ont fait l'objet d'un avis aux autorités françaises ou ont été exécutées en France à la suite du transfèrement des personnes condamnées*) : amendement n° 6 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*contenu du casier judiciaire*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6196).

8. — Proposition de loi n° 2380 tendant à abroger, compléter ou modifier certaines dispositions du code de procédure pénale relatives au **respect des droits de la défense.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 octobre 1984 par M. Marc Lauriol. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

1. — Projet de loi n° 1886 modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la **répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. François Patriat (5 avril 1984). — Rapport n° **2210** (19 juin 1984). — Discussion le 20 juin 1984. — Adoption le 20 juin 1984. — Projet de loi n° **608.**

Sénat (deuxième lecture), n° **413** (1983-1984), dépôt le 21 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques. — Rapporteur : M. Marcel Daunay. — Discussion le 25 juin 1984. — Rejet le 25 juin 1984. — Projet de loi n° **143** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2240,** dépôt le 26 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. François Patriat. — Rapport n° **2246** (27 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption avec modifications le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **634.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [28 juin 1984] (p. 3864).
Bureau [*J.O.* du 29 juin 1984] (p. 2036).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. François Patriat. — Rapport n° **2263** (23 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Marcel Daunay. — Rapport n° **449** (1983-1984) (28 juin 1984).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2268,** dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. François Patriat. — Rapport n° **2270** (28 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption avec modifications le 28 juin 1984. — Projet de loi n° **644.**

Sénat (troisième lecture), n° **457** (1983-1984), dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Marcel Daunay. — Discussion le 29 juin 1984. — Rejet le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **179** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **2285,** dépôt le 29 juin 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. François Patriat. — Rapport n° **2286** (29 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **651.**

Loi n° 84-605 du 13 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1984 (p. 2270).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 juin 1984] (p. 3517) :
Beurre (consommation de —) : *Patriat* (*François*) (p. 3518) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 3520) ; *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 3520, 3521) ; *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 3522).
Communauté économique européenne (politique en ce qui concerne les matières grasses végétales) : *Patriat* (*François*) (p. 3519) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 3520).
Consommateurs (information des —) : *Patriat* (*François*) (p. 3518) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3519, 3520).
Cour de justice (conséquence de la décision de la —) : *Patriat* (*François*) (p. 3518) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3519) ; *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 3520).
Margarine (industrie de la —) : *Cousté* (*Pierre-Bernard*)
Lait (production de —) : *Patriat* (*François*) (p. 3518) ; *Mathieu* (*Gilbert*) (p.3521)
Lait U.H.T. : *Patriat* (*François*) (p. 3519).
Margarine (consommation de —) : *Patriat* (*François*) (p. 3518).
Margarine (conditionnement cubique) : *Patriat* (*François*) (p. 3517) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3519) ; *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 3520) ; *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 3522).
Margarine (industrie de la —) : *Cousté* (*Pierre-Bernard*) (p. 3522).
Publicité (contrôle de la —) : *Soury* (*André*) (p. 3521) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3523).
Univeler : *Soury* (*André*) (p. 3521).
Traité de Rome (application directe du —) : *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3522).

Discussion des articles [20 juin 1984] (p. 3523) :

Article 1er (*détention, exposition et mise en vente de la margarine*) : adopté.

Article 2 (*abrogation des dispositions législatives en vigueur*) : adopté.

Article 3 (*étiquetage, présentation, information sur le lieu de vente et publicité relative à la margarine*) : adopté.

Article 4 (*date d'entrée en vigueur de la loi*) : amendement n° 1 de la commission (réduisant de deux ans à six mois la période transitoire) ; risque de concurrence des margarines étrangères ; problème du lait U. H. T. ; adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté (p. 3523).

Explications de vote (p. 3523).

Autonomie de la Bretagne (rejet de l' —) : *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 3524).
Lait U. H. T. : *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 3524).
Quotas laitiers : *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3524).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 3524).
Vote hostile du groupe U. D. F. : *Goasduff* (*Jean-Louis*) (p. 3524) ; *Mathieu* (*Gilbert*) (p. 3524).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3524).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1984] (p. 3755) :

Application de la loi dans le temps : *Patriat* (*François*) (p. 3755).
Beurre (risque de concurrence de la margarine) : *André* (*René*) (p. 3756, 3757).
Conditionnement cubique : *Patriat* (*François*) (p. 3756) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3757).
Droit communautaire (application directe du —) : *Patriat* (*François*) (p. 3756) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3756 à 3758).
Grande-Bretagne (politique de la —) : *Patriat* (*François*) (p. 3756).
Lait U. H. T. : *Patriat* (*François*) (p. 3756) ; *André* (*René*) (p. 3757) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3758).
Quotas laitiers : *Patriat* (*François*) (p. 3756) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 3757).
Revenus agricoles : *André* (*René*) (p. 3756).

Discussion des articles [27 juin 1984] (p. 3758) :

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3758).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1984] (p. 3842) :

Application de la loi dans le temps : *Michel* (*Claude*) (p. 3843).
Droit communautaire (application directe du —) : *Lang* (*Jack*) (p. 3843).

Discussion des articles [28 juin 1984] (p. 3843) :

Article 1er : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3843).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1984] (p. 3921) :

Droit communautaire (application directe du —) : *Hervé* (*Edmond*) (p. 3921).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 3921).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3921).

PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES

8. — Projet de loi n° 2053 abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du **code de la santé publique** relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux et l'article L. 283 du **code de la sécurité sociale.**

Sénat (première lecture) n° **110** (1983-1984), dépôt le 7 décembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Claude Huriet. — Rapport n° **246** (1983-1984) (6 avril 1984). — Discussion le 18 avril 1984. — Adoption le 18 avril 1984. — Projet de loi n° **90** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2053**, dépôt le 19 avril 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Louis Lareng (26 avril 1984). — Rapport n° **2103** (10 mai 1984). — Discussion le 15 mai 1984. — Adoption le 15 mai 1984. — Projet de loi n° **564.**

Loi n° 84-391 du 25 mai 1984 publiée au *J.O.* du 26 mai 1984 (p. 1663).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 mai 1984] (p. 2324) :

Apatrides et réfugiés (situation des —) : *Hervé* (*Edmond*) (p. 2326).
Citoyens andorrans : *Hervé* (*Edmond*) (p. 2326).
Comité consultatif pour la formation des sages-femmes : *Lareng* (*Louis*) (p. 2325).
Départementalisation : *Lareng* (*Louis*) (p. 2326).
Europe médicale : *Lareng* (*Louis*) (p. 2324) ; *Chanfrault* (*Guy*) (p. 2327) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 2328).
Infirmiers et infirmières (annulation du décret du 12 mai 1981) : *Lareng* (*Louis*) (p. 2325) ; *Hervé* (*Edmond*) (p. 2326) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2327) ; *Chanfrault* (*Guy*) (p. 2327) ; *Laborde* (*Jean*) (p. 2329).
Infirmiers et infirmières (rôle des —) : *Hervé* (*Edmond*) (p. 2326) ; *Chanfrault* (*Guy*) (p. 2327).
Liberté de circulation : *Lareng* (*Louis*) (p. 2324, 2325) ; *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2328).
Liberté d'établissement : *Lareng* (*Louis*) (p. 2324) ; *Hervé* (*Edmond*) (p. 2327) ; *Marcus* (*Claude-Gérard*) (p. 2328).
Pédicure-podologue (diplôme de —) : *Hervé* (*Edmond*) (p. 2326).
Puéricultrices (situation des —) : *Lareng* (*Louis*) (p. 2325).
Sages-femmes (compétence pour délivrer un arrêt de travail à une femme enceinte) : *Lareng* (*Louis*) (p. 2325) ; *Hervé* (*Edmond*) (p. 2327) ; *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2328) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 2329).
Sages-femmes (diplômes et formation) : *Lareng* (*Louis*) (p. 2324, 2325) ; *Hervé* (*Edmond*) (p. 2326) ; *Fraysse-Cazalis* (*Jacqueline*) (p. 2327) ; *Provost* (*Eliane*) (p. 2329).
Sages-femmes (rôle des —) : *Lareng* (*Louis*) (p. 2325) ; *Provost* (*Eliane* (p. 2329).
Sages-femmes (situation dans le Val-d'Oise) : *Lecuir* (*Marie-France*) (p. 2328).

Discussion des articles [15 mai 1984] (p. 2330) :

Article 1er (*réglementation des études en vue de l'obtention du diplôme de sage-femme*) : adopté.

Article 2 (*autorisation d'exercer une profession médicale à des titulaires de certains diplômes français*) : adopté.

Article 3 (*intégration des directives européennes relatives aux sages-femmes : prestations de service*) : adopté.

Article 4 (*intégration d'une modification aux directives européennes ; report du délai pour bénéficier des droits acquis*) : adopté.

Article 5 (*intégration des directives européennes relatives aux sages-femmes : diplômes, certificats et titres exigés pour l'exercice de la profession*) : adopté.

Article 6 (*intégration des directives relatives aux sages-femmes : obligation de la mention du lieu de délivrance du diplôme*) : adopté.

Article 7 (*intégration des directives européennes relatives aux sages-femmes : actualisation de la définition de l'exercice illégal en cas de prestations de service*) : adopté.

Article 8 (*intégration d'une modification aux directives européennes : report du délai pour bénéficier des droits acquis*) : adopté.

Article 8 bis (*changement de dénomination de la profession de « pédicure » en « pédicure-podologue »*) : adopté.

Article 9 (*situation des réfugiés et apatrides titulaires du diplôme français de masseur-kinésithérapeute ou de pédicure*) : adopté.

Article 10 (*modalités d'exercice des auxiliaires médicaux*) : adopté.

Article 11 (*droit d'exercice de certaines professions médicales et d'auxiliaires médicaux pour les citoyens andorrans*) : adopté.

Article 12 (*suppression d'une disposition spécifique aux citoyens andorrans*) : adopté.

Article 13 (*prescription d'arrêt de travail par les sages-femmes*) : adopté.

Article 14 (*possibilité pour les infirmières d'effectuer des contrôles biologiques*) (p. 2330) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet (p. 2331).

Voir *Défense nationale* **6.**

PROGRAMMES PRIORITAIRES D'EXECUTION — et régulation budgétaire.

Voir *Questions au Gouvernement* **900.**

PROGRES (Le)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er.

PROGRES DE LYON (Le)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** après l'article 5 ; article 6.

PROPRIETE ARTISTIQUE ET LITTERAIRE

2. — Projet de loi n° 2169 relatif aux **droits d'auteur** et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 4 juin 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jack Lang, ministre délégué à la culture. — Lettre du Premier ministre, en date du 6 juin 1984, relative à la consultation des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer sur ce projet de loi (8 juin 1984). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (7 juin 1984). — Rapport n° **2235** (26 juin 1984). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (8 juin 1984). — Rapporteur pour avis : M. Charles Metzinger (14 juin 1984). — Discussion les 28 et 29 juin 1984. — Adoption le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **649.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [28 juin 1984] (p. 3822, 3833) :

Caractéristiques des droits d'auteur : *Richard* (*Alain*) (p. 3822).

Chaînes de programmes (réutilisation sur réseaux câblés) : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3837).

Commission de la propriété intellectuelle : *Lang* (*Jack*) (p. 3826).

Création (promotion et autonomie de la —) : *Richard* (*Alain*) (p. 3822) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 3824) ; *Lang* (*Jack*) (p. 3826).

Loi du 11 mars 1957 : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3836).

Programmes informatiques (exclusion des —) : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 3837).

Protection sociale des artistes : *Metzinger* (*Charles*) (p. 3825) ; *Lang* (*Jack*) (p. 3826) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3833, 3834).

Radios locales privées : *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3836).

Rapports collectifs (réglementation des —) : *Richard* (*Alain*) (p. 3823) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 3825) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3834) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3837).

Rapports internationaux : *Richard* (*Alain*) (p. 3823).

Rémunérations (droits d'auteur, notamment problème de la reproduction des œuvres) : *Metzinger* (*Charles*) (p. 3825) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3834) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3835) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3836).

Rémunérations (droits voisins) : *Richard* (*Alain*) (p. 3822) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 3824, 3825) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3834, 3837, 3838 ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3835) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3836) ; *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 3837, 3838) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 3839) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3841) ; *Bonnet* (*Alain*) (p. 3841).

Société des auteurs et compositeurs éditeurs de musique (S. A. C. E. M.) : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 3838, 3839).

Société nationale de télévision : *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3834).

Sociétés de perception et de répartition des droits : *Richard* (*Alain*) (p. 3823) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 3825) ; *Foyer* (*Jean*) (p. 3835) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3836) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 3839, 3840) ; *Lang* (*Jack*) (p. 3841).

Statut de l'artiste interprète : *Metzinger* (*Charles*) (p. 3824).

Taxe à la valeur ajoutée (régime de la —) : *Fuchs* (*Jean-Paul*) (p. 3838) ; *Bonnet* (*Jean*) (p. 3841).

Technologies nouvelles (conséquences des —) : *Richard* (*Alain*) (p. 3822, 3823) ; *Lang* (*Jack*) (p. 3826) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3833) ; *Schreiner* (*Bernard*) (p. 3836).

Transfert des droits d'auteur (notamment présomption de cession) : *Richard* (*Alain*) (p. 3823) ; *Metzinger* (*Charles*) (p. 3824) ; *Brunhes* (*Jacques*) (p. 3834) ; *Bourg-Broc* (*Bruno*) (p. 3840) ; *Gantier* (*Gilbert*) (p. 3841).

Discussion des articles [28 juin 1984] (p. 3849), [29 juin 1984] (p. 3901).

Titre 1er : *dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique.*

Article 1er (*œuvres investies du droit d'auteur : œuvres audiovisuelles et œuvres photographiques*) : amendement n° 24 de M. Jean Foyer (référence aux œuvres audiovisuelles et à celles réalisées à l'aide de techniques analogues à la cinématographie) (p. 3849) ; rejeté ; amendement n° 25 de M. Jean Foyer (référence aux œuvres photographiques et à celles réalisées à l'aide de techniques analogues à la photographie) : adopté ; amendement n° 43 de la commission des affaires culturelles (référence aux numéros et tours de cirque) : adopté ; amendement n° 79 de M. Jean-Paul Fuchs (introduction dans le champ d'application de la loi des programmes informatiques et des logiciels d'ordinateur) ; amendement n° 44 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; impossibilité pour les logiciels d'ordinateur de faire l'objet de brevets ; amendement n° 44 : retiré ; amendement n° 79 : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*application à l'ensemble des œuvres audiovisuelles des dispositions des articles* 14 (*coauteurs de l'œuvre cinématographique*) *et* 15 (*achèvement de l'œuvre en cas d'interruption de la contribution d'un des coauteurs*) *de la loi du* 11 *mars* 1957) : adopté (p. 3850).

Article 3 (*achèvement de l'œuvre audiovisuelle ; droits propres des auteurs sur l'œuvre achevée*) : amendement n° 1 de la commission (nécessité de consulter le réalisateur pour tout transfert de l'œuvre audiovisuelle sur un autre type de support) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*notion de producteur de l'œuvre audiovisuelle*) : adopté.

Article 5 (*œuvres radiophoniques et « radiovisuelles »*) : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 80 de M. Jean-Paul Fuchs (application des dispositions du présent chapitre au contrat passé sur la publication et la diffusion des logiciels des programmes informatiques conçus à des fins éducatives ou culturelles) : retiré.

Article 6 (*dispositions de coordination relatives au droit de divulgation*) : adopté.

Article 7 (*droit de divulgation et d'exploitation post-mortem ; rôle du tribunal*) : adopté.

Article 8 (*notion de représentation ; article* 27 *de la loi du* 11 *mars* 1957) : amendement n° 26 de M. Jean Foyer (communication de l'œuvre au public par un procédé quelconque) ; nécessité d'éviter qu'un distributeur pirate ne s'approprie un signal qui ne lui est pas destiné ; adopté ; amendement n° 27 de M. Jean Foyer (supprimant les mots « projection publique et transmission dans un lieu public de l'œuvre télédiffusée ») (p. 3851) ; adopté ; amendement n° 28 de M. Jean Foyer (diffusion par tous moyens de sons, d'images, de documents, de données ou de messages de toute nature) ; notion de télédiffusion ; adopté ; amendement n° 29 de M. Jean Foyer (réception de l'œuvre par l'intermédiaire d'un organisme tiers) ; problème

de l'extension de la notion de représentation en cas de rediffusion d'une œuvre à l'occasion d'une retransmission par satellite ; rejeté ; amendement n° 2 de la commission (référence aux auteurs contractuellement représentés par un organisme de perception habilité) ; risque de soumettre les auteurs français à un mécanisme de contrôle et de perception des recettes par des institutions de pays étrangers ; adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 (*extension au contrat de production audiovisuelle des règles de forme applicables aux contrats de représentation et d'édition*) : adopté.

Article 10 (*principe de la rémunération des auteurs à raison de la reproduction à usage privé des œuvres fixées sur phonogramme ou vidéogramme*) : amendement n° 3 de la commission (supprimant la fin du deuxième alinéa de cet article après les mots « dans les conditions mentionnées au 2° du présent article ») : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté (p. 3852).

Article 11 (*portée de l'autorisation de télédiffuser une œuvre : distribution par câble de l'œuvre radiodiffusée*) : amendement n° 30 de M. Jean Foyer (champ d'application de l'autorisation de télédiffuser une œuvre) ; application de l'autorisation à la seule rediffusion par câbles de la même œuvre sans modification ; rejeté ; amendement n° 67 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 93 du Gouvernement (autorisation donnée à une entreprise relevant de la loi du 27 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle) : adopté ; amendement n° 67, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 68 de la commission (référence à la distribution d'une œuvre effectuée par un organisme bénéficiaire de l'autorisation ou faisant l'objet d'un mandat limité à cette activité) ; engagements internationaux de la France ; adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté (p. 3853).

Article 12 (*dispositions relatives au contrat de production audiovisuelle ; adjonction d'un chapitre III au titre III de la loi du 11 mars 1957 : article 63-1* présomption de cession, au producteur, des droits d'exploitation de l'œuvre audiovisuelle ; *article 63-2* rémunération des auteurs de l'œuvre audiovisuelle ; *article 63-3* production par le producteur d'un état des recettes ; *article 63-4* garanties aux producteurs de l'exercice des droits cédés par l'auteur ; *article 63-5* obligation pour le producteur d'assurer à l'œuvre une exploitation conforme aux usages ; *article 63-6* privilège des auteurs pour le paiement des rémunérations au titre de l'exploitation des œuvres audiovisuelles ; *article 63-7* effets du règlement judiciaire sur le contrat de production audiovisuelle) : amendement n° 81 de M. Jean-Paul Fuchs (précisant que le producteur est lié aux auteurs de l'œuvre audiovisuelle par un contrat) ; aménagement de la présomption de cession de droits ; rejeté ; amendement n° 82 de M. Jean-Paul Fuchs (supprimant les mots « autres que l'auteur de la composition musicale avec ou sans paroles » dans le texte proposé pour l'article 63-1) ; statuts de la S. A. C. E. M. ; rejeté (p. 3854) ; amendement n° 94 de M. Jacques Brunhes (modalités de la rémunération prévue à l'article 35) ; amendement n° 31 de M. Jean Foyer (même objet) ; amendement n° 83 de M. Jean-Paul Fuchs (même objet) ; amendement n° 4 de la commission (même objet) ; principe d'une négociation collective pour déterminer les taux de rémunération des auteurs ; critique du système actuel où l'auteur ne perçoit ses droits que sur une assiette qu'il ne peut contrôler (p. 3855) ; nouvelles bases permettant de calculer les droits d'auteurs en matière d'œuvres audiovisuelles ; amendement n° 94, n° 31 et n° 83 : rejetés ; amendement n° 4 : adopté ; amendements n° 84 et n° 85 de M. Jean-Paul Fuchs : devenus sans objet ; amendement n° 69 de la commission (insérant les mots « directement ou par l'intermédiaire des organismes prévus au titre IV », après les mots « aux autres coauteurs » dans le texte proposé dans l'article 63-3) ; obligation de communication des documents afférents aux produits économiques des œuvres dont les auteurs ont autorisé la diffusion ; rejeté ; amendement n° 5 de la commission (référence à l'exploitation suivie de l'œuvre) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 6 de la commission (droits d'auteur dans le domaine de la publicité) ; amendement n° 92 de M. Jean Foyer (même objet) (p. 3856) ; déséquilibre dans le secteur de la création publicitaire ; encadrement par un système d'accords collectifs, des contrats qui emportent cession intégrale et sans condition des droits de l'auteur au producteur ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 92 : devenu sans objet.

Titre II : *des droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et vidéogrammes, et des entreprises de communication audiovisuelle.*

Article 13 (*sauvegarde du droit d'auteur*) : adopté.

Article 14 (*définition de l'artiste-interprète*) : adopté.

Article 15 (*droit moral de l'artiste-interprète*) : adopté.

Article 16 (*droit des artistes-interprètes d'autoriser ou d'interdire l'utilisation de leurs prestations*) : amendement n° 70 de la commission (matières soumises à l'autorisation écrite de l'artiste-interprète) ; amendement n° 32 de M. Jean Foyer (même objet) (p. 3857) ; présomption de cession en faveur des producteurs des artistes lorsqu'il s'agit d'œuvres dont l'exploitation a commencé ; amendement n° 70 : adopté ; amendement n° 32 : devenu sans objet ; amendements n°s 49 et 50 de M. Pascal Clément : devenus sans objet ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (*présomption de cession au producteur du droit de communiquer au public la prestation de l'artiste-interprète*) : amendement n° 62 de M. Jacques Brunhes (matières soumises à l'autorisation de l'artiste-interprète) ; amendement n° 71 de la commission (même objet) ; inefficacité de la procédure de stipulation contraire à la présomption de cession ; proposition de remplacer la présomption légale de cession du droit par une cession conventionnelle ; problème de l'automaticité de la cession des droits à défaut d'accord collectif (p. 3858) ; inapplication de la présomption de cession dans le domaine sonore ; amendement n° 62 : retiré ; amendement n° 71 : adopté ; amendements n° 33 de M. Jean Foyer, n° 51 de M. Pascal Clément, n° 45 de la commission des affaires culturelles, et n° 34 de M. Jean Foyer : devenus sans objet ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 (*rémunération des artistes-interprètes pour les communications au public des prestations couvertes par la présomption de cession*) : amendement n° 63 de M. Daniel Le Meur (conditions de rémunération de l'artiste-interprète pour les communications au public de sa prestation fixée) ; amendement n° 72 de la commission (présomption de cession au producteur, du droit des artistes-interprètes d'autoriser la communication au public de leurs prestations, à défaut d'accord contractuel) ; sous-amendement n° 90 du Gouvernement (défaut d'accord contractuel dans les neuf mois suivant la promulgation de la présente loi) ; sous-amendement n° 91 du Gouvernement (supprimant la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de cet amendement) ; amendement n° 63 : retiré (p. 3859) ; institution d'une commission tripartite ; sous-amendements n°s 90 et 91 : adoptés ; amendement n° 72 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 46 de la commission des affaires culturelles ; devenu sans objet ;

— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 (*droits spécifiques du producteur de phonogrammes*) : adopté (p. 3860).

Article 20 (*droit à rémunération des artistes-interprètes et des producteurs pour l'utilisation des phonogrammes dans des lieux publics ou par radiodiffusion*) : amendement n° 7 de la commission (cas où l'artiste-interprète et le producteur peuvent s'opposer à la télédiffusion d'un phonogramme) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (référence aux phonogrammes publiés à des fins de commerce, quel que soit leur lieu de fixation) ; paiement de la rémunération pour la diffusion d'œuvres étrangères ; adopté ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*fixation de la rémunération des artistes-interprètes et des producteurs pour l'utilisation des phonogrammes*) : amendement n° 10 de la commission (référence aux accords spécifiques à chaque branche d'activité) ; prise en compte des situations particulières, notamment celle de Radio France ; adopté ;

— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 (*caractère exécutoire des décisions de la commission*) (p. 3901) : amendement n° 11 de la commission (présidence de la commission par un représentant de l'Etat) : adopté ; amendement n° 73 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 64 de M. Louis Maisonnat (publication au *Journal officiel* des délibérations de la commission) ; possibilité pour le président de la commission de demander une nouvelle délibération ; rejeté ; amendement n° 12 de la commission (substituant au délai de deux mois le délai d'un mois) ; adopté ;

amendement n° 52 de M. Pascal Clément (référence à une seconde délibération) ; nécessité pour le président de la commission de pouvoir agir avec souplesse ; compétence de ce dernier pour mettre fin aux travaux de la commission ; prérogatives exceptionnelles reconnues au président d'un organisme collégial, l'autorisant à le faire délibérer indéfiniment ; rejeté ;
— article 22, ainsi modifié : adopté (p. 3902).

Article 23 (*répartition de la rémunération prévue à l'article* 20) : adopté.

Article 24 (*rémunération perçue par les ayants droit*) : adopté.

Article 25 (*droit spécifique des producteurs de vidéogrammes*) : amendement n ° 13 de la commission (référence aux droits des artistes-interprètes) ; impossibilité pour les droits reconnus aux producteurs et les autres droits de faire l'objet d'une cession séparée ; adopté ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 (*droit spécifique des entreprises de communication audiovisuelles*) : adopté.

Article 27 (*phonogrammes et vidéogrammes*) : domaine d'application des nouveaux droits ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 53 de M. Pascal Clément (nationalité française du producteur) ; nécessité de permettre à la France de ratifier la Convention de Rome ; non soutenu ; amendement n° 54 de M. Pascal Clément (même objet) : non soutenu ; amendement n° 55 de M. Pascal Clément (cas où un Etat n'assure pas aux phonogrammes ou vidéogrammes fixés la première fois en France un droit à rémunération) (p. 3903) ; nécessité de ne pas donner une prime à la musique étrangère contemporaine par rapport à la production nationale ; affectation d'une partie des rémunérations perçues à des actions d'aides à la création et à la diffusion ; fonds de soutien au cinéma ; rejeté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 27, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 27 : amendement n° 35 de M. Jean Foyer (condition de réciprocité) : retiré.

Article 28 (*exceptions aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelles*) (p. 3904) : amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 29 (*durée des droits voisins du droit d'auteur*) : adopté.

Article 30 (*intervention de l'autorité judiciaire*) : adopté.

Après l'article 30 : amendement n° 65 de M. Louis Maisonnat (assimilation des rémunérations des artistes-interprètes à des salaires) ; réunion entre les partenaires sociaux pour déterminer les prestations qui peuvent être qualifiées de salaires ; rejeté.

Titre III : *de la rémunération pour copie privée des phonogrammes et vidéogrammes.*

Avant l'article 31 : amendement n° 86 de M. Jean-Paul Fuchs (intitulant le titre III « de la rémunération pour copie privée des phonogrammes et vidéogrammes, logiciel et produits programmes informatique ») : retiré.

Article 31 (*caractère forfaitaire de la rémunération pour copie privée*) : adopté.

Article 32 (*assiette et perception de la rémunération pour copie privée*) : amendement n° 87 de M. Jean-Paul Fuchs (référence au logiciel du produit-programme informatique) : retiré (p. 3905) ; amendement n° 74 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié : adopté.

Article 33 (*fixation du montant de la rémunération pour copie privée*) : amendement n° 17 de la commission (présidence de la commission par un représentant de l'Etat) ; participation des organisations de consommateurs à la commission ; adopté ;

— article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 (*répartition de la rémunération pour copie privée*) : amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) ; adopté ; amendement n° 76 de la commission (répartition de la rémunération entre les ayants droit) ; rôle des sociétés de perception et de répartition ; adopté ;

— article 34, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 34 : amendement n° 77 de la commission (répartition de la rémunération pour copie privée des phonogrammes et vidéogrammes) : adopté.

Article 35 (*acquisitions exemptées de la rémunération pour copie privée*) : amendement n° 36 de M. Jean Foyer (référence aux supports d'enregistrement acquis pour un usage personnel ou pour les besoins de la production) ; amendement n° 56 de M. Pascal Clément (même objet) (p. 3906) ; amendement n° 36 : retiré ; amendement n° 56 : adopté ; amendement n° 37 de M. Jean Foyer (support d'enregistrement acquis à des fins d'aide aux handicapés visuels ou auditifs) ; amendement n° 47 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; amendement n° 57 de M. Pascal Clément (même objet) ; amendement n° 37 : retiré ; amendement n° 47 : adopté après rectification ; amendement n° 57 : satisfait ;
— article 35, ainsi modifié : adopté.

Titre IV : *des sociétés de perception et de répartition des droits.*

Avant l'article 36 : amendement n° 38 de M. Jean Foyer (supprimant l'intitulé du titre IV) ; référence au gouvernement Guy Mollet) ; caractère trop administratif du régime applicable aux sociétés de perception (p. 3907) ; dispositions imposant à certaines sociétés de déposer leurs comptes annuels ; nécessité d'imposer un minimum d'obligations en matière d'information à une société exerçant un quasi-monopole de fait sur un ensemble de ressortissants : rejeté.

Article 36 (*règles applicables aux sociétés de perception et de répartition des droits*) : agrément de ces sociétés par l'Etat ; amendement n° 88 de M. Jean-Paul Fuchs (nécessité de prévoir dans le statut de ces sociétés l'assiette des rémunérations) ; amendement n° 48 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; initiative de la S.A.C.E.M. et de la S.A.C.E.D. exonérant quelques organismes (p. 3908) ; rôle des sociétés de perception et de répartition ; situation des associations, amendement n° 88 : rejeté ; amendement n° 48 : adopté ; amendement n° 18 de la commission (obligation pour les sociétés de perception et de répartition d'affecter une partie des rémunérations qu'elles perçoivent à des actions d'aide à la création et à la diffusion présentant un intérêt économique) : adopté ; amendement n° 89 de M. Jean-Paul Fuchs : devenu sans objet ; obligation pour les sociétés de perception et de répartition d'organiser la représentation des associations d'intérêt général d'action culturelle ou éducative ; amendement n° 66 de M. Jacques Brunhes : devenu sans objet (p. 3909) ;
— article 36, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 36 : amendement n° 19 de la commission (obligation pour les sociétés de perception et de répartition de nommer un commissaire aux comptes) : adopté.

Article 37 (*retrait d'agrément*) : amendement n° 39 de M. Jean Foyer (cas où l'agrément est retiré) ; amendement n° 58 de M. Pascal Clément (même objet) ; caractère exceptionnel du retrait d'agrément ; adoptés ; amendement n° 20 de la commission (avis de la commission sur les motifs du retrait d'agrément) : adopté ;
— article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 38 (*informations devant être portées à la connaissance du ministre chargé de la culture*) : adopté (p. 3910).

Titre V : *garanties et sanctions.*

Article 39 (*pouvoirs de contrôle des agents assermentés du Centre national de la cinématographie*) : amendement n° 59 de M. Pascal Clément (référence aux vidéogrammes distribués, loués ou échangés) ; amendement n° 40 de M. Jean Foyer (même objet) ; amendement n° 59 : adopté ; amendement n° 40 : devenu sans objet ;
— article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40 (*constatation des infractions par des agents assermentés désignés par les sociétés de perception et de répartition des droits*) : adopté.

Article 41 (*inscription au registre public de la cinématographie des actes et conventions concernant les œuvres traditionnelles*) : amendement n° 21 de la commission (publicité des actes et conventions) ; amendement n° 41 de M. Jean Foyer (même objet) ; amendement n° 41 : retiré ; amendement n° 95 du Gouvernement (immatriculation obligatoire des œuvres cinématographiques) ; effets juridiques attachés à l'immatriculation au registre public de la cinématographie (p. 3911) ; amendement n° 95 transformé en sous-amendement n° 95 : rejeté après rectification ; amendement n° 21 : adopté ; amendement n° 60 de M. Pascal Clément : devenu sans objet ;

— article 41, ainsi modifié : adopté.

Article 42 (*dépôt légal des vidéogrammes incorporant une œuvre audiovisuelle*) : adopté.

Article 43 (*sanctions pénales en cas d'atteintes aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelles*) : amendement n° 61 de M. Pascal Clément (précisant les actes constitutifs du délit) ; amendement n° 42 de M. Jean Foyer (même objet) ; rejetés ; amendement n° 78 de la commission (supprimant les mots « à la requête de la partie civile ») (p. 3912) ; adopté ;

— article 43, ainsi modifié : adopté.

Article 44 (*saisies*) : amendement n° 22 de la commission : (référence aux phonogrammes ou aux vidéogrammes fabriqués ou importés) : adopté ;

— article 44, ainsi modifié : adopté.

Article 45 (*aggravation des sanctions pénales applicables en cas de contrefaçon*) : adopté.

Article 46 (*sanctions pénales en cas de récidive*) : adopté.

Article 47 (*application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) : adopté.

Article 48 (*décrets en Conseil d'Etat*) : adopté.

Après l'article 48 : amendement n° 23 de la commission (codification des textes relatifs aux droits d'auteurs et aux droits voisins) : adopté.

Explications de vote (p. 3913).

Abstention du groupe R.P.R. : *Foyer* (*Jean*) (p. 3913).
Améliorations possibles : *Lang* (*Jack*) (p. 3914).
Clauses de « l'artiste le plus favorisé » : *Lang* (*Jack*) (p. 3914).
Rémunérations : *Mercieca* (*Paul*) (p. 3913).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3914).

3. — Proposition de loi n° 2319 tendant à compléter l'article 46 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la **propriété artistique et littéraire.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 31 juillet 1984 par M. Lucien Richard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (11 octobre 1984).

Rémunération des droits d'auteurs et droits voisins

Voir *Propriété littéraire et artistique* **2.**

Transfert des droits d'auteur

Voir *Propriété littéraire et artistique* **2.**

PROPRIETE INDUSTRIELLE

1. — Projet de loi n° 2074 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sur les **brevets d'invention,** modifiée.

Sénat (première lecture), n° **248** (1983-1984), dépôt le 6 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Félix Ciccolini. — Rapport n° **266** (1983-1984) (18 avril 1984). — Discussion le 25 avril 1984. — Adoption le 25 avril 1984. — Projet de loi n° **93** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2074,** dépôt le 26 avril 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Paul Chomat (3 mai 1984). — Rapport n° **2110** (15 mai 1984). — Discussion le 23 mai 1984. — Adoption le 23 mai 1984. — Projet de loi n° **573.**

Sénat (deuxième lecture), n° **335** (1983-1984), dépôt le 25 mai 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Félix Ciccolini. — Rapport n° **366** (1983-1984) (7 juin 1984). — Discussion le 12 juin 1984. — Adoption définitive le 12 juin 1984. — Projet de loi n° **126** (1983-1984).

Loi n° 84-500 du 27 juin 1984 publiée au *J. O.* du 28 juin 1984 (p. 2008).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 mai 1984] (p. 2592) :

Assistance gratuite : *Chomat* (*Paul*) (p. 2592, 2593).

Brevetés (protection des —) : *Chomat* (*Paul*) (p. 2592) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2593) ; *Durieux* (*Jean-Paul*) (p. 2594, 2595).

Brevets (droit des —) : *Chomat* (*Paul*) (p. 2592) ; *Masson* (*Jean-Louis*) (p. 2593-2594).

Brevets (faiblesse des dépôts de —) : *Chomat* (*Paul*) (p. 2592) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2593) ; *Durieux* (*Jean-Paul*) (p. 2594).

Cour d'appel de Paris (compétence de la —) : *Masson* (*Jean-Louis*) (p. 2594).

Industriels de bonne foi (protection juridique des —) : *Chomat* (*Paul*) (p. 2592) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2593).

Institut national de la propriété industrielle (décentralisation) : *Masson* (*Jean-Louis*) (p. 2594).

Institut national de la propriété industrielle (rôle du directeur) : *Chomat* (*Paul*) (p. 2593) ; *Fabius* (*Laurent*) (p. 2593).

Inventeurs salariés : *Durieux* (*Jean-Paul*) (p. 2595).

Recherche industrielle (développement de la —) : *Chomat* (*Paul*) (p. 2592).

Référé (procédure de —) : *Fabius* (*Laurent*) (p. 2593).

Secteur public industriel (rôle du —) : *Chomat* (*Paul*) (p. 2592).

Discussion des articles [23 mai 1984] (p. 2595) :

Article 1er (*actions en contrefaçon : procédure d'interdiction, en référé, de l'exploitation litigieuse*) : amendement n° 1 de la commission (substituant au mot « subordonne » les mots « peut subordonner » dans le dernier alinéa de cet article) ; article 489 du nouveau code de procédure civile relatif aux ordonnances de référé : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*actions en déclaration de non contrefaçon*) : amendement n° 2 de la commission (action ultérieure en contrefaçon) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (précisant que les dépens afférents à l'action sont à la charge du demandeur) ; cas des inventeurs indépendants et des P. M. I. innovatrices ; terme de « frais » (p. 2595) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*recours en restauration de droit de brevet : extension des compétences du directeur de l'institut national de la propriété industrielle* (*I. N. P. I.*) : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (précisant que le Premier ministre présentera au Parlement un rapport sur les mesures visant à décentraliser en Lorraine l'institut national de la propriété industrielle) ; rôle et mission de l'I. N. P. I. : retiré (p. 2596).

Article 4 (*recours en restauration des droits de brevet : dispositions de coordination relatives aux compétences de la cour d'appel de Paris*) : amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson (compétence de la cour d'appel de Paris en premier et dernier ressort jusqu'à la décentralisation de l'I. N. P. I.) : retiré ; amendement n° 4 de la commission (substituant aux mots « en premier et dernier ressort » le mot « directement ») ; loi du 11 juin 1970 relative à la protection des obtentions végétales : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*assistance gratuite d'un conseil en brevet d'invention pour les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2597).

PROVENÇAL (LE)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er ; article 1er ; article 3 ; article 4 ; article 11 ; article 15.

PUBLICITE

1. — Proposition de loi n° 2342 tendant à compléter la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la **publicité, aux enseignes et préenseignes.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 septembre 1984 par M. Philippe Séguin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg (11 octobre 1984).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8**, article 1er.

— dans la presse

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8**, avant l'article 1er ; article 7.

PYRENEES

Liaisons pyrénéennes

Voir *Question orales sans débat* **568.**

Q

QUALITE DES PRODUITS

Campagne pour la —

Voir *Questions au Gouvernement* **1063.**

QUART MONDE

Voir *Associations et mouvements* **10.**

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

824. — Situation politique : M. Jean-Claude Gaudin : retour des « soldats de la paix » du Liban ; échec du sommet de Bruxelles ; plan acier ; demande d'un débat de politique générale [5 avril 1984] (p. 1162) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : référence à la qualification de « ministres de la parole » au sujet des responsables de l'opposition ; nécessité de redéployer l'industrie ; rappelle que le chef du R. P. R. a pratiqué l'art du double jeu (p. 1162) ; priorité à la Lorraine (p. 1163).

825. — Plan sidérurgique : M. André Rossinot : réunion du comité des sages sur la valeur du plan acier ; attitude des communistes à ce sujet : sa demande de précisions sur le calendrier en ce domaine [5 avril 1984] (p. 1163) ; M. Pierre Mauger : qualifie M. Pierre Mauroy « d'homme du Nord » (p. 1163) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : politique négative de l'opposition en ce qui concerne la Lorraine ; M. Robert-André Vivien : qualifie de « menteur » M. Pierre Mauroy (p. 1163) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : exposé des mesures entreprises en faveur de cette région (p. 1163) ; pôles de conversion ; contrat de Plan (p. 1164).

826. — Impartialité de la radio et de la télévision dans l'information préparatoire à l'élection européenne : M. André Lajoinie : cas de la sidérurgie Lorraine ; nécessité d'assurer l'égalité entre les listes dans la campagne [5 avril 1984] (p. 1164) ; évolution négative du temps de parole à la télévision accordé au parti communiste (p. 1165) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle donnant compétence à la Haute Autorité de l'audiovisuel sur ces questions (p. 1165).

827. — Situation de la sidérurgie : Mme Colette Goeuriot : attitude des communistes estimant que les décisions prises en ce qui concerne le plan acier sont négatives ; rachat de concessions françaises de minerai de fer par l'Arbed Luxembourgeoise [5 avril 1984] (p. 1165) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : dégradation de la sidérurgie en Europe ; site de Neuves-Maisons ; modernisation de Sollac (p. 1165) ; qualité du minerai lorrain ; passage progressif à la filière électrique (p. 1166).

828. — Problèmes de l'enseignement : M. Paul Chomat : insuffisance des moyens prévus pour la rentrée de 1984 ; décision de réduction des crédits d'équipement [5 avril 1984] (p. 1166) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : perspectives d'augmentation du flux d'élèves ; recrutement d'élèves instituteurs ; problème des collèges (p. 1166).

829. — Fondement des décisions concernant la sidérurgie ; création d'emplois de reconversion : M. Pierre Messmer : demande des précisions sur les implantations industrielles devant se faire en Lorraine [5 avril 1984] (p. 1166) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : problème de surproduction ; plan de restructuration de la sidérurgie européenne ; passage de la filière fonte à la filière électrique ; exemple de conversion industrielle ; son engagement de régler les problèmes de la Lorraine sans qu'il y ait de licenciements (p. 1167).

830. — Fermeture d'Ugine-Aciers à Fos-sur-Mer : M. Hyacinthe Santoni : conséquences de cette décision [5 avril 1984] (p. 1167, 1168) : M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : nécessité de redresser le secteur des produits longs et celui des aciers spéciaux de construction ; nécessité des regroupements de production ; choix entre Ugine-Fos et Les Dunes (p. 1168).

831. — Refus du projet de train universel de Grandange : M. Jean-Louis Masson : décision de démantèlement de la sidérurgie lorraine ; laminoirs de Sollac ; condamnation de la sidérurgie de la vallée de l'Orne et des produits longs en Lorraine ; rachat par les Luxembourgeois des concessions minières en Lorraine [5 avril 1984] (p. 1168, 1169) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : politique de modernisation des laminoirs de profilés lourds ; modernisation des usines d'Hayange et de Trith-Saint-Léger ; nécessité du redéploiement (p. 1169).

832. — Montants compensatoires monétaires : M. Bernard Poignant : demande si le démantèlement des M. C. M. correspond à un abandon définitif du système [5 avril 1984] (p. 1169) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : création des M. C. M. en 1969 (p. 1169) ; inefficacité du gentlemen's agreement de 1979 ; diminution de moitié, depuis le 2 avril 1984, des M. C. M. négatifs français ; écart agrimonétaire ; modification des règles de calcul des M. C. M. ; cas du vin ; rôle de l'Ecu (p. 1170).

833. — Construction navale : Mme Colette Chaigneau : problème du plan de charge de la petite et moyenne construction navale [5 avril 1984] (p. 1170) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : cas des petits et moyens chantiers ; commande d'une plate-forme off shore dans les ateliers et chantiers du Sud-Ouest ; signature de protocoles financiers avec l'Inde et l'Indonésie (p. 1170) ; G. I. E. dragage-port (p. 1171).

834. — Pluies acides : M. Jean-Marie Bockel : contamination du massif vosgien [5 avril 1984] (p. 1171) : Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : cas de la République fédérale d'Allemagne ; pollution par les oxydes de soufre et d'azote ; accord international visant à réduire les émissions de dioxyde de soufre ; mise en place d'un système de désulfuration des fumées dans la centrale de Gardanne ; mise au point d'une directive pour les installations de combustion (p. 1171).

835. — Production laitière : M. Joseph Pinard : politique suivie par la France pour faire respecter la préférence communautaire dans ce domaine [5 avril 1984] (p. 1171) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : mise en place de contingents au 1er avril 1985 ; réintroduction des aides aux investissements laitiers ; limitation à cinq ans de la politique de maîtrise de la production laitière ; taxe sur les matières grasses végétales ; limitation des importations de produits de substitution des céréales ; gluten de maïs ; rappel des principes définis lors de la mise en place de la communauté européenne (p. 1171, 1172) ; qualifie de stupidité économique l'achat de beurre à la Nouvelle-Zélande ; problème du mouton (p. 1173).

836. — Situation des agriculteurs : M. Xavier Hunault : augmentation des charges ; cas des producteurs de viande bovine ; diminution du nombre des chefs d'exploitation [5 avril 1984] (p. 1173) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : problème de la viande ; sa demande d'intervention au niveau de la Communauté en ce qui concerne les carcasses entières ; augmentation de la superficie moyenne des exploitations (p. 1173) ; encouragement de l'installation des jeunes (p. 1174).

837. — Nicaragua : M. Robert Montdargent : condamnation de l'intervention des Etats-Unis par la commission des Nations Unies pour l'Amérique Latine ; initiative de la France en ce domaine ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : blocus de fait au Nicaragua ; condamnation par la France de toute entrave à la liberté de navigation ; consultation avec les pays de la région [11 avril 1984] (p. 1454).

838. — Viticulteurs du midi : M. Emile Jourdan : marasme du marché du vin ; aides au stockage à court terme ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : nécessité de réaménager le règlement communautaire viti-vinicole ; problème de la maîtrise de la production viticole [11 avril 1984] (p. 1454) ; marché des vins de qualité ; primes de stockage à court terme (p. 1455).

839. — Plan de relance du logement : M. Paul Mercieca : politique de construction locative sociale ; prêts locatifs aidés (P. L. A.) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : exposé des caractéristiques du programme de dix mille prêts locatifs aidés ; inégalités sociales résultant de l'existence d'un double système d'aide personnelle au logement [11 avril 1984] (p. 1455).

840. — Restructuration et chômage : M. Michel Barnier : manipulations statistiques du chômage ; échec du Gouvernement dans la bataille de l'emploi [11 avril 1984] (p. 1455-1456) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : stabilisation du chômage ; nécessité de moderniser l'industrie ; congé de conversion de deux ans ; non-comptabilisation des pré-retraites avec le chômage ; progression du chômage (p. 1456-1457).

841. — Annulation de certains crédits budgétaires pour les affecter au soutien de la construction navale et au maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires : M. Georges Tranchant : mépris de la représentation nationale ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : inaction de l'opposition face au problème des chantiers navals ; rappel du taux d'écart moyen entre les prévisions budgétaires et l'exécution finale du budget ; décisions du Gouvernement en matière d'emploi et de conversion industrielle ; énoncé des redéploiements de crédits pour financer ces choix [11 avril 1984] (p. 1457) ; volonté de maîtriser le déficit budgétaire (p. 1458).

842. — Politique de la France au Tchad : M. Jean de Lipkowski : enlisement ; position de la Libye ; accident d'Oum Chalouba ; attitude d'irrésolution de la part du Gouvernement ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : rappel des origines des interventions françaises au Tchad ; intervention pour stopper une invasion ; inviolabilité des frontières issues de la décolonisation [11 avril 1984] (p. 1458) ; rappel des interventions de la France au Tchad sous les septennats précédents ; rôle dissuasif des troupes françaises ; refus d'engager ces forces au nord de la zone définie (p. 1459).

843. — Politique de la France au Tchad : M. Marc Verdon : mort de militaires français à Oum Chalouba ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : nécessité de contenir une agression libyenne contre le Tchad ; rappel de la mission des forces françaises ; surveillance des activités des éléments situés au nord du Tchad [11 avril 1984] (p. 1459) ; rappel des circonstances de l'accident d'Oum Chalouba (p. 1459-1460).

844. — Retraite à soixante ans pour les commerçants et les artisans : M. André Brunet : calendrier d'application de cette mesure ; M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat : décision d'extension de la retraite à soixante ans pour les commerçants et les artisans ; problème du versement de la cotisation de solidarité par les salariés occupant un nouvel emploi après leur retraite ; nécessité d'une loi [11 avril 1984] (p. 1460).

845. — Cyclone à Mayotte : M. Jean-François Hory : nécessité d'organiser des secours ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : bilan des dégâts causés par le cyclone Kamizy ; organisation des secours [11 avril 1984] (p. 1460).

846. — Uruguay : M. André Bellon : présence d'un parlementaire français à une réunion organisée par l'association Causa financée par la secte Moon [11 avril 1984] (p. 1460) ; reproduction, dans le journal Ultimas Noticias, des propos tenus par ce parlementaire sur la politique de désinformation menée en France (p. 1461) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : présence d'un parlementaire R. P. R. à une convention de Causa International liée à la secte Moon ; critique les propos tenus par ce dernier (p. 1461).

847. — Tarifs médicaux : M. Raymond Douyère : refus par le Gouvernement de l'avenant tarifaire à la convention médicale de 1980 ; plafonnement des augmentations tarifaires à 4 p. 100 ; raison de cette décision ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : exposé des raisons du refus d'agrément au projet d'avenant tarifaire à la convention de 1980 ; plafonnement à 4 p. 100 des augmentations tarifaires [11 avril 1984] (p. 1461).

848. — Ententes illicites (firmes productrices d'engrais) : M. Georges Labazée : hausse de prix pénalisant l'agriculture française [11 avril 1984] (p. 1461-1462) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : entrave à la concurrence dans le secteur des engrais ; « clubs de produits » ; prononcé de sanctions ; commission d'homologation des produits ; fixation du prix des engrais compte tenu de la politique de désinflation (p. 1462).

849. — Politique agricole commune : M. Pierre Méhaignerie : situation dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; année 1984 comme année de rupture pour l'agriculture française ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : fixation des prix agricoles avant le 1er avril [11 avril 1984] (p. 1462) ; annulation de crédits de certains ministères ; zones de montagne et de petites exploitations ; action en faveur de l'installation des jeunes (p. 1463).

850. — Politique viticole : M. Jacques Blanc : incapacité du Gouvernement à traiter des problèmes du monde agricole ; calendrier des négociations agricoles avec l'Espagne ; acceptation par le Gouvernement de la remise en cause des contrats de stockage à court terme [11 avril 1984] (p. 1463-1464) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : nécessité de réviser le règlement viti-vinicole ; mauvaise négociation de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun ; contrats de stockage à court terme (p. 1464).

851. — Annulations de crédits : M. Jean-Paul Fuchs : amputation des dépenses d'équipement des ministères ; réduction des crédits de l'éducation nationale [11 avril 1984] (p. 1464) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : mesures prises en faveur des chantiers navals (p. 1464) ; écart entre les prévisions budgétaires et la réalisation du budget ; redéploiement des crédits (p. 1465).

852. — Part des contraintes financières dans les décisions du Gouvernement relatives à la sidérurgie : M. Michel Debré : risque de régionalisation du problème de la sidérurgie ; politique communautaire du charbon et de l'acier [18 avril 1984] (p. 1669) ; train universel de Gandrange ; Opéra de la Bastille (p. 1670) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : problème de la sidérurgie de la France ; crise internationale ; Communauté économique du charbon et de l'acier ; train universel de Gandrange ; nécessité de la politique de rigueur (p. 1670).

853. — Aggravation du chômage : M. Jacques Toubon : niveau du chômage ; proportion croissante de jeunes parmi les demandeurs d'emploi [18 avril 1984] (p. 1670) ; M. Louis Mermaz, président : indique à M. Robert-André Vivien qu'il est devenu un spécialiste du dérisoire ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi ; poussée du chômage des ouvriers qualifiés et des techniciens ; chute des offres d'emploi déposées à l'A. N. P. E. ; rappel des mesures prises en faveur de l'emploi (p. 1671).

854. — Situation financière des hôpitaux : M. Antoine Gissinger : ralentissement des dépenses d'hospitalisation ; situation de cessation de paiement [18 avril 1984] (p. 1671) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale ; rigueur dans la gestion des dépenses de santé ; amélioration de la qualité des soins ; compétence de la caisse nationale d'assurance maladie pour accorder des avances de trésorerie aux hôpitaux ; sa demande à l'inspection générale des affaires sociales de dresser un bilan de la situation financière des hôpitaux (p. 1672).

855. — Citroën : Mme Véronique Neiertz : mise en cause par les travailleurs d'Aulnay de la stratégie de la direction du groupe P. S. A. ; baisse des plans de formation du personnel ; rappelle que la région Ile-de-France n'est pas considérée comme un pôle de reconversion ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : dégradation des résultats de Citroën ; réduction des effectifs dans l'usine de montage d'Aulnay ; effort du Gouvernement pour encourager la modernisation et développer les actions de formation [18 avril 1984] (p. 1672) ; étude du problème général de l'automobile au sein de la commission nationale de l'industrie ; allègement de la procédure d'agrément (p. 1673).

856. — Statut des infirmières : M. Jean Beaufort : annulation par le Conseil d'Etat du décret arrêtant la liste des actes relevant de la compétence des infirmières ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales

et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : annulation par le Conseil d'Etat du décret arrêtant la liste des actes relevant de la compétence des infirmières ; prise d'un nouveau décret ; projet de loi relatif aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux ; possibilité pour les infirmières de pratiquer certains actes professionnels nouveaux [18 avril 1984] (p. 1673).

857. — Retraite à soixante ans des agriculteurs : M. Claude Michel : possibilité, à compter du 1er juillet prochain, pour les artisans et les commerçants, de prendre leur retraite à partir de 60 ans ; cas des exploitants agricoles [18 avril 1984] (p. 1673) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : principe de l'abaissement de l'âge de départ à la retraite à 60 ans ; situation de l'agriculture européenne ; concertation avec les organisations professionnelles agricoles sur les modalités d'abaissement de l'âge de la retraite ; déséquilibre démographique de la population agricole (p. 1673-1674).

858. — Viticulture : M. Joseph Vidal : crise de la viticulture méridionale ; contrats de stockage à court terme ; distillation exceptionnelle de soutien ; discrimination entre les productions agricoles du Sud et du Nord ; nécessité d'interdire en France le déclassement des vins chaptalisés ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : caractère porteur du marché du vin ; exportation des vins de table aux Etats-Unis ; discrimination entre les régions du Sud et celles du Nord ; révision du règlement vin [18 avril 1984] (p. 1674) ; primes de stockage à court terme ; modification du règlement viti-vinicole ; nécessité de parvenir à la maîtrise quantitative ; intérêt de la politique d'assainissement entreprise dans le Languedoc ; distillation de soutien (p. 1675).

859. — Bilan du plan de rigueur : M. Edmond Alphandéry : échec de la limitation de l'inflation à 5 p. 100 en 1984 ; progression du chômage [18 avril 1984] (p. 1675-1676) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : résultats du commerce extérieur ; montant de l'endettement extérieur (p. 1676) ; effort de l'Etat en faveur de l'industrie ; situation de l'emploi ; niveau de croissance (p. 1677).

860. — Prochain voyage du Président de la République en U. R. S. S. : M. Emmanuel Hamel : article du journal *L'Humanité* à ce sujet [18 avril 1984] (p. 1677) ; demande si la déclaration du premier vice-ministre des affaires étrangères de l'U. R. S. S. a été faite avec l'accord du ministre des relations extérieures ; survol des installations militaires de Toulon par un Tupolev ; estime que ce voyage risque d'apparaître comme un signe d'affaiblissement de la France ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : accord sur le principe d'un voyage du Président de la République à Moscou ; condamnation de l'occupation de l'Afghanistan et de la suppression des libertés en Pologne ; impossibilité d'avoir des relations politiques normales avec l'Union soviétique (p. 1678).

861. — Situation de l'entreprise Citroën : M. Parfait Jans : chute de la part de Citroën dans la production nationale ; fabrication à Vigo en Espagne de modèles précédemment construits en France ; demande si le Gouvernement envisage d'aider Citroën par le biais du fonds de modernisation industrielle [18 avril 1984] (p. 1678-1679) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : difficultés de l'industrie automobile ; évolution préoccupante des ventes de l'entreprise Citroën ; énoncé du plan social proposé par l'entreprise (p. 1679).

862. — Place du spectacle et de l'audiovisuel dans le rayonnement culturel français et protection sociale des artistes et techniciens : M. Jacques Brunhes : diminution des effectifs des artistes professionnels ; projet de suppression du minimum de ressources assuré entre deux emplois intermittents ; développement des industries de programme ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : progression du budget de la culture ; création d'un fonds de soutien aux industries de programme ; encouragement de la création originale française [18 avril 1984] (p. 1679) ; protection sociale des artistes et des techniciens ; indemnisation du chômage ; projet de loi ouvrant des droits nouveaux pour les artistes interprètes (p. 1680).

863. — Prise en compte du fait chimique dans le domaine de la défense nationale : Mme Florence d'Harcourt : principe de dissuasion ; déséquilibre entre les capacités des belligérants éventuels ; problème de la capacité d'encaisse de nos forces aux actions chimiques de l'adversaire ; capacité de riposte ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : menace constituée par les armes chimiques ; dotation des unités combattantes de matériels de détection, de protection et de décontamination [18 avril 1984] (p. 1680) ; nécessité d'un accord vérifiable d'interdiction de la production des armes chimiques ; interdiction par le protocole de Genève de l'emploi des armes chimiques (p. 1681).

864. — Ecole publique : M. Pierre Joxe : manifestation de soutien à l'école publique ; campagne haineuse de la part des partisans de l'enseignement privé ; rigidité du budget du ministère de l'éducation nationale ; nécessité de concilier la rigueur financière et l'amélioration du service public d'éducation ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : caractère injuste des attaques portées contre l'école publique ; hommage à l'école de la République [25 avril 1984] (p. 1912) ; budget de l'éducation nationale ; décision de porter à quatre ans la formation des instituteurs ; rénovation des collèges (p. 1913).

865. — Indemnisation relative à la catastrophe de l'Amoco-Cadiz : M. Joseph Gourmelon : satisfaction des élus socialistes bretons devant les résultats obtenus lors du premier jugement ; nécessité d'une politique préventive ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer : responsabilité solidaire des sociétés Standart oil of Indiana, Amoco international et Amoco-transport ; effort du Gouvernement pour renforcer la sécurité de la navigation maritime ; renforcement de l'arsenal juridique national pour prévenir les pollutions ou sanctionner les infractions [25 avril 1984] (p. 1913) ; effort de la France dans le cadre de la Cnuced pour élaborer un code international de bonne conduite pour l'immatriculation des navires ; révision des conventions internationales en matière de responsabilité civile et d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution (p. 1914).

866. — Article d'un bulletin R. P. R. de Loir-et-Cher : Mme Ghislaine Toutain : article dans le journal *Le Renouveau* réservant l'avortement aux cas sociaux et visant à réduire les naissances dans les milieux pauvres ; caractère scandaleux de cette analyse rappelant les théories nazies ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : idéologie d'extrême-droite contenue dans cet article ; qualifie les membres de l'opposition de « Gobineau du XXe siècle » [25 avril 1984] (p. 1914) ; hommage à l'école de la République ; souhaite que l'opposition dénonce catégoriquement les affirmations du R. P. R. du Loir-et-Cher (p. 1915).

867. — Creusot-Loire : M. Georges Le Baill : démarche de cette société privée en vue d'obtenir une aide de l'Etat ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : difficultés de Creusot-Loire ; accords passés entre cette entreprise et les groupes sidérurgiques publics ; montant de l'aide de l'Etat ; caractère choquant de la demande de rediscussion des accords passés entre cette entreprise et l'Etat [25 avril 1984] (p. 1915).

868. — Enseignants exerçant en coopération : M. Alain Vivien : inquiétude de ces derniers sur leur situation ; accès à la titularisation [25 avril 1984] (p. 1915) ; M. Christian Nucci, miinstre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : hommage aux coopérants ; vocation à la titularisation des coopérants non fonctionnaires ; réemploi de tous les coopérants contractuels réintégrant la France à la suite de mesures de relève décidées par certains Etats ; titularisation des techniciens ; coopération par objectif (p. 1916).

869. — T. G. V. Est : M. Adrien Zeller : nécessité de désenclaver les régions de l'Est ; calendrier de réalisation du T. G. V. Est [25 avril 1984] (p. 1916) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rappelle l'opposition de M. Giscard d'Estaing au projet de T. G. V. Est et de T. G. V. Ouest ; effort du Gouvernement pour promouvoir un programme de grands projets d'infrastructure d'intérêt communautaire ; concertation avec les présidents de région en vue de la construction de ce T. G. V. (p. 1917).

870. — Concours financiers de l'Etat aux communes : M. Jean-Pierre Soisson : fixation du taux de la dotation globale d'équipement ; réduction du domaine d'intervention des aides de l'Etat ; utilisation de la décentralisation pour réduire les interventions de l'Etat et garantir la rigueur budgétaire ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : mode de financement des communes ; estime que M. Jacques Blanc a pour spécialité de « débarquer » au milieu des discussions [25 avril 1984] (p. 1917) ; montant de la dotation globale de fonctionnement ; mise en application progressive de la dotation globale d'équipement ; globalisation d'une partie des crédits affectés aux investissements ; modification des mécanismes de

répartition de la D. G. E. communale pour tenir compte de la situation de certaines communes rurales ; majoration pour les communes dont le potentiel fiscal est inférieur d'au moins 20 p. 100 au potentiel fiscal moyen par habitant des communes de même importance (p. 1918).

871. — Industrie du meuble : M. Jean Briane : crise dans ce secteur ; problème de l'octroi de prêts d'épargne-logement pour l'achat de meubles [25 avril 1984] (p. 1918) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : identité du taux d'endettement dans ce secteur et dans celui de l'agro-alimentaire ; résultat positif réalisé par les entreprises ; encouragement de la productique ; projet de décret réglementant les conditions de vente vis-à-vis des consommateurs ; rôle du comité de développement de l'industrie française de l'ameublement (p. 1919).

872. — Sanctions concernant les atteintes au droit du travail : Mme Muguette Jacquaint : quasi-impunité du patronat ; manque de moyens des services du travail ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : résultats satisfaisants des enquêtes et des contrôles ; nécessité de faire appliquer correctement la législation sociale [25 avril 1984] (p. 1919).

873. — Lutte contre l'illétrisme : M. Guy Ducoloné : importance de ce handicap dans le contexte de crise économique [25 avril 1984] (p. 1919) ; responsabilité de la droite dans ce retard ; nécessité de rénover l'école publique (p. 1920) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : mauvaise connaissance du phénomène de l'illétrisme ; action à mener sur la lecture ; encouragement de la formation des formateurs ; apprentissage de la lecture à l'école élémentaire (p. 1920).

874. — Préoccupations légitimes des infirmiers : M. Paul Mercieca ; annulation par le Conseil d'Etat du décret d'application du 12 mai 1981 arrêtant la liste des actes relevant de leur compétence ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : annulation en Conseil d'Etat du décret du 12 mai 1981 sur la contestation d'un syndicat de médecins biologistes [25 avril 1984] (p. 1920) ; nouveau projet de décret ; accroissement des compétences des infirmières et des infirmiers ; maintien de l'application des articles 473 et 372 du code de la santé donnant base légale et juridique à la majorité des actes effectués par les infirmiers et les infirmières (p. 1921).

875. — Mayotte : M. Didier Julia : convocation des parlementaires de cette île par un conseiller du Président de la République pour leur demander de préparer la population à un rattachement aux Comores ; principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : décision des Mahorais d'appartenir à la communauté française sous la forme d'une collectivité territoriale ; prise en compte de la volonté du peuple mahorais [25 avril 1984] (p. 1921).

876. — Chute des naissances et des mariages : M. Michel Debré : nécessité d'une nouvelle politique ; rapport Jarlegand et Sullerot ; conséquences négatives de ce phénomène ; sa demande d'un débat à l'Assemblée nationale [25 avril 1984] (p. 1921-1922) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : baisse de la natalité en France depuis 1964 ; enregistrement de 750 000 naissances en France pour 1983 ; politique du Gouvernement (p. 1922) ; nécessité d'organiser un débat public (p. 1923).

877. — Mise en cause des membres du Conseil d'Etat : M. Jacques Toubon : mise en cause par deux membres communistes du Gouvernement des décisions prises par les tribunaux administratifs en matière de contentieux électoral ; mise en cause du Conseil d'Etat par M. Georges Marchais après l'annulation des élections municipales de Houilles et de Thionville ; application éventuelle de l'article 226 du code de procédure pénale ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : intégrité et indépendance du Conseil d'Etat ; arrêt Canal [25 avril 1984] (p. 1923) ; mémoire déposé par le ministère de l'intérieur au nom du Gouvernement concluant à la validation des élections ; référence à M. Tomasini, secrétaire général de l'U. D. R. dénonçant la lâcheté des magistrats (p. 1924).

878. — Débat parlementaire sur l'enseignement privé : M. Pascal Clément : demande d'audience du comité national de l'enseignement catholique ; problème du recours à l'article 49, alinéa 3 ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : dialogue avec les instances parlementaires ; compétence du Premier ministre pour apprécier la procédure constitutionnelle à choisir [2 mai 1984] (p. 2018).

879. — Déclaration du ministre de l'agriculture sur l'enseignement privé : M. Jean Brocard : propos du ministre au cours de l'émission « Politiques » sur T. F. 1, constatant que 65 p. 100 des officiers d'active de l'armée française avaient fréquenté l'école libre ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : présence de perturbateurs dans les rangs de l'opposition ; estime qu'il n'y a pas de honte à être passé par l'école privée [2 mai 1984] (p. 2019) ; nécessité d'obtenir l'adhésion de la plus grande partie du pays aux évolutions nécessaires dans les périodes de grande mutation ; « filet de sécurité » représenté par l'enseignement privé ; projet de loi relatif à l'enseignement agricole public (p. 2020).

880. — Statistiques sur les origines des officiers et des soldats : M. Charles Millon : problèmes de l'existence ou non au ministère de l'intérieur d'un fichier sur les origines des soldats de l'armée française ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; s'étonne de la question imprévue de M. Charles Millon ; référence à un article du R. P. R. affirmant que tous les enfants de familles défavorisées sont des cancres et des débiles [2 mai 1984] (p. 2020).

881. — Complément de rémunération d'un directeur général d'un groupe nationalisé et adhésion des entreprises publiques au C. N. P. F. : M. Louis Odru : cas de M. Pebereau ; caractère scandaleux de la décision de relaxe du P. D. G. de Paris, M. Pierre Moussa ; condamnation des entreprises publiques à jouer le rôle de grand argentier du C. N. P. F. ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : application du régime des conventions collectives aux sociétés industrielles nationalisées ; fixation de la rémunération des présidents des groupes, par le Gouvernement [2 mai 1984] (p. 2021).

882. — Protestation de la Turquie après l'inauguration d'un monument commémorant le génocide arménien : M. Guy Ducoloné : référence du Président de la République au génocide de 1915 ; participation active de la Turquie à l'O. T. A. N. ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : libre exercice du droit de manifestation ; reconnaissance par la France du génocide arménien de 1915 [2 mai 1984] (p. 2021).

883. — Situation d'Ugine-Aciers : M. Vincent Porelli : nécessité de ne pas fermer cette usine [2 mai 1984] (p. 2021) ; guerre des sites (p. 2022) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T. : raisons conduisant à la fermeture de cette usine ; situation du secteur des aciers spéciaux ; passage à la filière électrique (p. 2022).

884. — Situation alarmante du trafic postal : M. Michel Noir : création à Caen de tris parallèles ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T. : régularisation de la situation ; exemple des Etats-Unis ; création sous le septennat précédent du courrier à deux vitesses ; instauration d'un écart tarifaire [2 mai 1984] (p. 2022) ; situation des personnels ; refus de la prolifération de services privés ; nécessité de la modernisation (p. 2023).

885. — Position du Gouvernement sur les événements d'Afghanistan : M. Michel Barnier : offensive soviétique dans la vallée du Panshir ; rencontre franco-soviétique ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : invasion soviétique dans la région du Panshir ; condamnation de l'intervention de l'U. R. S. S. en Afghanistan ; nécessité d'un règlement négocié [2 mai 1984] (p. 2023).

886. — Délivrance des permis de construire : M. François Grussenmeyer : lourdeur des paperasseries administratives imposées aux communes dotées d'un plan d'occupation des sols approuvé [2 mai 1984] (p. 2023) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : compétence des maires pour délivrer le permis de construire ; dotation générale de décentralisation en ce qui concerne l'étude des P. O. S. et les risques contentieux ; entrée en vigueur de la décentralisation dans les délais annoncés (p. 2024).

887. — Renault : M. Pierre Le Coadic : absence de signature de l'accord-cadre mis au point par la régie ; situation des sous-traitants ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T. : signature prochaine de l'accord-cadre mis au point par la régie [2 mai 1984] (p. 2024).

888. — Rémunération des dirigeants d'entreprises nationalisées : M. Michel Coffineau : attribution à un dirigeant, d'une rente à vie [2 mai 1984] (p. 2024) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations

avec le Parlement : impossibilité pour le Gouvernement d'empêcher le vote de telles rémunérations ; caractère choquant de cette décision (p. 2025).

889. — Quotas laitiers : M. Jean-Pierre Balligand : calendrier d'application des nouvelles règles ; problème des réserves ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : calendrier des mesures de gestion de ces quotas ; réserve nationale et adaptations régionales [2 mai 1984] (p. 2025).

890. — Composants électroniques : M. Pierre Jagoret : ruptures de stocks dues à la longueur des délais de livraison ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T. : appel à des composants étrangers [2 mai 1984] (p. 2025) ; présentation du plan « composants » (p. 2025-2026).

891. — Afghanistan : M. Alain Richard : offensive soviétique en Afghanistan ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : action diplomatique de la France fondée sur le retrait des troupes étrangères et l'autodétermination des populations [2 mai 1984] (p. 2026).

892. — Orientation et formation des femmes : Mme Marie-France Lecuir : problème des jeunes filles sorties du système éducatif sans diplôme ni qualification [2 mai 1984] (p. 2026) ; Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme : principe de l'égalité dans l'éducation et le droit à l'enseignement ; campagne d'information pour l'orientation ; mise en place de missions locales pour lutter contre le développement des « poches » de pauvreté (p. 2026-2027).

893. — Code du travail de la Polynésie française : M. Jean Juventin : nécessité de réformer le code du travail en vigueur en Polynésie et datant de 1952 ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : compétence des autorités de l'Etat en matière de principes fondamentaux du droit du travail [2 mai 1984] (p. 2027).

894. — Réduction de crédits concernant les aides ménagères : M. Roland Renard : remise en cause de la politique de maintien à domicile des personnes âgées en raison du petit nombre de postes créés [9 mai 1984] (p. 2141) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : effort consenti par l'ensemble des « financeurs » en faveur de l'aide ménagère ; cas de la caisse régionale d'assurance maladie de Nord-Picardie ; contrôle des conditions de remboursement des heures d'aide ménagère ; mise en place d'une grille d'analyse individuelle des besoins ; contrats de programme ; soins infirmiers à domicile (p. 2141, 2142).

895. — Respect de la démocratie locale à l'occasion de sanction d'employés de la mairie de Sète : M. Paul Balmigère : suppression d'avantages acquis ; perturbation de la qualité du service public ; menace de suspension à l'encontre du secrétaire général adjoint ; agression contre ce dernier ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : responsabilité des collectivités locales ; compétence du tribunal administratif à l'égard d'un membre du personnel de la ville de Sète [9 mai 1984] (p. 2142).

896. — Renault et la reconquête du marché intérieur : M. Georges Hage : stratégie globale de ce groupe ; usine de Douai [9 mai 1984] (p. 2142) ; nécessité de reconsidérer le problème de la fabrication à l'étranger en fonction des ventes réalisées dans les pays concernés ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : succès à l'exportation de la régie Renault ; problème de la reconquête du marché intérieur ; modernisation de l'outil de production (p. 2143).

897. — Réductions fiscales en 1985 : M. Emmanuel Aubert : intentions du Gouvernement à ce sujet ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : rappelle les propos du président de la République annonçant une baisse des prélèvements obligatoires ; assainissement de l'économie à court terme [9 mai 1984] (p. 2143) ; renforcement de la justice sociale (p. 2144).

898. — Application des quotas laitiers : M. René André : augmentation de la taxe de coresponsabilité ; baisse du revenu des agriculteurs ; répartition de ces quotas ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : mesures pour limiter la production laitière ; financement de cette politique ; politique d'incitation à l'arrêt des livraisons de lait pour les agriculteurs qui le désirent [9 mai 1984] (p. 2144) ; cas des producteurs laitiers des zones de montagne (p. 2145).

899. — Brochure « J'aime et je m'informe » et livres cités dans la bibliographie : M. Georges Tranchant : réalisation de cette plaquette en collaboration avec une fédération nationale des écoles et des éducateurs ; ouvrages « L'Amour, c'est pas triste » et « Le Bon sexe illustré » ; attitude scandalisée des parents [9 mai 1984] (p. 2145) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports : élaboration de cette brochure par le ministère du temps libre et le ministère des droits de la femme ; offensive politicienne ; information sur les méthodes contraceptives ; décision de supprimer toute référence bibliographique lors de la réédition de cette brochure (p. 2145, 2146).

900. — Régulation budgétaire et programmes prioritaires d'exécution du 9e Plan : M. Jean-Paul Planchou : planification des actions prioritaires ; annulations de crédit ; engagement de l'Etat dans le cadre des contrats de Plan Etat-régions [9 mai 1984] (p. 2146) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : rigueur budgétaire ; priorité à la politique familiale ; redéploiements et transferts de crédits ; importance des contrats de Plan Etat-régions ; comité interministériel des programmes prioritaires ; application d'un traitement privilégié aux priorités du 9e Plan (p. 2147).

901. — Mariages mixtes et problèmes des enfants enlevés : Mme Paulette Nevoux : vide juridique face à cette situation ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : volonté du Gouvernement de compléter les conventions multilatérales existantes ; impossibilité à l'heure actuelle d'aboutir à une négociation avec l'Algérie [9 mai 1984] (p. 2147) ; exécution des jugements (p. 2148).

902. — Jeux Olympiques : M. Alain Chénard : décision de l'U. R. S. S. de ne pas se rendre aux Etats-Unis ; attitude de la France ; Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports : participation de la France aux jeux Olympiques de Los Angeles [9 mai 1984] (p. 2148).

903. — Perspectives de reprise de l'investissement : M. Hervé Vouillot : volonté de l'opposition d'appliquer une politique « à la Thatcher ou à la Reagan » ; sa demande de précision sur ses perspectives de reprise ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : indices de la reprise ; rôle des grandes entreprises nationales en matière d'investissement [9 mai 1984] (p. 2148) ; redressement des marges des entreprises ; croissance de leurs ressources financières ; conditions d'accès au crédit bancaire ; incitations fiscales (p. 2149).

904. — Fermeture de l'usine Iveco-Unic à Trappes : M. Guy Malandain : conséquences négatives pour la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines ; nécessité d'empêcher la fermeture de cette usine ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : impossibilité pour l'Etat de se substituer aux décideurs et de modifier leurs décisions ; récession du marché du véhicule industriel ; spécialisation de l'usine de Trappes dans ce secteur [9 mai 1984] (p. 2149) ; gravité de la situation dans le secteur du poids lourd en Europe (p. 2150).

905. — Abaissement de l'âge de la retraite pour les grands corps de l'Etat : M. Jean-Pierre Soisson ; réalisation de cette mesure en trois étapes ; mutation de la Cour des comptes en raison de la création des chambres régionales des comptes ; son hostilité à une procédure de recrutement exceptionnel ; désorganisation de la haute fonction publique ; M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : application progressive de la retraite à soixante ans aux hauts fonctionnaires ; situation des professeurs de l'enseignement supérieur [9 mai 1984] (p. 2150) ; pourvoi des places laissées vacantes sur la base d'un tour extérieur ; promotion sociale ; examen des conditions de la réforme des inspections générales (p. 2151).

906. — Indemnisation du chômage : M. Jean-Paul Fuchs : niveau du chômage ; augmentation des chômeurs non indemnisés ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : montée du chômage en raison de la baisse des offres d'emploi ; plan productique ; contrats emploi-formation ; restriction des droits des chômeurs dans le nouveau régime d'assurance chômage [9 mai 1984] (p. 2151) ; appel à la solidarité ; chômeurs de longue durée (p. 2152).

907. — Perspective de modification de la déclaration des droits de l'homme à l'initiative du Gouvernement : M. Alain Madelin : déclaration des droits socialistes de l'homme prévoyant notamment que tout dirigeant élu peut être soumis à la réélection avant le terme normal de son mandat ; application éventuelle de ce principe aux dirigeants actuels ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : déclare qu'il prend connaissance de ce document publié par le club des droits socialistes de l'homme [9 mai 1984] (p. 2152).

908. — Multiplication des victimes au sein de la police et maintien de la sécurité : M. Claude Labbé : inversion du sens de certaines valeurs accordant davantage d'intérêt à l'agresseur qu'à la victime ; concurrence entre la police et la gendarmerie [16 mai 1984] (p. 2380, 2381) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : sollicitude du Gouvernement à l'égard des familles ; exploitation par l'opposition des sentiments de tristesse de ces dernières ; effort du Gouvernement pour développer les moyens dont dispose la police et pour assurer une meilleure protection des policiers (p. 2381).

909. — Industrie automobile : M. Michel Debré : mesures du Gouvernement pour redresser la situation ; déclin des ventes ; robotisation et informatique [16 mai 1984] (p. 2381, 2382) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : rappel des caractéristiques de ce secteur ; effort de modernisation et de formation ; commission nationale de l'industrie ; introduction de l'électronique dans les véhicules ; accord entre Renault, Jaeger et le groupe japonais Stanley ; étude pour réduire la consommation de carburant ; modernisation de l'outil de production (p. 2382).

910. — Creusot-Loire : M. André Billardon : prononcé par le tribunal de commerce de Paris de la suspension provisoire des poursuites au bénéfice de cette société ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : concertation entre les actionnaires et les créanciers pour élaborer un plan d'apurement du passif ; situation des sous-traitants et des fournisseurs [16 mai 1984] (p. 2383).

911. — Citroën : M. Philippe Bassinet : annonce de licenciements ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : application dans cette société d'une politique sociale d'un autre âge ; aspect social du conflit ; discussion de l'aménagement du temps de travail [16 mai 1984] (p. 2383).

912. — Statut des enseignants de l'enseignement supérieur : M. Bruno Vennin : réaction négative des syndicats d'enseignants face au projet de décret concernant le statut et la carrière des enseignants ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale : attachement du Gouvernement aux procédures de concertation [16 mai 1984] (p. 2383) ; congés sabbatiques et transformations d'emplois (p. 2384).

913. — Passeport pour les Britanniques : M. Jean Beaufils : exigence d'un passeport pour l'entrée sur le territoire français des excursionnistes britanniques ; risque de découragement de ces derniers ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : possibilité pour l'ensemble des ressortissants du Commonwealth de pénétrer en France avec une « carte d'identification » ; lutte contre l'immigration clandestine ; faiblesse du risque de détournement du trafic des ports français vers les ports belges ou néerlandais [16 mai 1984] (p. 2384).

914. — Aides à la mutation professionnelle : Mme Eliane Provost : nécessité de justifier d'une activité agricole à titre principal d'une durée d'au moins sept années [16 mai 1984] (p. 2384, 2385) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : inopportunité de l'encouragement des mutations de l'agriculture vers les autres secteurs d'activité ; procédures d'aides à la formation professionnelle (p. 2385).

915. — Détention de M. Sakharov : M. François Léotard : inopportunité de la visite du Président de la République en Union Soviétique ; décision de M. Chaban-Delmas de quitter les manifestations officielles pour protester contre l'internement de M. Sakharov ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : défense des droits de l'homme par le Gouvernement ; acceptation des recours individuels devant la commission européenne des droits de l'homme ; témoignage d'intérêt à la famille Sakharov [16 mai 1984] (p. 2385) ; déploiement des euromissiles (p. 2386).

916. — Entreprises de construction, notamment dans le Morbihan : M. Aimé Kerguéris : perspectives préoccupantes dans ce secteur ; annulation de deux milliards de francs de crédits des programmes bâtiment et travaux publics figurant au budget 1984 [16 mai 1984] (p. 2386) ; M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat : apparition des difficultés de la construction et du logement en 1974 ; rappel des mesures prises par le Gouvernement ; engagement de l'Etat ; rappel des mesures concernant l'acquisition des logements et des mesures relatives au marché locatif (p. 2386, 2387) ; affectation de deux tranches du programme de grands travaux au logement (p. 2387).

917. — Avenir de l'industrie automobile : M. Gilbert Gantier : sureffectif dans ce secteur ; interruption de la production dans cinq usines Citroën ; décision du tribunal de grande instance de Nanterre de faire évacuer les usines de Nanterre et de Levallois par la force publique ; politique fiscale anti-automobile ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : atouts solides de l'industrie automobile française [16 mai 1984] (p. 2387).

918. — Situation des retraités et des veuves : M. André Tourné : manifestations de ces catégories en vue d'une amélioration de leur pouvoir d'achat [16 mai 1984] (p. 2387, 2388) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : effort du Gouvernement pour améliorer la situation des retraités ; rappel des mesures prises en matière de retraite (p. 2388).

919. — Venue éventuelle du Premier ministre sud-africain en France : M. Louis Odru : caractère contradictoire de cette visite avec la politique anti-apartheid menée par le Gouvernement ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : précise que la visite du Premier ministre sud-africain n'est pas prévue à Paris ; processus devant conduire à l'indépendance de la Namibie ; caractère intolérable de l'apartheid [16 mai 1984] (p. 2388).

920. — Entreprises de constructions métalliques d'Arles et Compagnie française des entreprises métallurgiques de Fos : M. Vincent Porelli : mise au point par les constructions métalliques d'Arles d'un projet de plate-forme semi-submersible [16 mai 1984] (p. 2388) ; nécessité d'inviter Elf ou Total à financer ce projet ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer : reprise de l'usine d'Arles des Constructions métalliques de Provence par les Constructions métalliques d'Arles ; difficulté du marché de la chaudronnerie et des marchés de plates-formes offshore (p. 2389).

921. — Avenir de la formation permanente à Thionville : M. Robert Malgras : mise en place d'un plan d'accompagnement permettant à la Lorraine sidérurgique de faire face à ses difficultés ; possibilité de faire du lycée technique de la Briquerie un pôle de formation permanente ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : importance de la formation ; installation d'un pôle de formation spécialisée à Thionville ; formation à la productique ; financement du pont de Beauregard au titre de la troisième tranche du fonds spécial de grands travaux [16 mai 1984] (p. 2389).

922. — Projet du traité d'union européenne : M. Olivier Stirn : adoption par le Parlement européen de ce projet à la suite du rapport Spinelli [16 mai 1984] (p. 2389) ; point de vue du Gouvernement à ce sujet ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : importance des compétences attribuées à l'union européenne ; difficulté de mise en œuvre en raison de la coexistence de deux ordres juridiques distincts : les communautés et l'union européenne ; volonté du Gouvernement de donner une impulsion nouvelle à la construction européenne (p. 2390).

923. — Quotas laitiers : M. Jean-Jacques Benetière : réduction de la production laitière ; modalités d'application de cette politique ; mesures sociales ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : mesures d'incitation à la cessation de livraison de lait [23 mai 1984] (p. 2578) ; mesures d'accompagnement ; montant de l'enveloppe financière ; modalités de gestion des quantités de référence ; organisation de transfert de quotas entre régions en dépression et régions en croissance ; problème des régions de montagne ; mesures de suspension des aides publiques à la modernisation et à l'installation rapportées à Bruxelles (p. 2579) ; bilan, fin juillet, avec les organisations syndicales (p. 2580).

924. — Conseil de l'Europe : M. Lucien Pignion : action du Conseil de l'Europe pendant la période de la présidence française ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes : progrès en matière de droits de l'homme ; conséquences du développement de la science et des technologies ; mise au point de la convention européenne contre la torture [23 mai 1984] (p. 2580).

925. — Aide alimentaire aux pays en voie de développement : M. Louis Lareng : moyens de remplacement de l'aide alimentaire extérieure par le développement des cultures locales ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : montant du commerce mondial de céréales ; différents types d'aide alimentaire ; soutien des politiques d'autosuffisance alimentaire ; développement de cultures vivrières [23 mai 1984] (p. 2581).

926. — FR3 Nord-Picardie : M. Jean-Pierre Kucheida : délai de mise en place de cette société [23 mai 1984] (p. 2581, 2582) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : désignation du président de cet organisme par la Haute Autorité ; nombre de radios locales ; difficulté de mettre en place des structures administratives (p. 2582).

927. — Modifications au projet de loi sur les établissements d'enseignement privés : M. Francisque Perrut : volonté de « museler » la représentation démocratique ; texte ambigu et dangereux pour régler les rapports entre Etat et enseignement privé ; risque de disparition de cet enseignement ; déroulement de la prochaine rentrée scolaire [23 mai 1984] (p. 2582, 2583) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : sa volonté d'une loi de conciliation (p. 2583) ; liberté des parents ; augmentation des subventions aux établissements privés ; rapprochement et collaboration de l'enseignement public et des écoles privées (p. 2584) ; mobilisation de l'ensemble des capacités éducatives (p. 2585).

928. — Enseignement privé : incidents du 21 mai 1984 : M. Philippe Mestre : instructions données pour faire obstacle au déplacement de parents d'élèves de l'enseignement privé [23 mai 1984] (p. 2585) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : déplacement de motards de la préfecture de police ; acceptation de la construction d'un chalet sans permis de construire (p. 2585, 2586).

929. — Saisies et expulsions : Mme Muguette Jacquaint : dépôt d'un texte rendant applicable l'article 26 de la loi Quilliot ; bilan des commissions d'aide aux familles en difficulté ; réforme des voies d'exécution ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : difficulté de mise en place de dispositifs locaux d'aide aux familles en difficulté ; amélioration des fonds d'aide ; rénovation en cours du code de procédure civile [23 mai 1984] (p. 2586).

930. — Accueil des handicapés mentaux dans les centres d'aide par le travail : M. Georges Hage : mesures envisagées pour augmenter le nombre de places dans ces centres [23 mai 1984] (p. 2586, 2587) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : arrivée à l'âge adulte d'une très grande classe d'âge ; priorité d'accueil pour les handicapés graves ; politique de diversification des moyens d'insertion professionnelle ; redéploiement des moyens en cours favorables aux C. A. T. (p. 2587).

931. — Quotas laitiers : M. André Soury : nécessité de limiter les importations concurrentes en violation des règlements communautaires ; rééquilibrage des dépenses du F. E. O. G. A.-lait, M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : absence de responsabilité des producteurs de lait français en ce qui concerne les excédents ; ouverture de négociations au sein du G. A. T. T. pour limiter les importations de produits de substitution [23 mai 1984] (p. 2587) ; nécessité d'une reconversion des exploitations vers une production de viande ; doublement de l'aide aux petits producteurs (p. 2588).

932. — Elections cantonales, législatives et régionales : M. Serge Charles : conséquences du blocage du fonctionnement du conseil régional Corse ; importance du mode de scrutin pour la stabilité gouvernementale ; conditions de déroulement des élections cantonales et législatives ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : absence d'étude et de décision sur une modification du mode de scrutin des élections législatives ; non-modification du mode de scrutin pour les élections cantonales [23 mai 1984] (p. 2588).

933. — Restructuration de la Lorraine : M. Jean-Louis Masson : localisation de l'usine C. I. T.-Alcatel ; délai d'étude pour la construction du T. G. V. Paris-Francfort ; non-réalisation du train universel de Gandrange ; arrêt du train à fil de Rombas ; possibilité de choix de la région messine pour l'implantation de l'école supérieure d'électricité ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : création d'un établissement lorrain de Supélec ; localisation de l'école supérieure d'électricité et de l'usine C. I. T.-Alcatel ; projet de réalisation d'un T. G. V. Paris-Francfort [23 mai 1984] (p. 2589).

934. — Quotas laitiers : M. Jean-Louis Goasduff : inquiétude pour la production laitière bretonne [23 mai 1984] (p. 2589) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : absence de négligence des producteurs laitiers ; quotas libérés dans les régions de montagne (p. 2590).

935. — Politique laitière : M. Edmond Alphandéry : manifestation dans le département du Maine-et-Loire ; pouvoir d'achat des exploitants dans l'Ouest de la France ; quotas laitiers ; mesures d'accompagnement [30 mai 1984] (p. 2835) ; budget de l'agriculture ; indemnité viagère de départ ; conséquences des contingentements ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : rappel de la situation antérieure ; contingents nationaux ; adaptation des mesures d'accompagnement ; rôle de l'Etat comme régulateur des flux ; mesures communautaires ; données chiffrées (p. 2836) ; conquête de nouveaux marchés ; mise à l'étude des conséquences de l'avancement de l'âge de la retraite pour les agriculteurs ; moyens supplémentaires d'intervention de l'Ofival ; stabilisation du marché laitier ; financement de ces mesures ; organisation de réunions régionales ; directeur général de l'Onilait pris en otage (p. 2837).

936. — Réduction de la durée hebdomadaire du travail à trente-cinq heures : M. Gilbert Gantier : échec des politiques successives pour l'emploi ; partage du travail ; compensation salariale ; exemple des autres pays industrialisés [30 mai 1984] (p. 2837) ; baisse des salaires (p. 2838) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : excuse l'absence du Premier ministre (p. 2837) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : allégement de la peine des hommes ; rappel historique ; effets du chômage ; introduction de nouvelles technologies ; partage du travail ; impossibilité de généraliser l'application des 35 heures ; gain de productivité ; sureffectifs ; réorganisation du travail ; préretraite ; diminution du nombre d'heures perdues du fait des grèves de 1981 à 1983 par rapport à 1979 et 1980 (p. 2838) ; dialogue social (p. 2839).

937. — Réduction progressive de la durée du travail à trente-cinq heures : M. Joseph Legrand : création d'emplois ; ouverture de négociations ; travailleurs de nuit ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : nécessité du partage du travail ; mesures d'incitation ; 9e Plan ; maîtrise des coûts salariaux ; efficacité des équipements ; maintien des effectifs ; nouveaux contrats de solidarité ; revendication historique [30 mai 1984] (p. 2839) ; doublement du chômage durant le Gouvernement de M. Chirac et doublement durant le Gouvernement de M. Barre ; chiffre de deux millions de chômeurs ; gains de productivité (p. 2840).

938. — Budgets hospitaliers : M. Emile Jourdan : circulaire du 27 mars ; difficultés de fonctionnement dans les établissements ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : montant des dépenses hospitalières ; bilan de la situation financière ; redéploiement des effectifs ; rétablissement de l'équilibre des comptes sociaux [30 mai 1984] (p. 2840).

939. — Décision du Luxembourg de traiter avec les Américains pour les satellites : M. Robert-André Vivien : renforcement des effectifs de police de la ville de Saint-Mandé [30 mai 1984] (p. 2840) ; association T. D. F. - C. L. T. ; échec de la négociation franco-luxembourgeoise ; réactions du Gouvernement ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T. : lancement à Kourou de Télécom 1 ; entretiens avec les Allemands ; association avec d'autres pays européens ; groupe d'études définissant une nouvelle génération de satellites ; lutte contre l'atteinte portée à l'intégrité linguistique et culturelle par les satellites « coca-cola » (p. 2841).

940. — Position du Gouvernement sur la semaine de trente-cinq heures : M. Pierre Bachelet : statistiques concernant la durée du travail et le chômage ; nécessité de supprimer les carcans fiscaux, juridiques et sociaux ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : contrats de solidarité signés avec la S. N. I. A. S. et la S. N. E. C. M. A. ; actualisation de l'ancien contrat de solidarité ; prise en charge du coût ; formation et durée du travail [30 mai 1984] (p. 2842) ; « travailler autrement, plus efficacement et moins longtemps » ; sa suggestion de réduire au plan européen la durée du travail dans la branche automobile (p. 2843).

941. — Réglementation des armes à feu : M. Jacques Baumel : jeune homme abattu à Rueil-Malmaison ; réglementation de l'acquisition des munitions ; longueur de la délivrance des autorisations ; renforcement de la réglementation ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : décret de 1983 ; caractère sérieux de l'enquête ; difficultés de réglementer la vente des munitions ; industrie des armes à feu [30 mai 1984] (p. 2843).

942. — Monument à la mémoire des Sud-Africains morts aux côtés des alliés : M. Roger Rouquette : mesures prises pour permettre à tous les Sud-Africains sans exception d'assister à la

cérémonie ; M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants : absence de réception officielle de M. Botha en France [30 mai 1984] (p. 2843) ; condamnation de l'apartheid ; aucune discrimination pendant la cérémonie du 7 juin ; hommage à l'ensemble de la communauté sud-africaine ; droits de l'homme (p. 2844).

943. — Accords internationaux noués par les entreprises françaises nationalisées et situation financière de ces entreprises : M. Pierre Jagoret : déclaration télévisée de Mme Simone Veil ; cas des groupes Saint-Gobain et Thomson ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : coopération européenne et internationale ; nombre d'accords internationaux signés par Thomson, Pechiney, Bull et Renault ; absence d'investissements dans le passé ; augmentation des bénéfices de D. G. E. et de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ; diminution des pertes de Thomson, Bull et Pechiney [30 mai 1984] (p. 2844).

944. — Satellite de télécommunications du Luxembourg : M. François Loncle : concession pour l'usage d'un satellite ; acte anti-européen du Luxembourg ; obstacle à l'accord franco-luxembourgeois [30 mai 1984] (p. 2844) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T. : lancement de satellites jumeaux T. D. F. et T. V. S. A. T. ; envahissement de l'espace audiovisuel ; « satellite Coca Cola » ; rapport sur l'évolution prévisible de la technique des satellites ; entretiens avec les Allemands ; deuxième génération de satellites ; nécessité d'un cadre européen (p. 2845).

945. — Saisie de documents dans les locaux de F R. 3 Lille : M. Bernard Derosier : saisie de cassettes vidéo filmées lors de la manifestation du 23 mai dernier ; soutien aux policiers blessés ; secret des sources d'information ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : ouverture d'une information pour coups et blessures ; légalité de la saisie ; partie non exploitée du reportage ; absence d'interdiction ; création d'une commission presse-justice [30 mai 1984] (p. 2845).

946. — Mesures de sécurité pour les transports scolaires : M. Alain Richard : présence d'un accompagnateur dans chaque véhicule ; aggravation des coûts de fonctionnement de ce service ; compensation financière de l'Etat [30 mai 1984] (p. 2845) ; règle d'équilibre entre Etat et collectivités locales ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : absence de compensation d'un transfert de crédits par un transfert de fiscalité ; création d'une commission pour vérifier cas par cas le respect des engagements de l'Etat ; avis du Conseil d'Etat ; modernisation des transports collectifs (p. 2846).

947. — R. V. I. — Contrôle de la police allemande sur les semi-remorques : M. Alain Rodet : durée des vérifications techniques des tracteurs semi-remorques fabriqués par Renault véhicules industriels ; manœuvres dissuasives ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : enquête en cours ; directive européenne sur la validité réciproque entre les Etats membres des certificats nationaux de conformité [30 mai 1984] (p. 2846).

948. — Les incidents du golfe Persique : M. Jean-Guy Branger : nouvelle dimension au conflit, arbitrage de l'Europe [30 mai 1984] (p. 2846) ; action commune de médiation ; stocks de pétrole ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : historique du problème ; non-application de la résolution 540 ; nouveau projet de résolution soumis au conseil de sécurité ; atteintes au principe de la liberté de navigation ; stock de pétrole (p. 2847).

949. — Attaques de la droite contre l'école publique : M. Jacques Brunhes : climat de guerre scolaire ; rénovation et transformation de l'école ; moyens donnés au service public de l'éducation nationale [6 juin 1984] (p. 2977) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : contribution des départements non touchés par les augmentations des effectifs ; recrutement d'élèves-instituteurs ; effort de solidarité nationale ; préservation des zones rurales ; poussée démographique dans les zones périurbaines ; régression dans les zones rurales (p. 2977) ; atteinte à l'école publique (p. 2978).

950. — Situation de Creusot-Loire : M. Paul Chomat : exemple de l'entreprise Phœnix-Steel ; opération contre Framatome ; risque d'affaiblissement de l'industrie nucléaire ; aide de l'Etat [6 juin 1984] (p. 2978) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : accord entre le groupe privé Creusot-Loire et les banques de l'Etat ; groupe Empain-Schneider ; nécessité de consulter les principaux partenaires de Creusot-Loire (p. 2978).

951. — Intransigeance de la direction de Citroën dans les négociations avec les salariés : M. Parfait Jans : « sureffectifs » ; refus de la direction de recevoir une délégation de la C. G. T. [6 juin 1984] (p. 2978) ; réduction du temps de travail (p. 2979) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : négociation ; calendrier fixé par le Gouvernement ; travailleurs immigrés ; reclassement et formation ; adaptation des qualifications (p. 2979).

952. — Endettement de l'Etat : M. Marc Lauriol : informations du Parlement [6 juin 1984] (p. 2979) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : tableaux retraçant l'évolution de l'endettement de l'Etat (p. 2979) ; information du Parlement (p. 2980).

953. — Fermeture éventuelle de la raffinerie de Strasbourg : M. Germain Sprauer : rappel des activités de la raffinerie ; son importance pour la région [6 juin 1984] (p. 2980) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : surcapacité de distillation ; restructuration de l'outil de raffinage (p. 2980).

954. — Achat d'Airbus par Air Inter : M. Jacques Godfrain : liberté et pluralisme scolaires ; paiement en dollars ; échanges commerciaux européens [6 juin 1984] (p. 2980) ; instauration d'une monnaie européenne (p. 2981) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : Airbus A 320 ; remplacement des Mercure et des Caravelle ; protocole d'accord signé le 12 janvier 1984 avec Airbus Industrie ; emprunt Giscard d'Estaing (p. 2981).

955. — Remise de médaille à un ancien général S. S. : M. Michel Charzat : remise effectuée le 22 mai dernier à Bayeux ; tentative de banalisation de l'extrême droite [6 juin 1984] (p. 2981) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : incident regrettable ; falsification de l'Histoire ; réconciliation franco-allemande (p. 2981, 2982).

956. — Enseignants-chercheurs des enseignements supérieurs : M. Jean-Claude Cassaing : conditions de recrutement et de carrière ; contingentement au niveau du corps des futurs maîtres [6 juin 1984] (p. 2982) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : historique de la situation ; nouveau statut des enseignants-chercheurs ; organisation nouvelle des carrières universitaires ; absence de création d'emplois d'assistant ; équilibre entre contingentement et transformation d'emplois ; amélioration du fonctionnement des établissements (p. 2982).

957. — Taxe professionnelle : M. Joseph Pinard : montant des abattements pris en charge par l'Etat [6 juin 1984] (p. 2982) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : mise en place des comités départementaux de modération ; réaménagement de la taxe professionnelle ; allégement de la taxe ; réduction des cotisations ; étalement sur deux ans de l'intégration des équipements nouveaux ; réductions spécifiques pour les artisans et les commerçants ; modification des règles de fixation des taux par les collectivités locales ; péréquation entre collectivités locales (p. 2983).

958. — Primes attribuées aux fonctionnaires : M. Georges Labazée : lutte contre les inégalités ; élaboration d'un rapport [6 juin 1984] (p. 2984) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : action méthodique ; intégration au 1er janvier 1982 des indemnités dans le traitement ; étude sur les rémunérations annexes des fonctionnaires ; rapport Blanchard ; opération de clarification (p. 2984).

959. — Allocation servie aux préretraités : M. Georges Bally : taux d'augmentation ; exclusion des retraités quittant leur emploi par contrat de solidarité ou par convention avec le fonds national de l'emploi [6 juin 1984] (p. 2984) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : titulaires de la garantie de ressources ; abaissement de l'âge de la retraite ; préretraite conventionnelle ; absence de possibilité d'infléchir la décision des partenaires sociaux (p. 2984).

960. — Aide aux chômeurs créateurs d'entreprises : Mme Marie-France Lecuir : absence de mesures d'application de la décision du Gouvernement de faire payer cette allocation par l'Etat ; critères d'attribution de cette allocation [6 juin 1984] (p. 2985) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat auprès

du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : absence d'accord des partenaires sociaux ; transfert de la charge du dispositif d'aide à la création d'entreprise sur le régime de solidarité ; examen d'un nouveau dispositif par la commission sociale du Conseil d'Etat ; montant de l'aide ; effet rétroactif des nouvelles dispositions (p. 2985).

961. — Accident d'avion militaire à Colmar : M. Germain Gengenwin : Mirage 5 F de la base de Colmar-Meyenheim ; survol de zones habitées ; ordre de tirer [6 juin 1984] (p. 2985) ; défaillance technique (p. 2986) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, rappel des faits ; anomalie de fonctionnement du réacteur ; enquête technique en cours ; défaut de fonctionnement de la post-combustion ; protection de la zone nucléaire ; système d'auto-destruction (p. 2986) ; instruction sur simulateurs (p. 2987).

962. — Voyage du Président de la République à Moscou : M. Emmanuel Hamel : manquement grave aux usages diplomatiques ; agression en Afghanistan ; répression dans les pays de l'Europe de l'Est ; santé de M. Sakharov ; respect des accords d'Helsinki [6 juin 1984] (p. 2987) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : combat pour le respect des droits de l'homme ; détermination de la France pour rétablir en Europe l'équilibre des forces ; recherche de la paix (p. 2987-2988).

963. — Assassinat de détenus dans les locaux de l'administration pénitentiaire : M. Jean Foyer : maison d'arrêt d'Ajaccio ; conséquences de cet acte ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : question des mobiles [13 juin 1984] (p. 3290) ; instruction en cours ; hommage au directeur de l'établissement ; responsabilités administratives ; enquête administrative ; énumération des cas d'évasion en 1967 (p. 3291).

964. — Aides de l'Etat à l'usine de La Chapelle-Darblay : M. Michel Noir : attribution à cette usine de subventions et de prêts [13 juin 1984] (p. 3291) ; avenir de l'industrie du papier ; ligne directrice de la politique industrielle (p. 3292) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : industrie du papier journal en France ; négociations avec l'entrepreneur ; cas de Solac en Lorraine (p. 3292).

965. — Creusot-Loire : M. André Billardon : règlement judiciaire de cette société ; avenir des activités industrielles stratégiques ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : caractéristiques de Creusot-Loire ; groupe Empain-Schneider ; accord entre les dirigeants de Creusot-Loire et les pouvoirs publics [13 juin 1984] (p. 3292) ; comité interministériel de restructuration industrielle ; processus de nationalisation ; salariés (p. 3293).

966. — Sommet européen : M. Guy Vadepied : difficultés restant à surmonter ; état actuel des négociations ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes : bilan de la présidence française ; lancement de politiques nouvelles notamment dans les domaines des télécommunications, des transports, de la recherche, des fonds structurels ; négociations relatives à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal ; conseil européen de Fontainebleau ; constitution d'un espace social européen ; politique européenne de la culture [13 juin 1984] (p. 3293) ; suppression des contrôles aux frontières intercommunautaires ; discours du Président de la République devant l'Assemblée des communautés européennes (p. 3294).

967. — Sommet de Londres : M. Roland Bernard : endettement des pays du tiers monde ; conclusion de ce sommet ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : « déclaration économique » du sommet ; politique d'ajustement ; maintien du flux des ressources et de l'aide publique au développement ; Fonds monétaire international ; banques mondiales ; Agence internationale de développement ; allocation nouvelle de droits de tirages spéciaux ; Club de Paris [13 juin 1984] (p. 3294).

968. — Règlement judiciaire du groupe A. M. R. E. P. : M. Philippe Sanmarco : action pour éviter la disparition de ce groupe ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : pertes pour l'exercice 1983 ; négociations ; élaboration de projet de reprise par des entreprises directement intéressées : cas de la société Sud-Marine ; société E. C. M. ; construction off shore [13 juin 1984] (p. 3295).

969. — Tracasseries administratives auxquelles sont soumis les frontaliers : M. Charles Millon : D. A. T. A. R. ; frontaliers suisses ; resserrement du contrôle des changes ; cas de certaines sociétés effectuant des opérations en toute impunité ; prérogatives de l'administration des douanes [13 juin 1984] (p. 3295) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : délation (p. 3295) ; respect par les résidents français frontaliers de la législation sur les changes et le contrôle fiscal ; possibilité pour les frontaliers de posséder un compte courant ; contacts avec les autorités suisse (p. 3296).

970. — Interdiction de l'usage de la carte de crédit à l'étranger : M. Adrien Zeller : suppression de cette interdiction ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : plan dit « de rigueur » ; nécessité de vendre aux pays étrangers [13 juin 1984] (p. 3296) ; suppression du carnet des changes ; maintien de l'interdiction d'utiliser des cartes de crédit individuelles ; accords passés à Rambouillet ; sommet de Fontainebleau (p. 3297).

971. — Devoir de réserve des magistrats : M. Pierre Micaux : signatures de quatorze magistrats dans un placard publicitaire pour soutenir la liste conduite par M. Lionel Jospin ; article 10 du statut de la magistrature ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : principe fondamental de la liberté d'opinion [13 juin 1984] (p. 3297) ; participation de magistrat à un colloque d'une formation politique de l'opposition et à une réunion du syndicat indépendant de la politique nationale ; présence de membres du Conseil d'Etat au comité juridique consultatif du R. P. R. (p. 3298).

972. — Situation de la viticulture française : M. André Tourné : prix à la production ; mécontentement et inquiétude des viticulteurs ; prix communautaires ; nécessité de mesures d'assainissement ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : règles d'intervention communautaire [13 juin 1984] (p. 3298) ; création d'un groupe de hauts fonctionnaires pour le secteur vin ; distillation obligatoire ; contrats de stockage à court terme ; prix d'orientation (p. 3299).

973. — Prix et débouchés de la banane : M. Ernest Moutoussamy : cataclysmes naturels ; revenu garanti pour le planteur ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : relèvement du prix prévu ; baisse saisonnière de la consommation ; endettement actuel des planteurs ; fonds de secours aux victimes des calamités naturelles [13 juin 1984] (p. 3299).

974. — Durée du service militaire : M. Xavier Hunault : accueil réservé par les jeunes appelés à l'instauration du volontariat pour un service long ; M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : résultats de la mise en œuvre du volontariat pour un service long ; rappel des objectifs fixés par le ministère de la défense en la matière [13 juin 1984] (p. 3299) ; insertion de ce dispositif dans le cadre du service militaire ; avenir professionnel des appelés (p. 3300).

975. — Avenir de l'A. C. P. : Mme Véronique Neiertz : désabonnement de trois quotidiens régionaux [20 juin 1984] (p. 3502) ; avenir des salariés ; pluralisme de l'information (p. 3503) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : journalistes de l'A. F. P. et de l'agence Reuter ; augmentation des charges d'exploitation ; soutien de l'activité de l'A. C. P. par des souscriptions d'abonnement par les administrations ; Compagnie luxembourgeoise de télévision ; Radio Monte-Carlo : absence d'intervention directe de l'Etat ; opération de restructuration (p. 3503).

976. — Transparence des conditions de vente : M. Jean-Pierre Balligand : ristournes exigées par les centrales d'achat et les choix de distribution pour « référencer » un produit [20 juin 1984] (p. 3503) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : évolution des circuits de distribution ; circulaire du 22 mai 1984 ; concertation ; transparence des relations entre les distributeurs et les producteurs français (p. 3504).

977. — Arrestation de M. Ferreira Aldunate en Uruguay : M. Jean Natiez : campagne électorale dans le cadre des élections du 25 novembre prochain en Uruguay ; violation des droits de l'homme ; démarches effectuées pour la libération de M. Wilson Ferreira Aldunate et de son fils ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : déclaration du porte-parole du ministre des relations extérieures ; absence d'informations précises [20 juin 1984] (p. 3504).

978. — Filière bois : M. Marc Verdon : mise en œuvre de la politique annoncée ; emplois dans ce secteur [20 juin 1984] (p. 3504) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : déficit

des échanges extérieurs dans ce secteur ; patrimoine forestier de la France ; situation des industries du bois ; entreprise de fabrication de panneaux de particules située à Châtellerault ; cas de la société Isoroy ; entreprise Serfo ; mobilisation de la ressource en bois ; modernisation de l'appareil de scierie français ; restructuration dans les secteurs d'aval, notamment des panneaux, de la pâte à papier, du meuble et de la construction ; colloques régionaux réunissant les sylviculteurs et les fabricants de meubles (p. 3505).

979. — Opération « Anti-été chaud » : Mme Jacqueline Osselin : modalités de financement de ces opérations [20 juin 1984] (p. 3505) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : coût des opérations de 1984 ; insertion professionnelle des jeunes ; informatique (p. 3505-3506).

980. — Situation politique : M. Jean-Claude Gaudin : désaveu de la majorité présidentielle par le pays ; respect du suffrage populaire ; atteinte aux libertés [20 juin 1984] (p. 3506-3507) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : élections pour l'Europe ; vote contre la crise ; recul de tous les gouvernements en place ; politique de rigueur ; production industrielle ; protection sociale ; hausse des prix ; chômage ; propositions économiques de l'opposition (p. 3507) ; dissolution de l'Assemblée nationale ; anti-parlementarisme ; campagne électorale de M. Le Pen ; défenseurs de la liberté (p. 3508).

981. — Politique familiale : M. Jacques Barrot : réductions d'impôt ; soumission à des conditions de ressources de certaines prestations sociales notamment le complément familial, les allocations de logement ; caisses d'allocations familiales ; pénalisation des familles nombreuses [20 juin 1984] (p. 3508) ; baisse démographique (p. 3509) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : rappel des mesures prises par le Gouvernement en faveur de la famille notamment création d'un secrétariat d'Etat spécifique pour la famille ; transformation de déductions fiscales sur le revenu en crédit d'impôt ; parents isolés ; action en faveur de la petite enfance ; nombre de divorces en France ; mesure législative concernant les embryons et les nouveaux moyens de conception des enfants (p. 3509).

982. — Entreprise Creusot-Loire : M. Paul Chomat : engagements financiers des actionnaires privés ; renforcement du contrôle public sur la gestion ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rôle de l'Etat et responsabilités des actionnaires ; rappel de la déclaration de M. Fabius sur la situation de cette entreprise ; problème des salariés du groupe et des sous-traitants [20 juin 1984] (p. 3510).

983. — Grève de la faim de prisonniers en Turquie : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : tortures ; statut de prisonnier politique ; démarche entreprise auprès des dirigeants d'Ankara ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : inquiétude du Gouvernement ; condamnation des sévices [20 juin 1984] (p. 3510).

984. — Chômage partiel-total à l'entreprise Massey-Ferguson : M. Georges Hage : détournement de la réglementation en matière de chômage partiel [20 juin 1984] (p. 3510) ; protection et contrôles garantissant les droits des salariés (p. 3511) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : indemnisation de la privation partielle d'emplois ; situations temporaires (p 3511).

985. — Entreprise Vallourec : M. Louis Odru : plan de redressement de la société ; inquiétude des travailleurs et de la population de Noisy-le-Sec ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : composition du capital de Valexy Vallourec ; négociations entre Usinor et Valexy ; investissements importants [20 juin 1984] (p. 3511).

986. — Résultats des élections du 17 juin : M. Pierre Messmer : défaite du parti socialiste et du parti communiste ; loi sur la liberté de l'enseignement [20 juin 1984] (p. 3511-3512) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : niveau d'abstention ; extrême droite ; Communauté européenne ; retards à l'égard des Etats-Unis et du Japon ; score du parti communiste (p. 3512) ; score de la liste d'opposition ; démagogie ; xénophobie ; immigrés (p. 3513).

987. — Respect de l'esprit de la Constitution : M. Olivier Guichard : volonté des citoyens ; principe démocratique de la V[e] République ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : représentation nationale ; comparaison entre le score obtenu par la majorité aux élections européennes avec celui de la majorité en 1973, en 1967 et en 1962 ; légitimité [20 juin 1984] (p. 3514).

988. — Institutions de la V[e] République : M. Michel Debré : abstention aux élections européennes ; problème de sécurité ; chômage ; pouvoir d'achat ; atteintes aux libertés ; scrutin proportionnel ; anti-parlementarisme [20 juin 1984] (p. 3515) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : gouvernement de salut public ; consultations électorales ; « guerre économique » ; politique de rigueur (p. 3516).

989. — Conséquences de la manifestation du 24 juin : M. Raymond Barre : liberté de l'enseignement ; choix d'un grand service public unifié ou laïque ou d'un grand service national de l'enseignement fondé sur le pluralisme ; amendements du Sénat ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : citation de l'article de M. Raymond Barre paru dans *L'Expansion* ; niveau des abstentions aux élections européennes [27 juin 1984] (p. 3732) ; constitution de la V[e] République ; alliance avec l'extrême droite ; querelle scolaire ; contenu des négociations ; liberté de choix des enseignants par rapport à leur statut ; nombre d'enfants scolarisés par l'enseignement privé et l'enseignement public ; réforme des études médicales et de l'enseignement supérieur (p. 3733) ; existence de libertés contradictoires, notamment celle des parents, celle des enseignants et celle des communes (p. 3734).

990. — Bilan du voyage de M. François Mitterrand à Moscou : M. Alain Madelin : présence de la fille de Mme Sakharov dans les tribunes ; préalables à la reprise des relations avec l'Union soviétique, l'Afghanistan et la Pologne ; contrat de gaz [27 juin 1984] (p. 3734) ; accords d'Helsinki (p. 3735) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : problème du professeur Sakharov posé par le Président de la République lors de son voyage à Moscou (p. 3734) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : défense de la paix ; limitation des armements ; respect des droits de l'homme ; cas de MM. Sakharov et Chtcharanski ; problèmes de la Pologne, de l'Afghanistan ; 40[e] anniversaire du débarquement en Normandie ; SS 20 ; construction communautaire (p. 3735) ; rapprochement culturel (p. 3736).

991. — Mise en place des contrats emploi-formation : M. André Soury : petites et moyennes entreprises ; initiatives en matière d'emploi ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement : accroissement du montant des aides financières ; réduction de la durée du travail ; signature de contrat emploi-formation notamment celui liant l'Etat avec la Société coopérative agricole forestière catalane et la Société des bouchons à champagne Sabaté ; accélération de l'expérimentation [27 juin 1984] (p .3736).

992. — Situation de l'entreprise Citroën à Nanterre : M. Parfait Jans : licenciements [27 juin 1984] (p. 3736) ; attitude du patronat, notamment celle de M. Pineau-Valencienne de Creusot-Loire et celle de M. Calvet de P.S.A. (p. 3737) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : difficultés de l'industrie automobile ; examen de ces problèmes par la commission nationale de l'industrie (p. 3737).

993. — Inégalité des salaires au détriment des femmes cadres : M. René Rieubon : accès des femmes aux emplois de cadre ; déroulement de leur carrière ; Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme : aggravation des inégalités dès que l'on s'élève dans la hiérarchie ; loi relative à l'égalité professionnelle [27 juin 1984] (p. 3737) ; rapports obligatoires des entreprises ; plans de rattrapage ; exemple de la S.O.F.I.N.C.O. ; mesures d'orientation scolaire et universitaire ; candidates aux grandes écoles (p. 3738).

994. — Liberté de l'enseignement et paix scolaire : M. Michel Debré : élections du 17 juin et manifestation du 24 juin ; déformation ou renouvellement de l'enseignement public ; liberté d'enseignement ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : malentendus [27 juin 1984] (p. 3738) ; importance de la manifestation ; séparation de l'Eglise et de l'Etat ; titularisation ; décret de M. Raymond Barre autorisant des agents de l'enseignement privé à devenir titulaires de l'enseignement public (p. 3739).

995. — L'état des libertés en France : M. Georges Gorse : ampleur de la manifestation du 24 juin [27 juin 1984] (p. 3739) ; liberté de l'enseignement et de la presse ; audiovisuel ; « cuisine électorale » (p. 3740) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : responsabilité de l'opposition ; cas notamment de la loi anti casseurs et de la loi sécurité et liberté ; xénophobie (p. 3749) ; solidarité nationale (p. 3741).

996. — Elections européennes et manifestation du 24 juin : M. Maurice Couve de Murville : mécontentement des Français ; respect de la lettre et de l'esprit de la Constitution ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : atteintes au crédit de la nation ; propos des leaders de l'opposition [27 juin 1984] (p. 3741), notamment ceux de MM. François Léotard, Roger Chinaud et Michel Poniatowski ; paralysie des institutions (p. 3742).

997. — Sommet de Fontainebleau : M. Claude Estier : développement d'une « Europe des citoyens » ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : contentieux européens ; bilan de la présidence française ; conseil européen d'Athènes ; budget de la Communauté [27 juin 1984] (p. 3742) ; élargissement de la Communauté ; convention de Lomé ; passeport européen ; questions institutionnelles ; environnement (p. 3743).

998. — Licenciement d'un journaliste du groupe de presse Hersant : M. Henry Delisle : article de M. Gilles Morineau dans le journal *Le Pays d'Auge ; Le Figaro Magazine ;* apologie du nazisme et de la collaboration ; législation du travail ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : contenu de l'article paru dans le journal *Le Pays d'Auge* [27 juin 1984] (p. 3743) ; droits de l'homme ; liberté de l'information en Normandie (p. 3744).

999. — Augmentation des revenus des entreprises françaises : M. Jean-Pierre Sueur : excédent brut d'exploitation ; récapitulation des mesures prises ; investissements ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : comptes des entreprises ; valeur ajoutée ; épargne des sociétés ; compétitivité de l'économie française ; investissement de recherche [27 juin 1984] (p. 3744) ; aides et prêts bonifiés (p. 3745).

1000. — Centres d'information pour le logement : M. Alain Billon : association pour l'information sur le logement en agglomération parisienne (A. I. L. A. P.) ; subvention ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : enquêtes publiques ; fonctionnement, rôle et création des associations départementales pour l'information sur le logement (A. D. I. L.) ; association pour l'information sur le logement en agglomération parisienne (A. I. L. A. P.) ; aide de la ville de Paris [27 juin 1984] (p. 3745).

1001. — Article du « Figaro Magazine » sur Mme Yvonne Legrand : M. Joseph Pinard : article du journal *La Croix ;* politique de M. Pinochet ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : défense des droits de l'homme ; enquête sur les détournements de documents à l'ambassade [27 juin 1984] (p. 3745).

1002. — Associations d'aide à domicile pour les personnes âgées : M. Maurice Sergheraert : caisse régionale d'assurance maladie de Nord-Picardie ; réorganisation du financement des heures d'aide-ménagère ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : nouveaux mécanismes de gestion et d'attribution de la prestation d'aide-ménagère ; expérimentation en cours ; financement complémentaire [27 juin 1984] (p. 3746).

1003. — Moyens nécessaires au service public de l'éducation : M. Jacques Brunhes : nécessité de moyens supplémentaires [3 octobre 1984] (p. 4464) ; 9e Plan ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : projet de budget pour 1985 ; objectifs du 9e Plan ; investissement éducatif (p. 4465).

1004. — Arrêt de l'indemnisation des chômeurs et expulsions : M. Guy Ducoloné : indique qu'un chômeur sur deux ne touche plus rien ; fin de droits ; indemnisations ; logement ; familles de chômeurs les plus en difficulté ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : système d'indemnisation du chômage ; nouvel accord portant sur des allocations limitées dans le temps ; chômage de longue durée ; allocation d'insertion pour les jeunes [3 octobre 1984] (p. 4465) ; tâches d'utilité collective ; saisies et expulsions (p. 4466).

1005. — Engagements de la direction de la régie Renault : M. Georges Hage : nécessité de négociations ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : programme de formation-reclassement ; application du plan social ; restructuration dans l'industrie automobile ; négociations entamées à la régie Renault [3 octobre 1984] (p. 4466).

1006. — Action syndicale chez Citroën : M. Gabriel Kaspereit : immigration clandestine [3 octobre 1983] (p. 4466) ; attitude d'Akka Ghazi ; indique que la France constitue deux circonscriptions électorales du Royaume du Maroc ; souhaite savoir si un homme politique étranger peut organiser la destruction d'une des principales entreprises automobiles françaises (p. 4467) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : procédure d'orientation-qualification ; possibilités de reclassement dans la région parisienne (p. 4467, 4468).

1007. — La délinquance et la drogue : M. Pierre Bachelet : augmentation du nombre de vols, d'homicides et de trafic de stupéfiants ; consommation de drogues dures ; prévention ; répression ; absence de crédits pour les établissements pénitentiaires ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : action menée contre la drogue ; distinction entre usagers et trafiquants ; circulaire de la direction des affaires criminelles au sujet de la qualification des usagers qui sont simultanément trafiquants [3 octobre 1984] (p. 4468) ; rôle des magistrats dans la détermination du caractère de trafiquant (p. 4469).

1008. — Formation et emploi des jeunes : Mme Marie-France Lecuir : lutte contre le chômage des jeunes ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : nécessité que tous les jeunes de moins de 21 ans puissent bénéficier d'une proposition d'emploi de formation ou d'activité ; formations en alternance ; formation initiale ; formation professionnelle des jeunes appelés du contingent ; tâches d'utilité collective [3 octobre 1984] (p. 4469) ; fonds d'initiative pour les jeunes ; effort concernant près de 900 000 jeunes (p. 4470).

1009. — Arrestation de Jacques Abouchar en Afghanistan : M. François Loncle : détention du journaliste d'Antenne 2 en Afghanistan ; démarches faites par le Gouvernement ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : démarches entreprises par le Gouvernement pour obtenir sa libération ; sa présence à Kaboul ; son état de santé [3 octobre 1984] (p. 4470).

1010. — Rentrée scolaire : M. Noël Ravassard : bilan de la rentrée scolaire ; modernisation des structures industrielles du pays ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : ouverture de 1 400 classes maternelles nouvelles ; emplois nouveaux créés dans le second degré [3 octobre 1984] (p. 4470) ; situation dans le premier et le second degré ; collèges ; augmentation des moyens de formation continue pour les professeurs des collèges ; technologies nouvelles ; ouverture des établissements vers le monde de l'entreprise (p. 4471).

1011. — Viticulture : M. Raoul Bayou : risque de freinage des exportations de vins de la C.E.E. vers les Etats-Unis ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : mesures prises par le Gouvernement français vis-à-vis des Etats-Unis ; Act du Sénat américain du 19 septembre 1984 ; projet américain sur un principe de réciprocité sectorielle ; projet prévoyant que le secteur agricole amont pourra déposer une plainte si le secteur directement concerné ne l'a pas fait ; position du secrétaire américain à l'agriculture ; principe de réciprocité sectorielle contraire aux règles du G.A.T.T. ; nouvelle définition envisagée de l'industrie agricole [3 octobre 1984] (p. 4471) ; filière du vin ; mesures de rétorsion envisagées ; perspectives de l'élargissement de la C.E.E. (p. 4472).

1012. — Présentation du budget 1985 : M. Philippe Mestre : sous-évaluation du déficit ; baisse affichée des prélèvements obligatoires financée par une augmentation abusive de la redevance téléphonique ; surestimation du taux de croissance ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : indique qu'il a présenté le projet de budget à la commission des finances où M. Philippe Mestre était alors absent [3 octobre 1984] (p. 4472) ; fixation du déficit budgétaire à 3 p. 100 du P.I.B. ; excédent en 1974 ; écart entre les prévisions et l'exécution du budget pour les années 1975 à 1982 ; prélèvements obligatoires ; taux de croissance (p. 4473).

1013. — Le problème de la grande pauvreté : M. Adrien Zeller : chômeurs chefs de famille en situation de fin de droits ; développement de la grande pauvreté ; propositions d'actions faites au nom du C.D.S. [3 octobre 1984] (p. 4473, 4474) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : personnes âgées ; augmentation récente du minimum vieillesse ; femmes seules ne bénéficiant pas de prestations familiales ; chômeurs en fin de droits ; décentralisation des crédits d'action sociale ; personnes sans domicile fixe ; travaux d'utilité collective (p. 4474).

1014. — Eventuelle réforme des tribunaux de commerce : M. Jean Briane : tribunaux de commerce de province ; remise en cause de la compétence de juridictions ; risque d'imposer aux justiciables un éloignement supplémentaire de leur tribunal de commerce ; décentralisation [3 octobre 1984] (p. 4474, 4475) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : regroupement éventuel des juridictions consulaires ; nécessité de reprendre ce débat lors de la future discussion du projet de loi (p. 4475).

1015. — Retrait des troupes libyennes et non-immixtion dans les affaires intérieures du Tchad : M. Michel Debré : satisfaction de l'opinion publique et du Parlement ; absence d'accord sur l'intégrité du Tchad ; problème de la position de la Libye ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : envoi des troupes au Tchad en 1983 ayant pour but d'arrêter une invasion étrangère ; position des Libyens ; accord sur le retrait des troupes ; direction du Tchad par le président Hissène Habré ; départ des troupes françaises du Liban [10 octobre 1984] (p. 4608).

1016. — Nomination du président d'Antenne 2 : M. Marc Lauriol : Haute Autorité de la communication audiovisuelle ; remplacement de M. Pierre Desgraupes par M. Jean-Claude Héberlé ; conditions de ce remplacement ; « pressions élyséennes » ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : Haute Autorité de la communication audiovisuelle ; abstention de sa présidente dans le vote sur la nomination du président d'Antenne 2 ; partage des membres entre plusieurs candidats ; qualités de M. Jean-Claude Héberlé ; radios locales privées [10 octobre 1984] (p. 4609) ; réseaux câblés et liberté de la communication sous l'actuel septennat (p. 4610).

1017. — Contrôles d'identité et perquisitions fiscales : M. Georges Tranchant : arrêt de la Cour de cassation du 4 octobre dernier réduisant à néant les contrôles d'identité dans les lieux publics ; sécurité, délinquance et criminalité ; article 72 du projet de loi de finances pour 1985 ; perquisitions fiscales au domicile des Français ; absence d'un dépôt de plainte ; présomption de fraude fiscale ; moyens de l'administration fiscale ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget : souveraineté des arrêts de la Cour de cassation ; perquisitions fiscales ; contrôle d'identité judiciaire ; position du Conseil constitutionnel en matière de perquisition fiscale ; droit de visite en matière fiscale ; article 72 du projet de loi de finances ; types de fraudes recherchées ; commencements de preuve ; fraude fiscale [10 octobre 1984] (p. 4610) ; ordonnance de 1945 relative au contrôle des prix (p. 4611).

1018. — Tchad : M. Alain Vivien : président Hissène Habré ; restauration de la souveraineté et de l'intégrité du territoire tchadien ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : désengagement militaire accompagné d'un désengagement des troupes libyennes ; chef d'Etat de la République du Tchad ; coopération entre les deux pays ; aide alimentaire [10 octobre 1984] (p. 4611).

1019. — Jumelage entre les établissements scolaires et les entreprises : M. Bernard Derosier : ouverture de l'école sur la vie active ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique : possibilité de jumeler les établissements scolaires avec les entreprises ; conventions ; développement des formations complémentaires en alternance ; formation permanente ; accès des jeunes à l'emploi [10 octobre 1984] (p. 4611).

1020. — Suppression d'emplois dans les Côtes-du-Nord : M. Pierre Jagoret : associe M. Maurice Briand à sa question ; suppression de 1 000 emplois dans le triangle Lannion - Tréguier - Guingamp ; souhaite que cette région soit déclarée pôle de conversion ; groupe C.G.E. ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T. : situation de l'industrie du téléphone ; rapprochement des activités de communication civile des groupes Thomson et C.G.E. ; contrats de plan ; région Bretagne [10 octobre 1984] (p. 4612).

1021. — Grève des internes : Mme Françoise Gaspard : grève des internes dans plusieurs centres hospitaliers ; inégalité de salaires entre les internes titulaires et les « faisant fonction d'interne » ; diminution prévisible du nombre des internes dans les centres hospitaliers [10 octobre 1984] (p. 4612) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : période transitoire ; grève des internes de région sanitaire ; inégalité entre les régimes des internes de région sanitaire et celui des « nouveaux » internes ; situation financière des internes de région sanitaire ; grille du nouveau régime de l'internat ; internes de spécialité (p. 4613).

1022. — Situation dans le secteur de l'électroradiologie : M. Jean-Marie Alaize : nomenclature et tarification des actes de radiologie ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : révision de la nomenclature ; postes de la protection sociale ; radiologues ; concertation sur la nomenclature [10 octobre 1984] (p. 4613).

1023. — Emission « Droit de réponse » sur la direction départementale des affaires sanitaires et sociales : M. Luc Tinseau : mise en cause par cette émission de télévision des personnels des D.D.A.S.S., notamment ceux chargés de la protection infantile [10 octobre 1984] (p. 4613-4614) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : décentralisation ayant confié aux départements la responsabilité de la gestion de l'aide sociale à l'enfance ; ensemble du système de protection de l'enfance en France ; placement d'un enfant dans une famille (p. 4614).

1024. — Aggravation des charges des entreprises : M. Francis Geng : problème de la réduction des charges sociales des entreprises ; déficit d'exploitation du gaz de France ; prix du gaz algérien ; dates d'exigibilité et de paiement des cotisations sociales des entreprises auprès de l'U.R.S.S.A.F. ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : stabilisation des charges fiscales et sociales des entreprises [10 octobre 1984] (p. 4614) ; allégement de la taxe professionnelle en 1985 ; gestion de la trésorerie de la sécurité sociale ; rétablissement financier de cet organisme ; calendrier du paiement des cotisations (p. 4615).

1025. — Prélèvement de trois milliards par l'Etat sur les recettes des collectivités locales : M. Charles Fèvre : augmentation de la D.G.F. de l'ordre de trois milliards ; prélèvement sensiblement équivalent à cette augmentation ; augmentation prévisionnelle des impôts locaux ; baisse des prélèvements fiscaux [10 octobre 1984] (p. 4615) ; souhaite le retrait de cette disposition du projet de loi de finances pour 1985 ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : recouvrement des impôts ; rôle de la commission des finances (p. 4616).

1026. — Quotas laitiers : M. Jean Desanlis : diminution de la production laitière ; jeunes agriculteurs de la Sarthe ; Communauté européenne ; livraisons de lait ; producteurs de lait des pays de montagne [10 octobre 1984] (p. 4616) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : respect de la quantité affectée à la France au niveau européen ; demandes d'aides à la cessation de production laitière [10 octobre 1984] (p. 4616) ; plans de développement ou de redressement ; problème des jeunes (p. 4617).

1027. — Droit au titre de « victime de la déportation du travail » : M. André Tourné : problème des « malgré nous » ; loi de 1951 ; dépôt d'une proposition de loi pour modifier ce texte en faveur des victimes de la déportation du travail ; M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre : loi de 1951 ; appellation de « déporté » devant être réservée aux seuls détenus des camps de concentration ; appellation des anciens requis au S.T.O. en Allemagne [10 octobre 1984] (p. 4617).

1028. — Excès dus aux vigiles recrutés par certaines communes : M. Guy Ducoloné : maires de droite ; missions de sécurité en région parisienne ; individus embauchés comme policiers municipaux [10 octobre 1984] (p. 4617) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : rôle de la police nationale dans les villes où la police a été étatisée ; durée de la formation ; cas de certains délits faisant l'objet de poursuites judiciaires ; abus d'autorité ; recours à des vigiles ; loi de 1983 ; exercice des pouvoirs de police du maire sous le contrôle administratif du préfet et rôle de l'Etat dans les communes où la police est étatisée (p. 4618).

1029. — Problème des démocrates condamnés à mort en Turquie : M. Théo Vial-Massat : déclaration de M. Claude Cheysson devant un comité spécial des Nations Unies à propos du racisme ; condamnation du régime chilien par le conseil des ministres ; assassinats de patriotes turcs ; indique que la Turquie est membre du Conseil de l'Europe [10 octobre 1984] (p. 4618) ; M. Claude Cheysson ; ministre des relations extérieures : renouveau de sévérité en Turquie ; situation des droits de l'homme dans ce pays ; action de la France ; poursuites du Gouvernement turc devant le Conseil de l'Europe pour violation des droits de l'homme (p. 4619).

1030. — Pôles de conversion : M. Xavier Hunault : création de ces pôles ; situation dans les Pays de la Loire ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire : décision de création de ces pôles ; mesures sociales d'accompagnement ; pôles portant sur un type d'industrie et non sur une zone géographique [10 octobre 1984] (p. 4619).

1031. — Convention de Lomé : M. Guy-Michel Chauveau : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ; établissement de la troisième convention de Lomé ; politique budgétaire des Etats-Unis ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre

des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ; détermination du montant de l'enveloppe financière prévue pour la reconduction de la convention de Lomé [17 octobre 1984] (p. 4844).

1032. — Travaux d'utilité collective : M. Michel Berson : programme de travaux ; jeunes chômeurs [17 octobre 1984] (p. 4844) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : dispositif des travaux d'utilité collective ; informations nécessaires à des projets de convention (p. 4845).

1033. — Problème charbonnier : M. Jean-Pierre Kucheida : population du Nord - Pas-de-Calais ; suppression de 40 000 emplois ; emplois de remplacement ; situation dans la plate-forme de Mazingarbe ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : équilibre financier des Charbonnages de France ; restructurations de Charbonnages de France ; bassin houiller du Nord - Pas-de-Calais ; action de réindustrialisation ; fonds d'industrialisation du bassin minier ; dotation spécifique versée par l'Etat aux Charbonnages de France ; bassin minier du Nord - Pas-de-Calais classé comme pôle de conversion [17 octobre 1984] (p. 4845).

1034. — Coupures d'électricité : Mme Lydie Dupuy : coupures dans les logements pendant l'hiver [17 octobre 1984] (p. 4845-4846) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : situation des plus démunis ; limitation des impayés pour E. D. F. - G. D. F. ; demande de collaboration adressée à ces entreprises par les partenaires locaux (p. 4846).

1035. — Personnes âgées et aides ménagères : M. René Bourget : bilan de la politique du Gouvernement dans ce domaine ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraites et des personnes âgées : renforcement des aides à domicile ; aide ménagère ; barème de participation des bénéficiaires au financement de l'aide ménagère ; gestion de cette prestation [17 octobre 1984] (p. 4846).

1036. — Production laitière : M. Jean-Jacques Benetière : demandes de cessation d'activité ; politique globale de conversion et de restructuration ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : gestion du quota français par laiterie ; demande d'aide au départ ; calamités agricoles ; allocations complémentaires ; conditions d'allocations des enveloppes par quantités ; accord tripartite entre le ministre du travail, les partenaires sociaux et les organisations syndicales représentatives ; risque de super prélèvements [17 octobre 1984] (p. 4847) ; jeunes agriculteurs (p. 4848).

1037. — Poursuite de grands projets parisiens voulus par le Président de la République : M. Pierre Méhaignerie : endettement ; montant des opérations de prestige du Président de la République ; annulation de dix à vingt milliards de crédits d'investissements ; situation d'un pays ayant emprunté plus d'un milliard de francs chaque semaine depuis trois ans [17 octobre 1984] (p. 4848) ; M. Jack Lang, ministre délégué à la culture : projets du Président de la République ; projets conçus pendant le septennat précédent ; musées de La Villette et d'Orsay ; crédits inscrits au projet de budget pour 1985 (p. 4848) ; absence d'un véritable conservatoire national supérieur de musique ; parc de La Villette ; construction de logements sociaux ; grands projets ; liste d'une quarantaine de projets concernant la province (p. 4849).

1038. — Climat politique : M. Marcel Bigeard : attitude de la majorité en juin 1981 ; congrès de Valence [17 octobre 1984] (p. 4849) ; attitude de M. Lionel Jospin ; indique que celui-ci a fait 16 p. 100 aux élections européennes dans sa circonscription ; problème du rassemblement ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : congrès de Valence ; rassemblement (p. 4850).

1039. — Intervention du Premier ministre sur T. F. 1 : M. François d'Aubert : Haute Autorité de la communication audiovisuelle [17 octobre 1984] (p. 4850) ; droit de réplique pour l'opposition ; pressions effectuées sur les chaînes de télévision ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : Haute Autorité de la communication audiovisuelle ; délibération des présidents des groupes parlementaires sur ses recommandations (p. 4851).

1040. — Semaine de l'O. N. U. sur le désarmement : M. Robert Montdargent : rupture des négociations de Genève sur les forces nucléaires intermédiaires ; conférence de Stockholm ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : nucléaire ; convention sur les armes biologiques [17 octobre 1984] (p. 4851) ; installation des S. S. 20 en Europe orientale ; équilibre des forces (p. 4852).

1041. — Droit d'expression et liberté des travailleurs : M. Joseph Legrand : atteintes patronales au droit du travail ; licenciement d'un salarié par la C. G. E. E. - Alsthom ; menace de licenciement ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : droits nouveaux reconnus aux travailleurs ; règlements intérieurs dans les entreprises de plus de vingt salariés [17 octobre 1984] (p. 4852).

1042. — Jeunes titulaires d'un C. A. P. ou d'un B. E. P. désirant continuer leurs études : M. Alain Bocquet : titulaires d'un brevet d'enseignement professionnel ; accueil de ces jeunes diplômés dans les lycées [17 octobre 1984] (p. 4852) ; allocations familiales (p. 4853) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique : « classes passerelles » ; développement des formations complémentaires ; cas de l'académie de Lille ; élèves souhaitant entrer en section de B. E. P. ou de C. A. P. ; âge limite de versement des prestations familiales (p. 4853).

1043. — Rapatriement des Français d'Algérie et transfert de leurs biens en France : M. Jean-Louis Masson : rapatriés d'Algérie ; irrespect des engagements pris par ce pays ; prix du gaz algérien ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : cessions immobilières de propriétés ; attitude du gouvernement algérien ; indique que les Français rapatriant des sommes provenant des ventes de biens n'ont aucune déclaration de revenus à faire [17 octobre 1984] (p. 4853) ; cessions immobilières ; procès-verbal de la réunion d'octobre 1983 entre la France et l'Algérie (p. 4854).

1044. — Attitude du Gouvernement à l'égard des séparatistes néo-calédoniens : M. Didier Julia : élections territoriales devant se dérouler le 18 novembre en Nouvelle-Calédonie ; exercice de la liberté de vote ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : indique que ses services réprimeront toute infraction à la loi ; volonté de l'abolition du fait colonial ; reconnaissance de la légitimité du peuple canaque ; assemblée territoriale ; évolution de la République française vis-à-vis de la Nouvelle-Calédonie [17 octobre 1984] (p. 4854).

1045. — Répartition des crédits du fonds spécial culturel de développement : M. Daniel Goulet : région Basse-Normandie ; M. Michel d'Ornano : indique qu'il est obligé de ne pas se conformer à la loi car la région devrait disposer librement de ses crédits ; M. Jack Lang, ministre délégué à la culture : attitude de M. Michel d'Ornano en sa qualité de président du conseil régional de Basse-Normandie ; nouveau conservatoire de Caen [17 octobre 1984] (p. 4855).

1046. — Situation de la société d'ingénierie Technip : M. Pierre-Bernard Cousté : société Creusot-Loire Ingénierie ; plan de redressement de l'entreprise ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : indique que cette société réalise 80 p. 100 de son chiffe d'affaires hors de France ; renforcement de la structure en capital de cette société ; structuration du capital ; négociations en cours ; demande de 290 licenciements par cette entreprise [17 octobre 1984] (p. 4855-4856).

1047. — Participation de la France aux cérémonies de commémoration de l'insurrection algérienne : M. Jean-Claude Gaudin : nécessité de renoncer à cette participation par respect pour la mémoire des Français morts pendant la guerre d'Algérie [24 octobre 1984] (p. 5128-5129) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : rappel de la constance de la présence française à l'occasion du 1er novembre (p. 5129).

1048. — Attentats terroristes d'Action directe : M. Gilbert Gantier : développement du sentiment d'insécurité ; responsabilité d'Action directe dans les drames ayant endeuillé la police, notamment l'attentat de l'avenue Trudaine ; effets de la loi d'amnistie [24 octobre 1984] (p. 5129-5130) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : effets de la loi d'amnistie ; responsabilité d'Action directe dans les attentats, notamment celui de l'avenue Trudaine ; mise en place de dispositions pour identifier et arrêter ces personnes (p. 5130).

1049. — Récente décision gouvernementale sur le synchrotron : M. Emile Koehl : raison du choix d'un autre lieu d'implantation que Strasbourg pour le synchrotron [24 octobre 1984] (p. 5130) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : choix du site de Grenoble en fonction de critères scientifiques ; absence de la candidature de Grenoble au moment de la signature du contrat avec Strasbourg ; existence de discussions internationales (p. 5131).

1050. — Matraquage par le service d'ordre de jeunes manifestants contre la répression en Turquie : M. André Lajoinie : refus de la grâce du jeune démocrate Hidir Aslan par le gouvernement turc ; sanctions prises à l'encontre de brutalités commises par le service d'ordre [24 octobre 1984] (p. 5131) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : sa volonté d'avoir une connaissance approfondie des faits pour donner une réponse claire ; caractère organisé de la manifestation avant les incidents (p. 5131-5132).

1051. — Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs : Mme Colette Goeuriot : grève de défense du pouvoir d'achat des fédérations syndicales de fonctionnaires et agents du secteur public ; nécessité de faire cesser une campagne injuste contre cette catégorie de travailleurs [24 octobre 1984] (p. 5132) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives : augmentation des rémunérations par rapport à 1983 au même rythme que l'augmentation des prix ; possibilité de reprise des négociations pour l'année 1985 ; caractère injustifié des attaques contre la fonction publique (p. 5132).

1052. — Construction navale : M. Jean-Jacques Barthe : suppression d'emplois par la direction des Ateliers français de l'Ouest à Saint-Nazaire, à Brest, au Havre et à Dunkerque ; nécessité de suspendre les mesures de licenciement et de réduction d'activité [24 octobre 1984] (p. 5133) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : caractère international de la crise de la construction navale ; situation des Ateliers français de l'Ouest ; application du plan de restructuration de la société Normed ; classement de Dunkerque comme pôle de conversion (p. 5133).

1053. — Conception de la famille et prestations familiales : M. Michel Noir : conséquences de la refonte du système des prestations familiales ; possibilité pour les couples non mariés de bénéficier de certaines prestations en déclarant leur enfant orphelin de père ; évolution de la démographie française ; mesures en faveur des familles de trois enfants et plus [24 octobre 1984] (p. 5133) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : soumission d'un projet de refonte des prestations familiales à la C.N.A.F. ; instauration d'une allocation unique au jeune enfant (p. 5133) ; problème posé par l'allocation aux parents isolés ; évolution de la démographie en France (p. 5134).

1054. — Modification de la lettre clé des actes de radiologie : M. Roland Nungesser : difficultés des cardiologues dans l'exercice de leur activité ; nécessité de renouer le dialogue avec la profession médicale [24 octobre 1984] (p. 5134) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : problème de la nomenclature médicale ; garantie par la nouvelle nomenclature d'une juste rémunération et d'un juste amortissement (p. 5134).

1055. — Non-implantation du synchrotron à Strasbourg : M. François Grussenmeyer : raisons de l'abandon du site de Strasbourg ; réactions du conseil régional et du conseil général du Bas-Rhin [24 octobre 1984] (p. 5134), M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : absence de désaveu de la vocation scientifique et européenne de la région de Strasbourg (p. 5135).

1056. — Dérogation au contrôle des changes qui a permis au secrétaire général de la C.G.T. de remettre de l'argent aux mineurs britanniques : M. Michel Cointat : moyens utilisés par M. Krasucki pour envoyer 7 000 F aux mineurs britanniques [24 octobre 1984] (p. 5135) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : sa volonté de faire examiner par ses services ce problème (p. 5135).

1057. — Evénements à la Réunion : M. Wilfrid Bertile : dispositions à prendre pour régler la question des bourses scolaires et de la couverture des frais de pension et de demi-pension dans les lycées et collèges de ce département [24 octobre 1984] (p. 5135) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : problème de l'harmonisation du régime des bourses de la Réunion avec celui de la métropole et celui des autres départements d'outre-mer ; mesures spécifiques prises en faveur des familles les plus démunies ; concertation entre toutes les parties intéressées pour la continuité du service de la pension et de la demi-pension ; condamnation des troubles portés à l'ordre public (p. 5135).

1058. — Emploi des jeunes en Guadeloupe : M. Frédéric Jalton : modalités d'application en Guadeloupe des mesures de lutte contre le chômage [24 octobre 1984] (p. 5136) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : ampleur du chômage en Guadeloupe ; application des mesures relatives au développement de la formation professionnelle ; nécessité d'adapter les travaux d'utilité collective aux départements d'outre-mer (p. 5136).

1059. — Entreprise Bella-Berchet : Mme Renée Soum : mesures prises par le Gouvernement pour remédier à la situation de cette entreprise ; contrôle de l'utilisation des aides publiques à l'industrie [24 octobre 1984] (p. 5136) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : échec de la reprise des poupées Bella par l'entreprise Berchet ; demande d'enquête sur l'utilisation des fonds publics dans cette affaire (p. 5136).

1060. — Loyers impayés : M. Jacques Badet : mise en place de dispositifs d'aide aux familles en difficulté temporaire pour faire face à leurs dépenses de logement ; cas du département de la Loire [24 octobre 1984] (p. 5136) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : nécessité de créer un fonds chargé de relayer les familles en dificulté et d'y associer différents partenaires ; sa volonté de s'occuper de la situation dans le département de la Loire (p. 5136-5137).

1061. — Etablissements Ducellier en Auvergne : M. Jacques Lavédrine : avenir des fabricants d'équipements pour l'industrie automobile ; implications du rapport Dalle ; nombre de licenciements annoncés dans le département du Puy-de-Dôme [24 octobre 1984] (p. 5137) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : présentation d'un nouveau plan de réduction d'effectifs ; volonté de l'entreprise Valéo de réorganiser l'ensemble des activités de machines tournantes (p. 5137).

1062. — Emprunt Giscard : M. Raymond Douyère : absence de remise en cause de la parole de l'Etat par l'amendement adopté par l'Assemblée nationale sur la fiscalité appliquée à cet emprunt [24 octobre 1984] (p. 5137) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : coût de l'emprunt Giscard ; évolution du régime fiscal des intérêts ; bien-fondé de la modification fiscale (p. 5137) ; volonté de la droite de rétablir un privilège fiscal (p. 5138).

1063. — Campagne sur la qualité : M. Jean Beaufils : rôle de cette campagne dans l'amélioration de la qualité des produits [24 octobre 1984] (p. 5138) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : rôle de la campagne sur les signes de la qualité ; respect des délais de livraison et des conditions de mise en service ; volonté d'améliorer l'information des consommateurs sur les étiquettes (p. 5138).

1064. — Création de postes en milieu hospitalier en faveur des handicapés : M. Jean-Guy Branger : subvention par l'Etat de la construction d'une maison spécialisée dans l'accueil des personnes handicapées adultes à Rochefort-sur-Mer ; retard dans la création de postes ; problème du redéploiement des effectifs des établissements hospitaliers de la Charente-Maritime [24 octobre 1984] (p. 5139) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : importance du nombre de places créées par l'établissement implanté à Rochefort-sur-Mer ; possibilité de procéder à une étude sur les établissements sanitaires et sociaux de la Charente-Maritime (p. 5139).

1065. — Date du procès de Klaus Barbie : M. Guy Ducoloné : livre édité au Canada publiant un entretien au cours duquel celui-ci reconnaît avoir torturé Jean Moulin ; déplacement de magistrats lyonnais en République fédérale d'Allemagne [31 octobre 1984] (p. 5472) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : existence de commissions rogatoires internationales ; fixation de la date du procès par le magistrat instructeur ; étendue du champ des poursuites (p. 5472) ; notion de crimes contre l'humanité (p. 5473).

1066. — Fermeture de l'entreprise Trailor : M. Daniel Le Meur : spécialité de cette entreprise ; possibilité pour l'entreprise Fruehauf-Maubeuge de reprendre la fabrication des conteneurs ; problème de la satisfaction du marché français des conteneurs [31 octobre 1984] (p. 5473) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : baisse des commandes dans l'industrie du conteneur français ; possibilité de maintenir une production française par la perspective de reprise du marché et de la remontée des prix ; augmentation des importations de conteneurs de République fédérale d'Allemagne en France (p. 5473).

1067. — Centralisation de districts E. D. F. : M. André Soury : suppression par l'E.D.F. d'un district [31 octobre 1984] (p. 5473) ; risques de suppression de postes et de détérioration de la qualité du service public (p. 5474) ; M. Martin Malvy,

secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : évolution des structures territoriales de distribution ; examen d'opérations de regroupement de districts dans le département de la Charente ; nécessité d'une concertation avec le personnel et les élus locaux sur ce point (p. 5474).

1068. — Emeute de Bastia du 24 octobre : M. Emmanuel Aubert : absence de directive donnée aux forces de l'ordre ; nécessité de prendre des mesures permettant d'assurer la protection des personnes en Corse [31 octobre 1984] (p. 5474) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : rôle des forces de l'ordre en Corse ; diminution des attentats de 1982 à 1984 (p. 5474) ; organisation d'élections en Corse ; sa confiance dans les forces de l'ordre (p. 5475).

1069. — Décisions des C.O.T.O.R.E.P. réduisant les taux d'incapacité : M. Jean Falala : inquiétudes des handicapés [31 octobre 1984] (p. 5475) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : détermination du taux d'incapacité physique des personnes handicapées ; rôle et composition des C.O.T.O.R.E.P. ; existence d'une circulaire adressée aux commissaires de la République afin d'améliorer le fonctionnement des C.O.T.O.R.E.P. (p. 5475).

1070. — Techniciens aux mains des rebelles soudanais : M. Charles Miossec : libération du journaliste Jacques Abouchar ; démarches entreprises pour obtenir la libération des otages [31 octobre 1984] (p. 5476) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : rappel des cas de prises d'otages ; utilisation des voies politiques, diplomatiques et personnelles pour leur libération (p. 5476) ;

1071. — Suppression d'emplois au groupe Bull : M. Jean Narquin : rappel des propos tenus par le Président de la République lors de sa visite à Angers ; nécessité d'explications sur ce problème [31 octobre 1984] (p. 5476) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : nécessité d'avoir une industrie informatique française performante (p. 5476) ; réorganisation du groupe Bull depuis la nationalisation ; présentation par ce groupe d'un plan de réduction d'effectifs contenant des mesures de mise en préretraite et de reclassement interne (p. 5477).

1072. — Coopération spatiale franco-allemande : M. Jean Bernard : succès de la fusée Ariane ; conséquences du sommet franco-allemand sur l'autonomie européenne en matière spatiale [31 octobre 1984] (p. 5477) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : intérêt du sommet franco-allemand ; contenu des programmes civils ; adhésion de l'Allemagne au programme du moteur HM 60 pour la fusée Ariane 5 ; souhait de la France de participer à la phase préparatoire de la station Colombus aux côtés des Etats-Unis (p. 5477) ; réorientation des études du groupe mixte franco-allemand sur les satellites d'observation (p. 5478) ;

1073. — Politique monétaire en 1985 : M. Jean Anciant : volonté d'obtenir une meilleure adaptation des intermédiaires financiers aux besoins de l'économie française ; problème de la réduction du coût du crédit [31 octobre 1984] (p. 5478) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : rappel des différentes mesures d'encadrement du crédit ; nécessité pour les banques d'organiser une concurrence entre elles ; contenu du nouveau dispositif ; diminution du coût de l'argent grâce aux efforts de modernisation (p. 5478).

1074. — Contraception et interruption volontaire de grossesse : M. François Loncle : propos de M. Jacques Chirac sur la loi concernant l'interruption de grossesse ; conséquences d'une révision de cette loi [31 octobre 1984] (p. 5478) ; Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme : rappel des débats sur l'avortement ; absence d'incidence de la libéralisation de l'interruption volontaire de grossesse sur le taux de fécondité des femmes ; problème de la baisse de la natalité dans les pays industrialisés (p. 5478, 5479).

1075. — Attentat du Drakkar : M. Alain Billon : origine de cet attentat [31 octobre 1984] (p. 5479) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : existence de trois enquêtes ; rappel du déroulement de l'attentat ; sa confiance dans l'armée (p. 5479).

1076. — Session extraordinaire de l'U. E. O. : M. Jean-Pierre Fourré : réactivation de cette institution [31 octobre 1984] (p. 5479) ; nature des intentions du gouvernement français quant au rôle de l'U. E. O. (p. 5480) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : propositions destinées à mieux utiliser cette institution ; nécessités de la sécurité et de la défense (p. 5480).

1077. — Enfants handicapés : Mme Eliane Provost : nécessité de favoriser l'insertion de ces enfants [31 octobre 1984] (p. 5480) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : priorité donnée à l'accueil des enfants handicapés à l'école ; existence d'un effort d'information et de sensibilisation sur ce point (p. 5480).

1078. — Politique familiale : M. Henri Bayard : conséquences de la baisse du taux de natalité [31 octobre 1984] (p. 5480) ; nécessité de mener une véritable politique de la natalité ; ses craintes concernant les nouvelles mesures réformant les prestations familiales (p. 5481) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : évolution de la baisse de la natalité en France de 1964 à 1984 ; hausse des allocations familiales et des allocations logement en 1981 et 1982 ; importance de la politique de la petite enfance ; amélioration de la déduction fiscale pour frais de garde ; installation d'un institut de l'enfance et de la famille ; contenu du projet de loi en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (p 5481).

1079. — Situation dans le secteur automobile : M. Jean-Paul Fuchs : taux de la baisse de production en France ; investissement dans cette industrie ; libération des prix ; contenu du rapport Dalle [31 octobre 1984] (p. 5482) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur ; nombre d'emplois dans l'industrie automobile ; taux d'exportation de cette industrie ; conséquences de la stagnation de la productivité ; engagement des groupes français dans un processus de modernisation ; possibilité pour les industriels de bénéficier de prêts à taux superbonifiés (p. 5482) ; nécessité d'efforts de formation continue ; réajustement d'effectifs dans le groupe P. S. A. et Renault (p. 5483).

1080. — Restriction des crédits de l'éducation nationale : M. Claude Birraux : situation financière de certains établissements scolaires ; cas de l'académie de Grenoble ; problème des échéances financières de l'automne 1984 [31 octobre 1984] (p. 5483) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique : augmentation des subventions de fonctionnement des lycées ; problème des crédits de chauffage (p. 5483) ; dégagement de crédits supplémentaires (p. 5484).

1081. — Découpage des cantons pour les élections de mars 1985 : M. Roland Nungesser : problème de la création de nouveaux cantons ; choix du seuil démographique ; cas de la Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine, de l'Essonne et du Val-d'Oise ; recours à des « charcutages » [7 novembre 1984] (p. 5650) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : existence d'une circulaire de M. Gaston Defferre précisant que les commissaires de la République doivent faire des propositions de création de cantons ; application stricte de la circulaire dans la région parisienne ; exemples de « charcutages » dans le Val-de-Marne en 1976 (p. 5650, 5651).

1082. — Multiplication des relations des pays occidentaux avec la Pologne : M. René La Combe : visites de responsables occidentaux en Pologne [7 novembre 1984] (p. 5651) ; reprise des contacts entre la Pologne et la France (p. 5652) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : attitude du peuple polonais lors de l'enterrement du père Popieluszko ; condamnation catégorique du « coup de Varsovie » par le Gouvernement français ; poursuite des échanges commerciaux avec la Pologne ; caractère distant des rapports politiques avec ce pays ; visite d'une délégation parlementaire polonaise en France (p. 5652).

1083. — Situation économique du « versant nord-est » de la métropole lilloise : M. Serge Charles : nombre d'emplois disparus dans les houillères du Nord - Pas-de-Calais ; voie rapide Lille—Roubaix—Tourcoing jusqu'au versant nord-est ; mise en place d'une société de conversion accordant des prêts bonifiés aux entreprises ; montant des aides européennes en faveur de la recherche d'emplois alternatifs à ceux perdus par la crise textile [7 novembre 1984] (p. 5652) ; M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire : effets de la crise sur l'industrie textile ; montant des crédits consacrés au versant nord-est de Lille ; problème de l'installation d'une usine Bull à Roubais (p. 5652, 5653).

1084. — Sommet franco-allemand : M. André Bellon : contenu des décisions adoptées [7 novembre 1984] (p. 5653) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : rencontre de Bad-Kreuznach ; future union politique ; élargissement de la Communauté ; développement d'Ariane 5 et du nouveau moteur HM 60 ; construction d'un satellite commun militaire d'observation (p. 5653).

1085. — Conformité du F. I. O. M. aux règlements communautaires : M. Jean Peuziat : inquiétude et avenir des professionnels de la mer [7 novembre 1984] (p. 5653) ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement : demande d'informations de la commission de Bruxelles sur les interventions de soutien des marchés grâce aux crédits du F. I. O. M. (p. 5653) ; volonté de maintenir l'aide octroyée au monde de la pêche par le F. I. O. M. (p. 5654).

1086. — Reprise des investissements : M. Hervé Vouillot : volume de la croissance des investissements industriels pour 1984 ; existence d'une reprise économique [7 novembre 1984] (p. 5654) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : taux d'autofinancement en 1985 ; augmentation des commandes des entreprises du secteur de la machine-outil ; accroissement du volume des prêts bonifiés à long terme ; baisse des taux d'intérêt (p. 5654).

1087. — Nicaragua : M. Guy Malandain : élection dans ce pays ; représentativité du front sandiniste [7 novembre 1984] (p. 5654) ; position du gouvernement sur les élections (p. 5655) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : absence d'incident pendant les élections ; son espoir de la contribution de cette élection à la détente en Amérique centrale (p. 5655).

1088. — Interruption volontaire de grossesse : Mme Ghislaine Toutain : déclarations de M. Jacques Chirac relatives à l'avortement [7 novembre 1984] (p. 5655) ; Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme : absence de lien entre la réglementation de l'I. V. G. et le taux de fécondité ; problèmes du remboursement de l'I. V. G. et de l'aide sociale (p. 5655) ; absence d'augmentation du nombre des I. V. G. (p. 5656).

1089. — Droit de vote des immigrés : M. Pascal Clément : déclaration du ministre de l'intérieur sur ce point ; problème du vote des immigrés à Marseille [7 novembre 1984] (p. 5656) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : son opinion personnelle en faveur du vote des immigrés ; sa constatation que l'opinion française n'y est pas prête (p. 5656).

1090. — Lutte contre la drogue : Mme Florence d'Harcourt : nécessité de prendre des mesures de lutte contre le grand trafic de drogue, les usagers trafiquants et de rendre effective l'information diffusée par des policiers spécialisés dans les écoles [7 novembre 1984] (p. 5656) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : caractère de priorité nationale de la lutte contre la toxicomanie ; doublement des saisies d'héroïne en 1983 ; évolution du nombre des condamnations ; rôle des comités locaux de prévention contre la délinquance ; lutte contre le détournement de certains produits toxiques ; augmentation des crédits consacrés au soin des toxicomanes ; mise en place d'une chaîne thérapeutique allant de l'hospitalisation à la réinsertion (p. 5656, 5657).

1091. — Cotation des actes médicaux : M. Jacques Barrot : révision en baisse de la nomenclature de certains actes médicaux ; exemple de l'angiographie numérisée [7 novembre 1984] (p. 5657) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : objectifs de cette révision (p. 5657) ; problème de la cotation unique pour l'angiographie ; volonté de poursuivre la concertation avec les parties concernées en ce qui concerne la cotation de l'électrocardiogramme et de l'échographie grossesse (p. 5658).

1092. — Maintien de l'activité sur les sites industriels de Citroën dans la région parisienne : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : problème de la mise en vente de ces sites et de leur rachat éventuel ; absence de concertation sur ce point [7 novembre 1984] (p. 5658) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : modernisation et automatisation du processus de fabrication de l'automobile ; cas de l'usine Citroën à Aulnay, des usines Renault à Flins et à Billancourt et de l'usine Talbot à Poissy (p. 5658).

1093. — Recouvrement de la taxe d'habitation : M. Roland Renard : nécessité de réformer cet impôt et d'accorder un délai supplémentaire d'un mois pour le recouvrement de cette taxe [7 novembre 1984] (p. 5658, 5659) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : mesure d'exonération de la taxe d'habitation au profit des personnes veuves et non imposables à l'impôt sur le revenu ; possibilité pour les collectivités locales d'instituer des abattements forfaitaires sur les bases de cette taxe ; impossibilité de reporter les paiements (p. 5659).

1094. — Grévistes de la faim au Maroc : M. Théo Vial-Massat : mort de trois prisonniers politiques marocains à la suite d'une grève de la faim ; démarche entreprise par le Gouvernement auprès du gouvernement marocain [7 novembre 1984] (p. 5659) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : rappel des événements survenus au Maroc et des démarches entreprises par le Gouvernement français ; cas du poète Ibrahim El Ansari ; revendications des grévistes concernant le droit de visite des familles (p. 5659).

1095. — Débat sur l'Europe : M. Olivier Stirn : entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; ratification du traité d'union européenne ; nécessité d'organiser un débat parlementaire sur l'Europe [7 novembre 1984] (p. 5659) ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement : volonté du Gouvernement d'informer les assemblées parlementaires sur l'Europe ; possibilité d'ouvrir un grand débat (p. 5660).

1096. — Meurtres de personnes âgées : M. Claude Estier : émotion de la population dans le XVIII[e] arrondissement ; volonté des élus socialistes d'obtenir des mesures concrètes de protection des citoyens ; utilisation politique de l'insécurité [14 novembre 1984] (p. 6010) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : son inquiétude devant ces crimes ; installation d'un commissariat de police supplémentaire ; rassemblement de plusieurs dizaines de fonctionnaires de la police dans le XVIII[e] arrondissement ; emploi de tous les moyens de police scientifiques et techniques (p. 6010) ; prélèvements de patrouilles parmi les personnels d'autres arrondissements ; quadrillage du XVIII[e] arrondissement (p. 6011).

1097. — Racisme : M. Claude Evin : assassinat de deux travailleurs turcs à Châteaubriant ; moyens mis en œuvre pour intégrer les immigrés dans la société française [14 novembre 1984] (p. 6011) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : sa sympathie à l'égard de la communauté turque ; problème de l'intolérance ; nécessité de respecter les communautés étrangères en France (p. 6011).

1098. — Meurtre d'un ouvrier gréviste : M. Bernard Schreiner : assassinat de Ozgun Kemal dans la cour de l'entreprise Pirault à Epône ; pourrissement des conflits sociaux [14 novembre 1984] (p. 6011) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : intervention des services de l'inspection du travail auprès de l'entreprise Pirault ; enquête sur la situation de cette entreprise (p. 6012) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : son indignation devant les meurtres d'Epône et de Châteaubriant ; nécessité de rejeter l'exploitation politicienne de ces drames ; sa demande d'une minute de silence (p. 6012).

1099. — Libéralisme : M. André Billardon : contenu des discours et des projets de l'opposition [14 novembre 1984] (p. 6013) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : publication faite par le centre national des indépendants ; « cent propositions pour les cent premiers jours de l'alternance » ; thèmes développés par le groupe R.P.R. (p. 6013) ; incohérence de ces propositions concernant le budget ; remise en cause des droits des travailleurs ; importance des dispositions répressives ; intolérance de l'opposition (p. 6014) ; caractère rétrograde des propositions de l'opposition (p. 6015) ; M. Jean-Claude Gaudin : sa volonté de répondre à une provocation de M. Laurent Fibius ; sa demande d'une minute de silence pour les morts des forces de l'ordre (p. 6015) ; M. Louis Mermaz : indique à M. Jean-Claude Gaudin la possibilité d'avoir la parole à la fin des questions d'actualité ; constate que le groupe U.D.F. renonce à son temps de parole (p. 6015).

1100. — Situation au Nicaragua : M. François Asensi : organisation des élections libres le 4 novembre dernier ; possibilité pour la France de soutenir le gouvernement légitime de ce pays et de répondre à sa demande d'aide en matériel militaire défensif [14 novembre 1984] (p. 6015) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : déroulement des élections générales au Nicaragua le 4 novembre dernier ; nature des livraisons faites à ce pays ; engagement de la France aux côtés des pays du groupe de Contadora (p. 6016).

1101. — Sécurité : M. Jacques Brunhes : inquiétude de la population ; conditions d'utilisation des forces de police ; nécessité d'une grande sévérité envers les criminels [14 novembre 1984] (p. 6016) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : conditions d'utilisation des forces de police ; mesures prises par le Gouvernement en faveur des victimes de délits et de crimes ; action menée par le comité pour la prévention présidé par M. Gilbert Bonnemaison ; création d'effectifs supplémentaires dans les forces de police ; insuffisance de l'équipement de la police nationale (p. 6016) ; opérations en faveur de l'équipement scientifique de la police ; suppression de certaines charges indues ; généralisation de l'informatique et de la bureautique dans les commissariats (p. 6017).

1102. — Assassinat d'un militant turc à Epône : M. Maurice Niles : indignation et colère des travailleurs contre cet acte ; caractère non accidentel de l'affaire d'Epône ; nature des instructions données au commissaire de la République et des moyens alloués au service du travail et de l'emploi pour éviter la reproduction de tels actes [14 novembre 1984] (p. 6017) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : sa réprobation à l'encontre du drame d'Epône ; priorité à la mise en place des institutions représentatives des salariés dans les entreprises ; accroissement de la présence des inspecteurs du travail dans les entreprises (p. 6017) ; mise en œuvre des nouveaux droits des travailleurs (p. 6018).

1103. — Application de la loi sur la démocratisation du secteur public dans la sidérurgie : M. Paul Chomat : concertation de Sacilor et d'Usinor pour proposer un plan de restructuration des produits longs en aciers spéciaux ; accord de ces deux groupes pour la mise en place d'une équipe dirigeante ; constitution d'une holding Ascométal sans consultation des conseils d'administration de Sacilor et d'Usinor [14 novembre 1984] (p. 6018) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : regroupement des activités produits longs et aciers spéciaux d'Usinor et de Sacilor ; création d'Unimétal ; consultations de chaque comité central d'entreprise sur la constitution d'une société commune ; transmission aux administrateurs salariés des dossiers présentés aux comités centraux d'entreprise (p. 6018).

1104. — M. Didier Julia : exploitation faite par le Premier ministre d'événements douloureux ; raisons de la non-participation du groupe R.P.R. à la séance de questions [14 novembre 1984] (p. 6018) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : caractère normal de son intervention liée à la gravité des crimes ; nécessité de bannir toute exploitation politique d'affaires criminelles (p. 6018).

1105. — Situation au Tchad : M. André Rossinot : existence d'un communiqué publié par le ministère des relations extérieures officialisant la fin des opérations de retrait des Français et des Libyens du Tchad ; arrêt du processus de retrait ; efficacité de la politique étrangère [21 novembre 1984] (p. 6221) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : son rappel des trois périodes caractérisant les relations de la France avec le Tchad ; accords entre la Libye et la France sur le retrait des troupes françaises et libyennes ; possibilité d'une coopération entre la Libye et la France (p. 6221, 6222).

1106. — Construction européenne : M. Pierre Méhaignerie : crédit de la France dans les instances européennes ; choix d'un second commissaire au sein du parti socialiste [21 novembre 1984] (p. 6222) ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement : désignation des commissaires à la commission européenne ; nomination de M. Jacques Delors comme président (p. 6222).

1107. — Accord des Dix sur les dépenses européennes : M. Jacques Blanc : avenir de la politique agricole commune et de l'agriculture française ; conséquences de la fixation *a priori* de l'enveloppe des dépenses agricoles [21 novembre 1984] (p. 6222) ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement : position de la France en faveur de la maîtrise de toutes les dépenses communautaires (p. 6222) ; augmentation du budget du F. E. O. G. A. avenir de l'agriculture européenne et française (p. 6223).

1108. — Comportement du gouvernement turc lors des obsèques d'un opposant politique : M. Louis Odru : interpellation de personnalités et de journalistes français accompagnant la famille de M. Kemal Ozgul ; nécessité d'exclure la Turquie du conseil de l'Europe [21 novembre 1984] (p. 6223) : M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : caractère humiliant du contrôle d'identité subi par les membres de la famille de M. Kemal Ozgul ; retour en France des membres de la famille de ce militant (p. 6223).

1109. — Situation de la S. E. I. T. A. : M. Gustave Ansart : conflit en cours dans cette société; déroulement de la concertation dans cette entreprise [21 novembre 1984] (p. 6223) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rappel de la situation de la S. E. I. T. A. avant 1981 ; déclenchement d'un mouvement de grève dès la première phase de la négociation (p. 6223) ; rejet des propositions par les organisations syndicales majoritaires (p. 6224).

1110. — Productions d'aciers moulés : M. Jean Jarosz : création du fonds de restructuration des aciers moulés ; suppression de l'aciérie Haisnes-Saint-Pierre à Lesquin ; contribution de l'Etat [21 novembre 1984] (p. 6224) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : difficultés des entreprises de ce secteur, réduction brutale des productions ; nécessité d'une réduction des capacités de production ; création du fonds de restructuration de l'acier moulé ; traitement des restructurations industrielles et des regroupements d'entreprises (p. 6224).

1111. — Evacuation du Tchad par les Libyens : M. Maurice Couve de Murville : rappel de la succession des événements du Tchad ; entrevue entre M. François Mitterrand et le colonel Kadhafi ; annonce de « la permanence d'une présence libyenne au Tchad » par le président de la République [21 novembre 1984] (p. 6224) ; information du Parlement sur l'action de la Libye (p. 6225) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : rappel des trois périodes marquant l'évolution des rapports entre la Libye et le Tchad ; caractère intégral de l'évacuation française (p. 6225) ; difficulté des relations avec le Tchad ; rappel de la situation de la Libye entre 1969 et 1980 (p. 6226).

1112. — Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Didier Julia : trouble de l'ordre public lors du dernier scrutin ; inutilité d'opposer le vote mélanésien au vote européen ; nombre d'abstentions [21 novembre 1984] (p. 6226) ; importance des indépendantistes ; actions en faveur du respect de la volonté populaire (p. 6227) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : absence d'affrontement entre les communautés européennes et canaques lors des élections ; son hommage aux forces de l'ordre ; importance du taux d'abstention ; position dominante du R P. C. R. dans la circonscription du Sud ; émergence de la formation Kanak indépendantiste ; possibilité de fixer une date pour l'autodétermination (p. 6227).

1113. — Attentats à Carcassonne : M. Gérard Gouzes : attentat contre les locaux de l'office national à l'action sociale éducative et culturelle de Carcassonne ; mesures prises pour mettre un terme au racisme frappant les harkis [21 novembre 1984] (p. 6227) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : sa volonté de faire jouer la solidarité nationale en faveur de l'ensemble des rapatriés (p. 6227) ; mesures prises pour remédier aux injustices ; caractère raciste de l'attentat ; établissement d'une distinction entre rapatriés et Français (p. 6228).

1114. — Conseil européen des ministres de l'industrie-sidérurgie : M. Robert Malgras : report de la date limite d'accord des aides au fonctionnement des entreprises ; engagement d'une concertation avec les organisations syndicales sur le problème des mines de fer [21 novembre 1984] (p. 6228) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : nécessité pour la sidérurgie française de préserver sa part de production communautaire ; rétablissement des parts de marché ; demande par la France du report de l'arrêt des versements des aides au fonctionnement de la sidérurgie ; situation des mines de fer de la région de la Moselle (p. 6228).

1115. — Chili : M. Roger Rouquette : entassement de suspects dans les stades ; effort des démocraties pour mettre au banc le régime chilien [21 novembre 1984] (p. 6228) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : détérioration de la situation au Chili ; multiplication des campagnes de protestation (p. 6228) ; rappel de l'indignation de la France ; activité de l'ambassade de France à Santiago (p. 6229).

1116. — I. N. S. E. R. M. : M. Jean-Pierre Sueur : nécessité pour cet institut de remplir des fonctions de formation et de valorisation de la recherche ; dispositions prises en faveur de sa réforme [21 novembre 1984] (p. 6229) ; M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : problème de la recherche médicale en France ; mesures prises en faveur de la formation ; volonté de l'I. N. S. E. R. M. d'établir un équilibre entre diagnostic, soin et recherche ; valorisation de la recherche ; effort concernant l'appareillage mi-lourd (p. 6229).

1117. — Emploi des jeunes : Mme Marie-France Lecuir : mesures prises en faveur de l'utilisation du service militaire pour la qualification et l'emploi des jeunes [21 novembre 1984] (p. 6229) ; Mme Edwige Avice, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : caractère prioritaire des efforts en faveur de l'emploi des jeunes (p. 6229) ; utilisation des informations recueillies auprès des jeunes lors de leur passage dans les centres de sélection ; sensibilisation des appelés sur leur possibilité d'insertion professionnelle ; valorisation de la formation et de l'expérience acquises pendant le service militaire (p. 6230).

1118. — Stimulateurs cardiaques : M. Bernard Charles : coût des stimulateurs ; augmentation du budget affecté à ces appareils [21 novembre 1984] (p. 6230) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat

auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : coût des stimulateurs ; nombre d'appareils vendus en France ; soumission de ces appareils à la procédure d'homologation (p. 6230).

1119. — Situation des juifs en Syrie : M. Olivier Stirn : impossibilité pour eux de sortir librement de leur pays ; existence de discriminations concernant les cartes d'identité et les passeports [21 novembre 1984] (p. 6230) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : intervention systématique de la France en cas de discrimination (p. 6230) ; possibilité pour le Président de la République d'évoquer ce problème lors de sa visite en Syrie ; statut des juifs syriens ; énumération des discriminations les concernant (p. 6231).

1120. — Situation de la Nouvelle-Calédonie et droit du peuple Canaque à l'autodétermination et à l'indépendance : M. Jacques Brunhes : nécessité de traduire dans les faits les engagements contenus dans la déclaration de Nainville-les-Roches [28 novembre 1984] (p. 6434) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : rappel du contenu du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; rappel des différentes étapes du processus de décolonisation ; volonté de dialogue du Gouvernement (p. 6435).

1121. — Conséquences de la récente tempête : M. Michel Couillet : importance des dégâts causés sur le littoral normand et sur celui de la Picardie par la tempête des 23 et 24 novembre ; nécessité de prendre d'urgence un arrêté déclarant zones sinistrées les communes atteintes [28 novembre 1984] (p. 6435) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : importance des dommages causés par la tempête des 23 et 24 novembre (p. 6435) ; estimation des dégâts ; indemnisation (p. 6436).

1122. — Respect du suffrage universel en Nouvelle-Calédonie : M. Pierre Messmer : gravité de la situation dans ce territoire ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; volonté du Gouvernement d'appliquer en Nouvelle-Calédonie le statut d'autonomie interne organisé par la loi du 6 septembre 1984 [28 novembre 1984] (p. 6436) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : maintien de l'ordre public et de la démocratie dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie (p. 6436) ; acheminement des moyens d'ordre public pour éviter des affrontements ; rôle de la mission d'information ; rappel de l'évolution de la situation en 1958 et 1979 (p. 6437).

1123. — Acquisition de la nationalité française par les immigrés : M. Marc Lauriol : préparation d'un projet permettant aux immigrés ayant résidé une dizaine d'années en France d'accéder à la nationalité française ; conséquences d'un tel projet [28 novembre 1984] (p. 6437) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : absence de projet de loi sur ce point ; étude de simplifications permettant de répondre dans des délais plus brefs aux demandes de naturalisation (p. 6437).

1124. — Réaffectation de crédits du fonds spécial de grands travaux : M. Antoine Gissinger : future liaison fluviale Rhin-Saône-Rhône ; maintien du crédit de 75 millions de francs pour la section Niffer-Mulhouse [28 novembre 1984] (p. 6437) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : maintien du crédit de 75 millions de francs du fonds spécial de grands travaux (p. 6737, 6738).

1125. — Charges fiscales pesant sur les transports scolaires ruraux : M. Jacques Godfrain : lute contre la désertification en zone rurale ; inquisition fiscale à l'encontre des transporteurs scolaires [28 novembre 1984] (p. 6438) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : problème de la désertification des zones rurales ; gratuité des transports scolaires dans ces zones ; diversité de la situation des transports scolaires ; existence d'un échange de correspondance à ce sujet dans le département de l'Aveyron (p. 6438).

1126. — Secteur nationalisé concurrentiel : M. Philippe Bassinet : résultats des entreprises nationalisées [28 novembre 1984] (p. 6438) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : rappel de la gravité de la situation des entreprises nationalisées en 1982 ; augmentation de l'effort d'investissement industriel de ces entreprises ; importance de leur contribution à l'amélioration de la balance commerciale de la France ; poursuite de leur redressement financier (p. 6439).

1127. — Crèches : M. Georges Sarre : adoption par le conseil de Paris de dispositions restrictives concernant l'admission des jeunes enfants dans les crèches collectives municipales ; exclusion des enfants de chômeurs [28 novembre 1984] (p. 6439) ; nécessité d'une rédaction plus précise du nouveau décret (p. 6440) ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : contenu du décret du 15 janvier 1974 ; absence d'exclusion de l'admission en crèche des enfants de chômeurs ; évolution de l'accès au travail des femmes depuis 1974 ; problème de la garde des enfants (p. 6440) ; M. Jean Tiberi : détournement par M. Georges Sarre de la procédure des questions d'actualité pour mettre en cause une décision du conseil de Paris ; possibilité pour les enfants d'avoir accès aux crèches (p. 6440).

1128. — Radios locales privées : M. Maurice Adevah-Pœuf : différences entre les radios ayant reçu un avis favorable de la C.C.R.L.P. et celles émettant dans l'illégalité [28 novembre 1984] (p. 6441) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : distinction entre les radios locales privées autorisées et celles émettant dans l'illégalité ; conséquences de l'introduction de la publicité ; danger représenté par la diffusion d'émissions illégales ; nécessité de faire cesser les émissions de radios pirates ; acquisition occulte et illégale de fréquences de radios autorisées (p. 6441).

1129. — Instruction civique : M. Bernard Derosier : modalités et contenu de l'enseignement de l'instruction civique rétabli à la rentrée 1985-1986 [28 novembre 1984] (p. 6441) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale : différence entre « instruction civique » et « éducation civique » ; dispositions pratiques pour la mise en place de cet enseignement ; caractère incontestable de cet enseignement (p. 6441, 6442).

1130. — Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Valéry Giscard d'Estaing : cause de la suspension de la mise en œuvre du statut de ce territoire ; raisons de l'absence de respect des attributions du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie [28 novembre 1984] (p. 6442) ; absence de respect des échéances ; nature des options proposées dans le cadre de l'autodétermonation ; lien entre « autodétermination » et « indépendance » ; notion de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; application du droit des premiers occupants ; comparaison des résultats de l'élection présidentielle de 1974 avec ceux de 1981 (p. 6443) ; son souhait d'une départementalisation progressive ; information du Parlement ; ouverture d'un débat parlementaire (p. 6444) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : acceptation par le Gouvernement d'un débat sur la Nouvelle-Calédonie ; rappel des réalités économiques et sociales de ce territoire ; analyse des grandes étapes de l'évolution politique de la Nouvelle-Calédonie (p. 6444) ; conséquences de l'adoption du nouveau statut de ce territoire ; nécessité du maintien de l'ordre ; son souhait de la libération du sous-préfet retenu dans l'île de Lifou ; sa volonté de dialogue ; citation d'une intervention de M. Bernard Stasi (p. 6445).

1131. — Représentation française à la commission européenne : M. Maurice Couve de Murville : absence de Français à la commission des communautés européennes ; caractère inadmissible de cette situation ; nécessité de trouver une solution [5 décembre 1984] (p. 6688) ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement : rappel de situations similaires ; inutilité de prendre des mesures exceptionnelles (p. 6688).

1132. — Compagnie française des aciers spéciaux à Leffrinckoucke : M. Charles Paccou : suppression du four électrique de l'usine des Dunes ; conséquences sur l'emploi ; taux de chômage dans le Dunkerquois ; mesures prises pour moderniser l'usine des Dunes [5 décembre 1984] (p. 6689) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : discussion entre la direction générale d'Ascométal et les partenaires sociaux sur un projet de plan industriel ; conséquences de ce plan sur les effectifs de l'usine des Dunes ; nécessité de réductions d'emplois (p. 6689).

1133. — Emploi et activité en Alsace : M. François Grussenmeyer : nombre de chômeurs en Alsace ; désengagement des entreprises nationalisées et de leurs filiales ; refus par la D.A.T.A.R. d'une aide pour l'extension de l'entreprise Rohm and Haas de Lauterbourg ; devenir des investissements dans cette région [5 décembre 1984] (p. 6689) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : situation de l'emploi en Alsace ; mise à l'étude d'une mission interministérielle pour le développement technologique et la modernisation industrielle de l'Alsace (p. 6689) ; montant des crédits débloqués par le centre interministériel d'aménagement du territoire ; crédits du C.N.R.S. pour l'Alsace (p. 6690).

1134. — Plan acier soumis à la commission européenne : M. Jean-Louis Masson : rappel des promesses de la majorité en 1981 ; gravité de la situation de la sidérurgie ; situation dans les mines de fer ; nature du programme de modernisation

et de restructuration de la sidérurgie [5 décembre 1984] (p. 6690) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : rappel de la situation de la sidérurgie avant 1981 (p. 6690) ; rappel des erreurs techniques commises en 1976 ; manque de coordination dans les investissements ; contenu du plan du Gouvernement ; regroupement des activités d'Usinor et de Sacilor ; approbation par la commission des communautés européennes des plans de redressement de la sidérurgie française (p. 6691).

1135. — Sommet de Dublin : M. Luc Tinseau : portée de l'accord intervenu sur le dossier viticole ; état des travaux de réforme des institutions communautaires [5 décembre 1984] (p. 6691) ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement : contenu de l'accord intervenu à Dublin sur le marché viticole ; clarté des critères de déclenchement de la distillation obligatoire (p. 6691) ; existence d'un rapport intérimaire établi par le comité *ad hoc* sur l'union européenne (p. 6692).

1136. — Jeux Olympiques : M. Michel Coffineau : présentation de la candidature de Paris pour les jeux Olympiques de 1992 ; nature des orientations sur ce point [5 décembre 1984] (p. 6692) ; Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports : signature d'un protocole d'accord entre l'Etat et la ville de Paris sur la présentation de Paris pour les jeux Olympiques de 1992 ; construction d'équipements de compétition ; modernisation des équipements existants ; incidence des jeux Olympiques sur le revenu national (p. 6692).

1137. — Ethiopie : M. Jean-Jack Queyranne : ravages causés par la famine dans ce pays ; actions menées par la France pour aider le peuple éthiopien [5 décembre 1984] (p. 6692) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : caractère exceptionnel de la sécheresse dans la région sahélienne ; mobilisation exceptionnelle des organisations non gouvernementales françaises ; problème de l'acheminement de l'aide ; gravité de la sécheresse frappant le Niger, le Mali, le Tchad, le Burkina-Fasso et la Mauritanie ; fourniture par la Communauté européenne d'une aide supplémentaire à l'Ethiopie et aux pays du Sahel (p. 6693).

1138. — Sondages : M. Joseph Pinard : possibilité d'éviter des manipulations et des désinformations en utilisant les règles de publication des sondages [5 décembre 1984] (p. 6693) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : opportunité d'étendre les dispositions de la loi du 19 juillet 1977 régissant les sondages en périodes préélectorales (p. 6693) ; rôle du directeur de publication (p. 6694).

1139. — Permis moto : M. Jean-Pierre Destrade : modalités du décret modifiant le permis de conduire des motocyclistes [5 décembre 1984] (p. 6694) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : simplification administrative ; progressivité d'accès à la conduite des machines en fonction de l'âge du conducteur ; modification de l'épreuve pratique hors circulation ; limitation des puissances ; nombre de morts en moto par an (p. 6694).

1140. — Conditions de travail des handicapés : M. Jean-Claude Cassaing : place des handicapés dans la fonction publique et dans la société ; mesures prises pour améliorer leur intégration [5 décembre 1984] (p. 6694) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des simplifications administratives : poursuite de l'effort en faveur des handicapés ; importance de leur recrutement aux P. T. T. et à l'éducation nationale (p. 6694) ; simplification des procédures et des réglementations les concernant (p. 6695).

1141. — Situation au Tchad : M. Gilbert Gantier : présence de militalres libyens dans cette région [5 décembre 1984] (p. 6695) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : présence de troupes libyennes au Tchad ; refus par le président Hissène Habré d'un envoi par la France d'éléments défensifs ; impossibilité pour l'armée libyenne d'attaquer (p. 6695) ; volonté de la France d'obtenir l'évacuation des troupes libyennes du Tchad ; nécessité d'une réconciliation des Tchadiens (p. 6696).

1142. — Recouvrement des cotisations de sécurité sociale : M. Charles Millon : transfert de dix milliards de francs de la trésorerie des entreprises vers celle de la sécurité sociale ; justification technique de la mesure d'avancement du paiement des cotisations ; aggravation des charges des entreprises [5 décembre 1984] (p. 6696) ; risque d'aggravation de la situation de l'emploi (p. 6697) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : possibilité pour certaines entreprises de réaliser un gain de trésorerie au détriment des salariés de la sécurité sociale ; absence de changement dans la situation des employeurs payant leurs salariés avant la fin du mois de travail ; possibilité pour les directeurs des U. R. S. S. A. F. d'accepter des prorogations de délai pour les entreprises en difficulté (p. 6697).

1143. — Situation de l'emploi : M. Emmanuel Hamel : endettement de la France ; nombre de chômeurs ; montant du déficit budgétaire ; diminution du pouvoir d'achat ; réponse du Gouvernement aux prévisions pessimistes des dirigeants syndicaux [5 décembre 1984] (p. 6697) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : montant de l'inflation (p. 6697) ; fin de non-recevoir opposée par M. Raymond Barre à la création d'une commission du bilan proposée par M. Jacques Chirac ; situation de l'emploi ; nombre des demandeurs d'emploi aux deuxième et troisième trimestres ; effort de l'agence nationale de l'emploi en faveur de la réinsertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi ; effort en faveur de la formation des jeunes (p. 6698).

1144. — Machines-outils : M. Paul Chomat : suppression d'emplois dans ce secteur ; dépôt de bilan chez Ernault-Somua ; situation à l'usine Berthiez de Saint-Etienne ; réponse aux propos du dirigeant du M. F. L. [5 décembre 1984] (p. 6698) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : évolution du plan mis en place par le Gouvernement dans ce secteur (p. 6698) ; importance des investissements réalisés par M. F. L. ; augmentation des prises de commandes en 1984 ; caractère inadmissible des déclarations du P. D. G. de l'entreprise M. F. L. (p. 6699).

1145. — Risque entraîné par la présence de l'entreprise La Littorale à Béziers : M. Paul Balmigère : problème posé par le stockage de méthyl-isocyanate dans la région ; nécessité de prendre des mesures pour la sécurité des travailleurs de l'usine et de la population ; action de la France en faveur de la population indienne à la suite de la catastrophe de Bhopal [5 décembre 1984] (p. 6699) ; Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement : mesures assurant la sécurité des travailleurs et des populations ; prise en compte par le ministère de l'environnement des problèmes d'hygiène dans l'usine de la société Littorale de Béziers ; limitation de la capacité de stockage ; conditions de transport du méthyl-isocyanate ; réalisation d'une étude de sûreté imposée par l'inspection des installations classées (p. 6699) ; problème des grands risques industriels ; renforcement des sanctions pénales (p. 6700).

1146. — Viticulture et sommet de Dublin : M. Emile Jourdan : caractère néfaste des décisions prises dans la perspective de l'élargissement de la C. E. E. ; gel des prix agricoles ; sacrifice de la viticulture française [5 décembre 1984] (p. 6700) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : gravité des décisions prises ; niveau des contrats entre les producteurs et le négoce en matière de vins (p. 6700) ; caractère positif du règlement dans le domaine viticole ; augmentation de la dépense viticole au sein de la communauté ; faiblesse du revenu agricole ; problème de la distillation obligatoire (p. 6701) ; répartition des volumes à distiller par Etat membre (p. 6702).

1147. — Utilisation des locaux de l'hôpital des armées à Rochefort : M. Jean-Guy Branger : fermeture de cet hôpital ; dégradation de cet édifice [5 décembre 1984] (p. 6702) ; nature de la nouvelle affectation de cet établissement (p. 6703) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : réutilisation des locaux devenus vacants ; projet de création d'une unité de formation professionnelle ; étude de toutes les hypothèses de réaffectation (p. 6703).

1148. — Relations France-Israël : M. René Rouquet : visite officielle du chef du Gouvernement de l'Etat d'Israël en France ; état d'avancement des conversations sur la paix au Proche-Orient [12 décembre 1984] (p. 6845) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : importance de la visite du chef de Gouvernement d'Israël pour le développement des relations entre la France et ce pays ; volonté de la France de poursuivre une politique équilibrée de dialogue avec tous les pays du Moyen-Orient ; importance des entretiens de Paris (p. 6845).

1149. — Campagne emploi des jeunes : M. Yves Dollo : mise en place des travaux d'utilité collective ; moyens d'information de l'opinion publique sur l'ensemble des mesures concernant l'emploi des jeunes [12 décembre 1984] (p. 6845) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : importance de l'information dans la mobilisation ; effort des élus, des fonctionnaires et des partenaires sociaux en ce domaine ; mise en place d'une campagne d'information nationale au mois de janvier ; son attachement à la politique contractuelle (p. 6846).

1150. — Officines intermédiaires entre débiteurs et créanciers : Mme Denise Cacheux : mesures prises par le Gouvernement pour contrôler l'activité de ces officines [12 décembre 1984] (p. 6846) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : volonté du secrétaire d'Etat à la consommation d'organiser une campagne d'information sur ces officines ; rappel des propositions du Conseil national de la consommation à ce sujet ; convocation du groupe interministériel de la consommation pour la mise en œuvre de ces propositions (p. 6846, 6847).

1151. — Catastrophe de Bhopal. — Usine de Béziers : M. Raoul Bayou : mesures de sécurité prises par la société Union Carbide pour son unité de production de Béziers ; nécessité d'assurer la sécurité des travailleurs de l'usine et des habitants de la ville [12 décembre 1984] (p. 6847) ; Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement : sa visite de l'usine de La Littorale à Béziers ; soumission de ses installations aux règles de sécurité fixées dans un arrêté préfectoral du 23 avril 1979 ; sa demande à la société Union Carbide de ne pas procéder à de nouvelles livraisons de M. I. C. avant la fin de l'étude de sûreté ; aggravation des sanctions pénales en cas d'infraction à la législation sur les installations classées ; possibilité d'instituer des servitudes d'utilité publique autour des usines dangereuses (p. 6847).

1152. — Filière électronique : M. Georges Le Baill : déclarations d'un secrétaire national du R. P. R. sur ce point [12 décembre 1984] (p. 6847) ; situation actuelle de cette branche d'activité (p. 6848) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : caractère inexact des informations chiffrées présentées à la presse ; accord entre la firme Thomson et la société I. B. M. ; opposition du Gouvernement à la reprise de la C. G. R. par un groupe étranger ; refus par les gouvernements d'avant 1981 de l'accord Unidata entre Siemens, Bull et Philips ; restructuration de l'industrie électronique à partir de 1981 ; bilan actuel de la filière électronique (p. 6848) ; rôle de l'Etat dans le développement de cette filière (p. 6849).

1153. — Exécution du budget de 1983 : M. Edmond Alphandéry : évocation par la Cour des comptes de pratiques financières critiquables dans l'exécution du budget de 1983 ; rappel des différentes étapes de ce budget ; absence de contrôle du dérapage des finances publiques ; existence d'un transfert inhabituel des dépenses de 1982 sur l'exercice de 1983 ; sous-évaluation du déficit du budget de 1983 et de la charge de la dette publique [12 décembre 1984] (p. 6849) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : possibilité pour le Parlement de débattre du rapport de la Cour des comptes sur le budget de 1983 ; absence de manipulations des comptes par le Gouvernement ; caractère habituel des pratiques utilisées ; problème de l'augmentation de la charge de la dette ; caractère dépassé de certaines procédures comptables datant de 1953 (p. 6849, 6850).

1154. — Radios libres : M. Alain Madelin : « climat général de reprise en main des médias pour le pouvoir politique » [12 décembre 1984] (p. 6850) ; conséquences du vote de la loi sur la liberté des radios ; nécessité de moderniser cette loi (p. 6851) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : manipulation de l'opinion par l'opposition ; rappel des réponses des gouvernements d'avant 1981 face au problème de la communication ; conséquences de la course à la puissance engagée par certaines radios commerciales ; nécessité pour les radios libres respectant les normes de pouvoir émettre (p. 6851).

1155. — Versement d'une allocation aux chômeurs privés de ressources : M. André Lajoinie : pauvreté et dénuement de certains foyers [12 décembre 1984] (p. 6851) ; nécessité d'attribuer une allocation de fin d'année aux foyers disposant d'un revenu modeste ; financement de cette allocation par une taxe additionnelle à l'impôt sur les grandes fortunes (p. 6852) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : volonté du Gouvernement de lutter contre les situations de détresse ; programmes d'action spécifiques ; rôle de l'allocation de fin de droits ; nombre de chômeurs non indemnisés ; distribution de surplus agricoles ; ouverture de locaux d'hébergement (p. 6852).

1156. — Conséquences du sommet de Dublin pour l'industrie et l'agriculture françaises : M. René Rieubon : conséquences des décisions limitant la production viticole ; absence de solution dans les secteurs industriels [12 décembre 1984] (p. 6852) ; problème de l'élargissement de la Communauté européenne ; nécessité de rechercher d'autres formes de coopération avec l'Espagne et le Portugal (p. 6853) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : contenu de l'accord de Dublin sur le problème viticole ; fin du statut préférentiel résultant pour l'Espagne des accords de 1970 ; satisfaction des demandes des viticulteurs relatives au mécanisme de déclenchement de la distillation ; pénalisation des rendements excessifs ; nécessité de consolider ces négociations (p. 6853) ; difficultés de fonctionnement du Marché commun de la viticulture ; problème de l'élargissement de la Communauté européenne (p. 6854).

1157. — Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Emmanuel Aubert : respect de la démocratie et de la légalité constitutionnelle ; nécessité d'assurer l'information du pays [12 décembre 1984] (p. 6854) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : ordre public en Nouvelle-Calédonie (p. 6854) ; visite de M. Edgard Pisani dans l'île de Lifou ; priorité accordée par le Gouvernement au dialogue ; action de M. Edgard Pisani ; consultation séparée des forces politiques et socio-économiques (p. 6855).

1158. — Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Jacques Toubon : absence de rétablissement de l'ordre sur ce territoire ; volonté du Gouvernement d'instaurer l'indépendance en Nouvelle-Calédonie [12 décembre 1984] (p. 6855) ; rappel des déclarations de M. Edgard Pisani et de M. Tjibaou (p. 6856) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : caractère de contre-vérité des déclarations de l'opposition ; mission de rétablissement de l'ordre et de dialogue de M. Edgard Pisani ; indépendance de la Nouvelle-Calédonie ; démarches entreprises par le délégué du Gouvernement (p. 6856) ; poursuite du rétablissement de l'ordre et du dialogue (p. 6857).

1159. — Encadrement du crédit : M. Aimé Kerguéris : suppression de l'encadrement du crédit ; problèmes posés par le système de réserves instantanées en fonction des crédits distribués ; « déstabilisation du marché des obligations » [19 décembre 1984] (p. 7216, 7217) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : objectifs du nouveau dispositif de régulation du crédit ; volume d'augmentation de la masse monétaire ; évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire (p. 7217).

1160. — Fermeture de l'entreprise Heudebert d'Augy : M. Jean-Pierre Soisson : augmentation du chômage ; approbation par le Gouvernement du plan de modernisation de Général Biscuit [19 décembre 1984] (p. 7217) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : contradiction dans les propos de M. Jean-Pierre Soisson (p. 7217) ; rappel de la situation de l'entreprise Heudebert ; accroissement de la concurrence mondiale dans le domaine agro-alimentaire ; situation de la biscuiterie d'Augy ; mise en place d'un plan social par le groupe Général Biscuit (p. 7218).

1161. — Situation internationale : M. Marcel Bigeard : détérioration de la situation en Afrique ; retrait précipité des forces françaises du Tchad ; dialogue franco-libyen en Crète ; situation au sud du Soudan [19 décembre 1984] (p. 7218) ; situation au Liban, en Centrafrique et en Nouvelle-Calédonie (p. 7219) ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement : déclaration du Président de la République du 16 décembre 1984 ; rappel de la situation au Tchad en mai 1981 ; accord du sommet franco-africain de Bujumbura (p. 7219) ; application des accords franco-africains ; retrait des forces libyennes du Tchad ; volonté du Gouvernement d'encourager un règlement politique interne dans ce pays (p. 7220).

1162. — Exonération de la taxe d'habitation en faveur des chômeurs : Mme Adrienne Horvath : rejet des demandes de dégrèvement de la taxe d'habitation ; problème du chômage [19 décembre 1984] (p. 7220) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : mise en place d'un dispositif d'allégement en faveur des personnes à faibles revenus ; institution d'un abattement spécial en faveur des contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu ; dégrèvement du foncier bâti au profit des titulaires d'allocation complémentaire du fonds national de solidarité (p. 7220).

1163. — Situation des usines Citroën : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : projet de vente de l'usine de Nanterre ; sa demande d'organisation d'une rencontre entre toutes les parties intéressées [19 décembre 1984] (p. 7220, 7221) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : amélioration de la productivité face à la concurrence étrangère ; nécessité de mutations importantes dans le groupe P. S. A. Citroën ; importance des efforts de modernisation ; volonté du Gouvernement de prendre contact avec la direction du groupe P. S. A. (p. 7221).

1164. — Mesures imposées aux mineurs retraités en matière de droit au logement : M. Alain Bocquet : pénalisation des mineurs par la récession et le chômage frappant leurs enfants ; remise en cause de leur droit au logement gratuit [19 décembre 1984] (p. 7221) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès

du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : rappel des usages aux Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (p. 7221) ; description de l'indemnité d'occupation ; prise en compte des problèmes sociaux dans les houillères du Nord - Pas-de-Calais (p. 7222).

1165. — Situation des Polynésiens en Nouvelle-Calédonie : M. Tutaha Salmon : conditions d'insécurité de cette minorité ; nécessité d'assurer leur droit d'expression [19 décembre 1984] (p. 7222) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : importance de la communauté polynésienne en Nouvelle-Calédonie ; sa participation au récent scrutin ; volonté du Gouvernement de rétablir l'ordre et de développer le dialogue (p. 7222).

1166. — Nouvelle-Calédonie : M. Didier Julia : son rappel de la situation depuis le 15 septembre 1984 ; absence de condamnation par le Gouvernement de la destruction des urnes ; occupation de la commune de Thio [19 décembre 1984] (p. 7222) ; incendie de maisons par les hommes armés de Machoro ; mise en pratique par M. Edgard Pisani de l'apartheid ; volonté du Gouvernement de donner le pouvoir à une petite minorité ; découverte par le Gouvernement du national socialisme ; sa volonté d'obtenir une réponse claire du Premier ministre (p. 7223) ; caractère déshonorant des actes commis par le Gouvernement en Nouvelle-Calédonie (p. 7224) ; sa volonté d'obtenir plus de modération de la part du Gouvernement (p. 7225) ; M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale : demande à M. Didier Julia de ne pas reprendre l'expression « national-socialisme » et de retirer ses propos (p. 7223) ; indique à M. Julia qu'il suspend la séance et en réfère au bureau ; informe l'Assemblée qu'il a demandé en présence des membres du bureau à M. Didier Julia de retirer ses propos ; exprime sa profonde réprobation contre le fait que M. Didier Julia n'a pas accepté de les retirer (p. 7224) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : utilisation par M. Didier Julia du mot « apartheid » et du mot « national socialisme » ; volonté de certains députés de l'opposition de ne pas s'associer à ces propos ; indignité des mots « apartheid » et « nazisme » ; nécessité d'éviter la provocation en politique intérieure (p. 7224) ; caractère scandaleux de l'extrémisme ; sa volonté de dialogue dans le respect des règles (p. 7225) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : mise en cause de la gendarmerie par M. Didier Julia ; sa volonté d'y répondre dans une ambiance plus calme (p. 7225).

1167. — Situation au Tchad : M. Jean de Lipkowski : rappel de la situation de ce pays en 1981 ; rencontre entre M. François Mitterrand et M. Kadhafi en Grèce ; situation au Tchad en juin-juillet 1983 [19 décembre 1984] (p. 7225) ; évacuation des forces françaises et libyennes ; limite territoriale de la protection conférée par la France ; contestation de la légalité de M. Hissène Habré ; crédibilité de la France en Afrique (p. 7226) ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement : son rappel de la situation de ce pays en mai 1981 et actuellement ; opération Manta ; absence de respect de l'accord du 16 décembre 1984 ; exercice d'une pression diplomatique constante par la France ; déroulement des faits depuis le 5 novembre 1984 ; problème du sud du Tchad (p. 7226) ; situation des populations civiles ; crédibilité de la France en Afrique ; satisfaction des Etats africains devant ce comportement ; absence d'accord de défense entre le Tchad et la France ; caractère inopportun des critiques de l'opposition sur l'intervention française (p. 7227).

1168. — Lutte contre l'inflation : M. Didier Chouat : taux d'inflation ; augmentation de son rythme [19 décembre 1984] (p. 7227) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget : comparaison entre la hausse des prix en 1981 et en 1984 ; rythme moyen de désinflation ; écart d'inflation avec les autres partenaires (p. 7227) ; amélioration de la compétitivité de la France sur le marché extérieur ; excédent du commerce extérieur (p. 7228) ; excédent du commerce extérieur (p. 7228).

1169. — Boussac Saint-Frères : M. Michel Sapin : situation de cette entreprise depuis le mois de juin 1981, appréciation par le Gouvernement de l'accord entre la société Férinel et le groupe Boussac Saint-Frères [19 décembre 1984] (p. 7228) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rappel des éléments du dossier Boussac Saint-Frères ; accord des pouvoirs publics sur la solution présentée par le groupe Férinel ; garanties données sur le non-démantèlement du groupe (p. 7228-7229).

1170. — Politique en faveur des personnes âgées : M. Gérard Bapt : perspectives de cette politique [19 décembre 1984] (p. 7229) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : bilan de cette politique depuis mai 1981 ; augmentation des ressources des personnes âgées ; mesures fiscales nouvelles ; importance des soins infirmiers à domicile ; aide à l'amélioration de l'habitat ; effort de médicalisation des institutions et modernisation des hospices ; conclusion de contrats de plan entre les régions et les hospices ; développement du droit à la parole des retraités (p. 7229).

1171. — Afrique du Sud : M. Jean-Pierre Le Coadic : mesures prises par le Gouvernement pour aider les Noirs sud-africains à obtenir l'égalité des droits [19 décembre 1984] (p. 7229), M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du Gouvernement : vote par le conseil de sécurité de la résolution condamnant les élections en Afrique du Sud ; attachement de la France au respect des droits de l'homme ; respect de l'embargo sur les ventes d'armes ; relations sportives entre la France et l'Afrique du Sud ; intervention de la France en faveur des droits de l'homme (p. 7230).

1172. — Prime aux éleveurs : M. Georges Labazée : rôle des délégués locaux de la F.N.S.E.A. sur ce point ; caractère discriminatoire de la situation ; précisions concernant le dispositif mis en place pour l'octroi de cette prime [19 décembre 1984] (p. 7230) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : rappel des dispositions arrêtées à la suite de la conférence bovine ; constitution d'une commission *ad hoc* classée sous l'autorité des directeurs départementaux de l'agriculture ; rôle de la section bovine de la F.N.S.E.A. dans la distribution de ces primes (p. 7230).

1173. — Les jeunes agriculteurs face aux quotas laitiers : M. Maurice Sergheraert ; importance des manifestations d'agriculteurs ; obligation pour certains jeunes agriculteurs d'abattre du cheptel ; injustice dans l'attribution des quotas ; nécessité de mesures en faveur des jeunes agriculteurs [19 décembre 1984] (p. 7230) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : complexité du dispositif mis en œuvre ; répartition des quantités ; rôle des commissions mixtes départementales ; adoption du système après concertation avec les organisations syndicales agricoles (p. 7231).

Voir aussi *Rappels au règlement* **322, 326.**

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

557. — Emploi et activité (politique de l'emploi : Loire-Atlantique). — Posée le 26 janvier 1984 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le Premier ministre (p. 170).

558. — Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : démographie). — Posée le 26 janvier 1984 par M. Michel Debré à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (p. 170). — Appelée le 6 avril 1984 : **démographie de l'île de la Réunion ;** M. Michel Debré : absence délibérée du secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer ; chute de la venue en métropole de jeunes Réunionnais ; augmentation du nombre de chômeurs à la Réunion ; risque de rupture avec la métropole (p. 1212) ; risque d'explosion sociale ; instruction donnée à l'A.N.P.E. afin de refuser les demandes de contrats de travail intéressant les Réunionnais ; diminution des crédits pour les logements (p. 1213) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : rappelle qu'elle s'exprime au nom du Gouvernement tout entier (p. 1212) ; baisse de la proportion des jeunes dans la population réunionnaise ; priorité au développement de l'appareil productif dans les départements d'outre-mer ; décision du Gouvernement de mettre un terme à la politique systématique d'incitation à la migration menée jusqu'en 1981 ; formation professionnelle des volontaires au départ (p. 1213) ; nécessité de créer sur place un maximum d'emplois (p. 1214).

559. — Politique économique et sociale (plans). — Posée le 2 avril 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1057).

560. — Electricité et gaz (E. D. F.). — Posée le 2 avril 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 1057).

561. — Circulation routière (stationnement : Paris). — Posée le 2 avril 1984 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le ministre de la culture (p. 1057). — Appelée le 13 avril 1984 : **stationnement aux abords du musée du XIX^e^ siècle :** problème de la circulation ; site de la place Montherlant ; non-convocation du

maire d'arrondissement aux réunions traitant des problèmes d'environnement de la gare d'Orsay (p. 1562) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : rappel des options retenues en matière de circulation dans ce secteur ; perspectives d'aménagement général des Tuileries et du « Grand Louvre » (p. 1562).

562. — Départements et territoires d'outre-mer (Mayotte). — Posée le 2 avril 1984 par M. Michel Debré à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (p. 1057).

563. — Bâtiment et travaux publics (emploi et activité). — Posée le 2 avril 1984 par M. Pierre Bachelet à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 1057). — Appelée le 6 avril 1984 : **situation désastreuse du bâtiment et des travaux publics ;** M. Pierre Bachelet : critique du plan de relance du bâtiment ; cas du département des Alpes-Maritimes (p. 1218) ; baisse de la construction de logements ; repli de l'activité dans les travaux publics ; réglementation d'une part marginale du marché du logement au travers des aides à l'habitat octroyées par l'Etat (p. 1219) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : diminution du nombre des mises en chantier depuis 1975 ; rappel des mesures prises par le Gouvernement ; baisses de taux d'intérêt accordées par les établissements bancaires (p. 1219) ; introduction des techniques nouvelles ; cas de la région Provence-Côte d'Azur ; montant des P. A. P. et des Palulos ; contrat de plan entre l'Etat et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 1220).

564. — Collectivités locales (finances locales). — Posée le 2 avril 1984 par M. Michel Barnier à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 1057). — Appelée le 6 avril 1984 : **financement des collectivités locales ;** M. Michel Barnier : nécessité de réussir la décentralisation (p. 1220) ; problème des fonds de roulement des collectivités locales ; sa demande de participation de l'Etat ; gestion de la trésorerie des collectivités locales ; demande d'assouplissement de la règle du dépôt obligatoire des fonds libres des collectivités locales ; gestion des fonds collectés au titre des Codevi (p. 1221) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : mise en place d'un fonds de roulement par les conseils généraux ; accélération des versements au titre du compte d'avance sur impositions locales directes (p. 1221) ; équilibre des relations de trésorerie entre l'Etat et les collectivités locales ; rejet par le Gouvernement de l'affectation, d'une partie des ressources provenant des Codevi, au financement des investissements productifs des collectivités locales (p. 1222).

565. — Equipements industriels et machines-outils (entreprises : Val-de-Marne). — Posée le 3 avril 1984 par M. Paul Mercieca à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1111). — Appelée le 6 avril 1984 : **fichages à l'usine S. K F. d'Ivry ;** M. Paul Mercieca : occupation de cette usine depuis octobre 1983 ; problème de l'obtention de renseignements personnels par la direction de S. K. F. ; transmission au parquet de l'affaire du fichier d'embauche de cette entreprise, par la commission nationale Informatique et libertés (p. 1217) ; sacrifice de la production française de S. K. F. (p. 1218) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : remercie M. Paul Mercieca d'avoir dénoncé devant la représentation populaire de telles atteintes à la liberté ; nécessité pour les pouvoirs publics de disposer des éléments nécessaires à la connaissance des faits incriminés (p. 1217, 1218).

566. — Affaires culturelles (établissements d'animation culturelle) : Seine-Saint-Denis). — Posée le 3 avril 1984 par M. François Asensi à M. le ministre délégué à la culture (p. 1112). — Appelée le 6 avril 1984 : **maison de la culture de la Seine-Saint-Denis ;** M. François Asensi : décision de la municipalité d'Aulnay-sous-Bois de réduire de plus de 90 p. 100 la subvention allouée à cet équipement ; atteinte portée à la politique culturelle dans de nombreuses villes reconquises par l'opposition ; rappelle les propos prononcés par le maire d'Aulnay-sous-Bois ; décision du conseil général et de la ville de Bobigny de maintenir leur effort financier (p. 1210) ; originalité de la maison de la culture de Seine-Saint-Denis (p. 1211) ; M. Jack Lang, ministre délégué à la culture : manifestation d'intolérance de la part des élus de l'opposition (p. 1210) ; rappelle ses interventions sur cette affaire ; élaboration d'un projet permettant à cette maison de la culture de se maintenir (p. 1211).

567. — Assurance maladie maternité (prestations en nature). — Posée le 3 avril 1984 par M. François Mortelette à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1112). — Appelée le 6 avril 1984 : **transport des enfants se rendant dans un centre médico-socio-psychologique ;** M. François Mortelette : non-remboursement des frais de transport des enfants soignés par un centre médico-socio-psychologique, depuis le 1er avril 1984 (p. 1215, 1216) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : rétablissement des équilibres de la sécurité sociale ; nécessité d'assainir les comptes de la sécurité sociale ; arrêté du 2 septembre 1955 relatif au remboursement des frais de déplacement ; possibilité de recourir à l'aide sociale (p. 1215) ; cas du centre de la rue Gerbault à Blois (p. 1216).

568. — Voirie (routes et tunnels). — Posée le 3 avril 1984 par M. Augustin Bonrepaux à M. le ministre des transports (p. 1112). — Appelée le 6 avril 1984 : **trafic transpyrénéen ;** M. Augustin Bonrepaux : insuffisance des relations transpyrénéennes ; cas de l'axe Toulouse-Barcelone ; aménagement de la R. N. 20 ; tunnel du Cadi et du Puymorens (p. 1214) ; nécessité d'intégrer tous les faits nouveaux pour procéder aux études techniques (p. 1215) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : rappel des réseaux routiers permettant les échanges entre la France et l'Espagne ; déblocage de crédits afin de procéder à l'étude technique et financière du projet de percement du tunnel du Puymorens (p. 1214, 1215).

569. — Assurance invalidité décès (pensions). — Posée le 3 avril 1984 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1112). — Appelée le 6 avril 1984 : **cumuls entre pensions d'invalidité et revenus professionnels ;** M. Loïc Bouvard : rappelle les conditions de ce cumul ; problème de la revalorisation du plafond de ressources ; intérêt dans de nombreux cas à demander le bénéfice de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité (p. 1216) ; sa demande d'une réforme des règles de cumul entre la pension d'invalidité et le revenu tiré d'activité non salariée (p. 1217) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : caractère injuste du blocage du plafond de ressources depuis 1976 ; étude en cours à ce sujet (p. 1216).

570. — Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel). — Posée le 3 avril 1984 par M. Gilbert Gantier à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 1112). — Appelée le 6 avril 1984 : **statut des personnels enseignants-chercheurs ;** M. Gilbert Gantier : aggravation des charges de service ; rapport d'activité ; nouvelle procédure de recrutement ; cas des assistants et des maîtres assistants (p. 1211) ; reconnaissance par le Conseil constitutionnel que l'indépendance des professeurs d'université résulte d'un principe fondamental reconnu par les lois de la République (p. 1212) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : absence de texte définitif à ce sujet ; plan portant sur 4 000 transformations d'emploi en cinq ans (p. 1211) ; avenir des assistants (p. 1212).

571. — Professions et activités paramédicales (infirmiers et infirmières). — Posée le 4 avril 1984 par M. René André à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 1159).

572. — Handicapés (établissements). — Posée le 5 avril 1984 par M. Daniel Goulet à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1207). — Appelée le 13 avril 1984 : **institutions pour enfants et adultes inadaptés ou handicapés ;** M. Daniel Goulet : difficultés de gestion de ces instances ; fixation des prix de journée ; insuffisance de la progression des dépenses de fonctionnement (p. 1556) ; situation des administrateurs bénévoles de ces associations (p. 1557) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : maîtrise des dépenses du secteur social ; taux moyen de progression des dépenses par département ; salaires versés aux personnels (p. 1556) ; propositions de redéploiement des personnels ; réorganisation dans le cadre du département (p. 1557).

573. — Politique économique et sociale (plans). — Posée le 4 avril 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 1207).

574. — Accidents du travail et maladies professionnelles (indemnisation). — Posée le 6 avril 1984 par M. Charles Haby à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1271). — Appelée le 4 mai 1984 : **régime de l'incapacité temporaire des sapeurs-pompiers volontaires :** M. Charles Haby : inconvénients du régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers (p. 2134) ; énonce des mesures souhaitables (p. 2135) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T. : proposition de faire

verser par la caisse primaire d'assurance maladie les indemnités journalières de sécurité sociale dues aux sapeurs-pompiers du fait de leur activité principale salariée ; garantie de ressources durant la période d'incapacité (p. 2135).

575. — Métaux (emploi et activité : Moselle). — Posée le 6 avril 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1272).

576. — Sports (associations, clubs et fédérations). — Posée le 9 avril 1984 par M. Christian Bergelin à M. le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports (p. 1332). — Appelée le 13 avril 1984 : **formation des cadres sportifs :** M. Christian Bergelin : création d'un professorat de sport ; problème des prolongements des carrières des cadres techniques ; interférence des syndicats de l'éducation physique dans le dialogue Etat-mouvement sportif (p. 1563) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports ; nécessité d'un professorat de sport ; situation des personnels techniques ; création d'une situation statutaire (p. 1563) ; création d'un corps de professeurs de sport de haut niveau ; accès de certaiens catégories au statut de professeur de sport ; formation préparant au professorat de sport (p. 1564).

577. — Métaux (entreprises : Bouches-du-Rhône). — Posée le 10 avril 1984 par M. Vincent Porelli à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1416). — Appelée le 13 avril 1984 : **Ugine-Aciers :** M. Vincent Porelli : action du Gouvernement pour permettre à cette usine de fonctionner ; caractère injustifiable de la fermeture d'Ugine-Aciers ; production d'acier pour roulements à billes, par cette entreprise ; problème du déficit de cette usine ; coût de la reconversion du personnel (p. 1559) ; décision de classer Fos en zone de reconversion (p. 1560) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : mesures de redressement dans le secteur des produits longs et des aciers spéciaux de construction ; choix entre Ugine-Fos et les Dunes (p. 1559).

578. — Produits agricoles et alimentaires (entreprises : Hauts-de-Seine). — Posée le 10 avril 1984 par M. Parfait Jans à M. le ministre de l'agriculture (p. 1416). — Appelée le 13 avril 1984 : **entreprise Olida :** M. Parfait Jans : forte consommation de viande de porc en France ; difficultés de la production (p. 1564) ; restructuration de la société Olida ; cas de l'usine de Levallois ; sa demande de mise en vente du siège social de cette société ; critique de la décision de fermeture totale de l'entreprise Olida à Levallois ; aide de l'Etat à une entreprise se refusant d'investir (p. 1565) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : situation de l'industrie alimentaire ; compensation de la fermeture de l'usine de Levallois par le développement de l'usine d'Epinay-sur-Seine ; estime que l'usine de Levallois ne donnait pas une impression de dynamisme (p. 1565).

579. — Matériels électriques et électroniques (entreprises : Eure-et-Loir). — Posée le 10 avril 1984 par M. Maurice Dousset à M. le ministre délégué, chargé des P.T.T. (p. 1416). — Appelée le 13 avril 1984 : **industrie et télécommunications :** M. Maurice Dousset : développement de techniques nouvelles ; suppression d'emplois dans l'entreprise Téléphone-Picart-Lebat de Châteaudun (p. 1568) ; recours des P.T.T. à d'autres entreprises ; suppression d'emplois dans une société annonçant un bénéfice prévisionnel (p. 1569) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : problème de l'emploi dans l'usine Picart-Lebas de Châteaudun ; problèmes de reconversion ; appel à d'autres constructeurs ; problème de charge pour la société Téléphone-Picart-Lebas ; absence de « déménagement » d'industries de l'Ouest vers l'Est (p. 1569) ; installation du groupe Matra dans la région de Châteaudun ; nécessité d'aider les entreprises à se diversifier (p. 1570).

580. — Logement (construction : Alsace). — Posée le 10 avril 1984 par M. Emile Koehl à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 1416). — Appelée le 13 avril 1984 : **secteur du bâtiment en Alsace :** M. Emile Koehl : situation du logement social dans le département du Bas-Rhin ; sentiment de cette région d'être défavorisée par rapport aux autres régions françaises (p. 1561) ; critères du taux d'urbanisation (p. 1562) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : présentation de l'activité du secteur du bâtiment en Alsace ; renversement de la tendance au désengagement de l'Etat dans ce secteur ; plan d'action du Gouvernement (p. 1561).

581. — Postes et télécommunications (téléphone). — Posée le 10 avril 1984 par M. Alain Richard à M. le ministre délégué, chargé des P.T.T. (p. 1416). — Appelée le 13 avril 1984 : **service des P. C. V. :** M. Alain Richard : nécessité d'automatiser ce service ; « numéro vert » ; carte magnétique ; possibilité de se faire appeler dans une cabine (p. 1567) ; problème du fonctionnement des cabines publiques (p. 1568) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : présentation des services nouveaux mis en place par les P.T.T. ; « numéro vert » ; prise en charge par l'entreprise de la carte télécommunications ; attribution à chaque cabine d'un numéro permettant de s'y faire appeler ; problème de la disponibilité des cabines ; obsolescence du service des P.C.V. (p. 1567) ; évolution vers l'automatisation ; mise en place pour l'année 1983 de treize nouveaux services ; problème du vandalisme (p. 1568).

582. — Animaux (protection). — Posée le 10 avril 1984 par M. Philippe Bassinet à M. le ministre de l'agriculture (p. 1416). — Appelée le 13 avril 1984 : **expériences sur les animaux :** M. Philippe Bassinet : conditions de recours à ces expériences ; interdiction d'utiliser des animaux vivants à des fins expérimentales dans l'enseignement ; recours aux méthodes de substitution ; pénurie des textes en ce domaine ; projet de convention européenne (p. 1566) ; nécessité de renforcer les contrôles (p. 1567) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : absence de statistiques depuis 1970 sur les expériences pratiquées sur les animaux ; projet de décret limitant l'utilisation expérimentale de l'animal ; développement des techniques *in vitro* (p. 1566).

583. — Enseignement préscolaire et élémentaire (fonctionnement : Seine-et-Marne). — Posée le 10 avril 1984 par M. Alain Vivien à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 1416) — Appelée le 4 mai 1984 : **personnel d'enseignement de Seine-et-Marne :** M. Alain Vivien : rappelle que ce département est le premier pour l'expansion démographique ; préscolarisation en Seine-et-Marne ; discrimination entre ce département et les autres départements de l'Ile-de-France ; reconnaît qu'un effort a été accompli ; création de postes ; ventilation des postes nouveaux ; critères imposés au département de Seine-et-Marne ; hyperféminisation du personnel dans les enseignements maternel et élémentaire ; mobilité des instituteurs ; cas des villes nouvelles (p. 2128) ; sa demande d'un plan de rééquilibrage entre les trois académies d'Ile-de-France (p. 2129) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : diminution des effectifs de l'enseignement élémentaire ; situation satisfaisante dans le département de Seine-et-Marne (p. 2127, 2128) ; absence de saupoudrage dans la répartition des postes ; problème du recrutement des instituteurs ; volonté de concertation avec les élus (p. 2129).

584. — Charbon (houillères : Tarn). — Posée le 10 avril 1984 par M. Pierre Bernard à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 1461) — Appelée le 13 avril 1984 : **bassin houiller de Carmaux :** M. Pierre Bernard : préparation de la découverte de Carmaux ; attitude d'attente des Charbonnages de France ; scepticisme au niveau local quant à la volonté de moderniser le tissu industriel (p. 1560) ; classement de la région Albi-Carmaux en pôle de reconversion (p. 1561) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : déblocage des crédits pour la préparation de la découverte de Carmaux ; compétence des Charbonnages de France pour établir l'échéancier des travaux (p. 1560).

585. — Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale). — Posée le 10 avril 1984 par M. Yves Tavernier à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1416) — Appelée le 13 avril 1984 : **emploi des handicapés :** M. Yves Tavernier : inapplication du quota des handicapés dans le secteur public et le secteur privé ; accès aux emplois réservés (p. 1557) ; obligation pour les employeurs du secteur privé de rendre compte annuellement de l'application de ces dispositions ; difficulté d'accès des handicapés au secteur public (p. 1558) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : priorité d'emploi aux travailleurs handicapés à concurrence de 3 p. 100 des effectifs ; travail en milieu ordinaire des travailleurs handicapés ; contrat individuel d'adaptation professionnelle ; projet de réforme de la législation sur la priorité d'emploi des travailleurs handicapés ; emploi de ces derniers dans le secteur public ; recouvrement des pénalités (p. 1558).

586. — Boissons et alcools (vins et viticulture). — Posée le 12 avril 1984 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt (p. 1552).

587. — S. N. C. F. (lignes). — Posée le 12 avril 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre des transports (p. 1552).

588. — Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : emploi et activité). — Posée le 13 avril 1984 par M. Michel Debré à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (p. 1631). — Appelée le 23 novembre 1984 : **évolution démographique de la Réunion** : M. Michel Debré : gratuité du voyage en métropole des Réunionnais sous condition d'un contrat de travail ; hausse du chômage et augmentation de la population ; risque d'explosions sociales ; nécessité de promouvoir la mobilité des Réunionnais en métropole (p. 6322) ; impossibilité pour les jeunes de venir en métropole (p. 6323) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : pourcentage des moins de vingt ans de 1961 à 1982 ; stabilisation démographique de la Réunion ; caractère restreint des possibilités d'emploi dans l'Hexagone pour les jeunes originaires d'outre-mer ; nécessité d'assurer leur insertion en métropole (p. 6322) ; signature d'une convention avec l'A. F. P. A. ; rôle de l'A. N. T. dans la mobilité professionnelle ; montant des crédits mis à la disposition des départements d'outre-mer pour les chantiers de développement et les travaux d'utilité collective ; nécessité pour les jeunes Réunionnais de vivre et de travailler dans leur département d'origine (p. 6323, 6324).

589. — Enseignement (fonctionnement). — Posée le 18 avril 1984 par M. René La Combe à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 1808).

590. — Electricité et gaz (distribution de l'électricité : Moselle). — Posée le 24 avril 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 1905).

591. — Transports maritimes (compagnies). — Posée le 24 avril 1984 par M. René André à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme (p. 1905). — Appelée le 27 avril 1984 : **publicité de Brittany Ferries** : M. René André : publicité faite au détriment du département de la Manche ; problème des quotas laitiers (p. 2004) ; nécessaire complémentarité entre le développement de la Bretagne et celui de la Normandie (p. 2005) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme : organisation de la compagnie Brittany Ferries (p. 2004) ; campagne publicitaire lancée par cette compagnie ; bataille publicitaire entre cette société et ses concurrentes anglaises ; intervention du secrétaire d'Etat auprès des dirigeants de la société Brittany Ferries ; vocation touristique du département de la Manche (p. 2005).

592. — Douanes (fonctionnement : Bas-Rhin). — Posée le 24 avril 1984 par M. Germain Gengenwin à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 1905). — Appelée le 27 avril 1984 : **plate-forme douanière de Marckolsheim** : M. Germain Gengenwin : axe transvosgien ; vocation interrégionale de la liaison Célestat—Marckolsheim ; absence de plate-forme douanière ; caractère précaire de l'économie de la moyenne Alsace (p. 2006) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : achèvement prochain du pont de Marckolsheim ; construction du bureau à contrôles dans le courant de 1986 ; mise en place d'installations douanières provisoires dès l'ouverture du pont (p. 2006) ; dédouanement de la plus grande partie du trafic à l'intérieur (p. 2007).

593. — Enseignement supérieur et postbaccalauréat (Institut national des langues et civilisations orientales). — Posée le 24 avril 1984 par M. Gilbert Gantier à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 1905). — Appelée le 27 avril 1984 : **école des langues orientales vivantes** : M. Gilbert Gantier : hommage à son collègue Jacques Marette ; enseignement du japonais en France ; pénurie des enseignants (p. 2010) ; problème des locaux ; département « Corée-Japon » ; projet d'acquisition des locaux de la Manufacture des tabacs de Pantin (p. 2011) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale : s'associe au deuil qui frappe l'Assemblée nationale en la personne de Jacques Marette ; développement de l'enseignement du japonais en France ; cas du département « Corée-Japon » ; modalités d'acquisition des locaux de l'ancienne manufacture des tabacs de Pantin ; organisation en 1985 d'un concours d'agrégation de japonais ; nécessité de la rigueur budgétaire (p. 2011).

594. — Drogue (lutte et prévention). — Posée le 24 avril 1984 par Mme Florence d'Harcourt à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées (p. 1905). — Appelée le 27 avril 1984 : **lutte contre la toxicomanie** : Mme Florence d'Harcourt : bilan de la politique du Gouvernement en ce domaine ; consommation de drogue par des adolescents de plus en plus jeunes ; nécessité de favoriser la multiplication des mouvements associatifs de parents de jeunes drogués (p. 2007) ; rôle d'information des parents ; importance de la formation professionnelle des jeunes drogués ; institution « Le Patriarche » (p. 2008) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : répression du trafic (p. 2007) ; énoncé des axes prioritaires ; réglementation de la vente de trichloréthylène aux mineurs ; rôle des médias ; fragilité de la population droguée ; rôle des parents (p. 2008).

595. — Sécurité sociale (cotisations). — Posée le 24 avril 1984 par M. Philippe Bassinet à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1906). — Appelée le 27 avril 1984 : **prestations sociales servies par les comités d'entreprise** : M. Philippe Bassinet : cas de la société Comptage immobilier Schlumberger ; redressement opéré dans cette société par les agents de l'U. R. S. S. A. F. (p. 2008) ; distinction entre prestations en nature et en espèces ; article L. 120 du code de la sécurité sociale ; impossibilité de considérer qu'un comité d'entreprise peut se substituer à l'employeur (p. 2009) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : article L. 120 du code de sécurité sociale définissant la rémunération ; contrôle opéré sur les avantages servis par les comités d'entreprise ; rôle de certains organismes chargés du recouvrement des cotisations (p. 2009).

596. — Matériaux de construction (entreprises : Tarn). — Posée le 24 avril 1984 par M. Pierre Bernard à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1906). — Appelée le 27 avril 1984 : **usine de ciment de Ranteil** : M. Pierre Bernard : fermeture de cette unité de production sur décision du groupe Ciments Lafarge France (p. 2013) ; position de monopole de C. L. F. dans la région du Tarn ; création du pôle de conversion Albi-Carmaux ; stratégie de Ciments Lafarge pénalisant l'économie locale (p. 2014) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : chute de l'industrie cimentière française ; action de rationalisation des productions de la société Ciments Lafarge ; nécessité de maintenir un tissu économique dans la région d'Albi (p. 2014).

597. — Travail (travail noir). — Posée le 24 avril 1984 par M. Jean-Claude Dessein à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1906).

598. — Communes (finances locales). — Posée le 24 avril 1984 par M. Jacques Fleury à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1906). — Appelée le 27 avril 1984 : **dotation globale d'équipement** : M. Pierre Bernard : rôle de la D. G. E. (p. 2009) ; cas des communes rurales (p. 2010) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : rappel des mesures prises en faveur des petites communes ; majoration de la D. G. E. pour les communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur d'au moins 20 p. 100 au potentiel fiscal moyen par habitant des communes équivalentes ; construction d'écoles ; globalisation des crédits ; autonomie des collectivités locales (p. 2010).

599. — Chômage, indemnisation (chômage partiel). — Posée le 24 avril 1984 par M. Georges Labazée à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1906). — Appelée le 27 avril 1984 : **pratique dite du chômage partiel « total »** : Mme Lydie Dupuy : cas de l'entreprise de chaussures Bidegain ; détournement des procédures prévues en matière de licenciement économique (p. 2005) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme : préjudice causé aux salariés par le recours à la pratique du chômage partiel « total » (p. 2005) ; refus du directeur du travail d'accorder à la société Bidegain l'application du régime de chômage partiel (p. 2006).

600. — Energie (énergie nucléaire). — Posée le 24 avril 1984 par M. Roger Rouquette à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1906). — Appelée le 27 avril 1984 : **fusion thermonucléaire** : M. Roger Rouquette : inauguration du Joint European Torus (J. E. T.) ; perspectives de la fusion thermonucléaire (p. 2013) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : caractère fondamental de la recherche en matière de fusion thermonucléaire ; J. E. T. ; programme Fusion ; réalisation à Cadarache d'un équipement complémentaire : le Tore Supra ; situation dans les pays étrangers (p. 2013).

601. — Agriculture (coopératives, groupements et sociétés). — Posée le 24 avril 1984 par M. Lucien Dutard à M. le ministre de l'agriculture (p. 1906). — Appelée le 27 avril 1984 : **coopératives utilisatrices de matériel agricole de drainage** : M. Lucien Dutard : hommage à M. Jacques Marette ; coopératives d'utilisation de matériel en commun (p. 2011) ; dépôt d'une proposition

de loi tendant à permettre l'adhésion des collectivités territoriales des associations syndicales et des établissements publics à des C. U. M. A. ; retard de la maîtrise hydraulique en France ; aménagements fiscaux ; intérêt porté par le Gouvernement à la coopération (p. 2012) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale : exposé des problèmes relatifs à la réalisation en C. U. M. A. des travaux pour le compte de maîtres d'ouvrages publics ; marasme du marché des travaux ruraux ; problème du drainage (p. 2012).

602. — Charbon (Charbonnages de France). — Posée le 24 avril 1984 par M. Joseph Legrand à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 1906). — Appelée le 27 avril 1984 : **utilisation de la subvention des Charbonnages :** M. Joseph Legrand : rappel des charges liées au charbon ; présentation des charges non liées ; opérations de vente de logements par les houillères ; coût et qualité du charbon français (p. 2015) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : octroi à Charbonnages de France d'une aide financière de l'Etat ; maintien de cette subvention pendant toute la durée du IX[e] Plan ; création d'une troisième ligne budgétaire spécifique concernant les charges non liées (p. 2015).

603. — Taxis (réglementation). — Posée le 25 avril 1984 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 1946). — Appelée le 18 mai 1984 : **interdiction de fumer dans les taxis :** M. Edouard Frédéric-Dupont : pétition des chauffeurs de taxi ; sa proposition d'apposer sur les voitures un macaron pour fumeurs et non fumeurs (p. 2465) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : priorité accordée à la lutte contre le tabagisme (p. 2465) ; compétence des autorités préfectorales pour réglementer l'activité des taxis (p. 2466).

604. — Communautés européennes (politique agricole commune). — Posée le 26 avril 1984 par M. Charles Miossec à M. le ministre des affaires européennes (p. 2002). — Appelée le 4 mai 1984 : **relations entre la Grande-Bretagne et ses partenaires européens :** M. Charles Miossec : problème de la participation financière de cette dernière ; dénaturation du marché commun ; absence de participation de la Grande-Bretagne au système monétaire européen (p. 2131) ; prolongation indue de la période de transition accordée à la Grande-Bretagne (p. 2132) ; M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes : caractère absurde de la proposition consistant à « bouter » le Royaume-Uni hors de la communauté ; situation de l'économie agricole du Royaume-Uni et de sa politique alimentaire (p. 2131) ; rappel des principes fondant la politique agricole commune ; volonté de la Grande-Bretagne de rester dans la communauté ; faiblesse du pouvoir politique lors de la négociation de l'entrée de la Grande-Bretagne (p. 2132).

605. — Impôts et taxes (contrôle et contentieux). — Posée le 27 avril 1984 par M. Pierre Gascher à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 2016). — Appelée le 11 mai 1984 : **contrôles fiscaux :** M. Pierre Gascher : cas de l'entreprise Sotapharm de La Ferté-Bernard (p. 2245) ; risque d'aboutir à la cessation d'activité de cette entreprise (p. 2246) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : caractère déclaratif de notre système fiscal ; augmentation du rendement des contrôles fiscaux (p. 2245) ; nécessité de ne pas multiplier les contrôles portant sur les mêmes entreprises ; secret fiscal ; chantage à la fermeture d'entreprise (p. 2246).

606. — Postes et télécommunications (télécommunications). — Posée le 2 mai 1984 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le Premier ministre (p. 2060). — Appelée le 4 mai 1984 : **satellite T. D. F. 1.** — M. Pierre-Bernard Cousté (p. 2132) ; accord franco-luxembourgeois sur le satellite de télévision ; rôle du satellite T. D. F. 1 ; rapport entre le satellite et le câble ; projet de câblage de villes importantes ; problème de télédistribution (p. 2133) ; satellites lourds (p. 2134) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P. T. T. : maintien du programme de fabrication et de lancement du satellite T. D. F. 1 ; convention franco-allemande ; lancement de satellites ultérieurs pour relayer T. D. F. 1 ; rapports entre le satellite et le câble ; fibre optique ; R. N. I. S. (réseau numérique à intégration de services) (p. 2133) ; absence de concurrence entre le téléphone et la télématique ; densité du réseau téléphonique ; préservation de l'industrie cinématographique (p. 2134).

607. — Enseignement (personnel). — Posée le 2 mai 1984 par M. Joseph Pinard à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2061). — Appelée le 4 mai 1984 : **actions de formation continue de l'éducation nationale :** M. Joseph Pinard : propos du secrétaire général du comité national de l'enseignement catholique relevant la faiblesse de ces formations dans l'éducation nationale ; multiplication des initiatives bénévoles ; référence à l'ouvrage de Pierre Jaillet « Vocabulaire des faits religieux » ; travail réalisé dans les maternelles (p. 2126) ; capacité du secteur privé à mieux faire connaître ses innovations ; enseignement de l'histoire ; dossiers de « Presse Actualité » (p. 2127) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : rapport sur la question de la formation des personnels de l'éducation nationale ; développement des crédits de formation ; introduction des technologies nouvelles dans l'enseignement ; rénovation des collèges (p. 2126).

608. — Boissons et alcools (vins et viticulture). — Posée le 2 mai 1984 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt (p. 2061). — Appelée le 4 mai 1984 : **chaptalisation à partir du saccharose :** M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : définition de cette opération ; réglementation de la question (p. 2129) ; caractère exceptionnel de cette opération ; mise en cause de la chaptalisation par la commission de la Communauté économique rendant obligatoire l'enrichissement des vins par moûts concentrés ; groupement de défense du muscadet en Loire-Atlantique (p. 2130) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : problème du vin de noah ; maintien en vigueur dans les Etats membres de la communauté des pratiques de chaptalisation ; distorsion dans les régimes des V. Q. P. R. D. ; position de la France se déclarant favorable à la généralisation à la communauté de la discipline en matière d'enrichissement ; association des professionnels (p. 2130).

609. — Etat civil (noms et prénoms). — Posée le 2 mai 1984 par Mme Muguette Jacquaint à Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des droits de la femme (p. 2061). — Appelée le 4 mai 1984 : **nom patronymique des époux :** Mme Muguette Jacquaint : refus opposé aux femmes demandant le rétablissement de leur véritable identité ; loi du 6 fructidor an II (p. 2135) ; usage du nom du conjoint ; caractère contraire à la loi de certaines mentions figurant dans les formulaires administratifs (p. 2136) ; nécessité de rétablir l'égalité entre la femme et l'homme en matière de nom (p. 2137) ; Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme : distinction entre l'usage du nom et la transmission du nom ; contestation de l'idéologie patriarcale (p. 2136) ; établissement d'une circulaire visant à éliminer toutes les appellations susceptibles de porter atteinte au respect de la vie privée ; rappel de la législation sur la transmission du nom ; volonté de l'opinion publique de laisser aux parents le choix du nom à transmettre (p. 2137).

610. — Enseignement secondaire (fonctionnement). — Posée le 9 mai 1984 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2193). — Appelée le 11 mai 1984 : **éducation artistique :** M. Bruno Bourg-Broc : aggravation de la situation de l'éducation artistique dans les lycées et collèges et lycées d'enseignement professionnel (p. 2246) ; problème de la titularisation des maîtres ; « optionnalisation » des disciplines artistiques dans les collèges (p. 2247) ; appel à des vacataires professionnels de l'art (p. 2248) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale : baisse du déficit des heures d'enseignement artistique ; ouverture de postes au concours du C. A. P. E. S. ; utilisation de la « valence » artistique des professeurs d'enseignement général de collège ; titularisation des P. E. G. C. ; caractère expérimental de « l'optionnalisation » (p. 2247) ; caractère transitoire du recours à des vacataires professionnels de l'art pour enseigner les disciplines artistiques (p. 2248).

611. — Famille (politique familiale). — Posée le 9 mai 1984 par Mme Florence d'Harcourt à Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés (p. 2193). — Appelée le 11 mai 1984 : **bilan démographique de l'année 1983 :** Mme Florence d'Harcourt : non-renouvellement de la population française ; nécessité d'inciter les familles à avoir un troisième enfant ; brochure « j'aime, je m'informe » ; importance de la population immigrée (p. 2249) ; intégration de la défense démographique dans la défense de la France (p. 2250) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : recul du nombre des naissances en 1983 (p. 2249) ; baisse de la natalité depuis 1964 ; revalorisations des prestations familiales ; action en faveur des familles dans le cadre du 9[e] Plan ; mariage et fiscalité (p. 2250).

612. — Professions et activités sociales (aides ménagères). — Posée le 9 mai 1984 par M. Bernard Derosier à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 2193). — Appelée le 11 mai 1984 : **financement de l'aide ménagère par**

la caisse régionale d'assurance maladie Nord-Picardie : M. Bernard Derosier : politique de maintien à domicile ; inquiétude des bénéficiaires d'un tel service ; baisse du financement des services d'aides ménagères (p. 2248) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : effort réalisé en ce qui concerne l'aide ménagère et l'aide sociale ; rôle des caisses de sécurité sociale ; priorité du maintien à domicile (p. 2248) ; contrôle des conditions de maintien à domicile ; grille d'analyse individuelle des besoins ; soins infirmiers à domicile (p. 2249).

613. — Assurance vieillesse : régime général (calcul des pensions) — Posée le 9 mai 1984 par M. François Massot à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 2193) — Appelée le 11 mai 1984 : **travailleurs en contact avec des produits chimiques nocifs :** M. François Massot : chlorure de vinyle monomère ; cas des ouvriers de l'usine Atochem à Saint-Auban ; demande pour ces derniers d'une retraite anticipée ; nécessité de créer une table ronde (p. 2251) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : définition des valeurs limites de concentration pour les substances dangereuses ; nécessité de modifier l'ordonnance du 26 mars 1982 relative à l'abaissement de l'âge de la retraite ; mesures spécifiques (p. 2251).

614. — Travail (travail au noir) — Posée le 9 mai 1984 par M. Jean-Claude Dessein à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 2193) — Appelée le 11 mai 1984 : **travail clandestin :** M. Jean-Claude Dessein : recours à la publicité par petites annonces ; concurrence déloyale à l'égard des professionnels (p. 2250) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : exposé des mesures proposées pour lutter contre le travail au noir (p. 2250, 2251).

615. — Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application) — Posée le 9 mai 1984 par M. Guy Bêche à M. le ministre de l'économie des finances et du budget (p. 2193) — Appelée le 11 mai 1984 : **directive du conseil des communautés européennes du 17 mai 1977 :** M. Guy Bêche : régime de la taxe sur la valeur ajoutée applicable au secteur des transports en commun ; ralentissement des engagements des collectivités locales relatifs aux investissements (p. 2244) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : imposition des subventions d'équilibre à la T.V.A. ; application de la T.V.A. aux activités de transport public de voyageurs ; versement de transport (p. 2244) ; distorsion selon les formes d'exploitation des réseaux de transport (p. 2245).

616. — Recherche scientifique et technique (personnel). — Posée le 9 mai 1984 par M. Yves Tavernier à M. le ministre de l'industrie et de la recehrche (p. 2194). — Appelée le 11 mai 1984 : **corps de fonctionnaires des établissements publics, scientifiques et technologiques :** M. Yves Tavernier : principe de la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements publics, scientifiques et technologiques ; rachat des dettes de retraite (p. 2254) ; transformations de postes (p. 2255) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : rappel de l'état des négociations en ce qui concerne la titularisation des personnels (p. 2255).

617. — Crimes, délits et contraventions (escroquerie). — Posée le 9 mai 1984 par Mme Muguette Jacquaint à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 2194). — Appelée le 11 mai 1984 : **escroquerie au détriment de la sécurité sociale commise par des cliniques privées :** Mme Muguette Jacquaint : licenciements abusifs à l'hôpital de Passy (p. 2251) ; participation de certaines cliniques privées au service public ; condition de contrôle sur les prix de journée (p. 2252) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : rappel de la genèse de ce dossier ; mission de contrôle de l'I. G. A. S. sur les établissements publics et privés (p. 2252).

618. — Recherche scientifique et technique (Institut Pasteur). — Posée le 9 mai 1984 par M. Jean Jarosz à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2194). — Appelée le 11 mai 1984 : **situation de l'Institut Pasteur Production :** M. Jean Jarosz : projet de restructuration de cet organisme entraînant des suppressions d'emplois ; absence de projet à long terme (p. 2255) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : difficultés financières de cet organisme ; redéploiement des emplois sur les sites de Steenvoorde et Marnes-la-Coquette ; projet de production de vaccins contre la rage et la poliomyélite à l'aide de techniques fondées sur la culture cellulaire (p. 2256).

619. — Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité). — Posée le 9 mai 1984 par M. Emmanuel Hamel à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2194). — Appelée le 11 mai 1984 : **convention nationale de solidarité entre le Gouvernement et l'industrie textile :** M. Emmanuel Hamel : demande de prorogation de cette convention en raison des difficultés connues dans ce secteur (p. 2252) ; mesures prises par les pays de la Communauté et le Japon en faveur de leur industrie textile (p. 2253) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : protection des entreprises françaises face aux importations ; procédure d'allégement des charges sociales ; traité de Rome ; procédure des contrats emploi-investissement ; réforme du C.I.R.I.T.H. (comité interprofessionnel de rénovation des industries du textile et de l'habillement) (p. 2252, 2253).

620. — Anciens combattants et victimes de guerre (« malgré-nous »). — Posée le 9 mai 1984 par M. Emile Koehl à M. le ministre des relations extérieures (p. 2194). — Appelée le 11 mai 1984 : **indemnisation des « malgré-nous » :** M. Emile Koehl : affaires de la forêt du Mundat et des biens sous séquestre ; manœuvre de certains responsables allemands en vue de retarder le versement d'une indemnisation à cette population (p. 2253) ; entente franco-allemande (p. 2254) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : hommage aux « malgré-nous » (p. 2253) ; opposition de certains milieux allemands au principe de l'indemnisation ; entrée en vigueur de l'accord d'indemnisation le 10 juin 1984 ; amitié franco-allemande ; forêt du Mundat (p. 2254).

621. — Solidarité : ministère (personnel). — Posée le 9 mai 1984 par M. René André à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 2194). — Appelée le 18 mai 1984 : **statut des éducateurs de l'action sanitaire et sociale :** M. René André : souhait de ces derniers de relever d'un statut particulier (p. 2465) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : intégration de ces éducateurs parmi les agents du département ; loi du 26 janvier 1984 précisant que les fonctionnaires territoriaux appartiennent à des corps régis par des statuts particuliers à caractère national (p. 2465).

622. — Famille (politique familiale). — Posée le 10 mai 1984 par M. Michel Debré à M. le Premier ministre (p. 2236).

623. — Enseignement supérieur et postbaccalauréat (fonctionnement). — Posée le 11 mai 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2287).

624. — Radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio : Pays de la Loire). — Posée le 11 mai 1984 par M. Lucien Richard à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 2287). — Appelée le 18 mai 1984 : **société régionale de radio dans les pays de la Loire :** M. Lucien Richard : carence du développement de la radio publique dans les régions françaises (p. 2462) ; absence d'harmonisation des stations et des programmes à l'intérieur de la région ; absence de station départementale à « vocation de pays » dans les pays de la Loire ; incapacité de Radio France de mener à bien sa tâche de régionalisation (p. 2463) ; équilibre à trouver entre service public et chaînes privées (p. 2464) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : loi du 29 juillet 1982 relative à la décentralisation du service public de l'audiovisuel ; mise en place de sociétés régionales de radiodiffusion ; intention de Radio France de poursuivre à Nantes son programme « Harmonie » ; rationalisation des moyens (p. 2463) ; autorisation par le Gouvernement d'initiatives privées locales concernant des opérations de communication audiovisuelle (p. 2464).

625. — Enseignement supérieur et postbaccalauréat (fonctionnement). — Posée le 15 mai 1984 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2365). — Appelée le 18 mai 1984 : **réforme de l'enseignement supérieur :** M. Georges Hage : condamnation par les intéressés du propet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs ; situation des assistants (p. 2468, 2469) ; situation des A. T. O. S. ; problème des moyens consacrés à l'enseignement supérieur (p. 2469) ; rénovation de l'enseignement supérieur (p. 2470) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rénovation du premier cycle ; refonte du

troisième cycle ; adaptation des statuts des établissements ; structure des instances consultatives ; recrutement de jeunes enseignants-chercheurs (p. 2469) ; nécessité de réformer les statuts (p. 2470).

626. — Urbanisme (politique de l'urbanisme : Hauts-de-Seine). — Posée le 15 mai 1984 par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 2365). — Appelée le 18 mai 1984 : **aménagement de La Défense** : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : aménagement de la Z. A. C. B 1 de La Défense ; dérogation de la zone d'aménagement de La Défense à la loi de décentralisation ; compétence de l'E. P. A. D. ; mise au point d'un programme de logements ; problème des pouvoirs dont dispose la ville de Nanterre (p. 2461) ; information des mairies des communes représentées à l'E. P. A. D. (p. 2462) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : composition de l'E. P. A. D. ; caractère d'intérêt national de cette opération ; caractère non définitif de ce classement ; exercice par la commune de la totalité des prérogatives reconnues par la loi en matière de planification urbaine (p. 2462).

627. — Entreprises (aides et prêts : Alsace). — Posée le 15 mai 1984 par M. Germain Gengenwin à M. le ministre délégué chargé de l'emploi (p. 2365). — Appelée le 18 mai 1984 : **aide à la création d'entreprise par les demandeurs d'emploi** : M. Germain Gengenwin : place de la région Alsace en matière de création d'entreprise ; montant dérisoire de la somme allouée aux travailleurs privés d'emploi créant une entreprise ; blocage des initiatives privées (p. 2458) ; effet rétroactif des mesures prises en faveur des créateurs d'entreprise (p. 2459) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : dénonciation unilatérale par le C. N. P. F. de la convention de 1958 ; transfert de la charge du dispositif d'aide à la création d'entreprise par les demandeurs d'emploi sur le régime de solidarité ; montant des aides à la création d'entreprise (p. 2458) ; compétence du préfet pour examiner la viabilité du projet (p. 2459).

628. — Impôts et taxes (politique fiscale). — Posée le 15 mai 1984 par M. Adrien Zeller à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 2365, 2366). — Appelée le 18 mai 1984 : **traitement fiscal du contribuable marié** : M. Adrien Zeller : discrimination entre les couples mariés et les concubins en faveur de ces derniers (p. 2459) ; rapport Sullerot (p. 2460, 2461) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : disparité entre les couples mariés et les personnes vivant en concubinage (p. 2459) ; avantage des couples mariés lorsque seul l'un des conjoints dispose d'un revenu ; extension aux couples mariés de la déduction des frais de garde des jeunes enfants ; notion de foyer fiscal ; limite aux aménagements possibles (p. 2460) ; étude d'une imposition séparée (p. 2461).

629. — Radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio). — Posée le 15 mai 1984 par M. Michel Berson à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 2366). — Appelée le 18 mai 1984 : **radio privée locale La Voix du lézard** : M. Michel Berson : difficultés rencontrées par cette radio pour émettre, en raison des actions illégales de Radio Solidarité (p. 2464) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : compétence de la Haute Autorité pour délivrer des autorisations aux radios locales privées sur la bande de modulation de fréquence (p. 2464) ; possibilité de recours devant les tribunaux (p. 2465).

630. — Electricité et gaz (E. D. F.). — Posée le 15 mai 1984 par M. Georges Sarre à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 2366). — Appelée le 18 mai 1984 : **combustibles nucléaires d'Electricité de France** : M. Georges Sarre : ralentissement du programme électronucléaire ; décision d'Electricité de France d'accorder à des fabricants allemands la fourniture en combustible des quatre tranches de Dampierre ; intérêt de nos partenaires allemands lorsque leur propre usine sera utilisée à pleine charge (p. 2467) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : assemblages combustibles ; politique de diversification menée par E. D. F. ; nécessité de sauvegarder la charge de travail de l'industrie française (p. 2467).

631. — Bois et forêts (incendies). — Posée le 15 mai 1984 par M. François Loncle à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2366). — Appelée le 18 mai 1984 : **incendies de forêts** : M. François Loncle : incendies en Bretagne et en Haute-Normandie ; organisation des secours dans ces régions (p. 2468) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : possibilité pour le commissaire de la République de faire appel aux services des départements voisins ou à ceux de l'Etat ; unité d'intervention de la sécurité civile de Nogent-le-Rotrou ; inopportunité de la mise en place de moyens nationaux à titre permanent dans les régions de Bretagne et de Haute-Normandie (p. 2468).

632. — Edition, imprimerie et presse (disques, bandes et cassettes enregistrées). — Posée le 15 mai 1984 par M. François Loncle à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2366). — Appelée le 18 mai 1984 : **industrie du disque** : M. François Loncle : déclin de ce secteur industriel ; projet de licenciements dans la firme Philips ; cas de l'usine de Louviers ; disque compact (p. 2466) ; proposition de l'abaissement du taux de la T. V. A. sur le disque figurant dans le programme du Président de la République (p. 2467) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : concurrence faite au disque par les nouveaux supports de diffusion ; projet de loi sur les droits voisins des droits d'auteurs ; « plan son » (p. 2466).

633 — Recherche scientifique et technique (politique de la recherche). — Posée le 16 mai 1984 par M. Michel Debré à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2424). — Appelée le 25 mai 1984 : **recherche et développement technologique** : M. Michel Debré : politique de l'espace ; réduction des crédits destinés à des laboratoires (p. 2654) ; demande de débats sur la recherche fondamentale, la recherche appliquée et les programmes spatiaux (p. 2655) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : respect des orientations de la loi du 12 juillet 1982 ; évolution et redéploiement des crédits ; station spatiale européenne ; succès d'Ariane (p. 2655).

634. — Politique extérieure (Suisse). — Posée le 17 mai 1984 par M. Antoine Gissinger à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 2451). — Appelée le 25 mai 1984 : **relations douanières et fiscales entre la France et la Suisse** : M. Antoine Gissinger : instructions données aux douanes françaises pour les enquêtes relatives aux violations de la loi sur les changes (p. 2648) ; problème des frontaliers et des résidents suisses en France (p. 2649) ; absence de réponse du ministre sur les griefs des autorités suisses (p. 2650) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : suspension de l'application du droit d'escale aux plaisanciers suisses ; placement sous contrôle helvétique de l'aéroport Bâle-Mulhouse ; absence d'écoutes téléphoniques (p. 2649).

635. — Famille (absents). — Posée le 17 mai 1984 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2451). — Appelée le 8 juin 1984 : **disparitions de personnes** : M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : statistiques du ministère de l'intérieur ; personnes retrouvées ; faiblesse des moyens de recherche ; structure des services publics ; centralisation et circulation des informations ; constitution d'une commission d'enquête (p. 3118) ; relativité des chiffres (p. 3119) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie, en remplacement de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : étude de l'inspection générale de l'administration ; violation d'une liberté individuelle ; droit d'aller et de venir ; multiplicité des éléments à prendre en considération (p. 3119).

636. — Enseignement supérieur et postbaccalauréat (pharmacie : Basse-Normandie). — Posée le 18 mai 1984 par M. Daniel Goulet à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2470, 2471). — Appelée le 25 mai 1984 : **effectifs admis en deuxième année de l'U. E. R. des sciences pharmaceutiques de Caen** : M. Daniel Goulet : nombre d'étudiants bas-normands par rapport aux étudiants parisiens (p. 2660, 2661) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale : rappel des différentes réformes ; *numerus clausus* ; absence de disposition particulière limitant la mobilité géographique des étudiants (p. 2661).

637. — Education physique et sportive (enseignement : Bas-Rhin). — Posée le 21 mai 1984 par M. André Durr à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2509). — Appelée le 8 juin 1984 : **construction d'un gymnase à Illkirch-Graffenstaden** : M. André Durr : nécessité de mise en chantier rapide (p. 3122) ; manque de coordination entre les services ; date du versement de la subvention dûe par l'Etat ; délégation d'autorisation de programme non parvenue à la préfecture (p. 3123) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : opération figurant en première place dans la liste des subventions ; opération d'intérêt départemental (p. 3123).

638. — Automobiles et cycles (entreprises). — Posée le 22 mai 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2574).

639. — Départements (élections cantonales). — Posée le 22 mai 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2574).

640. — Emploi et activité (politique de l'emploi : Gard). — Posée le 22 mai 1984 par Mme Adrienne Horvath à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2574). — Appelée le 25 mai 1984 : **situation de l'emploi dans le bassin d'Alès :** Mme Adrienne Horvath : exploitation du gisement d'anthracite de Ladrecht ; annonce de la fermeture de l'atelier de fabrication d'aluminium par la direction de Pechiney ; problème de la société des ateliers de fonderie de Tamaris-Alès ; zone industrielle de la Coste-la-Vaheille (p. 2658, 2659) ; conséquences des restructurations sur l'emploi (p. 2660) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale : crédit budgétaire pour la conversion ; élaboration d'un plan de soutien au bassin d'Alès ; orientation gouvernementale (p. 2660).

641. — Automobiles et cycles (emploi et activité). — Posée le 22 mai 1984 par M. Parfait Jans à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2574). — Appelée le 25 mai 1984 : **création d'entreprises automobiles françaises à l'étranger :** M. Parfait Jans : réimportation de véhicules français fabriqués à l'étranger et vendus en France (p. 2657) ; accroissement du nombre de véhicules réimportés (p. 2658) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : raisons de l'implantation d'industries à l'étranger (p. 2657) ; concertations entre tous les partenaires concernés au sein de la commission nationale de l'industrie (p. 2658).

642. — Ameublement (emploi et activité). — Posée le 22 mai 1984 par M. Jean Briane à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2574-2575). — Appelée le 25 mai 1984 : **industrie de l'ameublement :** M. Jean Briane : instauration temporaire d'une procédure de dépôt préalable pour les importations de meubles ; ouverture de prêts d'épargne-logement pour l'achat de meubles (p. 2655, 2656) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : évolution de l'industrie du meuble ; modernisation et automatisation ; encouragement de la créativité ; action du comité de valorisation de l'innovation dans l'ameublement ; établissement de rapports contractuels entre la production et le négoce (p. 2656-2657).

643. — Boissons et alcools (vins et viticulture : Alsace) — Posée le 22 mai 1984 par M. Jean-Paul Fuchs à M. le ministre de l'agriculture (p. 2575). — Appelée le 25 mai 1984 : **viticulture alsacienne :** M. Jean-Paul Fuchs : importance des stocks ; appellation « Tokay d'Alsace » ; imposition sur les stocks (p. 2653) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : niveau des prix ; problème des exportations ; enrichissement par adjonction de saccharose ; demande d'étude à l'I.N.A.O. sur les techniques de chaptalisation (p. 2653) ; mention « Tokay Pinot gris » à l'étude ; fiscalité agricole ; évaluation des stocks avec une décote (p. 2654).

644. — Equipements industriels et machines-outils (entreprises). — Posée le 22 mai 1984 par M. Jacques Badet à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2575). — Appelée le 8 juin 1984 : **secteur des matériels de travaux publics :** M. Jacques Badet : restructuration de ce secteur ; liquidation de biens de la société Richier (p. 3116-3117) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : secteur exportateur affecté par la crise ; nouvelles perspectives (p. 3117).

645. — Jeunes (formation professionnelle et promotion sociale). — Posée le 22 mai 1984 par M. Bernard Montergnole à M. le ministre de la formation professionnelle (p. 2575). — Retirée le 25 mai 1984 : **rémunération de certains stagiaires de la formation professionnelle** (p. 2661).

646. — Associations et mouvements (politique à l'égard des associations et mouvements). — Posée le 22 mai 1984 par M. Michel Sainte-Marie à Mme le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports (p. 2575). — Appelée le 25 mai 1984 : **développement de la vie associative :** M. Michel Sainte-Marie : exonération de la taxe sur les salaires ; assujettissement à la T.V.A. des associations (p. 2651) ; régression des subventions (p. 2652) ; dialogue entre le Gouvernement et les associations (p. 2653) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : inventaire des mesures prises depuis 1981 ; avis du conseil national de la vie associative ; convention avec des villes pilotes ; journée « vie associative en ville nouvelle » ; semaine des associations ; mise en œuvre d'un plan d'installation pour la communication sociale (p. 2652).

647. — Equipements industriels et machines-outils (entreprises : Allier). — Posée le 22 mai 1984 par M. Jean-Paul Desgranges à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2575). — Appelée le 25 mai 1984 : **usines H. Ernault-Somua, à Moulins :** M. Jean-Paul Desgranges remplacé par M. Michel Sainte-Marie : problème de compétitivité ; conditions de restructuration (p. 2658) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie ; situation financière de cette société ; étude d'un rapprochement avec Intel-Automatisme (p. 2658).

648. — Chômage : indemnisation (allocations). — Posée le 22 mai 1984 par Mme Jacqueline Osselin à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2575, 2576). — Appelée le 25 mai 1984 : **indemnisation des travailleurs des collectivités locales privés d'emploi :** Mme Jacqueline Osselin : problème des remplacements exceptionnels et de courte durée ; moniteurs de centres de loisirs de vacances ; adhésion des collectivités locales au régime d'assurance pour ces agents temporaires (p. 2650) ; absence de réponse sur le problème des moniteurs de centres de vacances (p. 2651) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : gestion du personnel temporaire par les syndicats de communes ; recrutement par les centres départementaux de gestion ; caractère irrévocable de l'affiliation (p. 2650, 2651).

649. — Enseignement privé (politique de l'enseignement privé). — Posée le 25 mai 1984 par M. Jacques Toubon à M. le Premier ministre (p. 2706). — Appelée le 8 juin 1984 : **enseignement agricole privé :** M. Jacques Toubon : lettre du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt, parue dans le journal S. N. I. P. G. E. C. ; bulletin du syndicat national des instituteurs du département du Cantal ; contradiction entre les conceptions du ministre de l'agriculture et celles de son secrétaire d'Etat sur l'enseignement agricole privé (p. 3121) ; nécessité d'un esprit de modération (p. 3122) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : publication d'un démenti dans *Le Quotidien de Paris*, *La France agricole* et *Le Méridional* ; conditions de déroulement de la procédure de rejet de la demande d'agrément d'une formation de bûcheron présentée par la maison familiale de Mareolès ; relations entre les établissements privés et les établissements publics de la commune d'Aurillac (p. 3122).

650. — Assurance maladie maternité (prestations en nature). — Posée le 28 mai 1984 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 2772).

651. — Equipements industriels et machines-outils (entreprises : Bas-Rhin). — Posée le 28 mai 1984 par M. André Durr à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2772). — Appelée le 22 juin 1984 : **entreprise Graffenstaden S. A. :** M. André Durr : société Intelautomatisme ; plan gouvernemental machine-outil ; regroupement des entreprises Hure et Graffenstaden H. E. S. ; réduction d'effectifs ; construction d'une nouvelle unité de production à Illkirch-Graffenstaden (p. 3160) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : société Intelautomatisme ; choix du site de Graffenstaden ; aspects sociaux de la restructuration (p. 3610).

652. — Audiovisuel (politique de l'audiovisuel). — Posée le 29 mai 1984 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le Premier ministre (p. 2809). — Appelée le 8 juin 1984 : **Haute Autorité de l'audiovisuel :** M. Pierre-Bernard Cousté : rapport de la Haute Autorité ; stagnation des productions ; pléthore de personnels ; frais de gestion et d'administration (p. 3124) ; livre vert intitulé « Télévision sans frontières » (p. 3125) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale : amélioration de la gestion des chaînes de radiodiffusion et de télévision ; réduction obligatoire des dépenses de fonctionnement ; redéploiement du personnel ; contrats passés avec les syndicats de réalisateurs ; fixation du montant des commandes passées par les sociétés de programme à la S.F.P. ; commissions de contrôle parlementaire (p. 3125).

653. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers). — Posée le 5 juin 1984 par M. Jean Royer à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 2961). — Appelée le 8 juin 1984 : **situation financière des hôpitaux publics :** M. Jean Royer : leurs trésorerie ; globalisation des budgets ; menace de rupture de paiement ; délai de paiement ; impôts dus à l'Etat (p. 3119) ; nécessité d'une politique contractuelle ; niveau important de l'absentéisme du personnel ; dépassement de crédits ; syndicat des hôpitaux ; nécessité de s'entretenir

avec les présidents des C.H.U. (p. 3120) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : réduction de l'augmentation des dépenses d'hospitalisation ; bilan de la situation financière ; raccourcissement des délais de paiement ; redéploiement des effectifs (p. 3120) ; négociation et contractualisation (p. 3121).

654. — Enseignement (fonctionnement). — Posée le 5 juin 1984 par M. Pierre Micaux à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2961). Appelée le 8 juin 1984 : **difficultés financières d'établissements scolaires :** M. Pierre Micaux : situation dans l'académie de Reims ; gestion des budgets ; qualité des repas servis dans le demi-internat ; problème de chauffage (p. 3123) ; cas de la commune de Vendeuvre-sur-Barse (p. 3124) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale : évolution satisfaisante des crédits ; montant des subventions de l'Etat et des communes ; consommation d'énergie ; financement par les familles des repas de demi-pension ; absence de nouveaux moyens pour la prochaine rentrée scolaire (p. 3124).

655. — Matériels électriques et électroniques (entreprises : Hauts-de-Seine). — Posée le 5 juin 1984 par M. Georges Le Baill à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2961). Appelée le 8 juin 1984 : **licenciements prévus à Gennevilliers par Thomson-C.S.F. :** M. Georges Le Baill : aide individuelle au départ ; réductions d'effectifs ; négociation ; secteur de la vidéo professionnelle ; restructurations (p. 3117) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : concurrence japonaise ; restructuration ; offre de reclassement ; renforcement des activités dans le domaine de l'audiovisuel professionnel ; plan câblage (p. 3117) ; plan de redéploiement stratégique (p. 3118).

656. — Matériels électriques et électroniques (entreprises). — Posée le 5 juin 1984 par M. Jean Jarosz à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2961). — Appelée le 8 juin 1984 : **situation des établissements G. S. I. - Natel :** M. Jean Jarosz : dégradation constante ; réorganisation ; recul social ; licenciement arbitraire ; politique de spéculation ; place de cette entreprise dans le secteur de l'informatique (p. 3116) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : caractéristiques de cette société ; comité central d'entreprise de Natel-Marseille ; reclassement ; développement de cette société en synergie avec Natel-Lille ; statuts des personnels (p. 3116).

657. — Automobiles et cycles (pollution et nuisances). — Posée le 5 juin 1984 par M. Jean-Michel Belorgey à Mme le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie (p. 2961). — Appelée le 8 juin 1984 ; remplacé par M. Guy Malandain : **pollution causée par le plomb :** utilisation d'additifs à base de plomb dans l'essence ; pluies acides ; révision de la réglementation sur le contrôle des émanations toxiques ; production de véhicules automobiles (p. 3126) ; mouvements atmosphériques ; déplacements de pollution (p. 3127) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : pollution automobile ; rapport de M. le professeur André Roussel ; pluies acides ; essence sans plomb ; pots d'échappement catalytiques à trois voies ; décisions du conseil des ministres de l'environnement de la Communauté ; propositions de la commission (p. 3126) ; indice d'octane de l'essence sans plomb ; valeurs limites d'émission des véhicules à moteur ; techniques tendant à éliminer la pollution ; économies d'énergie ; uniformisation des limitations de vitesse en Europe (p. 3127).

658. — Enseignement secondaire (manuels et fournitures). — Posée le 6 juin 1984 par M. Pierre Bachelet à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 3041).

659. — Electricité et gaz (centrales d'E. D. F. : Bretagne). — Posée le 12 juin 1984 par M. Charles Miossec à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 3286). — Appelée le 22 juin 1984 : **implantation d'une nouvelle centrale nucléaire en Bretagne :** M. Charles Miossec : accord du Président de la République pour l'engagement d'études préalables (p. 3610) ; approvisionnement énergétique de la Bretagne ; qualité du courant électrique ; installation de Brennilis (p. 3611) ; M. Durand Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : approvisionnement de la Bretagne en énergie électrique ; centrale thermique de Cordemais ; centrale de Flamanville ; mise en place d'une délégation régionale pour la maîtrise de l'énergie à Rennes (p. 3611) ; organisation d'un concours d'architecture solaire en Bretagne ; contrat de plan énergie (p. 3612).

660. — Lait et produits laitiers (lait). — Posée le 14 juin 1984 par M. Lucien Richard à M. le ministre de l'agriculture (p. 3421). — Appelée le 22 juin 1984 : **conséquences de la réduction de la production laitière :** M. Lucien Richard : mesures d'accompagnement ; agriculteurs âgés ; remboursement des emprunts des jeunes agriculteurs (p. 3612) ; législation sociale applicable aux règles de l'invalidité et de la retraite anticipée des agriculteurs ; retraite à soixante ans (p. 3613) ; M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : effort financier consenti par les producteurs âgés ; réforme des aides à la cessation d'activité ; abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs (p. 3613).

661. — Politique économique et sociale (politique industrielle : Lorraine). — Posée le 18 juin 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 3458).

662. — Communautés européennes (assemblées parlementaires). — Posée le 19 juin 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre des affaires européennes (p. 3494-3495).

663. — Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : produits agricoles et alimentaires). — Posée le 19 juin 1984 par M. Ernest Moutoussamy à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer (p. 3495). — Appelée le 22 juin 1984 : **problème sucrier en Guadeloupe :** M. Ernest Moutoussamy : production métropolitaine de sucre de betterave ; intégration des départements d'outre-mer dans le Marché commun ; usine de Gardel de la Sosugat (p. 3614) ; plan de relance de la canne et de l'industrie sucrière ; couverture du déficit agricole (p. 3615) ; M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : sécheresse ; fonds de secours aux victimes des calamités naturelles ; indemnisation versée aux planteurs de canne (p. 3615).

664. — Automobiles et cycles (entreprises). — Posée le 19 juin 1984 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 3945). — Appelée le 22 juin 1984 : **politique d'investissements de la Régie Renault :** M. Georges Hage : investissement au Canada ; prise de contrôle d'American Motors Corporation (A.M.C.) ; création d'une usine de moteurs au Mexique ; prise de contrôle de Mack trucks ; protectionnisme yankee ; difficultés de l'industrie automobile ; compressions d'emplois ; frais financiers ; formation des salariés (p. 3609) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : politique de développement sur le marché nord-américain de la société American Motors ; pacte automobile américano-canadien ; nouveau véhicule assemblé à Brampton ; exportations de Renault vers les Etats-Unis (p. 3609) ; innovation ; équipement des concessionnaires (p. 3610).

665. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Nord). — Posée le 19 juin 1984 par M. Maurice Sergheraert à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 3495). — Appelée le 22 juin 1984 : **situation financière de l'hôpital d'Hazebrouck :** M. Maurice Sergheraert : augmentation de l'activité des services ; inadaptation des locaux ; propositions budgétaires de 1984 ; dépenses de personnel (p. 3605) ; traitement des personnels (p. 3606) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : caractéristiques de l'hôpital-hospice d'Hazebrouck (p. 3605) ; étude par les services compétents de la demande de crédits supplémentaires (p. 3606).

666. — Retraites complémentaires (caisses). — Posée le 19 juin 1984 par M. Germain Gengenwin à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 3495). — Appelée le 22 juin 1984 : **financement de la retraite à soixante ans par les caisses de retraite complémentaire :** M. Germain Gengenwin : accord du 4 février 1983 entre les partenaires sociaux ; régime de retraite des cadres et des non-cadres ; campagnes menées contre les caisses de retraite par les compagnies d'assurance (p. 3604) ; agrément du ministre de la solidarité nationale à la structure financière (p. 3605) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : accord du 4 février 1983 ; prise en charge des surcoûts résultant pour les régimes complémentaires de leur adaptation à la réforme de l'âge de la retraite (p. 3604) ; agrément du ministre des affaires sociales aux statuts de l'association pour la gestion de la structure financière ; caisses U. N. E. D. I. C. (p. 3605).

667. — Communautés européennes (législation communautaire et législations nationales). — Posée le 19 juin 1984 par M. Gilbert Gantier à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 3495, 3496). — Appelée le 22 juin 1984 : **application des réglementations de la communauté économique européenne :** M. Gilbert Gantier : marché du tabac en France ; réforme de la S. E. I. T. A. ; « vignette Bérégovoy » ; T. V. A. ; accise ; prix des produits du tabac en France (p. 3606) ; situation des fournisseurs étrangers (p. 3607) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : arrêt de la Cour de justice européenne du 21 juin 1983 ; modalités de fixation des prix de vente au détail des tabacs (p. 3606) ; avis de la commission du 17 avril relatif à la cotisation sur les tabacs et les boissons alcooliques ; droits d'accise (p. 3607).

668. — Affaires culturelles (établissements). — Posée le 19 juin 1984 par M. Roger Rouquette à M. le ministre délégué à la culture (p. 3496). — Appelée le 22 juin 1984 : **ateliers publics d'expression pour les arts plastiques :** M. Roger Rouquette : association « culture dans la ville » (p. 3615) ; création d'autres ateliers (p. 3616) ; M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : fonds d'incitation à la création ; soutien de l'association « culture dans la ville » (p. 3616).

669. — Autoroutes et cycles (entreprises). — Posée le 19 juin 1984 par M. Jean-Paul Planchou à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 3496). — Appelée le 22 juin 1984 : **délai de livraison de la R 25 :** M. Jean-Paul Planchou : crédibilité du réseau commercial de la Régie Renault (p. 3608) ; succès de la R 25 (p. 3609) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : période de lancement d'un véhicule ; équipement des concessionnaires automobiles en télématique (p. 3608).

670. — Céramique (entreprises : Côte-d'Or). — Posée le 19 juin 1984 par M. Jean Esmonin à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 3496). — Appelée le 22 juin 1984 : **faïencarie française :** M. Jean Esmonin : faïenceries de Longchamp en Côte-d'Or ; importation de Corée du Sud et de Taiwan ; lycée d'enseignement professionnel (p. 3607) ; promotion sur les marchés extérieurs (p. 3608) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : caractéristiques de la société anonyme des faïenceries de Longchamp (p. 3607) ; diagnostics d'entreprises ; recul de la consommation intérieure ; concurrence de nouveaux matériaux ; contingentement sur les produits en porcelaine et en faïence en provenance de l'étranger (p. 3608).

671. — Elevage (ovins : Tarn). — Posée le 19 juin 1984 par M. Pierre Bernard à M. le ministre de l'agriculture (p. 3496). — Appelée le 22 juin 1984 : **mesures à prendre contra une épizootie ovine :** M. Pierre Bernard : mortalité d'agneaux de lait dans le Tarn et le sud de l'Aveyron (p. 3613) ; isolations de troupeaux ou abattages (p. 3614) ; M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : constatation d'une nouvelle pathologie des ovins dans l'Aveyron, le Tarn et la région de Poitou-Charentes ; recherches entreprises (p. 3614).

672. — Chasse et pêche (réglementation). — Posée le 19 juin 1984 par M. Jean-Pierre Destrade à Mme le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie (p. 3496). — Appelée le 22 juin 1984 : **chasses à la palombe :** M. Jean-Pierre Destrade : sauvegarde de la chasse ; existence de palombières (p. 3616) ; M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : exercice du droit de chasse ; usages locaux ; réglementation en la matière (p. 3616).

673. — Environnement (politique de l'environnement). — Posée le 19 juin 1984 par M. Alain Richard à Mme le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie (p. 3496). — Appelée le 22 juin 1984 : **études d'impact sur l'environnement :** remplacé par M. Roger Rouquette : volume financier représenté par ces études ; mécanisme d'évolution de la validité des études d'impact ; procédure d'agrément des bureaux d'études (p. 3617) ; M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : qualité des études d'impact ; contrôle et évaluation des études (p. 3617) ; augmentation du fonds de connaissances mis à disposition des maîtres d'ouvrage (p. 3618).

674. — Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions). — Posée le 21 juin 1984 par M. Pierre Mauger à M. le Premier ministre [28 juin 1984] (p. 3864).

675. — Pharmacie (produits pharmaceutiques). — Posée le 26 juin 1984 par M. Bourg-Broc à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 3725). — Appelée le 29 juin 1984 : **industrie pharmaceutique ;** M. Bruno Bourg-Broc : concurrence internationale ; conventions passées avec les laboratoires pharmaceutiques (p. 3876) ; contraintes internationales ; dépenses de santé (p. 3877) ; coût du développement d'une nouvelle substance chimique ; marge d'autofinancement des laboratoires français par rapport à leurs concurrents japonais (p. 3878) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : consommation des médicaments ; renouvellement des produits ; prix des médicaments ; firmes japonaises et américaines ; frais de recherche et de développement ; hausses conventionnelles de prix (p. 3877).

676. — Lait et produits laitiers (lait). — Posée le 26 juin 1984 par M. René André à M. le ministre de l'agriculture (p. 3726). — Appelée le 29 juin 1984 : **quotas laitiers ;** M. René André : mesures applicables aux producteurs (p. 3872) ; rattachement des quotas à l'exploitation ; aides complémentaires ; pénalités (p. 3873) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : bénéficiaires des réallocations ; concertation avec la profession dans des commissions régionales interprofessionnelles ; primes à la cessation de livraisons ; réserve nationale ; maîtrise par les producteurs des livraisons de lait (p. 3873) ; engagement international ; politique de ralentissement de la production laitière (p. 3874).

677. — Bâtiment et travaux publics (entreprises). — Posée le 26 juin 1984 par M. Parfait Jans à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 3726). — Retirée le 29 juin 1984 (p. 3876).

678. — Handicapés (politique à l'égard des handicapés). — Posée le 26 juin 1984 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 3726). — Appelée le 29 juin 1984 : **langue des signes française ;** M. Georges Hage : personnes sourdes ; audience de la langue des signes française (L. S. F.) ; nécessité de sa reconnaissance par les pouvoirs publics (p. 3869) ; spécificité de la L. S. F. (p. 3870) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale : intégration scolaire et sociale des jeunes enfants handicapés ; certificat d'aptitude à l'éducation des enfants et adolescents déficients inadaptés (C. A. E. I.) ; formation continue des moniteurs de langue des signes (p. 3870).

679. — Départements et territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie : institutions). — Posée le 26 juin 1984 par M. Pierre Mauger à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (p. 3726). — Appelée le 29 juin 1984 : **assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie** (p. 3866) ; M. Pierre Mauger : régime démocratique ; conseil de gouvernement ; convocation des collèges électoraux ; liberté de la presse ; liberté de l'enseignement ; élections du 17 juin en Nouvelle-Calédonie (p. 3867) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : renouvellement de l'assemblée territoriale ; adoption du nouveau statut ; précédents concernant la prorogation du mandat d'une assemblée territoriale ; ordre du jour de la session extraordinaire ; attitude du Sénat ; mission d'information en Polynésie française (p. 3867) ; concertation de Nainville-les-Roches ; incompatibilité entre le mandat de membre du gouvernement de la Polynésie française et celui de député européen (p. 3868).

680. — Professions et activités sociales (aides-ménagères : Rhône). — Posée le 26 juin 1984 par M. Emmanuel Hamel à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 3726). — Appelée le 29 juin 1984 : **crédits de l'aide ménagère à domicile dans le Rhône ;** M. Emmanuel Hamel : diminution de cette aide (p. 3875) ; dotations complémentaires (p. 3876) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : progression de cette dotation ; taux de remboursement au titre de l'aide sociale ; dotation de la caisse nationale d'assurance vieillesse (p. 3875) ; dotations complémentaires (p. 3876).

681. — Hôtellerie et restauration (personnel). — Posée le 26 juin 1984 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 3726). — Appelée le 29 juin 1984 : **convention collective nationale de l'industrie hôtelière ;** M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset : organisation du temps de travail ; extension de l'accord (p. 3874) ; conflits du travail (p. 3875) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : extension de la convention ; incompatibilité des dispositions de cet accord avec la législation actuelle (p. 3875).

682. — Impôt sur les sociétés (personnes imposables). — Posée le 26 juin 1984 par M. André Bellon à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 3726). — Retirée le 29 juin 1984 (p. 3876).

683. — **Chômage : indemnisation (cotisations).** — Posée le 26 juin 1984 par Mme Jacqueline Osselin à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 3726-3727).

684. — **Jeunes (formation professionnelle et promotion sociale).** — Posée le 26 juin 1984 par M. Bernard Montergnole à M. le ministre de la formation professionnelle (p. 3727). — Appelée le 29 juin 1984 : **formations complémentaires d'initiative locale** ; M. Bernard Montergnole : rémunération des stages ; financement des formations complémentaires par le ministère de la formation professionnelle ; bilan des stages (p. 3868) ; statut d'élève ou d'étudiant (p. 3869) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : flux des jeunes sortant du système éducatif ; capacité d'accueil des établissements scolaires ; statut d'élève ou d'étudiant (p. 3868) ; bilan des actions de formation complémentaire ; affectation par les régions de fonds pour la formation professionnelle (p. 3869).

685. — **Elevage (bovins).** — Posée le 26 juin 1984 par M. Jean-Pierre Santa-Cruz à M. le ministre de l'agriculture (p. 3727). — Appelée le 29 juin 1984 : **amélioration génétique des races bovines dans l'est de la France** (p. 3871) : M. Jean-Pierre Santa-Cruz : accord entre le ministère de l'agriculture, le Herd-book montbéliard et la société Humotest ; sang Holstein ; diversification des productions agricoles (p. 3872) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : programme d'infusion de sang Holstein ; extension de la race à de nouvelles régions d'élevage ; aides spécifiques ; programme de sélection en race pure (p. 3872).

686. — **Elections et référendums (listes électorales : Paris).** — Posée le 26 juin 1984 par M. Georges Sarre à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 3727). — Appelée le 29 juin 1984 : **radiations des listes électorales ;** M. Georges Sarre : électeurs du 11e arrondissement ; fiche I. N. S. E. E. ; enquête dans l'ensemble des départements d'outre-mer et à Paris ; élections de mars 1983 (p. 3866) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : radiations effectuées par la commission administrative prévue à l'article L. 17 du code électoral ; avis émanant de l'I. N. S. E. E. ; pratiques irrégullères d'une commune de Guadeloupe (p. 3866).

687. — **Agriculture (exploitants agricoles).** — Posée le 26 juin 1984 par M. Jean-Pierre Sueur à M. le ministre de l'agriculture (p. 3727). — Appelée le 29 juin 1984 : **difficultés financières des jeunes horticulteurs et maraîchers ;** M. Jean-Pierre Sueur : dotation aux jeunes agriculteurs ; prise en compte des serres dans les Codévi ; adaptation des aides octroyées (p. 3870) ; exploitation de la géothermie (p. 3871) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : installations de Dampierre-en-Burly ; dotation aux jeunes agriculteurs ; subvention versée par l'O. N. I. F. L. H. O. R. ; volume du financement accordé ; prêt pour les productions végétales spéciales ; prêts spéciaux d'installation et de modernisation (p. 3871).

688. — **Cantons (limites).** — Posée le 24 juillet 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 4180).

689. — **Dette publique (dette extérieure).** — Posée le 5 septembre 1984 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 4344).

690. — **Prestations de services (entreprises).** — Posée le 10 septembre 1984 par M. Pierre-Bernard Cousté à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 4424).

691. — **Calamités et catastrophes (calamités agricoles).** — Posée le 2 octobre 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'agriculture (p. 4461).

692. — **Voirie (autoroutes : Moselle).** — Posée le 2 octobre 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 4461).

693. — **Jeux et paris (paris mutuels : Paris).** — Posée le 2 octobre 1984 par M. Yves Lancien à M. le ministre de l'agriculture (p. 4461). — Appelée le 12 octobre 1984 : **P. M. U. rue Vandamme** : présence d'un P. M. U. dans le 14e arrondissement de Paris ; nuisances supportées par les habitants ; prolifération des sex-shops ; reconstruction du théâtre Bobino ; possibilité de transférer le P. M. U. « course par course » dans un autre emplacement (p. 4678) ; liens entre la présence d'un P. M. U. et les jeux installés aux alentours ; réunion entre les représentants du P. M. U. et ceux de la préfecture de police ; possibilité de réinstaller ce P. M. U. dans les sous-sols de la gare Montparnasse (p. 4679) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : nuisances supportées par les habitants du fait de l'installation d'un P. M. U. rue Vandamme ; agence « course par course » ; instauration de ces agences pour lutter contre les bookmakers (p. 4678) ; nécessité de laisser le P. M. U. déterminer ses choix ; nécessité de trouver des localisations accessibles à la présence quotidienne de la police ; rôle du ministère de l'intérieur (p. 4679).

694. — **Impôts et taxes (édition, imprimerie et presse).** — Posée le 9 octobre 1984 par M. François Grussenmeyer à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 4598). — Appelée le 12 octobre 1984 : **régime économique des publications culturelles et littéraires locales** : agrément de la commission paritaire des publications et agences de presse ; situation en Alsace ; rôle de la culture et de la vie associative dans cette région (p. 4675) ; ligues alsaciennes de football ; automobile club d'Alsace (p. 4676) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : absence de lien entre la parution d'une publication périodique et le bénéfice automatique de régime économique de la presse (p. 4675) ; rôle de la commission paritaire des publications et agences de presse ; publications culturelles et littéraires ; publications éditées en Alsace dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ; publication ne remplissant pas les conditions de droit commun (p. 4676).

695. — **Politique économique et sociale (politique industrielle).** — Posée le 9 octobre 1984 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le Premier ministre (p. 4598). — Appelée le 12 octobre 1984 : **pôles de conversion** : circulaire du 23 mars dernier à propos des pôles de conversion ; problème de la publication éventuelle de nouveaux textes en ce qui concerne ces pôles de conversion ; souhaite connaître leur liste exacte et notamment la situation de Fos-sur-Mer ; destination des investissements publics ; T. G. V. Est ; congés de conversion ; taux de chômage dans la région Champagne-Ardennes (p. 4671) ; site de Fos-sur-Mer figurant dans les pôles de conversion ; accélération de la programmation d'équipements publics dans ces pôles ; problème du développement d'une France « à plusieurs vitesses » (p. 4672) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : conventions de congés de conversion ; plafond de l'aide à la création d'emplois d'initiative locale ; liste des pôles de conversion ; notion de pôle de conversion (p. 4671) ; renforcement des moyens mis à disposition des commissaires de la République ; programmes d'investissements ; propositions de financement touchant à la réhabilitation du logement ; mesures de redéploiement industriel ; inscription du site de Fos-sur-Mer parmi les pôles de conversion (p. 4672).

696. — **Chômage : indemnisation (allocations).** — Posée le 9 octobre 1984 par M. Loïc Bouvard à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 4598). — Appelée le 12 octobre 1984 : **aide aux demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à indemnisation** : phénomène du chômage ; couverture indemnitaire du chômage ; existence d'un million de chômeurs non indemnisés ; allocation spécifique de solidarité ; situation critique pour deux catégories de personnes : les chômeurs âgés de cinquante-cinq ans dont les durées maximales d'indemnisation ont été ramenées de soixante à quarante-cinq mois et les femmes seules ; assurance veuvage ; prestations sociales ; femmes seules sans enfant n'ayant pas atteint l'âge de la retraite (p. 4674) ; chômeurs âgés de cinquante à cinquante-cinq ans ; femmes seules avec un enfant (p. 4675) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : formes nouvelles de pauvreté (p. 4674) ; augmentation du minimum vieillesse de 65 p. 100 en trois ans ; jeunes chômeurs ; programmes d'action contre la pauvreté ; nécessité de réaliser des actions contre l'illettrisme (p. 4575).

697. — **Etudes, conseils et assistances (entreprises).** — Posée le 9 octobre 1984 par M. Georges Hage à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 4598). — Appelée le 12 octobre 1984 : **licenciement dans les sociétés d'études et de recherche** : sociétés d'ingénierie ; liaison entre l'ingénierie et les biens d'équipement (p. 4669) ; exportation par les sociétés d'ingénierie d'à peu près 80 p. 100 de leur chiffre d'affaires ; compétence internationale de ces sociétés ; situation dans l'entreprise Technip ; position de la direction de cette société ; baisse des grands contrats (p. 4670) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : réduction des

grands contrats d'études et de recherche ; société Technip ; pertes d'exploitations de cette société ; réunion entre la direction et les représentants du personnel ; nécessité de ramener le chiffre de 760 suppressions d'emplois à un seuil très sensiblement inférieur (p. 4670).

698. — Jouets et articles de sports (entreprises : Pyrénées-Orientales). — Posée le 9 octobre 1984 par M. André Tourné à M. le Premier ministre (p. 4598). — Appelée le 12 octobre 1984 : **usine des poupées Bella :** dépôt du bilan de la seule grande entreprise de fabrication de poupées et reprise de Bella par une société allemande en 1970 (p. 4668) ; opération de reprise par la société Berchet ; chômage dans le département des Pyrénées-Orientales ; coût de l'éventuel licenciement de 315 employés ; possibilité de complément de production ; dégradation sociale dans le département des Pyrénées-Orientales (p. 4669) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : difficultés de la société Bella depuis 1981 ; coûts de production supérieurs à ceux de la concurrence étrangère ; reprise de 315 personnes dans la société Berchet Industrie ; retards ayant affecté la construction de la nouvelle usine (p. 4668) ; aide des pouvoirs publics ; arrêt de la production rendant une opération de reprise de plus en plus difficile ; implantations industrielles nouvelles dans les Pyrénées-Orientales (p. 4669).

699. — Equipements industriels et machines-outils (entreprises). — Posée le 9 octobre 1984 par M. Philippe Bassinet à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 4598). — Appelée le 12 octobre 1984 : **société Huré :** groupe Intelautomatisme : établissements de Huré et de Graffenstaden ; éventualité de la construction d'un nouvel établissement à Bagneux ; industrie de la machine-outil (p. 4666) ; absence de consultation du personnel ; problème du regroupement de diverses activités en un seul site de production ; expertises (p. 4667) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : financement de la société holding Intelautomatisme ; marché mondial de la machine-outil ; personnels de Huré (p. 4666) ; région Ile-de-France ; expertises ayant conclu à une concentration sur le site de Strasbourg.

700. — Informatique (entreprises). — Posée le 9 octobre 1984 par M. Roger Rouquette à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 4599). — Appelée le 12 octobre 1984 : **compagnie internationale de services en informatique :** déficit de ce groupe ; plan de restructuration (p. 4667) ; information de l'administration du commissariat à l'énergie atomique sur ce problème (p. 4668) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : pertes financières de cette compagnie ; consultation du personnel ; plan présenté au personnel (p. 4667) ; emplois de reclassement.

701. — Sang et organes humains (centres de transfusion sanguine : Rhône). — Posée le 9 octobre 1984 par M. Noël Ravassard à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 4599). — Appelée le 12 octobre 1984 : **centre de fractionnement de Beynost :** regroupement des structures de transfusion sanguine dans deux ou trois centres ; avenir du centre de fractionnement de Lyon-Beynost ; centre de transfusion sanguine ; zone de fractionnement Rhône-Alpes-Bourgogne (p. 4673, 4674) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : centre de transfusion sanguine ; mission de réflexion confiée sur ce thème à M. Jacques Ruffié (p. 4673).

702. — Jeunes (politique à l'égard des jeunes). — Posée le 9 octobre 1984 par M. Clément Théaudin à M. le ministre délégué à la jeunesse et aux sports (p. 4599). — Appelée le 12 octobre 1984 : **année internationale de la jeunesse :** décision de l'assemblée générale des Nations unies pour organiser une année internationale sur les thèmes de participation, de développement et de paix en 1985 ; capacité d'initiative des jeunes (p. 4672) ; M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports : rôle du comité national de coordination ; lignes directrices de l'action menée dans ce domaine ; définition de plusieurs orientations prioritaires (p. 4673).

703. — Formation professionnelle et promotion sociale (stages : Pas-de-Calais). — Posée le 9 octobre 1984 par M. Jean-Claude Bois à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 4599). — Appelée le 12 octobre 1984 : **coût des stages de formation :** bassin d'emploi de Lens ; insertion sociale et professionnelle des jeunes de dix-huit ans ; stages de formation (p. 4676) ; stages d'informatique ; organismes de formation ; prix pratiqués par certains organismes privés (p. 4677) ; M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : stages offerts aux jeunes de seize à dix-huit ans ; stages organisés dans les secteurs prioritaires ; rémunération des stagiaires ; rôle des organismes privés (p. 4677).

704. — Communes (mairies et bâtiments communaux). — Posée le 9 octobre 1984 par M. François Mortelette à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 4599). — Appelée le 12 octobre 1984, remplacé par M. Jean-Claude Bois : **logements mis à la disposition des instituteurs par les communes :** possibilité pour les communes de mettre ces logements à la disposition des instituteurs ; possibilité pour les maires de décider une désaffection (p. 4677) ; M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme : logements des instituteurs ; arrêt Renou du Conseil d'Etat du 11 mars 1983 ; décisions de désaffection (p. 4677, 4678).

705. — Parlement (élections sénatoriales). — Posée le 18 octobre 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 5043).

706. — Parlement (élections législatives). — Posée le 29 octobre 1984 par M. Charles Miossec à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 5382). — Appelée le 23 novembre 1984 : **réforme électorale :** M. Charles Miossec : conséquences de l'introduction de la proportionnelle ; importance des petits partis ; problème du désaccord entre le président de la République et une nouvelle majorité parlementaire ; risque de dénaturation de l'esprit et de la pratique des institutions de la Ve République (p. 6324-6325) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : dépôt d'un projet de modification du mode de scrutin ; compatibilité de la représentation proportionnelle avec les institutions de la Ve République ; rôle des « petits partis » ; critères de redécoupage des circonscriptions (p. 6324) ; introduction de correctifs favorisant la représentation de l'opposition dans les élections municipales (p. 6325).

707. — Politique extérieure (Algérie). — Posée le 29 octobre 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 5383).

708. — Météorologie (structures administratives). — Posée le 6 novembre 1984 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le Premier ministre (p. 5627). — Appelée le 30 novembre 1984 : **transfert à Toulouse de la météorologie nationale :** M. Edouard Frédéric-Dupont : conséquences de ce transfert ; contenu du rapport de la Cour des comptes sur ce point ; bilan de cette opération (p. 6533) ; M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports : contenu du plan de localisation des services du ministère des transports ; maintien du service de la météorologie nationale à Paris (p. 6533).

709. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Bas-Rhin). — Posée le 12 novembre 1984 par M. André Durr à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 5918). — Appelée le 23 novembre 1984 : **service de néphrologie des hospices civils de Strasbourg :** M. André Durr : création d'une nouvelle unité au pavillon chirurgical B des hospices civils de Strasbourg (p. 6329) ; comparaison entre le taux d'occupation du service d'urologie et celui du service de néphrologie ; suroccupation de ce service (p. 6330) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : situation des hospices civils de Strasbourg ; étude en cours sur les différents besoins des services de santé de la région (p. 6330).

710. — Famille (politique familiale). — Posée le 20 novembre 1984 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 6213).

711. — Animaux (protection : Lorraine). — Posée le 20 novembre 1984 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre de l'environnement (p. 6214).

712. — Lois (Alsace-Lorraine). — Posée le 20 novembre 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6214).

713. — Crimes, délits et contraventions (meurtres et coups et blessures volontaires : Vosges). — Posée le 20 novembre 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 6214).

714. — Emploi et activité (politique de l'emploi). — Posée le 20 novembre 1984 par M. Lucien Dutard à M. le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6214). — Appelée le 23 novembre 1984 : **bassin d'emploi de Brive-**

Terrasson : M. Luclen Dutard : situation de l'emploi dans l'entreprise Porges à Sarlat et à La Paumellerie électrique de la Rivière-de-Mansac ; absence d'intervention des pouvoirs publics (p. 6319) ; nécessité du maintien de La Paumellerie électrique ; désespoir des travailleurs de cette région (p. 6320) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : raisons de la dégradation de la situation des sociétés Porges et La Paumellerie électrique (p. 6319) ; remède apporté à ces situations ; absence d'accord entre les parties sur le plan de redressement de La Paumellerie électrique (p. 6320).

715. — Métaux (emploi et activité : Lorraine). — Posée le 20 novembre 1984 par Mme Colette Goeuriot à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6214). — Appelée le 23 novembre 1984 : **Bassin ferrifère lorrain :** Mme Colette Goeuriot : grève dans les mines ; plan Unimétal ; nécessité de suspendre les décisions de fermeture et les mutations en Lorraine (p. 6320) ; situation de l'emploi dans les mines de fer ; perspectives de la production ; problème de la filière électrique ; prix de la tonne de fonte ; problème des eaux d'exhaure des mines ; régime social minier (p. 6321) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : évolution de la production française de fer de 1974 à 1983 ; prise en charge par l'Etat du coût des charges de retraite normales et anticipées ; charge du surcoût de l'exhaure dû à la diminution de la production (p. 6321).

716. — Fleurs, graines et arbres (maladies et parasites). — Posée le 20 novembre 1984 par M. Louis Lareng à M. le ministre de l'agriculture (p. 6214, 6215). — Appelée le 23 novembre 1984 : **protection des arbres :** M. Louis Lareng : disparition des ormes et des platanes (p. 6330) ; résultats de la prévention (p. 6331) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : cause des agressions contre la forêt (p. 6330) ; campagne d'information du ministère de l'agriculture sur les méthodes de lutte contre le chancre du platane et la graphiose de l'orme ; problème des « pluies acides » ; existence d'un programme de recherche sur le dépérissement des forêts (p. 6331).

717. — Politique extérieure (Afrique). — Posée le 20 novembre 1984 par M. Jean Proveux à M. le ministre délégué chargé de la coopération et du développement (p. 6215). — Appelée le 23 novembre 1984 : **faim dans le monde :** M. Jean Proveux : situation en Afrique sub-saharienne, en Erythrée, au Soudan, au Mali, au Mozambique, en Asie du Sud-Est, en Afghanistan et en Bolivie ; progression de la faim ; faiblesse de l'aide alimentaire d'urgence ; bilan des actions conduites par la France dans ce domaine (p. 6325) ; création d'un fonds spécial pour l'Afrique (p. 6327) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : situation en Ethiopie (p. 6325) ; problème des transports intérieurs dans ce pays ; solidarité de la France avec les Etats du Sahel ; problème de la sécheresse au Cap-Vert, en Mauritanie, au Sénégal, au Burkina et au Niger ; situation alimentaire au Tchad ; nature des aides (p. 6326) ; problème de la sécurité alimentaire ; nécessité de diversifier l'aide ; création d'un fonds spécial pour l'Afrique ; nécessité de privilégier les opérations triangulaires (p. 6327).

718. — Banques et établissements financiers (crédit). — Posée le 20 novembre 1984 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 6215). — Appelée le 23 novembre 1984 : **frais de gestion du crédit immobilier :** Mme Paulette Nevoux : nécessité de modifier l'arrêté du 13 novembre 1974 autorisant la réévaluation des frais de gestion des sociétés de crédit immobilier (p. 6327) ; problème de la rétroactivité de cet arrêté (p. 6328) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : possibilité pour les sociétés de crédit immobilier de réévaluer leurs frais de gestion annuels ; absence de caractère obligatoire et automatique de cette révision (p. 6327) ; plafonnement de l'indexation des frais de gestion (p. 6328).

719. — Chômage : indemnisation (préretraites). — Posée le 20 novembre 1984 par M. Loïc Bouvard à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 6215). — Appelée le 23 novembre 1984 : **allocations aux préretraités et aux chômeurs :** M. Loïc Bouvard : dégradation du pouvoir d'achat des préretraités ; absence de revalorisation des préretraites ; montant de l'augmentation des allocations de chômage ; nombre de chômeurs percevant les allocations d'insertion ; croissance des situations de précarité (p. 6328) ; insuffisance de l'allocation d'insertion ; existence du délai de carence (p. 6329) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées : conséquences de la réforme du financement des préretraites et de l'indemnisation du chômage ; financement par l'Etat de l'allocation d'insertion et de l'allocation spécifique de solidarité ; problème du pouvoir d'achat des bénéficiaires des différentes allocations ; nombre de chômeurs non indemnisés ; initiatives du Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes (p. 6329).

720. — Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : logement). — Posée le 20 novembre 1984 par M. Marcel Esdras à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 6215). — Appelée le 23 novembre 1984 : **financement du logement en Guadeloupe :** M. Marcel Esdras : caractère précaire et insalubrité de l'habitat ; besoins annuels de la Guadeloupe ; faiblesse des aides ; nécessité de rééquilibrer les prestations (p. 6318) ; absence de programme spécifique ; nécessité d'augmenter les dotations de l'ensemble des départements d'outre-mer (p. 6319) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : évolution du montant des dotations budgétaires destinées au financement du logement d'outre-mer entre 1981 et 1984 ; contribution de l'institut d'émission des départements d'outre-mer (p. 6318) ; résorption de l'habitat insalubre ; rôle de la société anonyme d'H.L.M. (p. 6319).

721. — Boissons et alcools (cidre). — Posée le 21 novembre 1984 par M. Pierre Gascher à M. le ministre de l'agriculture (p. 6256). — Appelée le 7 décembre 1984 : **production cidricole :** M. Pierre Gascher : menace de disparition de cette production ; nécessité de reconstituer le verger (p. 6798) ; participation de l'Etat aux aides attribuées pour l'implantation de nouveaux vergers (p. 6799) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : conséquences de l'état du verger sur l'ensemble de la filière cidricole ; énumération des actions entreprises pour remédier à cette situation ; attribution de primes pour la rénovation du verger par la région Basse-Normandie (p. 6798-6799).

722. — Armes et munitions (réglementation de la détention et de la vente). — Posée le 27 novembre 1984 par M. Jacques Baumel à M. le ministre de l'intérieur (p. 6410). — Appelée le 14 décembre 1984 : **répression de la détention, de la vente et du trafic d'armes :** M. Lucien Richard : nature des mesures supplémentaires de contrôle ; problème des armes de chasse (p. 6939) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : mise en œuvre des mesures réglementaires accentuant la sévérité des modalités d'acquisition et de détention d'armes ; restriction des possibilités d'acquisition de certaines armes par les particuliers ; dispositions relatives à la publicité en faveur des armes à feu (p. 6939).

723. — Sports (courses automobiles). — Posée le 27 novembre 1984 par M Emmanuel Aubert à M. le ministre de la jeunesse et des sports (p. 6410). — Appelée le 30 novembre 1984 : **rallye automobile de Monte-Carlo :** M. Emmanuel Aubert : suppression du Grand Prix de Monaco de la liste des épreuves comptant pour le championnat du monde ; possibilité pour la fédération française de sport automobile de prendre cette décision (p. 6531) ; conditions de déroulement du rallye de Monte-Carlo ; possibilité de retirer son habilitation à la fédération ; absence de résultat des démarches du Gouvernement (p. 6532) ; M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports : contenu de l'article 63 de l'arrêté du 1er décembre 1959 sur l'organisation des compétitions sportives ; demande par la fédération française de sport d'une contribution aux frais auprès des organisateurs du rallye de Monte-Carlo (p. 6531) ; absence de rétroactivité de la décision de la fédération ; son rôle de médiateur (p. 6532).

724. — Bâtiment et travaux public (emploi et activité). — Posée le 27 novembre 1984 par M. Jean Royer à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 6410). — Appelée le 30 novembre 1984 : **grands travaux financés par le fonds spécial :** M. Jean Royer : dégradation du volume des chantiers et des affaires du bâtiment et des travaux publics ; importance des besoins en habitat et en transversales entre l'Atlantique et les pôles industriels de l'Europe ; politique de l'eau (p. 6536) ; utilité du programme de grands travaux ; nécessité d'octroyer des crédits du budget de l'Etat au fonds spécial ; extension du champ d'action des interventions du fonds ; examen d'une proposition de loi sur ce point (p. 6537) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : lien entre le fonds spécial de grands travaux et le développement de l'activité de cette industrie ; financement de ce fonds ; champ d'action de ses interventions (p. 6537) ; problèmes du transfert de crédits (p. 6538).

725. — Logement (politique du logement : Paris). — Posée le 27 novembre 1984 par M. Parfait Jans à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 6410, 6411). — Appelée le 30 novembre 1984 : **vente de logements par la caisse d'épargne de Paris** : M. Parfait Jans : problème de la liquidation de leur patrimoine social par des organismes publics ; cas de l'opération de la rue de la Santé ; contribution à la spéculation immobilière de la part d'un organisme public ; nécessité pour la caisse d'épargne de Paris de garantir les droits des occupants ; possibilité pour le Gouvernement de s'opposer à cette opération (p. 6526) ; problème du droit de préemption de la ville de Paris (p. 6527) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P. T. T. : nature du contrôle exercé par le ministère des finances sur les caisses d'épargne ; impossibilité d'appliquer la réglementation des organismes d'H. L. M. au logement de l'îlot 13 ; possibilité pour le maire de Paris d'utiliser son droit de préemption (p. 6526).

726. — Boissons et alcools (vins et viticulture). — Posée le 27 novembre 1984 par M. André Tourné à M. le ministre de l'agriculture (p. 6411). — Appelée le 30 novembre 1984 : **marché du vin** : M. André Tourné : situation des vins de consommation courante et des vins doux naturels ; nécessité d'une protection de ces derniers (p. 6528) ; ses regrets de l'absence de M. Michel Rocard ; revalorisation des vins de consommation courante ; maintien du statut des vins doux naturels (p. 6529) ; M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports : situation du marché des vins de table et statut fiscal des vins doux naturels ; contenu des interventions communautaires (p. 6528) ; négociations sur l'harmonisation des accises (p. 6529).

727. — Boissons et alcools (alcools). — Posée le 27 novembre 1984 par M. Marcel Esdras à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 6411). — Appelée le 30 novembre 1984 : **taxation des rhums** : M. Marcel Esdras : maintien du contingentement pour les départements d'outre-mer ; faiblesse de la surtaxe frappant le rhum hors contingent ; intérêt de l'activité rhumière en Martinique et en Guadeloupe ; maintien de l'emploi (p. 6538) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : caractère dissuasif du contingentement des rhums étrangers ; risque d'importation en France de rhums (p. 6538).

728. — Drogue (lutte et prévention). — Posée le 27 novembre 1984 par Mme Florence d'Harcourt à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 6411). — Appelée le 30 novembre 1984 : **lutte contre la toxicomanie** : Mme Florence d'Harcourt : bilan de cette lutte ; augmentation des interpellations et des saisies ; coordination entre les institutions spécialisées, les hôpitaux et les médecins ; création de nouveaux centres d'hébergement ; information des parents et des enfants (p. 6535) ; montant des crédits consacrés à la lutte contre la toxicomanie (p. 6536) ; M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : caractère de priorité nationale de cette lutte ; amplification de la répression contre les trafiquants ; nombre de condamnations de trafiquants en 1979 et en 1983 ; développement de la prévention (p. 6535) ; mesures prises pour lutter contre le détournement de produits toxiques ; montant des crédits consacrés à la lutte contre la toxicomanie (p. 6536).

729. — Police (fonctionnement : Essonne). — Posée le 27 novembre 1984 par M. Yves Tavernier à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6411). — Appelée le 30 novembre 1984 : **effectifs de la police dans l'Essonne** : M. Yves Tavernier : problèmes de la sécurité dans ce département ; nombre de postes restant à pourvoir ; augmentation des crimes et délits entre 1979 et 1983 ; développement de la toxicomanie ; ouverture de l'école nationale de Gif-sur-Yvette (p. 6533) ; création du commissariat des Ulis (p. 6534-6535) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : problèmes de la sécurité dans le département de l'Essonne ; comparaison du taux de la criminalité et de la délinquance dans l'Essonne et dans les Yvelines ; création d'un commissariat aux Ulis ; construction de cantonnement pour les C. R. S. ; existence d'un centre de formation à Gif-sur-Yvette ; importance du taux des effectifs de police par rapport à la population en France (p. 6534).

730. — Société nationale des chemins de fer français (lignes). — Posée le 27 novembre 1984 par M. Dominique Dupilet à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 6411). — Appelée le 30 novembre 1984 : **desserte de la région boulonnaise** : M. Dominique Dupilet : affectation du car-ferry de la nouvelle génération *Champs-Elysées* à Calais ; transfert des services du car-ferry *Horsa* sur Calais ; amélioration des conditions de transport ferroviaire entre la région boulonnaise et la capitale ; suppression de deux arrêts à Marquise-Rinxent et Wimille-Wimereux ; électrification de la ligne Boulogne-Amiens (p. 6527) ; remise en service du navire *Horsa* ; impératifs de la liaison Calais-Boulogne (p. 6528) ; M. Louis Mexandeau : ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P. T. T. : desserte du port de Boulogne-sur-Mer par le car-ferry *Horsa* ; mise en service d'un aller-retour en T. G. V. Lille-Lyon ; suppression des arrêts de Marquise et de Wimille-Wimereux (p. 6527) ; électrification de la ligne Amiens-Boulogne-Calais (p. 6528).

731. — Elevage (ovins). — Posée le 27 novembre 1984 par M. François Loncle à M. le ministre de l'agriculture (p. 6411). — Appelée le 30 novembre 1984 : **règlement communautaire sur la viande ovine** : M. François Loncle : situation des éleveurs d'ovins de l'Eure et du Calvados ; injustice de la réglementation européenne ; caractère trop favorable à la Grande-Bretagne ; contenu du rapport de M. Jacques Godfrain ; conséquences du versement de la prime compensatrice à la brebis (p. 6529, 6530) ; M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports : renforcement de la baisse saisonnière dans le secteur de la viande ovine ; versement de la prime compensatrice à la brebis ; versement de la prime variable d'abattage pour les brebis exportées par la Grande-Bretagne ; caractère inachevé de la négociation dans le secteur de la viande ovine (p. 6530).

732. — Commerce et artisanat (grandes surfaces). — Posée le 29 novembre 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme (p. 6520).

733. — Enseignement (politique de l'éducation). — Posée le 29 novembre 1984 par M. René La Combe à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 6520). — Appelée le 7 décembre 1984 : **formation scolaire** : M. René La Combe : problème de « l'illettrisme » ; médiocrité de la méconnaissance de la géographie et de l'histoire ; niveau de culture générale ; conséquences de la suppression des notations et de l'évaluation des progrès (p. 6793) ; degré d'instruction des enfants de la génération d'après 1968 (p. 6794) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : participation de l'éducation nationale au groupe de lutte contre l'illettrisme ; remaniement du système des projets d'action éducative ; efficacité de l'enseignement de l'histoire et de la géographie ; enseignement de l'éducation civique (p. 6794).

734. — Etrangers (politique à l'égard des étrangers). — Posée le 30 novembre 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 6539).

735. — Assurance-vieillesse : généralités (calcul des pensions). — Posée le 30 novembre 1984 par M. Lucien Richard à Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 6539). — Appelée le 14 décembre 1984 : **pensions d'assurance-vieillesse des mères d'enfants handicapés** : M. Lucien Richard : rappel des règles d'assimilation de l'assurance-vieillesse des mères de famille : retards imputables aux C. O. T. O. R. E. P. dans le paiement de ces pensions ; nécessité de prévoir le déclenchement automatique du réexamen du dossier par les C. O. T. O. R. E. P. ; importance de la date d'affiliation pour les parents d'handicapés (p. 6938) ; mesures supplémentaires de contrôle (p. 6939) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : contenu du décret du 8 mars 1978 concernant les règles d'affiliation de l'assurance-vieillesse des mères de famille ; nécessité de généraliser la possibilité pour les C. O. T. O. R. E. P. de fixer la date d'affiliation au premier jour du trimestre suivant le dépôt du dossier (p. 6938).

736. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Orne). — Posée le 4 décembre 1984 par M. Daniel Goulet à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 6656). — Appelée le 7 décembre 1984 : **service de gynécologie du centre hospitalier de Domfront** : M. Daniel Goulet : raisons de l'émotion causée par le projet de fermeture de ce service (p. 6794) ; importance économique de la présence de cet établissement ; nombre de naissances en 1982 et 1984 ; effectif des « petites maternités » (p. 6795) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : conditions de sécurité des femmes qui accouchent ; nécessité de fermer les petites maternités n'offrant pas suffisamment de garanties ; possibilité d'en reconvertir certaines ; caractère réduit de l'activité de la maternité de l'hôpital de Domfront (p. 6795).

737. — Enseignement supérieur et postbaccalauréat (œuvres universitaires). — Posée le 4 décembre 1984 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 6656-6657). — Appelée le 7 décembre 1984 : **œuvres universitaires** : M. Georges Hage : nécessité d'élever la formation des hommes et des femmes ; démocratisation de l'accès aux études universitaires ; nécessité de développer l'aide sociale ; effort en direction des bourses universitaires ; insuffisance des moyens prévus par le budget 1985 ; remplacement des restaurants universitaires par les « fast-food » universitaires (p. 6791) ; régression des crédits des restaurants universitaires ; projet compensant l'arrêt de la construction de logements de cités universitaires par l'établissement de contrats entre le ministère de l'éducation nationale et les offices d'H.L.M. ; concertation sur la réforme des œuvres universitaires (p. 6792) ; nécessité d'augmenter les moyens de l'université (p. 6793) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : ouverture de l'enseignement supérieur à un nombre croissant d'étudiants ; importance des moyens budgétaires dégagés ; progression du montant global des diverses formes d'aides aux étudiants ; effectif des boursiers ; montant global des aides indirectes ; modification du code de la construction et de l'habitation facilitant la passation d'accords entre les organismes d'H.L.M. et les C.R.O.U.S. (p. 6792) ; augmentation des subventions aux œuvres universitaires pour les travaux d'entretien et de maintenance ; sa fidélité au principe de la concertation (p. 6793).

738. — Informatique (entreprises). — Posée le 4 décembre 1984 par M. Robert Montdargent à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6657). — Appelée le 7 décembre 1984 : **licenciements décidés par le groupe Bull** : M. Robert Montdargent : diminution de 5 p. 100 des effectifs ; affaiblissement du secteur « disques » (p. 6790) ; nécessité d'utiliser toutes les formes de coopération en France et en Europe ; utilité d'un accord entre Thomson, C.G.E. et Bull (p. 6791) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : effort de la France dans le domaine de la filière électronique ; situation financière de Bull ; maintien de l'effectif global entre le 1er décembre 1983 et le 31 décembre 1985 (p. 6790).

739. — Equipement industriel et machines-outils (entreprises : Saône-et-Loire). — Posée le 4 décembre 1984 par M. Roger Leborne à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6657). — Appelée le 7 décembre 1984 : **société Potain-Poclain-Matériel** : M. Roger Leborne : licenciement de salariés par cette entreprise ; solutions pour maintenir et développer la production française de matériel de levage et de manutention ; problème de la reprise de la société Poclain par Case-Tenneco ; ses craintes sur la production française de grues mobiles (p. 6789) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : caractère défavorable de l'évolution du marché du matériel de levage ; obligation pour la société Potain-Poclain-Matériel de réduire ses effectifs ; mise en œuvre d'un plan de restructuration de cette entreprise (p. 6789).

740. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres de soins et de cure : Deux-Sèvres). — Posée le 4 décembre 1984 par M. René Gaillard à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 6657). — Appelée le 7 décembre 1984 : **ouverture d'un centre de santé à Niort** : M. René Gaillard : volonté de l'union mutualiste de créer un centre d'examen de santé à Niort (p. 6796) ; volonté de cet organisme de se conformer aux directives techniques ; nature des obstacles à l'ouverture de ce centre ; nécessité d'une réponse rapide en raison du risque de licenciement de cinq personnes (p. 6797) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : absence de problème particulier posé par l'autorisation d'ouverture de ce centre ; nécessité d'une étude générale sur ce type d'organismes (p. 6797).

741. — Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Côte-d'Or). — Posée le 4 décembre 1984 par M. Hervé Vouillot à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6657). — Appelée le 7 décembre 1984 : **Société nationale des poudres et explosifs** : M. Hervé Vouillot : évolution de l'activité économique de cette société ; insuffisance d'informations sur les perspectives et la stratégie de cette entreprise au niveau de l'unité de Vonges (p. 6789) ; son souhait de l'utilisation du site de Vonges par cette société (p. 6790) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : situation de l'usine de Vonges ; abandon de son programme d'investissement sur le secteur des poudres et explosifs ; diversification de l'activité de cette société (p. 6790).

742. — Recherche scientifique et technique (commissariat à l'énergie atomique). — Posée le 4 décembre 1984 par M. Roger Rouquette à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6657). — Appelée le 7 décembre 1984 : **office des radio-éléments ionisants** : M. Roger Rouquette : conséquence de la demande du Gouvernement au C. E. A. de « filialiser » cet office ; statut du personnel ; situation de la filiale du C. E. A. (p. 6788) ; ses doutes quant à la possibilité pour le personnel de l'office des radio-éléments ionisants de bénéficier des dispositions de l'accord du C. E. A. (p. 6789) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : conditions de la « filialisation » de cet office au sein du groupe C. E. A. - Industrie ; statut du personnel de l'office des radio-éléments ionisants (p. 6788-6789).

743. — Collectivités locales (finances locales). — Posée le 4 décembre 1984 par M. Jean-Pierre Lambertin à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 6657). — Appelée le 7 décembre 1984 : **budgets des collectivités locales** : M. Jean-Pierre Lambertin : conséquence de l'allégement de la taxe professionnelle ; nature de la compensation sur les budgets des collectivités locales ; risque de pénalisation des communes situées à proximité d'installations industrielles ; caractère injuste de la répartition du produit de la taxe professionnelle ; existence de disparités d'une commune à l'autre (p. 6797, 6798) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : allégement de la taxe professionnelle ; prise en charge par l'Etat des dégrèvements (p. 6797) ; possibilités de faire évoluer la taxe professionnelle ; pouvoir fiscal des collectivités locales (p. 6798).

744. — Voirie (ponts : Bas-Rhin). — Posée le 4 décembre 1984 par M. Emile Koehl à M. le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (p. 6657). — Appelée le 7 décembre 1984 : **construction d'un second pont sur le Rhin à Strasbourg** : M. Emile Koehl : utilité de cette construction (p. 6795) ; aménagement d'un nouveau complexe routier « Eurofret » ; approbation de l'implantation d'un deuxième pont à la hauteur de Plobsheim ; caractère indispensable de la construction d'un second pont sur le Rhin à Strasbourg (p. 6796) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports : négociations en cours avec les autorités allemandes pour la construction de ce second pont ; accord pour le préfinancement des études et des acquisitions foncières par les collectivités territoriales de l'Alsace en vue de cette construction ; importance des investissements consacrés par l'Etat et la région (p. 6796).

745. — Lait et produits laitiers (lait). — Posée le 4 décembre 1984 par M. Jacques Barrot à M. le ministre de l'agriculture (p. 6657). — Appelée le 7 décembre 1984 : **conséquences de la politique des quotas en zone de montagne** : M. Jacques Barrot : son rappel du revenu brut par exploitation dans son département ; prix du lait ; possibilité de traiter le Massif-Central comme l'Irlande ; prise en compte des calamités dans le calcul des quotas ; caractère rigoureux de l'application de la politique des quotas ; possibilité pour les départements de garder leur droit de produire en cas de non-utilisation de leurs quotas (p. 6799) ; absence d'équité de traitement pour les régions comme le Massif-Central ; son regret de l'absence du ministre de l'agriculture ; problème du maintien de l'activité des industries agro-alimentaires en cas de baisse de la production de lait (p. 6800) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : difficultés des négociations à Bruxelles (p. 6799) ; impossibilité de négocier pour une région particulière ; aménagement en faveur des zones de montagne décidé dans le cadre de la maîtrise de la production laitière ; aide communautaire aux petits producteurs de lait ; possibilité d'une prise en compte d'un groupement de laiteries pour l'application de la réglementation en zone de montagne (p. 6800).

746. — Emploi et activité (politique de l'emploi). — Posée le 5 décembre 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 6745).

747. — Travail (contrats de travail). — Posée le 5 décembre 1984 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 6745).

748. — Postes : ministère (immeubles : Paris). — Posée le 5 décembre 1984 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le ministre délégué chargé des P. T. T. (p. 6745).

749. — Elevage (ovins : Bretagne). — Posée le 6 décembre 1984 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre de l'agriculture (p. 6785). — Appelée le 14 décembre 1984 : **élevage de moutons** : M. Loïc Bouvard : situation dramatique des éleveurs de moutons bretons ;

existence en Grande-Bretagne d'une prime variable à l'abattage engendrant des distorsions de concurrence (p. 6939) ; réexamen du règlement ovin ; harmonisation des relevés de prix du marché au sein des pays membres de la Communauté ; nécessité de prévoir un dispositif d'aide immédiate en faveur des éleveurs d'ovins ; extension à la Grande-Bretagne de la clause « zone sensible » (p. 6940) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : difficultés des éleveurs ovins ; impact de la prime compensatrice à la brebis ; intensification de l'action de la France pour obtenir la disparition des éléments de distorsion induits par le versement de la prime variable aux brebis ; volonté du Gouvernement français d'obtenir la réduction des possibilités d'exportation offertes aux pays tiers vers la Communauté (p. 6940).

750. — Emploi et activité politique de l'emploi : Moselle. — Posée le 11 décembre 1984 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre de l'environnement (p. 6838).

751. — Enseignement supérieur et postbaccalauréat (école nationale supérieure d'arts et métiers : Marne). — Posée le 11 décembre 1984 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 6838-6839) ; appelée le 14 décembre 1984 : **centre régional de Châlons-sur-Marne de l'Ecole nationale d'arts et métiers** : M. Bruno Bourg-Broc : conditions d'hébergement des élèves de cette école ; nécessité d'élaborer une convention par centre régional pour rénover les résidences de cette école ; interprétation de l'autorisation de programme signée en novembre dernier ; financement des travaux (p. 6941) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg ; secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités : remise en état des résidences des différents centres régionaux d'écoles nationales supérieures d'arts et métiers ; inclusion de l'opération de la résidence de Châlons dans le programme 1984 de travaux de maintenance ; mise en place du financement des travaux en 1985 ; programmation pour 1984 des travaux de maintenance (p. 6941).

752. — Entreprises (entreprises nationalisées). — Posée le 11 décembre 1984 par M. Paul Chomat à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6839). — Appelée le 14 décembre 1984 : **restructurations externes de certains groupes publics.** — M. Paul Chomat : problème des cessions d'actifs au privé ; mesures prises pour faire respecter les textes en vigueur ; nécessité de considérer la cession comme une ultime décision ; affaiblissement des groupes nationalisés en 1982 ; conséquence néfaste des décisions relatives au remboursement anticipé des prêts ; insuffisance des efforts de concertation (p. 6942) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : rareté des opérations de cessions d'actifs affectant les groupes industriels ; existence d'une concertation approfondie avec les personnels lors de ces cessions (p. 6942).

753. — Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : langues et cultures régionales). — Posée le 11 décembre 1984 par M. Ernest Moutoussamy à M. le ministre de la culture (p. 6839). — Appelée le 14 décembre 1984 : **promotion de la culture guadeloupéenne** : M. Ernest Moutoussamy : nécessité de créer un institut de recherche musicale ; intentions du Gouvernement en matière de recherche et de promotion de la culture guadeloupéenne ; réalisation du festival international de percussions en 1985 (p. 6944) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : affaiblissement des procédures et des moyens financiers améliorant les conditions du dialogue régional ; développement de l'action en faveur de la musique en Guadeloupe (p. 6944, 6945).

754. — Céramique (emploi et activité). — Posée le 11 décembre 1984 par M. René Haby à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6839). — Appelée le 14 décembre 1984 : **industrie céramique française** : M. René Haby : déclin de la production française de vaisselle de table ; cas d'entreprises situées à Sarreguemines et à Badonviller ; nécessité de maintenir en France des fabrications à usage du grand public ; intérêt du Gouvernement à l'égard de cette industrie (p. 6943) ; nécessité d'investissements ; possibilité d'envisager des mesures sociales en faveur des ouvriers de la céramique (p. 6944) ; M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie : difficultés de la production de vaisselle en faïence ; maintien d'un contingentement pour la vaisselle en céramique ; aide à l'entreprise installée à Badonviller ; pénétration du marché intérieur français par les productions étrangères ; développement de la compétitivité de l'outil de production (p. 6943) ; poursuite par le Gouvernement de l'examen du dossier de l'industrie de céramique française (p. 6944).

755. — Politique extérieure (U. R. S. S.). — Posée le 11 décembre 1984 par Mme Ghislaine Toutain à M. le ministre des relations extérieures (p. 6839). — Appelée le 14 décembre 1984 : **citoyens soviétiques d'origine juive** : Mme Ghislaine Toutain : rappel de leur situation de 1969 à 1980 ; réduction du nombre de visas d'émigration accordés à ces citoyens (p. 6945) ; nécessité de respecter les accords internationaux ; droits de l'homme ; problèmes posés par les restrictions subies par ces citoyens dans l'exercice de leur culte et la possibilité de parler leur langue (p. 6946) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures : volonté du Gouvernement de défendre la cause des droits de l'homme ; rappel du contenu de la déclaration prononcée le 21 juin dernier au Kremlin par le Président de la République (p. 6946).

756. — Verre (entreprises). — Posée le 11 décembre 1984 par M. Philippe Bassinet à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 6839).

757. — Impôts locaux (taxe professionnelle). — Posée le 11 décembre 1984 par M. Bernard Lefranc à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 6839). — Appelée le 14 décembre 1984 : **taxe professionnelle** : Mme Ghislaine Toutain : caractère pénalisant pour les entreprises de cette taxe ; nature des mesures prises pour endiguer les dérapages constatés par les élus locaux (p. 6945) ; M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures ; allégement de la taxe professionnelle dans le projet de loi des finances pour 1985 (p. 6945).

758. — Associations et mouvements (politique à l'égard des associations et mouvements). — Posée le 11 décembre 1984 par M. Jean-François Hory à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances (p. 6839).

QUESTIONS PREALABLES

Voir *Enseignement privé* **5**.
Entreprise **21**.
Lois de règlement **4**.
Rappels au règlement **281**.

QUOTIDIEN DE PARIS (Le)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8**, article 21.

R

RACISME

Voir *Questions au Gouvernement* **1097, 1098, 1102.**

RADIODIFFUSION ET TELEVISION

Antenne 2

Voir *Questions au Gouvernement* **1016.**

Emission « Droit de réponse »

Voir *Questions au Gouvernement* **1023.**

Impartialité de la — dans l'information préparatoire à l'élection européenne

Voir *Questions au Gouvernement* **826.**

Intervention du Premier ministre sur T. F. 1

Voir *Questions au Gouvernement* **1039.**

Loi du 29 juillet 1982

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8**, avant l'article 1er.

Quatrième chaîne (Canal Plus)

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), techniques de la communication.

Recettes de publicité dans l'audiovisuel.

Voir *Audiovisuel* **5**.
Edition, imprimerie et presse **8**, avant l'article 1er.
Lois de finances **9** (deuxième partie), techniques de la communication.

Redevance télévision.

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), techniques de la communication.

Régionalisation de la —
Voir *Audiovisuel* **5.**

Société régionale de radio dans les pays de la Loire.
Voir *Questions orales sans débat* **624.**

RADIO-FRANCE

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 3.

RADIO « LA VOIX DU LEZARD »

Voir Questions orales sans débat **629.**

RADIOS LIBRES

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), techniques de la communication.
Questions au Gouvernement **1154.**

— radios locales privées.
Voir *Questions au Gouvernement* **1128.**

RALLYE

— automobile de Monte-Carlo.
Voir *Questions orales sans débat* **723.**

RAPATRIES

6. — **Proposition de loi n° 1754** modifiant la loi n° 82-4 du 6 janvier 1982 portant diverses dispositions relatives à la **réinstallation des rapatriés.** — *Sénat* (première lecture) n° **92** (1983-1984), dépôt le 2 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Germain Authié. — Rapport n° **18** (1984-1985) (11 octobre 1984). — Discussion le 17 octobre 1984. — Adoption le 17 octobre 1984. — Proposition de loi n° **7** (1984-1985).

Loi n° 84-970 du 29 octobre 1984 publiée au *J. O.* du 30 octobre 1984 (p. 3391).

RAPPELS AU REGLEMENT

1. — **M. Gilbert Gantier** : propos tenus par le ministre de l'éducation nationale à l'égard du Conseil constitutionnel à la suite de la décision prise par celui-ci d'annuler certaines dispositions de la loi sur l'enseignement supérieur ; précise que les décisions du Conseil constitutionnel s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles [24 janvier 1984] (p. 3).

2. — **M. Alain Madelin** : ordre du jour : événements se déroulant actuellement en Bretagne ; attitude du Gouvernement vis-à-vis de la C.G.T. ; convocation du Parlement en session extraordinaire [24 janvier 1984] (p. 3).

3. — **M. François d'Aubert** : divergences à l'intérieur de la majorité sur le projet de loi relatif aux entreprises de presse ; agence Havas ; Canal Plus [24 janvier 1984] (p. 3) ; usurpation du titre du projet de loi sur les entreprises de presse (p. 4).

4. — **M. Jacques Toubon** : précise que le général de Gaulle n'a pas signé l'ordonnance du 26 août 1944 [24 janvier 1984] (p. 4).

5. — **M. Gilbert Gantier** : affirmation de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication, selon laquelle les députés de l'opposition seraient des « représentants du peuple », entre guillemets [24 janvier 1984] (p. 5) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication : maintient les guillemets et précise que l'attitude de l'opposition lui permet d'en mettre des doubles (p. 5).

6. — **M. Emmanuel Aubert** : mise en cause par M. Georges Fillioud de la légitimité et de la représentativité des députés [25 janvier 1984] (p. 57).

7. — **M. Pascal Clément** : excuses présentées par M. Georges Fillioud à l'opposition ; attitude de M. Pierre Joxe et de M. Louis Mermaz [25 janvier 1984] (p. 57) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : respect par le Gouvernement des droits du Parlement ; précise que le Gouvernement n'a pas demandé l'urgence sur le projet de loi relatif aux entreprises de presse (p. 57, 58).

8. — **M. François d'Aubert** : propos tenus par M. Georges Fillioud mettant en cause la légitimité des députés [25 janvier 1984] (p. 58).

9. — **M. Alain Peyrefitte** : contenu de la loi de 1881 sur la presse précisant que les propos tenus à la tribune de l'Assemblée sont couverts par une immunité à l'égard du délit de diffamation ; institution de cette immunité pour protéger les parlementaires et non le Gouvernement [25 janvier 1984] (p. 58) ; M. Jean Brocard, vice-président : indique que le président de l'Assemblée nationale a reçu les représentants des groupes de l'opposition (p. 58).

10. — **M. François Mortelette** : nécessité pour les orateurs de respecter leur temps de parole lorsqu'ils défendent un amendement [25 janvier 1984] (p. 73).

11. — **M. Jacques Toubon** : caractère erroné de l'affirmation de M. Georges Fillioud selon laquelle l'ordonnance de 1944 aurait été « signée par le général de Gaulle » [25 janvier 1984] (p. 74).

12. — **M. Jacques Toubon** : obligation pour le rapporteur de s'exprimer debout [26 janvier 1984] (p. 109).

13. — **M. Jacques Toubon** : affirme l'authenticité de ses interventions sur Radio France-Outre-mer ; sa demande de suspension de séance [26 janvier 1984] (p. 112).

14. — **M. Jacques Toubon** : refus du Gouvernement d'étendre sa volonté de pluralisme à l'ensemble de la communication ; agence Havas [26 janvier 1984] (p. 124).

15. — **M. Alain Rodet** : caractère inconvenant des propos tenus par M. Robert-André Vivien à l'encontre du secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication [26 janvier 1984] (p. 130).

16. — **M. Robert-André Vivien** : examen par la commission de l'amendement n° 1661 de M. Michel Péricard, déposé avant l'article 1er du projet de loi (n° 1832) sur la presse [26 janvier 1984] (p. 132) ; M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles : examen par la commission des affaires culturelles de l'amendement n° 1661 de M. Michel Péricard (p. 132).

17. — **M. Jacques Toubon** : demande au bureau de l'Assemblée nationale d'inventer une nouvelle catégorie de projet de loi intitulé « projet de loi de « subodoration » ou « subolfaction » [26 janvier 1984] (p. 133) ; M. Alain Chénard, vice-président : multiplication injustifiée des amendements (p. 133).

18. — **M. Alain Madelin** : prise de position de M. Alain Chénard en tant que vice-président sur le fond et le contenu d'un amendement [26 janvier 1984] (p. 133).

19. — **M. Michel Debré** : demande l'extension de l'ordre du jour de la session extraordinaire aux problèmes de politique étrangère [26 janvier 1984] (p. 134) ; demande la modification du décret de convocation (p. 135) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication : rappel du communiqué sur les événements survenus au Tchad ; sa demande de suspension de séance en vue de recueillir des éléments nouveaux sur la situation de cette région (p. 134) ; M. Alain Chénard, vice-président : rappel de l'article 29 de la Constitution (p. 135).

20. — **M. Jacques Toubon** : interprétation stricte des lois pénales [26 janvier 1984] (p. 163).

21. — **M. Jean-Marie Caro** : rappelle les dispositions de l'article 56, alinéa 3, du règlement, précisant que le président peut autoriser un orateur à répondre au Gouvernement ou à la commission ; volonté de la présidence de l'Assemblée de recourir le moins possible à cette disposition [27 janvier 1984] (p. 202)) ; M. Alain Chénard, vice-président : déroulement des débats ; décision prise par la conférence des présidents avec accord des présidents de groupe vu le nombre croissant des amendements déposés (p. 202).

22. — **M. Alain Madelin** : discussion et numérotation des amendements déposés au projet de loi (n° 1832) sur la presse [27 janvier 1984] (p. 230).

23. — **M. Alain Madelin** : propos désobligeants tenus par M. Georges Fillioud à l'égard d'un député de l'opposition ; regrette que M. Georges Fillioud ne soit pas « heurté » par les dispositions du présent projet de loi [27 janvier 1984] (p. 235).

24. — **M. François d'Aubert** : confusion entre les caisses de l'Etat et les caisses électorales dans le règlement de l'affaire de La Chapelle-Darblay ; gestion de cette entreprise par une personne physique étrangère ; demande à connaître le contenu de la convention [30 janvier 1984] (p. 270).

25. — **M. Jacques Toubon** : contradiction entre les montants affectés à l'industrie par la loi de finances et les sommes engagées pour l'entreprise Chapelle-Darblay [30 janvier 1984] (p. 271).

26. — **M. Jacques Toubon** : demande son avis au secrétaire d'Etat à la communication sur la demande d'audition du ministre de l'industrie [30 janvier 1984] (p. 271) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication ; tentative de diversion de l'opposition ; intérêt de maintenir une production française de papier journal (p. 271).

27. — **M. François d'Aubert** : critique la façon dont a été traitée l'affaire de la Chapelle-Darblay [30 janvier 1984] (p. 273) ; demande au président de la commission des affaires culturelles d'auditionner le ministre de l'industrie (p. 274).

28. — **M. François d'Aubert** : demande l'audition du ministre de l'industrie gestion par une personne physique étrangère de 3 milliards de francs d'argent public [30 janvier 1984] (p. 278) ; lien entre la production de papier journal et la loi sur la presse ; refus d'auditionner M. Laurent Fabius (p. 279) ; M. François Massot, vice-président : stérilité du débat (p. 278) ; rappelle que les présidents des commissions sont maîtres de leur ordre du jour (p. 279).

29. — **M. Jacques Toubon** : contradiction entre le montant du budget du ministère de l'industrie et les sommes engagées dans l'affaire de la Chapelle-Darblay [30 janvier 1984] (p. 279).

30. — **M. Gilbert Gantier** : demande des explications sur la provenance des fonds engagés dans l'affaire de la Chapelle-Darblay [30 janvier 1984] (p. 279-280).

31. — **M. Jacques Toubon** : importance des sommes d'argent obtenues par M. Laurent Fabius pour la restructuration industrielle de sa circonscription législative [30 janvier 1984] (p. 280) ; M. Claude Evin, président de la commission : problème de la restructuration industrielle (p. 280) ; incompétence de l'opposition pour fixer l'ordre du jour des commissions permanentes (p. 281) ; M. François Massot, vice-président : rappelle la possibilité pour le président de séance de retirer la parole à l'orateur dont l'intervention est sans rapport avec le règlement (p. 281).

32. — **M. Marc Lauriol** : possibilité pour les parlementaires de demander au Gouvernement l'extension de l'ordre du jour [30 janvier 1984] (p 281).

33. — **M. Pierre Joxe** : rappelle la réglementation pour les suspensions de séance [30 janvier 1984] (p. 281-282) ; abandon par l'ex-majorité de l'industrie du papier journal (p. 283) ; M. Gilbert Gantier : blocage par le syndicat du Livre de la situation à la Chapelle-Darblay (p. 282).

34. — **M. Jacques Toubon** : dévoiement de la démocratie [30 janvier 1984] (p. 283).

35. — **M. Jean Foyer** : critique la qualification de « grognement » employé par M. Guy Ducoloné [30 janvier 1984] (p. 289) ; M. Guy Ducoloné : maintient le terme de « grognement » (p. 289).

36. — **M. François d'Aubert** : demande des informations sur la teneur de l'accord passé entre le ministre de l'industrie et M. John Kyla concernant la Chapelle-Darblay [30 janvier 1984] (p. 310).

37. — **M. Georges Tranchant** : critique le terme de « droite » employé par le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication [30 janvier 1984] (p. 310).

38. — **M. Alain Madelin** : demande au Gouvernement de retirer le présent projet de loi compte tenu de la pratique autoritaire de la présidence empêchant l'opposition de s'exprimer sur chacun des articles [31 janvier 1984] (p. 331) ; M. Raymond Forni, président de la commission des lois (p. 331).

39. — **M. Emmanuel Aubert** : élections municipales de Limeil-Brévannes ; annulation des fraudes par les tribunaux ; attitude des pouvoirs publics [31 janvier 1984] (p. 338) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : détournement de la procédure et de la Constitution par les députés de l'opposition (p. 338).

40. — **M. Jacques Toubon** : attitude de M. Georges Fillioud et de M. André Labarrère [31 janvier 1984] (p. 338) ; élections municipales de Limeil-Brévannes ; fraude électorale (p. 339) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : propos tenus par M. Jacques Toubon à son égard (p. 339).

41. — **M. Robert-André Vivien** : refus du président de séance de lui donner la parole pour un rappel au règlement ; procédure des rappels au règlement [31 janvier 1984] (p. 339) ; rôle des ministres chargés des relations avec le Parlement (p. 340).

42. — **M. Claude Labbé** : tenue des sessions extraordinaires ; volonté de M. Jean-Jack Qeyranne, rapporteur du projet de loi (n° 1832) sur la presse, de donner des leçons en matière de Constitution aux députés de l'opposition ; affaire de La Chapelle-Darblay ; refus du Gouvernement d'informer le Parlement sur les vrais problèmes ; dévoiement des débats de l'Assemblée par des sessions extraordinaires à répétition [31 janvier 1984] (p. 355).

43. — **M. Jacques Toubon** : s'étonne de la levée du secret des délibérations de la conférence des présidents faite par le ministre chargé des relations avec le Parlement ; demande la modification de l'ordre du jour de la session extraordinaire pour discuter de la situation au Tchad et de la politique de restructuration industrielle [31 janvier 1984] (p. 362) ; M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement : respect du secret des délibérations de la conférence des présidents ; tentative de M. Jacques Toubon de faire pression sur le Président de la République (p. 362).

44. — **M. François d'Aubert** : rappelle le travail de modification effectué en commission sur le projet de loi sur la presse (n° 1832) ; nécessité de ne pas abuser des sessions extraordinaires [31 janvier 1984] (p. 362) ; demande la modification de l'ordre du jour (p. 363) ; M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement : risque de détournement de la Constitution par l'allongement des sessions extraordinaires (p. 363).

45. — **M. Jacques Toubon** : caractère absurde de l'article 6 du projet de loi (n° 1832) sur la presse [31 janvier 1984] (p. 373).

46. — **M. Emmanuel Aubert** : propos diffamatoires tenus par M. Guy Ducoloné [1er février 1984] (p. 409).

47. — **M. Guy Ducoloné** : argent placé en Suisse par M. Georges Tranchant, conformément à l'accord passé avec la Banque de France [1er février 1984] (p. 409).

48. — **M. Alain Madelin** : utilisation par le Gouvernement de son droit de prendre la parole à tout moment dans le but d'interrompre un orateur de l'opposition [1er février 1984] (p. 433).

49. — **M. Raymond Forni,** président de la commission des lois : attaque par quatre membres de l'opposition du passé et de l'action menée par certains « groupes » [1er février 1984] (p. 443) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des technique de communication : s'élève contre l'insinuation insultante proférée à l'encontre du Président de la République (p. 443, 444).

50. — **M. Pierre Joxe** : propos injurieux tenus à l'encontre du Président de la République par trois députés de l'opposition [2 février 1984] (p. 445) ; M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement : dégradation de la vie parlementaire ; saisine du bureau de l'Assemblée nationale ; montée de l'anti-parlementarisme (p. 445, 446).

51. — **M. Jacques Toubon** : attitude de MM. Guy Ducoloné, Raymond Forni et Edmond Garcin pendant la troisième séance publique du 1er février 1984 ; falsification de l'histoire [2 février 1984] (p. 446) ; M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement : caractère inadmissible des propos tenus par M. Jacques Toubon ; mise en cause du passé de résistant du Président de la République (p. 447).

52. — **M. Alain Madelin** : accusation portée contre les députés de l'opposition ; passé de M. François Mitterrand qui dirigeait, en 1945, la revue « Votre beauté » [2 février 1984] (p. 447).

53. — **M. Raymond Forni,** président de la commission des lois : attitude de l'opposition [2 février 1984] (p. 447-448) ; M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement : volonté de l'opposition d'interrompre le débat ; anti-parlementarisme (p. 448).

54. — M. Emmanuel Aubert : déformation de l'attitude de l'opposition ; mise en cause de la légitimité des députés de l'opposition par un membre du Gouvernement [2 février 1984] (p. 452).

55. — M. Pierre Joxe : comportement inacceptable de certains députés de l'opposition ; injures proférées à l'encontre du Président de la République [2 février 1984] (p. 452).

56. — M. Guy Ducoloné : attitude de l'opposition pendant la discussion du projet de loi (n° 1832) sur la presse [2 février 1984] (p. 452) ; amendements de dérision ; mise en cause du passé du Président de la République (p. 453).

57. — M. Robert-André Vivien : regrette que le président de l'Assemblée nationale n'ait pas formulé d'observations sur les attaques portées par des députés de la majorité, lors de la troisième séance du 1er février 1984 [2 février 1984] (p. 479) ; M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale ; précise qu'il a demandé à MM. Jacques Toubon, Alain Madelin et François d'Aubert de retirer les insinuations injurieuses formulées à l'encontre du Président de la République (p. 479).

58. — M. Pierre Joxe : attitude de l'opposition ; censure simple prononcée contre trois députés [2 février 1984] (p. 481).

59. — M. Emmanuel Aubert : décision « extravagante et scandaleuse » prise par la majorité de l'Assemblée nationale [2 février 1984] (p. 481).

60. — M. Gilbert Gantier : censure prononcée contre trois députés de l'opposition ; propos tenus le 12 novembre 1980 à l'encontre de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République [2 février 1984] (p. 482) ; M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale : caractère sans précédent des propos tenus par les trois députés de l'opposition contre lesquels a été prononcée la censure simple (p. 482).

61. — M. Jacques Toubon : censure de Jaurès en 1894 ; demande à la majorité de méditer cet exemple [3 février 1984] (p. 509).

62. — M. François d'Aubert : propose de modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin que le vote sur les censures simples devienne nominatif [3 février 1984] (p. 510).

63. — M. Pierre Joxe : se déclare prêt à examiner toute demande d'amélioration du règlement de l'Assemblée nationale [3 février 1984] (p. 510).

64. — M. Alain Madelin : liste des amendements qui seront défendus par les membres de l'opposition [3 février 1984] (p. 517-518).

65. — M. Jean-Marie Caro : dialogue entre membres de l'Assemblée nationale ; affirmation de M. Georges Fillioud selon laquelle « il est imbécile de proposer » [3 février 1984] (p. 537) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication : précise la notion de seuils « imbéciles » (p. 537).

66. — M. Alain Madelin : accusations lancées contre les députés de l'opposition ; mise en cause de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, lors de la séance du 12 novembre 1980 par M. Georges Fillioud [4 février 1984] (p. 583) ; M. Alain Chénard, vice-président de l'Assemblée nationale : nécessité de garder la dignité des débats (p. 583).

67. — M. Robert-André Vivien : volonté de MM. Georges Fillioud et Jean-Jack Queyranne d'interdire à M. Alain Peyrefitte de prendre la parole lors de la discussion du projet de loi (n° 1832) sur la presse dans la mesure où celui-ci a été ministre de l'information et collaborateur d'un journal appartenant au groupe Hersant [4 février 1984] (p. 583-584).

68. — M. Alain Madelin : détournement de la procédure du scrutin public [6 février 1984] (p. 599).

69. — M. Jean-Jack Queyranne : rappel des règles du scrutin public ; bataille d'obstruction menée par l'opposition [6 février 1984] (p. 599) ; détournement par l'opposition des règles parlementaires (p. 600).

70. — M. Jacques Toubon : critique le développement par M. Jean-Jack Queyranne, rapporteur du projet de loi (n° 1832) sur la presse, du thème du dévoiement de l'institution parlementaire et de l'anti-parlementarisme [6 février 1984] (p. 600).

71. — M. Jean-Jack Queyranne : désir de M. Jacques Toubon de lui interdire de s'exprimer dans la presse [6 février 1984] (p. 600) ; volonté de certains membres de l'opposition de faire un coup de force au sein de l'Assemblée ; commando de députés de l'opposition (p. 601).

72. — M. Jacques Toubon : qualifie de « coup de force » le prononcé de la censure à l'encontre de trois députés de l'opposition [6 février 1984] (p. 601) ; M. Michel Suchod, vice-président : nécessité d'en revenir au débat (p. 601).

73. — M. Alain Madelin : demande au président de séance de faire savoir qu'il exerce son droit de vote avec ses collègues du groupe socialiste [6 février 1984] (p. 621) ; M. Michel Suchod, vice-président : déclare qu'il vient de voter avec les membres de la majorité (p. 621).

74. — M. Jacques Toubon : dépassement du temps de suspension de séance accordé au nom de la commission [6 février 1984] (p. 622).

75. — M. Jacques Toubon : demande la réunion de la commission des affaires culturelles afin d'examiner les propositions du Gouvernement modifiant le dispositif prévu ; caractère inacceptable des méthodes de travail [6 février 1984] (p. 658) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication : droit pour le Gouvernement de se rallier à un amendement voté par la commission saisie au fond (p. 658).

76. — M. Jean-Marie Caro : « court-circuitage » des droits des commissions [6 février 1984] (p. 661).

77. — M. Jacques Toubon : dépôt par le Gouvernement de deux sous-amendements modifiant profondément le texte [6 février 1984] (p. 661).

78. — M. François d'Aubert : violation des travaux de la commission saisie au fond sur le projet de loi (n° 1832) sur la presse ; demande la réunion de cette dernière [6 février 1984] (p. 661).

79. — M. Jean-Jack Queyranne : droit du Gouvernement d'amender un texte sans restriction ; attitude de l'opposition se déclarant « affutée » pour ce débat [6 février 1984] (p. 622).

80. — M. Alain Madelin : distribution et discussion des amendements [7 février 1984] (p. 672).

81. — M. Jacques Toubon : mauvaise interprétation de ses propos par M. Jean-Jack Queyranne, rapporteur du projet de loi (n° 1832) sur la presse [7 février 1984] (p. 693).

82. — M. Emmanuel Aubert : déformation des propos tenus par M. Jacques Toubon sur Roger Salengro [7 février 1984] (p. 720) ; M. Guy Ducoloné, vice-président de l'Assemblée nationale : ton employé par le député parlant du « pauvre » Salengro (p. 721).

83. — M. Jacques Toubon : suggère au secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication de retirer le projet de loi (n° 1832) sur la presse, sur la base de l'article 89 du règlement de l'Assemblée nationale [8 février 1984] (p. 731).

84. — M. Claude Labbé : dévoiement du règlement ; réunion du bureau à la suite des propos tenus par MM. Alain Madelin, Jacques Toubon et François d'Aubert en l'absence du président de la séance incriminée ; prononcé de la censure en l'absence du rappel à l'ordre préalable ; rôle de l'immunité parlementaire ; respect de la période de la Résistance [8 février 1984] (p. 751) ; souhaite le changement du climat régnant à l'Assemblée nationale ; respect de la fonction et de la personne du Président de la République (p. 762).

85. — M. Pierre Joxe : nécessité de permettre le débat parlementaire ; respect particulier dû au Président de la République dans l'enceinte de l'Assemblée nationale ; mise en cause du passé patriotique du Chef de l'Etat ; souhaite le retour à une vie parlementaire plus sereine [8 février 1984] (p. 752) ; alternance démocratique (p. 753) ; M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement : danger menaçant les démocraties ; menace de l'extrême droite ; comportement de MM. Alain Madelin, François d'Aubert et Jacques Toubon ; dépôt abusif d'amendements (p. 753-754).

86. — M. Emmanuel Hamel : intervention de M. Pierre Joxe ; incrimination permanente de l'opposition ; insinuation du Président de la commission des lois faisant des députés de l'opposition des « collaborateurs » ; contribution de l'opposition à la défense de la France ; référence au « pauvre Salengro » [8 février 1984] (p. 754).

87. — **M. Claube Labbé :** manifeste son désir de voir se transformer le climat parlementaire ; règle de la séparation des pouvoirs ; règle du secret entourant la conférence des présidents [8 février 1984] (p. 754) ; réitère sa demande de démission de leurs postes de MM. François Mitterrand et Pierre Mauroy (p. 755).

88. — **M. Jacques Chaban-Delmas :** caractère exclusivement parlementaire de l'affaire des trois députés de l'opposition ; respect des droits de l'opposition [8 février 1984] (p. 755).

89. — **M. Michel Debré :** respect du régime parlementaire ; affaires du Tchad et du Liban ; demande la modification du décret de convocation de la session extraordinaire [8 février 1984] (p. 755).

90. — **M. Guy Ducoloné :** intervention du général de Bénouville parlant de son « camarade » Ducoloné [8 février 1984] (p. 755) ; mise en cause du parti communiste et du président de la République ; mise en cause du journal *l'Humanité* (p. 756).

91. — **M. Pierre Joxe :** nécessité de respecter les règles du système institutionnel [8 février 1984] (p. 756).

92. — **M. Jean-Marie Caro :** respect du vote majoritaire ; droit de défense des amendements [9 février 1984] (p. 821) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication : dévoiement du droit de défense des amendements (p. 821).

93. — **M. François d'Aubert :** dépôt par le Gouvernement d'un amendement important sans que l'opposition ait eu le temps de l'étudier [9 février 1984] (p. 857) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication : dépôt par le Gouvernement de cet amendement dans un délai suffisant pour en prendre connaissance (p. 857).

94. — **M. Emmanuel Hamel :** rôle de l'opposition ; attitude de la majorité [10 février 1984] (p. 913).

95. — **M. Georges Tranchant :** déroulement du débat sur la presse ; attitude de la majorité [10 février 1984] (p. 913).

96. — **M. Jacques Toubon :** nécessité de terminer rapidement l'examen du projet de loi sur la presse [11 février 1984[(p. 995) ; M. François Massot, vice-président : fin des travaux de l'Assemblée nationale (p. 996) ; M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement : rappelle les circonstances dans lesquelles il a fait la connaissance de M. Jacques Toubon ; déroulement du débat (p. 996-997).

97. — **M. Robert-André Vivien :** fin du débat sur la presse ; compare les députés de l'opposition aux Trois Mousquetaires [11 février 1984] (p. 997) ; M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 997).

98. — **M. Jacques Toubon :** nécessité de voir figurer au compte rendu analytique et au compte rendu sténographique intégral la prise de position de M. Jean Natiez en faveur d'un service public concédé de la presse [11 février 1984] (p. 999).

99. — **M. Jean Natiez :** déroulement du débat ; « service public de la presse » [11 février 1984] (p. 999).

100. — **M. Robert-André Vivien :** rend hommage au service du compte rendu sténographique et au service du compte rendu analytique [11 février 1984] (p. 999).

101. — **M. François Fillon :** événements du Liban ; caractère inopportun de la discussion entre M. Lionel Jospin et Walid Joumblatt ; intérêts de la France au Liban [11 février 1984] (p. 1001) ; évacuation des civils (p. 1002) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication : volonté de la France d'assurer ses responsabilités à l'égard du Liban ; ordre du jour de la session extraordinaire ; information des représentants du peuple (p. 1002).

102. — **M. Robert-André Vivien :** présence de parlementaires français au Liban ; nécessité d'informer les commissions compétentes de l'Assemblée nationale sur les événements survenus au Liban ; refus de donner aux propos concernant ce problème tout caractère de politique partisane [11 février 1984] (p. 1002).

103. — **M. Alain Madelin :** sort des populations civiles libanaises ; nécessité de modifier le décret de convocation en session extraordinaire pour discuter de ce problème [11 février 1984] (p. 1002).

104. — **M. François Fillon :** absence de caractère partisan de son précédent rappel au règlement [11 février 1984] (p. 1003) ; M. François Massot, vice-président (p. 1003).

105. — **M. Robert-André Vivien :** rappelle qu'il a conseillé au secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication de se tourner vers les caméras de télévision [13 février 1984] (p. 1027) ; suspension des prises de vues dès la fin de l'intervention de M. Georges Fillioud (p. 1028).

106. — **M. Jean Brocard :** demande au Gouvernement d'organiser un débat de politique générale ; détérioration de la situation de la France [2 avril 1984] (p. 1053).

107. — **M. Jean-Louis Masson :** composition des groupes parlementaires ; démission de trois députés socialistes de leur groupe politique [3 avril 1984] (p. 1060).

108. — **M. Pierre Micaux :** refus par le ministre de l'agriculture d'un amendement sous prétexte qu'il n'a pas eu le temps de l'étudier [3 avril 1984] (p. 1104) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture ; impossibilité de faire l'étude juridique d'un amendement en dix minutes ; M. Claude Michel, rapporteur du projet de loi relatif aux structures agricoles : caractère tardif du dépôt de ses amendements par l'opposition ; étude de ces amendements lors de la seconde lecture (p. 1104).

109. — **M. Maurice Dousset :** retard dans le dépôt des amendements de l'opposition consécutif à la distribution tardive du rapport sur le projet de loi relatif aux structures agricoles [3 avril 1984] (p. 1105) ; M. Claude Michel, rapporteur du projet de loi relatif aux structures agricoles : longueur du temps dont a disposé l'opposition pour préparer ses amendements (p. 1105).

110. — **M. Gilbert Gantier :** regrette que M. Gérard Gouzes, rapporteur du projet de loi relatif au règlement judiciaire, ait traité les députés de l'opposition de « paranoïaques » [6 avril 1984] (p. 1243).

111. — **M. Serge Charles :** attitude de M. Gérard Gouzes, rapporteur du projet de loi relatif au règlement judiciaire [6 avril 1984] (p. 1243) ; M. Gérard Gouzes, rapporteur du projet de loi relatif au règlement judiciaire : retire les propos qu'il a tenus (p. 1243).

112. — **M. Jacques Blanc :** information de la présidence de l'Assemblée nationale relative à la démission des députés socialistes de l'Aude [11 avril 1984] (p. 1465).

113. — **M. Jean-Pierre Soisson :** absence de précisions relatives au régime fiscal des futures sociétés à objet sportif [12 avril 1984] (p. 1542).

114. — **M. Jean-Pierre Sueur :** détournement par M. Jean-Pierre Soisson de la procédure des rappels au règlement [12 avril 1984] (p. 1542).

115. — **M. Jacques Blanc :** compétence discrétionnaire du président de séance pour autoriser un député à répondre au Gouvernement ou à la commission [13 avril 1984] (p. 1589).

116. — **M. Gilbert Gantier :** ordre du jour de l'Assemblée nationale ; modification tardive de celui-ci ; ratification des ordonnances financières [17 avril 1984] (p. 1650) ; M. Raymond Forni, président de la commission des lois : déroulement de la conférence des présidents (p. 1650, 1651) ; Mme Louise Moreau, vice-présidente : maîtrise du Gouvernement sur l'ordre du jour (p. 1651).

117. — **M. Jean-Marie Caro :** s'étonne qu'un de ses amendements ne figure pas sur la feuille de séance [17 avril 1984] (p. 1659).

118. — **M. Gilbert Gantier :** non-distribution du rapport sur les fonds publics attribués à titre d'aide aux entreprises industrielles ; nécessité pour le Gouvernement de respecter ses obligations envers le Parlement [18 avril 1984] (p. 1700).

119. — **M. Jacques Blanc :** s'étonne de la réponse de Mme Georgina Dufoix estimant que l'organisation d'un débat sur le problème de la démographie est sans intérêt parce qu'il ne va pas changer la situation de la démographie ; s'étonne que le président de séance se soit substitué à la conférence des présidents pour arrêter l'ordre du jour [25 avril 1984] (p. 1924).

120. — **M. Michel Noir :** fonctionnement des commissions et des missions d'information ; compte rendu des travaux de la mission d'« information » sur les aspects financiers de certaines opérations de l'Entreprise de Recherche et d'Activité Pétrolière et de ses filiales ; détournement de procédure [2 mai 1984] (p. 2027) ; M. Louis Mermaz, président (p. 2028).

121. — **M. Michel Noir** : refus de deux amendements par le président de la commission des finances lors de la discussion du projet de loi relatif au développement de l'initiative économique ; recevabilité financière des amendements [3 mai 1984] (p. 2095).

122. — **M. Jacques Toubon** : nécessité de faire porter la discussion en séance publique sur des amendements déposés [9 mai 1984] (p. 2174) ; M. Raymond Forni, président de la commission des lois : utilisation par M. Jacques Toubon de la procédure des rappels au règlement (p. 2174).

123. — **M. Charles Millon** : travaux de la commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés ; absence de calendrier concernant les travaux de cette commission ; refus du président de la commission spéciale de pratiquer les auditions demandées ; utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [10 mai 1984] (p. 2198) ; M. Raymond Douyère, vice-président : convocation des commissions par leur président ; maîtrise de la commission sur l'ordre de ses travaux (p. 2198).

124. — **M. Charles Millon** : manque de coordination dans les travaux parlementaires ; attitude du président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'enseignement privé [10 mai 1984] (p. 2199).

125. — **M. Jacques Toubon** : conditions dans lesquelles sont menés les travaux de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'enseignement privé [10 mai 1984] (p. 2199) ; M. Raymond Douyère, vice-président : mise en cause du fonctionnement de la commission spéciale (p. 2199).

126. — **M. Alain Madelin** : conditions dans lesquelles travaille la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'enseignement privé ; utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; insuffisance des auditions de personnalités [10 mai 1984] (p. 2199) ; caractère quasi-clandestin de l'ordre du jour de la commission spéciale (p. 2200) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 2200).

127. — **M. François d'Aubert** : remarque que M. Raymond Douyère, vice-président, se substitue au président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'enseignement privé ; utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; refus de certaines auditions par le président de la commission spéciale [10 mai 1984] (p. 2200).

128. — **M. Jacques Toubon** : demande à connaître le numéro du sous-amendement relatif à la composition de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie sur lequel M. Raymond Forni vient de s'exprimer et qui ne figure pas sur le document de séance [10 mai 1984] (p. 2205) ; M. Raymond Forni, président de la commission des lois : renvoie M. Jacques Toubon au rapport n° 2082 de M. Michel Suchod (p. 2205).

129. — **M. Alain Madelin** : s'étonne que M. Pierre Mauroy reçoive une délégation de la commission spéciale de l'Assemblée nationale sur l'enseignement privé comprenant MM. Pierre Joxe, Jean Poperen, André Laignel et Bernard Derosier ; non appartenance de M. Pierre Joxe à cette commission spéciale ; organisation d'auditions privées par le parti socialiste à l'Hôtel Matignon [14 mai 1984] (p. 2304) M. Jean Natiez, vice-président : demande à M. Alain Madelin de vérifier la dépêche d'agence sur laquelle il a fondé son rappel au règlement (p. 2304).

130. — **M. Etienne Pinte** : s'étonne qu'une délégation de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'enseignement privé soit reçue à l'Hôtel Matignon par le Premier ministre ; confusion entre la commission spéciale et le parti socialiste ; attitude de M. André Laignel [14 mai 1984] (p. 2304) ; M. Jean Natiez, vice-président (p. 2304-2305).

131. — **M. Philippe Bassinet** : refus de soumettre les statuts du groupe parlementaire socialiste à l'agrément de MM. Alain Madelin et Etienne Pinte ; possibilité pour une délégation parlementaire socialiste de rencontrer le Premier ministre [14 mai 1984] (p. 2305).

132. — **M. François d'Aubert** : refus du président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'enseignement privé de le recevoir pour présenter ses amendements ; violation de l'article 86, alinéa 5 du règlement ; attitude sectaire de M. André Laignel [15 mai 1984] (p. 2337).

133. — **M. Alain Madelin** : ses observations sur le rappel au règlement de M. François d'Aubert ; interprétation intolérante par M. André Laignel de l'article 86, alinéa 5 du règlement [15 mai 1984] (p. 2338).

134. — **M. Jacques Toubon** : possibilité accordée à M. Jean Juventin de défendre ses amendements devant la commission des lois, lors de l'examen du projet relatif au statut de la Polynésie française [15 mai 1984] (p. 2338).

135. — **M. Raymond Forni** : rappelle les raisons qui l'ont conduit à permettre à M. Jean Juventin d'exposer ses amendements devant la comission des lois lors de l'examen du projet de loi relatif au statut de la Polynésie française [15 mai 1984] (p. 2338) ; M. Philippe Séguin, vice-président : pouvoir d'appréciation des présidents de commissions relatif à l'article 86, alinéa 5 du règlement (p. 2339).

136. — **Mme Hélène Missoffe** : caractère scandaleux de la décision de M. André Laignel de suspendre les travaux de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'enseignement privé [17 mai 1984] (p. 2426).

137. — **M. Jacques Barrot** : absence de justification relative à la décision de suspension des travaux de la commission spéciale chargée d'examiner le texte relatif à l'enseignement privé ; caractère expéditif des travaux de cette commission [17 mai 1984] (p. 2426-2427).

138. — **M. Philippe Bassinet** : suspension des travaux de la commission spéciale chargée du projet de loi relatif à l'enseignement privé ; volonté de blocage des travaux de la commission par l'opposition [17 mai 1984] (p. 2427).

139. — **M. Emmanuel Hamel** : « action programmée d'étouffement de la liberté » [17 mai 1984] (p. 2427) ; caractère dérisoire du temps de parole accordé à l'opposition ; caractère inadmissible de l'interruption des travaux de la commission spéciale chargée du projet de loi relatif à l'enseignement privé (p. 2428).

140. — **M. Jacques Brunhes** : attachement des députés communistes aux droits du Parlement ; défense de la pluralité d'expression [17 mai 1984] (p. 2428).

141. — **M. Jean Foyer** : violation des droits du Parlement en dépit des déclarations du Président de la République [17 mai 1984] (p. 2429).

142. — **M. Guy Ducoloné** : détournement de la procédure des rappels au règlement [17 mai 1984] (p. 2429) ; rappelle l'article 48 de la Constitution ; référence aux staliniens (p. 2430).

143. — **M. Marc Lauriol** : demande une suspension de séance [17 mai 1984] (p. 2430) ; Mme Louise Moreau, vice-président : prérogatives du Gouvernement en matière d'ordre du jour prioritaire ; souveraineté des commissions sur leurs travaux (p. 2431) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 2431).

144. — **M. Jean-Claude Gaudin** : absence de réponse à la demande de réunion du bureau formulée par l'opposition [17 mai 1984] (p. 2441).

145. — **M. Marc Lauriol** : abus de droits et violation de l'article 48 de la Constitution et de l'article 86 du règlement [17 mai 1984] (p. 2441).

146. — **M. Jean-Claude Gaudin** : conditions scandaleuses dans lesquelles s'ouvre le débat relatif à la liberté de l'enseignement ; interruption brutale des tarvaux de la commission spéciale par un « oukase » de M. André Laignel [21 mai 1984] (p. 2473) ; non respect des droits du Parlement ; volonté de la gauche d'étouffer l'expression légitime et démocratique des préoccupations de la très grande majorité des français (p. 2474).

147. — **M. Emmanuel Hamel** : insuffisance de la durée de la discussion générale prévue pour l'examen du texte sur l'enseignement privé ; regrette que les députés de l'opposition ne disposent que de quarante-cinq secondes chacun ; volonté de la majorité socialo-communiste d'étouffer une liberté fondamentale [21 mai 1984] (p. 2474).

148. — **M. Jean Foyer** : suspension des travaux de la commission spéciale à la demande de M. André Laignel ; insuffisances du rapport imprimé de M. Bernard Derosier ; contenu de la lettre rectificative ; utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; regrette que le Gouvernement ait fait intercepter 25 cars de manifestants venus du département de la Loire-Atlantique pour participer à une manifestation parisienne autorisée ; atteinte à la liberté individuelle ; suppression de la liberté de l'enseignement ; utilisation de la force publique par le Gouvernement [21 mai 1984] (p. 2474-2475).

149. — M. Pierre Joxe : rappelle les conditions dans lesquelles a été adoptée la loi Guermeur en 1977 [21 mai 1984] (p. 2475).

150. — M. Alain Madelin : chantage électoral auxquels se sont livrés les enseignants lors des travaux du groupe d'étude sur la laïcité présidé par M. André Laignel [22 mai 1984] (p. 2518).

151. — M. Francis Geng : déclaration par le Gouvernement de l'urgence du projet de loi relatif à l'enseignement privé ; travaux de la commission spéciale ; atteinte aux droits du Parlement ; crainte des électeurs par le Gouvernement et la majorité [22 mai 1984] (p. 2535).

152. — M. François d'Aubert : regrette qu'une réunion du groupe socialiste ait été convoquée à 21 heures 30 tandis que reprenait la séance publique ; interprétation politique de l'absence des députés socialistes de l'hémicycle [22 mai 1984] (p. 2254).

153. — M. Philippe Bassinet : réunion du groupe socialiste ; organisation de la discussion générale relative aux établissements d'enseignement privé [22 mai 1984] (p. 2554).

154. — M. Francisque Perrut : regrette que la décision d'appliquer la procédure de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution l'empêche de soutenir la motion de renvoi en commission précédemment déposée ; atteintes portées à la liberté de l'enseignement [22 mai 1984] (p. 2562).

155. — M. Alain Madelin : absence de réunion de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'enseignement privé, contrairement à l'article 88, alinéa 1er, du règlement ; nécessité de réunir la commission spéciale afin que les amendeemnts soient examinés ; risque de voir appliquer le principe de la laïcité à l'enseignement confessionnel ; atteinte portée aux droits du Parlement [22 mai 1984] (p. 2563).

156. — M. Etienne Pinte : modification du projet de loi relatif à l'enseignement privé par les amendements déposés par le Gouvernement ; libre choix des parents ; création des classes maternelles et enfantines ; nécessité de réunir la commission spéciale afin que puissent être examinés les amendements [22 mai 1984] (p. 2363).

157. — M. Claude Labbé : regrette que le président de l'Assemblée nationale ait demandé à un député de l'opposition de se taire tandis que le même traitement ne semble pas appliqué aux députés de la majorité ; utilisation, par le président de l'Assemblée nationale, d'un dispositif lui permettant de hausser ou de baisser le niveau du son dans l'hémicycle [24 mai 1984] (p. 2606) ; M. Louis Mermaz, président : suggère à M. Claude Labbé de se faire désigner comme vice-président de l'Assemblée afin qu'il puisse constater qu'il n'y a pas de dispositif permettant au président de séance de baisser ou de monter le son (p. 2606).

158. — M. Michel Debré : précise qu'il demandera la parole en fin de séance pour un fait personnel [24 mai 1984] (p. 2631).

159. — M. Jacques Brunhes : déplore le petit nombre de députés présents lors de la discussion sur le statut de la Nouvelle-Calédonie [28 mai 1984] (p. 2739) ; M. Raymond Douyère, vice-président : rappel de la règle ne donnant la parole qu'à un seul orateur contre un amendement (p. 2739).

160. — M. Jacques Toubon : remise en cause de l'esprit du projet de loi sur le statut de la Nouvelle-Calédonie en affirmant que la légitimité des ethnies sera établie par le comité Etat-territoire [28 mai 1984] (p. 2800).

161. — M. Jean Foyer : événements dans la prison d'Ajaccio ; sa demande au Gouvernement de fournir des explications [8 juin 1984] (p. 3132).

162. — M. Marc Lauriol : critique la mise en discussion du projet de loi sur les entreprises de presse, le 18 juin, jour de la commémoration de l'appel du général de Gaulle [12 juin 1984] (p. 3236) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 3237).

163. — M. Emmanuel Hamel : critique de l'ordre du jour fixant au 18 juin la dicussion du projet de loi sur les entreprises de presse [12 juin 1984] (p. 3236-3237) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 3237).

164. — M. Alain Madelin : recherche sur le sens du terme « rémunérer » [13 juin 1984] (p. 3266).

165. — M. Michel Debré : déplore l'absence du garde des sceaux lors de la discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des magistrats de la Cour de cassation [13 juin 1984] (p. 3306) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 3306).

166. — M. Claude Labbé : critique la décision de la conférence des présidents prévoyant une séance le lundi 18 juin ; mémoire du général de Gaulle [18 juin 1984] (p. 3424) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 3424).

167. — M. François d'Aubert : caractère inopportun de la séance du lundi 18 juin ; mauvaises conditions de travail ; absence de rapport sur le projet de loi sur la presse [18 juin 1984] (p. 3424-3425) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 3425).

168. — M. Jacques Baumel : demande la possibilité pour les députés de se rendre au mont Valérien pour la cérémonie commémorative du 18 juin 1940 [18 juin 1984] (p. 3425) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 3425-3426) ; M. Robert-André Vivien (p. 3426).

169. — M. Emmanuel Hamel : désaveu politique du Gouvernement aux termes des élections européennes du 17 juin [18 juin 1984] (p. 3426).

170. — M. Pierre Joxe : combat pour l'indépendance nationale [18 juin 1984] (p. 3426).

171. — M. Jacques Toubon : maintien d'un texte relatif aux libertés publiques, par un gouvernement politiquement minoritaire [18 juin 1984] (p. 3426-3427) ; M. Raymond Douyère, vice-président : caractère européen des élections du 17 juin 1984 (p. 3427) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : filiation entre la Résistance française et l'ordonnance de 1944 sur la presse (p. 3427-3428).

172. — M. Jacques Baumel : ordonnance de 1944 sur la presse ; absence d'allusion au rôle du général de Gaulle lors de la commémoration du 40e anniversaire du débarquement [18 juin 1944] (p. 3428) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 3428).

173. — M. François d'Aubert : tyranie de la minorité contre la majorité du pays [18 juin 1984] (p. 3428).

174. — M. Alain Madelin : droit de défendre une exception d'irrecevabilité sans la soumettre au vote ; désaveu de la majorité [18 juin 1984] (p. 3442-3443).

175. — M. Jacques Toubon : s'interroge sur la nature de l'intervention de M. Georges Fillioud ; désaveu de la majorité [18 juin 1984] (p. 3443).

176. — M. Alain Madelin : s'étonne de l'intervention de M. Georges Fillioud au sujet d'une affaire pendante devant les tribunaux [18 juin 1984] (p. 3457-3458).

177. — M. Gilbert Gantier : critique des conditions dans lesquelles s'engage la discussion générale en deuxième lecture du projet de loi sur la presse [19 juin 1984] (p. 3461, 3462).

178. — M. Alain Madelin : problème de la prise en compte des résultats des élections européennes lors de la discussion des textes sur la presse et l'enseignement privé [19 juin 1984] (p. 3462) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : rappel des articles 42 et 43 de la Constitution (p. 3462).

179. — M. François d'Aubert : absence de délibérations de la commission sur les amendements de l'opposition [19 juin 1984] (p. 3473) ; M. Jean-Jack Queyranne (p. 3473).

180. — M. Alain Madelin : obligation de suspendre la discussion ; régime des réunions de commissions [19 juin 1984] (p. 3474) ; M. Jean Natiez, vice-président (p. 3474).

181. — M. Jacques Toubon : pouvoir du président de commission et principe des réunions [19 juin 1984] (p. 3474) ; M. Claude Evin (p. 3474-3475) ; M. Alain Madelin (p. 3475).

182. — M. Jacques Toubon : irrégularité de la décision de ne pas réunir la commission des affaires culturelles lors de la discussion du projet de loi sur la presse [19 juin 1984] (p. 3475) ; M. Claude Evin (p. 3475).

183. — M. Alain Madelin : article 43 de la Constitution [19 juin 1984] (p. 3475) ; effondrement de la majorité parlementaire lors des élections européennes (p. 3476) ; M. Jean Natiez, vice-président (p. 3476) ; M. Jacques Toubon (p. 3476).

184. — **M. Alain Madelin** : article 43 de la Constitution [19 juin 1984] (p. 3476).

185. — **M. Jacques Toubon** : décision des membres de l'opposition de déposer de nombreux amendements en séance publique lors de la discussion du projet de loi sur la presse [19 juin 1984] (p. 3476-3477) ; M. Jean Natiez, vice-président (p. 3477).

186. — **M. Gilbert Gantier** : droit d'amendements et examen de ces derniers [19 juin 1984] (p. 3477) ; M. Jean Natiez, vice-président (p. 3477) ; M. Claude Evin (p. 3477-3478).

187. — **M. Claude Labbé** : difficultés faites à un groupe de journalistes de TF 1 pour rentrer dans l'enceinte de l'Assemblée nationale afin d'y rencontrer le groupe R. P. R. [19 juin 1984] (p. 3478) ; M. Jean Natiez, vice-président (p. 3479).

188. — **M. Gilbert Gantier** : article 44 de la Constitution [19 juin 1984] (p. 3479) ; M. Claude Evin (p. 3479).

189. — **M. Alain Madelin** : article 44 de la Constitution ; volonté de la majorité de ne pas examiner le travail du Sénat [19 juin 1984] (p. 3479) ; M. Jean Natiez, vice-président (p. 3480) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 3480).

190. — **M. Claude Labbé** : régime des suspensions de séance [19 juin 1984] (p. 3480) ; M. Jean Natiez, vice-président (p. 3480).

191. — **M. Alain Madelin** : sabotage du travail en commission lors de la discussion du projet de loi sur la presse [19 juin 1984] (p. 3483) ; M. Jean Natiez, vice-président (p. 3483).

192. — **M. Gilbert Gantier** : demande la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la gestion de la mission laïque française [28 juin 1984] (p. 3804).

193. — **M. Jacques Toubon** : critique la nomination d'une personnalité politique à la tête de la Cour des comptes ; précise qu'un représentant du Gouvernement n'a pas le droit de prendre la parole s'agissant du dépôt du rapport de la Cour des comptes [28 juin 1984] (p. 3804, 3805).

194. — **M. Robert-André Vivien** : temps de parole attribué aux groupes ; pense que M. Bernard Schreiner devrait être surnommé « M. Lasso » et non pas « M. Câble » [28 juin 1984] (p. 3817) ; M. Guy Ducoloné (p. 3817, 3818).

195. — **M. Xavier Deniau** : critique le caractère hâtif de la préparation et de la discussion du projet de loi concernant l'accord avec l'Algérie relatif aux obligations du service national [28 juin 1984] (p. 3818) ; M. Roland Bernard (p. 3818) ; M. André Bellon (p. 3818) ; Mme Louise Moreau, vice-présidente (p. 3818).

196. — **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** : estime qu'il n'est pas normal que les parlementaires ne soient pas encore informés de la tenue d'une session extraordinaire à quelques heures de la clôture de la session ordinaire [28 juin 1984] (p. 3821) ; Mme Louise Moreau, vice-présidente (p. 3821).

197. — **M. Alain Madelin** : estime que la session extraordinaire portant sur les projets de loi relatifs à la presse et à l'enseignement privé constitue une « représaille » en ce qui concerne le fonctionnement des assemblées parlementaires [29 juin 1984] (p. 3882) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 3882).

198. — **M. Jean-Pierre Sueur** : détournement de la procédure du rappel au règlement par M. Alain Madelin [29 juin 1984] (p. 3882) ; défense de la démocratie fondée sur la concertation (p. 3883).

199. — **M. Alain Madelin** : vote de deux textes relatifs aux libertés, contre la volonté du pays ; inexamen en commission des suggestions du Sénat relatives au statut de la presse ; demande par le Sénat d'un référendum sur l'enseignement privé [2 juillet 1984] (p. 3952) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : politique d'obstruction systématique menée par l'opposition (p. 3953-3954).

200. — **M. François d'Aubert** : demande au Gouvernement de retirer les projets de loi relatifs à la presse et à l'enseignement privé, afin de tenir compte des aspirations politiques du pays [2 juillet 1984] (p. 3954) ; M. Jean-Jack Queyranne : propos putschistes tenus par MM. Alain Madelin et François d'Aubert (p. 3954).

201. — **M. Jacques Baumel** : demande le retrait de l'expression « députés putschistes » ; refus de prendre en compte les travaux du Sénat sur la presse ; refus de ce texte par les professionnels [2 juillet 1984] (p. 3954-3955).

202. — **M. Claude Labbé** : demande le retrait par le Gouvernement des projets de lois relatifs à la presse et à l'enseignement privé [2 juillet 1984] (p. 3955) ; application de la censure à l'encontre de députés de l'opposition ; désir de revenir à la IVe République (p. 3956) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : refus de céder aux manifestations de rue ou d'opinions (p. 3956) ; désir du Gouvernement de se soumettre aux exigences du débat (p. 3957).

203. — **M. Alain Bonnet** : rappel de l'action de son père en tant que ministre des affaires étrangères [2 juillet 1984] (p. 3957, 3958).

204. — **M. Guy Ducoloné** : rôle des communistes dans l'histoire [2 juillet 1984] (p. 3958) ; nécessité de la session extraordinaire (p. 3959).

205. — **M. Jacques Toubon** : désir du Gouvernement d'imposer par la force le vote des textes sur la presse et l'enseignement privé contre la volonté du pays ; manque de représentativité des Français dans le domaine des libertés traditionnelles [2 juillet 1984] (p. 3959-3960).

206. — **M. Marcel Bigeard** : extension du chômage ; évolution vers un ersatz de démocratie populaire [2 juillet 1984] (p. 3960).

207. — **M. Claude Labbé** : rôle des communistes sous la Résistance ; demande le retrait des termes « députés putschistes » [2 juillet 1984] (p. 3960) ; M. Guy Ducoloné (p. 3960).

208. — **M. Alain Madelin** : nécessité de prendre en considération la volonté du pays avant de faire voter des textes relatifs aux libertés publiques [2 juillet 1984] (p. 3961) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : rappelle que la majorité parlementaire est dépositaire de la volonté nationale (p. 3961-3962).

209. — **M. François d'Aubert** : refus de M. Jean-Jack Queyranne de retirer ses termes de « députés putschistes » [2 juillet 1984] (p. 3962) ; M. Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 3962).

210. — **M. Guy Ducoloné** : régime des suspensions de séance [2 juillet 1984] (p. 3963).

211. — **M. Jacques Baumel** : demande le retrait des propos de M. Jean-Jack Queyranne parlant de « députés putschistes » [2 juillet 1984] (p. 3963) ; M. Jean-Jack Queyranne : réaffirme l'attitude et les propos de nature putschiste tenus par MM. Alain Madelin et François d'Aubert ; rappel des propos de M. Bernard Pons à l'égard du Président de la République (p. 3963).

212. — **M. Claude-Gérard Marcus** : minorité gouvernementale [2 juillet 1984] (p. 3963) ; réfute l'accusation de « putschiste » (p. 3964).

213. — **M. Alain Madelin** : possiblité juridique pour le Gouvernement de faire voter les textes sur la presse et l'enseignement privé ; inutilité de la session extraordinaire [2 juillet 1984] (p. 3964) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : attitude d'obstruction de la part de l'opposition (p. 3964-3965).

214. — **M. Claude Labbé** : irrespect du Gouvernement à l'égard du Parlement [2 juillet 1984] (p. 3965) ; M. Michel Sapin, vice-président (p. 3965) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 3965-3966).

215. — **M. Emmanuel Hamel** : volonté du Gouvernement d'introduire progressivement en France un régime de démocratie populaire [2 juillet 1984] (p. 3966).

216. — **M. Jean-Claude Gaudin** : refus de prendre en compte la volonté des Français [2 juillet 1984] (p. 3966-3967).

217. — **M. François d'Aubert** : mépris du Sénat [2 juillet 1984] (p. 3967) ; M. Claude Evin (p. 3967).

218. — **M. Alain Madelin** : absence de rapport de la commission compétente sur le projet de loi relatif à la presse ; refus d'examiner le texte résultant du travail du Sénat [2 juillet 1984] (p. 3967, 3968).

219. — **M. Jacques Toubon** : interruption des travaux de la commission sur le projet de loi relatif à la presse : refus de M. Jean-Jack Queyranne de retirer ses propos qualifiant les membres de l'opposition de « députés putschistes » [2 juillet 1984] (p. 3968-3969).

220. — **M. François d'Aubert :** interdiction de toute attaque personnelle ; intervention de M. Jean-Jaek Queyranne estimant que l'opposition a tenu des propos « putschistes » [2 juillet 1984] (p. 3971) ; mise en minorité politique du Gouvernement (p. 3972).

221. — **M. Jacques Toubon :** conditions de retransmission des débats [2 juillet 1984] (p. 3972).

222. — **M. Alain Madelin :** accusation « putschiste » proférée à l'encontre des membres de l'opposition ; demande de saisine du Bureau [2 juillet 1984] (p. 3972-3973).

223. — **M. François d'Aubert :** différences dans la retranscription des propos tenus par M. Jean-Jack Queyranne au sujet de l'attitude putschiste ou des menaces putschistes de l'opposition [2 juillet 1984] (p. 3973) ; M. Michel Sapin, vice-président : version publiée au *Journal officiel* (p. 3973).

224. — **M. Jacques Toubon :** demande à M. Jean-Jack Queyranne la signification des termes « propos de nature putschiste » [2 juillet 1984] (p. 3973) ; M. François d'Aubert : existence de deux textes de nature différente ; demande à M. Jean-Jack Queyranne de préciser ses propos (p. 3973) ; M. Jean-Jack Queyranne : renvoi au compte rendu analytique ; propos de nature putschiste ; volonté d'obstruction (p. 3974).

225. — **M. Alain Madelin :** gravité des propos de M. Jean-Jack Queyranne ; inutilité de la session extraordinaire [2 juillet 1984] (p. 3974) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : propos tenus par M. Bernard Pons ; termes employés par M. Jacques Toubon au sujet de la retransmission des débats, parlant de « journalistes à la botte » et de « manipulation » (p. 3974, 3975).

226. — **M. Jacques Toubon :** position du parti communiste en ce qui concerne la télévision ; existence de trois versions contraires des propos de M. Jean-Jack Queyranne ; coup de force à l'égard de l'opinion publique [2 juillet 1984] (p. 3976).

227. — **M. Claude-Gérard Marcus :** falsification par un membre du Gouvernement des propos tenus par le secrétaire général du R. P. R. [2 juillet 1984] (p. 3976-3977).

228. — **M. Jacques Baumel :** critique des conditions de retransmission des débats [2 juillet 1984] (p. 3977).

229. — **M. Emmanuel Hamel :** refus du Gouvernement de condamner les propos tenus par M. Jean-Jack Queyranne ; encouragement des députés de la majorité à proférer des accusations fausses contre la majorité de l'opinion française [2 juillet 1984] (p. 3977) ; atmosphère de pré-guerre civile (p. 3978) ; M. Claude Evin : légitimité du Gouvernement ; attitude d'obstruction de l'opposition (p. 3978-3979).

230. — **M. Alain Madelin :** propose d'entamer immédiatement le débat sur le texte relatif à la presse ; demande à M. Jean-Jack Queyranne de retirer ses propos [2 juillet 1984] (p. 3979) ; M. Claude Evin (p. 3979) : demande l'application de la censure avec exclusion temporaire (p. 3980).

231. — **M. François d'Aubert :** teneur du compte rendu analytique faisant état « de menaces de nature putschiste » ; demande à M. Jean-Jack Queyranne de choisir entre les termes de « menaces putschistes » ou « propos putschistes » [2 juillet 1984] (p. 3980) ; M. Michel Sapin, vice-président : moyens d'information mis au service des députés (p. 3980) ; M. François d'Aubert : qualifie M. Jean-Jack Queyranne de rapporteur à irresponsabilité illimitée ; rôle des médias (p. 3980) ; M. Jean-Jack Queyranne : définition du compte rendu analytique (p. 3981).

232. — **M. François d'Aubert :** possibilité pour le Gouvernement de retirer à tout moment un projet de loi jusqu'à son adoption définitive ; démêlés de M. Daniel Kartin, membre de la Haute Autorité, avec le journal *L'Humanité* [3 juillet 1984] (p. 3984).

233. — **M. Alain Madelin :** maintien par M. Jean-Jack Queyranne de la qualification de putschistes à l'encontre des députés de l'opposition ; nécessité de retirer ces propos [3 juillet 1984] (p. 3984).

234. — **M. Jacques Toubon :** retransmission des débats [3 juillet 1984] (p. 3984) ; suggère à M. Jean-Jack Queyranne de demander au service des archives la cassette vidéo reproduisant son discours qualifiant de putschistes les propos tenus par des membres de l'opposition (p. 3985).

235. — **M. Claude-Gérard Marcus :** critique les propos du président de séance comparant le travail des députés à une course cycliste [3 juillet 1984] (p. 3985).

236. — **M. Alain Madelin :** injure constituée par l'emploi du qualificatif « putschistes » à l'encontre des membres de l'opposition ; demande à M. Jean-Jack Queyranne la communication de la cassette vidéo relatant ses propos [3 juillet 1984] (p. 3986).

237. — **M. Jacques Baumel :** déplore que M. Jean-Jack Queyranne n'ait pas retiré ses propos qualifiant de « putschistes » les interventions de l'opposition ; critique les conditions de retransmission des débats [3 juillet 1984] (p. 3986).

238. — **M. Claude Labbé :** demande l'application du quorum [3 juillet 1984] (p. 3988).

239. — **M. Jean-Claude Gaudin :** critique les modalités de l'examen par l'Assemblée nationale, de la motion transmise par le Sénat sur le projet de loi relatif à l'enseignement privé [3 juillet 1984] (p. 3991) ; refus d'en référer au peuple dans un domaine qui touche aux libertés essentielles (p. 3992) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : s'élève contre la mise en cause du travail de la conférence des présidents (p. 3992).

240. — **M. Michel Sapin :** moyens mis à la disposition de la conférence des présidents pour aborder le débat [3 juillet 1984] (p. 3992) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 3993).

241. — **M. Alain Madelin :** procédures applicables à l'examen de la motion du Sénat tendant à proposer au référendum le projet de loi relatif à l'enseignement privé [3 juillet 1984] (p. 3992-3993) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 3993).

242. — **M. Jean-Claude Gaudin :** demande un débat sur la motion du Sénat [3 juillet 1984] (p. 3993) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : composition de la conférence des présidents ; article 124 du règlement ; article 57 relatif à la discussion et à la clôture de la discussion (p. 3993-3994).

243. — **M. François d'Aubert :** modalités de discussion de la motion du Sénat ; mépris des travaux de ce dernier [3 juillet 1984] (p. 3993) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 3993).

244. — **M. Alain Madelin :** protestation contre l'interprétation de l'artiele 129 du règlement ; liaison entre la motion et le texte sur lequel elle porte ; article 122 du règlement [3 juillet 1984] (p. 3994-3995).

245. — **M. François d'Aubert :** procédure du quorum [3 juillet 1984] (p. 3995) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 3995).

246. — **M. Alain Madelin :** injures proférées par M. Jean-Jack Queyranne à l'encontre de l'opposition, qualifiant ses membres de « putschistes » ; demande la saisie du bureau sur cette affaire [3 juillet 1984] (p. 3996) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : article 73 relatif à la censure ; vérification du quorum ; réglementation des temps de parole (p. 3996).

247. — **M. Jean-Claude Gaudin :** concentration de la presse dans le Midi ; demande l'application du quorum [3 juillet 1984] (p. 3998) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 3998).

248. — **M. Alain Madelin :** règle du quorum ; régime des séances [3 juillet 1984] (p. 4001) ; rôle du président de séance (p. 4002) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 4002).

249. — **M. Alain Madelin :** inexamen en commission de certains amendements au titre de la procédure de l'article 88 du règlement ; injures à l'encontre de l'opposition qualifiée de « putschiste » [3 juillet 1984] (p. 4003) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 4003).

250. — **M. Alain Madelin :** refus, opposé à des députés de l'opposition, de la possibilité de voter pour un certain nombre de leurs collègues ; intention du Premier ministre d'utiliser la procédure de l'article 49-3 de la Constitution dans le débat relatif à la presse [3 juillet 1984] (p. 4008) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 4008).

251. — **M. François d'Aubert :** article 62 du règlement relatif au scrutin public [3 juillet 1984] (p. 4008) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 4008-4009).

252. — **M. André Billardon :** gravité des propos tenus par M. François d'Aubert qualifiant le Premier ministre de « menteur » [3 juillet 1984] (p. 4012) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 4012) ; M. François d'Aubert : refus de M. Jean-Jack Queyranne de retirer le qualificatif de « putschiste » à l'encontre de l'opposition (p. 4012) ; M. André Billardon (p. 4013) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 4013).

253. — **M. Pascal Clément :** caractère cavalier de la procédure consistant à informer les députés par voie de presse de l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution [4 juillet 1984] (p. 4024) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 4024) ; M. André Labarrère : attitude de blocage de l'opposition (p. 4024-4025).

254. — **M. Alain Madelin :** problème de l'application de l'article 49-3 de la Constitution ; notion de déroulement normal de l'examen d'un texte [4 juillet 1984] (p. 4025) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 4025-4026) ; M. Georges Fillioud : justification du recours à l'article 49-3 de la Constitution (p. 4026).

255. — **M. Emmanuel Hamel :** présidence « stalinienne » [4 juillet 1984] (p. 4026) ; évolution de la France vers un régime de goulag ; recours à l'article 49-3 de la Constitution (p. 4027) ; M. Emmanuel Aubert (p. 4027).

256. — **M. Emmanuel Hamel :** propos du président de séance relatifs au système stalinien ; rôle du président de séance [4 juillet 1984] (p. 4028) ; M. Raymond Douyère vice-président (p. 4028) ; M. Claude Evin : utilisation de l'article 49-3 de la Constitution ; conditions d'examen du texte de loi sur la presse (p. 4028-4029).

257. — **M. Emmanuel Hamel :** droit de déposer des amendements [4 juillet 1984] (p. 4032) ; M. Raymond Douyère, vice-président : rappel de la procédure de dépôt des amendements (p. 4032) ; M. Georges Fillioud (p. 4032).

258. — **M. Alain Madelin :** droits de l'opposition [4 juillet 1984] (p. 4060) ; M. Claude Evin : problème de la validité du rapport ; ordre du jour des assemblées (p. 4060) ; recours à l'article 49-3 de la Constitution (p. 4061) ; M. Alain Madelin : abus de pouvoir législatif par la majorité ; irrespect de la procédure en commission (p. 4061).

259. — **M. Alain Madelin :** conditions du débat relatif à la presse [4 juillet 1984] (p. 4064) ; M. Claude Evin (p. 4064).

260. — **M. Jacques Toubon :** estime que la commission chargée d'examiner le texte sur la presse n'a pas fait son travail [4 juillet 1984] (p. 4064) ; motivations politiques sur ce texte ; critique de l'utilisation de l'article 49-3 (p. 4065) ; M. Claude Evin : conditions d'examen de ce projet de loi (p. 4065).

261. — **M. Jacques Toubon :** pouvoirs du président de séance [4 juillet 1984] (p. 4065).

262. — **M. Alain Madelin :** caractère inutile de la séance en raison de l'application de l'article 49-3 de la Constitution sur le projet de loi sur la presse [5 juillet 1984] (p. 4070) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 4070) ; M. Georges Fillioud (p. 4070) ; M. Claude Evin : attitude de l'opposition (p. 4070).

263. — **M. Alain Madelin :** inutilité du travail, en raison de l'application de l'article 49-3 ; désir de l'opposition de mener le débat à son terme [5 juillet 1984] (p. 4070-4071) ; M. Claude Evin (p. 4070).

264. — **M. Alain Madelin :** propose le retrait mutuel des amendements de l'opposition et de la commission [5 juillet 1984] (p. 4071).

265. — **M. François d'Aubert :** critique les propos de M. André Labarrère comparant l'assemblée à un aquarium où nagent des piranhas [5 juillet 1984] (p. 4071-4072).

266. — **M. Alain Madelin :** problème de la validité d'un amendement non examiné en commission selon la procédure normale de l'article 90 du règlement ; absence de tableau comparatif [5 juillet 1984] (p. 4075) ; M. Raymond Douyère, vice-président : possibilité de discuter l'ordre du jour en l'absence de rapport (p. 4075).

267. — **M. Alain Madelin :** caractère artificiel des séances en raison de l'application de l'article 49-3 sur le texte relatif à la presse [5 juillet 1984] (p. 4081) ; rythme des débats (p. 4082) ; M. Claude Evin : nombre d'amendements déposés par l'opposition (p. 4082).

268. — **M. François d'Aubert :** dévoiement des institutions ; refus de la majorité de considérer le travail du Sénat ; intentions électoralistes de la majorité [5 juillet 1984] (p. 4082).

269. — **M. Emmanuel Hamel :** pouvoir du bureau pour organiser et diriger les services de l'Assemblée nationale ; problème des vacances des fonctionnaires en période de session [5 juillet 1984] (p. 4083).

270. — **M. Claude Labbé :** motivations justifiant le recours à l'article 49-3 de la Constitution sur le texte relatif à la presse ; demande à la majorité de renoncer à cette procédure si l'opposition s'engage à débattre dans des conditions normales [5 juillet 1984] (p. 4083) ; M. Jean-Jacques Queyranne ; attitude de blocage de l'opposition (p. 4084) ; M. Pierre Mauroy : organisation d'un débat (p. 4084) ; bons résultats obtenus par le Gouvernement ; volonté de l'opposition de mettre en cause l'institution parlementaire (p. 4085) ; engagement de la responsabilité du Gouvernement sur la base de l'article 49-3 de la Constitution (p. 4086).

271. — **M. Jean Foyer :** rappelle que les représentants de l'opposition n'ont pas pris part au vote sur les conclusions de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur l'enseignement privé [6 juillet 1984] (p. 4099) ; André Laigniel : place du Sénat au sein des institutions (p. 4099).

272. — **M. Philippe Seguin :** demande l'application de la censure à l'encontre de M. Guy Ducoloné prétendant que le Sénat s'est laissé prendre de folie [6 juillet 1984] (p. 4114).

273. — **M. Jacques Toubon :** évoque sa « tristesse » de voir que l'orateur qui a précédé le Premier ministre est également le président de la commission des lois [10 juillet 1984] (p. 4137).

274. — **M. Pierre Joxe :** exprime sa satisfaction d'avoir M. Raymond Forni comme président de la commission des lois [10 juillet 1984] (p. 4137).

275. — **M. Emmanuel Aubert :** aggravation de l'insécurité ; pouvoirs des magistrats du Parquet ; piraterie sur les autoroutes [31 juillet 1984] (p. 4226) ; protection des forces de l'ordre ; régime de la détention provisoire (p. 4227) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : refuse l'expression « invraisemblable laxisme de notre justice » (p. 4227) ; Raymond Forni, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : gravité des propos de M. Emmanuel Aubert (p. 4227-4228).

276. — **M. Emmanuel Aubert :** augmentation du nombre des détentions provisoires ; contrôles d'identité [31 juillet 1984] (p. 4228) ; protection des forces de l'ordre (p. 4229).

277. — **M. Serge Charles :** inutilité de la procédure référendaire [23 août 1984] (p. 4281) ; généralisation des sessions extraordinaires (p. 4282) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 4282).

278. — **M. Jean-Pierre Soisson :** critique la modification de l'ordre du jour [24 août 1984] (p. 4328).

279. — **M. Jean-Pierre Soisson :** pouvoir du ministre chargé des relations avec le Parlement en ce qui concerne la fixation de l'ordre du jour [5 septembre 1984] (p. 4342) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 4342).

280. — **M. Gilbert Gantier :** rôle du Sénat [5 septembre 1984] (p. 4342).

281. — **M. Jacques Toubon :** estime qu'il n'est pas conforme aux usages de mettre en cause l'absence d'un collègue [8 octobre 1984] (p. 4504) ; M. Pierre Joxe : considère qu'il n'y a pas lieu de répondre à une question préalable opposée par un parlementaire qui s'absente lors de la réponse (p. 4504-4505) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : usage du droit à la parole en ce qui concerne la question préalable ou l'exception d'irrecevabilité (p. 4505).

282. — **M. Jacques Barrot :** rappelle au président de séance que ce dernier ne lui a pas accordé la parole alors qu'il avait l'intention d'excuser l'absence de son collègue M. Alain Madelin [8 octobre 1984] (p. 4505).

283. — **M. Claude Labbé :** critique avec son collègue Jean-Claude Gaudin la décision selon laquelle chaque formation politique représentée à l'Assemblée nationale disposera d'un temps de parole au lendemain de l'intervention du Premier ministre à la télévision ; propagande [17 octobre 1984] (p. 4856) ; M. Louis Mermaz, président : rappel du déroulement de la réunion des présidents de groupe (p. 4856).

284. — **M. Emmanuel Hamel :** situation de Jacques Abouchar en Afghanistan [17 octobre 1984] (p. 4856-4857).

285. — **M. Gilbert Gantier :** prélèvement spécifique sur les intérêts des obligations détenues par les non-résidents [17 octobre 1984] (p. 4866).

286. — **M. Georges Tranchant :** problème de la recevabilité des amendements déposés après la clôture de la discussion générale [17 octobre 1984] (p. 4866) ; M. Philippe Séguin, vice-président (p. 4867).

287. — **M. Georges Tranchant :** recevabilité des amendements en vertu de l'article 40 de la Constitution ; principe du gage [17 octobre 1984] (p. 4881).

288. — **M. Parfait Jans :** recevabilité des amendements en vertu de l'article 40 de la Constitution [17 octobre 1984] (p. 4881).

289. — **M. Edmond Alphandery :** publicité gratuite faite par M. Laurent Fabius lors d'une intervention télévisée [18 octobre 1984] (p. 4907).

290. — **M. Raymond Douyère :** intervention télévisée du Premier ministre au nom de la France entière [18 octobre 1984] (p. 4907).

291. — **M. Edmond Alphandery :** critique le fait que l'amendement visant à réformer le régime fiscal de l'emprunt Giscard, n'ait pas été discuté en commission [18 octobre 1984] (p. 4956) ; M. Christian Goux (p. 4956).

292. — **M. Claude Labbé :** manquement de l'Etat à sa parole donnée, en ce qui concerne les conditions de l'emprunt Giscard ; demande de quorum [18 octobre 1984] (p. 4956) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : régime fiscal de l'emprunt Giscard (p. 4957).

293. — **M. Edmond Alphandery :** demande la présence du Premier ministre au cours du débat sur l'emprunt Giscard [18 octobre 1984] (p. 4959).

294. — **M. Gilbert Gantier :** numérotation et classement des sous-amendements [18 octobre 1984] (p. 4959) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 4959).

295. — **M. Jean Anciant :** critique des conditions du débat sur l'emprunt Giscard [18 octobre 1984] (p. 4972).

296. — **M. Edmond Alphandery :** problème de l'indexation ou non de l'emprunt Giscard ; parole de l'Etat en matière financière [19 octobre 1984] (p. 4977) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : rappel de la procédure du rappel au règlement (p. 4977).

297. — **M. Dominique Frelaut :** privilèges fiscaux attachés à l'emprunt Giscard [19 octobre 1984] (p. 4976) ; coût de cet emprunt (p. 4977) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : rappel de la procédure du rappel au règlement (p. 4977).

298. — **M. Georges Tranchant :** manquement de l'Etat à sa parole donnée en matière financière [19 octobre 1984] (p. 4977) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : rappel de la procédure du rappel au règlement (p. 4977).

299. — **M. Jean Anciant :** caractère anormal de l'emprunt Giscard [19 octobre 1984] (p. 4977) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : rappel de la procédure du rappel au règlement (p. 4977).

300. — **M. Michel Noir :** problème du caractère indexé ou non de l'emprunt Giscard [19 octobre 1984] (p. 4977) ; remise en cause des engagements de l'Etat (p. 4958).

301. — **M. Emmanuel Hamel :** problème de la pauvreté ; coût de l'emprunt Giscard ; détérioration de l'image de la France [19 octobre 1984] (p. 4978) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : rôle du président de séance (p. 4978-4979).

302. — **M. Claude Labbé :** défense de la notion d'Etat ; absence du Premier ministre lors du débat sur l'emprunt Giscard [19 octobre 1984] (p. 4979).

303. — **M. Edmond Alphandery :** s'étonne du retrait par le rapporteur général d'un amendement adopté par la commission des finances [19 octobre 1984] (p. 5018).

304. — **M. Jacques Toubon :** attitude « crispée » du garde des sceaux [23 octobre 1984] (p. 5065) ; taux de répression en France (p. 5066).

305. — **M. Jean-Claude Gaudin :** emprunt Giscard [24 octobre 1984] (p. 5139) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : parole de l'Etat et régime fiscal de l'emprunt Giscard (p. 5139-5140) ; M. Raymond Barre (p. 5140).

306. — **M. Raymond Barre :** respect de la parole de l'Etat en matière financière [24 octobre 1984] (p. 5140).

307. — **M. Guy Ducoloné :** position des communistes à l'égard de l'emprunt Giscard [24 octobre 1984] (p. 5141).

308. — **M. Jean Seitlinger :** règles du temps de parole lors de la discussion des amendements [24 octobre 1984] (p. 5175).

309. — **M. Guy Ducoloné :** demande la condamnation officielle des exécutions perpétrées par le régime turc [25 octobre 1984] (p. 5194) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : défense de la liberté (p. 5194).

310. — **M. Yves Lancien :** déplore la situation en Turquie [25 octobre 1985] (p. 5194).

311. — **M. Pierre-Bernard Cousté :** manifestation de fonctionnaires au moment de la discussion du budget de la fonction publique [25 octobre 1984] (p. 5199-5200) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives : indépendance de ces deux événements (p. 5200).

312. — **M. François d'Aubert :** critique les conditions dans lesquelles est débattu le budget des P.T.T., alors qu'il s'agit du budget d'investissement civil le plus important [29 octobre 1984] p. (5313-5314) ; M. Guy Ducoloné, vice-précident (p. 5314) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T. (p. 5314).

313. — **M. Gilbert Gantier :** contrôle budgétaire des départements ministériels ; « dépeçage » du budget annexe des P. T. T. au profit du budget général [29 octobre 1984] (p. 5333) ; impossibilité pour le Parlement de rejeter une recette créée par le Gouvernement par voie réglementaire (p. 5334) ; M. Alain Bonnet ; absence d'amendement déposé en commission lors de la discussion du budget des P. T. T. (p. 5334).

314. — **M. Alain Madelin :** critique l'ordre du jour prévoyant la discussion du budget des P. T. T. un lundi matin [29 octobre 1984] (p. 5334).

315. — **M. François d'Aubert :** recevabilité des amendements [29 octobre 1984] (p. 5334) ; problème de l'application de la taxe sur les salaires aux agents de l'Etat ; travail du rapporteur (p. 5335).

316. — **M. François d'Aubert :** critique le fait que les amendements de l'opposition déposés lors de la discussion du budget des P. T. T., au titre des services votés, n'aient pas été appelés [29 octobre 1984] (p. 5336).

317. — **M. Henry Delisle :** caractère insultant des propos tenus par M. François d'Aubert au sujet du séjour du Président de la République en Grande-Bretagne [29 octobre 1984] (p. 5339).

318. — **M. Gilbert Gantier :** s'étonne que deux amendements identiques n'aient pas été appelés en même temps [29 octobre 1984] (p. 5343).

319. — **M. Gilbert Gantier :** demande au bureau d'étudier les éventuelles modifications à apporter au règlement en ce qui concerne les conditions d'examen de l'article d'équilibre [30 octobre 1984] (p. 5420).

320. — **M. Gilbert Gantier :** contrôle budgétaire ; notion de « fonds de concours » [31 octobre 1984] (p. 5450).

321. — **M. Emmanuel Hamel :** rappelle que plusieurs députés désireux d'être inscrits lors de la discussion générale ne l'ont pas été [6 novembre 1984] (p. 5609) ; Mme Louise Moreau, vice-président : compétence des groupes pour répartir les temps de parole lors de la discussion budgétaire (p. 5609).

322. — **M. François d'Aubert :** mauvaises conditions de travail dans l'hémicycle en raison « d'une brume matinale » envahissant ce lieu [7 novembre 1984] (p. 5630).

323. — **M. Jacques Toubon :** refus du président de séance de lui accorder la parole pour un rappel au règlement ; demande le report de la discussion du budget de la communication en raison de l'absence du secrétaire d'Etat compétent [7 novembre 1984] (p. 5660) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : décision du conseil constitutionnel du 21 janvier 1964 (p. 5661).

324. — **M. Alain Madelin :** critique l'absence du secrétaire d'Etat lors de la discussion du budget de la communication [7 novembre 1984] (p. 5661).

325. — **M. Gilbert Gantier** : critique le délai tardif de parution du rapport sur les taxes parafiscales [7 novembre 1984] (p. 5686).

326. — **M. Gilbert Gantier** : contrôle parlementaire sur le fonds spécial de grands travaux [8 novembre 1984] (p. 5769).

327. — **M. Yves Lancien** : absence de réponse du ministre en ce qui concerne le centre Europe, le deuxième cercle et l'armement tactique nucléaire [9 novembre 1984] (p. 5844).

328. — **M. Bruno Bourg-Broc** : s'étonne du retrait d'un amendement du Gouvernement sans que ce dernier ait donné d'explications [12 novembre 1984] (p. 5913) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 5913).

329. — **M. Guy Ducoloné** : volonté de l'opposition de porter atteinte à l'institution parlementaire [14 novembre 1984] (p. 6018-6019).

330. — **M. Jean-Claude Gaudin** : dévoiement de la procédure des questions d'actualité ; répartition inégale des temps de parole [14 novembre 1984] (p. 6019) ; M. Laurent Fabius, Premier ministre : raisons de ses interventions lors de la séance de questions (p. 6019).

331. — **M. Claude Labbé** : aggravation de la criminalité et du climat d'insécurité ; dérogation aux règles d'attribution du temps de parole ; estime que M. Fabius a fait une communication du Gouvernement [14 novembre 1984] (p. 6020) ; M. Louis Mermaz, président : publication du dépassement des temps de parole des différents groupes (p. 6020) ; M. Laurent Fabius (p. 6020).

332. — **M. François d'Aubert** : absence de projet industriel pour la France ; « limogeage » du gouverneur de la Banque de France [14 novembre 1984] (p. 6021) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 6021).

333. — **M. Alain Madelin** : « Look » du Premier ministre ; obtention du texte de l'intervention de ce dernier [14 novembre 1984] (p. 6021).

334. — **M. Jacques Toubon** : utilisation de la séance des questions au Gouvernement pour en faire une retransmission télévisée des séances du comité directeur du parti socialiste [14 novembre 1984] (p. 6021-6022) ; M. Raymond Douyère, vice-président : article 31 de la Constitution (p. 6022).

335. — **M. Emmanuel Hamel** : détournement de la procédure des questions au Gouvernement [14 novembre 1984] (p. 6022) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 6022).

336. — **M. François Loncle** : s'étonne de la manière brutale avec laquelle le président a levé la séance [15 novembre 1984] (p. 6054) ; Mme Louise Moreau, vice-présidente (p. 6054).

337. — **M. Philippe Bassinet** : droit de parole sur les amendements [15 novembre 1984] (p. 6069).

338. — **M. Alain Madelin** : rencontre entre M. Mitterrand et le colonel Kadhafi ; politique au Tchad [15 novembre 1984] (p. 6081) ; Mme Louise Moreau, vice-président (p. 6081).

339. — **M. Emmanuel Hamel** : rencontre entre M. Mitterrand et le colonel Kadhafi [15 novembre 1984] (p. 6081).

340. — **M. Michel Noir** : possibilité pour le Gouvernement de faire à l'Assemblée nationale une communication sur un sujet grave [15 novembre 1984] (p. 6081) ; rencontre de M. Mitterrand et du colonel Kadhafi (p. 6082) ; M. Claude Estier : conditions de cette rencontre (p. 6082-6083) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : importance du débat industriel (p. 6083).

341. — **M. Marc Lauriol** : tenue des séances plénières ; contrôle du Parlement sur l'activité du Gouvernement [15 novembre 1984] (p. 6090) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur (p. 6090).

342. — **M. Philippe Bassinet** : caractère inacceptable des propos de M. François d'Aubert estimant qu'il y a eu confusion entre la caisse électorale d'un parti et l'argent de l'Etat [15 novembre 1984] (p. 6090).

343. — **M. François d'Aubert** : affaire de la Chapelle Darblay [15 novembre 1984] (p. 6091) ; Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur : dégradation de l'image du Parlement (p. 6091).

344. — **M. Edmond Alphandery** : recevabilité des sous-amendements et des amendements [15 novembre 1984] (p. 6119) ; indemnisation des chômeurs en fin de droits (p. 6120) ; M. Christian Goux : recevabilité du gage d'un amendement (p. 6120).

345. — **M. Adrien Zeller** : retraite des agriculteurs [15 novembre 1984] (p. 6120).

346. — **M. Adrien Zeller** : obligation de respecter un strict parallélisme entre la baisse des trois taxes et la taxe professionnelle [15 novembre 1984] (p. 6148).

347. — **M. Didier Julia** : troubles graves en Nouvelle-Calédonie ; nécessité de faire respecter l'ordre public et les principes de la démocratie [20 novembre 1984] (p. 6191) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 6191).

348. — **M. Gilbert Gantier** : droit d'amendement ; fonds spécial de grands travaux [21 novembre 1984] (p. 6231).

349. — **M. Xavier Deniau** : critique l'absence de représentant du Gouvernement alors que trois textes de ratification sont à l'ordre du jour [21 novembre 1984] (p. 6241) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 6241).

350. — **M. Jean-Louis Masson** : protection des ressortissants étrangers et sécurité des citoyens français ; cas de M. Akka Ghazi [27 novembre 1984] (p. 6351-6352).

351. — **M. Jean-Louis Masson** : problème du droit de vote des immigrés en France ; problème de la participation des Français non mélanésiens aux scrutins organisés en Nouvelle-Calédonie [28 novembre 1984] (p. 6445) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 6446).

352. — **M. Pascal Clément** : convocation de 300 parlementaires par le juge Bidalou ; confusion faite par ce dernier entre le pouvoir parlementaire et le pouvoir judiciaire [29 novembre 1984] (p. 6484) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : estime qu'aucun parlementaire ne devrait répondre à la citation du juge Bidalou (p. 6485).

353. — **M. Emmanuel Aubert** : atteinte à l'indépendance du pouvoir législatif et au principe de la séparation des pouvoirs [29 novembre 1984] (p. 6485) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice (p. 6485).

354. — **M. Jean Foyer** : atteinte à la séparation des pouvoirs ; pouvoirs du ministre dans « l'affaire Bidalou » [29 novembre 1984] (p. 6485).

355. — **M. Jean-Claude Gaudin** : critique la convocation de parlementaires par un substitut du procureur [29 novembre 1984] (p. 6486) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 6486).

356. — **M. Pascal Clément** : révocation de M. Bidalou par le Conseil supérieur de la magistrature ; réponse désinvolte du garde des sceaux à propos de l'attitude d'un magistrat [29 novembre 1984] (p. 6486) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice (p. 6486).

357. — **M. Pierre-Charles Krieg** : déroulement des séances plénières [29 novembre 1984] (p. 6494-6495) ; M. Raymond Douyère, vice-président (p. 6495).

358. — **M. Albert Pen** : remercie le Gouvernement et la majorité lors du vote du texte relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon [29 novembre 1984] (p. 6577).

359. — **M. Edmond Alphandery** : discussion de la loi de finances rectificative ; dégradation du contrôle parlementaire [5 décembre 1984] (p. 6703) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 6704).

360. — **M. Gilbert Gantier** : mauvaises conditions d'examen du projet de loi de finances rectificative [5 décembre 1984] (p. 6703-6704) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 6704).

361. — **M. Emmanuel Hamel** : grève de la faim des présidents des syndicats d'ambulanciers [6 décembre 1984] (p. 6749).

362. — **M. Gilbert Gantier** : contrôle budgétaire ; fonds spécial de grands travaux [11 décembre 1984] (p. 6804).

363. — **M. Jean Bégault** : critique les méthodes de travail imposées aux parlementaires [17 décembre 1984] (p. 7071).

364. — **M. Gilbert Gantier :** critique l'intervention du rapporteur général de la commission des finances ; annulations de crédits ; opérations de débudgétisation [18 décembre 1984] (p. 7090-7091) ; M. Raymond Douyère, vice-président : droit de parole du rapporteur général et du ministre (p. 7091) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 7091).

365. — **M. Gilbert Gantier :** critique les conditions de travail imposées aux parlementaires par le Gouvernement lors de la discussion de la loi de finances pour 1985 [18 décembre 1984] (p. 7103).

366. — **M. Guy Ducoloné :** critique la campagne menée contre Marcel Paul [19 décembre 1984] (p. 7233).

367. — **M. Daniel Goulet :** rapport relatif à la réorganisation des services de l'Assemblée nationale [19 décembre 1984] (p. 7233) ; critique des motivations de cette réforme (p. 7234).

368. — **M. Pascal Clément :** réforme des services de l'Assemblée nationale ; neutralité politique des fonctionnaires [19 décembre 1984] (p. 7234).

369. — **M. Xavier Deniau :** critique des conditions de convocation de la commission mixte paritaire concernant le Groenland [20 décembre 1984] (p. 7307).

RAPPORT CONSTANT

Voir *Lois de finances* **9,** deuxième partie, anciens combattants et victimes de guerre.

RAPPORT CHEVALLIER

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), budget annexe des postes et télécommunications.

RAPPORTS D'INFORMATION

Voir *Ameublement* **1.**
Audiovisuel **7.**
Communautés européennes **7.**
Défense nationale **5.**
Etrangers **11.**
Politique extérieure **11.**

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir *Questions orales sans débat* **633.**

Energie
Voir *Pétrole et produits raffinés* **5.**

Enseignants-chercheurs des enseignements publics
Voir *Questions au Gouvernement* **956.**

— médicale
Voir *Enfants* **11.**

Personnels de la —
Voir *Questions orales sans débat* **616.**

Statut des enseignants chercheurs
Voir *Questions orales sans débat* **570.**

RECONQUETE DU MARCHE INTERIEUR

Renault
Voir *Questions au Gouvernement* **896.**

REFERENDUM

Article 11
Voir *enseignement privé* **6.**

Motion tendant à soumettre un projet de loi au —
Voir *enseignement privé* **6.**

Règlements des assemblées au sujet du —
Voir *enseignement privé* **6.**

— sur l'enseignement privé
Voir *Rappels au règlement* n°s **199, 239, 241, 242, 243, 244.**

REGIONS

Voir *Tourisme et loisirs* **3.**

REGLEMENT JUDICIAIRE

Voir *Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens.*

REINSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE

Voir *Parlement* **15.**

RENAULT

Accord cadre
Voir *Questions au Gouvernement* **887.**

Contrôle de la police allemande sur les semi-remorques
Voir *Questions au Gouvernement* **947.**

Engagements de la direction de —
Voir *Questions au Gouvernement* **1005.**

Livraison de la R 25
Voir *Questions orales sans débat* **669.**

Politique d'investissements de —
Voir *Questions orales sans débat* **664.**

Reconquête du marché intérieur
Voir *Questions au Gouvernement* **896.**

RENTES VIAGERES

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 33.

RESPONSABILITE CIVILE

1. — Proposition de loi n° 169 tendant à assurer l'**indemnisation** des dommages subis par les **victimes d'attentats.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolff, remplacé par M. Charles Millon (11 octobre 1984).

Voir *Circulation routière* **8.**

RETRAITE

Abaissement de l'âge de la — pour les grands corps de l'Etat
Voir *Questions au Gouvernement* **905.**
— à soixante ans
Voir *Sécurité sociale* **17.**
— à soixante ans des agriculteurs
Voir *Questions au Gouvernement* **857.**
— à soixante ans pour les commerçants et les artisans
Voir *Questions au Gouvernement* **844.**
— des travailleurs en contact avec des substances nocives
Voir *Questions orales sans débat* **613.**

Financement de la — à soixante ans
Voir *Questions orales sans débat* **666.**

Situation des retraités et des veuves
Voir *Questions au Gouvernement* **918.**

Système d'information sur les —
Voir *Sécurité sociale* **17.**

REUNION (île de la —)

Bourses scolaires à la —
Voir *Questions au Gouvernement* **1057.**

Démographie de la —
Voir *Questions orales sans débat* **558, 588.**

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE (la)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 1er.

RICHIER (société)

Voir *Questions orales sans débat* **644.**

RHIN ET MOSELLE

Construction d'un second pont sur le Rhin à Strasbourg

Voir *Questions orales sans débat* **744.**

RHUM

Taxation du —

Voir *Questions orales sans débat* **727.**

ROUSSELET (André)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er ; article 3 ; après l'article 5 ; avant l'article 10.

S

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

1. — Projet de loi n° 2322 relatif à **l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 août 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. René Rouquet (8 octobre 1984). — Rapport n° **2445** (21 novembre 1984). — Discussion le 29 novembre 1984. — Adoption le 29 novembre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ». — Projet de loi n° **706.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [29 novembre 1984] (p. 6471, 6503) :

Exception d'irrecevabilité de M. Didier Julia : *Julia (Didier)* (p. 6472, 6473, 6474, 6475, 6476) ; *Hory (Jean-François)* (p. 6475, 6476, 6477, 6478, 6479) : rejetée au scrutin public (p. 6479).

Autodétermination : *Julia (Didier)* (p. 6472).

Collectivité territoriale nouvelle (création d'une —) : *Hory (Jean-François)* (p. 6471) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6479, 6480) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6483) ; *Massot (François)* (p. 6505).

Compétences du conseil général : *Hory (Jean-François)* (p. 6471, 6477) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6482) ; *Massot (François)* (p. 6504) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6505).

Conseil d'Etat (problème de l'avis du —) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 6481) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6481).

Constitution (article 2) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 6505).

Constitution (article 53) : *Hory (Jean-François)* (p. 6478).

Constitution (articles 72, 73 et 74) : *Julia (Didier)* (p. 6475) ; *Hory (Jean-François)* (p. 6476, 6477) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6482) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6483) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6504).

Consultation des populations et éventualité d'un référendum : *Julia (Didier)* (p. 6472, 6473, 6475) ; *Hory (Jean-François)* (p. 6477, 6478) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6483).

Contractuels de l'administration : *Pen (Albert)* (p. 6508).

Décentralisation : *Hory (Jean-François)* (p. 6471, 6479) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6482) ; *Massot (François)* (p. 6504) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6505) ; *Pen (Albert)* (p. 6506, 6507) ; *Odru (Louis)* (p. 6508).

Départementalisation et loi du 19 juillet 1976 : *Hory (Jean-François)* (p. 6471, 6477, 6478) ; *Julia (Didier)* (p. 6472, 6474, 6480 ; *Lemoine (Georges)* (p. 6480, 6481, 6482) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6483, 6484) ; *Massot (François)* (p. 6503, 6504) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6504, 6505) ; *Pen (Albert)* (p. 6506, 6507) ; *Odru (Louis)* (p. 6508).

Elections européennes de juin 1984 : *Julia (Didier)* (p. 6473) ; *Aubert (Emmanuel)* (p .6505) ; *Pen (Albert)* (p. 6507).

Guérin (assassinat de M. René —) : *Julia (Didier)* (p. 6472) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6479).

Hostilité du groupe U.D.F. au texte : *Esdras (Marcel)* (p. 6484).

Mayotte : *Julia (Didier)* (p. 6476) ; *Hory (Jean-François)* (p. 6476, 6477, 6479).

Pêche (problème de la —) : *Julia (Didier)* (p. 6474) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6506).

Syndicats (position des —) : *Julia (Didier)* (p. 6473) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6505) ; *Pen (Albert)* (p. 6507).

Tarif commun (application de l'article 227 du Traité de Rome) : *Hory (Jean-François)* (p. 6471, 6476) ; *Julia (Didier)* (p. 6473, 6474) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6481, 6483) ; *Massot (François)* (p. 6503) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6506) ; *Odru (Louis)* (p. 6508).

Vote positif du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 6508).

Vote positif du groupe socialiste : *Massot (François)* (p. 6504).

Discussion des articles [29 novembre 1984] (p. 6508) :

Article 1er (*créant une collectivité territoriale nouvelle pour l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon*) : adopté.

Article 2 (*conseil général de la collectivité territoriale*) : amendement n° 4 de la commission (élection des membres du conseil général) (p. 6508) : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (composition du conseil général) : non soutenu.

Article 3 (*élection du président et du bureau du conseil général*) : adopté.

Article 4 (*cas de vacance du siège de président*) : adopté.

Article 5 (*siège du conseil général*) : adopté.

Article 6 (*audition du représentant de l'Etat par le conseil général*) : amendement n° 5 de la commission (addition à la demande du représentant de l'Etat) ; loi de 1982 : adopté ;
— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (*réunion du conseil général*) : amendement n° 6 de la commission (demande du tiers des membres du conseil général) : adopté ;
— article 7, ainsi modifié : adopté (p. 6509).

Article 8 (*modalités de fonctionnement du conseil général*) : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (nombre maximal de membres du bureau) : non soutenu ;
— article 8 : adopté.

Article 9 (*établissement du règlement intérieur par le conseil général*) : amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (modification du règlement intérieur) : non soutenu ;
— article 9 : adopté.

Article 10 (*publicité des séances du conseil général*) : amendement n° 7 de la commission (réunions du conseil général en comité secret si la majorité absolue des membres présents le décide) : adopté ;
— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 (*rôle du président*) : amendement n° 8 de la commission (impossibilité de faire procéder à des arrestations) : adopté ;
— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 (*quorum pour que les délibérations soient valables*) : amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 (*rôle du président*) : amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 13, ainsi modifié : adopté (p. 6510).

Article 14 (*cas où le fonctionnement du conseil général se révèle impossible*) : amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 (*délégation de vote*) : adopté.

Article 16 (*conférant le rôle d'exécutif de la collectivité territoriale auprès du président du conseil général*) : amendement n° 12 de la commission (prescription de l'exécution des recettes) : adopté ;
— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (*assistance du conseil général par un comité économique et social*) : adopté.

Article 18 (*indiquant que le conseil général règle les affaires de la collectivité territoriale*) : adopté.

Article 19 (*compétences du conseil général*) : amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (maintien de certaines modalités particulières en vigueur) : adopté (p. 6511) ;
— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 (*compétences fiscales et douanières*) : adopté.

Article 21 (*applicabilité de plein droit des lois métropolitaines à Saint-Pierre et Miquelon*) ; spécificité de l'archipel ; particularisme des collectivités d'outre-mer ; difficultés techniques d'application de cet article ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 (*possibilité pour le conseil général d'adresser des propositions au ministre chargé des D. O. M.-T. O. M.*) : adopté.

Article 23 (*conditions de consultation du conseil général sur les avants-projets de loi et ou les projets de décret relatifs à l'archipel*) : adopté.

Article 24 (*cas où le conseil général est saisi pour avis*) : adopté.

Article 25 (*exploitation des ressources naturelles*) : adopté.

Article 26 (*cas où le conseil général ne donne pas son avis dans le délai de trois mois*) : adopté.

Article 27 (*consultation obligatoire du Conseil économique et social*) : adopté (p. 6512).

Article 28 (*statut et rôle du représentant de l'Etat dans l'archipel*) : amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (indiquant que le représentant a rang de préfet) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (supprimant la référence aux fonctions de délégué du Gouvernement) : adopté ;
— article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 29 (*relations entre le représentant de l'Etat et le président du conseil général et les maires*) : amendement n° 16 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ;
— article 29, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 29 : amendement n° 17 de la commission (de conséquence) : adopté.

Article 30 (*autorité du représentant de l'Etat sur les services de l'Etat*) : adopté (p. 6515).

Article 31 (*autorité de celui-ci sur les chefs de service*) : adopté (p. 6515).

Article 32 (*contrôle administratif et financier des actes de collectivité territoriale*) : adopté.

Article 33 (*fonctionnement du tribunal administratif*) : amendement n° 18 de la commission (rendant applicables les dispositions de l'article L. 2-2 du code des tribunaux administratifs) ; possibilité pour les magistrats de l'ordre judiciaire de siéger dans les tribunaux administratifs : adopté.
— article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 (*chambre régionale des comptes*) : adopté.

Article 35 (*rôle de l'Etat*) : adopté.

Article 36 (*dotation globale de fonctionnement*) : amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 (*fonctionnaires des corps de fonctionnaires de l'Etat*) (p. 6514) ; intégration de fonctionnaires membres d'un corps destiné à l'administration locale ; cas des contractuels et auxiliaires : adopté.

Article 38 (*maintien en fonction à titre transitoire du conseil général élu en* 1982) : adopté.

Article 39 (*dévolution des biens du département*) : adopté.

Après l'article 39 : amendement n° 20 de la commission (intitulé du livre III du code électoral) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (modalité d'élection des conseillers généraux) : adopté.

Article 40 (*répartition des immeubles*) : adopté.

Article 41 (*institut d'émission des D. O. M.*) : extension à Mayotte des dispositions permettant le versement à divers organismes du bénéfice de l'institut d'émission : adopté (p. 6515).

Article 42 (*maintien de l'application de certains textes de nature législative*) ; application de l'article 34 de la Constitution ; cas où le Parlement donne une délégation : adopté.

Article 43 (*abrogation de la loi de* 1976 *à l'exception de son article* 7) : amendement n° 22 de M. René Rouquet (supprimant cette exception) : adopté ;
— article 43, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 43 : amendement n° 23 de la commission (réglementation spécifique en matière de contrôle sanitaire et phyto-sanitaire) : adopté.

Article 44 (*détermination des modalités d'application de ce texte par décret en Conseil d'Etat*) : adopté.

Titre : projet de loi relatif à l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ; amendement n° 24 de M. René Rouquet (faisant figurer les mots « au statut de l'archipel ») : adopté ; en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi libellé.

Explications de vote (p. 6516) :
Conditions du débat : *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 6516-6517).
Conformité du texte à la Constitution : *Hory* (*Jean-François*) (p. 6517) ;
Rappel au règlement : *Pen* (*Albert*) (p. 6517).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Aubert* (*Emmanuel*) (p. 6517).
Vote positif du groupe socialiste : *Hory* (*Jean-François*) (p. 6517).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6517).

Hôpital de —
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer.

SAISIES

Application de la loi Quilliot
Voir *Questions au Gouvernement* **929.**

SAKHAROV (Andreï)

Voir *Questions au Gouvernement* **915.**

SALENGRO (Roger)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article **15.**
Rappels au règlement **82.**

SANTE PUBLIQUE

2. — Proposition de loi n° 2033 d'orientation relative au **développement du climatisme et de la climatothérapie.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Projet de loi n° 2093 relatif à la **vaccination antivariolique.**

Sénat (première lecture) **n° 220** (1983-1984), dépôt le 23 février 1984 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : Mme Cécile Goldet. — Rapport **n° 254** (1983-1984) (10 avril 1984). — Discussion le 2 mai 1984. — Adoption le 2 mai 1984. — Projet de loi **n° 98** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) **n° 2093,** dépôt le 3 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Eliane Provost (3 mai 1984). — Rapport **n° 2100** (9 mai 1984). — Discussion le 15 mai 1984. — Adoption le 15 mai 1984. — Projet de loi **n° 565.**

Loi n° 84-404 du 30 mai 1984 publiée au *J. O.* du 31 mai 1984 (p. 1698).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 mai 1984] (p. 2331) :

Accidents vaccinatoires : *Hervé (Edmond)* (p. 2332) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 2332).

Historique de la vaccination antivariolique : *Provost (Eliane)* (p. 2331).

Mesures conservatoires : *Provost (Eliane)* (p. 2331) ; *Hervé (Edmond)* (p. 2331-2332-2333) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 2332) ; *Lareng (Louis)* (p. 2332) ; *Verdon (Marc)* (p. 2332) ; *Laborde (Jean)* (p. 2332).

Organisation mondiale de la santé (rôle de l'—) : *Provost (Eliane)* (p. 2331) ; *Hervé (Edmond)* (p. 2332) ; *Verdon (Marc)* (p. 2333).

Tétanos (prophylaxie du —) : *Lareng (Louis)* (p. 2332).

Vaccination (caractère obligatoire ou non) : *Laborde (Jean)* (p. 2333).

Variole (risques de réapparition) : *Hervé (Edmond)* (p. 2331).

Variole (suspension de la vaccination) : *Provost (Eliane)* (p. 2331) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 2332) ; *Verdon (Marc)* (p. 2333).

Discussion de l'article unique (p. 2333) :

Article unique (*prévoyant la suspension des obligations de vaccination antivariolique et de renouvellement de cette vaccination*) : adopté (p. 2333).

SAPEURS-POMPIERS

Régime de l'incapacité temporaire des — volontaires

Voir *Questions orales sans débat* **579.**

SATELLITE DE TELECOMMUNICATIONS DU LUXEMBOURG

Voir *Questions au Gouvernement* **939, 944.**

SATELLITES

Eumetsat

Voir *Traités et conventions* **132.**

Satellite T. D. F. 1

Voir *Audiovisuel* **5.**
Edition, imprimerie et presse **8.**
Questions au Gouvernement **944.**
Questions orales sans débat **606.**

T. V. S. A. T.

Voir *Questions au Gouvernement* **944.**

SCRUTIN (modes de —).

Représentation proportionnelle

Voir *Nouvelle-Calédonie* **7, 8.**

SECURITE

Voir *Logement* **13.**
Lois de finances **9** (deuxième partie), intérieur et décentralisation.
Questions au gouvernement **1101.**

SECURITE SOCIALE

17. — Projet de loi n° 2078 portant diverses **dispositions d'ordre social.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 29 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Le Coadic (3 mai 1984). — Rapport n° **2147** (24 mai 1984). — Discussion le 30 mai 1984. — Adoption le 30 mai 1984. — Projet de loi n° **587.**

Sénat (première lecture) n° **354** (1983-1984), dépôt le 5 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Boyer. — Rapport n° **381** (1983-1984) (13 juin 1984). — Discussion le 19 juin 1984. — Adoption le 19 juin 1984. — Projet de loi n° **135** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2212,** dépôt le 19 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Le Coadic. — Rapport n° **2252** (27 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption avec modifications le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **638.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).

Bureau [*J. O.* du 27 juin 1984] (p. 2004).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Le Coadic. — Rapport n° **2234** (26 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Louis Boyer. — Rapport n° **428** (1983-1984) (26 juin 1984).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Sénat (deuxième lecture) n° **441** (1983-1984), dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Boyer. — Rapport n° **450** (1983-1984) (28 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption avec modifications le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **173** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2281,** dépôt le 29 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Le Coadic. — Rapport n° **2282** (29 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **650.**

Loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 10 juillet 1984 (p. 2171). — Rectificatif (*J. O.* du 26 septembre 1984 (p. 2995).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [30 mai 1984] (p. 2819) :

Aide ménagère : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2820) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2825) ; *Esmonin (Jean)* (p. 2829).

Allocation orphelin : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2821) *Jacquaint (Muguette)* (p. 2827).

Alsace-Lorraine (droit d'option pour le régime vieillesse) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2821) ; *Oehler (Jean)* (p. 2824).

CANAM (pouvoirs de la —) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2821) ; *Hervé (Edmond)* (p. 2822) ; *Esmonin (Jean)* (p. 2829).

Caisse nationale des barreaux français : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2820).

Chômage (indemnisation du —) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2826).

Chômeurs et préretraités (couverture sociale des —) : *Hervé (Edmond)* (p. 2822-2823).

Circonstances exceptionnelles (notion de —) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2826).

Conseil général des hôpitaux : *Hervé (Edmond)* (p. 2822).

Conseils d'administration des caisses (notamment représentation des salariés) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2820) ; *Hervé (Edmond)* (p. 2822) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2826) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2828).

Enquête légale : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2821) ; *Hervé (Edmond)* (p. 2822) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2826).

Expert comptable auprès du comité d'entreprise : *Coffineau (Michel)* (p. 2828).

Invalidité (passage au régime de pension vieillesse) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2821).

Licenciement (calcul de l'indemnité) : *Coffineau (Michel)* (p. 2828).

Marins du commerce : *Pinte (Etienne)* (p. 2825).

Mineurs (pension des licenciés pour fait de grève) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2820) ; *Legrand (Joseph)* (p. 2823) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2824) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2826).

Représentants du personnel (cumul des mandats) : *Hervé (Edmond)* (p. 2823).

Retraite à soixante ans (agriculteurs) : *Malvy (Martin)* (p. 2827) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2828).

Retraite à soixante ans (artisans et commerçants) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2821) ; *Hervé (Edmond)* (p. 2822) ; *Rodet (Alain)* (p. 2825) : *Malvy (Martin)* (p. 2827) ; *Sarre (Georges)* (p. 2827-2828) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2828) ; *Esmonin (Jean)* (p. 2829).

Retraite à soixante ans (indemnités de départ) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2821).

Retraités (pension des —) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2820) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2826).

Retraités (système d'information sur les —) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 2820-2821) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2824) ; *Esmonin (Jean)* (p. 2829).

Discussion des articles [30 mai 1984] (p. 2829-2848) :

Titre premier : *Dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 1er : (*mise en place d'un système d'informations sur les retraites*) ; amendement n° 44 de M. Jean-Pierre Le Coadic (référence au ministre chargé des affaires sociales) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (référence au cumul de retraites) (p. 2829) ; amendement n° 62 du Gouvernement (référence aux montants des retraites) ; échantillon de retraite ; amendement n° 4 : rejeté ; amendement n° 62 : adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (fixation des modalités d'application de cet article après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : (*validation des périodes de chômage des mineurs licenciés pour leur participation à des mouvements nationaux de grève*) ; reconstitution de carrière pour les généraux de l'O.A.S. ; problème posé par la reconstitution de carrière pour les mineurs ;

— article 2 : adopté (p. 2830).

Article 3 : (*non assujettissement simultané de la caisse nationale des barreaux français à deux compensations*) : adopté.

Article 4 : (*conditions d'octroi du F.N.S. aux artisans et commerçants : évaluation des ressources*) : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 51 de Mme Muguette Jacquaint (majoration de la contribution patronale à l'assurance maladie, maternité et invalidité) : retiré ; amendement n° 66 du Gouvernement (possibilité pour les titulaires d'une pension d'invalidité de prétendre à une pension de vieillesse) : adopté.

Article 5 : (*aide ménagère aux personnes âgées*) ; amendement n° 9 de la commission (insérant les mots « qui peut être » après les mots « la participation » au début du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « dans la limite de 5 p. 100 du taux horaire ») (p. 2831) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté (p. 2832).

Article 6 : (*régime local d'assurance vieillesse d'Alsace-Lorraine : suppression du délai d'option*) : adopté.

Article 7 : (*réforme de la procédure d'enquête légale en cas d'accident du travail*) : adopté.

Article 8 : (*limitation du but de l'enquête légale*) : adopté.

Article 9 : (*interdiction du cumul de l'allocation d'orphelin avec la majoration pour orphelin des pensions servies par les régimes spéciaux*) ; amendement n° 11 de la commission (de suppression) : adopté.

En conséquence, cet article est supprimé.

Article 10 : (*inversion des règles de cumul entre les prestations familiales et la majoration pour orphelin des pensions servies par les régimes spéciaux*) ; amendement n° 12 de la commission (de suppression) : adopté.

En conséquence, cet article est supprimé.

Article 11 : (*application à l'ensemble des régimes spéciaux*) ; amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté.

En conséquence, cet article est supprimé (p. 2848).

Article 12 : (*revalorisation des pensions de vieillesse des artisans industriels et commerçants*) : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 1 du Gouvernement (subordination du versement d'une pension de vieillesse à la cessation définitive de l'activité non salariée) ; loi de 1973 alignant le régime de retraite des artisans et commerçants sur le régime général des salariés ; situation des agriculteurs ; problème des cumuls emploi-retraite : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (institution d'une contribution de solidarité au profit des régimes bénéficiaires de la contribution sociale de solidarité) (p. 2849) : adopté après rectification ; amendement n° 3 du Gouvernement (inapplication de ces dispositions aux personnes titulaires d'une pension, rente ou allocation prenant effet postérieurement au 30 juin 1984) : adopté ; amendement n° 63 du Gouvernement (de rectification) : adopté.

Article 13 : (*modification de forme*) ; amendement n° 45 de M. Jean-Pierre Le Coadic (rédactionnel) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 : (*représentation du personnel dans les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale*) ; amendement n° 53 de Mme Muguette Jacquaint (modalités de la représentation du personnel dans les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale) ; amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Le Coadic (rédactionnel) (p. 2850) ; amendement n° 53 : rejeté ; amendement n° 46 : adopté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 : (*représentation du personnel dans les U.R.S.S.A.F. et à l'A.C.O.S.S.*) ; adopté.

Article 16 : (*dispositions diverses concernant les administrateurs et les présidents*) ; amendement n° 14 de la commission (conjoints d'artisans et de commerçants) ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (conditions requises pour représenter les employeurs et les associations familiales) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (réglementation des cumuls de mandats) (p. 2851) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : (*définiiton des cas d'inéligibilité, d'incompatibilité et de déchéance du mandat*) ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 : (*remplacement des administrateurs*) ; amendement n° 18 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (d'harmonisation) (p. 2852) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (référence à l'organisation qui a obtenu localement le plus grand nombre de voix) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 : (*modification du texte de référence*) : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 54 de Mme Muguette Jacquaint (mise à la disposition de l'administrateur élu de tous les moyens nécessaires à l'exercice de sa fonction) : adopté ; amendement n° 55 de Mme Muguette Jacquaint (mise à la disposition de l'administrateur salarié représentant les assurés sociaux du temps nécessaire à l'accomplissement de sa mission) (p. 2853) : rejeté ; amendement n° 67 du Gouvernement (obligation pour les établissements d'hospitalisation de verser au budget de l'Etat une participation) ; création d'un conseil général des hôpitaux ; rigueur dans la gestion des dépenses hospitalières ; cadres hospitaliers : retiré.

Article 20 : (*article 1106-1 du code rural : cotisations des pluri-actifs*) (p. 2854) : adopté.

Article 21 : (*abrogation de certaines dispositions du code rural : suppression d'exonération de cotisations*) : adopté.

Article 22 : (*article 1106-7 du code rural : suppression d'exonération de cotisations*) ; amendement n° 47 de M. Jean-Pierre Le Coadic (rédactionnel) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 : (*abrogation de l'article 1142-7 du code rural*) : adopté.

Article 24 : (*article 1142-16 du code rural : suppression d'exonération de cotisations*) : adopté.

Article 25 : (*article 1106-20 du code rural : suppression d'exonération de cotisations*) : adopté.

Article 26 : (*article 1106-6 du code rural : assiette des cotisations AMEXA*) ; amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 : (*couverture sociale des chômeurs au regard des assurances maladie, maternité, invalidité, décès*) ; amendement n° 64 du Gouvernement (supprimant la référence à l'obligation d'avoir eu la qualité d'assuré d'un régime obligatoire avant de percevoir le revenu de remplacement) ; amendement n° 24 de la commission (conditions d'ouverture du droit à la date de cessation d'activité salariée) (p. 2855) ; amendement n° 64 : adopté ; amendement n° 24 : devenu sans objet ; amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Le Coadic (rédactionnel) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 : (*validation au titre de l'assurance vieillesse des périodes de chômage involontaires*) : adopté.

Article 29 : (*application des nouvelles dispositions relatives à la couverture sociale des chômeurs aux salariés agricoles*) ; amendement n° 25 de la commission (de rectification) : adopté ;
— article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 : (*assujettissement à la cotisation d'assurance maladie des allocations et revenus de remplacement*) ; amendement n° 26 de la commission (supprimant la référence à l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982) ; agents titulaires des collectivités locales : rejeté ;
— article 30 : adopté.

Article 31 : (*inclusion des cotisations assises sur les allocations et revenus de remplacement parmi les ressources financières de certains régimes*) (p. 2856) : adopté.

Article 32 : (*précompte des cotisations d'assurance maladie sur les allocations et revenus de remplacement*) : adopté.

Article 33 : (*versement des cotisations d'assurance maladie au régime de rattachement des titulaires des allocations et revenus de remplacement*) : adopté.

Article 34 : (*maintien des droits acquis des personnes indemnisées antérieurement au 1er avril 1984*) : adopté.

Article 35 : (*réforme des règles relatives aux éligibilités et inéligibilités aux élections des conseils d'administration des caisses mutuelles régionales (C. M. R.)* ; amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Le Coadic (rédactionnel) : adopté ;
— article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 : (*institution d'accord d'agents de contrôle assermentés auprès des C. M. R.*) : adopté.

Article 37 : (*renforcement des fonctions administratives et financières de la C. A. N. A. M.*) ; amendement n° 27 de la commission (transfert au bilan du régime, des réserves et reports à nouveau) ; gestion par chaque caisse mutuelle régionale d'un fonds d'action sanitaire et sociale : adopté ;
— article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 38 : (*centralisation des recettes du régime dans un fonds national*) : adopté (p. 2857).

Titre II : *dispositions relatives au droit du travail.*

Article 39 : (*modification de l'article L. 412-17 du code du travail*) ; entreprises de moins de trois cents salariés ; fusion des fonctions de délégué syndical et de représentant syndical au comité d'entreprise : adopté.

Après l'article 39 : amendement n° 56 de Mme Muguette Jacquaint (crédits d'heures) ; amendement n° 28 de la commission (remplaçant les mots « au premier alinéa » par les mots « au deuxième alinéa » dans le dernier alinéa de l'article L. 434-1 du code du travail) ; amendement n° 56 : retiré ; amendement n° 28 : adopté ; amendement n° 68 de M. Michel Coffineau (précisant que l'expert comptable a accès aux informations et documents auxquels a normalement accès le commissaire aux comptes) (p. 2858) : retiré ; amendement n° 69 de M. Michel Coffineau (référence au fonctionnement et aux attributions économiques du comité d'entreprise) : retiré.

Article 40 : (*modification de l'article L. 435-4 du code du travail*) : adopté.

Article 41 : (*insertion dans le code du travail d'un article L. 525-9*) ; amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 41, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 41 : amendement n° 30 de la commission (précisant les modalités d'élection des représentants des salariés au conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : adopté.

Article 42 : (*licenciement d'un salarié membre du conseil d'orientation et de surveillance d'une caisse d'épargne et de prévoyance*) (p. 2859) ; amendement n° 31 de la commission (conditions de licenciement d'un salarié membre du conseil d'orientation et de surveillance d'une caisse d'épargne et de prévoyance) : adopté après rectification ;
— article 42, ainsi modifié : adopté.

Article 43 : (*modification de l'article L. 236-10 du code du travail ; modalités d'imputation de la charge de formation des représentants du personnel au C. H. S. C. T.*) ; amendement n° 32 de la commission (référence à un minimum de base) ; amendement n° 57 de Mme Muguette Jacquaint (même objet) (p. 2860) : rejetés ;
— article 43 : adopté.

Après l'article 43 : amendement n° 70 de M. Michel Coffineau (référence à la rémunération brute pour calculer l'indemnité de licenciement) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (complétant le deuxième alinéa de l'article L. 132-20 du code du travail par les mots « entre l'employeur et l'ensemble des organisations visées à l'alinéa précédent » : adopté ; amendement n° 34 de la commission (référence à la composition du comité d'hygiène et de sécurité) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (possibilité pour les membres du comité d'entreprise de se réunir sur leur temps de délégation) : adopté après rectification ; amendement n° 58 de Mme Muguette Jacquaint (référence aux délégués du personnel titulaires ou suppléants) (p. 2861) : retiré ; amendement n° 36 de la commission (calcul des effectifs) : adopté après rectification ; amendement n° 60 de Mme Muguette Jacquaint (référence aux apprentis et aux salariés) ; décompte de l'ancienneté : rejeté ; amendement n° 59 de Mme Muguette Jacquaint (dépassement des temps de délégation pour circonstances exceptionnelles) ; présomption de bonne utilisation du crédit d'heures : retiré ; amendement n° 37 de la commission (calcul des effectifs) (p. 2862) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (conditions de modification du nombre et de la composition des collèges électoraux) : adopté ; amendement n° 61 de Mme Muguette Jacquaint (complétant le dernier alinéa de l'article L. 431-7 du code du travail par les mots « des participants ») ; amendement n° 39 de la commission (même objet) ; amendement n° 61 : retiré ; amendement n° 39 : adopté ; amendement n° 40 de la commission (calcul des effectifs) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (conditions de modification du nombre et de la composition des collèges électoraux) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (référence à l'ensemble des organisations) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (rendant applicable les dispositions de l'article 6 de l'accord annexé à l'article 1er de la présente loi aux ouvriers quittant volontairement l'entreprise à partir d'au moins 60 ans) ; sous-amendement n° 71 de M. Jean Esmonin (substituant au mot « ouvriers » le mot « salariés ») ; amendement n° 65 du Gouvernement (même objet) (p. 2863) ; amendement n° 65 : retiré ; problème de la retraite des agriculteurs ; sous-amendement n° 71 : adopté ; amendement n° 43, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2864).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1984] (p. 3776) ;

Agriculteurs (retraite à 60 ans) : *Legrand (Joseph)* (p. 3777) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3779).

Aide ménagère (notamment problèmes de la participation du bénéficiaire, et du taux) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3776) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3777).

Combattants volontaires de la Résistance et de 1939-1945 : *Legrand (Joseph)* (p. 3778).

Conseil général des hôpitaux : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3777).

Cotisations (cas d'exonération des —) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3776).

Evénements de Charonne (situation des ayants droit) : *Legrand (Joseph)* (p. 3778) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3779).

Formation des jeunes : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3777).

Mineurs (problème de l'amnistie) : *Legrand (Joseph)* (p. 3777).

Retraite (indemnité de départ à la —) : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3776).

Vignette tabac : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3777).

Discussion des articles [27 juin 1984] (p. 3779) ;

Article 1er : amendement n° 4 de la commission (fixation par décret des conditions de la communication des données autorisées) ; sous-amendement n° 27 du Gouvernement (substituant au mot « décret », le mot « acte réglementaire ») ; avis de la C. N. I. L. sur les conditions de la communication des données ; adopté ; amendement n° 4, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 5 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 6 de la commission (caractère facultatif de la participation demandée au bénéficiaire de l'aide ménagère) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « dans la limite du 5 % du taux horaire ») ; égalité entre les Français en matière d'aide sociale (p. 3779) : rejeté ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *bis* : adopté.

Article 12 *sexies* : adopté.

Article 16 : amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Le Coadic (nécessité de n'avoir encouru aucune des condamnations mentionnées aux articles L-5 et L-6 du code électoral pour être représentant au conseil d'administration des caisses de sécurité sociale) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *bis* **A** : amendement n° 8 de la commission (de suppression) : adopté.

En conséquence, cet article est supprimé.

Article 19 *bis*, supprimé par le Sénat : amendement n° 28 de Mme Muguette Jacquaint (précisant que l'administrateur élu dispose de tous les moyens nécessaires pour l'exercice de sa fonction) ; amendement n° 9 de la commission (même objet) (p. 3780) ; amendement n° 28 : rejeté ; amendement n° 9 : adopté ;

— l'article 18 *bis* est ainsi rétabli.

Après l'article 19 *bis* : amendement n° 10 de la commission (de conséquence) : adopté.

Article 20 : adopté.

Article 21 : adopté.

Article 24 : adopté.

Article 26 *bis* : amendement n° 11 de la commission (obligation pour les organismes d'assurance de déclarer à l'organisme gestionnaire du fonds commun des accidents du travail agricole, toute décision attributive de rentes) : adopté.

— article 26 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 26 *ter* : adopté (p. 3781).

Article 26 *quater* : adopté.

Article 35 : amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (supprimant la fin du deuxième alinéa de cet article après les mots « caisses mutuelles régionales ») ; possibilité pour des étrangers d'être élus au conseil d'administration des caisses mutuelles régionales : adopté ;

— article 35, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 38 : amendement n° 23 du Gouvernement (création d'un conseil général des hôpitaux) ; politique de modernisation technique et de gestion du secteur hospitalier ; accroissement des débouchés pour les directeurs d'hôpitaux ; nécessité de préciser la composition et le coût de fonctionnement de cet organisme ; problème des relations de ce conseil général avec les hôpitaux (p. 3782) ; revalorisation de la fonction et du rôle du personnel hospitalier de haut niveau ; adopté ; amendement n° 26 du Gouvernement (abrogation de la cotisation sur les tabacs et institution d'un prélèvement sur les recettes de l'Etat) ; préservation de l'équilibre des comptes sociaux ; alignement sur le droit européen : adopté.

Article 39 (p. 3783) : amendement n° 14 de la commission (substituant au mot « cinq cents » les mots « trois cents ») ; fusion des fonctions de délégués et de représentant syndical au comité d'entreprise en dessous de 300 salariés ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (substituant aux mots « ne seront applicables qu' » les mots « sont applicables ») : adopté ;

— article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 41 *bis* **A** : adopté.

Article 41 *bis* : amendement n° 16 de la commission (modalités de l'élection des représentants du personnel dans les conseils d'orientation et de surveillance pour les caisses d'épargne et de prévoyance) : adopté ;

— article 41 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 41 *ter* : amendement n° 17 de la commission (de suppression) ; possibilité pour les déposants titulaires d'un compte depuis au moins un an d'élire des représentants au conseil d'orientation et de surveillance ; adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 3784).

Article 42 : adopté.

Article 42 *bis* : adopté.

Article 46 : amendement n° 18 de la commission (insérant les mots « la proposition » après les mots « le fonctionnement ») ; adopté ;

— article 46, ainsi modifié : adopté.

Article 50, supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (conditions de modification du nombre et de la composition des collèges électoraux) : adopté ;

— l'article 50 est ainsi rétabli.

Article 53, supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission (conditions de modification du nombre et de la composition des collèges électoraux) : adopté ;

— l'article 53 est ainsi rétabli.

Aritcle 55, supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (application aux salariés quittant volontairement l'entreprise à partir d'au moins 60 ans, des dispositions de l'article 6 de l'accord annexé à l'article 1er de la présente loi) (p. 3785) ; possibilité pour les personnes partant volontairement en retraite à l'âge de 60 ans de percevoir leur indemnité ; adopté ;

— l'article 55 est ainsi rétabli.

Article 56 : amendement n° 22 de la commission (remplaçants des représentants du personnel au sein des comités de groupe) : adopté ;

— l'article 56, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 56 : amendement n° 24 du Gouvernement (possibilité pour des jeunes de moins de 18 ans de bénéficier d'un contrat de qualification) ; nécessité d'un avis favorable des instances d'orientation ; encouragement de la politique contractuelle ; difficultés des jeunes de 16 à 18 ans en situation de rupture avec la scolarisation (p. 3786) ; adopté ; amendement n° 1 de M. Joseph Legrand (institution d'un droit d'entrée sur les charbons importés des pays tiers à la communauté européenne) ; situations des ex-mineurs, retraités licenciés pour motifs syndicaux ou politiques ou pour participation à une grève nationale ; rejeté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3787).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1984] (p. 3919) :

Améliorations apportées au texte : *Le Coadic* (*Jean-Pierre*) (p. 3919).

Dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 3919).

Amendement n° 2 de la commission (abrogation des dispositions du paragraphe 2 de l'article 25 de la loi du 2 septembre 1954) ; organismes gestionnaires du fonds commun des accidents du travail agricoles : adopté ; amendement n° 3 de la commission (complétant le paragraphe I de l'article 38 *ter* par les mots : « à compter du 11 juillet 1984 ») ; suppression de la vignette sur le tabac : adopté ; amendement n° 1 du Gouvernement (supprimant le paragraphe II de l'article 38 *ter*) (p. 3920) ; compensation des recettes perdues en raison de la suppression de la vignette sur le tabac ; adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3921).

18. — Projet de loi n° 2134 portant diverses mesures relatives à l'amélioration de la **protection sociale des Français de l'étranger.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 21 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 14 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Claude Bartoloné (24 mai 1984). — Rapport n° **2175** (7 juin 1984). — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères (23 mai 1984). — Rapporteur pour avis : M. Eugène Teisseire (24 mai 1984). — Discussion le 14 juin 1984. — Adoption le 14 juin 1984. — Projet de loi n° **601.**

Sénat (première lecture) n° **392** (1983-1984), dépôt le 15 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Cantegrit. — Rapport n° **405** (1983-1984) (20 juin 1984). — Discussion le 25 juin 1984. — Adoption le 25 juin 1984. — Projet de loi n° **142** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2232,** dépôt le 26 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J. O.* du 27 juin 1984] (p. 2003).
Bureau [*J. O.* du 27 juin 1984] (p. 2004).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Claude Bartoloné. — Rapport n° **2233** (26 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption avec modifications le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **637.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Cantegrit. — Rapport n° **427** (1983-1984) (26 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **171** (1983-1984).

Loi n° 84-604 du 13 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 14 juillet 1984 (p. 2267).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 juin 1984] (p. 3354) :

Assurance volontaire (démocratisation de l'accès à l'—) : *Bartolone (Claude)* (p. 3354, 3355) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 3356, 3357) ; *Courrière (Raymond)* (p. 3357, 3358) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3359) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3359).

Caisse autonome des Français de l'étranger : *Bartolone (Claude)* (p. 3355) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 3356, 3357) ; *Courrière (Raymond)* (p. 3357) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3359) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3360) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3361).

Conjoints à l'étranger : *Bartolone (Claude)* (p. 3355).

Cotisations (modulation en fonction des revenus) : *Bartolone (Claude)* (p. 3354) ; *Teisseire (Eugène)* (p. 3357) ; *Courrière (Raymond)* (p. 3357, 3358) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3359) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3360, 3361).

Cotisations (rachat des —) : *Nevoux (Paulette)* (p. 3358).

Entreprises (rôle en matière d'affiliation) : *Bartolone (Claude)* (p. 3355) ; *Courrière (Raymond)* (p. 3358) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3359, 3360).

Maladies tropicales : *Nevoux (Paulette)* (p. 3358) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3761) ; *Courrière (Raymond)* (p. 3362).

Protection sociale des expatriés (caractère contraignant) : *Bartolone (Claude)* (p. 3354).

Protection sociale des expatriés (caractère variable) : *Teisseire (Eugène)* (p. 3356) ; *Courrière (Raymond)* (p. 3357).

Protection sociale des expatriés (historique) : *Bartolone (Claude)* (p. 3354) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3359).

Protection sociale des expatriés (résultats financiers) : *Bartolone (Claude)* (p. 3354) ; *Courrière (Raymond)* (p. 3358, 3362) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3360, 3361).

Retraite des Pondichériens : *Nevoux (Paulette)* (p. 3359) ; *Courrière (Raymond)* (p. 3362).

Discussion des articles [14 juin 1984] (p. 3362) :

Article 1er : (*extension de l'assurance volontaire vieillesse aux femmes seules ou chargées de famille et résidant hors du territoire français*) : amendement n° 7 de la commission (de correction) : adopté ;
— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : (*modification de l'intitulé du livre XII du code de la sécurité sociale*) : amendement n° 44 de M. Etienne Pinte (référence aux Français résidant à l'étranger) : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : (*extension des assurances volontaires aux travailleurs salariés expatriés résidant dans la C.E.E. et accomplissement des formalités administratives par les employeurs*) : amendement n° 8 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (p. 3362) (obligation pour les entreprises établies en France d'effectuer les formalités nécessaires à l'adhésion aux assurances volontaires des personnes qu'elles emploient à l'étranger) ; amendement n° 1 de la commission des affaires étrangères (même objet) ; caisse des Français de l'étranger ; adoptés ; amendement n° 80 de M. Eugène Teisseire (obligation pour les services extérieurs de l'Etat, installés à l'étranger, d'effectuer les formalités nécessaires à l'adhésion aux assurances volontaires des Français employés à l'étranger) ; amendement n° 2 de la commission des affaires étrangères (même objet) ; amendement n° 80 : adopté ; amendement n° 2 : devenu sans objet ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : (*modulation de la cotisation des assurances volontaires maladie, maternité, invalidité des travailleurs français expatriés*) : amendement n° 45 de M. Etienne Pinte (calcul de l'assurance volontaire maladie, maternité, invalidité sur la base d'un salaire forfaitaire et unique) (p. 3363) ; principe de l'égalité de traitement entre les Français ; instauration de deux assiettes de cotisations ; rejeté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 68 de Mme Muguette Jacquaint (calcul de l'assurance volontaire maladie, maternité, invalidité sur la base des rémunérations professionnelles réelles) ; problème du plafonnement de l'assiette des cotisations ; risque de détournement vers les assurances privées ; rejeté ;
— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : (*conséquences de l'accomplissement par les entreprises des formalités nécessaires à l'adhésion de leurs salariés aux assurances volontaires*) (p. 3364) ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 69 de M. Joseph Legrand (précisant que les entreprises effectuent les formalités nécessaires à l'adhésion de leurs salariés aux assurances volontaires ou à certaines d'entre elles) : rejeté ; amendement n° 46 de M. Etienne Pinte (prise en charge par les entreprises de tout ou partie des cotisations afférentes à ces assurances) : rejeté ; amendement n° 47 de M. Etienne Pinte (de précision) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (montant de la part des cotisations prise en charge par l'employeur) : adopté ; amendement n° 70 de M. Joseph Legrand : devenu sans objet ;
— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : (*abrogation de l'article L. 778 du code de la sécurité sociale*) : amendement n° 13 de la commission (possibilité d'établir des prestations supplémentaires par accord contractuel) (p. 3365) ; lutte contre la concurrence des compagnies d'assurance ; adopté ;
— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : (*modification de la numérotation des titres II, III et IV du livre XII du code de la sécurité sociale*) : amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : (*extension de l'assurance volontaire maladie, maternité aux travailleurs non salariés résidant dans la C.E.E.*) : amendement n° 48 de M. Etienne Pinte (possibilité pour les travailleurs non salariés de nationalité française de s'assurer volontairement contre les risques de maladie, maternité) : adopté ;
— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : (*abrogation de l'article L. 778-6 du code de la sécurité sociale*) : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 10 : (*extension de l'assurance volontaire maladie-maternité aux pensionnés résidant dans la C.E.E.*) : amendement n° 16 de la commission (supprimant les mots « n'appartenant pas à la Communauté économique européenne » et les mots « survenus à l'étranger ») ; garantie aux pensionnés des régimes français de retraite, résidant à l'étranger, du remboursement des soins par l'assurance volontaire à leur retour en France ; adopté ;
— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 : (*abrogation de l'article L. 778-12 du code de la sécurité sociale*) : adopté (p. 3366).

Article 12 : (*extension de l'assurance volontaire maladie-maternité à des catégories diverses de personnes inactives — titre V du livre XII du code de la sécurité sociale*) : amendement n° 17 de la commission (ajoutant au livre XII du code de la sécurité sociale un titre V intitulé « Catégories diverses d'assurés volontaires ») : adopté ; *article L. 778-12 du code de la sécurité sociale* : (préretraités) ; amendement n° 18 de la commission (référence à l'article L. 322-4 [2°]) , situation des salariés du secteur public et privé se trouvant en préretraite ; adopté ; amendement n° 19 de la commission (supprimant les mots « survenus à l'étranger ») ; amendement n° 3 de la commission des affaires étrangères (même objet) ; référence aux Français n'exerçant aucune activité professionnelle et titulaires d'une allocation du fonds national de l'emploi ou d'un revenu de remplacement ; adopté (p. 3367) ; *article L. 778-13 du code de la sécurité sociale* : (étudiants, chômeurs titulaires d'une pension d'invalidité, conjoint survivant, divorcé ou séparé d'un assuré) ; amendement n° 49 de M. Etienne Pinte (supprimant les mots « à la condition d'avoir un âge inférieur à un âge limite ») ; cas des étudiants ; rejeté ; amendement n° 50 de M. Etienne Pinte (introduisant la condition d'être âgé de moins de 27 ans) : rejeté ; amendement n° 20 de la commission (ajoutant la catégorie des titulaires d'une rente d'accident du travail aux catégories des bénéficiaires de l'assurance volontaire) : adopté ;

amendement n° 51 de M. Etienne Pinte (référence aux risques d'invalidité) : rejeté ; amendement n° 21 de la commission (supprimant les mots « survenus à l'étranger ») ; amendement n° 4 de la commission des affaires étrangères (même objet) : adoptés (p. 3368) ; amendement n° 22 de la commission (possibilité pour les conjoints ou les divorcés d'étrangers ou les Français non assurés de s'assurer volontairement contre les risques de maladie et les charges de maternité) ; sous-amendement n° 82 du Gouvernement (supprimant les mots « soit pensionnés d'un régime étranger ») ; encouragement de l'accès aux assurances volontaires ; adopté ; amendement n° 22, ainsi modifié : adopté ; *après le texte proposé pour l'article L.* 778-13 *du code de la sécurité sociale :* amendement n° 23 de la commission (possibilité pour les personnes françaises résidant à l'étranger et ne pouvant relever d'aucun des régimes d'assurance volontaire de s'assurer à titre personnel) ; amendement n° 5 de la commission des affaires étrangères (même objet) : adoptés ; *article L.* 778-14 *du code de la sécurité sociale :* (formalités d'adhésion à l'assurance volontaire maladie-maternité) ; amendement n° 52 de M. Etienne Pinte (référence aux risques invalidité) (p. 3369) ; rejeté ; amendement n° 24 de la commission (substituant aux mots « délai déterminé », les mots « délai d'un an ») : adopté ; amendement n° 25 de la commission (substituant aux mots « durée déterminée », les mots « durée de cinq ans ») : adopté ; amendement n° 53 de M. Etienne Pinte (inopposabilité du délai prévu à l'alinéa 1° du présent article aux personnes qui ont contracté une assurance personnelle) : rejeté ; amendement n° 26 de la commission (référence aux cotisations exigibles qui ont été versées ou précomptées) : adopté ; amendement n° 54 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) : rejeté ; *article L.* 778-15 *du code de la sécurité sociale :* (prestations servies par le régime de l'assurance volontaire maladie-maternité) ; amendement n° 55 de M. Etienne Pinte (référence au risque invalidité) : rejeté (p. 3370) ; amendement n° 56 de M. Etienne Pinte (de précision) : rejeté ; *article L.* 778-16 *du code de la sécurité sociale :* (participation des préretraités à la couverture intégrale des charges de leur régime) ; amendement n° 27 de la commission (supprimant le mot « intégralement ») : adopté ; *article L.* 778-17 *du code de la sécurité sociale :* (participation des catégories visées à l'article L. 778-13 du code de la sécurité sociale à la couverture intégrale des charges de leur régime) ; amendement n° 28 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (supprimant le mot « intégralement ») : adopté ; *article L.* 778-18 *du code de la sécurité sociale :* (participation des préretraités des catégories visées à l'article L. 778-13 du code de la sécurité sociale à l'équilibre financier des assurances maladie-maternité) ; amendement n° 81 de M. Eugène Teisseire (fixation par décret des taux de cotisations mentionnées aux articles L. 778-16 et L. 778-17 du code de la sécurité sociale) : adopté ; amendement n° 57 de M. Etienne Pinte (référence au risque invalidité) : rejeté ; amendement n° 58 de M. Etienne Pinte (référence aux assurances volontaires) (p. 3371) ; rejeté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 : (*modification de numérotation des articles* 780 *et* 781 *du livre XII du code de la sécurité sociale*) : amendement n° 30 de la commission (de suppression) : adopté.

En conséquence, cet article est supprimé.

Article 14 : (*création de la caisse des Français de l'étranger*) : amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (p. 3372) (référence à la caisse des Français de l'étranger) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (mission de la caisse des Français de l'étranger) ; sous-amendement n° 78 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) ; sous-amendement n° 79 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) ; amendement n° 83 du Gouvernement (prestations servies et prises en charge par la caisse des Français de l'étranger lorsque les soins sont dispensés lors de séjours en France) ; réclamation d'une cotisation supplémentaire aux assurés sociaux concernés ; amendement n° 83 : adopté ; sous-amendements n°s 78 et n° 79 et amendement n° 33 : devenus sans objet (p. 3373) ; amendement n° 34 de la commission (possibilité pour le conseil d'administration d'abaisser jusqu'à deux années la durée d'éligibilité des cotisations afférentes à la période écoulée depuis la date d'ouverture du droit) : adopté après rectification ; *article L.* 780 *du code de la sécurité sociale :* (compétences et règles générales d'organisation et de gestion) ; amendement n° 71 de Mme Muguette Jacquaint (reversion des cotisations à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés) : retiré ; amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L.* 781 *du code de la sécurité sociale :* (composition et fonctionnement du conseil d'administration) ; amendement n° 72 de M. Joseph Legrand (portant à 8 le nombre des représentants élus des salariés à la caisse des Français de l'étranger) ; élection à deux degrés (p. 3374) ; rejeté ; amendement n° 60 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission des affaires étrangères (prévoyant la présence au conseil d'administration de la caisse des Français de l'étranger de deux représentants élus par le Conseil supérieur des Français de l'étranger à la représentation proportionnelle suivant la règle du plus fort reste) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (portant à 23 le nombre de membres du conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 61 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 59 de M. Etienne Pinte (extension du nombre des membres siégeant avec voix consultative) (p. 3375) ; caisse primaire d'assurance maladie de Melun ; problèmes spécifiques des Français à l'étranger ; rejeté ; *article L.* 782 *du code de la sécurité sociale :* (collège électoral et éligibilité) ; amendement n° 73 de Mme Muguette Jacquaint (conditions pour être électeur et éligible) ; amendement n° 62 de M. Etienne Pinte (même objet) ; démocratisation du régime d'assurance volontaire ; problème de l'élection des représentants des Français de l'étranger (p. 3376) ; rejetés ; amendement n° 74 de M. Joseph Legrand (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 63 de M. Etienne Pinte (possibilité, pour toutes les personnes ayant qualité d'assuré volontaire, de figurer sur les listes de candidats représentant les assurés) ; loi du 17 décembre 1982 déterminant les dispositions applicables au conseil d'administration des caisses de sécurité sociale ; rejeté ; *après l'article L.* 782 *du code de la sécurité sociale :* amendement n° 75 de Mme Muguette Jacquaint (précisant que l'administrateur élu dispose pour l'exercice de sa fonction de tous les moyens nécessaires) : retiré ; *article L.* 783 *du code de la sécurité sociale :* (scrutin) ; amendement n° 76 de Mme Muguette Jacquaint (représentation proportionnelle à la plus forte moyenne) : retiré ; amendement n° 65 de M. Etienne Pinte (référence au vote par procuration) : rejeté ; amendement n° 66 de M. Etienne Pinte (application des dispositions de l'article 29 de la loi du 17 décembre 1982 aux opérations électorales visées par cet article) (p. 3377) ; rejeté ; *après l'article L.* 783 *du code de la sécurité sociale :* amendement n° 38 de la commission (fonction de suppléant) : adopté ; *article L.* 784 *du code de la sécurité sociale :* (contrôle de l'Etat) ; amendement n° 39 de la commission (de précision) : adopté ; *article L.* 786 *du code de la sécurité sociale :* (recettes du budget d'action sanitaire et sociale) ; amendement n° 40 de la commission (référence à l'assurance accident du travail et des maladies professionnelles et à l'assurance vieillesse) ; élargissement de l'assiette du prélèvement du fonds d'action sanitaire et sociale aux cotisations d'assurance volontaire vieillesse : adopté ; amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté (p. 3378).

Article 15 : (*transfert des excédents à la caisse*) : amendement n° 42 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 : (*modification de l'intitulé d'un titre du code rural*) : amendement n° 67 de M. Etienne Pinte (rédationnel) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 : (*extension des assurances volontaires aux salariés agricoles résidant dans la C.E.E. et formalités d'adhésion*) : amendement n° 43 de la commisison (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 77 de M. Joseph Legrand (précisant que les entreprises effectuent les formalités nécessaires à l'adhésion de leurs salariés aux assurances volontaires) : retiré ; amendement n° 84 de M. Eugène Teisseire (de coordination) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 : (*extension de l'assurance volontaire maladie-maternité aux exploitants agricoles résidant dans la C.E.E.*) : adopté.

Article 19 : (*extension de l'assurance volontaire maladie-maternité aux pensionnés des régimes agricoles résidant dans la C.E.E.*) : adopté.

Article 20 : (*date d'entrée en vigueur et mesures transitoires*) : adopté (p. 3379).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3380).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE :

Discussion générale [27 juin 1984] (p. 3772) :

Assurance volontaire : *Bartolone* (*Claude*) (p. 3772) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 3773) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 3773).

Caisse autonome des Français à l'étranger (notamment élection du conseil d'administration) : *Bartolone* (*Claude*) (p. 3772) ; *Jacquaint* (*Muguette*) (p. 3773) ; *Bérégovoy* (*Pierre*) (p. 3773).

Participation patronale : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3773) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3773).
Prestations supplémentaires : *Bartolone (Claude)* (p. 3772).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3773 à 3776).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3776).

19. — Proposition de loi n° 2299 tendant à amener la **cotisation de sécurité sociale des préretraités** au niveau de celle des retraités. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1984 par M. Francisque Perrut. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

20. — Projet de loi n° 2428 portant **diverses dispositions d'ordre social.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 15 novembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 15 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau (20 novembre 1984). — Rapport **n° 2458** (27 novembre 1984). — Discussion le 3 décembre 1984. — Adoption le 3 décembre 1984. — Projet de loi **n° 707.**

Sénat (première lecture) **n° 112** (1984-1985), dépôt le 4 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteurs : MM. Louis Boyer et Louis Souvet. — Rapport **n° 151** (1984-1985) (13 décembre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Jacques Thyraud. — Avis **n° 139** (1984-1985) (12 décembre 1984). — Discussion le 17 décembre 1984. — Adoption le 17 décembre 1984. — Projet de loi **n° 52** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 19 décembre 1984] (p. 3907).
Bureau [*J. O.* du 20 décembre 1984] (p. 3919).
Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport **n° 2531** (19 décembre 1984).
Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteurs : MM. Louis Boyer et Louis Souvet. — Rapport **n° 175** (1984-1985) (19 décembre 1984).
La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.
Assemblée nationale (deuxième lecture) **n° 2527,** dépôt le 18 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport **n° 2540** (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1984. — Projet de loi **n° 749.**
Sénat (deuxième lecture) **n° 185** (1984-1985), dépôt le 20 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteurs : MM. Louis Boyer et Louis Souvet. — Rapport **n° 187** (1984-1985) (20 décembre 1984). — Discussion le 21 décembre 1984. — Rejet le 21 décembre 1984. — Projet de loi **n° 76** (1984-1985).
Assemblée nationale (troisième lecture) **n° 2558,** dépôt le 21 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport **n° 2560** (21 décembre 1984). — Discussion le 21 décembre 1984. — Adoption définitive le 21 décembre 1984. — Projet de loi **n° 753.**

Loi n° 85-10 du 3 janvier 1985 publiée au *J. O.* du 4 janvier 1985 (p. 94).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 décembre 1984] (p. 6542).

Accidents du travail : *Coffineau (Michel)* (p. 6542) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6547) ; *Tourné (André)* (p. 6547, 6548) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6552).
Assistantes maternelles : *Coffineau (Michel)* (p. 6542) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6545) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6551).
Associations de main-d'œuvre et de formation (A. M. O. F.) : *Coffineau (Michel)* (p. 6542) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6544).
Associations luttant contre le racisme : *Coffineau (Michel)* (p. 6543) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6544, 6552) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6549) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6550).
Assurance maladie (baisse de la protection sociale) : *Legrand (Joseph)* (p. 6550).
Contentieux de la sécurité sociale : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6547) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6549) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6552).
Démocratisation du secteur public : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 6545) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6550).
« Double S. M. I. C. » : *Coffineau (Michel)* (p. 6542) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6544, 6551) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6546).
Forfait hospitalier : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6548, 6549) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6550).
Immigration (politique de l'—) : *Dufoix (Georgina)* (p. 6543, 6544) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 6546).
Informations détenues par les organismes de gestion de la sécurité sociale : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6547) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6548) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6549) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6552).
Jeunes (insertion et formation professionnelle des —) : *Delebarre (Michel)* (p. 6544, 6551) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 6545).
Organismes bancaires (loi sur les comités de groupe) : *Coffineau (Michel)* (p. 6542) ; *Delebarre (Michel)* (p. 6545) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 6545, 6546).
Personnes âgées (politique en faveur des —) : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 6546).
Procédures administratives (simplification des —) : *Dufoix (Georgina)* (p. 6543) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 6546).
Proratisation : *Legrand (Joseph)* (p. 6550).
Travail temporaire (entreprises de —) : *Delebarre (Michel)* (p. 6544, 6545).

Discussion des articles [3 décembre 1984] (p. 6556).

Titre Ier : *dispositions relatives au travail.*

Chapitre Ier : *emploi.*

Article 1er (*modification de l'article L. 961-3 du code du travail*) : adopté.

Article 2 (*mise en place pour les jeunes de 16 à 18 ans de stages ayant pour objet l'orientation approfondie et l'initiation à la vie professionnelle*) : absence des députés de l'opposition lors de la discussion de différentes mesures sociales ; inadaptation de la formation professionnelle des jeunes (p. 6556) ; vocation de ces stages à déboucher sur la vie professionnelle ; associations de main-d'œuvre et de formation (A. M. O. F.) ; amendement n° 6 de la commission (permanences d'accueil d'information et d'orientation) : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*versement d'une indemnité complémentaire aux stagiaires suivant un stage d'orientation approfondie et d'initiation à la vie professionnelle*) : amendement n° 7 de la commission (supprimant le caractère variable du montant de l'indemnité) : adopté ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*associations assurant la mise en œuvre d'un plan d'insertion professionnelle*) (p. 6557) ; amendement n° 8 de la commission (versement d'une rémunération aux stagiaires) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 (*modulation de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises, selon le nombre d'emplois créés*) : adopté.

Chapitre II : *dispositions relatives au salaire minimum de croissance.*

Article 6 (*suppression du « double S. M. I. C. »*) : amendement n° 97 de M. Georges Hage (demandant l'application immédiate de ce texte) : rejeté ; amendement n° 96 de Mme Muguette Jacquaint (même objet) : rejeté ;
— article 6 : adopté.

Article 7 (*revalorisation du S. M. I. C.*) : adopté (p. 6558).

Chapitre III : *gratifications.*

Article 8 (*ratification des ordonnances pour l'intérim et habilitant la C. A. I. N. A. G. O. D. E. à conclure des conventions avec le F. N. E.*) : adopté.

Chapitre IV : *dispositions relatives à la démocratisation du secteur public.*

Article 9 (*désignation de chercheurs, comme administrateurs d'entreprises publiques*) : décloisonnement entre la recherche et l'enseignement d'une part et l'industrie d'autre part ; amendement n° 10 de la commission (supprimant la dernière phrase du 2e alinéa de cet article) : adopté ;
— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 (*application de la loi de démocratisation du secteur public aux établissements et entreprises nouvellement créés*) : amendement n° 98 de M. Joseph Legrand (de suppression) ; participation des salariés aux conseils d'administration des entreprises publiques ; retiré ;
— article 10 adopté.

Article 11 (*exclusion des établissements publics d'aménagement du champ d'application de la loi de démocratisation du secteur public*) : adopté (p. 6559).

Article 12 (*application de la loi de démocratisation du secteur public à l'agence pour la qualité de l'air*) : amendement n° 11 de la commission (supprimant le terme « désignées » dans le 7e alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 99 de M. André Tourné (entrée en vigueur du présent article) : rejeté ;
— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 (*abrogation de l'article 4 de la loi du 1er juin 1984 relative à la création du carrefour international de la communication*) : adopté.

Article 14 (*application des dispositions du code du travail relatives à la création de comités de groupes aux réseaux bancaires comportant un organe central*) : amendement n° 123 du Gouvernement (insérant les mots « quand cet organe central n'est pas un établissement public » après les mots « établissements de crédit ») ; cas du Crédit agricole ; situation des organismes bancaires mutualistes (p. 6560) ; adopté ;
— article 14, ainsi modifié : adopté.

Chapitre V : *assistantes maternelles.*

Article 15 (*congés des assistantes maternelles*) : adopté.

Article 16 (*conséquences de la cinquième semaine de congés payés sur l'indemnité représentative*) ; rôle social de ces assistantes : adopté.

Article 17 (*régime de rémunération pour le 1er mai*) : adopté.

Chapitre VI : *dispositions diverses.*

Article 18 (*agrément des fonds salariaux*) : adopté.

Article 19 (*comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*) : amendement n° 12 de la commission (recours en cassation) : adopté ;
— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 (*prise en charge par l'Etat des mesures d'instruction afférentes au contentieux de la désignation des délégués syndicaux*) : amendement n° 13 de la commission (de rectification) : adopté (p. 6561) ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*prise en charge par l'Etat des mesures d'instruction afférentes au contentieux de l'élection professionnelle et de la désignation des représentants du personnel*) : amendement n° 15 de la commission (mettant à la charge de l'Etat les dépenses afférentes à une mesure d'instruction) : adopté ;
— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 (*prise en charge par l'Etat de mesures d'instruction afférentes au contentieux des élections aux conseils d'administration ou de surveillance dans le secteur public*) : adopté.

Article 23 (*nullité des actes discriminatoires*) : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 16 de la commission (incluant l'indemnité de congés payés parmi les avantages dont continue de bénéficier le salarié durant les congés) : adopté ; amendement n° 100 de M. André Tourné (obligation pour les employeurs de réembaucher un jeune soldat libéré) ; suspension du contrat de travail pendant le service national (p. 6562) ; problème de la réinsertion professionnelle au terme du service militaire ; rejeté ; amendement n° 101 de M. Joseph Legrand (prise en compte des accidents de trajet) : rejeté ; amendement n° 17 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (ouverture d'un délai de huit jours permettant aux organisations syndicales de s'opposer à la conclusion de conventions ou d'accords collectifs) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (dépôt du procès-verbal de désaccord) : adopté (p. 6563) ; amendement n° 86 de la commission (mise en place de commissions inter-entreprises au plan local, départemental, professionnel ou interprofessionnel) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (extension des missions des commissions paritaires à toute question relative aux conditions d'emploi et de travail des salariés intéressés) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (incluant la formation à l'exercice des missions des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, parmi les dispositions obligatoires des conventions collectives, dans les entreprises de moins de 300 salariés) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (référence aux établissements assurant une mission de service public à caractère administratif et à caractère industriel et commercial lorqu'ils emploient du personnel dans les conditions du droit privé) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (même objet) ; amendement n° 24 de la commission (de correction) : adoptés (p. 6564) ; amendement n° 25 de la commission (désignation des délégués syndicaux dans les entreprises et organismes qui emploient au moins 50 salariés) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (obligation pour le chef d'entreprise de fixer la date des élections dans le protocole d'accord pré-électoral) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (obligation pour le chef d'entreprise de négocier le protocole pré-électoral avec les organisations syndicales intéressées) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (prévoyant que les délégués du personnel sont reçus par le chef d'entreprise ou son représentant) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (modification de l'article L. 434-6 du code du travail, 1er alinéa) ; possibilité pour le comité d'entreprise de se faire assister d'un expert-comptable ; adopté (p. 6565) ; amendement n° 32 de la commission (constitution d'une commission d'information et d'aide au logement des salariés dans les entreprises industrielles et commerciales employant au moins 300 salariés) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 87 de M. Guy Malandain (précisant que les collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 peuvent continuer à employer des agents non titulaires n'ayant pas la nationalité française) ; cas des contractuels étrangers appartenant aux catégories C et D : adopté ; amendement n° 35 de la commission (de correction) : adopté.

Avant l'article 24 : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (obligation pour le Gouvernement d'établir un rapport sur le bilan comparé des avantages dont bénéficient les couples mariés par rapport aux couples qui ne le sont pas) (p. 6566) : retiré ; amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (prise en compte sur la base de déclarations fiscales, de la situation des couples non mariés pour l'attribution des prestations familiales ou sociales) ; règle de la déclaration sur l'honneur ; rejeté ; amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (obligation pour la commission technique d'orientation d'émettre un avis motivé dans un délai de quatre mois lorsqu'elle est saisie d'un dossier) ; fonctionnement des C. O. T. O. R. E. P. ; rejeté (p. 6567).

Titre II : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 24 (*juridictions de première instance du contentieux général de la sécurité sociale*) : situation des usagers ; amendement n° 102 de M. Joseph Legrand (supprimant les mots « ou un magistrat honoraire » dans le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 133 de Mme Marie-Josèphe Sublet (même objet) ; problème de la présidence de ces juridictions ; rapport Gaillac (p. 6568) ; amendement n° 133 : retiré ; amendement n° 102 : rejeté ;
— article 24 : adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 37 de la commission (de conséquence) : adopté.

Article 25 (*référence au tribunal des affaires de sécurité sociale dans le code de l'organisation judiciaire*) : adopté.

Article 26 (*date d'entrée en vigueur des articles 24 et 25*) : adopté.

Article 27 (*domaine du contentieux technique de la sécurité sociale*) : amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (excluant de ce contentieux les litiges relatifs aux accidents de travail des salariés agricoles) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 (*compétences des commissions régionales de sécurité sociale*) : amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 103 de M. Joseph Legrand (d'harmonisation) (p. 6569) ;
— article 28 : réservé.

Article 29 (*date d'entrée en vigueur de l'article 28*) : adopté.

Article 30 (*commission nationale technique*) : amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 134 de Mme Marie-Josèphe Sublet (de conséquence) : retiré ;
— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 (*modification d'une référence*) : amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 31, ainsi modifié : adopté.

Article 32 (*pourvoi en cassation*) : amendement n° 45 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 32, ainsi modifié : adopté.

Article 33 (*assistance et représentation des parties*) (p. 6570) ; amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 48 de la commission (possibilité de se faire assister par son conjoint ou l'un de ses ascendants ou descendants directs) ; sous-amendement n° 129 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 48, ainsi modifié : adopté ;
— article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 (*déroulement de l'instance*) : amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 35 (*modes d'indemnisation des incapacités permanentes*) : amendement n° 104 de M. André Tourné (de suppression) ; substitution d'un capital à certaines rentes annuelles payées trimestriellement (p. 6571) ; transformation de la rente en capital pour les petites incapacités de travail ; rejeté au scrutin public (p. 6572) ; amendement n° 50 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 (*indemnité en capital*) : amendement n° 105 de M. Joseph Legrand (de suppression) : rejeté ; amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (détermination du montant de l'indemnité en capital) : adopté ; amendement n° 124 du Gouvernement (caractère incessible et insaisissable de cette indemnité) : adopté ;
— article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 (*coordination*) : amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 6573) ; adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 37 : amendement n° 55 de la commission (référence à l'indemnité en capital) ; rapidité de traitement des dossiers par les caisses ; garantie de l'assuré contre tout retard injustifié ; adopté.

Article 38 (*coordination*) : amendement n° 106 de M. André Tourné (de suppression) : rejeté ; amendement n° 56 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 57 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 38, ainsi modifié : adopté.

Article 39 (*abrogations*) : amendement n° 107 de M. Joseph Legrand (de suppression) (p. 6574) ; rejeté ; amendement n° 58 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40 (*date d'entrée en vigueur*) : amendement n° 108 de M. André Tourné (de suppression) : rejeté ; amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 28 précédemment réservé : amendement n° 103 de M. Joseph Legrand : devenu sans objet ; amendement n° 42 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 41 (*dérogation à l'obligation de déclaration d'accident du travail*) : autorisation des grandes entreprises à consigner sur un registre les accidents du travail n'entraînant ni arrêt de travail ni soins médicaux ; amendement n° 109 de M. Joseph Legrand (de suppression) ; problème du contrôle réel des accidents du travail (p. 6575) ; légalisation d'une pratique ; rejeté ; amendement n° 60 de la commission (référence à un décret en Conseil d'Etat) ; sous-amendement n° 127 du Gouvernement (supprimant les mots « en Conseil d'Etat ») : adopté ; amendement n° 60, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 61 de la commission (obligation pour l'employeur d'aviser le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) : adopté ; amendement n° 110 de M. Joseph Legrand (même objet) : retiré (p. 6576) ; amendement n° 62 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (caisse primaire dont relève la victime) : adopté ;
— article 41, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 41 : amendement n° 64 de la commission (intitulant le chapitre Ier du titre V du livre IV du code de la sécurité sociale « Déclaration — Enquête ») : adopté ; amendement n° 65 de la commission (sanctions à l'encontre des employeurs qui n'ont pas inscrit sur le registre les accidents visés au sixième alinéa de l'article L. 478) : adopté.

Article 42 (*extension aux salariés agricoles*) : simplification des procédures ; amendement n° 111 de M. André Tourné (de suppression) : rejeté ; amendement n° 66 de la commission (référence à un décret en Conseil d'Etat) ; sous-amendement n° 128 du Gouvernement (supprimant les mots « en Conseil d'Etat ») : adopté ; amendement n° 66, ainsi modifié : adopté (p. 6577) ; amendement n° 67 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 68 de la commission (extension des sanctions au secteur agricole) : adopté ;
— article 42, ainsi modifié : adopté.

Article 43 (*remboursement des cotisations indûment versées*) : amendement n° 69 de la commission (délai de prescription) : adopté ;
— article 43, ainsi modifié : adopté.

Article 44 (*modalités de recouvrement des créances hospitalières*) : amendement n° 112 de M. Joseph Legrand (de suppression) ; commission nationale « Informatique et libertés » (p. 6578) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 70 de la commission (de précision) : adopté ;
— article 44, ainsi modifié : adopté.

Article 45 (*communication d'informations entre les organismes de sécurité sociale*) : dispositions de la loi du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » ; amendement n° 89 de la commission (respect des dispositions de cette loi) : adopté ;
— article 45, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 45 : amendement n° 125 du Gouvernement (dépôt des déclarations mentionnées aux articles 87, 240 et 241 du code général des impôts auprès des organismes de sécurité sociale) : adopté (p. 6579).

Article 46 (*coordination entre régimes d'assurance invalidité*) : amendement n° 71 de la commission (insérant les mots « soit de régimes de salariés » après les mots « sans interruption ») ; amendement n° 113 de M. André Tourné (même objet) ; problème de la « proratisation » ; adoptés ;
— article 46, ainsi modifié : adopté.

Article 47 (*versement d'une indemnité journalière au père lorsque la mère est décédée du fait de l'accouchement*) : amendement n° 73 de la commission (possibilité pour le père de reporter la période d'indemnisation) : adopté ;
— article 47, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 47 : amendement n° 75 de la commission (prévoyant que le congé n'est pas dû à l'assuré lorsque l'indemnité journalière prévue à l'article L. 298-4 lui est versée) (p. 6580) ; refus du cumul entre cette indemnité et le congé prévu à l'article L. 562 ; rejeté.

Article 48 (*congé accordé au père lorsque la mère est décédée du fait de l'accouchement*) : amendement n° 115 de M. André Tourné (supprimant les mots « du fait de son accouchement ») ; amendement n° 76 de la commission (même objet) ; amendement n° 115 : retiré ; amendement n° 76 : adopté ; amendement n° 77 de la commission (durée de la suspension du contrat de travail) : adopté ;
— article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 (*modification de l'article L. 416 du code de la sécurité sociale relatif à l'application de la législation sur les accidents du travail*) (p. 6581) ; cas des écoles d'ingénieurs ; amendement n° 130 du Gouvernement (référence aux établissements d'enseignement spécialisé) ; amendement n° 90 de M. Michel Coffineau (même objet) : adoptés ; amendement n° 131 du Gouvernement (précision par décret du champ d'application de l'article) ; amendement n° 91 de M. Michel Coffineau (même objet) : adoptés ;
— article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 (*modification de l'article 17 de la loi du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales*) : amendement n° 78 de la commission (association des usagers des per-

sonnels) (p. 6582) ; création obligatoire d'un conseil d'établissement dans les établissements pour personnes âgées ; assises nationales des retraités et personnes âgées (p. 6583) ; adopté ;
— article 50, ainsi modifié : adopté.

Article 51 (*modifiant l'article 1142-2 du code rural définissant l'exploitant agricole*) : adopté.

Article 52 (*conditions d'attribution de l'allocation de vieillesse aux non-salariés des D. O. M.*) : adopté.

Article 53 (*prestations familiales des non-salariés agricoles des D. O. M. ; seuil d'assujettissement*) : adopté.

Article 54 (*base de calcul des prestations familiales et cotisations afférentes*) : adopté.

Après l'article 54 : amendement n° 79 de la commission (maintien des régimes sociaux des exploitants agricoles qui seraient exclus des régimes de protection sociale en raison de l'application des nouveaux seuils) : rejeté.

Article 55 (*prorogation des délais prévus à l'article 12 de la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982*) (p. 6584) ; problèmes posés par cette loi relative aux événements d'Afrique du Nord et à la guerre d'Indochine (p. 6584) ; amendement n° 80 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 136 du Gouvernement (de précision) ; recevabilité jusqu'au 31 décembre 1984 des demandes présentées en application de l'article 9 de la loi du 3 décembre 1982 ; adopté ; amendement n° 116 de M. Guy Ducoloné (régime de la preuve) : rejeté ; amendement n° 118 de M. Guy Ducoloné (publication du décret prévu par l'article 9 de la loi précitée dans un délai de trois mois) (p. 6585) ; retiré ;
— article 55, ainsi modifié : adopté.

Article 56 (*bénéficiaires du plafonnement de la contribution sociale de solidarité*) : adopté.

Article 57 (*extension du droit à la réparation des accidents vaccinaux*) : adopté.

Article 58 (*modalités de détermination de l'étendue de l'exonération des charges patronales pour les marins propriétaires embarqués*) : amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 126 du Gouvernement (de précision) : adopté ;
— article 58, ainsi modifié : adopté.

Article 59 (*composition du conseil d'administration de la caisse nationale d'allocations familiales des marins du commerce*) : amendement n° 84 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 59, ainsi modifié : adopté.

Article 60 (*prestations des exploitants agricoles en cas d'accident du travail, d'accident de la vie privée ou de maladie professionnelle*) : adopté (p. 6586).

Article 61 (*modalités d'élection des membres des conseils de départements hospitaliers*) : amendement n° 85 de la commission (de correction) : adopté ;
— article 61, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 61 : amendement n° 132 du Gouvernement (alignement des tarifs des dispensaires sur ceux pratiqués par les praticiens de ville) : adopté ; amendement n° 94 de M. Dominique Dupilet (dérogation en ce qui concerné la procédure de création d'une officine de pharmacie) ; sous-amendement n° 138 du Gouvernemeent (substituant aux mots « après avis » les mots « sur proposition ») ; sous-amendement n° 139 du Gouvernement (compétences du représentant de l'Etat pour proposer au ministre d'accorder une dérogation) (p. 6587) ; adoptés ; amendement n° 94, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 119 de M. André Tourné (déplafonnement des cotisations de l'employeur pour les risques accidents du travail et maladies professionnelles) : rejeté ; amendement n° 120 de M. Joseph Legrand (majoration des cotisations des employeurs relatives à l'assurance maladie, maternité) : rejeté ; amendement n° 134 du Gouvernement (création à Mayotte d'un régime de retraite au profit des salariés du secteur privé et des salariés de droit privé du secteur public) (p. 6588) ; adopté.

Avant l'article 62 : amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (possibilité pour les associations des départements d'Alsace-Lorraine de demander l'application de la loi du 1er juillet 1901) : retiré ; amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (état civil de l'individu) : rejeté.

Titre III : *dispositions diverses.*

Article 62 (*extension des possibilités de constitution de partie civile pour les associations luttant contre le racisme*) : adopté.

Article 63 (*interdiction du territoire prononcée contre les étrangers condamnés à être reconduits à la frontière*) : amendement n° 122 de M. Joseph Legrand (de suppression) ; lutte contre l'immigration clandestine (p. 6589) ; pouvoir du juge ; rejeté ;
— article 63 : adopté.

Article 64 (*maintien dans les locaux non pénitentiaires des étrangers condamnés, pour trafic de stupéfiants, à l'interdiction du territoire*) : adopté.

Après l'article 64 : amendement n° 140 du Gouvernement (mandat de représentant des salariés à la chambre d'agriculture) : adopté ; amendement n° 141 du Gouvernement (application des articles L. 515-1 à L. 515-4 du code rural aux salariés membres du conseil de direction et des conseils spécialisés des offices) : adopté (p. 6590).

Explications de vote (p. 6591).

Abstention du groupe communiste : *Legrand (Joseph)* (p. 6591).
Vote négatif du groupe U. D. F. : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6591).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6591).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7343) :

Accidents du travail : *Montdargent (Robert)* (p. 7344-7345).
Associations luttant contre le racisme : *Coffineau (Michel)* (p. 7343-7344).
« Double S. M. I. C. » : *Delebarre (Michel)* (p. 7344).
« Flexibilité » de l'emploi : *Delebarre (Michel)* (p. 7344).
Loi « informatique et libertés » : *Coffineau (Michel)* (p. 7343).
Points de désaccord entre les deux assemblées : *Coffineau (Michel)* (p. 7343).
Tribunaux des affaires de sécurité sociale (présidence des —) : *Montdargent (Robert)* (p. 7345).

Discussion des articles [20 décembre 1984] (p. 7345) :

Article 2 : amendement n° 1 de la commission (dérogation prononcée par l'autorité administrative) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (substituant au mot « accord » le mot « contrat ») : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 40 du Gouvernement (versement aux jeunes stagiaires d'une indemnité complémentaire à la rémunération, dans le cadre des stages d'orientation approfondie) (p. 7345) ; adopté ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 3 de la commission (référence à la date d'effet du premier relèvement du salaire minimum) ; amendement n° 41 du Gouvernement (même objet) ; double S. M. I. C. ; amendement n° 3 : rejeté ; amendement n° 41 : adopté ;
— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 : amendement n° 4 de la commission (précisant que le S. M. I. C. résultant de l'application de l'article L. 141-3 du code du travail sera augmenté de 2,56 p. 100) ; amendement n° 42 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 4 : rejeté ; amendement n° 42 : adopté ;
— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 5 de la commission (ratification des ordonnances prises en application de l'article 1er de la loi d'orientation n° 82-3 du 6 janvier 1982) (p. 7346) ; adopté ;
— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 14 : supprimé par le Sénat.

Avant l'article 18 : amendement n° 6 de la commission (obligation pour certains réseaux bancaires de constituer un comité de groupe) : adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 7 de la commission (obligation pour certaines entreprises de mettre en place un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les établissements occupant habituellement au moins 50 salariés) : adopté.

Article 19 : amendement n° 8 de la commission (précisant que la décision peut être déférée à la Cour de cassation) : adopté ;
— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 23, supprimé par le Sénat : amendement n° 9 de la commission (précisant que toute disposition ou tout acte contraire est nul de plein droit) : adopté ;
— en conséquence, l'article 23 est ainsi rétabli (p. 7347).

Article 23 *ter,* supprimé par le Sénat : amendement n° 10 de la commission (montant de l'indemnité spéciale en cas d'accident de trajet) ; amendement n° 47 de M. Joseph Legrand (même objet) ; accident de trajet et accident de travail en ce qui concerne les conséquences à l'égard du contrat de travail ; notion de flexibilité de travail ; amendement n° 10 : rejeté ; amendement n° 47 : rejeté ;
— en conséquence, l'article 23 *ter* demeure supprimé.

Article 23 *octies,* supprimé par le Sénat : amendement n° 11 de la commission (référence à toute autre question relative aux conditions d'emploi et de travail des salariés) (p. 7348) ; adopté ;
— en conséquence, l'article 23 *octies* est ainsi rétabli.

Article 23 *nonies* : adopté.

Après l'article 23 *nonies* : amendement n° 12 de la commission (d'harmonisation) : adopté.

Article 23 *decies,* supprimé par le Sénat : amendement n° 13 de la commission (référence aux établissements publics qui assurent une mission de service public à caractère administratif et à caractère industriel et commercial et qui emploient du personnel dans les conditions du droit privé) : adopté ;
— en conséquence, l'article 23 *decies* est ainsi rétabli.

Article 23 *undecies,* supprimé par le Sénat : amendement n° 14 de la commission (application du présent titre aux établissements publics à caractère industriel et commercial et aux établissements publics déterminés par décret et assurant une mission de service public à caractère administratif et industriel et employant du personnel dans les conditions du droit privé) : adopté ;
— en conséquence, l'article 23 *undecies* est ainsi rétabli.

Article 23 *tredecies,* supprimé par le Sénat : amendement n° 15 de la commission (référence aux entreprises employant au moins 50 salariés) : adopté ;
— en conséquence, l'article 23 *tredecies* est ainsi rétabli.

Article 23 *sexdecies* : adopté (p. 7349).

Article 23 *vicies,* supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la commission (constitution au sein du comité d'entreprise d'une commission d'information et d'aide au logement des salariés) : adopté ;
— en conséquence, l'article 23 *vicies* est ainsi rétabli.

Article 23 *duovicies,* supprimé par le Sénat : amendement n° 17 de la commission (précisant que les comités et établissements mentionnés à l'article 2 peuvent continuer à employer des agents non titulaires n'ayant pas la nationalité française) : adopté ;
— en conséquence, l'article 23 *duovicies* est ainsi rétabli.

Article 23 *quatuorvicies* : adopté.

Après l'article 23 *quatuorvicies* : amendement n° 18 de la commission (insérant un chapitre V intitulé « dispositions relatives au statut des salariés membres des chambres d'agriculture » dans le titre I[er] du livre V du code rural) : adopté (p. 7350) ; amendement n° 19 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 43 du Gouvernement (limite d'âge de 65 ans applicable dans les sociétés d'économie mixte) : adopté.

Article 28 *bis :* amendement n° 20 de la commission (précisant que les juridictions devant lesquelles sont portées en première instance les contestations relatives aux taux d'incapacité permanente statuent en dernier ressort) ; tribunaux des affaires de sécurité sociale ; adopté ;
— article 28 *bis,* ainsi modifié : adopté.

Article 29 : amendement n° 21 de la commission (de conséquence) : adopté ;
— article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 33 : adopté.

Article 36 (p. 7351) ; amendement n° 22 de la commission (caractère incessible et insaisissable de l'indemnité) : adopté ;
— article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 38 : adopté.

Article 39 : amendement n° 23 de la commission (abrogeant le second alinéa de cet article après les mots « en totalité ou ») ; rachat facultatif de la rente : adopté ;
— article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40 : amendement n° 24 de la commission (précisant que les caisses procèdent à titre transitoire au versement des indemnités en capital en plusieurs fractions) : adopté ;
— article 40, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 40 : amendement n° 44 du Gouvernement (indiquant que les employeurs communiquent le montant total des salaires par catégorie de risque) : adopté.

Article 41 : amendement n° 25 de la commission (compétence de la caisse régionale pour autoriser un employeur à remplacer la déclaration des accidents n'entraînant ni arrêt de travail ni soins médicaux, par une inscription sur un registre) (p. 7352) ; adopté ; amendement n° 26 de la commission (obligation pour l'employeur d'aviser le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) : adopté ;
— article 41, ainsi modifié : adopté.

Article 41 *ter* : amendement n° 27 de la commission (sanctions encourues par les employeurs ou leurs préposés qui n'ont pas inscrit sur le registre des accidents visés au 6[e] alinéa de l'article L. 472) : adopté ;
— article 41 *ter,* ainsi modifié : adopté.

Article 42 : amendement n° 28 de la commission (supprimant les mots « dans les conditions qui seront fixées par décret » à la fin du 2[e] alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (fixation par décret des conditions d'application de cet article) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (sanction de tout manquement à l'obligation de déclaration dans les conditions fixées par l'article L. 504 du code de la sécurité sociale) : adopté ;
— article 42, ainsi modifié : adopté.

Article 44 (p. 7353) ; amendement n° 31 de la commission (insérant les mots « à l'état-civil » après le mot « relatives ») : adopté ; amendement n° 32 de la commission (supprimant le 2[e] alinéa de cet article) : adopté ;
— article 44, ainsi modifié : adopté.

Article 45 : adopté.

Article 45 *bis,* supprimé par le Sénat : amendement n° 33 de la commission (prévoyant que les déclaration mentionnées aux articles 87, 240 et 241 du code général des impôts doivent être déposés auprès des organismes de sécurité sociale compétents pour les recevoir) : adopté ;
— en conséquence, l'article 45 *bis* est ainsi rétabli.

Article 46 : adopté.

Article 47 : amendement n° 34 de la commission (de coordination) (p. 7354) ; adopté ;
— article 47, ainsi modifié : adopté.

Article 55 *bis* : institution d'une procédure contradictoire entre l'administration et l'agent sanctionné afin que l'intéressé puisse être informé du caractère de manquement à la probité, aux bonnes mœurs ou à l'honneur, ou que l'administration attribue aux faits ayant entraîné la sanction ; loi d'amnistie ;
— article 55 *bis* : rejeté.

Article 56 : amendement n° 45 du Gouvernement (référence aux sociétés d'intérêt collectif agricole) : adopté ;
— article 56, ainsi modifié : adopté.

Article 59, supprimé par le Sénat : amendement n° 35 de la commission (composition du conseil d'administration des caisses nationales d'allocations familiales des marins du commerce) (p. 7355) ; adopté ;
— en conséquence, l'article 59 est ainsi rétabli.

Article 61 bis A : adopté.

Article 61 *ter* : amendement n° 48 du Gouvernement (possibilité d'accorder des dérogations sur proposition du chef de service régional des affaires sanitaires et sociales, afin de créer une officine de pharmacie) ; amendement n° 36 de la commission (substituant aux mots « sur proposition » les mots « après avis ») ; amendement n° 48 : rejeté ; amendement n° 36 : adopté ;
— article 61 *ter,* ainsi modifié : adopté (p. 7356).

Article 62 : situation des immigrés ; regroupement familial ; amendement n° 37 de la commission (référence aux infractions qui ont été commises au préjudice d'une personne en raison de son origine nationale, de son appartenance ou sa non-appartenance vraie ou supposée, à une ethnie, une race ou une religion déterminée) : adopté après rectification ;
— article 62, ainsi modifié : adopté.

Article 65 : amendement n° 38 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 66 : amendement n° 39 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé (p. 7357).

Article 67 : adopté.

Article 68 : adopté.

Article 69 : adopté.

Après l'article 69 : amendement n° 46 du Gouvernement (précisant que lorsqu'ils affectuent des stages au titre de la cinquième année d'études hospitalo-universitaires, les étudiants portent le titre d'étudiant hospitalier en pharmacie) ; réforme de l'ensemble du troisième cycle des études pharmaceutiques ; adopté.

Explications de vote (p. 7358).

Abstention du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7358).

Vote positif du groupe socialiste : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 7358).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7358).

TROISIEME ET DERNIERE LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1984] (p. 7376) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Coffineau (Michel)* (p. 7376).

Texte voté par l'Assemblée nationale en précédentes lectures : *Coffineau (Michel)* (p. 7376) ; *Labarrère (André)* (p. 7376).

Dernier texte voté par l'Assemblée (p. 7376).

Adoption de l'ensemble du texte au scrutin public (p. 7379).

Cotisations
Voir *Associations et mouvements* **11.**

Equilibre financier de la —
Voir *Déclarations du Gouvernement* **15.**

Escroquerie commise par des cliniques privées
Voir *Questions orales sans débat* **617.**

Recouvrement des cotisations de —
Voir *Questions au Gouvernement* **1142.**

« Structure financière »
Voir *Déclarations du Gouvernement* **15.**

SENART (VILLE NOUVELLE DE —)

Voir *Collectivités locales* **16.**

SENAT

Voir *Elections et référendums* **28.**

SERVICE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET ALLUMETTES (S. E. I. T. A.)

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 13.
Voir *Questions au Gouvernement* **1109.**

SERVICE D'INFORMATION ET DE DIFFUSION

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** après l'article 7.

SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE L'INFORMATION

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 7 ; article 8 ; article 11 ; article 12.

SERVICE NATIONAL

Voir *Traités et conventions* **102.**

Accord avec l'Algérie
Voir *Traités et conventions* **102.**

Durée du —
Voir *Questions au Gouvernement* **974.**

SESSIONS

Voir *Assemblée nationale.*

SEUILS SOCIAUX ET FISCAUX

Voir *Entreprises* **21.**

SEXUALITE

Brochure « J'aime et je m'informe »
Voir *Questions au Gouvernement* **899.**

SIDERURGIE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **11.**
Minerais et métaux **2.**
Train universel de Gandrange.

Application de la loi sur la démocratisation du secteur public dans la —
Voir *Questions au Gouvernement* **1103.**

Contraintes financières
Voir *Questions au Gouvernement* **852.**

— dans la C. E. E.
Voir *Questions au Gouvernement* **1114.**

Plan acier soumis à la commission européenne
Voir *Questions au Gouvernement* **1134.**

Plan sidérurgique
Voir *Questions au Gouvernement* **825, 827, 829, 830, 831.**

SIMULATEURS CARDIAQUES

Voir *Questions au Gouvernement* **1118.**

SKF (usine)

Fichages à l'usine d'Ivry
Voir *Questions orales sans débat* **565.**

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE FORESTIERE CATALANE

Voir *Questions au Gouvernement* **991.**

SOCIETE DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION (SOFIRAD)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er.

SOCIETE DES AUTEURS ET COMPOSITEURS EDITEURS DE MUSIQUE (S. A. C. E. M.)

Voir *Propriétés littéraires et artistiques* **2.**

SOCIETE DES BOUCHONS A CHAMPAGNE SABATE

Voir *Questions au Gouvernement* **991.**

SOCIETE FRANÇAISE DE PRODUCTION

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 2.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (S. N. C. F.)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** après l'article 7.

Lois de finances **9,** (deuxième partie), urbanisme, logement et transports. II. Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Desserte de la région boulonnaise
Voir *Questions orales sans débat* **730.**

SOCIETE NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

Voir *Questions orales sans débat* **741.**

SOCIETE NATIONALE E. R. A. P.

Voir *Pétrole et produits raffinés* **4, 5.**

SOCIETES A OBJET SPORTIF

Voir *Sports* **2.**

SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES

9. — Projet de loi n° 2264 relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les **sociétés commerciales.** — Lettre rectificative. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 juin 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon (6 septembre 1984).

10. — Projet de loi n° 2556 relatif aux **participations détenues dans les sociétés par actions.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 20 décembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION

Voir *Entreprises* **21.**

SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (S. A. F. E. R.)

Voir *Agriculture* **13.**

SOCIETES DE PERCEPTION ET DE REPARTITION DES DROITS

Voir *Propriété littéraire et artistique* **2.**

SOCIETES D'ETUDES ET DE RECHERCHE

Voir *Questions orales sans débat* **697.**

SOCPRESSE

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 11 ; article 18.

SOMMET DE DUBLIN

Voir *Questions au Gouvernement* **1135, 1146, 1156.**

SOMMET FRANCO-ALLEMAND

Voir *Questions au Gouvernement* **1084.**

SONDAGES ET ENQUETES

Voir *Questions au Gouvernement* **1138.**

SOTAPHARM (entreprise)

Voir *Questions orales sans débat* **605.**

SOUDAN

Techniciens aux mains des rebelles soudanais
Voir *Questions au Gouvernement* **1070.**

SOURDS ET MALENTENDANTS

Langue des signes française
Voir *Questions orales sans débat* **678.**

SPINELLI (rapport)

Voir *Questions au Gouvernement* **992.**

SPORTS

2. — Projet de loi n° 1501 relatif à l'organisation et à la promotion des **activités physiques et sportives.**

Assemblée nationale (première lecture) (n° 1501). — Rapport n° **2007** (5 avril 1984). — Discussion les 11, 12, 13 avril 1984. — Adoption le 13 avril 1984. — Projet de loi n° **542.**

Sénat (deuxième lecture) n° **264** (1983-1984), dépôt le 17 avril 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Roland Ruet. — Rapport n° **320** (1983-1984). — Discussion les 21 et 23 mai 1984. — Adoption avec modifications le 23 mai 1984. — Projet de loi n° **120** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2143,** dépôt le 23 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Georges Hage. — Rapport n° **2163** (29 mai 1984). — Discussion le 5 juin 1984. — Adoption avec modifications le 5 juin 1984. — Projet de loi n° **591.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 15 juin 1984] (p. 1849).

Bureau [*J. O.* du 21 juin 1984] (p. 1922).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Georges Hage. — Rapport n° **2219** (20 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Roland Ruet. — Rapport n° **409** (1983-1984) (20 juin 1984). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2225,** dépôt le 21 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Georges Hage. — Rapport n° **2229** (21 juin 1984). — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption avec modifications le 26 juin 1984. — Projet de loi n° **616.**

Sénat (troisième lecture) n° **432** (1983-1984), dépôt le 26 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Discussion le 26 juin 1984. — Adoption avec modifications le 26 juin 1984. — Projet de loi n° **146** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture) n° **2249,** dépôt le 27 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Georges Hage. — Rapport n° **2251** (27 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **646.**

Loi n° 84-610 du 16 juillet 1984, publiée au *J. O.* du 17 juillet 1984 (p. 2288).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 avril 1984] (p. 1465-1481) ; [12 avril 1984] (p. 1502) :

Question préalable opposée par M. Christian Bergelin : *Bergelin (Christian)* (p. 1473-1474-1475-1476-1477-1478) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1478-1479-1480) ; *Avice (Edwige)* (p. 1480) : rejetée (p. 1481).

Aides de l'Etat aux associations sportives : *Ducoloné (Guy)* (p. 1486) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1488) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1493).

Amateurs et amateurisme : *Perrut (Francisque)* (p. 1487).

Armée (sport à l' —) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1490).

Associations sportives : *Hage (Georges)* (p. 1466) ; *Chomat (Paul)* (p. 1482) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 1486) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 1491) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1495).

Assurance sportive : *Avice (Edwige)* (p. 1471) ; *Olmeta (René)* (p. 1484).

Autorité du ministère de l'éducation nationale sur les enseignants d'éducation physique et sportive : *Hage (Georges)* (p. 1466) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1474) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1485) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 1491).

Billères (circulaire) : *Hage (Georges)* (p. 1466).

Budget consacré au sport (diminution du —) : *Bergelin (Christian)* (p. 1477) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1484-1485) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 1487) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1490) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1493) ; *Avice (Edwige)* (p. 1505).

Comité de la recherche : *Hage (Georges)* (p. 1466-1468) ; *Avice (Edwige)* (p. 1472) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1476).

Concours de pronostics sur les matches de football (organisation de —) : *Bergelin (Christian)* (p. 1478) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1486) ; *Wilquin (Claude)* (p. 1492).

Confédération du sport scolaire et universitaire ou comité du sport scolaire : *Hage (Georges)* (p. 1467).

Conseil national des activités physiques et sportives : *Hage (Georges)* (p. 1466-1468) ; *Avice (Edwige)* (p. 1472) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 1486) ; *Perrut (Francisque)* (p. 1487).

Dopage (lutte contre le —) : *Avice (Edwige)* (p. 1471) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1476).

Education physique et sportive, sport scolaire : *Hage (Georges)* (p. 1465) ; *Avice (Edwige)* (p. 1468-1469-1503) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1474-1475) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1479) ; *Chomat (Paul)* (p. 1482) ; *Olmeta (René)* (p. 1484) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1485) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1488) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1489) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1490) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 1491) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 1491).

Enseignants en éducation physique et sportive (formation des —) : *Hage (Georges)* (p. 1468) ; *Avice (Edwige)* (p. 1469-1471-1503) ; *Olmeta (René)* (p. 1484) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1488) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1489) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1490) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 1498).

Equipe pédagogique : *Hage (Georges)* (p. 1466) ; *Avice (Edwige)* (p. 1469) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1474) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1488) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 1491).

Etat (augmentation du rôle de l' —) : *Corrèze (Roger)* (p. 1484) ; *Perrut (Francisque)* (p. 1487) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1493).

Fédérations (mission de service public des —) : *Hage (Georges)* (p. 1467) ; *Avice (Edwige)* (p. 1409-1503) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1473) ; *Théaudin (Clément)* (p. 1493).

Football (difficultés financières des clubs de —) : *Hage (Georges)* (p. 1468) ; *Avice (Edwice)* (p. 1470-1504) ; *Chomat (Paul)* (p. 1482) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1482-1483) ; *Olmeta (René)* (p. 1484) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1494).

Installations sportives et infrastructures sportives : *Bergelin (Christian)* (p. 1475) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1489) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1490) ; *Avice (Edwige)* (p. 1503).

Jeux olympiques de 1992 : *Hage (Georges)* (p. 1465-1468) ; *Avice (Edwige)* (p. 1469-1472) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1478) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1479) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 1487).

Maîtres-nageurs sauveteurs et natation : *Hage (Georges)* (p. 1466) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1489).

Marche populaire : *Gissinger (Antoine)* (p. 1492).

Mazeaud (loi) : *Hage (Georges)* (p. 1465) ; *Avice (Edwige)* (p. 1468) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1473) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1478) ; *Olmeta (René)* (p. 1484) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1484) ; *Perrut (Francisque)* (p. 1487) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1489) ; *Wilquin (Claude)* (p. 1492).

Médecine sportive : *Hage (Georges)* (p. 1466) ; *Avice (Edwige)* (p. 1469-1471, p. 1505) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1473-1476) ; *Chomat (Paul)* (p. 1482) ; *Olmeta (René)* (p. 1484) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1485) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 1491) ; *Lareng (Louis)* (p. 1497).

Pratique féminine du sport : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1497-1498).

Section sport-études : *Bergelin (Christian)* (p. 1476) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1489).

Sociétés à objet sportif : *Hage (Georges)* (p. 1468) ; *Avice (Edwige)* (p. 1470) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1473) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1483) ; *Perrut (Francisque)* (p. 1487) ; *Zeller (Adrien)* (p. 1493) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1494) ; *Vennin (Bruno)* (p. 1495).

Sponsors, rapports du sport et de l'argent : *Hage (Georges)* (p. 1465) ; *Avice (Edwige)* (p. 1472) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1477) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1486).

Sport dans l'entreprise et APS : *Hage (Georges)* (p. 1465-1467) ; *Avice (Edwige)* (p. 1470) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1479) , *Chomat (Paul)* (p. 1481-1482) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1490) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 1492) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 1492) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1497) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 1499).

Sport dans la fonction publique : *Avice (Edwige)* (p. 1470).

Sport de haut niveau : *Hage (Georges)* (p. 1465-1467) ; *Avice (Edwige)* (p. 1469-1470-1471) ; *Bergelin (Christian)* (p. 1473-1476) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1479) ; *Olmeta (René)* (p. 1484) ; *Corrèze (Roger)* (p. 1485) ; *Perrut (Francisque)* (p. 1487) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1490) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1494) ; *Théaudin (Clément)* (p. 1496).

Sportifs handicapés : *Wilquin (Claude)* (p. 1492).

Discussion des articles [12 avril 1984] (p. 1506, 1534) ; [13 avril 1984] (p. 1573, 1604) :

Article 1er : (*principes généraux de la politique de promotion des activités physiques et sportives*) : rôle de l'Etat en ce domaine ; fonctionnement des associations ; mouvements sportifs guadeloupéens (p. 1506) ; droit à la pratique du sport ; sport de haut niveau ; bénévolat ; amendement n° 2 de la commission (faisant des activités physiques et sportives un élément fondamental de l'éducation, de la culture et de la vie sociale) (p. 1507) ; droit au sport pour chaque citoyen : adopté ; amendement n° 3 de la commission (faisant de la promotion des activités physiques et sportives une mission d'intérêt général pour l'Etat) ; amendement n° 66 de M. Christian Bergelin (même objet) ; rôle des entreprises : rejetés ; amendement n° 4 de la commission (référence à l'individu) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (droit pour chaque citoyen quels que soient son sexe, son âge, ses capacités ou sa condition sociale d'avoir accès aux activités physiques et sportives) (p. 1508) : adopté ; amendement n° 219 de M. Paul Chomat (compétence du ministre chargé de l'éducation nationale en matière d'éducation physique et sportive) ; amendement n° 127 de M. Georges Hage (même objet) ; distinction entre la formation des enseignants d'éducation physique et sportive et la formation des cadres des activités physiques et sportives ; nécessité de préserver le pluralisme de l'enseignement ; création de diplômes par des systèmes non directement étatiques (p. 1509) : rejetés ; amendement n° 145 de M. Adrien Zeller (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (tutelle du ministre de l'éducation nationale sur l'éducation physique et sportive) : adopté ; amendement n° 67 de M. Christian Bergelin (compétence des parties intéressées en matière de formation, de contrôle, de délivrance et de reconnaissance de diplômes conduisant aux différentes professions des activités physiques et sportives) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (supprimant la précision selon laquelle l'Etat reconnaît les diplômes dans le domaine des activités physiques et sportives) ; monopole de l'Etat pour la collation des grades et la délivrance des diplômes : adopté ; amendement n° 220 de M. Paul Chomat (rôle du sport de haut niveau) (p. 1510) ; responsabilité de l'Etat en la matière ; reconnaissance des diplômes : adopté ; amendement n° 68 de M. Christian Bergelin (compétence de l'Etat pour créer les conditions d'une plus grande autonomie du mouvement sportif) ; amendement n° 146 de M. Adrien Zeller (encouragement du sport de haut niveau par l'Etat) (p. 1511) : rejetés ; amendement n° 221 de M. Paul Chomat (compétence de l'Etat en liaison avec le mouvement sportif pour assurer au sport de haut niveau les moyens de se perfectionner) : adopté ; amendement n° 147 de M. Adrien Zeller (encouragement par l'Etat de la promotion de la vie associative par le biais de mesures fiscales) ; rôle du bénévolat : rejeté au scrutin public ; amendement n° 148 de M. Adrien Zeller (supprimant le qualificatif « démocratique » en ce qui concerne le fonctionnement des associations) (p. 1512) : rejeté ; amendement n° 149 de M. Adrien Zeller (encouragement du bénévolat) ; inégalité en ce qui concerne les dirigeants d'association : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 240 de M. Paul Chomat (création d'un conseil national des activités physiques et sportives) ; maintien du comité national olympique (p. 1513) : réservé.

Avant l'article 2 : amendement n° 222 de Mme Muguette Jacquaint (contribution de l'éducation physique et sportive à la rénovation du système éducatif) : adopté.

Titre Ier : *l'organisation des activités physiques et sportives.*

Chapitre Ier : *l'éducation physique et sportive.*

Article 2 (*l'organisation de l'éducation physique et sportive*) : amendement n° 69 de M. Christian Bergelin (précisant que les activités physiques et sportives font partie intégrante de l'éducation) : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (de précision) ; amendement n° 180 de M. Etienne Pinte (même objet) : adoptés ; amendement n° 70 de M. Christian Bergelin : devenu sans objet ; amendement n° 141 de M. Paul Chomat (incorporation des locaux, équipements et installations dans les programmes pédagogiques des établissements scolaires) ; amendement n° 181 de M. Etienne Pinte (même objet) ; circulaire Billières (p. 1514) ; compétence du département en ce qui concerne les collèges et compétence des régions en ce qui concerne les lycées et les L.E.P. : rejetés ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : (*l'éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement pré-élémentaire, élémentaire et du second degré*) : nécessité d'un personnel spécialisé ; absence de formation des instituteurs et institutrices en ce qui concerne l'éducation physique et sportive ; mesures spéciales d'adaptation pour les établissements destinés aux enfants handicapés (p. 1515) ; rôle de l'éducation physique dans le processus de transformation du système éducatif ; amendement n° 10 de la commission (référence aux établissements d'enseignement pré-élémentaire et élémentaire) : rejeté ; amendement n° 150 de M. Adrien Zeller (référence aux établissements d'éducation spécialisés) ; intégration de la politique d'éducation pour les handicapés ; notion d'établissement du second degré : rejeté (p. 1516) ; amendement n° 11 de la commission (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) ; transfert aux collectivités territoriales de certaines compétences dans le domaine de l'enseignement public ; compétence de l'Etat en ce qui concerne la formation et la rémunération des enseignants ; cas de la natation scolaire : adopté ; amendement n° 12 de la commission : (acquisition par les instituteurs et institutrices d'une qualification dominante) ; sous-amendement n° 244 de M. Emmanuel Aubert (rédactionnel) ; amendement n° 164 du Gouvernement (acquisition par les instituteurs et les institutrices d'une qualification dominante) ; équipes pédagogiques (p. 1517) ; recours à des intervenants extérieurs ; refus du Gouvernement de choisir la formule de l'association pour les clubs professionnels (p. 1518) ; problème de la période transitoire ; sous-amendement n° 244 : adopté ; amendement n° 12, ainsi modifié : rejeté au scrutin public (p. 1519) ; amendemnet n° 164 : adopté après rectification ; amendement n° 71 de M. Christian Bergelin (supprimant les mots : « en cas d'impossibilité » dans le deuxième alinéa de cet article) : devenu sans objet ; amendement n° 72 de M. Christian Bergelin (référence au titulaire d'un brevet d'Etat) ; possibilité de faire appel à des concours extérieurs pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive du second degré : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (compétence des associations sportives scolaires pour organiser dans les établissements les activités physiques et sportives volontaires des élèves) : adopté ; amendement n° 151 de M. Adrien Zeller (prise en compte dans les rythmes scolaires des besoins d'expression physique) (p. 1520) ; formule sport-études : adopté au scrutin public ; amendement n° 15 de la commission (suprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 152 de M. Adrien Zeller : devenu sans objet ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : (*l'éducation physique et sportive dans les établissements de l'enseignement supérieur*) : amendement n° 73 de M. Christian Bergelin (organisation d'activités physiques et sportives dans les établissements de l'enseignement supérieur) ; amendement n° 16 de la commission (même objet) ; recours à des personnels extérieurs ; amendement n° 73 : rejeté ; amendement n° 16 : adopté ; amendement n° 182 de M. Jean-Pierre Soisson (nécessité de prendre en compte la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) : satisfait ; amendement n° 153 de M. Adrien Zeller (compétence de l'Etat pour assurer aux établissements d'enseignement supérieur l'accès aux équipements sportifs nécessaires à l'enseignement de l'éducation sportive) (p. 1521) ; cas du centre Jean Sarrailh : rejeté ; amendement n° 223 de Mme Muguette Jacquaint (possibilité de rendre obligatoire dans l'enseignement supérieur, des enseignements relevant du domaine des activités physiques) ; principe d'autonomie des établissements d'enseignement supérieur : rejeté ; amendement n° 17 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 18 de la commission (développement de l'éducation physique des personnes handicapées) ; amendement n° 128 de M. Georges Hage (mesures spéciales d'adaptation pour les enfants handicapés) ; amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 128 : devenu sans objet (p. 1522).

Chapitre II : *Les associations et les sociétés sportives.*

Article 5 : (*nature juridique des groupements sportifs*) : rôle du bénévolat ; amendement n° 19 de la commission (constitution des groupements sportifs sous la forme d'associations régies par la loi du 1er juillet 1901) : adopté ; amendement n° 74 de M. Christian Bergelin : devenu sans objet ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 (*l'agrément des groupements sportifs*) : amendement n° 75 de M. Christian Bergelin (agrément des groupements sportifs par le ministre chargé des sports) (p. 1523) : rejeté ;

— article 6 : adopté.

Section I : les associations sportives scolaires et universitaires.

Article 7 (*les associations sportives scolaires et universitaires*) : amendement n° 20 de la commission (création d'une association sportive dans tous les établissements du second degré) ; sous-amendement n° 209 de M. Clément Théaudin (encouragement de la création d'associations sportives universitaires dans les établissements d'enseignement supérieur) ; amendement n° 76 de M. Christian Bergelin (création d'une association sportive dans tous les établissements du premier et du second degrés et dans tous les établissements de l'enseignement supérieur) ; « déserts sportifs » (p. 1524) ; sous-amendement n° 209 : retiré ; amendement n° 20 : adopté après rectification ; amendement n° 76 : devenu sans objet ; amendement n° 155 de M. Adrien Zeller (création d'une association sportive dans tous les établissements du second degré, dans toutes les universités et les établissements assimilés et, notamment, dans les grandes écoles) ; amendement n° 77 de M. Christian Bergelin (création d'une association sportive dans tous les établissements de l'enseignement supérieur) ; amendement n° 225 de M. Paul Chomat (même objet) ; amendement n° 155 : devenu sans objet ; amendements nos 17 et 225 : satisfaits ; amendement n° 156 de M. Adrien Zeller (rôle des coopératives scolaires) : devenu sans objet ; amendement n° 21 de la commission (responsabilité des collectivités locales à l'égard des associations sportives scolaires et universitaires) : adopté ; amendement n° 157 de M. Adrien Zeller : devenu sans objet ; amendement n° 158 de M. Adrien Zeller (concours financier de l'Etat) ; problème d'accès des établissements scolaires aux équipements sportifs des collectivités locales : devenu sans objet ; amendement n° 132 du Gouvernement (adoption par les associations des dispositions statutaires obligatoires définies par décret en Conseil d'Etat) ; incompétence des collectivités territoriales en matière d'enseignement supérieur : adopté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 (*les fédérations ou unions sportives scolaires et universitaires*) : création d'une confédération du sport scolaire et universitaire (p. 1525) ; lien entre le sport scolaire et l'enseignement ; amendement n° 22 de la commission (affiliation des associations à des fédérations ou à des unions sportives scolaires) ; sous-amendement n° 133 du Gouvernement (affiliation des fédérations ou unions sportives scolaires et universitaires à une confédération du sport scolaire et universitaire) ; sous-amendement n° 165 du Gouvernement (approbation par décret en Conseil d'Etat des statuts des unions et fédérations sportives scolaires et universitaires) ; sous-amendement n° 166 du Gouvernement (supprimant le deuxième alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 167 du Gouvernement (supprimant le dernier alinéa de cet amendement) ; amendement n° 183 de M. Jean-Pierre Soisson (affiliation des associations sportives des établissements du second degré à une fédération du sport scolaire) (p. 1526) ; sous-amendement n° 133 : adopté au scrutin public ; sous-amendements nos 165, 166 et 167 : adoptés ; amendement n° 22, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 183 : devenu sans objet ; amendement n° 78 de M. Christian Bergelin : devenu sans objet ;

— article 8, ainsi modifié : adopté (p. 1527).

Avant l'article 9 : amendement n° 184 de M. Jean-Pierre Soisson (intitulant la section II : « les groupements sportifs ») : non soutenu.

Article 9 : (*obligation pour certaines associations de se transformer en sociétés anonymes : critères*) : société à objet sportif ; cas du football professionnel ; loi de 1901 et loi de 1966 ; rôle des commissaires aux comptes (p. 1534) ; contrôle des finances de certains clubs (p. 1535) ; inadaptation des structures actuelles régies par la loi de 1901 (p. 1536) ; situation financière du football professionnel ; incertitude sur le régime applicable aux sociétés à objet sportif ; amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 168 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1537) ; choix entre la formule de l'association ou la formule de la société anonyme (p. 1538) ; problème des bénéfices ; taxe additionnelle sur les spectacles ; système applicable à un transit de fonds destinés à des investissements immobiliers ; sous-amendement n° 168 : adopté ; amendement n° 23, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 79 de M. Christian Bergelin (obligation pour les groupements sportifs de nommer au moins un commissaire aux comptes) (p. 1539) ; rejeté ; amendement n° 24 de la commission (de précision) ; amendement n° 185 de M. Jean-Pierre Soisson (énoncé des différentes formes juridiques que peuvent prendre les groupements sporitfs) ; amendement n° 215 de M. Jacques Blanc (même objet) ; cas de l'association de la jeunesse auxerroise ; absence de précisions sur le statut fiscal des futures sociétés à objet sportif (p. 1540) ; amendement n° 24 : adopté ; amendements n° 185 et n° 215 :

devenus sans objet ; amendement n° 80 de M. Christian Bergelin (possibilité pour les groupements sportifs de rester constitués sous forme d'associations régies par la loi du 1er juillet 1901) : rejeté ; amendement n° 81 de M. Christian Bergelin (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 210 de M. René Olmeta (définition par convention des relations entre l'association sportive et la société) ; sous-amendement n° 248 du Gouvernement (référence au groupement sportif) ; fiscalité des associations et des sociétés (p. 1541) ; rappels au règlement de M. Jean-Pierre Soisson et de M. Jean-Pierre Sueur ; plan d'épargne pour les joueurs (p. 1542) ; régime fiscal des associations et des sociétés commerciales ; rôle des entraîneurs ; sous-amendement n° 248 : adopté ; amendement n° 210, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 25 de la commission (application des dispositions du premier alinéa de cet article aux groupements sportifs bénéficiant d'un concordat) (p. 1543) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 10 : (*objet social*) : amendement n° 82 de M. Christian Bergelin (de suppression) (p. 1544) ; rejeté ; amendement n° 186 de M. Jean-Pierre Soisson (référence aux groupements) : retiré ;

— article 10 : adopté.

Article 11 : (*capital social*) : lien entre la société à objet sportif et l'association ; amendement n° 83 de M. Christian Bergelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 187 de M. Jean-Pierre Soisson (de conséquence) : retiré ; amendement n° 243 du Gouvernement (d'harmonisation) ; amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) (p. 1545) ; amendement n° 243 : adopté ; amendement n° 26 (devenu sans objet ; amendement n° 27 de la commission (affectation du bénéfice éventuel) ; sous-amendement n° 208 du Gouvernement (rédactionnel) ; affectation du bénéfice réalisé par les sociétés à objet sportif ; sous-amendement n° 208 : adopté ; amendement n° 27, ainsi modifié : adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté (p. 1546).

Article 12 : (*mise en conformité des régimes juridiques des groupements sportifs*) : amendement n° 169 du Gouvernement (application dans un délai d'un an des dispositions prévues aux premier et deuxième alinéas de l'article 9) : adopté ; amendements n° 84 et n° 85 de M. Christian Bergelin : devenus sans objet ; amendement n° 188 de M. Jean-Pierre Soisson ; devenu sans objet ; amendement n° 170 du Gouvernement (possibilité de proroger d'une année le délai au cours duquel tout groupement sportif doit constituer un société anonyme) ; amendement n° 28 de la commission (possibilité de proroger ce délai jusqu'à la fin de la saison en cours) (p. 1547) ; amendements n° 170 : adopté ; amendement n° 28 : devenu sans objet ; amendement n° 136 du Gouvernement (obligation pour les sociétés d'économie mixte sportive d'harmoniser leur statut avec les dispositions de la présente loi) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté (p. 1548).

Article 13 (*les fédérations sportives*) ; articulation des relations entre l'Etat et les fédérations sportives : octroi d'une mission de service public aux fédérations sportives ; autonomie de l'ensemble des fédérations sportives (p. 1573) ; rôle du comité national olympique et sportif français ; pouvoir des fédérations ; statut des cadres techniques (p. 1574) ; application de la loi de 1901 aux fédérations sportives ; amendement n° 189 de M. Jean-Pierre Soisson (mission des fédérations sportives) (p. 1575) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 29 de la commission (supprimant la dernière phrase du premier alinéa de cet article) ; tutelle sur les fédérations sportives : adopté ; amendement n° 86 de M. Christian Bergelin (mettant les fédérations sportives sous la tutelle du ministre chargé des sports) : rejeté ; amendement n° 30 de la commission (octroi d'une mission de service public aux fédérations sportives) ; sous-amendement n° 171 du Gouvernement (fédérations sportives agréées) ; sous-amendement n° 218 de M. Adrien Zeller (rédactionnel) ; sous-amendement n° 252 de M. René Olmeta (fédérations sportives agréées) ; sous-amendement n° 172 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 173 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1576) ; sous-amendement n° 218 : retiré ; mission de service public ; rapport entre l'Etat et les mouvements sportifs ; sous-amendement n° 171 : adopté ; sous-amendement n° 252 : devenu sans objet ; sous-amendements n° 172 et n° 173 : adoptés ; amendement n° 30, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 31 de la commission (exercice du pouvoir disciplinaire des fédérations dans le respect des principes généraux) ; sous-amendement n° 211 de M. René Olmeta (référence aux principes généraux du droit) : adopté (p. 1577) ; amendement n° 31, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 32 de la commission (pouvoir disciplinaire des fédérations sportives à l'égard des groupements qui leur sont affiliés et de leurs licenciés) : adopté ; amendement n° 87 de M. Christian Bergelin (règles de discipline édictées par les fédérations internationales et le comité national olympique et sportif français) : retiré ; amendement n° 33 de la commission (approbation par décret en conseil d'Etat des dispositions statutaires minimales auxquelles les fédérations sportives doivent se conformer) : devenu sans objet ; amendement n° 174 du Gouvernement (supprimant la fin du dernier alinéa de cet article après les mots « de l'Etat ») ; mise à disposition de cadres auprès des fédérations sportives ; adopté au scrutin public (p. 1578) ; amendement n °34 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 35 de la commission (plaçant les fédérations sportives sous la tutelle de l'autorité administrative dont elles relèvent) ; sous-amendement n° 137 du Gouvernement (tutelle du ministre chargé des sports) ; sous-amendement n° 249 de M. Paul Chomat (même objet) ; sous-amendement n° 137 : retiré ; sous-amendement n° 249 : adopté ; amendement n° 35, ainsi modifié : adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 (*les fédérations délégataires*) : amendement n° 190 de M. Jean-Pierre Soisson (organisation des compétitions sportives dans chaque discipline, par une seule fédération) ; rapports entre l'action des fédérations et les règlements internationaux : rejeté (p. 1579) ; amendement n° 88 de M. Christian Bergelin (précisant que dans chaque discipline sportive une seule fédération reçoit, après l'avis du comité national olympique et sportif français, la délégation du ministre chargé des sports pour organiser les compétitions sportives) : rejeté ; amendement n° 89 de M. Christian Bergelin (prise en compte des compétences attribuées par le comité international olympique au Comité national olympique et sportif français en matière d'éligibilité olympique) : rejeté ;

— article 14 : adopté.

Article 15, supprimé par le Sénat (*régime applicable à certaines manifestations sportives*) ; multiplication des manifestations organisées par des personnes de droit privé ; pouvoir des fédérations face à ce phénomène (p. 1580) ; contrôle sur les manifestations sportives organisées en dehors du cadre institutionnel du mouvement sportif ; amendement n° 36 de la commission (soumettant à autorisation de l'autorité administrative l'organisation par toute personne de droit privé de manifestations sportives) ; amendement n° 175 du Gouvernement (soumettant à l'avis de la fédération intéressée l'organisation par toute personne de droit privé de manifestations sportives) ; amendement n° 191 de M. Jean-Pierre Soisson (même objet) (p. 1581) ; extension de la notion d'ordre public ; amendement n° 36 : adopté ; amendements n° 175 et n° 191 : devenus sans objet ;

— l'article 15 est ainsi rétabli.

Article 16 (*le Comité national olympique et sportif français*) : création du conseil national des activités physiques et sportives ; haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs (p. 1582) ; amendement n° 198 de M. Michel Barnier (référence aux organismes représentatifs des cadres techniques) : retiré ; amendement n° 90 de M. Christian Bergelin (supprimant la troisième phrase du premier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 37 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (supprimant l'engagement préalable d'une procédure devant la juridiction compétente dans le cadre des procédures de conciliation) : adopté ; amendement n° 192 de M. Jean-Pierre Soisson (répartition des produits du fonds national pour le développement du sport) ; caractère paritaire de la gestion du fonds national pour le développement du sport (p. 1583) : rejeté ; amendement n° 91 de M. Christian Bergelin (association du Comité national olympique et sportif français aux négociations menées par les fédérations avec les sociétés de programmes) ; rapports entre le Comité national olympique et sportif français et les fédérations : rejeté ; amendement n° 92 de M. Christian Bergelin (association du C. N. O. S. F. à l'élaboration et à la mise en œuvre des accords internationaux approuvés par le Gouvernement dans le domaine du sport) : rejeté ; amendement n° 39 de la commission (substituant aux mots « peut être » le mot « est ») ; représentation obligatoire du Comité national olympique et sportif français dans chaque département : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 16 : amendement n° 193 de M. Jean-Pierre Soisson (création auprès du Premier ministre d'un haut comité à caractère consultatif dans les domaines de la jeunesse, des sports, des loisirs et du temps libre) (p. 1584) : réservé.

Titre IV (*la pratique des activités physiques et sportives dans l'entreprise, en stage de formation et au service national*).

Article 17 (*les activités physiques et sportives dans le monde du travail*) : fédération sportive et gymnique du travail ; caractère archaïque de la notion de lutte des classes ; nécessité de coopération entre le sport corporatif et le sport associatif (p. 1585) ; amendement n° 40 de la commission (faisant de l'organisation des activités physiques et sportives sur le lieu de travail une condition essentielle du développement du sport pour tous) ; référence à l'ouvrage d'Henry de Montherlant *Les Onze devant la Porte dorée ;* expression « Amis par la foulée » ; démocratisation de la pratique des activités sportives : adopté ; amendement n° 41 de la commission (compétence du comité d'entreprise pour définir la politique des activités physiques et sportives dans l'entreprise) ; amendement n° 194 de M. Jean Rigaud (même objet) ; origine bourgeoise de certains députés socialistes ; budget du comité d'entreprise ; amendement n° 41 : adopté ; amendement n° 194 : devenu sans objet ; amendement n° 93 de M. Christian Bergelin (développement des activités physiques et sportives dans les ateliers de travail protégé) (p. 1586) ; lecture de l'amendement n° 129 de M. Georges Hage (prévoyant des mesures spéciales d'adaptation dans le cadre des structures spécialisées accueillant les personnes handicapées) ; distinction entre les centres d'aide par le travail et les ateliers de travail protégé ; amendement n° 93 : rejeté ; amendement n° 195 de M. Jean Rigaud (supprimant la référence à l'entreprise à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; difficulté pour l'opposition d'exposer son point de vue : retiré ; amendement n° 42 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) : distinction entre les activités physiques sportives et les activités physiques à finalité professionnelle : adopté ; amendement n° 43 de la commission (encouragement de la pratique des activités physiques et sportives des agents des administrations publiques et du personnel des entreprises publiques) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 17 : activités physiques à finalité professionnelle ; amendement n° 44 de la commission (responsabilité du comité d'hygiène et de sécurité en matière d'organisation d'activités physiques à finalité professionnelle) (p. 1587) : adopté.

Article 18 (*activités physiques et sportives dans les stages de formation professionnelle continue*) : adopté.

Article 19 (*les stages de formation professionnelle continue des éducateurs sportifs*) ; amendement n° 45 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 129 de M. Georges Hage (prévoyant des mesures spéciales d'adaptation pour l'organisation et le développement de la pratique des activités physiques et sportives dans les structures accueillant des personnes handicapées) ; volonté de déstabilisation des fédérations ; sport d'élite et sport de masse : adopté.

Article 20 (*participation aux compétitions pour les sportifs effectuant leur service national*) (p. 1588) ; sport dans l'armée ; sport de haut niveau ; absence d'amélioration en faveur des personnes handicapées ; article 100, alinéa 7, du règlement relatif à la discussion des amendements ;

— article 20 : adopté.

Rappel au règlement de M. Jacques Blanc.

Chapitre IV (*le sport de haut niveau*).

Article 21 (*commission nationale du sport de haut niveau et liste des sportifs de haut niveau*) ; notion d'espoir national (p. 1589) ; aide de l'Etat ; amendement n° 95 de M. Christian Bergelin (de suppression) ; composition de la commission nationale du sport de haut niveau : rejeté ; amendement n° 96 de M. Christian Bergelin (création d'une commission du sport de haut niveau au sein du C. N. O. S. F.) : rejeté ; amendement n° 226 de Mme Muguette Jacquaint (notion d'espoir national) : retiré ; amendement n° 97 de M. Christian Bergelin (compétence de la commission pour arrêter annuellement la liste des sportifs de haut niveau) : rejeté ;

— article 21 : adopté.

Article 22 (*l'aménagement de l'organisation des études pour les jeunes sportifs de haut niveau*) (p. 1590) ; amendement n° 98 de M. Christian Bergelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 46 de la commission (préparation des élèves du second degré en vue de la pratique sportive de haut niveau) ; amendement n° 99 de M. Christian Bergelin (même objet) ; amendement n° 100 de M. Christian Bergelin (rôle des établissements scolaires et de l'enseignement supérieur dans l'organisation des études des sportifs de haut niveau) ; diminution des possibilités pour les handicapés de faire du sport ; problème de l'aménagement des cursus ; amendement n° 46 : adopté ; amendements n° 99 et n° 100 : devenus sans objet ;

— article 22, ainsi modifiés : adopté.

Article 23 (*dispense de diplôme ou de titre pour les sportifs de haut niveau*) (p. 1591) ; système de points de bonification ; aménagement d'études ; amendement n° 101 de M. Christian Bergelin (supprimant le premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 47 de la commission (accès des sportifs de haut niveau aux enseignements de formation ou de perfectionnement) ; sous-amendement n° 254 de M. Paul Chomat (rédactionnel) ; amendement n° 102 de M. Christian Bergelin (même objet) ; loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur ; sous-amendement n° 254 : adopté ; amendement n° 47, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 102 : devenu sans objet ; amendement n° 227 de M. Paul Chomat : devenu sans objet ; amendement n° 103 de M. Christian Bergelin (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les sportifs de haut niveau peuvent bénéficier de points de bonification aux examens et aux concours) : rejeté ; amendement n° 104 de M. Christian Bergelin (même objet) (p. 1592) : rejeté ; amendement n° 176 du Gouvernement (fixation d'une proportion d'emplois réservés aux sportifs de haut niveau dans le cadre du statut particulier du corps des professeurs de sport) ; amendement n° 48 de la commission (même objet) ; amendement n° 176 : adopté ; amendement n° 48 : satisfait ; statut des cadres techniques ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 131 de M. Georges Hage (recul pour les sportifs de haut niveau des limites d'âge applicables pour l'accès aux grades et emplois publics) : adopté.

Article 24 (*obligations militaires du sportif de haut niveau*) : amendement n° 49 de la commission (droit pour le sportif de haut niveau d'être affecté dans certaines unités) : adopté ; amendement n° 199 de M. Roger Corrèze (communication aux fédérations sportives de la liste des unités bénéficiant d'équipements sportifs) ; centres sportifs des armées de Fontainebleau (p. 1593) : retiré ;

— article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 25 (*les sportifs de haut niveau, agents de l'Etat ou d'une collectivité territoriale*) ; amendement n° 50 de la commission (conditions particulières d'emploi pour le sportif de haut niveau agent de l'Etat ou d'une collectivité territoriale) ; amendement n° 177 du Gouvernement (même objet) ; sous-amendement n° 257 de M. Paul Chomat (conditions particulières d'emploi pour le sportif de haut niveau sans préjudice de carrière) ; amendement n° 177 : retiré ; sous-amendement n° 257 : devenu sans objet ; mobilité des intéressés dans la fonction publique territoriale ; amendement n° 50 : adopté ; amendements n° 105 et n° 106 de M. Christian Bergelin : devenus sans objet ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 (*sport de haut niveau et vie professionnelle*) : amendement n° 107 de M. Christian Bergelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 51 de la commission (encouragement de l'emploi des sportifs de haut niveau et de leur reclassement) (p. 1594) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 240 de M. Paul Chomat, précédemment réservé, (création d'un conseil national des activités physiques et sportives auprès du Premier ministre) ; amendement n° 193 de M. Jean-Pierre Soisson, préédemmennt réservé, (création d'un haut comité à caractère consultatif dans les domaines de la jeunesse, des sports, des loisirs et du temps libre) ; amendement n° 52 de la commission (insérant après l'article 26 un chapitre V *bis* relatif au conseil national des activités physiques et sportives) ; amendement n° 216 de M. Georges Hage (insérant après l'article 26 un chapitre V *bis* relatif au conseil national des activités physiques et sportives et au comité national de la recherche) ; amendement n° 240 : retiré ; nécessité de coordonner la création du conseil national des activités physiques et sportives avec les organismes consultatifs existants (p. 1595) ; compétence réglementaire pour créer un comité national des activités physiques et sportives ; articulation de ce nouvel organisme avec le haut comité de la jeunesse,

des sports et des loisirs (p. 1596) ; ordre d'examen des amendements ; avant-projet de décret réformant le haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs ; amendement n° 193 : rejeté ; sous-amendement n° 230 de Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 52 de la commission (publication par le conseil national des activités physiques et sportives d'un rapport sur le bilan et les perspectives de développement des activités sportives) ; sous-amendement n° 231 de Mme Muguette Jacquaint (avis du conseil national des activités physiques et sportives sur le projet de loi et de règlement relatif à la politique sportive nationale) ; sous-amendement n° 233 de Mme Muguette Jacquaint (supprimant le deuxième alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 258 de M. René Olmeta (consultation du conseil national des activités physiques et sportives sur les projets de loi et de décret relatifs à la politique sportive nationale) ; sous-amendement n° 232 de Mme Muguette Jacquaint (coopération du conseil national des activités physiques et sportives avec les institutions nationales d'enseignement supérieur) ; sous-amendements n° 230, n° 231, n° 233 et n° 232 : retirés ; comité national de la recherche ; sous-amendement n° 259 du Gouvernement (référence aux missions confiées au comité national olympique et sportif français) ; référence à M. Henry (p. 1597) ; sous-amendements n° 259 et n° 258 : adoptés ; amendement n° 52, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 216 de M. Georges Hage et sous-amendements n° 245, n° 246 et n° 247 du Gouvernement : devenus sans objet ; amendement n° 217 de M. Georges Hage (création d'un comité national de la recherche et de la technologie en activité physique et sportive sous la tutelle des ministres intéressés) ; amendement n° 241 de Mme Muguette Jacquaint (comité national de la recherche et de la technologie) ; absence de précision sur l'articulation du conseil national des activités physiques et sportives avec le haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs (p. 1598) ; tentative d'opposition d'un membre du Gouvernement à l'un de ses prédécesseurs ; amendement n° 217 : rejeté ; amendement n° 241 : adopté ; amendement n° 142 de M. Paul Chomat (insérant après l'article 26 un chapitre V *ter* relatif aux instances communales de concertation et de consultation) : retiré (p. 1599) ; rôle du conseil national des activités physiques et sportives et du comité national olympique et sportif français (p. 1604) ; délimitation de la compétence législative et réglementaire dans le domaine des organismes consultatifs ; rôle de M. Henry (p. 1605).

Chapitre VI : *surveillance médicale et assurance.*

Article 27 (*la surveillance médicale des sportifs*) ; création du livret sportif individuel ; formation médicale ; problème de la santé en milieu scolaire (p. 1606) ; reconnaissance d'une compétence générale aux docteurs en médecine ; livret de santé ; réseau de la médecine sportive ; amendement n° 234 de Mme Muguette Jacquaint (contenu du livret sportif individuel) (p. 1607) ; effort des fédérations en matière de contrôle médical : rejeté ; amendement n° 53 de la commission (obligation pour tout titulaire d'une licence de subir un examen médical) ; amendement n° 178 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 235 de M. Paul Chomat (même objet) ; application aux non-licenciés participant à des épreuves organisées par des fédérations sportives des mêmes règles que celles applicables aux licenciés ; amendement n° 235 : retiré ; sanction prévue en cas de non-respect des obligations médicales (p. 1608) ; amendement n° 53 : rejeté ; sous-amnedement n° 161 de M. Adrien Zeller à l'amendement n° 178 du Gouvernement (inapplication de l'obligation de produire une certificat médical pour certains sports légers) : rejeté ; amendement n° 178 adopté ; amendement n° 196 de M. Jean Rigaud : devenu sans objet ;

— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 27 *bis* (*médecine du sport*) ; organisation des études ; formation spécifique en matière de médecine sportive ; amendement n° 54 de la commission (participation des médecins aux actions de prévention concernant la pratique des activités physiques et sportives) (p. 1609) : adopté ; amendement n° 200 de M. Roger Corrèze (supprimant les mots « au cours de leurs études » à la fin du premier alinéa de cet article) ; reconnaissance par la fédération française de football des médecins fédéraux spécialisés : satisfait ; amendement n° 212 de M. Louis Lareng (prévoyant que le second cycle des études médicales comprend les éléments de formation nécessaires à la pratique des examens médicaux sportifs) : adopté ;

— article 27 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 28 (*obligation d'assurance*) (p. 1610) ; amendement n° 55 de la commission (obligation pour les groupements sportifs de souscrire un contrat d'assurance pour l'exercice de leurs activités) ; sous-amendement n° 138 du Gouvernement (références aux personnes occasionnellement admises dans l'établissement) ; sous-amendement n° 139 du Gouvernement (maintien en application des dispositions relatives aux assurances obligatoires en vigueur à la date de la présente loi) (p. 1611) ; garantie des organisateurs de manifestation sportive ; sous-amendements n° 138 et n° 139 : adoptés ; amendement n° 55, ainsi modifié : adopté ;

— article 28, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 28 : (*information des adhérents sur les contrats d'assurance*) ; amendement n° 56 de la commission (obligation pour les groupements sportifs d'informer leurs adhérents de leur intérêt à souscrire un contrat d'assurance) ; sous-amendement n° 260 de M. Adrien Zeller (supprimant les deuxième et troisième alinéas de cet amendement) ; possibilité pour les adhérents de choisir entre différentes formules de garanties ; bureaucratisation (p. 1612) ; sous-amendement n° 260 : rejeté ; amendement n° 56 : adopté.

Chapitre VII : *des équipements sportifs.*

Article 29 A : (*schéma directeur d'équipement sportif d'intérêt national*) ; cas des communes rurales ; exemple du colonel Crespin ; amendement n° 108 de M. Christian Bergelin (établissement d'un schéma directeur d'équipement sportif d'intérêt national après consultation des fédérations) ; nécessité pour l'Etat de donner une impulsion aux grandes métropoles régionales ; exemple d'Euro 84 ; cas de Paris ; équipements de prestige (p. 1613) ; problèmes des centres d'entraînement ; fonds national de développement du sport ; problème des besoins ; loi de décentralisation : adopté ;

— article 29 A, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 29 A : (*implantation des équipements sportifs*) ; amendement n° 57 de la commission (prévoyant que toute construction d'un établissement scolaire est accompagnée des équipements nécessaires à la pratique des activités sportives) ; sous-amendement n° 205 de M. Adrien Zeller (référence à l'enseignement de l'éducation physique et sportive) ; sous-amendement n° 206 de M. Adrien Zeller (coût de la réalisation de ces équipements) ; sous-amendement n° 207 de M. Adrien Zeller (critères de versement de la dotation générale de décentralisation) (p. 1614) ; notion de programmes pédagogiques ; sous-amendement n° 205 : rejeté ; plateaux d'évolution ; sous-amendements n°s 206 et 207 : rejetés ; cas des communes rurales (p. 1615) ; nécessité de ne pas s'enfermer dans une conception rigide des équipements réservés aux scolaires ; amendement n° 57 : adopté ; amendement n° 236 de M. Paul Chomat (obligation pour les programmes de construction d'ensembles immobiliers de comporter des aires destinées à la pratique sportive) ; amendement n° 237 de Mme Muguette Jacquaint (obligation pour les entreprises de plus de cinquante salariés de mettre à la disposition du personnel des installations sportives) : rejetés.

Article 29 (*recensement des équipements sportifs*) : amendement n° 109 de M. Christian Bergelin (obligation pour les communes d'établir un recencement de leurs équipements sportifs) ; amendement n° 58 de la commission (obligation pour tout propriétaire d'un équipement sportif d'en faire déclaration à l'administration) ; sous-amendement n° 255 de M. Roger Corrèze (exclusion des équipements tenus au secret militaire) (p. 1616) ; amendement n° 109 : rejeté ; quartier militaire de Satory ; sous-amendement n° 201 de M. Roger Corrèze : devenu sans objet ;

— article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 (*protection du patrimoine sportif*) ; amendement n° 110 de M. Christian Bergelin (supprimant la référence aux équipements privés) ; nécessité d'une autorisation pour modifier l'affectation d'un équipement sportif : rejeté (p. 1617) ; amendement n° 59 de la commission (autorisation de la personne physique ayant participé au financement de l'équipement sportif en vue de la modification ou de l'affectation de ce dernier) ; sous-amendement n° 213 de M. René Olmeta (rédactionnel) ; sous-amendement n° 143 de M. Paul Chomat (avis du maire de la commune) ; sous-amendements n° 213 et n° 143 : adoptés ; amendement n° 59, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 23 de M. Paul Chomat : devenu sans objet ; amendement n° 21 de M. René Olmeta (autorisation de la personne physique ayant le plus contribué au financement de l'équipement sportif) ; rôle des préfets ; annulation de crédits d'équipement ; adopté ; amendement n° 111 de M. Christian Bergelin (fixation par décret en Conseil d'Etat du pourcentage minimum requis pour l'application du présent article) : adopté ; amendement n° 111 de M. Christian Bergelin (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; opposition du gouvernement en place en 1984 (p. 1618) : rejeté ; amendement n° 113 de M. Christian Bergelin (substituant au mot « est » les mots « peut être ») ; conditions d

remplacement d'un équipement sportif par un équipement équivalent ; loi de décentralisation ; rejeté ; amendement n° 60 de la commission (supprimant les cinq derniers alinéas de cet article) ; indemnisation des propriétaires ; spoliation des propriétaires privés : adopté ;

— article 30, ainsi modifié : adopté.

Titre II : *les formations et les professions.*

Article 31 (*réglementation de l'enseignement sportif rémunéré*) (p. 1619) ; problème de la formation et des professions ; nécessité d'intégrer l'évolution des techniques sportives dans l'éducation physique et sportive en milieu scolaire ; connaissance du sport de haut niveau ; définition d'une politique de formation des cadres ; rôle des dirigeants bénévoles ; absence de jeunes suffisamment qualifiés titulaires de diplômes d'Etat ; rôle des associations (p. 1620) ; amendement n° 114 de M. Christian Bergelin (supprimant les mots « à l'exception des agents de l'Etat pour l'exercice de leur fonction ») : rejeté ; amendement n° 115 de M. Christian Bergelin (supprimant la référence au terme « accidentelle ») ; cas des animateurs encadrant les classes de nature et les classes de neige : adopté ; amendement n° 61 de la commission (référence aux entraîneurs) ; amendement n° 116 de M. Christian Bergelin (même objet) ; amendement n° 61 : adopté ; amendement n° 116 : devenu sans objet ; amendement n° 117 de M. Christian Bergelin (délivrance d'un diplôme français) ; problème des équivalences ; rejeté ; amendement n° 62 de la commission (supprimant les mots « ou reconnu » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 197 de M. Jean Rigaud (cas du stagiaire dans le cadre de la préparation au monitorat) (p. 1621) : non soutenu ; amendement n° 63 de la commission (référence à l'emprisonnement sans sursis) ; politique de réinsertion sociale et professionnelle des délinquants ; adopté ; amendement n° 144 de M. Paul Chomat (inapplication des dispositions de cet article aux personnels d'animation exerçant dans le cadre des centres de vacances et de loisirs) : retiré ; amendement n° 144 repris par M. Jacques Blanc : rejeté.

— article 31, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 31 : amendement n° 118 de M. Christian Bergelin (enseignement sur le sport pour les handicapés) : adopté.

Article 32 (*la formation initiale continue de cadres sportifs*) (p. 1622) ; amendement n° 119 de M. Christian Bergelin (participation des associations et fédérations sportives à la formation continue de cadres rémunérés des activités physiques et sportives) : rejeté ; amendement n° 64 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 120 de M. Christian Bergelin (supprimant la référence aux organisations syndicales représentatives) : non soutenu ; amendement n° 121 de M. Christian Bergelin (formation de leurs propres cadres par les fédérations) : rejeté ;

— article 32, ainsi modifié : adopté.

Article 33 (*les missions des établissements nationaux et régionaux*) ; statut des cadres techniques (p. 1623) ; amendement n° 65 de la commission (service public de formation) , sous-amendement n° 202 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 242 de M. Paul Chomat (supprimant la référence aux dirigeants dans le deuxième alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 203 du Gouvernement (supprimant la fin du second alinéa après les mots « dirigeants ») ; sous-amendement n° 204 du Gouvernement (supprimant la référence aux collectivités territoriales dans le troisième alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 202 : adopté ; sous-amendement n° 242 : non soutenu ; sous-amendements n° 203 et n° 204 : adoptés ; amendement n° 65, ainsi modifié, adopté ; amendements n° 122, n° 123, n° 124 et n° 125 de M. Christian Bergelin : devenus sans objet ;

— article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 (*des établissements d'activités physiques et sportives*) ; amendement n° 250 de M. Georges Hage (rédactionnel) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 35 (*sanctions administratives*) : amendement n° 251 de M. Georges Hage (rédactionnel) : adopté (p. 1624).

Article 36 (*sanctions pénales*) : adopté.

Après l'article 36 : amendement n° 1 du Gouvernement (possibilité de constituer des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale) ; avantages de cette formule juridique ; intention du Gouvernement de déposer un projet de loi autorisant la création de ces personnes morales dans différents secteurs de l'activité administrative ; adopté ; amendement n° 126 de M. Roger Corrèze (autorisation des concours de pronostics en matière de football) ; sous-amendement n° 256 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 1625) ; sous-amendement n° 253 de M. Jean-Pierre Soisson (approbation par décret en Conseil d'Etat de l'organisation des concours de pronostics sur les compétitions sportives) ; sous-amendement n° 261 de M. Alain Madelin (substituant au pourcentage « 20 p. 100 » le pourcentage « 10 p. 100 ») ; caractère squelettique du budget de la jeunesse et des sports ; situation des pays étrangers en matière de concours de pronostics (p. 1626) ; problème du financement du sport (p. 1627) ; projet d'organisation des jeux Olympiques ; alimentation du fonds national pour le développement du sport par le biais du deuxième tirage du Loto (p. 1628) ; nécessité de donner aux Français le choix de participer à des concours de pronostics ; sous-amendement n° 256 : rejeté ; sous-amendement n° 261 : rejeté ; amendement n° 126 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 140 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 162 de M. Adrien Zeller (établissement par l'Etat d'un rapport sur le développement de l'éducation et la pratique sportive en France) ; non soutenu.

Article 37 (*abrogation de certaines lois*) : adopté.

Titre : amendement n° 163 de M. Adrien Zeller (tendant à supprimer dans le titre du projet de loi les mots : « et à la promotion ») : rejeté (p. 1629).

Explications de vote (p. 1630).

Centre national des activités physiques et sportives : *Mercieca* (*Paul*) (p. 1630).
Clubs sportifs (régime juridique) : *Blanc* (*Jacques*) (p. 1630).
Ressources financières : *Mercieca* (*Paul*) (p. 1630) ; *Blanc* (*Jacques*) (p. 1630, 1631) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 1631).
Sport dans l'entreprise : *Mercieca* (*Paul*) (p. 1630).
Sport scolaire et universitaire : *Théaudin* (*Clément*) (p. 1630) ; *Mercieca* (*Paul*) (p. 1630).
Vote négatif de l'U.D.F. : *Blanc* (*Jacques*) (p. 1630).
Vote négatif du R.P.R. : *Pinte* (*Etienne*) (p. 1631).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1631).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [5 juin 1984] (p. 2938) :

Associations sportives : *Hage* (*Georges*) (p. 2939) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 2943).
Collectivités territoriales (engagement financier des —) : *Hage* (*Georges*) (p. 2939).
Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (rôle des —) : *Hage* (*Georges*) (p. 2939, 2940).
Comité national olympique et sportif français : *Hage* (*Georges*) (p. 2939).
Conditions de travail à l'Assemblée nationale : *Pinte* (*Etienne*) (p. 2942).
Confédération du sport scolaire et universitaire : *Hage* (*Georges*) (p. 2940) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 2943) ; *Avice* (*Edwige*) (p. 2945).
Conseil national des activités physiques et sportives : *Hage* (*Georges*) (p. 2939, 2940) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 2941) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2942) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 2943) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 2943, 2944) ; *Olmeta* (*René*) (p. 2944) ; *Avice* (*Edwige*) (p. 2946).
Droit au sport : *Hage* (*Georges*) (p. 2938, 2939) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2942).
Fiscalité des clubs sportifs : *Avice* (*Edwige*) (p. 2946).
Fonds national pour le développement du sport : *Hage* (*Georges*) (p. 2939).
Formation aux activités physiques et sportives : *Avice* (*Edwige*) (p. 2945).
Jeux olympiques : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 2941) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 2941, 2942) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 2944).
Joueurs (plan d'épargne) : *Avice* (*Edwige*) (p. 2946).
Moyens financiers : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 2941) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 2943) ; *Perrut* (*Francisque*) (p. 2944).
Rapport entre l'Etat et le mouvement sportif : *Hage* (*Georges*) (p. 2939) ; *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 2941) ; *Avice* (*Edwige*) (p. 2945).
Sociétés à objet sportif : *Soisson* (*Jean-Pierre*) (p. 2941) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 2943).
Sport à l'école : *Hage* (*Georges*) (p. 2939) ; *Pinte* (*Etienne*) (p. 2943).

Discussion des articles [5 juin 1984] (p. 2947) :

Article 1er (p. 2946) : amendement n° 3 de la commission (précisant que le développement des activités physiques et sportives et du sport de haut niveau incombe à l'Etat et au mouvement sportif) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : amendement n° 4 de la commission (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) ; autorité compétente en matière d'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les écoles maternelles et primaires ; adopté ; amendement n° 38 de M. Paul Chomat (équipe pédagogique dans les écoles maternelles et primaires) ; amendement n° 5 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 44 du Gouvernement (supprimant les mots « relevant des collectivités territoriales ») ; intervention des associations en milieu scolaire (p. 2947) ; amendement n° 38 : retiré ; sous-amendement n° 44 : adopté ; amendement n° 5, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (compétence des associations sportives scolaires pour organiser les activités physiques et sportives volontaires des élèves) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *bis* : adopté.

Article 7 : amendement n° 45 de M. Georges Hage (aide de l'Etat et des collectivités territoriales aux associations sportives scolaires et universitaires) : rejeté ;

— article 7 : adopté.

Article 8 : amendement n° 8 de la commission (confédération du sport scolaire et universitaire) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (confédération du sport scolaire et universitaire) (p. 2948) ; adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 : société à objet sportif ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : retiré ;

— article 9 : adopté.

Article 12 : amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (précisant que tout groupement sportif dispose d'un délai de six mois pour se constituer en société) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté (p. 2949).

Article 12 *bis* : adopté.

Article 13 : amendement n° 14 de la commission (société d'économie mixte sportive) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (substituant aux mots « d'assurer » les mots « elles assurent » dans la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article) ; formation et perfectionnement des cadres bénévoles des associations ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 15 : amendement n° 39 de M. Paul Chomat (soumettant à autorisation de l'autorité administrative l'organisation de manifestations sportives par toute personne de droit privé) (p. 2950) ; prévention contre les abus de certains organisateurs de manifestations sportives ; notion de libertés publiques ; rejeté ; amendement n° 17 de la commission (substituant au mot « agrément » le mot « avis ») : rejeté ; amendement n° 46 de M. Georges Hage (référence aux missions définies à l'article 14) ; droit au sport ; rejeté ; amendement n° 18 de la commission (substituant au mot « agrément » les mots « avis favorable ») (p. 2951) ; devenu sans objet ;

— article 15 : adopté.

Article 16 : amendement n° 19 de la commission (substituant aux mots « peuvent être » le mot « sont » dans la troisième phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (supprimant l'avant-dernière phrase du premier alinéa de cet article) ; pouvoir d'arbitrage du comité national olympique et sportif français ; adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *bis* : amendement n° 40 de M. Paul Chomat (organisation des activités physiques et sportives dans l'entreprise sous la responsabilité du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) ; amendement n° 47 de M. Georges Hage (même objet) ; amendement n° 40 : retiré ; amendement n° 47 : rejeté ;

— article 17 *bis* : adopté.

Article 22 (p. 2952) : amendement n° 21 de la commission (précisant que les établissements scolaires du second degré permettent la préparation des élèves en vue de la pratique sportive de haut niveau) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 *bis* : adopté.

Article 25 : amendement n° 22 de la commission (faisant bénéficier le sportif de haut niveau de conditions particulières d'emploi) ; fonction publique territoriale ; adopté ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 26 et l'article 26 *bis*, **supprimés par le Sénat** ; création d'un conseil national des activités physiques et sportives ; développement de ces activités ; aggravation de la ségrégation sociale en ce domaine (p. 2953) ; amendement n° 23 de la commission (rétablissant le chapitre V *bis* relatif au conseil national des activités physiques et sportives) ; amendement n° 35 du Gouvernement (même objet) ; faiblesse de la représentation du mouvement sportif ; reconnaissance au mouvement sportif de prérogatives de puissance publique ; fonds national pour le développement du sport (p. 2954) ; réorganisation des instances consultatives ; absence de précisions sur la composition du conseil national des activités physiques et sportives ; sous-amendement n° 41 de M. Paul Chomat à l'amendement n° 23 de la commission (référence à toutes les formes de la pratique des activités physiques et sportives ; sous-amendement n° 42 de M. Paul Chomat (rapport annuel du fonds national du développement du sport) ; sous-amendement n° 48 de M. Georges Hage (même objet) ; sous-amendement n° 49 de M. Georges Hage (relations entre les différents organes consultatifs placés auprès du ministre chargé des sports) ; amendement n° 23 : rejeté ; sous-amendement n° 50 de M. Paul Chomat à l'amendement n° 35 du Gouvernement (pouvoirs du conseil national des activités physiques et sportives) ; sous-amendement n° 51 de M. Claude Wilquin (rapport du conseil national des activités physiques et sportives sur le bilan et les perspectives du développement de ces dernières) (p. 2955) ; principe d'élargissement de l'accès aux activités physiques et sportives ; rôle de la commission mixte paritaire ; publication d'un rapport bi-annuel par le conseil national des activités physiques et sportives ; fonds national de développement du sport ; sous-amendement n° 50 : rejeté ; sous-amendement n° 51 : adopté ; amendement n° 35, ainsi modifié : adopté ;

— l'article 26 *bis* est ainsi rétabli.

Article 27 : amendement n° 1 de M. Jean Rigaud (certificat délivré obligatoirement par un médecin ayant reçu une formation spécifique) (p. 2956) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du présent article) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 27 *bis* : adopté.

Article 28 : adopté.

Article 28 *bis* : amendement n° 25 de la commission (obligation pour les groupements sportifs de tenir à la disposition de leurs adhérents des formules de garantie) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ;

— 28 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 29 A : adopté.

Article 29 B, supprimé par le Sénat ; amendement n° 43 de M. Paul Chomat (précisant que toute construction d'un établissement scolaire est accompagnée de l'équipement nécessaire à la pratique des activités physiques et sportives) ; amendement n° 27 de la commission (même objet) (p. 2957) ; sous-amendement n° 36 du Gouvernement (substituant aux mots « d'équipement scolaire » les mots « des formations ») ; sous-amendement n° 37 du Gouvernement (supprimant les mots « et sous réserve

des dispositions des articles 12 à 27 de ladite loi ») ; loi du 2 juillet 1983 relative à la décentralisation ; planification scolaire ; amendement n° 43 : retiré ; sous-amendements n° 36 et n° 37 : adoptés ; amendement n° 27, ainsi modifié : adopté ;

— l'article 29 B est ainsi rétabli.

Article 29 : adopté.

Article 30 : adopté.

Article 31 (p. 2958) : amendement n° 2 de M. Jean Rigaud (assimilant le stagiaire à un moniteur stagiaire) : rejeté ;

— article 31 : adopté.

Article 31 *bis* : adopté.

Article 33 : amendement n° 28 de la commission (service public de formation) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (liaison avec les fédérations sportives, les ligues et les comités départementaux pour le développement d'actions communes) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (suivi médical et paramédical) (p. 2959) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (obligation pour les établissements d'enseignement supérieur d'assurer la formation initiale et continue des enseignants en éducation physique et sportive) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 36 *ter* : supprimé par le Sénat.

Explications de vote (p. 2963).

Conseil national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) : *Chomat (Paul)* (p. 2960).
Vote favorable du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 2960).
Vote hostile du groupe R.P.R. : *Perrut (Francisque)* (p. 2960).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Perrut (Francisque)* (p. 2960).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2960).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [26 juin 1984] (p. 3698) :

Budget de la Jeunesse et des Sports (faiblesse du —) : *Bergelin (Christian)* (p. 3699).
Clubs professionnels (statut des —) : *Bergelin (Christian)* (p. 3699).
Coopération sportive internationale : *Bergelin (Christian)* (p. 3700).
Conseil national des activités physiques et sportives (C. N. A. P. S.) : *Avice (Edwige)* (p. 3699) ; *Théaudin (Clément)* (p. 3700).
Echec de la commission mixte paritaire : *Hage (Georges)* (p. 3698).
Etat (tutelle de l'—) : *Hage (Georges)* (p. 3698, 3699) ; *Bergelin (Christian)* (p. 3699).
Fédérations sportives (statut des —) : *Avice (Edwige)* (p. 3699).
Formation aux activités physiques et sportives : *Hage (Georges)* (p. 3698, 3699) ; *Avice (Edwige)* (p. 3699).
Médecine du sport : *Bergelin (Christian)* (p. 3699).
Sport scolaire : *Hage (Georges)* (p. 3699) ; *Bergelin (Christian)* (p. 3699).

Discussion des articles [26 juin 1984] (p. 3700) :

Article 1er : adopté.

Article 3 : adopté (p. 3700).

Article 8 : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 13 : amendement n° 1 de la commission (renouvellement des comités de commission des fédérations sportives) : adopté après rectification ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 16 : adopté.

Article 22 : adopté.

Article 25 : adopté.

Article 26 *bis* (p. 3701) : amendement n° 2 du Gouvernement (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) ; rapport biennal ; nécessité d'établir une coordination entre le conseil national des activités physiques et sportives et les organismes consultatifs existants ; représentation du mouvement sportif ; rejeté ;

— article 26 *bis* : adopté.

Article 27 : adopté.

Article 28 *bis* **:** adopté.

Article 29 B : adopté.

Article 33 (p. 3702) ; amendement n° 3 du Gouvernement (de précision) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié : adopté.

Mission de service public des fédérations et des sociétés à objet sportif.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3703).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1984] (p. 3883) :

Conseil national des activités physiques et sportives : *Avice (Edwige)* (p. 3883, 3885).
Droit aux sports : *Hage (Georges)* (p. 3884).
Fédérations sportives (mission de service public des —) : *Avice (Edwige)* (p. 3883) ; *Hage (Georges)* (p. 3884).
Jeux Olympiques de 1992 (candidature de la France) : *Avice (Edwige)* (p. 3883) ; *Hage (Georges)* (p. 3885).
Sociétés à objet sportif : *Hage (Georges)* (p. 3884) ; *Avice (Edwige)* (p. 3885).
Sport scolaire et universitaire : *Hage (Georges)* (p. 3884) ; *Avice (Edwige)* (p. 3885).
Sportifs de haut niveau : *Hage (Georges)* (p. 3885).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 3886, 3887) ;

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3887).

Athlètes
Voir *Sports* **2.**

— en entreprise
Voir *Sports* **2.**

Enseignement du —
Voir *Sports* **2.**

Formation des cadres sportifs
Voir *Questions orales sans débat* **576.**

Rallye automobile de Monte-Carlo
Voir *Questions orales sans débat* **723.**

Section sports-études
Voir *Sports* **2.**

STATIONS OCEANIQUES

Voir *Traités et conventions* **139.**

STRASBOURG

Service de néphrologie des hospices civils de —
Voir *Questions orales sans débat* **709.**

SUCCESSIONS ET LIBERALITES

2. — Proposition de loi n° 2023 relative aux **révocations des donations entre époux séparés de biens.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par Mme Gisèle Halimi. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (17 mai 1984).

3. — Proposition de loi n° 2040 tendant à permettre la **révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités.** — *Assemblée nationale* (première lecture), sixième législature, n° 951, dépôt le 10 avril 1979 par M. Jean Foyer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (3 mai 1979). — Rapport n° **1938** (2 octobre 1980). — Discussion le 8 octobre 1980. — Adoption le 8 octobre 1980. — Proposition de loi n° **351**.

Sénat (première lecture), n° **24** (1980-1981), dépôt le 9 octobre 1980. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. — Rapporteur : M. Luc Dejoie. — Rapport n° **241** (1983-1984) (6 avril 1984). — Discussion le 17 avril 1984. — Adoption le 17 avril 1984. — Proposition de loi n° **88** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2040**, dépôt le 17 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (26 avril 1984). — Rapport n° **2178** (7 juin 1984). — Discussion le 13 juin 1984. — Adoption avec modifications le 13 juin 1984. — Proposition de loi n° **599**.

Sénat (deuxième lecture), n° **388** (1983-1984), dépôt le 15 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. — Rapporteur : M. Luc Dejoie. — Rapport n° **398** (1983-1984) (20 juin 1984). — Discussion le 21 juin 1984. — Adoption définitive le 21 juin 1984. — Proposition de loi n° **140** (1983-1984).

Loi n° 84-562 du 4 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 6 juillet 1984 (p. 2127).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [13 juin 1984] (p. 3318) :

Action en contrefaçon : *Foyer (Jean)* (p. 3318).
Imprévision : *Foyer (Jean)* (p. 3318).
Procédure de révision : *Foyer (Jean)* (p. 3318) ; *Labarrère (André)* (p. 3318).

Discussion des articles [13 juin 1984] (p. 3319) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (précisant que tout gratifié peut demander la révision des conditions et charges grevant les donations ou les legs qu'il a reçus) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (action formée contre les héritiers et le ministère public dans certains cas) : adopté après rectification ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *bis* : adopté.

Article 1er *ter* : amendement n° 3 de la commission (possibilité d'autoriser la révision des conditions et charges par arrêté interministériel (p. 3319) ; détermination des mesures de révision qui peuvent être autorisées par simple arrêté interministériel ; adopté ;

— article 1er *ter*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er *ter* : amendement n° 4 de la commission (détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'exécution des articles L. 12 et L. 14 du code du domaine de l'Etat) : adopté.

Article 1er *quater* : amendement n° 5 de la commission (révision des conditions et charges grevant une donation ou un legs fait à un établissement hospitalier) : adopté ;

— article 1er *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 6 de la commission (substituant aux références « L. 16 et L. 17 » les mots « L. 16, L. 17 et L. 20 du code du domaine de l'Etat ») (p. 3320) ; adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3321).

SUCRE

Industrie du — en Guadeloupe
Voir *Questions orales sans débat* **663.**

SUEDE

Voir *Traités et conventions* **115, 119.**

SUISSE

Relations douanières et fiscales
Voir *Questions orales sans débat* **634.**

SYNCHROTRON

Voir *Lois de finances* **9,** deuxième partie, Plan et aménagement du territoire.

Choix d'implantation du —
Voir *Questions au Gouvernement* **1049, 1055.**

SYNDICS

Voir *Administrateurs judiciaires et syndics.*

SYRIE

Situation des juifs en —
Voir *Questions au Gouvernement* **1119.**

T

TABACS ET ALLUMETTES

1. — Projet de loi n° 1831 créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.).

Assemblée nationale (première lecture). — Rapporteur : M. Alain Chénard (5 avril 1984). — Rapport n° **2011** (11 avril 1984). — Discussion le 24 avril 1984. — Adoption le 24 avril 1984. — Projet de loi n° **550**.

Sénat (première lecture) n° **277** (1983-1984), dépôt le 25 avril 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Pierre Croze. — Rapport n° **324** (1983-1984) (18 mai 1984). — Discussion le 23 mai 1984. — Adoption le 23 mai 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi modifiant la loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S. E. I. T. A.) ». — Projet de loi n° **122** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2149,** dépôt le 24 mai 1984. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Alain Chénard. — Rapport n° **2161** (29 mai 1984). — Discussion le 6 juin 1984. — Adoption avec modifications le 6 juin 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S. E. I. T. A.) ». — Projet de loi n° **592**.

Sénat (deuxième lecture), n° **364** (1983-1984), dépôt le 6 juin 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Pierre Croze. — Rapport n° **374** (1983-1984) (7 juin 1984). — Discussion le 20 juin 1984. — Adoption avec modifications le 20 juin 1984. — Projet de loi n° **138** (1983-1984).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 23 juin 1984] (p. 1958).
Bureau [*J.O.* du 27 juin 1984] (p. 2002).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Alain Chénard. — Rapport n° **2236** (26 juin 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Descours Desacres. — Rapport n° **430** (1983-1984) (26 juin 1984). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **2222,** dépôt le 20 juin 1984. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Alain Chénard. — Rapport n° **2247** (27 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption avec modifications le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **635**.

Sénat (troisième lecture), n° **443** (1983-1984), dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Pierre Croze. — Rapport n° **447** (1983-1984) (28 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption avec modifications le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **168** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **2274,** dépôt le 29 juin 1984 — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Alain Chénard. — Rapport n° **2275** (29 juin 1984). — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **647**.

Loi n° 84-603 du 13 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1984 (p. 2266).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 avril 1984] (p. 1881).

Diversification (politique de —) : *Chénard (Alain)* (p. 1882) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1883, 1884) ; *Dousset (Maurice)* (p. 1893).
Fonctionnaires détachés : *Couillet (Michel)* (p. 1890).
Gauloise blonde : *Chénard (Alain)* (p. 1881) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1883) ; *Charles (Bernard)* (p. 1894).
Monopole d'importation (abolition du —) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 1883).
Monopole de fabrication : *Emmanuelli (Henri)* (p. 1883).
Planteurs de tabac (situation des —) : *Gengenwin (Germain)* (p. 1890, 1891) ; *Dousset (Maurice)* (p. 1894) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1895).
Privatisation (loi de 1980) : *Chénard (Alain)* (p. 1882) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1883, 1894) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1885) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1886) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1888) ; *Couillet (Michel)* (p. 1889) ; *Sapin (Michel)* (p. 1890) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 1891) ; *Charles (Bernard)* (p. 1894).
Prix du tabac : *Chénard (Alain)* (p. 1882) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1885) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1886) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 1892).
Production nationale de tabac : *Emmanuelli (Henri)* (p. 1884, 1885, 1895) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1891).
Statut du personnel (notamment mobilité et retraite) : *Chénard (Alain)* (p. 1882) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1883, 1884, 1895, 1896) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1886) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1887) ; *Couillet (Michel)* (p. 1889) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1891) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 1892) ; *Legrand (Joseph)* (p. 1892, 1893).
Statut de la S. E. I. T. A. : *Chénard (Alain)* (p. 1881, 1882) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1885, 1886) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1886) ; *Sapin (Michel)* (p. 1890) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 1891) ; *Charles (Bernard)* (p. 1894).
S. E. I. T. A. (crise financière) : *Gantier (Gilbert)* (p. 1885) ; *Couillet (Michel)* (p. 1889) ; *Dousset (Maurice)* (p. 1893) ; *Charles (Bernard)* (p. 1894).
Traité de Rome (application du —) : *Couillet (Michel)* (p. 1888).

Discussion des articles [24 avril 1984] (p. 1896).

Article 1er (*création de la société nationale*) : amendement n° 3 de M. Emmanuel Hamel (de suppression) ; ressources financières de la S. E. I. T. A. ; rejeté ;

— article 1er : adopté.

Article 2 (*statuts de la société nationale*) : composition du conseil d'administration (p. 1896) ; adopté.

Article 3 (*missions de la société nationale*) : amendement n° 4 de M. Emmanuel Hamel (supprimant les mots : « ou indirectement » dans le deuxième alinéa de cet article) : non soutenu ;

— article 3 : adopté.

Article 4 (*relations de la société nationale avec les planteurs*) : loi de 1976 dite « loi Veil » ; amendement n° 9 de M. Germain Gengenwin (mise en œuvre par la SEITA d'une politique de développement d'une filière nationale des tabacs) ; production de tabac blond (p. 1897) ; rôle de l'Etat ; rejeté ; amendement n° 5 de M. Emmanuel Hamel (plans d'approvisionnement pluriannuels régionaux) ; rejeté ; amendement n° 1 de la commission (prise en compte des prix à la production dans le calcul des prix industriels des tabacs) ; baisse de la marge bénéficiaire du monopole ; vérité des prix (p. 1898) ; rejeté ;

— article 4 : adopté.

Article 5 (*statut du personnel*) : droits acquis : amendement n° 7 de M. Michel Couillet (prise en compte des droits acquis dans le nouveau statut) ; notion de mobilité (p. 1899) ; négociation du statut ; rejeté ; amendement n° 10 de M. Georges Tranchant (possibilité pour les personnels en fonction de rester soumis aux dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959) ; situation des sidérurgistes (p. 1900) ; rejeté au scrutin public ;

— article 5 : adopté.

Article 6 (*régime de retraites*) : amendement n° 8 de M. Michel Couillet (de suppression) ; sécurité sociale minière ; rejeté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 1901) ; rejeté ;

— article 6 : adopté.

Article 7 (*abrogation de la loi du 2 juillet 1980*) : adopté.

Explications de vote (p. 1902) :
Abstention du groupe communiste : *Combasteil (Jean)* (p. 1902).
Avantages acquis : *Tranchant (Georges)* (p. 1902).
Privatisation : *Vouillot (Hervé)* (p. 1902) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1902).
Vote négatif du R. P. R. : *Tranchant (Georges)* (p. 1902).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1902).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [6 juin 1984] (p. 2964).

Déficit de la S. E. I. T. A. : *Gantier (Gilbert)* (p. 2966) ; *Dousset (Maurice)* (p. 2967).
Loi du 2 juin 1980 : *Douyère (Raymond)* (p. 2965) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2965) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2965, 2966) ; *Dousset (Maurice)* (p. 2966) ; *Lengagne (Guy)* (p. 2967).
Personnel (retraite) : *Horvath (Adrienne)* (p. 2966) ; *Lengagne (Guy)* (p. 2967).
Personnel (statut du —) : *Douyère (Raymond)* (p. 2964, 2965) ; *Lengagne (Guy)* (p. 2965, 2967) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2965) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2966).
Privatisation ou non de la S. E. I. T. A. (problème de la —) : *Douyère (Raymond)* (p. 2964, 2965) ; *Lengagne (Guy)* (p. 2965) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2965) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2965, 2966) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 2966).
Tabac blond : *Horvath (Adrienne)* (p. 2966).

Discussion des articles [6 juin 1984] (p. 2967).

Article 1er : amendement n° 10 du Gouvernement (créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes dont le capital appartient à l'Etat) ; amendement n° 1 de la commission (même objet) (p. 2967) ; période transitoire ; loi de démocratisation du secteur public ; redressement de la situation financière de la S. E. I. T. A. en 1982 et 1983 ; problème du rachat des parts de la société par l'Etat ; amendement n° 10 : adopté ; amendement n° 1 : devenu sans objet ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2, supprimé per le Sénat : amendement n° 2 de la commission (application à la S. E. I. T. A. de la législation sur les sociétés anonymes) (p. 2968) ; démocratisation du secteur public ; adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 3, supprimé par le Sénat : amendement n° 3 de la commission (missions de la S. E. I. T. A.) ; « nationalisation silencieuse » ; adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 4 : amendement n° 4 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet article) ; plans d'approvisionnement pluriannuel ; reconversion vers le tabac blond ; adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 5 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet article) (p. 2969) ; statut du personnel ; adopté ; amendement n° 12 de M. Georges Tranchant (possibilité pour les personnels en fonction de demander de rester soumis aux dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959) ; engagements pris par l'Etat ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 6 de la commission (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6, supprimé par le Sénat : amendement n° 7 de la commission (maintien du régime de retraite institué en vertu de l'ordonnance du 7 janvier 1959) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli (p. 2970).

Article 7 : amendement n° 11 du Gouvernement (abrogeant la loi du 2 juillet 1980) ; amendement n° 8 de la commission (même objet) ; compétence du président de l'actuelle S. E. I. T. A. pour régler les opérations de liquidation ; inapplication des dispositions permettant la privatisation de la S. E. I. T. A. ; engagements pris par l'Etat à l'égard des salariés ; adopté ; amendement n° 8 : devenu sans objet ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Titre : amendement n° 9 de la commission intitulant le projet de loi : « Projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S. E. I. T. A.) » ; adopté.

Explications de vote (p. 2971) :

Privatisation ou non de la S. E. I. T. A. : *Tranchant (Georges)* (p. 2972) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2972) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2972).
Statut du personnel : *Tranchant (Georges)* (p. 2971) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2972).
Vote favorable du groupe socialiste : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2972).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Tranchant (Georges)* (p. 2972).
Vote hostile du groupe U. D. F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 2972).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2972).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1984] (p. 3758).

Personnels de la S. E. I. T. A. : *Legrand (Joseph)* (p. 3760).
Privatisation (arrêt de la —) : *Chénard (Alain)* (p. 3758).
Producteurs français de tabac (notamment relations avec la S. E. I. T. A.) : *Malvy (Martin)* (p. 3759).
Tarifs : *Emmannuelli (Henri)* (p. 3759) ; *Malvy (Martin)* (p. 3759).
Vignette-tabac : *Chénard (Alain)* (p. 3759) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3759) ; *Dousset (Maurice)* (p. 3760).

Discussion des articles [27 juin 1984] (p. 3760) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (création d'une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes dont le capital appartient à l'Etat) ; vignette « sécurité sociale » ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 3760).

Article 2, supprimé par le Sénat : amendement n° 2 de la commission (application à la S. E. I. T. A. de la législation sur les sociétés anonymes) : adopté ;

— l'article 2 est ainsi rétabli.

Article 3, supprimé par le Sénat : amendement n° 3 de la commission (mission de la S. E. I. T. A.) : adopté ;

— l'article 3 est ainsi rétabli.

Article 4 : amendement n° 4 de la commission (compétence de l'Etat pour veiller au maintien et au développement de la production nationale de tabac) ; aménagement du monopole des tabacs ; politique des approvisionnements ; orientation de la production vers les tabacs blonds ; office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture (p. 3761) ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 6 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 11 de M. Georges Tranchant (possibilité pour les personnels en fonction à la date de promulgation de la loi de demander l'application de l'ordonnance du 7 janvier 1959) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) : adopté.

Article 6, supprimé par le Sénat : amendement n° 8 de la commission (maintien du régime de retraite institué par l'ordonnance du 7 janvier 1959 pour les personnels titulaires en fonction à la date d'entrée en vigueur de la loi) : adopté ;

— l'article 6 est ainsi rétabli.

Article 7, supprimé par le Sénat : amendement n° 9 de la commission (abrogation de la loi du 2 juillet 1980) : adopté ;

— l'article 7 est ainsi rétabli (p. 3762).

Titre : amendement n° 10 de la commission (intitulant le projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des « tabacs et allumettes ») ; gauloises blondes ; adopté.

Explications de vote (p. 3763) :

Abstention du groupe communiste : *Legrand (Joseph)* (p. 3763).
Privatisation de la S.E.I.T.A. : *Gantier (Gilbert)* (p. 3763).
Régime des retraites : *Gantier (Gilbert)* (p. 3763).
S.E.I.T.A. (difficultés financières) : *Gantier (Gilbert)* (p. 3763).
Tabac blond : *Chénard (Alain)* (p. 3763).
Vote négatif du groupe U. D. F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 3763).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3763).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1984] (p. 3888) :

Loi du 2 juillet 1980 (position du Sénat vis-à-vis de la —) : *Chénard (Alain)* (p. 3888) ; *Lemoine (Georges)* (p. 3888).
Production nationale de tabac : *Lemoine (Georges)* (p. 3888).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 3888).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3888).

TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (T. V. A.)

Fonds de compensation de la —
Voir *Collectivités locales* **16.**

Presse :
Voir *Lois de finances* **9** (première partie), article 21, après l'article 21.

— sur la location de véhicules automobiles
Voir *Lois de finances* **9** (première partie), après l'article 5.

TAXE D'APPRENTISSAGE

Voir *Enseignement privé* **5.**
Impôts et taxes **7.**
Lois de finances **9** (première partie), article 20.
Motions de censure **12.**

TAXE D'HABITATION

Exonération de la — en faveur des chômeurs :
Voir *Questions au Gouvernement* **1162.**

Recouvrement de la —
Voir *Collectivités locales* **16.**

TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Voir *Bâtiment et travaux publics* **3.**
Impôts et taxes **6.**
Lois de finances **9,** discussion générale.
Politique économique et sociale **6.**

TAXE LOCALE D'EQUIPEMENT

Voir *Urbanisme* **7.**

TAXE PROFESSIONNELLE

Voir *Collectivités locales* **16.**
Entreprises **21.**
Lois de finances **9,** discussion générale ; première partie : article 3 ; deuxième partie : travail, emploi et formation professionnelle.
Questions au Gouvernement **957.**
Questions orales sans débat **757.**

TAXE SUR LES HUILES

Voir *Lois de finances* **9** ; deuxième partie : Imprimerie nationale, Monnaies et médailles, Comptes spéciaux du Trésor.

TAXE SUR LES GRANULATS

Voir *Lois de finances* **9** ; deuxième partie : Imprimerie nationale, Monnaies et médailles, Comptes spéciaux du Trésor.

TAXE SUR LES SALAIRES

Voir *Lois de finances* **9** ; première partie : article 10.

TAXE TELEPHONIQUE

Voir *Lois de finances* **9,** discussion générale ; deuxième partie : Budget annexe des postes et télécommunications.

TAXIS

Interdiction de fumer dans les —
Voir *Questions orales sans débat* **603.**

TCHAD

Voir *Questions au Gouvernement* **842, 1015, 1018, 1161, 1167.**

Evacuation du — par les Libyens
Voir *Questions au Gouvernement* **1105, 1111.**

Evénements d'Oum Chalouba
Voir *Questions au Gouvernement* **843.**

Présence de militaires libyens
Voir *Questions au Gouvernement* **1141.**

TCHECOSLOVAQUIE

Voir *Traités et conventions* **124.**

TECHNIP (société d'ingénierie).

Voir *Questions au Gouvernement* **1046.**

TELEDIFFUSION DE FRANCE (T. D. F.)

Satellite T. D. F. 1
Voir *Questions orales sans débat* **606.**

TELE MONTE CARLO

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8**, avant l'article 1er.

TELEVISION

Voir *Radiodiffusion et télévision.*

TEXTILE

Voir *Habillement, cuirs et textiles.*

THERET (Max).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8**, avant l'article 1er ; article 3.

THOMSON C. S. F.

Licenciements prévus à Gennevilliers
Voir *Questions orales sans débat* **655.**

TORTURE

Convention européenne contre la —
Voir *Questions au Gouvernement* **924.**

— en Turquie
Voir *Questions au Gouvernement* **983.**

TOURISME ET LOISIRS

3. — Proposition de loi n° 1144 portant réforme de l'organisation régionale du **tourisme.**

Assemblée nationale (première lecture), n° **1144,** rapport n° **2447** (22 novembre 1984). — Discussion le 17 décembre 1984. — Adoption le 17 décembre 1984. — Proposition de loi n° **731.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1984] (p. 7055) :

Compétences des nouveaux comités : *Porelli (Vincent)* (p. 7057, 7058).
Composition des comités : *Hory (Jean-François)* (p. 7056) ; *Porelli (Vincent)* (p. 7058) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7059).
Comités régionaux du tourisme (création des — en 1942 et 1943) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 7055) ; *Crépeau (Michel)* (p. 7056) ; *Chaubard (Albert)* (p. 7059).
Comités régionaux du tourisme (fonctionnement des anciens —) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 7055) ; *Porelli (Vincent)* (p. 7057).
Création des nouveaux comités (caractère facultatif de la —) : *Crépeau (Michel)* (p. 7056) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7058) ; *Chaubard (Albert)* (p. 7059).
Décentralisation : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 7055) ; *Hory (Jean-François)* (p. 7056) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7058).
D. O. M. - T. O. M. : *Hory (Jean-François)* (p. 7057) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7059).
Origine du texte (proposition de M. Marc Bœuf) : *Crépeau (Michel)* (p. 7055) ; *Blanc (Jacques)* (p. 7058).
Statut des comités : *Crépeau (Michel)* (p. 7056) ; *Hory (Jean-François)* (p. 7056) ; *Chaubard (Albert)* (p. 7059).

Discussion des articles [17 décembre 1984] (p. 7060) :

Article 1er (*création d'un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « comité régional du tourisme et des loisirs »*) ; région Provence-Côte d'Azur, Rhône-Alpes ; associations ; amendement n° 1 de la commission (possibilité de créer un comité régional) ; sous-amendement n° 31 du Gouvernement (appellation de « comité » ne pouvant émaner que du conseil régional) ; statut d'établissement public à caractère industriel et commercial ; caractère facultatif de ce statut ; rôle du conseil régional ; sous-amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 29 de la commission (possibilité de créer deux comités dans la même région ou un comité interrégional (p. 7060) ; rôle du conseil régional ; région Provence-Côte d'Azur ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 2 de la commission (possibilité de donner au comité la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial) ; sous-amendement n° 32 du Gouvernement (respect des dispositions de la loi du 2 mars 1982) ; forme d'établissement public à caractère industriel et commercial ; sous-amendement n° 32 : adopté après rectification ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté.

Article 2 (*rôle du comité régional*) : amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Jacques Blanc (cas des attributions dévolues aux collectivités territoriales autres que la région) ; décentralisation ; tourisme ; attributions des organismes existants ; définition de la politique du tourisme (p. 7061) ; compétences des collectivités locales en matière touristique ; décentralisation ; problème du statut de la région ; amendement n° 21 : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (domaines d'intervention des comités) ; assistance technique à la commercialisation ; statut de la région ; adopté ; amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Jacques Blanc (élaboration d'un schéma régional de développement du tourisme) ; amendement n° 4 de la commission (élaboration d'un programme général d'actions) (p. 7062) ; sous-amendement n° 33 du Gouvernement (comités départementaux du tourisme de la région) ; partenaires de la politique du tourisme ; attitude de l'opposition ; élections régionales ; amendement n° 22 : rejeté ; possibilité de créer des comités inter-régionaux ; cas de la Normandie ; sous-amendement n° 33 : retiré ; statut de la région ; amendement n° 4 : adopté ; amendement n° 5 de la commission (possibilité pour le comité de passer des conventions) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*possibilité pour les comités régionaux de s'associer*) : amendement n° 6 de la commission (de suppression) ; association des comités régionaux (p. 7063) ; actions développées au niveau inter-régional ; plan grand Sud-Ouest ; Aquitaine et Midi-Pyrénées ; adopté.

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 4 (*composition du comité*) : amendement n° 7 de la commission (composition du comité) ; sous-amendement n° 34 du Gouvernement (associant des organismes consulaires à cette composition) ; amendement n° 18 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Vincent Porelli (composition du comité régional) ; fixation de cette composition par le conseil régional ; présidence de celle-ci ; cas des associations de tourisme social (p. 7064) ; composition du comité régional ; tourisme social ; comités régionaux ; sous-amendement n° 34 : rejeté ; sous-amendement n° 35 de M. Vincent Porelli (associations de tourisme social) : rejeté ; amendement n° 7 : adopté après modification ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 4 (p. 7065).

Amendements n° 18 et n° 23 de M. Jean-Pierre Soisson : devenus sans objet ; problème du sort de l'amendement n° 23 ; présence des présidents des comités départementaux du tourisme comme membres de droit des comités régionaux (p. 7065) ; représentants des comités départementaux du tourisme ; article 101, alinéa 1 du règlement rendant possible une demande de seconde délibération.

Article 5 (*élection du conseil d'administration et présidence du comité*) : amendement n° 8 de la commission (composition du conseil d'administration) ; sous-amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Jacques Blanc (indiquant que les présidents des comités départementaux sont membres de droit du conseil d'administration du comité régional) ; amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Soisson (élection du président au sein du comité régional) ; conseil régional ; conseil d'administration ; comités régionaux (p. 7066) ; sous-amendement n° 25 : rejeté ; amendement n° 8 : adopté.

— en conséquence, ce texte devient l'article 5 (p. 7067).

Amendement n° 26 : devenu sans objet.

Après l'article 5 : amendement n° 19 de Mme Colette Goeuriot (création de commissions au sein du conseil régional) : retiré par M. Vincent Porelli (p. 7067).

Article 6 (*représentation du comité régional par le président dans tous les actes de la vie civile*) : amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 7 (*possibilité pour le comité régional de composer diverses commissions*) : amendement n° 10 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 8 (*personnels des comités*) : amendement n° 11 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 9 (*directeur du comité*) : amendement n° 12 de la commission (de suppression) ; fonctions de directeur du comité régional ; adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Soisson : devenu sans objet.

Article 10 (*ressources du comité*) : amendement n° 13 de la commission (rendant facultatives ces ressources) ; dons et legs (p. 7067) ; fonctions de directeur du comité régional du tourisme et des loisirs ; cas de fonctionnaires de l'Etat mis à disposition des comités régionaux ; adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 10 (p. 7068).

Article 11 (*établissement du règlement intérieur par le comité*) : adopté (p. 7068).

Article 12 (*abrogeant divers textes de* 1942 *et* 1943) : amendement n° 15 de la commission (abrogeant ces textes six mois après la publication de la présente loi) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 12.

Article 13 : amendement n° 16 de la commission (de suppression) ; texte ne s'appliquant pas aux D. O. M. ni à la Corse ; compétence de la Corse (p. 7068) ; tourisme outre-mer ; décentralisation ; prime à l'installation hôtelière ; intervention des assemblées consulaires dans les comités régionaux ; cas de l'assemblée de Corse ; cas de Mayotte ; problème posé par le développement du tourisme outre-mer (p. 7069) ; adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Soisson : devenu sans objet (p. 7070).

Article 14 (*fixation des conditions d'application de ce texte par décret en Conseil d'Etat*) : adopté.

Demande de seconde délibération de M. Jacques Blanc : rejetée (p. 7070).

Explications de vote (p. 7070) :
Abstention du groupe communiste : *Porelli (Vincent)* (p. 7070).
Régions : *Blanc (Jacques)* (p. 7070).
Vote positif du groupe U. D. F. : *Blanc (Jacques)* (p. 7070).
Vote positif du groupe socialiste : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 7070).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 7070).
Rappel au règlement de M. Jean Bégault (p. 7071).

TRAILOR (entreprise).

Voir *Questions au Gouvernement* **1066.**

TRAIN A GRANDE VITESSE (T. G. V.)

— **Est.**

Voir *Questions au Gouvernement* **869.**

— **Paris-Francfort.**

Voir *Questions au Gouvernement* **933.**

TRAIN UNIVERSEL DE GANDRANGE

Voir *Minerais et métaux* **2.**
Questions au Gouvernement **831, 852.**

TRAITE DE ROME

Application directe du —

Voir *Produits agricoles et alimentaires* **1.**

TRAITES ET CONVENTIONS

12. — **Projet de loi n° 89** autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la **République populaire de Pologne** relatif aux instituts français en Pologne et aux instituts polonais en France. Lettre rectificative.

Assemblée nationale (première lecture). — Rapport n° **2014** (12 avril 1984). — Demande de vote sans débat le 12 avril 1984. — Vote sans débat le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **623.**

Sénat (première lecture) n° **446** (1983-1984), dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. — Rapport n° **7** (1984-1985) (4 octobre 1984). — Discussion le 31 octobre 1984. — Adoption le 31 octobre 1984. — Projet de loi n° **15** (1984-1985).

Loi n° 84-991 du 7 novembre 1984 publiée au *J. O.* du 9 novembre 1984 (p. 3475).

72. — **Projet de loi n° 1264** autorisant la ratification d'un accord instituant une **fondation européenne** (ensemble un acte final et un arrangement).

Assemblée nationale (première lecture). — Rapport n° **2065** (26 avril 1984). Demande de vote sans débat le 26 avril 1984. — Vote sans débat le 10 mai 1984. — Adoption le 10 mai 1984. — Projet de loi n° **555.**

Sénat (première lecture) n° **309** (1983-1984), dépôt le 11 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Rapport n° **361** (1983-1984) (6 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **156** (1983-1984).

Loi n° 84-542 du 4 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 5 juillet 1984 (p. 2110).

82. — **Loi n° 83-1132.** Rectificatif [*J. O.* du 14 juillet 1984] (p. 2271).

95. — **Projet de loi n° 1992** autorisant l'approbation d'une convention de coopération judiciaire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la **République portugaise,** relative à la **protection des mineurs.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Théo Vial Massat (5 avril 1984). — Rapport n° **2066** (26 avril 1984). — Demande de vote sans débat le 26 avril 1984. — Vote sans débat le 10 mai 1984. — Adoption le 10 mai 1984. — Projet de loi n° **556.**

Sénat (première lecture) n° **310** (1983-1984), dépôt le 11 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Robert Pontillon. — Rapport n° **371** (1983-1984) (7 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **151** (1983-1984).

Loi n° 84-543 du 4 juillet 1984. — Publiée au *J.O.* du 5 juillet 1984 (p. 2110).

96. — Projet de loi n° 1993 autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'**Espagne** concernant la **modification de la frontière** le long de la route transpyrénéenne d'Arette à Isaba.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Raymond Julien (5 avril 1984). — Rapport n° **2015** (12 avril 1984). Discussion le 30 mai 1984. — Adoption le 30 mai 1984. — Projet de loi n° **579.**

Sénat (première lecture), n° **346** (1983-1984), dépôt le 30 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gérard Gaud. — Rapport n° **382** (1983-1984) (13 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **152** (1983-1984).

Loi n° 84-544 du 4 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 5 juillet 1984 (p. 2110).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [30 mai 1984] (p. 2814).

Chemin de Puigcerda : *Julien* (*Raymond*) (p. 2814).
Commission internationale des Pyrénées : *Julien* (*Raymond*) (p. 2814) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 2815).
Enclave française (suppression) : *Julien* (*Raymond*) (p. 2814) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 2815).
Terrains (cession mutuelle des —) : *Julien* (*Raymond*) (p. 2814) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 2815).

Discussion de l'article unique (p. 2815) :

Article unique (*autorisant l'approbation de la convention entre la France et l'Espagne relative à la modification de la frontière le long de la route d'Arette à Isaba*) : adopté (p. 2815).

Adoption de l'article unique (p. 2815).

97. — Projet de loi n° 1994 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République italienne** relatif à l'**entretien des bornes et de la frontière.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Raymond Julien (5 avril 1984). — Rapport n° **2016** (12 avril 1984). — Discussion le 30 mai 1984. — Adoption le 30 mai 1984. — Projet de loi n° **580.**

Sénat (première lecture), n° **347** (1983-1984), dépôt le 30 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Merli. — Rapport n° **362** (1983-1984) (6 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **150** (1983-1984).

Loi n° 84-546 du 4 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 5 juillet 1984 (p. 2111).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [30 mai 1984] (p. 2815).

Commission mixte : *Julien* (*Raymond*) (p. 2815).
Surveillance et entretien des bornes : *Julien* (*Raymond*) (p. 2815).

Discussion de l'article unique (p. 2816).

Article unique (*autorisant l'approbation de l'accord entre la France et l'Italie relatif à l'entretien des bornes et de la frontière*) : adopté (p. 2816).

Adoption de l'article unique (p. 2816).

98. — Projet de loi n° 1995 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'**Organisation de l'aviation civile internationale** relatif au statut de l'organisation en France (ensemble deux annexes et deux échanges de lettres interprétatives).

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Xavier Deniau (5 avril 1984). — Rapport n° **2067** (26 avril 1984). — Demande de vote sans débat le 26 avril 1984. — Vote sans débat le 10 mai 1984. — Adoption le 10 mai 1984. — Projet de loi n° **557.**

Sénat (première lecture), n° **311** (1983-1984), dépôt le 11 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Serge Boucheny. — Rapport n° **330** (1983-1984) (23 mai 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **149** (1983-1984).

Loi n° 84-539 du 4 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 5 juillet 1984 (p. 2109).

99. — Projet de loi n° 1996 autorisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des **armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines** et sur leur destruction.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Lagorce (5 avril 1984). — Rapport n° **2114** (17 mai 1984). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (2 avril 1984). — Rapporteur pour avis : M. Marc Verdon (3 mai 1984). — Avis n° **2109** (10 mai 1984). — Discussion le 30 mai 1984. — Adoption le 30 mai 1984. — Projet de loi n° **581.**

Sénat (première lecture), n° **348** (1983-1984), dépôt le 30 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Louis Longequeue. — Rapport n° **384** (1983-1984) (13 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **155** (1983-1984).

Loi n° 85-547 du 4 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 5 juillet 1984 (p. 2111).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [30 mai 1984] (p. 2816) :

Armes bactériologiques (danger des —) : *Verdon* (*Marc*) (p. 2817).
Armes chimiques (extension de la convention aux —) : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 2816) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 2818) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (Ille-et-Vilaine) (p. 2819).
Convention du 10 avril 1972 : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 2816) ; *Verdon* (*Marc*) (p. 2817) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 2818).
Désarmement (objectif de —) : *Verdon* (*Marc*) (p. 2817, 2818) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 2818) ; *Odru* (*Louis*) (p. 2818, 2819) ; *Boucheron* (*Jean-Michel*) (Ille-et-Vilaine) (p. 2819).
Loi du 9 juin 1972 : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 2816) ; *Verdon* (*Marc*) (p. 2817) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 2818).
Paix (volonté de —) : *Verdon* (*Marc*) (p. 2818).
Protocole de Genève de 1925 : *Gatel* (*Jean*) (p. 2818).
Tension internationale : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 2816).
Usage (interdiction du droit de l'—) : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 2816).
Vérifications (problème des —) : *Lagorce* (*Pierre*) (p. 2816) ; *Verdon* (*Marc*) (p. 2817, 2818) ; *Gatel* (*Jean*) (p. 2818) ; *Odru* (*Louis*) (p. 2819).

Discussion de l'article unique (p. 2819) :

Article unique (*autorisant l'adhésion de la France à la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques ou à toxines et sur leur destruction*) : adopté (p. 2819).

Adoption de l'article unique (p. 2819).

100. — Projet de loi n° 1997 autorisant l'approbation d'un accord entre la France et le **Canada** sur le **transfèrement des détenus** et la surveillance de certains condamnés (ensemble deux échanges de lettres).

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Lydie Dupuy (5 avril 1984). — Rapport n° **2079** (2 mai 1984). — Demande de vote sans débat le 3 mai 1984. — Vote sans débat le 30 mai 1984. — Adoption le 30 mai 1984. — Projet de loi n° **582.**

Sénat (première lecture), n° **349** (1983-1984), dépôt le 5 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport n° **363** (1983-1984) (6 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **153** (1983-1984).

Loi n° 84-545 du 4 juillet 1984 publiée au *J.O.* le 5 juillet 1984 (p. 2111).

101. — Projet de loi n° 1999 autorisant l'approbation d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif à la **formation professionnelle** et à la promotion de l'emploi.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 2 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Robert Montdargent (5 avril 1984). — Rapport n° **2064** (26 avril 1984). — Demande de vote sans débat le 26 avril 1984. — Vote sans débat le 10 mai 1984. — Adoption le 10 mai 1984. — Projet de loi n° **558.**

Sénat (première lecture), n° **312** (1983-1984), dépôt le 11 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport n° **331** (1983-1984) (23 mai 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **154** (1983-1984).

Loi n° 84-557 du 4 juillet 1984 publiée au *Journal officiel* du 5 juillet 1984 (p. 2113).

102. — Projet de loi n° 2008 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République algérienne démocratique et populaire** relatif aux **obligations du service national** (ensemble trois annexes et un échange de lettres).

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 6 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Rapporteur : M. Roland Bernard (26 avril 1984). — Rapport n° **2115** (17 mai 1984). — Demande de vote sans débat le 17 mai 1984. — Vote sans débat le 30 mai 1984. — Adoption le 30 mai 1984. — Projet de loi n° **583.**

Sénat (première lecture), n° **350** (1983-1984), dépôt le 5 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Roger Poudonson. — Rapport n° **429** (1983-1984) [26 juin 1984]. — Discussion le 27 juin 1984. — Rejet le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **160** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2256,** dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Roland Bernard. — Rapport n° **2257** (28 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption avec modifications le 28 juin 1984. — Projet de loi n° **642.**

Sénat (deuxième lecture), n° **456** (1983-1984), dépôt le 28 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Rapport n° **459** (1983-1984) [28 juin 1984]. — Discussion le 29 juin 1984. — Adoption définitive le 29 juin 1984. — Projet de loi n° **172** (1983-1984).

Loi n° 84-563 du 4 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 6 juillet 1984.

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1984] (p. 3818) :

Certificat d'attestation : *Fillioud* (*Georges*) (p. 3819).
Délai d'option : *Fillioud* (*Georges*) (p. 3820).
Double nationalité : *Bernard* (*Roland*) (p. 3819) ; *Deniau* (*Xavier*) (p. 3819) ; *Fillioud* (*Georges*) (p. 3821).
Intéressés (évaluation du nombre des —) : *Fillioud* (*Georges*) (p. 3821).
Relations franco-algériennes : *Odru* (*Louis*) (p. 3820) ; *Billon* (Alain) (p. 3820).

Discussion de l'article unique (p. 3821).

Article unique (*autorisant l'approbation de l'accord entre la France et l'Algérie relatif aux obligations du service national*) : adopté au scrutin public (p. 3821).

103. — Projet de loi n° 2012 autorisant la ratification d'un protocole d'accord pour l'**importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel** (ensemble neuf annexes).

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 11 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Xavier Deniau (26 avril 1984). — Rapport n° **2117** (17 mai 1984). — Demande de vote sans débat le 17 mai 1984. — Vote sans débat le 30 mai 1984. — Adoption le 30 mai 1984. — Projet de loi n° **584.**

Sénat (première lecture) n° **351** (1983-1984), dépôt le 5 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Alloncle. — Rapport n° **383** (1983-1984) (13 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **159** (1983-1984).

Loi n° 84-541 du 4 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 5 juillet 1984 (p. 2109).

104. — Projet de loi n° 2037 autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant **création de la banque de développement des Caraïbes** (ensemble trois annexes et un protocole).

Sénat (première lecture) n° **185** (1983-1984), dépôt le 6 janvier 1984 (rattaché pour ordre à la séance par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Rapport n° **233** (1983-1984) (2 avril 1984). — Discussion le 11 avril 1984. — Adoption le 11 avril 1984. — Projet de loi n° **86** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2037,** dépôt le 12 avril 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Manuel Escutia. — Rapport n° **2050** (19 avril 1983). — Discussion le 25 avril 1984. — Adoption le 25 avril 1984. — Projet de loi n° **551.**

Loi n° 84-320 du 3 mai 1984 publiée au *J.O.* du 4 mai 1984 (p. 1315).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 avril 1984] (p. 1924) :

Question préalable opposée par M. Xavier Deniau : *Deniau* (*Xavier*) (p. 1925) ; *Moulinet* (*Louis*) (p. 1926) ; rejetée au scrutin public (p. 1927).
Banque de développement des Caraïbes (bilan d'activité) : *Escutia* (*Manuel*) (p. 1924).
Banque de développement des Caraïbes (fonctionnement) : *Escutia* (*Manuel*) (p. 1924).
Caraïbes britanniques : *Deniau* (*Xavier*) (p. 1925, 1926) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1927) ; *Odru* (*Louis*) (p. 1927).
D.O.M. antillais : *Escutia* (*Manuel*) (p. 1925) ; *Odru* (*Louis*) (p. 1927).
Entreprises des Etats membres : *Cheysson* (*Claude*) (p. 1925).
Etat régional (qualification d'—) : *Deniau* (*Xavier*) (p. 1926) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1927).
Langue française : *Escutia* (*Manuel*) (p. 1925) ; *Deniau* (*Xavier*) (p. 1926) ; *Moulinet* (*Louis*) (p. 1926) ; *Cheysson* (*Claude*) (p. 1927).

Discussion de l'article unique (p. 1928).

Article unique (*autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant création de la banque de développement des Caraïbes*).

Explications de vote (p. 1928) :

Caraïbes britanniques : *Deniau* (*Xavier*) (p. 1928).
Etat régional : *Deniau* (*Xavier*) (p. 1928).
Langue française : *Deniau* (*Xavier*) (p. 1928).

Article unique : adopté (p. 1928).

105. — Projet de loi n° 2072 autorisant l'approbation d'un **accord international de 1983 sur le café.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Raynal (10 mai 1984). — Rapport n° **2116** (17 mai 1984). — Demande de vote sans débat le 17 mai 1984. — Vote sans débat le 30 mai 1984. — Adoption le 30 mai 1984. — Projet de loi n° **585.**

Sénat (première lecture), n° **352** (1983-1984), dépôt le 5 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Paul Robert. — Rapport n° **402** (1983-1984) (20 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **157** (1983-1984).

Loi n° 84-540 du 4 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 5 juillet 1984 (p. 2109).

106. — Projet de loi n° 2073 autorisant l'approbation d'un **accord international** de 1982 sur le **jute et les articles en jute.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 avril 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Louis Moulinet (10 mai 1984). — Rapport n° **2118** (17 mai 1984). — Demande de vote sans débat le 17 mai 1984. — Vote sans débat le 30 mai 1984. — Adoption le 30 mai 1984. — Projet de loi n° **586.**

Sénat (première lecture), n° **353** (1983-1984), dépôt le 5 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Paul Robert. — Rapport n° **461** (1983-1984) (20 juin 1984). — Discussion le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **158** (1983-1984).

Loi n° 84-548 du 4 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 5 juillet 1984 (p. 2111).

107. — Projet de loi n° 2119 autorisant la ratification d'un accord concernant la **sécurité sociale des bateliers rhénans.**

Sénat (première lecture), n° **85** (1983-1984), dépôt le 1er décembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Louis Jung. — Rapport n° **278** (1983-1984) (25 avril 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **105** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2119**, dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Raynal (24 mai 1984). — Rapport n° **2179** (7 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 7 juin 1984. — Vote sans débat le 20 juin 1984. — Adoption le 20 juin 1984. — Projet de loi n° **604.**

Loi n° 84-516 du 29 juin 1984 publiée au *J.O.* du 30 juin 1984 (p. 2046).

108. — Projet de loi n° 2120 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le roi du **Népal** sur l'encouragement et la protection réciproques des **investissements** (ensemble trois échanges de lettres).

Sénat (première lecture), n° **228** (1983-1984), dépôt le 15 mars 1984 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gérard Gaud. — Rapport n° **296** (1983-1984) (4 mai 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **113** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2120**, dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Georges Bustin (24 mai 1984). — Rapport n° **2195** (14 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 14 juin 1984. — Vote sans débat le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **624.**

Loi n° 84-555 du 4 juillet 1984 publiée au *J.O.* du 5 juillet 1984 (p. 2113).

109. — Projet de loi n° 2121 autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique de **Madagascar** en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative en **matière fiscale** (ensemble deux échanges de lettres).

Sénat (première lecture) n° **222** (1983-1984), dépôt le 2 mars 1984 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **306** (1983-1984) (10 mai 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **115** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2121**, dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Roland Bernard (24 mai 1984). — Rapport n° **2196** (14 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 14 juin 1984. — Vote sans débat le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **625.**

Loi n° 84-556 du 4 juillet 1984 publiée au *Journal officiel* du 5 juillet 1984 (p. 211).

110. — Projet de loi n° 2122 autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Etat d'**Israël** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres).

Sénat (première lecture) n° **230** (1983-1984), dépôt le 15 mars 1984 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport n° **298** (1983-1984) (4 mai 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **112** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2122.** dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Manuel Escutia (24 mai 1984). — Rapport n° **2197** (14 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 14 juin 1984. — Vote sans débat le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **626.**

Loi n° 84-550 du 4 juillet 1984 publiée au *Journal officiel* du 5 juillet 1984 (p. 2112).

111. — Projet de loi n° 2123 autorisant la ratification d'une **convention internationale du travail** n° 149 concernant l'emploi et les conditions de travail et de vie du **personnel infirmier.**

Sénat (première lecture) n° **215** (1983-1984), dépôt le 16 février 1984 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Emile Didier. — Rapport n° **282** (1983-1984) (25 avril 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **110** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2123**, dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Bernard Madrelle (24 mai 1984). — Rapport n° **2198** (14 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 14 juin 1984. — Vote sans débat le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **627.**

Loi n° 84-549 du 4 juillet 1984 publiée au *Journal officiel* du 5 juillet 1984 (p. 2112). — Rectificatif *Journal officiel* du 6 juillet 1984 (p. 2128) [*J.O.* du 14 juillet 1984] (p. 2271).

112. — Projet de loi n° 2124 autorisant l'approbation des protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la convention sur le commerce du blé de 1971 et de la convention relative à l'aide alimentaire de 1980, constituant l'**accord international sur le blé** de 1971.

Sénat (première lecture), n° **196** (1983-1984), dépôt le 26 janvier 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport n° **269** (1983-1984) (19 avril 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **111** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2124**, dépôt le 17 mars 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Lydie Dupuy (24 mars 1984). — Rapport n° **2180** (7 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 7 juin 1984. — Vote sans débat le 20 juin 1984. — Adoption le 20 juin 1984. — Projet de loi n° **605.**

Loi n° 83-513 du 29 juin 1984 publiée au *Journal officiel* du 30 juin 1984 (p. 2046).

113. — Projet de loi n° 2125 autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République islamique du **Pakistan** sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble deux échanges de lettres).

Sénat (première lecture), n° **229** (1983-1984), dépôt le 15 mars 1984 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Guy Cabanel. — Rapport n° **297** (1983-1984) (4 mai 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **114** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2125**, dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Théo Vial-Massat (24 mai 1984). — Rapport n° **2199** (14 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 14 juin 1984. — Vote sans débat le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **628.**

Loi n° 84-551 du 4 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 5 juillet 1984 (p. 2112).

114. — Projet de loi n° 2126 autorisant la ratification d'une **convention internationale du travail,** n° 142, concernant le rôle de l'orientation et de la formation professionnelles dans la **mise en valeur des ressources humaines.**

Sénat (première lecture), n° **214** (1983-1984), dépôt le 16 février 1984 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Emile Didier. — Rapport n° **281** (1983-1984) (25 avril 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **109** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2126,** dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. André Delehedde (24 mai 1984). — Rapport n° **2200** (14 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 14 juin 1984. — Vote sans débat le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **629.**

Loi n° 84-552 du 4 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 5 juillet 1984 (p. 2112).

115. — Projet de loi n° 2127 autorisant l'approbation d'un avenant à la convention entre la France et la **Suède** tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'**assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs** du 24 décembre 1936, au protocole annexé à cette convention et au protocole final du 24 décembre 1936.

Sénat (première lecture), n° **207** (1983-1984), dépôt le 9 février 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **305** (1983-1984) (10 mai 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **116** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2127,** dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Michel Bérégovoy (24 mai 1984). — Rapport n° **2201** (14 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 14 juin 1984. — Vote sans débat le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **630.**

Loi n° 84-554 du 4 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 5 juillet 1984 (p. 2113).

116. — Projet de loi n° 2128 autorisant la ratification d'une **convention internationale du travail** n° 141 concernant les organisations de **travailleurs ruraux** et leur rôle dans le développement économique et social.

Sénat (première lecture), n° **213** (1983-1984), dépôt le 16 février 1984 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Emile Didier. — Rapport n° **280** (1983-1984) (25 avril 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **108** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2128,** dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Xavier Deniau (24 mai 1984). — Rapport n° **2181** (7 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 7 juin 1984. — Vote sans débat le 20 juin 1984. — Adoption le 20 juin 1984. — Projet de loi n° **606.**

Loi n° 84-515 du 29 juin 1984 publiée au *J. O.* du 30 juin 1984 (p. 2046).

117. — Projet de loi n° 2129 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif aux **transports internationaux de marchandises par route.**

Sénat (première lecture) n° **189** (1983-1984), dépôt le 12 janvier 1984 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1983) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Paul Robert. — Rapport n° **268** (1983-1984) (19 avril 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **107** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2129,** dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Louis Moulinet (24 mai 1984). — Rapport n° **2202** (14 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 14 juin 1984. — Vote sans débat le 27 juin 1984. — Adoption le 27 juin 1984. — Projet de loi n° **631.**

Loi n° 84-553 du 4 juillet 1984 publiée au *J. O.* du 5 juillet 1984 (p. 2113).

118. — Projet de loi n° 2130 autorisant la ratification du deuxième protocole portant amendement à la convention du 27 octobre 1956 entre la République française, la République fédérale d'Allemagne et le grand-duché de Luxembourg au sujet de la **canalisation de la Moselle.**

Sénat (première lecture) n° **195** (1983-1984), dépôt le 26 janvier 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Louis Jung. — Rapport n° **279** (1983-1984) (25 avril 1984). — Discussion le 16 mai 1984. — Adoption le 16 mai 1984. — Projet de loi n° **106** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2130,** dépôt le 17 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean Seitlinger (24 mai 1984). — Rapport n° **2182** (7 juin 1984). — Demande de vote sans débat le 17 juin 1984. — Vote sans débat le 20 juin 1984. — Adoption le 20 juin 1984. — Projet de loi n° **607.**

Loi n° 84-514 du 29 juin 1984 publiée au *J. O.* du 30 juin 1984 (p. 2046).

119. — Projet de loi n° 2135 autorisant l'approbation d'une **convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière** entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume de **Suède.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 21 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Christian Defarge (24 mai 1984). — Rapport n° **2438** (15 novembre 1984). — Demande de vote sans débat le 15 novembre 1984. — Vote sans débat le 29 novembre 1984. — Adoption le 29 novembre 1984. — Projet de loi n° **701.**

Sénat (première lecture) n° **103** (1984-1985), dépôt le 29 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Crucis. — Rapport n° **127** (1983-1984) (6 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **59** (1984-1985).

Loi n° 85-6 du 2 janvier 1985 publiée au *J. O.* du 3 janvier 1985 (p. 64).

120. — Projet de loi n° 2183 autorisant l'approbation d'une convention du Conseil de l'Europe sur le **transfèrement des personnes condamnées.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 7 juin 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Lydie Dupuy (14 juin 1984). — Rapport n° **2439** (15 novembre 1984). — Discussion le 20 novembre 1984. — Adoption le 20 novembre 1984. — Projet de loi n° **684.**

Sénat (première lecture) n° **77** (1984-1985), dépôt le 21 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport n° **91** (1984-1985) (28 novembre 1984). — Discussion le 13 décembre 1984. — Adoption le 13 décembre 1984. — Projet de loi n° **48** (1984-1985).

Loi n° 84-1143 du 20 décembre 1984 publiée au *J.O.* du 21 décembre 1984 (p. 3923).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 novembre 1984] (p. 6191) :

Convention du Conseil de l'Europe : *Dupuy* (*Lydie*) (p. 6191) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6192).
Français détenus à l'étranger : *Dupuy* (*Lydie*) (p. 6191, 6192).
Procédures d'exécution et de conversion : *Dupuy* (*Lydie*) (p. 6192) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6193).
Souveraineté des Etats : *Dupuy* (*Lydie*) (p. 6192).
Transfèrement (conditions du —) : *Dupuy* (*Lydie*) (p. 6192) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6193).

Discussion de l'article unique (p. 6193) :

Article unique (*autorisant l'approbation de la convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées, ouverte à la signature à Strasbourg le* 21 *mars* 1983) : adopté (p. 6193).

121. — Projet de loi n° 2184 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relatif au **patrimoine immobilier français** construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe).

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 7 juin 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Bernard Madrelle (14 juin 1984). — Rapport n° **2261** (28 juin 1984). — Discussion le 30 juin 1984. — Adoption le 30 juin 1984. — Projet de loi n° **654.**

Sénat (première lecture), n° **467** (1983-1984), dépôt le 30 juin 1984). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Alloncle. — Rapport n° **33** (1984-1985) (17 octobre 1984). — Discussion le 31 octobre 1984. — Rejet le 31 octobre 1984. — Projet de loi n° **16** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **2406,** dépôt le 31 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Bernard Madrelle. — Rapport n° **2437** (15 novembre 1984). — Discussion le 21 novembre 1984. — Adoption avec modifications le 21 novembre 1984. — Projet de loi n° **694.**

Sénat (deuxième lecture), n° **86** (1984-1985), dépôt le 22 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Alloncle. — Rapport n° **93** (1984-1985) (28 novembre 1984). — Discussion le 13 décembre 1984. — Adoption définitive le 13 décembre 1984. — Projet de loi n° **47** (1984-1985).

Loi n° 84-1144 du 20 décembre 1984 publiée au *J.O.* du 21 décembre 1984 (p. 3924).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [30 juin 1984] (p. 3930) :

Cession des biens immobiliers construits ou acquis en Tunisie avant 1956 : *Madrelle* (*Bernard*) (p. 3930).
Commission mixte : *Madrelle* (*Bernard*) (p. 3931) ; *Nucci* (*Christian*) (p. 3932).
Crédits mixtes : *Madrelle* (*Bernard*) (p. 3931).
Etat des biens immobiliers construits ou acquis en Tunisie avant 1956 : *Madrelle* (*Bernard*) (p. 3930).
Offre publique d'achat (cas des biens sociaux) : *Madrelle* (*Bernard*) (p. 3931) ; *Nucci* (*Christian*) (p. 3932).
Rapatriés de Tunisie : *Nucci* (*Christian*) (p. 3932).
Vendeurs (droits et obligations du —) : *Madrelle* (*Bernard*) (p. 3931) ; *Nucci* (*Christian*) (p. 3932).

Discussion de l'article unique (p. 3932) :

Article unique (*autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la Tunisie relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant* 1956) : adopté (p. 3932).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 3932).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [21 novembre 1984] (p. 6248) :

Modalité de calcul du prix de vente : *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6249).
Possibilité de vendre les biens immobiliers : *Madrelle* (*Bernard*) (p. 6248, 6249) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6249).

Discussion de l'article unique (p. 6250) :

Article unique (*autorisation de l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tunisienne relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant* 1956).

Explications de vote (p. 6250).

Absence de réciprocité : *Deniau* (*Xavier*) (p. 6250).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Deniau* (*Xavier*) (p. 6250).

Adoption de l'article unique (p. 6250).

122. — Projet de loi n° 2345 autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la **République d'Haïti** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres).

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Xavier Deniau (11 octobre 1984). — Rapport n° **2440** (15 novembre 1984). — Discussion le 21 novembre 1984. — Adoption le 21 novembre 1984. — Projet de loi n° **693.**

Sénat (première lecture), n° **85** (1984-1985), dépôt le 22 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées — Rapporteur : M. Paul Robert. — Rapport n° **125** (1984-1985) (6 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **60** (1984-1985).

Loi n° 85-7 du 2 janvier 1985 publiée au *J. O.* du 3 janvier 1985 (p. 65).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 novembre 1984] (p. 6246) :

Attitude des U. S. A. : *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 6248) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 6248).
Droits de l'homme : *Deniau* (*Xavier*) (p. 6246) ; *Odru* (*Louis*) (p. 6247) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 6247) ; *Bernard* (*Roland*) (p. 6248) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6248).
Mécanisme prévu pour les investissements : *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6247).
Situation économique d'Haïti : *Deniau* (*Xavier*) (p. 6246) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 6248).
Vote hostile du groupe communiste : *Odru* (*Louis*) (p. 6248).

Discussion de l'article unique (p. 6248).

Article unique (*approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Haïti*) : adopté (p. 6248).

123. — Projet de loi n° 2353 autorisant l'approbation d'une convention sur la loi applicable aux **contrats d'intermédiaires et à la représentation.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean Seitlinger (11 octobre 1984). — Rapport n° **2435** (15 novembre 1984). — Demande de vote sans débat le 15 novembre 1984. — Vote sans débat le 29 novembre 1984. — Adoption le 29 novembre 1984. — Projet de loi n° **702.**

Sénat (première lecture), n° **104** (1984-1985), dépôt le 29 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel d'Aillières. — Rapport n° **143** (1984-1985) (12 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **64** (1984-1985).

Loi n° 85-8 du 2 janvier 1985 publiée au *Journal officiel* du 3 janvier 1985 (p. 65).

124. — Projet de loi n° 2354 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République socialiste tchécoslovaque** relative à l'**entraide judiciaire** à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière civile, familiale et commerciale (ensemble une annexe).

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Louis Moulinet (11 octobre 1984). — Rapport n° **2441** (15 novembre 1984). — Demande de vote sans débat le 15 novembre 1984. — Vote sans débat le 29 novembre 1984. — Adoption le 29 novembre 1984. — Projet de loi n° **703.**

Sénat (première lecture), n° **105** (1984-1985), dépôt le 29 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jean Garcia. — Rapport n° **128** (1984-1985) (6 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **61** (1984-1985).

Loi n° 85-4 du 2 janvier 1985 publiée au *J. O.* du 3 janvier 1985 (p. 64).

125. — Projet de loi n° 2355 autorisant la ratification d'un accord du 3 avril 1984 entre la République française et la **République portugaise** concernant l'**utilisation par la République française de certaines facilités dans la région autonome des Açores.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 2 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Guy Vadepied (11 octobre 1984). — Rapport n° **2436** (15 novembre 1984). — Demande de vote sans débat le 15 novembre 1984. — Vote sans débat le 29 novembre 1984. — Adoption le 29 novembre 1984. — Projet de loi n° **704.**

Sénat (première lecture), n° **106** (1984-1985), dépôt le 29 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Robert Pontillon. — Rapport n° **142** (1984-1985) (12 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **63** (1984-1985).

Loi n° 85-5 du 2 janvier 1985 publiée au *J. O.* du 3 janvier 1985 (p. 64).

126. — Projet de loi n° 2373 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire hongroise** relatif à l'exemption fiscale des instituts hongrois à Paris et français à Budapest.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 11 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Théo Vial-Massat (18 octobre 1984). — Rapport n° **2448** (22 novembre 1984). — Demande de vote sans débat le 22 novembre 1984. — Vote sans débat le 6 décembre 1984. — Adoption le 6 décembre 1984. — Projet de loi n° **710.**

127. — Projet de loi n° 2374 autorisant la ratification d'un traité modifiant les traités instituant les communautés européennes en ce qui concerne le **Groenland** (ensemble un protocole).

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 11 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Raymond Julien (18 octobre 1984). — Rapport n° **2442** (15 novembre 1984). — Discussion le 21 novembre 1984. — Adoption le 21 novembre 1984. — Projet de loi n° **692.**

Sénat (première lecture) n° **84** (1984-1985), dépôt le 22 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Rapport n° **92** (1984-1985) (28 novembre 1984). — Discussion le 13 décembre 1984. — Rejet le 13 décembre 1984. — Projet de loi n° **46** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2518,** dépôt le 13 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Raymond Julien. — Rapport n° **2521** (14 décembre 1984). — Discussion le 18 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 18 décembre 1984. — Projet de loi n° **732.**

Sénat (deuxième lecture) n° **166** (1984-1985), dépôt le 18 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Rapport n° **174** (1984-1985) (19 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Rejet le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **66** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).
Bureau [*J. O.* du 21 décembre 1984] (p. 3936).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Raymond Julien. — Rapport n° **2537** (20 décembre 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Rapport n° **179** (1984-1985) (20 décembre 1984).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2533,** dépôt le 19 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Raymond Julien. — Rapport n° **2539** (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **743.**

Sénat (troisième lecture) n° **181** (1984-1985), dépôt le 20 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Rapport n° **182** (1984-1985) (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Rejet le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **75** (1984-1985).

Assemblée nationale (quatrième lecture) n° **2546,** dépôt le 20 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Raymond Julien. — Rapport n° **2547** (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption définitive le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **752.**

Loi n° 84-1213 du 29 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 30 décembre 1984 (p. 4120). — Rectificatif (*J. O.* du 2 mars 1985) (p. 2630).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 novembre 1984] (p. 6241) :

Alaska : *Debré* (*Michel*) (p. 6243) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 6244).
Importance stratégique du Groenland : *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 6244) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6245).
Pêche (accord et protocole en matière de —) : *Julien* (*Raymond*) (p. 6241) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6243) ; *Debré* (*Michel*) (p. 6243).
Référendum indicatif de 1982 : *Julien* (*Raymond*) (p. 6241) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6243).
Situation géographique du Groenland : *Julien* (*Raymond*) (p. 6241) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6245).
Souveraineté du Danemark : *Debré* (*Michel*) (p. 6243) ; *Bellon* (*André*) (p. 6245) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6245).
Statut de « pays et territoires d'outre-mer » : *Julien* (*Raymond*) (p. 6242) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6243) ; *Daillet* (*Jean-Marie*) (p. 6244) ; *Bellon* (*André*) (p. 6245).

Discussion de l'article unique (p. 6246).

Article unique (*autorisant la ratification du traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland*).

Explications de vote (p. 6246).

Avantages consentis en matière de pêche : *Deniau* (*Xavier*) (p. 6246).
Référendum indicatif : *Odru* (*Louis*) (p. 6246).
Vote hostile du groupe R. P. R. : *Deniau* (*Xavier*) (p. 6246).
Vote positif du groupe communiste : *Odru* (*Louis*) (p. 6246).

Adoption de l'article unique (p. 6246).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1984] (p. 7074) :

Accord de pêche : *Julien* (*Raymond*) (p. 7074-7075) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7075).
O. T. A. N. (appartenance du Groenland à l'—) : *Julien* (*Raymond*) (p. 7074).

P. T. O. M. (pays et territoires d'outre-mer) (statut de —) : *Julien* (*Raymond*) (p. 7074) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7075).
Retrait du Groenland de la Communauté économique européenne : *Julien* (*Raymond*) (p. 7074) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7075).

Discussion de l'article unique (p. 7075).

Explications de vote (p. 7075).

Commission politique de l'assemblée des Communautés européennes (vote défavorable de la —) : *Deniau* (*Xavier*) (p. 7075).
Négociations du retrait du Groenland : *Bellon* (*André*) (p. 7076).
P. T. O. M. (pays et territoires d'outre-mer) (statut de —) : *Deniau* (*Xavier*) (p. 7075).
Vote négatif des groupes R. P. R. et U. D. F. : *Deniau* (*Xavier*) (p. 7076).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 7076).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7307) :
Danemark (rapports du — avec le Groenland) : *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7308, 7309).
Echec de la commission mixte paritaire : *Julien* (*Raymond*) (p. 7307).
Groenland (retrait du — de la Communauté européenne) : *Gantier* (*Gilbert*) (p. 7308) ; *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7308).
Statut de P.T.O.M. : *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7307).

Article unique (p. 7309).

Explications de vote (p. 7309).

Danemark (rapport du — avec le Groenland) : *Deniau* (*Xavier*) (p. 7309) ; *Estier* (*Claude*) (p. 7310).

Procédure de la commission mixte paritaire : *Deniau* (*Xavier*) (p. 7309, 7310) ; *Estier* (*Claude*) (p. 7310).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Deniau* (*Xavier*) (p. 7310).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 7310).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7371) :
Echec de la commission mixte paritaire : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 7371).
Relations franco-danoises : *Lalumière* (*Catherine*) (p. 7371).

Lecture du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7371).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 7371).

128. — Projet de loi n° 2388 autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière de **marine marchande** entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du **Maroc.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 18 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Michel Sainte-Marie (15 novembre 1984). — Rapport n° **2434** (15 novembre 1984). — Demande de vote sans débat le 15 novembre 1984. — Vote sans débat le 29 novembre 1984. — Adoption le 29 novembre 1984. — Projet de loi n° **700.**

Sénat (première lecture) n° **102** (1984-1985). dépôt le 29 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Rapport n° **126** (1984-1985) (6 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **62** (1984-1985).

Loi n° 85-3 du 2 janvier 1985 publiée au *J.O.* du 3 janvier 1985 (p. 63).

129. — Projet de loi n° 2394 autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la **sécurité sociale** entre la République française et la **République de Turquie** du 20 janvier 1972.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 24 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Raynal (15 novembre 1984). — Rapport n° **2484** (6 décembre 1984). — Discussion le 18 décembre 1984. — Adoption le 18 décembre 1984. — Projet de loi n° **734.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1984] (p. 7077) :
Assurance maladie-maternité (droit à l'—) : *Raynal* (*Pierre*) (p. 7077, 7078).
Assurance vieillesse (droit à pension) : *Raynal* (*Pierre*) (p. 7078) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7078).
Bénéficiaires (nombre des —) : *Raynal* (*Pierre*) (p. 7078).
Droits de l'homme en Turquie (atteinte aux —) : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7078) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7078, 7079).

Discussion de l'article unique (p. 7079) :

Article unique (*autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la France et la Turquie*).

Explications de vote (p. 7079).

Droits de l'homme en Turquie : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 7079).
Vote favorable du groupe socialiste : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 7079).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 7079).

130. — Projet de loi n° 2400 autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la **République d'Autriche** additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1953 (ensemble une annexe).

Sénat (première lecture) n° **370** (1983-1984), dépôt le 7 juin 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Crucis. — Rapport n° **9** (1984-1985) (4 octobre 1984). — Discussion le 31 octobre 1984. — Adoption le 31 octobre 1984. — Projet de loi n° **17** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2400**, dépôt le 31 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Robert Montdargent (15 novembre 1984), remplacé par M. Pierre Raynal (6 décembre 1984). — Rapport n° **2544** (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **748.**

Loi n° 85-13 du 3 janvier 1985 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1985 (p. 104).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7340) :
Accord additionnel avec l'Autriche (contenu de l'—) : *Raynal* (*Pierre*) (p. 7340) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7341).
Coopération pénale communautaire : *Raynal* (*Pierre*) (p. 7340) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7341) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 7342).
Entraide judiciaire en matière pénale : *Raynal* (*Pierre*) (p. 7340) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7341).
Répression du terrorisme : *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7341) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 7342).
Turquie (violation des droits de l'homme en —) : *Montdargent* (*Robert*) (p. 7342) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7342).

Discussion de l'article unique (p. 7342).

Article unique (*autorisant la ratification d'un accord entre la France et l'Autriche, additionnel à la convention européenne d'entraire judiciaire en matière pénale*).

Explications de vote (p. 7342).

Espace judiciaire européen : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 7341).
Vote favorable du groupe socialiste : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 7342).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 7342).

131. — Projet de loi n° 2401 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du **Coste Rica** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble trois échanges de lettres).

Sénat (première lecture) n° **410** (1983-1984), dépôt le 20 juin 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Louis Longequeue. — Rapport n° **6** (1984-1985) (4 octobre 1984). — Discussion le 31 octobre 1984. — Adoption le 31 octobre 1984. — Projet de loi n° **18** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2401**, dépôt le 31 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. François Léotard (15 novembre 1984). — Rapport n° **2465** (29 novembre 1984). — Demande de vote sans débat le 29 novembre 1984. — Vote sans débat le 12 décembre 1984. — Adoption le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **718**.

Loi n° 84-1142 du 20 décembre 1984 publiée au *J.O.* du 21 décembre 1984 (p. 3923).

132. — Projet de loi n° 2402 autorisant l'approbation d'une convention portant création d'une **organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques « Eumetsat »** (ensemble deux annexes).

Sénat (première lecture) n° **411** (1983-1984), dépôt le 20 juin 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel d'Aillières. — Rapport n° **8** (1984-1985) (4 octobre 1984). — Discussion le 31 octobre 1984. — Adoption le 31 octobre 1984. — Projet de loi n° **19** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2402**, dépôt le 31 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourré (15 novembre 1984). — Rapport n° **2466** (29 novembre 1984). — Discussion le 18 décembre 1984. — Adoption le 18 décembre 1984. — Projet de loi n° **733**.

Loi n° 84-1165 du 22 décembre 1984 publiée au *J.O.* du 26 décembre 1984 (p. 3967).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1984] (p. 7076) :

Eumetstat : *Fourré* (*Jean-Pierre*) (p. 7076) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7077).

Politique spatiale de la France : *Fourré* (*Jean-Pierre*) (p. 7077).

Programme « Meteostat » : *Fourré* (*Jean-Pierre*) (p. 7076) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7077).

Discussion de l'article unique (p. 7077).

Article unique (*autorisant l'approbation de la convention créant une organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques Eumetstat*).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 7077).

133. — Projet de loi n° 2403 autorisant l'approbation d'une convention d'assistance mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du **Mexique** visant la prévention, la recherche et la répression des **fraudes douanières** par les administrations douanières des deux pays.

Sénat (première lecture), n° **471** (1983-1984), dépôt le 10 juillet 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport n° **34** (1984-1985). — Discussion le 31 octobre 1984. — Adoption le 31 octobre 1984. — Projet de loi n° **20** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2403**, dépôt le 31 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Manuel Escutia (15 novembre 1984). — Rapport n° **2467** (29 novembre 1984). — Demande de vote sans débat le 29 novembre 1984. — Vote sans débat le 12 décembre 1984. — Adoption le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **713**.

Loi n° 84-1145 du 20 décembre 1984 publiée au *J.O.* du 21 décembre 1984 (p. 3924).

134. — Projet de loi n° 2404 autorisant l'approbation d'une convention relative à la **reconnaissance volontaire des enfants nés hors mariage.**

Sénat (première lecture), n° **489** (1983-1984), dépôt le 26 juillet 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gérard Gaud. — Rapport n° **35** (1984-1985) (17 octobre 1984). — Discussion le 31 octobre 1984. — Adoption le 31 octobre 1984. — Projet de loi n° **21** (1984-195).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2404**, dépôt le 31 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Paulette Nevoux (15 novembre 1984). — Rapport n° **2543** (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **747**.

Loi n° 85-14 du 3 janvier 1985 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1985 (p. 104).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7339) :

Naissances hors mariage (évolution démographique) : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 7339).

Naissances hors mariage (reconnaissances volontaires) : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 7339) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7340).

Réserves émises par la France : *Nevoux* (*Paulette*) (p. 7339-7340).

Discussion de l'article unique (p. 7340).

Article unique (*autorisant l'approbation de la convention relative à la reconnaissance volontaire des enfants nés hors mariage*).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 7340).

135. — Projet de loi n° 2405 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire de Chine** sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble une annexe et un échange de lettres).

Sénat (première lecture), n° **512** (1983-1984), dépôt le 17 septembre 1984, rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 septembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. André Bettencourt. — Rapport n° **36** (1984-1985) (17 octobre 1984). — Discussion le 31 octobre 1984. — Adoption le 31 octobre 1984. — Projet de loi n° **22** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2405**, dépôt le 31 octobre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Michel Bérégovoy (15 novembre 1984). — Rapport n° **2468** (29 novembre 1984). — Demande de vote sans débat le 29 novembre 1984. — Vote sans débat le 12 décembre 1984. — Adoption le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **720**.

Loi n° 84-1146 du 20 décembre 1984 publiée au *J.O.* du 21 décembre 1984 (p. 3924).

136. — Projet de loi n° 2416 autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des communautés européennes les 2 et 3 octobre 1984, entre les représentants des Gouvernements des Etats membres et portant sur le **financement du budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés.**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 8 novembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes. — Urgence déclarée le 8 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Paul Dhaille (15 novembre 1984). — Rapport n° **2449** (22 novembre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (9 novembre 1984). — Rapporteur pour avis : M. Charles Josselin (15 novembre 1984). — Avis n° **2446** (21 novembre 1984). — Discussion le 28 novembre 1984. — Adoption le 28 novembre 1984. — Projet de loi n° **697**.

Sénat (première lecture), n° **99** (1984-1985), dépôt le 29 novembre 1984. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **145** (1984-1985) (12 décembre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur pour avis : M. Jacques Genton. — Avis n° **129** (1984-1985) (6 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **65** (1984-1985).

Loi n° 85-1 du 2 janvier 1985 publiée au *J.O.* du 3 janvier 1985 (p. 63).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1984] (p. 6446) :

Accord entre les Etats membres (notamment nature juridique de l' —) : *Dhaille* (*Paul*) (p. 6446) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 6447) ; *Zeller* (*Adrien*) (p. 6451) ; *Cointat* (*Michel*) (p. 6453) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6454).

Budget communautaire (structure du —) : *Dhaille* (*Paul*) (p. 6446) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 6448) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6455).

Contribution britannique : *Dhaille* (*Paul*) (p. 6447) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 6448) ; *Montdargent* (*Robert*) (p. 6450-6451) ; *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 6452).

Dépenses agricoles : *Josselin* (*Charles*) (p. 6449) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6450) ; *Cointat* (*Michel*) (p. 6453-6454).

Discipline budgétaire : *Zeller* (*Adrien*) (p. 6452) ; *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 6453).

F. E. O. G. A. - garantie : *Dhaille* (*Paul*) (p. 6446-6447) ; *Josselin* (*Charles*) (p. 6447-6449) ; *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 6452).

France (contribution de la —) : *Cointat* (*Michel*) (p. 6454).

Produits laitiers : *Josselin* (*Charles*) (p. 6448).

T. V. A. (relèvement du plafond de la —) : *Dhaille* (*Paul*) (p. 6446-6447).

Discussion de l'article unique (p. 6455).

Article unique (*autorisant l'approbation de l'accord intervenu entre les représentants du Gouvernement des Etats membres des Communautés européennes portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire des Communautés*).

Explications de vote (p. 6455).

Abstention du groupe communiste : *Soury* (*André*) (p. 6455).

Politique agricole commune (différences de conception de la —) : *Soury* (*André*) (p. 6455).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 6455).

137. — Projet de loi n° 2425 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire de Chine** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu (ensemble un protocole).

Sénat (première lecture), n° **3** (1984-1985), dépôt le 2 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **58** (1984-1985) (6 novembre 1984). — Discussion le 13 novembre 1984. — Adoption le 13 novembre 1984. — Projet de loi n° **30** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture), n° **2425**, dépôt le 14 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Michel Bérégovoy (6 décembre 1984). — Rapport n° **2483** (6 décembre 1984). — Discussion le 18 décembre 1984. — Adoption le 18 décembre 1984. — Projet de loi n° **735.**

Loi n° 84-1166 du 22 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 26 décembre 1984 (p. 3967).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1984] (p. 7079) :

Echanges avec la Chine (développement des —) : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 7079).

Etablissement stable (notion d' —) : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 7079) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7080).

Imposition des revenus : *Bérégovoy* (*Michel*) (p. 7079) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7080).

Discussion de l'article unique (p. 7080) :

Article unique (*autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale*) : adopté.

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 7080).

138. — Projet de loi n° 2426 autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du **Royaume Hashémite de Jordanie** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu (ensemble un protocole et un échange de lettres).

Sénat (première lecture) n° **12** (1984-1985), dépôt le 4 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **59** (1984-1985) (6 novembre 1984). — Discussion le 13 novembre 1984. — Adoption le 13 novembre 1984. — Projet de loi n° **29** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2426**, dépôt le 14 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jacques Mahéas (6 décembre 1984). — Rapport n° **2542** (20 décembre 1984). — Discussion le 20 décembre 1984. — Adoption le 20 décembre 1984. — Projet de loi n° **746.**

Loi n° 85-12 du 3 janvier 1985 publiée au *J. O.* du 4 janvier 1985 (p. 104).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1984] (p. 7338) :

Echanges franco-jordaniens : *Mahéas* (*Jacques*) (p. 7338).

Entreprises françaises en Jordanie : *Mahéas* (*Jacques*) (p. 7338).

Etablissement stable (notion d'—) : *Mahéas* (*Jacques*) (p. 7338) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7338).

Intérêts, redevances et dividendes : *Mahéas* (*Jacques*) (p. 7338) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 7338).

Discussion de l'article unique (p. 7339) :

Article unique (*autorisant l'approbation de la convention entre la France et la Jordanie, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale*).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 7339).

139. — Projet de loi n° 2472 autorisant l'approbation d'un accord pour la mise en place d'un **réseau européen expérimental de stations océaniques** (COST 43) (ensemble 3 annexes). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 novembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Rapporteur : Pierre Fourré (20 décembre 1984).

140. — Projet de loi n° 2473 autorisant la ratification d'un protocole additionnel à la **convention de coopération monétaire** entre les Etats membres de la **Banque des Etats de l'Afrique centrale** (B. E. A. C.) et la République française du 23 novembre 1972.

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 30 novembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean-Mahéas (6 décembre 1984). — Rapport n° **2482** (6 décembre 1984). — Discussion le 11 décembre 1984. — Adoption le 11 décembre 1984. — Projet de loi n° **716.**

Sénat (première lecture) n° **137** (1984-985), dépôt le 12 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. — Rapport n° **141** (1984-1985) (12 décembre 1984). — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **58** (1984-1985).

Loi n° 84-1164 du 22 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 26 décembre 1984 (p. 3967).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 décembre 1984] (p. 6822) :

Adhésion de la Guinée équatoriale à la zone franc : *Mahéas* (*Jacques*) (p. 6822) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6823, 6824) ; *Inchauspé* (*Michel*) (p. 6823).

Avances bancaires (limitation des — à 20 p. 100 des recettes fiscales encaissées en Guinée) : *Inchauspé* (*Michel*) (p. 6823) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6824).

Echanges commerciaux franco-guinéens : *Mahéas* (*Jacques*) (p. 6822) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6823) ; *Inchauspé* (*Michel*) (p. 6824).

Endettement de la Guinée : *Mahéas* (*Jacques*) (p. 6822) ; *Inchauspé* (*Michel*) (p. 6823) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6824).

Vie politique et changement de régime en Guinée : *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6822) ; *Inchauspé* (*Michel*) (p. 6823).

Zone ECU (possibilité de création d'une —) : *Inchauspé* (*Michel*) (p. 6824) ; *Baylet* (*Jean-Michel*) (p. 6824).

Discussion de l'article unique (p. 6824) :

Article unique (*autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la B.E.A.C. et la République française*) : adopté (p. 6824).

141. — Projet de loi n° 2524 autorisant l'approbation d'une **convention de délimitation maritime** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de son Altesse Sérénissime le Prince de **Monaco** (ensemble une annexe). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 décembre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. François Loncle.

TRANSPORTS

Régime de la taxe sur le valeur ajoutée

Voir *Questions orales sans débat* **615.**

TRANSPORTS AERIENS

3. — Projet de loi n° 1785 abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et réglementant l'**exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne.**

Assemblée nationale (première lecture). — Rapport n° **2048** (19 avril 1984). — Discussion le 25 avril 1984. — Adoption le 25 avril 1984. — Projet de loi n° **552.**

Sénat (première lecture) n° **285** (1983-1984), dépôt le 26 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **376** (1983-1984) (12 juin 1984). — Discussion le 28 juin 1984. — Adoption le 28 juin 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne et aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics ». — Projet de loi n° **166** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2280,** dépôt le 29 juin 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Houteer. — Rapport n° **2348** (2 octobre 1984). — Discussion le 3 octobre 1984. — Adoption avec modifications le 3 octobre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne. — Projet de loi n° **673.**

Sénat (deuxième lecture) n° **13** (1984-1985). — Dépôt le 4 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **17** (1984-1985). — Discussion le 17 octobre 1984. — Adoption avec modifications le 17 octobre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne et aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics. — Projet de loi n° **4** (1984-1985).

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J. O.* du 26 octobre 1984] (p. 3360).

Bureau [*J. O.* du 30 novembre 1984] (p. 3679).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Gérard Houteer. — Rapport n° 2469 (29 novembre 1984).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **97** (1984-1985) (29 novembre 1984).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **2378,** dépôt le 17 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Houteer. — Rapport n° **2478** (5 décembre 1984). — Discussion le 6 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 6 décembre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne. — Projet de loi n° **713.**

Sénat (troisième lecture) n° **122** (1984-1985), dépôt le 6 décembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **123** (1984-1985). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 12 décembre 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au droit de grève dans les services de la navigation aérienne et aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics ». — Projet de loi n° 43 (1984-1985).

Assemblée nationale (quatrième lecture) n° **2506,** dépôt le 13 décembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Houteer. — Rapport n° **2507** (13 décembre 1984). — Discussion le 18 décembre 1984. — Adoption définitive le 18 décembre 1984. — Projet de loi n° **736.**

Loi n° 84-1286 du 31 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 1er janvier 1985 (p. 9).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 avril 1984] (p. 1932) :

Aéroport Bâle-Mulhouse : *Houteer (Gérard)* (p. 1933) ; *Fiterman (Charles)* (p. 1935).

Corse (situation de la —) : *Houteer (Gérard)* (p. 1933) ; *Fiterman (Charles)* (p. 1935) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1936) ; *Sapin (Michel)* (p. 1938).

Départements et territoires d'outre-mer (situation des —) : *Houteer (Gérard)* (p. 1933, 1934) ; *Fiterman (Charles)* (p. 1935) ; *Sapin (Michel)* (p. 1938).

Droit de grève (réglementation du —) : *Houteer (Gérard)* (p. 1932) ; *Fiterman (Charles)* (p. 1934) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1935) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1936).

Droit de survol : *Houteer (Gérard)* (p. 1933) ; *Fiterman (Charles)* (p. 1934).

Intérêts essentiels et besoins vitaux de la nation : *Houteer (Gérard)* (p. 1933) ; *Fiterman (Charles)* (p. 1935) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1936) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1937).

Militarisation (risque de —) : *Fiterman (Charles)* (p. 1939).

Principe de la continuité du service public : *Montdargent (Robert)* (p. 1935) ; *Sapin (Michel)* (p. 1937).

Principe d'égalité : *Houteer (Gérard)* (p. 1933) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1937).

Sécurité des usagers : *Montdargent (Robert)* (p. 1936) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1936) ; *Fiterman (Charles)* (p. 1938).

Service minimum : *Fiterman (Charles)* (p. 1934, 1935, 1938) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1936) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1936) ; *Sapin (Michel)* (p. 1938).

Discussion des articles [25 avril 1984] (p. 1939) :

Article 1er (*reconnaissance du droit de grève aux personnels des services de la navigation aérienne*) : adopté.

Article 2 (*définition du service minimum en cas de grève*) : équilibre entre la nécessité d'un service minimum et la reconnaissance du droit de grève ; continuité du service public ; préservation des intérêts essentiels et préservation des besoins vitaux de la nation ; situation des compagnies étrangères et des compagnies nationales (p. 1939) ; amendement n° 6 de M. Robert Montdargent (supprimant la référence au terme « au moins » dans le premier alinéa de cet article) ; opposition de M. Maurice Ligot à l'article garantissant le droit de grève aux fonctionnaires ; délimitation du service minimum : adopté ; amendement n° 7 de M. Robert Montdargent (préservation des intérêts ou besoins vitaux de la France) (p. 1940) ; préservation des intérêts étrangers ; droit de survol ; définition du service minimum : adopté ; amendement n° 1 de la commission des lois : devenu sans objet ; amendement n° 2 de M. Jean Foyer (maintien des liaisons indispensables avec la Corse, les départements et territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 1941) : rejeté ; amendement n° 8 de M. Robert Montdargent (de conséquence) : adopté ; amendement n° 3 de M. Philippe Séguin

(nécessité d'éviter des difficultés économiques accrues pour la Lorraine) ; réalisation d'un TGV-Est : rejeté ; amendement n° 4 de M. Jean Rigaud (garantie de l'acheminement des passagers en transit ou sur le retour) (p. 1942) : rejeté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 (*désignation par le ministre chargé de l'aviation, des personnels demeurant en fonction*) : amendement n° 9 de M. Robert Montdargent (compétence du ministre chargé de l'aviation civile après consultation des organismes paritaires concernés pour définir le nombre et la nature des emplois nécessaires à l'exécution des missions visées à l'article 2 de la présente loi) ; amendement n° 10 de la commission (même objet) ; nécessité de ne priver aucun agent du droit de grève ; amendement n° 9 : retiré ; amendement n° 10 : adopté ; amendement n° 5 de M. Jean Rigaud (possibilité de faire appel aux personnels militaires) : non soutenu ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 11 de M. Jacques Toubon (inapplication des dispositions de l'article 2 de la loi du 19 octobre 1982) (p. 1943) ; « légalisation de la grève d'une heure » ; affaire du tri postal de Caen : rejeté au scrutin public.

Article 4 (*entrée en vigueur des dispositions de la présente loi*) : adopté (p. 1944).

Explications de vote (p. 1945) :

Caractère démagogique de ce texte : *Ligot* (*Maurice*) (p. 1945).

Intérêt général du pays : *Toubon* (*Jacques*) (p. 1945) ; *Fiterman* (*Charles*) (p. 1945).

Vote négatif du groupe U. D. F. : *Ligot* (*Maurice*) (p. 1945).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1945).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [3 octobre 1984] (p. 4475) :

Aéroport Bâle-Mulhouse : *Houteer* (*Gérard*) (p. 4476).

Air Afrique (situation des personnels) : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 4478) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 4479).

Compagnies françaises et étrangères (discrimination entre les —) : *Vivien* (*Robert-André*) (p. 4478) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 4479).

Droit de grève (reconnaissance du —) : *Houteer* (*Gérard*) (p. 4475, 4476) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 4476, 4479) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 4478).

Droit de survol : *Auroux* (*Jean*) (p. 4477).

Engagements internationaux de la France (respect des —) : *Houteer* (*Gérard*) (p. 4476) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 4476).

Intérêts vitaux de la Nation (préservation des —) : *Houteer* (*Gérard*) (p. 4476) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 4476).

Retenue sur traitement : *Houteer* (*Gérard*) (p. 4476).

Service minimum : *Houteer* (*Gérard*) (p. 4476) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 4476, 4477) ; *Rouquette* (*Roger*) (p. 4478).

Discussion des articles [3 octobre 1984] (p. 4479) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (abrogation de certaines dispositions de la loi du 2 juillet 1964 relatives à certains personnels de la navigation aérienne et de la loi du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile) ; extension du droit commun à ces personnels : adopté ;
— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (supprimant les mots « au moins » dans le premier alinéa de cet article) ; délimitation stricte du service minimum : adopté ; amendement n° 3 de la commission (substituant le mot « gouvernementale » aux mots « des pouvoirs publics ») (p. 4479) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (référence aux besoins vitaux) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (notion de sauvegarde) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (maintien des liaisons avec la Corse, les départements et territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte) : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *bis* : amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé (p. 4480).

Article 3 : amendement n° 8 de la commission (de coordination) : adopté ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *bis* : amendement n° 9 de la commission (de suppression) ; retenu sur le traitement pour absence de service fait : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 4 : amendement n° 10 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (supprimant la référence au territoire de la Polynésie française) ; égalité de traitement entre les différents territoires d'outre-mer ; adopté ;
— article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 14 de M. Jacques Toubon (rétablissant les articles de la loi du 19 octobre 1982 relatifs aux retenues pour absence de service fait) (p. 4481) : rejeté.

Titre : amendement n° 13 de la commission (intitulant le projet de loi : « projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile et relative à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne ») : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4482).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [6 décembre 1984] (p. 6763) :

Absence de service fait (et trentième indivisible) : *Houteer* (*Gérard*) (p. 6763).

Echec de la commission mixte paritaire : *Houteer* (*Gérard*) (p. 6763) ; *Auroux* (*Jean*) (p. 6763).

Position du Sénat : *Houteer* (*Gérard*) (p. 6763).

Discussion des articles [6 décembre 1984] (p. 6764) :

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (abrogeant les 2e et 3e alinéas de l'article 2 de la loi de 1964) : rédaction adoptée par l'Assemblée nationale : adopté ; amendement n° 2 de la commission (abrogeant les 2e et 3e alinéas de l'article 3 de la loi de 1971) : adopté ;
— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 3 de la commission (supprimant les mots « au moins » dans le 1er alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (remplaçant la référence aux pouvoirs publics par la référence au Gouvernement) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (référence aux besoins vitaux pour déterminer le service minimal) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (référence à la sauvegarde des personnes et des biens) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (maintien des liaisons destinées à éviter l'isolement de la Corse, des D. O. M. - T. O. M. et de Mayotte) : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *bis* : amendement n° 8 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 3 : amendement n° 9 de la commission (supprimant la référence à l'article 2 *bis* dans cet article) : adopté ;
— article 3, ainsi modifié : adopté (p. 6764).

Article 3 *bis* : amendement n° 10 de la commission (de suppression) : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 4 : amendements nos 11 et 12 de la commission (de conséquence) : adoptés ; amendement n° 13 de la commission (supprimant l'exception de la Polynésie faite dans cet article) : adopté ;
— article 4, ainsi modifié : adopté.

Titre : amendement n° 14 de la commission (référence à l'abrogation partielle des lois de 1964 et de 1971 dans ce titre) : adopté ; en conséquence, ce titre est ainsi libellé (p. 6765).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6765).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1984] (p. 7080) :

Echec de la commission mixte paritaire : *Houteer* (*Gérard*) (p. 7080).

Lecture du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7080-7081).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7081).

TRANSPORTS FLUVIAUX

Voir *Traités et conventions* **118.**

TRANSPORTS MARITIMES

2. — Projet de loi n° 2384 modifiant la loi n° 67-522 du 3 juillet 1967 sur les **assurances maritimes.**

Sénat (première lecture) n° **487** (1983-1984), dépôt le 26 juillet 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport n° **15** (1984-1985) (11 octobre 1984). — Discussion le 17 octobre 1984. — Adoption le 17 octobre 1984. — Projet de loi n° **5** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2384,** dépôt le 18 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-François Hory (31 octobre 1984). — Rapport n° **2479** (5 décembre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (30 novembre 1984). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Yves Lédrian (6 décembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **723.**

Loi n° 84-1172 du 22 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 27 décembre 1984 (p. 3984).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1984] (p. 6862) :

Assureurs français (égalité avec les concurrents étrangers) : *Hory* (*Jean-François*) (p. 6862) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 6863) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 6863).

Faute intentionnelle du capitaine : *Hory* (*Jean-François*) (p. 6862) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 6863) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 6863-6864).

Faute lourde : *Hory* (*Jean-François*) (p. 6862) ; *Le Drian* (*Jean-Yves*) (p. 6868) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 6863-6864).

Discussion des articles [12 décembre 1984] (p. 6864) :

Article 1er (*modifiant l'article 2 de la loi n° 67-522 du 3 juillet 1967 sur les assurances maritimes*) : adopté.

Article 2 (*précisant que l'assureur ne répond pas des fautes intentionnelles ou inexcusables de l'assuré*) : adopté.

Article 3 (*application de la présente loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6864).

3. — Projet de loi n° 2385 complétant la loi n° 67-545 du 7 juillet 1967 relative aux **événements de mer.**

Sénat (première lecture) n° **488** (1983-1984), dépôt le 26 juillet 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Alphonse Arzel. — Rapport n° **16** (1984-1985) (11 octobre 1984). — Discussion le 17 octobre 1984. — Adoption le 17 octobre 1984. — Projet de loi n° **6** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2385,** dépôt le 18 octobre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Floch (31 octobre 1984). — Rapport n° **2487** (6 décembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **722.**

Loi n° 84-1173 du 22 décembre 1984 publiée au *J. O.* du 27 décembre 1984 (p. 3985).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1984] (p. 6861) :

Assistant (définition de l' —) : *Lengagne* (*Guy*) (p. 6861).

Assistant (limitation de la responsabilité de l' —) : *Floch* (*Jacques*) (p. 6861) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 6861).

Discussion des articles [12 décembre 1984] (p. 6861) :

Article 1er (*ajoutant un article 21 bis au chapitre II de la loi n° 67-545 du 7 juillet 1967 relative aux événements de mer, portant sur la limitation de la responsabilité de l'assistant*) : adopté.

Article 2 (*application de la présente loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) : adopté.

Article 3 (*entrée en vigueur de la loi*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6862).

4. — Projet de loi n° 2423 modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant **statut des navires et autres bâtiments de mer.**

Sénat (première lecture) n° **486** (1983-1984), dépôt le 26 juillet 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — Rapport n° **52** (1984-1985) (31 octobre 1984). — Discussion le 13 novembre 1984. — Adoption le 13 novembre 1984. — Projet de loi n° **31** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture) n° **2423,** dépôt le 14 novembre 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Floch (29 novembre 1984). — Rapport n° **2486** (6 décembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **721.**

Loi n° 84-1151 du 21 décembre 1984 publiée au *J.O.* du 22 décembre 1984 (p. 3944).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1984] (p. 6858) :

Capitaine (responsabilité du —) : *Duroméa* (*André*) (p. 6860) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 6860).

Convention de Bruxelles du 10 octobre 1957 : *Floch* (*Jacques*) (p. 6859) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 6859) ; *Duroméa* (*André*) (p. 6859).

Propriétaire du navire (responsabilité du —) : *Floch* (*Jacques*) (p. 6859) ; *Lengagne* (*Guy*) (p. 6859-6860) ; *Duroméa* (*André*) (p. 6859-6860).

Discussion des articles [12 décembre 1984] (p. 6860) :

Article 1er (*modification des articles 58, 59, 61, 64 et 66 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer*) : adopté (p. 6860).

Article 1er bis (*insérant un nouvel article 69 bis après l'article 69 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 et relatif à la limitation de la responsabilité du propriétaire du navire*) : adopté.

Article 2 (*application de la présente loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) : adopté.

Article 3 (*entrée en vigueur de la loi*) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6861).

Publicité de Brittany Ferries.

Voir *Questions orales sans débat* **591.**

TRANSPORTS ROUTIERS

Voir *Lois de finances* **9** (première partie), après l'article **5.**

Traités et conventions **117.**

TRANSPORTS SCOLAIRES

Voir *Pétitions* **260.**

Charges fiscales pesant sur les transports scolaires ruraux.

Voir *Questions au Gouvernement* **1125.**

Mesures de sécurité.

Voir *Questions au Gouvernement* **946.**

TRANSPORTS URBAINS

3. — Projet de loi n° 2389 relatif à la réglementation du **versement destiné au transport en commun.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean Beaufils (8 novembre 1984). — Rapport n° **2444** (20 novembre 1984). — Discussion le 20 novembre 1984. — Adoption le 20 novembre 1984. — Projet de loi n° **689.**

Sénat (première lecture) n° **81** (1984-1985), dépôt le 21 novembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Georges Berchet. — Rapport n° **111** (1984-1985) (4 décembre 1984). — Discussion le 12 décembre 1984. — Adoption le 12 décembre 1984. — Projet de loi n° **44** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture) **n° 2504,** dépôt le 13 décembre 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean Beaufils. — Rapport n° **2520** (14 décembre 1984). — Discussion le 14 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 14 décembre 1984. — Projet de loi n° **724.**

Sénat (deuxième lecture) n° **157** (1984-1985), dépôt le 17 décembre 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Georges Berchet. — Discussion le 19 décembre 1984. — Adoption définitive le 19 décembre 1984. — Projet de loi n° **67** (1984-1985).

Loi n° 85-2 du 2 janvier 1985 publiée au *J. O* du 3 janvier 1985 (p. 63).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 novembre 1984] (p. 6208) :

Arrêt du Conseil d'Etat du 27 mai 1983 : *Beaufils* (*Jean*) (p. 6208, 6209) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 6209, 6211) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 6209).

Gratuité du transport : *Beaufils* (*Jean*) (p. 6208) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 6209) ; *Fèvre* (*Charles*) (p. 6209).

Loi du 11 juillet 1973 : *Beaufils* (*Jean*) (p. 6208) ; *Le Garrec* (*Jean*) (p. 6209) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 6210).

Participation des salariés : *Fèvre* (*Charles*) (p. 6210).

Transports en Ile-de-France : *Le Garrec* (*Jean*) (p. 6209, 6211) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 6210).

Discussion de l'article unique (p. 6211) :

Article unique (*modification du 1° de l'article L. 233-64 du code des communes en faisant référence aux employeurs qui justifient avoir assuré intégralement et à titre gratuit le transport collectif de tous leurs salariés ou de certains d'entre eux au prorata des effectifs transportés par rapport à l'effectif total*) : amendement n° 4 de M. Paul Chomat (insérant les mots « dans des véhicules adaptés à cet effet » après le mot « intégralement ») ; volonté d'exclure du remboursement les déplacements de certains salariés accomplis grâce à des véhicules individuels mis à leur disposition : retiré ; amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (insérant le mot « partiellement » après les mots « à titre ») : non soutenu ; amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (insérant les mots « pour au moins 75 p. 100 du prix de revient » après les mots « à titre gratuit ») : non soutenu ;

— article unique : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 5 de M. Paul Chomat (définition des personnes assujetties à un versement en dehors de la région Ile-de-France) (p. 6211) : retiré ; amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (ramenant le seuil de population de 30 000 habitants à 15 000 habitants) ; désir de supprimer tout seuil de population pour la perception du versement transport : non soutenu ; amendement n° 6 de M. Paul Chomat (abrogeant le dernier alinéa de l'article L. 233-61 du code des communes) : retiré ; amendement n° 7 de M. Paul Chomat (insérant les mots « et à titre gratuit » après les mots « intégralement » dans le quatrième alinéa du II de l'article 4 de la loi du 12 juillet 1971 relative à l'assujettissement de certains employeurs de Paris et des départements limitrophes à un versement transport) : retiré (p. 6212).

Explications de vote (p. 6212).

Effet de seuil : *Fèvre* (*Charles*) (p. 6212).

Versement transport (intérêt du —) : *Malgras* (*Robert*) (p. 6212).

Vote négatif du groupe U. D. F. : *Fèvre* (*Charles*) (p. 6212).

Vote positif du groupe socialiste : *Malgras* (*Robert*) (p. 6212).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6212).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [14 décembre 1984] (p. 6949).

Charges des entreprises : *Beaufils* (*Jean*) (p. 6949) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6949).

Gratuité du transport : *Beaufils* (*Jean*) (p. 6949) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6949).

Position du Sénat : *Beaufils* (*Jean*) (p. 6949) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 6949).

Discussion de l'article unique (p. 6949) :

Article unique : amendement n° 1 de la commission (insérant les mots « et à titre gratuit » à propos du transport en commun) ; retour au texte adopté en première lecture ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (supprimant la deuxième phrase du second alinéa de cet article) (p. 6949) : adopté ;

— article unique, ainsi modifié : adopté (p. 6950).

TRAVAIL

16. — Proposition de loi n° 2298 portant **rémunération du congé parental alterné.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 30 juin 1984 par Mme Gisèle Halimi. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

17. — Proposition de loi n° 2343 tendant à compléter l'article L. 435-2 du **code du travail.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 septembre 1984 par M. Louis Maisonnat et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

18. — Proposition de loi n° 2516 relative à l'établissement des listes pour les **élections professionnelles.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 décembre 1984 par M. Henri de Gastines et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Droit d'expression des travailleurs.

Voir *Questions au Gouvernement* **1041.**

Infractions à la législation du —

Voir *Questions au Gouvernement* **872.**

TRAVAIL (durée du —)

Réduction de la — à 35 heures.

Voir *Questions au Gouvernement* **936, 937, 940.**

TRAVAIL CLANDESTIN

Voir *Questions orales sans débat* **614.**

TRAVAILLEURS SAISONNIERS

Voir *Aménagement du territoire* **2.**

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (T. U. C.)

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Jeunesse et sports ; travail, emploi et formation professionnelle.

TRIBUNAUX

— de commerce.

Voir *Questions au Gouvernement* **1014.**

TUNISIE

Voir *Traités et conventions* **117, 121.**

Accord avec la France relatif aux biens immobiliers.
Voir *Traités et Conventions* **121.**

TUPOLEV SOVIETIQUE (affaire du —)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **11.**

TURQUIE

Voir *Traités et conventions* **129.**

Comportement du Gouvernement turc lors des obsèques d'un opposant politique.
Voir *Questions au Gouvernement* **1108.**

Démocrates condamnés à mort en —
Voir *Questions au Gouvernement* **1029.**

Droits de l'homme en —
Voir *Traités et conventions* **129, 130.**

Grève de la faim de prisonniers en —
Voir *Questions au Gouvernement* **983.**

U

UGINE ACIERS (usine)

Voir *Questions au Gouvernement* **830, 883.**
Questions orales sans débat **577.**

UNION DE LA GAUCHE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **11.**

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (U. E. O.)

Session extraordinaire de l' —
Voir *Questions au Gouvernement* **1076.**

UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (U. G. A. P.)

Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Imprimerie nationale, Monnaies et médailles, Comptes spéciaux du Trésor.

URBANISME

7. — Projet de loi n° 2096 pour un renouveau de l'aménagement.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 3 mai 1984 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade (17 mai 1984). — Rapport n° **2207** (14 juin 1984). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (22 mai 1984). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Worms (30 mai 1984). — Discussion les 21 et 22 juin 1984. — Deuxième délibération (art. 11). — Adoption le 22 juin 1984. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ». — Projet de loi n° **615.**

Sénat (première lecture) n° **435** (1983-1984). — Dépôt le 26 juin 1984. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Marcel Lucotte. — Rapport n° **51** (1984-1985) (30 octobre 1984). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Paul Girod. — Avis n° **56** (1984-1985) (6 novembre 1984). — Discussion les 7 et 8 novembre 1984. — Adoption le 8 novembre 1984. — Projet de loi n° **26** (1984-1985).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **2417.** — Dépôt le 9 novembre 1984. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade. — Rapport n° **2477** (4 décembre 1984). — Discussion le 14 décembre 1984. — Adoption avec modifications le 14 décembre 1984. — Projet de loi n° **727.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 juin 1984] (p. 3558, 3584) :

Exception d'irrecevabilité de M. Robert Galley : *Galley (Robert)* (p. 3567, 3568, 3569) ; *Jans (Parfait)* (p. 3569) ; *Colin (Georges)* (p. 3569, 3570) ; *Quilès (Paul)* (p. 3570, 3571) ; rejetée (p. 3572).

Alsace (spécificité du droit de l'urbanisme en —) : *Zeller (Adrien)* (p. 3585, 3586, 3590) ; *Quilès (Paul)* (p. 3590, 3591).

Aménagement (définition de l'—) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3558, 3559) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3562) ; *Quilès (Paul)* (p. 3565).

Aménagement des sols à des fins économiques (absence d'—) : *Galley (Robert)* (p. 3567) ; *Colin (Georges)* (p. 3569) ; *Quilès (Paul)* (p. 3570, 3590) ; *Badet (Jacques)* (p. 3584).

Aménagement rural : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 3587) ; *Quilès (Paul)* (p. 3590).

Communautés urbaines (compétences en matière d'urbanisme) : *Rigaud (Jean)* (p. 3577) ; *Quilès (Paul)* (p. 3589).

Communes (inégalité entre les —) : *Frelaut (Dominique)* (p. 3562).

Communes (pouvoirs en matière d'urbanisme) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3558, 3559) ; *Galley (Robert)* (p. 3567).

Communes (responsabilité des —) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3561).

Concertation (principe de —) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3559) ; *Quilès (Paul)* (p. 3565, 3570, 3588) ; *Galley (Robert)* (p. 3567) ; *Sicard (Odile)* (p. 3577) ; *Rigaud (Jean)* (p. 3578) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 3578) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 3587) ; *Chomat (Paul)* (p. 3588).

Constructeurs (participation des —) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3560) ; *Quilès (Paul)* (p. 3566).

Contrats (libre choix de l'opérateur) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3559).

Décentralisation : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3558) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 3561) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3564) ; *Quilès (Paul)* (p. 3564) ; *Colin (Georges)* (p. 3575).

Dotation globale d'équipement : *Frelaut (Dominique)* (p. 3561).

Droit de préemption : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3560) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 3561) ; *Quilès (Paul)* (p. 3566, 3571, 3588) ; *Galley (Robert)* (p. 3567, 3568) ; *Clément (Pascal)* (p. 3572, 3573) ; *Duroméa (André)* (p. 3574, 3575).

Espaces naturels : *Quilès (Paul)* (p. 3566) ; *Colin (Georges)* (p. 3576).

Etat (compétences de l'— notamment en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique) : *Quilès (Paul)* (p. 3564) ; *Colin (Georges)* (p. 3569, 3576) ; *Sicard (Odile)* (p. 3576) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 3579).

Fonds social urbain : *Frelaut (Dominique)* (p. 3562) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 3579).

Habitat insalubre : *Frelaut (Dominique)* (p. 3562) ; *Quilès (Paul)* (p. 3566, 3589).

H. L. M. (notamment tutelle de l'Etat) : *Galley (Robert)* (p. 3568) ; *Colin (Georges)* (p. 3570) ; *Quilès (Paul)* (p. 3570, 3589, 3590) ; *Clément (Pascal)* (p. 3572) ; *Duroméa (André)* (p. 3575) ; *Badet (Jacques)* (p. 3584, 3585) ; *Chomat (Paul)* (p. 3587).

Occupants (protection des —) : *Rigaud (Jean)* (p. 3578) ; *Quilès (Paul)* (p. 3589).

Offre foncière : *Quilès (Paul)* (p. 3566).

Périmètres d'aménagement : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3560).

Plan d'occupation des sols : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3558) ; *Galley (Robert)* (p. 3568).

Procédures d'intervention (simplification et allégement des —) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3560) ; *Quilès (Paul)* (p. 3565, 3566) ; *Badet (Jacques)* (p. 3584).

Projets de quartiers : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3558, 3559, 3560).

Propriétaires (droit des —) : *Quilès (Paul)* (p. 3565, 3576) ; *Colin (Georges)* (p. 3576).

Sociétés d'économie mixte : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 3578).

Spéculation (lutte contre la —) : *Duroméa (André)* (p. 3574).

Taxe locale d'équipement : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3560) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 3561, 3562) ; *Clément (Pascal)* (p. 3573) ; *Duroméa (André)* (p. 3574).

Taxe sur le plafond légal de densité : *Jans* (*Parfait*) (p. 3569) ; *Galley* (*Robert*) (p. 3569) ; *Duroméa* (*André*) (p. 3574).
Urbanisation (politique d' —) : *Worms* (*Jean-Pierre*) (p. 3563) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3564, 3565) ; *Colin* (*Georges*) (p. 3575) ; *Adevah-Pœuf* (*Maurice*) (p. 3578) ; *Benetière* (*Jean-Jacques*) (p. 3586) ; *Chomat* (*Paul*) (p. 3587).
Urbanisme (financement de l' —) : *Duroméa* (*André*) (p. 3574) ; *Adevah-Pœuf* (*Maurice*) (p. 3578, 3579) ; *Quilès* (*Paul*) (p. 3588).

Discussion des articles [21 juin 1984] (p. 3591) et [22 juin 1984] (p. 3621, 3661) :

Titre Ier : *principes de l'aménagement.*

Article 1er (*principes généraux de l'aménagement*) : procédure de concertation ; création de Z. A. C. par l'Etat ; responsabilité du conseil municipal devant la population ; *avant l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* amendement n° 140 de M. Paul Chomat (précisant que les villes et les quartiers doivent être organisés pour l'utilité commune de leurs habitants) (p. 3591) ; critique du développement des villes selon une « logique réglementaire » ; définition du rôle de l'aménagement : retiré ; *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* définition de l'aménagement ; amendement n° 135 de la commission des lois (objectif de l'aménagement) ; amendement n° 2 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 193 du Gouvernement (référence à la politique locale de l'habitat) ; sous-amendement n° 251 de M. Paul Chomat (droit au logement pour toutes les catégories de la population) (p. 3592) ; caractère global de la politique d'aménagement ; rôle des collectivités publiques dans l'aménagement des viles et des quartiers ; amendement n° 135 : retiré ; sous-amendement n° 193 : adopté ; politique de l'habitat sans ségrégation ; pénurie des logements sociaux ; droit au logement ; sous-amendement n° 251 : rejeté (p. 3593) ; amendement n° 2 ainsi modifié : adopté ; amendements n° 171 de M. Robert Galley, n° 151 de M. Paul Chomat : devenus sans objet ; *article L. 300-2 du code de l'urbanisme :* concertation ; amendement n° 136 de la commission des lois (délibérations du conseil municipal sur les modalités de la concertation) ; sous-amendement n° 220 du Gouvernement (référence à une zone qui n'est pas située dans un secteur ayant fait l'objet d'une concertation) ; sous-amendement n° 216 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 221 du Gouvernemet (procédure de concertation lorsqu'une zone d'aménagement concerté est créée à l'initiative d'une personne publique autre que la commune) ; établissement public de coopération intercommunale ; examen des résultats de la concertation par le conseil municipal avant que la décision définitive ne soit prise (p. 3594) ; impossibilité pour un président de syndicat intercommunal d'intervenir sur le territoire d'une commune sans l'accord de cette dernière ; sous-amendements n° 220 et n° 216 : adoptés ; sous-amendement n° 221 : adopté après rectification ; amendement n° 136, ainsi modifié : adopté ; amendements n° 172 à n° 175 de M. Robert Galley, n° 142 de M. Paul Chomat, n° 176 de M. Robert Galley, n° 143 et n° 144 de M. Paul Chomat : devenus sans objet ; amendement n° 177 de M. Robert Galley (obligation, pour l'Etat, d'appliquer les modalités de concertation avec les habitants lorsque ce dernier décide de conduire une opération d'aménagement modifiant l'urbanisation) ; symétrie entre les obligations de l'Etat et celles des collectivités locales : retiré ; *article L. 300-3 du code de l'urbanisme :* publicité des autorisations ; amendement n° 146 de M. Paul Chomat (précisant que les demandes de permis de construire sont portées à la connaissance du public par les soins du demandeur) (p. 3595) ; amendement n° 196 de M. Pascal Clément (même objet) ; nécessité d'éviter les conflits susceptibles de naître après la naissance des autorisations : rejetés ; amendement n° 178 de M. Robert Galley (demande d'implantation d'activités économiques et industrielles) ; liberté de ces implantations : rejeté (p. 3596) ; *article L. 300-4 du code de l'urbanisme :* conditions d'intervention des opérateurs ; amendement n° 179 de M. Robert Galley (référence à l'application de la loi du 7 janvier 1983 sur le transfert des compétences) : retiré ; amendement n° 197 de M. Pascal Clément (possibilité pour toute personne publique ou privée de proposer à l'Etat la réalisation d'opérations d'aménagement) : rejeté ; amendement n° 4 de la commission (contrats de concession d'aménagement) ; sous-amendement n° 147 de M. Paul Chomat (précisant que l'acquisition de terrains par voie d'expropriation ne peut être confiée qu'à un établissement public) (p. 3597) ; sous-amendement n° 147 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté ;
— article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 3598).

Article 2 (*sursis à statuer à l'occasion des opérations d'aménagement*) (p. 3621) ; amendement n° 198 de M. Pascal Clément (supprimant le 2° de cet article) : rejeté ; amendement n° 180 de M. Robert Galley (substituant aux mots « a été prise en considération » les mots « a été décidé ») : rejeté ; amendement n° 199 de M. Pascal Clément (date de référence) ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) ; délaissement du terrain par le propriétaire à qui a été opposé le sursis à statuer ; amendement n° 199 : rejeté ; amendement n° 5 : adopté ;
— article 2, ainsi modifié : adopté (p. 3622).

Titre II : *réforme des instruments fonciers.*

Article 3 (*évaluation des biens expropriés*) : rétrocession des biens expropriés à l'ancien propriétaire si la destination prévue n'a pas été respectée ; conséquences du droit de préemption sur la valeur des terrains (p. 3623) ; amendement n° 6 de la commission (référence à l'intention dolosive de l'expropriant) : adopté ; amendement n° 181 de M. Robert Galley (substituant aux mots « tout à la fois » le mot « soit » à la fin du 2° alinéa du 2° de cet article) ; détermination de la qualification de terrains à bâtir : rejeté ; amendement n° 182 de M. Robert Galley (référence aux terrains situés dans les zones urbanisables à court terme) : rejeté ; amendement n° 183 de M. Robert Galley (référence aux terrains situés dans une zone constructible à court et moyen terme) ; zones U et zones N. A. du plan d'occupation des sols : rejeté ; amendement n° 184 de M. Robert Galley (plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé) (p. 3624) ; opposabilité aux tiers, du P. O. S. publié : adopté ; amendement n° 185 de M. Robert Galley (référence aux terrains situés dans les zones urbanisables à court et moyen terme et figurant à un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé) : retiré ; amendement n° 186 de M. Robert Galley (supprimant le 3° de cet article) ; déclaration faite par les contribuables : retiré ; amendement n° 187 de M. Robert Galley (supprimant le 4° de cet article) : retiré ;
— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (*évaluation des terrains réservés*) (p. 3625) ; pouvoir du juge de l'expropriation ; risque de spéculation sur les terrains ; amendement n° 149 de M. Paul Chomat (décision prescrivant l'élaboration du plan d'occupation des sols) ; amendement n° 150 de M. Paul Chomat (même objet) ; indemnisation du propriétaire ; risque d'un changement d'affectation du terrain en cas de publication du P. O. S. : rejetés ;
— article 4 : adopté.

Articles 5 à 9 : réservés (p. 3626).

Article 10 (*réserves foncières*) : adopté.

Chapitre II : *espaces naturels sensibles des départements.*

Article 11 (*espaces naturels sensibles des départements*) (p. 3627) : possibilité pour le conseil général de créer des zones de préemption sur le territoire d'une commune malgré le désaccord de celle-ci ; tutelle de la collectivité départementale sur la collectivité communale ; *article L. 142-1 du code de l'urbanisme :* compétence du département pour la mise en œuvre de la politique des espaces naturels sensibles ; amendement n° 236 de M. Pascal Clément (action du département en collaboration avec les conseils municipaux des communes concernées) ; nécessité de clarifier la compétence du département dans le cadre de la décentralisation ; politique de protection des espaces naturels sensibles : rejeté ; amendement n° 155 de M. Paul Chomat (avis des communes concernées) (p. 3629) : retiré ; amendement n° 233 de la commission (supprimant la 2e phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-1 ; acquisition par exercice du droit de préemption : adopté ; amendement n° 234 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article L. 142-2 du code de l'urbanisme :* taxe départementale des espaces naturels sensibles ; amendement n° 235 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 242 de M. Robert Galley (avis conforme des conseils municipaux concernés) : retiré ; amendement n° 243 de M. Robert Galley (avis conforme des conseils municipaux représentant au moins deux tiers des communes concernées) ; amendement n° 244 de M. Robert Galley (référence à l'espace naturel sensible délimité par le périmètre) : retirés ; amendement n° 39 de la commission (de rectification) : adopté (p. 3630) ; amendement n° 112 de M. Jean Rigaud (paiement de la taxe par le vendeur du terrain avant construction ou reconstruction) ; appropriation par le département de certains espaces verts : rejeté ; *article L. 142-3 du code de l'urbanisme :* zones de préemption ; amendement n° 236 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 239 de M. Pascal Clément (consultation des conseils municipaux) : retiré ; amendement n° 40 de la commission (avis de la chambre d'agriculture) ; nécessité d'une concertation entre le département et la profession sur la politique de défense des espaces naturels : rejeté ; amendement n° 98 de la commission des finances (avis de la chambre d'agriculture et de la commission départementale

d'aménagement foncier) (p. 3631) : rejeté ; amendement n° 245 de M. Robert Galley (substituant aux mots « peuvent être » le mot « sont ») ; conditions de délimitation et de mise en œuvre des zones de préemption : adopté ; amendement n° 246 de M. Robert Galley (accord motivé) : retiré ; amendement n° 247 de M. Robert Galley (accord des communes concernées) : retiré ; amendement n° 281 du Gouvernement (précisant qu'à titre exceptionnel, l'existence d'une construction ne fait pas obstacle à l'exercice du droit de préemption) : adopté après rectification (p. 3632) ; amendement n° 41 de la commission (substituant au mot « local » le mot « territorial ») ; possibilité de délégation au profit des régions : adopté ; amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 142-4 du code de l'urbanisme* : déclaration préalable à toute aliénation d'un bien soumis au droit de préemption ; amendement n° 237 de la commission (de coordination) : adopté ; *article L. 142-5 du code de l'urbanisme* : modalités de fixation du prix d'acquisition des biens préemptés à défaut d'accord amiable ; amendement n° 248 de M. Robert Galley (rédactionnel) : adopté ; *article L. 142-6 du code de l'urbanisme* : expropriation d'un bien soumis au droit de préemption ; amendement n° 43 de la commission (de coordination) : adopté ; *article L. 142-9 du code de l'urbanisme* : registre ouvert par le département ; amendement n° 113 de M. Jean Rigaud (supprimant le texte proposé pour l'article L. 142-9) ; amendement n° 249 de M. Robert Galley (même objet) ; risque de « déballage public » ; registre retraçant les acquisitions réalisées par l'exercice du droit de préemption (p. 3633) ; garanties accordées au propriétaire en matière de droit de préemption : rejetés ; amendement n° 240 de M. Pascal Clément (supprimant le 1er alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-9) ; amendement n° 241 de M. Pascal Clément (supprimant le 2e alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-9) : rejetés ; *article L. 142-10 du code de l'urbanisme* : aménagement de terrains acquis en application du chapitre II du titre IV du livre Ier de la première partie du code de l'urbanisme ; amendement n° 156 de M. Paul Chomat (insérant le mot « gratuitement » après les mots « pour être ouverts ») ; libre accès des usagers aux terrains acquis avec les fonds provenant de la perception de la taxe départementale des espaces naturels : retiré ; amendement n° 137 de la commission des lois (mise en valeur des terrains à des fins culturelles ou scientifiques) : adopté après rectification ; amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 142-12 du code de l'urbanisme* : autorisation préalable des divisions volontaires de propriétés foncières ; amendement n° 250 de M. Robert Galley (plan d'occupation des sols publié) (p. 3634) : rejeté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 (*entrée en vigueur des articles L. 142-1 à L. 142-12 du code de l'urbanisme*) : principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt : adopté.

Article 13 (*communication d'informations par l'administration fiscale aux personnes publiques compétentes en matière de politique foncière et d'aménagement*) : amendement n° 45 de la commission (de codification) : adopté ; amendement n° 114 de M. Jean Rigaud (référence à l'administration des Domaines) : rejeté ; amendement n° 264 du Gouvernement (valeur foncière déclarée à l'occasion d'une mutation intervenue dans les cinq dernières années) (p. 3635) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Titre III : *décentralisation et simplification des instruments d'aménagement.*

Article 14 (*zones d'aménagement concerté*) : amendement n° 115 de M. Jean Rigaud (référence au conseil de communauté urbaine) ; compétence des communautés urbaines pour l'exercice des attributions reconnues à la commune ; loi relative à l'organisation administrative de Paris-Marseille-Lyon (p. 3636) : rejeté ; amendement n° 252 de M. Robert Galley (plan d'occupation des sols publié) : retiré ; amendement n° 157 de M. Paul Chomat (avis des conseils municipaux des communes concernées) : adopté ; amendement n° 253 de M. Robert Galley (création d'une Z. A. C. par le président du conseil régional ou le président du conseil général suivant la collectivité publique concernée) ; transfert des compétences aux communes dotées d'un P. O. S. : rejeté ; amendement n° 158 de M. Paul Chomat (précisant que toute création de zone d'aménagement concerté doit être précédée de la mise à la disposition du public d'un dossier de création) ; concertation avant la création des Z. A. C. (p. 3637) : rejeté ; amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 116 de M. Jean Rigaud (zone d'aménagement concerté en l'absence de plan d'occupation des sols) ; amendement n° 261 de la commission (même objet) ; avantage des P. O. S. par rapport aux S. D. A. U. ; amendement n° 116 : retiré ; amendement n° 261 : adopté ; amendement n° 254 de M. Robert Galley (possibilité de recueillir l'avis d'organismes ou d'associations) ; association de l'Etat à l'élaboration du plan ; principe de la responsabilité de l'Etat : rejeté ; amendement n° 255 de M. Robert Galley (avis conforme) (p. 3638) : rejeté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 (*restauration immobilière*) : amendement n° 48 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (référence aux règles de la présente section) : adopté ; amendement n° 256 de M. Robert Galley (plan d'occupation des sols publié) : retiré ; amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3639) ; amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 5 précédemment réservé (*exercice des droits de préemption en vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 301 du code de l'urbanisme*) : objectifs de l'aménagement ; nécessité de délimiter et de restreindre les domaines dans lesquels peut s'exercer le droit de préemption ; notion d'utilité commune des habitants ; amendement n° 188 de M. Robert Galley (objectifs du droit de préemption urbain) ; zones d'intervention foncière (Z. I. F.) (p. 3640) ; procédure de la zone d'aménagement concerté ; friches industrielles ; nécessité de parvenir à une harmonie entre les zones industrielles et les zones d'habitation ; nécessité de limiter le droit de préemption : rejeté au scrutin public ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3641) ; amendement n° 200 de M. Pascal Clément (réalisation des équipements publics des réseaux de voirie nécessaires à l'aménagement) ; limitation de la notion d'aménagement à la création d'équipements publics et des réseaux de voirie ; droit de préemption ; généralisation des Z. A. D. (p. 3642) ; affichage des objectifs d'une opération d'urbanisme : rejeté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 précédemment réservé (*droit de préemption urbain*) (p. 3643) ; dérogations au droit de préemption urbain ; objectif visant à donner à chaque commune un plan d'occupation des sols (p. 3644) ; *article L. 211-1 du code de l'urbanisme* : champ d'application ; amendement n° 8 de la commission (supprimant la référence aux communes de plus de 10 000 habitants) ; amendement n° 189 de M. Robert Galley (même objet) ; possibilité pour les communes de moins de 10 000 habitants d'exercer de plein droit le droit de préemption urbain dans les zones d'urbanisation futures ; discussion spécifique du conseil municipal en cas d'extension du droit de préemption aux zones N. A. ; politique sociale de l'habitat : adoptés ; amendement n° 101 de M. Jean Rigaud : devenu sans objet ; amendement n° 102 de M. Jean Rigaud (référence aux communes urbaines) (p. 3645) : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (de coordination) ; amendement n° 190 de M. Robert Galley (de coordination) ; amendement n° 9 : adopté ; amendement n° 190 : satisfait ; amendement n° 151 de M. Paul Chomat (possibilité pour le conseil municipal de rétablir le droit de préemption) : adopté ; *article L. 211-2 du code de l'urbanisme* : délégations ; amendement n° 103 de M. Jean Rigaud (référence aux communautés urbaines) : rejeté ; amendement n° 217 de la commission (de précision) : adopté ; *article L. 211-3 du code de l'urbanisme* : substitution de l'Etat à la commune ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3646) ; amendement n° 191 de M. Robert Galley (possibilité pour l'autorité administrative de recourir en tant que de besoin à l'engagement d'une procédure de déclaration d'utilité publique) ; amendement n° 218 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 191 : retiré ; amendement n° 218 : adopté ; amendement n° 219 de la commission (possibilité de prévoir, par décret en Conseil d'Etat, que le droit de préemption s'applique aux aliénations et aux cessions mentionnées à l'article L. 211-4) : adopté ; amendement n° 192 de M. Robert Galley (supprimant le quatrième alinéa de l'article L. 211-4) ; réunification des Z. I. F. et des Z. A. D. : rejeté ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 201 de M. Robert Galley (supprimant les deux derniers alinéas du 4° de l'article 6) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 3647) : adopté ; amendement n° 104 de M. Jean Rigaud (référence aux communautés urbaines) : rejeté ; *article L. 211-5 du code de l'urbanisme* : droit de délaissement ; amendement n° 15 de la commission (référence au délégataire du droit de préemption) : adopté ; amendement n° 105 de M. Jean Rigaud (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 202 de M. Robert Galley (épuisement de toutes les formules de négociations possibles) ; encouragement des accords amiables ; fixation du prix du bien préempté par le juge, à défaut d'accord amiable : retiré ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 223 de M. Pascal Clément (rédactionnel) (p. 3648) ; possibilité pour le propriétaire d'un

bien préempté de le reprendre et de le vendre librement si le prix n'a pas été payé dans les délais prévus : adopté ; amendement n° 224 de M. Pascal Clément (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 211-5) : rejeté ; *article L. 211-6 du code de l'urbanisme :* extension particulière du droit ; amendement n° 280 du Gouvernement (insérant les mots « rendu public ou approuvé » après les mots « mise en valeur ») ; amendement n° 203 de M. Robert Galley (même objet) ; droit de préemption dans les secteurs sauvegardés ; amendement n° 203 : retiré ; amendement n° 280 : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 précédemment réservé (*zones d'aménagement différé*) (p. 3649) ; *article L. 212-1 du code de l'urbanisme :* création de ZAD ; amendement n° 204 de M. Robert Galley (avis conforme) ; transfert des délivrances des autorisations de construire aux communes dotées d'un POS ; création d'une ZAD par décret en Conseil d'Etat en cas d'avis défavorable de la commune concernée : rejeté ; amendement n° 205 de M. Robert Galley (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-1) : devenu sans objet ; *article L. 212-3 du code de l'urbanisme :* droit de délaissement ; amendement n° 17 de la commission (possibilité pour tout propriétaire d'un bien soumis au droit de préemption de proposer au titulaire de ce droit l'acquisition de son bien) : adopté ; amendement n° 206 de M. Robert Galley (épuisement de toutes les formules de négociation possible) : retiré ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 226 de M. Pascal Clément (de conséquence) : adopté ; amendement n° 227 de M. Pascal Clément (supprimant le dernier alinéa proposé pour l'article L. 212-3) (p. 3650) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 précédemment réservé (*dispositions communes au droit de préemption*) (p. 3651) ; paiement des biens préemptés ; *article L. 213-1 du code de l'urbanisme :* biens soumis au droit de préemption ; amendement n° 106 de M. Jean Rigaud (cas d'adjudication sur saisie immobilière) ; distinction entre adjudication forcée et adjudication volontaire (p. 3652) : retiré ; amendement n° 107 de M. Jean Rigaud (inapplication de l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme aux adjudications volontaires à la licitation à la barre du tribunal) : retiré ; amendement n° 208 de M. Robert Galley (référence au prix de dernière enchère par substitution à l'adjudicataire) ; nécessité de lutter contre la spéculation : retiré ; *article L. 213-2 du code de l'urbanisme :* déclaration d'intention d'aliéner ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 108 de M. Jean Rigaud (déclaration valant offre de vente à durée déterminée) : rejeté ; *article L. 213-3 du code de l'urbanisme :* délégataires des droits de préemption ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (référence au délégataire du droit de préemption) : adopté (p. 3653) ; *article L. 213-4 du code de l'urbanisme :* fixation du prix ; amendement n° 209 de M. Robert Galley (supprimant la fin du troisième alinéa de l'article L. 213-4, après les mots « de l'acte instituant la zone ») ; nécessité d'harmoniser les délais retenus pour la procédure des ZAD et pour le droit de préemption urbain : retiré ; amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 210 de M. Robert Galley (d'harmonisation) : adopté après rectification ; *article L. 213-5 du code de l'urbanisme :* effet des droits de préemption ; amendement n° 211 de M. Robert Galley (supprimant le dernier alinéa de l'article L. 213-5) ; exercice du droit de préemption en cas de déclaration d'utilité publique : rejeté ; *article L. 213-6 du code de l'urbanisme :* date de référence ; amendement n° 212 de M. Robert Galley (supprimant le texte proposé pour l'article L. 213-6) ; harmonisation des dates de référence retenues en matière d'expropriation et de droit de préemption (p. 3654) : retiré ; amendement n° 24 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 152 de M. Paul Chomat (référence à la décision la plus récente prescrivant l'élaboration du plan d'occupation des sols) : rejeté ; *article L. 213-7 du code de l'urbanisme :* renonciation à la transaction ; amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 213-8 du code de l'urbanisme :* conséquences de la renonciation à l'exercice des droits de préemption ; amendement n° 228 de M. Pascal Clément (précisant que le propriétaire reprend sa liberté de transaction) ; maîtrise des prix spéculatifs : rejeté ; amendement n° 153 de M. Paul Chomat (référence au droit de préemption étendu en application du dernier alinéa de l'article L. 211-4 du code de l'urbanisme) ; interdiction du droit de préemption pendant un délai de cinq ans dans les seules zones où le conseil municipal l'avait renforcé (p. 3655) : rejeté ; amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 213 de M. Robert Galley (substituant aux mots « cinq ans » les mots « dix ans ») : rejeté ; *article L. 213-9 du code de l'urbanisme :* information des occupants ; amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3656) ; rappel des termes de l'article 8 précédemment réservé (p. 3661-3662) ; *article L. 213-11 du code de l'urbanisme :* droit de rétrocession ; amendement n° 229 de M. Pascal Clément (utilisation des biens préemptés à des fins de réalisation d'équipements publics ou de réseaux de voirie) : non soutenu ; amendement n° 30 de la commission (précisant que l'utilisation des biens préemptés doit faire l'objet d'une délibération motivée du conseil municipal) ; sous-amendement n° 170 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 30, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 109 de M. Jean Rigaud (référence au délégataire du droit de préemption) (p. 3663) : retiré ; amendement n° 230 de M. Pascal Clément (d'harmonisation) : retiré ; amendement n° 231 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (obligation pour le titulaire du droit de préemption de proposer l'acquisition à la personne qui avait l'intention d'acquérir le bien) ; possibilité pour l'acquéreur évincé d'exercer un droit de reprise : adopté ; *article L. 213-13 du code de l'urbanisme :* registre communal ; amendement n° 110 de M. Jean Rigaud (supprimant le texte proposé pour l'article L. 213-13) ; amendement n° 214 de M. Robert Galley (même objet) ; création d'un registre communal pour les préemptions : rejetés ; *article 213-14 du code de l'urbanisme :* paiement du prix ; amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 213-15 du code de l'urbanisme :* amendement n° 34 de la commission (supprimant les mots « ou jusqu'à sa consignation » à la fin du texte proposé pour l'article 213-15) ; amendement n° 111 de M. Jean Rigaud (même objet) ; amélioration des garanties offertes au propriétaire d'un bien acquis par exercice du droit de préemption (p. 3664) : adoptés ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 précédemment réservé (*dispositions transitoires*) ; *date d'entrée en vigueur des articles relatifs au droit de préemption*) : amendement n° 35 de la commission (substituant au mot « régit » le mot « mentionné » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 16 (*protection des occupants*) (p. 3665) : *article L. 314-1 du code de l'urbanisme :* champ d'application des dispositions relatives à la protection des occupants ; amendement n° 53 de la commission (supprimant la référence aux occupants de bonne foi) : adopté ; amendement n° 117 de M. Jean Rigaud (référence aux articles L. 13-20, L. 14-1 et L. 14-3 du code de l'expropriation) ; entrave de la marche économique du secteur du bâtiment (p. 3666) ; amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) ; regroupement des dispositions relatives à la protection des occupants ; droit au relogement ; amendement n° 117 : rejeté ; amendement n° 54 : adopté ; amendement n° 55 de la commission (définition des occupants au sens du présent chapitre) ; sous-amendement n° 265 de M. Jean-Michel Belorgey (référence au propriétaire, personne physique et morale) ; sous-amendement n° 266 de M. Jean-Michel Belorgey (référence au preneur de baux ayant la qualité d'association) ; sous-amendement n° 265 : adopté après rectification (p. 3667) ; sous-amendement n° 266 : retiré ; amendement n° 55, ainsi modifié : adopté ; *article L. 314-2 du code de l'urbanisme :* obligation de la personne publique en cas d'éviction définitive des occupants ; amendement n° 119 de M. Jean Rigaud (supprimant le mot « toutefois » au début de la seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 314-2) : rejeté ; amendement n° 257 de M. Robert Galley (substituant aux mots « il doit être fait » les mots « il peut être fait ») ; obligation pour la collectivité expropriante de faire des propositions de relogement : retiré ; amendement n° 121 de M. Jean Rigaud (substituant aux mots « au moins deux propositions » les mots « une proposition ») : retiré ; amendement n° 120 de M. Jean Rigaud (référence aux normes d'habitabilité) (p. 3668) : rejeté ; amendement n° 56 de la commission (proposition de relogement sur le territoire de la commune) : adopté ; amendement n° 122 de la commission (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-2) ; droit de priorité pour les commerçants, artisans et industriels : rejeté ; *article L. 314-3 du code de l'urbanisme :* obligations de la personne publique en cas d'éviction provisoire des occupants ; amendement n° 123 de M. Jean Rigaud (supprimant le texte proposé pour l'article L. 314-3) : rejeté ; amendement n° 57 de la commission (référence aux conditions de localisation) : adopté ; amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) (p. 3669) : adopté ; amendement n° 59 de la commission (supprimant l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-3) ; problème de la fixation du loyer après

travaux : adopté ; *article L. 314-4 du code de l'urbanisme :* obligation en cas de maintien sur place des occupants ; amendement n° 124 de M. Jean Rigaud (substituant aux mots « ont droit au maintien » les mots « peuvent être maintenus ») : rejeté ; amendement n° 125 de M. Jean Rigaud (précisant qu'un nouveau bail peut être proposé aux occupants) ; rejeté ; amendement n° 126 de M. Jean Rigaud (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-4) : devenu sans objet ; amendement n° 262 de la commission (exercice du droit de préemption dans le cas visé à l'article L. 213-5 du code de l'urbanisme) : adopté ; *article L. 314-5 du code de l'urbanisme :* droit de réinstallation des commerçants, artisans et industriels définitivement évincés ; amendement n° 61 de la commission (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-5) : adopté (p. 3670) ; amendement n° 159 de M. Paul Chomat (précisant qu'il est offert au moins deux propositions de local de remplacement) : devenu sans objet ; amendement n° 62 de la commission (d'harmonisation) : adopté.

Article L. 314-6 du code de l'urbanisme : indemnisation afférente à l'activité des commerçants et artisans ; amendement n° 127 de M. Jean Rigaud (supprimant le texte proposé pour l'article L. 314-6) ; droit de délaissement au profit des locataires-commerçants : rejeté ; amendement n° 63 de la commission (de précision) : adopté ; *article L. 314-7 du code de l'urbanisme :* modalités d'exercice du droit au relogement et du droit à la réintégration ; amendement n° 258 de M. Robert Galley (substituant aux mots « un an » les mots « six mois ») : retiré ; amendement n° 64 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 128 de M. Jean Rigaud (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-7) : rejeté (p. 3671) ; *article L. 314-8 du code de l'urbanisme :* changement d'activité lors de la réintégration après éviction provisoire ; amendement n° 129 de M. Jean Rigaud (supprimant le texte proposé pour l'article L. 314-8) : rejeté ; amendement n° 65 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 (*délai de prescription de l'action en justice née de la violation de la réglementation applicable aux lotissements*) : rôle des commerçants et artisans dans l'équilibre des quartiers et des communes ; possibilité donnée aux communes d'empêcher le gel de terrains et de bâtiments au-delà d'un certain délai ; adopté.

Article 18 (*entretien des voies et réseaux en cas de division d'un ensemble immobilier bâti*) : adopté.

Article 19 (*associations foncières urbaines*) (p. 3672) : amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 263 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 259 de M. Robert Galley (plan d'occupation des sols publié) : retiré (p. 3673) ; amendement n° 260 de M. Robert Galley (plan d'occupation des sols publié) : retiré ;

— article 19, ainsi modifié : adopté.

Titre IV : *financement de l'aménagement.*

Article 20 (*modification du régime de la taxe locale d'équipement*) : amendement n° 267 du Gouvernement (référence aux locaux à usage d'habitation principale) ; possibilité pour les communes d'exonérer de la taxe locale d'équipement les locaux à usage d'habitation ; adopté ; amendement n° 70 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 71 de la commission (p. 3674) (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 268 de M. Paul Chomat (substituant au mot « cinq » le mot « six ») ; nécessité de corriger les injustices issues de la taxe locale d'équipement ; fonds social urbain ; plafond légal de densité : retiré (p. 3675) ; amendement n° 72 de la commission (de rectification) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 (*participations à la réalisation d'équipements publics exigibles à l'occasion de la délivrance d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol*) (p. 3676) : *article L. 332-6 du code de l'urbanisme :* participations à la réalisation d'équipements publics exigibles des constructeurs en sus de la taxe locale d'équipement ; amendement n° 73 de la commission (référence à la taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) : adopté ; amendement n° 279 de M. Adrien Zeller (possibilité d'actualiser la taxe) ; référence au droit en vigueur en Alsace ; participations des promoteurs et des pétitionnaires de permis de construire aux équipements : adopté ; amendement n° 270 de M. Adrien Zeller (actualisation de la taxe) : devenu sans objet ; *article L. 332-9 du code de l'urbanisme :* participation forfaitaire des constructeurs dans les secteurs d'aménagement ; amendement n° 130 de M. Jean Rigaud (référence aux communautés urbaines) : rejeté ; amendement n° 131 de M. Jean Rigaud (référence aux conseils de communautés urbaines) : devenu sans objet ; amendement n° 162 de M. Paul Chomat (montant de la taxe à la charge des constructeurs) ; application de la taxe locale d'équipement aux aménageurs (p. 3677) : retiré ; *article L. 332-11 du code de l'urbanisme :* révision de la participation forfaitaire prévue à l'article L. 332-9 du code de l'urbanisme ; restitution des participations versées en cas de non-réalisation des équipements publics prévus ; amendement n° 132 de M. Jean Rigaud (référence aux conseils de communautés urbaines) : rejeté ;

— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 (*insérant une section III relative aux équipements propres dont la réalisation peut être exigée des bénéficiaires d'autorisation d'occuper ou d'utiliser le sol*) ; *article L. 332-15 du code de l'urbanisme :* équipements propres dont la réalisation peut être exigée des bénéficiaires d'autorisation d'occuper ou d'utiliser le sol ; amendemennt n° 271 de M. Robert Galley (supprimant la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 332-15) ; distinction entre les équipements propres à l'opération qui sont des équipements privés et les équipements publics : rejeté ;

— article 22 : adopté.

Article 23 (*dispositions diverses et transitoires relatives aux prélèvements liés à la construction*) (p. 3678) ; amendement n° 272 de M. Robert Galley (déclaration de la valeur du terrain après avis conforme des services fiscaux) : rejeté ; amendement n° 273 de M. Robert Galley (même objet) : rejeté ; amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 163 de M. Paul Chomat (référence aux valeurs mobilières servant au financement de l'industrie française) ; utilisation des C.O.D.E.V.I. en faveur des collectivités locales pour les projets d'aménagement industriel ; financement de l'urbanisme ; affectation des fonds C.O.D.E.V.I. aux équipements à caractère industriel (p. 3679) ; friches industrielles : retiré.

Titre V : *dispositions diverses.*

Article 24 (*dispositions de coordination relatives au code de l'urbanisme*) (p. 3680) : amendement n° 164 de M. Paul Chomat (possibilité pour toute commune d'exercer les droits reconnus à la partie civile) ; arrêt du 17 janvier 1984 de la Cour de cassation reconnaissant la recevabilité d'une action en dommages et intérêts d'une commune ; adopté ; amendement n° 75 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 76 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 77 de la commission (de rectification) (p. 3681) ; adopté ;

— article 24, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (possibilité pour le conseil général de décider d'attribuer aux établissements publics ou groupements de communes tout ou partie de la taxe professionnelle) ; zone d'aménagement à vocation commerciale, artisanale ou industrielle ; péréquation départementale de la taxe professionnelle ; rejeté.

Article 25 (*dispositions de coordination relatives au code des communes*) : amendement n° 133 de M. Jean Rigaud (référence à la communauté urbaine) : retiré ; amendemenet n° 275 de la commission (de coordination) (p. 3682) : adopté ; amendment n° 274 de M. Robert Galley (encouragement de l'activité commerciale et industrielle) : devenu sans objet ; amendement n° 79 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 (*compétences des organismes d'habitation à loyer modéré*) : amendement n° 80 de la commission (p. 3683) ; (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 81 de la commission (réalisation d'hébergement de loisirs à vocation sociale) ; obtention des compétences des organisms d'H. L. M. dans le domaine du tourisme social : adopté ; amendement n° 82 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 83 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 84 de la commission (même objet) : sociétés coopératives de construction d'H. L. M. ; adopté ; amendement n° 85 de la commission (même objet) (p. 3684) ; adopté ; amendement n° 86 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 (*définition et modalités de contrôle des règles d'attribution des locaux construits par les organismes d'H. L. M.*) : politique menée par la droite et aboutissant à une baisse de la construction sociale ; attribution de logements H. L. M. ; nécessité d'informer le maire sur les attributions réalisées par les organismes d'H. L. M. ; élaboration du programme local de

l'habitat en concertation avec le comité local de l'habitat (p. 3685) ; commission des maires sur la sécurité dans les villes ; nécessité d'améliorer les conditions de logement et d'urbanisme ; réalisation de cités-dortoirs ; rôle positif du 0,8 p. 100 patronal ; application de la concentration pour l'attribution des logements sociaux et la gestion des fonds sociaux provenant de la participation financière des employeurs ; aide financière pour la protection des portes palières des appartements et des immeubles à vocation sociale ; comité d'études interministériel pour organiser la lutte contre le recel ; nécessité de surmonter les clivages politiques pour remédier à l'insécurité (p. 3686) ; *article L. 441-1 du code de la construction :* attribution de logements et de locaux commerciaux ou artisanaux construits par les organismes d'H. L. M. avec le concours de l'Etat ; amendement n° 87 de la commission (attribution des logements H. L. M.) ; conditions fixées par décret en Conseil d'Etat : adopté ; amendement n° 88 de la commission (contenu du décret prévoyant l'attribution des logements H. L. M.) : adopté ; amendement n° 165 de M. Paul Chomat (référence à l'équilibre social des quartiers et communes) : adopté ; amendement n° 89 de la commission (prise en considération de la proximité des équipements répondant aux besoins des demandeurs) ; amendement n° 276 de M. Robert Galley (référence à l'équilibre financier et à l'exploitation des organismes d'H. L. M.) ; sentiment d'insécurité dans les quartiers dits populaires ; montée du racisme (p. 3687) ; augmentation du pourcentage de loyers impayés ; respect de l'autonomie communale et de la solidarité ; amendement n° 89 : adopté ; amendement n° 276 : devenu sans objet ; amendement n° 90 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 91 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des limites et conditions dans lesquelles les organismes d'H.L.M. peuvent contracter les obligations de réservation) : adopté ; *après l'article L. 441-1 du code de la construction* : amendement n° 166 de M. Paul Chomat (programme local de l'habitat) (p. 3688) ; compétences des communes pour se doter d'un programme de l'habitat ; retiré ; *article L. 441-2 du code de la construction :* attribution de logements au profit des personnes mal logées ou défavorisées ; amendement n° 277 de M. Robert Galley (supprimant le texte proposé pour l'article L. 441-2) ; autonomie financière et administrative des organismes d'H.L.M. : retiré ; amendement n° 92 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 93 de la commission (référence aux personnes prioritaires définies selon des critères déterminés par décret en Conseil d'Etat) : adopté ; amendement n° 167 de M. Paul Chomat (proportion des logements H.L.M. attribués aux personnes mal logées ou défavorisées sur proposition du représentant de l'Etat) (p. 3689) ; possibilité pour les commissaires de la République de déléguer dans certaines limites leur droit de réserver des logements aux communes qui auront défini un programme local de l'habitat : retiré ; amendement n° 134 de M. Jean Rigaud (supprimant l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 441-2) ; problème de vie sociale des quartiers défavorisés ; caractère exceptionnel de la procédure de substitution du pouvoir de l'Etat aux responsabilités des conseils d'administration ; compétences de l'Etat en matière d'aide financière au logement ; possibilité pour le préfet de constituer une commission de contrôle d'attribution des logements ; retiré ; amendement n° 94 de la commission (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département de désigner un délégué spécial qui assure de plein droit la présidence de la commission d'attribution) ; sous-amendement n° 282 du Gouvernement (référence au délégué spécial chargé de prononcer les attributions de logements au nom et pour le compte de l'organisme) ; distinction nette entre les pouvoirs exceptionnels exercés par le délégué nommé par le commissaire de la République et les modalités de gestion courante de l'organisme ; indemnisation des bailleurs par l'Etat, dans le cas où le commissaire de la République refuse de prêter le concours de la force publique pour l'exécution d'une décision d'expulsion d'un locataire (p. 3690) ; sous-amendement n° 282 : adopté ; amendement n° 94, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 95 de la commission (application des dispositions des articles L. 441-1 et L. 441-2 à tous les logements) : adopté ;
— article 27, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 27 : amendement n° 99 du Gouvernement (possibilité pour les organismes mentionnés à l'article L. 411-2 de louer des logements aux fins de sous-location à des associations déclarées ayant pour objet de loger à titre temporaire des personnes jeunes) ; encouragement du logement des jeunes ; activités des C. R. O. U. S. ; adopté.

Article 28 (*dispositions transitoires relatives aux opérations de rénovation urbaine*) : adopté.

Article 29 (*modification de l'article 3 de la loi du 1er septembre 1948*) (p. 3691) ; amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 (*procédure d'expropriation des immeubles non insalubres compris dans un périmètre d'insalubrité défini par la loi du 10 juillet 1970*) : adopté.

Article 31 (*modification de la loi du 10 juillet 1975 pour coordination avec les dispositions relatives aux espaces naturels fonciers des départements*) : amendement n° 278 du Gouvernement (possibilité pour le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres d'être affectataire à titre gratuit d'immeubles dépendants du domaine privé de l'Etat) : adopté ;
— article 31, ainsi modifié : adopté.

Article 32 (*modification de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Lyon et Marseille et des établissements publics de coopération intercommunale*) : adopté.

Après l'article 32 : amendement n° 139 de M. Bernard Derosier (abrogeant l'article 2 de la loi du 19 octobre 1919) : retiré.

Titre : amendement n° 97 de la commission (intitulant le projet de loi « projet relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement) (p. 3692) : adopté.

Seconde délibération du projet de loi.

Article 11 (p. 3693, 3694) ; amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Destrade (supprimant les mots « après avis de la chambre d'agriculture » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-3 du code de l'urbanisme) : adopté ;
— article 11, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 3695) :

Communes (accroissement des compétences en matière d'urbanisme) : *Lacombe (Jean)* (p. 3695).
Concertation : *Quilès (Paul)* (p. 3695).
Droit de préemption : *Galley (Robert)* (p. 3695) ; *Chomat (Paul)* (p. 3695).
Friches industrielles : *Chomat (Paul)* (p. 3695).
Insécurité : *Chomat (Paul)* (p. 3695).
Procédures (simplification des —) : *Quilès (Paul)* (p. 3696).
Vote favorable du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 3695).
Vote favorable du groupe socialiste : *Lacombe (Jean)* (p. 3695).
Vote hostile du groupe R.P.R. : *Galley (Robert)* (p. 3695).
Vote hostile du groupe U.D.F. : *Rigaud (Jean)* (p. 3695).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3696).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [14 décembre 1984] (p. 6980) :

Concertation préalable aux opérations d'aménagement : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6980) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 6982).
Droit de préemption : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6980) ; *Quilès (Paul)* (p. 6980) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 6982).
Espaces naturels : *Quilès (Paul)* (p. 6980).
H. L. M. (attribution des logements —) : *Quilès (Paul)* (p. 6981) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 6981-6982).
Plafond légal de densité (modification du —) : *Quilès (Paul)* (p. 6980-6981) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 6982).
Schémas directeurs (révision des —) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6980) ; *Quilès (Paul)* (p. 6981) ; *Rigaud (Jean)* (p. 6982).
Sénat (position du —) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6980).
Sursis à statuer : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6980).

Discussion des articles [14 décembre 1984] (p. 6982) :

Article 1er : *article L. 300-1 du code de l'urbanisme :* amendement n° 1 de la commission (objet des actions ou opérations d'aménagement) ; sous-amendement n° 94 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (garantie de l'équilibre social des quartiers) ; sous-amendement n° 95 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (politique locale des déplacements favorisant le développement des transports en commun) ; crise du logement ; notion de garantie d'équilibre ; politique locale de l'habitat ; sous-amendement n° 94 : rejeté ; transport ; accueil des activités économiques ; sous-amendement n° 95 : rejeté ; amendement n° 1 : adopté ; *article L. 300-2 du code de l'urbanisme :* amendement n° 2 de la commission (rôle des associations locales et des autres personnes concernées) (p. 6983) ; associations locales : adopté ; amendement n° 3 de la commission (révision du plan d'occupation des sols) ; retour au texte adopté par

l'Assemblée en première lecture : adopté ; amendement n° 4 de la commission (détermination des caractéristiques des opérations d'aménagement soumises aux obligations de cet article) : adopté ; amendement n° 96 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (détermination des modalités minimales de concertation avec les habitants par un décret en Conseil d'Etat) ; amendement n° 97 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (modification et révision des plans d'occupation des sols) ; enquête publique ; rôle des collectivités locales ; concertation avec la population : rejetés ; amendement n° 5 de la commission (supprimant l'avant-dernier alinéa du paragraphe I de cet article) ; consultation organisée par les communes (p. 6984) ; absence d'illégalité des permis de construire du seul fait de l'absence de concertation : adopté ; *article L. 300-3 du code de l'urbanisme :* amendement n° 6 de la commission (suppression de la référence à la création d'une association foncière urbaine) ; retour au texte adopté par l'Assemblée nationale : adopté ; amendement n° 7 de la commission (aménagement de terrains ; notion d'autorisation de travaux divers) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (supprimant la dernière phrase du texte proposé pour l'article L. 300-3 de ce code) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 9 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6985) ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 11 de la commission (inscription de privilèges ou d'hypothèques) ; ordonnance d'expropriation ; inscriptions au fichier des hypothèques ; préemption automatique ; questions amiables : adopté ; amendement n° 12 de la commission (insérant les mots « tout à la fois » après les mots « leur utilisation ») ; déclaration de constructibilité de certains terrains : adopté ; amendement n° 13 de la commission (supprimant la référence à l'objectif d'urbanisation des terrains) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (cas des terrains désignés comme constructibles) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté (p. 6986).

Article 4 : amendement n° 15 de la commission (possibilité pour le propriétaire d'un terrain réservé pour un ouvrage public de demander l'acquisition de ce terrain, contenu de la demande d'acquisition, fixation des indemnités par le juge de l'expropriation) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 4.

Article 5 : amendements n° 16 et 17 de la commission (rédactionnels) : adoptés ;

— article 5, ainsi modifié : adopté (p. 6987).

Article 6 : amendement n° 18 de la commission (droit de préemption urbain) ; amendement n° 105 du Gouvernement (même objet) ; institution de plein droit du droit de préemption urbain sur l'étendue des zones urbaines de toutes les communes et dans les communes de plus de 10 000 habitants sur les zones d'urbanisation futures ; amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 105 : devenu sans objet ;

— article 6, ainsi modifié : adopté (p. 6988).

Article 7 : adopté.

Article 8 : *article L. 231-1 du code de l'urbanisme :* amendement n° 19 de la commission (prix de la dernière enchère) ; vente de biens de mineurs ou d'incapables majeurs ; liquidation judiciaire de biens : adopté ; amendement n° 20 de la commission (cas de contrat de location-accession) : adopté ; *article L. 213-2 du code de l'urbanisme :* amendement n° 21 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article L. 213-4 du code de l'urbanisme :* amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (zones comparables) ; rétablissement du texte adopté en première lecture : adopté (p. 6990) ; *article L. 213-7 du code de l'urbanisme :* amendement n° 24 de la commission (date du transfert de propriété) ; transfert de propriété à l'issue du délai de deux mois après la décision juridictionnelle : adopté ; *article L. 213-8 du code de l'urbanisme :* amendement n° 25 de la commission (fixant à cinq ans le délai pendant lequel le titulaire du droit de préemption ne peut plus exercer ce droit en cas de renonciation) : adopté ; *article L. 213-15 du code de l'urbanisme :* amendement n° 26 de la commission (supprimant les mots « et la responsabilité » dans cet article) ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée : adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 10 : amendement n° 27 de la commission (supprimant la référence aux groupements de collectivités locales dans cet article) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (substituant au mot « buts » le mot « objets ») : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté (p. 6991).

Article 11 : *article L. 124-1 du code de l'urbanisme :* amendement n° 98 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean Jarosz (avis des communes concernées) ; politique départementale des espaces naturels ; compétences du département en matière de protection et de mise en valeur des espaces naturels : rejeté ; *article L. 142-2 du code de l'urbanisme :* amendement n° 29 de la commission (supprimant la référence à l'agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France) ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale : adopté ; amendement n° 30 de la commission (supprimant la référence aux régions dans cet article) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (supprimant le 14e alinéa (e) de cet article) (p. 6993) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (locaux à usage d'habitation) ; sous-amendement n° 106 du Gouvernement (cas des D. O. M.) ; exonération de la taxe départementale des espaces naturels sensibles pour les logements dont le financement ouvre droit à l'aide personnalisée au logement ; cas des D. O. M. et des logements sociaux en métropole ; sous-amendement n° 106 : adopté ; amendement n° 30, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 33 de la commission (fixant à 2 p. 100 les variations maximales du taux de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) : adopté ; *article L. 142-3 du code de l'urbanisme :* amendement n° 34 de la commission (supprimant la référence à l'avis de la chambre d'agriculture) ; retour au texte adopté par l'Assemblée nationale : adopté ; amendement n° 35 de la commission (supprimant la référence à l'accord des conseils municipaux intéressés) ; rétablissement du texte adopté en première lecture : adopté ; amendement n° 36 de la commission (zones de préemption) (p. 6994) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (suppression de la dernière phrase du troisième alinéa de l'article L. 142-3 du code de l'urbanisme) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (même objet) : adopté ; *article L. 142-5 du code de l'urbanisme :* amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 142-8 du code de l'urbanisme :* amendement n° 41 de la commission (possibilité de demander la rétrocession de terrains préemptés non utilisés comme espaces naturels) ; rétablissement du texte adopté en première lecture) : adopté ; *article L. 142-8-1 du code de l'urbanisme :* amendement n° 42 de la commission (de conséquence) : adopté ; *article L. 142-12 du code de l'urbanisme :* amendement n° 43 de la commission (zones de préemption) ; autorisation préalable de division des propriétés foncières (p. 6995) : adopté après rectification ; *après l'article L. 142-12 du code de l'urbanisme :* amendement n° 44 de la commission (taxe départementale des espaces verts) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 45 de la commission (déclaration préalable de toute division volontaire en propriété ou en jouissance d'une propriété foncière) ; sous-amendement n° 107 du Gouvernement (milieux agricoles) ; sous-amendement n° 108 du Gouvernement (maintien des équilibres biologiques) ; recours au système de la déclaration préalable et de l'autorisation de la division des propriétés ; morcellements fonciers (p. 6996) ; sous-amendements n° 107 et n° 108 : adoptés ; amendement n° 45, ainsi modifié : adopté.

Article 12 : amendement n° 46 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 14 : amendement n° 47 de la commission (personnes compétentes pour recueillir l'avis des organismes ou associations) : adopté ; amendement n° 48 de la commission (supprimant la référence à la décision de création d'une zone d'aménagement concerté) ; décision de création de la zone et établissement du plan d'aménagement de zone (p. 6997) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (soumission du plan d'aménagement de zone à enquête publique) ; autorité organisant cette enquête : adopté ; amendement n° 50 de la commission (réalisation d'un nouveau projet d'intérêt général ; modification du plan d'aménagement de zone : adopté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 16 : amendement n° 51 de la commission (supprimant la référence aux règles applicables aux locataires aux preneurs de biens agricoles) ; rétablissement du texte adopté en première lecture : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *bis* : adopté.

Article 19 : amendement n° 52 de la commission (conditions d'élaboration du budget du compte administratif des opérations de l'association) (p. 6998) ; sous-amendement n° 123 du Gouvernement (supprimant la référence à l'absence de poursuite contre les personnes cumulant des fonctions de directeur d'une association et de prestataire de service de cette association) ; distinction entre les fonctions d'exécution des décisions de l'association foncière urbaine et les prestations ; situation des directeurs de ces associations ; sous-amendement n° 123 : adopté ; amendement n° 52, ainsi modifié : adopté ;
— article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 : amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 109 du Gouvernement (cas des locaux à usage d'habitation principale à caractère social) (p. 6999) ; D. O. M. ; sous-amendement n° 109 : adopté ; amendement n° 53, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 110 du Gouvernement (mise à la charge des constructeurs d'une partie des dépenses de réalisation des équipements publics) ; taxe locale d'équipement : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 54 de la commission devient sans objet ; amendement n° 111 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté ;
— article 20, ainsi modifié : adopté (p. 7000).

Article 21 — *article L. 332-6 du code de l'urbanisme :* amendement n° 55 de la commission (taxes ou contributions obtenues en violation des dispositions de cet article) : adopté ; *article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme ;* amendements n°s 56, 57 et 58 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; *article L. 332-9 du code de l'urbanisme :* amendement n° 59 de la commission (supprimant la référence aux équipements de viabilisation d'assainissement ou d'éclairage public) ; retour au texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 7001) : adopté ; amendement n° 99 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean Jarosz (participation ne pouvant être inférieure à la taxe locale d'équipement normalement exigible) ; taxe locale d'équipement ; périmètre d'aménagement ; participation forfaitaire exigible des constructeurs dans ces périmètres ; institution d'un régime de participation ; taxe locale d'équipement : rejeté ;
— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 : amendement n° 60 de la commission (cas de l'autorité délivrant l'autorisation de construire) ; financement de travaux nécessaires à la viabilité de la construction : adopté ; amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté ;
— article 22, ainsi modifié : adopté (p. 7002).

Article 23 : amendement n° 100 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean Jarosz (supprimant le paragraphe IV *bis* de cet article) ; plafond légal de densité ; versement pour dépassement du plafond ; promoteurs privés ; spéculation immobilière ; augmentation du plafond : rejeté ; amendement n° 112 du Gouvernement (limite légale de densité) ; modification de cette limite ; personnes pouvant faire cette modification ; construction dans les centres urbains : adopté ;
— article 23, ainsi modifié : adopté (p. 7003).

Article 24 : amendement n° 86 de M. Jean Rigaud (abrogeant le dernier alinéa de l'article L. 122-1 du code de l'urbanisme) ; schémas directeurs : retiré ; amendement n° 62 de la commission (supprimant le paragraphe I A de cet article) ; modalités de révision des schémas directeurs (p. 7004) ; modification des schémas directeurs ; amendement n° 113 du Gouvernement (conditions de modification d'un schéma directeur) ; sous-amendement n° 122 de M. Jean Rigaud (possibilité de suspendre les effets d'un schéma directeur en cours de modification) ; modification des schémas directeurs approuvés avant le 1er octobre ; amendement n° 62 : rejeté ; révision du schéma directeur ; modification d'un schéma directeur (p. 7005) ; cas particulier de la ville de Lyon ; sous-amendement n° 122 : retiré ; amendement n° 113 : adopté ; en conséquence, les amendements n°s 85 et 87 de M. Jean Rigaud deviennent sans objet ; amendement n° 63 de la commission (supprimant le paragraphe I B de cet article) ; révision du plan d'occupation des sols ; adopté ; amendement n° 64 de la commission (supprimant le paragraphe I de cet article) : adopté ; amendement n° 65 de la commission (supprimant le paragraphe I *ter* de cet article) ; déclaration d'utilité publique ; décentralisation des compétences en matière d'élaboration des plans ; amendement n° 114 du Gouvernement (acte déclaratif d'utilité publique) ; travaux routiers et ferroviaires ; décentralisation ; amendement n° 65 : rejeté ; amendement n° 114 : adopté ; amendement n° 66 de la commission (supprimant le paragraphe XVIII *bis* de cet article) ; chambres des métiers ; droit de préemption urbain ; droit de préemption dans les zones d'aménagement différé ; adopté ; amendement n° 115 du Gouvernement (d'harmonisation) (p. 7006) ; adopté ; amendement n° 67 de la commission (obligation d'obtenir une autorisation de construction) ; personnes concessionnaires des services publics des régions ; adopté ; amendement n° 68 de la commission (supprimant le paragraphe 30 de cet article) ; délivrance d'un permis de construire ; constructions susceptibles d'abriter 100 personnes ou plus ; accord du représentant de l'Etat dans ce cas ; adopté ;
— article 24 : adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 69 de la commission (cas où le permis de démolir porte sur un immeuble portant une plaque commémorative) ; occupation nazie ; opération de rénovation du tissu urbain ; obligation de conserver les plaques commémoratives ; organisation d'une réglementation à ce sujet ; code des communes (p. 7007) ; adopté.

Article 25 : amendement n° 88 de M. Jean Rigaud (possibilité pour une communauté urbaine de subdéléguer son droit de préemption) ; conseil de communautés ; communauté urbaine de Lyon ; plan d'action foncière ; délégation du droit de préemption : rejeté ; amendement n° 116 du Gouvernement (programme d'aménagement d'ensemble) ; détermination de secteurs d'aménagement ; organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon ; communautés urbaines ; adopté ; amendement n° 117 du Gouvernement (produit des participations aux dépenses d'équipements publics) (p. 7008) ; participation des constructeurs aux équipements publics ; adopté ; amendements n°s 70 et 71 de la commission (de coordination) : adoptés ;
— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 : amendement n° 72 de la commission (rôle, statut et modalités de fonctionnement des offices publics d'aménagement et de construction) (p. 7009) : adopté ; amendement n° 73 de la commission (supprimant le paragraphe II de cet article) : adopté ; amendement n° 74 de la commission (exercice des compétences mentionnées aux 4e et 5e alinéas de l'article L. 421-1) ; compétences des offices publics d'H. L. M. ; adopté ; amendement n° 75 de la commission (délégation partielle des compétences) : adopté ;
— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 — *article L. 441-1 du code de la construction :* amendement n° 101 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean Jarosz (équilibre social des quartiers et des communes) ; attribution des logements H. L. M. ; notion d'équilibre social des quartiers ; crédits d'attribution des logements ; logements des catégories défavorisées (p. 7010) : rejeté ; amendement n° 76 de la commission (fixation des modalités de consultation du maire de la commune d'implantation des logements suivant leur attribution) ; amendement n° 102 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (consultation du maire de la commune sur les modalités d'attribution des logements sociaux) ; politique d'attribution des logements H. L. M. ; sociétés anonymes ; délais d'attribution des logements ; amendement n° 76 : adopté ; amendement n° 1022 : devenu sans objet ; amendement n° 118 du Gouvernement (cas où les conventions de réservation ne respectent pas les limites prévues par cet article) ; offices d'H. L. M. : adopté ; amendement n° 89 de M. Jean Rigaud (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; responsabilités des conseils d'administration des organismes de logements sociaux ; réservation de logements au profit de personnes prioritaires ; attribution de logements H. L. M. à des mal logés : rejeté (p. 7001) ; amendement n° 77 de la commission (rôle du représentant de l'Etat dans le département) ; définition des obligations de réservation au profit des personnes prioritaires : adopté ; amendement n° 103 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean Jarosz (attribution de la moitié au moins des logements sociaux à des personnes mal logées ou défavorisées) ; logements sociaux ; politique locale de l'habitat ; rôle du commissaire de la République ; rôle des collectivités locales : rejeté ; amendement n° 78 de la commission (information du maire sur toutes les attributions réalisées pour ces logements) ; attribution des logements par les organismes d'H. L. M. ; élargissement des possibilités de réservation de la commune : adopté ; *article L. 441-2 du code de la construction :* amendement n° 79 de la commission (problème de l'attribution des logements et des conditions de leur réservation ; rôle du représentant de l'Etat dans le département (p. 7012) ; sous-amendement n° 104 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Jean Jarosz (attribution d'une partie des logements aux personnes mal logées ou défavorisées) ; sous-amendement n° 104 : rejeté ; amendement n° 79 : adopté ;
— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 27 *bis* : adopté.

Article 33 : amendement n° 80 de la commission (cas des établissements publics et des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'opérations d'aménagement) ; amendement n° 125 du

Gouvernement (même objet) ; amendement n° 80 : adopté ; amendement n° 125 : devenu sans objet ;
— article 33, ainsi modifié : adopté (p. 7013).

Article 34 : amendement n° 81 de la commission (implantation de la publicité) : adopté ;
— article 34, ainsi modifié : adopté.

Article 35 : amendement n° 121 de M. Philippe Bassinet (de suppression) ; problèmes posés par l'abrogation de divers textes anciens concernant l'utilisation des anciennes zones fortifiées ; ceinture verte de Paris ; cas de la ville de Lille : adopté ;
— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendements n° 124 du Gouvernement, n°s 82 et 83 de la commission, n° 93 de M. Louis Moulinet et n° 84 de la commission : devenus sans objet.

Explications de vote (p. 7014) :

Plafond légal de densité : *Jarosz (Jean)* (p. 7014, 7015).

Vote positif du groupe communiste : *Jarosz (Jean)* (p. 7015).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7015).

8. — Projet de loi n° 2393 relatif à l'**urbanisme au voisinage des aérodromes.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 24 octobre 1984 par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Georges Le Baill (8 novembre 1984). — Rapport n° **2476** (4 décembre 1984). — Discussion le 14 décembre 1984. — Adoption le 14 décembre 1984. — Projet de loi n° **726.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 décembre 1984] (p. 6961) :

Aéroport d'Orly : *Nungesser (Roland)* (p. 6964) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6965, 6966) ; *Quilès (Paul)* (p. 6968).
Circulaire de 1973 : *Le Baill (Georges)* (p. 6962) ; *Quilès (Paul)* (p. 6963) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6965).
Commissions consultatives : *Le Baill (Georges)* (p. 6962).
Etudes d'impact : *Nungesser (Roland)* (p. 6964).
Groupe de travail « Gabolde » : *Le Baill (Georges)* (p. 6962) ; *Quilès (Paul)* (p. 6963, 6967).
Plans d'exposition au bruit : *Le Baill (Georges)* (p 6962) ; *Quilès (Paul)* (p. 6964, 6968).
Taxes parafiscales : *Le Baill (Georges)* (p. 6962) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 6965).
Vote positif du groupe socialiste : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 6967).
Zones de bruit (classification des —) : *Le Baill (Georges)* (p. 6962, 6963) ; *Quilès (Paul)* (p. 6963) ; *Nungesser (Roland)* (p. 6964) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 6965) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6965, 6966) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 6967).
Zones de bruit (constructions dans les —) : *Le Baill (Georges)* (p. 6963) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6966) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 6967) ; *Quilès (Paul)* (p. 6968).

Discussion de l'article unique (insérant un chapitre VII au titre IV du livre I^er^ du code de l'urbanisme) (p. 6968) : redevance sur le bruit ; aéroport de Paris ; aéroport de Marseille ; aérodromes militaires ; *article L. 147-1 du code de l'urbanisme* (conditions d'utilisation des sols au voisinage des aérodromes) ; amendement n° 1 de la commission (schéma de secteur) (p. 6969) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (précisant les travaux visés par cet article) : adopté ; *article L. 147-2 du code de l'urbanisme :* (classement des aérodromes en trois zones) ; amendement n° 3 de la commission (périmètres militaires) : adopté ; amendement n° 14 de M. Paul Mercieca (fixation de la liste par décret) : rejeté ; *après l'article L. 147-2 du code de l'urbanisme :* amendement n° 13 de la commission (création d'une commission consultative de l'environnement) ; plan d'exposition au bruit ; rôle de la commission (p. 6970) : rejeté ; *article L. 147-3 du code de l'urbanisme* (plan d'exposition au bruit) : amendement n° 27 de M. Roland Nungesser soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (consultation de la région et des communes sur le plan d'exposition au bruit) ; conditions d'établissement du plan d'exposition au bruit ; concertation : rejeté; amendement n° 4 de la commission (consultation de la commission consultative de l'environnement) : adopté après rectification ; amendement n° 5 de la commission (publicité du plan) : adopté (p. 6971) ; amendement n° 6 de la commission (compatibilité du plan d'occupation des sols avec les prescriptions de l'article L. 147-5) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (plans d'exposition aux bruits existants) ; sous-amendement n° 35 du Gouvernement (référence à la directive relative à la construction dans les zones de bruit) ; amendement n° 17 de M. Paul Mercieca (plans existants) ; sous-amendement n° 25 : adopté ; amendement n° 7 : adopté après modification ; amendement n° 17 : devenu sans objet ; amendement n° 16 de M. Paul Mercieca (possibilité pour le conseil municipal de modifier la zone C) ; compétences en matière d'urbanisme (p. 6972) : rejeté ; *article L. 147-4 du code de l'urbanisme* (contenu du plan d'exposition au bruit) ; amendement n° 18 de M. Paul Mercieca (réduction du bruit émis par les aéronefs) ; rapport « Gabolde » ; calcul des indices : rejeté ; amendement n° 28 de M. Roland Nungesser soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (impossibilité de créer de nouvelles zones en cas de développement de l'activité aérienne) ; besoins du trafic aérien : rejeté ; amendement n° 19 de M. Paul Mercieca (adaptation de la zone C) : rejeté ; amendement n° 20 de M. Paul Mercieca (avis des communes et de la commission consultative) (p. 6973) ; détermination des indices et des zones de bruit : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (formation aéronautique) : adopté ; *article L. 147-5 du code de l'urbanisme* (urbanisation dans les zones d'exposition au bruit) ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (équipements publics ou collectifs) ; installations nécessaires à l'activité aéronautique : adopté ; amendement n° 21 de M. Paul Mercieca (constructions d'habitations afférentes aux équipements) ; logements de fonction (p. 6974) : rejeté ; amendement n° 29 de M. Roland Nungesser, soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (supprimant le 2^e^ de cet article) ; transfert des populations ; réhabilitation de logements : rejeté ; amendement n° 22 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (extension mesurée des constructions) : adopté ; amendement n° 23 de M. Paul Mercieca (supprimant la référence aux constructions individuelles non groupées) ; zone C : rejeté ; amendement n° 24 de M. Paul Mercieca (extension mesurée des constructions) (p. 4975) : adopté ; *article L. 147-6 du code de l'urbanisme* (isolation acoustique) ; amendement n° 11 de la commission (autorisation d'occuper le sol) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (de conséquence) : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 26 du Gouvernement (création facultative d'une commission consultative de l'environnement) ; sous-amendement n° 30 de M. Georges Le Baill (création à la demande d'une commune concernée) : adopté ; amendement ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 6976) :

Abstention du groupe communiste : *Mercieca (Paul)* (p. 6976).
Abstention du groupe R. P. R. : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 6976).
Concertation : *Quilès (Paul)* (p. 6976).
Vote positif du groupe soicaliste : *Nevoux (Paulette)* (p. 6976).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6976).

9. — Proposition de loi n° 2511 relative au **plafond légal de densité.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 décembre 1984 par M. Yves Sautier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Aménagement de la Défense.

Voir *Questions orales sans débat* **626.**

U. R. S. S.

Citoyens soviétiques d'origine juive.

Voir *Questions orales sans débat* **755.**

Voyage du Président de la République en —
Voir *Questions au Gouvernement* **860, 962, 990.**

URUGUAY

Voir *Questions au Gouvernement* **846, 977.**

V

VALEXY-VALLOUREC (entreprise)
Voir *Questions au Gouvernement* **985.**

VEAUX
Voir *Pharmacie* **7.**

VEDEL (rapport)
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** avant l'article 1er ; article 1er ; après l'article 1er ; article 2 ; article 3 ; article 4 ; avant l'article 10 ; article 10 ; article 14 ; avant l'article 15.

VENTES
Transparence des conditions de —
Voir *Questions au Gouvernement* **976.**

VIANDE
Voir *Lois de finances* **9** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.

VIGNETTE-TABAC
Questions orales sans débat **667.**
Sécurité sociale **17.**
Tabacs et allumettes **1.**

VILLES NOUVELLES
3. — Proposition de loi n° 2452 tendant à valider les actes réglementaires et non réglementaires pris sur la base de l'arrêté du commissaire de la République du département de Seine-et-Marne portant révision du périmètre d'urbanisation et modification de la liste des communes membres de l'**agglomération du Grand-Melun et de Sénart-Villeneuve** et autorisant la création du syndicat d'agglomération de Sénart-Ville Nouvelle.
Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 novembre 1984 par M. Alain Vivien et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette (12 décembre 1984).
Voir *Collectivités locales* **16.**

VINS ET VITICULTURE
Voir *Agriculture* **13.**
Lois de finances **9** (deuxième partie), Agriculture, B. A. P. S. A.
Questions au Gouvernement **972, 1011.**
Appellations d'origine contrôlées (A. O. C.)
Voir *Boissons et alcools* **11.**
Chaptalisation
Voir *Questions orales sans débat* **608.**
Fiscalité
Voir *Lois de finances* **9** (première partie), après l'article 22.
Marché du vin
Voir *Questions orales sans débat* **726.**
Sommet de Dublin
Voir *Questions au Gouvernement* **1135, 1146, 1156.**
Vins délimités de qualité supérieure (V. D. Q. S.)
Voir *Boissons et alcools* **11.**
Viticulture alsacienne
Voir *Questions orales sans débat* **643.**
Viticulteurs du Midi
Voir *Questions au Gouvernement* **838, 850, 858.**

VIOLENCES ET VOIES DE FAIT
1. — Propositions de loi n° 2022 interdisant les **enquêtes de « moralité »** sur les victimes de viol et de certains attentats aux mœurs. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1984 par Mme Gisèle Halimi. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (17 mai 1984).

VIVISECTION
Expériences sur les animaux
Voir *Questions orales sans débat* **582.**

VOGUE (Journal)
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 9.

VOIES D'EXECUTION
1. — Proposition de loi n° 1938 tendant à supprimer la **contrainte par corps** pour les condamnés justifiant de leur insolvabilité. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jacques Toubon (5 avril 1984).

VOTES
Sans débat
Voir *Traités et conventions* **12, 72, 95, 98, 100, 101, 102, 103, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 123, 124, 125, 128, 131, 133, 135.**

W

WILLOT (Frères)
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** article 25.

Y

YEUX OUVERTS (Campagne télévisée : les —)
Voir *Edition, imprimerie et presse* **8,** après l'article 5 ; après l'article 7.

Z

ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRE
Voir *Enseignement privé* **5.**

ANNEXE

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les numéros des documents déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale et les rubriques de la teble des matières (avec l'indication de la place qu'ils occupent à l'intérieur de ces rubriques).

NUMEROS des documents.	RUBRIQUES DE LA TABLE
1961	Associations et mouvements **9.**
1962	Agriculture **13.**
1963	Edition, imprimerie et presse **8.**
1964	Pétrole et produits raffinés **5.**
1965	Entreprises **15.**
1966	Entreprises **15.**
1967	Entreprises publiques **5.**
1968	Entreprises **15.**
1969	Entreprises publiques **5.**
1970	Handicapés **8.**
1971	Associations et mouvements **10.**
1972	Energie **4.**
1973	Baux **14.**
1974	Procédure pénale **5.**
1975	Police **4.**
1976	Emprunts **1.**
1977	Edition, imprimerie et presse **9.**
1978	Formation professionnelle et promotion sociale **2.**
1979	Formation professionnelle et promotion sociale **2.**
1980	Formation professionnelle et promotion sociale **2.**
1981	Faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens **6.**
1982	Politique extérieure **10.**
1983	Impôts et taxes **5.**
1984	Communes **13.**
1985	Faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens **7.**
1986	Fonctionnaires et agents publics **21.**
1987	Pétrole et produits raffinés **4** et **5.**
1988	Entreprises **15.**
1989	Entreprises **15.**
1990	Formation professionnelle et promotion sociale **2.**
1991	Formation professionnelle et promotion sociale **2.**
1992	Traités et conventions **95.**
1993	Traités et conventions **96.**
1994	Traités et conventions **97.**
1995	Traités et conventions **98.**
1996	Traités et conventions **99.**
1997	Traités et conventions **100.**
1998	Impôts et taxes **6.**
1999	Traités et conventions **101.**
2000	Constitution **3.**
2001	Agriculture **13.**
2002	Entreprises **21.**
2003	Parlement **15.**
2004	Politique économique et sociale **7.**
2005	Politique économique et sociale **6.**
2006	Aménagement du territoire **2.**
2007	Sports **2.**
2008	Traités et conventions **102.**
2009	Impôts et taxes **6.**
2010	Lois de règlement **4.**
2011	Tabacs et allumettes **1.**
2012	Traités et conventions **103.**
2013	Enfants **9.**
2014	Traités et conventions **12.**
2015	Traités et conventions **96.**
2016	Traités et conventions **97.**
2017	Logement **12.**
2018	Logement **13.**
2019	Justice **18.**
2020	Commerce et artisanat **9.**
2021	Assurance-vieillesse : généralités **11.**
2022	Violences et voies de fait **1.**
2023	Successions et libéralités **2.**
2024	Edition, imprimerie et presse **10.**
2025	Etat civil **5.**
2026	Elections et référendums **32.**
2027	Femmes **13.**
2028	Elections et référendums **33.**
2029	Impôt sur le revenu **10.**
2030	Etrangers **7.**
2031	Commerce et artisanat **10.**
2032	Logement **14.**
2033	Santé publique **2.**
2034	Collectivités locales **13.**
2035	Poissons, produits d'eau douce et de la mer **2.**
2036	Pharmacie **7.**
2037	Traités et conventions **104.**
2038	Fonctionnaires et agents publics **21.**
2039	Logement **9.**
2040	Successions et libéralités **3.**
2041	Divorce **6.**
2042	Lois de finances **8.**
2043	Cours d'eau, étangs et lacs **2.**
2044	Examens, concours et diplômes **7.**
2045	Pharmacie **3** et **5.**
2046	Minerais et métaux **2.**
2047	Déclarations du Gouvernement **11.**
2048	Transports aériens **3.**
2049	Français **7.**
2050	Traités et conventions **104.**
2051	Enseignement privé **5.**
2052	Enseignement agricole **1.**
2053	Professions et activités médicales **8.**
2054	Logement **15.**
2055	Parlement **16.**
2056	Pêche **5.**
2057	Pétroles et produits raffinés **6.**
2058	Impôts et taxes **4.**
2059	Associations et mouvements **9.**
2060	Politique extérieure **10.**
2061	Poissons, produits d'eau douce et de la mer **2.**
2062	Collectivités locales **14.**
2063	Elections et référendums **34.**
2064	Traités et conventions **101.**
2065	Traités et conventions **72.**
2066	Traités et conventions **95.**
2067	Traités et conventions **98.**
2068	Entreprises **21.**
2069	Déclarations du Gouvernement **12.**
2070	Procédure pénale **6.**
2071	Chômage : indemnisation **6.**
2072	Traités et conventions **105.**
2073	Traités et conventions **106.**
2074	Propriété industrielle **1.**
2075	Etrangers **8.**
2076	Communication **1.**
2077	Constitution **4.**
2078	Sécurité sociale **17.**
2079	Traités et conventions **100.**
2080	Etrangers **9.**
2081	Pharmacie **7.**
2082	Polynésie française **4.**
2083	Logement **9.**
2084	Avortement **5.**
2085	Police **5.**
2086	Impôts sur le revenu **11.**
2087	Divorce **7.**
2088	Enfants **10.**
2089	Nouvelle-Calédonie **6.**
2090	Associations et mouvements **11.**
2091	Chômage : indemnisation **7.**
2092	Conseil économique et social **8.**
2093	Santé publique **3.**
2094	Nouvelle-Calédonie **7.**
2095	Nouvelle-Calédonie **8.**

NUMEROS des documents.	RUBRIQUES DE LA TABLE
2096	Urbanisme **7.**
2097	Banques et établissements financiers **7.**
2098	Enfants **9.**
2099	Cours d'eau, étangs et lacs **2.**
2100	Santé publique **3.**
2101	Logement **15.**
2102	Pêche **5.**
2103	Professions et activités médicales **8.**
2104	Communication **1.**
2105	Procédure pénale **6.**
2106	Fonctionnaires et agents publics **22.**
2107	Magistrature **2.**
2108	Postes et télécommunications **2.**
2109	Traités et conventions **99.**
2110	Propriété industrielle **1.**
2111	Enseignement agricole **1.**
2112	Agriculture **13.**
2113	Fonctionnaires et agents publics **21.**
2114	Traités et conventions **99.**
2115	Traités et conventions **102.**
2116	Traités et conventions **105.**
2117	Traités et conventions **103.**
2118	Traités et conventions **106.**
2119	Traités et conventions **107.**
2120	Traités et conventions **108.**
2121	Traités et conventions **109.**
2122	Traités et conventions **110.**
2123	Traités et conventions **111.**
2124	Traités et conventions **112.**
2125	Traités et conventions **113.**
2126	Traités et conventions **114.**
2127	Traités et conventions **115.**
2128	Traités et conventions **116.**
2129	Traités et conventions **117.**
2130	Traités et conventions **118.**
2131	Nouvelle-Calédonie **7.**
2132	Nouvelle-Calédonie **8.**
2133	Enseignement privé **5.**
2134	Sécurité sociale **18.**
2135	Traités et conventions **119.**
2136	Collectivités locales **14.**
2137	Corse **6.**
2138	Automobiles et cycles **2.**
2139	Départements d'outre-mer **7.**
2140	Politique économique et sociale **7.**
2141	Minerais et métaux **2.**
2142	Etrangers **8.**
2143	Sports **2.**
2144	Audiovisuel **4.**
2145	Audiovisuel **5.**
2146	Pêche **5.**
2147	Sécurité sociale **17.**
2148	Conseil économique et social **8.**
2149	Tabacs et allumettes **1.**
2150	Audiovisuel **6.**
2151	Ordres professionnels **1.**
2152	Etrangers **10.**
2153	Procédure civile et commerciale **1.**
2154	Communes **14.**
2155	Corse **7.**
2156	Anciens combattants et victimes de guerre **12.**
2157	Langues et cultures régionales **2.**
2158	Enfants **11.**
2159	Audiovisuel **7.**
2160	Agriculture **13.**
2161	Tabacs et allumettes **1.**
2162	Banques et établissements financiers **7.**
2163	Sports **2.**
2164	Aménagement du territoire **2.**
2165	Postes et télécommunications **2.**
2166	Défense nationale **5.**
2167	Fonctionnaires et agents publics **22.**
2168	Magistrature **2.**
2169	Propriété artistique et littéraire **2.**
2170	Edition, imprimerie et presse **8.**
2171	Départements d'outre-mer **7.**
2172	Collectivités locales **14.**
2173	Audiovisuel **4.**
2174	Audiovisuel **5.**
2175	Sécurité sociale **18.**
2176	Boissons et alcools **9.**
2177	Collectivités locales **14.**
2178	Successions et libéralités **3.**
2179	Traités et conventions **107.**
2180	Traités et conventions **112.**
2181	Traités et conventions **116.**
2182	Traités et conventions **118.**
2183	Traités et conventions **120.**
2184	Traités et conventions **121.**
2185	Communautés européennes **7.**
2186	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **5.**
2187	Logement **9.**
2188	Elections et référendums **35.**
2189	Elections et référendums **36.**
2190	Peines **9.**
2191	Fonctionnaires et agents publics **23.**
2192	Enseignement **2.**
2193	Baux **15.**
2194	Edition, imprimerie, presse **8.**
2195	Traités et conventions **108.**
2196	Traités et conventions **109.**
2197	Traités et conventions **110.**
2198	Traités et conventions **111.**
2199	Traités et conventions **113.**
2200	Traités et conventions **114.**
2201	Traités et conventions **115.**
2202	Traités et conventions **117.**
2203	Logement **15.**
2204	Cours d'eau, étangs et lacs **2.**
2205	Pharmacie **7.**
2206	Mer et littoral **10.**
2207	Urbanisme **7.**
2208	Logement **15.**
2209	Pharmacie **7.**
2210	Produits agricoles et alimentaires **1.**
2211	Fonctionnaires et agents publics **21.**
2212	Sécurité sociale **17.**
2213	Corse **6.**
2214	Cours d'eau, étangs et lacs **2.**
2215	Fonctionnaires et agents publics **21.**
2216	Procédure pénale **6.**
2217	Mer et littoral **10.**
2218	Agriculture **13.**
2219	Sports **2.**
2220	Mer et littoral **11.**
2221	Boissons et alcools **11.**
2222	Tabacs et allumettes **1.**
2223	Entreprises **21.**
2224	Procédure pénale **6.**
2225	Sports **2.**
2226	Collectivités locales **14.**
2227	Logement **9.**
2228	Cours d'eau, étangs et lacs **2.**
2229	Sports **2.**
2230	Enseignement agricole **1.**
2231	Enseignement agricole **1.**
2232	Sécurité sociale **18.**
2233	Sécurité sociale **18.**
2234	Sécurité sociale **17.**
2235	Propriété artistique et littéraire **2.**
2236	Tabacs et allumettes **1.**
2237	Entreprises **21.**
2238	Agriculture **13.**
2239	Logement **15.**
2240	Produits agricoles et alimentaires **1.**
2241	D. O. M. **7.**
2242	Audiovisuel **5.**
2243	Logement **15.**
2244	Logement **15.**
2245	Agriculture **13.**
2246	Produits agricoles et alimentaires **1.**
2247	Tabacs et allumettes **1.**
2248	Audiovisuel **4.**
2249	Sports **2.**
2250	Fonctionnaires et agents publics **21.**
2251	Sports **2.**
2252	Sécurité sociale **17.**
2253	Etrangers **11.**
2254	Audiovisuel **5.**
2255	Audiovisuel **4.**
2256	Traités et conventions **102.**

NUMEROS des documents.	RUBRIQUES DE LA TABLE
2257	Traités et conventions **102.**
2258	Audiovisuel **5.**
2259	Audiovisuel **4.**
2260	Fonctionnaires et agents publics **21.**
2261	Traités et conventions **121.**
2262	Pharmacie **7.**
2263	Produits agricoles et alimentaires **1.**
2264	Sociétés civiles et commerciales **9.**
2265	Bâtiments et travaux publics **2.**
2266	D.O.M. **7.**
2267	Etrangers **8.**
2268	Produits agricoles et alimentaires **1.**
2269	Etrangers **8.**
2270	Produits agricoles et alimentaires **1.**
2271	D.O.M. **7.**
2272	Etrangers **8.**
2273	Ordre public **7.**
2274	Tabacs et allumettes **1.**
2275	Tabacs et allumettes **1.**
2276	Audiovisuel **5.**
2277	Audiovisuel **4.**
2278	Audiovisuel **5.**
2279	Audiovisuel **4.**
2280	Transports aériens **3.**
2281	Sécurité sociale **17.**
2282	Sécurité sociale **17.**
2283	Agriculture **13.**
2284	Agriculture **13.**
2285	Produits agricoles et alimentaires **1.**
2286	Produits agricoles et alimentaires **1.**
2287	Logement **15.**
2288	Logement **15.**
2289	Etrangers **8.**
2290	Etrangers **8.**
2291	D.O.M. **7.**
2292	D.O.M. **7.**
2293	Anciens combattants et victimes de guerre **13.**
2294	Associations et mouvements **12.**
2295	Associations et mouvements **13.**
2296	Assurance-vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires **12.**
2297	Peines **10.**
2298	Travail **16.**
2299	Sécurité sociale **19.**
2300	Impôts et taxes **7.**
2301	Enseignement privé **6.**
2302	Procédure pénale **7.**
2303	Enseignement privé **6.**
2304	Nouvelle-Calédonie **7.**
2305	Nouvelle-Calédonie **8.**
2306	Energie **5.**
2307	Ameublement **1.**
2308	Obligation alimentaire **1.**
2309	Pollution et nuisances **4.**
2310	Polynésie française **4.**
2311	Nouvelle-Calédonie **7.**
2312	Nouvelle-Calédonie **8.**
2313	Nouvelle-Calédonie **7.**
2314	Déclarations du Gouvernement **13.**
2315	Polynésie française **4.**
2316	Nouvelle-Calédonie **7.**
2317	Nouvelle-Calédonie **7.**
2318	Assurance-vieillesse : généralités **12.**
2319	Propriété artistique et littéraire **3.**
2320	Procédure civile et commerciale **2.**
2321	Langues et cultures régionales **3.**
2322	Saint-Pierre-et-Miquelon **1.**
2323	Elections et référendums **37.**
2324	Elections et référendums **37.**
2325	Fonctionnaires et agents publics **22.**
2326	Magistrature **2.**
2327	Fonctionnaires et agents publics **22.**
2328	Magistrature **2.**
2329	Fonctionnaires et agents publics **22.**
2330	Magistrature **2.**
2331	Fonctionnaires et agents publics **22.**
2332	Magistrature **2.**
2333	Fonctionnaires et agents publics **22.**
2334	Edition, imprimerie et presse **8.**
2335	Magistrature **2.**
2336	Edition, imprimerie et presse **8.**
2337	Edition, imprimerie et presse **8.**
2338	Etat civil **6.**
2339	Edition, imprimerie et presse **8.**
2340	Edition, imprimerie et presse **8.**
2341	Prix et concurrence **5.**
2342	Publicité **1.**
2343	Travail **17.**
2344	Audiovisuel **8.**
2345	Traités et conventions **122.**
2346	Comptabilité privée **1.**
2347	Lois de finances **9.**
2348	Transports aériens **3.**
2349	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de bien **5.**
2350	Obligation alimentaire **1.**
2351	Collectivités locales **15.**
2352	Entreprises **22.**
2353	Traités et conventions **123.**
2354	Traités et conventions **124.**
2355	Traités et conventions **125.**
2356	Comptabilité privée **1.**
2357	Lois de finances **10.**
2358	Collectivités locales **15.**
2359	Eau et assainissement **3.**
2360	Boissons et alcools **11.**
2361	Postes et télécommunications **2.**
2362	Postes et télécommunications **2.**
2363	Audiovisuel **8.**
2364	Postes et télécommunications **2.**
2365	Lois de finances **9.**
2366	Lois de finances **9.**
2367	Lois de finances **9.**
2368	Lois de finances **9.**
2369	Lois de finances **9.**
2370	Lois de finances **9.**
2371	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **6.**
2372	Faillite. règlement judiciaire et liquidation de biens **6.**
2373	Traités et conventions **126.**
2374	Traités et conventions **127.**
2375	Postes et télécommunications **2.**
2376	Postes et télécommunications **2.**
2377	Entreprises **22.**
2378	Transports aériens **3.**
2379	Elections et référendums **38.**
2380	Procédure pénale **8.**
2381	Enfants **12.**
2382	Assurance vieillesse : généralités **13.**
2383	Electricité et gaz **2.**
2384	Transports maritimes **2.**
2385	Transports maritimes **3.**
2386	Parlement **17.**
2387	Papiers et cartons **2.**
2388	Traités et conventions **128.**
2389	Transports urbains **3.**
2390	Enseignement agricole **2.**
2391	Circulation routière **8.**
2392	Audiovisuel **8.**
2393	Urbanisme **8.**
2394	Traités et conventions **129.**
2395	Ordre public **7.**
2396	Aménagement du territoire **2.**
2397	Assurance-vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires **13.**
2398	Comptabilité privée **1.**
2399	Entreprises **22.**
2400	Traités et conventions **130.**
2401	Traités et conventions **131.**
2402	Traités et conventions **132.**
2403	Traités et conventions **133.**
2404	Traités et conventions **134.**
2405	Traités et conventions **135.**
2406	Traités et conventions **121.**
2407	Obligations alimentaire **1.**
2408	Environnement **5.**
2409	Audiovisuel **8.**
2410	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **6.**
2411	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **5.**
2412	Automobiles et cycles **4.**

NUMEROS des documents.	RUBRIQUE DE LA TABLE
2413	Pollution et nuisances **4.**
2414	Entreprises **22.**
2415	Justice **19.**
2416	Traités et conventions **136.**
2417	Urbanisme **7.**
2418	Pétrole et produits raffinés **4.**
2419	Eau et assainissement **3.**
2420	Audiovisuel **8.**
2421	Enseignement agricole **2.**
2422	Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires **13.**
2423	Transports maritimes **4.**
2424	Bâtiments et travaux publics **3.**
2425	Traités et conventions **137.**
2426	Traités et conventions **138.**
2427	Assurances **5.**
2428	Sécurité sociale **20.**
2429	Famille **5.**
2430	Baux **16.**
2431	Obligation alimentaire **1.**
2432	Comptabilité privée **1.**
2433	Procédure pénale **7.**
2434	Traités et conventions **128.**
2435	Traités et conventions **123.**
2436	Traités et conventions **125.**
2437	Traités et conventions **121.**
2438	Traités et conventions **119.**
2439	Traités et conventions **120.**
2440	Traités et conventions **122.**
2441	Traités et conventions **124.**
2442	Traités et conventions **127.**
2443	Collectivités locales **16.**
2444	Transports urbains **3.**
2445	Saint-Pierre-et-Miquelon **1.**
2446	Traités et conventions **136.**
2447	Tourisme et loisirs **3.**
2448	Traités et conventions **126.**
2449	Traités et conventions **136.**
2450	Fruits et légumes **2.**
2451	Français : langue **4.**
2452	Villes nouvelles **3.**
2453	Défense nationale **6.**
2454	Peines **11.**
2455	Copropriété **1.**
2456	Aménagement du territoire **2.**
2457	Lois de finances rectificatives **8.**
2458	Sécurité sociale **20.**
2459	Baux **16.**
2460	Justice **19.**
2461	Bâtiment et travaux publics **3.**
2462	Papiers et cartons **2.**
2463	Lois de finances rectificatives **8.**
2464	Collectivités locales **16.**
2465	Traités et conventions **131.**
2466	Traités et conventions **132.**
2467	Traités et conventions **133.**
2468	Traités et conventions **135.**
2469	Transports aériens **3.**
2470	Famille **5.**
2471	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **5.**
2472	Traités et conventions **139.**
2473	Traités et conventions **140.**
2474	Lois de finances rectificatives **8.**
2475	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **6.**
2476	Urbanisme **8.**
2477	Urbanisme **7.**
2478	Transports aériens **3.**
2479	Transports maritimes **2.**
2480	Environnement **5.**
2481	Bâtiments et travaux publics **2.**
2482	Traités et conventions **140.**
2483	Traités et conventions **137.**
2484	Traités et conventions **129.**
2485	Circulation routière **8.**
2486	Transports maritimes **4.**

NUMEROS des documents.	RUBRIQUE DE LA TABLE
2487	Transports maritimes **3.**
2488	Déclarations du Gouvernement **14.**
2489	Politique extérieure **11.**
2490	Lois de finances **9.**
2491	Lois de finances **9.**
2492	Assurances **5.**
2493	Automobiles et cycles **4.**
2494	Ordre public **5.**
2495	Collectivités locales **15.**
2496	Parlement **18.**
2497	Comptabilité privée **1.**
2498	Eau et assainissement **3.**
2499	Baux **16.**
2500	Audiovisuel **8.**
2501	Audiovisuel **8.**
2502	Comptabilité privée **1.**
2503	Baux **16.**
2504	Transports urbains **3.**
2505	Eau et assainissement **3.**
2506	Transports aériens **3.**
2507	Transports aériens **3.**
2508	Lois de finances **9.**
2509	Déclarations du Gouvernement **15.**
2510	Baux **16.**
2511	Urbanisme **9.**
2512	Ordre public **8.**
2513	Police **6.**
2514	Peines **12.**
2515	Cimetières et pompes funèbres **2.**
2516	Travail **18.**
2517	Commerce et artisanat **11.**
2518	Traités et conventions **127.**
2519	Collectivités locales **15.**
2520	Transports urbains **3.**
2521	Traités et conventions **127.**
2522	Aménagement du territoire **2.**
2523	Armes et munitions **2.**
2524	Traités et conventions **141.**
2525	Charbon **2.**
2526	Aménagement du territoire **2.**
2527	Sécurité sociale **20.**
2528	Collectivités locales 15.
2529	Famille **5.**
2530	Baux **16.**
2531	Sécurité sociale **20.**
2532	Famille **5.**
2533	Traités et conventions **127.**
2534	Baux **16.**
2535	Lois de finances **9.**
2536	Lois de finances rectificatives **8.**
2537	Traités et conventions **127.**
2538	Lois de finances **9.**
2539	Traités et conventions **127.**
2540	Sécurité sociale **20.**
2541	Famille **5.**
2542	Traités et conventions **138.**
2543	Traités et conventions **134.**
2544	Traités et conventions **130.**
2545	Collectivités locales **15.**
2546	Traités et conventions **127.**
2547	Traités et conventions **127.**
2548	Collectivités locales **15.**
2549	Peines **13.**
2550	Contributions indirectes **2.**
2551	Impôts sur le revenu **12.**
2552	Impôts sur le revenu **13.**
2553	Animaux **6.**
2554	Justice **20.**
2555	Mayotte **2.**
2556	Sociétés civiles et commerciales **10.**
2557	Lois de finances rectificatives **8.**
2558	Sécurité sociale **20.**
2559	Famille **5.**
2560	Sécurité sociale **20.**
2561	Famille **5.**
2562	Lois de règlement **5.**

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.